Les PUBLICATIONS DU QUÉBEC

LE QUÉBEC STATISTIQUE

Édition 1985-1986

Québec

LE QUÉBEC STATISTIQUE

Édition 1985-1986

LE QUÉBEC STATISTIQUE

Édition 1985-1986

Pour tout renseignement concernant
le BSQ et les données statistiques
qui y sont disponibles, s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou
1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou
1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 1985
ISBN 2-551-09130-6
58e édition de l'*Annuaire du Québec*

Reproduction autorisée à condition
de mentionner la source.

Avant-propos

Sous le nouveau titre *Le Québec statistique*, le Bureau de la statistique du Québec poursuit la publication de l'*Annuaire du Québec* dont la première parution date de 1914.

Comme dans les éditions antérieures, le lecteur y retrouvera une multitude de renseignements d'ordre statistique relatifs au milieu physique ainsi qu'aux aspects démographiques, sociaux et économiques de la société québécoise, accompagnés d'une revue des événements qui ont marqué le Québec durant la période couverte et d'une présentation des institutions politiques et judiciaires québécoises.

Afin d'assurer la continuité historique de cet ouvrage de référence unique, l'ordre et le choix des chapitres subissent peu de changements et les données essentielles sont reprises d'une édition à l'autre. Reflet du Québec d'aujourd'hui, *Le Québec statistique* permet non seulement l'accès aux plus récentes données mais aussi, par le biais de textes portant sur des sujets d'intérêt général, d'acquérir une meilleure connaissance du Québec.

De nombreuses personnes au sein de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux et du BSQ, ainsi que quelques universitaires, ont prêté leur concours à la préparation de cet ouvrage; je désire, ici, leur exprimer mes plus sincères remerciements.

La directrice générale

Nicole P. Gendreau

Le Québec statistique a été préparé et réalisé à la Direction de la diffusion du Bureau de la statistique du Québec.

Directeur:	André Chénier.
Responsable de la rédaction:	Marie-Thérèse H. Thibault.
Rédacteurs(trice):	Mireille Barrière Henri-Claude Joseph Claude Larose.
Compilation des tableaux:	Édouard Dussault Alain Lachance.

Responsable de l'édition:	André David.
Coordonnateur de la production:	Gil Michel.
Correction linguistique et normalisation:	Maggy Trudelle.
Conception graphique:	Laurent Langlois.
Réalisation graphique:	Yvonne Landry Marie Pelletier.
Dactylographie et traitement de textes:	Maryse Dubé Micheline Lapalme Réjeanne Picard.

Index:	Microfor, Québec.
Composition et montage:	Caractéra, Québec.
Impression:	Atelier des Sourds, Montréal.

Principales abréviations

μ	Microgramme
Δ	Variation
kg	Kilogramme
kl	Kilolitre
km	Kilomètre
m^3	Mètre cube
n	Nombre
t	Tonne
tep	Tonne d'équivalent pétrole
‰	Pour mille
'000	En milliers
'000 000	En millions

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
—	Néant ou zéro
--	Donnée infime
e	Donnée estimée
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
x	Donnée confidentielle

Avertissement

On trouvera en fin de chapitre des définitions et notes explicatives se rapportant aux données présentées dans le chapitre. Nous invitons fortement le lecteur à en prendre connaissance afin d'éviter une interprétation erronée des données.

Précision

À moins d'indications contraires, l'usage du masculin dans les textes et tableaux s'applique indistinctement aux hommes et aux femmes.

Table des matières

Revue des années 1982-1984	9
Le développement québécois de l'ère pionnière aux conquêtes postindustrielles	37
Les institutions politiques et judiciaires du Québec	57
L'évolution démographique du Québec 1980-1984	75
L'évolution socio-culturelle du Québec de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui	113
L'économie du Québec au début des années quatre-vingt	129
1. Traits géographiques	143
2. Environnement	177
3. Gouvernement et administration publique	217
4. Population	267
5. Santé et services sociaux	325
6. Justice et criminalité	375
7. Éducation	417
8. Culture	459
9. Travail et revenu	499
10. Agriculture	555
11. Pêches	609
12. Forêts	655
13. Mines	695
14. Énergie	727
15. Industries manufacturières	757
16. Construction et logement	793
17. Commerce et consommation	819
18. Tourisme et loisirs	871
19. Transports	905
20. Communications	941
21. Commerce international	967
22. Institutions financières	1045
23. Finances publiques	1089
24. Comptes économiques	1137
Index	1161

Revue des années 1982-1984

par Lilianne Plamondon et Richard Jones*

Chronologie

6 janvier 1982
Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales et député de Louis Hébert, annonce son retrait de la vie politique à la suite de l'échec constitutionnel du 5 novembre 1981.

15 janvier 1982
Montréal vit une nouvelle grève du transport en commun.

9 février 1982
Les résultats du référendum interne du Parti québécois, auquel ont participé près de 50% des membres, sont dévoilés; 95% disent oui à la question posée par l'exécutif national concernant la redéfinition de l'option fondamentale du parti.

17 février 1982
Jacques-Yvan Morin est nommé ministre des Affaires intergouvernementales.

23 février 1982
Claude Charron, leader du gouvernement à la Chambre, démissionne du cabinet.

25 février 1982
Michèle Jean, présidente de la Commission d'étude sur la formation des adultes, rend public son rapport.

* Les auteurs sont historiens. M. Jones est professeur au département d'histoire de l'université Laval. Les renseignements et les chiffres contenus dans cette chronologie et dans la revue des événements qui suit ont été puisés dans la presse écrite de janvier 1982 à décembre 1984.

8 mars 1982
Le parlement de Westminster adopte en dernière lecture le «Canada Bill».

23 mars 1982
Yves Bérubé, président du Conseil du trésor, présente le budget des dépenses du gouvernement du Québec pour l'exercice financier 1982-83. Les dépenses prévues se chiffrent à 23,3 milliards de dollars, en hausse de 12,4% sur 1981-82.

5 avril 1982
La conférence au sommet réunissant des représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat débute à Québec.

Les libéraux remportent les élections partielles dans Louis-Hébert et Saint-Laurent.

9 avril 1982
Mort du chef d'orchestre Wilfrid Pelletier à l'âge de 85 ans.

17 avril 1982
La Reine proclame la nouvelle constitution canadienne à Ottawa. Le Parti québécois organise une contre-manifestation à Montréal qui attire 25 000 personnes.

25 avril 1982
Pierre Mauroy, premier ministre de France, arrive à Bagotville pour entamer la partie québécoise de sa visite canadienne.

8 mai 1982
Gilles Villeneuve trouve la mort dans un accident sur la piste de Zolder, en Belgique, lors des essais officiels du Grand prix de Belgique.

18 mai 1982
Bombardier décroche un contrat de 1 milliard de dollars pour la fabrication de wagons pour le métro de la ville de New York.

25 mai 1982
Jacques Parizeau, ministre des Finances, présente son sixième budget. Il prévoit la récupération des hausses de salaires aux employés publics, le gel des tarifs des médecins et l'augmentation de la taxe de vente à 9%, afin de maintenir le déficit à 3 milliards de dollars.

27 mai 1982
Donatien Corriveau est élu président de la CSN lors de son congrès biennal.

17 juin 1982
Les omnipraticiens commencent une grève générale illimitée. Le gouvernement y mettra fin par une loi spéciale.

21 juin 1982
Camille Laurin, ministre de l'Éducation, dépose son livre blanc sur la réforme scolaire intitulé *L'école québécoise: une école communautaire, responsable.*

23 juin 1982
Le projet de loi 65 sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels est adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale qui ajourne ses travaux jusqu'au 9 novembre 1982.

14 juillet 1982
René Lévesque s'adresse aux sénateurs républicains à Washington et dénonce les politiques économiques d'Ottawa, surtout celles en matières d'investissements étrangers.

25 juillet 1982
La pire émeute des annales pénitencières canadiennes coûte la vie à 3 gardiens et à 2 détenus à l'Institut Archambault de Saint-Anne-des-Plaines.

10 août 1982
Claude Ryan démissionne de la direction du Parti libéral du Québec. Gérard D. Lévesque assurera l'intérim.

24 août 1982
Décès de Mgr Félix-Antoine Savard, auteur de *Menaud, maître-draveur.*

8 septembre 1982
La Cour supérieure du Québec déclare inconstitutionnelle la «clause Québec» de la loi 101, portant sur l'admissibilité aux écoles anglaises.

9 septembre 1982
René Lévesque, premier ministre du Québec, annonce un remaniement ministériel. Il y est surtout question de changements de structures: quatre ministères sont créés, les ministères d'État disparaissent, trois nouveaux députés entrent au cabinet, et les ministres Marcel Léger et Lucien Lessard quittent.

21 septembre 1982
Yves Bérubé, président du Conseil du trésor, dévoile les offres du gouvernement aux 310 000 employés de l'État. Après un gel total pour 1983, les salaires augmenteront de 5% en 1984 et de 3,27% en 1985.

16 octobre 1982
Décès du Dr Hans Selye, inventeur du concept du stress.

31 octobre 1982
Marguerite Bourgeoys, co-fondatrice de Montréal, est canonisée à Rome. C'est la première sainte canadienne.

2 novembre 1982
Iron Ore du Canada annonce l'arrêt définitif de ses activités minières à Schefferville.

10 novembre 1982
La Fédération des Affaires sociales ainsi que les employés du réseau scolaire débraient pour 24 heures. Le syndicat des employés d'entretien de la CTCUM fait la grève aussi.

14 novembre 1982
Jean Drapeau est élu à un 8e mandat à la mairie de Montréal. Jean Doré se classe deuxième et Henri-Paul Vignola, lointain troisième.

1er décembre 1982
Le gouvernement met en vigueur la loi 70 pour ce qui est des 9 établissements universitaires du Québec, en adoptant 56 décrets prolongeant la durée des conventions collectives et fixant le traitement des 32 000 professeurs et autres employés.

6 décembre 1982
La Cour suprême confirme le jugement du 7 avril 1982 par la Cour d'appel du Québec: elle juge que le Québec n'a jamais bénéficié d'un droit de veto constitutionnel.

7 décembre 1982
Hugh George Hambleton, professeur à l'université Laval, est condamné à Londres à 10 ans de prison pour espionnnage au profit de l'URSS.

9 décembre 1982
Québec dépose 90 000 pages de décrets qui définissent les conditions de travail des 310 000 employés des secteurs public et parapublic jusqu'au 31 décembre 1985. Le projet de loi 105, imposant des conventions collectives aux employés de l'État, est adopté par l'Assemblée nationale deux jours plus tard.

14 décembre 1982
Une panne de transformateur à Lévis prive le Québec entier d'électricité pendant plus d'une demi-journée.

7 janvier 1983
Clément Richard, ministre des Affaires culturelles, publie un document intitulé «Des actions culturelles pour aujourd'hui». C'est un plan d'action axé sur Montréal, métropole culturelle.

26 janvier 1983
La ronde des grèves du Front commun débute chez les enseignants du collégial.

17 février 1983
Le projet de loi 111, visant à mettre fin à la grève dans l'enseignement et prévoyant des mesures draconiennes, est adopté. La CEQ recommande à ses membres d'y désobéir.

3 mars 1983
Hergé, créateur de Tintin, favori de millions de lecteurs francophones, meurt à Bruxelles.

8 mars 1983
Robert Rumilly, auteur, entre autres ouvrages, de *l'Histoire de la province de Québec* en 42 tomes, meurt à Montréal.

23 mars 1983
La session s'ouvre à Québec. René Lévesque, lors du discours inaugural, promet des changements comprenant des réformes sociales et le maintien du programme d'aide aux petites et moyennes entreprises.

17 avril 1983
La CEQ, le gouvernement et les commissions scolaires signent une entente par laquelle sont intégrées aux décrets les dispositions du rapport Désilets.

5 mai 1983
Raymond Garneau annonce qu'il ne sera pas candidat à la direction du Parti libéral du Québec.

10 mai 1983
Jacques Parizeau, ministre des Finances, présente son discours du budget. Il n'y aura pas de diminution de taxes ni d'impôts; la taxe de vente demeurera à 9% pour une autre année; la taxe ascenseur de 40%, présentée aussi comme une mesure temporaire, restera. Le régime d'épargne-actions est modifié pour venir en aide aux PME en phase de croissance. Il est prévu que le déficit s'élèvera à 3,2 milliards de dollars par rapport à 3,1 milliards pour l'année 1982-83.

31 mai 1983
Le projet de loi sur le développement scientifique et technologique est déposé à l'Assemblée nationale. Les universités, inquiètes des visées centralisatrices du gouvernement, obtiennent de se faire entendre en commission parlementaire.

11 juin 1983
Brian Mulroney est choisi chef du Parti conservateur fédéral au 4^e tour du scrutin; il remporte 54,5% des voix contre 45,5% pour Joe Clark.

20 juin 1983
Le Parti libéral du Québec sort victorieux des élections partielles dans Charlesbourg, Saguenay et Saint-Jacques.

29 juin 1983
Un accord est signé entre la société française Pechiney et la Société générale de financement pour la construction d'une aluminerie à Bécancour.

13 juillet 1983
La romancière Gabrielle Roy meurt à Québec après une courte maladie.

10 août 1983
La 24e conférence annuelle des premiers ministres provinciaux débute à Toronto sous le thème de «soutenir la reprise».

28 août 1983
Décès du Père Émile Legault, un des chefs de file du théâtre québécois de 1937 à 1952 et bien connu pour ses émissions à la radio et à la télévision.

14 septembre 1983
Le Parti nationaliste est officiellement lancé à Montréal par son chef intérimaire Marcel Léger.

27 septembre 1983
Le sommet économique de Québec débute: la zone métropolitaine de Québec veut s'affirmer comme 2e centre économique du Québec et aussi comme capitale régionale.

15 octobre 1983
Robert Bourassa est élu chef du Parti libéral du Québec avec 75% du vote au premier tour de scrutin. Il défait les députés Pierre Paradis et Daniel Johnson.

26 octobre 1983
Décès de l'écrivain Yves Thériault, auteur d'*Agaguk* et de plusieurs autres romans.

15 novembre 1983
Jacques Parizeau présente un mini-budget qui réduit de moitié la surtaxe sur l'essence et prévoit une somme de 30 millions de dollars d'ici mars 1984 pour assurer le financement des mesures comprises dans le programme de relance annoncé le 13 novembre par René Lévesque.

24 novembre 1983
Pierre Marois, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, démissionne; Pauline Marois le remplacera.

5 décembre 1983
Les libéraux remportent les élections partielles dans Jonquière et Mégantic-Compton.

6 décembre 1983
Le consortium franco-québécois Comterm-Matra décroche le contrat de 9000 micro-ordinateurs destinés à l'enseignement.

14 et 16 février 1984
Gaétan Boucher gagne deux médailles d'or pour le 1000 et le 1500 mètres en patinage de vitesse aux 14e jeux d'hiver à Sarajevo.

29 février 1984
Pierre Elliott Trudeau, chef du Parti libéral du Canada, annonce sa démission et demande la convocation d'un congrès au leadership.

5 mars 1984
René Lévesque effectue un remaniement ministériel à la suite du départ de Jacques-Yvan Morin. Robert Dean entre au cabinet comme ministre du Revenu; Pierre-Marc Johnson passe à la Justice, Yves Bérubé à l'Éducation, Alain Marcoux aux Affaires municipales, Jacques Léonard aux Transports. Les responsabilités de Bernard Landry sont sensiblement accrues.

3 mai 1984
La Cour suprême nie à Terre-Neuve le droit d'exproprier la centrale électrique de Churchill Falls.

8 mai 1984
Un jeune caporal tue 3 personnes et en blesse 13 autres à l'Assemblée nationale.

17 mai 1984
Marcel Léger démissionne comme chef du Parti nationaliste. Il sera remplacé comme chef intérimaire par Denis Monière.

22 mai 1984
Jacques Parizeau présente son huitième discours du budget. Il y aura abolition graduelle du péage sur les autoroutes et hausse de taxe sur les tabacs. Un déficit de 3,2 milliards de dollars est prévu.

27 mai 1984
La centrale LG-4 est inaugurée, marquant ainsi la fin prochaine des travaux de la première phase du complexe La Grande à la baie James.

16 juin 1984
John Turner est choisi chef du Parti libéral fédéral, battant au 2e tour son plus proche adversaire, Jean Chrétien, par 494 voix.

18 juin 1984
Les élections partielles dans Marie-Victorin, Sauvé et Marguerite-Bourgeoys donnent 3 victoires aux libéraux.

René Lévesque inaugure à Gaspé les fêtes du 450e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier.

29 juin 1984
John Turner prête serment comme premier ministre du Canada.

30 juin 1984
Les grands voiliers défilent sur le fleuve devant Québec sous les yeux de près d'un million de spectateurs émerveillés.

12 août 1984
Les jeux de la 23[e] Olympiade prennent fin à Los Angeles; les athlètes du Canada se distinguent, dont Sylvie Bernier de Sainte-Foy, médaillée d'or en plongeon et Alwyn Morris de Kahnawake, médaillé d'or en kayak.

3 septembre 1984
Une bombe explose à la Gare centrale à Montréal, faisant 3 morts et une trentaine de blessés.

4 septembre 1984
Sous le leaderchip de Brian Mulroney, les conservateurs fédéraux remportent les élections fédérales, faisant élire 211 députés dont 58 au Québec; 14 femmes, un nombre record, sont élues au Québec.

17 septembre 1984
Brian Mulroney, nouveau premier ministre du Canada, choisit son cabinet. Parmi les 40 ministres se trouvent 11 Québécois dont seulement deux, outre M. Mulroney, se voient confier des ministères importants avec siège au comité des priorités.

25 septembre 1984
Louise Harel est nommée ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration; Marcel Léger devient ministre délégué au Tourisme.

30 septembre 1984
On découvre près de 10 000 caribous noyés à l'embouchure de la Caniapiscau; c'est un désastre écologique sans précédent dans les annales du Nouveau-Québec.

8 novembre 1984
Laurent Fabius, premier ministre de France, arrive en visite à Québec.

22 novembre 1984
Les ministres Jacques Parizeau, Jacques Léonard, Camille Laurin, Gilbert Paquette et Denise Leblanc-Bantey, en désaccord avec la mise en veilleuse de l'option souverainiste, remettent leur démission.

26 novembre 1984
Le candidat libéral Jean-François Viau gagne l'élection partielle dans Saint-Jacques. C'est la 22[e] victoire libérale à de telles élections depuis 1976.

Guy Lafleur, du Canadien de Montréal, annonce qu'il accroche ses patins.

27 novembre 1984
Louise Harel démissionne à son tour du cabinet Lévesque. Yves Duhaime devient ministre des Finances, Jean-Guy Rodrigue est nommé à l'Énergie et aux Ressources, et Jacques Rochefort à l'Habitation et à la Protection du consommateur.

29 novembre 1984

Guy Chevrette devient ministre des Affaires sociales et Jacques Brassard, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

3 décembre 1984

Denis Lazure, ministre chargé des Relations avec les citoyens, démissionne du cabinet.

6 décembre 1984

Brian Mulroney et René Lévesque se rencontrent à Québec pour un premier tête-à-tête. Peu après, Québec et Ottawa signent une entente-cadre de développement économique et régional prévoyant des dépenses de 1,6 milliard de dollars pour les 5 premières années de cet accord qui aura une durée de 10 ans.

18 décembre 1984

L'Orchestre symphonique de Montréal obtient le Disque de platine pour souligner la vente au Canada de 100 000 copies de l'enregistrement du *Bolero* de Ravel.

Une fuite de gaz naturel provoque une explosion qui fait cinq morts dans le quartier Nouveau-Bordeaux à Montréal.

20 décembre 1984

Avant d'ajourner ses travaux au 12 mars 1985, l'Assemblée nationale adopte le projet de loi 3 sur l'enseignement primaire et secondaire public en l'absence des libéraux qui doutent de sa constitutionnalité.

René Lévesque effectue un nouveau remaniement ministrériel. Quatre députés accèdent au cabinet pour la première fois: Jean-Pierre Jolivet (Forêts), Henri Lemay (Développement et Voirie des régions), Elie Fallu (Relations avec les citoyens), et Maurice Martel (Revenu). François Gendron devient ministre de l'Éducation alors que son prédécesseur, Yves Bérubé, est chargé du nouveau ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie.

Vie économique: crise et reprise

L'actualité québécoise pour les années 1982-1984 est dominée par la pénible crise économique que traverse la province. Bien sûr, le reste du Canada comme, d'ailleurs, le monde vit cette crise. Mais le Québec est plus éprouvé que l'Ontario ou les provinces des Prairies. La litanie mensuelle des statistiques fédérales sur le chômage comporte bien peu de nouvelles réjouissantes pour les Québécois. Constamment à la hausse depuis 1980, le taux de chômage atteint 15,6% en août 1982: c'est un record pour le Québec depuis la dépression. Près d'un demi-million de Québécois sont officiellement inscrits comme étant à la recherche d'un emploi. En ce même mois, le Canada dans son ensemble enregistre un taux de 12,2%.

Le bilan de Statistique Canada pour 1982 montre que c'est au Québec que l'hémorragie des emplois est la plus marquée: la province perd 5,4% de ses emplois en regard de 3,3% dans le reste du Canada. Ce sont surtout les plus jeunes qui sont frappés: le taux de chômage des 15 à 24 ans se situe à 27% au coeur de la crise. Dans cette année difficile, la valeur de la production des biens et des services chute de 5,7%, le déclin le plus marqué au Canada après celui de la Colombie Britannique.

Une reprise s'amorce en 1983 et le produit intérieur brut au Québec s'accroît de 3%. Néanmoins, les effets sur le taux de chômage sont quasi imperceptibles; plus de 13% des travailleurs demeurent sans emploi. Québec a plus de mal que l'Ontario à récupérer des emplois perdus pendant la récession et les faillites sont nombreuses. D'après Pierre Lortie, président de la Bourse de Montréal, la sous-capitalisation des entreprises québécoises constitue la véritable source des difficultés.

En 1983, le Québec récupère 115 000 emplois, soit près de 60% des 196 000 perdus depuis 1981. Mais l'Ontario, profitant de l'effet accélérateur de la hausse des ventes d'automobiles, retrouve presque entièrement les 215 000 emplois perdus. Quant à 1984, le chômage se situe toujours aux alentours de 13% au Québec et la province achève de récupérer les emplois disparus depuis 1981. Néanmoins, à certains égards, 1984 est une très bonne année et la reprise est robuste. Le produit intérieur réel augmente de 4,9% en regard de 4,4% pour l'ensemble du Canada. Les investissements s'accroissent de 14% par rapport à 1983. En particulier, le secteur minier qui, à la suite du programme gouvernemental visant à accélérer la réalisation des projets miniers, bénéficie de 740 millions de dollars de nouveaux capitaux et dont l'expédition de métaux primaires, en volume, est en hausse de 35%. Les livraisons de bois augmentent de 28%, le meuble progresse de 21% et les expéditions de papier de 18%. L'industrie de la construction redémarre en trombe, notamment à Montréal; Yvon Lamarre, président du Comité exécutif de Montréal, estime que le redressement de l'économie de sa ville ne fait plus de doute. 1985 s'annonce moins bonne, cependant, même si on estime que les investissements au Québec devraient augmenter à un rythme plus élevé qu'ailleurs au Canada.

La crise atteint sévèrement les industries liées à l'exploitation des ressources naturelles, comme les mines et les pâtes et papiers, aussi bien que l'industrie manufacturière. Faute de commandes, l'industrie aéronautique, la plus grande industrie de la région de Montréal, voit fondre le quart de ses emplois en six mois en 1982. D'ailleurs, la part québécoise dans la construction des avions F-18, estimée d'abord à 48%, est progressivement révisée à la baisse pour se chiffrer à environ 25% seulement. Dans l'industrie du meuble, l'année désastreuse de 1982 voit la disparition d'un emploi sur quatre. Quant au textile, où les mises à pied sont aussi fort nombreuses, l'avenir ne s'annonce guère rose. Une étude publiée en 1984 soutient que la concurrence étrangère et la fin des accords du GATT en 1988 auront raison de cette industrie même si elle modernise son équipement.

Plusieurs entreprises défraient les chroniques d'affaires au cours des années 1982 à 1984. Dans le secteur manufacturier, la Société générale de financement, appartenant à l'État québécois, affiche des pertes en 1982 en raison du mauvais rendement de certaines de ses filiales telles Forano et Pétromont. La SGF redevient rentable en 1983 mais en 1984 elle se départit de ses filiales Volcano, John Meunier et Forano. En outre, elle forme une nouvelle filiale, Bio-méga Inc., et promet d'investir de 5 à 20 millions de dollars dans la biotechnologie avant 1988. Une autre filiale, Marine Industrie, est frappée par une longue, et parfois violente, grève à l'automne 1984. Quant à Pétromont, qui alimente l'industrie pétrochimique au Québec en matières premières, Québec presse Ottawa d'exempter la compagnie de nouvelles taxes sur le pétrole et les deux gouvernements acceptent des engagements financiers à son égard. Lorsque Union Carbide, principal client de Pétromont, annonce la fermeture de son usine d'éthylène de Montréal-Est en septembre 1984, cette compagnie, Québec et la SGF concluent un accord qui permettra la survie de Pétromont et de Union Carbide jusqu'en avril 1985 avec une possibilité de prolongement pendant au moins quatre ans. Québec investira 65 millions de dollars dans Pétromont pour combler les pertes d'opération des deux usines.

Bonne nouvelle pour Bombardier, et pour Québec: cette compagnie, qui s'est hissée au premier rang des fabricants nord-américains de matériel de transport en commun, obtient en 1982 un contrat de 1 milliard de dollars pour la construction de 825 voitures de métro pour la ville de New York. Une autre compagnie, Bell Helicopter Textron, envisage d'investir 750 millions de dollars

sur 20 ans; les optimistes parlent de la création de 3 800 emplois dans la région de Montréal; les pessimistes préviennent que de tels espoirs sont irréalistes. Du côté des jeunes compagnies à haute technologie, Comterm s'est rapidement taillé une réputation enviable. Devant la concurrence, cependant, il doit mettre fin à la production de l'ordinateur portatif Hypérion en 1984 et affiche de lourdes pertes. En association avec la société française Matra, Comterm obtient un important contrat du ministère de l'Éducation pour la production de 9 000 ordinateurs pour les écoles.

L'industrie du raffinage se porte plutôt mal et en 1982 et 1983, devant les contractions du marché, les géants pétroliers annoncent plusieurs fermetures à Montréal. Quant au secteur de l'alimentation, Provigo, avec 30% du marché, Métro-Richelieu, avec 25%, et Steinberg, avec 20%, se livrent une vive concurrence. Steinberg, fort éprouvé par une guerre de prix qu'il avait lui-même déclenchée en début de 1983, connaît une période difficile sur le plan financier mais, fin 1984, semble avoir réussi à mettre fin à l'érosion de son marché.

Dans le domaine du transport, c'est Quebecair qui fait le plus souvent les manchettes. Pour sauver cette entreprise en difficulté, Québec souhaite une fusion avec Nordair alors que Jean-Luc Pépin, ministre fédéral des Transports, propose plutôt une association entre Air Canada et le gouvernement du Québec. En 1983, faute d'une entente, Québec prend le contrôle et injecte une somme de 26 millions de dollars, ce qui porte le total de ses investissements à 62,6 millions. De toute manière, le gouvernement promet de supporter Quebecair jusqu'à ce que la rentabilité soit atteinte. En 1984, grâce à une politique plus dynamique de mise en marché, la situation financière s'améliore et, au dire du président Jacques Léger, les pertes devraient se situer à près de 5 millions de dollars par rapport à 17 millions en 1983.

Le gouvernement québécois prend plusieurs initiatives pour contribuer à la relance de l'économie. Il vise des actions concertées avec ses principaux partenaires par l'organisation d'un troisième sommet national en avril 1982 et par sa participation à plusieurs sommets régionaux. En mai 1982, le ministre d'État au développement économique rend public un énoncé de politique annonçant un réalignement des priorités du Québec en matière de développement économique. Intitulé «Le virage technologique: bâtir le Québec, phase 2», ce document précise que le Québec mettra la priorité absolue dans l'innovation et la recherche ainsi que dans le développement de secteurs de pointe et à croissance élevée.

En avril 1982, en mars 1983 puis en novembre 1983, le gouvernement annonce des mesures de relance de l'économie et de l'emploi. Ces mesures visent principalement à soutenir les petites et moyennes entreprises, à accélérer les investissements privés et publics, à implanter le virage technologique et à gonfler les budgets des programmes de création d'emplois. Pour les petites et moyennes entreprises, un plan d'urgence garantit 200 millions de dollars de prêts en 1982 alors qu'en 1983, on ajoute un volet pour les protéger contre une augmentation des taux d'intérêt. Pour relancer la construction résidentielle, le gouvernement québécois, avec la coopération des travailleurs et des entrepreneurs du secteur de la construction et certaines institutions financières, crée Corvée-Habitation.

La province appuie aussi son plan de relance sur la stimulation des investissements privés, principalement par une politique de rabais des tarifs d'électricité. Le gouvernement accélère plusieurs investissements publics, notamment dans le transport en commun à Montréal, l'assainissement des eaux et le réseau de distribution d'Hydro-Québec. Diverses mesures visent à implanter le virage technologique, entre autres l'implantation de six nouveaux centres de recherche. Les budgets des programmes de création d'emplois sont augmentés sensiblement et une nouvelle approche est adoptée, visant le maintien ou le retour aux études des jeunes et la formation en entreprise des bénéficiaires de l'aide sociale.

Le secteur financier privé sort renforcé de ces années difficiles. Face à ses problèmes de rentabilité, la Banque nationale du Canada effectue des coupures de salaires et de dépenses générales, abolit

plus de 1 500 postes et ferme 137 succursales. Ces efforts portent fruit. Dès la fin de 1982, la Banque semble engagée dans la voie de la rentabilité et l'année 1983 sera la meilleure de son histoire. En 1984, la BNC se classe deuxième parmi les grandes banques canadiennes au chapitre de la performance. Quant à la petite Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, elle obtient le meilleur rendement sur l'actif de toutes les banques canadiennes pour l'exercice financier 1984.

Les milieux d'affaires, regroupés en associations, portent leur diagnostic sur les maux dont souffre la société québécoise et recommandent des solutions. Le COPEM, ou Comité de promotion économique de Montréal, regroupant la Chambre de commerce de Montréal et le Board of Trade, souhaite un gel des salaires dans la fonction publique pour permettre une réduction des dépenses de l'État et le Conseil du patronat abonde dans le même sens. La Chambre de commerce du Québec, pour sa part, publie un mémoire intitulé «Pour réduire les dépenses publiques»; elle veut une réduction du budget de 10 milliards de dollars en trois ans pour pouvoir baisser les impôts de 20%. Des hommes d'affaires influents, comme William Mulholland, président du conseil et chef de la direction de la Banque de Montréal, blâment plutôt les politiques linguistiques et surtout fiscales. Mais d'autres encore, comme le Comité exécutif de la ville de Montréal, affirment que la guérilla politique entre Ottawa et Québec et les mauvaises relations de travail ont nui bien plus au développement de Montréal que la loi 101.

Par ailleurs, les hommes d'affaires, s'appuyant sur les sondages, ne manquent pas de rappeler que l'entreprise privée jouit d'un prestige croissant alors que l'image des syndicats ne cesse de se détériorer. Leurs critiques des syndicats et des droits reconnus aux associations ouvrières se font plus fortes. Alors que les syndicats réclament des réductions du temps d'emploi sans perte de salaire, les patrons souhaitent que les employés augmentent leur semaine de travail pour la même paie. Le Conseil du patronat du Québec condamne les nouvelles dispositions que le gouvernement propose d'intégrer au Code du travail au printemps de 1983 et affirme qu'elles traduisent exclusivement les pressions syndicales. La Chambre de commerce du Québec, en congrès annuel en novembre 1984, révèle les résultats d'une enquête faite auprès de ses membres: si les réponses dénotent une assez forte acceptation de l'institution syndicale, elles n'en indiquent pas moins un rejet massif de certaines modalités de fonctionnement. Par exemple, 84% des répondants désapprouvent la loi antibriseurs de grève et 91% trouvent inacceptable l'absence de règlement obligeant le vote de grève sur une proposition écrite et fidèle aux offres patronales, vote qui se déroulerait sous la surveillance de représentants du ministère du Travail.

Dans le secteur de la construction, les employeurs souhaitent que les syndiqués acceptent des diminutions de salaires afin de pouvoir réduire les coûts et stimuler l'industrie. Devant l'impossibilité pour les parties d'en arriver à une entente négociée, le gouvernement impose en septembre 1984 de nouveaux décrets qui gèlent les salaires jusqu'en avril 1985 puis les augmentent de 4,5% pour l'année 1985-86.

Si la crise a des effets sérieux sur certaines industries, elle provoque un ralentissement marqué en 1982 et 1983 dans tout le secteur de l'exploitation des ressources naturelles. L'industrie forestière joue d'ordinaire un rôle de premier plan dans l'économie québécoise. Mais principalement en raison d'une baisse importante des exportations aux État-Unis, 1982 est une année désastreuse. Le taux d'activité des usines de pâtes et papiers chute à 75%, celui des scieries à 50%. L'année 1983 voit une légère amélioration et lorsque les résultats pour 1984 seront connus, on espère réaliser une nouvelle hausse de 2 à 3% surtout du côté des papiers fins, des pâtes et cartons. En outre, les compagnies envisagent de doubler leurs investissements en 1985. Quant au bois de sciage, cependant, cette industrie continue de faire face à un problème de surproduction massive en Amérique du Nord. Certes, elle aura à réduire ses coûts afin de devenir plus concurrentielle. Mais en même temps il faudra trouver de nouveaux débouchés.

L'industrie forestière éprouve aussi de graves problèmes à moyen et à long terme. En août 1984, Jacques Poirier, président de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, affirme: «La forêt québécoise est moribonde». Il fonde son diagnostic sombre sur un document du ministère de l'Énergie et des Ressources qui montre que dans certaines unités de gestion et même dans certaines régions au complet, notamment en Abitibi, on s'achemine vers une rupture de stock. Les feuillus de qualité se font plus rares, les nouvelles pousses de résineux sont de qualité inférieure et des épidémies affligent la forêt québécoise. L'industrie, qui devra moderniser des installations souvent vétustes, affirme ne pas avoir les moyens d'assumer seule les coûts du reboisement, et le gouvernement promet son aide.

La récession constitue un véritable coup de grisou économique pour l'industrie minière et démontre son extrême fragilité. En raison d'une forte baisse de la demande et des prix en déclin, la valeur de la production québécoise baisse de 4% en 1981, de 8,5% en 1982, et de 12% en 1983 malgré une augmentation importante de la production de l'or, devenu la principale substance exploitée au Québec maintenant.

Le fer et l'amiante (les deux substances minérales traditionnellement les plus importantes) tout comme le cuivre se trouvent en plein marasme. La concurrence des pays du tiers monde s'accroît et la demande, surtout dans de grands secteurs industriels comme la construction et l'auto, est en baisse. Au Québec, les mines (et les villes) de Schefferville et de Gagnon se ferment et la triste épopée de Sidbec, la sidérurgie québécoise, se poursuit. Face à des pertes d'opération de 617 millions de dollars en 15 ans qui risquent d'aller en augmentant, il n'y a plus de choix. En octobre 1984, le couperet tombe: la fermeture de la mine de Gagnon est annoncée; la compagnie Québec-Cartier, filiale de U.S. Steel, prendra la relève dans la production de boulettes de fer puisque ses coûts sont moindres. Sidbec restera avec des dettes d'au moins 300 et peut-être de 600 millions de dollars. Par contre, la ville minière de Fermont vivra pendant encore au moins 10 ans, assure le ministre de l'Industrie et du Commerce, Rodrigue Biron.

Quant à l'amiante, les inquiétudes face aux effets de ce minerai sur la santé ont grandement nui aux exportations qui chutent de 46% entre 1979 et 1983. La compagnie Johns Manville projette de vendre sa mine au Québec, la plus importante au monde. La Société nationale de l'amiante, constituée à la suite de l'expropriation par le gouvernement du Québec de la Société Asbestos, affiche des déficits croissants. Elle espère cependant atteindre la rentabilité grâce à la commercialisation d'une fibre d'amiante non toxique déjà produite en laboratoire. Malgré les sombres perspectives d'un avenir prochain, le gouvernement signale son intention de continuer d'investir dans cette industrie afin de la moderniser.

Grâce à ses ressources hydro-électriques, le Québec demeure un producteur important d'aluminium même s'il ne possède pas de bauxite. Mais la demande internationale stagne et Alcan annonce une diminution de ses investissements en 1982 et des licenciements en 1984. Comptant que la fermeture progressive d'installations vétustes aux États-Unis améliorera la situation du marché, le gouvernement y est allé de ses fonds pour amener la société française Pechiney-Ugine Kuhlman à construire une aluminerie à Bécancour; c'est un énorme projet de 2 milliards de dollars dont Québec est responsable du tiers. La production doit commencer en 1986.

Quant à Soquem, la Société québécoise d'exploration minière, elle se distingue parmi les sociétés d'État québécoises au chapitre de la rentabilité des investissements. En 1982-83, elle réalise des bénéfices de 16,9 millions de dollars et en 1983-84, elle augmente son chiffre d'affaires de 89% et enregistre des gains de 8,7 millions. Pour les six premiers mois de 1984-85, elle améliore sensiblement sa performance en raison notamment de meilleurs résultats dans l'exploitation des Mines Seleine aux Îles-de-la-Madeleine.

La santé de l'économie québécoise est étroitement liée à celle de la société Hydro-Québec, la compagnie possédant les actifs les plus importants au Canada et, après Bell, celle affichant les

bénéfices les plus élevés pour 1983-84. Mais cette compagnie doit aussi subir les effets de la crise tout comme ceux de l'évolution à plus long terme de son marché. En août 1982, elle publie un document intitulé: «Stratégie des années 1982-1993». Dans ce nouveau plan de développement, Hydro-Québec annonce que les investissements prévus chuteront de 80 à 35 milliards de dollars et que les besoins d'emprunts diminueront sensiblement. L'entreprise a dû reviser ses chiffres à la baisse à cause de la perte appréhendée de clients industriels au profit du gaz naturel, de la baisse démographique, de la récession et des effets des programmes d'économie d'énergie sur la consommation.

De fait, les ventes d'Hydro-Québec dans la province baissent de 3,1% en 1982 même si ses bénéfices s'accroissent de 43%, à 800 millions de dollars, grâce à une hausse de 17% des tarifs. En 1983, alors que les ventes inscrivent une hausse de 3,9%, les bénéfices nets se chiffrent à 707 millions de dollars. Mais au cours du 3e trimestre de 1984-85, la société enregistre des pertes en raison des frais d'intérêt et des dépenses d'amortissement. Devant la nécessité de comprimer ses coûts, Hydro-Québec annonce qu'elle procédera à des centaines de mises à la retraite prématurées.

En 1984, Hydro-Québec fête ses 40 ans. L'ère de l'expansion et de l'épopée de la Baie-James est bien révolue. D'ici la fin du siècle, on envisage peu de croissance dans le marché traditionnel au Québec malgré que la société ne pourra que profiter du mouvement vers une plus grande autonomie énergétique. En 1982, Yves Duhaime, alors ministre de l'Énergie et des Ressources, prévoit que la part de l'électricité augmentera de 34% en 1985 à 40% en 1990. Quant au gaz naturel, l'objectif retenu est de 15% en 1990, alors que la part du pétrole, à 74% en 1979 et à 57% en 1982, devra baisser à 43% au maximum.

Par contre, quelques bonnes nouvelles viennent ragaillardir les Hydro-Québécois. La compagnie sort victorieuse de son litige avec Terre-Neuve qui souhaitait annuler le contrat intervenu entre Hydro-Québec et Terre-Neuve en 1969 sur l'énergie des chutes Churchill. Il faudra tout de même trouver une solution à ce différend. En outre, elle a pu négocier plusieurs contrats de vente avec des États américains. En 1982, René Lévesque signe un accord de 5,2 milliards de dollars pour 13 ans avec la Power Authority for the State of New York et un accord est conclu avec la New England Power Pool pour la vente de 3,5 milliards de dollars d'électricité en 11 ans. Puis, en mars 1983, le premier ministre signe un contrat d'exportation d'électricité excédentaire aux États de la Nouvelle-Angleterre qui vaudrait 100 millions de dollars par année pour la période 1986-1997. Finalement, en juin 1984, Yves Duhaime annonce un nouveau contrat de vente au NEPOOL de 4,5 milliards de dollars sur 10 ans après 1990.

La pénétration du gaz naturel au marché québécois se poursuit à un rythme soutenu par le biais de Gaz métropolitain et de Gaz Inter-cité Québec, toutes deux filiales de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip). En octobre 1982, Gaz Métro annonce un plan quinquennal de 700 millions de dollars visant à étendre son réseau de distribution mais déjà en 1984 les investissements dans ce secteur ralentissent à la suite des compressions budgétaires d'Ottawa. Quant à Soquip elle-même, Pierre Martin, son président, affirme en mai 1984 qu'afin d'accroître sa rentabilité dans les secteurs lucratifs de la production gazière et pétrolière, l'entreprise accentuera ses activités au cours des prochaines années dans les gisements de l'Ouest canadien. Soquip annonce des bénéfices nets de 3,4 millions de dollars en 1983-84, en hausse de 66% par rapport à l'année précédente.

L'agriculture québécoise vit aussi sa crise. Une manifestation de quelque 6 000 agriculteurs devant le Parlement en avril 1982 invite à une prise de conscience. De fait, les producteurs se trouvent dans un triple étau: les prix des intrants qui augmentent en flèche, les prix agricoles qui

augmentent beaucoup moins rapidement, et les taux d'intérêt qui égorgent les jeunes producteurs. Le congrès de l'Union des producteurs agricoles en décembre 1982 se tient sous le thème de «Maintenir une agriculture efficace en période de crise»; de nouveau, il est beaucoup question de faillites agricoles. Jean Garon, ministre de l'Agriculture, vient promettre une révision du crédit agricole. Un an plus tard, encore en congrès, l'UPA débat les aspects financiers de l'agriculture, se dit inquiète de l'avenir de la ferme familiale et se demande quand le ministre réalisera sa promesse. Jean Garon, se plaignant d'avoir été invité, puis désinvité, puis réinvité, n'assistera pas au congrès cette fois.

Les problèmes financiers de certains agriculteurs sont dramatisés à l'été 1984 lors d'une grève de la faim de quelques producteurs de Saint-Cyrille-de-Wendover. De l'avis de Camille Moreau, président de l'Office du crédit agricole du Québec, la dette de l'ensemble des agriculteurs n'est pas alarmante. Néanmoins, l'Office promet d'accorder à certains agriculteurs des prêts pour rembourser leurs dettes auprès de la Société fédérale de crédit agricole. Quant à Jacques Proulx, président de l'UPA, il estime que 13% des 50 000 agriculteurs se trouvent dans une situation précaire et que les agriculteurs dans leur ensemble ont subi une baisse d'un tiers en termes réels du revenu net agricole par rapport à 1973-1975.

En 1984, l'UPA, qui fête ses 60 ans d'existence, met l'accent sur deux questions fondamentales: la politique du Nid-de-Corbeau pour le transport des grains et la stabilisation des revenus. Au chapitre du transport des grains, l'UPA veut que les subventions soient accordées aux compagnies de chemin de fer et non aux producteurs afin d'éviter des effets négatifs pour l'agriculture de l'Est canadien.

La crise frappe inégalement le secteur coopératif. Quoique certains maillons du mouvement Desjardins, notamment dans le secteur des assurances, connaissent une baisse de rentabilité, toutes les institutions enregistrent des gains, même en 1982 au plus fort de la crise. En 1983, leurs bénéfices augmentent de façon importante. Quant aux 1 430 caisses populaires elles-mêmes, regroupant trois millions de sociétaires, 1983 se révèle, sauf pour certaines caisses déficitaires, une excellente année et leur rendement est nettement supérieur à celui des banques aux prises avec de mauvaises créances. Leur actif fait un bond de 13,6% pour franchir le cap des 17 milliards de dollars.

D'autres composantes du secteur coopératif ploient sous le choc de la récession. En plus, selon une analyse faite par la Société de développement coopératif du Québec, les coopératives souffrent de la faiblesse de leur gestion et de leur sous-capitalisation. En juin 1982, des déficits élevés conduisent la Fédération des magasins Coop, grossiste pour plus de 200 magasins Coop et Cooprix à travers le Québec, à la faillite. Les Pêcheurs-unis du Québec font une faillite technique en mai 1983 et des coopératives régionales de pêcheurs, subventionnées par le gouvernement du Québec, prennent la relève. La pénible affaire des Caisses d'entraide économique tire à sa fin en 1982, la plupart des caisses optant pour le plan de relance de Justin Dugal, président de la Fédération. La ligue des Caisses d'économie disparaît et le nombre de fédérations membres du Conseil de la coopération du Québec diminue. Par ailleurs, les coopératives subissent une hémorragie de leurs membres au profit d'entreprises plus agressives. Face aux problèmes des coopératives, l'Assemblée nationale adopte la loi 56 qui augmente les pouvoirs d'une coopérative mais en contrepartie assure au ministre des Institutions financières et coopératives une meilleure surveillance.

Sur le plan économique, donc, les années 1982-1984 auront été pénibles pour les Québécois. Malgré la reprise amorcée en 1983 et poursuivie en 1984, le taux de chômage reste élevé. Comment créer de nouveaux emplois constituera sans doute le défi majeur des prochaines années.

Vie politique: des sujets brûlants

Les choix politiques, d'ordinaire difficiles, le deviennent davantage en temps de crise alors que les ressources financières se font plus rares. Les années 1982-1984 verront des compressions budgétaires qui provoquent les plus vifs remous. En outre, les problèmes économiques influeront sur plusieurs dossiers chauds dans le domaine des relations Québec-Ottawa. Quant à la vie des partis politiques, la crise favorisera les fortunes du Parti libéral du Québec alors qu'elle acculera le Parti québécois à des choix douloureux et à la division dans ses rangs.

Devant des dépenses qui ne cessent de croître, des revenus qui ont tendance à stagner, les impôts déjà lourds, les déficits qui dépassent les 3 milliards de dollars annuellement, des taux d'intérêt élevés et des titres qui sont réévalués à la baisse par les institutions prêteuses, l'État québécois estime ne plus avoir le choix: il doit sabrer dans ses dépenses, notamment dans les domaines social et de l'éducation. Les «coupures aveugles» dans les écoles et les hôpitaux ont évidemment leurs conséquences sur la charge de travail des employés. C'est ainsi que dès mars 1982, la Fédération des Affaires sociales mobilise ses 85 000 membres contre les réductions de subventions.

Mais Yves Bérubé, président du Conseil du trésor, estime nécessaire de faire plus et en novembre 1982, il déclare que Québec supprimera une douzaine d'organismes gouvernementaux, qu'il suspendra divers programmes d'aide sociale aux citoyens, et qu'il gèlera le recrutement dans la fonction publique. En outre, des voix s'élèvent pour proposer le gel des salaires afin d'enrayer la croissance explosive du déficit. Le Québec mérite la distinction douteuse de posséder la dette per capita la plus élevée du Canada après la Nouvelle-Écosse. Le gouvernement cependant ira plus loin et il réduira les salaires de ses employés. Yves Bérubé présente alors, en mai 1982, le projet de loi 70 qui prolonge les conventions jusqu'au 1er avril 1983 et qui a pour but de récupérer 520 millions de dollars des 310 000 employés des secteurs public et parapublic en réduisant les salaires de près de 19% pour les trois premiers mois de 1983. Cette loi s'appliquera aux universités et aux collèges privés également.

Les compressions budgétaires visent à réduire la part du budget consacrée à la mission sociale (38%) et à la mission éducative et culturelle (33%) et à dégager certaines sommes pour financer la relance économique. De fait, de 1976 à 1982, la mission économique de l'État était passée de 15% à 10,8%. Dès septembre 1983, les députés ministériels souhaitent que le gouvernement opère un virage radical vers des politiques fiscales et budgétaires expansionnistes et, lors d'une retraite fermée à Pointe-au-Pic, insistent sur le besoin pour le gouvernement de se donner comme priorité la création de 125 000 emplois par année. Dans son budget de dépenses de mars 1984, Michel Clair, président du Conseil du trésor, annonce que le gouvernement consacrera plus de 300 millions de dollars à la relance et que les ministères à vocation économique se partageront maintenant 13,8% des dépenses provinciales.

Un dossier épineux sur lequel le Parti québécois avait promis des réformes substantielles est celui du mode de scrutin. Trois problèmes se présentent. D'abord, chez les membres du Parti québécois et dans le gouvernement, les ministres, et notamment Marc-André Bédard, ministre d'État à la Réforme électorale, les députés, le Conseil national, et la Commission Côté ne s'entendent pas sur une formule particulière. En deuxième lieu, les libéraux et même bien des péquistes finissent par décider qu'il vaut mieux garder le régime actuel. Ainsi, de l'avis de Robert Bourassa, la proportionnelle aboutit à moyen terme à un gouvernement de coalition et affaiblira le pouvoir exécutif. Finalement la population dans son ensemble ne semble pas attacher une grande importance à cette question.

Le dossier constitutionnel est un dossier beaucoup moins brûlant que jadis. Certes, le Québec ne se rallie pas à la nouvelle constitution canadienne proclamée par la reine Elizabeth en avril 1982. D'ailleurs, le gouvernement introduit immédiatement un projet de loi visant à soustraire les lois du

Québec à la Charte fédérale des droits. Les tribunaux déclarent que le Québec n'a effectivement aucun veto sur les amendements à la constitution canadienne mais Claude Ryan, chef du Parti libéral, soutient que le Québec pourra et devra le récupérer. René Lévesque demande à Ottawa de reviser la loi constitutionnelle pour accorder un droit de veto au Québec. Dans sa réponse, Pierre Trudeau propose qu'en échange d'un droit de veto ou de son équivalent, Québec souscrive formellement à la loi constitutionnelle de 1982. La question revient sur le tapis à l'automne 1984 après la formation d'un gouvernement conservateur à Ottawa. Robert Bourassa souhaite que le Québec tente d'obtenir un droit de veto tandis que René Lévesque y voit un carcan et préfère un droit d'option, c'est-à-dire la possibilité de se retirer d'un amendement constitutionnel avec pleine compensation.

Les relations entre Québec et Ottawa au cours des dernières années du régime libéral s'avèrent acrimonieuses. Québec, tout comme les autres provinces, blâme Ottawa pour les taux d'intérêt élevés et demande que le gouvernement fédéral s'attaque d'urgence au chômage. Il dénonce aussi la décroissance des transferts fédéraux. Ottawa refuse de participer au programme d'urgence de soutien de l'emploi réclamé par Québec mais les deux gouvernements conviennent de mettre sur pied un comité de fonctionnaires qui tentera d'harmoniser les programmes en cours. Une entente, signée en décembre 1982, prévoit une dépense conjointe de 220 millions de dollars pour la création d'emplois au Québec dans le cadre du programme «Relais». Cependant, lorsque Ottawa refuse d'accepter que les municipalités ne transigent qu'avec le gouvernement provincial, les deux gouvernements dépenseront leur part séparément.

Québec conteste vivement le projet de loi fédéral en 1982 visant à doter l'Office national de l'énergie de pouvoirs exceptionnels en matière de transport de l'énergie. Cette mesure permettrait à Ottawa d'exproprier un corridor au Québec pour transporter de l'électricité de Terre-Neuve. Pour ce qui est de la condition féminine, Pauline Marois, ministre déléguée à la Condition féminine, rejette le plan d'action national que souhaite établir Judy Erola, ministre fédérale responsable de ce dossier, en affirmant que les pouvoirs que conserve Ottawa constituent un frein à l'épanouissement de la femme et que le Québec est beaucoup plus avancé que les autres gouvernements dans ce domaine.

Pour ce qui est des pêcheries, l'eau est encore trouble. En juillet 1983, Ottawa retire au Québec la gestion des pêches maritimes qu'il lui avait confiée en 1922. Quelques mois plus tard, Jean Garon présente son propre projet de redressement de cette industrie. En ce qui concerne les soins de santé, Monique Bégin, ministre fédérale de la Santé, introduit le projet de loi C-3 mais, à la suite des protestations de Pierre-Marc Johnson, elle modifie son projet afin de confirmer les pouvoirs des provinces en matière de santé. Selon cette législation, les paiements de transfert fédéraux au Québec risquent d'être coupés de plus de 10 millions de dollars au cours de 1984-85 si Québec ne cesse d'imposer des frais aux malades nécessitant des soins prolongés dans les hôpitaux. La loterie fédérale lancée par Ottawa, celle des paris sportifs, provoque une nouvelle guérilla juridique et politique.

Une autre législation fédérale provoque l'ire du gouvernement québécois, de l'opposition libérale et généralement des milieux d'affaires de la province. La Caisse de dépôt et de placement du Québec souhaite investir davantage dans la compagnie Canadien Pacifique et demande deux fauteuils au conseil d'administration. Le gouvernement fédéral, cependant, introduit en 1982 le projet de loi S-31 limitant la participation des provinces dans les compagnies de transport. Alors qu'André Ouellet, ministre fédéral de la Consommation et des Corporations, accuse la Caisse de faire indirectement du socialisme, Jean Campeau, son président, soutient que la loi coûtera 100 millions de dollars à la Caisse au cours des quatre prochaines années et Jacques Parizeau affirme qu'Ottawa veut tout simplement gêner le Québec et la Caisse et protéger le Canadien Pacifique. Après cette levée de boucliers, Ottawa amende son projet, puis, devant les protestations des chefs d'entreprise et de plusieurs députés libéraux fédéraux, le retire.

Après la défaite des libéraux fédéraux en septembre 1984, les relations entre Ottawa et Québec s'améliorent sensiblement. René Lévesque affirme que le Québec cessera de boycotter les conférences fédérales-provinciales et les deux gouvernements réussissent à conclure plusieurs accords, dont une entente-cadre impliquant des dépenses de 1,6 milliard de dollars pour le développement économique sur une période de 5 ans.

Un climat de tension anime aussi les relations entre Québec et les municipalités. Le gouvernement présente le projet de loi 46 qui cherche à créer un équilibre entre les diverses administrations municipales de l'île de Montréal; suivant les dispositions du projet, la ville de Montréal doit perdre sa majorité au Conseil exécutif de la CUM. Jean Drapeau s'y oppose vigoureusement. Le maire perdra cette bataille mais, à l'automne 1982, il battra Jean Doré et Henri-Paul Vignola, décrochant ainsi un nouveau mandat à la mairie de Montréal.

Jacques Léonard, ministre des Affaires municipales, veut mener sa réforme à bon port au printemps de 1982. Les municipalités, cependant, craignent ce qu'elles perçoivent comme les visées centralisatrices du gouvernement. En septembre 1982, lors du colloque de l'Union des municipalités qui se tient sur le thème «la décentralisation et le partage du pouvoir», le président du congrès, Claude Lefebvre, affirme que les municipalités se sentent comme des superfonctionnaires du gouvernement provincial qui appliquent bêtement ou non les règlements. En mai 1983, René Lévesque se dit prêt à favoriser une décentralisation mais demande l'appui des municipalités pour obtenir une juste part des programmes fédéraux de création d'emplois et pour limiter les ingérences d'Ottawa dans le domaine municipal. En juin 1983, le gouvernement dépose le projet de loi 38 qui stipule qu'une municipalité qui accepterait des fonds fédéraux hors entente perdrait le droit aux fonds québécois versés en vertu de la participation du Québec au financement des municipalités. L'UMQ souhaite un accord Québec-Ottawa pour bloquer l'adoption de ce projet. Un an plus tard, Pierre-Marc Johnson, ministre de la Justice, indique qu'il fera plutôt amender la loi des Affaires intergouvernementales pour resserrer son contrôle sur les subventions fédérales dans les champs municipal, régional et scolaire.

Deux ans de relations tendues entre le gouvernement Lévesque et les municipalités tirent à leur fin. Francis Dufour, président de l'UMQ en 1984, affirme que les municipalités sont prêtes à s'engager à faire le pari de la confiance. Alain Marcoux, ministre des Affaires municipales, promet de rechercher davantage le concours de l'UMQ et de l'Union des municipalités régionales de comté. Enfin, à l'automne 1984, Québec promet une plus grande autonomie sur le plan budgétaire aux municipalités en déposant un projet de loi qui doit réduire au strict minimum les approbations administratives que les municipalités doivent actuellement obtenir du ministère et de la Commission municipale du Québec.

Sur le plan des relations internationales, on constate plus d'harmonie. Le Québec et la France poursuivent leurs intérêts communs, notamment sur le plan économique. Pierre Mauroy, premier ministre de France, visite le Québec en 1982 et Laurent Fabius, son successeur, vient en 1984. Hydro-Québec et la SGF concluent des ententes qui amèneront la société française Pechiney à construire une aluminerie à Bécancour. En 1983, le Québec et la France paraphent un accord prévoyant que l'industrie québécoise du câble, principalement constituée du groupe Vidéotron, pourra fournir son savoir-faire pour la construction, l'architecture et la gestion des réseaux de câbles projetés par la France. On évalue les retombées possibles pour le Québec à plus de 200 millions et elles pourraient même atteindre 1 milliard de dollars.

Si le gouvernement du Québec connaît des moments difficiles durant ces années, le parti qui le forme n'est pas épargné non plus! Il éprouvera une crise financière aiguë en 1982 et 1983 et il sera aussi en proie à la démobilisation. La crise sociale de l'hiver 1983 y sème aussi le désarroi. En outre, le parti débattra l'opportunité d'une participation sur la scène fédérale. Ainsi, à l'été 1983, l'exécutif écarte le projet d'une aile fédérale et opte pour la formation d'un parti distinct. Ce «Parti

nationaliste» sera lancé en septembre 1983, et son leader, Marcel Léger, décrira sa stratégie comme étant de défendre l'autonomie du Québec en attendant l'indépendance.

Si ces problèmes ne suffisent pas, la question de l'indépendance, et surtout des moyens d'y accéder, continue de hanter les membres du parti et, de plus en plus, de provoquer de graves dissensions internes. L'année 1982 s'ouvre avec ce que certains journalistes ont baptisé le «renérendum» au cours duquel la grande majorité des militants désavouent les résolutions acceptées au 8e congrès de décembre 1981 et endossent la thèse de René Lévesque, suivant laquelle l'accession à la souveraineté se ferait par voie démocratique et avec l'accord majoritaire des citoyens. À la suite de ce vote de confiance, Lévesque indique qu'il restera chef du parti.

Mais les prochaines élections devraient-elles porter sur la question de l'indépendance alors que les sondages révèlent que les électeurs s'y opposent massivement? Comme l'ancien ministre Claude Morin, beaucoup de péquistes semblent considérer un tel projet suicidaire. De fait, le texte du programme officiel adopté par le 8e congrès est remanié, abrégé et simplifié de sorte que cet engagement de faire porter les prochaines élections sur le thème de l'indépendance ne figure plus au chapitre I traitant de la question nationale. D'autres militants entendent que cet engagement soit réintégré au programme dès le 9e congrès pour juin 1984. D'ailleurs le caucus, ministres et députés, paraît unanime en février 1984: les prochaines élections porteront principalement sur la souveraineté.

Quelques jours avant le congrès, René Lévesque dévoile son manifeste intitulé «Face à un monde nouveau» et propose une vision plus économiste d'un Québec indépendant. Au congrès même, une résolution, à laquelle s'opposent une douzaine de ministres, est adoptée par une forte majorité des délégués; elle stipule qu'aux prochaines élections un vote pour un candidat du Parti québécois signifie un vote pour la souveraineté. Puisque les débats continuent, Lévesque essaie d'imposer le silence, du moins en public. Mais à l'automne 1984, le moratoire ne tient plus. Le cabinet discute de la question du maintien ou de la mise au rancart de l'option souverainiste. Louise Harel dénonce les défaitistes et Clément Richard affirme que les indépendantistes inconditionnels veulent une opération caribou: une traversée de la rivière au moment le moins opportun, là où elle est la plus large et là où le courant est le plus fort. Jacques Brassard, alors whip en chef, propose non pas des élections référendaires mais un scrutin référendaire en même temps que des élections générales. Jacques Parizeau, quant à lui, s'en tient au programme en ce qui concerne les élections référendaires tandis que Bernard Landry propose de douloureux compromis stratégiques pour éviter le suicide politique.

Puis, coup d'éclat: dans une déclaration surprenante, 12 ministres proclament «la nécessaire souveraineté» du Québec et estiment que la prochaine élection générale doit permettre d'aller plus loin en ce sens. Du camp adverse, Robert Bourassa croit voir dans ce débat «l'exercice le plus spectaculaire de nombrilisme depuis la naissance de Narcisse.» Le 19 novembre, René Lévesque fait une déclaration écrite aux membres de l'exécutif national dans laquelle il affirme que la souveraineté «n'a pas à être un enjeu de la prochaine élection.»À son avis, il faut «évacuer» du programme du parti «tous les propos stratégiques» et «la persistante ambiguïté d'élections soi-disant référendaires.»

Les dés sont jetés. Les ministres Jacques Parizeau, Gilbert Paquette, Denise Leblanc-Bantey, Camille Laurin, Jacques Léonard, Louise Harel et Denis Lazure quittent le cabinet sinon le caucus et la vie politique. Camille Laurin blâme René Lévesque d'avoir sacrifié les espoirs d'un peuple et, avec ses collègues démissionnaires, se lance à l'assaut des assemblées générales des 122 associations de comté pour réclamer que le thème de la souveraineté se retrouve au coeur des prochaines élections. Même si une majorité des délégués devrait appuyer les positions révisionnistes du chef du parti, le congrès du 19 janvier 1985 pourrait amener plusieurs opposants à se joindre à la Coalition pour l'indépendance du Québec, nouveau mouvement indépendantiste qui reproche à Lévesque d'avoir kidnappé la liberté de parole des orthodoxes de son parti.

Chez le Parti libéral du Québec, la remise en question du leadership de Claude Ryan après l'échec au rendez-vous électoral d'avril 1981, se poursuit. Finalement, en août 1982, Ryan se résout à démissionner, affirmant qu'il n'a plus les appuis nécessaires. La campagne au leadership démarre lentement mais à l'été 1983, les candidatures de Daniel Johnson, de Pierre Paradis et, finalement, de Robert Bourassa se dessinent. Ce dernier remportera facilement la course en octobre 1983. Le Parti libéral paraît avoir le vent dans les voiles. Les intentions de vote le favorisent massivement, il rafle toutes les élections partielles qui se tiennent. En 1984, il recueille 4,3 millions de dollars dans sa campagne de financement, dépassant son objectif de 36%, et il compte 175 000 membres. À l'automne 1984, les militants du parti élaborent un programme qui, après avoir été discuté dans les régions, fera l'objet d'un congrès plénier en mars 1985. Robert Bourassa affirme que ce programme sera axé sur le réalisme économique, la stabilité politique et la confiance envers le secteur privé.

Quant à l'Union nationale, le parti tient un congrès à Victoriaville en octobre 1982 qui ratifie le choix de Jean-Marc Béliveau comme chef. Le leadership de ce dernier semble contesté cependant à la fin de 1984. Par ailleurs, un nouveau parti provincial voit le jour en novembre 1984 car le Mouvement socialiste, à son 2^e^ congrès, se mue en parti «authentiquement socialiste et indépendantiste.» Son leader, Marcel Pepin, affirme qu'«il faut que ça change et pour de bon».

La politique fédérale défraie aussi les manchettes pendant ces années. Après la démission de Joe Clark comme chef du Parti conservateur, les partisans de Clark et de Brian Mulroney se disputent l'appui des militants québécois au congrès à la direction. En juin 1983, à Ottawa, Mulroney est choisi nouveau chef alors que les sondages indiquent que les délégués du Québec préfèrent Clark. Un an plus tard, les libéraux choisissent aussi un nouveau chef. John Turner, ancien ministre des Finances, battra assez facilement le ministre Jean Chrétien. Les élections fédérales qui suivent, le 4 septembre 1984, se révèlent désastreuses non seulement pour les libéraux mais aussi pour le Parti nationaliste. Ce dernier, incapable de trouver une option et un programme cohérents, ne bénéficiant pas de l'appui du Parti québécois, boudé par maints nationalistes qui n'auraient pas voulu perdre leur vote, et souffrant de l'impopularité du PQ, subit un cuisant échec. Le Québec, pour la deuxième fois dans ce siècle, enverra une majorité de députés conservateurs à Ottawa.

Vie sociale: les employés de l'État en vedette

La société québécoise vieillit. Cela ne surprend guère alors que le taux de fécondité se situe à 1,45 et le solde migratoire s'avère généralement négatif. Le démographe Georges Mathews soutient dans son livre, *Le choc démographique*, qu'à partir de l'an 2004, la population du Québec commencera à décroître. Proportionnellement au reste du Canada, la décroissance a déjà commencé. Alors que 28,9% des Canadiens habitaient le Québec en 1966, seulement 26,2% s'y retrouvent en 1981. On estime qu'en l'an 2000, le Québec n'aura que 24% de la population canadienne.

Le Québec devient aussi davantage français. En 1981, 82,4% des Québécois sont francophones comparativement à 80% en 1976. D'une part, entre 1976 et 1981, 13% des anglophones, ou le quart des anglophones unilingues, quittent la province. Le démographe Jacques Henripin estime que si les conditions économiques ne s'améliorent pas substantiellement, les anglophones pourraient ne représenter que 10,4% de la population en l'an 2001. D'autre part, les anglophones qui y demeurent sont maintenant majoritairement bilingues. Dans l'ensemble de la province, les francophones sont moins bilingues que les anglophones mais dans les villes de l'ouest de l'île de Montréal, là où se trouve la plus forte concentration d'anglophones, les francophones s'avèrent nettement plus bilingues que les Québécois de langue maternelle anglaise.

Toutefois, les activités syndicales auraient dû bien plus préoccuper les citoyens que les sombres prévisions des démographes. En raison de la situation budgétaire difficile de l'État, l'affrontement avec les syndicats était inévitable. Déjà à l'hiver 1982, les hommes politiques et les économistes parlent de gel de salaires dans le secteur public, de licenciements massifs, et de réouverture des conventions collectives, «solutions» que les porte-parole des trois centrales CSN, CEQ et FTQ rejettent. Puis, en mai, René Lévesque déclare que le gouvernement respectera les conventions collectives en vigueur jusqu'en décembre mais qu'il récupérera entre janvier et mars 1983 une grande partie des augmentations consenties. Le budget de Jacques Parizeau indique que ce sera bien la stratégie du gouvernement. De leur côté, les centrales réclament plutôt une hausse de salaires de près de 12%, demandes que René Lévesque qualifie de «tout à fait irréalistes.»

À l'automne 1982, le gouvernement précise ses propres demandes aux employés. Dans le secteur des affaires sociales, Pierre-Marc Johnson dit qu'il veut rendre plus difficile l'accès à la sécurité d'emploi, abolir le veto syndical pour les fusions de postes, et modifier tout le processus de supplantation, communément baptisé «bumping». Aux 87 000 membres de la CEQ, Camille Laurin précise qu'il souhaite réduire le nombre d'enseignants à l'emploi des commissions scolaires, augmenter la charge de travail pour diminuer les coûts du système, réduire les salaires des enseignants mis en disponibilité et abolir les négociations locales. C'est aussi l'impasse sur le plan salarial du côté des fonctionnaires provinciaux. Alors que le gouvernement affirme qu'il n'a aucune marge de manoeuvre réelle pour négocier, les centrales proposent une augmentation du déficit. Puis les dirigeants syndicaux recommandent la grève générale pour novembre et la défiance de la loi 72 sur les services essentiels.

À la mi-octobre, des débrayages de deux heures dans les CEGEPS et les hôpitaux inaugurent les moyens de pression dans le secteur public. Puis, le 10 novembre, la très grande majorité des membres de la CEQ font une grève illégale de 24 heures et 9 000 d'entre eux viennent manifester à Québec pour dire au gouvernement que le gel des salaires, «c'est pas chaud en hiver». Les négociations se poursuivent mais René Lévesque avertit que tout nouveau débrayage signifiera la fin immédiate des négociations et l'imposition des décrets. Le Front commun accepte de suspendre pour une semaine ses moyens de pression et le gouvernement présente de nouvelles offres: la moitié des employés de l'État serait partiellement ou totalement exemptée des baisses de salaires prévues dans la loi 70.

En janvier 1983, les négociations ultimes se terminent sur un constat d'échec et la grève illégale commence chez les employés du secteur collégial le 26 janvier. Le 28, 110 000 syndiqués du Front commun débraient et quelques milliers de syndiqués de la FAS emboîtent le pas. Les négociations reprennent entre le gouvernement et les employés du secteur de la santé alors qu'une entente de principe est conclue à la dernière minute avec le Syndicat des fonctionnaires provinciaux. Le 31, un accord intervient avec les employés du secteur des affaires sociales et la FAS annule donc son mot d'ordre de grève. Même si les délégués au Conseil fédéral de la FAS refusent cette entente, les membres n'accorderont pas à leurs chefs un nouveau mandat de grève.

Il reste les enseignants, toujours en grève. L'Assemblée nationale est convoquée pour le 15 février pour mettre fin à la grève par le biais de la loi 111. La CEQ recommande à ses membres d'y désobéir mais les écoles se mettent à fonctionner quoiqu'au ralenti. Lorsque le rapport du conciliateur Raymond Désilets est publié, les enseignants, très partagés, l'acceptent par une majorité des plus minces. De nouvelles négociations, portant sur la tâche, se feront en 1984 entre la CEQ et le ministère de l'Éducation. Elles s'avèrent ardues et les deux parties acceptent un moratoire d'un an sur l'augmentation de la tâche.

Les usagers du transport en commun de Montréal doivent subir plusieurs interruptions du service. Au début de 1982, l'Assemblée nationale doit adopter une loi spéciale et le gouvernement menace d'en adopter une plus sévère avant que les syndiqués n'acceptent de reprendre le travail. Le

rapport du commissaire Germain Jutras sur les relations difficiles entre la CTCUM et les 2 200 employés d'entretien blâme sévèrement le syndicat pour son attitude et sa manière de négocier. En juin 1982, c'est le tour des chauffeurs et des opérateurs de métro de déclencher une grève illimitée à laquelle le gouvernement mettra fin à nouveau. En mai 1983, les problèmes recommencent avec le syndicat des employés d'entretien. La CTCUM obtient une injonction mais les employés votent de la défier et de continuer leur grève illégale. Québec vote une loi ordonnant le retour au travail et la mise en tutelle du syndicat, mesure que la CSN dénonce comme injuste et vengeresse. À l'automne 1984, une 20ᵉ grève du transport en commun en dix ans frappe Montréal mais cette fois-ci les services essentiels seront assurés. Cette grève durera un mois et le gouvernement aura à intervenir avant que les chauffeurs n'acceptent le rapport de médiation.

Les centrales syndicales connaissent plusieurs bouleversements pendant ces années. La CSD, durement atteinte, perd 7 000 de ses 62 000 cotisants pendant la crise. À la CSN, Norbert Rodrigue laisse la présidence en 1982 et Donatien Corriveau lui succède. Cette centrale vit une crise financière sévère ainsi que des dissensions internes entre ses membres travaillant dans le secteur public et ceux du secteur privé. Gérald Larose succède à Corriveau en septembre 1983 et énonce ainsi ses priorités: revoir le régime de négociations dans le secteur public, poursuivre la réforme en profondeur du Code du travail, et resserrer les mesures visant la santé et la sécurité au travail. À la CEQ, en 1982, Robert Gaulin cède la présidence à Yvon Charbonneau, déjà président de 1970 à 1978. Les chefs de cette centrale semblent s'inquiéter particulièrement du fossé qui s'élargit entre les dirigeants et la base. La FTQ, avec 400 000 cotisants, lance une consultation sur la question de la réduction du temps de travail afin de créer des emplois nouveaux. Les salariés favorisent une réduction du temps de travail mais non une baisse de salaire! Initiative originale, la FTQ met sur pied en 1983 un fonds de solidarité chargé d'investir dans des entreprises du Québec afin de créer ou de maintenir des emplois. Il souhaite recueillir 200 millions de dollars, mais il ne recevra que 2 millions des 12 millions qu'il espérait ramasser en 1984. Plusieurs projets de loi présentés à l'Assemblée nationale intéressent les travailleurs. En 1982, le projet de loi 72 sur les services essentiels en cas de grève est adopté. En outre, 1983 voit l'adoption d'amendements au Code du travail, vigoureusement contestés par des associations patronales, qui visent à assurer un meilleur accès à la syndicalisation, à accorder une protection accrue au droit d'association et à resserrer les dispositions antibriseurs de grève. Un autre projet de loi, déposé par Raynald Fréchette, ministre du Travail, modifie radicalement les indemnités versées aux accidentés et en conséquence le coût de ce régime pour les employeurs. Alors que Fréchette affirme que la loi, dans sa version révisée, dotera le Québec d'un des régimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles des plus modernes et équitables du Canada, l'opposition critique la décision de sabrer dans les rentes viagères. Quant aux syndicats, ils en exigent carrément le retrait.

Côté santé, le besoin de restreindre l'escalade des coûts provoque un conflit entre Québec et les médecins. Lorsque les omnipraticiens déclenchent une grève générale en juin 1982, Québec force le retour au travail par une loi spéciale. Une entente avec les 7 100 médecins spécialistes permet d'éviter de justesse une autre grève. Pour ce qui est des administrateurs des établissements de santé, ils se disent mécontents de devoir porter l'odieux de décisions politiques qu'ils n'ont pas prises.

L'assurance-maladie coûte cher et son coût fait un bond de 13% en 1983. Mais les Québécois sont-ils au moins en santé? Leur espérance de vie est moins longue que partout ailleurs au Canada mais ils conservent une bonne santé jusqu'à un âge plus avancé. On souligne une hausse fort inquiétante de la mortalité par le cancer du poumon chez les femmes; par ailleurs, les risques de décès par accident et par suicide chez les femmes se rapprochent de ceux des hommes maintenant.

En 1982, les CLSC fêtent leur 10ᵉ anniversaire. Ils offrent un programme de services de santé courants sur un plan individuel, la consultation médicale, la consultation en nutrition, la vaccination et les services sociaux communautaires, l'aide aux personnes et aux familles en situation de crise,

l'assistance aux couples, aux handicapés et aux personnes âgées et la planification des naissances. Début 1984, une décision du ministère des Affaires sociales de dépouiller les CSS (Centres de services sociaux) d'une grande partie de leurs responsabilités au profit des CLSC, suscite de vives réactions. Camille Laurin doit trancher le débat: les CLSC devront répondre aux besoins courants de la population tout en demeurant des agents de développement de pratiques novatrices préventives et communautaires. Ils agissent au plan local. Les CSS répondront aux problématiques plus lourdes et complexes, plus rares et dispersées, par exemple, les cas d'enfants qui ont besoin de protection et de jeunes mésadaptés ou délinquants. Par ailleurs, Laurin annonce le parachèvement et la consolidation du réseau des CLSC: 46 nouveaux CLSC verront le jour d'ici 1986.

Les politiques d'habitation du gouvernement provincial ont des objectifs tant économiques que sociaux. Corvée-habitation, lancée en 1982, visait à la fois à relancer l'industrie de la construction et à faciliter l'accès à la propriété. En novembre 1984, Guy Tardif, ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur, rend public son livre vert, «Se loger au Québec». Il propose pour un nouveau propriétaire de bénéficier d'une déduction d'impôt équivalente à sa mise de fonds initiale. Les clientèles que compte privilégier le gouvernement: les handicapés, les personnes âgées, les familles à faible revenu et monoparentales, et les chambreurs.

Dans le dossier de la condition féminine, Pauline Marois, la ministre responsable, affirme en 1982 que les grandes réformes législatives et de structure sont accomplies. La Fédération des femmes du Québec se dit en désaccord et présente un livre noir sur la condition féminine au Québec. Pourquoi noir? Parce que trop de mémoires et de revendications sont restés lettres mortes. Claire Bonenfant, au terme de son mandat de 5 ans à la présidence du Conseil du statut de la femme, est critique elle aussi. À propos du gouvernement du Québec, elle affirme: «Quand il s'agit de principes, d'idées et de mesures qui ne coûtent rien, il est ouvert, progressiste même. Il est toutefois beaucoup plus timide quand ça coûte de l'argent. Il n'a pas encore compris qu'investir dans les femmes, ça pourrait être rentable». Francine McKenzie, nouvelle présidente, déclare en 1984 qu'au train où évoluent les revenus des femmes, il faudra attendre l'an 2144 pour atteindre l'égalité. Elle réclame que le gouvernement mette énergiquement de l'avant des programmes d'accès à l'égalité.

Pour ce qui est des autochtones, Québec les rencontre en commission parlementaire en 1983. Le gouvernement affirme qu'il entend reconnaître leurs droits d'une manière au moins aussi explicite que la constitution fédérale de 1982 et il laisse entendre que les négociations sur les droits des peuples indiens, inuit et métis pourraient éventuellement prendre la forme d'une charte québécoise des droits des autochtones.

Un dossier qui préoccupe, et inquiète, de plus en plus de Québécois est celui de l'environnement. En ce qui concerne les pluies acides, dont 80% viennent des États-Unis et de l'Ontario, Elie Fallu, président de la Commission parlementaire de l'aménagement et des équipements, affirme que la situation est plutôt catastrophique. On affirme que les pluies acides ont déjà sérieusement entamé la productivité faunique de plusieurs lacs et qu'elles nuisent plus que le braconnage au rendement de la pêche sportive. Le gouvernement se penche aussi sur le problème du déversement dans les cours d'eau des eaux usées des municipalités. Actuellement, la province traite moins de 6% de ses eaux usées. Québec et la CUM dépenseront 600 millions de dollars d'ici 1990 pour traiter les eaux usées de la métropole mais d'ici là la CUM déversera chaque jour un milliard de litres d'eaux usées sans traitement directement dans le fleuve. 236 municipalités, représentant les trois-quarts de la population du Québec, ont déjà signé des ententes dans le cadre du programme québécois d'assainissement des eaux. Des études du ministère de l'Environnement indiquent que de nombreux lacs et rivières sont contaminés par la pollution des métaux et de produits chimiques hautement toxiques tels les BPC.

Éducation et vie culturelle: les remous se poursuivent

Le monde de l'éducation, pendant ces deux ans et demi, connaît de multiples tiraillements que ce soit au niveau des projets, des difficultés engendrées par les coupures budgétaires ou des décisions prises par le ministère de l'Éducation.

Parmi les rapports produits, celui de la Commission d'étude sur la formation des adultes dirigée par Michèle Jean, remis en février 1982, ne débouche sur aucune politique officielle. De son côté, le Conseil supérieur de l'éducation multiplie analyses et études. En 1983, le CSE veut faire de la formation fondamentale et de la qualité de l'éducation le thème de son rapport pour la nouvelle année scolaire. De 1982 à 1984, le CSE s'inquiète de la condition des enseignants et, dans un document de travail publié en août 1984, se dit frappé et inquiété par l'état de défaitisme et d'insatisfaction qui règne en de nombreuses écoles. Quelques jours plus tard, le non-renouvellement du mandat de Claude Benjamin à la présidence du CSE soulève l'indignation dans certains milieux.

La clientèle scolaire a diminué de 30% au Québec par rapport à 16% au Canada au cours des années 1969-1983 bien qu'on envisage maintenant une période de stabilisation relative. Cette baisse a été proportionnellement plus importante chez les anglophones que chez les francophones. Par contre, chez les franco-protestants, la population étudiante a quintuplé depuis la Charte, passant de 1 500 à 7 425 élèves. Par ailleurs, on observe des difficultés d'intégration des enfants d'immigrants aux écoles françaises. Parmi les 90 000 élèves inscrits aux écoles francophones de Montréal, 14 000 sont enfants d'immigrants, ils maîtrisent mal le français et ils sont souvent en proie à des problèmes de pauvreté et victimes de racisme.

Un des dossiers les plus brûlants de ces années est celui de la restructuration scolaire. Camille Laurin, ministre de l'Éducation, dépose en juin 1982 un livre blanc où il propose une refonte majeure, l'abolition du suffrage universel, et la création de commissions scolaires linguistiques mais sur l'île de Montréal seulement. Très vite, les opposants au livre blanc se manifestent. Le Parti libéral, par exemple, y voit un projet excessif, étatisant et vengeur qui ferait disparaître purement et simplement les commissions scolaires.

Un an après la publication de son livre blanc, le ministre Laurin dépose le projet de loi 40 sur l'enseignement primaire et secondaire. L'idée centrale se résume ainsi: chaque école du Québec sera dotée d'un conseil qui exercera de véritables pouvoirs en matière pédagogique, il y aura des commissions scolaires linguistiques dans l'ensemble du Québec, le suffrage universel sera maintenu. Les données du livre blanc ont été modifiées mais le projet de loi suscite de vives critiques, notamment dans les commissions scolaires. Selon Claude Ryan, porte-parole de l'opposition libérale en matière d'éducation, les nouvelles structures proposées risquent d'engendrer un affaiblissement de la démocratie scolaire et de la qualité de l'enseignement public.

En novembre 1984, le nouveau titulaire de l'Éducation, Yves Bérubé, présente et, à l'aide d'une motion de clôture, conduit à bon port le projet de loi 3 en remplacement du projet de loi 40. Les évêques se déclarent généralement satisfaits quant aux dispositions touchant la confessionnalité. La Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec dit d'abord «noui», puis carrément non, alors que la Commission des écoles protestantes du Montréal métropolitain met en doute sa constitutionnalité. Les libéraux, pour leur part, souhaitent amender le projet et condamnent vertement le «bâillon» du gouvernement.

Pour se mettre à l'heure du virage technologique, Québec décide en 1983 de dépenser 150 millions de dollars sur 5 ans pour équiper les écoles de micro-ordinateurs. En décembre 1983, le premier ministre Lévesque annonce à Paris que le consortium franco-québécois Comterm-Matra décroche un premier contrat de 9 000 micro-ordinateurs destinés à l'enseignement. C'est une

décision qui provoquera de vives oppositions chez les libéraux, dans les commissions scolaires et chez les autres compagnies soumissionnaires.

Durement frappées par la crise budgétaire, les universités sonnent l'alarme: les acquis les plus importants de la révolution tranquille sont menacés par les interventions gouvernementales et par l'austérité. Elles ne cessent de recommander au gouvernement d'annuler les compressions imposées et d'injecter de nouveaux millions à l'enveloppe budgétaire pour financer les clientèles additionnelles et renouveler le corps professoral vieillissant. Elle n'obtiendront cependant pas gain de cause.

Le déclin du secteur scolaire anglophone inquiète au plus haut point la communauté de langue anglaise. Lancée en mai 1982 et rapidement devenue, sous la présidence d'Eric Maldoff, le principal porte-parole des anglophones, Alliance-Québec propose un programme d'action de même que plusieurs modifications à la loi 101. Les anglophones abandonnent la thèse du libre-choix à l'école mais défendent leur contrôle sur les commissions scolaires. Ils se réjouissent du verdict de la Cour d'appel, confirmant celui de la Cour supérieure en juin 1983, à l'effet que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés prévaut sur la clause Québec de la loi 101. Ils manifestent un vif intérêt pour les travaux d'une commission parlementaire qui étudie la loi 101 en octobre 1983, puis pour le projet de loi 57 qui adoucit certaines dispositions de cette même loi. Le gouvernement refuse la clause Canada mais institue la réciprocité avec le Nouveau-Brunswick. En outre — et c'est une mesure qui plaît aux anglophones — le bilinguisme des institutions et organismes anglophones sera assuré et précisé. Cependant, l'affichage bilingue ne sera permis que dans des cas bien particuliers. Ensuite, en juillet 1984, coup de grâce à la clause Québec: la Cour suprême y dit non à l'unanimité.

Certes, la crise n'empêche pas le développement culturel. Toutefois, Clément Richard, ministre des Affaires culturelles, soutient que le gouvernement doit intervenir davantage dans ce secteur s'il veut contribuer à solidifier la spécificité québécoise. Québec subventionne, d'ailleurs, plusieurs institutions menacées de disparaître. Richard mène une tournée à travers la province recueillant plus de 800 mémoires, puis il publie un document, *Des actions culturelles pour aujourd'hui*, répondant partiellement aux doléances exprimées.

Même si l'industrie du livre reste fragile à plusieurs niveaux, le nombre et la qualité des publications ne diminuent pas. Chez les romanciers, les femmes publient autant que les hommes. Contrairement à ces derniers qui privilégient souvent le passé, les romancières explorent le monde actuel, comme Anne Hébert avec *Les Fous de Bassan*, Marie-Claire Blais avec *Visions d'Anna*, et Monique LaRue avec *L'amour langue morte*.

Pendant la période 1982-1984, de nombreux prix sont attribués aux écrivains qu'il s'agisse des prix du gouverneur-général ou ceux du Québec, du Cercle du livre de France, de la Société Saint-Jean-Baptiste, ou d'autres. Parmi les récipiendaires, signalons Yves Beauchemin pour son roman *Le matou*, Madeleine Ouellette-Michalska pour son essai *L'échappée des discours de l'oeil* et pour *La maison Trestler*, Marie Laberge pour sa pièce *C'était avant la guerre à l'Anse-à-Gilles*, Josette Labbé pour son roman *Jean-Pierre, mon homme, ma mère*, Anne Hébert pour *Les Fous de bassan*, Roger Fournier pour *Le cercle des arènes*, Réjean Ducharme pour sa pièce *Ha! Ha!*, et Marie-Claire Blais, Gaston Miron, Louis Caron de même que le dramaturge Marcel Dubé pour l'ensemble de leur oeuvre. Les prix du Québec couronnent aussi des hommes et des femmes qui se sont distingués dans leur domaine respectif. Il en est ainsi, parmi d'autres, de l'écologiste Pierre Dansereau, du démographe Jacques Henripin, du compositeur Maurice Blackburn, du cinéaste Norman McLaren, de l'artiste Marcelle Ferron, du compositeur-interprète Gilles Vigneault, du peintre Alfred Pellan, du chimiste William Henry Gauvin, du sociologue Jean-Charles Falardeau, de l'historien Michel Brunet et du chorégraphe Fernand Nault.

Si le monde du livre éprouve des difficultés, la presse fait face aussi à des contraintes financières. Ainsi, *La Presse*, qui fête ses 100 ans en 1984, licencie du personnel et *Le Devoir* doit procéder aussi à des compressions. À cause de conflits de travail chez *La Tribune* et *Le Nouvelliste*, les quatre journaux québécois de Power Corporation affichent une baisse de profits de 50% en 1982. Par contre, Quebecor annonce des ventes record en 1982 de 200 millions de dollars. Enfin, suite de la crise économique, le magazine *Perspectives* ferme ses portes en janvier 1983 après 25 ans de publication hebdomadaire.

La vie de théâtre n'est pas de tout repos non plus. Pendant ces trois années, la compagnie théâtrale qui fait le plus souvent les manchettes est le théâtre du Nouveau-Monde. En juin 1982, Michelle Rossignol prend la relève de Jean-Louis Roux à la barre du TNM; Olivier Reichenbach est nommé directeur artistique. En juillet 1984, on annonce que la situation financière est catastrophique. Coincé par un déficit financier de plus de 1 million de dollars, par un conflit syndical qui perdure depuis sept mois et par les problèmes de vente de son immeuble, essentielle à sa survie, le TNM décide d'annuler la saison 1984-85.

De son côté, la production cinématographique de 1981 à 1984 a été marquée du signe de la qualité. Plusieurs films ont connu un bon succès de salle tels *Les Plouffe*, *Le confort et l'indifférence*, *Bonheur d'occasion*, *La femme de l'hôtel*, *Le crime d'Ovide Plouffe*, *La guerre des tuques*, et *Mario*. Mais l'actualité sur ce plan privilégie la nouvelle version du projet de loi 109 qui vise à canadianiser les entreprises de distribution de films, déposée en juin 1983. Elle stipule que tous les distributeurs de films au Québec devront verser jusqu'à 10% de leurs revenus bruts dans un fonds d'aide au cinéma québécois. Le projet reçoit l'appui des associations québécoises mais les plus vives critiques des *majors* américains.

Du côté musical, l'Orchestre symphonique de Montréal triomphe à Carnegie Hall et au Forum au printemps 1982 alors que le *Manchester Guardian* le qualifie de meilleur orchestre français du monde. En juillet 1983, l'OSM et Charles Dutoit remportent le grand prix du disque du Canada pour le meilleur enregistrement d'orchestre. En 1984, fêtant ses 50 ans, l'OSM fait une tournée triomphale en Europe et, au Canada, obtient un Disque de platine.

Les grands noms de la chanson québécoise se voient couronnés chaque année au moment du gala de l'Adisq; ainsi en est-il de Luc Plamondon, Céline Dion, Daniel Lavoie. Fabienne Thibeault et Robert Charlebois font des retours remarqués et Beau Dommage tire sa révérence au Forum en octobre 1984. 1983 apparaît une bonne année pour le disque québécois si on comprend par disque québécois tout ce qui se produit au Québec; une bien mauvaise année pour le produit culturel québécois cependant. Un événement bouleverse le monde du spectacle en mai 1983: Kebecspec, dont la SODICC était actionnaire à 49%, cesse ses activités à cause de son déficit et des ses coûts accrus. Elle était la plus importante maison de production de spectacles au Québec depuis vingt ans.

Parmi les manifestations culturelles de grande envergure, soulignons les festivals d'été de Québec, de jazz et des films du monde de Montréal, les salons du livre de Montréal et de Québec, et plus particulièrement les activités des fêtes de la voile à Québec, «Un été mer et monde», organisées par la corporation Québec 1534-1984, non sans de sérieux problèmes financiers et autres.

La situation de l'Église au Québec a bien changé depuis le début des années soixante. Les jeunes de 10 à 25 ans ne s'y retrouvent plus. La pression sociale qui existait autrefois en faveur d'une manifestation publique de sa foi exerce une influence plutôt dans le sens contraire. On assiste à un vieillissement du clergé dû à la raréfaction des vocations à la prêtrise et à la vie religieuse. L'Église de l'an 2000 sera largement une Église de laïques coresponsables autour d'un petit nombre de prêtres. Mais un événement vient raviver l'espoir de la communauté chrétienne: c'est la visite triomphale du pape Jean-Paul II en septembre 1984. Les Québécois se sont déplacés en nombre fort imposant pour voir le pape et entendre son message.

L'actualité sportive ne privilégie pas les équipes du Québec pour qui ces années s'avèrent plutôt pénibles. Il est vrai que les Nordiques attirent l'enthousiasme de leurs partisans en 1982 en se rendant jusqu'à la finale Prince de Galles, où ils seront éliminés par les Islanders. Mais les insuccès du Canadien entraînent la purge des trois têtes dirigeantes de l'équipe même si Bob Berry revient comme entraîneur en 1983. À nouveau congédié en février 1984, Berry cède la place à Jacques Lemaire. Au baseball, les Expos, mal en point, échangent le receveur Gary Carter aux Mets. Quant au soccer, Molson annonce en novembre 1983 la fin de la coûteuse aventure du Manic.

Pourtant des athlètes du Québec se défendent bien. C'est le cas de Gaétan Boucher et de Sylvie Bernier qui se distinguent en remportant des médailles d'or aux Jeux olympiques. Deux noms célèbres disparaissent cependant. Gilles Villeneuve, champion de la course en auto, périt dans un accident en Belgique et Guy Lafleur, héros d'une génération d'enthousiastes du hockey, accroche ses patins.

Le développement québécois
de l'ère pionnière aux conquêtes postindustrielles

par Serge Courville*

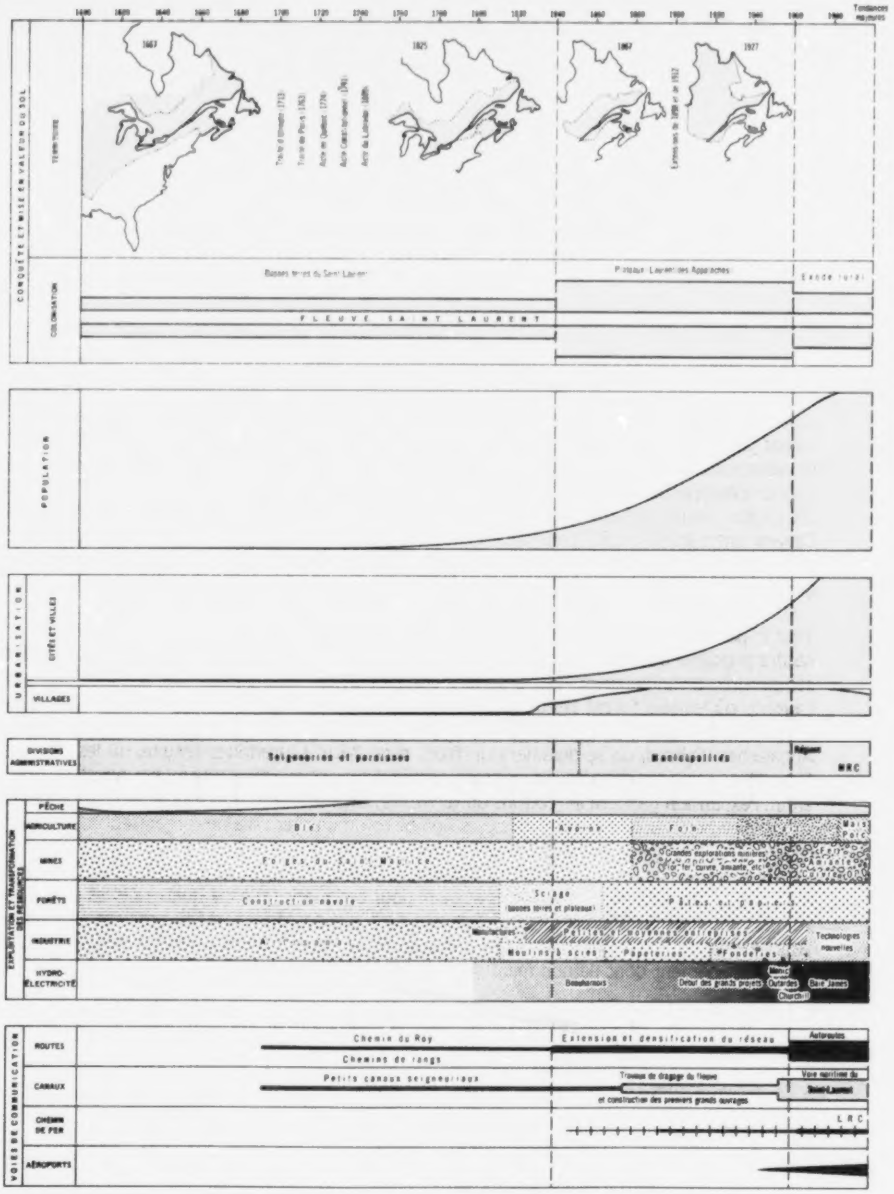
Historiquement constitué à partir de cette immense Nouvelle-France dont les frontières s'étendaient jadis jusqu'aux Rocheuses et au Golfe du Mexique, puis de cette «Province of Quebec» devenue successivement le «Bas et le Haut Canada» et la «Province de Québec», le Québec actuel couvre une superficie de plus d'un million et demi de kilomètres carrés dont une grande partie est d'addition récente (Abitibi, 1898, Nouveau-Québec, 1912). Situé sur la façade atlantique du Canada, entre les 45^{e} et 62^{e} parallèles et entre les 57^{e} et 79^{e} méridiens, il forme la plus grande des provinces canadiennes, avec lesquelles il partage trois frontières dont l'une, celle du Labrador, demeure contestée.

Tout ici participe d'un style typiquement nord-américain: à l'étendue du territoire correspond une nature prodigue que l'homme exploitera par vagues successives, au rythme de ses besoins et de ses progrès technologiques. Les premiers établissements eurent pour site la vallée du Saint-Laurent, où les sols furent pendant longtemps synonymes d'abondance; c'est là qu'aujourd'hui encore se concentrent plus des 4/5 de la population. Plus tard, on migrera vers les plateaux, Appalaches d'abord, où se dessinera un front rural hâtif, Laurentides ensuite, où les richesses forestières, minières et hydrauliques entraîneront d'importants développements industriels. De là enfin, l'expansion gagnera les confins du territoire, dans le cadre cette fois de puissants travaux d'aménagement dont l'échelle n'aura plus rien de commun avec celle des organisations traditionnelles.

Au total, il aura suffi de quatre siècles et demi pour conquérir l'espace, quatre siècles et demi au cours desquels le Québec passera d'un univers rural préindustriel à un univers urbain industriel puis à un univers urbain postindustriel. À chacun de ces stades correspondra un mode particulier de développement dont l'étude fait l'objet de la présente synthèse.

* L'auteur de cette synthèse géohistorique est professeur au département de géographie de l'université Laval.

Le développement québécois



Les Conquêtes de l'ère pré-industrielle: la formation du berceau laurentien

C'est dans la vallée du Saint-Laurent, où s'était développée une culture autochtone originale, que s'amorce d'abord la conquête du sol au Québec. Effectuée depuis l'Europe, par un effectif humain peu nombreux, elle se poursuivra pendant plus de deux siècles sous l'impulsion surtout d'une forte croissance démographique interne. Il en naîtra une civilisation rurale originale dont les traits marqueront pendant longtemps la société québécoise.

Une implantation tardive

Lorsque Jacques Cartier remonte le Saint-Laurent en 1534, la côte atlantique est déjà depuis longtemps connue des pêcheurs normands et bretons venus, à l'exemple des marins portugais, basques et espagnols, faire cargaison de morue aux «terres neuves». Regroupés le plus souvent en flotilles, ceux-ci avaient pris l'habitude de se retrouver dans certains havres où ils profitaient de leur séjour sur la terre ferme pour pratiquer le troc avec les autochtones.

Tant que durent ces rapports côtiers, aucun obstacle véritable ne s'oppose à la venue des Blancs, sinon le coût des expéditions et la rudesse du climat pour ceux qui, face à des difficultés imprévues, tenteront d'hiverner. Les contacts avec l'Indien sont amicaux et sources d'importants bénéfices qui transforment progressivement les morutiers en commerçants de fourrures. À la longue, ce commerce en vint a être si important qu'il fallut remonter le Saint-Laurent. Cartier inaugure cette nouvelle ère, mais suscite en même temps une méfiance que Champlain plus tard stimulera en nouant des alliances militaires et commerciales avec les Algonkiens, provoquant à terme les raids iroquois.

Aussi la présence française en Amérique resta-t-elle pendant longtemps un phénomène côtier, la pénétration du continent ne s'imposant que graduellement avec l'accroissement de la demande européenne en fourrures et la nécessité de trouver de nouvelles aires d'approvisionnement. Tadoussac est bien fondé en 1599, mais ce n'est vraiment qu'une dizaine d'années plus tard que l'entreprise s'amorce, sur l'initiative de De Monts et de Champlain qui perçoivent, mieux que quiconque, l'intérêt de maîtriser la voie d'accès vers les richesses de l'intérieur. Dès 1603, Champlain reconnaît le fleuve jusqu'à l'Outaouais et en 1608, il construit une «Abitation» à Québec, projetant même d'en construire une deuxième à Montréal où il espère activer un commerce avec les Indiens. Il lui faudra néanmoins attendre l'évolution de la conjoncture européenne avant que la France n'accepte de s'engager plus avant dans l'aventure coloniale.

Le premier vrai programme de colonisation fondé sur l'exploitation de l'ensemble des ressources canadiennes date de 1618. Cette année-là, Champlain adresse un mémoire au roi dans lequel il préconise un établissement permanent fondé sur «la force, la justice, la marchandise et le labourage». Le rapport fait une impression favorable à la cour et dès son arrivée comme ministre en 1624 le cardinal de Richelieu, conscient des avantages que retirerait la France d'une colonie américaine, s'active à réunir une compagnie chargée de l'organiser. En échange elle obtiendrait le territoire en toute «propriété, justice et seigneurie», incluant le monopole des fourrures.

C'est à la Compagnie de la Nouvelle-France [Compagnie des Cent-Associés], créée le 29 avril 1627, qu'allait revenir cette tâche. Bien que limitée, son oeuvre n'en fut pas moins considérable car, malgré des résultats médiocres au plan du peuplement, c'est sous son monopole que furent jetées les bases des premiers vrais établissements.

L'oeuvre des Cent-Associés (1627-1663)

Ce n'est qu'en 1633, après avoir vu leur flotte capturée en 1628, les frères Kirke occuper la vallée du Saint-Laurent jusqu'en 1632 et les de Caën jouir du privilège de la traite pendant un an encore, que la Compagnie peut enfin prendre possession de son domaine. Le territoire est alors à toutes fins utiles inoccupé et inorganisé. En trente ans, des cadres seront définis, qui serviront d'assise aux développements ultérieurs.

Trois sites sont d'abord occupés: Québec, où l'habitation de 1608 s'est doublée depuis d'un fort sur la colline auquel elle est reliée par la côte de la Montagne, Trois-Rivières, où Champlain dépêche Laviolette construire un fort dès 1634 et Ville-Marie (Montréal), où s'installera une société dévote en 1642. Tout naîtra de ces trois établissements érigés sur les lieux mêmes où Cartier avait découvert des bourgades indigènes un siècle auparavant et autour desquels les Cent-Associés concèderont leurs premières terres.

Dans une colonie à construire, où les difficultés de communication, l'insécurité et le manque de moyens sont quasi permanents, il devenait impérieux, en effet, de concentrer le peu d'effectif disponible autour des centres défensifs à partir desquels pourrait s'effectuer le peuplement. De proche en proche d'abord, de manière à combler les rives du Saint-Laurent, vers l'intérieur ensuite, de manière à peupler l'arrière-pays.

Les débuts pourtant sont modestes et c'est à Québec surtout que se concentrent les premiers noyaux d'immigrants. Du voisinage immédiat de l'habitation, les défrichements progressent d'abord vers la colline, puis sur la rive nord du fleuve, en direction de la Côte de Beauport où Robert Giffard installe bientôt un nouveau contingent de colons. À Trois-Rivières, un mouvement identique s'amorce, mais de moindre envergure : quelques défrichements timides s'effectuent autour du fort puis en direction du cap de la Madeleine. À Montréal, enfin, où s'élèvent bientôt les premières palissades, la mise en valeur tarde, à peine perceptible, due surtout aux constantes incursions iroquoises.

Malgré tout, des fonctions s'affirment qui particulariseront plus tard le réseau des villes coloniales. Fonction défensive surtout, mais aussi fonctions administrative et commerciale dont la signification varie d'une extrémité à l'autre du territoire : Québec sert de contact entre la colonie et la métropole, Montréal, de tremplin vers les espaces continentaux intérieurs. Entre les deux, Trois-Rivières, qui devait à l'origine centraliser le trafic des fourrures en provenance du Saint-Maurice, mais dont l'expansion se retrouvera limitée à la suite d'un détournement de ce trafic vers le Saguenay et Tadoussac.

Le centre attire parce qu'il est sécuritaire, mais aussi parce qu'il concentre tous les métiers utiles en début de colonisation. Comme bon nombre d'immigrants sont des gens de métier, il faudra un certain temps avant qu'un tisserand, un boulanger ou un charpentier abandonne son occupation première pour se consacrer exclusivement à la terre. C'est pourtant ce à quoi le colonisateur les destine, grâce à la mise en place de structures qui favoriseront la ruralisation rapide de l'effectif.

Pour satisfaire ses obligations au chapitre du peuplement, la Compagnie s'en remettra, en effet, à des associés de colonisation à qui elle octroie de larges superficies de terre que ceux-ci devront à leur tour partager entre les colons, moyennant diverses obligations réciproques que précisent les contrats de concession. Ce système, c'est le système seigneurial dont on a dit qu'il était tout à la fois un mode de partage, de distribution et d'occupation du sol fondé sur des considérations spatiales, économiques et sociales.

Dès le départ le fleuve impose ses contraintes : orienté sud-ouest/nord-est, il incite à un tracé perpendiculaire des terres vers l'intérieur. Par ailleurs, comme il constitue aussi une voie unique de communication, on cherchera à en faciliter l'accès du plus grand nombre par des concessions

étroites mais longues qui présentent en outre l'avantage de rapprocher les colons dans l'espace. C'est donc le rectangle surtout qui deviendra la forme habituelle des concessions et ce, tant pour la seigneurie que la *censive* (terre détenue à «cens»). Mais tandis que l'une comprendra plusieurs lieues de superficie, attribuées selon la qualité sociale du titulaire, l'autre verra ses dimensions uniformisées autour d'une centaine d'arpents, concédés en lots de 2 ou 3 arpents de front par 30 ou 40 de profondeur, sauf dans le domaine personnel du seigneur et les prés communaux où la terre ne sera subdivisée que beaucoup plus tard pour l'établissement surtout de structures villageoises.

Des règles tout aussi précises fixent les conditions d'obtention des terres. En recevant sa seigneurie, le seigneur s'engage à recruter des colons, à faire *Acte de foy et hommage* au roi, qu'il complètera périodiquement d'un *Aveu et Dénombrement* destiné à informer les autorités coloniales de ses efforts de colonisation. Il devra en outre résider dans sa seigneurie, y construire un moulin, réserver au roi tout le bois de chêne et les mines qu'elle pourra contenir et lui verser un droit s'il décide de vendre son fief. Si, enfin, il néglige de développer sa seigneurie, celle-ci retournera au domaine royal pour être de nouveau concédée, mais cette fois à un nouveau titulaire. En retour, il jouira de nombreux privilèges dont les plus importants sont surtout d'ordre économique. Pour chaque terre concédée, le seigneur obtient des *cens et rentes* que l'habitant paie à date fixe, en argent ou en produits (blé, volaille, poisson), selon une périodicité qui varie d'un à trois ans. S'y ajoutent un droit de mouture, équivalent au quatorzième minot de grain porté au moulin banal, un droit de commerce, si l'habitant utilise le pré communal, un droit de chasse et de pêche, qui demeurent pourtant difficiles d'application, et le produit de diverses servitudes (corvée, réserve d'emplacement pour les chemins, de bois de chauffage et de construction, etc.), pourvu que celles-ci soient dûment inscrites au contrat de concession. Si l'habitant vend sa terre, le seigneur aura droit en outre de prélever un droit dit de *lods et ventes*, équivalent au douzième du prix de vente, payable par l'acheteur. Principal personnage de la seigneurie, le seigneur aura droit enfin à un banc réservé à l'église et à une prière publique au prône dominical.

Des prescriptions semblables s'appliquent au censitaire: en retour de la terre qu'il obtient, celui-ci s'engage à *tenir feu et lieu* sur le lot concédé (l'habiter), à *donner du découvert* aux voisins (défricher) et à *enclore mitoyennement* avec eux (clôturer). Il devra en outre ensemencer ses champs, payer fidèlement ses rentes au seigneur, contribuer à l'entretien des chemins, planter *le mai* (généralement un conifère) devant le manoir seigneurial, faire moudre ses grains au *moulin banal* et participer aux corvées qu'impose le seigneur. Et quand enfin s'annoncera l'arrivée d'un curé résident, il sera tenu de payer *la dîme* et de participer aux travaux de construction de la première église.

Ces obligations bien sûr demeurent théoriques et furent fort variables dans le temps et dans l'espace, mais dans l'ensemble les cadres fonctionnent. Aux 200 colons introduits par la Compagnie en 1633 s'ajoutent bientôt de nouveaux contingents recrutés cette fois par les seigneurs eux-mêmes au profit des secteurs géographiques les plus accessibles. Pour l'instant cependant tout n'est encore qu'à l'état d'ébauche, mais des lignes de forces sont tracées, prêtes pour l'enracinement.

Un siècle d'expansion (1663-1760)

Quand Louis XIV accède au trône vers le milieu du XVII^{e} siècle, son appréciation du dossier colonial est assez sombre : la population est faible (quelque 3 000 colons très inégalement répartis dans l'espace) et les retours en France sont nombreux. Convaincu que la Compagnie n'a pas rempli ses devoirs, il la contraint, en 1663, à renoncer à sa seigneurie américaine, qu'il concède l'année suivante à la Compagnie des Indes occidentales. Cette dernière ne jouera pourtant aucun rôle véritable puisqu'elle sera elle aussi dissoute en 1674; la Nouvelle-France cesse alors d'être le monopole d'une compagnie de commerce pour devenir une entreprise d'État.

L'un des premiers gestes de Louis XIV comme monarque sera de confier l'administration coloniale à un intendant et à un gouverneur, de qui dépendront désormais la concession des seigneuries, et de les assister d'un conseil où siègeront l'évêque et un certain nombre de personnalités locales. En même temps, il consacre une réforme administrative et religieuse qui encourage la formation de paroisses et partage la colonie en trois districts ou gouvernements (Québec, Trois-Rivières et Montréal) qu'il place sous la juridiction d'un gouverneur de district et d'un subdélégué chargés respectivement des affaires militaires et civiles. Juridiquement, enfin, il étend la *Coutume de Paris* à l'ensemble de la colonie.

Parallèlement, il tentera de rationaliser le développement colonial, en assurant lui-même le recrutement des colons et en décrétant la réunion à son domaine de toutes les terres qui n'auront pas été défrichées dans les six mois. Et pendant qu'il ordonne de réduire de moitié la taille des seigneuries concédées, il décrète la construction de villages qui pourront, mieux que les côtes, assurer le contrôle et la sécurité des habitants. Enfin, il envoie des troupes chargées de pacifier le pays.

Comme celui des Cent-Associés, l'effort est total et s'inspire de considérations aussi bien stratégiques que spatiales, économiques et sociales. C'était pourtant sous-estimer le sens des évolutions antérieures : les valeurs canadiennes ne sont déjà plus celles de la France et le colon, conscient des libertés qu'autorise le Nouveau-Monde, ne participera qu'à demi aux volontés royales. Seul Talon concédera de petites seigneuries, tous les intendants et gouverneurs après lui consentiront à des augmentations des fiefs doublant et même triplant les superficies accordées. Quant aux villages, ils resteront vides : vingt ans après leur création, Charlesbourg, Bourg-Royal et Bourg-la-Reine n'abritent tout au plus qu'une quinzaine de familles. Par conséquent, les anciennes structures demeurent et avec elles, un mode particulier de développement qui privilégiera l'occupation de proche en proche du sol.

Le pays néanmoins est pacifié, ce qui entraîne l'affaiblissement et l'acculturation progressive des nations amérindiennes, et le peuplement progresse, étendant d'autant les limites du territoire organisé. En 1663, la colonie ne compte encore que 70 seigneuries, inégalement réparties dans l'espace. Cent ans plus tard, elle en comprendra plus de 250 réparties tout au long du Saint-Laurent et de ses principaux affluents. Il en naîtra une aire dense de peuplement qui survivra même à la conquête britannique de 1760.

C'est par 20, en effet, que se multiplie l'effectif pendant la période, passant de quelque 3 000 individus à plus de 65 000. Mais contrairement aux tendances antérieures, c'est à son dynamisme interne surtout qu'elle doit son accroissement, l'immigration ne fournissant au total qu'une dizaine de milliers d'individus dont près de la moitié arrivent après 1700. «Ce n'est pas le penchant des Français de quitter de si loin leur pays quand ils y ont leurs commodités», rappelle D'Iberville. Aussi est-ce surtout auprès de la population locale que l'État intervient, par l'adoption de différents programmes d'aide à l'établissement rural que doublent encore diverses mesures de police destinées à enrayer la course dans les bois. Parallèlement, on tente de sédentariser les militaires pendant qu'en France on s'active à réunir des groupes de jeunes filles qu'on destine à des épousailles rapides en contexte pionnier.

Cette politique, associée au dynamisme même du noyau initial, porte ses fruits. Dès 1672 la population double celle de 1663, pendant qu'en 1700, elle atteindra 16 000 individus qui doubleront à leur tour tous les 25 ou 30 ans. Les mariages sont nombreux et les naissances abondantes. Quant à la mortalité, elle fluctue au gré de la conjoncture, mais comme la population est encore jeune (l'âge moyen est de 20,6 ans en 1663) elle est assez basse, ce qui accroît d'autant la maisonnée moyenne. Celle-ci compte en général 6 ou 7 enfants que les parents destinent aux travaux de la ferme, en attendant qu'à leur tour ils s'établissent sur une terre et fondent un foyer tout aussi prolifique.

Importante parce qu'elle gonfle rapidement l'effectif, l'immigration ne stimule pourtant qu'indirectement sa croissance puisque, dès 1672, son rythme annuel moyen ne dépasse guère plus de 50 individus. Son apport toutefois est loin d'être négligeable car c'est d'elle en définitive que viennent bon nombre de métiers dont la colonie a besoin pour grandir. C'est donc d'une véritable transplantation sociale qu'il s'agit, chacun contribuant à sa mesure au progrès de la communauté. Quelques-uns resteront dans les villes, d'autres, plus nombreux, iront grossir les rangs de ceux qui se destinent à la terre. Le gros de ces apports, enfin, sont catholiques et français, ce qui assure dès le départ l'homogénéité du groupe et son adhésion à un même idéal que le colonisateur souhaite voir centré sur l'agriculture mais que le contexte particulier du Nouveau-Monde ouvre à d'autres perspectives.

À cause des bénéfices et de la liberté qu'elle procure, la traite des fourrures fascinera en effet pendant longtemps les jeunes Canadiens, moins cependant que ne le laissent croire les rapports alarmistes de l'administration. Car si l'on éprouve de la difficulté à fixer la population sur la terre, il n'en demeure pas moins que celle-ci s'enracine. Les statistiques agricoles pourtant n'impressionnent guère : en 1667, on ne recense encore que 15 000 arpents en culture, 35 000 en 1698. C'est peu si l'on considère que la fondation de Québec remonte à 90 ans déjà. Après 1720, les proportions s'améliorent : 163 000 arpents cultivés en 1734, 188 000 en 1739, mais près de 235 000 en 1765. Pendant ce temps, la part rurale de la population passe de moins de 7 000 habitants en 1681 à 43 000 en 1739 et à plus de 50 000 en 1765.

L'essentiel des efforts va au blé : bon an, mal an, l'habitant en récolte entre 50 et 70 minots, contre 10 ou 15 minots d'avoine et 15 ou 20 minots de pois. Les rendements pour l'époque sont élevés, mais tiennent moins aux façons culturales qu'aux sols dont l'abondance ici est telle qu'elle supplée aux carences des techniques. Aussi doit-on faire face assez tôt à une surproduction chronique que résolvent à peine les guerres iroquoises et les mauvaises récoltes. Ce n'est qu'après 1708 que la situation s'améliore, grâce à l'accroissement du marché extérieur (Antilles, Île Saint-Jean, et plus tard Louisbourg) et du marché intérieur (marché urbain surtout où se développent l'artisanat et la construction navale). La demande se maintenant, l'habitant aura tendance à augmenter et même à diversifier sa production, encouragé par les intendants qui s'efforcent, à compter de 1721, d'introduire dans la colonie la culture du tabac, puis celle du chanvre et du lin. Quant à l'élevage, il restera toujours limité : l'habitant fait boucherie à l'automne et ne conserve en général que quelques têtes destinées à la reproduction.

Bref, malgré des difficultés de croissance, on assiste aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles au développement d'une agriculture originale, distincte de l'agriculture française d'origine, qui progresse au rythme des défrichements, et où la fonction «échange» prend une importance relative croissante sur la fonction «subsistance». Elle favorisera l'extension du territoire occupé, qui prendra de plus en plus la forme d'une longue bande de peuplement riverain étiré tout le long du fleuve et de ses principaux affluents; au delà, c'est la sauvagerie, où ne se distingue encore aucun établissement permanent, à l'exception de quelques postes de traite jalonnant la route des fourrures. Elle favorisera surtout l'émergence d'une aire culturelle dense où s'épanouira bientôt une civilisation rurale enracinée au milieu.

Cette aire n'engendre pas de villes. Québec, Trois-Rivières et Montréal sont des agglomérations implantées de l'extérieur. C'est là que se concentre l'appareil administratif, judiciaire et militaire; c'est là aussi que se concentrent les grandes fonctions commerciales. Créées pour jeter les bases de la colonie, elles ne définissent pas le développement rural qui, une fois amorcé, deviendra autonome. Entre la ville et la campagne, se tissent bien sûr des échanges d'hommes, de biens et de services, mais il se manifeste aussi une coupure que signalent des mentalités différentes.

Cette aire engendrera pourtant des villages, quelques-uns du moins, nés non pas de l'initiative de Talon, mais des habitants eux-mêmes qui se dotent d'une structure de service adaptée à leurs

besoins. Rien de comparable en fait à ce que la France avait anticipé : issus de la côte, ils en prendront jusqu'à la forme, s'allongeant linéairement dans l'espace, de part et d'autre de l'église paroissiale. Elle engendrera surtout une mosaïque d'espaces domestiques que l'habitant vivra à l'échelle du voisinage, du rang, de la paroisse et de la seigneurie, dans une quotidienneté de rapports familiaux, économiques et sociaux qui leur donnent toute leur consistance. C'est en eux qu'il s'identifiera, c'est par eux qu'il survivra à la conquête de 1760.

La conquête et ses conséquences (1760-1840)

La question de la conquête a été et demeure au coeur des débats historiographiques. Perçue par les uns comme un événement dramatique qui condamnera l'avenir de la collectivité, par les autres comme un simple accident de parcours, important certes, mais non directement responsable de l'évolution ultérieure, elle apparaît, d'un point de vue géohistorique, comme un phénomène important mais dont les conséquences allaient surtout se faire sentir à long terme. Au début, en effet, rien de fondamental n'est changé: malgré d'importantes variations de frontières, les bases de la vie matérielle restent les mêmes et la vallée du Saint-Laurent constitue toujours l'assise principale de la population. L'épopée des fourrures se poursuit et l'agriculture maintient une croissance qui lui permettra bientôt d'accéder au marché britannique.

Les premiers vrais malaises surviennent au tournant du siècle, avec l'arrivée des Loyalistes qui réclament des lois civiles anglaises et la création d'un territoire bien à eux qu'ils pourront exploiter et aménager en dehors de toute contrainte seigneuriale. Quelques seigneuries seront encore concédées, mais dès 1792 Londres décrète la division des biens de la Couronne en «townships», c'est-à-dire en cantons de 9 x 12 milles (15 x 20 km environ) ou de 12 x 12 milles (20 x 20 km), selon qu'il s'agit d'un canton riverain ou intérieur, subdivisé en «rangs» et en lots de 200 acres. La même année, une proclamation informe que les terres y sont disponibles, moyennant le remboursement des frais d'arpentage et d'émission des lettres patentes. En 1796, un lot ne coûte encore que 7 «piastres», mais l'habitant ne répond pas à l'offre : le sol seigneurial est encore abondant et les cantons sont difficiles d'accès. Surtout, ils représentent un monde étranger, une culture différente, où l'on ne se sent pas chez soi. Encouragé par le clergé, il abandonne ces nouveaux territoires aux intérêts britanniques qui en profitent pour se lancer dans une vaste entreprise de spéculation que l'État mettra près d'un demi-siècle à freiner.

Dans l'aire seigneuriale elle-même, des phénomènes non moins importants se produisent : les villes s'anglicisent et l'écart ville-campagne s'accentue. À Montréal, qui devient la plaque tournante des relations avec l'ouest, la population d'origine britannique s'élève bientôt à 55% puis à 60% de la population totale pendant qu'à Québec, qui conserve son rôle de capitale administrative, elle atteint 50%, incluant une garnison permanente de 3 000 soldats britanniques. Dans les campagnes, on assiste alors à une croissance accrue des villages qui passent d'une vingtaine en 1760 à près de 250 cent ans plus tard. Parallèlement, la division régionale se renforce. Le secteur de Québec, où le peuplement est le plus ancien, voit sa croissance se stabiliser, pendant que celui de Montréal, où le peuplement est plus tardif, la voit s'augmenter. Il en résultera deux milieux de vie différents que viendra encore sanctionner l'émergence de mentalités différentes, d'autant plus que c'est dans la région de Montréal surtout que s'infiltre l'élément britannique, non seulement les Loyalistes, mais aussi de forts contingents irlandais qui viendront, par vague, coloniser les cantons et l'arrière-pays seigneurial avant de s'établir plus tard à la ville.

En cent ans, la population passe de 65 000 habitants à plus de 890 000, dont 735 000 au moins sont d'origine francophone. La maisonnée moyenne s'accroît et la part des ruraux augmente de 75% à 90%, stimulant d'autant la demande en terres neuves. Dans l'espace, les courants migratoires se transforment, ajoutant aux migrations riveraines de l'aval vers l'amont, un étalement accru vers l'intérieur des terres, en particulier dans les seigneuries du district de Montréal où l'effectif représente déjà 49% de la population totale en 1784, et 57% en 1831.

Quelque dix ou quinze ans plus tard, l'ensemble du territoire est conquis et déjà quelques colons débordent en direction des cantons, où s'est installée une population britannique forte de quelque 150 000 individus.

L'une des pincipales conséquences de cette expansion sera d'accroître la pression sur la terre seigneuriale. L'habitant, qui avait pu jusque-là préserver l'intégrité de son lot par d'habiles stratégies successorales, se retrouve désormais aux prises avec des coûts accrus d'immobilisation qu'encouragent diverses spéculations foncières. Il en résulte une pénurie de terres qui accroît de façon significative les densités agricoles et les difficultés de l'agriculture. Celle-ci pourtant se transforme et tend à profiter d'une demande intérieure accrue pour se diversifier, participant même de plus en plus activement au commerce du bois qu'a fait naître, dès le début du siècle, le blocus napoléonien. Mais les pressions démographiques sont trop fortes et l'aire seigneuriale toute entière souffre d'une carence d'infrastructures de communication qui auraient pu faciliter la commercialisation des produits. Le nombre de paysans sans terre s'accroît et avec eux la quantité de ceux qui devront se résoudre soit au chômage dans les côtes, soit à une migration définitive hors du territoire agricole, notamment vers les villages dont le nombre triple entre 1815 et 1831. Avec eux, une ère nouvelle s'annonçait que la ville allait bientôt sanctionner.

L'Ère industrielle (1840-1960)

En effet, après 1840, le Québec entre dans une phase nouvelle de développement qui se caractérise par une extension et une différenciation significatives de l'espace habité. Cantons et plateaux sont conquis, pendant que l'agriculture cède le pas à une urbanisation accélérée qu'accompagne un processus non moins rapide d'industrialisation. En moins de cent ans, la population passe de moins de 700 000 habitants à près de 5 260 000 et le Québec devient un état urbain et industrialisé.

Exode rural et colonisation

Jusqu'en 1875, la population conserve son fort taux d'accroissement naturel, le taux de natalité reste élevé et les familles sont nombreuses, ce qui laisse présager un doublement tous les 25 ans environ. Dans les faits cependant sa progression sera lente, limitée par un solde migratoire négatif dont les effets se feront sentir jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.

Amorcé dès le début du XIX^{e} siècle, sous forme de migrations temporaires vers les forêts du nord-est des États-Unis, le mouvement cette fois devient permanent, encouragé par la demande de main-d'oeuvre des usines textiles de la Nouvelle-Angleterre. En cent ans, de 1840 à 1940, il aura perdu plus de 925 000 habitants. La période la plus critique survient dans les trois dernières décennies du XIX^{e} siècle quand, malgré de forts taux de croissance naturelle, le Québec perd environ 10% de son effectif.

Parallèlement, la mobilité interne s'accroît, vers les villes mais aussi vers l'intérieur des terres où se poursuit depuis un certain temps déjà un mouvement spontané de colonisation. Des paroisses du bord du fleuve on migre d'abord vers l'arrière-pays seigneurial puis en direction des cantons et jusqu'aux rebords des plateaux où, en quelques années, des secteurs complets sont conquis, transformant les majorités anglophones en majorités francophones. C'est le cas notamment dans les Cantons-de-l'Est où, dès 1851, les Canadiens français forment plus du tiers de la population. Mais ce sera le cas aussi du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, de la Mauricie et surtout du Saguenay — Lac-Saint-Jean où, dès 1838, des colons montent faire de la «pinède» pour le compte de capitaines d'industrie (Price, Mc Leod) stimulés par la demande du marché impérial. Le processus est partout le même : les bûcherons viennent d'abord, les «faiseurs de terre» ensuite, lesquels participent à leur tour au travail forestier, mais sur une base saisonnière. Il en naîtra des genres de vie originaux qui caractériseront longtemps les zones pionnières.

À cette première forme de colonisation succèdera bientôt un mouvement mieux organisé, sous la direction cette fois du clergé qui, alarmé par l'ampleur de l'exode rural, tente de le circonscrire par l'ouverture de «paroisses de colonisation». C'est l'époque des «curés colonisateurs» qu'amorce le curé Hébert au Saguenay — Lac-Saint-Jean, bientôt suivi du curé Brassard au nord de Joliette, du curé Labelle au nord de Saint-Jérôme et du père Gendreau au Témiscamingue. Le mouvement est à la fois institutionnel et idéologique : pendant qu'on crée de nouvelles paroisses, avec l'aide souvent de sociétés de colonisation spécialement formées pour favoriser l'établissement des colons, on s'associe à l'élite laïque pour formuler et promouvoir un «agriculturisme» qui masquera pendant près d'un siècle les tendances véritables du développement québécois. Avec cette deuxième vague pourtant, l'occupation du territoire s'étendra du rebord des plateaux jusqu'aux plateaux eux-mêmes qu'on partage en cantons et qu'on divise en rangs et en lots rectangulaires de 100 acres, dont le prix varie de 0,20 $ à 0,80 $ l'acre selon les régions et les époques. Partout la population prend pied, défrichant d'abord, cultivant ensuite, au rythme des arrivées. De 1871 à 1901, le Saguenay — Lac-Saint-Jean voit son effectif augmenter de 61%, l'Outaouais de 65%, la Mauricie, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie de 25%. Mais c'est la forêt surtout qui attire, l'agriculture ici ne servant que des fins d'auto-subsistance, faute de marché. La montée se poursuit dix ans encore, bientôt encadrée par une nouvelle forme de colonisation, «dirigée» celle-là directement par l'État, en association étroite avec le clergé.

L'occasion en est offerte par la construction du chemin de fer transcontinental entre Winnipeg et Québec vers 1908-1913, qui permet l'accès à l'Abitibi. Avec elle, on ira jusqu'à défricher la forêt boréale et cultiver les podzols comme nulle part ailleurs dans le monde. À l'encontre des autres secteurs de colonisation, l'Abitibi ne connaîtra pas pourtant de phase initiale d'exploitation forestière, les rivières coulant toutes en direction de la Baie d'Hudson et les entreprises ne disposant encore d'aucun moyen commode de transporter le bois au marché. Son entrée dans le circuit de la colonisation sera donc brusque et soutenue par d'habiles politiques de propagande et d'assistance à l'établissement rural. Comme partout ailleurs on arpente les terres en cantons et, de 1911 à 1921, plus de 13 000 colons s'installent, grâce aux efforts conjugués d'un curé recruteur, l'abbé Ivanhoe Caron, et d'un habile agent des terres, Hector Gauthier. À la veille de la crise, ils dépasseront les 20 000. Cet événement, associé à la politique américaine de contingentement de l'immigration à partir des années 1923, provoquera une transformation complète du mouvement qui s'ouvrira cette fois non seulement aux ruraux, mais également aux urbains.

Harcelé par l'opinion publique, qui réclame des programmes d'aide aux chômeurs, l'État improvise bientôt deux plans destinés à favoriser l'établissement des colons : le plan Gordon (1932), d'inspiration fédérale, et le plan Vautrin, (1934), de juridiction provinciale. Le plus audacieux est le plan Vautrin qui prend à sa charge le transport des familles et leur hébergement temporaire dans des camps en attendant que leur soient versées les primes qui leur permettront de s'établir à demeure sur les lots. Les sols sont inventoriés et classés, les chemins de rangs établis et l'église construite avant même souvent l'arrivée des colons. En Abitibi seulement, il en viendra plus de 45 000 en deux ans, qui s'ajouteront aux 9 000 qu'y avait déjà introduit le plan Gordon.

La politique cette fois est globale et s'applique à toutes les régions du Québec. Que ce soit dans l'Outaouais, au Témiscamingue, dans les Laurentides au nord de Montréal, en Mauricie, au Saguenay — Lac-Saint-Jean, dans Dorchester, la Beauce, le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie ou même les basses terres, où la colonisation du XIX[e] siècle avait laissé pour compte des terrains tout à fait impropres à l'agriculture, partout de nouvelles paroisses s'ouvrent, encouragées par d'abondantes subventions, mais aussi sous l'effet du chômage. Il en résultera une extension significative du territoire occupé, qui atteint ses limites vers 1940. À cette date, bon nombre d'ex-chômeurs seront retournés à la ville profiter de l'essor de la production de guerre. L'ère de la colonisation comme mouvement important de population était close. Elle ne subsistera qu'à l'échelon local, remplacée désormais par un mouvement différent, plus directement relié cette fois aux tendances réelles du développement québécois depuis plus d'un siècle.

Urbanisation et industrialisation

L'un des phénomènes essentiels de la période 1840-1960 réside en effet dans une urbanisation progressive et constante, encouragée par une industrialisation rapide qui survient après l'abolition du régime seigneurial en 1854 et l'instauration, entre 1840 et 1855, du système municipal. De 1851 à 1901, la part urbaine de la population passe de 15% à un peu plus de 36%, pendant que l'industrie franchit une étape décisive de son développement grâce à la mise en place d'importantes infrastructures de communication qui profiteront surtout à la région de Montréal. Trente ans plus tard, l'effectif urbain atteint 65% de la population, l'industrie se sera alors diversifiée et étendue à tout l'Est du Québec, contribuant à la restructuration du territoire occupé et à la préparation de son expansion vers des latitudes demeurées jusque là inviolées.

C'est dans les basses terres d'abord que s'amorce le mouvement, grâce surtout à l'essor du chemin de fer qui libère le transport de sa paralysie hivernale. En quelques années, Montréal est reliée à Toronto, New York, Portland et Richmond, pendant que se développe un important réseau de lignes intérieures qui irriguera bientôt toute la plaine. Parallèlement, on canalise le Saint-Laurent inférieur, tandis qu'à l'amont on contourne les rapides par des canaux maintes fois recreusés et déplacés. Les principales villes riveraines se dotent alors d'équipements portuaires d'envergure, pendant qu'à l'intérieur le réseau de routes s'améliore, grâce à un premier déblocage de crédits qui ne deviendra cependant important qu'à compter des années 1910-1920.

L'une des principales conséquences de cette concentration urbaine sera d'entraîner la croissance rapide de la région de Montréal, qui devient non seulement le coeur économique du Québec, mais du Canada tout entier. Entre 1861 et 1901, la population de l'île passe de 153 000 habitants à 371 000; en 1931, elle en comptera plus d'un million. À elle seule, la ville de Montréal en cumule alors plus de 818 000, dont la majorité, désormais, est d'origine française. Mais en même temps que s'effectue cette reconquête, Montréal devient cosmopolite, attirant, dans les trois premières décennies du siècle, plus de 120 000 immigrants, surtout d'origine juive. La ville prend alors les traits qui la caractérisent depuis : à l'ouest, des quartiers anglophones, à l'est des quartiers francophones et entre les deux, un quartier juif qui s'ouvrira plus tard à de multiples autres ethnies.

Cet essor de Montréal est dû pour l'essentiel à deux vagues industrielles qui profitent ici non seulement d'une position géographique exceptionnelle, mais d'une abondante disponibilité de main-d'oeuvre bon marché, qu'alimente toujours davantage l'exode rural. La première vague s'amorce dès 1850-1860, avec l'implantation de raffineries de sucre, de meuneries, de fonderies, de scieries et d'usines de fabrication de chaussures le long du canal Lachine; la seconde se déclenchera à partir des années 1880, avec d'importants investissements centrés surtout sur le textile, le vêtement, le matériel roulant de chemin de fer, les salaisons et le tabac. La ville connaît alors une extension spatiale considérable, que viennent bientôt sanctionner de nombreuses annexions : quatre entre 1883 et 1893, 19 entre 1905 et 1918, dont onze en 1910 seulement. En quelques années, le ton est donné, et la tendance allait se poursuivre encore longtemps.

Toute différente sera l'évolution de la région de Québec, où la population ne compte qu'un peu plus de 236 000 habitants en 1871, contre 268 000 seulement en 1901 et 400 000 en 1931. Déclassée au chapitre de la construction navale, mal intégrée au réseau de chemin de fer et surtout durement concurrencée par le port de Montréal, Québec se montre d'abord incapable d'absorber les surplus démographiques régionaux. Il faudra attendre en fait la construction du nouveau port (1875) et la liaison ferroviaire avec Montréal (1879) pour que s'installent de nouvelles industries et encore, à un rythme qui ne rattrapera jamais celui de Montréal. C'est donc encore à ses fonctions administrative et commerciale surtout que Québec devra son expansion.

Quant à Trois-Rivières, dont le développement est d'abord stimulé par les scieries, elle n'amorcera vraiment sa croissance qu'au début du XX^{e} siècle, avec le harnachement hydro-électrique du

Saint-Maurice et la mise en place, aux côtés des ateliers textiles et des établissements métallurgiques, de quatre grandes papeteries qui en feront le premier centre papetier du monde. À quarante ans de stagnation allait alors succéder une phase rapide d'expansion démographique : de 1901 à 1931, la population passe de moins de 10 000 habitants à environ 35 000.

Parallèlement à ces centres enfin se développe tout un réseau de petites villes satellites dont la croissance s'appuie sur d'anciennes structures villageoises progressivement conquises par l'industrie. Le phénomène est particulièrement net dans la plaine de Montréal où la proximité du marché, l'abondance de main-d'oeuvre et la densité du réseau de voies ferrées favorisent l'expansion de petits centres tels Valleyfield, Saint-Jean, Granby, Saint-Hyacinthe, Sorel, Saint-Jérôme et Joliette. Mais il le sera aussi dans la région de Québec et de Trois-Rivières où s'active le développement de villes telles Beaupré, Montmorency et Cap-de-la-Madeleine, pour ne retenir que celles-là. Dès 1931, la transition est complète et le réseau urbain des basses terres constitué. Tout ce qui allait venir par la suite ne fera que s'y ajouter.

Sur les plateaux, un mouvement identique se poursuit, mais avec une nette différenciation selon les régions. Dans les Appalaches, il profitera comme dans la plaine, d'une abondance de main-d'oeuvre rurale associée à une bonne irrigation en chemin de fer, tandis que dans les Laurentides, il s'axera sur l'exploitation des matières premières (forêt, métaux) et la recherche d'énergie hydro-électrique.

De tout le plateau appalachien, ce sont les Cantons-de-l'Est surtout qui connaissent les développements les plus vifs. Dès la fin du XIX^{e} siècle, un premier réseau de centres s'y développe, greffé sur d'anciennes structures villageoises et stimulé par l'industrie textile qui s'installe partout où existent des chutes à aménager. Le plus gros centre est Sherbrooke, qui jouit d'importants avantages de localisation sur la rivière Saint-François, au confluent de la Magog, le long du chemin de fer reliant Montréal avec les États-Unis. Limitée encore à quelque 12 000 habitants en 1901, sa population croîtra à environ 29 000 habitants en 1931, distançant et de loin celle de centres tels Magog, Coaticook et Farnham où les effectifs ne progressent que de 3 000 à 4 000 ou 6 000 individus pendant la période. À Victoriaville et Drummondville, les gains seront plus soutenus, passant de quelque 1 500 habitants à plus de 6 000 pendant la période, alors qu'à Granby, ils passeront d'un peu plus de 3 000 à 10 500, tout comme à Thetford, où se développe un important secteur d'extraction minière. En quelques années, un réseau urbain se constitue, sur lequel Sherbrooke étendra bientôt son aire d'influence.

Rien de tel ne caractérise la croissance de l'Est du Québec, où l'économie régionale reste centrée sur la pêche, l'agriculture et l'exploitation forestière. Les seuls centres d'importance sont riverains, donc extérieurs au plateau, et presque entièrement dévolus à des fonctions commerciale et administrative. Mais tandis qu'à Rimouski s'ajoute une fonction religieuse, à Rivière-du-Loup s'y ajoutera une fonction industrielle qu'exprime surtout l'implantation d'ateliers de réparation du chemin de fer. En 1931, ces deux villes réuniront à elles seules plus de 14 000 habitants, contre moins de 6 400 en 1901. Comparé cependant au rythme et au type d'accroissement que connaît alors l'ouest appalachien, il s'agit là d'un mouvement relativement limité que ne vient dynamiser encore aucun processus véritable d'industrialisation.

Tel ne sera pas le cas du plateau laurentidien où l'urbanisation progresse partout où le relief et les sols avaient favorisé les montées colonisatrices des XIX^{e} et XX^{e} siècles. Traditionnellement lié aux scieries, le mouvement profite cette fois de nouveaux apports industriels centrés d'abord sur la production de pâtes et papiers, puis sur les mines et l'industrie de transformation des métaux. En quelques années, l'impulsion est donnée, stimulée tout autant par le capital que le marché américains. Les cours d'eau sont harnachés et des centrales hydro-électriques construites, à proximité desquelles s'installent le plus souvent les usines. Et pendant que l'on planifie ainsi le développement régional, on favorise la concentration de main-d'oeuvre par l'aménagement de villes tout à fait nouvelles dont l'urbanisme tranche par rapport aux formes urbaines avoisinantes.

Le cas le plus démonstratif est celui de la région du Saguenay — Lac-Saint-Jean où n'existe encore qu'un pôle urbain véritable en 1901, Chicoutimi, qui abrite environ 3 800 habitants, soit 10% de la population régionale. En 1931, on y comptera près d'une demi-douzaine de centres totalisant plus de 35 000 habitants, sur une population régionale de 106 000. Avec près de 12 000 habitants cette année-là, Chicoutimi demeure toujours le centre le plus important de la région, mais s'y joignent désormais Jonquière et Kénogami où se concentrent les usines Price, Alma où l'Alcoa s'installe dès 1926, Bagotville et Port-Alfred où se développe, en plus de l'industrie de la pulpe et du papier, un port en eau profonde qui permettra d'alimenter en combustible et en matières premières les alumineries de l'intérieur, et Arvida où vient tout juste de s'installer l'Alcan.

En Mauricie, un mouvement similaire se produit, mais d'ampleur différente. Amorcée vers 1882 à Grand-Mère autour d'une centrale et d'une pulperie, l'urbanisation connaît à partir de 1897 une nouvelle phase d'expansion liée au harnachement des chutes Shawinigan et à la création de toutes pièces de la ville de Shawinigan Falls par la Shawinigan Power. Achevée en 1901, la centrale attire aussitôt une papeterie, une usine d'aluminium, une usine de carbure de calcium et une filature de coton que viendront enrichir avec le temps diverses industries consommatrices d'électricité, provoquant la croissance de l'effectif urbain de l'intérieur qui passe d'un peu plus de 5 000 habitants au début du siècle à près de 22 000 en 1931, dont plus de la moitié se concentre à Shawinigan même. La région se sera alors enrichie d'un nouveau centre, La Tuque, qui regroupe près de 8 000 habitants intéresssés surtout à l'industrie papetière.

Dans l'ouest du Québec, seule Hull domine, grâce à l'initiative d'un Américain, Eddy, qui profite du potentiel énergétique des chutes Chaudières pour y installer, dès la deuxième moitié du XIXe siècle, une fabrique d'allumettes, un moulin à scie, une pulperie et une papeterie. En 1871, la ville compte déjà 5 000 habitants, en 1901, près de 14 000 et en 1931, près de 30 000. Aux entreprises d'Eddy, se seront alors ajoutées celles de la confection du ciment, du travail des métaux et de l'industrie alimentaire. Quant à Rouyn, dont la croissance ne fait que s'amorcer, elle ne réunit encore que quelque 3 000 habitants, engagés surtout dans le commerce et l'exploitation minière. Sa véritable expansion ne viendra que dans les décennies suivantes, à la faveur de la reprise économique d'après-guerre. Le Québec entre alors dans une phase nouvelle d'expansion caractérisée par une vague d'urbanisation sans précédent qui portera le pourcentage de la population urbaine à 66,9% en 1951, puis à 74,3% en 1961.

Toutes les régions du Québec y participent, depuis les basses terres du Saint-Laurent jusqu'aux zones périphériques où l'industrie, toujours stimulée par le capital et le marché étrangers, bénéficie désormais de la mise en exploitation d'importants gîtes miniers dont l'accessibilité avait été jusqu'alors condamnée par le manque de moyens de transport appropriés. Les premiers gîtes miniers à être développés se situent au nord du jeu de failles qui marque l'apparition des formations volcaniques de l'Abitibi, depuis le territoire ontarien jusqu'au lac Chibougamau : ils commanderont la croissance d'une vingtaine de centres dont le principal, Rouyn-Noranda, deviendra la capitale régionale de l'Abitibi-Témiscamingue. Les seconds, se situent tout au long de la fosse du Labrador, depuis la Baie d'Ungava jusqu'au lac Allard sur la Côte-Nord : ils seront mis en valeur à compter des années cinquante et détermineront, en même temps que l'ouverture de nouvelles voies de communication (chemin de fer surtout), la croissance de plusieurs centres miniers isolés, dont Sept-Îles sera la tête de pont. Le territoire occupé s'en retrouvera agrandi d'autant, se prolongeant désormais loin vers le Nord.

C'est encore dans la région de Montréal pourtant que se manifeste le plus cette croissance urbaine, notamment dans la zone métropolitaine où se concentre, dès 1956, plus de la moitié de la population urbaine du Québec et plus de 35% de sa population totale. À la différence des autres villes du Québec, il n'existe plus de coupure brusque entre la ville et la campagne; Montréal est devenue une ville tentaculaire qui déborde largement les limites de sa juridiction, étendant sa domination non seulement à l'île même où elle est située, mais bien au-delà, tant sur l'île de Laval, adjacente, que sur la rive nord et la rive sud, jusqu'à cette couronne de villes satellites dont la

dépendance à l'égard de l'agglomération montréalaise ne cesse de s'accroître. Par delà sa région immédiate enfin, Montréal étendra ses conquêtes jusqu'au coeur des Laurentides, transformant en banlieues touristiques d'anciennes villes pionnières (Saint-Adèle, Sainte-Agathe) auxquelles de nouvelles routes redonneront vie en attendant les expansions fulgurantes de la période suivante.

À l'extérieur de la région de Montréal, un rythme similaire de croissance caractérise l'évolution des agglomérations de Québec, de Trois-Rivières et de Sherbrooke. En 1961, la première aura dépassé les 350 000 habitants, la deuxième, les 88 000 et la troisième, les 70 000. L'espace régional s'en retrouvera lui aussi modifié, caractérisé de plus en plus par l'extension des formes urbanisées.

Bref, le Québec tout entier s'urbanise, à des rythmes variables selon les régions mais partout importants, du moins jusqu'en 1956, date à laquelle ceux-ci ralentissent. L'étape industrielle est franchie et déjà se manifestent les premiers signes d'une transformation qui mènera à de nouveaux développements.

L'expansion agricole

Aussitôt amorcé le grand exode rural du XIX^e siècle, l'agriculture québécoise entre dans une phase nouvelle d'expansion caractérisée par une extension significative des superficies exploitées en même temps que par une spécialisation accrue des productions. Mais tandis que la ferme se transforme sous l'effet d'une modernisation à l'américaine qui entraîne la mécanisation rapide des exploitations et la baisse de la main-d'oeuvre rurale, le territoire agricole se contracte au profit cette fois des authentiques cultivateurs dont le nombre augmente jusqu'en 1941 pour diminuer par la suite. Cette année-là, la population rurale agricole compte près de 840 000 individus, soit le quart de la population totale du Québec. À la fin des années cinquante, elle n'en comptera plus que quelque 175 000. L'agriculture, qui avait été jadis le lot de 90% des Québécois, ne retient plus désormais que 10% de la main-d'oeuvre active répartie sur quelque 122 000 fermes, contre 150 000 en 1911 et 154 000 en 1914.

Parallèlement pourtant, la taille moyenne des fermes augmente, passant d'une soixantaine d'acres en 1844 à 92 acres en 1881, 104 en 1911, 117 en 1941 et 150 en 1961. Due en partie à la conquête des plateaux, où la dimension des terres concédées est en général supérieure à celle des basses terres, cette augmentation est aussi fonction de l'allègement démographique des campagnes, en particulier dans la plaine de Montréal où le processus s'amplifie à compter des années 1860-1870. La terre redevenant disponible, bon nombre d'agriculteurs en profiteront pour agrandir leur propriété en vue non seulement d'accroître le volume de leur production, mais aussi pour s'engager dans les cultures spéculatives, sources de meilleurs profits.

À la polyculture traditionnelle, centrée sur l'avoine et les pommes de terre, succède alors une véritable «ère du foin» favorisée par les exportations vers les États-Unis. Culminante pendant près de cinquante ans, en raison même des progrès de l'urbanisation au moment où les moyens de transports urbains sont surtout hippomobiles, la production de foin finira pourtant par s'effondrer avec la grande crise économique des années trente, que viendront encore alourdir l'apparition plus la généralisation de l'automobile. L'endettement consécutif à l'achat de terres et à la mécanisation rapide des fermes nécessitera alors l'aide directe de l'État qui crée, en 1936, l'Office du crédit agricole.

Très rapidement pourtant, l'agriculture se réoriente, mais cette fois vers l'industrie laitière dont les premières vraies manifestations au Québec datent de la deuxième moitié du XIX^e siècle, grâce aux efforts d'encadrement de l'État, des sociétés et des cercles d'agriculture, auxquels s'ajouteront plus tard ceux des écoles d'agriculture et de journalisme agricole. D'une dizaine de beurreries et de fromageries en 1870, on passe, dix ans plus tard, à 80, puis à 340 en 1890 et à 1 486 en 1900. En vingt ans, le ton est donné, supporté par les agronomes et les hommes politiques. Mais les carences

de la production sont nombreuses et l'industrie naissante souffre de difficultés d'organisation et de mise en marché qui ne seront vraiment résolues qu'après la Deuxième Guerre mondiale. L'agriculture entre alors dans une véritable «ère du lait» : les techniques s'améliorent, la mécanisation s'accélère et la productivité augmente. De quelques têtes par ferme encore au début du siècle, le troupeau laitier passe à une moyenne de dix par exploitation en 1956, mais avec de forts écarts selon les régions. Dans la plaine de Montréal et les Cantons-de-l'Est, par exemple, la ferme moyenne compte 14 ou 15 vaches laitières et même jusqu'à 16 ou 17 suivant le secteur, alors que dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, elle n'en comptera plus que 6 ou 7, contre 11 ou 12 au Lac-Saint-Jean, mais 7 ou 8 seulement en Abitibi-Témiscamingue. Dans l'espace, il en résultera une zonation croissante du territoire agricole qui aura de plus en plus tendance à s'organiser en auréoles depuis la plaine de Montréal, où près des deux tiers des fermes sont classées commerciales au début des années soixante, jusqu'aux zones périphériques, où cette proportion s'abaisse à moins du tiers. L'agriculture entre alors dans une phase ultime de transformations qui seront surtout le fait de la période suivante.

L'Orée postindustrielle (1960-. . .)

Plusieurs phénomènes marquent l'évolution territoriale du Québec depuis le début des années soixante : le dépeuplement rural des plateaux que revitalise par endroit le tourisme, le réaménagement des structures administratives de l'État qui accroît la décentralisation des services, l'étalement et la tertiarisation des villes, qui annoncent le début de la société de consommation et enfin l'expansion vers les espaces nordiques à des fins de production énergétique. Ainsi s'achève une longue métamorphose qui liquidera en quelques années les derniers vestiges de la civilisation rurale traditionnelle, au profit cette fois d'une civilisation «mégalopolitaine» qui étendra son empire à tout le territoire occupé. La distinction classique ville-campagne perd alors tout son sens, remplacée désormais par une symbiose nouvelle où dominent les valeurs urbaines. Le Québec devient alors un état tout à fait moderne de près de 6,5 millions d'habitants.

Le dépeuplement rural

Aussitôt reconnues les limites d'une expansion fondée sur l'éloignement de l'axe laurentien, l'émigration rurale reprend, liée en partie aux écarts de niveaux de vie qui séparent les zones centrales des zones périphériques, mais en partie aussi due aux transformations de l'économie qui accélère le rythme du développement urbain. Amorcé dès l'après-guerre, le mouvement cette fois connaît une ampleur nouvelle, caractérisée par une véritable désarticulation des aires de vie traditionnelles, en particulier dans les milieux agro-forestiers des plateaux, Appalaches surtout, où l'on enregistre en cinq ans (1961-1966) des diminutions atteignant, selon les secteurs, jusqu'à 13% ou 14% de l'effectif agricole.

À partir de 1967, les pertes en milieu agro-forestier seront plus grandes encore à cause du gel des subventions à la production et à la commercialisation du lait (politique des quotas) qui entraîne la disparition rapide des petites fermes laitières. En même temps, on assiste à une disjonction accrue des fonctions agricoles et forestières liée à la mécanisation du travail forestier qui permet d'étaler désormais les opérations sur plusieurs mois de l'année, inversant la morte saison de l'été à l'hiver. Il en résulte un genre de vie transformé qui ne sera plus bientôt le fait que d'une population rurale résiduelle autour de laquelle se construit un habitat de plus en plus urbanisé que ne viendra dynamiser pourtant aucun processus véritable de croissance.

Conséquence de l'augmentation des revenus forestiers en même temps que de l'accroissement des prestations sociales et surtout des services publics qui ont de plus en plus tendance à se régionaliser, notamment dans le secteur des affaires sociales et de l'éducation, cette urbanisation ne survivra en effet qu'à demi au dépeuplement des plateaux. Sauf dans les régions très

industrialisées, où elle éprouvera néamoins de plus en plus de difficultés à s'appuyer sur d'autres bases que celles qu'avaient fait naître l'expansion d'avant-guerre, partout ailleurs elle stagnera, incapable de stimuler le développement régional. Au mieux, certaines de ces régions seront reboisées, au pire, abandonnées, à moins que le tourisme ne vienne les revitaliser comme ce sera le cas, par exemple, dans les Laurentides du nord de Montréal, où la plupart des villages ouverts du temps du curé Labelle deviendront d'actifs centres de villégiature.

Dans les basses terres, une décroissance similaire se poursuit, stimulée cette fois par l'urbanisation elle-même qui enlève chaque année plusieurs milliers d'acres aux cultures. Le fait est particulièrement net dans la plaine de Montréal où l'étalement urbain s'accompagne d'une amélioration sensible du réseau routier. Les banlieues se multiplient et, avec elles, leur cortège de centres commerciaux et de parcs industriels qui densifient d'autant le paysage construit. Menacée dans ses terroirs, l'agriculture régresse, d'autant plus qu'au territoire urbanisé s'ajoutent encore les aménagements aéroportuaires de Mirabel qui soustraient, à eux seuls, près de 90 000 acres de terre au bassin laitier du nord de Montréal.

En vingt ans, plus de la moitié des fermes du Québec disparaissent, réduisant de près du quart la superficie du territoire agricole et ce, malgré une augmentation croissante de la taille moyenne des exploitations restantes. Devenue hautement spéculative, l'agriculture aura désormais de plus en plus tendance à ne susbister que là où se trouvent réunies les pleines conditions de son expansion.

Planification et développement: la régionalisation

L'une des principales conséquences de cette décroissance sera d'attiser le cheminement aménagiste de l'État qui entreprend alors de rationaliser le développement québécois par toute une série de mesures destinées à stimuler et à contrôler l'économie. À la nationalisation de l'électricité succède bientôt la création de nombreux organismes dont la vocation vise tout autant la création de capitaux que leur utilisation à des fins d'entraînement, de modernisation et de croissance industrielles (Conseil d'orientation économique, 1961; Société générale de financement, 1963; Caisse de dépôt et placement du Québec, 1965; SIDBEC, 1965; SOQUEM, 1965; SOQUIP, REXFOR, etc.). Parallèlement, l'État s'engage dans la voie du développement régional, en décentralisant les services dans dix régions administratives (1966) et en créant un office qui prendra le relais du Conseil d'orientation économique comme agent principal de planification et de développement à l'échelle du Québec (l'OPDQ, créé en 1969).

L'exemple le plus achevé de ce renouveau réside dans le *Plan de développement de l'Est du Québec* qui se donne comme objectif d'enrayer le dépeuplement des Appalaches septentrionales par la consolidation des activités traditionnelles auxquelles doivent s'ajouter de nouvelles initiatives susceptibles d'absorber les surplus de main-d'oeuvre. Dès 1963, le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) est créé, grâce à un programme conjoint Québec-Ottawa. Sa principale mission sera d'effectuer les enquêtes nécessaires à la revitalisation du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. L'expérience suscite l'intérêt de tout le Québec, favorisant partout la création de conseils régionaux de développement dont le rôle toutefois n'est que consultatif. La population locale est mise à contribution et dès le milieu de la décennie le plan est élaboré. Il sera appliqué par l'Office de développement de l'Est du Québec, en vertu d'une entente de coopération conclue en 1968 entre les deux paliers de gouvernement.

On s'est beaucoup interrogé sur la valeur réelle de l'initiative gaspésienne. Intéressante par l'expérience qu'elle aura permis d'acquérir à long terme dans le domaine de l'aménagement, elle n'en était pas moins vouée à l'échec à court terme, en raison même de ses handicaps de départ. Comment en effet planifier le développement d'une région en dehors de tout plan régional d'ensemble, c'est-à-dire d'amplitude québécoise? Réalisé à partir d'un découpage arbitraire de l'espace, sans réforme véritable des structures administratives, le plan n'a pas su en outre accorder au phénomène d'urbanisation son importance réelle et s'est constamment buté, au niveau des

réalisations, à des structures d'un autre âge. Enfin, en voulant mettre l'accent sur des principes de croissance presque exclusivement économiques, il s'est heurté à la puissance d'enracinement de certaines populations locales, qui refuseront de participer au plan de relocalisation prévu dans leur cas, en dépit des indemnités offertes.

Malgré ces difficultés, le plan réussira néanmoins à susciter quelques projets dont l'impact au niveau local a pu être source de renouveau : aménagement de stations touristiques, de fermes forestières, de domaines forestiers exploités en commun, etc. Dans l'ensemble toutefois leurs effets resteront limités, faute d'intégration cohérente à l'ensemble de l'économie québécoise.

Il faudra en fait un certain temps encore avant que l'État ne réussisse à mettre en oeuvre des politiques d'aménagement plus globales. Poursuivie dans le domaine urbain, par la promotion de la communauté urbaine comme formule d'organisation et de gestion des agglomérations, son action ne tendra à devenir plus intégrée qu'à la fin des années soixante-dix, avec la promulgation de la Loi sur la protection du territoire agricole et de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Rendues nécessaires par la concentration des hommes dans l'espace et indispensables par les difficultés d'harmoniser les développements agricoles, industriels et urbains, ces lois doivent permettre l'aménagement intégré du territoire, en consultation avec le citoyen dont la place dans le processus de décision a tendance à s'accroître. Dans le premier cas, il s'agira de freiner la dilapidation des terres agricoles, dans le second, de mieux planifier le développement régional grâce notamment, à l'élaboration de schémas régionaux d'aménagement réalisés sous la responsabilité des municipalités régionales de comtés (MRC). Sans présumer du succès à long terme de ces législations, force est de constater qu'elles posent, pour la première fois peut-être, le problème de l'aménagement du territoire dans ses véritables dimensions. Sans doute restent-elles très éloignées encore d'une véritable politique d'ensemble, mais avec elles se dessine désormais une démarche nettement plus cohérente, qu'appuie une régionalisation accrue des services dont l'expansion va de pair avec l'évolution récente de l'urbanisation au Québec.

La tertiarisation des villes

L'un des phénomènes marquants de la période d'après-guerre réside en effet dans la tertiarisation croissante des villes, dont l'effectif poursuit sa progression. De la région de Montréal, qui concentrera déjà plus de 56,6% de la population du Québec à la fin des années soixante-dix, les gains s'étendent à la Côte-Nord, où la croissance de Baie-Comeau, Hauterive, Sept-Îles dépassent, et de loin, celle des autres centres, tant dans la plaine que sur les plateaux. Mais tandis que le nombre d'emplois industriels demeure stable, en raison d'une mécanisation accrue des opérations et de la faiblesse structurelle de l'économie québécoise, celui des services s'accroît, posant des problèmes neufs de croissance dont le Québec subit aujourd'hui les effets.

À Valleyfield, par exemple, l'industrie perd 30% de sa main-d'oeuvre entre 1941 et 1961, au profit d'une augmentation de 80% dans les transports, de 50% dans le commerce, de 65% dans la finance et de 40% dans les services. À Joliette, la main-d'oeuvre dans l'industrie augmente encore de 9,5% pendant la période, contre 30% dans les transports, 83% dans le commerce, 133% dans la finance et 72% dans les services.

En 1961, déjà plus de la moitié de la population active du Québec se regroupait dans le tertiaire; en 1980, cette part sera portée à plus de deux tiers, atteignant alors un seuil qu'expriment les forts taux de chômage du dernier quinquennat. Ce sont les jeunes surtout qui en font les frais: en 1980, 36% des 15-24 ans en seront affectés, impuissants à se trouver un emploi. Comme ceux-ci se destinent en majorité dans le tertiaire, c'est dire les difficultés que pose désormais la croissance de ce secteur au Québec, encore qu'il faille distinguer ici entre tertiaire de support et tertiaire moteur. Dans le premier cas, il s'agira surtout d'un type d'activité à fonction locale, destiné à l'autoconsommation urbaine de service, dans le second, d'un type d'activité à fonction spécifique, pouvant jouer un rôle important dans la croissance économique.

C'est à ce dernier type de tertiaire que l'on doit l'évolution récente de la trame urbaine au Québec. Bipolarisée autour de Québec et de Montréal, elle s'enrichira bientôt de trois nouveaux pôles importants de développement, Chicoutimi, Trois-Rivières et Sherbrooke, qui, par la qualité de leurs services, réussiront à attirer, puis à concentrer, un ensemble d'activités capables de stimuler l'économie régionale. Par delà enfin cet axe urbain principal se développeront des centres de position, dont la fonction régionale bénéficiera tout autant de l'éloignement (Rouyn-Noranda) que d'une régionalisation accrue des services destinés à l'approvisionnement et la gestion des centres périphériques (Rivière-du-Loup, Rimouski). Partout ailleurs, les villes resteront greffées sur leurs anciennes fonctions industrielles, se regroupant parfois pour former de véritables conurbations (Jonquière-Kénogami-Arvida), mais n'évoluant le plus souvent que dans le sens d'un tertiaire de support, incapables, malgré leur étalement nouveau dans l'espace, d'effet d'entraînement régional.

L'une des principales conséquences de cette urbanisation nouvelle sera d'entraîner une différenciation accrue du territoire occupé. Au Sud, fortement urbanisé, où se concentrent plus des deux tiers des activités industrielles et la plus grande partie du tertiaire moteur, s'opposera désormais avec plus de vivacité encore le Nord, faiblement peuplé, tout entier centré sur l'exploitation des ressources, où l'habitat se déroule sur plusieurs milliers de kilomètres et où s'aménagent de plus en plus de parcs destinés à satisfaire les besoins urbains. À la dichotomie topographique plaine-plateau correspond ici une dichotomie territoriale d'origine historique, qu'accroissent depuis vingt ans des rythmes et des styles différents de développement.

Dans l'ensemble toutefois la société se transforme, le rythme de croissance démographique diminue pendant que les besoins ressentis augmentent, exigeant sans cesse de nouvelles ressources que seule une expansion accrue vers le nord pourra désormais procurer.

Les dernières conquêtes

L'après-guerre avait suscité au Québec la naissance d'un nouveau type de colonisation appliqué surtout à l'exploitation minière. La période 1960-1980 connaîtra un type particulier de mise en valeur lié à la recherche, toujours plus au nord, de cours d'eau à harnacher. Les nouveaux colons cette fois sont du genre nomade, passant d'un chantier à l'autre, en quête de gains confortables qu'ils viendront écouler périodiquement au sud avant de remonter pour plusieurs mois encore sur le site des projets.

À peine terminé le complexe Manicouagan-Outardes, on aménage les chutes Churchill, situées sur la frontière Québec-Labrador, puis on entreprend l'aménagement du plus vaste complexe hydro-électrique au monde, Le Complexe La Grande, situé dans le bassin de la baie James, à 1 500 kilomètres au nord de Montréal. Mis en oeuvre en 1972, le projet, qui fera bientôt l'objet d'une convention avec les Inuit, doit se poursuivre jusqu'en 1985, comportant la réalisation de quatre centrales sur La Grande Rivière, et le détournement de deux cours d'eau voisins, l'Eastmain et la Caniapiscau. À elle seule, la création des réservoirs du Complexe exigera la construction de 170 digues et barrages; quant aux détournements de rivières, ils requerront environ 145 millions de mètres cubes de remblai. Régi par la Société d'énergie de la Baie-James, le Complexe ajoutera, à la fin des travaux, 10 190 000 kilowatts au réseau d'Hydro-Québec, grâce à un réseau de transport à haute tension (735 kilowatts) de cinq lignes réparties en trois corridors, comportant plus de 10 000 pylônes et 16 nouveaux postes de sectionnement et de transformation.

Impressionnant par son ampleur, le projet accroîtra le rôle de l'électricité dans le bilan énergétique du Québec. Il ne commandera pourtant la création d'aucune concentration humaine et industrielle importante, sinon peut-être à Fort-George et encore, sur une base qui ne sera en aucun cas comparable à celles qu'avaient entraîné autrefois les grandes centrales du Bas-Saint-Maurice, de Beauharnois et du Saguenay. Occupé aux périodes de pointe par près de 20 000 travailleurs, son site ne réunira à la fin des travaux qu'un personnel restreint, affecté surtout à des tâches de

surveillance et de contrôle. L'ère des grandes centrales créatrices de paysages urbanisés est désormais révolue, compromise par l'éloignement et la rudesse du climat. L'énergie par conséquent devra être transportée sur les lieux mêmes de son utilisation, en attendant que se développent en ces endroits précis d'autres projets intégrés cette fois aux établissements humains préexistants. C'est le cas notamment du projet Archipel, prévu pour la région de Montréal, qui, s'il se réalise, inaugurera peut-être une ère nouvelle de croissance dont les répercussions toutefois risquent d'être énormes sur l'environnement.

Contrepartie, en effet, du développement industriel et urbain d'après-guerre, les problèmes de l'environnement québécois suscitent depuis quelques années une réelle prise de conscience collective qui a de plus en plus tendance à condamner un type de développement centré sur le gigantisme. Aussi l'État se préoccupe-t-il d'intervenir, en prévoyant non seulement évaluer l'impact des futures réalisations sur le milieu, tant physique qu'humain, mais en tentant aussi de corriger les dégradations du passé, comme c'est le cas notamment avec son programme d'assainissement des eaux. En ce domaine, comme en d'autres toutefois, les difficultés sont nombreuses et réstent liées à une internationalisation accrue des problèmes, ce qui reporte à plusieurs années encore les premiers vrais résultats de ces politiques.

Dernière étape d'une croissance qui aura vu le Québec s'étendre jusque dans ses espaces nordiques, la période 1960-1980 laissera donc la trace de nombreuses transformations dont les plus tangibles se manifestent dans l'ampleur même des projets d'aménagement hydro-électrique. C'est dans les limites du territoire tout entier désormais que s'établira la relation entre l'homme et le sol.

Conclusion

Né à l'orée du XVII^{e} siècle, le Québec a connu au total trois grandes étapes de croissance, chacune caractérisée par une expansion significative du territoire organisé. À l'ère pionnière, fondée sur la conquête agricole des terres, succède une ère dominée par un double processus d'industrialisation et d'urbanisation que vient achever le début d'une ère urbaine postindustrielle.

Confiné presque exclusivement aux basses terres jusque vers le milieu du XIX^{e} siècle, le peuplement s'étend par la suite aux plateaux, qu'il conquiert par étape, au rythme d'abord d'une colonisation agro-forestière née en réponse à un intense exode outre-frontière, puis d'une vive poussée industrielle appuyée, dans les Appalaches, sur l'abondance de main-d'oeuvre rurale bon marché, dans les Laurentides, sur l'abondance des ressources naturelles. De là enfin il progressera ponctuellement vers le nord, accroché à des installations souvent temporaires qui ne commandent la formation d'aucune structure régionale.

De ces conquêtes, effectuées tantôt en taches d'huile, tantôt en à-coups, naîtra un milieu composite dont la principale caractéristique sera d'allier tout à la fois la tradition et le renouveau. Pendant que l'on assiste à une extension considérable du territoire occupé, des formes nouvelles se superposent aux anciennes, modifiant partout les conditions du développement initial. À l'univers pionnier, succèdent alors de nouveaux horizons dont le Québec tout entier porte aujourd'hui la marque.

Les institutions politiques et judiciaires du Québec

par Henri Brun*

Les institutions politiques et judiciaires du Québec sont d'abord et avant tout le Parlement, le gouvernement, l'Administration et les tribunaux québécois. C'est là ce qu'évoque le sens premier de l'expression.

Parler institutions ne réfère toutefois pas exclusivement à des organes, corps ou instances étatiques. Il implique également le rappel des principes fondamentaux relatifs aux rapports entre ces organes et aux rapports entre ceux-ci et les personnes. Il importe ainsi de dire comment les tâches étatiques se partagent entre ces différents organes et de préciser la place de chacun d'entre eux par rapport aux autres. Le parlementarisme, la souveraineté parlementaire, la *rule of law*, la séparation des pouvoirs et les droits de la personne sont aussi des institutions québécoises importantes.

Auparavant, il convient de situer brièvement l'ensemble des institutions québécoises dans l'histoire et dans la Fédération canadienne.

L'évolution constitutionnelle du Québec

Du point de vue des institutions publiques qui sont siennes aujourd'hui, le Québec est né au XVIII^e siècle. La *Proclamation royale de 1763* fut le premier texte constitutionnel à mentionner le Québec et à instituer des organes étatiques propres au Québec. Depuis cette date il y a eu continuité dans l'évolution des institutions publiques québécoises.

Ce n'était pas la première fois que le territoire québécois servait d'assise à une autorité publique organisée. Des Indiens et des Inuit avaient dominé ce territoire depuis fort longtemps. Et ce n'est que grâce à la force des armes et à l'état du droit international de l'époque que cette domination fut progressivement remplacée par celle de la France, à partir du XVI^e siècle. De cette première organisation étatique à l'européenne, sous le nom de Nouvelle-France, presque rien n'a toutefois subsisté au-delà de la conquête britannique qui s'est achevée en 1760.

* L'auteur est professeur de droit constitutionnel à l'université Laval. Ce texte était à jour le 1er décembre 1984.

Le Québec de 1763 ne correspondait qu'à une fraction du Québec d'aujourd'hui. Son territoire fut par la suite agrandi[1], divisé[2], puis agrandi à nouveau[3] pour devenir ce qu'il est aujourd'hui.

Sa situation constitutionnelle a aussi beaucoup évolué. D'abord colonie isolée[4], le Québec fit ensuite partie d'une union législative[5] avant de devenir en 1867 membre fondateur de la Fédération canadienne.

Parallèlement, le Québec est aussi passé de l'état de colonie à celui de partie autonome d'un État indépendant. Cette évolution s'est faite principalement par le jeu des conventions constitutionnelles. Dans un premier temps les représentants de la Métropole anglaise dans la colonie ont progressivement perdu tout pouvoir, dès le milieu du XIX^e^ siècle; dans un second temps, au début du XX^e^ siècle, les autorités britanniques ont elles-mêmes renoncé à exercer quelque pouvoir réel que ce soit sur le Canada. Des lois constitutionnelles ont par la suite confirmé solennellement cette situation acquise[6].

Le statut constitutionnel du Québec

Le Québec est devenu membre de la Fédération canadienne en 1867 et il l'est toujours. Il jouit à ce titre d'une partie des compétences de l'État canadien. Les matières dans lesquelles il est compétent sont énumérées aux articles 92, 92A, 93, 94A et 95 de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Elles peuvent être décrites d'une façon générale comme comprenant l'ensemble des questions qui ne transcendent pas les limites du territoire de la province: droit civil, institutions municipales, commerce local, communications internes . . .

Les affaires sociales et culturelles relèvent primordialement des autorités québécoises: santé, justice, éducation; alors que l'économie est nettement dominée par les autorités fédérales. Le contrôle de ses richesses naturelles fournit au Québec son seul levier constitutionnel vraiment significatif en matière économique.

Dans ses domaines de compétence, le Québec exerce ses pouvoirs de façon autonome et indépendante des autorités fédérales. Ces dernières jouissent toutefois de pouvoirs généraux lui permettant d'empiéter généreusement sur ces compétences: pouvoir résiduaire, pouvoir accessoire, pouvoir d'urgence, pouvoir déclaratoire, pouvoir de dépenser.

Ces compétences étatiques que détient le Québec valent en ce qui concerne l'exercice des fonctions législatives et exécutives. L'exercice de la fonction judiciaire est à l'inverse intégrée aux mains d'une hiérarchie de tribunaux dominée par le pouvoir fédéral. Les juges de toutes les cours supérieures, provinciales comme fédérales, sont nommés par le gouvernement fédéral, et la pyramide judiciaire est coiffée par la Cour suprême du Canada, une institution exclusivement fédérale.

---

1. Par l'*Acte de Québec de 1774*.
2. Par l'*Acte constitutionnel de 1791*.
3. En 1898, par la *Loi concernant la délimitation des frontières nord-ouest, nord et nord-est de la province de Québec*. En 1912 également par la *Loi concernant l'agrandissement du territoire de la province de Québec, par l'annexion de l'Ungava*.
4. Sous les régimes constitutionnels de 1763, 1774 et 1791.
5. Sous le régime de 1840.
6. Le *Statut de Westminster de 1931* et la *Loi sur le Canada de 1982*.

Au sein de la Fédération, le Québec est une province comme les dix autres. La Cour suprême a jugé, en effet, qu'une modification constitutionnelle diminuant les pouvoirs des provinces n'avait jamais exigé le consentement du Québec. Dorénavant le Québec pourra au moins, comme les autres provinces, se soustraire à une modification de cette nature en exerçant un droit de retrait assorti, dans certains cas seulement, d'une compensation financière[7].

Les institutions politiques et judiciaires concernent l'exercice des fonctions législatives, exécutives et judiciaires. En droit constitutionnel québécois, la fonction législative est exercée par une seule instance, le Parlement du Québec, la fonction exécutive par un ensemble d'institutions qui forment l'Administration québécoise, et la fonction judiciaire par les tribunaux du Québec, dont certains sont québécois, d'autres fédéraux.

Au Québec comme dans tous les régimes constitutionnels de tradition britannique, il n'y a pas de partage rigide des fonctions législative et exécutive entre différents organes. Ceci s'exprime particulièrement par le fait que le gouvernement fait partie du Parlement pour l'exercice de la fonction législative, et constitue l'organe principal de l'Administration publique pour l'exercice de la fonction exécutive. De ce point de vue le régime québécois en est un de collaboration des pouvoirs plutôt que de séparation des pouvoirs. Le principe de la séparation des pouvoirs n'a de sens en droit constitutionnel québécois qu'en ce qui regarde la situation de la fonction judiciaire et des tribunaux par rapport au gouvernement.

Le Parlement du Québec

Le Parlement (ou Législature) du Québec se compose de deux organes distincts: l'Assemblée nationale et le gouvernement du Québec[8]. L'avènement d'une loi exige que l'Assemblée nationale et le gouvernement soient d'accord. Pour favoriser cet accord, la constitution prévoit un ensemble de mécanismes de collaboration entre l'un et l'autre.

Le sens de ce régime parlementaire québécois s'explique par l'histoire. Ses origines remontent en effet à une certaine phase de l'histoire coloniale.

À partir de 1791 tout particulièrement, deux forces ont prétendu se situer à l'origine de la puissance publique au Québec: la collectivité québécoise et le gouvernement britannique. Inspirés du modèle anglais, les régimes constitutionnels qu'a connus le Québec à partir de cette époque ont reflété cette situation en confiant la fonction législative à un parlement composé d'une assemblée élective représentant la collectivité québécoise et d'un gouverneur représentant le gouvernement métropolitain[9].

---

7. *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe I de la *Loi sur le Canada*.

8. *Loi constitutionnelle de 1867* et *Loi sur l'Assemblée nationale*. Évidemment, nous exprimons cette réalité juridique dans un langage qui tient compte de l'évolution de la loi et des conventions constitutionnelles. Ainsi, en 1968, le Conseil législatif, qui était jusque-là la troisième composante du Parlement du Québec, était aboli, et le nom de la chambre élective a été modifié par la substitution du mot «nationale» au mot «législative». Suivant les conventions constitutionnelles par ailleurs, le lieutenant-gouverneur ne fait plus qu'exécuter des directives du gouvernement.

9. Le régime parlementaire québécois s'est principalement édifié sous le régime constitutionnel de 1791. Cette construction s'est achevée pour l'essentiel, au début du régime de 1840.

L'évolution sous ces régimes s'est faite dans le sens de l'élimination progressive de l'autorité du gouvernement métropolitain. Mais les mécanismes de collaboration qu'on avait dû développer pour permettre l'exercice de la fonction législative en contexte dualiste furent conservés au-delà du jour où le gouverneur eut perdu tout pouvoir personnel au profit d'un gouvernement responsable devant la seule assemblée. Ces mécanismes de collaboration entre le gouvernement et l'assemblée, qui constituent le coeur de ce qu'on appelle le régime parlementaire, étaient dorénavant appelés à jouer un rôle différent de celui qui avait présidé à leur avènement: ils sont censés permettre aujourd'hui à la collectivité souveraine de s'exprimer d'une façon qui assure en même temps l'efficacité gouvernementale.

L'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale est l'organe étatique québécois qui représente le plus directement la collectivité québécoise. Son caractère représentatif découle principalement de sa composition et de son mode de formation. Il dépend aussi du statut de ses membres et de certains de ses critères de fonctionnement.

Les sources principales du droit concernant l'Assemblée nationale sont la *Loi constitutionnelle de 1867* et la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Des lois de portée plus particulière s'ajoutent à ces textes généraux[10]. La jurisprudence, la coutume, les conventions constitutionnelles et les règlements que l'Assemblée s'est elle-même donnés, complètent enfin ce droit.

L'Assemblée nationale participe de façon nécessaire à l'exercice de la fonction législative; elle ne l'exerce toutefois pas seule. Elle est donc impuissante, à elle seule, à modifier la loi ou le droit jurisprudentiel. Il est admis, en jurisprudence, que l'Assemblée nationale peut seule sanctionner le droit la concernant. Ce principe ne vise toutefois que les sources secondaires de ce droit (coutumes, règlements, etc.). Il n'empêche pas les tribunaux de sanctionner les lois relatives à l'Assemblée, à moins que celles-ci ne puissent être sanctionnées autrement ou ne précisent que leur sanction est réservée à l'Assemblée.

La composition de l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale du Québec est un organe collégial. Il comprend 122 membres, chacun d'entre eux occupant un siège qui correspond à une fraction du territoire du Québec. Cette composition de l'Assemblée découle de l'application de la *Loi sur la représentation électorale*. En vertu de cette loi, la carte géographique du Québec a été divisée en 122 circonscriptions électorales d'environ 36 000 électeurs dont le nombre précis peut varier entre 27 000 et 45 000.

Cette base géographique de la représentation de la collectivité québécoise au sein de l'Assemblée nationale peut être modifiée par une simple loi du Parlement québécois. Une Commission de la représentation relevant de l'Assemblée nationale est ainsi chargée de l'adoption d'une carte électorale conforme aux principes mentionnés dans les douze mois qui suivent chaque élection générale. La nouvelle carte entre en vigueur au moment de la dissolution de l'Assemblée nationale.

La formation de l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale est élective. Ses membres, les députés, sont élus au suffrage universel, en ce sens que les conditions et qualités requises pour avoir le droit de voter à cette fin sont objectives et non attentatoires à l'égalité entre les personnes.

En cette matière, le droit émane principalement de la *Loi électorale* du Québec que complètent des règlements que peuvent adopter le gouvernement et le Directeur général des élections en quelques matières bien spécifiques.

---

10. Par exemple la *Loi électorale* ou la *Loi sur la représentation électorale*.

Le droit de vote: pour pouvoir voter à l'élection d'un membre de l'Assemblée nationale, il faut être, au moment du scrutin, citoyen canadien, domicilié au Québec depuis un an, âgé de dix-huit ans et capable au sens de la loi. À ces qualités s'ajoutent des conditions, comme le fait d'être inscrit, le jour de l'élection, sur une liste électorale de la circonscription pour laquelle a lieu l'élection.

Depuis 1972, la confection des listes électorales ne fait plus partie du processus de l'élection. Les listes sont maintenant permanentes, et tenues à jour annuellement. Une liste électorale est la suite des noms des électeurs d'une section de vote d'une circonscription électorale. Une section de vote est une portion de la circonscription comprenant au plus trois cents électeurs et ne dépassant pas une superficie de trente-six milles carrés. La confection et la révision annuelle des listes sont faites par des personnes nommées de façon indépendante du gouvernement.

Le droit de voter est énoncé dans la *Charte des droits et libertés de la personne* comme un droit fondamental qui l'emporte sur les lois postérieures à la Charte ne disant pas expressément devoir déroger à la Charte. Il est maintenant constitutionnalisé par l'article 3 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, article auquel il ne peut pas être dérogé, même expressément.

Le droit d'être candidat: pour se porter candidat à un siège de l'Assemblée nationale, il faut posséder les quatre qualités d'électeur qui viennent d'être énumérées. Par ailleurs, la *Loi électorale* décrète un certain nombre de cas d'inéligibilité. Elles ont pour but de favoriser l'indépendance d'esprit des membres de l'Assemblée. Les fonctionnaires québécois et fédéraux, forment la catégorie de personnes inéligibles numériquement la plus importante.

Le droit d'être candidat à l'Assemblée nationale est reconnu par la Charte québécoise des droits et par la Charte canadienne, de la même façon que le droit de vote.

L'élection: les membres de l'Assemblée nationale sont élus suivant un régime uninominal, libre, à un seul tour et à majorité simple. Parmi plusieurs candidats, l'électeur fait un choix simple: il n'y a qu'un siège à pourvoir par circonscription électorale. Il est libre d'exprimer ce choix et n'est appelé à le faire qu'une fois. Le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix lors de cet unique scrutin est élu, quel que soit le pourcentage que représente ce nombre par rapport aux suffrages exprimés ou par rapport au nombre d'électeurs. Lorsqu'un seul candidat est en lice, il est déclaré élu à l'échéance du délai de mise en candidature.

Les grands et petits côtés de ce régime électoral sont assez connus. Il permet au moins que le message de la collectivité, si fruste soit-il dans ces conditions, ait des chances d'être entendu. Il favorise aussi la stabilité gouvernementale. Par contre, il risque d'entraîner la sous-représentation de formations et d'opinions politiques.

La formation de l'Assemblée nationale est la conséquence de la juxtaposition des résultats d'élections tenues dans chacune des 122 circonscriptions électorales du Québec. Lorsque ces élections se tiennent dans toutes les circonscriptions en même temps, il y a élection générale. Losqu'une ou quelques-unes d'entre elles ont lieu isolément, on parle d'élection (s) partielle (s). Dans l'un ou l'autre cas, le processus électoral est mis en branle par le gouvernement, qui agit quand bon lui semble[11]. Une élection générale doit toutefois avoir lieu au moins tous les cinq ans et il est de tradition que le gouvernement y procède tous les quatre ans environ. Depuis la *Charte canadienne des droits et libertés* le Parlement québécois ne pourrait plus prolonger la vie de l'Assemblée nationale au-delà de cinq ans.

---

11. Plus précisément, c'est alors le premier ministre qui agit, suivant les conventions constitutionnelles. Il le fait par l'entremise officielle du président de l'Assemblée qui donne l'ordre au directeur général des élections d'émettre un ou plusieurs brefs d'élection. Ce bref est l'ordre donné au président d'élection d'un district de tenir une élection à telle date.

L'élection des membres de l'Assemblée nationale se fait sous l'autorité d'un directeur général des élections élu pour sept ans par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale sur proposition du premier ministre, de directeurs de scrutin nommés par le directeur général pour chaque circonscription électorale, et de scrutateurs et greffiers nommés conformément aux recommandations des candidats du gouvernement et de l'opposition officielle, pour le bureau de vote de chaque section de vote. La votation elle-même fait l'objet de nombreuses mesures: elles visent principalement à favoriser l'exercice du droit de vote, la régularité et le secret de celui-ci. L'ensemble du processus électoral est sujet à des contrôles administratifs, gouvernementaux, judiciaires et parlementaires.

Le financement de l'élection: la *Loi régissant le financement des partis politiques* prévoit quatre sortes de mesures dans le but de favoriser la démocratie électorale en y réduisant l'influence du pouvoir de l'argent. Les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale sont subventionnés[12] et la moitié environ des dépenses électorales encourues par les candidats classés deuxièmes ou ayant obtenu 20 pour cent des votes exprimés sont remboursés. En revanche seuls des électeurs peuvent contribuer au financement des partis et candidats, pour un montant annuel n'excédant pas 3 000 $. Les dépenses électorales qui peuvent être faites en période électorale sont enfin limitées à 0,25 $ par électeur pour les partis et à 0,70 $ pour les candidats.

L'application de cette législation est confiée au directeur général et à deux directeurs adjoints du financement des partis politiques. Ils sont élus pour cinq ans par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale, sur proposition du premier ministre.

Les membres de l'Assemblée nationale

Même s'il est désigné par l'électorat d'une circonscription donnée, le député québécois jouit d'un mandat représentatif: l'élection n'est que le processus de formation de l'Assemblée. Une fois élus les députés représentent collégialement l'ensemble de la collectivité québécoise. Ils ne sont pas tenus d'obéir à leurs électeurs et pris individuellement ils sont dépourvus de tout pouvoir juridique. Cette vue «institutionnelle» des choses fait cependant l'objet d'accommodements politiques et même juridiques. De facto le député parle souvent pour ses électeurs et le droit tend à reconnaître cette réalité.

Le mandat du député québécois est protégé par des privilèges et des immunités. Le plus important d'entre eux est qu'il n'encourt aucune responsabilité pour les paroles qu'il prononce en Chambre ou dans un contexte qui semble un prolongement des travaux de la Chambre. L'atteinte à ces droit exceptionnels, lorsque les tribunaux en identifient l'existence, est sanctionnée par l'Assemblée elle-même.

Le député québécois touche une indemnité parlementaire indexée à l'augmentation annuelle du coût de la vie. En 1984, cette indemnité est de 37 200 $. S'ajoutent une allocation générale indexée et non taxable de 7 500 $, diverses allocations spécifiques (bureau au parlement, bureau dans la circonscription) et le remboursement de certains frais (transports, logement, etc.). Des sommes additionnelles sont aussi prévues pour plusieurs membres, comme les ministres, le président, les leaders et les whips des partis politiques représentés en Chambre par au moins douze députés ou ayant obtenu 20% des votes dans l'ensemble du Québec.

Le fonctionnement de l'Assemblée nationale

Quelques règles de fonctionnement de l'Assemblée nationale sont de nature constitutionnelle ou législative. C'est par exemple la *Loi constitutionnelle de 1867* qui établit que les langues française et anglaise y sont officielles et la *Charte canadienne des droits et libertés* qu'elle doit tenir une

12. Cette subvention correspond au nombre de votes obtenus à la dernière élection générale multiplié par .25.

séance au moins par année. C'est de même la *Loi sur l'Assemblée nationale* qui fixe son quorum à vingt membres. La grande majorité de ces règles de fonctionnement découlent toutefois du *Règlement de l'Assemblée nationale.*

Pour favoriser son fonctionnement, l'Assemblée nationale jouit de privilèges. Le principal parmi ces privilèges veut que le fonctionnement de l'Assemblée relève en principe de l'Assemblée elle-même. Ceci ne signifie toutefois pas que le Parlement ne puisse pas légiférer sur le sujet et que les tribunaux ne peuvent pas alors sanctionner ces règles législatives, du moins par la négative en refusant de donner suite à des lois votées au mépris de telles règles. Sauf, bien sûr, les cas où cette sanction est réservée à l'Assemblée ou n'est possible en pratique que par l'Assemblée. La sanction du privilège de contraindre à témoigner relève ainsi de l'Assemblée.

Les travaux de l'Assemblée nationale sont sous la direction d'un président, qui est un de ses membres, élu à cette fin par ses pairs pour la durée de l'Assemblée. Toutefois, l'orientation et la somme de ses travaux législatifs dépendent essentiellement de la volonté gouvernementale.

L'Assemblée siège parfois en tant que telle. Mais de plus en plus fréquemment elle agit en commission. Dix-huit commissions parlementaires permanentes sont spécialisées dans les principaux secteurs d'activités gouvernementales. Elle sont composées d'un nombre variable de membres que désigne la Commission de l'Assemblée nationale en tenant compte de la représentation des partis en Chambre. À l'occasion, des commissions spéciales sont aussi formées.

Parmi les règles de procédure de l'Assemblée nationale, il en est qui revêtent une importance moins technique que d'autres. Ainsi, toute personne peut adresser des pétitions à l'Assemblée nationale. Au début de chaque séance, les députés peuvent interroger les membres du gouvernement. Par simple motion, tout député peut présenter un projet de loi, sauf si celui-ci comporte des implications financières. En pratique, les projets d'intérêt public sont presque toujours proposés par le gouvernement.

La loi est ensuite votée par l'Assemblée nationale en trois étapes appelées lectures. La première lecture correspond au simple dépôt du projet. La seconde est l'adhésion aux grands principes du projet. Par la troisième lecture l'Assemblée adopte enfin le projet. Ce dernier vote est précédé de l'étude détaillée en commission, où chaque article du projet est voté, avec ou sans amendements. Le projet ne devient toutefois loi qu'à partir du moment où il est sanctionné par le gouvernement[13]. Puis la loi entre en vigueur le trentième jour qui suit cette sanction ou, si la loi le précise, au moment de la sanction ou d'une ou de plusieurs proclamations du gouvernement pouvant viser l'ensemble ou le cas échéant des parties de la loi[14].

L'Assemblée nationale joue donc un double rôle. Elle doit d'abord participer à l'exercice de la fonction législative, fonction suprême dans l'État. Par ailleurs, elle fournit à la collectivité qu'elle représente une tribune pour la discussion des projets gouvernementaux et la critique de ses réalisations. Ses membres peuvent s'exprimer librement, l'opposition y est reconnue officiellement et les débats s'y déroulent publiquement, en présence des médias d'information.

---

13. Cette «sanction» consiste en la signature du lieutenant-gouverneur, qui agit à la demande du gouvernement.

14. Il faut noter que dans ces derniers cas, assez fréquents, la discrétion gouvernementale peut affecter le contenu même et la signification de la loi.

Le gouvernement du Québec

Suivant la *Loi constitutionnelle de 1867* et la *Loi sur l'Assemblée nationale*, le Parlement du Québec se compose de l'Assemblée nationale et du lieutenant-gouverneur du Québec. Si l'on tient compte de l'état des conventions constitutionnelles, le lieutenant-gouverneur n'agit plus de nos jours qu'«en conseil», c'est-à-dire sur les directives du Conseil exécutif[15] qui dirige le gouvernement du Québec[16]. Le lieutenant-gouverneur a perdu tout pouvoir personnel, mais le gouvernement qui a pris sa place participe à l'exercice de la fonction législative d'une façon qui est nécessaire et même, en pratique, déterminante. De plus, il est l'organe central de l'Administration québécoise.

Le lieutenant-gouverneur

Le lieutenant-gouverneur est le représentant, pour le Québec, de la reine du Canada. Le Québec participe donc de la monarchie constitutionnelle canadienne. Mais comme cette monarchie est sans pouvoir, cette constatation n'est d'aucune utilité pour la compréhension des institutions québécoises.

Ce représentant de la reine, étrangement, est décrit par la *Loi constitutionnelle de 1867* comme un fonctionnaire du fédéral. Il est effectivement nommé et payé par le gouvernement fédéral, qui peut le destituer à volonté. Néanmoins, la jurisprudence a reconnu qu'il n'était pas un représentant du gouvernement fédéral, mais le représentant direct et personnel du souverain. Son mandat est de cinq à sept ans généralement et il ne jouit d'aucune immunité personnelle. Le Parlement du Québec ne pourrait pas éliminer la fonction de lieutenant-gouverneur; c'est là une des limites à la compétence québécoise en ce qui regarde la constitution interne du Québec.

Le lieutenant-gouverneur est donc le représentant non responsable d'un chef d'État également dépourvu de tout pouvoir politique. Il transcende les gouvernants et incarne la pérennité de l'État. Son rôle est symbolique, bien qu'à la limite, dans certaines situations extrêmes, il pourrait être appelé à exercer des choix sans toutefois pouvoir jamais gouverner lui-même.

Le Conseil exécutif

L'existence du Conseil exécutif québécois découle de la *Loi constitutionnelle de 1867*, que précise la *Loi sur l'exécutif*. Des pratiques, des coutumes et des conventions complètent le droit relatif à sa composition, sa formation et son fonctionnement.

La composition du Conseil exécutif: le Conseil exécutif se compose du premier ministre et des ministres. L'on a dit, longtemps, que le premier ministre n'était que le premier parmi un groupe d'égaux (primus inter pares). Cette description ne correspond plus à la réalité, depuis un certain temps d'ailleurs.

Même s'il n'existe pas en vertu de textes législatifs et même si ces textes parlent rarement de lui, le premier ministre est devenu, par l'effet des coutumes et des conventions constitutionnelles, le véritable chef du gouvernement. À ce titre, il jouit de plusieurs prérogatives dont on impute l'exercice au Conseil exécutif. En ce sens, il est d'ailleurs possible de dire, un peu paradoxalement, que le Conseil exécutif est à la fois un organe individuel et un organe collégial, suivant que le premier ministre agit seul ou de concert avec les autres membres du Conseil.

---

15. Dans certaines situations extrêmes seulement, le lieutenant-gouverneur pourrait peut-être être appelé à exercer certains choix.

16. *Loi d'interprétation*. Ceci postule évidemment une acception restrictive du mot «gouvernement», car on peut certainement concevoir que d'autres organes étatiques québécois exercent des fonctions exécutives. Le gouvernement est ici l'organe central de l'Administration publique québécoise.

Parmi ces prérogatives du premier ministre, une des plus importantes est celle qui lui permet de composer et de former le Conseil exécutif. Quant à la composition du Conseil, la loi prévoit que les titulaires des ministères avec porte-feuille peuvent faire partie du Conseil exécutif[17]. Cette règle n'est toutefois pas limitative: le premier ministre peut nommer des ministres délégués et des ministres d'État qui ne sont pas chefs d'une administration et les appeler à siéger au Conseil exécutif. D'autre part, il n'est pas contraint d'appeler tous les ministres à siéger au Conseil. Normalement le Conseil exécutif est composé du premier ministre, de tous les ministres avec porte-feuille et d'un certain nombre de ministres d'État et de ministres délégués, soit environ 25 personnes.

Le premier ministre, enfin, désigne les ministres. Ce pouvoir de nomination lui permet aussi d'influer sur la composition du Conseil exécutif, soit en confiant plus d'un ministère à un même ministre, soit en se réservant pour lui-même un ou plusieurs ministères.

La formation du Conseil exécutif: celle-ci se fait en deux temps: d'abord la désignation d'un premier ministre, ensuite la désignation des autres membres du Conseil par ce dernier.

La désignation du premier ministre est l'étape déterminante du processus de formation du gouvernement québécois. Elle résulte de la manifestation de trois volontés collectives, successives et concordantes: celle d'un parti politique, celle de l'électorat québécois et celle de l'Assemblée nationale. Les conventions constitutionnelles veulent en effet que le chef du parti politique qui fait élire le plus grand nombre de députés à l'occasion d'une élection générale devienne premier ministre du Québec. Il le demeure tant qu'il conserve l'appui d'une majorité des membres de l'Assemblée nationale, jusqu'à l'élection générale suivante.

Le premier ministre ainsi désigné nomme à son tour les autres membres du Conseil exécutif. Ceci découle du fait que c'est lui qui nomme les ministres et que c'est de ce personnel, ou à même ce personnel, que le Conseil exécutif doit être formé.

Le fonctionnement du Conseil exécutif: le grand principe qui préside au fonctionnement du Conseil exécutif est celui de la solidarité ministérielle. Il signifie essentiellement que tous les ministres sont responsables envers le premier ministre. Avant d'annoncer une politique importante de leur ministère, ils doivent aviser le premier ministre et s'assurer de son accord. Si de son côté le premier ministre quitte ses fonctions, cessent alors automatiquement les fonctions de tous les ministres. De l'extérieur, le Conseil exécutif doit apparaître unanime sur toutes les grandes politiques du gouvernement. Si une dissidence ne peut être tue, son expression publique doit être précédée d'une démission. Ce principe de base du fonctionnement du Conseil exécutif reçoit comme règle corollaire le secret des délibérations. Celles-ci ne doivent pas être dévoilées; leurs résultats ne doivent être communiqués que par voie officielle.

Le Conseil exécutif fonctionne par ailleurs suivant une procédure souple, qu'on adapte aux circonstances. Le premier ministre en est le président. En cas d'absence, il est remplacé par un vice-président désigné par le Conseil parmi ses membres. Une part des travaux du Conseil se fait en comités. À l'exception du Conseil du trésor, ces derniers n'ont toutefois pas de pouvoir décisionnel. Un ministère du Conseil exécutif fournit au Conseil exécutif son support administratif.

Le Conseil du trésor existe en vertu de la *Loi sur l'administration financière*. C'est la raison pour laquelle, en certaines matières, il peut prendre des décisions qui n'ont pas besoin d'être entérinées par le Conseil exécutif. D'une façon générale, le Conseil du trésor s'occupe de l'élaboration et de la

17. *Loi sur l'exécutif.* Les ministères, quant à eux, sont créés ou abolis par loi seulement.

mise en œuvre des politiques financières du gouvernement. Il est composé de cinq membres du Conseil exécutif, dont un président qui est souvent le ministre des finances.

Juridiquement, le Conseil exécutif s'exprime par le moyen de projets de lois et d'arrêtés en conseil. Ces derniers sont signés par le lieutenant-gouverneur et ont force de loi. Politiquement, il s'exprime aussi dans les énoncés du premier ministre et par les déclarations autorisées des différents ministres.

Les rapports entre l'Assemblée nationale et le gouvernement

L'exercice de la fonction législative, dans le cadre du régime parlementaire québécois, exige la concertation du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Pour s'accomplir, cet accord doit pouvoir compter sur l'existence de mécanismes de collaboration institutionnalisés. Ces mécanismes ont été développés au cours de l'histoire des institutions québécoises, pour répondre à des besoins d'époque. Ils ont aujourd'hui pour but de concilier l'efficacité gouvernementale et la démocratie, et c'est la raison pour laquelle ils se situent au coeur du régime parlementaire du Québec. Ils consistent en une batterie de moyens de contact, de contrôle et de contrainte réciproques.

Les moyens de contact entre le gouvernement et l'Assemblée nationale

Le moyen de contact par excellence entre le gouvernement et l'Assemblée est celui qui veut que les ministres du gouvernement soient nécessairement membres de l'Assemblée nationale. Si le premier ministre choisit à l'occasion un ministre en dehors de l'Assemblée, il doit voir à ce que celui-ci se fasse élire député dans les meilleurs délais possibles.

Cette règle conventionnelle fait l'objet de critiques. Mais il importe d'être très conscient que son objet est de permettre un contact constant entre le gouvernement et l'Assemblée, afin que ni l'un ni l'autre ne fonctionne à vide. À l'élimination de ce moyen de collaboration devrait succéder, pour répondre aux objectifs contemporains du parlementarisme, l'introduction d'autres mécanismes de même nature: le contact est un préalable au contrôle.

Les moyens de contrôle entre le gouvernement et l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale étant un forum public, elle assure un contrôle du gouvernement dans la mesure où l'activité de celui-ci y est discutée. Certains moments de la vie parlementaire suscitent particulièrement la mise en question de l'ensemble des politiques et des performances gouvernementales. Le débat qui suit le discours inaugural, par lequel le gouvernement annonce ses intentions au début de chaque session, est une de ces occasions privilégiées.

Le vote du budget devrait par contre offrir à l'Assemblée l'occasion d'exercer un contrôle davantage coercitif: le gouvernement ne peut en effet dépenser que les sommes d'argent que le Parlement met par loi à sa disposition. En pratique, le gouvernement dispose toutefois d'une marge d'action qui lui permet de se donner les moyens de ses politiques. Le vote du budget par le Parlement, sous forme de loi, permet en fait la critique globale du gouvernement. Il permet aussi un contrôle a posteriori dont la portée politique n'est pas négligeable. À cette fin, l'Assemblée nationale s'est donné un officier permanent, le vérificateur général, qui a pour fonction de vérifier, comme son nom l'indique, si le gouvernement utilise les sommes à sa disposition aux fins auxquelles le Parlement les a votées.

Par ailleurs, certaines techniques parlementaires ont pour objet le contrôle du gouvernement sur des questions particulières. Ainsi en est-il des questions que les députés peuvent poser aux ministres, à chaque séance de l'Assemblée. Ainsi en est-il également du débat d'urgence qu'un

député peut requérir par une motion qui engendre elle-même, presque fatalement, un débat sur une situation précise.

Le gouvernement, pour sa part, contrôle de plusieurs façons les travaux de l'Assemblée nationale. À toute fin pratique, c'est lui qui décide quels sujets seront débattus en Chambre. Il décide aussi, indirectement, du temps dont dispose l'Assemblée pour discuter. En commission, il peut mettre fin à un débat par une motion de clôture. C'est lui (plus précisément le premier ministre) qui convoque en session les membres de l'Assemblée nationale. Il doit le faire au moins une fois par année, mais rien ne garantit que les sessions auront une longueur minimale[18]. C'est donc dire que le premier ministre peut proroger les sessions quand bon lui semble. En pratique, à notre époque, l'Assemblée nationale siège au moins cent jours par année.

Les moyens de contrainte entre le gouvernement et l'Assemblée nationale

Deux mécanismes réciproques ont pour objet de contraindre le gouvernement et l'Assemblée nationale à collaborer: le pouvoir de dissolution du gouvernement et l'exercice de la responsabilité ministérielle par l'Assemblée.

Par son pouvoir de dissolution, le gouvernement (à savoir, ici encore, le premier ministre) peut mettre fin à la vie de l'Assemblée nationale et déclencher des élections générales à n'importe quel moment avant que l'Assemblée n'ait atteint l'âge maximum de cinq ans. Lorsque le parti gouvernemental ne peut compter sur une majorité de députés en Chambre, il peut espérer que la menace de dissolution incitera pour un temps l'Assemblée à ne pas écarter ses politiques trop allègrement. Au-delà de cet espoir, il appartient à l'électorat de reformer l'Assemblée de façon à ce que la collaboration redevienne possible entre celle-ci et le même ou un nouveau gouvernement.

De son côté, l'Assemblée nationale peut forcer le gouvernement à démissionner en faisant jouer le principe de la responsabilité ministérielle qui veut que le gouvernement jouisse de l'appui de l'Assemblée nationale. Elle le fait en votant majoritairement une motion de censure formelle à l'adresse du gouvernement, ou encore en plaçant celui-ci en minorité sur une question de politique importante. Un gouvernement minoritaire sera donc enclin, en conséquence, à tenir compte des tendances de l'Assemblée dans la promotion législative de ses politiques. Et comme la défaite d'un gouvernement entraîne presque automatiquement la dissolution de l'Assemblée, cette dernière hésitera par contre à recourir à cette mesure: une élection générale peut aussi bien entraîner l'affaiblissement de l'opposition que le renversement du gouvernement.

Le statut constitutionnel du Parlement

La place qu'occupe le Parlement parmi l'ensemble des institutions publiques québécoises s'exprime par le principe de la souveraineté parlementaire. À l'état pur ce principe constitutionnel premier signifie que le Parlement peut tout faire, peut faire tout ce qu'il veut, comme il le veut.

La souveraineté parlementaire implique que le Parlement exerce un pouvoir originaire, aucunement délégué de qui que ce soit, et aucunement limité quant aux objets sur lesquels il peut porter. Ainsi le Parlement n'est-il pas lié par des principes de droit naturel ou de droit international. Ce qu'il édicte n'est pas prédéterminé par quelque norme immanente. De même lui est-il impossible de se lier pour l'avenir ou de lier ses successeurs. Il peut toujours revenir sur ses engagements.

Au Québec comme dans l'ensemble du Canada, la souveraineté parlementaire connaît des limitations importantes. Le première de celles-ci découle de ce que la Constitution fédérative du

---

18. Le *Règlement de l'Assemblée nationale* prévoit que les vacances parlementaires sont à dates fixes, mais cette disposition demeure soumise à la prérogative que le gouvernement exerce par l'entremise du lieutenant-gouverneur.

pays partage les compétences étatiques entre le Parlement fédéral et les parlements provinciaux. En conséquence le Parlement du Québec est restreint aux champs de compétence provinciaux, mais les tribunaux ont expressément reconnu qu'il demeurait souverain à l'intérieur de ces champs.

Depuis 1982, la *Charte canadienne des droits et libertés* apporte par ailleurs une limite à ce que peut faire le Parlement du Québec. Cette Charte fait partie de la Constitution formelle du pays et elle jouit de ce fait d'une autorité supérieure à celle des différents parlements du Canada. Une tranche de la puissance étatique se trouve donc de ce fait transférée du Parlement vers les tribunaux.

Il est toutefois faux pour autant de conclure que le principe de la souveraineté parlementaire n'existe plus. D'une part, il est loisible au Parlement de se soustraire à l'application de la plupart des articles de la Charte en le déclarant expressément. D'autre part, et surtout, il reste que les pouvoirs du Parlement demeurent des pouvoirs originaux et premiers, qui n'existent en vertu d'aucune habilitation et qui peuvent tout accomplir, le tout sujet aux critères minimaux imposés par la Charte. Bref, le Parlement du Québec demeure l'organe premier et suprême par lequel se façonne au premier chef le droit québécois.

Il apparaît par ailleurs acquis que le Parlement peut aujourd'hui dans une certaine mesure se lier et lier ses successeurs. Il ne peut le faire directement, en prétendant s'obliger à ne plus légiférer que d'une certaine façon, mais il peut le faire indirectement en se rendant la tâche plus compliquée pour légiférer dans un certain sens par l'imposition de procédures spéciales. Ainsi pourrait-il pour certains cas exiger un vote qualifié de la part de l'Assemblée nationale ou la tenue d'un référendum consultatif. Il peut aussi exiger que toute dérogation à une règle existante ne puisse se faire qu'à la condition d'une mention exprimée à cet effet. C'est de cette dernière façon que le Parlement du Québec a donné à la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* une supralégalité qui n'échappe toutefois pas à la souveraineté parlementaire.

La souveraineté parlementaire est un principe d'origine jurisprudentielle que les tribunaux ont élaboré à l'époque où le roi et la collectivité représentaient tous deux un pouvoir originaire dans l'État. Il apparut commode de masquer cette dualité en attribuant la souveraineté au Parlement, l'organe réunissant les représentants du roi et de la collectivité. Il en fut de même au Québec de la dualité métropole-collectivité coloniale. Maintenant que les pouvoirs royal et impérial sont entièrement éliminés et que la collectivité est la seule source originaire du pouvoir, le principe de la souveraineté parlementaire signifie que le Parlement est l'organe premier de fonctionnement de l'État et que la fonction législative que seul il exerce est la fonction première de l'État. La souveraineté parlementaire n'est plus qu'un principe de fonctionnement de l'État. Aussi est-il admis, dans ces conditions, que le Parlement puisse modifier lui-même sa propre composition, pourvu que soit respecté le principe de la démocratie représentative. Et il devrait normalement en être de même pour la démocratie directe, qui permettrait à la collectivité de s'exprimer de façon déterminante par référendum délibératif. La législation québécoise prévoit la possibilité pour la collectivité de s'exprimer directement, mais par référendum consultatif seulement, dont les résultats en principe ne lient personne.

L'Administration québécoise

L'adoption formelle des grandes politiques québécoises et leur traduction en forme législative n'épuisent évidemment pas la mission des institutions politiques du Québec. Il faut aussi que ces politiques soient d'abord élaborées et que les lois soient ensuite administrées. Pour l'accomplissement de ces tâches multiples, le Québec dispose d'un appareil administratif complexe, dont le statut juridique n'est pas simple non plus, et qui est habilité à poser des actes d'autorité très variable.

L'appareil administratif

Nous ne ferons pas ici la description de l'Administration québécoise; il s'agit seulement d'en évoquer l'articulation institutionnelle. La partie majeure des tâches de l'Administration québécoise est accomplie par le gouvernement. À sa tête, le Conseil exécutif définit des politiques, réglemente, adjuge et procède lui-même à plusieurs nominations. Mais pour l'exécution de toutes ses fonctions administratives, le gouvernement s'exprime aussi par l'intermédiaire de ses différents ministères. Ceux-ci sont au nombre d'une vingtaine et se partagent horizontalement les matières administratives qui relèvent du gouvernement mais dont il n'est pas requis que le Conseil exécutif s'occupe.

Chaque ministre est chef d'un ministère au sein duquel des actes peuvent être posés en son nom à l'un ou l'autre des niveaux d'une hiérarchie dont la gradation descendante est habituellement la suivante: sous-ministre, sous-ministre adjoint, directeur général, chef de service, chef de division, chef de section et simple fonctionnaire. Les ministres et ministères constituent donc des éléments de déconcentration administrative susceptibles d'entraîner des conflits de juridiction dont la portée est cependant réduite par la concentration qu'impose la solidarité ministérielle au niveau du Conseil exécutif. Leur existence et leur compétence découlent de la loi, mais ils n'ont pas de personnalité indépendante du gouvernement.

L'élaboration des politiques et l'administration des lois ne relèvent pas seulement du gouvernement. De nombreux organismes ayant une personnalité distincte du gouvernement sont créés par la loi. On en compte plus de cent espèces au Québec. Ils portent le nom de tribunal, commission, conseil, comité, régie, office, bureau, société, etc., et entretiennent avec le gouvernement des rapports variables à l'infini. Certains sont même subordonnés les uns aux autres[19]. La nature de leurs pouvoirs est également très variable, de la décision de portée générale à la gestion, en passant par la simple consultation[20]. Les tribunaux administratifs, les décentralisations territoriales (municipalités, commissions scolaires, etc.), les entreprises publiques et les organismes de surveillance, régulation et adjudication en constituent les principales catégories.

La plupart de ces organismes sont permanents, mais certains, surtout en matière d'enquête, sont destinés à une existence éphémère[21]. Certains sont compétents pour l'ensemble du territoire du Québec: l'octroi d'une personnalité propre a alors pour objet de permettre dans ces cas, pour des motifs très variables, un degré quelconque d'indépendance vis-à-vis du gouvernement. L'existence d'organismes comme les conseils municipaux ou les commissions scolaires vise par contre à permettre qu'une telle autonomie puisse parfois s'exprimer en fonction d'une fraction seulement du territoire québécois.

Le statut constitutionnel de l'Administration

L'Administration québécoise est en principe soumise à la loi du Parlement. Elle existe en vertu de la loi; elle tient de la loi tous ses pouvoirs et compétences; elle doit obéissance aux lois comme toute personne. Autrement dit, l'Administration exerce des fonctions qui sont liées à la loi, en ce sens que les actes qu'elle pose doivent être au moins compatibles avec la loi. Le respect de ce lien de soumission à la loi peut être contrôlé par les organes législatifs eux-mêmes, ou encore, le plus souvent, par les tribunaux judiciaires dont c'est précisément le rôle.

---

19. La Commission des transports par rapport au Tribunal des transports, les conseils municipaux par rapport à la Commission municipale, par exemple.

20. Par exemple, dans l'ordre, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Société québécoise d'initiatives pétrolières et le Conseil consultatif de la justice.

21. Par exemple les commissions d'enquête ou d'étude mises sur pied en vertu de la *Loi sur les commissions d'enquête*.

Cette situation de l'Administration, au troisième rang des fonctions de l'État, derrière le législatif et le judiciaire, est l'expression d'un principe constitutionnel qui a pour nom la *rule of law* ou principe de légalité. Il s'est développé au cours de l'histoire britannique puis québécoise, comme conséquence de l'avènement de la souveraineté parlementaire. La reconnaissance de la suprématie des organes législatifs devait entraîner la reconnaissance de la suprématie des fonctions législatives exercées par ces organes. Aujourd'hui, on peut cependant dire que la *rule of law* et la souveraineté parlementaire sont les aspects fonctionnel et organique d'une même suprématie législative: la loi du Parlement est l'acte premier dans l'État, et rien de tel qu'un pouvoir administratif indépendant de cette loi du Parlement n'existe au Québec.

Le contrôle parlementaire de l'Administration québécoise s'exerce dans une certaine mesure par l'intermédiaire des mécanismes de contrôle de l'Assemblée nationale sur le gouvernement. Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée nationale, joue à cet égard un rôle particulièrement important en ce qui a trait à l'utilisation des fonds publics par l'Administration. Depuis 1968, l'Assemblée nationale s'est donné un autre officier, le protecteur du citoyen, dont le pouvoir de contrôle sur l'Administration est beaucoup plus général. Il enquête lorsqu'une personne prétend avoir été lésée ou traitée injustement par l'Administration. Ses conclusions ne sont pas exécutoires, mais elles permettent quand même un contrôle de l'Administration qui s'avère efficace tant d'une façon générale qu'à l'échelle des cas particuliers.

L'Administration québécoise est aussi soumise au contrôle des tribunaux judiciaires. Ce contrôle est mis en oeuvre par une action en justice pour forcer l'Administration à réparer les dommages qu'elle cause, respecter les engagements qu'elle prend, faire ce qu'elle doit ou ne pas faire ce qu'elle ne peut. L'Administration est en principe un justiciable comme les autres. Elle est même sujette à certains recours judiciaires qui lui sont propres.

Tel est en principe le statut de l'Administration québécoise. Ce principe fait toutefois l'objet d'assez nombreuses exceptions, qu'on appelle prérogatives, privilèges ou immunités. Les premières réfèrent à celles parmi ces exceptions qui sont, au profit du gouvernement et de ses agents, des survivances coutumières ou jurisprudentielles de l'époque où la royauté disposait de la somme des pouvoirs étatiques. Le pouvoir de nommer les juges et l'immunité pénale sont des exemples actifs et passifs de ces «prérogatives royales» du gouvernement. Elles sont maintenant devenues rares, et par la loi le Parlement pourrait librement les diminuer ou les éliminer.

La loi, de son côté, énonce en faveur du gouvernement et de ses agents un nombre bien plus grand de privilèges ou immunités. Ainsi le gouvernement ne paie pas de taxes municipales, ne perd pas ses droits par l'effet de l'écoulement du temps et n'est pas soumis aux lois qui ne sont pas d'application générale au Québec à moins que la chose n'y soit spécifiée. Certains de ces privilèges ont pour objet la sanction judiciaire du droit et ont de ce fait une portée particulièrement grande. Ainsi les recours exceptionnels qui ont précisément pour objet de permettre le contrôle de l'Administration ne s'appliquent pas au gouvernement. Les lois constitutives des organismes administratifs distincts du gouvernement écartent aussi très fréquemment la disponibilité de ces recours. Il faut dire qu'en pratique les tribunaux judiciaires ont trouvé le moyen d'enlever beaucoup d'efficacité à des dispositions législatives qui prétendent empêcher le contrôle judiciaire de l'Administration.

Les actes de l'Administration québécoise

Par rapport aux actes nombreux et variés que pose l'Administration québécoise, une distinction s'impose entre l'Administration puissance publique et l'Administration gestionnaire. La première édicte des normes, la seconde assume l'intendance. Lorsque l'Administration édicte des normes, elle met en oeuvre la coercition étatique. Ses décisions sont alors des règles qui contraignent les individus, et elle doit nécessairement fonder alors son action sur des dispositions législatives précises.

Quand sa décision est de nature générale, l'Administration exerce un pouvoir réglementaire. Quand elle est de nature particulière, elle exerce un pouvoir discrétionnaire. Ni l'un ni l'autre ne peut être délégué par son titulaire, mais leur exercice est soumis à des principes distincts. Le pouvoir réglementaire est surtout sujet à des règles de fond: par exemple, les règlements ne doivent pas être discriminatoires. Par contre, le pouvoir discrétionnaire est surtout sujet à des règles de forme: par exemple, l'individu visé par la décision particulière doit pouvoir se faire entendre. Le pouvoir réglementaire est confié surtout au gouvernement et aux organismes décentralisés (municipalités, par exemple), alors que le pouvoir discrétionnaire est le plus souvent attribué à des organismes paragouvernementaux, qu'on qualifie alors de «quasi judiciaires».

La grande majorité des actes de l'Administration sont cependant des actes de gestion ou de pure exécution. La recherche, l'enquête, la planification, qui ont surtout pour but l'élaboration des politiques, sont généralement de cette nature. Il en est de même de la coordination, de l'allocation des ressources, de l'information, etc., qui se situent davantage au stade de l'administration des lois.

Les tribunaux du Québec

L'organisation judiciaire au Québec est caractérisée avant tout par son intégration à un système judiciaire canadien. Le Parlement québécois a le pouvoir de créer et organiser des tribunaux, pouvoir qu'il a exercé en dotant le Québec d'une hiérarchie judiciaire. Ces tribunaux québécois interprètent et appliquent le droit québécois mais aussi une partie du droit fédéral[22]. Les juges des principaux d'entre eux sont nommés par le gouvernement fédéral. Enfin, et surtout, leurs décisions sont souvent susceptibles de faire l'objet d'un appel auprès d'un tribunal commun à l'ensemble du Canada, la Cour suprême du Canada, qui est une créature exclusivement fédérale.

Les tribunaux québécois

La hiérarchie judiciaire québécoise comprend deux paliers: la première instance et l'appel. La compétence de première instance est partagée entre plusieurs tribunaux, alors qu'il n'y a par contre qu'un tribunal d'appel.

Les juges de paix

Le juge de paix possède une juridiction de base en matière criminelle. Pour un territoire donné ou pour l'ensemble du Québec, il est compétent relativement aux crimes mineurs, aux infractions aux lois fédérales, aux lois provinciales et aux règlements municipaux. Les juges des cours municipales, de la Cour des sessions de la paix, de la Cour provinciale et de la Cour supérieure sont automatiquement des juges de paix. Les premiers sont compétents pour une municipalité seulement, ceux des trois autres catégories pour tout le Québec.

En milieu urbain, la compétence du juge de paix est en pratique exercée par les cours municipales pour les règlements municipaux et par les juges de la Cour des sessions de la paix pour le reste. Ailleurs, elle est en pratique exercée par les juges de la Cour provinciale. Le gouvernement peut par ailleurs donner à un ou plusieurs juges de paix la juridicition territoriale et matérielle qu'il veut.

---

22. Le tribunal de droit commun au Québec est un tribunal québécois: la Cour supérieure. Or, comme le Parlement fédéral n'a pas exercé intégralement le pouvoir que lui donne à cet égard l'article 101 de la *Loi constitutionnelle de 1867* de créer les tribunaux pour l'application de ses lois, certaines législations fédérales continuent d'être interprétées et appliquées par la Cour supérieure.

Les cours municipales
Le conseil d'une cité ou d'une ville peut, par règlement, créer une cour municipale. Celle-ci est alors présidée par un juge nommé à cette fin par le gouvernement du Québec. Elle décide des poursuites intentées en vertu des règlements municipaux.

Les tribunaux de la jeunesse
Compétents pour un district judiciaire ou pour un groupe de districts, ces tribunaux, qui comprennent un total de quarante-trois juges nommés par le gouvernement québécois, ont juridiction en certaines matières civiles ayant pour objet des jeunes (l'adoption, par exemple) et lorsque des poursuites pénales sont prises contre des personnes de moins de dix-huit ans.

La Cour des sessions de la paix
Elle comprend 71 juges, qui sont nommés par le gouvernement du Québec. Comme elle n'a aucune juridiction qui lui est propre, ses membres exercent leur compétence de juge de paix en matière de crimes mineurs et d'infractions aux lois fédérales et québécoises. À toute fin pratique, la Cour des sessions apparaît comme une division de la Cour provinciale spécialisée en matière criminelle, pour les districts urbains.

La Cour provinciale
Elle est composée de 155 juges, également nommés par le gouvernement du Québec. Sa juridiction s'étend à tout le Québec pour les affaires civiles impliquant des sommes ou des choses d'une valeur de moins de 15 000 $. Elle a aussi des compétences en matière de taxation municipale et scolaire. Dans les affaires mettant en jeu des valeurs matérielles de 1 000 $ et moins, la Cour provinciale juge sommairement, sans formalisme et sans l'assistance d'avocats. Enfin, dans les districts ruraux, ses membres exercent régulièrement leur juridiction de juge de paix.

La Cour supérieure
En matière civile et criminelle, c'est le tribunal de droit commun en première instance, pour tout le Québec. Toute matière qui n'est pas confiée expressément à la compétence d'une autre cour est de la compétence de la Cour supérieure. La Cour supérieure exerce aussi un pouvoir de surveillance et de contrôle sur tous les tribunaux qui lui sont inférieurs, sur les autorités administratives québécoises et sur les corporations. Enfin, elle jouit d'une juridiction d'appel dans les cas de crimes mineurs et d'infractions aux lois fédérales et québécoises. Elle comprend 120 juges, que nomme le gouvernement fédéral.

La Cour d'appel
Il s'agit du tribunal général d'appel pour le Québec, en toute matière susceptible d'appel, de quelque cour que celui-ci provienne. Elle est composée de seize juges, nommés par le gouvernement fédéral. Elle siège habituellement par bancs de trois juges.

Les tribunaux fédéraux

La Cour suprême du Canada
Composée de neuf juges nommés par le gouvernement fédéral, elle est le tribunal général d'appel de dernier ressort pour tout le Canada, tant en matière civile que criminelle. Dans un certain nombre de cas, il y a appel de plein droit à la Cour suprême d'un jugement de la Cour d'appel du Québec. Et dans tous les cas, la Cour suprême peut décider d'entendre l'appel d'un tel jugement.

La Cour fédérale

La Cour fédérale comprend en fait deux tribunaux: la Division de première instance et la Division d'appel. La première a juridiction en certaines matières de compétence fédérale, comme la navigation, ainsi que dans les cas où le gouvernement fédéral est partie au litige. La Division d'appel reçoit les appels des jugements de la Division de première instance et de certains tribunaux administratifs. Le pouvoir de surveillance et de contrôle de l'Administration fédérale est réparti entre les deux divisions.

Le statut constitutionnel des tribunaux

La situation des tribunaux parmi les autres institutions québécoises est régie par le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs. Contrairement à ce qui prévaut pour le Parlement et le gouvernement, qui vivent sous le signe de la collaboration, les tribunaux judiciaires doivent exercer la fonction judiciaire à l'abri des pressions.

Cette séparation des pouvoirs est un corollaire de la *rule of law*. La soumission de l'Administration au droit n'aurait en effet que peu de signification si les tribunaux chargés de contrôler cette soumission n'étaient pas indépendants du gouvernement. C'est donc l'indépendance des tribunaux par rapport au gouvernement qui matérialise la séparation des pouvoirs.

Les tribunaux, en revanche, sont soumis à la souveraineté parlementaire. D'une façon générale ils sont sous la loi du Parlement et l'ensemble de leur statut, plus particulièrement, relève de la loi ordinaire et non de la Constitution. Seules quelques dispositions constitutionnelles apportent aux juges de la Cour supérieure quelques garanties constitutionnelles minimales.

Les juges des tribunaux du Québec sont tous nommés par les gouvernements. Ceux des tribunaux fédéraux et québécois supérieurs le sont par le gouvernement fédéral, ceux des tribunaux québécois inférieurs par le gouvernement du Québec. De ce point de vue l'indépendance des tribunaux et la séparation des pouvoirs ne peuvent être une réalité que si les gouvernements exercent leur pouvoir de nomination avec d'infinies précautions et publicisent le plus possible leur processus de nomination. Sur les deux points, la façon de procéder du gouvernement du Québec apparaît supérieure à celle suivie par le gouvernement fédéral.

Au-delà de la nomination, l'indépendance des tribunaux demeure significative dans la mesure où leurs titulaires ne risquent pas la révocation sans motifs graves appréciés de la façon la plus impartiale, et dans la mesure où l'ensemble de leurs conditions de travail ne permet pas au gouvernement d'exercer sur eux des pressions indirectes. L'on peut affirmer que sur ces deux points la situation des juges québécois garantit leur indépendance.

Deux autres règles complètent accessoirement la mise en oeuvre de l'indépendance du judiciaire. D'une part, les juges ne peuvent pas être condamnés en raison des actes qu'ils posent dans l'exercice de leurs fonctions. D'autre part, ils doivent s'abstenir de participer publiquement à des débats politiques partisans.

L'évolution démographique du Québec 1980-1984

par Louis Duchesne*

Le dernier *Annuaire du Québec* présentait l'évolution démographique du Québec des années 1970-1979; des renseignements sur cinq années s'ajoutent ici pour donner un portrait de la situation démographique récente. Les phénomènes démographiques sont réputés assez stables, mais les changements survenus ces dernières années sont très importants et très rapides si bien qu'il est parfois difficile d'interpréter les indices conjoncturels, à savoir s'ils expriment des changements fondamentaux ou des fluctuations annuelles. La première partie de ce chapitre donne une vue d'ensemble de l'évolution générale de la population, de la structure par âge en 1984 et de la distribution régionale et urbaine de la population. Les quatre principaux comportements démographiques sont ensuite présentés: la mortalité, la fécondité, la nuptialité et les migrations.

Évolution de la population totale et mouvement de la population

La population du Québec est estimée au 1er juin 1984 à 6 541 500 personnes. La croissance des dernières années est assez faible, de 32 000 par exemple en 1983, ce qui correspond à un taux d'accroissement de 4,9‰. Pendant la même année, la croissance de l'ensemble du Canada est de 10,3‰ et celle des États-Unis de 9,1‰. La situation internationale est très variée; certains pays européens connaissent même en 1983 une baisse de population, soit la République fédérale allemande (RFA), l'Autriche, le Danemark et la Hongrie. Face à ses voisins immédiats cependant, la croissance de la population du Québec paraît assez faible.

Le tableau 1 et la figure 1 regroupent les principaux éléments du mouvement de la population de 1971 à 1984. Les naissances, qui atteignent presque 100 000 en 1979, sont beaucoup moins nombreuses et le chiffre de 87 739 en 1983 représente un plancher jamais atteint depuis le début des années quarante. Le taux de natalité de 1983 est de 13,5‰ en regard de 14,0‰ en 1982. La courbe des décès est très régulière; le nombre de décès enregistrés en 1983 est de 44 150, ce qui donne un taux de mortalité de 6,8‰ en regard de 6,7‰ en 1982. L'accroissement naturel, que l'on obtient en soustrayant les décès des naissances, suit l'évolution des naissances et diminue ces

* Du Service de l'analyse et de la prévision démographiques du Bureau de la statistique du Québec.

dernières années: en 1983 on compte un solde positif des naissances sur les décès, soit 43 589, en baisse par rapport au solde de 47 055 en 1982. Le taux d'accroissement naturel de 6,7‰ en 1983 est le plus faible jamais observé ici; en 1982 il est de 7,3‰. La migration nette est estimée pour les années censitaires, qui s'étendent du 1er juin au 31 mai, si bien que l'on ne peut additionner l'accroissement naturel et la migration nette pour obtenir l'accroissement total. La migration nette est le solde de l'immigration et de l'émigration (internationales et interprovinciales); comme elle résulte de quatre mouvements, elle fluctue beaucoup. Le solde migratoire est négatif depuis plus de dix ans: en 1983-84, il est de -11 801 alors qu'il était de -13 763 en 1982-83.

Comme l'accroissement naturel compense les pertes migratoires, l'accroissement total est positif, de 32 000 en 1983 comparativement à 32 400 en 1982.

La structure par âge et par sexe en 1984

L'âge médian (qui sépare la population en deux) est de 31,0 ans en 1984, en forte augmentation par rapport à son niveau d'il y a quelques années, soit 29,8 ans en 1981 et 25,6 ans en 1971. L'âge médian des femmes (31,9 ans) dépasse de beaucoup celui des hommes (30,1 ans).

Le tableau 2 résume la structure par âge de la population: 21,0% des Québécois ont moins de 15 ans, 9,4% ont 65 ans ou plus et 69,6% sont âgés de 15 à 64 ans. Le rapport de dépendance indique le «poids» des jeunes de 0-14 ans et des personnes âgées de 65 ans et plus en relation à la population d'âge actif ou adulte (15-64 ans); il est de 0,436 en 1984, en légère baisse depuis 1981 alors qu'il était de 0,439. En 1971, le rapport est de 0,574.

La population féminine est plus âgée que la population masculine comme l'indique l'âge médian. La proportion des personnes de 65 ans et plus atteint 11% chez les femmes tandis qu'elle n'est que de 7,8% chez les hommes.

Dans l'ensemble, les femmes sont majoritaires et représentent 50,8% de la population, mais chez les jeunes, les hommes sont plus nombreux tandis qu'aux âges avancés, les femmes sont fortement majoritaires avec près de 60% des personnes.

La pyramide de la figure 2 illustre l'effectif de la population par année d'âge et par sexe. On y lit à la base la baisse de la fécondité; les générations nombreuses du baby-boom d'après guerre sont bien en évidence. Le léger renfoncement vis-à-vis les générations nées pendant les années trente représente une baisse de la fécondité pendant ces années de crise. Au sommet de la pyramide les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes à cause de la forte surmortalité masculine. La pyramide nous éclaire donc sur le passé et sur le présent, mais aussi sur l'avenir. Ainsi, par exemple le nombre de jeunes femmes qui arrivent aux principaux âges de procréation diminuera considérablement dans quelques années, ce qui se répercutera probablement par une chute du nombre de naissances.

Distribution régionale et urbaine de la population

Le Québec occupe un immense territoire de 1 400 000 kilomètres carrés dont la plus grande partie est inoccupée. La densité moyenne de 4,6 habitants n'est pas très significative puisque le Nouveau-Québec, qui comprend plus de la moitié de la superficie, est presque vide avec seulement 18 000 habitants. En fait, le territoire urbain ou agricole ne couvre que 40 000 kilomètres carrés, ce qui correspond à peu près au territoire des Pays-Bas dont la population est de 14,4 millions d'habitants.

Il existe de nombreuses unités territoriales d'ordre administratif, statistique et politique; les plus importantes sont les municipalités, les communautés urbaines et régionale, les municipalités régionales de comté et les régions administratives[1].

Le tableau 3 donne la distribution de la population dans les régions administratives en 1976, 1981 et 1983. La région de Montréal, qui ne comprend que 2% du territoire, contient 56% de la population, soit 3,7 millions d'habitants. La deuxième région la plus importante est celle de Québec qui atteint en 1981 le million d'habitants et regroupe 16% de la population. La répartition relative ne varie pas beaucoup entre 1976 et 1983, sauf pour les quatre sous-régions de Montréal. La population de l'Île-de-Montréal baisse entre 1976 et 1983, de 1 870 000 à 1 760 000, et ne représente plus que 27% de la population du Québec alors que son poids était de 30% en 1976 et du tiers en 1971. Cette baisse correspond aux augmentations des sous-régions Nord et Sud-de-Montréal.

L'habitat peut être réparti selon la distinction urbain/rural; pour être qualifiée d'urbaine une région géographique doit avoir une densité de population d'au moins 400 habitants au km^2. La population rurale augmente fortement son poids démographique entre 1976 et 1981 comme on le voit au tableau 5: elle passe de 20,3% à 22,4% de la population (elle était de 19,4% en 1971). En fait, presque toute la croissance de la population du Québec se situe dans les régions rurales qui augmentent de 13,9% en regard de 0,6% seulement dans les régions urbaines. Il ne faut pas confondre cependant rural et agricole puisque la population agricole n'est que de 186 365 personnes en 1981 (2,9% de la population) en regard de 191 110 personnes en 1976 (3,1% de la population).

La définition de la notion de rural dans le recensement s'applique toutefois à de très petites unités territoriales; ainsi on trouve des régions rurales dans certaines grandes villes comme Laval par exemple. Un autre aspect de l'environnement des citoyens réside dans la taille des municipalités, puis dans l'évolution de la population des communautés urbaines et régionales et des conurbations les plus grandes que sont les régions métropolitaines de recensement.

Les municipalités sont très nombreuses au Québec: elles sont au nombre de 1 627 en 1983, mais près de 90% d'entre elles ne comptent pas 5 000 citoyens. Ces petites municipalités regroupent quand même 27% des Québécois. Une seule municipalité, Montréal, dépasse le million d'habitants et de justesse en 1983 puisque sa population diminue. Trois autres municipalités seulement dépassent le seuil de 100 000 habitants, soit Laval, Québec et Longueuil (tableau 4).

La variation de la période 1976-1981 indique nettement que la croissance est plus forte dans les municipalités de plus petite taille, l'augmentation maximale (14%) ayant lieu dans les municipalités de 5 000 à 10 000 habitants. Les villes de Montréal et de Québec perdent, entre 1976 et 1981, 9% et 6% respectivement de leur population, tandis que les deux plus grosses banlieues de Montréal, Laval et Longueuil, augmentent la leur de 9% et de 1,5% respectivement. Les mêmes tendances, quoique atténuées, sont observées de 1981 à 1983.

Les municipalités sont regroupées en 95 municipalités régionales de comté (MRC), en deux communautés urbaines et une communauté régionale. L'évolution de la population des principaux regroupements est donnée au tableau 6.

La population de l'ensemble des principales administrations supramunicipales, après avoir chuté de 4,6% entre 1976 et 1981, augmente de 0,6% entre 1981 et 1983; c'est Montréal surtout qui, par son poids démographique, est responsable de l'augmentation du taux de variation.

---

1. Les régions socio-sanitaires sont très proches des régions administratives.

Les régions métropolitaines de recensement (RMR) constituent les regroupements statistiques les plus importants en termes de population; le Québec en compte cinq dont l'évolution fait l'objet du tableau 7.

Contrairement aux principales villes et communautés urbaines, les RMR (sauf celle de Hull) connaissent une croissance de population entre 1976 et 1981. C'est que la croissance est concentrée dans les banlieues et particulièrement dans les banlieues rurales. Dans la RMR de Québec par exemple, la ville de Québec perd 6% de sa population entre 1976 et 1981 (Ste-Foy, 3%), tandis que celle de l'ensemble du noyau urbanisé augmente de 3% et que celle de la banlieue rurale croît de 55%.

On observe donc le phénomène contraire du retour à la ville (surtout aux grandes villes), mais un retour à la campagne qu'il ne faut pas confondre avec un retour à la terre.

La mortalité

L'espérance de vie

L'espérance de vie ou la vie moyenne est calculée sur des périodes triennales centrées sur les années de recensement (tableau 8).

La vie moyenne atteint, en 1980-1982, 71,0 ans chez les hommes et 78,7 ans chez les femmes. Les gains sont considérables depuis 1975-1977, soit 2,0 ans pour les hommes et 2,1 ans pour les femmes. L'écart entre la vie moyenne des hommes et des femmes continue donc de s'accentuer et atteint 7,7 années en 1980-1982.

L'espérance de vie est plus faible au Québec qu'en Ontario et que dans l'ensemble du Canada (tableau 9), mais dépasse celle observée dans de nombreux pays dont les USA, la RFA et la France. La vie moyenne la plus élevée est observée en Islande, soit 73,7 ans pour les hommes et 79,7 ans pour les femmes.

La mortalité infantile

Le taux de mortalité infantile (proportion des enfants qui décèdent avant leur premier anniversaire) est l'indice le plus souvent utilisé, avec l'espérance de vie, pour caractériser le niveau de la mortalité. Le taux qui avait augmenté de 1981 à 1982, passant de 8,3‰ à 9,0‰, baisse beaucoup en 1983 pour atteindre 7,6‰ (tableau 10). La forte inégalité entre les sexes devant la mortalité commence dès la naissance et le taux masculin (8,3‰) est supérieur de 20% au taux féminin (6,8‰).

Le taux de mortalité infantile du Québec est parmi les plus faibles du monde (tableau 11). Les pays nordiques et le Japon présentent les taux les plus bas, par exemple, 6,5‰ en Finlande en 1981. Le taux de mortalité infantile est de 10,9‰ aux États-Unis en 1983, de 9,0‰ en France et de 10,3‰ en RFA.

La mortalité par âge

Les quotients de mortalité par âge sont illustrés à la figure 3. Il s'agit de la probabilité à un anniversaire donné de décéder avant l'anniversaire suivant. C'est avant le début de l'adolescence que les quotients sont les plus faibles; ils augmentent ensuite régulièrement avec l'âge. La mortalité accidentelle, qui frappe beaucoup les jeunes adultes, produit autour de vingt ans une saillie dans les courbes. À tous les âges, la mortalité des hommes dépasse celle des femmes: chez les jeunes adultes elle est même trois fois plus élevée chez les hommes que chez les femmes.

Pendant la décennie soixante-dix, les quotients de mortalité chutent à tous les âges comme l'illustre la figure 4. La baisse est plus forte chez les femmes que chez les hommes; de plus elle est beaucoup plus prononcée aux jeunes âges. La mortalité infantile a diminué de moitié; chez les jeunes adultes de 20-29 ans, elle baisse de 10% chez les hommes et de 25% chez les femmes. Autour de 50 ans, l'écart entre les gains des hommes et ceux des femmes est assez faible, mais chez les hommes plus âgés (après 70 ans), la variation entre 1971 et 1981 n'atteint pas 10% alors que chez les femmes elle est de 20%.

Les causes de décès

Les principales causes de décès selon le sexe sont illustrées aux figures 5a et 5b. Les maladies de l'appareil circulatoire sont de loin les plus importantes avec 47% des décès chez les femmes et 43% chez les hommes. Les tumeurs malignes sont responsables du quart des décès et les maladies des appareils respiratoire et digestif comptent pour environ 10% des décès. Les traumatismes et empoisonnements causent 10% des décès chez les hommes et 5% chez les femmes.

La fécondité

Les indices globaux

Le nombre de naissances enregistrées en 1983 (87 739) correspond à un indice synthétique de fécondité (ou nombre moyen d'enfants par femme) de 1,454 enfant. Le niveau de l'indice est très faible et de plus il est en baisse par rapport à 1982 (1,525) et aux années précédentes (tableau 12 et figure 6). Le seuil théorique de renouvellement de la population est de 2,1 enfants par femme; le Québec a donc connu 14 années sous ce seuil, depuis 1970.

L'âge moyen à la maternité, après avoir enregistré une baisse jusqu'en 1976 est assez stable depuis et se situe à 27,4 ans en 1983 (tableau 12 et figure 7).

L'indice synthétique de fécondité du Québec est parmi les plus faibles observés dans les pays occidentaux où la fécondité est en général très faible (tableau 13). La RFA connaît depuis de nombreuses années l'indice le plus faible; il se situe à 1,32 en 1983. La fécondité française (1,82) est une des plus élevées de l'Europe. L'indice de l'ensemble du Canada (1,66) et surtout celui de l'Ontario (1,58) ne sont finalement pas très éloignés de celui du Québec.

La fécondité selon l'âge

Les taux de fécondité par année d'âge pour les années 1976, 1981 et 1983 sont illustrés à la figure 8. L'âge moyen à la maternité est de 27,4 ans en 1983, mais l'âge modal, c'est-à-dire l'âge où il y a le plus de naissances, est de 25 ans. La fécondité est très concentrée autour de ces âges: 89% des naissances en 1983 proviennent des femmes âgées de 20 à 34 ans. Les taux sont très faibles après 40 ans et pratiquement nuls après 45 ans. Les trois courbes de la figure 8 montrent bien la chute continue de la fécondité qui était pourtant déjà très faible en 1976 avec un indice de 1,8 enfant par femme.

Le tableau 14 donne les taux de fécondité par groupe d'âge depuis 1970. Les taux des dernières années sont les plus bas jamais observés au Québec et on ne décèle aucun signe d'arrêt de la baisse.

Les naissances par rang

Près de la moitié (47%) des nouveau-nés de ces dernières années sont des premiers-nés, 36% sont des deuxièmes enfants et 13% sont des troisièmes enfants (tableau 15). Seulement 4% des naissances sont de 4^{e} rang ou plus. La taille de la fratrie sera donc assez réduite.

Les naissances hors mariage

En 1983, une naissance sur cinq est survenue en dehors des liens traditionnels des couples mariés. La proportion et le nombre des naissances hors mariage augmentent considérablement ces dernières années (tableau 16); la proportion qui était de 10% en 1976, double en quelques années pour atteindre 20% en 1983. Avec une telle proportion, il est évident que ce comportement social est très différent de celui d'il y a une vingtaine d'années, alors que les naissances hors mariage étaient dues le plus souvent à des grossesses accidentelles.

Les avortements thérapeutiques

Parmi les comportements affectant la fécondité, les avortements et les stérilisations donnent lieu à un enregistrement annuel complet contrairement à d'autres phénomènes, comme l'utilisation de la pilule par exemple, qui doivent être étudiés par sondage. Les statistiques présentées ici proviennent des fichiers de la Régie de l'assurance-maladie du Québec qui paie les honoraires des médecins qui pratiquent ces actes. Notons que les avortements «thérapeutiques» comprennent à la fois ceux pratiqués dans les hôpitaux dotés d'un comité d'avortement thérapeutique et ceux pratiqués dans des cabinets et remboursés par la RAMQ. Les premiers ne représentent pas les deux tiers des avortements.

Le nombre d'avortements enregistrés en 1983 est de 15 200 (tableau 17 et figure 9), en légère baisse par rapport à l'année 1982 (15 385). Le rapport du nombre d'avortements pour 100 naissances est l'indice utilisé habituellement pour effectuer des comparaisons internationales de la fréquence des avortements (tableau 18). Comme le nombre de naissances a baissé en 1983, le rapport des avortements pour 100 naissances augmente, passant de 17,0 en 1982 à 17,3 en 1983, malgré la diminution du nombre des avortements. Comparativement à la situation internationale et même canadienne, le rapport est assez modéré au Québec. Il est, par exemple, de 25 avortements pour 100 naissances en Ontario et de 43 aux USA.

On peut cumuler les taux d'avortement par âge et obtenir un indice synthétique des avortements qui représente le nombre d'avortements par femme dans une cohorte qui aurait les taux observés au cours d'une année donnée. L'indice est de 0,26 en 1983, le double de l'indice observé en 1976, soit 0,13. L'âge moyen à l'avortement est de 26,5 ans; c'est un âge moyen qui n'est pas très éloigné de l'âge moyen des mères à l'accouchement qui est de 27,4 ans.

Les stérilisations

Trois interventions médicales aboutissent à la fin de la vie procréatrice: les hystérectomies (ablations de l'utérus) les stérilisations féminines (ligatures des trompes) et les vasectomies (tableau 19 et figure 9). En principe, la stérilisation d'un seul membre d'un couple suffit, mais les statistiques ne sont disponibles que pour les individus.

Le nombre de stérilisations féminines, qui avait atteint 32 368 en 1978, évolue à la baisse depuis pour atteindre 23 287 en 1983. Par contre, chez les hommes le nombre de vasectomies ne connaît pas la même évolution: le maximum observé se situe en 1982 avec 15 541 vasectomies et le chiffre de 1983 marque une baisse légère avec 15 134 interventions. Le nombre d'hystérectomies est relativement stable; il augmente cependant de 1982 à 1983, passant de 17 779 à 20 158 interventions.

Les indices synthétiques indiquent que si les taux de 1983 étaient gardés constants dans une cohorte, 43% de femmes et 31% des hommes se feraient stériliser tandis que 33% des femmes subiraient une hystérectomie avant 50 ans. L'âge moyen à la stérilisation est de 33,7 ans chez les femmes et de 38,1 ans chez les hommes.

L'addition des indices des hystérectomies, des stérilisations féminines et des vasectomies dépasse l'unité; bien que l'interprétation de cette mesure synthétique appelle des réserves, il n'est pas étonnant que la fécondité soit presque nulle aux derniers âges de la vie fertile (45-49 ans) et si faible après 35 ans.

La nuptialité

Dix ans après le début de la baisse de la fécondité, on constate au Québec, comme dans la plupart des pays de civilisation européenne, une chute de la nuptialité légale dont on ne voit pas encore la fin.

Le nombre de mariages enregistrés en 1983 n'est que de 36 147, en regard de 38 360 en 1982 et de 46 189 en 1978, une baisse de 22% en 5 ans (tableau 20 et figure 10). Chez les hommes, 84% des mariages en 1983 sont des premiers mariages tandis que chez les femmes la proportion est de 87%. Le nombre de remariages de divorcés représente 13% des mariages chez les hommes et 11% chez les femmes. Seulement 3% des mariages sont des remariages de veufs et de veuves.

Le nombre de divorces, qui avait augmenté beaucoup en 1981, baisse depuis. En 1983, 17 385 divorces ont été prononcés en regard de 18 579 en 1982.

La nuptialité des célibataires

L'indice synthétique de nuptialité des célibataires est la somme des taux de nuptialité par âge des célibataires et correspond à la proportion d'individus qui se marient avant leur cinquantième anniversaire dans une génération qui subirait les taux d'une année donnée (tableau 21 et figure 11).

L'indice continue de chuter en 1983 et franchit la ligne de 0,50 pour les hommes passant de 0,53 en 1982 à 0,49 en 1983 tandis que chez les femmes l'indice baisse de 0,54 à 0,50. Les indices indiquent que si les taux de 1983 restaient constants, un peu moins de la moitié des hommes et seulement la moitié des femmes se marieraient. Les célibataires deviendraient donc majoritaires. L'âge moyen au premier mariage augmente beaucoup, de 0,5 année en 2 ans, passant entre 1981 et 1983 de 26,0 à 26,5 chez les hommes et de 24,1 à 24,5 chez les femmes (tableau 21).

La nuptialité des célibataires du Québec est parmi les plus faibles du monde (tableau 22). Il n'y a qu'au Danemark et en Suède qu'on trouve des indices plus faibles. Pour avoir une idée de la nuptialité de fait, il faut toutefois tenir compte des unions libres qui font l'objet d'une section subséquente.

Les taux par année d'âge de 1976 et de 1983 sont illustrés à la figure 12. On remarque l'écart d'âge entre les hommes et les femmes, la grande concentration autour de quelques âges et la chute importante entre 1976 et 1983, surtout aux jeunes âges (avant 25-30 ans).

Les divorces

Le nombre de divorces (tableau 23) qui fluctue entre 14 000 et 15 000 de 1975 à 1980 augmente considérablement en 1981 (19 193), mais diminue en 1982 (18 579) et en 1983 (17 365). L'indice synthétique de divortialité (ou la somme des taux de divortialité par durée de mariage) atteint un niveau très élevé, soit 39% en 1983. Il indique que si les taux observés au cours de ces deux dernières années restaient dans cet ordre de grandeur, près de 40% des mariages se termineraient par un divorce.

Comparés à ceux de quelques pays (tableau 24), les indices québécois sont parmi le plus élevés. La Suède, qui a connu un indice de 50% en 1975, a ces dernières années un indice un peu moins fort, mais quand même le plus élevé des pays européens. Les indices des pays où les statistiques sont disponibles varient entre 20 et 45%, sauf en Pologne (13%).

La figure 13 présente le calendrier de la divortialité, c'est-à-dire les taux de divortialité par durée de mariage. Les taux de 1983 grimpent rapidement jusqu'à leur maximum après quatre ans de mariage et baissent ensuite légèrement aux durées plus grandes. Les taux de l'année 1977 mettent en relief la forte augmentation de la divortialité surtout aux durées assez brèves (3-7 ans).

Les unions libres et l'état matrimonial des Québécois en 1981

Par définition, les unions libres ne sont pas enregistrées à l'état civil et leur évolution échappe donc en bonne partie à l'observation statistique. Cependant, au recensement de 1981, les partenaires en union libre devaient s'identifier en tant que tels et il est donc possible d'obtenir un portrait de cette population en même temps que la répartition de la population selon l'état matrimonial.

Au recensement les partenaires en union libre sont considérés comme mariés, peu importe leur état matrimonial «légal». Il faut donc distinguer ici les mariés légalement de l'ensemble des mariés; les partenaires en union libre peuvent donc comprendre des célibataires, des mariés légalement (séparés de leur conjoint légitime), des veufs et des divorcés.

Le tableau 25 donne la répartition des Québécois âgés de 15 ans et plus selon l'état matrimonial en 1981. On compte outre les 3 092 000 mariés et les 1 525 000 célibataires, 292 000 veufs et 133 000 divorcés. Les veuves sont beaucoup plus nombreuses (près de 5 fois plus) que les veufs et le nombre de divorcées est 1,5 fois le nombre de divorcés. L'intérêt principal de ce tableau est cependant le nombre de partenaires en union libre, 242 000 soit près de 8% de la population mariée (au sens large) ou 5% de la population de 15 ans et plus. Les hommes vivant en union libre sont plus nombreux que les veufs et les divorcés additionnés tandis que chez les femmes, les veuves sont deux fois plus nombreuses que les partenaires en union libre, mais ces dernières sont plus nombreuses que les divorcées.

L'état matrimonial varie beaucoup avec l'âge comme on le constate aux figures 14a et 14b tirées des données du tableau 26. La proportion des célibataires est évidemment très élevée chez les jeunes puis diminue rapidement avec l'âge jusqu'à un plateau de 9-10% chez les hommes après 35 ans, tandis que chez les femmes la proportion diminue également jusqu'à 9% (à 40-44 ans), mais remonte aux âges plus élevés jusqu'à 17% à 90 ans et plus. L'intensité de la nuptialité a donc augmenté beaucoup dans les générations féminines nées depuis le début du siècle.

Les hommes et les femmes déjà mariés se répartissent principalement en mariés et en veufs selon l'âge. Aux âges avancés cependant, la proportion de veuves est beaucoup plus forte que la proportion de veufs. Le poids des divorcés est surtout visible chez les adultes d'âge moyen, mais il ne dépasse pas 4,4% chez les hommes (à 45-49 ans) et 6,4% chez les femmes (à 35-44 ans).

C'est chez les jeunes adultes que le pourcentage des personnes vivant en union libre (dans la population totale de leur groupe d'âge) est le plus important, dans le groupe d'âge 25-29 ans (11%) chez les hommes et dans le groupe d'âge 20-24 ans (12%) chez les femmes. Il diminue ensuite chez les plus âgés où il est de 2% environ chez les personnes de 50-59 ans. Dans l'ensemble les figures 14a et 14b permettent donc de constater que le mariage légal reste tout de même la forme d'union la plus répandue dans la population adulte.

Afin d'examiner plus en détail la situation chez les jeunes, la figure 15 présente les proportions de mariés et de partenaires en union libre par année d'âge de 15 à 29 ans.

L'union libre, tout comme le mariage d'ailleurs, est beaucoup plus tardive chez les hommes que chez les femmes. Ainsi à 19 ans, par exemple, les femmes partenaires en union libre sont trois fois plus nombreuses que chez les hommes. Après 25 ans cependant, la proportion est légèrement plus forte chez les hommes. C'est à 22 ans chez les femmes et à 24 ans chez les hommes que les proportions sont les plus fortes, soit de 13% et de 12% respectivement. Aux jeunes âges, la proportion des partenaires en union libre dépasse celle des mariés légalement, jusqu'à 20 ans chez les femmes et jusqu'à 21 ans chez les hommes; après ces âges la proportion de mariés légalement dépasse de beaucoup, et de plus en plus, celle des partenaires en union libre.

Il existe peu de données internationales sur les unions libres et les statistiques disponibles proviennent souvent d'enquêtes; le tableau 27 présente les données pour les femmes de quatre États.

La proportion de partenaires en union libre est très élevée dans certains pays nordiques; en Suède, chez les 20-24 ans par exemple, elle est trois fois plus élevée qu'au Québec: 44% des Suédoises de 20-24 ans vivent en union libre en regard de 12% des Québécoises. En France les proportions sont beaucoup plus faibles qu'au Québec, et en Grande-Bretagne elles sont plus faibles qu'en France. Ainsi 8% des Françaises de 20-24 ans vivent en union libre contre seulement 5% chez les Britanniques du même groupe d'âge.

La situation est donc très variée dans les différents pays, mais on peut quand même conclure que la fréquence des unions libres est assez élevée au Québec, même si elle se situe encore bien loin du niveau suédois.

L'accroissement du nombre des unions libres chez les jeunes compense en partie la baisse de la nuptialité légale: ainsi la proportion des déjà mariés (au sens large) est à peu près la même aux recensements de 1976 et de 1981 pour les hommes (27%-26%) et les femmes (47%-47%) de 20-24 ans, mais il faudra attendre le prochain recensement pour une conclusion plus sûre.

Les migrations

Le Québec perd, dans ses échanges migratoires avec les autres provinces et les autres pays, près de 12 000 personnes pendant l'année censitaire 1983-84 (année s'étendant du 1er juin au 31 mai). La migration nette, qui est le solde de quatre mouvements migratoires, immigration et émigration internationales, entrées et sorties interprovinciales, fluctue beaucoup. Au cours de la période 1976-1981, le Québec a connu une migration nette négative de -100 000 personnes, soit -20 000 par an en moyenne. Le tableau 28 et la figure 16 présentent l'effectif des migrations internationales et interprovinciales par année censitaire.

L'immigration internationale est le seul phénomène démographique entièrement contrôlé par l'État, ce qui n'empêche pas d'importantes fluctuations annuelles. Il est à noter que l'immigration internationale ne tient pas compte ici des citoyens canadiens qui reviennent au Canada après avoir résidé de façon «permanente» dans un autre pays. Le Québec a reçu en 1983-84 14 979 immigrants, soit un nombre beaucoup plus faible que celui des années précédentes, près de 23 500 par exemple en 1981-82. C'est Haïti qui fournit le principal contingent d'immigrants avec 2 754 immigrants en 1983, soit 16,8% des immigrants (tableau 29).

Contrairement à l'immigration traditionnelle de souche européenne, la plupart des principaux pays d'origine font maintenant partie du tiers monde; on remarque que 5 des 10 principaux pays sont d'anciennes colonies ou «territoires» de la France.

L'émigration internationale est assez difficile à estimer faute de données; ainsi les chiffres de 1983-84 sont provisoires alors que l'émigration est estimée à 8 324 personnes pour 1982-83, un chiffre qui se situe dans la moyenne des cinq dernières années.

Les échanges migratoires avec les autres provinces sont beaucoup plus importants que les migrations internationales et, alors que les soldes internationaux sont généralement positifs, la migration nette interprovinciale est négative depuis au moins vingt ans. Peu de Canadiens viennent s'établir au Québec, mais au cours de ces deux dernières années leur nombre s'accroît beaucoup, passant de 21 349 en 1981-82, ce qui était toutefois le chiffre le plus faible de la série, à 31 327 en 1983-84, un niveau comparable à celui de l'année 1975-76. Les sorties fluctuent beaucoup: après un sommet de 70 400 départs en 1977-78, elles diminuent à 45 600 en 1982-83, mais augmentent en 1983-84 à 50 400.

La migration interprovinciale nette est encore négative pour le Québec, soit -19 077 en 1983-84, mais le solde est moins défavorable que celui des années précédentes. On qualifie parfois la migration interprovinciale canadienne d'instable: en effet, les flux changent de sens et d'importance souvent et beaucoup. Ainsi l'Alberta avait en 1981-82 un solde positif (36 562) et en 1983-84 son solde est négatif (-42 784) dépassant de beaucoup le solde négatif du Québec, mais survenant évidemment après plusieurs années de boom. Le tableau 30 donne le détail des flux migratoires entre les provinces canadiennes pour 1983-84. Plus de 70% des sorties du Québec sont faites à destination de l'Ontario tandis que les citoyens de cette province partent plutôt vers l'Alberta: on compte 36 200 Québécois qui migrent en Ontario et 16 500 Ontariens qui viennent au Québec. L'Ontario gagne 42 000 résidents avec les échanges migratoires totaux tandis que le Québec en perd 19 000.

Résumé et conclusion

La population du Québec se chiffre à 6 541 500 personnes au 1er juin 1984. En 1983, 87 739 naissances, 44 150 décès, 36 147 mariages et 17 365 divorces sont enregistrés en regard de 90 540 naissances, 43 485 décès, 38 360 mariages et 18 579 divorces au cours de l'année 1982. La migration nette pour l'année censitaire 1983-84 est de -11 801 personnes en regard de -13 763 pour l'année 1982-83. L'accroissement total de la population pendant l'année 1983 est de 32 000 personnes, soit un taux d'accroissement de 4,9‰; en 1982 l'accroissement total est de 32 400 personnes et le taux de 5,0‰.

L'espérance de vie ou vie moyenne se situe à 71,0 ans pour les hommes et à 78,7 ans pour les femmes en 1980-1982. Le taux de mortalité infantile passe de 1982 à 1983 de 9,9‰ à 7,6‰.

L'indice synthétique de fécondité ou le nombre moyen d'enfants par femme atteint un niveau très faible en 1983, soit 1,45; en 1982, l'indice est de 1,53. Le nombre d'avortements thérapeutiques est de 15 200 en 1983 en regard de 15 385 en 1982. Par ailleurs, 23 287 femmes et 15 134 hommes se sont fait stériliser, soit un peu moins qu'en 1982 où l'on compte 24 637 ligatures et 15 541 vasectomies.

Les indices de nuptialité des célibataires, ou la proportion des personnes qui se marient, qui sont déjà très faibles en 1982, soit 0,53 pour les hommes et 0,54 pour les femmes, chutent encore en 1983 pour atteindre 0,49 pour les hommes et 0,50 pour les femmes. L'indice de divortialité ou la proportion de mariages qui se terminent par un divorce, baisse cependant de 1982 à 1983 de 0,42 à 0,39.

Le nombre d'immigrants internationaux de l'année censitaire 1983-84 est de 14 979, en baisse par rapport à l'année 1982-83 où on comptait 19 239 immigrants. Le nombre d'émigrants internationaux est de 8 324 pour l'année 1982-83. Les entrés interprovinciales augmentent de 20 881 à 31 327 entre 1982-83 et 1983-84 alors que les sorties passent de 45 559 à 50 404.

La situation démographique peut être qualifiée de préoccupante, sauf pour la mortalité, dont la baisse récente est encourageante. Malgré une fécondité très faible et une migration nette négative, la population du Québec continue quand même à augmenter en raison d'une structure par âge favorable à la croissance qui amène presque deux fois plus de naissances que de décès, mais à moins de changements des tendances, la croissance deviendra éventuellement négative.

Tableau 1

Mouvement de la population, Québec, 1971-1984

Année	Population 1er janvier	Population 1er juin	Naissances	Décès	Accroissement naturel	Migration nette[1]	Accroissement total
	'000	'000	n	n	n	n	n
1971	6 017,0	6 027,8	93 743	41 192	52 551	-17 747	22 700
1972	6 039,7	6 053,6	88 118	42 525	45 593	15 574	24 700
1973	6 064,4	6 078,9	89 412	43 052	46 360	-1 987	38 700
1974	6 103,1	6 122,7	91 433	43 337	48 096	4 125	52 500
1975	6 155,6	6 179,0	96 268	43 537	52 731	-1 042	55 900
1976	6 211,5	6 234,5	98 022	43 801	54 221	8 994	51 500
1977	6 263,0	6 284,0	97 266	43 182	54 084	40 109	22 600
1978	6 285,6	6 302,4	96 202	43 653	52 549	26 598	30 600
1979	6 316,2	6 338,9	99 893	42 793	57 100	14 768	43 700
1980	6 359,9	6 386,1	97 498	43 515	53 983	9 640	53 000
1981	6 412,9	6 438,2	95 247	42 765	52 482	9 183	47 600
1982	6 460,5	6 479,8	90 540	43 485	47 055	13 763	32 400
1983	6 492,9p	6 510,1p	87 739	44 150	43 589	11 801	32 000
1984	6 524,9p	6 541,5p	87 802p	44 940p	42 862p	..	..

Année	Taux[2] Natalité	Taux[2] Mortalité	Taux[2] Accroissement naturel	Taux[2] Accroissement total
	‰	‰	‰	‰
1971	15,6	6,8	8,7	3,8
1972	14,6	7,0	7,5	4,1
1973	14,7	7,1	7,6	6,4
1974	14,9	7,1	7,9	8,6
1975	15,6	7,0	8,5	9,0
1976	15,7	7,0	8,7	8,3
1977	15,5	6,9	8,6	3,6
1978	15,3	6,9	8,4	4,9
1979	15,8	6,8	9,0	6,9
1980	15,3	6,8	8,5	8,3
1981	14,8	6,6	8,2	7,4
1982	14,0	6,7	7,3	5,0
1983	13,5	6,8	6,7	4,9
1984	13,4p	6,9p	6,5p	..

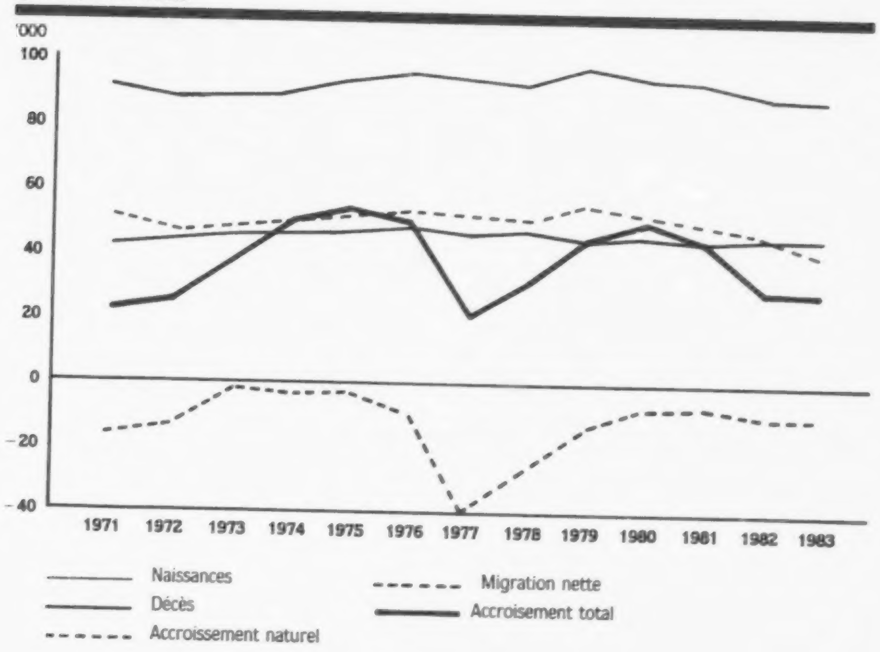
1. La migration nette est estimée pour les années censitaires (1er juin — 31 mai).

2. Les dénominateurs pour les calculs des taux sont les populations au 1er juin.

Source: Statistique Canada, CANSIM et tableaux spéciaux.
Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 1

Mouvement de la population, Québec, 1971-1983



Source: Tableau 1.

Tableau 2

Population par grand groupe d'âge et par sexe, Québec, 1984

Groupe d'âge		Sexe		Total
		Masculin	Féminin	
Total[2]	'000	3 220,8	3 328,2	6 549,0[p]
	%	100,0	100,0	100,0
0-14 ans	'000	704,7	666,8	1 371,5
	%	21,9	20,0	21,0
15-64 ans	'000	2 264,2	2 295,8	4 560,0
	%	70,3	69,0	69,6
65 ans et plus	'000	251,9	365,6	617,5
	%	7,8	11,0	9,4
Âge médian	Années	30,1	31,9	31,0
Rapport de dépendance[1]		0,422	0,450	0,436

1. (0-14 ans + 65 ans et plus) ÷ (15-64 ans).
2. Le total ne correspond pas à celui, plus récent, du tableau 1.

Source: Statistique Canada. *Estimations postcensitaires de la population* (91-210).

Tableau 3

Population, superficie et densité des régions administratives, Québec, 1976, 1981 et 1983

Région administrative	Population						Superficie	Densité
	1976		1981		1983			1981
	n	%	n	%	n	%	km²	Hab/km²
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	228 305	3.7	234 011	3.6	236 700	3.6	34 369	6.8
Saguenay — Lac-Saint-Jean	284 220	4.6	300 825	4.7	304 800	4.7	105 929	2.8
Québec	978 730	15.7	1 032 077	16.0	1 045 100	16.0	44 222	23.3
Trois-Rivières	422 995	6.8	441 408	6.9	448 500	6.9	46 696	9.5
Estrie	229 720	3.7	239 136	3.7	240 800	3.7	8 571	27.9
Montréal	**3 540 510**	**56.8**	**3 631 440**	**56.4**	**3 677 200**	**56.4**	31 105	116.7
Nord-de-Montréal	452 435	7.2	532 197	8.3	551 600	8.5	18 375	29.0
Laval	246 270	4.0	268 335	4.2	273 000	4.2	245	1 095.2
Île-de-Montréal	1 869 650	30.0	1 760 122	27.3	1 760 100	27.0	500	3 520.2
Sud-de-Montréal	972 150	15.6	1 070 786	16.6	1 092 500	16.8	11 985	89.3
Outaouais	270 780	4.3	273 683	4.3	274 700	4.2	53 315	5.1
Abitibi - Témiscamingue	147 660	2.4	153 083	2.4	154 800	2.4	58 706	2.6
Côte-Nord	115 055	1.8	115 163	1.8	115 100	1.8	253 623	0.5
Nouveau-Québec[1]	16 080	0.3	17 577	0.3	18 300	0.3	758 023	0.0
Québec	6 234 445	100.0	6 438 403	100.0	6 516 100	100.0	1 394 559	4.6

1. La municipalité de la Baie-James est incluse dans la région du Nouveau-Québec.

Source: Statistique Canada, *Recensements du Canada.*
Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques. *Estimation de la population des municipalités du Québec au 1er juin 1983.*

Tableau 4

Évolution de la population selon la taille des municipalités[1], Québec, 1976, 1981 et 1983

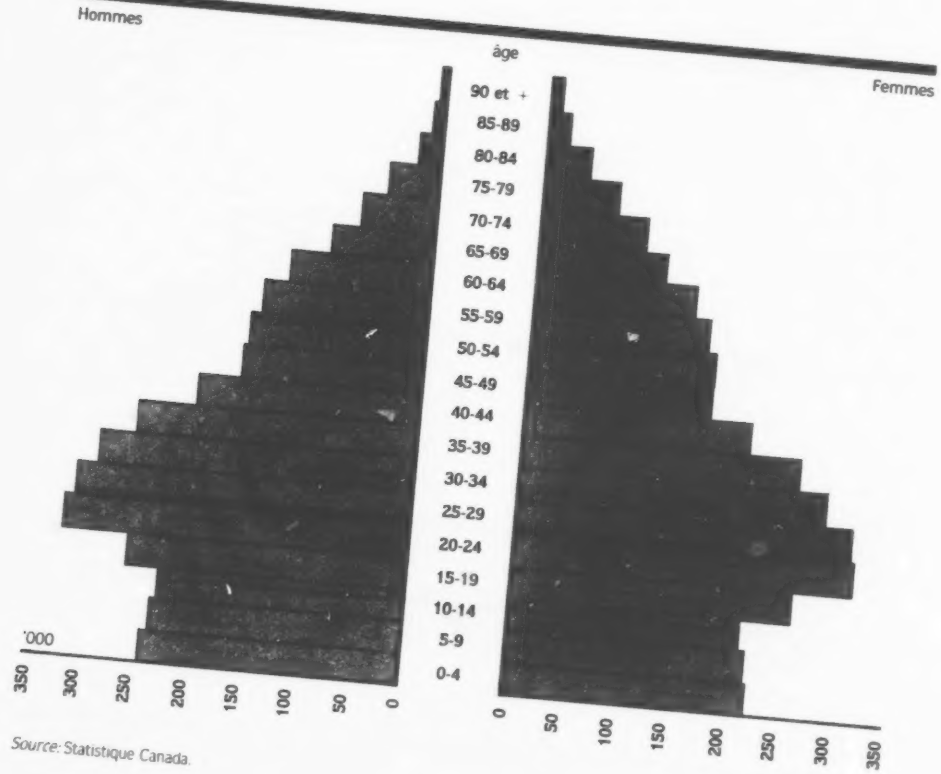
Taille	Municipalités	Population		Variation	Population	Variation
	1983	1976	1981	1981/1976	1983	1983/1981
	n	n		%	n	%
100 000 et plus	4	1 664 744	1 577 738	- 5.2	1 566 500	- 0.7
Montréal		1 118 990	1 018 609	- 9.0	1 005 000	- 1.3
Laval		246 243	268 335	9.0	273 000	1.8
Québec		177 082	166 474	- 6.0	163 800	- 1.6
Longueuil		122 429	124 320	1.5	124 700	0.3
50 000 - 99 999	16	1 046 912	1 064 462	1.7	1 078 700	...
20 000 - 49 999	32	858 467	890 192	3.7	940 600	...
10 000 - 19 999	47	596 666	637 597	5.9	653 700	...
5 000 - 9 999	81	470 311	535 950	14.0	549 200	...
4 999 et moins	1 447	1 597 345	1 732 464	8.5	1 727 400	...
Total	1 627	6 234 445	6 438 403	3.3	6 516 100[2]	

1. Les regroupements selon la taille de 1981 sont gardés constants aux deux recensements, ce qui évite les passages de municipalités d'un groupe à l'autre.
2. Le total ne correspond pas à celui du tableau 1.

Source: Statistique Canada, *Recensement de 1981* (93-905).
Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques. *Estimation de la population des municipalités du Québec au 1er juin 1983.*

Figure 2

**Pyramide des âges,
Québec, 1er juin 1984**



Source: Statistique Canada.

Tableau 5

Évolution de la population des régions urbaines et rurales[1], Québec, 1976-1981

Régions	Population 1976	Population 1981	Accroissement quinquennal	Répartition 1976	Répartition 1981
	n	n	%	%	%
Urbaines	4 966 316	4 993 839	0,6	79,7	77,6
Rurales	1 268 129	1 444 564	13,9	20,3	22,4
Québec	**6 234 445**	**6 438 403**	**3,3**	**100,0**	**100,0**

1. Limites de 1981.

Source: Statistique Canada, *Recensement du Canada de 1981* (93-905).

Tableau 6

Évolution de la population des principales MRC, des communautés urbaines de Montréal et de Québec et de la Communauté régionale de l'Outaouais, 1976, 1981 et 1983

	Population		Variation	Population	Variation
	1976	1981	1981/1976	1983	1983/1981
	n		%	n	%
Communauté urbaine de Montréal	1 869 641	1 760 122	– 5.9	1 760 100	0.0
Communauté urbaine de Québec	446 325	456 276	2.2	459 800	0.8
Communauté régionale de l'Outaouais	189 640	189 005	– 0.3	189 700	0.4
MRC Champlain	258 455	282 346	9.2	288 400	2.1
MRC Laval	246 243	268 335	9.0	273 000	1.7
MRC Le Fjord-du-Saguenay	162 424	170 619	5.0	171 900	0.8
MRC Francheville	120 908	127 304	5.3	130 000	2.1
MRC Sherbrooke	108 462	114 491	5.6	115 700	1.1
Total	3 402 098	3 368 498	– 4.6	3 388 600	0.6

Source: Statistique Canada. *Recensement du Canada de 1981* (93-905).
Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques. *Estimation de la population des municipalités du Québec au 1er juin 1983.*

Tableau 7

Évolution de la population des régions métropolitaines de recensement, Québec, 1976, 1981 et 1983

RMR	Population		Variation	Population	Variation
	1976	1981	1981/1976	1983	1983/1981
	n		%	n	%
Montréal	2 802 547	2 828 349	0.9	2 862 300	1.2
Québec	542 158	576 075	6.3	580 400	0.8
Chicoutimi-Jonquière	128 643	135 172	5.1	138 000	2.1
Hull	171 947	170 579	– 0.8	171 800	0.7
Trois-Rivières	106 947	111 453	5.1	113 400	1.7
Total	3 751 326	3 821 628	1.9	3 865 900	1.2

Source: Statistique Canada. *Recensement du Canada de 1981* (93-905); *Estimations annuelles de la population par division et région métropolitaine de recensement, 1er juin 1983.*

Tableau 8

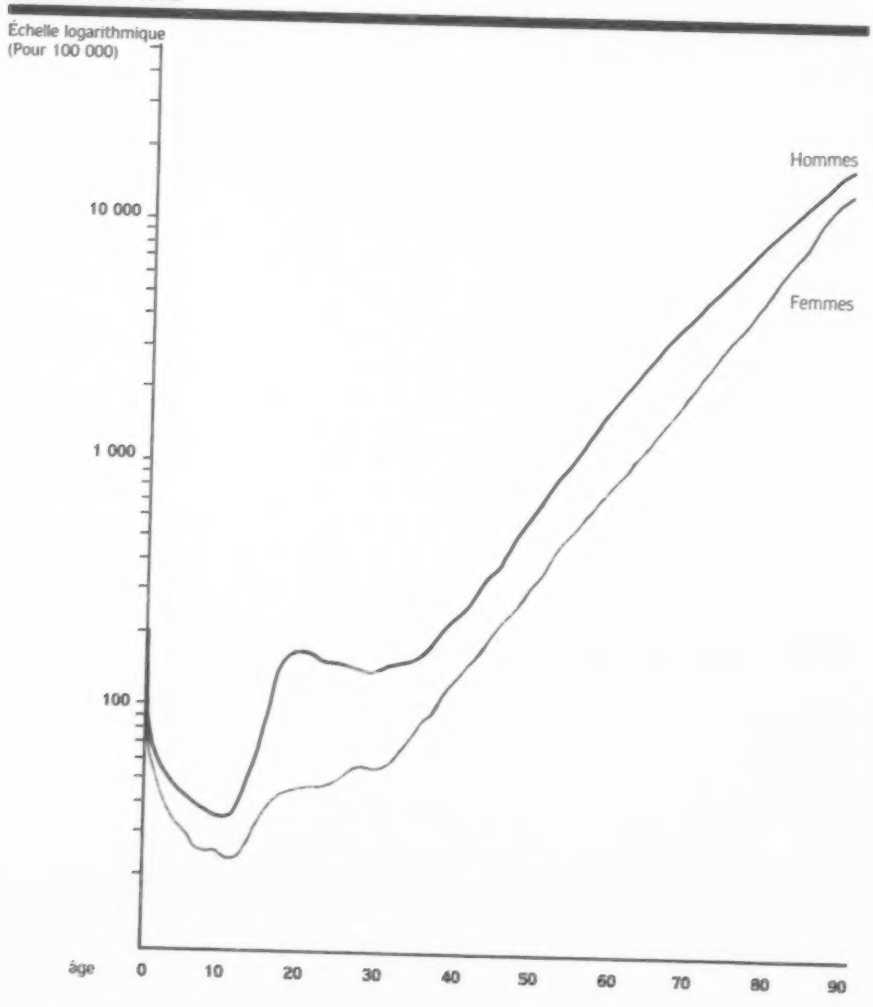
Espérance de vie à la naissance, Québec, 1970-1972, 1975-1977 et 1980-1982

	Espérance de vie			Variation	
	1970-1972	1975-1977	1980-1982	1975-1977/1970-1972	1980-1982/1975-1977
	années			années	
Hommes	68.22	69.03	70.99	0.81	1.96
Femmes	75.20	76.56	78.70	1.36	2.14
Écart	6.98	7.53	7.72	0.55	0.18

Source: Ministère des Affaires sociales, Registre de la population.
Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 3

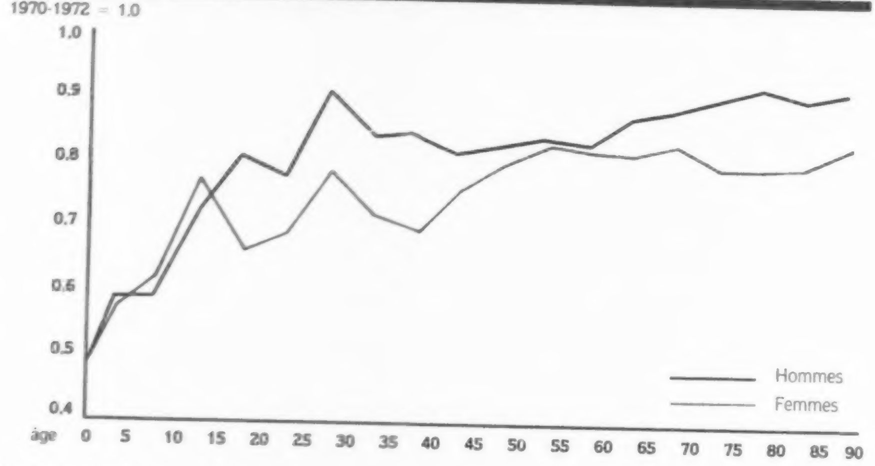
Quotients de mortalité selon le sexe et l'âge, Québec, 1980-1982



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Figure 4

Évolution des quotients de mortalité par groupe d'âge, selon le sexe, Québec, 1970-1972 et 1980-1982



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 9

Espérance de vie à la naissance, dans quelques États, vers 1981

		Hommes	Femmes
		années	
Québec	1980-1982	71,0	78,7
Canada	1980-1982	71,9	78,9
Ontario	1980-1982	72,3	79,0
RFA	1981	70,2	76,8
Suède	1981	73,1	79,1
France	1981	70,4	78,5
USA	1980	70,0	77,5
Islande	1979-1980	73,7	79,7

Source: Statistique Canada, Tables de mortalité, Canada et provinces.
Monnier, Alain, «La conjoncture démographique: l'Europe et les pays développés d'outre-mer» in *Population*, 1984.
Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Tableau 10

Taux de mortalité infantile, Québec, 1971-1983

Année	Taux de mortalité		
	Masculin	Féminin	Total
	‰ naissances vivantes		
1971	19,4	15,1	17,3
1972	19,0	15,4	17,2
1973	17,4	13,5	15,5
1974	16,0	12,8	14,5
1975	15,4	11,3	13,4
1976	12,3	10,6	11,5
1977	12,9	10,8	11,9
1978	12,8	10,1	11,5
1979	11,7	8,8	10,3
1980	10,6	8,6	9,6
1981	9,0	7,7	8,3
1982	10,4	7,6	9,0
1983	8,3	6,8	7,6

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Tableau 11

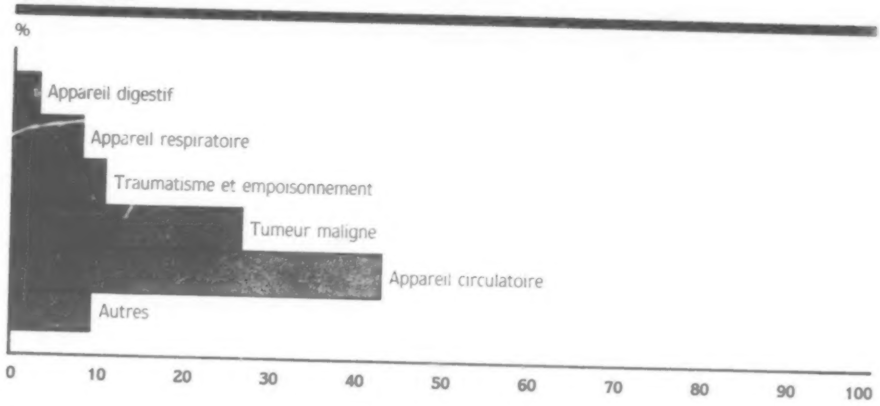
Taux de mortalité infantile, dans quelques États, à une année donnée

		Taux de mortalité
		‰ naissances vivantes
Québec	1983	7,6
Canada	1982	9,1
Ontario	1982	8,3
RFA	1983	10,3
Finlande	1981	6,5
France	1983	9,0
USA	1983	10,9
Japon	1982	6,6

Source: Monnier, Alain. «La conjoncture démographique: l'Europe et les pays développés d'outre-mer» in *Population, 1984.*
Statistique Canada. *La statistique de l'état civil*, vol. I: *Naissances et décès* (84-204).
Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 5a

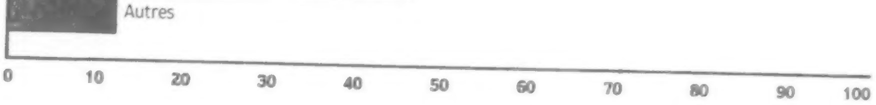
Répartition des décès selon la cause, sexe masculin, Québec, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Figure 5b

Répartition des décès selon la cause, sexe féminin, Québec, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 12

Indices globaux de la fécondité du moment, Québec, 1961-1983

Année	Indice synthétique de fécondité	Âge moyen
	enfants par femme	années
1961	3.774	28.92
1962	3.664	28.87
1963	3.549	28.77
1964	3.411	28.76
1965	3.063	28.68
1966	2.717	28.53
1967	2.441	28.32
1968	2.270	28.18
1969	2.186	28.09
1970	2.077	28.00
1971	1.986	27.94
1972	1.822	27.87
1973	1.800	27.70
1974	1.786	27.61
1975	1.817	27.41
1976	1.805	27.32
1977	1.752	27.38
1978	1.711	27.41
1979	1.752	27.43
1980	1.680	27.40
1981	1.622	27.42
1982	1.525	27.37
1983	1.454	27.39

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Tableau 13

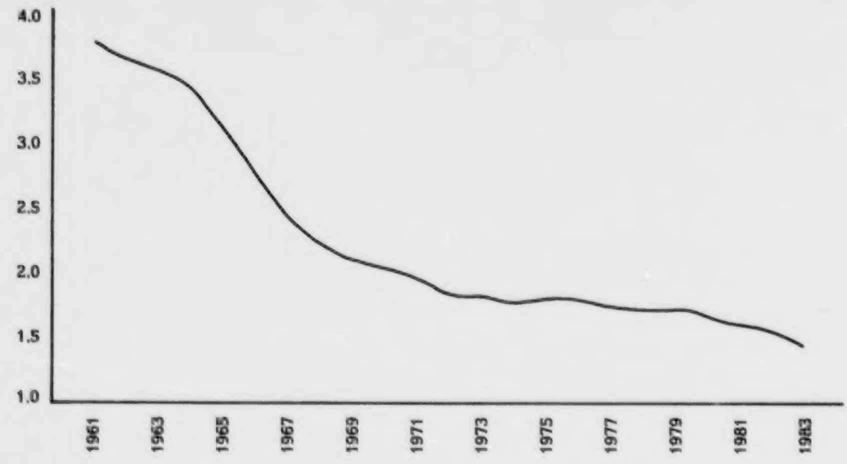
Indice synthétique de fécondité, dans quelques États, à une année donnée

		Indice synthétique de fécondité
Québec	1983	1.45
Ontario	1983	1.58
Canada	1983	1.66
RFA	1983	1.32
Suède	1982	1.62
France	1983	1.82
Italie	1982	1.57
USA	1982	1.81

Source: Monnier, Alain, «*La conjoncture démographique: l'Europe et les pays développés d'outre-mer*» in *Population*, 1984.
Statistique Canada, *La statistique de l'état civil*, vol. I: *Naissances et décès* (84-204).
Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 6

Indice synthétique de fécondité, Québec, 1961-1983



Source: Tableau 12.

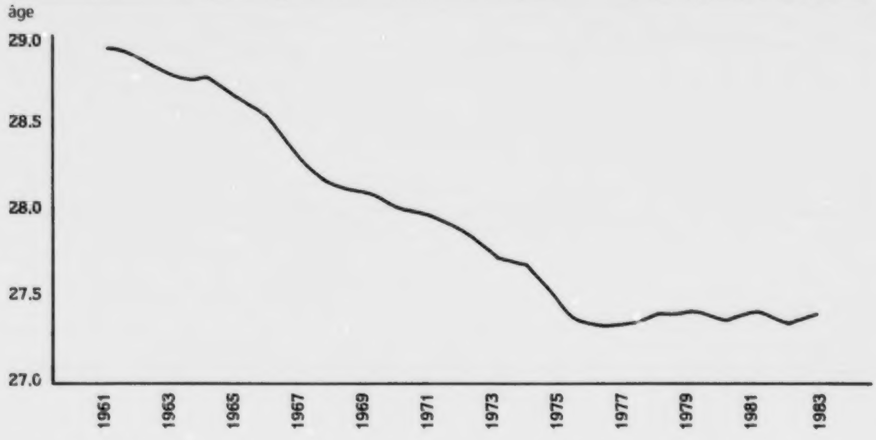
Tableau 14

Taux de fécondité par groupe d'âge, Québec, 1970-1982

Année	Taux de fécondité							Indice synthétique de fécondité
	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	
	‰							
1970	21.8	119.8	137.8	81.4	41.0	12.4	1.1	2.077
1971	21.0	113.0	134.8	79.6	36.8	11.1	0.8	1.986
1972	19.0	101.4	129.3	73.4	31.6	8.8	0.8	1.822
1973	18.9	100.1	133.3	71.3	28.7	7.2	0.5	1.800
1974	18.0	98.8	136.2	72.3	25.3	6.0	0.5	1.786
1975	20.2	101.8	140.7	71.6	23.3	5.2	0.5	1.817
1976	21.1	102.0	139.3	71.1	22.6	4.5	0.3	1.805
1977	19.0	97.1	137.9	70.4	22.0	3.6	0.4	1.752
1978	17.1	94.0	136.3	71.4	19.7	3.4	0.3	1.711
1979	17.1	95.1	141.1	73.3	20.5	3.0	0.2	1.752
1980	16.0	92.7	135.1	69.6	19.5	2.9	0.2	1.680
1981	15.1	88.3	131.7	68.1	18.1	2.8	0.2	1.622
1982	15.3	84.2	122.1	62.9	17.7	2.7	0.1	1.525
1983	13.5	79.9	118.1	60.9	15.9	2.3	0.2	1.454

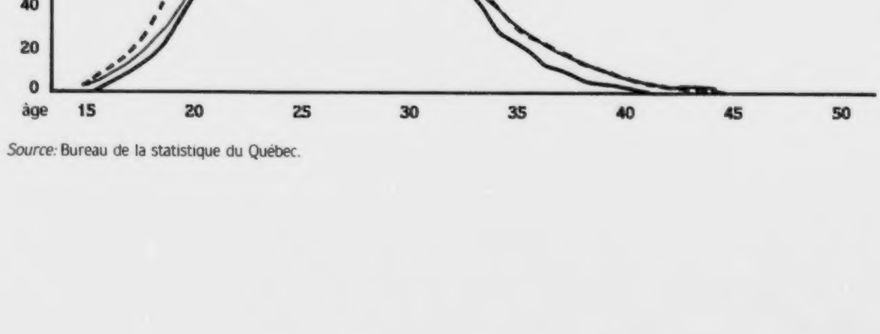
Source: Bureau de la statistique du Quebec. Service de l'analyse et de la prevision demographiques.

Figure 7
**Âge moyen à la maternité,
Québec, 1961-1983**



Source: Tableau 12.

Figure 8
**Taux de fécondité par âge,
Québec, 1976, 1981 et 1983**



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 15

Naissances selon le rang, Québec, 1981-1983

Rang	1981		1982		1983	
	n	%	n	%	n	%
1er	44 401	46.6	42 722	47.2	41 482	47.3
2e	34 146	35.8	32 213	35.6	31 450	35.8
3e	12 590	13.2	11 675	12.9	11 068	12.6
4e	2 930	3.1	2 850	3.1	2 694	3.1
5e	724	0.8	640	0.7	653	0.7
6e et plus	456	0.5	440	0.5	392	0.5
Total	95 247	100.0	90 540	100.0	87 739	100.0

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prevision demographiques.

Tableau 16

Naissances vivantes selon le statut des parents, Québec, 1970-1983

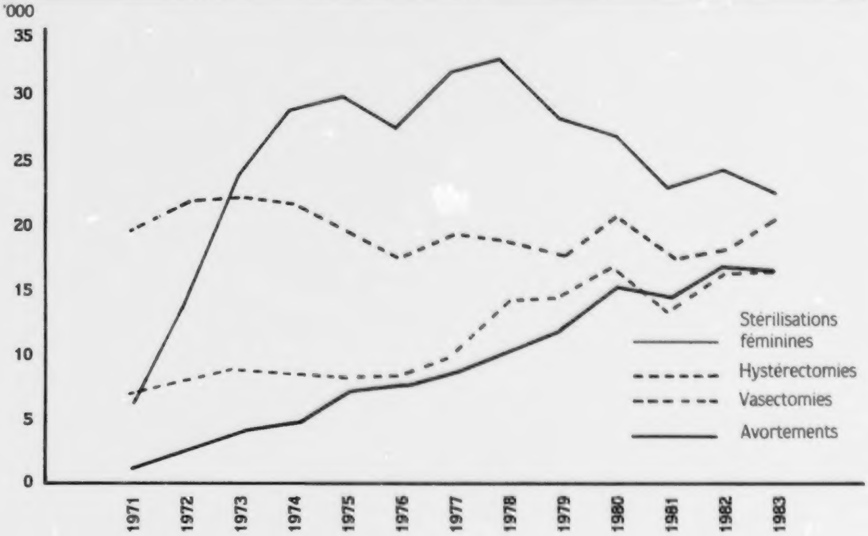
Année	Naissances					
	De parents mariés[1]		Hors mariage		Totales	
	n	%	n	%	n	%
1970	88 592	92.0	7 671	8.0	96 263	100.0
1971	86 072	91.8	7 671	8.2	93 743	100.0
1972	81 367	92.3	6 751	7.7	88 118	100.0
1973	82 641	92.4	6 771	7.6	89 412	100.0
1974	84 424	92.3	7 009	7.7	91 433	100.0
1975	87 764	91.2	8 504	8.8	96 268	100.0
1976	88 461	90.3	9 561	9.7	98 022	100.0
1977	87 068	89.5	10 198	10.5	97 266	100.0
1978	85 387	88.8	10 815	11.2	96 202	100.0
1979	87 294	87.4	12 599	12.6	99 893	100.0
1980	84 010	86.2	13 488	13.8	97 498	100.0
1981	80 431	84.4	14 816	15.6	95 247	100.0
1982	74 041	81.8	16 499	18.2	90 540	100.0
1983	69 874	79.6	17 865	20.4	87 739	100.0

1. Jusqu'en 1975, il s'agit de naissances issues de parents mariés l'un à l'autre. À partir de 1975, il s'agit de l'état matrimonial de la mère (mariée à l'exclusion de séparée légalement).

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 9

Nombre d'avortements et de stérilisations, Québec, 1971-1983



Source: Tableaux 17 et 19.

Tableau 17

Nombre d'avortements thérapeutiques, rapport pour 100 naissances vivantes et indice synthétique des avortements thérapeutiques, Québec, 1971-1983

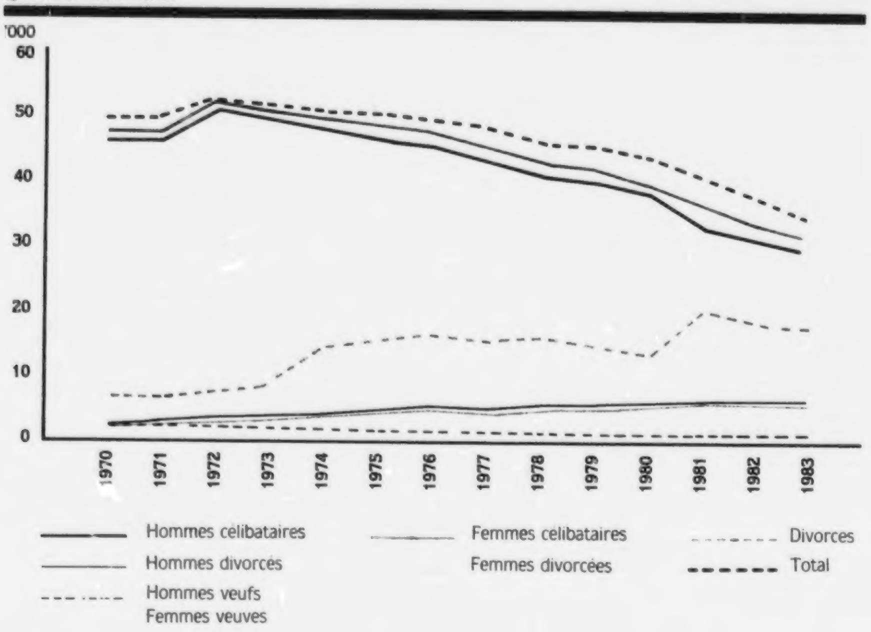
Année	Avortements thérapeutiques[1]	Rapport	Indice synthétique
	n	% naissances	
1971	1 275	1.4	. .
1972	2 412	2.7	. .
1973	2 774	3.1	0.063
1974	4 093	4.5	0.085
1975	5 280	5.6	0.105
1976	7 139	7.3	0.133
1977	8 069	8.3	0.146
1978	9 704	10.2	0.174
1979	11 488	11.8	0.203
1980	14 288	14.7	0.248
1981	14 193	14.9	0.244
1982	15 385	17.0	0.265
1983	15 200	17.3	0.263

1. Nombre d'avortements thérapeutiques effectués par l'ensemble des médecins, dans le cadre de l'assurance-maladie (rémunération à l'acte). Il s'agit du rôle 1 seulement (intervention principale).

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec.
Bureau de la statistique du Québec. Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 10

Nombre de mariages selon l'état matrimonial et le sexe, et nombre de divorces, Québec, 1970-1983



Source: Tableau 20.

Tableau 18

Rapport des avortements provoqués légalement, dans quelques États, à une année donnée

		Rapport des avortements
		% naissances vivantes
Québec	1982	17,0
	1983	17,3
Ontario	1982	25,2
Canada	1982	17,8
Danemark	1982	40,8
Pays-Bas	1981	10,9
Italie	1982	38,0
USA	1980	43,2
France	1982	22,7
RFA	1982	14,7

Source: Monnier, Alain. «La conjoncture démographique: l'Europe et les pays développés d'outre-mer in *Population, 1984*.
Statistique Canada. *Avortements therapeutiques* (82-211).
Bureau de la statistique du Québec. Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Tableau 19

Nombre[1] et indice synthétique des hystérectomies, des stérilisations féminines et des vasectomies, Québec, 1971-1983

Année	Hystérectomies	Stérilisations féminines	Vasectomies	Indice synthétique		
				Hystérectomies[2]	Stérilisations féminines	Vasectomies
	n					
1971	19 376	5 705	6 527	..	..	..
1972	20 144	13 389	..	..	..	..
1973	21 857	23 425	8 647	..	..	..
1974	20 576	28 394	8 305	..	..	..
1975	19 549	28 806	8 157	..	..	..
1976	17 368	27 395	7 771	0.342	0.627	0.192
1977	19 476	31 806	9 991	0.376	0.702	0.247
1978	19 125	32 368	13 777	0.368	0.695	0.328
1979	17 786	27 477	14 161	0.338	0.572	0.332
1980	20 196	26 705	15 317	0.380	0.540	0.342
1981	17 338	23 517	13 000	0.322	0.459	0.278
1982	17 779	24 637	15 541	0.321	0.469	0.320
1983	20 158	23 287	15 134	0.333	0.433	0.309

1. Nombre de certains actes chirurgicaux dispensés par l'ensemble des médecins, dans le cadre de l'assurance-maladie (rémunération à l'acte). Il s'agit du rôle 1 seulement (intervention principale).
2. Cumul des taux jusqu'à 49 ans.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Tableau 20

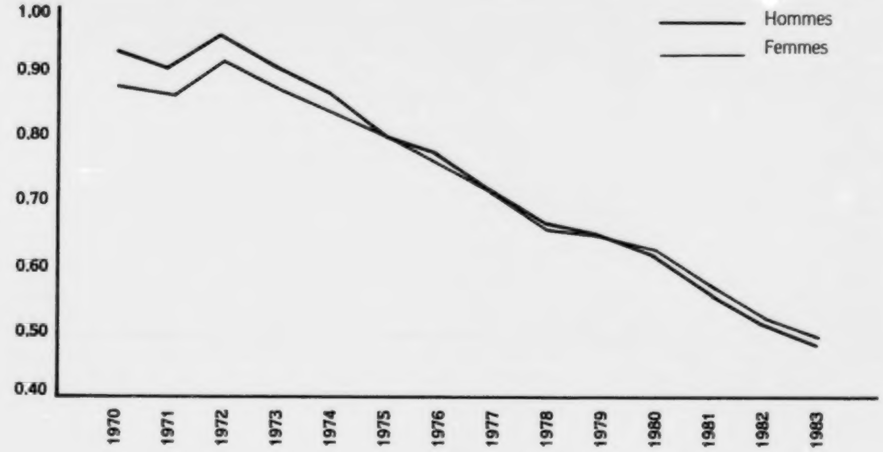
Répartition des mariages selon l'état matrimonial et le sexe, et nombre de divorces, Québec, 1970-1983

Année	Mariages							Divorces
	Hommes			Femmes			Total	
	Célibataires	Veufs	Divorcés	Célibataires	Veuves	Divorcées		
	n							
1970	46 135	1 736	1 736	46 730	1 687	1 190	49 607	4 865
1971	46 111	1 778	1 806	46 708	1 708	1 279	49 695	5 203
1972	50 189	1 738	2 040	50 764	1 722	1 481	53 967	6 426
1973	48 067	1 674	2 392	48 720	1 585	1 828	52 133	8 091
1974	47 146	1 673	3 071	48 036	1 558	2 296	51 890	12 272
1975	46 064	1 688	3 938	47 115	1 570	3 005	51 690	14 093
1976	45 020	1 530	4 411	46 030	1 507	3 424	50 961	15 186
1977	42 398	1 434	4 350	43 351	1 445	3 386	48 182	14 501
1978	40 095	1 413	4 681	41 132	1 358	3 609	46 189	14 865
1979	39 889	1 405	4 860	41 092	1 293	3 769	46 154	14 379
1980	38 644	1 376	4 829	39 809	1 265	3 775	44 849	13 899
1981	34 829	1 236	4 941	36 006	1 155	3 845	41 006	19 193
1982	32 551	1 069	4 740	33 530	991	3 839	38 360	18 579
1983	30 378	1 026	4 743	31 406	927	3 814	36 147	17 365

Source: Statistique Canada et Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 11

Indice synthétique de nuptialité des célibataires, Québec, 1970-1983



Source: Tableau 21.

Tableau 21

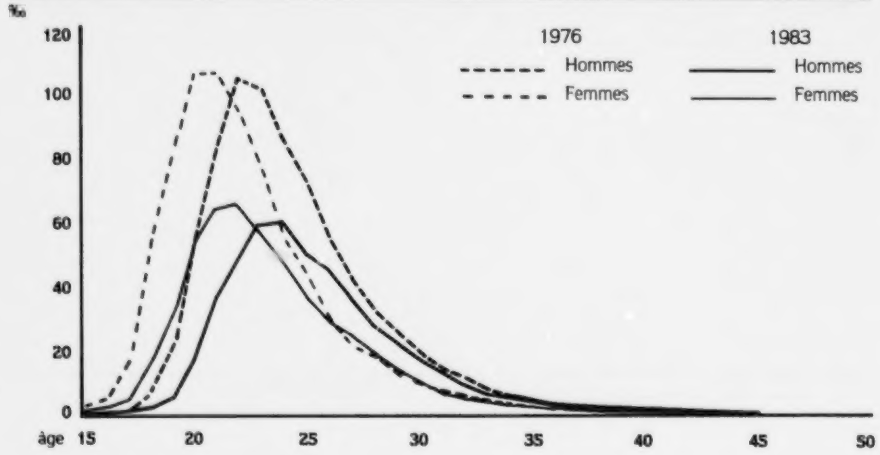
Indice synthétique de nuptialité des célibataires et âge moyen au premier mariage, Québec, 1970-1983

Année	Indice synthétique de nuptialité des célibataires		Âge moyen au premier mariage (en années)	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1970	0.920	0.878	25.59	23.53
1971	0.906	0.863	25.56	23.56
1972	0.965	0.923	25.35	23.21
1973	0.907	0.871	25.40	23.27
1974	0.873	0.840	25.16	23.28
1975	0.807	0.807	25.34	23.38
1976	0.792	0.775	25.48	23.47
1977	0.729	0.716	25.63	23.61
1978	0.681	0.673	25.67	23.62
1979	0.668	0.668	25.80	23.79
1980	0.639	0.642	25.84	23.83
1981	0.571	0.579	25.99	24.06
1982	0.528	0.537	26.14	24.12
1983	0.491	0.502	26.49	24.52

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 12

Taux de nuptialité des célibataires, Québec, 1976 et 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 22

Indice synthétique de nuptialité des célibataires, dans quelques États, à une année donnée

		Hommes	Femmes
Québec	1983	0,491	0,502
Canada	1982	0,656	0,663
Québec	1982	0,528	0,537
RFA	1982	0,603	0,619
Danemark	1982	0,448	0,480
France	1982*	0,631	0,658
Suède	1981	0,493	0,526

Source: Monnier, Alain. «La conjoncture démographique: l'Europe et les pays développés d'outre-mer» in *Population, 1984.*
Bureau de la statistique du Québec. Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Tableau 23

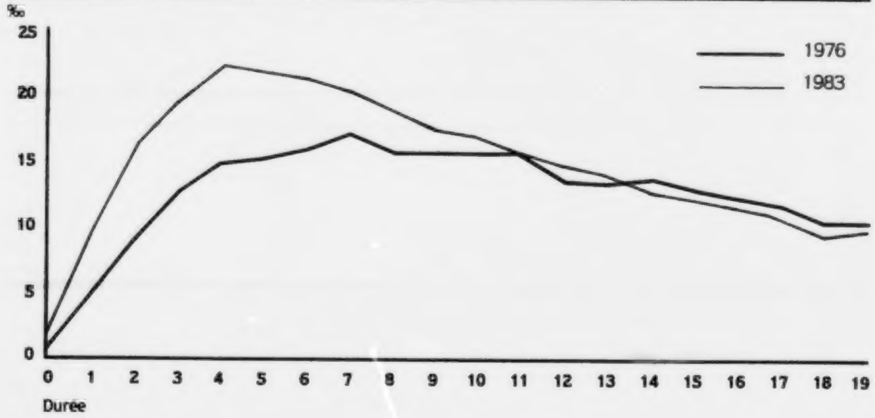
Nombre de divorces et indice synthétique de divortialité, Québec, 1969-1983

Année	Divorces	Indice synthétique de divortialité
	n	% mariages
1969	2 947	8,7
1970	4 865	13,9
1971	5 203	14,5
1972	6 426	17,6
1973	8 091	22,0
1974	12 272	32,3
1975	14 093	36,5
1976	15 186	38,2
1977	14 501	35,5
1978	14 865	35,5
1979	14 379	34,1
1980	13 899	31,8
1981	19 193	44,3
1982	18 579	42,0
1983	17 365	39,1

Source: Statistique Canada (série des divorces). Bureau de la statistique du Québec. Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 13

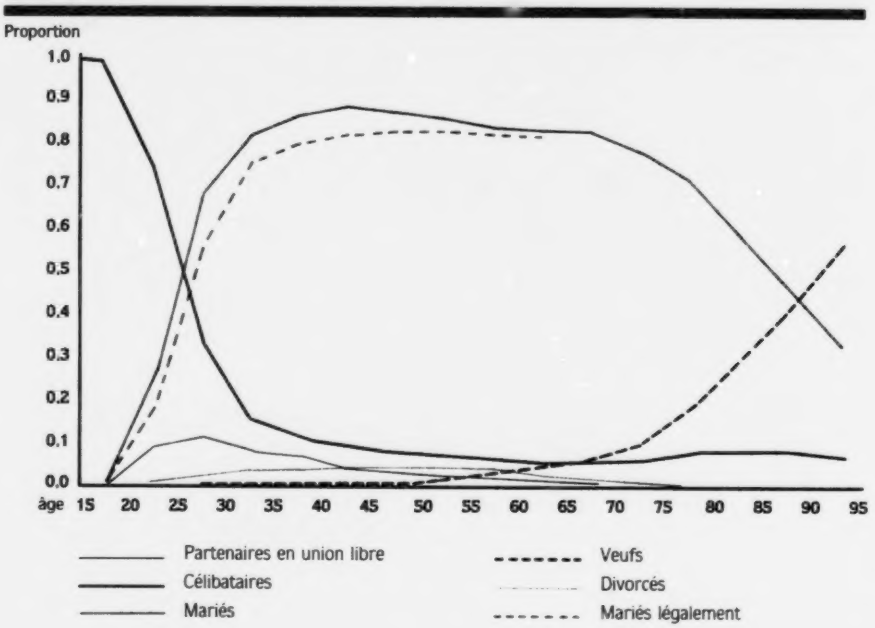
Taux de divortialité par durée de mariage, Québec, 1976 et 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Figure 14a

État matrimonial selon le groupe d'âge, sexe masculin, Québec, 1981



Source: Tableau 26.

Tableau 24

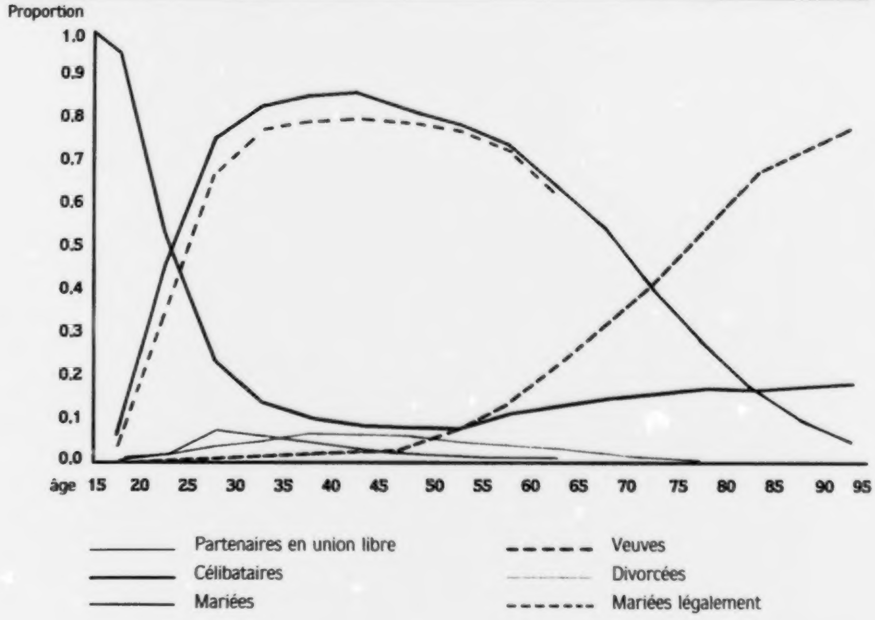
Indice synthétique de divortialité, dans quelques États, à une année donnée

		Indice synthétique de divortialité
		% mariages
Québec	1983	39
Canada	1982	37
Suède	1981	43
Angleterre-Galles	1981	39
France	1980	25
RFA	1982	27

Source: Monnier, Alain. «La conjoncture démographique: l'Europe et les pays développés d'outre-mer» in *Population, 1984*. Bureau de la statistique du Québec. Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 14b

État matrimonial selon le groupe d'âge, sexe féminin, Québec, 1981



Source: Tableau 26.

Tableau 25

Population de 15 ans et plus selon le sexe et l'état matrimonial[1], Québec, 1981

État matrimonial		Hommes		Femmes		Total	
		n					
Célibataires	n	810 835		714 380		1 525 215	
	%	33,0		27,6		30,2	
Ensemble des mariés	n	1 540 355	(100,0)	1 551 405	(100,0)	3 091 760	(100,0)
	%	62,7		60,0		61,3	
Mariés légalement	n	1 419 125	(9[illegible]1)	1 430 290	(92,2)	2 849 415	(92,2)
	%	57,8		55,3		56,5	
Partenaires en union libre	n	121 230	(7,9)	121 115	(7,8)	242 345	(7,8)
	%	4,9		4,7		4,8	
Veufs	n	51 650		240 765		292 410	
	%	2,1		9,3		5,8	
Divorcés	n	53 230		80 065		133 295	
	%	2,2		3,1		2,6	
Total	n	2 456 065		2 586 610		5 042 680	
	%	100,0		100,0		100,0	

1. Les partenaires en union libre comprennent des célibataires, des mariés légalement (séparés), des veufs et des divorcés. L'ensemble des mariés comprend les mariés légalement et les partenaires en union libre.

Source: Statistique Canada. *Recensement de 1981* (92-901) et tableaux spéciaux.

Tableau 26

État matrimonial selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1981

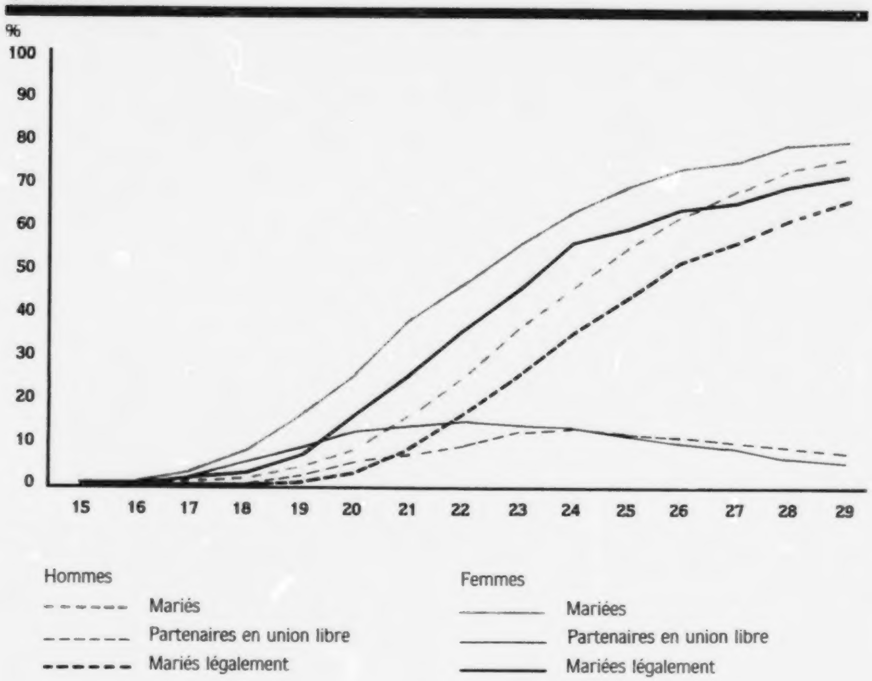
Groupe d'âge et sexe	Célibataires	Mariés			Veufs	Divorcés	Total
		Légalement	Pul[1]	Total			
Hommes	0,481	0,448	0,038	0,486	0,016	0,017	1,000
0-14 ans	1,000	...	...	...	...	...	1,000
15-19 ans	0,988	0,005	0,007	0,012	0,000	0,000	1,000
20-24 ans	0,738	0,169	0,090	0,259	0,000	0,002	1,000
25-29 ans	0,326	0,551	0,109	0,660	0,001	0,014	1,000
30-34 ans	0,163	0,736	0,074	0,810	0,001	0,026	1,000
35-39 ans	0,109	0,795	0,057	0,852	0,002	0,037	1,000
40-44 ans	0,096	0,814	0,042	0,856	0,005	0,043	1,000
45-49 ans	0,093	0,821	0,033	0,854	0,009	0,044	1,000
50-54 ans	0,093	0,823	0,026	0,849	0,018	0,040	1,000
55-59 ans	0,092	0,826	0,020	0,846	0,029	0,033	1,000
60-64 ans	0,087	0,826	0,015	0,841	0,048	0,025	1,000
65-69 ans	0,091	..		0,814	0,077	0,019	1,000
70-74 ans	0,094	..		0,776	0,117	0,013	1,000
75-79 ans	0,097	..	0,011	0,704	0,191	0,009	1,000
80-84 ans	0,098	..		0,593	0,303	0,006	1,000
85-89 ans	0,091	..		0,463	0,443	0,003	1,000
90 ans et +	0,088	..		0,316	0,591	0,005	1,000
15 ans et +	0,330	0,578	0,049	0,627	0,021	0,022	1,000
Femmes	0,427	0,438	0,037	0,475	0,074	0,025	1,000
0-14 ans	1,000	...	...	...	...	...	1,000
15-19 ans	0,945	0,023	0,031	0,054	0,001	0,000	1,000
20-24 ans	0,531	0,338	0,123	0,461	0,001	0,007	1,000
25-29 ans	0,223	0,652	0,093	0,745	0,003	0,029	1,000
30-34 ans	0,132	0,756	0,057	0,813	0,007	0,049	1,000
35-39 ans	0,100	0,780	0,043	0,823	0,013	0,064	1,000
40-44 ans	0,091	0,788	0,032	0,820	0,025	0,064	1,000
45-49 ans	0,092	0,780	0,025	0,805	0,046	0,057	1,000
50-54 ans	0,095	0,755	0,020	0,776	0,083	0,046	1,000
55-59 ans	0,101	0,708	0,014	0,722	0,142	0,035	1,000
60-64 ans	0,115	0,627	0,011	0,638	0,224	0,023	1,000
65-69 ans	0,138	..		0,529	0,318	0,015	1,000
70-74 ans	0,153	..		0,406	0,432	0,009	1,000
75-79 ans	0,160	..	0,006	0,286	0,548	0,005	1,000
80-84 ans	0,162	..		0,178	0,657	0,003	1,000
85-89 ans	0,165	..		0,100	0,733	0,002	1,000
90 ans et +	0,170	..		0,051	0,777	0,002	1,000
15 ans et +	0,276	0,553	0,047	0,600	0,093	0,031	1,000

1. Partenaires en union libre.

Source: Statistique Canada. Recensement du Canada de 1981. *Âge, sexe et état matrimonial*, (92-901). Tableaux spéciaux.

Figure 15

Mariés et partenaires en union libre chez les jeunes, Québec, 1981



Source: Statistique Canada.

Tableau 27

Proportion de femmes vivant en union libre par groupe d'âge, dans quelques États, 1981

		15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-49 ans
				%			
Québec	1981	3,1	12,3	9,3	5,7	4,3	3,2
France	1981	1,2	8,2	5,1	2,1	1,0	0,8
Suède	1981	..	44	31	14	10	7
Grande-Bretagne	1979	..	5	4	2	2	1

Source: «Douzième rapport sur la situation démographique de la France» in *Population*, 1983.

Tableau 28

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1971-72 à 1983-84

Année censitaire[1]	Migrations internationales			Migrations interprovinciales			Migration nette totale
	Immigration	Émigration	Migration nette	Entrées	Sorties	Migration nette	
	n						
1971-72 à 1975-76	**127 470**	**82 085**	**45 385**	**185 926**	**263 536**	**– 77 610**	**– 32 225**
1971-72	17 904	15 190	2 714	38 810	59 271	– 20 461	– 17 747
1972-73	18 815	14 317	4 498	35 594	55 666	– 20 072	– 15 574
1973-74	32 452	19 303	13 149	40 773	55 909	– 15 136	– 1 987
1974-75	31 670	18 246	13 424	37 834	47 133	9 299	4 125
1975-76	26 629	15 029	11 600	32 915	45 557	12 642	– 1 042
1976-77 à 1980-81	**99 826**	**43 439**	**56 387**	**123 259**	**279 755**	**– 156 496**	**– 100 109**
1976-77	25 699	8 327	17 372	28 867	55 233	– 26 366	– 8 994
1977-78	16 877	10 557	6 320	23 945	70 374	– 46 429	– 40 109
1978-79	14 602	10 316	4 286	25 524	56 408	30 884	– 26 598
1979-80	23 255	8 047	15 208	22 018	51 994	– 29 976	– 14 768
1980-81	19 393	6 192	13 201	22 905	45 746	– 22 841	– 9 640
1981-82 à 1983-84	**57 717**	**22 919**	**34 798**	**73 557**	**143 102**	**– 69 545**	**– 34 747**
1981-82	23 499	6 892	16 607	21 349	47 139	– 25 790	– 9 183
1982-83	19 239	8 324	10 915	20 881	45 559	– 24 678	– 13 763
1983-84	14 979p	7 703p	7 276p	31 327p	50 404p	– 19 077p	– 11 801p

1. Du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante.

Source: Statistique Canada, Division de la démographie.

Tableau 29

Répartition des immigrants admis selon les dix principaux pays de naissance, Québec, 1983

Pays de naissance	Immigrants admis	
	n	%
Haïti	2 754	16.8
Vietnam	1 154	7.0
France	857	5.8
El Salvador	903	5.5
Pologne	722	4.4
États-Unis	601	3.7
Inde	588	3.6
Kampouchea	596	3.6
Maroc	405	2.5
Liban	356	2.2
Autres pays	7 348	44.9
Total	**16 374**	**100.0**

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Tableau 30

Flux migratoires interprovinciaux, Canada, 1983-84[1]

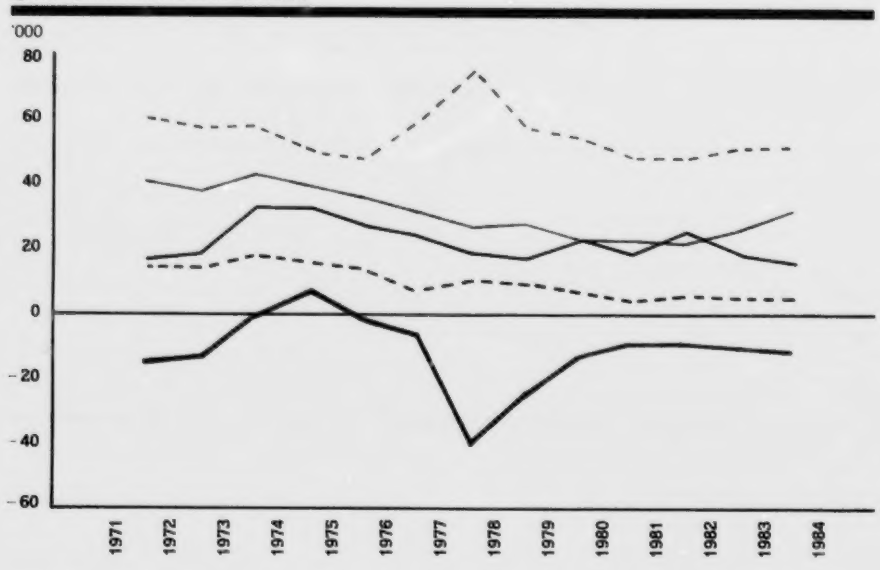
Province d'origine	Province de destination							
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.
	n							
Terre-Neuve	–	160	2 089	693	512	4 614	300	145
Ile-du-Prince-Edouard	195	..	737	625	72	896	70	50
Nouvelle-Ecosse	1 306	773	–	2 871	1 250	7 606	643	420
Nouveau-Brunswick	557	561	3 323	–	2 439	5 138	521	293
Québec	289	199	1 637	2 958	–	36 216	836	510
Ontario	3 372	1 049	6 844	4 896	16 469	–	6 722	3 237
Manitoba	197	79	639	415	623	7 535	–	3 813
Saskatchewan	129	54	418	239	586	3 473	3 082	–
Alberta	1 969	728	5 573	2 885	6 701	34 775	6 743	12 954
Colombie-Britannique	519	131	2 036	1 104	2 465	16 054	3 831	4 717
Yukon	65	10	8	39	51	487	122	93
Territoires du Nord-Ouest	185	34	137	110	159	708	201	316
Total des entrées	**8 783**	**3 778**	**23 441**	**16 835**	**31 327**	**117 502**	**23 071**	**26 548**
Solde migratoire	**– 2444**	**484**	**4 668**	**1 387**	**– 19 077**	**42 078**	**– 708**	**4 202**

1. Année se terminant le 31 mai 1984. Estimation postcensitaire provisoire.

Source: Statistique Canada, Division de la démographie.

Figure 16

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1971-1972 à 1983-1984



Migrations internationales — Immigration; Émigration

Migrations interprovinciales — Entrées; Sorties

Migration nette totale

Source: Tableau 28.

Province d'origine	Province de destination				Total des sorties
	Alb.	C.B.	Yukon	T.-N.-O.	
			n		
Terre-Neuve	1 724	768	36	186	11 227
Île-du-Prince-Édouard	491	122	8	28	3 294
Nouvelle-Écosse	2 161	1 586	43	114	18 773
Nouveau-Brunswick	1 644	903	23	46	15 448
Québec	3 798	3 710	30	221	50 404
Ontario	17 071	14 992	255	517	75 424
Manitoba	5 135	5 028	35	280	23 779
Saskatchewan	8 941	5 089	114	221	22 346
Alberta	—	32 642	501	1 292	106 763
Colombie-Britannique	21 462	—	1 113	542	53 974
Yukon	660	1 486	—	61	3 082
Territoires-du-Nord-Ouest	892	773	192	—	3 707
Total des entrées	63 979	67 099	2 350	3 508	388 221
Solde migratoire	– 42 784	13 125	– 732	– 199	—

L'évolution socio-culturelle du Québec
de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui

par Marcel Fournier*

De la monographie maintenant classique du sociologue américain Everett C. Hughes, *La Rencontre de Deux Mondes* (1943) à l'étude récente de Colette Moreux, *Douceville en Québec. La Modernisation d'une tradition* (1982), il est question de l'entrée, à la fois nécessaire et impossible, du Québec dans la Modernité. Plus que toute autre notion, celle de «modernisation» a été largement utilisée pour qualifier l'évolution de cette société qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale cherche à quitter le monde de la tradition pour s'insérer dans la voie du développement et devenir une société moderne (urbaine, technique, etc.).

Dans cette perspective, la modernisation de la société québécoise apparaît étroitement associée à son industrialisation et aussi à son urbanisation; plus précisément, elle qualifie divers processus qui sont corrélatifs de ces transformations structurelles et morphologiques: d'abord une mobilisation de la population (mobilité géographique et sociale de groupes sociaux, transfert des emplois et des qualifications, etc.), ensuite une différenciation sociale (des sous-systèmes sociaux et aussi des rôles et des statuts) et enfin une laïcisation des institutions (séparation de l'Église et de l'État, autonomie des institutions scolaires, culturelles et scientifiques, etc.) Quel que soit leur rythme, ces divers changements exigent et entraînent, au niveau des modes de vie et de pensée, une plus grande individualisation et, au niveau de la gestion des ressources tant individuelles que collectives (État), une plus grande rationalisation.

Même si au Québec l'industrialisation s'amorce au milieu du siècle dernier, l'on n'en reconnaît pas moins habituellement que la modernisation de la vie sociale et politique s'opère au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et qu'elle devient manifeste au début des années soixante au moment de la «Révolution tranquille». Au cours de cette décennie, les sciences sociales connaissent un développement rapide et fournissent alors un premier effort d'«objectivation» : elle identifient et expliquent le «retard» de la société québécoise et, entraînées dans le débat politique, elles contribuent à l'élaboration d'une nouvelle idéologie, celle du «rattrapage». À la fois témoins et critiques de divers changements que connaît la société québécoise, ces «nouvelles» disciplines participent d'un mouvement culturel plus large dont la principale contribution est d'imposer un nouveau rapport à la réalité, basé sur l'acquisition, par la collecte de données objectives, d'une connaissance exacte : la recherche de solutions aux divers problèmes, tant techniques que sociaux, exige le recours non plus à la doctrine ou à la seule tradition mais à la science.

---

* L'auteur est professeur agrégé au département de sociologie de l'université de Montréal.

Au plan culturel, la modernisation de la société québécoise correspond à la disparition de la culture traditionnelle et à la marginalisation du mode de vie rural. La nouvelle dynamique culturelle qu'introduit ce changement est d'autant plus complexe qu'apparaît une diversification culturelle plus grande (niveaux de scolarité, modes de vie, etc.) de groupes et de classes sociales, que se développent de nouveaux modes de production et de diffusion de la culture (mass media et industries de la culture) et que se multiplient les lieux de création intellectuelle, artistique et scientifique.

Pour caractériser l'évolution socio-culturelle du Québec de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui, il ne suffit donc que de dire qu'elle se résume dans le passage de la Tradition à la Modernité : le Québec ne sera pas encore entré dans cette Modernité que celle-ci apparaîtra déjà dépassée! Ce qui change c'est plus que le «paysage» culturel de la société québécoise: avec l'intervention directe de l'État, l'implication du milieu de l'industrie et des affaires et la participation-mobilisation de divers groupes sociaux, sont mises en place de nouvelles conditions de production, de diffusion et de consommation de la culture. Cette intervention de l'État et cette mobilisation de groupes sociaux ont une signification d'autant plus grande qu'au Québec elles acquièrent une dimension politico-culturelle particulière : en raison même de l'insertion de cette société dans le contexte canadien et nord-américain, aucun changement culturel ne peut échapper à la question nationale, il met toujours en question l'identité nationale elle-même.

L'entrée dans la Modernité ou la fin de la tradition

La rencontre de deux mondes

L'une des premières formes que prend l'adhésion à la Modernité est l'élaboration d'une idéologie, celle du progrès; elle est une volonté d'entrer dans le «monde moderne», c'est-à-dire, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, dans le monde de l'industrie, de la technique, de la science et de la ville. Même si au Québec l'on dénonce pendant longtemps les méfaits de l'industrialisation et les dangers de la grande ville, le projet de «modernisation» est très tôt porté par des groupes d'intellectuels, d'hommes d'affaires et aussi d'hommes politiques : l'une des manifestations les plus éclatantes de ce projet est la création en 1920 de l'université de Montréal et, à partir des années trente, la construction d'une université moderne (et à l'architecture Modern Style) sur le Mont-Royal.

Mais déjà depuis plusieurs années, à la suite du mouvement de concentration des entreprises et du développement d'un capitalisme de monopole, l'on s'est alarmé et efforcé de combler de nombreuses carences manifestes du système d'enseignement: création de l'École polytechnique et de l'École des hautes études commerciales, mise en place d'un réseau d'écoles techniques, ouverture d'écoles d'arpentage et de foresterie à l'université Laval, etc. À la génération des Athanase David, Victor Doré et Édouard Montpetit, de ces intellectuels qui, au cours des années vingt sont étroitement associés à l'action du gouvernement libéral de Lomer Gouin, le «destin du Canada français» apparaît dépendant d'une transformation du système d'enseignement secondaire (collège classique) et supérieur et, plus largement, d'une modification profonde des mentalités : culte de la compétence, familiarité avec la technique et la science, esprit d'initiative, etc.

Mais en même temps que l'on s'ouvre au monde extérieur et que l'on s'informe des dernières innovations techniques et scientifiques réalisées en Europe ou aux États-Unis, l'on demeure toujours fidèle au passé. Même chez les «Modernes», la défense de la modernité, de la science et du progrès ne signifie ni ne conduit à une rupture totale : pas plus que l'obtention d'une formation universitaire et scientifique ne fait perdre la foi, la recherche du changement ne conduit au rejet global des valeurs traditionnelles. Pendant un long moment, la société québécoise et ses classes dirigeantes apparaîtront écartelées entre un passé indépassable et un futur inaccessible : elle demeurera, pour reprendre l'expression d'E.C. Hughes, à la «rencontre de deux mondes».

La crise de la culture traditionnelle

Du Québec d'avant la Seconde Guerre mondiale, l'on a habituellement l'image folklorique d'une société rurale, profondément traditionnelle et fermée sur elle-même : prédominance des occupations agricoles et économie de subsistance, organisation sociale centrée sur la parenté, le rang et le village, grande autorité du clergé et forte influence de la religion, faible différenciation sociale, etc. Les peintres québécois, pensons à Clarence Gagnon dans son illustration de *Maria Chapdelaine*, ont, sur leurs toiles, immortalisé, en les idéalisant, ces paysages du Québec rural : maisons canadiennes isolées, fermes et vieilles granges, petit village autour d'une église, scènes de la vie quotidienne en milieu rural, etc. Le Québec a été longtemps une société rurale où l'agriculture tenait une place importante non seulement dans l'économie mais aussi dans le système de valeurs : encore en 1941, plus du quart de la population, par comparaison à 5,6% en 1971, vivait sur des fermes[1]. Tous ceux qui ont observé le Québec rural entre 1930 et 1950, les Miner, Hughes, Falardeau, Rioux, constatent qu'il s'agit de «l'habitat de la société rurale le plus stable et le plus traditionnaliste de l'Amérique du Nord».

Mais ils reconnaissent en même temps qu'on y trouve de grandes industries modernes et des «masses urbaines inquiètes[2]». À ces observateurs, la situation apparaît dramatique: la collectivité québécoise francophone se trouve brusquement confrontée à un mouvement d'industrialisation dont les agents sont étrangers et, face à cette «révolution industrielle tardive», elle maintient une mentalité et des institutions qui «orientées vers une autre et précédente condition économique» ne répondent plus aux «exigences plus variées et plus hautement techniques de la vie métropolitaine et industrielle»[3]. Il y a «antinomie entre la civilisation urbaine et américaine et l'identité religieuse et culturelle du Canada français»[4]. L'un des meilleurs exemples que l'on puisse apporter de ce «retard culturel» du Canada français est l'absence d'«entrepreneurship» qui relègue les industriels francophones au secteur de la petite entreprise. Par nombre de ses traits (sens de la famille, esprit d'indépendance, primat des relations personnelles dans la conduite des affaires, etc.), la culture canadienne-française apparaît comme un facteur explicatif de la position inférieure que les Canadiens français occupent dans le champ économique.

Entraîné tardivement sur la voie de l'industrialisation, le Québec constitue une «terre de contrastes». Dans ses monographies de communautés rurales réalisées au milieu des années cinquante dans le Bas-du-Fleuve, Marcel Rioux, alors anthropologue au Musée de l'Homme d'Ottawa, observe que sans devenir pour autant un milieu urbain, «Belle-Anse change» : même si elle conserve son type de sociabilité et son esprit de groupe, cette société apparaît beaucoup moins isolée de l'extérieur; plus prospère, elle devient fascinée par un genre de vie urbain où les emplois industriels sont plus nombreux et l'accès aux biens de consommation (vêtements, meubles, etc.) et aux loisirs commerciaux (cinéma, etc.) est plus facile. Dans cette période de transition, la culture perd de sa cohérence : entre le modèle culturel idéal et le comportement idéal, entre «ce qu'il est convenu de faire» (normes) et ce que les gens font effectivement, il y a un décalage de plus en plus grand, au point que l'on puisse parler d'une désintégration culturelle.

---

1. McRoberts, K. et D. Postgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, p. 57. Pour la même année 1941, la proportion de la main-d'oeuvre masculine qui oeuvre dans le secteur primaire (agriculture, forêts, mines) de l'économie est de 31,6%. Trente ans plus tard cette proportion ne sera que de 5,6%.
2. Hughes, E.C., *La Rencontre de deux mondes. La crise d'industrialisation du Canada français*, Montréal, Parizeau, 1945, p. 20.
3. Hughes, E.C., «Crise de la culture canadienne-française», in *L'Action nationale*, XVI, décembre 1941, p. 328.
4. Falardeau, J.-Ch., «Existe-t-il une culture canadienne-française définitive ou en voie de disparition?», in *L'Action nationale*, XI, mars 1941, p. 206.

«Feu l'unanimité» ou la critique de l'idéologie de conservation

Un tel écart existe aussi entre la représentation que l'on se donne du Canada français et de la vie que mène l'ensemble de cette collectivité : longtemps une partie de l'élite francophone, celle que l'on identifie au clérico-nationalisme, résiste au mouvement d'industrialisation et d'urbanisation et, pour assurer le maintien des valeurs traditionnelles, prône le retour à la terre. Les années cinquante seront le moment d'un débat politique animé qui divisera profondément la société québécoise : «Feu l'unanimité» écrira le journaliste Gérard Pelletier, du *Devoir*. À la représentation d'un Québec immobile, l'on oppose le projet d'une société moderne et ouverte aux changements. «Il faut que ça change» s'écrieront, à la fin de la décennie, les leaders du Parti libéral du Québec. Autour du *Devoir*, de la revue *Cité libre* et du forum de l'Institut canadien des affaires publiques, au sein du mouvement syndical et coopératif ou dans les universités, sont de plus en plus nombreux ceux qui, au nom de la Liberté, de la Démocratie et du Progrès, attaquent le gouvernement conservateur dirigé par Maurice Duplessis et s'inscrivent dans le mouvement de «modernisation politique» du Québec.

Même le *something different* qui distingue le Canada français, au plan culturel, n'est pas toujours l'objet d'une fierté : au contraire, il constitue, avec tous ses défauts (complexe de vassalité et de jeunesse à retardement, xénophobie latente, colonialisme, mesquinerie intellectuelle, tendance à l'insularisme, etc.), un véritable handicap, il est un obstacle à la survie de la collectivité francophone. Le regard porté sur soi-même est parfois très sévère : l'on fait le procès d'une collectivité et aussi d'une génération d'hommes politiques et d'intellectuels qui, rêvant d'une utopique Laurentie, ont voulu isoler le Québec du monde par un «mur de Chine politique, religieux et linguistique». Le mot d'ordre est celui de l'ouverture : certes ouverture au Canada (anglais) mais aussi et surtout ouverture à l'Europe et aux États-Unis.

L'ouverture au monde: éducation, science et culture de masse

Les mass media et l'influence américaine

Le Québec n'a jamais été, loin de là, totalement fermé sur lui-même au plan culturel : non seulement il est une terre d'immigration mais aussi la population que l'on a répartie sur son territoire s'est elle-même déplacée, par exemple en Nouvelle-Angleterre au milieu du XIX^{e} siècle. Et au plan intellectuel et scientifique, l'Europe et ensuite les États-Unis ont constitué, bien avant la Seconde Guerre mondiale, des lieux de formation et de ressourcement : quelques privilégiés se rendaient pour des périodes souvent longues à l'étranger et revenaient avec de nouvelles compétences et de nouveaux modes de vie. Force est de reconnaître que, dès la fin du XIX^{e} siècle, le Québec n'est plus une société de part en part rurale, il existe, à Montréal tout au moins, une culture et un milieu urbains : nouvelles formes d'amusement populaire (cirques, parcs publics) et de divertissement (théâtre et vaudeville, sports modernes, etc.).

L'une des manifestations culturelles est alors la publication de journaux qui rejoignent un public élargi ou populaire : *La Patrie* (1872) et *La Presse* (1884). La popularité de ces journaux et aussi de magazines et de romans est un indice à la fois du progrès de l'alphabétisation de la population et du développement de nouveaux modes d'information et aussi d'acculturation : c'est la naissance des mass media, et de ce qu'on appellera aussi les industries culturelles. Aux journaux et magazines, il faut pour le début du XX^{e} siècle, ajouter les industries du cinéma (premier «Ouimetoscope» en 1906) et de la radio (CFCF en 1922, la station francophone CKAC en 1926). Tout en constituant des nouvelles formes de divertissement (écoute de la musique et des radioromans, etc.), ces médias assurent une circulation beaucoup plus grande et plus rapide des informations et des idées.

Le développement du cinéma, qui en termes de nombre de salles et d'assistance, atteint son apogée dans les années 1950-1955, est alors un phénomène culturel d'autant plus significatif qu'il suscite une opposition du clergé et de la presse catholique : censure plus sévère, interdiction d'accès aux

salles de cinéma aux enfants, etc. Plus que tous les autres médias, le cinéma est identifié comme facteur de «déchristianisation»; rapidement, il apparaîtra, au plan à la fois du mode de vie, des valeurs et de la langue, comme un facteur d'américanisation. Dès la fin des années trente, l'on dénonçait les «divers agents propagateurs» qu'étaient la presse, la radio et le cinéma et dont l'influence mettait en jeu la «survivance nationale» elle-même : l'«américanisme» avec ses «féeries» trop sensibles, ses «productions sans mystère», ses «divertissements faciles et ses plaisirs fugaces, épidermiques», ses «art et façon de vivre où tout s'absorbe par les sens», représentait «une menace d'autant plus directe que l'esprit oisif du Canadien français (courait) au devant d'elle»[5].

Tout autant sinon plus que toute autre technologie de communication (téléphone, radio ou cinéma), la télévision modifie en profondeur l'environnement culturel et le mode de vie des Québécois et suscite de nombreuses inquiétudes; l'inauguration en 1952 de la télévision d'État est l'acte de naissance du Québec en tant que «société de consommation» ou «société des loisirs». L'importance de cet événement, qui prendra toute sa signification au moment de la grève de Radio-Canada en 1956, est considérable : non seulement l'introduction de la télévision dans les foyers entraîne une modification du mode de vie de l'ensemble de la population au niveau même de son quotidien mais aussi elle permet la mise en place d'une nouvelle institution culturelle, qui constituera rapidement un des pôles de l'activité intellectuelle et artistique.

Entre le monde de la télévision et du cinéma (Radio-Canada, ONF), celui du journalisme et de l'édition (*Le Devoir*, etc.) et enfin celui de l'enseignement universitaire s'établit un ensemble de relations qui sera à l'origine même du dynamisme culturel que connaîtra le Québec au tournant de la décennie : publication de revues intellectuelles (*Cité Libre*), ouverture de maisons d'édition (L'Hexagone, etc.), mise sur pied de troupes de théâtre et organisation de spectacles, multiplication d'expositions d'art contemporain, etc. Se constitue alors, comme le revendiquait déjà en 1948 le peintre Paul-Emile Borduas dans son manifeste *Le Refus global*, un véritable milieu intellectuel et artistique qui, plus autonome et plus critique à l'égard des autorités politiques, religieuses et scolaires, acquiert les moyens d'imposer de nouvelles démarches de création et de recherche.

La révolution scolaire

En une génération, le Québec va ainsi connaître, entre 1945 et la fin des années soixante, une mutation radicale de sa dynamique culturelle qui coïncide et, dans une large mesure, s'explique par la «révolution scolaire» elle-même, de cette révolution que le ministre de la Jeunesse, Paul Gérin-Lajoie, qualifie en 1963 d'«explosive». La seule constitution d'un marché des biens culturels (livres, spectacles, films, etc.) a pour conditions la hausse de la scolarisation de l'ensemble de la population et le développement de l'enseignement supérieur. Encore en 1961, moins de 50% (comparativement à plus de 80% en Ontario) des jeunes âgés de 14 à 17 ans au Québec fréquentent l'école. En moins d'une décennie la situation est complètement renversée, puisque dès 1965 la majorité (75%) des jeunes de la même catégorie d'âge poursuivent leurs études. Au niveau des études universitaires, l'augmentation de la population étudiante est aussi considérable, quoique moins rapide : le nombre d'étudiants inscrits à plein temps dans les universités québécoises passe, entre 1960 et 1970, de 26 948 à 54 575 et le taux de fréquentation scolaire des jeunes de 20-24 ans, qui était de 4,3% en 1960-61, atteint près de 9% dix ans plus tard.

En partie liée à la reprise de la natalité dans les années d'après-guerre, cette montée remarquable du nombre de jeunes inscrits dans des institutions scolaires exprime une mobilisation de la population qui, accordant une plus grande importance à l'éducation, revendique une augmentation

5. R.P. M.-A. Lamarche, o.p., «Introduction» in *Notre américanisation*, Enquête de la Revue Dominicaine, Montréal, L'Oeuvre de Presse Dominicaine, 1937, p. 9.

des ressources financières pour l'enseignement postsecondaire, un développement plus rationnel de politiques étatiques en matière d'éducation et enfin une plus grande accessibilité à l'éducation pour les diverses couches sociales. Sont alors réunies les conditions sociales d'une réforme de l'éducation, celle que planifieront les auteurs du Rapport Parent, à la fois pour adapter le système d'éducation à une économie capitaliste moderne et, dans une volonté de «démocratisation», pour répondre à la «crise scolaire» qui s'est manifestée d'une manière particulière dans la remise en question du collège classique.

L'impact le plus visible de la réforme de l'éducation se situe au niveau de l'enseignement secondaire et collégial par la construction de grandes polyvalentes et par la création d'un réseau public de cégeps. Le niveau universitaire est aussi l'objet d'importantes réorganisations : modification du mode de financement, établissement d'un programme de prêts-bourses pour les étudiants, développement de la formation des maîtres et de l'éducation permanente, mise en place du réseau des constituantes de l'Université du Québec, dont l'UQAM, etc. Même si l'ouverture du système universitaire québécois aux diverses couches sociales demeure partielle et qu'elle s'explique par des réorganisations institutionnelles (intégrations des écoles normales et des écoles des Beaux-Arts, etc.), elle n'en confère pas moins au modèle de recrutement social de l'université un caractère plus «démocratique»[6], surtout en ce qui concerne l'accès en plus grand nombre des femmes aux études supérieures : de 14% qu'elles étaient au début des années soixante, celles-ci représentent, à la fin des années soixante-dix plus de 45% de la population inscrite à temps plein. Plus nombreuses qu'auparavant, ces étudiantes sont cependant exclues de certains secteurs, principalement celui des sciences appliquées et dans une moindre mesure celui des sciences administratives, et elles demeurent concentrées dans les secteurs des sciences de l'éducation et des sciences humaines et sociales. Il faudra attendre les années quatre-vingt pour que les filles réussissent à prendre une plus grande place dans des secteurs qui ont une position élevée dans le système universitaire — santé-médecine et sciences pures.

Elle est donc loin l'époque où on ne retrouvait à l'université qu'un nombre restreint de jeunes qui, pour la grande majorité de sexe masculin et issus de bonnes familles, s'orientaient vers les disciplines «traditionnelles» de la médecine, du droit et de la théologie. Mais déjà dans l'entre-deux-guerres, le rapport à l'éducation spécialisée et universitaire change d'une manière significative : le premier indice en est la diversification de l'enseignement universitaire qu'entraîne le développement des secteurs des sciences, du commerce et des sciences humaines et sociales. Sont alors réunies les conditions d'émergence d'une «culture du professionnalisme» qui, caractérisée par le refus de l'autorité traditionnelle et de l'amateurisme et par le mépris de la médiocrité et de l'incompétence, conduit à une «professionnalisation de la culture» tout autant dans les secteurs des sciences et des sciences sociales que dans les arts et les lettres. Le lieu d'élaboration de la culture n'est plus le salon et le cabinet, mais bien le laboratoire, le colloque et la revue scientifique.

À la tradition séculaire et à l'ignorance des générations précédentes, l'on oppose la science et le savoir du «professionnel» et du «spécialiste» (ingénieur, chimiste, etc.). Et d'institution vouée à la formation des membres de l'élite (et des professions libérales), l'université se transforme en une grande organisation qui, constituée de multiples départements et composée de milliers de professeurs, devient un centre d'élaboration des connaissances scientifiques et de formation d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée. La spécialisation et la professionnalisation des savoirs touchent progressivement tous les secteurs de l'activité intellectuelle : non seulement la connaissance et la gestion des ressources naturelles mais aussi celle des affaires collectives et de la conduite des vies personnelles (psychologie, etc.). Partout, tant dans la vie publique que privée, s'instaure le

6. La proportion des étudiants et des étudiantes universitaires issus de la classe ouvrière, i.e. dont le père est ouvrier (spécialisé, semi-spécialisé et non-spécialisé) apparaît toujours élevée au Québec en comparaison d'autres pays, mais elle n'a entre 1961 et 1978 que légèrement augmenté, passant de 31% à 37,5%.

règne de la rationalité instrumentale et s'impose le langage de la technicité, de la rentabilité et de l'efficacité : le savoir apparaît comme une forme de pouvoir, comme le Pouvoir.

La vie tranquille des campus universitaires et des collèges sera, à la toute fin des années soixante bousculée par un mouvement étudiant qui, de participationniste qu'il est (association étudiante, cogestion, etc.), deviendra contestataire : grèves, occupations et manifestations, autant de moyens de pression pour remettre en question les fonctions sociale et idéologique du système d'enseignement et revendiquer une plus grande démocratisation. À un moment, l'action de ce mouvement étudiant s'articulera à celle d'autres mouvements sociaux, par exemple le mouvement nationaliste, et contribuera par l'organisation de grandes manifestations publiques — McGill français, le Bill 63, etc. — à politiser la question nationale.

Mobilité sociale et mobilisation politique: l'identité nationale

En réponse à une demande de formation d'une main-d'oeuvre hautement qualifiée ou dotée d'une compétence scientifique au sein tant des administrations publiques et parapubliques que dans les grandes entreprises, le développement du système d'enseignement, en particulier de son niveau universitaire, rencontre les stratégies de groupes et d'individus qui, en plus grand nombre, cherchent à acquérir des diplômes pour maintenir ou améliorer leurs positions sociales : pour une collectivité «sans héritage», c'est-à-dire qui, de génération en génération, n'accumule et ne transmet qu'un faible héritage, l'éducation devient l'un des meilleurs investissements. La «réforme scolaire» des années soixante coïncide avec une intensification de la concurrence pour les titres scolaires et aussi une élévation du niveau d'aspiration scolaire, même dans les milieux populaires : selon une enquête effectuée en 1964, plus de la moitié des chefs de famille salariés du Québec qui en moyenne ont complété une 8e année jugent que la 11e ou la 12e année est nécessaire à un adolescent pour améliorer sa condition de vie et se soustraire au chômage et ils souhaitent, en ce qui concerne leurs propres enfants, qu'ils poursuivent des études classiques (71,5%) et ensuite des études universitaires (45%).

La montée des classes moyennes et la Révolution tranquille

À la fois l'expansion et la diversification du système d'enseignement et l'ouverture de postes en plus grand nombre pour des diplômés des niveaux collégial et universitaire sont des manifestations d'une modification de la structure sociale. Que ce soit l'urbanisation, la diminution de la part relative de petites entreprises industrielles au profit de la grande entreprise multinationale, l'instauration de relations plus diversifiées et plus complexes entre les unités économiques ou la modification du mode d'organisation et de gestion, tous ces changements qui modèlent l'infrastructure québécoise à la suite de la Seconde Guerre mondiale modifient le poids et le pouvoir de certains groupes sociaux, en particulier les agriculteurs et les membres de la petite bourgeoisie (traditionnelle) liée aux secteurs de la petite entreprise, du commerce et de l'artisanat. La structure des occupations est aussi, dans son ensemble, profondément transformée avec l'introduction rapide de nouvelles technologies, la multiplication des emplois «tertiaires» (bureau, finance, etc.) et enfin le développement du secteur public et parapublic.

Si l'on prend en considération la seule population active masculine de langue française au Québec, qui entre 1951 et 1971, passe de 883 831 à 1 092 570, l'on constate que même s'il y a stabilisation de la proportion des ouvriers (de 48,0% à 45,6%), il y a croissance considérable durant ces deux décennies de celle des employés de bureau et de la finance (de 6,1% à 9,6%) et principalement du commerce et des services (de 9,9% à 20,6%); au total, les emplois identifiés au «secteur tertiaire» représentent en 1971 plus du tiers de l'ensemble des emplois. À ce changement structurel important, il faut aussi associer pour le niveau des occupations supérieures l'augmentation significative de la proportion des professionnels (en particulier le personnel

scientifique et enseignant) et des techniciens (de 4,3% à 9,8%) alors même que la catégorie des propriétaires et des administrateurs connaît une légère diminution (de 7,2% à 5,5%)[7].

L'ensemble de ces modifications de la structure de la main-d'oeuvre explique, pour une part importante, la forte mobilité sociale qui caractérise la société québécoise entre 1950 et 1970 : quelle que soit leur catégorie d'origine, les jeunes voient durant cette période accroître considérablement leur chance de mobilité sociale ascendante, d'obtention d'un travail non manuel et aussi d'accès aux catégories supérieures d'administrateurs et de professionnels. Même si les francophones conservent par rapport aux anglophones un certain retard dans leur accès aux meilleures positions et que persistent diverses inégalités, le Québec n'en acquiert pas moins le caractère d'une société «ouverte» et «démocratique». Pour d'aucuns, avec sa nouvelle structure occupationnelle, le Québec apparaît même comme une «société postindustrielle».

Phénomène qui, amorcé au début des années soixante, prend toute son ampleur dans la décennie suivante, la forte mobilité des francophones se traduit, au plan politique, en une mobilisation nationaliste qui tout à la fois appelle et s'appuie sur une croissance de l'appareil d'État. De façon constante, la position sociale et politique de la collectivité francophone est rendue fragile par la structure économique et l'organisation politique (fédérative) du Canada: accès limité à certains marchés du travail, marginalisation de la petite et moyenne entreprise locale, limitation du champ d'action du gouvernement provincial, etc.

Dans la conjoncture socio-politique des années soixante, le renouvellement du nationalisme est étroitement lié à ce qu'il est convenu d'appeler la «montée des classes moyennes», c'est-à-dire à l'apparition de nouvelles catégories sociales — scientifiques et techniciens, cadres moyens des services sociaux et médicaux, spécialistes en relations humaines et en marketing, animateurs et producteurs culturels de toutes sortes, etc. — qui, en raison même de leur position sociale et de la structure de leur capital (capital culturel et titres scolaires relativement élevés en comparaison d'un capital économique faible) ont tout intérêt non seulement à voir le système d'enseignement et l'État connaître une grande expansion mais aussi à transformer les tensions ethniques en une «lutte nationale». Une mesure nationaliste telle la nationalisation de l'électricité ou la création d'Hydro-Québec n'est nullement indépendante de la volonté politique de rendre accessible à des francophones un ensemble de postes supérieurs et à hauts revenus tout en fournissant de meilleurs services à la population. Il n'en est pas autrement de la réforme du système d'enseignement et de celle du système de santé : tout en cherchant à démocratiser l'accès aux services publics et à améliorer leur efficacité et leur qualité, l'on assure l'ouverture d'un grand nombre de postes, dont l'accès exige souvent une formation supérieure en sciences, en sciences humaines et sociales ou en administration.

La recherche d'une spécificité culturelle

À la fois le développement de l'État québécois et le renouvellement du nationalisme donnent au champ politique (et aux relations entre les partis) une nouvelle configuration et lui imposent une nouvelle dynamique : alors même qu'avec la «longue marche des technocrates», la gestion de la chose publique «se dépolitise» pour être confiée à un corps de spécialistes, la question nationale acquiert, avec la création du Parti québécois, une dimension proprement politique. Au cours des deux dernières décennies, la scène politique québécoise est ainsi traversée par un double mouvement qui, apparemment contradictoire, constitue l'État québécois comme l'enjeu principal des

7. Bernard, Paul, «Alliances de classes et mésalliances conceptuelles : de la classe ethnique à la bourgeoisie de l'État québécois», in *Continuités et rupture, Les sciences sociales au Québec*, Montréal, P.U.M. 1984, vol. 2, pp. 537-596. Sur la base des données des recensements canadiens, l'auteur découpe la population active en six catégories occupationnelles : Propriétaire et administrateur, Professionnel et technicien, Bureau et finance, Commerce et services, Agriculture et primaire, et Ouvriers et contremaîtres.

débats politiques. La nation elle-même devient à ce point identifiée à l'État que l'on préfère, pour dénommer la collectivité francophone, substituer au terme de «Canadien français» celui de «Québécois». Et si un moment le néo-nationalisme a suscité une critique virulente de l'aliénation culturelle du Québec, l'obtention par le Parti québécois de succès politiques favorise l'expression de la «fierté d'être Québécois».

Dans la perspective de la «décolonisation» qu'adoptent les jeunes intellectuels de la génération de *Parti Pris*, engagé dans la lutte pour le laïcisme, le nationalisme et le socialisme, le Québécois apparaît d'abord comme un être colonisé, c'est-à-dire minoritaire : celui-ci n'est pas seulement dépossédé (de son sol, de ses richesses, de son économie), il est aussi dépersonnalisé. De cette dépossession et de cette dépersonnalisation, les manifestations sont nombreuses : complexe d'infériorité (et la soumission à l'Église et à la Couronne), dogmatisme au plan moral, conformisme au plan social, recherches de soupapes de sûreté (taverne, culte du hockey, sacres, recherche effrénée du confort et du criard, culte des héros), etc. La critique — et aussi la recherche — de la «québécitude» sera telle qu'elle conduira des écrivains à recourir à la langue populaire, le «joual» pourtant si violemment condamné quelques années auparavant par le Frère Untel, et qu'elle obligera les spécialistes de langue à s'interroger sur la spécificité de la langue parlée par les francophones au Québec.

Même si au sein du mouvement nationaliste l'inquiétude demeure grande, que certains parlent de «génocide en douce», le regard que les Québécois portent sur eux-mêmes devient, dans les années soixante-dix, beaucoup plus positif : après la victoire du Parti québécois, ce sera même, pour reprendre l'expression du politicologue Daniel Latouche, un véritable «délire verbal» : le retard historique se transformera en une chance, celle de faire l'histoire en affirmant une culture originale sur le continent nord-américain. Et plusieurs des défauts attribués aux francophones deviendront autant de qualités, les rendant, d'une certaine manière, «supérieurs».

Si ce n'est par la langue et l'héritage du passé (patrimoine), il n'est évidemment pas facile de définir avec précision la (nouvelle) identité culturelle québécoise. Dans son ouvrage, *Les Québécois*, Marcel Rioux tente de cerner d'une manière systématique la spécificité culturelle du Québec, les caractères originaux de l'«homo quebecenus»: en plus de la langue, ou mieux des deux langues — le français et le «joual» —, il y a évidemment la religion catholique et la tradition orale (qui aujourd'hui se prolonge dans la chanson et l'humour). Au niveau culturel, le Québécois se distinguerait aussi dans son rapport à l'environnement (le rang comme mode d'occupation du sol, alternance du chaud et du froid dans les saisons, etc.) et dans son rapport aux autres (xénophobie, distance à l'égard des administrations, pratiques de coopération et d'égalité).

Dans son analyse de l'«individualité propre» à la collectivité québécoise, Rioux prend en considération les diverses influences culturelles qu'elle a subies au cours de son histoire, en particulier sa dépendance à l'égard des États-Unis (américanisation) : ainsi, même si «le caractère prédominant chez les Québécois est dionysiaque», (recherche du plaisir, sociabilité, enthousiasme) plusieurs traits de ce caractère ont été refoulés, laissant pénétrer une «influence apollinienne» anglo-saxonne (flegme, mesure et maîtrise de soi). Le «type d'humanité» que représente cette collectivité réunit donc des traits contrastés, il laisse cohabiter des «institutions et des valeurs qui appartiennent à des âges différents» : pour Rioux, les Québécois jouissent du «privilège du retard historique» en ce sens que, passés en quelques décennies de l'âge de la paroisse à celui de l'électronique, ces fils d'habitants encore attachés à un mode de vie rural apparaissent mieux que tout autre adaptés à la nouvelle société en gestation.

Dans la mise en valeur des caractéristiques historiques, géographiques, culturelles, etc. du Québec, les sciences humaines et sociales ont été d'un apport considérable : ces diverses disciplines ont fourni à la collectivité francophone une représentation d'elle-même. Cependant, la constitution d'une identité nationale demeure un processus idéologique dont les conditions de réalisation sont d'abord socio-politiques. Tout au cours des années soixante et soixante-dix, le développement du

nationalisme s'est accompagné d'une valorisation de la spécificité culturelle du Québec. On a même assisté à une re-naissance du folklore : constitution de groupes de chansonniers (Le Rêve du Diable), organisation de spectacles traditionnels (La Veillée des veillées), publication de nombreux ouvrages sur le patrimoine, développement des métiers d'art, multiplication des boutiques d'antiquités et d'artisanat, élaboration d'une architecture québécoise inspirée de la «maison canadienne», lutte pour la conservation des édifices historiques, etc.

Plus que tout autre événement, l'arrivée au pouvoir du Parti québécois favorise l'affirmation d'un «ensemble culturel spécifique et original» au Québec. L'une des premières tâches du nouveau gouvernement est d'ailleurs d'élaborer une politiques québécoise du développement culturel (1978) qui, tout en reconnaissant et en valorisant la diversité des cultures au Québec (des minorités, des classes, des âges, etc.) et aussi les nombreux emprunts culturels, n'en vise pas moins à la «spécificité culturelle» : le dessein d'«aire linguistique où progresse une expression francophone» est un fait historique qui «se reflète dans la conscience même d'une identité». L'on se risque même à parler d'une «mentalité», d'une «âme», bref de quelque chose d'indicible qui tient à la fois de «la force tranquille et de la résignation, de la fierté et de l'hésitation, de la joie de vivre et de la nostalgie, de la protestation et de l'espoir, du conservatisme et de l'audace, du goût de la paix et de la résistance farouche, de l'esprit sédentaire et du sens de l'aventure, du réalisme le plus pragmatique et du rêve le plus utopique». Mais pour la culture québécoise de tradition française, dont on identifie sans difficulté des «forces positives» (faculté de durer, foi tenace, aptitude à la continuité dans la mutation, etc.) la survivance tient moins du souvenir que du «projet, du défi à relever». «Son image culturelle, c'est, précise-t-on, la société québécoise qui la fera, ou bien elle disparaîtra dans le tout nord-américain».

Dans cette perspective politico-culturelle, l'on comprend l'importance de la législation sur la langue française : adoptée avec un sentiment d'urgence, la loi 101 entend à la fois défendre le statut symbolique du français (affichage et publicité commerciale en français), assurer une plus grande place à la langue française et aux francophones dans l'économie, et consolider le réseau francophone du système scolaire québécois (par la limitation de l'accès à l'école anglaise). Devenue ainsi officielle, la représentation de la spécificité culturelle du Québec se traduira en diverses autres politiques : projet d'un Musée de l'homme d'ici, création d'un Institut québécois de recherche sur la culture, élaboration d'une politique de la recherche scientifique et mise sur pied d'un ministère de la Science et de la Technologie, création d'une Société de développement culturel, etc. Mais à la fois la crise économique, l'échec du Référendum du 20 mai 1980 (59,5% du vote en faveur du «non») et l'arrivée au pouvoir à Ottawa de Brian Mulroney viendront modifier en profondeur la conjoncture socio-politique : non seulement ces modifications provoqueront un «essouflement» du nationalisme dans diverses couches de la population, mais aussi elles inviteront les dirigeants du gouvernement du Québec à une plus grande modération face à la «question nationale». Au plan proprement politique, l'idée d'«indépendance» sera, pendant quelque temps, mise en veilleuse.

Culture et modes de vie

Au Québec, comme dans toute autre société contemporaine, il n'y a pas uniformité des comportements, des attitudes et des valeurs : chacun des groupes sociaux (communautés ethniques, classes sociales, régions, etc.) cherche à conserver et à promouvoir les modes de vie et les manières de penser qui lui sont propres. Au plan culturel, la société québécoise fonctionne «à la distinction», elle constitue une mosaïque traversée par différentes oppositions : Montréal/régions, francophones/anglophones, majorité/minorités, dont les Amérindiens, etc. C'est l'ensemble de cette dynamique qui confère à cette collectivité une configuration culturelle particulière, sa spécificité culturelle. Mais en même temps diverses forces, tant économiques que sociales et politiques, ont poussé et poussent cette collectivité vers une plus grande homogénéité culturelle : d'abord le double processus d'industrialisation-urbanisation qui a entraîné la disparition des modes de vie et

des valeurs dites traditionnelles; et maintenant, l'emprise de plus en plus forte des mass média et en particulier la télévision qui, tout autant au niveau des valeurs (goût du confort matériel, appât du gain, sens de la possession, etc.) qu'à celui des habitudes ou du style de vie (alimentation, habitat, loisirs, etc.), contribue à l'«américanisation» de la culture québécoise. Dans le même mouvement où il devient une société moderne (prédominance de la vie urbaine, sécularisation, etc.), le Québec se laisse entraîner dans le «Nouveau Monde» de la consommation et du loisir : sa culture n'est plus seulement l'expression du dynamisme des différents groupes et individus, elle est aussi, et d'une manière de plus en plus conséquente, une production industrielle, celle de grandes industries culturelles (cinéma, disque, etc.).

Une société laïque

Dans le reclassement général des valeurs, pour reprendre l'expression du géographe français Pierre George, les changements socio-culturels les plus manifestes depuis la fin des années soixante sont la perte d'influence de l'Église et la «crise de la famille». L'influence qu'a exercée l'Église catholique sur le destin des Québécois, tant au plan culturel (valeurs et croyances) qu'au plan social (structure paroissiale) et politique, est si forte qu'il est difficile de comprendre qu'en l'espace de quelques décennies le Québec puisse être devenu une société «sécularisée» et que Montréal, la «ville aux cent clochers» ait des églises vides ou mises en vente. Il y a d'abord eu la déconfessionnalisation des associations (syndicats, associations professionnelles, etc.) et la laïcisation des institutions publiques (assistance publique, santé, éducation), mais rapidement la sécularisation atteint son niveau le plus profond : la déchristianisation des individus et des cultures.

Le taux de pratique religieuse (présence aux offices) est en effet en chute libre : il est évalué en 1982 à 45%, soit 75% en milieu rural, 70% en milieu urbain résidentiel et à un maximum de 15% en milieu urbain instable. Les «décrochages» et les prises de distance à l'égard de la religion sont nombreux, principalement chez la génération de l'après-guerre, celle qui a le moins intériorisé le catholicisme traditionnel. La situation est telle que l'Église met sur pied en 1968 une Commission d'enquête sur les laïcs et l'Église qui, présidée par le sociologue Fernand Dumond, a pour tâche d'étudier «la participation du laïcat à la mission de l'Église et l'avenir de l'action catholique»; les auteurs du Rapport diagnostiquent alors un «état de crise religieuse» (déclin de la pratique, abandon du sacerdoce, indifférence de la jeunesse et éclatement de la communauté chrétienne). Du point de vue de l'Église, la situation est d'autant plus dramatique que le nombre d'abandons du sacerdoce est considérable — par exemple entre 1964 et 1969, approximativement cent soixante-cinq prêtres séculiers décident de décrocher — et que le renouvellement des «vocations» ne s'effectue pas. Pour leur part, les prêtres séculiers qui restent sont désorientés et remettent en cause leur mode d'action, leur rapport au monde et leur célibat. Quant aux diverses communautés religieuses, elles apparaissent aussi désemparées, même si en 1978 elles regroupent encore 2 387 frères et 26 786 soeurs. Celles-ci se voient délester d'un grand nombre d'oeuvres et souvent de leur raison d'être et connaissent un vieillissement de leurs membres[8].

Dans les années soixante-dix, on observera certes une explosion du «marché des religions» (multiplication des sectes religieuses, expansion du Renouveau charismatique) et des «retours à la foi», mais le Québec est déjà devenu, comme le souhaitaient les militants du Mouvement laïc de langue française, une «société laïque» : séparation de l'Église et de l'État, déconfessionnalisation des mouvements sociaux et laïcisation des institutions publiques, indifférence plus large à la religion et disparition d'une culture religieuse, etc. Ce n'est cependant pas la «fin de la religion» ni la marginalisation totale de l'Église au Québec : «Charmés au plein sens du terme par les chatoiements plaisants des nouveaux langages : deux paroisses (Saint-Pierre et Douceville qu'étudie Colette Moreux) voient sans nostalgie partir à la dérive une tradition historique usée mais dont

8. En 1982, 42% des soeurs au Québec ont plus de soixante ans.

elles restent assez marquées pour qu'elles empêchent une autre orthodoxie de prendre sa place»[9]. Donc un détachement en douceur et une ouverture progressive à l'indifférence mais, en même temps, le maintien de quelques croyances et convictions religieuses.

Eclatement de la famille et libération de la femme

S'il est un domaine sur lequel l'influence religieuse s'est affirmée pendant longtemps, c'est celui de la famille : la famille, c'était au Québec, la morale familiale et sexuelle, avec en arrière-plan la religion. Avec l'effacement de cette influence et aussi l'apparition de nouvelles contraintes (scolarisation prolongée, mobilité géographique, condition urbaine, coût de la vie, etc.), éclatera la famille. En une génération, le Québec va connaître une modification profonde à la fois de sa dynamique démographique des comportements familiaux : baisse du taux de fécondité, diminution de la stabilité familiale, réduction de la nuptialité, accroissement du nombre des divorces, etc.

De l'éclatement de la structure familiale traditionnelle, la manifestation la plus éclatante est la «crise du mariage» qu'ont provoquée la montée des unions de fait (dont les couples homosexuels) et la hausse spectaculaire du nombre de divorces — un sur trois mariages au Canada en 1978 — et des séparations. D'ailleurs, l'un des aspects nouveaux de la réalité de la famille contemporaine est la monoparentalité : en 1982, plus de 17% des familles parentales au Canada sont monoparentales et, pour la très grande majorité, elles sont dirigées par des femmes qui se retrouvent alors souvent dans des conditions économiques difficiles.

Beaucoup plus que celle de l'homme, c'est la situation de la femme, tant dans la famille que dans la société, qui change d'une manière radicale. La baisse du taux de fécondité a été, depuis la Seconde Guerre mondiale et le Baby Boom, telle que n'est même plus assuré le remplacement des générations : de 4 enfants qu'elle était en 1950, la moyenne d'enfants par Québécoise mariée n'est plus en 1980 que de 1,8 enfants. Dans le même mouvement, la condition de vie de la femme mariée et de la mère s'en est trouvée améliorée : les mères ont maintenant moins d'enfants, vivent des maternités moins rapprochées et voient s'allonger leur espérance de vie. Et, avec la généralisation et la légalisation de la contraception et aussi avec la croissance de l'emploi dans le secteur des services, les femmes acquièrent une plus grande liberté et aussi une plus grande indépendance économique.

L'accès des femmes au marché du travail a, au plan tant économique que politique et culturel, un impact considérable : création d'un ministère de la Condition féminine, élaboration de politiques d'action positive, mise sur pied d'un réseau de garderies, octrois de congés de maternité, etc. Évidemment, dans plusieurs cas, cette libération n'est possible qu'au prix de nouvelles formes de dépendance et d'aliénation, dont celle du «double travail». Toutefois, même si les changements dans le statut de la femme (accès à la vie politique, aux études supérieures, etc.), apparaissent, pour certain(e)s, beaucoup trop lents et que même chez les jeunes ne disparaissent pas les stéréotypes culturels et la discrimination sociale, le mouvement, que traduit et provoque le féminisme, apparaît irréversible : apparition de nouvelles divisions des tâches domestiques, constitution de nouvelles relations entre hommes et femmes et entre enfants et parents, élaboration de nouvelles définitions de l'amour et du bonheur, etc. Plus que toute autre décennie, celle des années soixante-dix est marquée par l'émergence de la «question féminine» et par l'action revendicative du mouvement des femmes.

Tout comme l'effritement de l'influence de l'Église, l'éclatement de la structure familiale traditionnelle assure une «libération des consciences» et par là, une plus grande individualisation. Dans le

---

9. Moreux, Colette, *Douceville en Québec, La modernisation d'une tradition*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 1982.

même mouvement, le développement des loisirs et l'expansion de la consommation accroissent les possibilités de distinction (et de singularités) dans les styles de vie, mais en même temps ils tendent à homogénéiser les besoins et à uniformiser les désirs de tous et chacun : le paradoxe de la société dite de «consommation» est ainsi d'accroître (illusoirement) la liberté individuelle tout en imposant de nouvelles formes de contraintes culturelles.

Société de consommation et commercialisation du loisir

Déjà, au début des années soixante, dans leurs études sur *Les comportements économiques de la famille salariée au Québec*, M.A. Tremblay et G. Fortin observent que les écarts qui séparent les ruraux des urbains se sont, tant dans les stratégies économiques (crédit, épargne), que dans le mode de vie (budget type) et dans les loisirs considérablement rétrécis : indépendamment du lieu de résidence (et dans une moindre mesure, du salaire disponible) toutes les familles semblent avoir les mêmes besoins, respectent les mêmes normes de consommation et manifestent les mêmes aspirations. «Il y a, concluent les auteurs, une très grande homogénéité dans toute la population quant à la nature des besoins et la façon de les satisfaire (. . .). On peut classer les besoins selon leur importance pour la population de la manière suivante : 1) mobilier, 2) automobile, 3) assurances, 4) logement, 5) soins médicaux, 6) nourriture, 7) loisirs, 8) vêtements»[10].

Enfin, au plan des loisirs la télévision devient manifestement pour les ruraux comme pour les urbains, pour les jeunes comme pour les vieux, pour les hommes comme pour les femmes, l'activité libre la plus recherchée : «en apportant repos et évasion, elle devient une forme de loisir qui tend à s'universaliser». D'une manière générale, les familles aspirent déjà au «loisir d'évasion, particulièrement à toutes les formes de loisir commercialisé»[11]. Même les vacances, qui longtemps furent considérées comme un luxe, sont un type de loisir en voie de se démocratiser. Les seuls loisirs «traditionnels» qui sont maintenus intacts, ce sont les soirées de famille et les relations de parenté : «La rencontre hebdomadaire avec les membres du réseau de parenté constitue le loisir dominant de la majorité des familles, qu'elles vivent à la campagne ou à la ville, qu'elles soient de fortune modeste ou à l'aise et qu'elles aient un statut professionnel élevé ou faible»[12].

Dans l'ordre de la consommation, le loisir occupe déjà une place qui ne fera que s'accroître; selon une évaluation approximative, la part des dépenses de loisir dans le budget des ménages passe, entre 1962 et 1978, de 11% à près de 20%. Objet d'aspirations très grandes et fortement influencées par la publicité, les activités de loisir se diversifient (sports, tourisme, activités de plein-air, activités socio-culturelles, etc.) et se généralisent auprès de l'ensemble de la population; en même temps, celles-ci échappent à la libre initiative des individus pour être prises en mains par des institutions et par des entreprises commerciales et pour être confiées à des professionnels du loisir (animateurs, gestionnaires, etc.) : l'on estime en 1977 à près de 6 000 le nombre des «spécialistes permanents à plein temps exerçant une profession spécifique du loisir», y compris dans le secteur sportif. À la fois la volonté de démocratiser le loisir et le souci de la qualité de la vie (et de la bonne condition physique) suscitent la mise sur pied de diverses associations et aussi une intervention plus grande et directe de l'État et des municipalités : création d'un Institut du sport au Québec et présentation des Jeux du Québec, mise sur pied d'un réseau de Maison de la culture à Montréal, etc.

---

10. Tremblay, M.A. et G. Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, Presses de l'université Laval, 1964, p. 126.
11. Ibid., p. 216.
12. Ibid., p. 207.

Enfin, sans que le sport professionnel ne perde sa faveur auprès du public québécois (les Canadiens et les Nordiques au hockey, les Expo au baseball), ni que de larges couches de la population ne pratiquent activement un sport, le sport amateur a retenu, avec les Jeux olympiques de Montréal en 1976 et les succès en 1984 de Sylvie Bernier et Gaétan Boucher, l'attention de milliers et milliers de Québécois. Pour une part un peu plus importante de la population, l'activité de loisir devient non plus de la seule consommation possessive mais aussi de l'expression et de la participation : jogging, danse aérobique, etc. Et si jusqu'à présent, le loisir a été le plus souvent orienté vers l'interaction sociale (rencontres), il l'est aussi aujourd'hui vers le corps, et d'une manière plus générale vers le «souci de soi».

Que ce soit pour le loisir ou pour tout autre activité de consommation, les comportements sont loin, pour l'ensemble de la population, d'être uniformes. L'un des changements culturels les plus importants depuis la Seconde Guerre mondiale est manifestement la constitution de la jeunesse comme sous-groupe social et sous-culture et l'instauration du «conflit des générations», qui tout à la fois entraîne la remise en question de l'autorité (familiale, scolaire, religieuse, etc.) et suscite la mise sur pied d'un marché des biens de consommation spécifique aux jeunes. Le développement rapide de la chanson (et du disque) est à cet égard très révélateur : non seulement la jeunesse entre dans le mouvement de la consommation de masse mais aussi elle se donne une identité par une danse, une musique (rock-and-roll, yéyé, danse-disco, etc.) et des héros qui lui sont propres. Et, ici comme ailleurs, ce «monde de la consommation» sera contesté radicalement par l'émergence du mouvement de la contre-culture : héritiers du Jack Kerouac de la Beat Generation, des jeunes, en nombre de plus en plus grand, délaisseront leur milieu familial, scolaire et social, ils «dropperont». L'impact du mouvement contre-culturel sera d'autant plus grand qu'en plus de toucher de nombreux jeunes, il coïncidera avec une hausse rapide de la consommation de drogues (marijuana, etc.). L'un des lieux d'expression de cette contre-culture sera la revue montréalaise, *Mainmise*.

Tout comme les autres sociétés occidentales, le Québec est une société de consommation : mise en circulation de nombreux biens durables et non durables, multiplication des activités de loisir sous contrôle commercial, prédominance de la télévision, etc. Mais ni la jeunesse, ni d'ailleurs l'ensemble de la population ne sont homogènes.

Même pour l'acquisition de quelques biens durables, tels l'automobile et le téléviseur, il y a des modèles de consommation qui varient souvent d'une façon considérable, en fonction du revenu familial, de la situation professionnelle et du niveau d'éducation. Et même lorsque les mêmes biens sont consommés ou les mêmes activités sont exercées, c'est habituellement selon un mode différent. Si la population tend à se rassembler par la mode, elle continue de se différencier par les modes de vie. Dans leur vaste étude, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones* (1973), M. Rioux, R. Sévigny et al. remarquent le poids déterminant de la position socio-économique sur les attitudes et les pratiques culturelles de la population de cinq quartiers de Montréal : par exemple, la pratique religieuse demeure plus forte chez les banlieusards de Brossard et les résidents de Hochelaga-Maisonneuve (70%) que chez ceux de Rosemont et d'Outremont (entre 50 et 55%) et de Centre-Sud (35%); de même pour des postes de télévision, il y a d'importantes variations, la non-écoute de CFTM (Télé-Métropole) croissant au fur et à mesure que l'on va des quartiers pauvres vers les quartiers plus favorisés etc.

Pour leur part, Jean-Guy Belley, Jacques Hamel et Claude Masse reconnaissent aussi, dans une étude qui porte spécifiquement sur la consommation, que l'accession à un niveau de consommation très élaboré de biens, de services ou de loisirs dépend étroitement de la position sociale occupée par le chef de ménage, en particulier de son degré de scolarité et du revenu familial dont il dispose[13]. Les mêmes facteurs jouent aussi sur le mode de consommation, sur ce que les auteurs

13. La prise en considération du revenu familial est d'autant plus importante que l'apport d'un second revenu a un impact important sur les modèles de consommation.

appellent les «manières d'organiser et de structurer la consommation». Il n'y a pas seulement inégalité mais aussi forte différenciation : les modèles complexes de consommation (niveau de consommmation élevée d'au moins deux éléments parmi les Biens, les Services et les Loisirs) correspondent à des positions sociales généralement plus favorables (revenu familial élevé, niveau de scolarité qui dépasse le niveau primaire, positions occupationnelles moyennes et supérieures)[14]. L'analyse plus détaillée de ces modèles permet de mieux cerner les caractéristiques du style de vie propre à chaque groupe ou catégorie socio-professionnelle : «L'ensemble des cols blancs, autant des catégories occupationnelles supérieures que moyennes (employés de bureau, semi-professionnels, professionnels, etc.) articulent leur consommation d'abord sur le développement accéléré des loisirs alors que les cols bleus des catégories occupationnelles moyennes (ouvriers spécialisés) et les cultivateurs construisent principalement leur consommation sur un développement assez poussé des Biens»[15].

Les modèles de consommation des Québécois dépendent moins d'une quelconque spécificité culturelle du Québec, comme le laissent entendre certains publicistes, que de la dynamique socio-culturelle propre à cette société en raison de sa structure sociale particulière : l'absence d'une grande bourgeoisie francophone, la prédominance des professions libérales dans la vie sociale et politique, la présence jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale de larges couches de population qui, de revenus bas et de scolarité faible, sont liées au milieu rural et enfin la montée récente des «nouvelles classes moyennes» hautement scolarisées suffisent pour expliquer le «retard culturel» du Québec. Il faut en effet attendre les années soixante pour que le Québec se dote d'institutions culturelles et qu'il développe des pratiques culturelles comparables à celles que l'on trouve au Canada anglais ou aux États-Unis : création du Musée d'art contemporain et ouverture de galeries d'art, construction de bibliothèques et ouverture de librairies, mise sur pied de nombreuses maisons d'édition professionnelles (Éditions de l'homme et Leméac en 1957, et au début des années soixante, H.M.H. Hurtubise, Presses de l'université de Montréal, Jour, Parti-Pris et Boréal-Express, etc.).

Au seul plan des publications, cette période se caractérise par un très grand dynamisme et aussi par une diversification de la production : chute progressive des publications religieuses, abondante production de livres à caractère éducatif (histoire, géographie, etc.), développement rapide de la poésie, essor important de sciences sociales et humaines, etc. Par ailleurs, au plan des habitudes de lectures, ces mêmes décennies ont été aussi le moment d'importantes modifications, par exemple d'une diminution significative du nombre des non-lecteurs : selon une enquête réalisée en 1979, la lecture est devenue une activité de loisir importante, elle occupe le deuxième rang, après le sport ou une activité physique, comme activité préférée par les Québécois de 18 ans et plus pendant les temps libres. L'image qui se dégage du Québécois moyen en ce qui regarde la lecture est : lecture régulière des journaux (75%) et aussi des revues et des livres (56%), intérêt pour les revues d'actualité, préférence pour les romans, les ouvrages spécialisés et les biographies, achat de livres plutôt qu'emprunt à la bibliothèque etc. Même si l'analphabétisme n'est pas totalement disparu et que le livre est encore loin d'être à la portée de tous, il y a une plus grande «démocratisation» de la lecture et de l'accès à la culture.

Crise et culture

Tant au plan de la quantité des activités culturelles que de la grandeur des institutions culturelles, le Québec apparaît comme une «société industrielle avancée» et se distingue, dans tous les

---

14. Belley, J.-G., J. Hamel et C. Masse, *La société de consommation au Québec*, Québec, Editeur officiel du Québec, Office de la protection du consommateur, 1980, p. 37.

15. Ibid., p. 42.

secteurs d'activité, par un grand dynamisme : multiplication des initiatives individuelles et collectives, élaboration de politiques culturelles (loi du 1%), mise sur pied de collections d'oeuvres d'art, organisation de laboratoires de recherche scientifique, etc. Plus nombreux et aussi d'une formation scolaire et professionnelle plus avancée, les créateurs ont acquis une plus grande autonomie (mise sur pied d'associations professionnelles, organisation de lieux collectifs de production et de diffusion, accès à des postes dans l'enseignement, etc.) et ils se sont dotés d'un véritable «espace de liberté». On est cependant loin d'avoir assuré la «juste part des créateurs» : problème des droits d'auteur, mauvaise distribution du livre, du disque et des films québécois ici et à l'étranger, absence de lieux d'exposition pour les jeunes artistes, etc.

La création est, au Québec, dans une position doublement fragile : en plus d'être limitée par la grandeur du marché local (et une certaine indifférence du public local), la production culturelle apparaît largement dépendante de la grande industrie culturelle, le plus souvent étrangère. Le maintien et le développement des activités culturelles n'ont été souvent assurés que grâce à une intervention de l'État, tant du gouvernement fédéral que du gouvernement provincial. Depuis la Seconde Guerre mondiale, comme on le voit déjà en 1949 avec la mise sur pied par le gouvernement fédéral de la Commission Massey sur les arts, les lettres et les sciences du Canada et ensuite la création du Conseil des arts du Canada, la culture a été et demeure une question éminemment politique : aux enjeux habituels (culture populaire/culture savante; culture de masse/culture d'élite, etc.) se sont superposés ceux de la territorialité de la culture (culture canadienne/culture québécoise) et du rôle de l'État. En raison de la situation géo-politique du Québec et aussi de sa structure sociale propre, sa dynamique culturelle n'a pas d'abord fonctionné à la «logique de la distinction», c'est-à-dire en fonction du système de différenciation sociale interne propre à cette collectivité : orchestrée par le gouvernement et surveillée par les organisations politiques, cette dynamique s'inscrit dans un aspect de la vie sociale et politique qui relève de la «logique de la mobilisation», c'est-à-dire qui, fonctionnant à l'emblème et au symbole (drapeaux, monuments, statues, etc.) implique l'intervention d'institutions et d'organisations politiques.

Et si un long moment, la culture (héritage du passé, foi et langue) a légitimé l'action politique (nationalisme), c'est l'inverse qui se passe maintenant : l'action politique apparaît en effet comme une condition de survie et de développement de la culture. Plus que les nombreuses restrictions financières et le sous-emploi des «travailleurs de la culture» (cinéastes, etc.), la caractéristique de la période récente est la dissociation plus grande entre la culture et la politique : même si elles demeurent toujours dépendantes d'une intervention de l'État, les pratiques culturelles apparaissent beaucoup moins qu'auparavant en relation avec l'action politique elle-même, par exemple, comme on l'a vu avec la chanson, la poésie et le cinéma, elles contribuent beaucoup moins à la consolidation de l'identité nationale.

Et si l'on peut affirmer que « la culture est en crise», ce n'est pas seulement en référence à la réduction de l'appui financier et institutionnel de l'État : la participation même de l'État au développement culturel et celle de la culture à la vie politique sont toutes deux remises en question. Tout comme l'économie, la culture tend à se (re)privatiser, à (re)devenir une «affaire privée», celles des individus, des groupes sociaux et aussi des entreprises privées : la culture cesse alors d'être un bien culturel (élément du patrimoine, etc.) pour devenir un produit culturel, une marchandise. Et dans le même mouvement où la culture se dépolitise, la politique elle-même «se déculturalise», elle abandonne la poursuite d'idéaux et la défense d'idées pour ne se préoccuper que de la seule gestion des ressources, la recherche de solutions aux problèmes et la défense d'intérêts particuliers.

L'économie du Québec au début des années quatre-vingt

par Pierre Gouin*

L'examen de la situation économique du Québec au début des années quatre-vingt illustre la complexité des problèmes économiques actuels et la difficulté de maintenir un niveau de vie élevé pour l'ensemble de la population québécoise. La constatation la plus fondamentale est que les difficultés économiques de la dernière décennie, qui ont atteint un point culminant en 1982 avec la crise, ne seront pas surmontées uniquement grâce à une phase d'expansion marquée par des fluctuations modérées comme ce fut le cas des premières décennies de l'après-guerre. De nouvelles relations se sont établies entre les économies de tous les niveaux de développement et ont conduit à une forte interdépendance économique à l'échelle mondiale. Ce nouvel ordre économique est porteur de bouleversements du fait même de la diversité des systèmes de production et des ressources des pays qui sont mis en relation. Le choc pétrolier, qui a marqué les années soixante-dix et provoqué la spirale inflationniste, n'est pas identifié comme la source de tous les maux actuels; d'autres chocs se sont produits et de nouveaux vont survenir, forçant des ajustements dans les économies des pays développés, même si, pris isolément, chacun de ces chocs est moins perturbateur que la hausse des prix du pétrole. Ces facteurs de changements externes se surperposent aux perturbations qui naissent des modifications continuelles de la demande intérieure.

La description des principales variables qui caractérisent l'économie du Québec depuis le début de la décennie permet de préciser la nature des transformations qui s'y produisent. L'ampleur de ces transformations est révélée par la persistance, malgré la reprise et l'expansion de l'économie, d'un taux de chômage très élevé au Québec comme dans la plupart des pays industrialisés. Sur le plan microéconomique les données sur la production et l'emploi illustrent les difficultés que connaissent certains secteurs d'activité. Par ailleurs, les dépenses d'immobilisation révèlent que des investissements importants sont réalisés dans ces secteurs en difficulté afin d'améliorer la compétitivité à l'aide de meilleures techniques de production, ainsi que dans d'autres secteurs en expansion, notamment ceux dans lesquels le Québec possède un avantage comparatif au niveau international.

Les trois premières parties de ce texte mettent en évidence les modifications de la demande extérieure et intérieure, alors que les transformations du système de production et du marché du travail qu'elles ont rendues nécessaires font l'objet des deux dernières parties.

---

* De la Direction des études prévisionnelles du Bureau de la statistique du Québec.

La récession économique mondiale de 1981 et 1982

La période considérée est marquée par la plus sévère récession économique à survenir depuis les années trente. Cette récession est ressentie plus durement au Canada qu'aux États-Unis où elle est d'ailleurs suivie d'une expansion d'une vigueur exceptionnelle, alors qu'au Canada la reprise se fait à un rythme modéré. Le Québec est gravement affecté avec une diminution de 7% de son produit intérieur brut réel en 1982, mais la situation s'y redresse un peu plus tôt que dans les autres provinces canadiennes. Cette crise économique est l'aboutissement de l'évolution de l'économie mondiale au cours de la décennie précédente, marquée par le double choc pétrolier et par l'endettement progressif du tiers-monde qui ont contribué à une spirale inflationniste amenant des taux de croissance annuelle des prix supérieurs à 10% aux États-Unis et dans la plupart des pays industrialisés.

Selon l'interprétation la plus courante, le désir de briser cette spirale inflationniste de façon durable obligea les autorités monétaires américaines à limiter le crédit de façon vigoureuse de telle sorte que les taux d'intérêt, qui étaient déjà élevés afin d'assurer un rendement réel minimal, montèrent en flèche en 1980 et 1981. L'activité économique fut brusquement freinée, les achats d'automobiles et d'autres biens durables ainsi que les mises en chantier de logements étant découragés par les coûts d'emprunt élevés. Faute de rentabilité, les investissements des entreprises furent aussi reportés; mais de surcroît, nombre d'entreprises se trouvèrent acculées à la faillite à cause d'une structure financière axée sur le financement externe qui s'était avéré plus profitable durant la période de forte inflation des dernières années.

Le Québec et le Canada furent d'autant plus touchés qu'une large part de leur production est destinée aux marchés extérieurs, aux États-Unis en particulier, et que ces exportations sont beaucoup plus affectées que la demande intérieure en période de basse conjoncture. Les marchés américains et européens se sont refermés, ainsi que ceux des pays du tiers-monde; pour ces derniers, la montée des taux d'intérêt a provoqué une augmentation rapide de la dette extérieure, les acculant à restreindre sévèrement leurs importations et faisant craindre l'effondrement du système financier international.

Au Québec en particulier, la valeur des exportations internationales en dollars courants chute de 4,5% en 1982, par rapport à 1981. La hausse des taux d'intérêt freine les achats de biens durables et elle a un effet particulièrement néfaste sur la situation financière des entreprises; ainsi le passif total des faillites s'élève au Québec à 836 millions de dollars en 1982 comparativement à 315 millions de dollars en 1980 et à 509 millions de dollars en 1981. Les mises à pied temporaires, les fermetures d'usines et les pertes de revenus dans les premiers secteurs et les premières entreprises touchés se répercutant à l'ensemble de l'économie, le niveau de l'emploi est réduit de 5,2%, passant de 2 726 000 en 1981 à 2 585 000 en 1982.

Les gouvernements ont abordé cette récession avec un déficit budgétaire déjà important, ce qui leur a enlevé la possibilité de soutenir l'activité avec des politiques budgétaires expansionnistes. Cependant, les paiements d'assurance-chômage et d'aide sociale ont joué un rôle important dans le maintien de la demande des particuliers. Toutefois, combinés aux pertes d'entrées fiscales, ils ont poussé à la hausse les déficits gouvernementaux. Le gouvernement du Québec a jugé nécessaire de limiter la croissance du déficit et effectué des coupures importantes dans la rémunération des employés du secteur public, réduisant ainsi la demande globale dans l'économie.

Cependant, certaines activités comme le projet hydroélectrique de la Baie-James, de grands projets immobiliers déjà en cours à Montréal et les projets miniers liés à la hausse spectaculaire du prix de l'or contribuent à limiter la baisse de la production et de l'emploi.

Avec la diminution des taux d'intérêt vers la fin de 1982, l'économie américaine amorce une vigoureuse remontée en 1983 et 1984 et ces deux facteurs permettent la reprise de l'économie canadienne. Au Québec, à la progression des ventes de biens de consommation durables et de la construction résidentielle s'ajoute, dès 1983, la croissance des exportations à destination des États-Unis tandis que la reprise des dépenses en immobilisation des entreprises s'effectue en 1984. La production de biens et de services rejoint et même surpasse le niveau d'avant la récession mais le niveau de l'emploi se rétablit à peine. On compte en effet 2 722 000 personnes occupant un emploi en moyenne en 1984, comparativement à 2 726 000 en 1981. Le redressement s'est donc produit en laissant plus de 10% de la main d'oeuvre en chômage et une bonne partie de ce chômage peut être considérée comme structurelle.

La récession, phénomène conjoncturel, s'est inscrite en réalité dans un processus de transformation des structures économiques à l'échelle mondiale. Les pays industrialisés ont poursuivi leur adaptation aux prix plus élevés des produits énergétiques, même si la dépression de la demande a stoppé la hausse des prix de ces produits et affaibli, temporairement du moins, l'organisation des pays producteurs de pétrole. Par ailleurs, l'action des grandes firmes multinationales, qui ont installé systématiquement des unités de production à forte intensité en main-d'oeuvre dans des régions où les taux de salaire sont faibles, crée une concurrence difficile à soutenir dans une grande variété d'industries du secteur de la fabrication. Les établissements des pays industrialisés, qui appartiennent souvent aux mêmes entreprises multinationales, tentent de demeurer concurrentiels en choisissant des méthodes de production qui réduisent au minimum l'utilisation de main-d'oeuvre. Pendant que des investissements sont consacrés à de nouvelles installations, on assiste à la fermeture d'établissements devenus non rentables ou à leur survie uniquement due à des mesures protectionnistes et à des subventions. En outre, la concurrence de certains pays asiatiques industrialisés est d'autant plus difficile à affronter que ces pays peuvent compter sur les méthodes de production les plus sophistiquées tout en profitant de taux de salaire plus faibles que ceux de la plupart des pays industrialisés. La multinationalisation de l'économie mondiale s'est aussi étendue au domaine de l'exploitation et de la production minérale et l'exploitation de nouveaux gisements, dont la teneur en minerai est plus élevée, met en difficulté les anciennes exploitations.

Les mutations récentes de l'économie mondiale et leur impact sur le commerce extérieur du Québec

Les transformations de l'économie internationale affectent considérablement l'économie du Québec et, en premier lieu, ses relations commerciales avec l'extérieur. En effet, une partie importante de la production du Québec est destinée au marché extérieur. Outre les minerais de fer et d'amiante, une très forte proportion des expéditions de l'industrie manufacturière est destinée aux marchés des autres provinces canadiennes ou de l'extérieur du Canada (45,5% en 1981 dont 18,5% à l'extérieur du Canada). La part des expéditions de certaines industries à l'extérieur de la province est très élevée, plus particulièrement celles des industries reliées aux produits suivants: le matériel de transport 78,8%, le tabac 71,3%, le papier et les produits connexes 70,8% et la première transformation des métaux 68,3%. Historiquement, le développement industriel du Québec a d'ailleurs reposé dans une large mesure sur la demande extérieure de quelques produits. De plus, plusieurs entreprises liées à la première transformation sont venues s'implanter au Québec en raison de la disponibilité d'une ressource naturelle donnée et du potentiel hydroélectrique, tandis que d'autres ont voulu desservir le marché canadien à partir d'usines situées au Québec afin de profiter des coûts de main-d'oeuvre inférieurs à ceux des autres régions. Une partie de ces avantages comparatifs du Québec se trouvent considérablement affaiblis aujourd'hui.

En ce qui concerne la production minière et la première transformation des métaux, les minerais de fer et d'amiante ainsi que le cuivre et ses alliages, qui comptent parmi les principaux produits

d'exportation du Québec (au 2^e, 5^e et 6^e rangs en valeur en 1977, et au 6^e, 12^e et 9^e rangs en 1984), sont les produits les plus touchés, l'impact de ces changements étant durement ressenti dans les régions productrices. Dans le cas du fer, la valeur de la production passe d'un sommet de 600 millions de dollars en 1981 à 362 millions de dollars en 1984; selon des intervenants du secteur au Québec, cette chute subite de la production n'est pas imputable à la récession, mais plutôt à la concurrence internationale. La rationalisation de la production s'est traduite par la fermeture officielle de la ville de Gagnon en 1984, ce qui semble mettre fin au processus de réduction des activités qui a ébranlé l'économie de la haute Côte-Nord au cours des dernières années.

Pour leur part les producteurs de cuivre qui exploitent les mines du Québec sont en difficulté alors que le prix de vente moyen est passé de 2,60 $/kg en 1980 à 1,89 $/kg en 1984; la valeur de leur production qui atteignait 254 millions de dollars en 1980 diminue de moitié pour se situer à 121 millions de dollars en 1984. Dans le cas de l'amiante, ce n'est pas tant la perte d'un avantage comparatif du Québec qui est responsable de la baisse des ventes à l'étranger que les différentes restrictions imposées par plusieurs pays à l'utilisation de l'amiante, restrictions qui ont suivi des campagnes de sensibilisation aux dangers que représente l'amiante pour la santé. La valeur de la production québécoise est tombée de 506 millions de dollars en 1979 à 301 millions de dollars en 1984. Des programmes d'information visant à mieux faire connaître l'amiante et à en relativiser les dangers de même que certains développements technologiques pourront peut-être redresser la situation au cours des prochaines années; cependant une volonté de la région productrice de diversifier son économie afin de ne plus dépendre aussi totalement de ce seul produit s'est manifestée.

Par contre, le renchérissement des prix de l'énergie favorise le Québec comme producteur d'électricité à coût relativement faible et le gouvernement tente d'en faire un facteur de développement industriel dans plusieurs secteurs. En premier lieu, ce sont les grands producteurs d'aluminium, forts consommateurs d'énergie électrique, qui ont manifesté leur intérêt en réalisant des investissements très importants dans plusieurs régions du Québec. Avant même que ces projets ne soient réalisés, l'aluminium compte parmi les principaux produits d'exportation du Québec, au 3^e rang des exportations hors du Canada en 1984. Par ailleurs, l'électricité est devenue elle-même un des principaux produits d'exportation du Québec se situant au 10^e rang en 1984 alors qu'elle n'apparaissait pas parmi les 25 principaux produits avant 1979. Les prévisions de demande d'énergie électrique, sur lesquelles la production était fondée, se sont cependant révélées trop élevées à la suite de la récession et, malgré les rabais sur les prix et la hausse des exportations, les installations hydroélectriques réalisées dans les années soixante-dix génèrent des surplus non vendus.

Parmi les industries qui reposent sur l'exploitation de la forêt, celle du bois voit ses exportations à destination des États-Unis fréquemment menacées par des mesures protectionnistes; avec une valeur de 642 millions de dollars en 1984, le bois d'oeuvre constitue le quatrième produit d'exportation du Québec hors du Canada. L'industrie des pâtes et papiers qui fournit le premier produit d'exportation du Québec, le papier d'imprimerie, a dû faire face, dès avant la récession, à la montée de la concurrence internationale et entreprendre, avec l'aide des gouvernements, un vaste programme de modernisation. En plus de ces investissements importants, la survie de l'industrie exige dorénavant une gestion très rigoureuse de la ressource forestière.

Dans les industries de la fabrication qui subissent le plus durement la concurrence des pays où les salaires sont plus faibles (le textile, le vêtement et la chaussure), les tarifs douaniers et les quotas à l'importation ont continué pendant la récession d'empêcher l'élimination des usines devenues non compétitives; cependant, à moins que des efforts de modernisation ne permettent de regagner des marchés, une grande partie des emplois de ces secteurs pourraient disparaître. L'industrie de l'automobile du Québec, comme celle de l'Amérique du Nord à laquelle elle est intégrée, a aussi

gravement souffert de la concurrence étrangère; mais la situation s'améliore maintenant que la technologie américaine s'est adaptée aux conditions du marché. Néanmoins, l'importation de voitures japonaises demeure contingentée au Canada au début de 1985.

Finalement, l'examen des principaux produits d'exportation permet de constater que des entreprises du Québec se sont taillé une place importante sur les marchés internationaux avec des produits de haute technologie dont les moteurs d'avion, le matériel de télécommunication, les tubes électroniques et les semi-conducteurs. Malgré la concurrence, la valeur des exportations de ces produits continue de croître. Les industries du matériel de transport et du matériel électronique sont d'ailleurs appelées à connaître une forte croissance au cours des prochaines années si l'on en juge par les projets annoncés, dont plusieurs sont liés au fort accroissement des dépenses en armement des pays de l'OTAN. Une autre activité de pointe dans laquelle des firmes québécoises se sont distinguées est celle des services d'ingénierie dont les contrats à l'étranger peuvent générer des achats importants de matériel québécois. Ces firmes ont souffert de la crise de l'économie mondiale, mais la situation se redresse même si les projets sont en général moins gigantesques.

Il n'est pas surprenant, compte tenu des problèmes qui affectent ou menacent ses industries exportatrices les plus traditionnelles, que le Québec tente de promouvoir le développement d'entreprises exportatrices moins vulnérables en utilisant les techniques de production les plus modernes. Le ministère du Commerce extérieur, dont l'action consiste à soutenir les efforts des entreprises dans la prospection des marchés et l'obtention de contrats, a été créé. Ce sont aussi les exigences de la concurrence internationale qui justifient principalement le virage technologique. Cette volonté de virage technologique s'est manifestée concrètement par la création du ministère de la Science et de la Technologie et par diverses mesures comme l'introduction de l'informatique dans les écoles et la mise sur pied de centres de recherche notamment dans les domaines de l'optique, de la biotechnologie et de la robotique.

Les transformations de la demande intérieure au Québec

En plus de s'adapter aux conditions changeantes de l'économie internationale, le système de production québécois doit s'adapter aux modifications qui surviennent aussi dans la demande intérieure. En effet, comme les consommateurs, les administrations publiques et les entreprises s'ajustent aussi aux changements de prix des produits d'autant plus que les préférences et les priorités des consommateurs se modifient constamment. La répartition des revenus entre les agents économiques influence aussi la composition de la demande mais cette répartition ne s'est pas modifiée sensiblement au cours des dernières années. Le total des salaires versés en 1982 a diminué, compte tenu de l'inflation, mais bien que le chômage demeure élevé, la part de la rémunération des salariés dans le revenu intérieur net se situe en 1983 sensiblement au même niveau qu'en 1979, soit à 74,5% comparativement à 74,7%. La part des bénéfices des sociétés avant impôt se situe à 8,8% en 1983 comparativement à 13,7% en 1979, année où ces bénéfices incluaient d'importants gains en capital sur les stocks. En raison de leur nature résiduelle, les revenus de cette catégorie fluctuent d'une année à l'autre. En considérant une période de quatre années, on constate que leur part a diminué faiblement, passant de 11,8% au cours des années 1976-1979 à 10,0% durant les années 1980-1983. Au cours de cette même période de comparaison, la part des intérêts et des revenus divers de placement passe de 8,6% à 9,5%.

De même, la part du revenu personnel transférée aux gouvernements en impôts sur le revenu des particuliers ne change pas sensiblement, se situant à 21,4% en 1983 comparativement à 20,3% en 1979. Par ailleurs, la part du revenu personnel disponible qui est épargnée s'est élevée à 17,6% en 1982 alors qu'elle s'établissait à 10,1% en 1979; elle se situe à 14,1% en 1983, les particuliers étant demeurés prudents à la suite de la récession. En ce qui a trait aux instruments d'épargne, les

québécois ont réagi assez favorablement aux politiques fiscales et aux campagnes d'information les invitant à s'intéresser aux marchés des actions; l'objectif de ces incitations est de permettre aux entreprises d'être moins dépendantes du financement externe et de réduire le nombre de faillites en période de basse conjoncture. Les épargnants se sont aussi prévalus massivement des régimes enregistrés d'épargne-retraite. Le développement de ces régimes a été encouragé par les gouvernements inquiets du vieillissement de la population et de l'insuffisance des fonds des caisses de retraite; la population adulte, attirée par les déductions fiscales à court terme et voulant améliorer les revenus qui lui sont assurés par les régimes publics, investit dans les régimes personnels d'épargne-retraite.

Quoiqu'il en soit, le nouvel intérêt d'une large partie de la population pour les marchés financiers, dont témoigne le succès des salons consacrés à l'épargne et aux placements, contribue au développement du secteur de la finance, des assurances et des affaires immobilières. Parallèlement, des changements à la réglementation tendent à réduire le cloisonnement existant entre les activités des grandes catégories d'institutions de cette industrie.

La demande de biens et de services de consommation

Du côté de la consommation, les québécois doivent aussi s'adapter aux changements dans les prix relatifs des produits, et en particulier ceux des produits énergétiques. Une partie des ajustements tendent à réduire la consommation de produits pétroliers et l'industrie pétrochimique en est gravement affectée. Parmi les transformations les plus visibles, on trouve au Québec, comme ailleurs en Amérique du Nord, le passage des grosses voitures aux petites voitures qui s'est accentué après le second choc pétrolier de 1978. Avec la stabilisation des prix de l'essence en 1984, les plus gros modèles se vendent maintenant mieux, mais il ne s'agit plus des grosses voitures de 1970. De plus, la baisse de la consommation d'essence entraîne des guerres de prix qui éclatent périodiquement sur une base régionale et dans lesquelles sont mis en lumière les intérêts divergents des stations-service indépendantes et de celles qui sont la propriété des entreprises pétrolières. Autre ajustement aux prix des produits énergétiques, la faveur qu'a connue le chauffage à l'électricité au cours des années soixante-dix s'est atténuée en faveur des systèmes de bi-énergie. Par ailleurs, le réseau de distribution de gaz naturel importé de l'Ouest canadien s'est étendu aux régions de Trois-Rivières, de Québec, de l'Estrie et du Saguenay—Lac-Saint-Jean; comme prévu dans la politique énergétique, le gaz naturel constitue une part grandissante de la consommation des particuliers et des entreprises. Le gaz naturel est même disponible dans quelques stations-service comme carburant pour automobiles et camions.

Un autre phénomène marquant dans le domaine de la consommation au cours des dernières années est l'attrait pour de nouveaux produits électroniques, soit les magnétoscopes, les jeux électroniques et les micro-ordinateurs, lesquels font leur apparition chez les particuliers malgré des attentes plus ou moins bien définies de la part des acheteurs. Ceci crée un vaste marché potentiel pour les producteurs québécois de logiciels mais, comme dans le cas de l'ensemble de l'équipement électronique, une large part de la demande est adressée aux producteurs étrangers; dans le cas des enregistrements magnétoscopiques et des logiciels, des créneaux solides existent, soit celui de la traduction et de l'adaptation pour le marché québécois.

Pour un produit comme le vêtement, il est évident que les modes exigent un effort constant d'adaptation de la part des producteurs. Pour d'autres produits de consommation courante, des modes existent aussi mais il peut être difficile de les distinguer des tendances à long terme. Dans le domaine de l'alimentation, à part la plus forte propension des Québécois à prendre des repas en dehors du foyer, on peut signaler quelques évolutions comme la consommation accrue de vin, de fromages fins et de yaourt aux dépens de produits traditionnels et, d'une façon plus générale, la recherche de produits plus raffinés et d'un service plus personnalisé. Le commerce de l'alimentation est lui-même amené à s'adapter, et la prolifération de boutiques spécialisées s'est étendue à l'intérieur même des supermarchés traditionnels. À l'opposé, l'existence d'une forte clientèle plus

soucieuse d'économie a entraîné l'ouverture de supermarchés géants qui se livrent à une concurrence agressive pour se tailler une part du marché.

Dans le domaine des loisirs, les activités sportives et de plein air prennent beaucoup de place. Les centres sportifs et de conditionnement physique se multiplient. Le ski alpin redevient en vogue et le ski de fond demeure populaire, mais c'est l'engouement pour la voile qui marque les dernières années. La demande d'équipement générée par ces activités ouvre de nouveaux horizons aux entreprises québécoises. Sur le plan culturel, le succès des théâtres d'été, le fractionnement des salles de cinéma, les salons du livre, les vidéo clips et le lent départ de la télévision payante correspondent à quelques-unes des tendances de la demande auxquelles les producteurs sont appelés à répondre.

Selon des associations de détaillants, la récession rend les consommateurs très circonspects et les amène à rechercher toujours le meilleur rapport entre la qualité et les prix. Les bulletins d'information des organismes de protection des consommateurs se sont imposés et ces organismes surveillent aussi les intérêts des consommateurs dans le processus de déréglementation en cours, notamment dans les domaines des communications et celui des transports.

Les statistiques sur les ventes de chacune des grandes catégories de commerce de détail reflètent certaines des modifications dans les choix des consommateurs qui sont dues aux modifications des prix relatifs des produits et des taux d'intérêt réels. La part des ventes d'automobiles neuves dans l'ensemble des ventes au détail a décliné au cours de la récession, durant laquelle on a d'ailleurs assisté à la fermeture de nombreux concessionnaires, et, en 1984, cette part ne s'établit encore qu'à 17,2% comparativement à 19,4% en 1979. En revanche, la part des stations-service, des garages et des vendeurs de voitures d'occasion et des pièces passe de 11,8% en 1979 à 14,5% en 1984. Les autres catégories de commerce dont la part des ventes tend à augmenter de 1979 à 1984 sont les magasins de vêtements et de chaussures, de 6,3% à 7,0%, les marchants de meubles, téléviseurs et autres appareils ménagers, de 3,2% à 3,4%, les pharmacies et commerces de produits de beauté, de 2,2% à 3,6%, et les magasins d'articles de sports, de 1,5% à 1,7%. La part des magasins d'alimentation est légèrement inférieure en 1984 à ce qu'elle était en 1979, soit de 28,3% comparativement à 29,3%.

La demande de logements

Le domaine de l'habitation a aussi été marqué par des bouleversements au cours des dernières années, dont le succès de la copropriété et du condominium. En ce qui à trait à la construction de nouveaux logements, la tendance à la baisse du nombre annuel de mises en chantier au Québec date de 1978, où on en dénombre 43 700 comparativement à 57 600 en 1977. Au cours de la récession, le nombre total de mises en chantier est descendu à 23 500 en 1982, pour remonter à 40 300 en 1983 et à 41 900 en 1984. En moyenne, au cours de la période de 1980 à 1984, le nombre annuel de logements mis en chantier est de 32 900 comparativement à 53 200 au cours de chacune des deux périodes quinquennales précédentes, c'est-à-dire de 1970 à 1974 et de 1975 à 1979. La part de chaque type de logement dans le total des mises en chantier s'est aussi modifiée; au cours de la période de 1980 à 1984, la répartition est la suivante: les logements simples 49,9%, les logements doubles 8,4%, les logements en rangée 2,6% et les logements multiples 39,0%, alors que les parts respectives étaient de 54,2%, 4,4%, 1,5% et 39,9% au cours de la période de 1975 à 1979. Les logements doubles et en rangée ont donc pris de l'importance aux dépens de la maison simple. En contrepartie de la baisse de la construction de logements neufs, la rénovation de logements a pris de l'ampleur, entraînant parfois la transformation de vieux quartiers urbains.

La demande de biens et de services publics

Les changements dans les besoins et les préférences des citoyens touchent aussi la demande de biens et de services publics. Cependant, le processus d'ajustement de l'offre à la demande et l'expression même de la demande sont très complexes puisqu'ils se font à travers les débats politiques. Comme toile de fond, on retrouve au début des années quatre-vingt le débat sur la privatisation qui concerne la part à réserver à l'entreprise privée dans l'offre de biens et de services publics et qui remet en question la présence de l'État dans plusieurs secteurs de production et en particulier, le rôle des entreprises publiques. D'autres débats s'engagent ou renaissent relativement aux services publics et aux transferts qui s'adressent à des sous-groupes de la population. Parmi ceux-ci on peut citer, à titre d'exemples, les débats entourant les déficits du régime d'assurance-chômage et les paiements d'aide sociale qui pèsent à ceux qui estiment ne jamais devoir recourir à ces programmes et qui paient des impôts élevés. De même, le financement des garderies publiques apparaît une dépense injuste à certains couples dont l'un des conjoints choisit de demeurer à la maison. Ces débats, de même que ceux qui ont lieu ailleurs en Amérique du Nord, suggèrent que le développement des programmes sociaux exige que leur impact sur les taux de taxation des particuliers et des entreprises soit établi plus clairement. La question des taux de taxation, en regard de ceux observés ailleurs, se trouve d'ailleurs au centre des discussions sur la situation économique du Québec.

Des changements surviennent tout de même au cours des dernières années dans la composition des dépenses publiques avec la mise en place de nouveaux programmes et l'évolution des programmes existants. Les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé demeurent les composantes les plus importantes des dépenses du gouvernement du Québec, mais avec le vieillissement de la population s'opère un déplacement des ressources du secteur de l'éducation primaire et secondaire vers celui de la santé. Parmi les préoccupations les plus récentes, celles concernant la santé, la sécurité au travail ainsi que la qualité de l'environnement et de l'eau potable se reflètent dans l'évolution des dépenses publiques.

Cependant, au début des années quatre-vingt, la question du choix des biens et services publics à produire s'insère dans un contexte où l'attitude dominante est de privilégier la réduction des dépenses publiques, plutôt que la hausse des impôts comme moyen de réduire les déficits budgétaires des gouvernements, provincial et fédéral. Le problème des gouvernements est donc de trouver le consensus le plus large possible sur les économies qu'il est possible de faire dans différents programmes existants plutôt que sur les programmes à mettre en place ou à enrichir.

La demande de biens d'équipement

Finalement, la demande de biens et services dans l'économie provient aussi de la formation brute de capital fixe réalisée par les entreprises et les administrations publiques. Cette composante de la demande est la plus affectée par la mauvaise conjoncture économique; malgré un redressement important en 1983, sa part de la dépense intérieure brute au Québec, en excluant la construction résidentielle, se situe à 13,5% en moyenne au cours de la période 1980-1983, comparativement à 15,9% durant la période 1976-1979; la part des dépenses privées diminue de 7,6% à 7,2% et celle des dépenses publiques de 8,3% à 6,3% de la dépense intérieure brute au cours de la même période de comparaison. En 1984, la part des dépenses imputées à la formation brute de capital fixe atteint 12,3% pour les dépenses publiques. La situation semble donc se rétablir mais des changements sont survenus dans la composition des biens et services utilisés dans la formation brute de capital fixe; globalement, on note que la répartition des dépenses entre la construction non résidentielle d'une part et les machines et l'équipement, d'autre part, se modifie, passant respectivement de 54,4% et 45,6% en 1979 à 46,3% et 53,7% en 1984.

Les transformations du système québécois de production

La nécessité de s'ajuster aux changements de la demande intérieure et extérieure et aux conditions de l'offre à l'échelle internationale provoque des transformations importantes dans le système québécois de production. Ces transformations concernent la composition de la production et les techniques de production utilisées. Elles se traduisent par la fermeture d'usines ou leur modernisation toutes deux accompagnées de mises à pied d'une part, et par la construction de nouvelles usines et l'embauche de personnel d'autre part. Cela se reflète dans la répartition sectorielle de la production, de l'emploi et des investissements selon le secteur d'activité; toutefois, l'examen global de l'évolution de cette répartition ne doit pas faire oublier qu'à l'intérieur d'un secteur donné, une entreprise ou un sous-secteur particulier peut avoir une évolution très différente de celle de l'ensemble du secteur; ainsi pour ne citer qu'un exemple, l'industrie du vêtement compte des entreprises en pleine croissance.

En ce qui concerne les grands secteurs de production, l'évolution qui a accru la part du secteur tertiaire, aux dépens des secteurs primaire et secondaire, s'est produite surtout avant 1970 mais elle s'est poursuivie par la suite de sorte que la part des secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans le produit intérieur brut du Québec, se situent respectivement à 4,9%, 28,2% et 66,2% en 1979 comparativement à 5,3%, 33,3% et 61,4% en 1969. En 1983, à la suite de la récession, la part du secteur tertiaire, le secteur le moins touché, s'établit à 70,7% tandis que la part du primaire glisse à 3,9% et celle du secondaire à 25,4%.

Malgré cette diminution de l'importance relative du secteur primaire dans la production au Québec, principalement due à l'industrie minière, ce secteur maintient en 1984 sa part de l'emploi total au niveau de 1979, soit 4,7%. L'emploi total du secteur primaire augmente de 6 000 entre 1979 et 1984 alors que l'augmentation est de 103 000 dans l'ensemble de l'économie; c'est l'agriculture qui est responsable de cette création d'emplois avec une hausse de 9 000 au cours de cette période, faisant passer l'emploi total de ce secteur de 68 000 à 77 000, alors que l'exploitation forestière et l'exploitation minière emploient chacune 2 000 personnes de moins en 1984 qu'en 1979.

Les dépenses en immobilisations de l'agriculture et de la pêche totalisent d'ailleurs 3,2 milliards de dollars de 1980 à 1984, soit 5,6% de l'ensemble des dépenses en immobilisations réalisées au Québec à l'exclusion de la construction résidentielle; au cours de la période de 1975 à 1979, la part de l'agriculture et de la pêche dans le total des dépenses en immobilisations se situait à 4,6%.

L'agriculture québécoise a été moins affectée par les bouleversements de l'économie mondiale et les investissements importants réalisés reflètent son expansion, liée à un objectif de plus grande autosuffisance alimentaire du Québec et à des percées sur les marchés internationaux. Cependant, les marchés internationaux connaissent une certaine saturation en 1984 et des mesures protectionnistes menacent de frapper les producteurs de porcs en particulier qui ont accru fortement leurs exportations aux États-Unis au cours de l'année. Les dépenses en immobilisations mentionnées précédemment incluent celles de l'industrie de la pêche qui est en réorganisation au cours des dernières années. Les conditions du marché sont excellentes dans le cas des crustacés en particulier, mais l'amélioration de la qualité des produits offerts est jugée essentielle à la santé de l'industrie. Par contre, l'industrie minière a vu sa part des dépenses en immobilisations diminuer, celle-ci passant de 4,3% au cours de la période 1975-1979 à 3,0% durant la période 1980-1984; les dépenses totales en immobilisations de l'industrie s'élèvent tout de même à 1,7 milliard de dollars entre 1980 et 1984.

Le secteur manufacturier est, avec celui des mines, le plus intégré à l'économie mondiale et le plus touché par l'internationalisation de la production. Des dépenses en immobilisations totalisant 11,6 milliards de dollars y sont réalisées entre 1980 et 1984, ce qui, en excluant la construction

résidentielle, représente 20,5% de l'ensemble des dépenses à ce chapitre comparativement à 15,6% au cours de la période 1975-1979. Malgré ces investissements importants, la valeur des expéditions manufacturières du Québec, corrigée pour tenir compte de l'augmentation des prix de vente, ne s'accroît que de 1,3% de 1979 à 1984. Cela indique bien que la construction de nouvelles usines s'accompagne de la fermeture et de la transformation d'usines existantes.

Les industries qui augmentent sensiblement la valeur de leurs expéditions de 1979 à 1984 sont celles des aliments et boissons (7,4%), du papier et des produits connexes (6,5%), des métaux primaires (20,0%), des appareils et du matériel électriques (10,8%), de l'imprimerie et de l'édition (19,4%), du bois (39,8%), des produits en caoutchouc et en matière plastique (9,7%), du tabac (7,9%) et de la bonneterie (7,8%). Ces industries, sauf celles du bois et des produits en caoutchouc et en matière plastique, effectuent des dépenses en immobilisations beaucoup plus importantes entre 1980 et 1984 qu'au cours des cinq années précédentes, entre autres celles liées à la modernisation de l'industrie des pâtes et papiers et à la construction d'alumineries.

Plusieurs industries connaissent par contre une baisse ou une stagnation de la valeur de leurs expéditions entre 1979 et 1984, dont l'industrie du pétrole et du charbon (-18,0%), l'industrie chimique (0,8%), l'industrie du matériel de transport (-3,4%), l'industrie des produits métalliques (-5,7%), les industries du vêtement (-20,6%), du textile (-5,5%) et celle du cuir (-5,5%), l'industrie des produits minéraux non métalliques (-14,1%), l'industrie de la machinerie (-24,4%) ainsi que l'industrie du meuble (-8,6%). Toutefois dans l'industrie du pétrole et du charbon de même que dans celle du matériel de transport, la baisse du volume de leurs expéditions survient malgré des investissements importants.

Par ailleurs, l'emploi dans le secteur manufacturier serait en baisse de 10,5%, soit de 56 000 en 1984, par rapport à 1979 selon les estimations préliminaires des données du recensement. De fait, les vingt grandes industries du secteur manufacturier enregistreraient une diminution de l'emploi au cours de cette période à l'exception de celle de l'imprimerie et de l'édition. Mais, pour la première fois depuis 1979, on assiste en 1984 à une augmentation de l'emploi par rapport à l'année précédente dans le secteur manufacturier. Même si les nouvelles unités de production requièrent moins de main-d'oeuvre en général pour une production donnée, on constate que l'expansion du secteur manufacturier peut créer de l'emploi à l'intérieur même du secteur, sans compter les emplois qui en dépendent dans l'ensemble de l'économie.

Dans l'industrie de la construction, l'accroissement de l'activité dans le domaine de la construction non résidentielle et des travaux de génie au cours de la période de 1979 à 1984 compense partiellement la tendance à la baisse de la construction résidentielle. Le nombre d'emplois du secteur de la construction,évalué à partir de l'enquête sur la population active, s'établit cependant à 118 000 par année en moyenne au cours de la période 1980-1984 comparativement à 139 000 au cours de la période de 1975-1979.

Le secteur tertiaire de l'économie est moins exposé à la concurrence internationale, la plupart des services produits étant difficilement échangeables entre les pays. Ce secteur est néanmoins sujet à des ajustements selon les préférences exprimées par les consommateurs, du reste de mieux en mieux informés de la nature et de la qualité des services disponibles à l'étranger et des innovations qui y apparaissent. La part croissante du secteur tertiaire dans le produit intérieur brut se reflète dans la part du tertiaire dans l'emploi total qui passe de 67,5% en 1979 à 73,2% en 1984.

En fait, si le Québec compte 103 000 emplois de plus en 1984 qu'en 1979, le secteur tertiaire en compte pour sa part 143 000 de plus. Le nombre d'emplois s'accroît de 40 000 dans le commerce, de 21 000 dans la finance, les assurances et les affaires immobilières, de 8 000 dans les administrations publiques et la défense et de 112 000 dans le secteur des services sociaux, commerciaux et personnels. Dans les secteurs du transport et des communications, le nombre

d'emplois diminue respectivement de 34 000, et de 7 000 entre 1979 et 1984, tandis que dans celui de l'électricité, du gaz et de l'eau, il s'accroît de 3 000. Les dépenses d'immobilisation réalisées dans ce dernier secteur sont extrêmement importantes au cours de la période de 1980 à 1984, atteignant au total 19,9 milliards de dollars, soit 35,5% de l'ensemble des dépenses en immobilisations au Québec. Cependant, les investissements dans les équipements de production et de distribution de l'électricité et du gaz ne créent pas beaucoup d'emplois dans le secteur lui-même, une fois les travaux terminés.

Dans l'ensemble, de 1980 à 1984, le secteur tertiaire réalise 68,3% des dépenses totales en immobilisations au Québec comparativement à 73,2% de 1975 à 1979. En particulier, les administrations publiques et le secteur des services sociaux, commerciaux et personnels comptent pour une part nettement plus faible des dépenses totales en immobilisations au cours de la période de 1980 à 1984 qu'au cours des cinq années précédentes.

Par ailleurs, l'évolution du système de production diffère d'une région à l'autre. Ainsi, la région administrative de Montréal voit sa part des dépenses d'immobilisations au Québec s'accroître, passant de 46,6% au cours de la période de 1975 à 1979 à 50,4% durant la période de 1980 à 1984; sa part de l'emploi total du Québec demeure toutefois presque inchangée avec 59,5% en 1984, comparativement à 59,7% en 1979. L'Abitibi-Témiscamingue, l'Outaouais et le Saguenay—Lac-Saint-Jean accroissent aussi leur part des dépenses d'immobilisation réalisées au Québec, de 2,4% à 3,1%, de 3,3% à 3,5% et de 4,3% à 5,9% respectivement; cependant seule l'Abitibi-Témiscamingue voit augmenter sa part de l'emploi total, de 1,8% en 1979 à 2% en 1984, les deux autres régions enregistrant une légère baisse. C'est la région de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec qui réduit de façon importante sa part des dépenses totales en immobilisations, laquelle passe de 17,8% pour la période de 1975-1979 à 12,3% pour la période de 1980 à 1984, à la suite de l'achèvement des grands travaux hydroélectriques de la Baie-James. Les régions de Trois-Rivières, de l'Estrie, de Québec et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie enregistrent une légère diminution de leur importance relative en ce qui a trait aux dépenses d'immobilisation, ce qui n'empêche pas la région de Québec d'augmenter sa part de l'emploi total de 15,3% en 1979 à 15,6% en 1984, alors que la part des trois autres régions diminue légèrement.

L'évolution du marché du travail

Le chômage actuel, ses causes et conséquences

Sur le marché du travail, les bouleversements de l'économie survenus au cours de la récession se manifestent sévèrement et l'ampleur de ces bouleversements peut être évaluée en partie par les statistiques sur le chômage. Ainsi, vers la fin des années soixante, qui furent des années de relative stabilité, le repli de la conjoncture fait passer le taux de chômage à 7,0% en 1970, alors qu'il était de 4,6% en 1967. Ce chômage additionnel, considéré comme du chômage dû à la conjoncture, s'ajoute à un chômage frictionnel inévitable. On attribue aussi à des déficiences de la structure économique québécoise une certaine part du chômage non conjoncturel. La comparaison avec la situation récente est très révélatrice; les années soixante-dix, marquées par la crise pétrolière et l'inflation, voient le taux de chômage s'accroître graduellement jusqu'à 10,9% en 1978, et ne diminuer au mieux qu'à 9,6%, en 1979. À la veille de la récession, en 1980, le taux de chômage se situe à 9,8%; la crise l'a amené à 13,8% en 1982, puis à 13,9% en 1983. Après deux années d'une reprise qui permet de rétablir le niveau de production et, alors qu'on semble approcher d'un sommet cyclique, en 1984, le taux de chômage se situe encore à 12,8%. Le chômage conjoncturel de 1982 aurait donc fait laissé la place à un chômage structurel.

Toutefois, le Québec compte 2 722 000 personnes occupant un emploi en 1984, soit 138 000 de plus qu'en 1982 et 103 000 de plus qu'en 1979. Mais de 1979 à 1984, la population âgée de 15

ans et plus s'accroît de 264 000 et la population active de 226 000. Le taux d'activité qui représente la part de la population de 15 ans et plus qui appartient à la population active s'établit à 61,5% comparativement à 60,2% en 1979. Un calcul simple montre que pour avoir en 1984 un taux de chômage de 9,6% au Québec, comme en 1979, il aurait fallu une augmentation de 100 000 emplois de plus que l'augmentation de 103 000 observée, dont 60 000 seulement pour combler la hausse du taux d'activité de 60,2% à 61,5%.

L'augmentation plus rapide du taux d'activité qui passe de 55,9% en 1969 à 61,5% en 1984 contribue à l'élévation du taux de chômage depuis 1970. Le développement économique de l'après-guerre était accompagné d'un accroissement modéré du taux d'activité, qui passait alors de 53,7% en 1954 à 55,9% en 1969, sans accroissement du chômage. Cette période est cependant marquée par la participation de plus en plus grande des femmes au marché du travail, leur taux d'activité progressant de 24,1% en 1954 à 35% en 1969. Cette évolution s'est poursuivie par la suite, le taux d'activité chez les femmes atteignant 44,6% en 1979 et 49,1% en 1984. Toutefois, la croissance n'a pas été suffisamment forte au cours des années soixante-dix, et au début des années quatre-vingt pour absorber la main-d'oeuvre additionnelle à la fois de la croissance de la population et de celle de la population active. Cependant, à 61,5% en 1984, le taux d'activité est loin d'avoir un niveau exceptionnel au Québec, puisqu'en Ontario, où le taux de chômage est de 9,1% en 1984, il atteint 67,4% et en particulier 57,0% chez les femmes.

Les politiques de plein emploi

Les pertes et le manque d'emplois constituent une situation difficile pour ceux qui sont touchés. En 1984, la moyenne mensuelle du nombre de chômeurs s'élève à 400 000, mais le nombre de personnes ayant connu une période plus ou moins longue de chômage est beaucoup plus élevé; ainsi, le nombre de nouvelles demandes acceptées à l'assurance-chômage atteint 943 000 en 1984, ce qui ne tient pas compte des chômeurs qui n'ont pas droit à des prestations, donc d'une bonne partie des personnes arrivant sur le marché du travail. D'un point de vue collectif, les coûts du chômage sont aussi très élevés en termes de pertes de revenus.

En conséquence, la création d'emplois constitue le premier objectif des gouvernements et des partis politiques au Québec et au Canada. Les moyens à utiliser et leur efficacité ne font cependant pas l'unanimité, tout comme le diagnostic de la situation actuelle. Si le haut niveau de chômage est lié aux bouleversements de l'économie, il est difficile de dire pendant combien de temps les bouleversements vont demeurer aussi intenses, particulièrement à l'échelle internationale, et comment les structures industrielles vont évoluer au cours de ces bouleversements.

Inspirées d'un certain scepticisme, quant aux perspectives de croissance de la demande de main-d'oeuvre, les politiques de partage du travail, notamment par une réduction permanente du temps de travail, sont beaucoup discutées mais elles ne peuvent être considérées indépendamment de la question de la rémunération du travail. Cela rend difficile leur mise en application sauf dans les cas des politiques favorisant le travail à temps partiel ou toute autre forme de réduction du temps de travail sur une base volontaire, où l'accord sur la rémunération est plus facile; ces dernières politiques permettent aussi l'élimination de rigidités sur le marché du travail.

Les politiques préconisées par le gouvernement du Québec visent plutôt à atteindre le plein emploi par le développement économique. Elles tentent de favoriser la création et l'expansion d'industries et d'entreprises compétitives en misant sur l'utilisation des meilleures technologies, la qualité et l'originalité des produits, et la recherche de nouveaux marchés.

C'est ainsi que les subventions et l'assistance technique aux entreprises, la fondation de centres de recherche, l'achat de matériel informatique pour les écoles font partie des dépenses gouvernementales consacrées au développement. Cependant, l'existence d'un déficit public important limite

la capacité du gouvernement à investir massivement dans plusieurs projets. De plus, au Québec comme ailleurs, l'heure est au désengagement de l'État dans le fonctionnement de l'économie, l'initative étant laissée à l'entreprise privée évoluant sur des marchés moins réglementés.

Parmi les actions gouvernementales en cours plusieurs concernent le développement de la main-d'oeuvre. Ces politiques de formation de la main-d'oeuvre sont complémentaires de toutes les politiques visant à accroître la demande de main-d'oeuvre. Leur élaboration exige une surveillance continuelle de l'évolution des besoins en main-d'oeuvre pour des différentes catégories de qualification. Etant donné l'incertitude inhérente à un tel exercice de prévision, la formation doit assurer une certaine flexibilité en privilégiant fortement les disciplines de base.

Les statistiques démontrent qu'un niveau d'éducation élevé demeure un avantage sur le marché du travail. Ainsi en 1983, alors que le taux de chômage atteignait 13,9% au Québec, il se situait à 15,8% chez les personnes n'ayant pas terminé d'études postsecondaires, dont la population active était de 2 270 000, et à 8,6% chez les personnes ayant complété des études collégiales ou universitaires, au nombre de 800 000. Toutefois, cela ne veut pas dire que les études avancées soient une solution universelle. Au contraire, des études prospectives indiquent même, que parmi les types d'emploi qui seront créés en plus grand nombre, se trouvent ceux de secrétaire, de commis, de vendeur et de concierge.

Par ailleurs, les informations sur l'emploi par profession au Québec montrent que l'augmentation de 208 000 du nombre d'emplois entre 1975 et 1983 provient d'une hausse de 119 000 des emplois de direction et des professions libérales, de 39 000 emplois reliés au travail administratif, de 25 000 au commerce, de 94 000 aux autres prestataires de services et de 11 000 aux occupations du secteur primaire: agriculture, pêche, exploitation forestière et minière. Par contre, les activités de traitement et d'usinage de matières premières, de fabrication, de manutention ainsi que la manoeuvre d'équipement de transport et les métiers de la construction occupent globalement en 1983, 80 000 personnes de moins qu'en 1975.

Conclusion

L'étude de l'économie du Québec présentée dans les pages qui précèdent est principalement descriptive. Les transformations de l'économie qui ont eu cours durant la période considérée sont mises en évidence à l'aide des statistiques appropriées; elles sont situées dans le cadre des transformations en cours dans l'économie mondiale et certains facteurs explicatifs sont identifiés. Cependant, l'analyse ne va pas jusqu'à évaluer l'impact de tous les facteurs de changement, ni jusqu'à suggérer lesquels ont été déterminants dans le passé ou lesquels le seront dans le futur. En conséquence, aucune tentative de prévision n'est faite quant à l'évolution de l'économie du Québec dans les années à venir. Cette évolution est fonction de plusieurs variables difficiles à prévoir dont les nouvelles technologies, le processus de multinationalisation de l'économie mondiale, le crédit et le système monétaire international, les accords internationaux sur le commerce de biens et de services ainsi que les différents facteurs politiques intérieurs et extérieurs.

Sur le plan normatif, les bouleversements de l'économie au cours de la dernière décennie, marquée par de fortes variations des prix relatifs des produits et l'intensification de la concurrence internationale, ont mis à jour certains aspects négatifs des actions gouvernementales et en particulier le coût élevé du développement et du maintien par l'État de secteurs d'activité ou d'entreprises à l'encontre des forces du marché. Différentes formes d'intervention étatique se sont en effet multipliées au cours des années soixante dans un contexte de croissance soutenue de l'économie des pays industrialisés. Malgré leurs limites et parfois leurs effets négatifs, certaines de ces politiques gouvernementales ont augmenté le potentiel industriel de la province et aident à faire face aux problèmes économiques actuels. Mentionnons la modernisation et la démocratisa-

tion du système d'éducation qui a accru les qualifications de la main-d'oeuvre en science, en technologie et en gestion, ainsi que les politiques nationales visant à réduire la dépendance face aux investissements des entreprises étrangères, qui ont favorisé une meilleure utilisation de l'épargne locale et l'émergence d'un groupe d'entrepreneurs québécois.

Les politiques qui pourraient être pertinentes actuellement sont difficiles à définir et les déficits publics, qui caractérisent aussi la période de reprise, limitent la capacité d'intervention des gouvernements. Dans un contexte aussi incertain, le progrès économique d'une société repose sur la quantité et la qualité de ses ressources humaines, naturelles et énergétiques. La protection et le développement de ces ressources, leur mobilité, l'invention, l'acquisition et la maîtrise de nouvelles technologies et de nouvelles formes d'organisation de la production sont les garanties de l'avenir.

1

Traits géographiques

Superficie	147
Hydrographie	147
Géologie	148
Climats	152
Faune et flore	153

1

Liste des tableaux

1. Superficie approximative en terre et en eau douce, par province et territoire, Canada 160

2. Superficie par zone écologique, Québec, 1984 160

3. Superficie du territoire de la forêt commerciale, selon l'utilisation du sol, Québec, 1984 161

4. Longueur approximative des frontières, Québec, 1985 161

5. Principaux sommets par ordre d'altitude et par chaîne de montagnes, Québec, 1985 161

6. Principaux lacs et réservoirs, Québec, 1984 163

7. Principales rivières et leurs principaux affluents, Québec, 1984 164

8. Caractéristiques hydrologiques des principaux cours d'eau, Québec, 1984 166

9. Précipitations et températures moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, sur une période de 30 ans, Québec, 1951-1980 168

10. Estimation des populations d'animaux à fourrure par espèce et zone écologique, Québec 171

Liste des figures

1. Carte générale du Québec 159

2. Carte des bassins versants et des régions hydrographiques 165

3. Températures et précipitations moyennes enregistrées par quelques stations météorologiques, Québec, 1951-1980 172

4. Géologie du Québec 173

5. Carte des climats du Québec 174

6. Carte des zones écologiques du Québec 175

1

Ce chapitre a été réalisé par Marie-Thérèse H. Thibault avec la collaboration de la Commission de toponymie du Québec, du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec, du ministère de l'Environnement du Québec et du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec.

Compte tenu de l'immensité du territoire québécois et des nombreuses facettes sous lesquelles nous pouvons l'étudier, nous retenons, dans cette édition, cinq aspects de ses traits géographiques, soit quelques données succinctes sur la superficie et l'hydrographie et un aperçu global de la géologie, du climat et enfin de la faune et de la flore du Québec.

Superficie

La superficie du Québec, excluant le Labrador, selon le tracé de 1927 (non définitif) est de 1 667 926 km^2. Les eaux salées incluant le golfe jusqu'à la ligne équidistante des rives des provinces et les échancrures des baies James, d'Hudson et d'Ungava occupent 152 693 km^2, soit 9% de la superficie totale. La terre ferme, incluant les eaux intérieures, couvre une superficie globale de 1 515 233 km^2.

Le Québec couvre un territoire 3 fois plus grand que celui de la France (557 000 km^2), 5,9 fois celui de l'Équateur (283 000 km^2), 6,7 fois celui de la République fédérale allemande (249 000 km^2), 7,3 fois celui de la Grande-Bretagne (226 900 km^2), 40,7 fois la Suisse (41 000 km^2) et 53,8 fois la Belgique (31 000 km^2).

La superficie du Québec, telle qu'elle est établie par le ministère québécois de l'Énergie et des Ressources, représente plus de 16% de celle du Canada et contribue à faire de ce dernier le plus vaste pays du monde occidental. À l'échelle mondiale, le Canada (9 922 330 km^2) occupe la seconde place après l'URSS (22 402 000 km^2) et juste avant la Chine continentale (9 597 000 km^2).

Le Québec est partiellement séparé du reste du Canada par la mer d'Hudson et le détroit du même nom qui forment ses frontières naturelles au nord-ouest et au nord. À l'est, il confine à la côte du Labrador et à la ligne équidistante des rives des provinces riveraines, établie dans le golfe Saint-Laurent par les premiers ministres des provinces de l'Atlantique à Halifax le 30 septembre 1964.

La partie méridionale du Québec est rattachée au reste du continent. Au sud, le Québec a frontière commune avec le Nouveau-Brunswick et les états américains du Maine, du New Hampshire, du Vermont et de New York. À l'ouest, la frontière est définie principalement par la rivière des Outaouais et le méridien 79° 30'.

Hydrographie

Le réseau hydrographique québécois se divise en trois bassins versants principaux: le plus vaste, celui du fleuve, de l'estuaire et du golfe Saint-Laurent occupe une superficie de plus de 673 000 km^2; celui de la baie James et de la baie d'Hudson s'étend sur plus de 518 000 km^2, et enfin, celui de la baie d'Ungava, couvre près de 492 000 km^2.

Le bassin du Saint-Laurent comprend le versant sud qui s'étend de la vallée du Richelieu jusqu'en Gaspésie et le versant nord de la rivière des Outaouais jusqu'à la côte du Labrador.

Les principales rivières du versant sud sont le Richelieu, la Yamaska, le Saint-François, la Chaudière et, se jetant dans la baie des Chaleurs, la Cascapédia et la Matapédia. On dénombre dans ce grand bassin versant quelques lacs importants comme le Memphrémagog, le Brome, le Massawippi, le Brompton, l'Aylmer, le Saint-François, le Mégantic, le Témiscouata et le Matapédia.

Le versant nord du Saint-Laurent comprend plusieurs rivières importantes comme la rivière des Outaouais, le Saint-Maurice, le Saguenay, la Manicouagan, la Moisie et la Romaine. Cette région est caractérisée par ses grands bassins versants et par un nombre considérable de lacs. De nombreuses usines hydro-électriques sont aménagées notamment sur les rivières Saint-Maurice, Betsiamites, Outardes et Manicouagan.

Le bassin versant de la baie James et de la baie d'Hudson compte neuf des vingt plus grandes rivières de la province. Parmi les principales rivières, il y a la rivière Harricana, la rivière Nottaway qui draine les rivières Chibougamau, Waswanipi et Bell, la rivière Broadback, la rivière de Rupert exutoire du plus grand lac naturel du Québec, le lac Mistassini, la rivière Eastmain, la Grande Rivière, site d'importants aménagements hydro-électriques, devenue à la suite des détournements de rivières nécessités par ces travaux, la plus grande rivière du Québec avec un bassin versant de 175 900 km^2.

Le bassin versant de la baie d'Ungava est dominé par le bassin de la rivière Koksoak qui reçoit ses eaux de deux importants affluents: la rivière Caniapiscau et la rivière aux Mélèzes. D'autres rivières importantes se jettent également dans la baie d'Ungava: les rivières Arnaud (Payne), aux Feuilles, George et à la Baleine.

Le Service des eaux de surface du ministère de l'Environnement a divisé le Québec, à part les îles du fleuve et du golfe Saint-Laurent, en dix régions hydrographiques telles qu'elles sont illustrées sur la carte.

Ces régions sont délimitées d'abord par les lignes de partage des eaux et à l'intérieur de deux des trois grands bassins versants par une décision arbitraire ayant pour but de fractionner cet immense territoire.

Le fichier informatique de la Commission de toponymie du Québec comprend, en décembre 1984, 46 947 noms officiels de lacs et 2 858 noms officiels de rivières. Il reste, par ailleurs, de nombreux lacs et rivières qui n'ont pas encore reçu de nom officiel, soit qu'ils soient connus sous des noms vernaculaires ou qu'ils n'aient encore aucune appellation connue.

Géologie

Le Québec comprend trois grandes unités géologiques: le Bouclier canadien, la Plate-forme du Saint-Laurent et les Appalaches. Les roches du Bouclier couvrent 80% du Québec; elles sont parmi les plus anciennes de la terre et ont été formées il y a plus de 570 millions d'années, au Précambrien. La Plate-forme du Saint-Laurent et les Appalaches sont composées de formations rocheuses plus récentes. Celles-ci ont été mises en place au cours d'une période allant de 570 à 225 millions d'années, à l'ère Primaire.

Les temps géologiques plus récents ont laissé peu de traces si ce n'est les huit montérégiennes (montagnes de même formation que le Mont-Royal dans les Basses-Terres et les Appalaches) formées il y a environ 100 millions d'années. Enfin, il y a un million d'années débutait la période glaciaire durant laquelle le relief des terrains rocheux fut retouché.

Si on transpose l'histoire géologique de la Terre et du Québec jusqu'à aujourd'hui sur une journée de 24 heures, compte tenu que la formation de la Terre a commencé il y a 4 milliards 500 millions

d'années, les roches du Bouclier ont été formées entre 8 heures et 18 h 40, celles des Appalaches et des Basses-Terres entre 20 h 57 et 22 h 30; les montérégiennes sont apparues vers 23 h 16 et les glaciations du Quaternaire ont commencé à 23 h 59.

Le Bouclier canadien

La partie québécoise du Bouclier canadien se subdivise en quatre provinces géologiques: les provinces du Supérieur, de Churchill, de Nain et de Grenville. Cette subdivision repose sur la nature, l'âge, l'orientation des formations et sur les derniers bouleversements de l'écorce terrestre (ou orogénèses) qui les ont affectés.

La province du Supérieur occupe le nord-ouest du Québec. Elle correspond à un domaine de plissements majeurs de l'écorce terrestre causés, il y a 2 510 millions d'années, à 10 h 36 sur une échelle de 24 heures. Cette province géologique se caractérise par l'abondance de roches apparentées au granite. C'est aussi dans sa partie sud que se trouvent les principales régions minières du Québec. En effet, des mines se concentrent autour des villes de Rouyn-Noranda, Malartic, Val d'Or, Chibougamau, Joutel et Matagami.

La province de Chuchill encercle la partie nord de la province du Supérieur. Les roches sédimentaires et volcaniques de cette province se sont formées il y a plus de 1 750 millions d'années soit avant 14 h 40 sur une échelle de 24 heures. Elle est reconnue pour ses importants dépôts de fer notamment dans la région de Schefferville.

La province de Grenville s'étend sur une largeur de 500 km entre la rive nord du Saint-Laurent et une zone linéaire orientée nord-est sud-ouest appelée «front de Grenville». Cette province géologique est constituée de roches anciennes, contemporaines de celles des deux autres provinces géologiques, affectées par de nouveaux bouleversements de l'écorce terrestre il y a 1 milliard d'années (vers 18 h 40 sur une échelle de 24 heures). Sur le plan économique, la province de Grenville fournit quelques métaux (fer, titane et niobium), des minéraux industriels (silice, mica, dolomie) et de la pierre de taille.

La Plate-forme du Saint-Laurent

Cette division géologique s'étend du Lac Érié en Ontario jusqu'à l'île d'Anticosti; au Québec, elle est délimitée par l'Ontario à l'ouest, le Bouclier canadien au nord-ouest et les Appalaches à l'est. La partie principale de la Plate-forme occupe une superficie triangulaire au sud-ouest de la ville de Québec. Les Basses-Terres du Saint-Laurent forment une plaine brisée par l'érosion de quelques cours d'eau et par cinq montérégiennes (les monts Royal, Saint-Hilaire, Rougemont, Saint-Bruno et Saint-Grégoire). Ces collines, plus ou moins circulaires, de roches ignées intrusives, dont les cinq dans les Basses-Terres nommées précédemment et trois dans les Appalaches (les monts Yamaska, Shefford et Brome), sont situées d'ouest en est, le long d'une ligne légèrement courbée.

À l'exception de ces montagnes, les roches de la Plate-forme du Saint-Laurent sont d'origine sédimentaire formées lors d'une période allant de 570 à 345 millions d'années soit entre 20 h 57 et 22 h 09 sur une échelle de 24 heures. Ces formations de strates horizontales, marquées par quelques failles et des plis peu accentués, atteignent une épaisseur de 1 200 mètres dans la région de Montréal et de 3 000 mètres près de la rivière Nicolet.

Des strates rocheuses non déformées de la même période affleurent sur l'île d'Anticosti et réapparaissent aux îles Mingan où elles sont en contact avec le Bouclier. Elles recouvrent aussi, ici et là, certaines parties du Bouclier canadien, principalement au lac Saint-Jean, près de Chicoutimi, au sud de la baie James et à quelques endroits le long de la Côte-Nord. Il n'existe pas de gisement métallique connu dans la plate-forme du Saint-Laurent.

1

Synthèse de l'histoire géologique du Québec

Ère Période	Date du début '000 000 années	Orogénèse	Transposition sur 24 heures h. min. sec.	Phénomène	Substances utiles	Régions du Québec concernées
Quaternaire Pleistocène				Glaciation, érosion sédimentation	Tourbe, sable, gravier	Tout le Québec
	1		23.59.40			
Tertiaire Miocène				Érosion		
	65		23.39.12			
Secondaire Crétacé				Montérégiennes	Niobium	Basses terres du Saint-Laurent et Appalaches
	136		23.16.28			
Jurassique						
	195		22.57.36			
Trias						
	225		22.47.59			
Primaire Permien						
	280		22.30.23			
Carbonifère				Erosion	Sel	Îles-de-la-Madeleine, Partie est de la Gaspésie
	345	— Acadienne	22.09.35			
Devonien				Mise en place de la faille de Logan		
	395	—	21.53.36			
Silurien						Appalaches, Basses terres du Saint-Laurent, Anticosti
	440	— Taconienne	21.39.12		Cuivre, zinc, amiante, plomb, talc, calcaire	
Ordovicien						
	500	—	21.20.00			
Cambrien					Silice	
	570		20.57.35			
Précambrien Proterozoïque supérieur ou Hadrynien				Rien de marquant		
	1 000	— Grenvillienne	18.40.00	Province de Grenville	Niobium zinc, plomb, or, molybdène, uranium	Laurentides, Côte-Nord
Moyen ou Hélikien	1 490	Elsonienne	16.03.31	Province de Grenville et Nain	Titane, nickel, silice, cuivre, mica, graphite	Laurentides, Côte-Nord, Labrador
	1 750	— Hudsonnienne	14.39.59	Province de Churchill	Fer, nickel, cuivre zinc, uranium	Partie est du Nouveau-Québec, Ungava, lac Mistassini
Inférieur ou Alphébien						
	2 510	— Kénoréenne	10.36.47	Province de Supérieur	Lithium, molybdène, cuivre, or, zinc, argent, fer, plomb amiante	Abitibi-Témiscamingue et partie ouest du Nouveau-Québec
Archéen						
	4 500		0.00.00			

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de la géologie et compilation spéciale du BSQ.

Les Appalaches

Tout le Québec au sud-est et à l'est de la plate-forme du Saint-Laurent, soit l'Estrie, la rive sud du Saint-Laurent, le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et les îles de la Madeleine, appartient aux Appalaches, une chaîne de montagnes qui s'étend du sud-est des États-Unis jusqu'à Terre-Neuve.

La limite entre la plate-forme et les Appalaches est définie géologiquement par une zone de failles où les roches déformées des Appalaches ont chevauché les roches sensiblement du même âge mais peu déformées de la plate-forme. Cette zone de failles suit une ligne courbe qui s'étend du lac Champlain à l'île d'Orléans et se continue sous les eaux du fleuve Saint-Laurent pour passer dans le golfe entre l'île d'Anticosti et la Gaspésie.

Les Appalaches sont constituées de roches mises en place il y a plus de 200 millions d'années, soit entre 20 h 57 et 22 h 30 sur l'échelle de 24 heures; ce sont des roches sédimentaires avec quelques séquences de roches volcaniques; le tout plissé et faillé.

Il y a deux périodes principales de bouleversements de l'écorce terrestre (ou orogénèses) dans les Appalaches qui ont eu pour conséquence de diviser les Appalaches québécoises en trois terrains géologiques distincts. Le terrain le plus à l'ouest (terrain taconien) renferme les gisements d'amiante d'Asbestos et de Thetford Mines tandis que dans celui du centre (terrain acadien) se trouve l'importante mine de cuivre de Murdochville en Gaspésie. Le dernier (terrain post-acadien) occupe la côte de la baie des Chaleurs, la partie sud du golfe Saint-Laurent et les îles de la Madeleine.

Le Quaternaire

Il y a un million d'années, soit à 23 h 59 min 40 sec, commençait une période de glaciations continentales pendant laquelle de grandes masses de glace envahirent le nord de l'Amérique et de l'Europe. Le Québec n'échappe pas à ces vagues successives d'extension et de recul de la calotte glaciaire. Des dépôts glaciaires sont présents partout au Québec et on peut les observer là où ils ne sont pas recouverts par d'autres sédiments.

La dernière avancée glaciaire a débuté il y a 100 000 ans et a atteint son maximum de recouvrement et d'épaisseur (2 500 à 3 000 mètres) il y a environ 20 000 ans. Ces glaciers se sont adaptés aux reliefs déjà existants en surcreusant ou élargissant des vallées et en polissant la roche en place. Il y a environ 14 000 ans, la grande masse de glace qui recouvre le Québec entier commence à fondre irrégulièrement et se retire vers le nord.

L'événement marquant de cette déglaciation fut sans aucun doute l'invasion des terres basses libérées des glaciers par des eaux marines; ainsi, au Québec, il y a 12 500 ans la mer de Champlain envahit jusqu'à Québec les Basses-Terres du Saint-Laurent récemment libérées des glaces; de même, 2 500 ans plus tard, la mer de Laflamme envahit la région du lac Saint-Jean. Suite au départ de ces immenses et lourds glaciers qui avaient enfoncé la croûte terrestre, le continent nord-américain se relève lentement et les mers régressent laissant des traces de leur passage (terrasses, dépôts d'argile, etc.). Aujourd'hui, le lac Champlain et le lac Saint-Jean sont les vestiges des mers Champlain et Laflamme. Les meilleures terres agricoles du Québec se retrouvent sur les dépôts de la mer de Champlain.

Le paysage du Québec (tracé du fleuve et du réseau hydrographique) a atteint sa forme actuelle il y a environ 6 000 ans. Si on transpose l'histoire géologique de la Terre et du Québec, des origines à aujourd'hui, sur une échelle de 24 heures, le Québec a pris son visage actuel à 23 h 59 min 59,9 sec, soit depuis 1/10e de seconde.

1

Climats*

Le Québec subit les conséquences climatiques de sa position par rapport à la masse continentale du continent nord-américain et à la masse océanique de l'Atlantique. L'influence principale est celle donnée par les vents dominants d'ouest: 95% du territoire du Québec a un climat continental. Cependant, la proximité de l'Atlantique qui pénètre à l'intérieur du continent par l'embouchure du Saint-Laurent, donne un cachet particulier à cette partie du continent nord-américain. Les vents de l'est (océaniques) dont la fréquence est de 20 à 30% apportent des précipitations assez abondantes, surtout en hiver. La moitié sud du Québec a un climat assez rare à l'échelle mondiale: climat subpolaire-subhumide, continental.

Avant d'énumérer les climats du Québec, il faut dire quelques mots sur la méthode de classification utilisée. Cette classification est basée sur trois facteurs: la température moyenne annuelle, les précipitations annuelles et la continentalité. Il y a cinq classes de température, cinq classes de précipitations et trois classes de continentalité. Ces classes sont établies à partir de critères statistiques. Comme symbole de chaque climat, on utilise deux chiffres et une lettre; le premier chiffre donne la classe de température, le deuxième la classe de précipitations et la lettre donne la classe de continentalité. Exceptionnellement, dans le climat polaire on utilise la lettre P pour la température et on laisse tomber la classe de précipitations.

Parmi les 75 combinaisons climatiques théoriquement possibles, on en retrouve réellement 60 sur la carte mondiale des climats. Au Québec, nous avons 13 types de climat (voir la carte).

En commençant par le nord, nous trouvons les climats suivants:

Climat polaire intermédiaire (symbole PI), présent au bord de la mer dans le grand Nord québécois.

Climat polaire continental (symbole PC), occupant l'intérieur des terres dans le grand Nord. Ces deux climats se caractérisent par des hivers extrêmement rigoureux et un été quasi inexistant. Dans cette zone il n'y a pas d'arbres.

Climat subpolaire assez sec, intermédiaire (11I) — petite région au nord de Fort Chimo (ou Kuujjuak).

Climat subpolaire assez sec, continental (11C) — région de Fort Chimo. (ou Kuujjuak). Les climats 11I et 11C se caractérisent par des hivers très rigoureux mais avec une quantité de neige assez limitée, des étés courts et relativement secs.

Climat subpolaire avec des précipitations modérées, intermédiaire (12I) — une partie de la péninsule Ungava et la côte du Labrador. Ce climat est caractérisé par des hivers un peu moins froids que dans les climats précédents, mais très désagréables à cause des vents forts et humides; l'été est presque inexistant. Dans cette zone climatique, il n'y a pas d'arbres.

Climat subpolaire avec des précipitations modérées, continental (12C); il occupe environ le tiers du territoire québécois et constitue une zone de transition entre la forêt boréale et la toundra. Les hivers dans cette zone sont très froids, les étés sont courts, mais nettement plus chauds que dans les climats précédents.

* Cette partie a été écrite par M. Joseph Litynski de l'université du Québec à Trois-Rivières.

Climat subpolaire-subhumide, intermédiaire (13I), occupant la Côte Nord (bordure du Saint-Laurent), la Gaspésie et l'île Anticosti. Dans ce climat les hivers sont froids avec une très grande quantité de neige; les étés sont frais et assez courts.

Climat subpolaire-subhumide, continental (13C), occupant environ le tiers du territoire québécois; il peut être considéré comme le climat le plus caractéristique du Québec. Dans ce climat, les hivers sont longs et froids avec beaucoup de neige; les étés sont nettement plus chauds que dans les climats précédents, mais pas assez longs pour créer des bonnes conditions pour l'agriculture. C'est une zone forestière par excellence.

Climat subpolaire-humide, intermédiaire (14I), occupant la région des monts Chic-Chocs et une petite partie de la Côte-Nord. C'est un climat désagréable avec une énorme quantité de neige en hiver et des étés frais et humides. Dans ces régions on observe souvent des vents forts, du brouillard et du verglas. Par contre, le printemps est une période plus agréable; dans les monts Chic-Chocs on peut faire du ski jusqu'à la fin de mai.

Climat subpolaire-humide, continental (14C) — le parc des Laurentides et les monts Groulx. C'est un climat unique au monde, on ne le trouve qu'au Québec. L'hiver y est très froid et long avec une couche de neige de 150 cm et plus; l'été est moins frais que dans le climat précédent, mais presque aussi humide.

Climat modéré, continental (22C), occupant une petite région à l'ouest de Hull (Fort-Coulonge, île des Allumettes); il est nettement plus chaud que les climats précédents et relativement sec.

Climat modéré-subhumide, intermédiaire (23I) — c'est le climat des îles de la Madeleine. Dans ce climat les hivers sont moins froids que dans tous les climats précédents mais assez désagréables à cause des vents forts et humides; les étés ne sont pas chauds, mais la température est souvent suffisamment élevée pour la baignade.

Climat modéré-subhumide, continental (23C), le seul climat au Québec vraiment propice à l'agriculture. La majeure partie de cette région climatique se trouve dans le triangle Montréal—Trois-Rivières—Sherbrooke (la station météorologique Trois-Rivières—Aqueduc est déjà située dans le climat 13C). Dans ce climat les hivers sont moins rigoureux que dans les climats précédents mais toujours avec une assez grande quantité de neige. Les étés sont chauds et on observe même parfois le temps tropical (à Montréal, 10 jours par année en moyenne).

Les traits les plus caractéristiques du climat de la partie sud du Québec sont les contrastes entre les saisons et la grande quantité de neige en hiver. Comme nous l'avons déjà mentionné, le climat 14C est unique au monde et les climats 14I et 13C sont très rares à l'extérieur du Québec.

Cette caractéristique climatique est tellement présente dans l'esprit des gens qu'elle se reflète dans la chanson: «Mon pays, c'est l'hiver».

Faune et flore

La topographie, la nature des sols et le climat constituent trois facteurs déterminants pour l'implantation et la survie des espèces végétales et animales. L'hétérogénéité des facteurs physiques et la grande variété du climat imposent donc au Québec un patron écologique complexe caractérisé par un gradient nord-sud très apparent.

Le territoire du Québec se partage, du nord au sud, en cinq grandes zones écologiques: la toundra, la taïga, la forêt résineuse, la forêt mélangée et la forêt feuillue.

1

La toundra

À l'extrémité nord du Québec, aux alentours du 60e parallèle, la toundra occupe 12% de la superficie du Québec sous des conditions climatiques très rigoureuses.

Cette région se caractérise par l'absence d'un couvert forestier. On y trouve, à part de nombreux affleurements rocheux, des marais et des tourbières minces dans les dépressions humides et un immense tapis discontinu de mousses, lichens et arbustes dans les milieux secs.

La toundra abrite quatorze espèces de mammifères terrestres en plus des mammifères marins que sont les phoques et les morses. L'ours blanc, le renard et le lièvre arctiques sont parmi les espèces les plus connues; on y trouve aussi quelques petits rongeurs et quelques carnivores. Le caribou demeure l'ongulé caractéristique de la toundra. Le plus important troupeau de ce grand mammifère est celui de la rivière George avec environ 600 000 bêtes suivi par celui de la Rivière aux Feuilles évalué à 100 000 bêtes.

Une cinquantaine d'espèces d'oiseaux passent une partie de leur vie dans la toundra; ils exploitent la brève abondance estivale d'insectes aquatiques et de fleurs et la plupart, comme les bernaches, les oies et les canards fuient les rigueurs de l'hiver. Par contre, le lagopède demeure un habitant régulier de la toundra.

Avec la présence des oiseaux migrateurs, la toundra bouillonne donc de vie durant le bref été nordique. Les eaux abritent essentiellement des salmonidés, tels les ombles chevaliers et les ombles de fontaine.

La taïga

La taïga s'étend du sud de la toundra jusqu'aux environs du 52e parallèle. Elle couvre 32% de la superficie du Québec. Elle constitue un milieu plus riche que la toundra; les communautés végétales et animales y sont plus complexes, plus variées et plus denses. La taïga se caractérise par l'alternance de zone forestière et de zone de mousses et de lichens. Elle se subdivise en deux sous-zones écologiques: la toundra forestière (où la toundra domine) et la forêt boréale ouverte (où la forêt d'épinettes s'intensifie).

La toundra forestière peut se définir comme une toundra avec des taches de forêt rabougrie constituée d'épinettes noires, d'épinettes blanches ou de mélèzes avec quelques aulnes et saules arbustifs. Cette forêt apparaît essentiellement dans des sites protégés telles des grandes vallées ou des dépressions importantes. Le reste demeure dominé par des lichens, des mousses et des arbustes.

La forêt boréale ouverte présente au contraire un couvert forestier clairsemé relativement continu morcelé par des surfaces de lichens et des mousses. Ces boisés clairs d'arbres rabougris sont essentiellement constitués d'épinettes noires auxquelles s'ajoutent dans les terres bien drainées des sapins baumiers et des épinettes blanches. La limite sud est marquée par une diminution très rapide de la forêt-parc et par une augmentation correspondante de peuplements formés de conifères. On y trouve aussi, dans les sites les plus favorables, des bouleaux blancs et des trembles.

Dans la taïga, le climat et l'environnement permettent à une trentaine d'espèces de mammifères d'y vivre. On y trouve quatre espèces de mammifères insectivores, une quinzaine d'espèces de rongeurs dont le castor, le porc-épic et les lemmings, plusieurs espèces de carnivores comme le loup, le renard roux et le lynx. On y trouve également, à la limite nord de leur distribution, l'ours noir, la martre, le vison d'Amérique, la belette et la mouffette. Chez les ongulés, le caribou demeure l'espèce la plus caractéristique. Il existe plusieurs troupeaux importants aux lacs Caniapiscau, Bienville, Opiscoteo et Nitchchequon dont la taille varie de quelques centaines à plusieurs milliers d'individus.

Les eaux des lacs et rivières abritent principalement l'omble de fontaine ou truite mouchetée, l'omble chevalier, le saumon, le touladi et le grand brochet.

Selon certaines études, le niveau général de productivité des espèces animales vivant dans la taïga est beaucoup moins élevé que dans les forêts plus tempérées du sud.

Les arbres de la taïga attirent de nombreuses espèces d'oiseaux, tels les fauvettes, les moucherolles et les pics. Son tapis de lichens et de mousses invite d'autres espèces comme la grive à joues grises et la fauvette rayée. Mais la taïga reste le domaine de ces perdrix blanches du nord qu'on appelle les lagopèdes même si leur densité n'est évaluée qu'à deux oiseaux par kilomètre carré.

Au sud de la toundra et de la taïga s'étend la grande zone forêt, subdivisée du nord au sud, en trois parties: la forêt résineuse, la forêt mélangée et la forêt feuillue. Toutes les forêts productives du Québec comportant un potentiel commercial s'y trouvent. La grande zone forêt couvre 779 256 km^2 soit 47% de la superficie du Québec.

La forêt résineuse

Cette zone forestière porte plusieurs noms; on l'appelle parfois forêt boréale, pessière, forêt coniférienne ou forêt résineuse. Elle constitue une large bande de terre qui traverse le Québec au sud du 52^e parallèle.

Dans cette zone écologique, l'épinette noire pousse en peuplement serré ou continu et domine partout, autant dans les basses terres que dans les hautes terres, de sorte que la faible variété du couvert forestier constitue une caractéristique importante de la zone. Cependant, on y trouve aussi du pin gris dans la partie ouest et quelques bosquets de bouleaux à papier ici et là. Les espèces végétales atteignent ici une taille commerciale avec cependant une croissance lente.

Les hautes terres de la Gaspésie et du parc des Laurentides sont couvertes par une forêt boréale différente de celle décrite ci-haut. En effet, le couvert forestier caractéristique y est constitué principalement de sapin baumier associé à l'épinette noire, l'épinette blanche et le bouleau à papier.

Dans la forêt boréale, les communautés animales sont bien structurées. L'accumulation plus importante de neige au sol permet à plusieurs petits mammifères d'hiverner. On y rencontre sept espèces d'insectivores dont la chauve-souris et la musaraigne, dix-sept espèces de rongeurs dont le castor, le campagnol des champs et l'écureuil roux et une douzaine d'espèces de carnivores.

Les ongulés forment une composante importante de la faune de la forêt boréale. Le caribou est présent à la frontière septentrionale; l'orignal y est abondant.

Les eaux abritent une grande variété de poissons et la composition des populations varie d'est en ouest. Du côté de l'Atlantique, dominent l'omble de fontaine et le touladi, tandis qu'à l'ouest, les principales espèces présentes sont le grand brochet et le doré.

La population ailée de la forêt boréale compte plusieurs espèces communes à d'autres milieux comme le geai gris et certaines qui lui sont exlusives tels le pic à dos noir et la fauvette à couronne rousse. Le tétras des savanes occupe principalement cette zone écologique où sa densité de peuplement est estimée à quatre oiseaux par kilomètre carré.

1

La forêt mélangée

Cette zone forestière occupe toute une bande de terrain située de part et d'autre du 48^e^ parallèle. Les espèces végétales y sont nombreuses et leur croissance rapide. Cependant, cette zone écologique appelée parfois sapinière est nettement marquée par la présence du sapin baumier.

Selon l'association de ce conifère avec le bouleau jaune, le bouleau blanc, l'érable à sucre ou l'érable rouge et selon la prédominance du sapin baumier ou de l'une ou l'autre de ces espèces végétales, la forêt mélangée se subdivise en cinq domaines: la sapinière à bouleau blanc, la sapinière à érable rouge, la bétulaie jaune à sapin, la sapinière à bouleau jaune et le dernier qui est une association d'érablière à bouleau jaune et de sapinière à bouleau jaune.

La limite sud de la forêt mélangée suit, en grande partie, celle du plateau laurentien. Il s'agit d'une forêt facilement accessible et par le fait même, bien connue et exploitée. Ensemble, la forêt résineuse et la forêt mélangée fournissent la majeure partie du bois commercial du Québec.

La faune y est abondante et variée. On y trouve les mammifères décrits dans la forêt résineuse, insectivores, carnivores, rongeurs et ongulés, mais habituellement en densité plus importante. Par exemple, pour 50 lièvres par kilomètre carré dans la forêt mélangée, on en compte 25 dans la forêt résineuse.

De plus, le cerf de Virginie fréquente la forêt mélangée dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie et à l'île d'Anticosti même s'il ne s'agit pas de son aire de répartition naturelle. En effet, le cerf fut importé sur l'île par un ancien propriétaire; la population y vit dans des conditions particulières, dans un milieu fermé à l'abri de ses prédateurs naturels. Par ailleurs, la sapinière présente l'habitat le plus propice pour l'orignal même si son aire de répartition couvre presque tout le Québec sauf les régions habitées et la toundra.

Comme pour les mammifères, la faune ailée de la forêt mélangée est, en grande partie, la même que celle de la forêt résineuse.

La composition des populations de poissons varie d'est en ouest. À l'est on retrouve la majorité des populations pures d'omble de fontaine ou truite mouchetée (sans association avec d'autres espèces) et la grande majorité des rivières à saumon atlantique du Québec. À l'ouest, le brochet, le doré jaune et le touladi constituent les espèces dominantes.

En somme, on retrouve dans la zone écologique de la forêt mélangée, la majorité des espèces qu'on pourrait qualifier de typiquement québécoises.

La forêt feuillue

La partie sud du Québec est occupée par la forêt feuillue caractérisée par la présence importante de bois dur comme l'érable. Elle se divise en trois domaines différents selon les espèces qui accompagnent l'érable: l'érablière à caryer, l'érablière laurentienne (tilleul et bouleau jaune) et l'érablière à bouleau jaune.

L'érablière à caryer occupe les meilleurs sols dans la région de Montréal, la vallée inférieure de la rivière des Outaouais et une partie de l'Estrie. Le couvert forestier dominant se compose de l'érable à sucre, du hêtre d'Amérique, des caryers à noix douces ou amères, du tilleul d'Amérique, de l'ostryer de Virginie, de frênes et de chênes blancs et rouges. Habituellement on trouve des conifères, pruche, pin blanc et épinette blanche, sur les sols minces et acides.

L'érablière laurentienne et l'érablière à bouleau jaune forment le domaine des bois francs. Celui-ci entoure l'érablière à caryer dans les basses terres du Saint-Laurent et se prolonge dans les Appalaches et la partie méridionale du plateau laurentien jusqu'à la hauteur de la ville de Québec.

Certaines espèces de l'érablière à caryer dont le caryer et le chêne, disparaissent aux dépens des bouleaux et des conifères qui prennent de plus en plus d'importance au fur et à mesure qu'on monte vers le nord. Dans l'érablière laurentienne, l'érable à sucre s'associe principalement au hêtre d'Amérique, à l'ostryer de Virginie, au frêne noir, au frêne et au tilleul d'Amérique et au noyer cendré. Dans l'érablière à bouleau jaune, le bouleau jaune, le hêtre d'Amérique, l'érable de Pennsylvanie, l'érable à épis, le bouleau blanc et le sapin baumier accompagnent l'érable à sucre. On y retrouve aussi des peuplements de mélèzes, de thuyas ou cèdres, d'épinettes, de sapins, de trembles, d'érables rouges et de bouleaux.

Cette zone écologique se caractérise par une très grande variété des espèces tant animales que végétales. Les sols riches et la température clémente favorisent une grande productivité de sorte que la zone de la forêt feuillue est une région faunique très riche.

En plus des nombreux animaux déjà mentionnés dans d'autres zones écologiques, plusieurs espèces tels l'écureuil gris, l'écureuil volant, le lapin à queue blanche, la taupe velue et les tortues y retrouvent les conditions extrêmes auxquelles elles peuvent s'acclimater, limitant ainsi leur distribution vers le nord. C'est également le cas du cerf de Virginie dont la densité de population est en général plus élevée dans la région de la Gatineau et près de la frontière américaine qu'ailleurs dans la zone.

La majorité des activités humaines sont concentrées dans la zone de l'érablière de sorte que le défrichement, la culture, l'urbanisation et l'établissement d'un important réseau routier sont venus troubler l'équilibre naturel de cette zone. Le développement agricole a favorisé l'expansion de certaines espèces comme le cerf de Virginie, le coyote, le renard roux et le raton laveur tout en entraînant la disparition du loup.

La zone de la forêt feuillue est très productive en espèces de poissons dites d'eau chaude. On y retrouve: achigans, barbottes, crapets, perchaudes, maskinongés, dorés jaunes et noirs et diverses espèces de brochets.

Le déboisement et la pollution agricole entraînent une dégradation du milieu naturel des lacs et des rivières. Ainsi, très souvent, les espèces plus tolérantes aux nouvelles conditions du milieu (barbotte, perchaude et meunier) remplacent les espèces pionnières comme la truite.

Le climat de la forêt favorise une avifaune très diversifiée. En plus des nombreuses espèces vivant aussi dans les milieux plus nordiques comme le garrot et le canard noir, on y retrouve des hirondelles, des hérons bleus, des gélinottes huppées et des mésanges à tête noire qui sont plus caractéristiques de ce milieu. Là où le climat est assez clément, des espèces fragiles comme l'oriole de Baltimore, le tangara écarlate et le héron vert réussissent à subsister.

En milieu urbain et péri-urbain, les habitats sont complètement transformés et le remplacement des communautés d'oiseaux se fait principalement par des espèces qui ont réussi à s'adapter à la présence de l'homme telles que moineaux et pigeons.

En somme, au Québec, la densité et la diversité des populations végétales et animales sont en fonction de l'étalement latitudinal. Du nord au sud, de la toundra à la forêt feuillue, la flore et la faune s'intensifient et se diversifient. La partie du Québec située sous le 52^{e} parallèle contient près des trois quarts du potentiel de gibier du territoire québécois. La vallée de l'Outaouais compte un peu plus de cinquante espèces de mammifères terrestres comparativement à quatorze dans le nord de l'Ungava.

La faune du Québec est globalement très diversifiée. En plus des mammifères terrestres, des mammifères marins, cétacés et pinnipèdes vivent dans chacun des trois bassins maritimes du Québec. Nos eaux côtières sont habitées par le morse, six espèces de phoques et quatorze espèces

1

de baleines. La faune indigène de poissons d'eau douce du Québec est constituée de 108 espèces appartenant à 24 familles. Environ 350 espèces d'oiseaux fréquentent le Québec pendant l'année et une centaine y séjournent pendant l'hiver. De plus, reptiles et amphibiens se rencontrent également au Québec presque exclusivement au sud du 52^e parallèle. On y dénombre sept espèces de serpents et couleuvres, six espèces de tortues, dix espèces de grenouilles et neuf espèces de salamandres.

Figure 1
Carte générale du Québec

1

Tableau 1

Superficie approximative en terre et en eau douce, par province et territoire, Canada

Province ou territoire	Terre	Eau douce	Total	Superficie totale
	km²			%
Terre-Neuve	370 485	34 032	404 517	4.1
Île de Terre-Neuve	106 614	5 685	112 299	1.1
Labrador[1]	263 871	28 347	292 218	3.0
Île-du-Prince-Edouard	5 657	—	5 657	0.1
Nouvelle-Écosse	52 841	2 650	55 491	0.6
Nouveau-Brunswick	72 092	1 344	73 436	0.7
Québec[2]	**1 356 791**	**183 889**	**1 540 680[2]**	**15.5**
Ontario	891 194	177 388	1 068 582	10.8
Manitoba	548 495	101 592	650 087	6.5
Saskatchewan	570 269	81 631	651 900	6.6
Alberta	644 389	16 796	661 185	6.6
Colombie Britannique	930 528	18 068	948 596	9.5
Yukon	478 034	4 481	482 515	4.9
Territoires du Nord-Ouest	3 246 390	133 294	3 379 684	34.1
Franklin	1 403 134	19 425	1 422 559	14.3
Keewatin	565 809	25 123	590 932	6.0
Mackenzie	1 277 447	88 746	1 366 193	13.8
Canada	9 167 165	755 165	9 922 330	100.0

1. Les limites du Labrador, fixées par le Conseil prive de Londres en 1927, font toujours l'objet de contestations de la part du Québec.
2. Cette évaluation ne correspond pas à la superficie du Québec etablie par le ministère québécois de l'Energie et des Ressources parce qu'elle exclut les prétentions du Québec sur le golfe Saint-Laurent et qu'on utilise des methodes differentes de planimetrie pour calculer les superficies.

Source: Annuaire du Canada, 1981-82.

Tableau 2

Superficie par zone écologique, Québec, 1984

Zone écologique	Superficie	
	km²	%
Terre ferme[1]	1 515 233	90.8
Toundra	208 741	12.5
Taïga	527 236	31.6
Forêt	779 256	46.7
Eaux salées[2]	152 693	9.2
Superficie totale[3]	**1 667 926**	**100.0**

1. Données incluant les eaux intérieures.
2. Incluant le golfe jusqu'à la ligne équidistante des rives des provinces et les échancrures des baies James, d'Hudson et d'Ungava.
3. Excluant le Labrador, selon le tracé de 1927 (non définitif).

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières*, 1984.

Tableau 3

Superficie du territoire de la forêt commerciale, selon l'utilisation du sol, Québec, 1984

Territoire de la forêt commerciale	Superficie	
	km²	%
Eau	73 562	9.6
Terrains forestiers productifs	556 044	72.8
Terrains forestiers improductifs	96 633	12.6
Terrains urbains et agricoles[1]	38 039	5.0
Superficie totale[2]	**764 279**	**100.0**

1. Incluant tous les terrains auxquels l'activité humaine a conféré une vocation autre que forestière, tels les chemins, les emprises de lignes de transport d'énergie, etc.
2. La forêt commerciale couvre la presque totalité de la zone forêt, soit 46% de la superficie du Québec; il s'agit, grosso modo, du territoire situé au-dessous du 52e parallèle.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières*, 1984.

Tableau 4

Longueur approximative des frontières, Québec, 1985

Frontière	Longueur	Longueur délimitée[1]	Longueur démarquée[2]
		km	
Québec — Ontario	1 123	1 123	479
Québec — Territoires du Nord-Ouest	3 185	3 185	—
Québec — Terre-Neuve (Labrador)	4 425	4 425	—
Golfe du Saint-Laurent	940	—	—
Québec — Nouveau-Brunswick	459	459	164
Québec — États-Unis	735	735	735

1. La délimitation est une opération juridique et politique qui consiste à émettre les principes et critères du situs de la frontière et de ses principaux vertex.
2. La démarcation est une opération matérielle et technique qui consiste à reporter sur le sol, au moyen surtout de la pose de bornes-frontière, les termes de la délimitation.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de l'intégrité du territoire.

Tableau 5

Principaux sommets par ordre d'altitude et par chaine de montagnes, Québec, 1985

Sommet	Division de recensement	Altitude (m)	Sommet	Division de recensement	Altitude (m)
Torngat[1]			King	Gaspé-Ouest	732
D'Iberville	Terr.-du-Nouv.-Qué.	1 622	Foster	Brome	713
Jacques-Rousseau	Terr.-du-Nouv.-Qué.	1 261	Ham	Wolfe	713
Qargaaluk	Terr.-du-Nouv.-Qué.	1 069	Observation, de l'	Gaspé-Est	710
Nuvulialuk	Terr.-du-Nouv.-Qué.	974	Adstock	Frontenac	709
Appalaches[2]			Frontenac	Frontenac	709
Jacques-Cartier	Gaspé-Ouest	1 268	Sainte-Marguerite	Lotbinière	698
Cônes, les	Gaspé-Ouest	1 189	Cliche	Frontenac	693
Gosford	Frontenac	1 186	Pinacle, le	Missisquoi	675
Richardson	Gaspé-Ouest	1 184	**Laurentides[3]**		
Table, de la	Gaspé-Ouest	1 173	Raoul Blanchard	Montmorency No 1	1 166
Albert	Gaspé-Ouest	1 151	Yapeitso	Chicoutimi et Terr.-du-Nouv.-Qué.	1 128
Logan	Matane	1 136			
Mégantic	Frontenac et Compton	1 100	Veyrier	Saguenay	1 104
Auclair	Gaspé-Ouest	1 097	Jauffret	Saguenay	1 065

Tableau 5 (suite)

Principaux sommets par ordre d'altitude et par chaîne de montagnes, Québec, 1985

Sommet	Division de recensement	Altitude (m)	Sommet	Division de recensement	Altitude (m)
Matawees	Matane	1 067	Bleu	Montmorency No 1	1 052
Bayfield	Matane	1 058	Elie	Charlevoix-Est	1 021
Sainte-Anne	Gaspé-Ouest	1 052	Camille-Pouliot	Montmorency No 1	1 006
McWhirter	Gaspé-Ouest	1 036	Conscrits, des	Chicoutimi	1 006
Collins	Matane	1 021	L.-A.-Richard	Charlevoix-Ouest	975
Paul	Matane	1 021	Tremblant	Terrebonne	968
Fortin	Matane	1 006	Valin	Chicoutimi	968
Vieillard, Pic du	Gaspé-Ouest	1 006	Brillante	Chicoutimi	960
D'Urban	Frontenac	994	Lac des Cygnes, du	Charlevoix-Ouest	960
Coleman	Matane	975	Babel, de	Saguenay	952
Sutton, Sommet Rond	Brome	972	Lac à l'Empêche, du	Charlevoix-Ouest	930
Sandy Stream	Frontenac	950	Wright	Saguenay	917
Blanc	Matane	945	Noire	Montcalm	892
Saint-Magloire	Bellechasse	917	Apica	Montmorency No 1 et Charlevoix-Ouest	884
Beland	Gaspé-Ouest	914			
Lyall	Gaspé-Ouest	914	Carcan, le	Montcalm	876
Marbre, de	Frontenac	914	Geren	Terr.-du-Nouv.-Qué.	860
Pointu	Matane	914	Cenelles, des	Montcalm	838
			Langy	Saguenay	838
Vallières-de-Saint-Réal	Gaspé-Ouest	914	Blanc du Grand Lac	Charlevoix-Ouest	823
Saint-Pierre	Matapédia	907	Four, du	Chicoutimi	823
Chauve	Gaspé-Ouest	899	Catilan	Saguenay	817
Sainte-Cécile	Frontenac	888	Sainte-Anne	Montmorency No 1	815
Nicol-Albert	Matane	884	Megné	Saguenay	785
Orford	Sherbrooke	881	Sir-Wilfrid	Labelle	783
Aiguille, l'	Gaspé-Ouest	869	Marion	Québec	777
Bell	Gaspé-Ouest	869	Takwa	Terr.-du-Nouv.-Qué.	776
Porphyre, du	Gaspé-Ouest	869	Éboulements, des	Charlevoix-Est	770
Brown	Gaspé-Ouest	853	Grise	Montcalm	762
Tuzo	Gaspé-Ouest	853	Jasper	Montcalm	762
Hereford	Stanstead	850	Vache Noire, la	Montcalm	762
Aigle, de l'	Gaspé-Ouest	838	Shapanico	Terr.-du-Nouv.-Qué.	738
Saint-Sébastien	Frontenac	828	Peine, à	Charlevoix-Est	732
Sud, du	Gaspé-Ouest	808	Montérégiennes[4]		
Alexandre	Gaspé-Est	762	Brome	Brome	553
Louise	Frontenac	753	Shefford	Shefford	526
Owl Head	Brome	751	Yamaska	Rouville	416
Barnston Hill	Stanstead	736	Saint-Hilaire	Rouville	411
Bald	Gaspé-Est	732	Rougemont	Saint-Hyacinthe	381
Berry	Matane et Matapédia	732	Saint-Grégoire	Iberville	267
			Royal	Île-de-Montréal	233
Frère de Nicol-Albert, le	Matane	732	Saint-Bruno	Chambly	218

1. Chaîne de montagnes mitoyenne entre le Québec et le Labrador.
2. Au Québec, la chaîne des Appalaches s'étend de la frontière du Vermont jusqu'à l'extrémité de la Gaspésie.
3. Les Laurentides s'étendent au nord des basses terres du Saint-Laurent, de l'Ontario jusqu'à Sept-Îles.
4. Collines isolées dans la plaine située au sud et sud-est de Montréal.

Source: Commission de géographie du Québec. *Toponymie des principaux reliefs du Québec*, 1971.

Tableau 6

Principaux lacs et réservoirs, Québec, 1984

Lac ou réservoir[1]		Bassin hydrographique[2]	Profondeur	Surface	Altitude
			m	km²	m
Caniapiscau	R	Grande Riviere	..	4 285	535
LG-2	R	Grande Riviere	..	2 836	175
LG-3	R	Grande Riviere	..	2 460	256
Mistassini	L	Riviere de Rupert	183.0	2 113	372
Manicouagan	R	Manicouagan		2 072	360
Gouin	R	Saint Maurice	..	1 303	404
Eau Claire, Lac a l'	L	A l'Eau Claire	..	1 243	238
Saint-Jean	L	Saguenay	63.0	1 041	99
Opinaca	R	Eastmain		1 040	216
Bienville	L	De la Grande Baleine	..	987	391
Pipmuacan	R	Riviere Betsiamites	..	780	397
LG-4	R	Grande Riviere		765	376
Sakami	R	Grande Riviere	113.0	738	186
Guillaume-Delisle	L		110.0	712	—
Outardes-4	R	Manicouagan	..	625	354
Feuilles, Lac aux	L	Aux Feuilles		611	—
Minto	L	Aux Feuilles	..	596	183
Payne	L	Arnaud	41.0	513	134
Loups Marins, Lacs des	L	Nastapoca	..	484	245
Evans	L	Broadboack	12.5	479	241
Manouane	R	Peribonca	..	461	502
Albanel	L	De Rupert	..	407	390
Cabonga	R	Gatineau		404	360
Naococane	L	Grande Riviere	..	399	542
Saint-Pierre	L		11.2	363	4
Pletipi	L	Aux Outardes	..	339	506
Dozois	R	Des Outaouais Superieur	..	335	346
Baskatong	R	Gatineau	61.0	329	221
Temiscamingue	L	Des Outaouais Inferieure	..	306	178
Kipawa	L	Kipawa	105.0	300	269
Goelands, Lac aux	L	George	..	277	442
Nichicun	L	Grande Riviere	28.0	272	577
Nantais	L	Arnaud	36.6	267	370
Peribonca	R	Peribonca	..	264	488
Chavigny	L	Innuksuac	..	262	165
Couture	L	De Povungnituk	..	256	145
Goelands, Lac aux	L	Nottaway	9.5	251	267
Faribault	L	Aux Feuilles	50.0	248	182
Klotz	L	Arnaud	48.8	246	234
Sainte-Anne	R	Manicouagan	..	240	299
Saint-François	L		23.8	240	46
Matagami	L	Nottaway	20.1	236	248
Le Moyne	L	Caniapiscau	70.1	233	181
Burton	L	Vauquelin	..	232	84
Petit-Manicouagan	R	Manicouagan	..	222	509
Musquaro	L	Musquaro	..	207	79
Tasiat	L	Kogaluc	..	206	116
Chibougamau	L	Nottaway	58.5	206	380
Waswanipi	L	Nottaway	12.8	205	268
Opiscotéo	L	Grande Rivière	..	203	588

1. Les lacs sont identifiés par un «L» et les réservoirs par un «R».
2. Bassin hydrographique de la rivière dans lequel se situe le lac ou le réservoir.

Source: Ministère de l'Environnement, Service des eaux de surface.

1

Tableau 7

Principales rivières et leurs principaux affluents[1], Québec, 1984

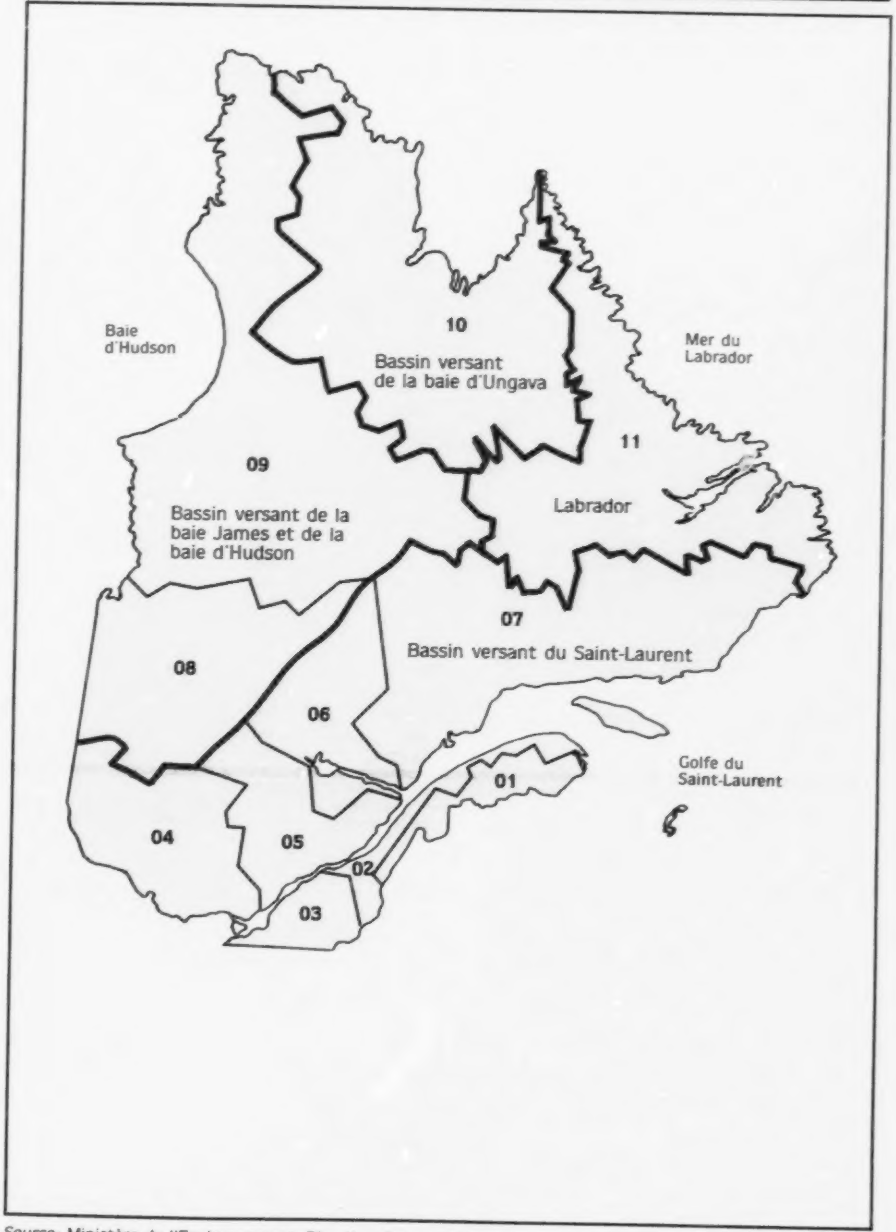
Rivière	Région[2]	Rang[3]	Bassin versant km²	Longueur km
Grande Rivière, la	09	1	175 900	893
Sakami (avec détournement Eastmain)		7	50 400	
Laforge (avec détournement Caniapiscau)		10	45 200	
De Pontois		30	19 100	
Kanaaupscow		55	9 250	
Outaouais, des,	04	2	146 000	1 271
Gatineau		22	23 700	443
Lievre, du		51	9 580	402
Koksoak	10	3	98 700	
Caniapiscau		6	51 400	
Melezes, aux		14	42 700	302
Du Gue		26	21 800	
Swampy Bay		34	16 000	
Saguenay	06	4	88 000	
Peribonca		21	27 000	500
Mistassini		25	21 900	298
Chamouchouane		36	15 700	266
Nottaway	08	5	65 700	
Waswanipi		17	31 900	
Bell		24	22 200	
Arnaud (Payne)	10	8	49 500	377
Lepelle		45	10 600	
Vachon		46	10 400	
Manicouagan	07	9	45 900	455
Toulnustouc		44	11 100	
Rupert, de	08	11	43 400	566
Baleine, Grande riviere de la	09	12	43 400	726
Saint-Maurice	05	13	43 200	564
Feuilles, aux	10	15	42 600	480
George	10	16	41 700	581
Baleine, a la	10	18	31 700	428
Wheeler		53	9 400	
Harricana	08	19	29 300	533
De Povungnituk	09	20	28 600	402
Decoumte		38	13 700	
Richelieu	03	23	23 700	
Broadback	08	27	20 900	451
Petit Mecatina, du	07	28	19 600	547
Moisie	07	29	19 200	435
Outardes, aux	07	31	19 100	499
Betsiamites	07	32	18 700	444
Natashquan	07	33	16 100	410
Baleine, Petite rivière de la	09	35	15 900	380
Romaine	07	37	14 300	496
Nastapoca	09	39	13 400	402
Saint-François	03	47	10 200	280
Magpie	07	66	7 640	290
Chaudière	02	69	6 690	188

1. Données recueillies à l'embouchure.
2. Le territoire du Québec est subdivisé en 10 régions hydrographiques.
3. Le rang est déterminé par la superficie du bassin versant des rivières.

Source: Ministère de l'Environnement, Service des eaux de surface.

Figure 2

Carte des bassins versants et des régions hydrographiques, Québec



Source: Ministère de l'Environnement. Direction des eaux de surface.

1

Tableau 8

Caractéristiques hydrologiques des principaux cours d'eau, Québec, 1984

Cours d'eau	Numéro de la station	Superficie du bassin versant	Débit 1982-1983		
			Moyen annuel	Maximum journalier	Minimum journalier
		km²		m³/s	
Saint Laurent (Montréal)	001 003	777 000	9 160,0	12 500	7 420,00
Rive Nord du Saint-Laurent					
Outaouais, des	043 118	143 000	2 130,0	6 900	567,00
Gatineau	040 803	22 500	391,0	1 060	160,00
Saint-Maurice	050 133	42 700	772,0	3 870	337,00
Jacques Cartier	050 801	2 010	72,5	750	14,90
Saguenay	062 909	73 800	1 190,0	1 630	720,00
Peribonca	062 203	26 900	697,0	1 760	314,00
Betsiamites	070 702	16 100	400,0	1 050	154,00
Outardes, aux	071 003	17 900	450,0	1 350	38,00
Manicouagan	071 104	45 600	1 240,0	3 210	529,00
Moisie	072 301	19 000	489,0	2 190	75,50
Rive Sud du Saint-Laurent					
Richelieu	030 401	22 000	418,0	1 210	128,00
Saint-François	030 203	9 610	251,0	1 690	24,00
Chaudière	023 402	5 820	113,0	962	5,96
Loup, du	022 513	1 050	23,5	290	0,95
Matane	021 601	1 650	42,8	497	5,49
Baie James et Baie d'Hudson					
Rupert, de	081 002	40 900	862,0	1 400	426,00
Eastmain[1]	090 613	21 400	589,0	1 870	107,00
Grande-Rivière, la[2]	092 722	12 800	357,0	734	113,00
De Pontois	092 715	13 200	288,0	811	63,00
Kanaaupscow	092 723	9 250	186,0	603	42,10
Baleine, Grande rivière de la	093 801	36 300	542,0	1 420	122,00
Baie d'Ungava					
Arnaud	102 001	26 900	—	2 030	48,20
Feuilles, aux	102 701	41 700	—	804	84,50
Mélèzes, aux[3]	103 605	42 700	—	802	421,00
Caniapiscau[3]	103 702	86 800	844,0	3 610	88,50
Baleine, à la	104 001	29 800	484,0	3 230	48,80
George	104 803	24 200	542,0	2 510	54,50

1. Station sise immédiatement à l'amont du détournement de ce cours d'eau vers le bassin de la Grande Rivière.
2. Ce bassin fut complètement modifié par le complexe hydro électrique. Les stations choisies sont situées en amont de ces changements.
3. Les rivières aux Mélèzes et Caniapiscau forment la rivière Koksoak. La rivière Caniapiscau est affectée par un détournement vers la Grande Rivière depuis 1982.

Source: Ministère de l'Environnement, Service des eaux de surface.

Cours d'eau	Années d'observation	Débit pour l'ensemble des années documentées		
		Moyen annuel	Maximum journalier	Minimum journalier
	n		m³/s	
Saint Laurent (Montreal)	29	8 440,0	14 500	5 130,00
Rive Nord du Saint-Laurent				
Outaouais, des	21	1 960,0	8 190	306,00
Gatineau	20	360,0	2 240	22,90
Saint-Maurice	57	698,0	5 300	76,50
Jacques Cartier	49	61,7	1 130	7,16
Saguenay	41	1 180,0	1 640	5,70
Peribonca	31	621,0	3 290	11,30
Betsiamites	20	330,0	1 350	0,00
Outardes, aux	12	398,0	1 370	21,20
Manicouagan	18	853,0	3 210	51,00
Moisie	17	463,0	3 820	54,70
Rive Sud du Saint-Laurent				
Richelieu	46	338,0	1 240	39,90
Saint-François	59	191,0	2 420	14,40
Chaudière	64	114,0	1 830	3,00
Loup, du	60	19,1	340	0,28
Matane	59	40,2	807	0,57
Baie James et Baie d'Hudson				
Rupert, de	30	858,0	1 890	309,00
Eastmain[1]	3	538,0	2 020	85,00
Grande Rivière, la[2]	11	310,0	926	74,20
De Pontois	20	234,0	1 330	36,80
Kanaaupscow	3	174,0	777	36,00
Baleine, Grande rivière de la	19	543,0	1 420	86,40
Baie d'Ungava				
Arnaud	20	346,0	3 110	6,09
Feuilles, aux	20	585,0	6 350	14,90
Mélèzes, aux[3]	19	633,0	7 500	23,10
Caniapiscau[3]	1	844,0	3 610	88,50
Baleine, à la	21	534,0	5 730	14,70
George	8	569,0	5 880	38,40

Tableau 9

Précipitations et températures moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, sur une période de 30 ans, Québec, 1951-1980

Station	Division de recensement	Précipitations annuelles moyennes			Nombre moyen de jours de précipitation
		Neige	Pluie	Totales	
		cm	mm	mm	
Amos	Abitibi	240.3	626.7	865.4	150
Armagh	Bellechasse	293.9	716.3	1 016.2	146
Baie-Comeau	Saguenay	396.9	666.5	1 072.0	149
Baie-Saint-Paul	Charlevoix-est	264.6	667.0	925.9	108
Beauceville	Beauce	253.1	756.6	1 007.9	172
Berthierville	Berthier	221.5	766.7	988.3	143
Bic	Rimouski	303.8	542.9	839.7	115
Brome	Brome	272.4	875.2	1 149.5	141
Buckingham	Gatineau	220.3	762.4	984.7	139
Cap-Chat	Gaspe-ouest	336.9	681.0	1 019.4	182
Causapscal	Matapedia	310.1	735.4	1 045.4	159
Charlesbourg	Quebec	276.9	853.5	1 145.4	160
Chicoutimi	Chicoutimi	275.9	677.2	954.3	175
Coaticook	Stanstead	285.6	734.9	1 022.7	141
Degelis	Temiscouata	287.1	681.7	969.1	140
Donnacona	Portneuf	238.7	784.5	1 027.0	149
Drummondville	Drummond	235.0	769.8	1 004.2	150
East-Angus	Compton	269.9	866.2	1 134.3	152
Eastmain	Terr.-du-Nouv.-Que.	203.8	459.6	626.9	140
Farnham	Missiquoi	236.7	810.0	1 050.1	154
Fort George	Terr.-du-Nouv.-Que.	222.9	407.8	628.1	112
Gagnon	Saguenay	460.0	609.9	1 019.5	205
Gaspe	Gaspe-est	321.5	645.2	967.7	125
Granby	Shefford	285.5	857.3	1 143.8	156
Havre-aux-Maisons	Îles-de-la-Madeleine	61.6	732.2	794.6	..
Havre-Saint-Pierre	Saguenay	271.1	729.2	1 008.0	138
Inukjuak	Terr.-du-Nouv.-Que.	144.2	246.3	386.5	139
Joliette	Joliette	288.3	728.4	999.7	140
Kuujjuak	Terr.-du-Nouv.-Qué.	245.2	263.5	504.2	163
Kuujjuarapik	Terr.-du-Nouv.-Qué.	241.2	401.3	636.9	173
Lac-Mégantic	Frontenac	312.0	721.7	1 032.8	155
Lachute	Argenteuil	247.5	809.5	1 062.0	150
La Pocatière	Kamouraska	308.3	655.8	967.4	150
Laprairie	Laprairie	193.4	690.7	889.1	124
L'Assomption	L'Assomption	212.4	748.5	964.6	157
La Tuque	Champlain	259.9	692.5	951.6	161
Magog	Stanstead	317.3	791.3	1 107.5	165
Maniwaki	Gatineau	228.5	650.8	866.6	161
Matane	Matane	378.4	621.9	994.2	134
Mont-Joli	Rimouski	389.3	535.5	898.3	163
Mont-Laurier	Labelle	217.4	754.9	973.0	159
Montmagny	Montmagny	281.8	810.9	1 097.0	135
Montréal (McGill)	Île-de-Montréal	242.8	776.5	1 021.1	163
Natashquan	Saguenay	321.6	795.3	1 134.4	170
New-Richmond	Bonaventure	262.0	735.6	1 001.5	136
Nicolet	Nicolet	236.8	704.5	943.8	141
Normandin	Lac-Saint-Jean-ouest	273.1	591.4	865.6	155
Oka	Deux-Montagnes	243.2	745.6	989.9	146
Port Meunier	Saguenay	327.8	610.0	907.9	141
Quaqtag	Terr.-du-Nouv.-Qué.	170.8	197.0	334.4	112
Québec	Québec	343.4	836.4	1 174.0	175

Station	Division de recensement	Températures moyennes				Températures annuelles		
		Janvier		Juillet		Moy.	Max. absolu	Min. absolu
		Max.	Min.	Max.	Min.			
					C			
Amos	Abitibi	−11.5	−23.6	23.4	10.0	0.9	37.2	−52.8
Armagh	Bellechasse	−7.8	−17.0	23.1	12.7	3.4	33.3	−38.3
Baie-Comeau	Saguenay	−8.3	−17.9	22.0	11.5	2.5	35.6	−36.7
Baie-Saint-Paul	Charlevoix-est	−6.1	−17.1	24.4	13.0	4.2	35.6	−34.4
Beauceville	Beauce	−6.2	−17.0	25.3	12.8	4.5	36.1	−41.1
Berthierville	Berthier	−6.9	−17.3	25.6	14.3	4.9	37.8	−43.3
Bic	Rimouski	−7.4	−15.9	22.7	12.1	3.4	34.4	−37.2
Brome	Brome	−4.9	−16.4	25.3	13.2	5.2	36.7	−43.3
Buckingham	Gatineau	−6.4	−17.0	25.5	13.8	5.0	36.1	−39.4
Cap-Chat	Gaspe-ouest	−6.5	−13.6	19.7	12.2	3.2	31.7	−30.6
Causapscal	Matapedia	−8.1	−19.1	23.8	10.6	2.4	35.6	−42.8
Charlesbourg	Quebec	−6.9	−17.7	24.0	12.8	3.8	34.4	−37.8
Chicoutimi	Chicoutimi	−9.7	−19.5	24.5	13.5	3.4	39.4	−45.0
Coaticook	Stanstead	−4.9	−16.3	25.0	12.9	4.9	35.0	−41.7
Degelis	Temiscouata	−7.0	−18.5	24.2	11.1	3.2	36.1	−42.3
Donnacona	Portneuf	−7.3	−16.7	24.7	13.5	4.4	34.4	−37.8
Drummondville	Drummond	−6.1	−15.4	26.1	15.2	5.7	36.7	−42.8
East-Angus	Compton	−5.0	−16.1	25.7	12.4	4.8	35.6	−42.2
Eastmain	Terr.-du-Nou.-Qué.	−14.4	−26.4	19.7	7.8	1.6	33.3	−47.8
Farnham	Missisquoi	−4.9	−15.6	25.8	14.6	5.9	39.4	−42.8
Fort George	Terr.-du-Nou.-Qué.	−17.0	−28.4	17.8	6.8	3.6	34.4	−48.3
Gagnon	Saguenay	−15.0	−25.1	19.0	8.5	2.5	31.1	−44.4
Gaspe	Gaspe-est	−5.8	−15.3	22.4	12.3	3.5	35.0	−41.7
Granby	Shefford	−5.1	−14.4	25.4	15.3	5.9	36.1	−35.0
Havre-aux-Maisons	Îles-de-la-Madeleine	−2.7	−8.7	20.1	13.5	4.6	27.8	−25.0
Havre-Saint-Pierre	Saguenay	−7.1	−17.4	18.3	9.9	1.5	29.4	−34.4
Inukjuak	Terr.-du-Nou.-Que.	−20.7	−28.3	13.4	5.2	6.7	30.0	−46.1
Joliette	Joliette	−6.5	−16.6	26.4	14.3	5.1	37.2	−36.1
Kuujjuak	Terr.-du-Nou.-Que.	−18.8	−27.8	16.9	5.8	5.5	32.2	−46.7
Kuujjuarapik	Terr.-du-Nou.-Que.	−18.0	−26.9	15.5	5.5	4.3	33.9	−49.4
Lac-Megantic	Frontenac	−6.2	−16.7	23.4	12.6	3.8	35.6	−38.3
Lachute	Argenteuil	−6.8	−16.7	25.7	13.4	4.8	35.0	−36.1
La Pocatière	Kamouraska	−7.0	−15.5	24.1	13.3	4.2	35.0	−36.7
Laprairie	Laprairie	−5.4	−13.9	26.6	15.9	6.6	35.6	−32.8
L'Assomption	L'Assomption	−6.5	−17.2	26.3	14.0	5.2	37.2	−43.3
La Tuque	Champlain	−8.1	−20.2	25.3	12.2	3.6	40.0	−44.4
Magog	Stanstead	−5.2	−15.0	24.8	14.4	5.5	34.4	−37.2
Maniwaki	Gatineau	−7.4	−19.5	25.0	11.5	3.6	37.8	−46.7
Matane	Matane	−7.1	−15.2	20.9	11.7	2.8	32.8	−35.6
Mont-Joli	Rimouski	−7.4	−15.6	22.2	12.2	3.2	34.4	−33.3
Mont-Laurier	Labelle	−7.9	−19.6	24.3	11.7	3.5	36.7	−41.1
Montmagny	Montmagny	−7.4	−15.3	24.5	14.3	4.5	33.3	−32.0
Montréal (McGill)	Île-de-Montréal	−5.2	−12.1	26.1	17.4	7.3	36.1	−33.9
Natashquan	Saguenay	−6.8	−17.3	18.1	10.3	1.3	28.3	−37.2
New-Richmond	Bonaventure	−5.8	−16.6	22.9	12.0	3.7	34.4	−36.7
Nicolet	Nicolet	−6.6	−16.6	25.9	14.8	5.3	36.7	−38.4
Normandin	Lac-Saint-Jean-ouest	−12.3	−23.7	23.1	10.6	0.9	36.1	−47.2
Oka	Deux-Montagnes	−6.3	−15.6	25.7	14.3	5.5	36.1	−38.4
Port Meunier	Saguenay	−6.2	−15.0	19.0	11.5	2.0	31.1	−38.3
Quaqtaq	Terr.-du-Nou.-Qué.	−18.2	−26.1	10.1	2.3	7.2	26.1	−43.9
Québec	Québec	−7.5	−16.6	24.9	13.2	4.1	35.6	−36.1

Tableau 9 (suite)

Précipitations et températures moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques,
sur une période de 30 ans,
Québec, 1951-1980

Station	Division de recensement	Précipitations annuelles moyennes			Nombre moyen de jours de précipitation
		Neige	Pluie	Totales	
		cm	mm	mm	
Riviere-du-Loup	Riviere-du-Loup	347.0	555.5	879.0	151
Roberval	Lac Saint Jean-ouest	351.5	584.8	913.8	164
Sainte-Agathe-des-Monts	Terrebonne	395.7	787.0	1 164.0	185
Sainte-Anne-des-Monts	Gaspe ouest	239.5	568.9	816.7	144
Saint-Fereol	Montmorency No 1	354.6	934.2	1 289.5	133
Saint-Francois	Montmorency No 2	190.1	901.3	1 093.9	141
Saint Georges	Beauce	222.8	697.7	923.2	139
Saint-Hyacinthe	Saint Hyacinthe	230.5	801.9	1 034.1	159
Schefferville	Terr. du-Nouv. Que.	386.5	397.9	768.7	196
Sept-Iles	Saguenay	426.9	710.7	1 124.9	155
Shawinigan	Saint Maurice	274.6	786.9	1 061.3	155
Sherbrooke	Sherbrooke	253.2	696.7	949.9	169
Sorel	Richelieu	231.4	725.6	957.2	130
Thetford Mines	Megantic	366.6	854.9	1 154.0	145
Trois-Rivieres	Saint-Maurice	261.4	763.3	1 024.9	155
Val d'Or	Abitibi	310.4	623.4	919.7	185
Victoriaville	Arthabaska	288.8	783.7	1 073.3	177
Ville-Marie	Temiscamingue	214.8	600.0	815.6	135

Source: Environnement Canada. *Temperatures et precipitations, 1951-1980.*

Station	Division de recensement	Températures moyennes				Températures annuelles		
		Janvier		Juillet		Moy.	Max. absolu	Min. absolu
		Max.	Min.	Max.	Min.			
		C						
Riviere-du-Loup	Riviere du Loup	8.0	16.6	22.1	12.6	3.0	32.2	31.7
Roberval	Lac Saint-Jean-ouest	10.6	21.0	23.2	12.5	2.1	37.8	38.9
Sainte-Agathe-des-Monts	Terrebonne	8.2	19.1	23.3	11.2	2.8	35.6	36.7
Sainte-Anne-des-Monts	Gaspe-ouest	6.9	15.1	21.1	12.1	3.0	33.3	28.9
Saint-Fereol	Montmorency No 1	7.1	18.9	23.9	10.8	2.9	36.1	43.9
Saint-Francois	Montmorency No 2	6.2	15.0	25.1	14.8	5.1	35.0	31.7
Saint-Georges	Beauce	5.8	18.1	24.9	12.0	4.1	35.0	41.7
Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	5.5	15.2	26.3	15.4	6.2	36.1	39.4
Schefferville	Terr. du Nou. Que.	18.0	27.6	17.4	7.8	4.8	31.7	50.6
Sept-Iles	Saguenay	8.6	19.3	19.8	10.7	1.1	32.2	43.3
Shawinigan	Saint-Maurice	7.3	17.4	24.9	14.0	4.5	37.2	42.2
Sherbrooke	Sherbrooke	5.2	14.5	25.3	14.6	5.9	36.7	41.1
Sorel	Richelieu	6.2	16.0	26.6	15.0	5.8	37.8	40.6
Thetford-Mines	Megantic	7.9	16.2	23.6	12.5	3.7	36.7	41.1
Trois-Rivieres	Saint-Maurice	6.8	17.4	25.7	13.7	4.7	37.8	38.9
Val-d'Or	Abitibi	10.9	22.7	23.3	10.8	1.3	36.1	43.9
Victoriaville	Arthabaska	6.2	16.3	25.0	13.5	4.9	36.7	38.9
Ville-Marie	Temiscamingue	9.0	21.9	24.6	11.7	2.7	40.0	50.0

Tableau 10

Estimation des populations d'animaux à fourrure par espèce et zone écologique[1], Québec

Espèce	Forêt feuillue		Forêt mélangée		Forêt résineuse		Taïga		Toundra		Total
	Densité	Population	Densité	Population	Densité	Population	Densité	Population	Densité	Population	
	km²	'000	km²	'000	km²	'000	km²	'000	km²	'000	'000
Belette	5.00	685.0	2.50	382.0	2.50	860.0	1.25	474.0	1.25	373.0	2 794.0
Castor	0.80	109.4	0.80	122.0	0.40	141.0	0.20	76.0	--	--	448.4
Coyote	0.10	14.0	--	--	--	--	--	--	--	--	14.0
Lievre	50.00	6 850.0	50.00	7 650.0	25.00	8 800.0	12.50	4 737.0	12.50	3 725.0	31 762.0
Loup	0.01	0.8	0.01	1.5	0.01	3.5	0.01	3.8	0.01	2.9	12.5
Lynx	0.04	5.5	0.04	6.1	0.04	14.0	0.04	15.1	--	--	40.7
Martre	0.25	34.2	0.25	38.4	0.13	44.0	0.06	22.7	--	--	139.3
Mouffette	3.00	411.0	1.50	229.5	0.75	264.0	--	--	--	--	904.5
Ours noir	0.07	8.8	0.65	9.9	0.03	10.4	0.01	3.8	--	--	32.9
Rat musqué[2]	10.00	1 370.0	5.00	76.5	5.00	1 751.0	2.50	947.0	--	--	4 833.0
Raton laveur[3]	1.70	165.7	--	--	--	--	--	--	--	--	165.7
Renard	0.23	31.0	0.10	15.3	0.10	35.2	0.10	38.0	0.10	30.0	149.5
Vison	3.00	411.0	2.00	306.0	2.00	704.0	1.00	379.0	--	--	1 800.0

1. Les limites du territoire couvert par chaque zone écologique different légèrement entre les aires retenues pour le calcul de l'estimation des populations fauniques et les limites illustrées sur la carte des zones écologiques.
2. La densité de population du rat musqué est donnée par hectare de marécage.
3. La densité de population du raton laveur est de 1.7 par kilomètre carré dans l'érablière à caryer et l'érablière Laurentienne tandis qu'elle est de 0.85 dans l'érablière à bouleau jaune.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. *Aménagement et utilisation de la faune au Québec*, avril 1981.

Figure 3

Températures et précipitations moyennes enregistrées par quelques stations météorologiques, Québec, 1951-1980

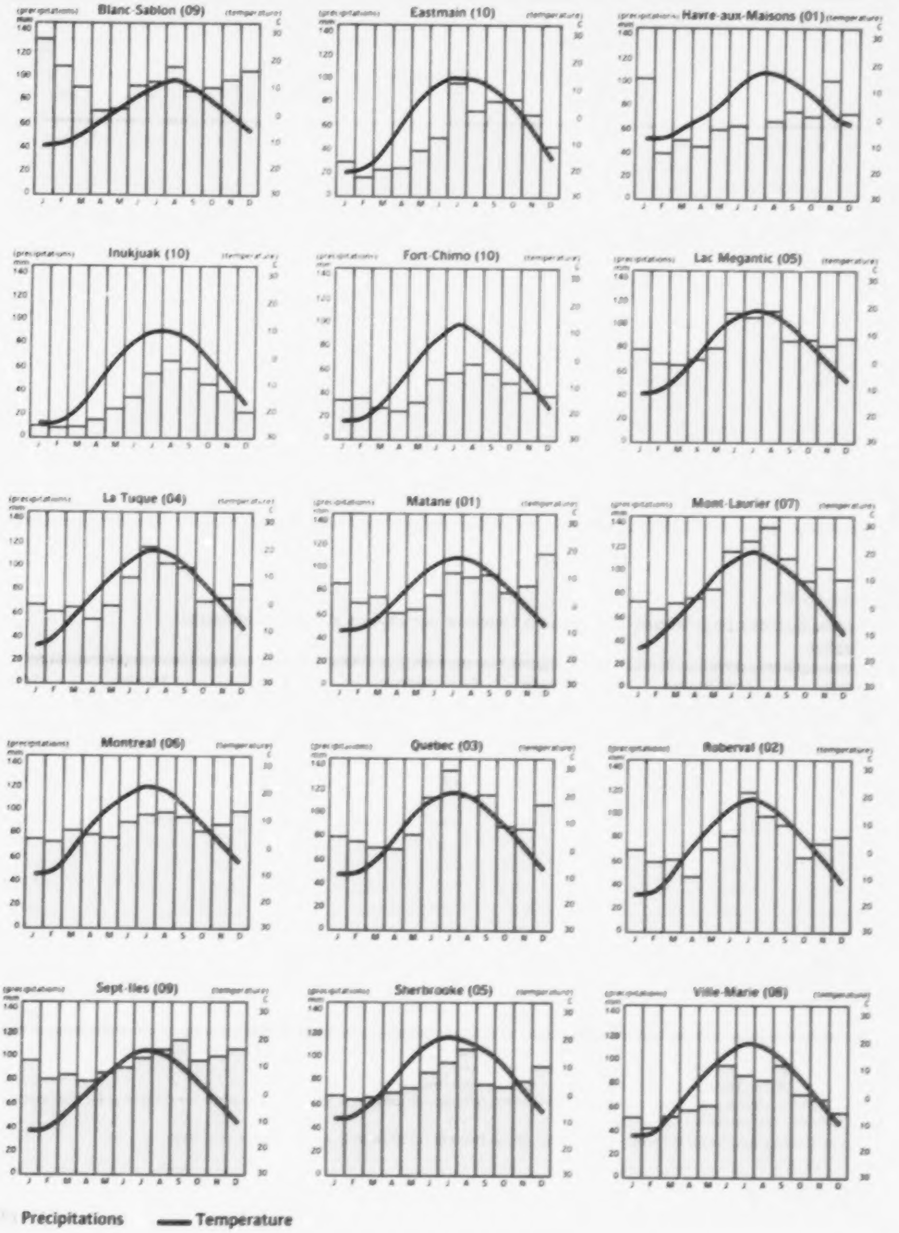
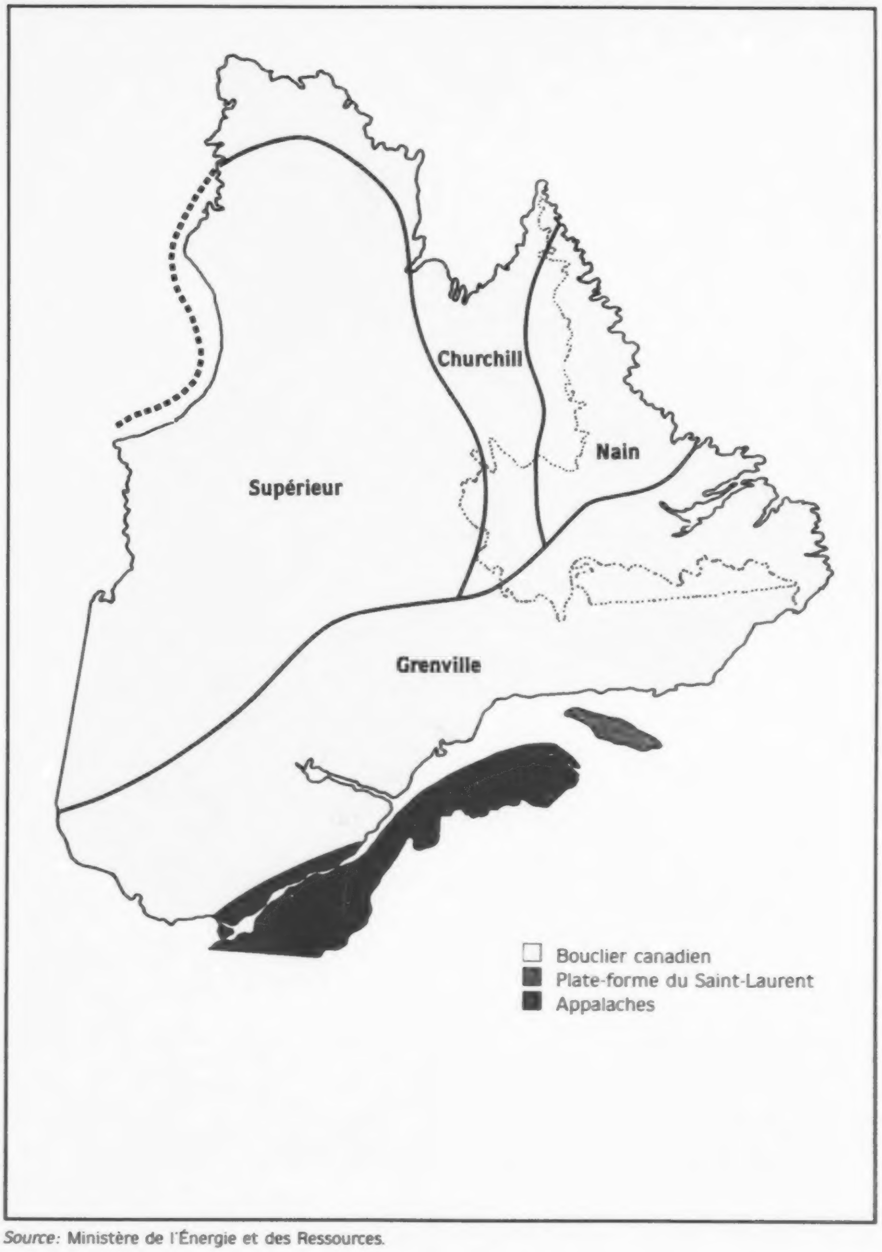
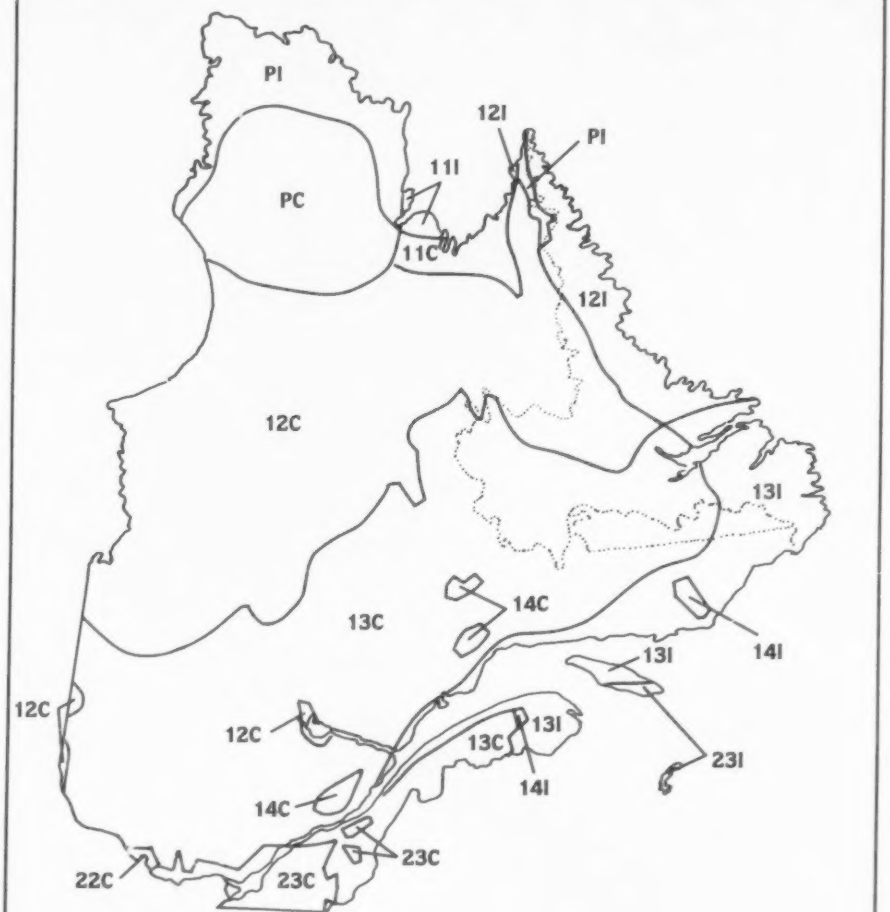


Figure 4
Géologie du Québec



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources.

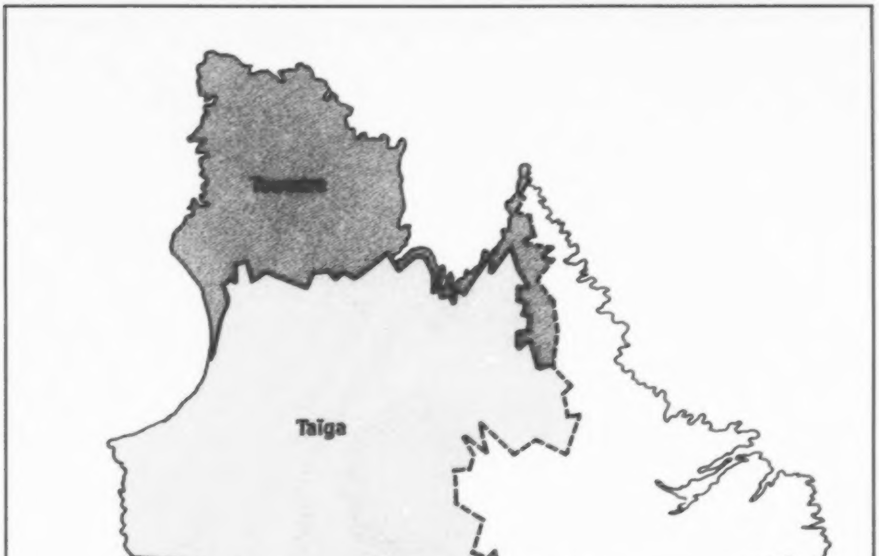
Figure 5
Carte des climats du Québec



PI : Polaire intermédiaire
PC : Polaire continental
11I : Subpolaire assez sec, intermédiaire
11C : Subpolaire assez sec, continental
12I : Subpolaire avec précipitations modérées, intermédiaire
12C : Subpolaire avec précipitations modérées, continental
13I : Subpolaire-subhumide, intermédiaire
13C : Subpolaire-subhumide, continental
14I : Subpolaire-humide, intermédiaire
14C : Subpolaire-humide, continental
22C : Modéré continental
23I : Modéré-subhumide, intermédiaire
23C : Modéré-subhumide, continental

Source: M. Joseph Litynski de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Figure 6
Carte des zones écologiques du Québec



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources.

2

Environnement

Qualité de l'air	181
Qualité de l'eau	186
Qualité du milieu terrestre	188
Urgence-environnement	191
Définitions	192

2

Liste des tableaux

1. Évolution des concentrations moyennes annuelles des particules en suspension dans l'air, de diverses agglomérations, Québec, 1975-1984 193

2. Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) selon la source, Québec, Canada et États-Unis, 1980 193

3. Émissions de nitrates (NO_x) selon la source, Québec, Canada et États-Unis, 1980 198

4. Émissions de dioxyde de soufre (SO_2), passées et prévues, selon la source, Québec, 1980, 1984 et 1990 198

5. Acidité des précipitations en fonction des valeurs moyennes du pH et des dépôts humides annuels de sulfate et de nitrate, par région administrative (un site d'échantillonnage donné), Québec, 1982 et 1983 198

6. Présence de 10 espèces de poisson en fonction du niveau d'acidité des lacs, région de Témiscamingue, Québec, juin 1984 205

7. Superficie des peuplements d'érables, par niveau de dépérissement, sud du Québec, 1983-84 205

8. Taux de dépérissement et de diminution de croissance des érables, par groupement d'érablières, dans 129 sites, Québec, 1983-84 206

9. Répartition des usines de filtration en activité, par région administrative, Québec, 1er avril 1984 206

10. Épuration des eaux usées par province selon la population desservie, Canada, 1981 207

11. Investissements relatifs aux travaux d'assainissement des eaux usées, volet urbain, par région administrative, Québec, 1978-1980 207

12. Importance et nature des polluants selon la source, Québec, 1981 208

13. Industries polluantes et responsabilité respective face à la pollution industrielle des bassins de 5 rivières, Québec, 1984 208

14. Industries engagées dans le programme d'assainissement des eaux usées ou ayant des installations d'assainissement, Québec, 1984 209

15. Investissements relatifs aux travaux d'assainissement des eaux usées, prévus et réalisés, volet industriel, Québec, 1978-1980 209

16. Inventaires des usages de l'eau affectés par les rejets d'eaux usées non traitées, par région administrative, Québec, 1983-84 209

17. Production globale de déchets, Québec, 1980 210

18. Composition des déchets dangereux, Québec, 1981 210

19. Répartition régionale des lieux d'élimination de déchets dangereux selon le risque pour la santé publique et l'environnement, Québec, 1984 210

20. Liste des recycleurs et des ressources secondaires recyclées, Québec, 1983 211

21. Production de déchets ménagers et potentiel, maximum et estimé, des ressources secondaires récupérables, par région administrative, Québec, 1984 212

22. Capacité maximale d'utilisation des recycleurs et ressources secondaires récupérées et utilisées, par région administrative, Québec, 1983 212

23. Répartition des entreprises de récupération privées et communautaires, par région administrative, Québec, mai 1985 214

24. Analyse comparative des différents modes de gestion des déchets ménagers pour une municipalité type de 20 000 habitants, Québec, 1984 214

25. Répartition des réserves écologiques, leur superficie et leurs particularités, Québec, 1985 215

26. Interventions régionales d'urgence selon le type d'accident, par région administrative, Québec, 1981-1984 215

Liste des figures

1. Evolution des moyennes géométriques annuelles de particules en suspension de quelques postes déchantillonnage, Québec, 1975-1984 194

2. Evolution des concentrations annuelles de plomb de deux postes déchantillonnage de la ville de Montréal, 1975-1984 196

3. Principales sources d'émissions de dioxydes de soufre (SO_2) et d'oxydes d'azote (NO_x) dans l'est de l'Amérique du Nord 197

4. Principales trajectoires des vents, en été et en hiver, dans l'est de l'Amérique du Nord 199

5. Sensibilité des terrains aux précipitations acides, Québec et Ontario 200

6. Émissions de dioxyde de source (SO_2) dans les États américains situés à l'est du Mississipi et dans les provinces canadiennes à l'est du Manitoba, 1980 201

7. Moyenne pondérée de pH dans les précipitations, Québec méridional, 1982-83 202

8. Dépôts annuels humides de sulfate, Québec méridional, 1982-83 203

9. Dépôts annuels humides de nitrate (kg/ha-an) Québec méridional, 1982-83 204

2

Ce chapitre a été réalisé par Marie-Thérèse H. Thibault avec la collaboration du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec et du ministère de l'Environnement du Québec.

Le mot «environnement» a un sens très large. Dans le langage courant, l'environnement, c'est le milieu dans lequel nous vivons. Pour certains, c'est seulement la nature où nous passons nos moments de loisir et nos vacances; pour d'autres, l'environnement évoque des endroits, des milieux où l'on retrouve des êtres vivants: la ville ou la campagne, l'eau ou l'air, la forêt ou la mer.

Les activités de protection et d'amélioration de l'environnement s'adressent à tous ces milieux de façon à en maintenir la qualité pour tous les occupants, qu'il s'agisse de végétaux, d'animaux ou d'hommes. Cette protection prend plusieurs formes, que ce soit celle de l'air, de l'eau ou du milieu terrestre.

Dans ce chapitre, un portrait de la qualité de l'air au Québec est dressé tout en insistant particulièrement sur la problématique des précipitations acides qui viennent de l'air mais affectent les eaux et les milieux terrestres. Sera ensuite abordée la question de la qualité de l'eau par le biais de la pollution des cours d'eau et l'assainissement des eaux usées. Trois moyens de préservation du milieu terrestre sont ensuite explicités, soit la gestion des déchets dangereux, la récupération et le recyclage et la protection intégrale de quelques milieux naturels. Pour finir, quelques informations concernant les urgences environnementales traitées par Urgence-environnement.

Qualité de l'air

Au cours des dix dernières années, la qualité de l'air de la plupart des agglomérations québécoises s'est maintenue ou sensiblement améliorée. Des mesures d'indices et de concentration de divers polluants sont prises régulièrement dans le réseau québécois de surveillance de qualité de l'air, qui, en décembre 1984, compte plus de 90 postes d'échantillonnage répartis dans 50 municipalités regroupées dans 19 agglomérations urbaines. On y échantillonne plusieurs contaminants dont les particules en suspension, le dioxyde de soufre, le monoxyde de carbone, le dioxyde d'azote, l'ozone etc.

L'amélioration de la qualité de l'atmosphère, en ce qui a trait aux particules en suspension, se traduit par un abaissement des concentrations moyennes annuelles de toutes les particules en suspension. Parallèlement à cette tendance, on observe une réduction du nombre de dépassements de la norme quotidienne qui est de $150 \mu g/m^3$. La diminution de l'empoussiérage découle en grande partie de la réduction des émissions dues à des activités industrielles à la suite de la réalisation de travaux de modernisation et d'assainissement effectués dans plusieurs usines.

La concentration de plomb dans l'atmosphère a diminué de près de 60% en moyenne au cours de la période 1975-1984. Cette réduction est étroitement associée à la diminution de la consommation d'essence avec plomb. La figure 2 illustre bien cette réduction enregistrée dans quelques postes de la région de Montréal; les concentrations se situent largement en deçà de la norme annuelle.

Les concentrations moyennes de monoxyde de carbone diminuent également. Cette diminution s'explique par l'augmentation du parc automobile muni de dispositifs antipollution afin de rencontrer les normes d'émissions établies pour les véhicules neufs depuis 1975. L'évolution des concentrations moyennes annuelles de ce contaminant, observées dans des postes d'échantillonnage de Montréal fortement influencés par la circulation, démontre nettement cette tendance,

surtout dans le cas du poste localisé au centre-ville où l'intensité de la circulation est demeurée stable tout au long de la période 1975-1984.

Précipitations acides

Les précipitations dans le sud du Québec sont aussi acides que celles du nord-est des États-Unis. Certaines régions du Québec reçoivent annuellement jusqu'à 40 kg de sulfate par hectare, un peu moins que les 50 kg qui tombent sur la région des Adirondacks en Nouvelle-Angleterre. Nous pouvons donc dire que le Québec est une des zones les plus exposées du nord-est de l'Amérique.

Le gradient des concentrations moyennes de sulfate et de nitrate dans les précipitations décroît du sud-ouest au nord-est et indique une contribution importante des sources situées au sud-ouest du Québec (Ontario et États-Unis) à laquelle se superpose régionalement la contribution de sources locales. Globalement, les apports de dioxyde de soufre, à l'origine des pluies acides, proviennent pour les 3/5 des États américains, 1/5 de l'Ontario et 1/5 de sources installées au Québec, la principale étant l'usine Horne de Noranda.

Nature et causes des précipitations acides

En Amérique du Nord, les sources majeures d'émissions de dioxyde de soufre (SO_2) sont situées au sud des Grands Lacs dans le *mid-west* américain où on retrouve d'importantes centrales thermiques brûlant des combustibles fossiles contenant du soufre, notamment du charbon. Au Canada, les sources ponctuelles les plus importantes se retrouvent à Sudbury et à Noranda, là où sont produits des métaux non ferreux (cuivre, nickel, plomb, zinc).

En Amérique du Nord l'air se déplace généralement d'ouest en est. Ces vents du sud-ouest, variables à la fois en vitesse et en direction lors du transport, suivent généralement des trajectoires curvilignes de sorte qu'ils apportent les polluants provenant des sources majeures d'émissions vers les régions sensibles du Québec.

De plus, le Québec est une des régions de l'Amérique du Nord particulièrement sensibles aux effets nocifs de l'acidification des précipitations parce que ses sols et sous-sols manquent d'éléments alcalins susceptibles de neutraliser l'acidité des précipitations.

Il importe de mentionner que le SO_2 est un gaz libéré par les sources d'émissions. Ce gaz s'oxyde lentement en sulfate (SO_4) au cours du transport par les vents; le SO_4 se retrouve dans l'atmosphère et au sol sous forme de particules de diamètre de l'ordre du micron. Les nuages sont généralement localisés au-dessus de la couche de pollution. Lorsqu'il pleut, la pluie relativement pure tombe à travers la couche des polluants, recueillant ainsi les sulfates.

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) et d'oxydes d'azote (NO_x) en Amérique du Nord

En 1980, les émissions de dioxyde de soufre (SO_2) provenant des États-Unis totalisent 24 millions de tonnes métriques alors que les émissions provenant du Canada s'établissent à 4,8 millions de tonnes, dont un peu plus de un million de tonnes émanant du Québec. Les deux tiers des émissions des États-Unis proviennent des centrales thermiques alors que celles-ci ne contribuent que pour 16% des émissions canadiennes et moins de 1% des émissions québécoises. Par contre, l'industrie des métaux non ferreux est responsable respectivement pour 60% et 45% des émissions de dioxyde de soufre du Québec et du Canada.

La source la plus importante au Québec est la fonderie de cuivre de Mines Noranda, au Témiscamingue, qui contribue pour plus de la moitié des émissions québécoises de SO_2. La combustion de

combustibles fossiles à usage industriel, commercial et résidentiel constitue la seconde source d'importance au Québec; cette catégorie de source se compose d'une multitude de petites sources réparties sur une grande région géographique. Enfin, les autres sources industrielles telles que les raffineries de pétrole, les usines de pâtes et papiers, les alumineries, les industries de ferro-alliages et les usines d'acide sulfurique, contribuent pour 10% des émissions de SO_2 (dioxyde de soufre) au Québec.

Bien que le rôle des oxydes d'azote soit moins bien connu que celui des oxydes de soufre, il est généralement admis que les nitrates (NO_x) contribuent pour environ le tiers de l'acidité des précipitations dans le nord-est de l'Amérique et même pour plus de la moitié de l'acidité dans l'ouest des États-Unis. Comme le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote peuvent se déplacer sur de très grandes distances et se transformer en acide nitrique en s'oxydant dans l'atmosphère. Dans les eaux de précipitation, les oxydes se mesurent sous forme de nitrate.

En 1980, les émissions de nitrates (NO_x) provenant des États-Unis totalisent 19,3 millions de tonnes métriques alors que les émissions venant du Canada s'établissent à 1,8 million de tonnes dont 331 350 tonnes proviennent du Québec.

La contribution du Québec aux émissions nord-américaines de NO_x est minime (moins de 2%) et est principalement reliée (68%) au transport et plus particulièrement aux véhicules automobiles mus à l'essence. Aux États-Unis les centrales thermiques et le transport sont responsables respectivement de 29% et de 44% des émissions de NO_x.

Retombées acides sur le Québec en 1982 et 1983

Les valeurs de pH et celles des dépôts humides des sulfates et des nitrates sont très représentatives de l'état d'acidité des précipitations. Ces mesures ont été relevées, pour les années 1982 et 1983, dans les 46 stations du réseau québécois d'échantillonnage des précipitations; elles mettent en relief l'importance du phénomène des précipitations acides sur le territoire québécois et le danger qu'elles représentent pour les écosystèmes récepteurs.

Une pluie normale n'est pas neutre. Elle est naturellement un peu acide et n'a donc pas un pH de 7 mais un pH de 5,6. Ceci est dû au gaz carbonique présent dans l'atmosphère, qui se dissout dans l'eau pour former un acide faible.

Les données recueillies par le ministère de l'Environnement montrent que les valeurs biannuelles moyennes de pH des précipitations varient entre 4,3 et 4,9; elles figurent parmi les plus acides en Amérique du Nord. Les valeurs de pH les plus acides se retrouvent dans le sud et le sud-ouest du Québec, dans la vallée de l'Outaouais et près de Québec, Montréal et Noranda où on relève une moyenne de pH de 4,3. Les précipitations sont, sur ces régions, de vingt fois plus acides que la pluie que l'on considère comme normale. Les valeurs de pH les moins acides se retrouvent dans le nord du Québec, au nord du 52^e parallèle, loin des sources d'influence des centres industriels du sud du Québec, de l'Ontario et du centre-ouest américain.

Dépôts de sulfate

Les données relatives aux dépôts humides de sulfate établissent que plusieurs régions du Québec reçoivent des dépôts supérieurs à l'objectif environnemental de 20 kg par hectare, par année. Cet objectif représente le niveau de dépôts humides de sulfate reconnu par la majorité des scientifiques, comme acceptable pour assurer une protection adéquate aux écosystèmes aquatiques modérément sensibles.

En fait, les dépôts humides moyens de sulfate, calculés pour 1982 et 1983, oscillent entre 9 et 40 kg par hectare par année. Comme pour les valeurs de pH, en général, les dépôts les plus

importants se retrouvent dans le sud et le sud-ouest du Québec pour décroître graduellement vers le nord et le nord-est. Les régions de Québec, de Montréal, de l'Outaouais et les environs immédiats de Rouyn-Noranda sont les plus affectés. C'est la région immédiate de Québec, située sur le massif laurentien, qui reçoit les plus forts dépôts humides de sulfate du Québec. La station de Sainte-Catherine-de-Portneuf enregistre pour 1982 et 1983 des dépôts moyens de 40 kg par hectare par année. Des dépôts importants sont également observés au mont Mégantic (36 kg/ha/an). De très fortes précipitations sur ces régions expliqueraient ces dépôts élevés.

Les plus faibles dépôts de sulfate sont enregistrés à Fermont dans le Moyen-Nord québécois, soit 9,0 kg par hectare par année.

Dépôts de nitrate

Au Québec, les dépôts humides moyens de nitrate pour 1982 et 1983 varient entre 9 et 26 kg par hectare. La répartition spatiale des valeurs les plus élevées a sensiblement la même forme que celle des sulfates avec des valeurs maximales autour de Montréal et Québec sans cependant atteindre les maximums locaux de la région de l'Abitibi.

Encore une fois, l'accroissement des concentrations du nord-est au sud-ouest permet de croire en une influence de régions sources situées au sud-ouest du Québec à laquelle se superpose l'action de sources et de conditions climatiques locales.

Effets sur l'environnement

Écosystèmes aquatiques

Plusieurs études effectuées sur la qualité de l'eau de 200 lacs du Québec montrent une relation étroite entre les concentrations de sulfate dans les lacs et les précipitations. En se basant sur le pH, 28,1% des lacs échantillonnés par le ministère de l'Environnement sont considérés acides et leur teneur en sulfate est au moins trois fois celle des milieux non affectés par les précipitations acides. En fait, les concentrations dans le sud du Québec sont de 2 à 6 fois plus élevées que celles observées au nord du 50^{e} parallèle; les valeurs maximales sont rencontrées dans les régions de l'Abitibi et de l'Outaouais et dans la vallée du Saint-Laurent.

Le niveau d'acidité de certains plans d'eau a induit des modifications chez la faune piscicole, qui laissent présager la survie précaire de certaines populations. Par exemple, la densité des populations d'ombles de fontaine (appelée communément truite) est beaucoup plus faible dans les lacs acides que dans les lacs plus alcalins.

Dans 3 lacs très acides de la région de Charlevoix, les populations d'ombles de fontaine ont complètement disparu. La cause la plus probable est l'acidité.

Une dernière étude réalisée en juin 1984 sur 17 lacs de la région du Témiscamingue (8 lacs acides et 9 non acides) montre l'existence d'un lien direct entre l'acidité de l'eau et le nombre d'espèces présentes dans ces lacs.

Deux lacs acides n'ont pas de poisson et cinq autres ne contiennent que de la perchaude (4 lacs) ou du grand brochet (1 lac). Seulement un lac acide (le moins affecté) présente une association de 4 espèces. Le portrait est significativement différent dans le cas des lacs non acides où 6 lacs sur 9 supportent de 3 à 6 espèces en association.

Écosystèmes forestiers

La responsabilité des précipitations acides par rapport au dépérissement des érablières reste à démontrer. Cependant, cette thèse est étayée par le fait qu'on observe des signes inquiétants de

dépérissement chez les feuillus de zones caractérisées par des taux élevés de dépôts acides. La région la plus affectée, au sud de la ville de Québec, reçoit des quantités de dépôts humides de sulfate de 36 kg par hectare par an et le pH moyen des précipitations est de 4,3.

Ce phénomène de dépérissement des érablières, signalé d'abord dans la Beauce au début des années 1980, se manifeste en 1982 avec plus d'intensité et atteint les comtés de Mégantic, Frontenac et Arthabaska. Un relevé aérien effectué en 1983 et 1984 sur une superficie totale de 19 400 km^2, dans la zone la plus touchée, indique que sur les 1983 km^2 de peuplements d'érables, seulement 16,6% de ceux-ci ne montrent aucune trace de dépérissement. Par conséquent, plus de 83% des érablières sont affectées par le dépérissement et ce, dans une très grande partie du sud du Québec.

Le dépérissement se manifeste d'abord par l'apparition de feuilles plus petites et plus pâles, par le ralentissement de la vitesse de cicatrisation des entailles et du taux de croissance de l'arbre, par la perte graduelle de feuillage à partir du pourtour de la cime et par le décollement de l'écorce sur les branches et le tronc.

Les études effectuées en 1983 et 1984 montrent que le dépérissement affecte surtout des peuplements feuillus notamment l'érable à sucre, l'érable rouge, le bouleau jaune et le hêtre. Tout porte à croire que les peuplements mélangés et résineux seraient aussi affectés.

Une étude effectuée dans 6 comtés au sud de la ville de Québec sur 8 types d'érablières répartis sur 129 sites-échantillons montre que le pourcentage de dépérissement attribué aux arbres attaqués varie de 12,4% pour le groupement le moins atteint à 37,1% pour le plus touché. Quant au pourcentage du nombre d'arbres attaqués dans les peuplements, il varie de 61,8% à 88,4%. Les donnés obtenues indiquent une diminution moyenne de croissance de 34,6% au cours des 5 dernières années. De plus, l'analyse chimique des sols prouve une acidification des différents horizons. De 1983 à 1984, le dépérissement s'est accentué dans les sites-échantillons retenus en 1983.

Mesures de lutte contre les précipitations acides

Puisque les précipitations acides proviennent des émissions de SO_2, il faut diminuer leurs rejets dans l'atmosphère pour réduire les dégâts. Le Québec a adopté, au début de 1985, une importante réglementation visant à diminuer les rejets des sources québécoises de dioxyde de soufre et à contrôler les oxydes d'azote émis par les automobiles.

La réglementation permettra de diminuer, d'ici la fin de 1990, les rejets québécois de SO_2 à 596 000 tonnes, soit une diminution de 45% par rapport à 1980. Déjà, en 1984, différents programmes gouvernementaux ont permis de réduire ces émissions de 271 000 tonnes, c'est-à-dire plus de la moitié de l'objectif visé pour 1990.

On estime que les automobiles sont responsables d'environ 30% des rejets totaux d'oxydes d'azote au Québec. Pour tenter de réduire la production de NO_x, il est désormais interdit d'enlever ou de modifier les dispositifs antipollution d'une automobile au Québec.

Par ailleurs, les précipitations acides constituent un problème continental dont la solution éventuelle nécessitera des ententes internationales. Le Québec collabore avec les États de la Nouvelle-Angleterre, les autres provinces canadiennes et le gouvernement canadien pour mettre de l'avant des programmes de diminution de rejets de SO_2. Il appuie tous les efforts déployés pour assainir le territoire canadien et conclure un traité canado-américain afin de combattre les précipitations acides sur le continent nord-américain.

2

Qualité de l'eau

Les cours d'eau du Québec constituent une valeur économique, un potentiel déterminant pour la qualité de la vie et une ressource vitale pour l'alimentation en eau de la population.

Au cours des dernières décennies, la diversification et l'augmentation du volume des substances polluantes découlant de nos activités industrielles, agricoles et urbaines, rejetées sans traitement ont entraîné une détérioration notable des cours d'eau et plus particulièrement de ceux situés dans les zones urbaines.

La problématique de l'eau au Québec se situe essentiellement au niveau qualitatif et n'est pas d'ordre quantitatif telle que la rareté de l'eau. En effet, la pollution de nos cours d'eau constitue le problème dominant. À l'heure actuelle, la quasi totalité des eaux usées est déversée sans aucun traitement dans les cours d'eau. Par conséquent, l'approvisionnement en eau à partir des cours d'eau s'avère de plus en plus difficile et exige des traitements sophistiqués. Au 1er avril 1984, 160 usines de filtration traitent l'eau de consommation afin de la rendre limpide, incolore et exempte de goût et d'odeur. On évalue la consommation moyenne d'eau, dans une municipalité, à 450 litres par personne, par jour, incluant les quantités nécessaires aux usages domestiques, commerciaux, industriels et publics, ainsi que les pertes dans le réseau de distribution.

Outre des problèmes d'approvisionnement et de coûts de traitement de l'eau potable, la dégradation de la qualité de l'eau entraîne une détérioration des conditions hygiéniques et l'apparition de mauvaises odeurs surtout dans les endroits à forte densité de population; des plages disparaissent de même que de nombreuses espèces de poissons.

Assainissement des eaux usées; pollution urbaine, industrielle et agricole

Pollution urbaine

En 1981, le Québec accuse un retard important dans l'assainissement de ses cours d'eau par rapport aux autres provinces canadiennes; seulement 6,2% de la population québécoise est desservie par des usines d'épuration des eaux usées comparativement à 84,1% de la population ontarienne et à 55,8% de la population canadienne. Dès 1978, les autorités gouvernementales mettent en branle un programme d'assainissement des eaux usées. Au début de 1985, 44 stations d'épuration sont réalisées dans le cadre de ce programme et on estime que 86 nouvelles usines viendront s'y ajouter dans l'année de sorte que le pourcentage de population desservie par des usines d'épuration passe de 6,1% en 1981 à 11,7% en 1985, 17% en 1986, 30% en 1987, 41% en 1988 et 61% en 1990. Les augmentations importantes de 1988 et 1990 s'expliquent par la mise en service de l'usine d'épuration de l'Île de Montréal (en 1988, les eaux du versant nord et en 1990, les eaux du versant sud).

En 1984, les quelques 900 municipalités pourvues de réseaux d'égouts regroupent environ 6,0 millions de personnes et 94% de leurs eaux usées sont déversées sans aucun traitement dans les cours d'eau. Puisqu'on estime à 320 litres par personne par jour le rejet d'eaux usées après consommation domestique, on évalue donc globalement la pollution d'origine domestique à 1,8 milliard de litres d'eaux usées rejetées sans traitement dans les cours d'eau du Québec, chaque jour.

Des investissements globaux de 4,7 milliards de dollars sont prévus au chapitre des ententes avec les municipalités pour la réalisation complète du programme d'assainissement des eaux, sur une période d'à peu près 10 ans qui devrait se terminer vers 1988. Les protocoles d'entente déjà signés avec les municipalités représentent 75% de l'objectif global des investissements prévus.

En excluant les usines qui peuvent être raccordées aux réseaux d'égouts municipaux, la pollution d'origine domestique porte essentiellement sur la matière organique, les solides en suspension, le phosphore et les micro-organismes. Les usages les plus affectés par cette pollution sont l'alimentation en eau potable et la baignade.

Pollution industrielle
Au Québec, près de 3 000 industries produisent des effluents ou eaux d'évacuation issues de procédés de transformation. On retrouve dans ces effluents industriels tous les types de pollution, organique, inorganique, microbienne, toxique, thermique, esthétique et de nutriments, et parfois tous à la fois. Les industries polluantes se retrouvent dans les groupes suivants: agro-alimentaire, textiles, pâtes et papiers, pétrole et pétrochimie, industrie chimique, mines et métallurgie et autres industries manufacturières.

En plus des problèmes de nature qualitative des rejets industriels, leur aspect quantitatif est souvent très important. Ainsi les usines de pâtes et papiers québécoises utilisent une quantité d'eau équivalente à celle requise par toute la population du Québec et rejettent une charge organique équivalente à environ 3 fois celle générée par la population du Québec. Les usines agro-alimentaires produisent également des charges organiques qui peuvent être plusieurs fois celles des municipalités où elles sont situées.

Les industries peuvent ou non être intégrées aux réseaux d'égouts municipaux. D'après une étude réalisée dans 5 bassins de rivières québécoises, le Saint-François, L'Assomption, la rivière du Nord, la Yamaska et le Saint-Maurice, on constate que sur les 2 053 industries qu'ils regroupent, 539 soit 26% des industries sont considérées comme polluantes. D'autre part, moins de 10% de ces industries polluantes ne sont pas raccordées au réseau d'égout municipal, tout en produisant souvent (à l'exception de la Yamaska), plus de 80% de la pollution industrielle. Ces données montrent l'importance de l'assainissement industriel.

Sur les 2 900 établissements manufacturiers devant faire l'objet d'intervention d'assainissement industriel, 1 400 sont situés sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et les 1 500 autres sont répartis en province. De plus, 58 usines de pâtes et papiers doivent éventuellement faire l'objet d'un programme de modernisation et de dépollution. Jusqu'à présent, 41 usines de pâtes et papiers (71%) sont engagées dans le programme d'assainissement et 204 entreprises polluantes ont conclu une entente pour procéder à l'assainissement de leurs effluents.

Les investissements globaux prévus au chapitre de l'assainissement industriel sont de près de 1,9 milliard de dollars. Au début de 1985, plus de 610 millions sont déjà dépensés et ce, malgré le contexte économique difficile du début des années quatre-vingt.

Pollution agricole
Dans le domaine des productions animales, les fumiers constituent la principale source de pollution dont les caractéristiques s'apparentent à celles des rejets domestiques mais en plus concentrés. La lutte contre la pollution s'exerce alors par le biais de l'entreposage, du traitement et de la valorisation des fumiers. Un investissement de 5 millions de dollars, comprenant la construction, le rodage et le développement de deux usines pilotes de traitement et de valorisation de lisier de porc, la construction d'un laboratoire et la poursuite de la recherche sur le traitement et la valorisation des fumiers, est fait pour tenter de régler ce problème.

Dans le domaine des productions végétales, la fertilisation presque exclusivement chimique, l'utilisation des pesticides et un drainage agricole superficiel font que l'on retrouve dans les cours d'eau des quantités importantes de matières organiques, de solides en suspension, de nutriments

et de pesticides. La guerre à la pollution prend ici la forme de l'amélioration des pratiques culturales.

Qualité de l'eau et jouissance de l'environnement

La mauvaise qualité de l'eau de nos lacs et rivières engendrée par les rejets d'eaux usées d'origine urbaine, industrielle et agricole impose des contraintes à la population québécoise quant à la jouissance de son environnement.

Une équipe du ministère de l'Environnement a réalisé un inventaire de sites répartis dans 8 régions administratives du Québec, où 2 793 usages, actuels ou potentiels, reliés à la qualité de l'eau sont recensés.

Les utilisations retenues, toutes tributaires directement ou indirectement de la qualité de l'eau, concernent des sites de prises d'eau, des lieux d'activités récréatives (baignade, villégiature, camping, marina, nautisme, canotage, canot kayak, plongée, pêche sportive) ou commerciales (pêche commerciale), des sites importants pour la préservation d'oiseaux ou de poissons (voie de passage ou de migration, zones de frai, d'élevage ou d'alimentation).

Des 2 793 utilisations retenues, 71% sont affectées par des rejets d'origine urbaine, 29% par des rejets d'origine industrielle et 31% par des rejets d'origine agricole.

Ces chiffres montrent à quel point la jouissance de notre environnement est compromise par les rejets d'eaux usées non traitées.

Qualité du milieu terrestre

Les activités de protection, d'amélioration et de restauration du milieu terrestre peuvent prendre plusieurs aspects. Sont retenus les moyens de préservation suivants: la gestion des déchets dangereux, la récupération et le recyclage et la protection de réserves écologiques.

Déchets dangereux

Production de déchets au Québec

On estime à plus de 180 millions de tonnes la production annuelle totale de déchets au Québec. Les déchets industriels ne représentent que 1,7% de l'ensemble des déchets mais une partie de ces résidus constitue la menace la plus grande pour la santé de l'homme et la qualité de l'environnement. Bien que les prévisions de croissance de la production des déchets industriels soient faibles, il n'en reste pas moins que les propriétés inconnues de nombreux produits chimiques, anciens et nouveaux, suscitent l'inquiétude.

Nature des déchets dangereux

Le Québec produit annuellement au moins 260 000 tonnes de déchets dangereux. Ces données proviennent d'inventaires partiels et ne valent que pour les déchets liquides et semi-liquides. On devrait y ajouter des données encore non disponibles provenant de secteurs industriels tels la métallurgie, le traitement de surface des métaux, les textiles, etc.

Les déchets dangereux se divisent en deux catégories: les composés organiques et inorganiques. Les premiers contenant du carbone sont composés principalement d'huiles de lubrification contaminées, de solvants contaminés et d'agents nettoyants liquides, de sous-produits chimiques

en émulsion dans des eaux usées, des résidus d'alcool et des déchets de résine, de vinyle ou de polyéthilène. Parmi les composés inorganiques les plus connus, on compte les solutions acides et basiques contaminées, les rebuts et boues de peinture, les solutions toxiques contenant des cyanures etc.

Bien que les industries produisent la plus grande partie des déchets dangereux, certains déchets de sources domestique et agricole fournissent une part de résidus potentiellement dangereux pour l'environnement tels les solvants de peinture, l'huile usée des moteurs d'automobiles, les solutions caustiques pour nettoyer les salles de bain ou débloquer la tuyauterie, les résidus de pesticides etc.

Incidences sur l'environnement

Le rejet ou l'enfouissement sans traitement de déchets dangereux dans l'environnement peuvent entraîner des effets dramatiques. Plusieurs déchets sont encore actifs; ils peuvent être transportés par l'eau souterraine lorsqu'ils sont enfouis et par l'eau de surface lorsqu'ils sont déversés dans les rivières causant ainsi des préjudices à l'environnement en contaminant, à plus ou moins longue échéance, la chaîne alimentaire, la faune et la flore.

Au cours des dernières décennies, les producteurs de déchets dangereux s'en sont débarrassés de façon inconsidérée en les déposant dans des arrière-cours, des dépotoirs municipaux et industriels et parfois même dans des lieux clandestins, souvent impropres à les recevoir. Maintenant, les nouvelles réglementations québécoises obligent les industries à stocker les déchets non récupérés plutôt que de les déverser dans l'environnement.

Cependant un certain mal est déjà fait. En 1983, le ministère de l'Environnement entreprend un inventaire des lieux ayant potentiellement reçu des déchets dangereux. Ceux-ci sont classés en trois catégories selon l'évaluation du risque potentiel pour la santé publique et l'environnement.

Le bilan de l'inventaire et de la caractérisation des lieux pour l'ensemble du Québec s'établit maintenant comme suit: 318 lieux ont été retenus dont 62 présentent un potentiel de risque pour la santé publique ou un potentiel de risque élevé pour l'environnement ou les deux, 99 un potentiel de risque moyen pour l'environnement ou un faible potentiel de risque pour la santé publique ou les deux et 157 un faible potentiel de risque pour l'environnement mais aucun risque pour la santé publique. Selon les cas, on procéderait soit à l'élimination de la source de pollution, à la réduction des émissions de polluants toxiques ou à la limitation de certains usages.

Traitement des déchets dangereux

Les déchets dangereux non récupérés ou non récupérables peuvent être, selon le cas, incinérés, solidifiés et enfouis, stockés ou transportés hors du Québec vers des lieux d'entreposage ou de traitement.

Le traitement des déchets, telles l'incinération et la solidification, vise à les rendre sécuritaires. L'incinération est utilisée pour détruire les déchets organiques alors que la solidification et l'enfouissement s'adressent aux déchets inorganiques. Au Québec, seul l'incinérateur de Mercier peut traiter les déchets industriels chimiques et organiques (excluant les BPC et les pesticides). Cette installation ne traite que les liquides et les composés non halogénés. Un autre incinérateur de la compagnie Serdoq devrait être construit d'ici quelques années pour éliminer les autres déchets organiques (boues et solides). Au Québec, seule l'usine Stablex à Blainvile permet l'élimination adéquate des résidus inorganiques tels les acides, les bases et les métaux lourds. Le produit fini est alors enfoui dans des cellules d'argile.

Quant aux autres déchets dangereux, ils sont ou stockés sur place ou transportés par camion ou par chemin de fer vers des lieux de stockage ou de traitement. Le transport est une des étapes où

les risques de déversements accidentels sont les plus grands. Une nouvelle réglementation québécoise permettra de suivre un déchet dangereux de sa naissance à son élimination.

Récupération et recyclage

La récupération, le recyclage et le réemploi des ressources secondaires récupérables (papier, carton, verre, métaux) visent principalement à résoudre les problèmes environnementaux reliés à l'élimination des déchets solides et à réduire les coûts d'élimination de ces déchets pour les municipalités.

En 1984, dans l'ensemble du Québec, on évalue la production de déchets ménagers à 2 570 700 tonnes, soit 0,41 tonne par habitant. Là-dessus, 59 400 tonnes de papier fin, 96 110 tonnes de papier journal, 95 400 tonnes de carton, 32 600 tonnes de verre et 10 900 tonnes de métaux pourraient être récupérées. Cette évaluation est basée sur des expériences récentes de collecte sélective réalisées au Québec. Ce potentiel diffère du potentiel maximum qui serait atteint si toutes les ressources récupérables l'étaient effectivement.

En 1983, ont été récupérées et utilisées 51 800 tonnes de papier fin, 42 300 tonnes de papier journal, 138 400 tonnes de carton, 115 500 tonnes de papier mixte et 19 600 tonnes de calcin (verre). Ces ressources ont été utilisées par les 34 recycleurs ou utilisateurs de ressources secondaires. La majorité utilise des fibres cellulosiques provenant principalement des secteurs industriel, institutionnel et commercial. Quant au recyclage du calcin il est effectué par quatre usines utilisatrices, toutes situées dans la région de Montréal.

La récupération au Québec s'effectue par 115 récupérateurs: 61 sont des entreprises privées et 54 des organismes communautaires. Le travail de récupération se répartit de façon inégale entre les deux groupes puisque les entrepreneurs privés qui constituent 53% du nombre des récupérateurs ramassent 89% du papier-carton et 90% du verre.

La récupération doit se développer si on veut approvisionner les recycleurs. Présentement, ils importent notamment, du carton, du papier fin, du papier mixte et du calcin.

La collecte sélective des déchets est appelée à se développer dans les municipalités non seulement pour des motifs de préservation de l'environnement mais aussi pour des raisons économiques. La gestion intégrée des déchets ménagers, incluant un système de collecte sélective, coûte moins cher à moyen terme que la gestion traditionnelle des déchets. Au sens strict, les opérations de collecte sélective coûtent plus cher mais les revenus provenant de la vente des ressources secondaires récupérées permettent de faire baisser les coûts globaux de la gestion des déchets.

De plus, la collecte sélective a un effet positif sur l'économie locale et régionale puisqu'elle favorise la création d'emplois non seulement pour la collecte elle-même mais aussi au niveau du fonctionnement des centres de récupération régionaux. Un emploi est créé dans un centre de récupération pour chaque tranche de 400 tonnes métriques de ressources secondaires récupérées; de plus, la collecte sélective elle-même y ajoute 1 ou 2 emplois selon qu'il s'agisse de collecte sélective de porte à porte par substitution ou de collecte sélective supplémentaire.

Réserves écologiques

La conservation des espèces vivantes de la faune et de la flore et de leurs habitats naturels constitue un autre moyen de préserver le patrimoine naturel québécois.

Les 12 réserves écologiques québécoises visent la protection intégrale d'échantillons de milieux représentant la diversité de la richesse écologique et génétique de notre patrimoine naturel. Le

statut de réserves écologiques est décerné actuellement, soit à des peuplements d'espèces animales et végétales uniques, rares, menacées ou en danger, comme celui du Pin Rigide au sud de Châteauguay, soit à des écosystèmes représentatifs, rares, exceptionnels ou menacés de disparition comme les 11 autres réserves québécoises. Toutes ces réserves écologiques couvrent une superficie de 68,4 km^2, la plus grande étant celle du Lac Malakisis au Témiscamingue (20,0 km^2) et la plus petite celle de la Rivière-du-Moulin dans Lotbinière (0,04 km^2).

Urgence-environnement

Urgence-environnement, par le biais des dix directions régionales, appuie le travail d'intervention des municipalités dans des situations d'urgence où l'environnement est menacé soit en fournissant à celles-ci l'aide technique nécessaire lors de ces urgences, soit en contrôlant, atténuant ou corrigeant les effets des désastres sur la qualité de l'eau, de l'air et du sol.

De 1981 à 1984, les équipes d'Urgence-environnement sont intervenues 2 525 fois pour 376 accidents naturels (14,9%) et 2 149 accidents technologiques (85,1%). Les accidents naturels les plus courants sont les inondations, les glissements de terrain, les échouements de mammifères aquatiques, les érosions de sol et les pénuries d'eau potable. Ces accidents naturels nécessitent annuellement entre 8,9% (en 1981) et 18,2% (en 1982) des interventions d'urgence.

La grande majorité des interventions se rattache plutôt aux accidents technologiques: 523 en 1981, 372 en 1982, 521 en 1983 et 733 en 1984. Ceux-ci sont constitués principalement d'accidents mettant en cause des hydrocarbures ou des pesticides, des contaminations de sols ou de nappes d'eau, des remblayages de berges, des fuites de produits chimiques ou radioactifs et des émanations de gaz. Par exemple, en 1983-84 les interventions les plus importantes d'Urgence-environnement ont porté sur le déversement de biphényles polychlorés (BPC) survenu à Low dans l'Outaouais (120 000 $) et les inondations dans la région de Montréal (134 774 $).

2

Définitions

Collecte sélective

La collecte sélective des déchets consiste à ramasser séparément les matières déjà triées par celui qui les dépose et que l'on désire récupérer en vue de leur recyclage.

Collecte sélective de porte en porte par substitution

Deux collectes par semaine: une première, traditionnelle et une seconde, sélective.

Déchets dangereux

Tout déchet qui peut être un risque ou un potentiel de risque pour la santé et l'environnement lorsque, en raison de sa nature (type de produit, degré de concentration) et de sa quantité, il ne peut être traité, recyclé ou éliminé directement sans danger. À ne pas confondre avec substances toxiques.

Échelle du pH

C'est une échelle de mesure du taux d'acidité ou d'alcalinité. Elle est graduée de 0 à 14. Le point de neutralité est défini au milieu de l'échelle, au pH de 7. Plus l'acidité est grande, plus le pH est petit; plus l'alcalinité est grande, plus le pH est grand.

L'échelle du pH est conçue de telle sorte qu'une diminution du pH d'une unité correspond à une augmentation d'acidité par un facteur 10; une diminution du pH de 2 unités correspond à une augmentation par un facteur de 100 et ainsi de suite. Par exemple, entre un liquide dont le pH est 7 et un autre dont le pH est 4, l'acidité du deuxième est 1 000 fois plus grande.

Écosystème

Système écologique formé par l'interaction des organismes et leur environnement.

Pollution causée par les nutriments

Pollution causée par des substances nutritives tels l'azote et le phosphore qui entraîne une prolifération de plantes aquatiques et d'algues, une diminution d'oxygénation et une augmentation de l'alcalinité de l'eau.

Pollution esthétique

Pollution découlant soit de modifications dues à l'intervention humaine visant à ajuster la nature à ses besoins comme les berges bétonnées, soit de la présence d'objets flottants, de mousses, de produits pétroliers, de matières en suspension.

Pollution inorganique

Pollution par l'ensemble des produits chimiques non-organiques et non bio-dégradables tels les acides, les sels, les produits alcalins etc.

Pollution microbienne ou bactériologique

Pollution constituée par le rejet de germes pathogènes (bactéries et virus) qui peuvent être à l'origine de propagation de maladies infectieuses.

Pollution organique

Pollution due à un trop grand déversement de matière organique qui entraîne une diminution de concentration d'oxygène dans les cours d'eau. Une telle diminution peut entraîner des mortalités massives de poissons et la production de gaz souvent nauséabonds.

Pollution thermique

Pollution résultant d'un réchauffement artificiel des eaux qui provoque des déséquilibres écologiques. Pollution produite par les usines qui utilisent l'eau des rivières à des fins de refroidissement de leurs procédés.

Pollution toxique

Pollution par des substances toxiques variées tels le cyanure, le mercure ou d'autres métaux lourds qui s'attaquent à un ou plusieurs maillons de la chaîne alimentaire. Ces substances affectent la santé humaine et agissent soit par action immédiate et brutale, soit par accumulation lente à l'intérieur des êtres vivants.

Région administrative

Lorsqu'on parle de région administrative dans ce chapitre, il s'agit des régions administratives du ministère de l'Environnement et non pas celles du ministère de l'Industrie et du Commerce habituellement utilisées dans cet ouvrage. Les limites territoriales de certaines régions varient, notamment entre les régions 01 et 03, Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et Québec et les régions 05 et 06, Estrie et Montréal.

Tableau 1

Évolution des concentrations moyennes annuelles[1] des particules en suspension dans l'air, de diverses agglomérations, Québec, 1975-1984

Année	Murdochville	Chicoutimi-Jonquière	Québec	Trois-Rivières — Cap-de-la-Madeleine	Sherbrooke	Montréal	Rouyn	Sept-Îles
	µg/m³							
1975	54	55	84		71	88		58
1976	35	41	68	68	53	72		50
1977	37	68	59	54	49	63		57
1978	70	59	63	93	49	61	31	46
1979	52	62	70	71	62	61	34	44
1980	32	53	60	68	62	63	34	33
1981	37	58	50	66	48	59	46	33
1982	29	48	49	63	50	55	31	25
1983	18	50	54	58	50	51	43	30
1984	24	49	52	59	48	53	35	34

1. Les moyennes annuelles sont des moyennes géométriques. La norme annuelle est de 70 µg par mètre cube.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

Tableau 2

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) selon la source, Québec, Canada et États-Unis, 1980

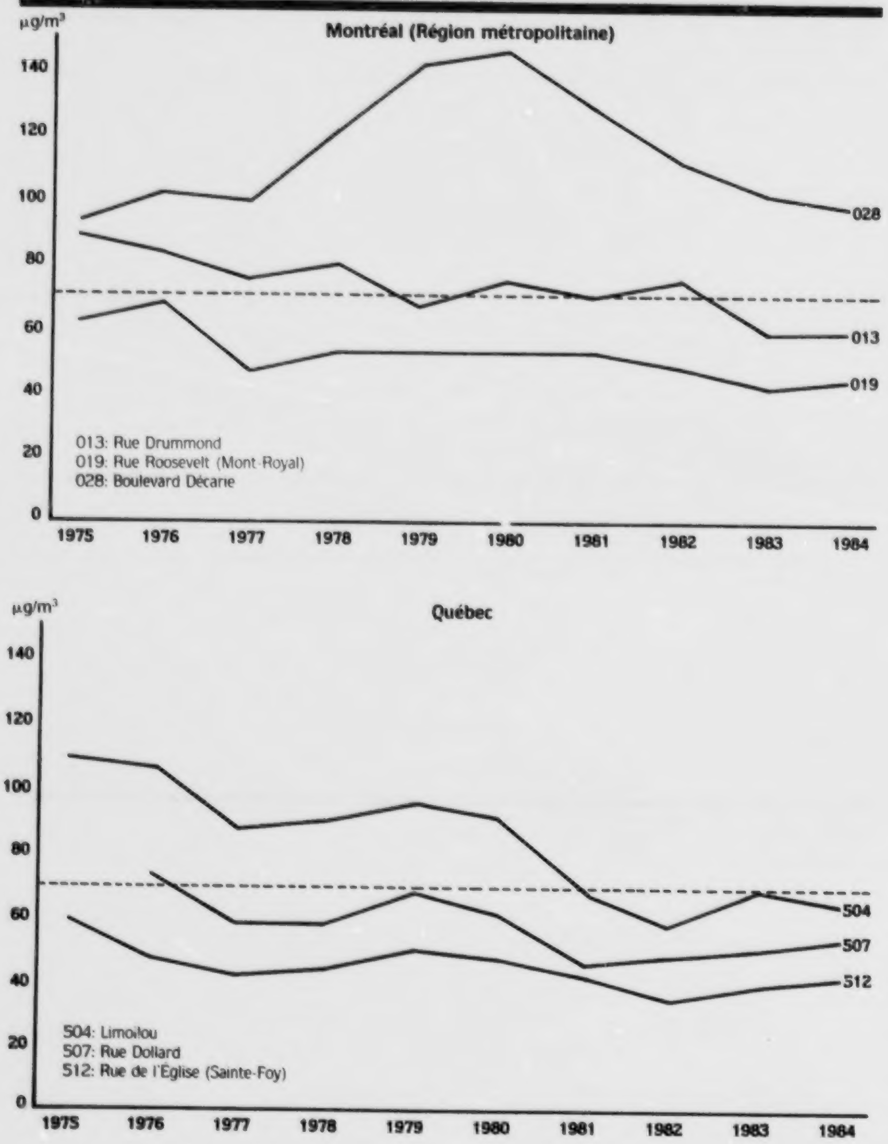
Source	Dioxyde de soufre (SO_2)										
	États-Unis			Ensemble du Canada			Québec[1]			Total	
	'000 t	%	%[2]	'000 t	%	%[2]	'000 t	%	%[2]	'000 t	%[2]
Centrales thermiques	15 760	65,4	95,5	745	15,6	4,5	2,0	,04	--	16 505	100,0
Combustion à usages industriel, commercial et résidentiel	3 180	13,2	79,4	826	17,3	20,6	256,0	5,4	6,4	4 006	100,0
Fonderies de métaux non ferreux	1 375	5,7	39,3	2 125	44,6	60,7	655,0	13,7	18,7	3 500	100,0
Procédés industriels	2 980	12,4	76,5	915	19,2	23,5	123,5	2,6	3,2	3 895	100,0
Transports	796	3,3	83,4	158	3,3	16,6	48,5	1,01	5,1	954	100,0
Total	24 091	100,0		4 769	100,0		1 085,0			28 860	

1. La contribution du Québec est incluse dans celle de l'ensemble du Canada.
2. Contribution pour l'ensemble de l'Amérique du Nord.

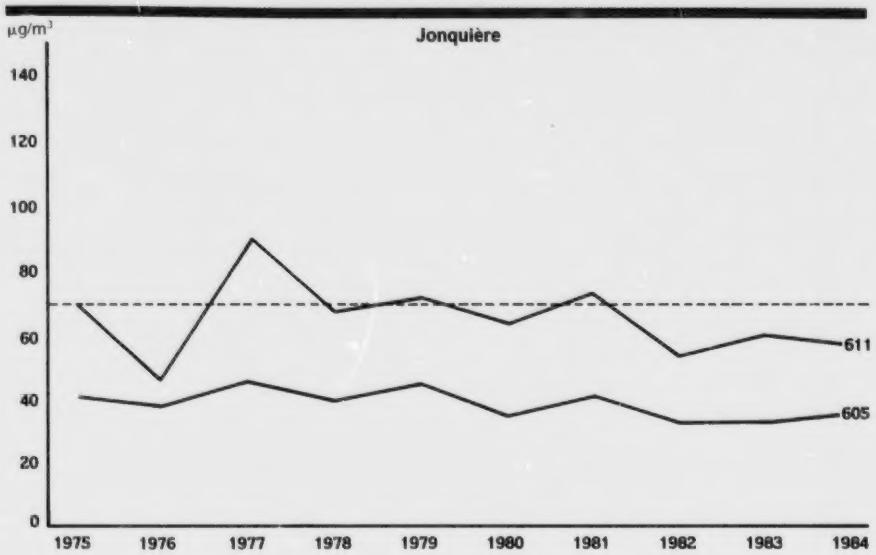
Source: Ministère de l'Environnement du Québec.

Figure 1

Évolution des moyennes géométriques annuelles des particules en suspension de quelques postes d'échantillonnage, Québec, 1975-1984



Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.


µg/m³
Jonquière
140
120
100
80
60
40
20
0
611
605
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984

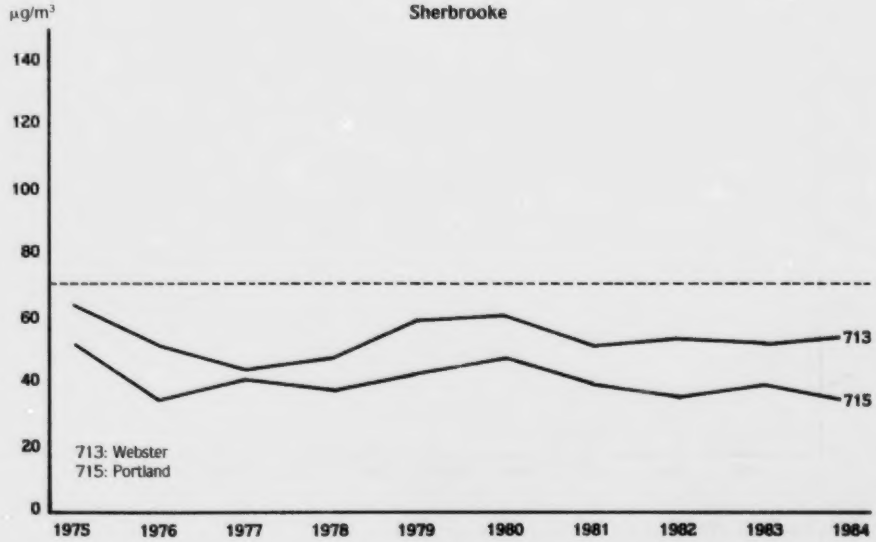
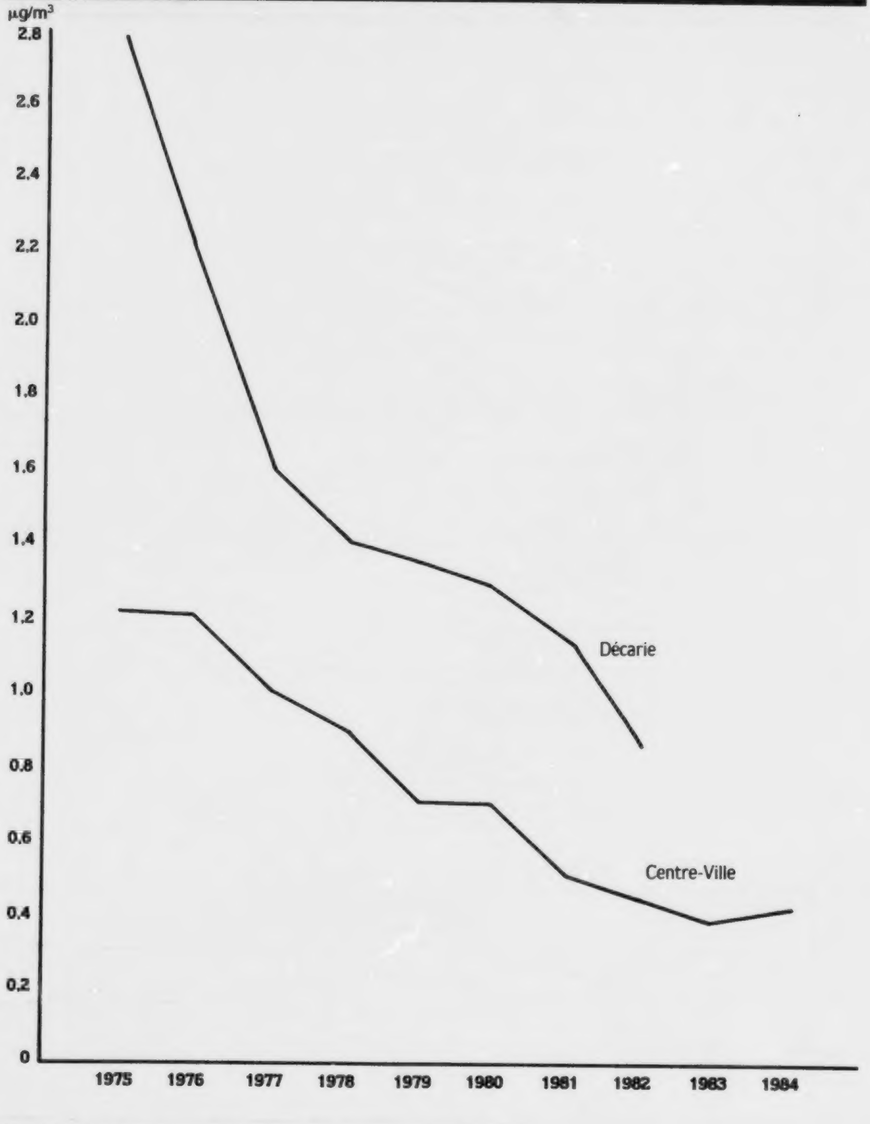

µg/m³
Sherbrooke
140
120
100
80
60
40
20
0
713
715
713: Webster
715: Portland
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984

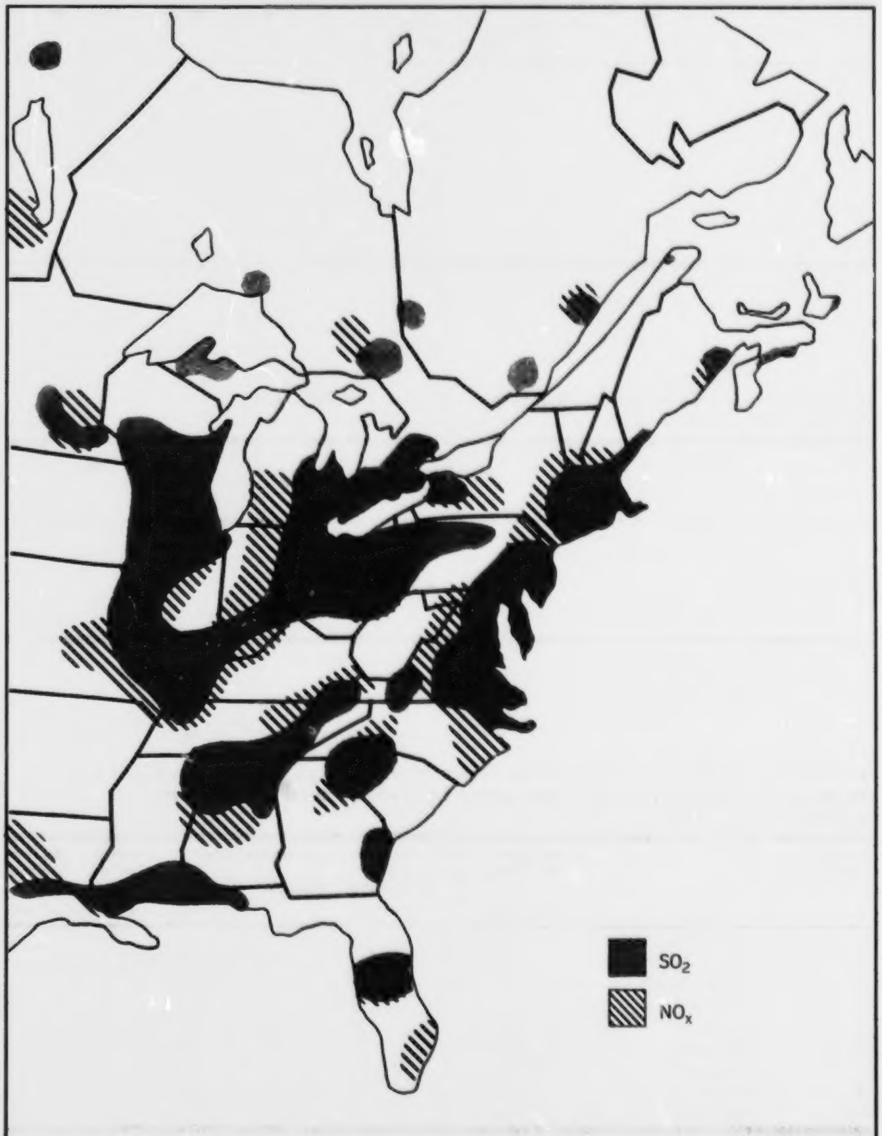
Figure 2
Évolution des concentrations annuelles de plomb de deux postes d'échantillonnage de la ville de Montréal, 1975-1984



Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

Figure 3

Principales sources d'émissions de dioxydes de soufre (SO_2) et d'oxydes d'azote (NO_x) dans l'est de l'Amérique du Nord



Source: Environnement Canada.

Tableau 3

Émissions de nitrates (NO_x) selon la source, Québec, Canada et États-Unis, 1980

Source	Nitrates (NO_x)										
	États-Unis			Ensemble du Canada			Québec[1]			Total	
	'000 t	%	%[2]	'000 t	%	%[2]	'000 t	%	%[2]	'000 t	%[2]
Centrales thermiques	5 650	29.3	95.8	245	13.4	4.2	2.35	0.7	..	5 895	100.0
Combustion à usages industriel, commercial et résidentiel	4 170	21.6	91.3	395	21.5	8.7	94.0	28.4	2.06	4 565	100.0
Procédés industriels	975	5.1		78	4.3		14.0	4.2	1.3	1 053	
Transports	8 500	44.0	88.4	1 115	60.8	11.6	221.0	66.7	2.3	9 615	100.0
Total	19 295	100.0		1 833	100.0		331.35			21 128	

1. La contribution du Québec est incluse dans celle de l'ensemble du Canada.
2. Contribution pour l'ensemble de l'Amérique du Nord.

Source: Ministère de l'Environnement du Québec.

Tableau 4

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2), passées et prévues, selon la source, Québec, 1980, 1984 et 1990

Source	Émissions de SO_2		
	1980	1984	1990
	'000 t		
Fonderies de métaux non ferreux[1]	655	567	351
Combustion à usages industriel, commercial et résidentiel	258	102	102
Procédés industriels[2]	123.5	107	105
Transports	48.5	38	38
Total	1 085	814	596

1. Fonderies de Noranda et de Murdochville.
2. Usines de pâtes et papiers, raffineries de pétrole, industrie métallurgique et autres.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

Tableau 5

Acidité des précipitations en fonction des valeurs moyennes du pH et des dépôts humides annuels de sulfate et de nitrate, par région administrative (un site d'échantillonnage donné), Québec, 1982 et 1983

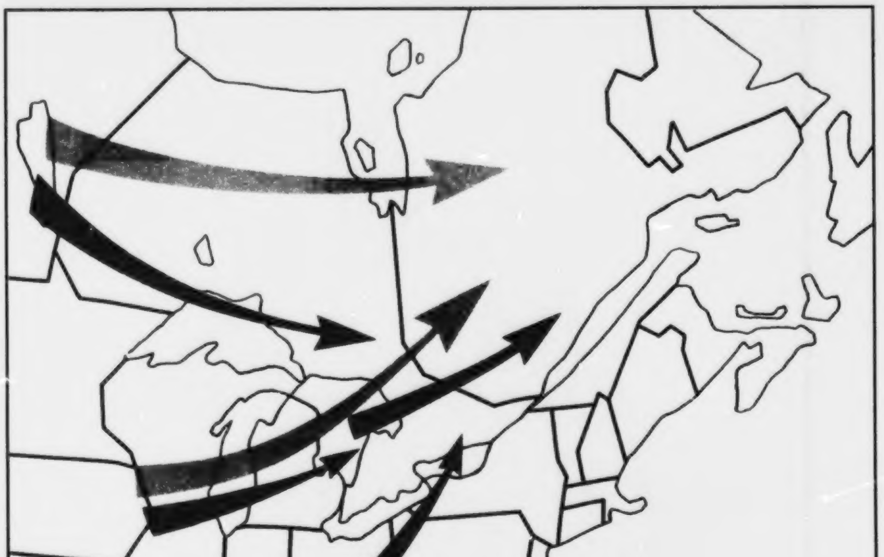
Région administrative	Site	pH moyen 1982, 1983	Fois[1] plus acides que précipitations normales	pH mensuels relevés		Dépôt de sulfate	Dépôt de nitrate
				Minimum	Maximum		
		pH	(pH 5, 6)	pH		kg/ha/an	kg/ha/an
01	Notre-Dame-du-Lac	4.53	12	4.10	5.10	19	12
02	Hémon	4.48	13	4.06	4.85	19	13
03	Forêt Montmorency	4.40	16	4.10	4.95	30	21
04	Grande-Anse[2]	4.46	14	4.15	4.90	21	14
05	Mont Mégantic	4.32	19	4.02	4.63	36	25
06	Saint-Hippolyte	4.32	19	3.93	4.82	29	20
07	Le Domaine	4.32	19	3.90	5.07	21	16
08	Mont Brun	4.27	21	4.01	4.80	27	16
09	Fermont	4.76	7	4.37	5.80	9	6

1. Nombre de fois plus acides qu'une précipitation considérée normale.
2. Résultats de 1983 seulement.

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord.

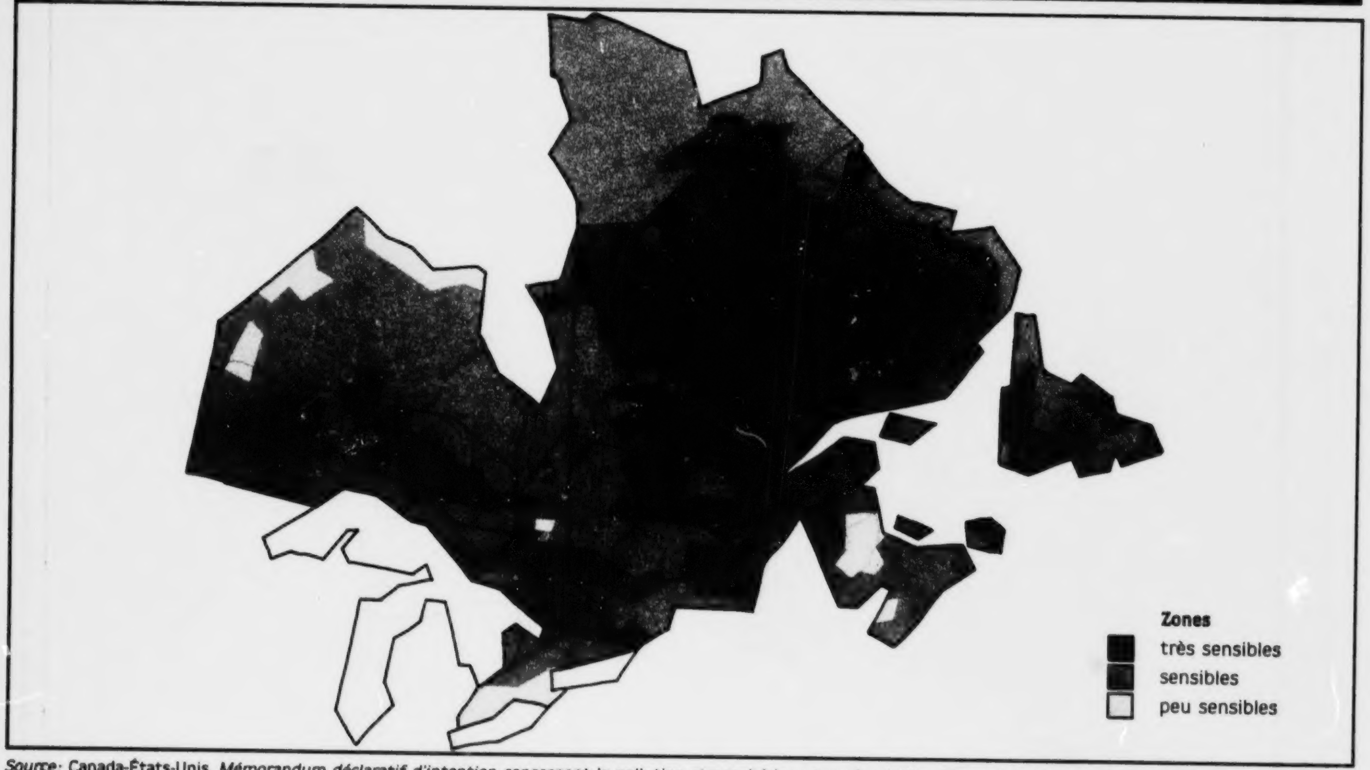
Source: Ministère de l'Environnement, Service de la météorologie.

Figure 4
Principales trajectoires des vents, en été et en hiver, dans l'est de l'Amérique du Nord



Source: Ministère de l'Environnement de l'Ontario.

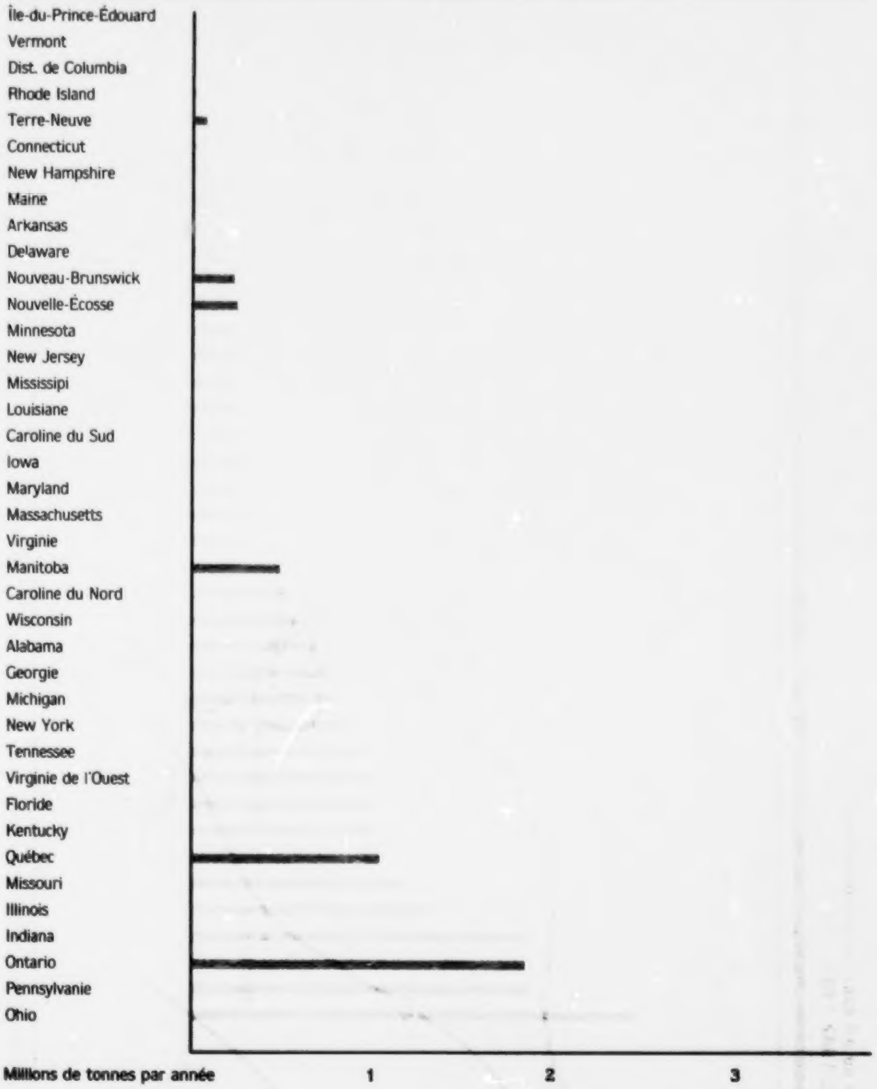
Figure 5
Sensibilité des terrains aux précipitations acides, Québec et Ontario



Source: Canada-États-Unis. *Mémorandum déclaratif d'intention concernant la pollution atmosphérique transfrontalière.* Rapport intérimaire, février 1981.

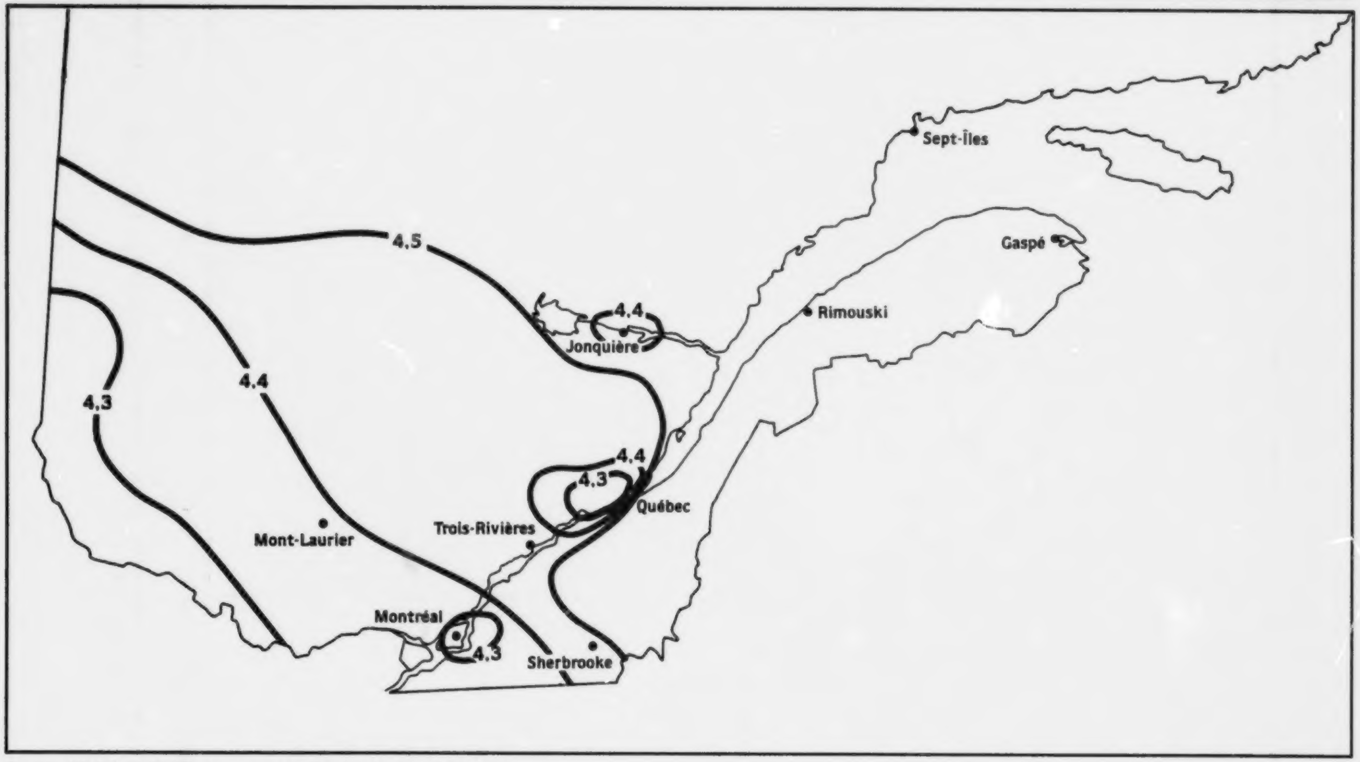
Figure 6

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) dans les États américains situés à l'est du Missisipi et dans les provinces canadiennes à l'est du Manitoba, 1980



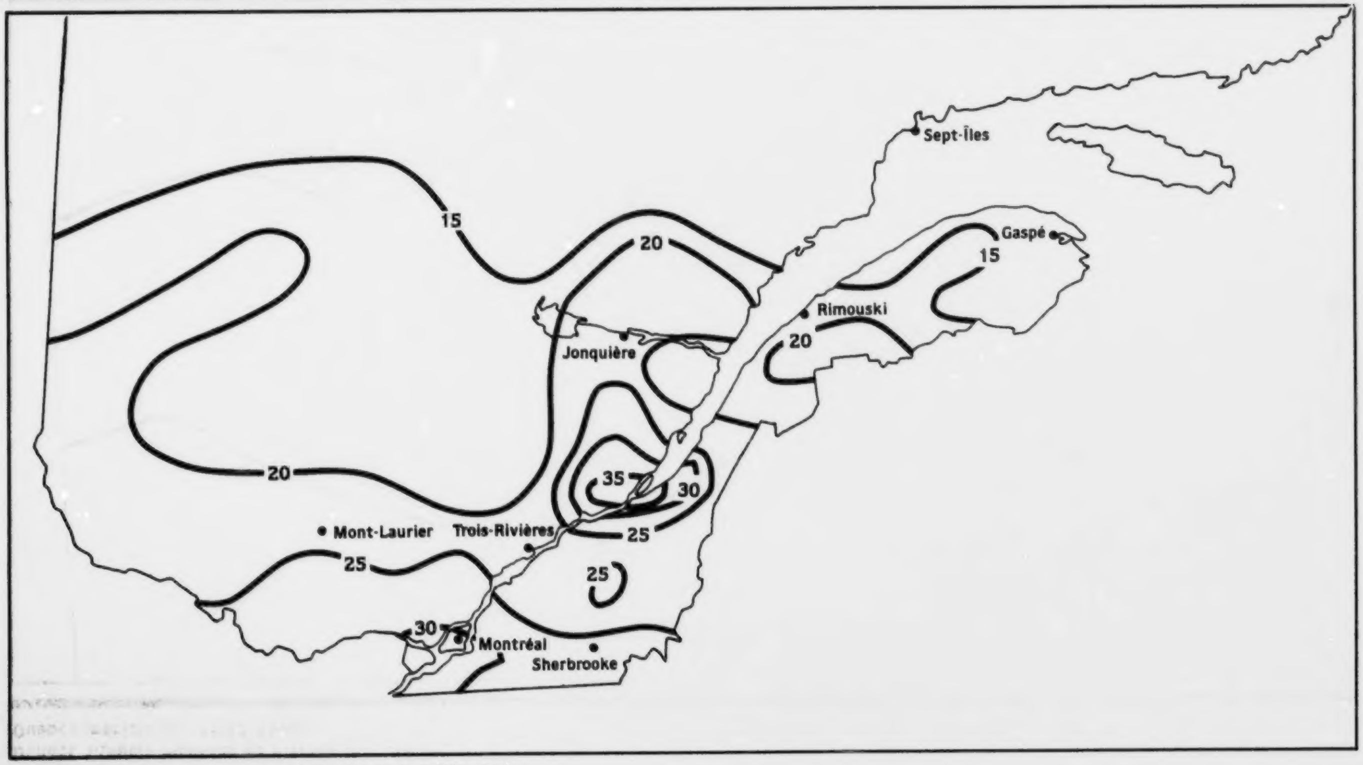
Source: Ministère de l'Environnement. *Sources et émissions d'anhydride sulfureux (SO_2) au Québec, situation présente et projections*, septembre 1984.

Figure 7
Moyenne pondérée du pH dans les précipitations, Québec méridional, 1982-1983



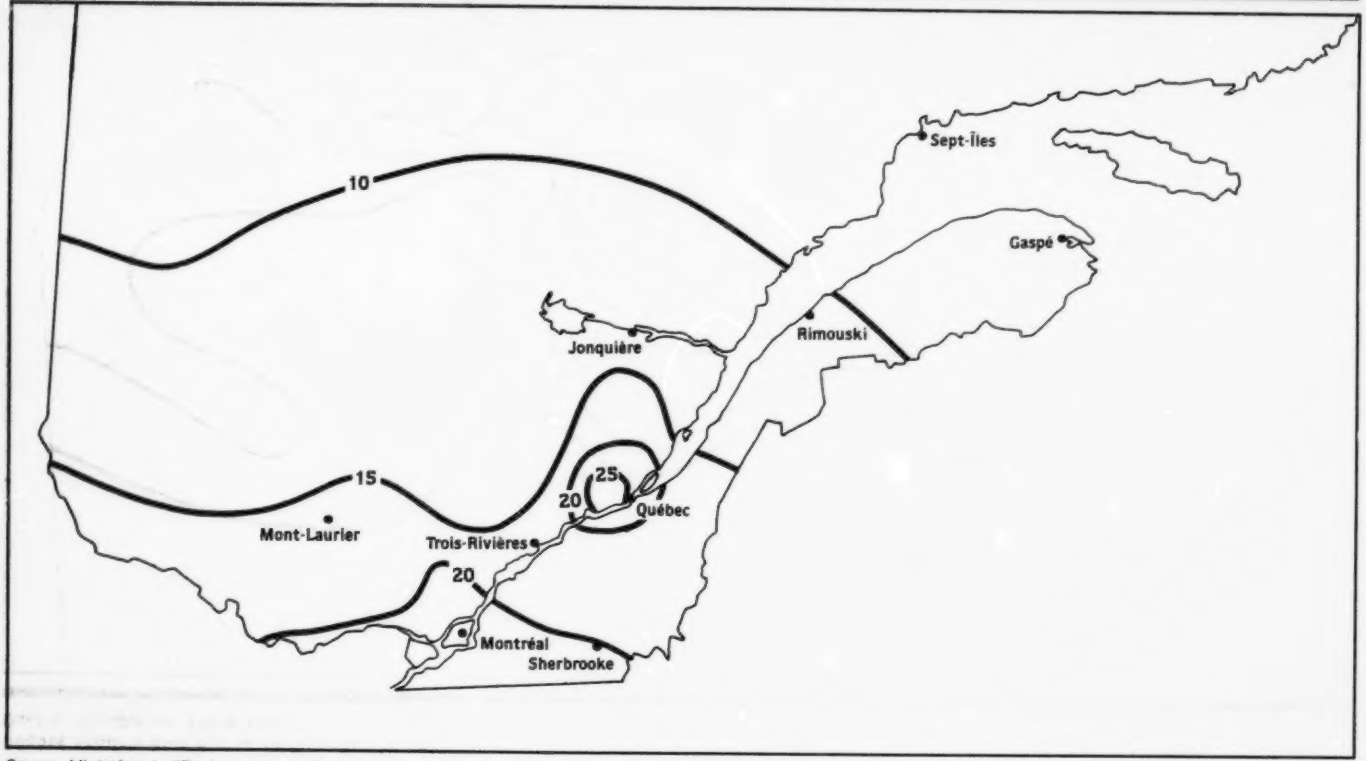
Source: Ministère de l'Environnement, Service de la météorologie.

Figure 8
Dépôts annuels humides de sulfate (kg / ha-an), Québec méridional, 1982-1983



Source: Ministère de l'Environnement, Service de la météorologie.

Figure 9
Dépôts annuels humides de nitrate (kg / ha-an), Québec méridional, 1982-1983



Source: Ministère de l'Environnement, Service de la météorologie.

Tableau 6

Présence de 10 espèces de poisson en fonction du niveau d'acidité des lacs, région de Témiscamingue, Québec, juin 1984

	Lacs acides								Lacs non acides								
pH	4.8	4.9	4.9	5.0	5.1	5.2	5.2	5.2	5.9	6.1	6.1	6.1	6.1	6.2	6.4	6.9	7.0
Aluminium (μeq/ℓ)[1]	30	110	50	140	50	40	50	140	20	20	30	20	10	30	10	10	10
Couleur (Hazen)[2]	19	5	20	10	15	5	5	22	3	23	8	15	10	4	7	5	4
Espèces																	
Perchaude	—	•	•	—	•		•	•	•	•	•	•		•	•	•	•
Meunier noir	—			—				•				•	•	•		•	
Grand corégone	—			—				•									
Ouitouche	—			—				•									
Grand brochet	—			—		•			•	•	•		•	•	•		
Méné à nageoires rouges	—			—								•	•			•	•
Lotte	—			—										•			
Mulet perlé	—			—								•	•			•	•
Ventre rouge du nord	—			—								•	•			•	•
Épinoche à cinq épines	—			—									•				

1. Mesure de concentration: plus le nombre est élevé, plus la concentration est grande.
2. Unité de coloration: plus le nombre est élevé, plus l'eau est colorée.

Source: Ministère de l'Environnement, Service des études et expertises.

Tableau 7

Superficie des peuplements d'érables, par niveau de dépérissement, sud du Québec[1], 1983-84

Niveau de dépérissement[2]	Superficie observée	Pourcentage
	km²	%
Sain	329	16.6
Trace	1 079	54.4
Léger	451	22.8
Modéré	110	5.5
Élevé	14	0.7
Total	**1 983**	**100.0**

1. Comprend la Beauce, les Appalaches, le Bas-Saint-Maurice et l'Estrie.
2. L'évaluation du niveau de dépérissement est basée sur la proportion moyenne de feuillage manquant dans la cime des arbres:
   - sain: 100% du feuillage présent;
   - trace: 1% à 10% du feuillage manquant;
   - léger: 11% à 25% du feuillage manquant;
   - modéré: 26% à 50% du feuillage manquant;
   - élevé: 51% et plus du feuillage manquant.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service d'entomologie et de pathologie.

Tableau 8

**Taux de dépérissement et de diminution de croissance des érables, par groupement d'érablières, dans 129 sites[1]
Québec, 1983-84**

Groupement d'érablières	Sites étudiés	Dépérissement[2]		Diminution de croissance	Analyse de sol
		Sévérité	Incidence		
	n		%		pH
A bouleau jaune et tilleul	11	12.4	61.8	39.98	4.2
A bouleau jaune typique	44	21.8	69.1	37.62	4.0
A bouleau jaune et hêtre	24	22.7	75.6	36.71	4.1
A bouleau jaune et frêne noir	8	37.1	88.4	30.38	4.6
A tilleul typique	18	17.7	70.2	30.29	4.4
A tilleul et orme	17	16.1	67.3	28.29	4.7
A ostryer et hêtre	6	18.2	64.8	31.50	4.3
Erablière rouge a érable a sucre et hêtre	1	31.6	76.5	26.23	.

1. Dans 129 sites répartis dans les comtés de Beauce, Mégantic, Frontenac, Arthabaska, Compton et Wolfe.
2. Le dépérissement s'exprime par deux valeurs: la sévérité et l'incidence;
   — sévérité: pourcentage de dépérissement attribué aux arbres attaqués;
   — incidence: pourcentage des arbres attaqués de dépérissement dans un peuplement.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de la recherche forestière.

Tableau 9

**Répartition des usines de filtration en activité, par région administrative,
Québec, 1er avril 1984**

Région administrative	Usines de filtration			
	Municipales[1]	Gouvernementales[2]	Autres[3]	Total
		n		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	4	1	1	6
Saguenay — Lac-Saint-Jean	5	—	2	7
Québec	18	—	2	20
Trois-Rivières	13	—	1	14
Estrie	10	—	—	10
Montréal	62	3	15	80
Outaouais	6	—	3	9
Abitibi-Témiscamingue	4	—	—	4
Côte-Nord	2	1	3	6
Nouveau-Québec	1	—	3	4
Québec	**125**	**5**	**30**	**160**

1. Appartenant à une ou à un groupement de municipalités; parfois l'usine de filtration située dans une municipalité en dessert plusieurs.
2. Appartenant aux gouvernement fédéral ou provincial.
3. Appartenant à des entreprises privées diverses, Hydro-Québec, etc.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction du contrôle.

Tableau 10

Épuration des eaux usées par province selon la population desservie, Canada, 1981

Province	Population totale	Population dont les eaux usées sont épurées	
	n	n	%
Alberta	1 664 480	1 486 744	89.3
Colombie Britannique	2 003 640	1 572 606	78.5
Manitoba	835 792	794 601	95.1
Nouveau-Brunswick	409 661	188 154	45.9
Terre-Neuve	509 118	58 190	11.4
Territoires du Nord-Ouest	43 953	23 091	52.5
Nouvelle-Ecosse	531 174	114 566	21.6
Ontario	7 580 074	6 372 964	84.1
Île-du-Prince-Edouard	57 587	54 363	94.4
Saskatchewan	579 895	572 285	98.7
Yukon	21 888	18 860	86.2
Québec	6 686 604	414 322	6.2
Canada	**20 923 866**	11 671 033	55.8

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 11

Investissements relatifs aux travaux d'assainissement des eaux usées, volet urbain, par région administrative, Québec, 1978-1990

Région administrative	Investissements antérieurs à 1984	Investissements prévus					Total	Ententes signées[1] au 31 décembre 1985
		1984	1985	1986	1987	1988-1990		
	'000 000 $							
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	0.9	8.7	17.5	33.1	28.3	73.7	162.2	59.9
Saguenay — Lac-Saint-Jean	15.2	36.7	32.4	30.0	11.5	80.5	206.3	167.1
Québec	110.2	36.2	75.0	100.7	124.8	328.1	775.0	544.6
Trois-Rivières	3.9	6.7	23.6	31.0	38.9	94.4	198.5	64.4
Estrie	18.9	22.8	29.5	23.3	26.8	41.3	162.6	144.8
Montréal	662.5	173.1	359.6	313.1	283.5	926.8	2 718.6	2 313.1
Outaouais	163.6	3.1	4.9	6.6	14.7	38.8	231.7	191.4
Abitibi-Témiscamingue	5.9	8.7	8.0	9.2	18.3	46.1	96.2	25.2
Côte-Nord	..	..	2.8	11.0	27.2	51.5	92.5	0.1
Nouveau-Québec	..	..	8.7	5.0	..	0.8	14.5	..
Québec	**981.1**	**296.0**	**562.0**	**563.0**	**574.0**	**1 682.0**	**4 658.1**	3 510.6

1. Montants engagés par ces ententes.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 12

Importance et nature des polluants selon la source, Québec, 1981

Type de pollution	Nature des polluants[1]						
	Organique	Inorganique	Microbienne	Toxique	Thermique	Nutriments	Esthétique
Pollution urbaine							
Eaux domestiques	2[2]	4	1	4	4	2	2
Pollution industrielle							
Agro-alimentaire	1	4	1	4	3	2	1
Textiles	2	3	4	2	3	3	1
Pâtes et papiers	1	1	4	2	3	3	1
Pétrole et chimie	1	3	4	1	2	3	2
Chimique	1 à 3	1 à 3	4	1 à 3	1 à 4	1 à 4	3
Mines et métallurgie	4	1	4	1	2	4	1 à 4
Manufactures	2 à 4	2 à 4	4	2 à 4	4	2 à 4	3 à 4
Pollution agricole							
Élevage	1	3	1	2-3	1[3]	1-2	—
Production végétale	2-3	2	4	2-3	1-2	4	—
Assainissement des sols	2	2	4	—	3	2-3	2-3[3]
Hydraulique agricole	3	1-2	4	4	2-3	1-3	2-3[3]
Recyclage par le sol[4]	1-3	1-3	1-3	1-3	1-3	1-3	—

1. Voir les définitions des types de polluants à la fin du chapitre.
2. Intensité ou gravité de la pollution: 1 = grave, 2 = sérieuse, 3 = faible, 4 = très faible.
3. À la suite du déboisement des berges et non à la suite du rejet d'effluents à haute température dans le cas de la pollution agricole.
4. Boues d'égout, produits avariés.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 13

Industries polluantes[1] et responsabilité respective face à la pollution industrielle des bassins de 5 rivières[2], Québec, 1984

Bassin hydrographique	Industries	Industries polluantes		Types dominants d'industries polluantes	Industries polluantes hors réseau		Pollution industrielle/ pollution domestique
	n	n	%		n	%[3]	
Saint-François	665	173	26	Pâtes et papiers	13	93	3,1
L'Assomption	316	67	21	Agro-alimentaire	11	80	1,7
Du Nord	149	29	19	Pâtes et papiers	3	90	0,8
Yamaska	654	227	35	Agro-alimentaire et textile	23	13	2,8
Saint-Maurice	269	43	16	Textile et pâtes et papiers	4	95	1,5

1. Intégrées ou non aux réseaux d'égout municipaux.
2. Bassins des rivières Saint-François, l'Assomption, du Nord, Yamaska et Saint-Maurice.
3. Pourcentage de la pollution industrielle dont elles sont responsables.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 14

Industries engagées dans le programme d'assainissement des eaux usées ou ayant des installations d'assainissement, Québec, 1984

Industries	Québec (sauf CUM)		CUM		Total		Industries des pâtes et papiers au Québec	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Polluantes	1 500		1 400		2 900		58	
Engagées dans l'assainissement des eaux	204	13.6	. .[1]	. .	. .	. .	41	71.0
Équipées d'installations d'assainissement	103	6.9	120	8.6	223	7.7	4	6.9

1. 454 programmes de dépollution ont été présentés à des entreprises par la CUM.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 15

Investissements relatifs aux travaux d'assainissement des eaux usées, prévus et réalisés, volet industriel, Québec, 1978-1990

	Québec (sauf CUM)		CUM		Total		Industries des pâtes et papiers		Total général	
	'000 $	%[1]	'000 $	%[1]	'000 $	%[1]	'000 $	%[1]	'000 $	%[1]
Investissements prévus	215 000		43 000		258 000		1 626 000		1 884 000	
Engagements	34 950	16.3	16 500	38.4	51 450	19.9	1 023 200	62.9	1 074 650	57.0
Dépenses effectuées	23 417	10.9	13 000	30.2	36 417	14.1	575 000	35.4	611 417	32.4

1. Pourcentage par rapport aux investissements prévus.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 16

Inventaires des usages de l'eau affectés par les rejets d'eaux usées non traitées, par région administrative, Québec, 1983-84

Région administrative	Usages inventoriés	Usages de l'eau affectés par des rejets					
		Urbains		Industriels		Agricoles	
	n	n	%	n	%	n	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	207	131	63	64	31	20	10
Saguenay — Lac-Saint-Jean	337	84	25	22	7	52	15
Québec	521	354	68	146	28	156	30
Trois-Rivières	349	320	92	166	48	110	32
Estrie	257	232	90	58	23	35	14
Montréal	961	780	81	324	34	474	49
Outaouais	109	53	49	26	24	21	19
Abitibi-Témiscamingue	52	24	46	5	10	4	8
Québec	2 793	1 978	71	811	29	872	31

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 17

Production globale de déchets, Québec, 1980

Type de déchets	Production totale	Déchets dangereux[1]	Part relative dans la production totale
	'000 t		%
Agricoles	39 545	—	21.6
Industriels	3 016		1.7
chimiques dangereux, liquides[2]		265	
Miniers	136 960		75.0
cyanuration		23 000[3]	
Municipaux	3 084	—	1.7
Total	182 605	—	100.0

1. Les données relatives aux déchets dangereux sont incluses dans la production totale.
2. Inventaire partiel.
3. Ces déchets dangereux proviennent du traitement de l'or et du cuivre et nécessitent une technique spéciale de traitement.

Source: Ministère de l'Environnement. *Les déchets dangereux.*

Tableau 18

Composition des déchets dangereux, Québec, 1981

Composants des déchets dangereux	Tonnes/an
Acides	45 000
Alcalis	26 000
Huiles usées	52 000
Résidus organiques incinérés	61 000
Solvants recyclés	4 000
Cyanures et semblables	1 000
Boues de raffinerie	71 000
Total	260 000

Source: Ministère de l'Environnement. *Politique québécoise de gestion des déchets industriels*, 1981.

Tableau 19

Répartition régionale des lieux d'élimination de déchets dangereux selon le risque pour la santé publique et l'environnement, Québec, 1984

Région	Lieux de catégorie[1]			Total
	I	II	III	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1	4	4	9
Saguenay — Lac-Saint-Jean	5	4	13	22
Québec	1	7	25	33
Trois-Rivières	4	5	21	30
Estrie	2	8	4	14
Montréal	13	39	55	107
Outaouais	1	6	5	12
Abitibi-Témiscamingue	30	23	26	79
Côte-Nord	5	3	3	11
Nouveau-Québec	—	—	1	1
Québec	62	99	157	318

1. Catégorie
I: lieu présentant actuellement un potentiel de risque pour la santé publique ou un potentiel de risque élevé pour l'environnement, ou les deux;
II: lieu présentant actuellement un potentiel de risque moyen pour l'environnement ou un faible potentiel de risque pour la santé publique, ou les deux;
III: lieu présentant actuellement un faible potentiel de risque pour l'environnement mais aucun risque pour la santé publique.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction des substances dangereuses.

Tableau 20

Liste des recycleurs et des ressources secondaires recyclées, Québec, 1983

Recycleur	Localisation	Ressources secondaires recyclées				
		Papier journal	Papier fin	Papier mixte	Carton	Verre
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie						
CIP, inc.	Matane				•	
Saguenay — Lac-Saint-Jean						
Cascades, inc.	Jonquière			•	•	
Québec						
Centre de récupération de Beauce, inc.	Sainte-Marie				•	
La Compagnie J-Ford, ltée	Portneuf			•	•	
Matériaux de construction du Canada, ltée	Pont-Rouge			•		
Papeterie Reed, ltée	Québec	•	•	•	•	
Styrolaine Canada, ltée	Pont-Rouge	•				
Trois-Rivières						
Cascades, inc.	Kingsey-Falls	•	•	•	•	
CIP, inc.	Trois-Rivières				•	
Les Matériaux cascades, inc.	Louiseville			•		
Papier Kinsey-Falls, inc.	Kingsey-Falls	•	•			
Les Papiers Malboro, inc.	Drummondville	•				
Estrie						
Cascades, inc.	East-Angus	•	•	•	•	
Quecell Canada, inc.	Magog	•				
Montréal						
Bennett, ltée	Chambly		•	•	•	
Fibrex, ltée	Pointe-Claire	•			•	
Kruger, inc.	Montréal		•	•	•	
La Compagnie de gypse du Canada, ltée	Joliette			•		
Laminated Paper	Montréal	•				
Les entreprises Bénolec, ltée	Longueuil	•				
Les Papiers Perkins, ltée	Candiac		•			
Les Papiers Scott, ltée	Crabtree			•		
Matériaux de construction du Canada, ltée	Lasalle		•	•	•	
Métrocel, ltée	Montréal	•				
Papiers Belkins, inc.	Montréal			•		
Price-Wilson, inc.	Lachute	•	•	•	•	
Ross H. Carthage, inc.	Montréal	•				
Sonoco, ltée	Terrebonne	•			•	
Westroc, inc.	Sainte-Catherine	•				
Domglass, inc.	Montréal					•
Consumers Glass, ltée	Candiac					•
Industries Potters, ltée	Laprairie					•
Consumers Glass, ltée	Saint-Pierre					•
Outaouais						
Produits forestiers E.B. Eddy	Hull			•		

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage.

Tableau 21

Production de déchets ménagers et potentiel, maximum et estimé, des ressources secondaires récupérables, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Production de déchets ménagers	Potentiel[1] des ressources secondaires récupérables			
		Papier fin		Papier journal	
		Maximum	Estimé	Maximum	Estimé
	tonnes				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	95 600	7 100	2 210	9 400	3 570
Saguenay — Lac-Saint-Jean	117 200	8 700	2 710	11 500	4 380
Québec	420 400	31 300	9 710	41 400	15 720
Trois-Rivières	137 500	10 200	3 180	13 500	5 140
Estrie	105 200	7 800	2 430	10 400	3 930
Montréal	1 480 600	110 300	34 190	145 700	55 360
Outaouais	111 600	8 300	2 580	11 000	4 170
Abitibi-Témiscamingue	59 200	4 400	1 370	5 800	2 210
Côte-Nord	43 300	3 200	1 000	4 300	1 620
Québec	**2 570 700**	**191 500**	**59 400**	**253 000**	**96 100**

1. Potentiel maximum: potentiel basé sur la composition moyenne des déchets au Québec soit 9,84% de papier journal, 7,45% de papier fin, 9,28% de carton, 4,23% de verre, 4,73% de métal.
Potentiel estimé: évaluation basée sur des expériences récentes de collecte sélective réalisées au Québec.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage.

Tableau 22

Capacité maximale d'utilisation des recycleurs et ressources secondaires récupérées et utilisées, par région administrative Québec, 1983

Région administrative	Ressources secondaires			
	Papier fin		Papier journal	
	Capacité maximale	Quantité récupérée	Capacité maximale	Quantité récupérée
	'000 t			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	—	—	—	—
Saguenay — Lac-Saint-Jean	—	—	—	—
Québec	15,0	12,6	9,0	6,3
Trois-Rivières	8,0	8,0	15,0	7,8
Estrie	3,0	2,2	19,0	12,4
Montréal	111,0	29,0	36,0	15,8
Outaouais	—	—	—	—
Abitibi-Témiscamingue	—	—	—	—
Côte-Nord	—	—	...	—
Québec	**137,0**	**51,8**	**79,0[1]**	**42,3[2]**

1. Dont 42 800 tonnes, soit 54% de la capacité d'utilisation maximale, pourraient être utilisées par les fabricants d'isolants cellulosiques.
2. Dont 16 800 tonnes, soit 40%, sont utilisées par les fabricants d'isolants cellulosiques.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage.

Région administrative	Potentiel[1] des ressources secondaires récupérables					
	Carton		Verre		Métaux	
	Maximum	Estimé	Maximum	Estimé	Maximum	Estimé
	tonnes					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	8 900	3 550	4 000	1 210	4 500	410
Saguenay — Lac-Saint-Jean	10 900	4 350	5 000	1 490	5 500	500
Québec	39 000	15 610	17 800	5 340	19 900	1 790
Trois-Rivières	12 800	5 110	5 800	1 750	6 500	590
Estrie	9 800	3 910	4 500	1 340	5 000	450
Montréal	137 400	54 960	62 600	18 790	70 000	6 300
Outaouais	10 400	4 140	4 700	1 420	5 300	480
Abitibi-Témiscamingue	5 500	2 200	2 500	750	2 800	250
Côte-Nord	4 000	1 610	1 800	550	2 000	180
Québec	**238 600**	**95 400**	**108 700**	**32 600**	**121 600**	**10 900**

Région administrative	Ressources secondaires					
	Carton		Papier mixte		Verre	
	Capacité maximale	Quantité récupérée	Capacité maximale	Quantité récupérée	Capacité maximale	Quantité récupérée
	'000 t					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	25.0	12.3	—	—	—	—
Saguenay — Lac-Saint-Jean	4.5	2.0	6.5	3.0	—	—
Québec	17.0	10.4	32.0	8.8	—	—
Trois-Rivières	37.0	34.9	22.0	20.3	—	—
Estrie	13.0	9.6	25.0	18.3	—	—
Montréal	129.0	69.2	105.0	65.1	102.7	19.6
Outaouais	—	—	20.0	—	—	—
Abitibi-Témiscamingue	—	—	—	—	—	—
Côte-Nord	—	—	—	—	—	—
Québec	**225.0**	**138.4**	**210.5**	**115.5**	**102.7**	**19.6**

Tableau 23

Répartition des entreprises de récupération privées et communautaires, par région administrative, Québec, mai 1985

Région administrative	Entreprises privées	Organismes communautaires	Total
		n	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	6	4	10
Saguenay — Lac-Saint-Jean	3	3	6
Québec	9	13	22
Trois-Rivières	6	7	13
Estrie	7	5	12
Montréal	27	18	45
Outaouais	—	2	2
Abitibi-Témiscamingue	—	2	2
Côte-Nord	3	—	3
Québec	61	54	115

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage.

Tableau 24

Analyse comparative des différents modes de gestion des déchets ménagers pour une municipalité type de 20 000 habitants, Québec, 1984

	Unité	Gestion traditionnelle	Gestion intégrée		
			Collecte sélective		
			Par l'apport volontaire	De porte en porte supplémentaire	De porte en porte par substitution[1]
Coût global	$	453 000	443 000	429 000	387 000
Économie par rapport à la gestion traditionnelle	$	—	10 000	24 000	66 000
Ressources secondaires récupérées	t	—	340	925	925
Déchets éliminés	t	8 200	7 860	7 275	7 275
Économie au lieu d'enfouissement sanitaire	%	—	4,1	11,3	11,3
Création directe d'emplois[2]	n	—	1	4	3
Injection dans l'économie locale[3]	$	—	15 000	60 000	45 000
Injection dans l'économie régionale[4]	$	—	17 850	66 100	66 100
Apport économique global	$	—	42 850	150 100	177 100
Coût per capita de la gestion intégrée des déchets	$	22,60	22,10	21,43	19,98
Portion per capita de la collecte sélective[5]	$		0,44	1,38	1,38

1. Deux collectes par semaine: une première, traditionnelle et une seconde, sélective.
2. Un emploi créé dans un centre de récupération pour chaque tranche de 400 tonnes métriques de ressources secondaires récupérées. La collecte sélective de porte en porte supplémentaire ajoute deux emplois. La collecte sélective de porte en porte par substitution ajoute un emploi au niveau de la collecte.
3. Un emploi créé ajoute un salaire de 15 000 $ dans l'économie locale.
4. Les revenus provenant des ventes des ressources secondaires récupérées font fonctionner des recycleurs régionaux qui profitent à la région.
5. Coût de la collecte sélective, du tri et du conditionnement des ressources secondaires.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage.

Tableau 25

Répartition des réserves écologiques, leur superficie et leurs particularités, Québec, 1985

Région administrative	Division de recensement	Réserve écologique	Superficie km²	Raison de l'intervention du site
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	Bonaventure	Ernest-Lepage	8,10	écosystème représentatif
	Bonaventure	Ristigouche	4,68	écosystème représentatif
	Gaspé-ouest	Manche-d'Épée	4,46	écosystème rare dans la région
Saguenay — Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est	Couchepaganiche	0,39	écosystème rare dans la région
	Saguenay	Pointe-Heath	8,64	écosystème unique
Québec	Lotbinière	Rivière-du-Moulin	0,04	écosystème unique
	Québec	Tantare	14,91	écosystème représentatif
Trois-Rivières	Saint-Maurice	Île-aux-Sternes	0,20	écosystème unique
Montréal	Argenteuil	Laurentides	6,04	écosystème représentatif
	Châteauguay	Pin-Rigide	0,66	espèce unique
	Soulanges	Micocoulier	0,29	écosystème unique
Abitibi-Témiscamingue	Témiscamingue	Lac-Malakisis	20,00	écosystème représentatif

Source: Ministère de l'Environnement, Direction des réserves écologiques et des sites naturels.

Tableau 26

Interventions régionales d'urgence selon le type d'accident, par région administrative, Québec, 1981-1984

Type d'accident[1]	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Québec n	Québec %
	n											
1981	**68**	**20**	**52**	**69**	**17**	**287**	**23**	**19**	**5**	**14**	**574**	**100,0**
Naturel	18	4	3	11	1	11	1	—	2	—	51	8,9
Technologique	50	16	49	58	16	276	22	19	3	14	523	91,1
1982	**38**	**20**	**54**	**39**	**17**	**232**	**26**	**17**	**4**	**8**	**455**	**100,0**
Naturel	14	5	11	9	5	27	7	3	2	—	83	18,2
Technologique	24	15	43	30	12	205	19	14	2	8	372	81,8
1983	**65**	**23**	**55**	**68**	**19**	**305**	**25**	**20**	**18**	**17**	**615**	**100,0**
Naturel	24	5	9	17	3	24	2	1	9	—	94	15,3
Technologique	41	18	46	51	16	281	23	19	9	17	521	84,7
1984	**49**	**48**	**93**	**55**	**21**	**571**	**14**	**15**	**9**	**6**	**881**	**100,0**
Naturel	17	3	27	17	5	70	4	3	1	1	148	16,8
Technologique	32	45	66	38	16	501	10	12	8	5	733	83,2

1. Accident naturel: inondation, glissement de terrain, érosion du sol, échouement de mammifères marins, pénurie d'eau potable.
Accident technologique: accident impliquant des hydro-carbures, contamination des sols et des nappes d'eau, émanation de gaz et fuite de produits chimiques etc.

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère de l'Environnement, Urgence-environnement.

3

Gouvernement et administration publique

Statistiques générales sur le gouvernement du Québec	221
Municipalités locales et régionales	222
Effectif et rémunération au sein des administrations publiques	223
Statistiques relatives au Protecteur au citoyen	226
Définitions et notes explicatives	228

3

Liste des tableaux

1. Liste des lieutenants-gouverneurs et date de leur nomination, Québec, 1867-1984 230

2. Liste des premiers ministres et date de leur nomination, Québec, 1867-1984 230

3. Liste des membres du Conseil exécutif, par ordre alphabétique, Québec, janvier 1985 231

4. Votation et répartition des voix aux élections générales, Québec, 1867-1981 232

5. Liste des présidents de l'Assemblée nationale et date de leur nomination, Québec, 1867-1984 234

6. Statistiques de la 32e Législature, Québec, 1981-1984 234

7. Liste des députés de l'Assemblée nationale, par ordre alphabétique, Québec, 18 juin 1984 234

8. Élargissement du droit de vote, Québec, 1940-1980 237

9. Taux de participation aux élections générales, Québec, 13 avril 1981 237

10. Taux de participation aux élections partielles, Québec, 1982 et 1983 240

11. Candidatures féminines aux élections générales et partielles, Québec, 1976-1983 240

12. Répartition des municipalités par tranche de population, Québec, 1982 et 1983 241

13. Répartition des municipalités selon le statut, Québec, 1982 et 1983 244

14. Population et superficie des municipalités régionales de comté, Québec, 1er avril 1984 244

15. Emploi et rémunération dans l'administration générale, par région métropolitaine de recensement, Canada, septembre 1981-1983 246

16. Emploi et rémunération dans l'administration générale fédérale, par province, 1er trimestre, 1981-1983 247

17. Emploi et rémunération dans les entreprises publiques fédérales, par province, 1er trimestre, 1981-1983 248

18. Emploi et rémunération des administrations locales dans les régions métropolitaines et dans les agglomérations urbaines, Canada, 4e trimestre 1983 249

19. Emploi et rémunération dans les administrations publiques générales provinciales, Canada, 1980-1983 250

20. Effectif et salaire moyen annuel par ministère et organisme, Québec, 1981-82 à 1983-84 250

21. Répartition de l'effectif de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, le sexe et la région administrative, Québec, 31 mars 1984 254

22. Répartition de l'effectif régulier par ministère et par sexe, Québec, 28 mars 1984 256

23. Répartition des employés par ministère et par région administrative, Québec, 31 mars 1984 257

24. Répartition des employés réguliers par catégorie d'emploi, années de service et sexe, Québec, 28 mars 1984 258

25. Répartition des employés réguliers par catégorie d'emploi, tranche de salaire et sexe, Québec, 28 mars 1984 260

26. Répartition des départs des employés par catégorie d'emploi, sexe et raison du départ, Québec, 1983-84 263

27. Répartition des cas soumis au Protecteur du citoyen selon leur nature, Québec, 1976-1983 265

28. Répartition des demandes d'enquête agréées selon la catégorie d'organisme gouvernemental impliqué, Québec, 1982-83 266

Liste des figures

1. Répartition de la population selon la taille des municipalités, Québec et Ontario, 1982 **241**

2. Municipalités régionales de comté, Québec, 1984 **242**

3. Répartition des emplois de l'administration générale fédérale dans l'ensemble canadien, 1er trimestre 1983 **247**

4. Répartition des emplois des entreprises publiques fédérales dans l'ensemble canadien, 1er trimestre 1983 **248**

5. Évolution de l'effectif dans la fonction publique, par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1979 et 1984 **251**

6. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, par groupe d'âge et par sexe, Québec, mars 1984 **254**

7. Salaire moyen dans la fonction publique, par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1983-84 **255**

8. Répartition des cas soumis au Protecteur du citoyen selon la région administrative d'origine, Québec, 1981-1983 **264**

9. Cas soumis au Protecteur du citoyen, Québec, 1970-1983 **265**

3

Ce chapitre a été réalisé par Mireille Barrière avec la collaboration de l'Office des ressources humaines du Québec, du Directeur général des élections du Québec, de l'Assemblée nationale du Québec et du ministère du Conseil exécutif du Québec.

Ce chapitre présente des données sur les institutions politiques et l'administration publique au Québec. La première partie traite d'abord du gouvernement du Québec, du personnel politique et des électeurs. Viennent ensuite des données sur les gouvernements municipaux et supramunicipaux en tant qu'entités juridiques. La seconde partie étudie l'importance de l'administration publique au Québec quant à l'effectif qu'elle requiert et à la rémunération qu'elle commande. Ces données sont fournies aux trois niveaux: administration publique fédérale, administration provinciale et administration locale. Enfin, elle se termine par une courte étude des activités du Protecteur du citoyen du Québec.

Statistiques générales sur le gouvernement du Québec

Participation électorale

Les tableaux 9 et 10 illustrent la participation des électeurs québécois aux élections générales et partielles depuis 1981.

Aux élections générales du 13 avril 1981, la liste électorale compte 4 409 276 inscrits, soit l'équivalent de 68,3% de la population totale. Le suffrage exprimé s'élève à 3 638 575 voix, soit un taux de participation de 82,5%. Le plus haut taux de participation est enregistré dans la circonscription de Bertrand où 88,7% des électeurs inscrits ont voté. Le taux le plus faible est relevé dans celle de l'Ungava avec la participation de 53,8% des électeurs inscrits.

Généralement, le taux de participation aux élections partielles est moins élevé qu'aux scrutins généraux. Lors des partielles du 5 avril 1982, dans les circonscriptions de Louis-Hébert et de Saint-Laurent, le taux de participation par rapport à celui enregistré au scrutin général de 1981 chute de 84,3% à 64,5% dans Louis-Hébert et de 80,9% à 55,1% dans Saint-Laurent. Le taux moyen de participation atteint alors 59,7%, soit une diminution de 22,8% par rapport à la moyenne nationale de 1981.

Aux deux partielles de 1983, le taux de participation s'élève à 64,8% tout en demeurant en deçà de la moyenne nationale de 1981. Dans Charlesbourg, Saguenay et Saint-Jacques, le taux de participation glisse de 86,0% à 62,0% dans le premier cas, de 75,4% à 62,0% dans le second cas et de 72,5% à 52,3% dans le dernier cas. Dans Jonquière et Mégantic-Compton, 75,2% et 72,4% des électeurs inscrits se prévalent de leur droit de vote comparativement à 83,6% et 82,0% aux élections générales de 1981.

Candidatures féminines aux élections provinciales

Aux élections générales de 1981, le nombre de candidates passe à 83 alors qu'il n'est que de 46 en 1976, soit une augmentation de 80%. Pour ces deux scrutins généraux, les femmes ne constituent en moyenne que 12% du total des aspirants. Aux élections partielles d'avril 1982, tous les candidats sont des femmes et à celles de juin 1983, elles représentent 60% des prétendants.

En étudiant l'allégeance des candidates, on constate que c'est le Ralliement créditiste qui en présente le plus grand nombre en 1976 (9 sur 46). Aux élections générales de 1981, le Parti québécois est le parti qui rallie le plus grand nombre d'entre elles, soit 16 sur 83.

Toutefois, en 1981, on remarque l'augmentation du nombre de candidates dans les formations politiques autres que celles identifiées au tableau 11. Alors qu'elles ne constituent que 41,3% de l'ensemble des aspirants en 1976, les candidates indépendantes et des autres partis représentent plus de la moitié de toutes les postulantes en 1981.

Si l'on examine les résultats, 11% et 7% seulement des candidates deviennent députées à la suite des deux scrutins généraux. Toutes les aspirantes connaissent la défaite dans quatre partielles, alors que deux candidates sur trois sont élues à celles du 5 décembre 1983. Toutefois, le nombre de femmes élues équivaut à 4,5% des sièges à pourvoir en 1976 et à 4,9% en 1981. Enfin, aux partielles du 5 décembre 1983, les deux circonscriptions faisant l'objet d'élections sont remportées par des femmes.

Municipalités locales et régionales

Municipalités locales

En 1983, le Québec compte 1 617 municipalités, 22 de moins qu'en 1982. Cette baisse résulte de fusions et d'annexions de territoires qui affectent annuellement le monde municipal. La diminution du nombre de cités relève purement d'une question linguistique et à l'avenir elles seront connues sous la dénomination de «villes».

Les municipalités rurales dominent avec 1 235 entités mais ne groupent que 1,6 millions d'habitants en 1983 alors que l'année précédente leur nombre s'élève à 1 249 avec une population d'un peu plus de 1,5 million.

Seules les municipalités sans désignation[1] augmentent en chiffres absolus passant de 435 à 444 entre 1982 et 1983. Quant à la population totale des municipalités elle dépasse de 63 578 habitants celle enregistrée en 1982, ce qui équivaut à une augmentation de près de 1%.

Si l'on distribue les municipalités par tranche de population, on note que c'est la catégorie des municipalités de 500 à 999 habitants qui vient au 1er rang quant au nombre d'entités juridiques mais elle glisse au 6e rang par rapport à sa population. Près du quart de la population du Québec se retrouve dans quatre villes qui n'équivalent cependant qu'à 0,3% du nombre total de municipalités. Ce sont Montréal, Laval, Québec et Longueuil.

Il est intéressant de comparer le Québec municipal avec son voisin ontarien quant à la répartition de leur population. Au Québec, 1 352 municipalités ont moins de 4 999 habitants alors qu'on n'en compte que 607 en Ontario. On dénombre 4 villes de 100 000 habitants et plus au Québec mais 16 en Ontario. Au Québec, 23,8% de la population vit dans ces grandes villes alors que la proportion s'établit à 48,8% en Ontario.

Municipalités régionales de comté

Adoptée en 1979, la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme a donné lieu à l'implantation de 94 municipalités régionales de comté (MRC). Leur principale responsabilité est d'élaborer un schéma d'aménagement de leur territoire d'ici le 12 décembre 1986 et d'en assurer ensuite la gérance. Elles constituent un ensemble bien diversifié.

1. Municipalités régies en vertu du Code municipal dont la seule particularité est d'être sans désignation, c'est-à-dire qu'elles ne sont ni des municipalités de village, de paroisse, de canton, ni de cantons unis. Elles jouissent des mêmes droits et obligations que toute autre municipalité rurale.

Leur superficie et leur population sont fort disparates. Ainsi, la MRC de Minganie, avec une superficie de 127 803,19 km^2, ne compte que 6 360 habitants alors que celle de Champlain abrite 284 000 personnes dans un territoire de 162,70 km^2.

Le panorama varie également quand on compare les MRC entre elles par rapport à leur degré d'urbanisation. On a des MRC entièrement urbaines comme Caniapiscau, Champlain et Laval alors que d'autres sont entièrement rurales comme Bellechasse, les Îles-de-la-Madeleine, l'Île-d'Orléans, Lotbinière, Matawinie et Pontiac.

Effectif et rémunération au sein des administrations publiques

Administration publique fédérale

Ensemble du Québec

L'administration publique fédérale se compose de l'administration générale et des entreprises publiques. Au premier trimestre de 1983, l'effectif de l'administration générale fédérale au Québec s'élève à 84 166 personnes en 1983 comparativement à 83 420 en 1982, soit une augmentation de 0,9%. L'accroissement est de 0,8% en 1982. Dans les entreprises publiques, on enregistre une hausse de 1,7% de l'effectif en 1982, mais une baisse de 6,7% en 1983, passant de 44 032 à 41 086 personnes.

Au Canada, pendant ce temps, l'effectif total diminue de près de 1% en 1983. Dans l'administration générale, on constate une hausse de 1,8% en 1982 et de 1% en 1983. Dans les entreprises publiques, on observe une hausse de 1,6% en 1982 mais une baisse de 6,7% en 1983. L'accroissement de l'emploi dans l'administration générale canadienne en 1983 est imputable principalement aux emplois supérieurs et à un accroissement d'emplois temporaires dans divers ministères. Par contre, la diminution de l'emploi dans les entreprises publiques s'explique principalement par le licenciement d'employés des chemins de fer et du secteur de l'avionnerie.

Au Québec, la rémunération ordinaire dans l'administration générale fédérale augmente de 16,7% au premier trimestre de 1982 par rapport à 1981 et diminue de 0,7% en 1983 comparativement à 1982. Dans les entreprises publiques, le premier trimestre de 1982 connaît une hausse de la rémunération brute de 15,8% mais une baisse de 2,7% en 1983.

Au Canada, la rémunération ordinaire de l'administration générale fédérale n'augmente que de 1,6% au premier trimestre de 1983 alors qu'elle s'accroît de 17,7% en 1982. Dans les entreprises publiques, la rémunération brute augmente de 13,6% en 1982 mais diminue de 5,1% en 1983. Cette réduction s'explique par la baisse du nombre d'employés.

L'étude de la répartition des emplois de l'administration générale fédérale dans l'ensemble canadien montre que l'Ontario se classe première avec 38,9% de l'effectif total suivie de loin par le Québec avec 18,9%. La prédominance ontarienne s'explique par la présence de la capitale nationale sur son territoire. Dans le cas des entreprises publiques, c'est au Québec que se concentre près du tiers des emplois (30,6%) alors qu'en Ontario la proportion est de 28,3%.

Régions métropolitaines

Dans l'ensemble des régions métropolitaines de recensement du Canada, l'augmentation de l'effectif fédéral est de 0,4% en 1982 et en 1983.

Si l'on étudie la situation québécoise, l'effectif dans la région métropolitaine de Montréal diminue de 3,8% en 1982 et de 0,2% en 1983. La chute de 1982 s'explique par une diminution de personnel dans quatre ministères.

La région métropolitaine de Québec connaît une baisse de 3,7% de l'effectif en 1982 mais une remontée de 9,3% en 1983 grâce à l'augmentation de personnel dans six ministères.

Quant à la région de la Capitale nationale, dont fait partie la zone métropolitaine de Hull, elle connaît une croissance d'effectif de 2,4% en 1982 et d'environ 0,1% en 1983. La hausse de 1982 s'explique par l'accroissement de personnel dans six ministères et celle plus faible de 1983 par des hausses d'effectif dans six ministères et des baisses dans six autres.

Pour ce qui est de la rémunération, elle connaît une croissance de 13,6% en 1982 et de 9,4% en 1983 dans l'ensemble des régions métropolitaines du Canada.

Au Québec en 1982, les régions métropolitaines de Québec et de Montréal connaissent des augmentations inférieures à l'ensemble, l'accroissement étant de 8,7% pour la première et de 9,3% pour la seconde. En 1983, le taux d'augmentation dans la région métropolitaine de Montréal est de 8,2%, donc de 1,2% inférieur à la moyenne canadienne. Dans l'agglomération de Québec, elle atteint 15,8%, soit 6,4% de plus que l'augmentation générale. Dans la région d'Ottawa-Hull, la rémunération progresse de 16,1% en 1982 et de 10,5% en 1983.

Administrations publiques provinciales

Si l'on fait abstraction des entreprises publiques, l'effectif de l'administration publique québécoise augmente de 1 564 en 1983, soit une augmentation de 1,7%. Elle est due à l'élargissement des programmes de construction routière et d'entretien des routes du ministère des Transports et à l'expansion des ministères des Finances et de la Justice.

Au Canada, l'emploi au sein des administrations générales provinciales baisse de 1 670 (-0,4%). Ce fléchissement depuis décembre 1982 est principalement imputable aux diminutions observées en Colombie Britannique, en Alberta et au Manitoba mais est compensé en partie par les augmentations survenues au Québec, en Ontario, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

Au Québec, la rémunération brute s'accroît de 26,1 millions de dollars en 1983, ce qui équivaut à 1,1% par rapport à 1982.

Dans l'ensemble du Canada, la croissance de la rémunération brute du personnel des administrations publiques provinciales est de 0,5% (452 millions de dollars) pour la même période. Cette «hausse modeste» s'explique principalement par les diminutions dues à un conflit de travail en Colombie Britannique.

Administration publique québécoise[2]

En 1982-83, le nombre d'employés inscrits au système de paie centralisé passe de 64 141 à 65 971 personnes, soit une augmentation de 2,9% tandis que l'année suivante il diminue de 457 ou de 0,7%. En 1982-83, le nombre d'employés masculins augmente de 2,7% mais diminue de 1,1% en 1983-84 par rapport à la période précédente. Chez les femmes, le nombre de salariées diminue de 8,6% en 1982-83 mais s'accroît de 7,6% durant la période suivante.

---

2. Les données utilisées dans cette section peuvent paraître contradictoires à celles figurant précédemment. L'administration publique provinciale, selon Statistique Canada, comprend également les entreprises publiques. L'Office des ressources humaines du gouvernement du Québec ne retient pour sa part que le personnel relevant de la Loi sur la fonction publique (fonctionnaires, professionnels, agents de la paix, etc.) et exclut celui des entreprises publiques (Hydro-Québec, Société des alcools, etc.).

Le personnel des organismes ayant un système de paye décentralisé augmente de 9,8% en 1982-83 mais diminue de 0,4% en 1983-84. Pour les mêmes périodes, l'effectif masculin augmente de 11,8% et de 0,9% tandis que le personnel féminin connaît d'abord une croissance de 8%, puis une régression de 1,7%.

En 1981-82, 67,3% des employés des ministères sont des hommes et 32,7% des femmes. La situation se modifie légèrement en 1983-84 alors que les hommes constituent 66,9% de la main-d'oeuvre et les femmes 33,1%. Dans les organismes, on compte 48,7% d'hommes et 51,3% de femmes en 1981-82, 49,6% d'hommes pour 50,4% de femmes l'année suivante et 50,2% d'hommes et 49,8% de femmes en 1983-84.

Dans les ministères et organismes inscrits au système de paie centralisé, le salaire moyen est de 21 504 $ en 1981-82, 24 619 $ en 1982-83 et 26 097 $ en 1983-84, soit une hausse de 14,5% en 1982-83 et de 6% en 1983-84. Le salaire annuel moyen chez les hommes augmente de 14,4% en 1982-83 et de 5,5% en 1983-84. Pour la même période, celui des femmes s'est accru de 14,8% et de 7,8%.

Dans les organismes, le salaire moyen passe de 20 982 $ à 22 918 $ en 1982-83 et à 24 146 $ en 1983-84, ce qui constitue une hausse de 9,2% dans le premier cas et de 5,4% dans le second. Le salaire moyen annuel des employés masculins est de 25 118 $ en 1981-82, 27 218 $ en 1982-83 (8,4%) et de 28 268 $ en 1983-84 (3,9%). À la même époque, leurs consoeurs gagnent en moyenne 17 050 $, puis 18 675 $ (9,5%) et 19 983 $ (7,0%).

Par rapport à 1979, la présence des femmes progresse légèrement dans les diverses catégories d'emploi. Les femmes constituent toujours la majorité de la catégorie «fonctionnaires»: 55,5% en 1979 et 57,7% en 1984. La situation des femmes connait le progrès le plus sensible dans la catégorie des emplois supérieurs où leur nombre s'accroît de 4,1%.

En étudiant la répartition de l'effectif par région, sexe et catégorie d'emploi, on voit que c'est dans celle de Montréal que l'on retrouve le plus grand pourcentage d'employées (37,5%) suivie de celle de Québec (34,8%).

Les femmes dominent dans la catégorie «personnel de bureau» représentant 56,8% des 25 590 employés de cette catégorie. C'est encore dans la région de Montréal que la proportion est la plus forte, 60,9%. Dans l'Outaouais, on trouve la plus grande proportion de femmes faisant partie des cadres supérieurs (8,3%).

En 1983-84, un professionnel gagne en moyenne 37 132 $ par année et sa consoeur 32 702 $. Un enseignant travaillant pour le gouvernement reçoit en moyenne 34 734 $ et sa collègue 34 052 $. Le salaire d'un ouvrier atteint en moyenne 20 148 $ pour les hommes et 17 304 $ pour les femmes.

Si l'on répartit par groupe d'âge les 57 107 employés réguliers dénombrés à la fin de mars 1984, on voit que 37,1% des employés font partie de la catégorie des 26-35 ans, mais seulement 5,1% des 25 ans et moins. Plus de 51% du personnel féminin s'insère dans le groupe des 26-35 ans, tandis qu'on n'y retrouve que 28,9% des hommes.

Au 31 mars 1984, 48,6% de l'effectif total sont concentrés dans la région de la Vieille Capitale et 29,3% dans celle de Montréal. Les quatre ministères qui embauchent le plus de personnel sont le ministère des Transports (16,6% du total de la main-d'oeuvre), la Justice (13,8%), le Revenu (8,4%) et la Main-d'oeuvre (6,2%); tous offrent des services régionalisés.

Pour l'ensemble des catégories d'emploi, exception faite des employés non regroupés, la plus grande proportion d'employés comptant moins de 2 ans de service se trouve chez les profession-

nels (11,2%) et c'est là que l'on trouve le plus d'employés ayant entre 3 et 5 ans d'expérience (19%). La catégorie «personnel de bureau» emploie la plus grande proportion de personnes comptant de 6 à 8 ans de service (27,2%), ainsi que de 9 à 11 ans (21,8%).

La répartition de l'effectif par tranche de salaire et selon les familles d'emploi montre que 66% des détenteurs d'emplois supérieurs gagnent en moyenne 50 001 $ et plus. 72% de l'effectif de la famille «agents de la paix» gagnent annuellement entre 26 001 et 28 000 $. Près de 45% du personnel de bureau se situent dans la tranche de ceux gagnant entre 20 001 et 22 000 $.

Si 34,2% des ouvriers touchent entre 18 001 et 20 000 $, plus de 58% des femmes de la même catégorie se situent dans la tranche de salaire immédiatement inférieure (de 16 001 à 18 000 $). Cette catégorie ne représente toutefois que 1,8% du nombre total d'employés.

Durant l'année 1983-84, 1 661 employés quittent la fonction publique. La grande majorité (45,2%) accède à la retraite. 25,9% démissionnent, 20,2% sont congédiés et 8,2% sont décédés. Près de 69% des départs surviennent chez la main-d'oeuvre masculine.

Chez les hommes, le décès l'emporte comme principale cause de départ (87,6%) alors que chez les femmes, 50% quittent pour d'autres raisons que les quatre évoquées. C'est dans la famille d'emploi «personnel de bureau, techniciens et assimilés» qu'on trouve la plus grande proportion de départs (47,3%) alors que c'est chez le personnel hors-cadre qu'elle est le plus faible (1,3%) si l'on excepte la catégorie «autres».

Administrations locales

En décembre 1983, les municipalités de la région métropolitaine de Montréal emploient 35 203 employés (18,1% du total canadien) oeuvrant dans 96 municipalités et dépensent pour ce quatrième trimestre 248,6 millions de dollars (20,9%) en salaires. Pour sa part, la région de Québec, avec 41 municipalités et 6 286 employés (3,2%), contrôle une masse salariale de 36,2 millions (3%). Toronto vient en tête de toutes les régions métropolitaines avec 51 761 employés répartis en 24 municipalités, soit 26,7% du nombre total d'employés et 292,8 millions de dollars de rémunération brute, soit 24,6% du total.

Pour ce qui est des agglomérations urbaines, c'est-à-dire celles de taille plus modeste que les précédentes, c'est celle de Sherbrooke qui en décembre 1983 vient en tête au Québec et au Canada quant à la rémunération (9,5% du total canadien) tandis que celle de Kingston compte le plus grand nombre d'employés (9,2%).

Statistiques relatives au Protecteur du citoyen

Depuis 1979, le Protecteur du citoyen a pour mission de faire enquête à la demande de toute personne «chaque fois qu'il a raison de croire que, dans l'exercice d'une fonction administrative, le titulaire d'une fonction, d'un office ou d'un emploi relevant du gouvernement ou de l'un de ses ministères ou organismes a lésé cette personne».

On remarque l'augmentation quasi constante du volume des cas soumis au Protecteur, exception faite de trois années où il y a eu diminution par rapport à l'année précédente (figure 9). De 1982 à 1983 seulement, la soumission de cas augmente de 26%.

Depuis 1976, les demandes d'enquête qui ont donné lieu à un refus constituent 51,0% de ses activités et celles agréées 37,5% (tableau 27). Les enquêtes agréées peuvent s'avérer fondées ou

non. Si l'on considère 1982 et 1983, près de 70% des demandes agréées furent jugées non fondées. Les enquêtes agréées ont diminué de 6% en 1983. Par contre, le nombre de demandes à l'étude a augmenté de 500%.

Pour les mêmes années, la moitié des demandes fondées concerne les ministères proprement dits et parmi ceux-ci, le Revenu et la Main-d'oeuvre et la Sécurité du revenu cumulent à eux deux les deux-tiers de ces cas. Les commissions recueillent près de 30% des plaintes fondées et 85% de ces plaintes sont dirigées contre la Commission de la santé et de la sécurité au travail. Quant aux régies, c'est celle de l'assurance automobile qui suscite le plus de demandes d'enquête fondées avec une moyenne de 70% pour ces deux années.

La répartition des cas soumis selon la région administrative montre que leur pourcentage correspond généralement à celui de la population totale sauf dans le cas de la région de Québec qui, avec 16% de la population, récolte en moyenne 31% des plaintes totales. Ce fait s'explique par la forte concentration des organismes gouvernementaux dans la Vieille Capitale.

Définitions

Effectif et rémunération au sein des administrations publiques

Administration municipale
Univers englobant les services généraux des municipalités, des corporations métropolitaines et des municipalités régionales. Les services se répartissent ainsi:

. **activités spéciales**: bibliothèques, arénas, expositions, terrains de golf, etc. Les données sur les entreprises municipales comme les réseaux de transport ou de téléphone, les services d'électricité, les commissions scolaires et les hôpitaux appartenant aux municipalités ne sont pas compris dans ce secteur;

. **service de l'administration générale**: services de police, d'incendie, des travaux publics, sanitaires, du bien-être, d'administration de bureau, de santé, des eaux, etc.

Administration publique fédérale
Univers composé de l'administration publique générale et des entreprises publiques.

. L'administration publique générale est composée des ministères et des sociétés de la Couronne qui ne répondent pas aux critères des entreprises publiques, les fonds administratifs, réglementaires et spéciaux et les organismes.

. Les entreprises publiques fédérales sont des sociétés de la Couronne qui répondent aux critères d'une entreprise, c'est-à-dire formées par une autorité politique pour produire des biens ou des services destinés à être vendus sur le marché à un prix qui doit généralement couvrir les frais; ayant un système de comptabilité distinct leur permettant de payer la plupart de leurs frais avec le produit des ventes ou services; possédant une direction relativement autonome dans la conduite des affaires quotidiennes ou encore, regroupant un personnel non soumis à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.

Administrations publiques provinciales
Univers comprenant l'administration publique générale et les entreprises publiques. Elles comprennent:

. les ministères et départements;

. les fonds administratifs, réglementaires et autres dont les fonctions sont semblables à celles des ministères et qui peuvent être constitués en commissions, conseils, organismes ou fiducies;

. les organismes ayant une activité «industrielle» ou «commerciale» pour répondre avant tout aux besoins des administrations publiques dont ils relèvent;

. les organismes dont l'activité principale est l'acheminement de fonds d'un ordre d'administration publique à un autre ou entre des unités administratives d'un même ordre: par exemple, les commissions ou régies constituées par des lois provinciales pour aider au financement des programmes d'immobilisation des municipalités et des commissions ou conseils scolaires;

. les établissements appartenant à l'administration publique, notamment ceux qui s'occupent de l'éducation (par exemple, l'université du Québec ou les cégeps en général), des services de santé et de bien-être social (au Québec, les hôpitaux, CLSC, CSS et centres d'accueil publics) et de l'administration de la justice (prisons);

. les régimes universels d'assurance sociale, c'est-à-dire les régimes dont la participation est obligatoire comme les régimes universels de pensions du Canada et du Québec, les commissions provinciales d'assurance contre les accidents du travail et la Régie de l'assurance automobile du Québec;

. les caisses de retraite de la fonction publique gérées par les administrations publiques, c'est-à-dire les caisses dont les fonds forment une partie intégrante du compte consolidé des revenus publics, ou dont les fonds sont mis à la disposition de l'État pour le financement de ses opérations;

. le fonds de roulement c'est-à-dire les fonds qui servent d'abord, sinon exclusivement, à des ministères ou organismes publics.

Agglomérations urbaines
Toutes les agglomérations de recensement comprenant plus de 50 000 habitants. Une agglomération de recensement est une unité géostatistique créée par Statistique Canada et composée d'au moins deux municipalités voisines. Ces municipalités doivent être au moins partiellement urbaines et faire partie d'un noyau urbanisé dont la population est d'au moins 2 000 habitants.

Catégories d'emploi de la fonction publique du Québec
Dans la fonction publique québécoise, on trouve six catégories d'emploi:

. **agents de la paix**: comprend les gardiens constables, les agents de conservation de la faune, les surveillants en établissement de détention et autres corps d'emploi similaires;

. **emplois supérieurs**: comprend les cadres supérieurs, les sous-ministres et dirigeants d'organisme et les juges;

. **fonctionnaires**: comprend le personnel de bureau et les techniciens, ainsi qu'un troisième groupe d'autres fonctionnaires (agents agricoles, auxiliaires de laboratoire, gardes-forestiers, inspecteurs de véhicules automobiles, etc.);

. **gérance intermédiaire**: comprend le personnel de direction des agents de la paix, les agents de maîtrise, les contremaîtres et le personnel de direction des greffes et des bureaux d'enregistrement;

. **professionnels**: comprend les trois classes de professionnels ainsi que les substituts du procureur général;

. **ouvriers**: comprend le personnel des métiers (maçonnerie, peinture, etc.) et le personnel d'entretien général.

Les listes de paye du personnel de la fonction publique québécoise comprennent parfois une catégorie de «non regroupés» composée des membres de l'Assemblée nationale, des juges de paix, des aumôniers et des employés pour lesquels on ne dispose pas de renseignements suffisants pour les classer dans l'une ou l'autre des catégories décrites plus haut.

Notes explicatives

Employé
Toute personne rémunérée pour les services rendus ou pour un congé payé durant la période de référence et pour qui on est requis de remplir une déclaration T-4 supplémentaire de Revenu Canada selon la Loi de l'impôt sur le revenu et les règlements afférents à ce sujet.

Paiements d'heures supplémentaires
Paiements pour travail accompli au-delà de la durée des heures normales de travail. Les données sont prises en compte pour le mois où les paiements sont effectués, même s'il s'agit d'heures supplémentaires exécutées au cours des mois précédents.

Rappels
Les rappels sont des ajustements apportés aux mois précédents par suite d'augmentations salariales. Les données sont prises en compte pour le mois où le paiement est effectué.

Régions métropolitaines
Principal marché du travail d'un noyau urbanisé (ou d'une zone bâtie en continu) comptant 100 000 habitants et plus. Les régions métropolitaines de recensement (RMR) sont créées par Statistique Canada et sont ordinairement désignées par le nom de la ville principale. Une RMR comprend: les municipalités qui sont situées en totalité ou en partie à l'intérieur du noyau urbanisé, et d'autres municipalités, si au moins 40% de la population active occupée demeurant dans la municipalité travaille dans le noyau urbanisé ou si au moins 25% de la population active occupée travaillant dans la municipalité demeure dans le noyau urbanisé.

Rémunération brute
Comprend les paiements d'heures supplémentaires, les rappels et les paiements spéciaux en plus de la rémunération ordinaire.

Rémunération ordinaire
Salaires et traitements de base versés à des employés au cours d'une période déterminée, sans les paiements d'heures supplémentaires, les rappels et les paiements spéciaux.

Comparabilité entre le nombre d'employés et la rémunération

Les utilisateurs de ces données doivent éviter de comparer directement le nombre d'employés et leur rémunération. En effet, le nombre d'employés est déterminé le dernier jour du mois et ce, dans tous les cas possibles; sinon, il est calculé pendant la dernière période de paie du mois. Comme dans certaines catégories de personnel, (particulièrement dans celle des employés occasionnels), il se produit d'importantes fluctuations du nombre d'employés au cours du mois, la comparaison entre la rémunération de toutes les personnes employées au cours du mois et l'effectif à la fin du mois serait erronée dans plusieurs cas.

Fonction publique québécoise

Par effectif régulier on entend les employés permanents et ceux qui le seront après deux années de probation. Les tableaux utilisés dans le présent chapitre n'incluent pas les occasionnels et le personnel à temps partiel. Toutefois, ils se retrouvent dans la figure 5, ce qui explique la différence entre ces nombres et ceux que l'on retrouve dans les tableaux.

L'effectif désigné par décret se retrouve dans les tableaux. C'est le cas par exemple des juges et des membres de la haute direction.

Certains organismes gouvernementaux ne voient pas leur budget voté par l'Assemblée nationale. Ce sont la Régie des rentes du Québec, la Régie de l'assurance-maladie du Québec, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Commission des normes du travail. Ils exploitent leur propre système de paye mais certains songent à s'intégrer au système automatisé de gestion des informations sur le personnel (SAGIP).

Municipalités locales et régionales

Il en existe trois types:
. **Municipalités régionales**: corporations métropolitaines, municipalités, districts régionaux, communautés urbaines et comtés (en Ontario et au Québec);

. **Municipalités unitaires**: cités, boroughs, villes, villages, townships, municipalités rurales, districts et comtés;

. **Quasi-municipalités**: collectivités locales, districts de service, districts d'amélioration, etc. qui offrent des services à des régions qui seraient autrement considérées comme non organisées.

Services offerts
Police, incendie, voirie, aqueduc et égout, collecte des ordures ménagères, hygiène, loisirs, etc. Les données fédérales ne touchent pas tout l'univers statistique des administrations locales comme les services d'électricité, de transport en commun et du téléphone.

Tableau 1

Liste des lieutenants-gouverneurs et date de leur nomination, Québec, 1867-1984

	Nom	Date de nomination		Nom	Date de nomination
1	BELLEAU, Narcisse F.	1er juillet 1867	14	BRODEUR, Louis-Philippe	31 octobre 1923
2	CARON, Rene-Edouard	16 fevrier 1873	15	PÉRODEAU, Narcisse	10 janvier 1924
3	LETELLIER de St-Just, Luc	15 décembre 1876	16	GOUIN, Lomer	10 janvier 1929
4	ROBITAILLE, Theodore	26 juillet 1879	17	CARROLL, H.-George	2 avril 1929
5	MASSON, L.-F. Rodrigue	7 novembre 1884	18	PATENAUDE, E.-L.	1er mai 1934
6	ANGERS, Auguste-Real	24 octobre 1887	19	FISET, Eugene	1er janvier 1940
7	CHAPLEAU, Adolphe	5 décembre 1892	20	FISET, Eugene	20 juin 1945
8	JETTÉ, Louis-Amable	2 fevrier 1898	21	FAUTEUX, Gaspard	1er octobre 1950
9	JETTÉ, Louis-A.	1er fevrier 1903	22	GAGNON, Onesime	14 fevrier 1958
10	PELLETIER, C.-A. Pantaleon	15 septembre 1908	23	COMTOIS, Paul	6 octobre 1961
11	LANGELIER, François	5 mai 1911	24	LAPOINTE, Hugues	22 fevrier 1966
12	LEBLANC, P.-Evariste	12 fevrier 1915	25	CÔTE, Jean-Pierre	27 avril 1978
13	FITZPATRICK, Charles	21 octobre 1918	26	LAMONTAGNE, Gilles	28 mars 1984

Source: Cabinet du lieutenant-gouverneur.

Tableau 2

Liste des premiers ministres et date de leur nomination, Québec, 1867-1984

	Nom	Parti	Date de nomination
1	CHAUVEAU, Pierre J.-O.	Conservateur	15 juillet 1867
2	OUIMET, Gédéon	Conservateur	27 fevrier 1873
3	BOUCHERVILLE, Charles-Boucher de	Conservateur	22 septembre 1874
4	JOLY, Henri-G.	Liberal	8 mars 1878
5	CHAPLEAU, J.-Adolphe	Conservateur	31 octobre 1879
6	MOUSSEAU, J.-Alfred	Conservateur	31 juillet 1882
7	ROSS, John Jones	Conservateur	23 janvier 1884
8	TAILLON, L.-Olivier	Conservateur	25 janvier 1887
9	MERCIER, Honore	Liberal	29 janvier 1887
10	BOUCHERVILLE, Charles-Boucher de	Conservateur	21 decembre 1891
11	TAILLON, L.-Olivier	Conservateur	16 decembre 1892
12	FLYNN, Edmund J.	Conservateur	11 mai 1896
13	MARCHAND, F.-Gabriel	Liberal	24 mai 1897
14	PARENT, S.-Napoleon	Liberal	3 octobre 1900
15	GOUIN, Lomer	Liberal	23 mars 1905
16	TASCHEREAU, L.-Alexandre	Liberal	9 juillet 1920
17	GODBOUT, Adelard	Liberal	11 juin 1936
18	DUPLESSIS, Maurice	Union nationale	26 août 1936
19	GODBOUT, Adélard	Libéral	8 novembre 1939
20	DUPLESSIS, Maurice	Union nationale	30 août 1944
21	SAUVÉ, Jean-Paul	Union nationale	11 septembre 1959
22	BARRETTE, Antonio	Union nationale	8 janvier 1960
23	LESAGE, Jean	Liberal	5 juillet 1960
24	JOHNSON, Daniel	Union nationale	16 juin 1966
25	BERTRAND, Jean-Jacques	Union nationale	2 octobre 1968
26	BOURASSA, Robert	Libéral	12 mai 1970
27	LÉVESQUE, René	Parti Québécois	25 novembre 1976

Source: Cabinet du premier ministre.

Tableau 3

Liste des membres du Conseil exécutif, par ordre alphabétique, Québec, janvier 1985

	Titulaire	Nomination initiale	Nomination au poste actuel
Premier ministre	LÉVESQUE, René	25 novembre 1976	25 novembre 1976
Vice-premier ministre,	BEDARD, Marc Andre	26 novembre 1976	27 novembre 1984
leader parlementaire, Ministre delegue à la Reforme electorale, president du Comite de legislation			5 mars 1984 9 septembre 1982 9 septembre 1982
Ministre des Communications	BERTRAND, Jean-Francois	30 avril 1981	30 avril 1981
Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, president du Comite ministeriel permanent du développement culturel	BERUBE, Yves	26 novembre 1976	20 decembre 1984
Ministre de l'Industrie et du Commerce	BIRON, Rodrigue	30 avril 1981	30 avril 1981
Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	BRASSARD, Jacques	29 novembre 1984	29 novembre 1984
Ministre des Affaires sociales president du Comite ministeriel permanent du developpement social	CHEVRETTE, Guy	9 septembre 1982	29 novembre 1984
President du Conseil du tresor et ministre delegue à l'Administration	CLAIR, Michel	21 septembre 1979	5 mars 1984
Ministre délégue à l'Emploi et à la Concertation	DEAN, Robert	5 mars 1984	20 decembre 1984
Ministre des Finances, president du Comite ministeriel permanent du développement economique	DUHAIME, Yves	26 novembre 1976	27 novembre 1984
Ministre delegue aux Relations avec les citoyens	FALLU, Elie	20 decembre 1984	20 decembre 1984
Ministre du Travail	FRÉCHETTE, Raynald	30 avril 1981	17 décembre 1982
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	GARON, Jean	26 novembre 1976	26 novembre 1976
Ministre de l'Éducation	GENDRON, François	21 septembre 1979	20 décembre 1984
Ministre des Communautes culturelles et de l'Immigration	GODIN, Gérald	6 novembre 1980	20 décembre 1984
Ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	JOHNSON, Pierre-Marc	6 juillet 1977	5 mars 1984
Ministre delegue aux Forêts	JOLIVET, Jean-Pierre	20 décembre 1984	20 décembre 1984
Ministre déléguée à la Condition feminine présidente du Comité ministeriel permanent de la condition féminine	LALONDE, Francine	16 janvier 1985	16 janvier 1985
Ministre des Relations internationales et ministre du Commerce extérieur	LANDRY, Bernard	26 novembre 1976	5 mars 1984 12 janvier 1983
Ministre du Tourisme	LÉGER, Marcel	26 novembre 1976	20 décembre 1984
Ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	LEMAY, Henri	20 décembre 1984	20 décembre 1984
Ministre des Affaires municipales, président du Comité ministériel permanent de l'aménagement	MARCOUX, Alain	30 avril 1981	5 mars 1984 20 décembre 1984
Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Securité du revenu, vice-presidente du Conseil du tresor	MAROIS, Pauline	30 avril 1981	29 novembre 1983 5 mars 1984
Ministre du Revenu	MARTEL, Maurice	20 décembre 1984	20 décembre 1984
Ministre de l'Environnement	OUELLETTE, Adrien	9 septembre 1982	9 septembre 1982
Ministre des Affaires culturelles	RICHARD, Clément	6 novembre 1980	30 avril 1981
Ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur	ROCHEFORT, Jacques	27 novembre 1984	27 novembre 1984
Ministre de l'Énergie et des Ressources	RODRIGUE, Jean-Guy	27 novembre 1984	27 novembre 1984
Ministre des Transports	TARDIF, Guy	26 novembre 1976	27 novembre 1984

Source: Secrétariat du Conseil exécutif.

3

Tableau 4

Votation et répartition des voix aux élections générales, Québec, 1867-1981

Année	Date du scrutin	Électeurs inscrits	Votes valides	Bulletins rejetés	Circonscriptions électorales	Députés élus				
						PLQ	PC ou UN	RC	PQ	Autres
		n								
1867	Août et sept.	161 800	75 385	...[1]	65	14	50	—	—	[2]
1871	Jan. et juil.	172 369	60 395	...[1]	65	20	45	—	—	—
1875	7 juillet	185 783	86 939	1 149	65	19	43	—	—	3
1878	1er mai	217 825	134 475	1 804	65	31	32	—	—	2
1881	2 déc.	223 215	97 590	1 854	65	15	49	—	—	1
1886	14 oct.	234 844	146 850	2 699	65	31	28	—	—	6
1890	17 juin	276 641	158 932	2 034	73	42	24	—	—	7
1892	8 mars	290 335	174 725	1 771	73	21	51	—	—	1
1897	11 mai	338 800	225 179	2 393	74	51	23	—	—	—
1900	7 déc.	350 517	103 422	980	74	67	7	—	—	—
1904	25 nov.	381 933	113 453	1 013	74	68	6	—	—	—
1908	8 juin	415 801	243 869	3 222	74	58	13	—	—	3
1912	15 mai	479 521	291 148	3 376	81	64	15	—	—	2
1916	22 mai	486 136	208 452	2 767	81	75	6	—	—	—
1919	23 juin	480 120	129 636	1 448	81	74	5	—	—	2
1923	5 fév.	513 224	290 649	3 768	85	64	19	—	—	2
1927	16 mai	567 907	318 012	2 843	85	75	9	—	—	1
1931	24 août	639 005	489 695	4 190	90	79	11	—	—	—
1935	25 nov.	726 551	536 361	15 228	90	48	42	—	—	—
1936	17 août	734 025	569 325	4 930	90	14	76	—	—	—
1939	25 oct.	753 310	563 297	7 334	86	70	15	—	—	1
1944	8 août	1 864 692	1 345 518	15 591	91	37	48	—	—	6
1948	28 juil.	2 036 576	1 513 825	17 928	92	8	82	—	—	2
1952	16 juil.	2 247 010	1 679 263	26 562	92	23	68	—	—	1
1956	20 juin	2 393 350	1 845 729	28 779	93	20	72	—	—	1
1960	22 juin	2 608 439	2 096 597	33 512	95	52	42	—	—	1
1962	14 nov.	2 721 783	2 136 966	29 509	95	63	31	—	—	1
1966	5 juin	3 222 302	2 324 829	45 681	108	50	56	—	—	2
1970	29 avr.	3 478 578	2 872 970	57 029	108	72	17	12	7	—
1973	29 oct.	3 764 111	2 970 978	54 762	110	102	—	2	6	—
1976	15 nov.	4 023 743	3 360 506	70 446	110	26	11	1	71	1
1981	13 avr.	4 408 897	3 601 358	38 178	122	42	—	—	80	—

1. On ne se servait pas alors de bulletins de vote.
2. Pas d'élections dans Kamouraska.

Légende: PLQ Parti libéral du Québec; PC Parti conservateur; UN Union nationale; RC Ralliement créditiste; PQ Parti québécois.

Source: Le Directeur général des élections du Québec. *Données statistiques sur les élections générales, 1867-1981.*

Année	Date du scrutin	Suffrages obtenus					Sièges obtenus			
		PLQ	PC ou UN	RC	PQ	Autres	PLQ	PC ou UN	RC	PQ
		%								
1867	Août et sept.	45,0	55,0	—	—	—	20,0	80,0	—	—
1871	Jan. et juil.	35,0	65,0	—	—	—	29,3	70,7	—	—
1875	7 juillet	44,0	56,0	—	—	—	31,0	69,0	—	—
1878	1er mai	49,0	51,0	—	—	—	44,6	55,4	—	—
1881	2 déc.	42,0	56,0	—	—	—	21,6	78,4	—	—
1886	14 oct.	51,0	49,0	—	—	—	55,4	44,6	—	—
1890	17 juin	53,0	47,0	—	—	—	64,3	34,2	—	—
1892	8 mars	45,0	55,0	—	—	—	28,7	71,3	—	—
1897	11 mai	54,3	45,7	—	—	—	69,0	31,0	—	—
1900	7 déc.	56,3	43,8	—	—	—	90,5	9,5	—	—
1904	25 nov.	67,7	25,4	—	—	—	92,0	8,0	—	—
1908	8 juin	55,3	39,9	—	—	—	78,3	17,5	—	—
1912	15 mai	54,3	45,1	—	—	—	80,0	18,6	—	—
1916	22 mai	64,6	35,1	—	—	—	92,5	7,5	—	—
1919	23 juin	70,0	23,7	—	—	—	91,2	6,0	—	—
1923	5 fév.	55,3	44,4	—	—	—	75,3	23,5	—	—
1927	16 mai	62,7	36,6	—	—	—	88,2	11,8	—	—
1931	24 août	55,6	44,2	—	—	—	87,7	12,3	—	—
1935	25 nov.	50,2	48,7	—	—	—	53,3	46,7	—	—
1936	17 août	41,8	57,5	—	—	—	15,6	84,4	—	—
1939	25 oct.	54,2	39,2	—	—	—	81,4	17,4	—	—
1944	8 août	39,5	35,8	—	—	—	40,3	52,8	—	—
1948	28 juil.	38,3	51,0	—	—	—	8,7	89,1	—	—
1952	16 juil.	46,0	51,5	—	—	—	25,0	73,8	—	—
1956	20 juin	44,5	52,0	—	—	—	21,5	77,4	—	—
1960	22 juin	51,3	46,6	—	—	—	53,7	45,2	—	—
1962	14 nov.	56,4	42,1	—	—	—	64,1	32,6	—	—
1966	5 juin	47,2	40,9	—	—	—	46,3	51,9	—	—
1970	29 avr.	45,4	19,7	11,2	23,1	0,7	66,6	15,5	11,1	6,5
1973	29 oct.	54,7	4,9	9,9	30,2	0,3	92,7	—	1,8	5,5
1976	15 nov.	33,8	18,2	4,6	41,4	2,0	24,0	10,0	1,0	64,0
1981	13 avr.	46,1	4,0	0,0	49,2	0,0	34,4	—	0,0	65,6

Tableau 5

Liste des présidents de l'Assemblée nationale[1] et date de leur nomination, Québec, 1867-1984

	Nom	Date de nomination		Nom	Date de nomination
1	Blanchet, Joseph-Godéric	27 décembre 1867	19	Bouchard, T.-Damien	7 janvier 1930
2	Fortin, Pierre	4 novembre 1875	20	Dugas, Lucien	24 mars 1936
3	Beaubien, Louis	10 novembre 1876	21	Sauvé, Jean-Paul	7 octobre 1936
4	Turcotte, Arthur	4 juin 1878	22	Bissonette, Bernard	20 février 1940
5	Taillon, Louis-Olivier	8 mars 1882	23	Bienvenue, Valmore Fontaine	12 mai 1942
6	Wurtele, J.S.C.	27 mars 1884	24	Dumaine, Cyrille	23 février 1943
7	Marchand, Félix-Gabriel	27 janvier 1887	25	Taché, Alexandre	7 février 1945
8	Leblanc, Pierre-Évariste	27 avril 1892	26	Tellier, Maurice	15 décembre 1955
9	Tessier, Jules	23 novembre 1897	27	Cliche, Lucien	20 septembre 1960
10	Rainville, Henri-Benjamin	14 février 1901	28	Hyde, Richard	9 janvier 1962
11	Tessier, Auguste	2 mars 1905	29	Lechasseur, Guy	22 octobre 1965
12	Weir, W.A.	25 avril 1905	30	Paul, Rémi	1er décembre 1966
13	Roy, Philippe-Honoré	15 janvier 1907	31	Lebel, Gérard	22 octobre 1968
14	Pelletier, Louis-Philippe	2 mars 1909	32	Fréchette, Raynald	24 février 1970
15	Delage, Cyrille-Fraser	9 janvier 1912	33	Lavoie, Jean-Noël	9 juin 1970
16	Galipeault, Antonin	7 novembre 1916	34	Richard, Clément	25 novembre 1976
17	Francoeur, J. Napoléon L.	11 décembre 1919	35	Vaillancourt, Claude	11 novembre 1980
18	Laferté, Hector	10 janvier 1928	36	Guay, Richard	23 mars 1983

1. Antérieurement à 1970, ce poste était désigné sous le nom d'orateur de l'Assemblée législative.

Source: Bureau du président de l'Assemblée nationale.

Tableau 6

Statistiques de la 32e Législature, Québec, 1981-1984

	1re session	2e session	3e session	4e session
	du 19 mai au 18 juin 1981	du 30 septembre au 2 octobre 1981	du 9 novembre 1981 au 10 mars 1983	du 23 mars 1983 au 20 juin 1984
Nombre de séances	17	3[1]	110	111
Projets de lois publics déposés	20	—	102	106
Projets de lois publics sanctionnés	16	—	89	91
Projets de lois privés déposés	12	—	72	49
Projets de lois privés sanctionnés	12	—	61	45
Débats de la chambre				
— questions orales	91	9	617	241
— appels au règlement	18	17	150	109
Séance des commissions parlementaires	47	31[2]	253	274

1. Session spéciale sur une motion du premier ministre concernant le rapatriement de la Constitution.
2. Intersession du 6 août au 31 octobre 1981.

Source: Bureau du secrétaire général de l'Assemblée nationale. *Actualités parlementaires.*

Tableau 7

Liste des députés de l'Assemblée nationale, par ordre alphabétique, Québec, 18 juin 1984

Nom	Allégeance politique	Circonscription électorale
Assad, Mark	PLQ	Papineau
Bacon, Lise	PLQ	Chomedey
Baril, Gilles	PQ	Rouyn-Noranda-Témiscamingue
Baril, Jacques	PQ	Arthabaska
Beaumier, Yves	PQ	Nicolet
Beauséjour, Jacques	PQ	Iberville

Tableau 7 (suite)

Liste des députés de l'Assemblée nationale, par ordre alphabétique, Québec, 18 juin 1984

Nom	Allégeance politique	Circonscription électorale
Bédard, Marc-André	PQ	Chicoutimi
Bélanger, Madeleine	PLQ	Megantic-Compton
Bertrand, Jean-François	PQ	Vanier
Bérubé, Yves	PQ	Matane
Biron, Rodrigue	PQ	Lotbinière
Bisaillon, Guy	IND.	Sainte-Marie
Bissonnet, Michel	PLQ	Jeanne-Mance
Blais, Yves	PQ	Terrebonne
Blank, Harry	PLQ	Saint-Louis
Blouin, René	PQ	Rousseau
Bordeleau, Jean-Paul	PQ	Abitibi-Est
Boucher, Jules	PQ	Rivière-du-Loup
Bourbeau, André	PLQ	Laporte
Brassard, Jacques	PQ	Lac-Saint-Jean
Brouillet, Raymond	PQ	Chauveau
Caron, Lucien	PLQ	Verdun
Champagne, Jean-Paul	PQ	Milles-Îles
Charbonneau, Jean-Pierre	PQ	Verchères
Chevrette, Guy	PQ	Joliette
Ciaccia, John	PLQ	Mont-Royal
Clair, Michel	PQ	Drummond
Côté, Marc-Yvan	PLQ	Charlesbourg
Cusano, William	PLQ	Viau
Dauphin, Claude	PLQ	Marquette
Dean, Robert	PQ	Prévost
De Bellefeuille, Pierre	PQ	Deux-Montagnes
Desbiens, Hubert	PQ	Dubuc
Dougherty, Joan	PLQ	Jacques-Cartier
Doyon, Réjean	PLQ	Louis-Hébert
Dubois, Claude	PLQ	Huntingdon
Duhaime, Yves L.	PQ	Saint-Maurice
Dupré, Maurice	PQ	Saint-Hyacinthe
Dussault, Roland	PQ	Châteauguay
Fallu, Élie	PQ	Groulx
Fortier, Pierre C.	PLQ	Outremont
Fortin, Gilles	PLQ	Marguerite-Bourgeois
Fréchette, Raynald	PQ	Sherbrooke
French, Richard	PLQ	Westmount
Gagnon, Marcel	PQ	Champlain
Garon, Jean	PQ	Lévis
Gauthier, Michel	PQ	Roberval
Gendron, François	PQ	Abitibi-Ouest
Godin, Gérald	PQ	Mercier
Gratton, Michel	PLQ	Gatineau
Gravel, Raymond	PQ	Limoilou
Grégoire, Gilles	IND.	Frontenac
Guay, Richard	PQ	Taschereau
Hains, Roma	PLQ	Saint-Henri
Harel, Louise	PQ	Maisonneuve
Houde, Albert	PLQ	Berthier
Johnson, Daniel	PLQ	Vaudreuil-Soulanges
Johnson, Pierre-Marc	PQ	Anjou
Jolivet, Jean-Pierre	PQ	Laviolette
Juneau, Carmen	PQ	Johnson
Kehoe, John J.	PLQ	Chapleau
Lachance, Claude	PQ	Bellechasse

Tableau 7 (suite)

Liste des députés de l'Assemblée nationale, par ordre alphabétique, Québec, 18 juin 1984

Nom	Allégeance politique	Circonscription électorale
Lachapelle, Huguette	PQ	Dorion
Lafrenière, Marcel (Jim)	PQ	Ungava
Landry, Bernard	PQ	Laval-des-Rapides
Laplante, Patrice	PQ	Bourassa
Laurin, Camille	PQ	Bourget
Lavigne, Laurent	PQ	Beauharnois
Lazure, Denis	PQ	Bertrand
Leblanc, Denise	PQ	Îles-de-la-Madeleine
Leblanc, Jacques	PQ	Montmagny-L'Islet
Leduc, Germain	PLQ	Saint-Laurent
Leduc, Michel	PQ	Fabre
Léger, Marcel	PQ	Lafontaine
Le May, Henri	PQ	Gaspé
Léonard, Jacques	PQ	Labelle
Levesque, Gérard D.	PLQ	Bonaventure
Lévesque, Léonard	PQ	Kamouraska-Témiscouata
Lévesque, René	PQ	Taillon
Lincoln, Clifford	PLQ	Nelligan
Maciocia, Cosmo	PLQ	Viger
Mailloux, Raymond	PLQ	Charlevoix
Maltais, Ghislain	PLQ	Saguenay
Marcoux, Alain	PQ	Rimouski
Marois, Pauline	PQ	La Peltrie
Marquis, Léopold	PQ	Matapédia
Martel, Maurice	PQ	Richelieu
Marx, Herbert	PLQ	D'Arcy-McGee
Mathieu, Hermann	PLQ	Beauce-Sud
Middlemiss, Robert	PLQ	Pontiac
O'Gallagher, John	PLQ	Robert-Baldwin
Ouellette, Adrien	PQ	Beauce-Nord
Pagé, Michel	PLQ	Portneuf
Paquette, Gilbert	PQ	Rosemont
Paradis, Pierre	PLQ	Brome-Missisquoi
Paré, Roger	PQ	Shefford
Parent, Marcel	PLQ	Sauvé
Parizeau, Jacques	PQ	L'Assomption
Payne, David	PQ	Vachon
Perron, Denis (Paul)	PQ	Duplessis
Picotte, Yvon	PLQ	Maskinongé
Polak, Maximilien	PLQ	Sainte-Anne
Pratt, Guy	PLQ	Marie-Victorin
Proulx, Jérôme	PQ	Saint-Jean
Rancourt, Réal	PQ	Saint-François
Richard, Clément	PQ	Montmorency
Rivest, Jean-Claude	PLQ	Jean-Talon
Rochefort, Jacques	PQ	Gouin
Rocheleau, Gilles	PLQ	Hull
Rodrigue, Jean-Guy	PQ	Vimont
Roux, Lavoie, Thérèse	PLQ	L'Acadie
Ryan, Claude	PLQ	Argenteuil
Saint-Amand, Aline	PLQ	Jonquière
Saintonge, Jean-Pierre	PLQ	Laprairie
Scowen, Reed	PLQ	Notre-Dame-de-Grâce
Sirros, Christos	PLQ	Laurier
Tardif, Guy	PQ	Crémazie

Tableau 7 (suite)

Liste des députés de l'Assemblée nationale, par ordre alphabétique, Québec, 18 juin 1984

Nom	Allégeance politique	Circonscription électorale
TREMBLAY, Luc	PQ	Chambly
VAILLANCOURT, Georges	PLQ	Orford
VALLIERES, Yvon	PLQ	Richmond
VAUGEOIS, Denis	PQ	Trois-Rivieres
VACANT,		Saint-Jacques
Parti québecois:	71	
Parti libéral du Québec:	48	
Indépendants:	2	
Sièges vacants:	1	
Total	122	

Légende: PLQ Parti liberal du Quebec; PQ Parti quebecois; Ind. Independant.

Source: Le Directeur général des elections du Quebec.

Tableau 8

Élargissement du droit de vote, Québec, 1940-1980

Nouveaux électeurs	Loi de référence[1]	Date d'entrée en vigueur	Première application
Femmes	L.Q. 1940, chapitre 7	1[er] janvier 1941	Elections partielles de 1941
Personnes âgees de 18 ans et plus	L.Q. 1963, chapitre 13, article 133	1[er] janvier 1964	Elections partielles du 5 octobre 1964
Amerindiens	L.Q. 1969, chapitre 13 article 1	2 mai 1969	Elections generales du 29 avril 1970
Juges[2]	L.Q. 1978, chapitre 6, article 3	23 juin 1978	A la suite du recensement de 1979
Detenus	L.Q. 1978, chapitre 6	23 juin 1978	Referendum du 20 mai 1980[3]

1. L.Q.: Recueil annuel des lois votées par l'Assemblée nationale; LRQ: Lois refondues dont la mise à jour est permanente depuis 1977.
2. Il s'agit ici de la loi électorale du Quebec dont l'article 3 ne retire le droit de vote qu'au directeur general des elections. On en a deduit que les juges jouissaient maintenant de ce privilege.
3. Les detenus ont vote pour la premiere fois a des elections generales le 13 avril 1981 (L.R.Q., c. E-3.1, a. 51).

Source: Le directeur general des élections du Quebec.

Tableau 9

Taux de participation aux élections générales, Québec, 13 avril 1981

Circonscription	Population en 1981[1]	Électeurs inscrits	Suffrage exprimé	
			n	%
Abitibi-Est	46 009	29 835	22 263	74,6
Abitibi-Ouest	48 546	31 218	24 790	79,4
Anjou	60 320	42 437	36 300	85,5
Argenteuil	48 813	34 187	28 007	81,9
Arthabaska	59 419	40 470	34 602	85,5
Beauce-Nord	62 748	41 763	35 602	85,2
Beauce-Sud	[illegible]	36 246	30 067	83,0
Beauharnois	56 273	40 335	35 073	87,0
Bellechasse	41 924	29 848	24 643	82,6
Berthier	47 063	33 780	28 850	85,4
Bertrand	56 979	35 992	31 938	88,7
Bonaventure	40 426	27 259	21 640	79,3
Bourassa	52 814	37 435	31 375	83,8

Tableau 9 (suite)

Taux de participation aux élections générales, Québec, 13 avril 1981

Circonscription	Population en 1981[1]	Électeurs inscrits	Suffrage exprimé	
			n	%
Bourget	47 674	33 553	28 459	84.8
Brome-Missisquoi	47 128	31 325	25 472	81.3
Chambly	53 195	33 948	29 849	87.9
Champlain	55 367	39 674	33 580	84.6
Chapleau	60 245	37 937	28 989	76.4
Charlesbourg	60 146	40 780	35 061	86.0
Charlevoix	43 023	29 981	25 281	84.3
Châteauguay	71 275	42 654	36 974	86.7
Chauveau	66 402	41 378	34 313	82.9
Chicoutimi	60 064	41 885	33 563	80.1
Chomedey	57 584	38 173	31 958	83.7
Crémazie	51 209	38 768	33 284	85.9
D'Arcy-McGee	50 201	36 398	28 583	78.5
Deux-Montagnes	54 893	35 833	30 756	85.8
Dorion	50 175	34 997	28 901	82.6
Drummond	60 233	41 862	35 347	84.4
Dubuc	48 568	31 515	25 938	82.3
Duplessis	65 616	41 811	30 813	73.7
Fabre	51 997	33 738	29 438	87.3
Frontenac	52 540	36 389	31 185	85.7
Gaspé	47 423	31 972	25 923	81.1
Gatineau	43 293	27 758	22 680	81.7
Gouin	44 589	33 824	27 275	80.6
Groulx	66 505	42 373	35 922	84.8
Hull	56 213	39 686	31 824	80.2
Huntingdon	43 740	29 154	23 845	81.8
Iberville	59 710	40 368	34 566	85.6
Iles-de-la-Madeleine	14 130	9 435	8 331	88.3
Jacques-Cartier	55 481	39 466	32 773	83.0
Jeanne-Mance	64 359	40 131	33 895	84.5
Jean-Talon	47 548	38 942	33 475	86.0
Johnson	48 761	32 355	27 602	85.3
Joliette	52 139	36 773	31 794	86.5
Jonquière	61 312	43 099	36 044	83.6
Kamouraska-Témiscouata	50 098	34 746	27 059	77.9
Labelle	55 743	38 460	30 743	79.9
L'Acadie	56 127	40 214	33 747	83.9
Lac-Saint-Jean	54 438	36 692	31 661	86.3
Lafontaine	61 508	38 993	32 694	83.8
La Peltrie	58 104	36 522	31 695	86.8
Laporte	55 596	38 671	32 492	84.0
Laprairie	74 530	45 749	39 113	85.5
L'Assomption	65 148	42 657	37 128	87.0
Laurier	61 693	36 428	29 219	80.2
Laval-des-Rapides	53 608	38 348	32 648	85.1
Laviolette	49 132	35 388	29 306	82.8
Lévis	69 994	48 371	41 471	85.7
Limoilou	54 008	39 672	32 137	81.0
Lotbinière	41 618	28 219	24 021	85.1
Louis-Hébert	48 349	39 754	33 529	84.3
Maisonneuve	49 765	37 050	29 726	80.2
Marguerite-Bourgeoys	51 723	35 324	29 228	82.7
Marie-Victorin	52 280	36 799	30 111	81.8
Marquette	45 460	32 069	26 308	82.0
Maskinongé	47 229	33 484	28 553	85.3
Matane	43 709	30 853	24 675	80.0

Tableau 9 (suite)

Taux de participation aux élections générales, Québec, 13 avril 1981

Circonscription	Population en 1981[1]	Électeurs inscrits	Suffrage exprimé	
			n	%
Matapédia	36 509	25 344	20 172	79,6
Mégantic-Compton	40 849	27 995	22 967	82,0
Mercier	56 691	37 904	30 293	79,9
Mille-Îles	52 535	35 692	31 540	88,4
Montmagny-L'Islet	45 763	32 642	26 158	80,1
Montmorency	61 637	42 146	35 206	83,5
Mont-Royal	53 120	34 807	27 358	78,6
Nelligan	62 185	38 291	31 575	82,5
Nicolet	44 710	31 276	26 939	86,1
Notre-Dame-de-Grâce	53 598	38 833	30 494	78,5
Orford	53 308	35 703	29 323	82,1
Outremont	47 366	34 355	28 103	81,8
Papineau	39 173	26 948	22 117	82,1
Pontiac	45 974	29 242	22 458	76,8
Portneuf	43 997	32 028	27 853	87,0
Prévost	53 490	37 404	30 707	82,1
Richelieu	54 145	38 189	32 787	85,9
Richmond	36 789	25 013	21 547	86,1
Rimouski	55 305	39 507	33 143	83,9
Rivière-du-Loup	41 250	29 176	23 546	80,7
Robert-Baldwin	70 533	42 067	34 701	82,5
Roberval	61 587	40 267	33 656	83,6
Rosemont	52 302	39 775	32 888	82,7
Rousseau	56 456	38 516	31 098	80,7
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	55 352	36 893	28 754	77,9
Saguenay	52 301	34 277	25 856	75,4
Sainte-Anne	45 483	30 690	23 011	75,0
Saint-François	53 600	37 491	31 033	82,8
Saint-Henri	53 156	38 157	30 403	79,7
Saint-Hyacinthe	55 807	39 334	32 699	83,1
Saint-Jacques	46 160	34 687	25 131	72,5
Saint-Jean	60 237	42 091	35 182	83,6
Saint-Laurent	62 275	41 965	33 949	80,9
Saint-Louis	51 027	33 298	23 140	69,5
Sainte-Marie	40 923	30 087	22 598	75,1
Saint-Maurice	46 551	34 316	29 064	84,7
Sauvé	56 249	35 793	29 530	83,5
Shefford	57 359	39 410	33 780	85,7
Sherbrooke	49 236	37 329	30 982	83,0
Taillon	61 665	38 598	32 217	83,5
Taschereau	39 596	31 726	24 237	76,4
Terrebonne	59 772	36 794	30 907	84,0
Trois-Rivières	50 466	38 855	31 669	81,5
Ungava	33 540	29 588	15 932	53,8
Vachon	60 573	37 053	30 974	83,6
Vanier	55 992	40 222	32 916	81,8
Vaudreuil-Soulanges	65 472	43 747	37 151	84,9
Verchères	59 978	39 775	34 740	87,3
Verdun	45 289	34 335	28 666	83,5
Viau	57 466	37 435	30 539	81,6
Viger	52 864	37 847	32 035	84,6
Vimont	52 611	34 321	30 168	87,9
Westmount	50 337	36 839	28 576	77,6
Total	**6 438 403**	**4 409 276**	**3 638 575**	**82,5**

1. Selon Statistique Canada.

Source: Le Directeur général des élections du Québec. *Rapport des résultats officiels du scrutin*, 13 avril 1981.

Tableau 10

Taux de participation aux élections partielles, Québec, 1982 et 1983

Circonscription	Population en 1981[1]	Électeurs inscrits	Suffrage exprimé	
			n	%
1982	110 634	78 028	46 581	59,7
Louis-Hébert[2]	48 349	38 176	24 608	64,5
Saint-Laurent[2]	62 275	39 852	21 973	55,1
1983	260 768	178 121	116 068	64,8
Charlesbourg[3]	60 146	41 208	25 556	62,0
Saguenay[3]	52 301	35 366	21 945	62,0
Saint-Jacques[3]	46 160	30 552	15 974	52,3
Jonquière[4]	61 312	42 725	32 117	75,2
Mégantic-Compton[4]	40 849	28 270	20 476	72,4

1. Selon Statistique Canada.
2. Date du scrutin: 5 avril 1982.
3. Date du scrutin: 20 juin 1983.
4. Date du scrutin: 5 décembre 1983.

Source: Le Directeur général des élections du Québec. *Rapport des résultats officiels du scrutin*, 5 avril 1982, 20 juin 1983, 5 décembre 1983.

Tableau 11

Candidatures féminines aux élections générales et partielles, Québec, 1976-1983

Année	Date du scrutin	Type d'élection	Circonscriptions en jeu	Allégeance des candidates[1]						Nombre total de candidates	Résultats		
			n	PLQ	PQ	UN	RC	Autres	Total		Élues	Défaites	Total
1976	15 novembre	Gén.	110	3	8	7	9	19	46	556	5	41	46
1979	30 avril	Part.	2	—	1	—	—	—	1	8	—	1	1
1979	14 novembre	Part.	3	1	—	—	—	—	1	14	1	—	1
1980	17 novembre	Part.	4	—	2	1	—	2	5	18	—	5	5
1981	13 avril	Gén.	122	12	16	13	—	42	83	525	6	77	83
1982	5 avril	Part.	2	—	—	—	—	2	2	12	—	2	2
1983	20 juin	Part.	3	—	2	—	—	3	5	23	—	5	5
1983	5 décembre	Part.	2	2	1	—	—	—	3	6	2	1	3

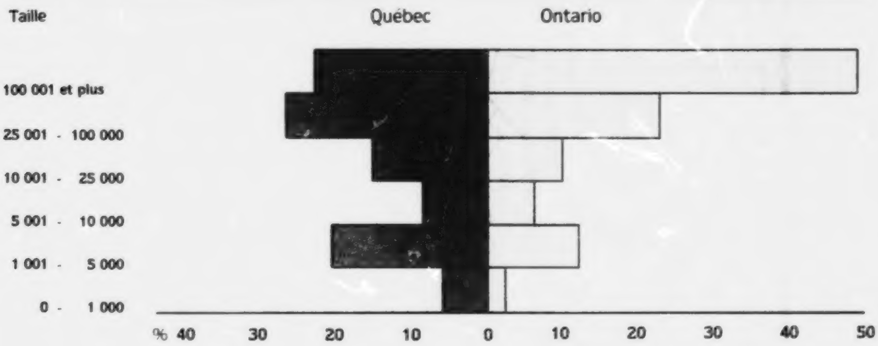
1. Aucune femme ne s'est portée candidate à l'élection partielle de Notre-Dame-de-Grâce en 1978.

Légende: PLQ Parti libéral du Québec; PQ Parti québécois; UN Union nationale; RC Ralliement créditiste.

Source: Le Directeur général des élections. *Élections 1976; Rapport des résultats officiels du scrutin*, 13 avril 1981, 5 avril 1982, 20 juin 1983, 5 décembre 1983.

Figure 1

Répartition de la population selon la taille des municipalités, Québec et Ontario, 1982



Source: Ministère des Affaires municipales du Québec, *Répertoire des municipalités du Québec*, 1984.
Ministry of Municipal Affairs and Housing of Ontario, *Ontario Municipal Directory*, 1984.

Tableau 12

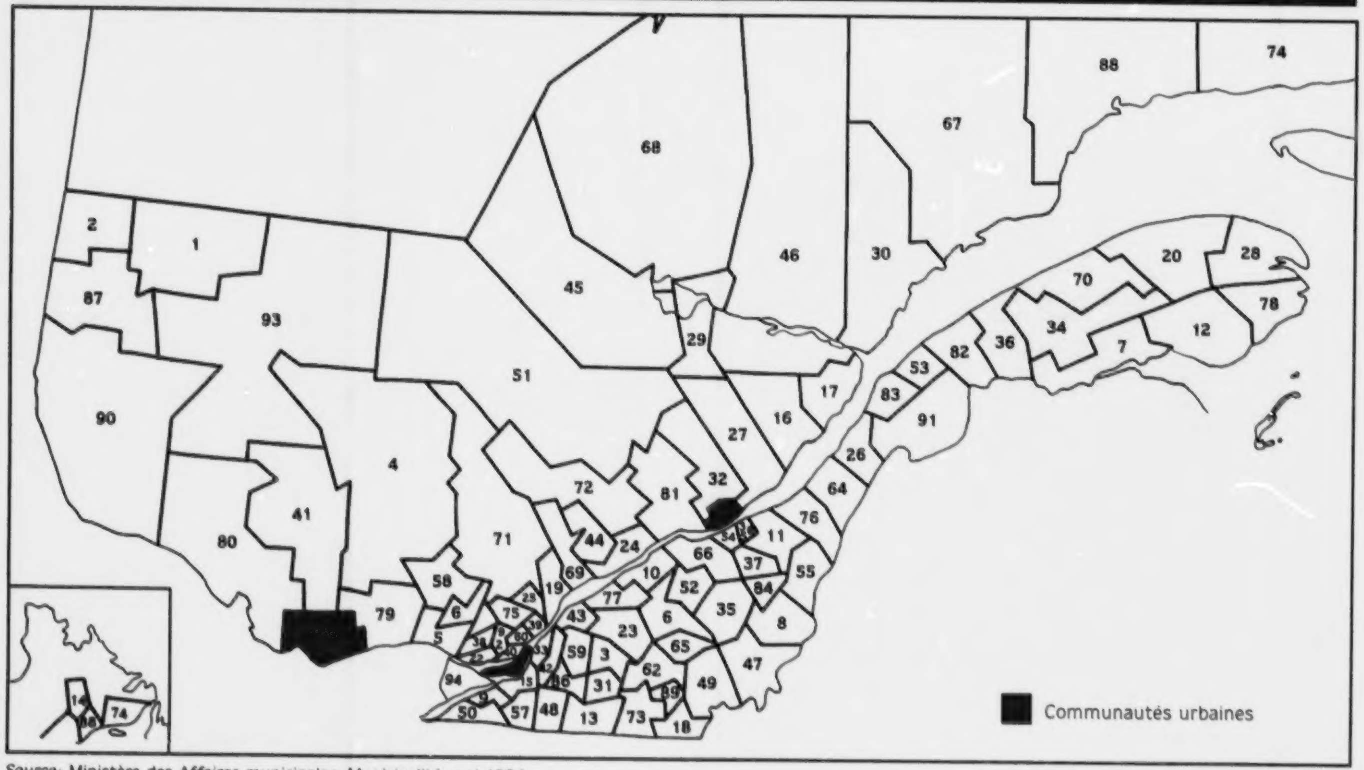
Répartition des municipalités[1] par tranche de population, Québec, 1982 et 1983

Tranche de population	1982				1983			
	Municipalités		Population		Municipalités		Population	
	n	%	n	%	n	%	n	%
0 — 499	299	19.5	94 053	1.5	280	18.4	89 265	1.4
500 — 999	425	27.8	305 580	4.8	429	28.4	309 238	4.8
1 000 — 1 499	252	16.5	304 180	4.7	244	16.1	296 310	4.6
1 500 — 1 999	130	8.5	222 650	3.5	136	9.0	234 213	3.6
2 000 — 2 999	123	8.0	299 130	4.7	121	8.0	293 089	4.5
3 000 — 3 999	79	5.1	274 290	4.3	79	5.2	272 290	4.2
4 000 — 4 999	44	2.9	199 390	3.1	44	2.9	197 156	3.0
5 000 — 9 999	76	5.1	515 000	8.0	81	5.4	548 925	8.5
10 000 — 24 999	61	4.0	938 100	14.6	59	3.9	919 605	14.2
25 000 — 49 999	20	1.3	674 900	10.5	20	1.3	674 800	10.4
50 000 — 99 999	16	1.1	1 064 500	16.6	16	1.1	1 078 760	16.6
100 000 — et plus	4	0.2	1 524 700	23.7	4	0.3	1 566 500	24.2
Total	1 529	100.0	6 416 473	100.0	1 513	100.0	6 480 151	100.0

1. Ce tableau ne comprend pas les réserves indiennes et les territoires non organisés qui ne sont pas constitués en municipalités proprement dites. En 1982, les 39 réserves indiennes et les 71 territoires non organisés comptaient respectivement 29 291 et 6 770 habitants. En 1983, il y avait 39 réserves indiennes et 65 territoires non organisés qui comptaient 30 275 et 5 886 habitants.

Source: Ministère des Affaires municipales. *Répertoire des municipalités.*

Figure 2
Municipalités régionales de comté, Québec 1984



Source: Ministère des Affaires municipales, *Municipalité*, mai 1984.

Municipalités régionales de comté

1	Abitibi	56	Les îles-de-la-Madeleine
2	Abitibi-Ouest	57	Les Jardins-de-Napierville
3	Acton	58	Les Laurentides
4	Antoine-Labelle	59	Les Maskoutains
5	Argenteuil	60	Les Moulins
6	Arthabaska	61	Les Pays-d'en-Haut
7	Avignon	62	Le Val-Saint-François
8	Beauce-Sartigan	63	L'Île-d'Orléans
9	Beauharnois-Salaberry	64	L'Islet
10	Bécancour	65	L'Or-Blanc
11	Bellechasse	66	Lotbinière
12	Bonaventure	67	Manicouagan
13	Brome-Missisquoi	68	Maria-Chapdelaine
14	Caniapiscau	69	Maskinongé
15	Champlain	70	Matane
16	Charlevoix	71	Matawinie
17	Charlevoix-Est	72	Mékinac
18	Coaticook	73	Memphrémagog
19	D'Autray	74	Minganie
20	Denis-Riverin	75	Montcalm
21	Desjardins	76	Montmagny
22	Deux-Montagnes	77	Nicolet-Yamaska
23	Drummond	78	Pabok
24	Francheville	79	Papineau
25	Joliette	80	Pontiac
26	Kamouraska	81	Portneuf
27	La Côte-de-Beaupré	82	Rimouski-Neigette
28	La Côte-de-Gaspé	83	Rivière-du-Loup
29	Lac-Saint-Jean-Est	84	Robert-Cliche
30	La Haute-Côte-Nord	85	Roussillon
31	La Haute-Yamaska	86	Rouville
32	La Jacques-Cartier	87	Rouyn-Noranda
33	Lajemmerais	88	Sept-Rivières
34	La Matapédia	89	Sherbrooke
35	L'Amiante	90	Témiscamingue
36	La Mitis	91	Témiscouata
37	La Nouvelle-Beauce	92	Thérèse-De-Blainville
38	La Rivière-du-Nord	93	Vallée-de-l'Or
39	L'Assomption	94	Vaudreuil-Soulanges
40	Laval		
41	La Vallée-de-la-Gatineau		
42	La Vallée-du-Richelieu		
43	Le Bas-Richelieu		
44	Le Centre-de-la-Mauricie		
45	Le Domaine-du-Roy		
46	Le Fjord-du-Saguenay		
47	Le Granit		
48	Le Haut-Richelieu		
49	Le Haut-Saint-François		
50	Le Haut-Saint-Laurent		
51	Le Haut-Saint-Maurice		
52	L'Érable		
53	Les Basques		
54	Les Chutes-de-la-Chaudière		
55	Les Etchemins		

Tableau 13

Répartition des municipalités selon le statut, Québec, 1982 et 1983

Statut	1982		1983	
	Municipalités	Population	Municipalités	Population
	n			
Cités (C)	4	65 600	2	46 300
Villes (V)	256	4 808 167	255	4 870 038
Villages cris (VC)	8	—	8	—
Villages (VI)	223	242 252	217	244 213
Villages nordiques (VN)	12	4 112	12	4 219
Paroisses (P)	458	628 308	444	625 045
Cantons (Ct)	121	131 930	118	131 810
Cantons unis (CU)	12	13 200	12	13 320
Sans désignation (SD)	435	522 903	444	545 206
Réserves indiennes (RI)	39	29 291	40	30 275
Territoires non organisés (NO)	71	6 771	65	5 686
Total	**1 639**	**6 452 534**	**1 617**	**6 516 112**

Source: Ministère des Affaires municipales. *Répertoire des municipalités du Québec*, éditions 1984 et 1985.

Tableau 14

Population et superficie des municipalités régionales de comté, Québec, 1er avril 1984

	Nom de la MRC	Code géographique	Région administrative	Date d'entrée en vigueur	Superficie	Population	Population urbaine
					km²		%
1	Abitibi	850	08	83-01-01	8 699.88	24 879	39.0
2	Abitibi-Ouest	890	08	82-01-01	3 688.96	24 940	45.5
3	Acton	650	06	82-01-01	826.87	18 835	23.5
4	Antoine-Labelle	750	07	83-01-01	20 835.00	31 084	27.1
5	Argenteuil	686	06	83-01-01	1 259.51	26 940	44.5
6	Arthabaska	410	04	82-01-01	1 903.13	57 190	55.9
7	Avignon	110	01	81-03-18	3 461.06	14 103	19.4
8	Beauce-Sartigan	340	03	82-01-01	1 941.62	40 340	42.4
9	Beauharnois-Salaberry	625	06	82-01-01	461.01	58 560	65.3
10	Bécancour	425	04	82-01-01	1 134.76	19 360	53.7
11	Bellechasse	360	03	82-01-01	1 637.15	30 260	0.0
12	Bonaventure	120	01	81-04-08	4 616.74	22 341	19.1
13	Brome-Missisquoi	600	06	83-01-01	1 551.28	44 870	68.3
14	Caniapiscau	990	09	82-01-01	81 814.64	9 901	100.0
15	Champlain	634	06	83-01-01	162.70	284 000	100.0
16	Charlevoix	395	03	82-01-01	3 798.72	13 980	28.0
17	Charlevoix-Est	398	03	82-01-01	2 374.98	18 322	42.4
18	Coaticook	530	05	82-01-01	1 162.10	15 150	40.9
19	D'Autray	678	06	82-01-01	1 183.54	32 260	9.7
20	Denis-Riverin	150	01	81-03-18	5 126.81	15 910	60.7
21	Desjardins	365	03	82-01-01	300.36	45 560	81.9
22	Deux-Montagnes	671	06	83-01-01	240.30	56 880	83.7
23	Drummond	415	04	82-01-01	1 625.02	74 550	49.6
24	Francheville	435	04	82-01-01	1 124.13	129 600	75.7
25	Joliette	680	06	82-01-01	321.57	43 390	38.7
26	Kamouraska	320	03	82-01-01	2 057.79	24 560	30.2
27	La Côte-de-Beaupré	390	03	82-01-01	4 974.01	20 591	46.7
28	La Côte-de-Gaspé	140	01	82-01-01	3 904.66	24 201	86.2
29	Lac-Saint-Jean-Est	230	02	82-01-01	2 708.81	53 381	59.5
30	La Haute-Côte-Nord	940	09	82-01-01	12 508.89	14 860	28.5
31	La Haute-Yamaska	645	06	82-03-03	749.68	62 280	73.7

Tableau 14 (suite)

Population et superficie des municipalités régionales de comté, Québec, 1er avril 1984

	Nom de la MRC	Code géographique	Région administrative	Date d'entrée en vigueur	Superficie	Population	Population urbaine
					km²		%
32	La Jacques Cartier	380	03	81-04-01	3 310.09	20 002	4.9
33	Lajemmerais	665	06	82-01-01	415.86	68 550	78.2
34	La Matapedia	170	01	82-01-01	5 362.41	22 157	29.5
35	L'Amiante	345	03	82-01-01	1 905.76	50 762	55.1
36	La Mitis	180	01	82-01-01	2 326.02	22 074	28.5
37	La Nouvelle-Beauce	355	03	82-01-01	792.82	22 720	40.5
38	La Riviere-du-Nord	684	06	83-01-01	452.99	59 060	52.8
39	L'Assomption	676	06	83-01-01	253.17	66 670	85.2
40	Laval	670	06	80-06-01	245.40	270 900	100.0
41	La Vallée-de-la-Gatineau	730	07	83-01-01	8 237.65	18 795	28.2
42	La Vallee-du-Richelieu	635	06	82-01-01	549.01	91 610	87.1
43	Le Bas-Richelieu	660	06	82-01-01	593.35	55 170	66.3
44	Le Centre-de-la-Mauricie	440	04	82-09-15	1 282.29	67 410	72.8
45	Le Domaine-du-Roy	240	02	83-01-01	19 021.89	32 127	64.8
46	Le Fjord-du-Saguenay	210	02	83-01-01	44 067.22	171 060	82.5
47	Le Granit	510	05	82-05-26	2 729.53	21 210	28.3
48	Le Haut-Richelieu	610	06	82-01-01	932.00	80 260	66.4
49	Le Haut-Saint-François	520	05	82-01-01	2 359.73	21 310	29.0
50	Le Haut-Saint-Laurent	620	06	82-01-01	1 148.00	21 540	14.0
51	Le Haut-Saint-Maurice	480	04	82-01-01	29 642.63	15 526	78.4
52	L'Erable	405	04	82-01-01	1 291.01	26 350	43.4
53	Les Basques	310	03	81-04-01	1 130.04	11 880	37.2
54	Les Chutes-de-la-Chaudiere	370	03	82-01-01	418.70	50 470	70.1
55	Les Etchemins	335	03	82-01-01	1 810.77	20 080	13.7
56	Les Iles-de-la-Madeleine	100	01	81-04-01	202.12	14 280	0.0
57	Les Jardins-de-Napierville	615	06	82-01-01	796.96	20 210	25.2
58	Les Laurentides	689	06	83-01-01	2 303.72	29 066	19.8
59	Les Maskoutains	655	06	82-01-01	1 043.12	66 970	57.3
60	Les Moulins	674	06	82-01-01	263.58	61 200	67.5
61	Les Pays-d'en-Haut	687	06	83-01-01	738.91	19 453	24.9
62	Le Val-Saint-François	570	05	82-05-26	1 397.09	33 175	58.0
63	L'Île-d'Orleans	385	03	82-01-01	191.78	6 490	0.0
64	L'Islet	325	03	82-01-01	2 043.64	22 000	15.5
65	L'Or-Blanc	580	05	82-01-01	772.35	17 790	55.0
66	Lotbiniere	375	03	82-01-01	1 646.97	26 150	0.0
67	Manicouagan	930	09	81-04-01	39 444.26	35 265	76.0
68	Maria-Chapdelaine	260	02	83-01-01	37 781.26	29 331	67.6
69	Maskinonge	450	04	82-01-01	1 952.43	24 078	16.4
70	Matane	160	01	82-01-01	3 373.54	25 640	53.4
71	Matawinie	690	06	82-01-01	10 409.10	27 559	0.0
72	Mekinac	470	04	82-01-01	5 610.77	14 254	21.1
73	Memphremagog	540	05	82-01-01	1 281.03	33 366	44.4
74	Minganie	910	09	82-01-01	127 803.19	6 360	0.0
75	Montcalm	682	06	82-01-01	721.85	27 570	7.1
76	Montmagny	330	03	82-01-01	1 709.94	25 661	48.3
77	Nicolet-Yamaska	420	04	82-01-01	1 003.76	23 800	20.5
78	Pabok	130	01	81-04-01	3 094.35	22 960	57.1
79	Papineau	710	07	83-01-01	2 946.13	18 340	14.9
80	Pontiac	740	07	83-01-01	12 044.74	15 580	0.0
81	Portneuf	378	03	82-01-01	4 095.71	41 701	25.8
82	Rimouski-Neigette	190	01	82-05-26	2 712.44	49 492	59.2
83	Rivière-du-Loup	315	03	82-01-01	1 274.98	31 312	43.2
84	Robert-Cliche	350	03	82-01-01	818.49	16 990	39.9
85	Roussillon	632	06	82-01-01	371.50	93 500	92.5

Tableau 14 (suite)

Population et superficie des municipalités régionales de comté, Québec, 1er avril 1984

Nom de la MRC		Code géographique	Région administrative	Date d'entrée en vigueur	Superficie	Population	Population urbaine
					km²		%
86	Rouville	640	06	82-01-01	544.06	28 330	34.2
87	Rouyn-Noranda	820	08	81-04-01	6 236.37	38 351	69.6
88	Sept-Rivières	920	09	81-03-18	32 052.98	39 179	95.0
89	Sherbrooke	560	05	82-01-01	420.75	114 610	79.0
90	Témiscamingue	810	08	81-04-15	18 638.84	17 160	31.7
91	Témiscouata	300	03	82-01-01	4 070.45	25 210	50.8
92	Thérèse-De-Blainville	673	06	82-05-26	202.54	76 200	89.8
93	Vallée-de-l'Or	830	08	81-04-08	36 914.90	38 953	80.1
94	Vaudreuil-Soulanges	628	06	82-04-14	851.90	66 870	53.4

Source: Minitère des Affaires municipales. *Revue Municipalité*, mai 1984.

Tableau 15

Emploi et rémunération dans l'administration générale, par région métropolitaine de recensement, Canada, septembre 1981-1983

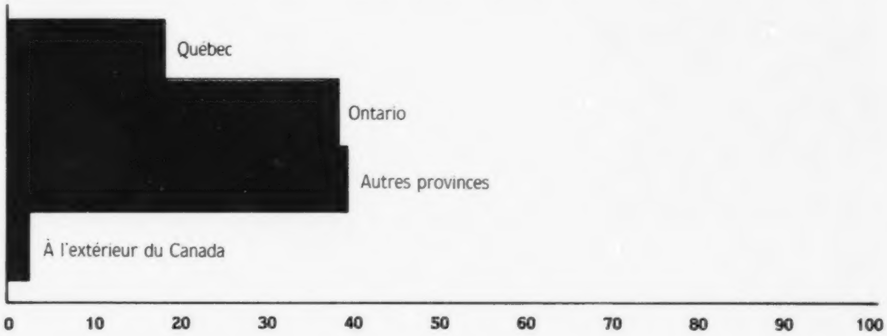
Région métropolitaine	Emploi[1]			Rémunération[2]		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	n			'000 $		
St. John's	3 914	3 946	3 987	6 163	7 056	7 796
Halifax	12 729	12 601	12 604	20 293	22 709	24 743
St. John	1 545	1 496	1 561	2 453	2 693	3 008
Chicoutimi-Jonquière	474	542	897	715	928	1 513
Québec	8 890	8 562	9 358	14 183	15 414	17 845
Trois-Rivières	. .	486	588	. .	850	1 089
Montréal	31 664	30 471	30 418	51 192	55 936	60 506
Ottawa-Hull	93 698	95 984	96 047	170 579	198 027	218 928
Oshawa	433	431	484	683	771	921
Toronto	31 801	31 773	30 889	53 368	60 306	63 588
Hamilton	3 523	3 453	3 408	5 865	6 498	6 960
St. Catharines-Niagara	1 442	1 511	1 493	2 267	2 569	2 833
Kitchener	1 551	1 523	1 535	2 463	2 744	2 958
London	2 914	2 926	3 016	4 534	5 162	5 785
Windsor	1 737	1 767	1 744	2 693	3 039	3 271
Sudbury	1 007	1 469	1 769	1 562	2 387	2 984
Thunder Bay	1 225	1 216	1 293	1 988	2 231	2 510
Winnipeg	10 669	10 367	10 025	16 829	18 794	19 875
Régina	3 404	3 513	2 962	6 177	7 065	6 296
Saskatoon	2 357	2 365	2 371	4 162	4 644	5 031
Edmonton	8 044	8 176	8 611	13 361	15 308	17 299
Calgary	5 041	5 072	5 220	8 309	9 294	10 257
Vancouver	16 556	16 243	16 539	28 064	31 089	34 287
Victoria	6 359	6 186	6 230	10 719	11 541	12 720
Total	**250 977**	**252 079**	**253 049**	**428 622**	**487 055**	**533 003**

1. Ces chiffres n'incluent pas les membres des forces armées canadiennes.
2. Ces sommes n'incluent pas le solde et les indemnités des militaires. Le paiement d'heures supplémentaires et des rappels sont exclus.

Source: Statistique Canada. *L'emploi dans l'administration fédérale — régions métropolitaines* (72-205).

Figure 3

Répartition des emplois de l'administration générale fédérale dans l'ensemble canadien, 1er trimestre 1983



Source: Statistique Canada. *L'emploi dans l'administration fédérale* (72-004).

Tableau 16

Emploi et rémunération dans l'administration générale fédérale, par province, 1er trimestre, 1981-1983

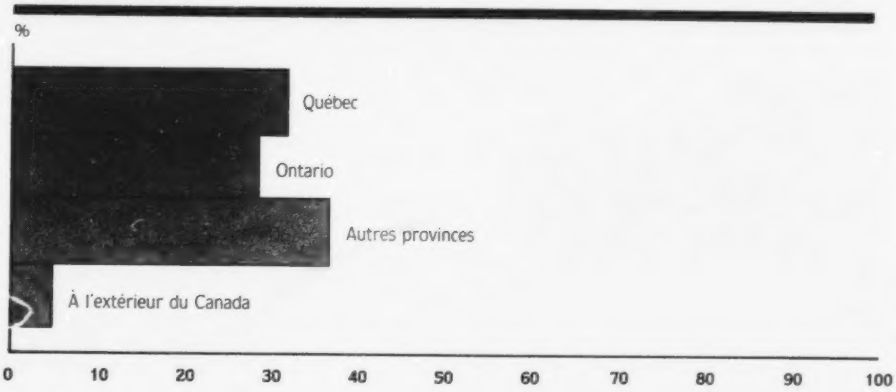
Province	**Emploi**[1]			**Rémunération**[2]		
	1981	**1982**	**1983**	**1981**	**1982**	**1983**
	n			'000 $		
Terre-Neuve et Labrador	8 751	9 937	10 108	41 541	52 678	53 427
Île-du-Prince-Édouard	2 708	2 925	3 026	13 241	16 650	17 476
Nouvelle-Écosse	36 025	36 141	35 019	168 695	199 128	200 672
Nouveau-Brunswick	14 455	14 536	14 632	68 751	79 851	81 815
Québec	**82 755**	**83 420**	**84 166**	**415 932**	**485 509**	**482 338**
Ontario	168 102	172 099	173 378	890 778	1 047 137	1 059 476
Manitoba	20 710	20 561	20 865	97 953	113 906	116 049
Saskatchewan	13 145	13 266	12 848	65 127	75 731	73 927
Alberta	28 518	29 336	30 065	137 991	163 678	170 813
Colombie-Britannique	42 310	42 789	43 593	211 440	247 058	255 869
Yukon	1 281	1 307	1 302	6 455	7 726	7 635
Territoires du Nord-Ouest	2 488	2 609	2 558	12 182	14 523	14 612
À l'extérieur du Canada	11 793	12 139	13 768	60 419	74 844	85 792
Total	**433 041**	**441 065**	**445 348**	**2 190 505**	**2 578 419**	**2 619 902**

1. Comprend les membres des Forces armées canadiennes et leur solde et les indemnités des militaires.
2. La rémunération ne comprend que la rémunération de base.
3. Les parties composantes peuvent ne pas être égales au total à cause de l'arrondissement.

Source: Statistique Canada. *L'emploi dans l'administration fédérale* (72-004).

Figure 4

Répartition des emplois des entreprises publiques fédérales dans l'ensemble canadien, 1er trimestre 1983



Source: Statistique Canada. *L'emploi dans l'administration federale* (72-004).

Tableau 17

Emploi et rémunération dans les entreprises publiques fédérales, par province, 1er trimestre, 1981-1983

Province	Emploi			Rémunération[1]		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	n			'000 $		
Terre-Neuve et Labrador	4 378	4 233	3 988	26 373	28 272	25 898
Île-du-Prince-Édouard	893	828	824	4 921	5 296	4 814
Nouvelle-Écosse	4 660	4 352	3 899	26 399	27 938	26 289
Nouveau-Brunswick	7 295	6 648	6 121	43 959	45 433	39 408
Québec	**43 288**	**44 032**	**41 086**	**266 054**	**308 021**	**299 788**
Ontario	40 549	39 831	38 096	233 699	276 693	271 855
Manitoba	13 062	12 583	11 694	78 871	87 138	78 774
Saskatchewan	4 419	3 862	3 285	28 232	28 232	22 773
Alberta	11 318	11 604	10 460	70 474	81 559	71 535
Colombie Britannique	8 275	7 861	7 965	52 664	56 625	58 485
Yukon	494	474	441	3 009	3 196	2 896
Territoires du Nord-Ouest	566	549	542	3 086	3 623	4 048
À l'extérieur du Canada	7 278	7 233	6 031	46 065	51 639	45 947
Total	**146 475**	**144 090**	**134 432**	**883 806**	**1 003 665**	**952 510**

1. Il s'agit ici de rémunération brute.

Source: Statistique Canada. *L'emploi dans l'administration fédérale* (72-04).

Tableau 18

Emploi et rémunération des administrations locales dans les régions métropolitaines et dans les agglomérations urbaines,
Canada, 4e trimestre 1983

	Municipalités	Emploi	Rémunération brute
	n		'000 $
Régions métropolitaines	333	194 071	1 189 610
Toronto	24	51 761	292 780
Montréal	96	35 203	248 628
Vancouver	22	16 950	95 788
Ottawa-Hull	20	10 919	61 318
Edmonton	10	10 932	72 177
Calgary	1	8 981	66 579
Winnipeg	6	7 482	57 215
Québec	41	6 286	36 158
Hamilton	9	7 259	38 680
St. Catherines-Niagara	9	4 411	25 418
Kitchener	6	4 503	24 149
London	8	2 808	16 447
Halifax	5	3 103	15 906
Windsor	10	2 598	16 221
Victoria	8	2 888	17 764
Regina	2	2 772	18 734
St. John's	16	730	4 745
Oshawa	3	3 435	18 572
Saskatoon	1	2 828	16 591
Sudbury	6	2 714	14 203
Chicoutimi-Jonquiere	8	952	6 067
Thunder Bay	6	2 469	11 199
Saint-John	10	1 139	8 188
Trois-Rivieres	6	948	6 083
Agglomérations urbaines	90	14 260	80 678
Sherbrooke	9	1 151	7 637
Kingston	11	1 313	5 590
Sydney	5	779	4 585
Brantford	3	975	4 866
Sault Sainte-Marie	4	1 116	6 362
Peterborough	8	975	5 497
Sarnia	4	966	4 812
Moncton	7	766	4 503
Guelph	3	816	4 082
Prince George	1	573	4 442
Kamloops	1	543	4 236
Shawinigan	11	614	3 000
Kelowna	2	421	3 373
Barrie	3	556	3 185
Saint-Jean-sur-Richelieu	6	366	2 399
North Bay	3	820	3 816
Drummondville	6	343	2 000
Cornwall	2	612	3 268
Frédéricton	1	555	3 025

Source: Statistique Canada. *L'emploi dans les administrations locales* (72-009).

Tableau 19

Emploi et rémunération dans les administrations publiques générales provinciales, Canada, 1980-1983

Province	Emploi[1]				Rémunération[2]			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
	n				'000 $			
Terre-Neuve	13 473	13 594	14 325	14 284	224 186	252 616	287 638	293 976
Île-du-Prince-Édouard	4 237	4 103	4 186	4 181	64 150	71 514	79 329	84 697
Nouvelle-Écosse	20 987	22 273	21 344	21 874	264 682	313 683	367 088	403 551
Nouveau-Brunswick	24 733	24 401	26 288	26 778	425 672	432 395	503 995	608 910
Québec	98 892	91 334	89 995	91 559	2 123 728	2 181 884	2 437 407	2 463 538
Ontario	109 200	108 269	109 874	110 542	1 976 820	2 103 029	2 417 861	2 691 489
Manitoba	13 968	14 371	14 868	14 498	255 925	297 144	325 100	366 063
Saskatchewan	17 030	16 894	15 959	15 760	327 918	372 470	429 579	442 001
Alberta	52 067	56 248	63 447	62 095	900 051	1 109 878	1 266 057	1 557 528
Colombie-Britannique	41 256	42 556	43 458	40 684	820 202	916 265	1 007 917	230 588
Yukon	2 007	2 046	2 014	1 902	32 007	39 657	48 077	54 245
Territoires du Nord-Ouest	3 175	3 306	3 544	3 475	76 370	87 541	110 761	129 381
Total	**401 025**	**399 395**	**409 302**	**407 632**	**7 491 711**	**8 178 076**	**9 280 809**	**9 325 967**

1. Comprend les employés à traitement, à salaire, à plein temps et autres.
2. Il s'agit ici de rémunération brute versée de janvier à décembre.

Source: Statistique Canada. *L'emploi dans les administrations provinciales* (72-007).

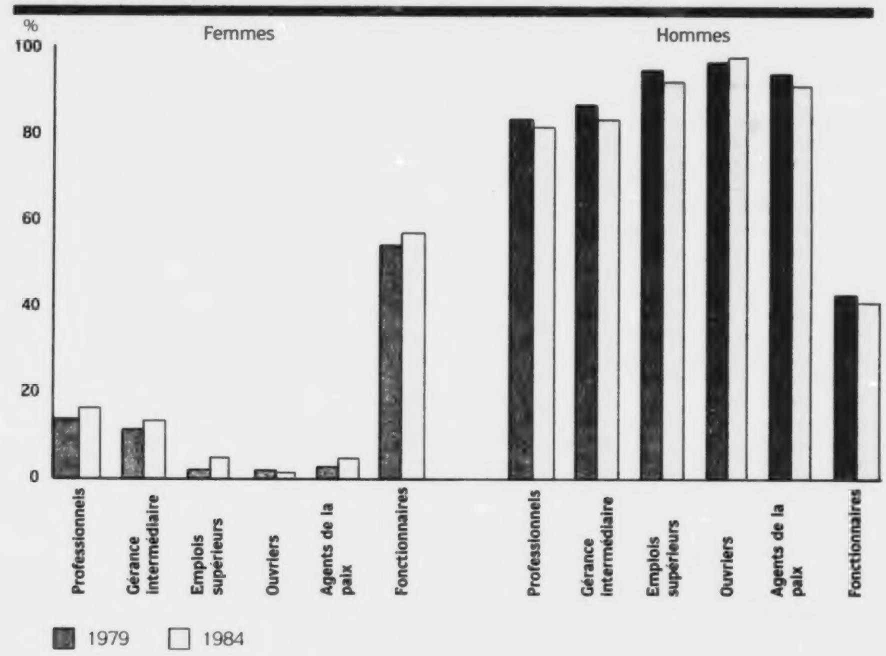
Tableau 20

Effectif[1] et salaire moyen annuel par ministère et organisme, Québec, 1981-82 à 1983-84

	1981-82				1982-83			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	n	$	n	$	n	$	n	$
Ministères[2]	43 168	23 836	20 973	16 703	44 328	27 279	21 643	19 171
Affaires culturelles	523	27 731	548	20 175	523	32 271	590	22 484
Commerce extérieur	—	—	—	—	—	—	—	—
Affaires intergouvernementales	287	33 064	237	17 936	258	38 299	240	20 678
Affaires municipales	433	29 903	269	17 543	419	33 827	273	20 052
Affaires sociales	1 861	26 531	1 830	17 477	776	34 938	742	21 228
Habitation et Protection du consommateur	—	—	—	—	11	31 383	20	20 812
Travail	—	—	—	—	—	—	—	—
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3 178	22 012	1 152	15 540	2 711	26 326	1 056	17 890
Régie des assurances agricoles	58	29 504	32	15 160	61	32 406	44	17 283
Office du crédit agricole	227	25 396	120	15 559	219	29 904	121	18 640
Loisir, Chasse et Pêche	2 124	21 681	476	15 884	2 956	22 638	830	17 284
Régie des services publics	28	38 072	32	15 984	32	41 000	30	18 012
Conseil exécutif	247	32 783	322	18 774	369	35 455	387	20 189
Communications	755	24 238	580	17 164	743	27 623	580	19 582
Conseil du trésor	122	33 913	84	19 738	120	38 634	96	22 447

Figure 5

Évolution de l'effectif[1] dans la fonction publique, par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1979 et 1984



1. En 1984, les données incluent les organismes dont le service de paie est décentralisé.

Source: Office des ressources humaines. *Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec*, vol. 6, 1984.

	1983-84			
	Hommes		Femmes	
	n	$	n	$
Ministères	43 848	28 784	21 666	20 658
Affaires culturelles	496	34 165	520	24 729
Commerce extérieur	97	39 142	74	22 419
Affaires intergouvernementales	248	38 870	234	22 836
Affaires municipales	405	34 938	247	21 852
Affaires sociales	717	36 387	666	22 842
Habitation et Protection du consommateur	586	29 849	245	19 725
Travail	169	38 837	158	21 136
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 559	27 822	1 026	19 446
Régie des assurances agricoles	60	32 581	43	18 653
Office du crédit agricole	215	31 202	115	20 034
Loisir, Chasse et Pêche	3 051	24 100	919	19 167
Régie des services publics	32	41 740	32	19 070
Conseil exécutif	267	39 411	293	22 111
Communications	692	28 922	575	20 822
Conseil du trésor	114	41 365	102	23 624

Tableau 20 (suite)

Effectif[1] et salaire moyen annuel par ministère et organisme, Québec, 1981-82 à 1983-84

	1981-82				1982-83			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	n	$	n	$	n	$	n	$
Finances	666	25 879	534	15 996	636	29 506	527	18 386
Commission d'appel de francisation des entreprises	1	28 500	2	24 996	1	28 500	2	28 504
Commission administrative du régime de retraite	155	26 030	263	16 018	153	29 757	248	18 724
Industrie, Commerce et Tourisme	965	29 819	581	16 868	832	34 743	486	18 586
Communautés culturelles et Immigration	245	28 410	302	20 813	212	33 604	246	23 597
Institutions financières et Coopératives	273	29 468	278	16 111	228	33 641	230	18 450
Commission de protection du territoire agricole	—	—	—	—	74	30 538	82	19 877
Office de la protection du consommateur	89	26 700	127	18 097	110	30 788	137	21 249
Education	1 367	30 074	1 119	17 513	1 380	34 021	1 143	20 546
Office des professions du Québec	19	34 324	26	17 756	18	37 315	30	21 512
Régie des entreprises de la construction du Québec	..	..	—	—	57	30 411	69	17 372
Inspecteur général des institutions financières	—	—	—	—	—	—	—	—
Assemblée nationale	709	24 456	518	16 293	723	27 781	594	18 205
Bureau du vérificateur général du Québec	—	—	—	—	—	—	—	—
Environnement	923	24 712	395	16 288	996	27 998	430	18 451
Régie des grains	—	—	—	—	—	—	—	—
Sûreté du Québec	5 044	24 209	640	14 940	4 961	30 854	623	17 560
Justice	4 688	24 911	3 372	17 149	4 580	28 391	3 359	19 863
Commission des valeurs mobilières du Québec	—	—	—	—	40	35 041	39	18 327
Commission de l'accès à l'information	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonction publique	252	33 472	168	19 828	243	38 957	185	23 217
Commission de la fonction publique	28	35 338	17	20 465	24	41 500	20	22 808
Office des services de garde à l'enfance	4	30 978	22	22 232	9	34 216	26	25 972
Revenu	2 321	23 597	1 954	15 730	2 308	27 078	1 983	18 218
Office du recrutement	98	29 459	157	17 461	86	34 632	160	20 770
Régie du logement	154	23 477	236	15 782	174	27 038	267	19 868
Commission de la représentation électorale	37	20 937	31	17 908	35	24 799	32	20 689
Office des personnes handicapées du Québec	23	28 611	35	20 097	27	30 552	37	23 239
Financement des partis politiques	14	32 580	21	19 617	16	35 029	20	22 171
Curatelle publique du Québec	—	—	—	—	—	—	—	—
Energie et Ressources	2 395	23 195	787	15 561	2 784	25 462	926	17 488
Financement forestier O.C.A.Q.	22	29 222	2	16 108	22	34 561	2	18 373
Directeur général des élections	71	21 788	97	15 910	65	25 521	69	19 039
Office de planification et de développement du Québec	147	31 611	103	17 253	156	35 445	111	20 182
Conseil du statut de la femme	2	18 595	67	23 585	2	21 731	72	26 551
Commission de surveillance de la langue française	16	33 821	21	17 465	16	36 908	18	21 190
Conseil de la langue française	17	35 801	21	20 059	17	42 539	22	23 111
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1 528	25 333	1 110	15 299	2 601	27 638	2 204	18 495
Office de la langue française	203	29 041	275	19 155	207	32 902	255	22 520
Société d'habitation du Québec	269	28 798	148	16 519	259	34 142	143	19 015
Travaux publics et Approvisionnements	2 173	20 748	517	14 828	2 105	23 871	505	17 301
Commission des transports	121	27 385	185	15 759	127	31 095	186	18 537
Transports	7 870	19 704	1 082	15 606	8 437	22 128	1 066	17 711
Office des autoroutes du Québec	416	17 275	78	14 986	409	19 187	80	17 193
Organismes[3]	**3 425**	**25 118**	**3 603**	**17 050**	**3 830**	**27 218**	**3 890**	**18 675**
Régie des rentes	393	25 764	334	17 273	412	27 475	340	18 175
Régie de l'assurance-maladie	454	28 439	901	17 623	466	29 044	934	18 336
Régie de l'assurance-automobile	931	21 934	1 204	16 619	1 043	24 739	1 334	18 766
Commission des normes du travail	246	23 055	160	16 026	286	25 599	162	17 926
Commission de la santé et de la sécurité au travail	1 401	26 338	1 004	17 142	1 623	26 506	1 120	19 109

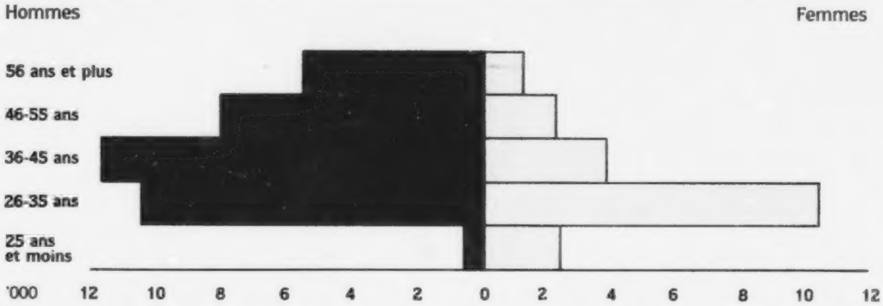
1. Dans l'effectif sont inclus les employés réguliers et occasionnels.
2. L'absence de données de certains ministères dans l'une des tranches chronologiques s'explique par les modifications à la composition du cabinet.
3. Organismes dont le service de paie est décentralisé.

Source: Office des ressources humaines du Québec. Banque de données.

	1983-84			
	Hommes		Femmes	
	n	$	n	$
Finances	749	31 214	548	20 152
Commission d'appel de francisation des entreprises	1	28 500	2	29 491
Commission administrative du régime de retraite	155	30 728	248	20 040
Industrie, Commerce et Tourisme	731	35 660	434	20 710
Communautés culturelles et Immigration	206	34 510	255	25 030
Institutions financières et Coopératives	—	—	—	—
Commission de protection du territoire agricole	57	34 287	72	21 863
Office de la protection du consommateur	101	32 984	135	22 120
Éducation	1 357	34 785	1 109	21 930
Office des professions du Québec	18	38 087	30	23 394
Régie des entreprises de la construction du Québec	59	31 327	74	19 112
Inspecteur général des institutions financières	195	33 862	206	19 916
Assemblée nationale	561	28 333	581	19 510
Bureau du vérificateur général du Québec	125	36 953	39	24 040
Environnement	991	29 862	406	20 348
Régie des grains	22	29 744	5	20 822
Sûreté du Québec	4 914	34 145	616	19 209
Justice	4 507	29 601	3 264	21 458
Commission des valeurs mobilières du Québec	54	35 115	36	20 464
Commission de l'accès à l'information	3	53 765	6	34 934
Fonction publique	229	39 512	181	24 184
Commission de la fonction publique	25	41 866	16	22 654
Office des services de garde à l'enfance	14	31 936	30	27 530
Revenu	2 320	28 095	2 074	19 752
Office du recrutement	70	37 069	120	22 320
Régie du logement	142	29 480	223	20 452
Commission de la représentation électorale	—	—	—	—
Office des personnes handicapées du Québec	47	28 309	53	23 347
Financement des partis politiques	—	—	—	—
Curatelle publique du Québec	45	28 648	91	19 874
Énergie et Ressources	2 772	26 676	897	18 857
Financement forestier O.C.A.Q.	22	35 654	2	19 797
Directeur général des élections	88	29 444	28	22 351
Office de planification et de développement du Québec	142	36 422	91	21 150
Conseil du statut de la femme	2	23 456	81	26 608
Commission de surveillance de la langue française	16	38 109	19	22 929
Conseil de la langue française	15	42 632	20	24 338
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1 991	26 897	2 170	19 649
Office de la langue française	198	33 581	256	23 733
Société d'habitation du Québec	273	34 398	162	19 972
Travaux publics et Approvisionnements	1 959	25 187	455	18 996
Commission des transports	115	33 017	182	20 120
Transports	**8 849**	**23 599**	**1 140**	**19 188**
Office des autoroutes du Québec	—	—	—	—
Organismes[3]	**3 863**	**28 268**	**3 825**	**19 983**
Régie des rentes	423	28 864	341	19 803
Régie de l'assurance-maladie	470	29 972	902	19 918
Régie de l'assurance-automobile	1 046	25 258	1 240	19 391
Commission des normes du travail	273	27 022	175	19 049
Commission de la santé et de la sécurité au travail	1 651	29 744	1 167	20 855

Figure 6

Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, par groupe d'âge et par sexe, Québec, mars 1984



Source: Office des ressources humaines. *Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec*, vol. 6, 1984.

Tableau 21

Répartition de l'effectif de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, le sexe et la région administrative, Québec, 31 mars 1984

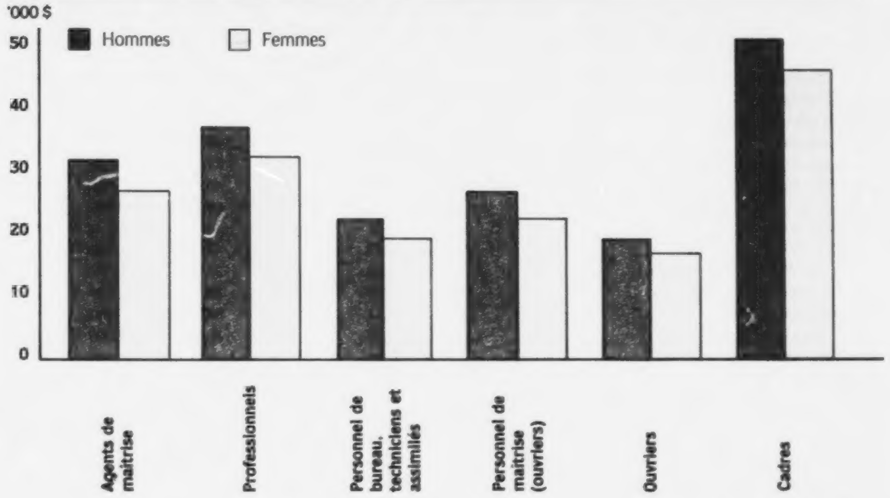
Catégorie d'emploi	Sexe	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Ind	Québec
							n						
Personnel Hors-cadre	H	—	—	207	—	1	79	1	—	—	—	9	297
	F	—	—	23	1	—	16	—	—	—	—	1	41
Cadres supérieurs	H	36	21	1 545	36	23	428	22	19	12	—	152	2 294
	F	1	—	72	2	—	22	2	—	—	—	12	111
Personnel de maîtrise	H	118	85	754	102	63	704	67	71	56	—	68	2 088
	F	9	8	130	7	6	121	2	10	2	—	4	299
Professionnels	H	156	123	5 141	246	111	2 020	108	87	63	—	652	8 707
	F	14	15	974	21	12	539	24	13	5	—	155	1 772
Personnel de bureau	H	448	332	5 454	534	287	2 969	242	243	132	—	418	11 059
	F	367	306	7 100	428	234	4 619	301	248	174	—	754	14 531
Agents de la paix	H	134	103	742	74	53	998	93	83	76	—	87	2 443
	F	—	—	20	—	1	87	—	—	—	—	—	108
Ouvriers	H	345	257	1 781	348	223	1 757	262	230	117	—	123	5 443
	F	2	—	52	1	6	19	5	5	—	—	—	90
Autres	H	7	7	35	12	6	89	7	7	5	—	—	175
	F	—	—	5	—	1	21	3	1	—	—	—	31
Ensemble de l'effectif	**H**	**1 244**	**928**	**15 659**	**1 352**	**767**	**9 044**	**802**	**740**	**461**	**—**	**1 509**	**32 506**
	F	**393**	**329**	**8 376**	**460**	**260**	**5 444**	**337**	**277**	**181**	**—**	**926**	**16 983**
	Total	**1 637**	**1 257**	**24 035**	**1 812**	**1 027**	**14 488**	**1 139**	**1 017**	**642**	**—**	**2 435**	**49 489**

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Nord-Ouest; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec; Ind. région indéterminée.

Source: Office des ressources humaines. *Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec*, vol. 6 1984.

Figure 7

Salaire moyen dans la fonction publique, par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1983-84



Source: Office des ressources humaines. *Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec*, vol. 6, 1984.

Tableau 22

Répartition de l'effectif régulier par ministère et par sexe, Québec, 28 mars 1984

Ministère et organisme	Hommes		Femmes		Total	
	n	%	n	%	n	%
Affaires culturelles	462	51,97	427	48,03	889	100,0
Commerce extérieur	122	60,70	79	39,30	201	100,0
Affaires intergouvernementales	214	51,57	201	48,43	415	100,0
Affaires municipales	352	63,77	200	36,23	552	100,0
Affaires sociales	654	53,39	571	46,61	1 225	100,0
Habitation et Protection du consommateur	563	72,37	215	27,63	778	100,0
Régie des rentes	392	56,48	302	43,52	694	100,0
Régie de l'assurance-maladie	434	33,85	848	66,15	1 282	100,0
Science et Technologie	28	59,57	19	40,43	47	100,0
Travail	159	52,13	146	47,87	305	100,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 024	73,81	718	26,19	2 742	100,0
Régie des assurances agricoles	56	61,54	35	38,46	91	100,0
Office du crédit agricole	191	65,64	100	34,36	291	100,0
Loisir, Chasse et Pêche	1 775	79,35	462	20,65	2 237	100,0
Régie des services publics	29	50,88	28	49,12	57	100,0
Conseil exécutif	180	49,59	183	50,41	363	100,0
Communications	629	56,67	481	43,33	1 110	100,0
Conseil du trésor	106	59,89	71	40,11	177	100,0
Finances	728	59,72	491	40,28	1 219	100,0
Commission d'appel de francisation des entreprises	1	33,33	2	66,67	3	100,0
Commission administrative du régime de retraite	150	39,06	234	60,94	384	100,0
Industrie, Commerce et Tourisme	677	65,28	360	34,72	1 037	100,0
Communautés culturelles et Immigration	191	46,25	222	53,75	413	100,0
Régie de l'assurance-automobile	855	48,47	909	51,53	1 764	100,0
Commission de protection du territoire agricole	45	50,56	44	49,44	89	100,0
Office de la protection du consommateur	96	46,83	109	53,17	205	100,0
Éducation	1 200	57,42	890	42,58	2 090	100,0
Office des professions du Québec	20	45,45	24	54,55	44	100,0
Régie des entreprises de la construction	54	51,92	50	48,08	104	100,0
Inspecteur général des institutions financières	212	53,13	187	46,87	399	100,0
Assemblée nationale	461	58,06	333	41,94	794	100,0
Bureau du vérificateur général	127	77,91	36	22,09	163	100,0
Environnement	814	74,54	278	25,46	1 092	100,0
Régie des grains	23	85,19	4	14,81	27	100,0
Sûreté du Québec	407	43,07	538	56,93	945	100,0
Justice	4 271	59,58	2 897	40,42	7 168	100,0
Commission des valeurs mobilières	47	56,63	36	43,37	83	100,0
Commission d'accès à l'information	7	46,67	8	53,33	15	100,0
Fonction publique	204	58,79	143	41,21	347	100,0
Commission de la fonction publique	24	61,54	15	38,46	39	100,0
Office des services de garde à l'enfance	15	38,46	24	61,54	39	100,0
Revenu	2 215	52,97	1 967	47,03	4 182	100,0
Office du recrutement	65	36,52	113	63,48	178	100,0
Régie du logement	123	41,55	173	58,45	296	100,0
Office des personnes handicapées	38	50,00	38	50,00	76	100,0
Curatelle publique	45	34,88	84	65,12	129	100,0
Énergie et ressources	1 932	78,38	533	21,62	2 465	100,0
Financement forestier OCAQ	22	91,67	2	8,33	24	100,0
Directeur général des élections	73	51,77	68	48,23	141	100,0
Office de planification et de développement	97	67,36	47	32,64	144	100,0
Conseil du statut de la femme	2	2,94	66	97,06	68	100,0
Commission de surveillance de la langue française	18	54,55	15	45,45	33	100,0
Conseil de la langue française	14	42,42	19	57,58	33	100,0
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1 593	51,16	1 521	48,84	3 114	100,0
Commission des normes du travail	252	64,45	139	35,55	391	100,0

Tableau 22 (suite)

Répartition de l'effectif régulier par ministère et par sexe, Québec, 28 mars 1984

Ministère et organisme	Hommes		Femmes		Total	
	n	%	n	%	n	%
Commission de la sante et de la securite au travail	1 537	60,27	1 013	39,73	2 550	100,0
Office de la langue française	160	45,20	194	54,80	354	100,0
Societe d'habitation du Quebec	254	66,49	128	33,51	382	100,0
Travaux publics	1 743	82,61	367	17,39	2 110	100,0
Commission des transports	111	39,64	169	60,36	280	100,0
Transports	7 269	88,24	969	11,76	8 238	100,0
Total	36 562	64,02	20 545	35,98	57 107	100,0

Source: Office des ressources humaines, *Presence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Quebec*, vol. 6 1984.

Tableau 23

Répartition des employés par ministère et par région administrative, Québec, 31 mars 1984

Ministère et organisme	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Ind	Québec
						n						
Affaires culturelles	20	23	466	28	9	299	23	11	5	—	1	885
Affaires intergouvernementales	—	—	359	—	—	4	—	—	—	—	41	404
Affaires municipales	3	2	454	2	2	74	3	2	2	—	—	544
Affaires sociales	1	3	1 117	3	4	85	3	—	—	—	1	1 217
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	309	104	1 245	191	78	625	26	59	59	—	32	2 728
Assemblée nationale	—	—	523	—	—	—	—	—	—	—	—	523
Bureau du verificateur general du Quebec	—	—	135	—	—	27	—	—	—	—	—	162
Commerce extérieur	—	—	59	—	—	119	—	—	—	—	19	197
Commission administrative du regime de retraite	—	—	384	—	—	—	—	—	—	—	—	384
Commission de l'accès à l'information	—	—	12	—	—	1	—	—	—	—	—	13
Commission d'appel de francisation des entreprises	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3
Commission de la fonction publique	—	—	37	—	—	2	—	—	—	—	—	39
Commission de protection du territoire agricole	—	—	50	—	—	34	—	—	—	—	1	85
Commission de surveillance de la langue française	—	—	1	—	—	32	—	—	—	—	—	33
Commission des transports	—	—	131	—	—	146	—	—	—	—	1	278
Commission des valeurs mobilieres du Quebec	—	—	—	—	—	83	—	—	—	—	—	83
Communautés culturelles et Immigration	—	—	22	—	5	370	6	—	—	—	4	407
Communications	12	12	908	13	10	110	13	15	8	—	—	1 101
Conseil de la langue française	—	—	31	—	—	2	—	—	—	—	—	33
Conseil du statut de la femme	1	2	44	1	2	14	2	2	—	—	—	68
Conseil du trésor	—	—	171	—	—	—	—	—	—	—	1	172
Conseil exécutif	—	—	289	—	—	19	—	—	—	—	3	311
Curatelle publique du Quebec	—	—	2	—	—	127	—	—	—	—	—	129
Directeur general des élections	—	—	124	—	—	14	—	—	—	—	—	138
Éducation	1	2	302	2	1	52	2	7	3	—	1 707	2 079
Énergie et Ressources	159	127	1 548	64	21	167	68	164	84	—	44	2 446
Environnement	23	1	739	27	27	221	20	14	11	—	7	1 090
Financement forestier OCAQ	2	1	14	2	3	2	—	—	—	—	—	24
Finances	1	—	1 154	—	—	32	—	—	—	—	23	1 210
Fonction publique	—	—	343	—	—	—	—	—	—	—	—	343
Habitation et Protection du consommateur	21	22	304	33	15	342	18	14	7	—	1	777
Industrie, Commerce et Tourisme	6	6	503	29	6	453	2	3	2	—	19	1 029
Inspecteur général des institutions financières	—	—	339	—	—	58	—	—	—	—	—	397
Justice	189	203	2 050	257	153	3 457	220	158	101	—	24	6 812
Loisir, Chasse et Pêche	170	114	989	150	58	256	121	76	113	—	183	2 230
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	185	185	1 080	229	127	912	132	91	74	—	74	3 089
Office de la langue française	3	2	136	3	2	180	2	3	1	—	20	352

Tableau 23 (suite)

Répartition des employés par ministère et par région administrative, Québec, 31 mars 1984

Ministère et organisme	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Ind	Québec
	n											
Office de la protection du consommateur	3	5	88	4	5	88	5	3	3	—	1	205
Office de planification et de développement du Quebec	6	3	85	4	5	26	5	4	6	—	—	144
Office des personnes handicapees du Quebec	1	2	3	61	1	5	1	—	1	—	1	76
Office des professions du Quebec	—	—	42	—	—	1	—	—	—	—	1	44
Office des services de garde à l'enfance	—	—	—	—	—	38	—	—	—	—	—	38
Office du credit agricole	6	10	221	18	7	23	2	3	—	—	—	290
Office du recrutement	2	1	142	3	3	13	3	2	3	—	6	178
Régie des assurances agricoles	5	2	59	3	1	17	2	2	—	—	—	91
Regie des entreprises de la construction du Quebec	—	—	10	—	—	93	—	—	—	—	—	103
Regie des grains	1	—	16	2	—	5	—	—	—	—	—	24
Regie des services publics	—	—	56	—	—	1	—	—	—	—	—	57
Regie du logement	8	14	26	15	4	187	5	3	2	—	1	265
Revenu	10	14	2 112	20	25	1 949	9	12	5	—	9	4 165
Science et Technologie	—	—	44	—	—	—	—	—	—	—	—	44
Societe d'habitation du Quebec	—	—	296	—	—	86	—	—	—	—	—	382
Sûreté du Québec	42	28	150	43	25	526	41	36	23	—	29	943
Transports	439	357	2 965	577	416	2 458	389	330	127	—	171	8 229
Travail	—	—	126	—	—	165	—	—	—	—	—	291
Travaux publics et Approvisionnements	8	12	1 529	28	12	485	16	3	2	—	10	2 105
Total	1 637	1 257	24 035	1 812	1 027	14 488	1 139	1 017	642	—	2 434	49 489

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent Gaspésie; 02 Saguenay Lac-Saint-Jean; 03 Quebec; 04 Trois-Rivieres; 05 Estrie; 06 Montreal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Temiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Quebec; Ind. region indeterminee.

Source: Office des ressources humaines. Banque de donnees.

Tableau 24

Répartition des employés réguliers par catégorie d'emploi, années de service et sexe, Québec, 28 mars 1984

Catégorie d'emploi et années de service	Employés réguliers					
	Hommes		Femmes		Total	
	n	%	n	%	n	%
Agents de la paix	2 443	100,0	108	100,0	2 551	100,0
0 — 2 ans	106	4,3	32	29,6	138	5,4
3 — 5 ans	234	9,6	18	16,7	252	9,9
6 — 8 ans	522	21,4	19	17,6	541	21,2
9 — 11 ans	432	17,7	4	3,7	436	17,1
12 ans et plus	1 149	47,0	35	32,4	1 184	46,4
Gérance intermédiaire	2 325	100,0	385	100,0	2 710	100,0
0 — 2 ans	17	0,7	2	0,5	19	0,7
3 — 5 ans	67	2,9	5	1,3	72	2,7
6 — 8 ans	144	6,2	24	6,2	168	6,2
9 — 11 ans	199	8,6	50	13,0	249	9,2
12 ans et plus	1 898	81,6	304	79,0	2 202	81,2
Emplois supérieurs	3 187	100,0	210	100,0	3 397	100,0
0 — 2 ans	177	5,6	36	17,1	213	6,3
3 — 5 ans	371	11,6	55	26,2	426	12,5
6 — 8 ans	459	14,4	51	24,3	510	15,0
9 — 11 ans	492	15,4	36	17,1	528	15,6
12 ans et plus	1 688	53,0	32	15,3	1 720	50,6

Tableau 24 (suite)

Répartition des employés réguliers par catégorie d'emploi, années de service et sexe, Québec, 28 mars 1984

Catégorie d'emploi et années de service	Employés réguliers					
	Hommes		Femmes		Total	
	n	%	n	%	n	%
Personnel de bureau	4 954	100.0	14 580	100.0	19 534	100.0
0 — 2 ans	134	2.7	734	5.0	868	4.4
3 — 5 ans	536	10.8	2 425	16.6	2 961	15.2
6 — 8 ans	1 043	21.1	4 268	29.3	5 311	27.2
9 — 11 ans	1 035	20.9	3 220	22.1	4 255	21.8
12 ans et plus	2 206	44.5	3 933	27.0	5 139	31.4
Techniciens	7 178	100.0	2 905	100.0	10 083	100.0
0 — 2 ans	424	5.9	312	10.7	736	7.3
3 — 5 ans	937	13.0	579	19.9	1 516	15.0
6 — 8 ans	1 399	19.5	809	27.9	2 206	21.9
9 — 11 ans	1 102	15.4	485	16.7	1 587	15.7
12 ans et plus	3 316	46.2	720	24.8	4 036	40.0
Autres	727	100.0	78	100.0	805	100.0
0 — 2 ans	38	5.2	14	17.9	52	6.5
3 — 5 ans	75	10.3	17	21.8	92	11.4
6 — 8 ans	172	23.7	24	30.8	196	24.3
9 — 11 ans	108	14.9	7	9.0	115	14.3
12 ans et plus	334	45.9	16	20.5	350	43.5
Professionnels	10 095	100.0	2 175	100.0	12 270	100.0
0 — 2 ans	1 020	10.1	357	16.4	1 377	11.2
3 — 5 ans	1 752	17.4	576	26.5	2 328	19.0
6 — 8 ans	2 355	23.3	580	26.7	2 935	23.9
9 — 11 ans	1 713	17.0	336	15.4	2 049	16.7
12 ans et plus	3 255	32.2	326	15.0	3 581	29.2
Ouvriers	5 514	100.0	90	100.0	5 604	100.0
0 — 2 ans	153	2.8	1	1.1	154	2.7
3 — 5 ans	492	8.9	19	21.1	511	9.1
6 — 8 ans	985	17.9	10	11.1	995	17.8
9 — 11 ans	752	13.6	6	6.7	758	13.5
12 ans et plus	3 132	56.8	54	60.0	3 186	56.9
Non regroupes	139	100.0	14	100.0	153	100.0
0 — 2 ans	47	33.8	10	71.4	57	37.2
3 — 5 ans	15	10.8	2	14.3	17	11.1
6 — 8 ans	52	37.4	2	14.3	54	35.3
9 — 11 ans	9	6.5	—	—	9	5.9
12 ans et plus	16	11.5	—	—	16	10.5
Total	36 562		20 545		57 107	

Source: Office des ressources humaines. *Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Quebec*, vol. 6, 1984.

Tableau 25

Répartition des employés réguliers par catégorie d'emploi, tranche de salaire et sexe, Québec, 28 mars 1984

Catégorie d'emploi et tranche de salaire	Employés réguliers					
	Hommes		Femmes		Total	
$	n	%	n	%	n	%
Agents de la paix	2 443	100.0	108	100.0	2 551	100.0
12 001 — 14 000	1	—	—	—	1	—
18 001 — 20 000	2	0.1	—	—	2	0.1
20 001 — 22 000	371	15.2	7	6.5	378	14.8
22 001 — 24 000	178	7.3	7	6.5	185	7.3
24 001 — 26 000	71	2.9	20	18.5	91	3.6
26 001 — 28 000	1 766	72.3	74	68.5	1 840	72.1
28 001 — 30 000	28	1.1	—	—	28	1.1
30 001 — 32 000	26	1.1	—	—	26	1.0
Emplois supérieurs	3 187	100.0	210	100.0	3 397	100.0
Moins de 10 001	8	0.2	3	1.4	11	0.3
18 001 — 20 000	2	0.1	1	0.5	3	0.1
20 001 — 22 000	1	—	—	—	1	—
24 001 — 26 000	1	—	1	0.5	2	0.1
26 001 — 28 000	2	0.1	—	—	2	0.1
28 001 — 30 000	2	0.1	—	—	2	0.1
30 001 — 32 000	1	—	1	0.5	2	0.1
34 001 — 36 000	2	0.1	1	0.5	3	0.1
36 001 — 38 000	12	0.4	2	0.9	14	0.4
38 001 — 40 000	15	0.5	6	2.9	21	0.6
40 001 — 42 000	48	1.5	7	3.3	55	1.6
42 001 — 44 000	87	2.7	13	6.2	100	2.9
44 001 — 46 000	604	19.0	40	19.0	644	18.9
46 001 — 48 000	87	2.7	14	6.7	101	3.0
48 001 — 50 000	180	5.6	16	7.6	196	5.8
50 001 et plus	2 135	67.0	105	50.0	2 240	65.9
Personnel de bureau	4 954	100.0	14 580	100.0	19 534	100.0
Moins de 10 001	2	—	20	0.2	22	0.1
10 001 — 12 000	2	—	14	0.1	16	0.1
12 001 — 14 000	—	—	31	0.2	31	0.2
14 001 — 16 000	509	10.3	701	4.8	1 210	6.2
16 001 — 18 000	227	4.6	3 449	23.7	3 676	18.8
18 001 — 20 000	875	17.6	2 890	19.8	3 765	19.3
20 001 — 22 000	2 414	48.7	6 342	43.5	8 756	44.8
22 001 — 24 000	152	3.1	165	1.1	317	1.6
24 001 — 26 000	627	12.6	849	5.8	1 476	7.5
26 001 — 28 000	47	1.0	83	0.6	130	0.7
28 001 — 30 000	65	1.3	33	0.2	98	0.5
30 001 — 32 000	13	0.3	2	—	15	0.1
32 001 — 34 000	18	0.4	1	—	19	0.1
34 001 — 36 000	3	0.1	—	—	3	—
Techniciens	7 178	100.0	2 905	100.0	10 083	100.0
10 001 — 12 000	1	—	1	—	2	—
12 001 — 14 000	1	—	8	0.3	9	0.1
14 001 — 16 000	1	—	3	0.1	4	—
16 001 — 18 000	51	0.7	46	1.6	97	1.0
18 001 — 20 000	333	4.7	323	11.1	656	6.5
20 001 — 22 000	615	8.6	541	18.6	1 156	11.5
22 001 — 24 000	810	11.3	605	20.9	1 415	14.0
24 001 — 26 000	1 041	14.5	570	19.6	1 611	16.0
26 001 — 28 000	2 584	36.0	675	23.3	3 259	32.3
28 001 — 30 000	580	8.1	40	1.4	620	6.2

Tableau 25 (suite)

Répartition des employés réguliers par catégorie d'emploi, tranche de salaire et sexe, Québec, 28 mars 1984

Catégorie d'emploi et tranche de salaire	Employés réguliers					
	Hommes		Femmes		Total	
$	n	%	n	%	n	%
30 001 — 32 000	1 120	15.6	90	3.1	1 210	12.0
32 001 — 34 000	6	0.1	1	—	7	0.1
34 001 — 36 000	31	0.4	1	—	32	0.3
36 001 — 38 000	1	—	1	—	2	—
38 001 — 40 000	2		—		2	—
50 001 et plus	1	—	—	—	1	—
Autres	727	100.0	78	100.0	805	100.0
14 001 — 16 000	—		2	2.6	2	0.3
16 001 — 18 000	51	7.0	22	28.2	73	9.1
18 001 — 20 000	171	23.5	36	46.1	207	25.7
20 001 — 22 000	180	24.7	10	12.8	190	23.6
22 001 — 24 000	124	17.1	2	2.6	126	15.6
24 001 — 26 000	31	4.3	1	1.3	32	4.0
26 001 — 28 000	94	12.9	5	6.4	99	12.3
30 001 — 32 000	8	1.1		—	8	1.0
34 001 — 36 000	5	0.7			5	0.6
36 001 — 38 000	13	1.8	—		13	1.6
38 001 — 40 000	10	1.4			10	1.2
40 001 — 42 000	2	0.3	—		2	0.3
44 001 — 46 000	2	0.3	—	—	2	0.3
48 001 — 50 000	27	3.7		—	27	3.3
50 000 et plus	9	1.2	—	—	9	1.1
Gerance intermediaire	2 325	100.0	385	100.0	2 710	100.0
10 001 — 12 000			1	0.3	1	—
18 001 — 20 000			3	0.8	3	0.1
20 001 — 22 000	7	0.3	6	1.6	13	0.5
22 001 — 24 000	36	1.5	57	14.8	93	3.4
24 001 — 26 000	28	1.2	19	4.9	47	1.7
26 001 — 28 000	118	5.1	34	8.8	152	5.6
28 001 — 30 000	426	18.3	29	7.5	455	16.8
30 001 — 32 000	429	18.4	138	35.8	567	20.9
32 001 — 34 000	351	15.1	29	7.5	380	14.0
34 001 — 36 000	402	17.3	45	11.7	447	16.5
36 001 — 38 000	137	5.9	8	2.1	145	5.4
38 001 — 40 000	263	11.3	16	4.2	279	10.3
40 001 — 42 000	54	2.3	—	—	54	2.0
42 001 — 44 000	6	0.3	—	—	6	0.2
44 001 — 46 000	21	0.9	—	—	21	0.8
46 001 — 48 000	12	0.5	—	—	12	0.5
48 001 — 50 000	6	0.3	—	—	6	0.2
50 001 et plus	29	1.3	—	—	29	1.1
Professionnels	10 095	100.0	2 175	100.0	12 270	100.0
10 001 — 12 000	1	—	1	—	2	—
12 001 — 16 000	—	—	1	—	1	—
16 001 — 18 000	1	—	2	0.1	3	—
18 001 — 20 000	3	—	7	0.3	10	0.1
20 001 — 22 000	4	0.1	6	0.3	10	0.1
22 001 — 24 000	151	1.5	78	3.6	229	1.9
24 001 — 26 000	205	2.0	126	5.8	331	2.7
26 001 — 28 000	347	3.5	171	7.9	518	4.2
28 001 — 30 000	233	2.3	141	6.5	374	3.1
30 001 — 32 000	753	7.5	309	14.2	1 062	8.7

3

Tableau 25 (suite)

Répartition des employés réguliers par catégorie d'emploi, tranche de salaire et sexe, Québec, 28 mars 1984

Catégorie d'emploi et tranche de salaire	Employés réguliers					
	Hommes		Femmes		Total	
$	n	%	n	%	n	%
32 001 — 34 000	730	7.2	241	11.1	971	7.9
34 001 — 36 000	1 185	11.8	302	13.9	1 487	12.1
36 001 — 38 000	513	5.1	144	6.6	657	5.3
38 001 — 40 000	1 366	13.5	266	12.2	1 632	13.3
40 001 — 42 000	2 292	22.7	202	9.3	2 494	20.3
42 001 — 44 000	1 987	19.7	152	7.0	2 139	17.4
44 001 — 46 000	33	0.3	6	0.3	39	0.3
46 001 — 48 000	43	0.4	1	—	44	0.4
48 001 — 50 000	84	0.8	4	0.2	88	0.7
50 001 et plus	164	1.6	15	0.7	179	1.5
Ouvriers	**5 514**	**100.0**	**90**	**100.0**	**5 604**	**100.0**
Moins de 10 001	1	—	4	4.4	5	0.1
10 001 — 12 000	—	—	5	5.6	5	0.1
12 001 — 14 000	—	—	4	4.4	4	0.1
16 001 — 18 000	78	1.4	53	58.9	131	2.3
18 001 — 20 000	1 909	34.6	10	11.1	1 919	34.2
20 001 — 22 000	1 320	24.0	—	—	1 320	23.5
22 001 — 24 000	1 640	29.7	13	14.5	1 653	29.5
24 001 — 26 000	541	9.8	1	1.1	542	9.7
26 001 — 28 000	25	0.5	—	—	25	0.5
Non regroupes	**139**	**100.0**	**14**	**100.0**	**153**	**100.0**
Moins de 10 001	20	14.4	—	—	20	13.1
14 001 — 16 000	—	—	1	7.1	1	0.7
30 001 — 32 000	2	1.4	—	—	2	1.3
32 001 — 34 000	4	2.9	—	—	4	2.6
34 001 — 36 000	—	—	1	7.1	1	0.7
38 001 — 40 000	112	80.6	10	71.6	122	79.8
40 001 — 42 000	—	—	1	7.1	1	0.6
42 001 — 44 000	—	—	1	7.1	1	0.6
50 001 et plus	1	0.7	—	—	1	0.6
Total	**36 562**		**20 545**		**57 107**	

Source: Office des ressources humaines. *Presence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec*, vol. 6, 1984.

Tableau 26

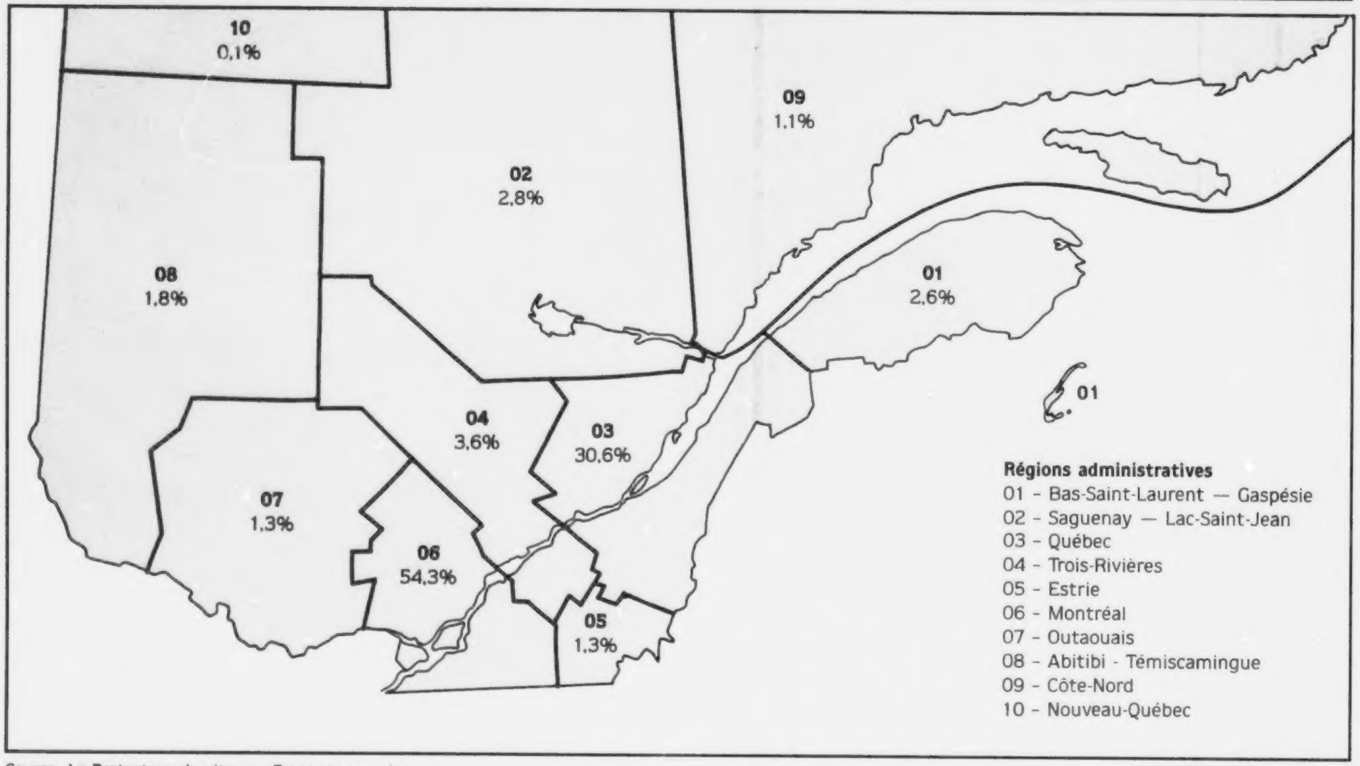
Répartition des départs des employés par catégorie d'emploi, sexe et raison du départ, Québec, 1983-84

Catégorie d'emploi	Sexe	Raison du départ										Total	
		Retraite		Deces		Démission		Congédiement		Autre			
		n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Personnel hors cadre	H	6	100.0	1	100.0	9	90.0	3	100.0	—	—	19	90.5
	F	—	—	—	—	1	10.0	-	-	1	100.0	2	9.5
Cadres supérieurs	H	25	92.6	8	100.0	22	100.0	7	100.0	—	—	62	96.9
	F	2	7.4	—	—	—	—	—	—	-	-	2	3.1
Personnel de maitrise	H	53	81.5	10	100.0	5	100.0	9	100.0	-	—	77	86.5
	F	12	18.5	—	-	—	—	—	—	—	—	12	13.5
Professionnels	H	76	91.6	20	87.0	84	73.7	75	82.4	1	50.0	256	81.8
	F	7	8.4	3	13.0	30	26.3	16	17.6	1	50.0	57	18.2
Personnel de bureau													
Techniciens et assistants	H	187	59.4	31	68.9	67	29.4	72	37.1	2	66.7	359	45.7
	F	128	40.6	14	31.1	161	70.6	122	62.9	1	33.3	426	54.3
Agents de la paix	H	23	92.0	11	100.0	13	76.5	12	92.3	—	—	59	89.4
	F	2	8.0	-	—	4	23.5	1	7.7	—	—	7	10.6
Ouvriers	H	224	97.4	38	100.0	27	90.0	19	100.0	—	—	308	97.2
	F	6	2.6	—	—	3	10.0	—	—	—	—	9	2.8
Autres	H	-	—	1	100.0	4	80.0	—	—	—	—	5	83.3
	F	—	—	—	—	1	20.0	—	—	—	—	1	16.7
Ensemble de l'effectif	**H**	**594**	**79.1**	**120**	**87.6**	**231**	**53.6**	**197**	**58.6**	**3**	**50.0**	**1 145**	**68.9**
	F	**157**	**20.9**	**17**	**12.4**	**200**	**46.4**	**139**	**41.4**	**3**	**50.0**	**516**	**31.1**
	Total	**751**	**45.2**	**137**	**8.2**	**431**	**25.9**	**336**	**20.2**	**6**	**0.4**	**1 661**	**100.0**

Source: Office des ressources humaines. *Presence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec*, vol. 6, 1984.

Figure 8

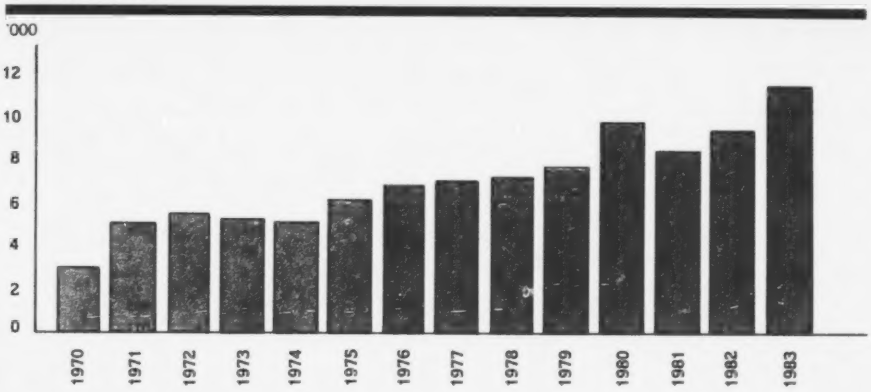
Répartition des cas soumis au Protecteur du citoyen selon la région administrative d'origine, Québec, 1981-1983



Source: Le Protecteur du citoyen, *Rapport annuel*

Figure 9

Cas soumis au Protecteur du citoyen, Québec, 1970-1983



Source: Le Protecteur du citoyen. *Rapport annuel.*

Tableau 27

Répartition des cas soumis au Protecteur du citoyen selon leur nature, Québec, 1976-1983

Année	Demandes de renseignements		Demandes d'enquête				Total	
			Agréées		Refusées			
	n	%	n	%	n	%	n	%
1976	993	14	3 200	46	2 720	40	6 913	100
1977	1 455	21	2 375	34	3 121	45	6 951	100
1978	795	11	2 563	36	3 781	53	7 139	100
1979	731	9	2 524	33	4 463	58	7 718	100
1980	714	7	3 308	34	5 695	59	9 717	100
1981	682	8	3 304	41	4 199	51	8 185	100
1982	713	8	4 038	43	4 640	49	9 391	100
1983	1 639	14	3 791	33	6 132	53	11 562	100
Total	7 722	11,5	25 103	37,5	34 751	51,0	67 576	100

Source: Le Protecteur du citoyen. *Rapport annuel, 1982-1983.*

Tableau 28

Répartition des demandes d'enquête agréées selon la catégorie d'organisme gouvernemental impliqué, Québec, 1982-83

Organisme du gouvernement	Organismes impliqués	Demandes d'enquête			
		Agréées	Non fondées	Fondées	À l'etude
		n			
1982	56	4 038	2 804	1 184	50
Ministeres	24	2 171	1 547	611	13
Bureaux[1]	3	40	26	6	8
Commissions	11	979	627	331	21
Offices	7	95	82	12	1
Regies	8	716	488	223	5
Societes	2	36	33	1	2
Tribunaux administratifs	1	—	1	—	—
1983	58	3 791	2 554	985	252
Ministeres	24	2 121	1 481	511	129
Bureaux[1]	3	35	25	9	1
Comites[2]	1	2	2	—	—
Commissions	11	935	555	290	90
Conseils	1	2	2	—	—
Offices	6	35	26	6	3
Regies	9	601	422	165	14
Sociétés	1	56	38	3	15
Tribunaux administratifs	2	4	3	1	—

1. Bureaux: Curatelle publique, protection civile, révision de l'évaluation foncière, etc.
2. Comités: Protection de la jeunesse, etc.

Source: Le Protecteur du citoyen. *Rapport annuel, 1982-83.*

4

Population

Le Québec dans l'ensemble nord-américain et canadien 271

Comportements démographiques 271

Population autochtone 274

Définitions et notes explicatives 275

4

Liste des tableaux

1. Population des principaux États et provinces, régions métropolitaines et villes, États-Unis 1980 et Canada 1981 276

2. Population selon le groupe d'âge, par province, Canada, 1983 276

3. Population aux divers recensements, Québec et Canada, 1851-1981 277

4. Population, accroissement quinquennal, répartition et densité, par province, Canada, 1951-1983 278

5. Population et phénomènes démographiques, par municipalité régionale de comté et communauté urbaine et régionale, Québec, 1976, 1981-1983 280

6. Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1976, 1981 et 1982 284

7. Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1983 et 1984 293

8. Espérance de vie à la naissance selon le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1970-1972, 1975-1977, 1980-1982 296

9. Espérance de vie à certains âges des personnes de sexe masculin, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1980-1982 298

10. Espérance de vie à certains âges des personnes de sexe féminin, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1980-1982 298

11. Décès et taux de mortalité, Québec, 1921-1983 300

12. Taux de mortalité infantile selon le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1970-1972, 1975-1977, 1980-1982 301

13. Répartition des décès selon le groupe d'âge et le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983 301

14. Répartition des décès selon la cause et le sexe, Québec, 1982 et 1983 306

15. Nombre de naissances vivantes et taux brut de natalité, Québec, 1921-1983 307

16. Nombre de naissances, selon l'état matrimonial et le groupe d'âge de la mère, Québec, 1981-1983 308

17. Naissances, selon le poids et le sexe, Québec, 1981-1983 308

18. Répartition des naissances selon le groupe d'âge de la mère, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983 310

19. Répartition des mariages selon le type de mariage, par région socio-sanitaire, Québec, 1975-1983 311

20. Répartition des mariages selon l'âge, le sexe et l'état matrimonial, Québec, 1981-1983 312

21. Répartition des mariages selon l'état matrimonial des conjoints, Québec, 1981-1983 314

22. Estimations annuelles des migrations interprovinciales, selon la province de destination ou d'origine, Québec, 1976-77 à 1983-84 314

23. Répartition des divorces selon l'âge de l'époux et de l'épouse au moment du divorce, Québec, 1981, 1982 et 1983 315

24. Migrations internationales, interprovinciales et interrégionales, par région administrative, et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983 316

25. Nombre et pourcentage d'immigrants et de travailleurs immigrants admis au Québec, selon le continent de dernière résidence, Québec, 1980-1983 317

26. Répartition des immigrants admis selon les quinze principaux pays de provenance, Québec, 1980-1983 318

27. Répartition des immigrants et des travailleurs admis selon la catégorie, Québec, 1980-1983 319

28. Répartition des immigrants et des travailleurs immigrants admis, selon la connaissance du français et de l'anglais, Québec, 1980-1983 320

29. Répartition des immigrants admis, en vertu des différents programmes humanitaires, 1981-1983 321

30. Population amérindienne selon le sexe, le lieu de résidence, la bande et le district, Québec, 31 décembre 1983 322

31. Population amérindienne inscrite, selon le lieu de résidence, par région, Canada, 31 décembre 1983 324

32. Population inuit selon le sexe, le groupe d'âge et le lieu de résidence, Québec, 1985 324

Liste des figures

1. Évolution de la population par grand groupe d'âge, Québec, 1951-1981 279

2. Taux de croissance de la population rurale, par province et territoire, Canada, 1976 et 1981 292

3. Taux de croissance des régions métropolitaines de recensement, Québec, Canada, 1981/1976 292

4. Population par région administrative, Québec, 1985 297

5. Évolution du taux d'attraction de l'immigration internationale, Québec, 1968-1984 319

6. Répartition des tribus amérindiennes, Québec, 1984 323

4

Ce chapitre a été réalisé par Mireille Barrière avec la collaboration du ministère des Affaires sociales du Québec et de Louis Duchesne du Service de l'analyse et de la prévision démographiques du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre offre tout d'abord des données permettant de mesurer le poids démographique du Québec dans l'Amérique de langue anglaise et dans l'ensemble du Canada. Vient ensuite une analyse des quatre grands comportements démographiques (mortalité, fécondité, nuptialité et migrations), surtout au niveau régional et selon la répartition par sexe et par groupe d'âge. Il traite aussi de l'immigration au Québec selon les catégories de ressortissants étrangers, leur continent d'origine et leur pays de provenance, leurs connaissances linguistiques et l'usage des programmes humanitaires mis à leur disposition. Enfin, on y trouve des statistiques sur la population autochtone du Québec, amérindienne et inuit, réparties selon le lieu de résidence, le sexe et le groupe d'âge.

Le Québec dans l'ensemble nord-américain et canadien

Le Québec, avec une population de 6,4 millions d'habitants au recensement de 1981, se situe au 11e rang parmi les États au nord du Mexique, entre le New Jersey et la Caroline du Nord. L'Ontario le devance au 9e rang avec 8,6 millions d'habitants et vient après le Michigan. Parmi les régions métropolitaines, Montréal occupe le 9e rang après Washington et Toronto avec 2,8 millions de population en 1981. La ville de Montréal se classe parmi les 15 principales villes américaines et canadiennes où elle détient le 7e rang avec 980 000 habitants, entre Détroit et Dallas.

Au recensement de 1981, la population québécoise augmente de 6,8% par rapport à 1971 où on dénombre 6,0 millions de Québécois. Elle ne représente plus que 26,5% de la population canadienne comparativement à 28,0% en 1971. Durant cette décennie, le poids démographique de l'Ontario au Canada se maintient autour de 35%. Entre 1971 et 1981, la densité de la population québécoise oscille entre 4,4 et 4,7 habitants au kilomètre carré et celle de l'Ontario entre 8,6 et 9,4. Ces deux provinces dépassent la moyenne canadienne qui demeure entre 2,3 et 2,6 habitants au kilomètre carré.

La figure 1 illustre l'évolution de la population québécoise par grands groupes d'âge entre les recensements de 1951 et de 1981. La courbe représentant les personnes âgées de moins 14 ans fléchit constamment depuis l'année 1966 pendant que celle des 65 ans et plus persiste à la hausse. Elle met donc en lumière la diminution du poids relatif des jeunes générations au sein de la communauté québécoise. La situation québécoise n'est pas différente de celle de l'ensemble du Canada.

Comportements démographiques[1]

Les quatre grands comportements démographiques sont la mortalité, la fécondité, la nuptialité et les migrations.

Mortalité

L'espérance de vie, ou la vie moyenne, effectue des gains considérables au Québec en 1980-1982 par rapport à 1970-1972, 2 ans chez les hommes et 2,1 chez les femmes. Au plan régional, le

1. Le lecteur aura grand intérêt à lire en premier lieu l'article de Louis Duchesne intitulé ***L'évolution démographique du Québec 1980-1984*** dans lequel l'auteur brosse le tableau des comportements démographiques des Québécois.

Nouveau-Québec enregistre l'amélioration la plus remarquable. En 1980-1982 l'espérance de vie y augmente de près de 5 ans chez les hommes par rapport à 1970-1972 pour atteindre 68,3 ans. Pour leur part, les femmes atteignent une vie moyenne de 72 ans en 1980-1982, ce qui représente un gain de près de 9 ans par rapport à 1970-1972. En 1980-1982 les hommes de la sous-région montréalaise de Laval connaissent l'espérance de vie masculine la plus élevée avec 72 ans. Chez les femmes, c'est dans la région de Trois-Rivières que la longévité féminine est la meilleure avec une vie moyenne de 79,4 ans.

Depuis une décennie, le taux de mortalité se maintient au Québec autour de 6,9 décès pour mille habitants. En 1983, le Québec enregistre 44 150 décès, ce qui équivaut à un taux de 6,8 pour mille. L'étude du taux de mortalité infantile par sexe et par région administrative montre que, comme c'est le cas pour l'espérance de vie, les filles sont favorisées par rapport aux garçons. En 1980-1982 il s'établit à 8 décès pour 1 000 naissances vivantes par rapport à 10 pour mille chez les garçons. Cependant, les deux sexes enregistrent de nets progrès comparativement à la décennie précédente alors que le taux de mortalité infantile s'élève à 16,5 pour mille chez les filles et 20,7 chez les garçons. Toutes les régions affichent des progrès pendant la même période. En 1980-1982 les filles qui naissent sur la Côte-Nord affichent les meilleurs résultats à ce chapitre avec 6,2 décès pour mille naissances vivantes tandis que les garçons de la sous-région de Laval obtiennent le meilleur taux de leur sexe avec 8 décès pour 1 000. La région du Nouveau-Québec, malgré un progrès sensible depuis 1970-1972, demeure celle où le taux de mortalité infantile est le plus élevé pour les deux sexes en 1980-1982: il est de 32 pour 1 000 chez les garçons et de 23,4 chez les filles.

Les causes de décès ayant été exposées dans le texte intitulé: «L'évolution démographique du Québec, 1980-84», nous ne nous y attardons pas sauf pour examiner brièvement le phénomène du suicide. En 1983, le nombre de suicides s'élève à 1 186, soit une augmentation de 3,5% par rapport à 1982. Chez les femmes, les cas de suicide diminuent de 1,4% en 1983 tandis qu'ils augmentent de 3,5% chez les hommes. Ceux-ci mettent fin à leurs jours trois fois plus que les femmes: en 1983, on compte 1 186 suicides, dont 906 chez les hommes contre 280 chez les femmes.

Fécondité

Le nombre de naissances décroît généralement au Québec depuis le début des années soixante. Après la remontée de 1979, où l'on dénombre 99 893 naissances vivantes, la chute se poursuit jusqu'en 1983 où l'on ne compte plus que 87 739 naissances (-12,2%). Le taux brut de natalité qui est de 15,8 pour mille en 1979, n'atteint que 13,5 en 1983. De 1981 à 1983, 65,2% des filles et 67,8% des garçons pèsent entre 3 et 4 kilos à la naissance.

Le pourcentage de naissances hors mariage s'accentue. C'est chez les femmes âgées entre 20 et 24 ans que l'on trouve le plus grand nombre de ces naissances: 5 611 en 1981, 6 188 en 1982 et 6 761 en 1983. De plus, on remarque une forte concentration de mères célibataires parmi les femmes âgées de 19 ans et moins. Elles représentent 66,3% des mères de ce groupe d'âge en 1981, 72,7% l'année suivante et 73,6% en 1983.

En 1982 et 1983, le nombre de naissances au Québec enregistre deux baisses successives de 5% et de 3%. Seules trois régions se démarquent de cette tendance générale par une croissance du nombre de leurs naissances. Le Nouveau-Québec est l'unique région à déclarer une hausse de ses naissances en 1982 (1%). En 1983, cette région ainsi que celle de l'Estrie et la sous-région de Laval voient leur nombre de nouveau-nés augmenter respectivement de 15,4%, 4,5% et 1,2%.

Nuptialité

En 1983, 36 147 mariages sont contractés au Québec, soit devant un ministre du culte, soit devant un protonotaire. Il s'agit d'une diminution de près de 12% par rapport à 1981 où le

nombre s'élève à 41 006. Deux régions seulement enregistrent une augmentation du nombre de mariages en 1983 comparativement à l'année précédente: l'Estrie avec 1 558 mariages par rapport à 1 477 (5,5%) et le Nouveau-Québec avec 74 mariages par rapport à 29 (155,2%). L'Abitibi-Témiscamingue, qui affiche une remontée du nombre de mariages de 2,8% en 1982, accuse une baisse de 15% en 1983.

Depuis 1975, les mariages célébrés par un ministre du culte diminuent constamment. En 1983, ils s'élèvent à 27 859 comparativement à 45 959 en 1975, soit une baisse de 39,4%. Par contre, le nombre de mariages civils est à la hausse, passant au cours de la même période de 5 731 à 8 288 (44,6%). Sur le plan régional, la baisse la plus sensible des mariages religieux est observée dans la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie avec une diminution de 44,5% et la diminution la plus faible est enregistrée au Nouveau-Québec, soit 15%. Malgré une tendance à la baisse, le mariage religieux constitue encore la façon la plus usuelle de lier une union conjugale au Québec. En 1983, 77% des mariages sont religieux, ce qui est toutefois moins qu'en 1975 où la proportion s'établit à 89%.

Malgré la faiblesse de la nuptialité des célibataires québécois, ils constituent en moyenne 85% des mariés entre 1981 et 1983, les divorcés 12% et les veufs 3%. Les hommes célibataires et les veufs épousent majoritairement des femmes du même état matrimonial qu'eux. Ainsi, en 1983, on compte 28 479 mariages entre célibataires (94% des unions impliquant un célibataire) et 574 entre veufs (56% des unions engageant un veuf). Par contre, les divorcés contractent un autre mariage le plus souvent avec des femmes célibataires. En 1983 toujours, on relève 2 695 unions de divorcés avec des célibataires (57% des mariages impliquant un divorcé). Cette tendance persiste depuis 1981.

En 1983, 17 365 couples divorcent comparativement à 19 193 en 1981 (-9,5%). Le nombre le plus élevé de divorces survient entre 25 et 45 ans pour les deux sexes. Les hommes de ces groupes d'âge constituent en moyenne 73% de tous les divorcés entre 1981 et 1983 et les femmes 74%. Durant cette même période, le pourcentage de divorces est légèrement plus élevé chez les hommes âgés de 30 à 34 ans que dans les autres groupes d'âge. Chez les femmes, on note en 1981 et en 1982 un nombre un peu plus élevé de divorces entre 25 et 29 ans tandis qu'en 1983, il est supérieur entre 30 et 34 ans.

Migrations

Malgré des échanges migratoires positifs avec les pays étrangers, le Québec semble offrir un attrait mitigé pour l'immigration internationale par rapport au reste du Canada. Depuis 1968, son taux d'attraction diminue de 2,7 points, glissant de 19,3 à 16,6 en 1984. La baisse la plus importante intervient entre 1968 et 1970 (-3,6 points) et la remontée la plus notoire entre 1975 et 1976 (4,7 points). En région, le solde migratoire international est positif dans la plupart des régions entre 1981-82 et 1983-84. Il est négatif dans la Côte-Nord et au Nouveau-Québec en 1981-82; au Saguenay—Lac-Saint-Jean et au Nouveau-Québec les deux années suivantes. À ces deux régions s'ajoutent en 1983-84 celles de Québec, d'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord. Quant au solde interprovincial, il est négatif dans toutes les régions durant les deux premières années de la période, mais en 1983-84, les régions de Trois-Rivières et de l'Outaouais affichent un bilan positif.

En 1983, le Québec reçoit 16 374 immigrants par rapport à 22 538 en 1980, soit une baisse de 27,3%. En 1980 et 1981, l'Asie fournit le contingent le plus important avec 50,7% et 34,3% des arrivants. L'Amérique lui succède les deux années suivantes avec 32,7% et 38,8% de l'ensemble des immigrants.

En 1980, 9 889 immigrants sur 22 538 ressortissants viennent au Québec dans l'intention d'occuper un emploi, soit 43,9% de la population immigrante totale. En 1983, cette proportion s'établit à 41,3%. En effet, le nombre de travailleurs immigrants qui s'élève à 9 889 en 1980

chute à 6 765 pour une diminution de 31,6% en 1983. Si en 1980, 48,7% de la main-d'oeuvre immigrante vient d'Asie, c'est l'Europe qui en fournit la plus grande proportion en 1981 et 1982 avec 33,3% et 37%. En 1983, l'Amérique prend la 1re place avec 34,5%.

En 1980, les trois pays indochinois (Vietnam, Kampuchéa et Laos) fournissent un peu plus du tiers des immigrants, soit 33,4%. Pour les trois années suivantes, Haïti vient en tête avec en moyenne 16,4% du contingent total d'immigrants.

Le ministère des Communautés culturelles distingue 3 catégories d'immigrants: «indépendants», «famille» et «réfugiés». Les réfugiés dominent en 1980 où ils constituent 35,9% de l'ensemble des immigrants, les immigrants indépendants étant les plus nombreux en 1981 et 1982. En 1983, les immigrants appartenant à la catégorie «famille» fournissent 48,1% de tous les arrivants. En 1983, plus d'immigrants maîtrisent le français qu'en 1980. Ainsi, ceux qui parlent le français passent de 20,7% à 32,7% chez les immigrants et de 21% à 27,3% chez les travailleurs. Notons pour la même époque une diminution sensible d'immigrants et de travailleurs ne parlant aucune des deux langues officielles du Canada: le taux baisse de 53% à 35,4% dans le cas des immigrants et de 45,9% à 29,1% dans celui des travailleurs.

Pour des raisons humanitaires, des immigrants sont accueillis au Québec sans devoir se soumettre aux diverses étapes prévues par la loi fédérale. Entre 1981 et 1983, les Indochinois constituent le contingent le plus important de cette classe d'immigrants avec successivement 44,1%, 32,5% et 29,3% de l'ensemble. Si les Haïtiens en voie de régularisation de statut se classent au 2e rang en 1981 (37,0%), les Européens de l'Est occupent ce rang les deux années suivantes (27,7% et 22,5%).

Population autochtone

La population autochtone au Québec comprend les Amérindiens et les Inuit. En 1983, on dénombre 33 911 Amérindiens représentant 10% de la population amérindienne du Canada. De ce nombre, 69,4% vivent dans une réserve, 16% sur une terre de la Couronne et 14,6% hors d'une réserve. L'Ontario abrite la plus grande proportion d'Amérindiens, 75 349 ou 22% du total. Sur 578 bandes, 39 vivent en territoire québécois (6,7%). C'est en Colombie Britannique que l'on trouve le nombre le plus élevé de bandes: 195 ou 33,7%. Les femmes amérindiennes du Québec sont aussi nombreuses que les hommes, soit, 17 161 ou 50,6% du total. Les deux districts dans lesquels habite le plus grand nombre d'Amérindiens sont ceux de Montréal avec 8 600 Mohawks ou 24,4% de l'ensemble de la population amérindienne et de l'Abitibi avec 7 791 Cris ou 23%.

En 1985, la population inuit du Québec atteint 5 395 personnes. Le nombre d'hommes est supérieur à celui des femmes, 2 761 ou 51,2% de la population totale. La communauté la plus populeuse réside à Kuujjuaq; elle compte 933 habitants, soit 17,3% de tous les Inuit. Si l'on étudie la répartition par groupe d'âge, on remarque que plus des deux-tiers de la population inuit sont âgés de moins de 25 ans et que les jeunes de 15 à 24 ans en constituent 24,2%.

La figure 4 nous fait voir que la population amérindienne se concentre principalement au sud du 52e parallèle alors que les Inuit se répartissent majoritairement dans la région du Nouveau-Québec. Les Montagnais s'étalent principalement sur la Côte-Nord et au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Les Cris et les Algonquins vivent surtout en Abitibi-Témiscamingue et dans l'Outaouais, les Mohawks au sud-ouest de Montréal, les Micmacs dans la péninsule gaspésienne et les Abénaquis dans le sud de la Mauricie. Notons enfin la présence des Hurons dans la région de Québec, celle des Attikameks au nord de la Mauricie et des Naskapis dans la région de Schefferville.

Définitions

Année censitaire
Par référence à la date habituelle du recensement, on a convenu de désigner ainsi la période qui s'étend du 1er juin d'une année au 31 mai suivant.

Émigration
L'émigration désigne l'ensemble des sorties vers un pays étranger impliquant un changement de lieu de résidence.

Estimation postcensitaire de la population au 1er juin
Estimation effectuée par Statistique Canada à partir des résultats du recensement de 1981. Pour une génération donnée, il s'agit de l'estimation obtenue en prenant comme base l'effectif de cette génération au 1er juin de l'année précédente et en tenant compte des événements démographiques survenus depuis cette date. Les données sur les naissances, les mariages et les décès sont fournies par le Registre de la population.

Famille
Époux et épouse avec ou sans enfants célibataires (peu importe leur âge), ou l'un ou l'autre des parents avec un ou plusieurs enfants célibataires vivant dans le même logement.

Immigration
Ensemble des entrées au Québec d'individus en provenance d'un pays étranger qui détiennent le statut d'immigrants reçus.

Ménage
Personne ou groupe de personnes occupant un même logement. Chaque personne est membre d'un ménage. Un logement est un ensemble structuralement distinct de pièces d'habitation ayant une entrée privée donnant sur l'extérieur ou sur un corridor ou un escalier commun à l'intérieur, c'est-à-dire que l'entrée doit donner accès au logement sans qu'on ait à passer par les pièces d'habitation de quelqu'un d'autre. Dans cette étude, les ménages comprennent les ménages privés et les ménages collectifs.

Migration internationale
Ensemble des déplacements entre le Canada et l'étranger, accompagnés d'un changement de résidence. On distingue à cet égard les immigrants qui viennent s'établir au Canada et les émigrants qui quittent le Canada.

Migration interprovinciale
Ensemble des déplacements, d'une province vers une autre, accompagnés d'un changement de résidence. Un individu qui effectue un tel déplacement sera un sortant pour sa province d'origine et un entrant pour sa province de destination.

Résidence des Amérindiens
Hors d'une réserve: résidence des membres d'une bande indienne autre qu'une réserve ou une terre de la Couronne.

Réserve: résidence des membres d'une bande indienne consistant en une réserve mise de côté pour leur bande ou pour d'autres bandes.

Terre de la Couronne: résidence des membres d'une bande indienne consistant en une terre de la Couronne administrée par leur bande, ou par d'autres bandes, ou non administrée par une bande spécifique.

Travailleur immigrant
Immigrant dont l'intention est de s'intégrer au marché du travail au Québec.

Notes explicatives

Le ressortissant étranger et les personnes à sa charge qui désirent s'établir à titre permanent au Québec appartiennent à l'une des trois catégories suivantes: «famille», «réfugiés» et «indépendants».

Catégorie «famille»
La catégorie «famille» comprend essentiellement les conjoints, le fiancé, la fiancée, le père, la mère et les enfants de moins de 21 ans de résidents québécois qui se portent alors garants.

Catégorie «indépendants»
La catégorie des immigrants «indépendants» englobe cinq sous-catégories de ressortissants étrangers à qui s'appliquent des critères de sélection axés principalement sur les besoins du marché du travail au Québec.

Entrepreneurs et travailleurs autonomes: immigrants qui investissent au Québec afin d'y établir une entreprise commerciale, industrielle ou agricole.

Parents aidés: personnes qui possèdent les qualifications requises pour travailler au Québec et qui bénéficient par ailleurs de l'appui d'un frère, d'une soeur, d'un oncle, d'une tante, d'un neveu ou d'une nièce au Québec.

Retraités: immigrants qui disposent de ressources financières qui leur permettent de vivre au Québec sans occuper un emploi.

Autres indépendants: personnes qui, en raison de leur formation et de leur expérience particulières, peuvent travailler dans un secteur d'activité où le Québec connaît une pénurie de main-d'oeuvre spécialisée.

Catégorie «réfugiés»
La catégorie «réfugiés» vise les personnes en situation de détresse reconnues comme réfugiées au sens de la convention de Genève ou appartenant à un groupe désigné par règlement.

Tableau 1

Population des principaux États et provinces, régions métropolitaines et villes, États-Unis 1980 et Canada 1981

Principaux États et provinces	Population	Principales régions métropolitaines	Population	Principales villes	Population
	'000		'000		'000
Californie	23 668	New York	8 275	New York	7 072
New York	17 558	Los Angeles	7 478	Chicago	3 005
Texas	14 229	Chicago	6 060	Los Angeles	2 967
Pennsylvanie	11 864	Philadelphie	4 717	Philadelphie	1 688
Illinois	11 427	Detroit	4 488	Houston	1 595
Ohio	10 798	Boston	3 663	Detroit	1 203
Floride	9 746	Washington	3 251	**Montreal**	**980**
Michigan	9 262	Toronto	2 999	Dallas	904
Ontario	8 625	**Montreal**	**2 828**	San Diego	876
New Jersey	7 365	Houston	2 736	Phoenix	790
Québec	**6 438**	Nassau Suffolk, N.Y.	2 606	Baltimore	787
Caroline du Nord	5 882	Pittsburgh	2 219	San Antonio	786
Massachusetts	5 737	Baltimore	2 200	Indianapolis	701
Indiana	5 490	Atlanta	2 138	San Francisco	679
Georgie	5 463	Minneapolis Saint-Paul	2 137	Memphis	646

Source: Recensements des Etats Unis 1980 et du Canada 1981.

Tableau 2

Population selon le groupe d'âge, par province, Canada, 1983

Groupe d'âge	Terre-Neuve		Île-du-Prince-Édouard		Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Québec	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
0 — 4 ans	49.0	8.5	9.7	7.8	60.3	7.0	52.4	7.4	474.0	7.3
5 — 9 ans	53.2	9.2	9.9	8.0	62.9	7.3	56.4	8.0	453.2	6.9
10 — 14 ans	60.4	10.5	10.9	8.8	70.9	8.3	61.4	8.7	452.6	6.9
15 — 19 ans	62.7	10.8	11.7	9.4	79.3	9.2	67.7	9.6	560.3	8.6
20 — 24 ans	53.0	9.2	11.0	8.9	81.5	9.5	66.3	9.4	639.5	9.8
25 — 34 ans	96.1	16.6	19.0	15.3	142.0	16.5	118.7	16.8	1 173.6	18.0
35 — 44 ans	68.6	11.9	14.7	11.9	108.2	12.6	87.2	12.3	899.2	13.8
45 — 54 ans	46.9	8.1	11.0	8.9	80.5	9.4	62.9	8.9	677.5	10.4
55 — 64 ans	41.4	7.2	10.6	8.5	76.5	8.9	60.1	8.5	587.3	9.0
65 — 69 ans	17.0	2.9	4.9	4.0	33.2	3.9	24.9	3.5	216.2	3.3
70 — 74 ans	13.2	2.3	4.1	3.3	26.6	3.1	20.3	2.9	168.4	2.6
75 ans et plus	16.4	2.8	6.5	5.2	37.3	4.3	28.5	4.0	219.7	3.4
Total	577.9	100.0	124.0	100.0	859.3	100.0	706.7	100.0	6 521.6	100.0

Source: Statistique Canada. *Estimation de la population selon l'âge et le sexe* (91-210).

Tableau 3

Population aux divers recensements, Québec et Canada, 1851-1981

Année de recensement	Québec			Canada			Québec/Canada
	Population	Augmentation		Population	Augmentation		
	n	n	%	n	n	%	%
1851	890 261			2 436 297			36.5
1861	1 111 566	221 306	24.02	3 171 418	759 153	31.17	25.0
1871	1 191 516	79 950	7.19	3 689 256	517 838	16.32	32.3
1881	1 359 027	167 511	14.06	4 324 810	635 554	17.24	31.4
1891	1 488 535	129 508	9.53	4 833 239	508 429	11.76	30.8
1901	1 648 898	160 363	10.77	5 371 315	538 076	11.13	30.7
1911	2 005 776	356 878	21.64	7 206 643	1 835 328	34.17	27.8
1921	2 360 510	354 734	17.69	8 787 949	1 581 306	21.94	26.9
1931	2 874 662	514 152	21.78	10 376 786	1 588 837	18.08	27.7
1941	3 331 882	457 220	15.91	11 506 655	1 129 860	10.89	29.0
1951	4 055 681	723 799	21.72	14 009 429	2 502 774	21.75	28.9
1956	4 628 378	572 697	14.12	16 080 791	2 071 362	14.79	28.8
1961	5 259 211	630 833	13.63	18 238 247	2 157 456	13.42	28.8
1966	5 780 845	521 634	9.92	20 014 880	1 776 633	9.74	28.9
1971	6 027 764	246 917	4.27	21 568 311	1 553 431	7.76	27.9
1976	6 234 445	206 681	3.43	22 992 604	1 424 293	6.60	27.1
1981	6 438 403	203 960	3.27	24 343 178	1 350 574	5.87	26.4

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Groupe d'âge	Ontario		Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie Britannique		Canada	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
0 — 4 ans	603.5	6.8	79.6	7.6	83.8	8.4	197.2	8.4	198.9	7.0	1 816.6	7.3
5 — 9 ans	603.5	6.8	77.7	7.4	78.9	8.0	178.9	7.6	187.6	6.6	1 768.7	7.1
10 — 14 ans	663.4	7.5	81.9	7.8	79.6	8.0	178.4	7.6	204.4	7.2	1 871.0	7.5
15 — 19 ans	753.6	8.6	90.2	8.6	88.2	8.9	203.7	8.7	223.9	7.9	2 148.8	8.6
20 — 24 ans	820.6	9.3	97.1	9.3	92.3	9.3	265.9	11.3	255.6	9.1	2 388.7	9.6
25 — 34 ans	1 480.4	16.8	171.3	16.4	158.9	16.0	479.1	20.4	501.7	17.8	4 355.4	17.5
35 — 44 ans	1 183.5	13.4	124.5	11.9	105.8	10.7	296.8	12.6	381.5	13.5	3 278.8	13.2
45 — 54 ans	938.7	10.7	98.4	9.4	91.1	9.2	210.8	9.0	284.1	10.1	2 507.1	10.1
55 — 64 ans	853.6	9.7	99.5	9.5	91.8	9.2	166.4	7.1	267.7	9.5	2 258.0	9.1
65 — 69 ans	309.2	3.5	42.0	4.0	40.6	4.1	59.7	2.5	110.5	3.9	859.0	3.5
70 — 74 ans	248.7	2.8	34.1	3.2	32.3	3.2	45.7	1.9	86.4	3.1	680.3	2.7
75 ans et plus	357.4	4.1	50.9	4.9	49.4	5.0	68.5	2.9	121.7	4.3	957.2	3.8
Total	8 815.9	100.0	1 047.2	100.0	992.7	100.0	2 350.0	100.0	2 823.9	100.0	24 889.8	100.0

Tableau 4

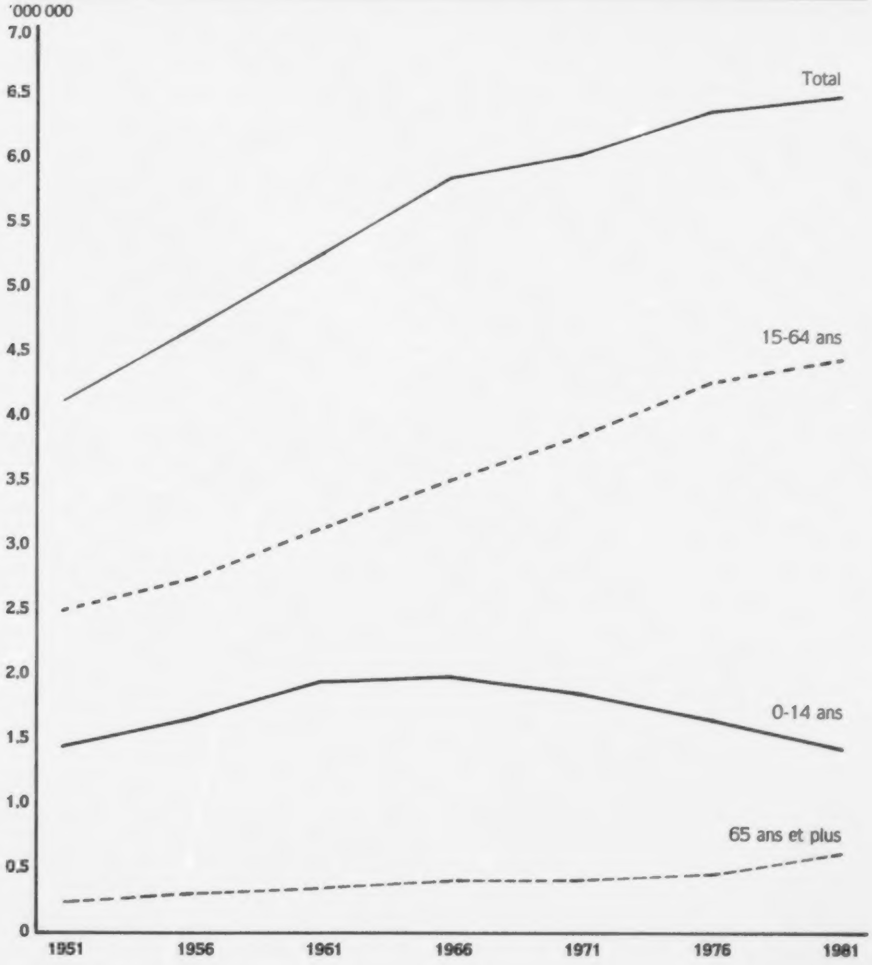
Population, accroissement quinquennal, répartition et densité, par province, Canada, 1951-1983

Année	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada[1]
Population ('000)											
1951	361	98	643	516	4 056	4 598	776	832	940	1 165	14 009
1956	415	99	695	555	4 628	5 405	850	881	1 123	1 399	16 081
1961	458	105	737	598	5 259	6 236	922	925	1 332	1 629	18 238
1966	493	109	756	617	5 781	6 961	963	955	1 463	1 874	20 015
1971	522	112	789	635	6 028	7 703	988	926	1 628	2 185	21 568
1976	558	118	829	677	6 235	8 265	1 022	921	1 838	2 467	22 993
1981	568	123	847	696	6 438	8 625	1 026	968	2 238	2 745	24 343
1982	569	123	852	699	6 482	8 716	1 035	979	2 317	2 790	24 634
1983	578	124	859	707	6 522	8 816	1 047	993	2 350	2 824	24 890
Accroissement quinquennal (%)											
1951-56	15.0	1.0	8.1	7.6	14.1	17.6	9.5	5.9	19.5	20.1	14.8
1956-61	10.4	6.1	6.0	7.8	13.6	15.4	8.5	5.0	18.6	16.4	13.4
1961-66	7.6	3.8	2.6	3.2	9.9	11.6	4.5	3.2	9.8	15.0	9.7
1966-71	5.9	2.8	4.4	2.9	4.3	10.7	2.6	3.0	14.2	16.6	7.8
1971-76	6.9	5.4	5.1	6.6	3.4	7.3	3.4	0.5	12.9	12.9	6.6
1976-81	1.6	4.2	2.2	2.8	3.3	4.4	0.4	5.1	21.7	11.3	5.9
Repartition (%)											
1951	2.6	0.7	4.6	3.7	29.0	32.8	5.5	5.9	6.7	8.3	100.0
1956	2.6	0.6	4.3	3.5	28.8	33.6	5.3	5.5	7.0	8.7	100.0
1961	2.5	0.6	4.0	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.3	8.9	100.0
1966	2.5	0.5	3.8	3.1	28.9	34.8	4.8	4.8	7.3	9.4	100.0
1971	2.4	0.5	3.7	2.9	28.0	35.7	4.6	4.3	7.6	10.1	100.0
1976	2.4	0.5	3.6	2.9	27.1	36.0	4.4	4.0	8.0	10.7	100.0
1981	2.3	0.5	3.5	2.9	26.5	35.4	4.2	4.0	9.2	11.3	100.0
Densite (hab/km^2)											
1951	1.0	17.4	12.2	7.2	3.0	5.2	1.4	1.5	1.5	1.3	1.5
1956	1.1	17.6	13.2	7.7	3.4	6.1	1.6	1.5	1.7	1.5	1.7
1961	1.2	18.5	14.0	8.3	3.9	7.0	1.7	1.6	2.1	1.8	2.0
1966	1.3	19.2	14.3	8.6	4.3	7.8	1.8	1.7	2.3	2.0	2.2
1971	1.4	19.7	14.9	8.8	4.4	8.6	1.8	1.6	2.5	2.4	2.3
1976	1.5	20.9	15.7	9.4	4.6	9.3	1.9	1.6	2.9	2.7	2.5
1981	1.5	21.6	16.0	9.7	4.7	9.4	1.9	1.7	3.5	3.1	2.6

1. Y compris le Yukon et les Territoires-du-Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada. Recensements du Canada; CANSIM, 1982-1983.

Figure 1
Évolution de la population par grand groupe d'âge, Québec, 1951-1981



Source: Bureau de la statistique du Québec

Tableau 5

Population et phénomènes démographiques, par municipalité régionale de comté et communauté urbaine et régionale, Québec, 1976, 1981-1983

MRC[1] et communauté	Population		Naissances		
	1976	1981	1981	1982	1983
	n				
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie					
Îles-de-la-Madeleine	13 515	14 130	187	200	187
Avignon	15 455	15 520	278	302	258
Bonaventure	22 755	22 465	306	295	287
Pabok	23 170	23 075	361	281	284
La Cote-de-Gaspe	23 765	23 995	455	391	381
Denis-Riverin	15 960	15 920	229	206	203
Matane	24 275	25 555	374	348	312
La Matapedia	22 295	22 150	354	332	352
La Mitis	22 410	22 165	333	323	293
Rimouski — Neigette	44 790	49 025	822	713	666
Saguenay — Lac-Saint-Jean					
Le Fjord-du-Saguenay	162 425	170 620	3 084	2 772	2 656
Lac-Saint-Jean-Est	50 190	52 890	1 049	949	942
Le Domaine-du-Roy	29 940	33 065	671	667	599
Maria-Chapdelaine	26 830	29 105	596	583	521
Quebec					
Temiscouata	25 285	25 225	404	369	348
Les Basques	12 230	11 920	175	150	144
Riviere-du-Loup	29 100	31 210	545	465	423
Kamouraska	23 660	24 510	380	379	375
L'Islet	22 220	22 060	330	294	274
Montmagny	25 620	25 680	320	299	317
Les Etchemins	19 965	19 975	291	313	287
Beauce — Sartigan	35 905	39 720	759	687	789
L'Amiante	49 575	50 940	755	727	679
Robert-Cliche	17 610	18 730	398	333	365
La Nouvelle-Beauce	20 185	22 240	438	385	389
Bellechasse	28 605	30 050	481	416	428
Desjardins	41 535	44 690	648	622	614
Les Chutes-de-la-Chaudiere	34 380	49 415	1 149	1 064	971
Lotbiniere	24 095	25 970	450	438	423
Portneuf	39 175	41 650	577	527	514
La Jacques-Cartier	14 960	19 630	430	363	384
L'Île d'Orléans	5 870	6 440	98	100	70
La Côte-de-Beaupre	18 475	20 430	293	263	245
Charlevoix	13 600	14 175	191	207	194
Charlevoix-Est	17 800	18 165	315	257	257
Trois-Rivières					
L'Érable	25 260	25 930	474	454	401
Arthabaska	51 145	56 280	993	925	927
Drummond	69 450	73 130	1 243	1 090	1 084
Nicolet — Yamaska	23 065	23 855	380	396	349
Bécancour	17 990	19 295	322	273	261
Francheville	120 910	127 300	1 851	1 712	1 635
Le Centre-de-la-Mauricie	67 255	67 925	875	852	871
Maskinongé	23 625	23 730	321	316	295
Mékinac	14 320	14 320	228	185	184
Le Haut-Saint-Maurice	15 975	15 815	251	247	260

MRC[1] et communauté	Décès			Mariages		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
			n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie						
Îles-de-la-Madeleine	63	64	79	54	43	47
Avignon	123	116	111	121	78	67
Bonaventure	136	182	176	118	115	115
Pabok	178	158	167	113	91	64
La-Côte-de-Gaspe	140	134	163	131	121	95
Denis-Riverin	105	115	112	72	65	61
Matane	191	186	183	143	138	120
La Matapedia	153	154	184	185	147	130
La Mitis	161	173	147	107	100	100
Rimouski — Neigette	234	300	274	352	348	353
Saguenay — Lac-Saint-Jean						
Le Fjord-du-Saguenay	951	954	1 013	1 245	1 181	1 101
Lac-Saint-Jean-Est	299	314	304	440	356	371
Le Domaine-du-Roy	184	199	225	250	229	231
Maria-Chapdelaine	140	149	150	233	207	194
Quebec						
Temiscouata	179	152	161	168	149	147
Les Basques	96	98	96	85	77	67
Riviere-du-Loup	214	215	250	191	206	201
Kamouraska	200	199	192	127	140	125
L'Islet	166	196	190	160	138	125
Montmagny	222	187	215	189	176	157
Les Etchemins	144	161	163	149	114	125
Beauce — Sartigan	234	273	259	257	241	258
L'Amiante	320	294	326	391	335	324
Robert-Cliche	126	125	128	181	176	158
La Nouvelle-Beauce	134	119	108	133	130	115
Bellechasse	225	225	240	169	192	151
Desjardins	261	285	281	209	204	172
Les Chutes-de-la-Chaudiere	194	187	181	148	130	143
Lotbinière	164	158	147	185	135	160
Portneuf	297	302	334	219	205	234
La Jacques-Cartier	83	67	80	97	107	110
L'Île d'Orléans	25	32	34	45	47	46
La Côte-de-Beaupré	159	147	143	123	109	91
Charlevoix	117	112	135	96	88	70
Charlevoix-Est	119	124	120	124	122	115
Trois-Rivières						
L'Érable	147	174	191	176	170	150
Arthabaska	345	359	380	386	364	382
Drummond	481	435	501	522	487	456
Nicolet — Yamaska	253	214	212	165	136	128
Bécancour	126	121	134	90	72	88
Francheville	923	897	927	837	763	673
Le Centre-de-la-Mauricie	481	547	534	570	474	391
Maskinongé	203	234	213	148	128	126
Mékinac	118	110	121	94	77	68
Le Haut-Saint-Maurice	117	132	129	122	111	85

Tableau 5 (suite)

Population et phénomènes démographiques, par municipalité régionale de comté et communauté urbaine et régionale, Québec, 1976, 1981-1983

MRC[1] et communauté	Population		Naissances		
	1976	1981	1981	1982	1983
	n				
Estrie					
Le Granit	20 740	21 245	359	332	329
Le-Haut-Saint-François	21 215	21 335	357	303	290
Coaticook	14 770	15 135	235	230	242
Memphrémagog	31 105	32 955	517	503	514
Sherbrooke	108 460	114 490	1 767	1 708	1 650
Le-Val Saint-François	31 055	32 955	557	543	497
L'Or Blanc	18 610	18 140	324	258	237
Montréal					
Brome-Missisquoi	42 820	44 500	721	674	673
Le Haut-Richelieu	72 485	79 625	1 267	1 249	1 187
Les Jardins-de-Napierville	18 865	20 160	288	290	287
Le Haut-Saint-Laurent	22 345	22 835	345	321	319
Beauharnois — Salaberry	57 365	58 715	881	729	776
Vaudreuil — Soulanges	57 510	65 470	1 045	1 024	918
Roussillon	86 245	98 045	1 409	1 399	1 333
Champlain	258 455	282 345	4 158	4 229	3 901
La Vallée-du-Richelieu	79 740	90 760	1 381	1 330	1 239
Rouville	24 825	28 055	485	429	447
La-Haute-Yamaska	56 805	61 370	1 002	987	1 009
Acton	17 225	18 485	359	361	350
Les Maskoutains	62 345	66 555	1 093	1 030	963
Le Bas-Richelieu	51 735	54 810	841	649	682
La Jemmerais	52 435	67 340	1 123	948	956
Laval	246 240	268 335	3 610	3 426	3 469
Deux-Montagnes	43 320	54 895	995	900	868
Mirabel	13 485	14 080	202	202	210
Thérèse-de-Blainville	62 255	74 155	1 264	1 145	1 116
Les Moulins	43 715	59 770	1 091	973	1 021
L'Assomption	52 125	65 150	1 172	1 016	1 073
D'Autray	29 160	32 000	499	482	432
Joliette	40 345	43 185	640	619	610
Montcalm	22 705	27 010	388	380	386
La Rivière-du-Nord	52 285	59 450	946	855	819
Argenteuil	26 700	26 760	318	304	303
Les Pays-d'en-Haut	16 595	18 950	247	230	218
Les Laurentides	25 045	28 470	402	386	387
Matawinie	24 870	28 105	406	402	410
Outaouais					
Papineau	17 835	18 350	224	226	206
La Vallée de la Gatineau	18 690	19 470	251	252	225
Pontiac	16 815	16 170	212	225	185
Antoine-Labelle	27 835	30 920	513	469	460
Abitibi-Témiscamingue					
Témiscamingue	17 690	17 825	328	300	297
Rouyn — Noranda	38 075	38 375	645	627	638
Vallée-de-l'Or	36 345	38 290	698	721	626
Abitibi	23 795	26 045	562	514	466
Abitibi-Ouest	25 195	25 555	491	459	448

MRC[1] et communauté	Décès			Mariages		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	n					
Estrie						
Le Granit	171	160	139	183	159	166
Le Haut-Saint-Francois	173	201	176	115	136	106
Coaticook	119	119	103	77	99	76
Memphremagog	287	288	283	245	168	194
Sherbrooke	796	795	810	871	751	764
Le Val Saint-Francois	234	244	231	204	172	153
L'Or Blanc	136	138	119	116	98	99
Montréal						
Brome-Missisquoi	357	364	380	327	270	238
Le Haut-Richelieu	496	476	520	600	560	519
Les Jardins-de-Napierville	123	141	144	124	108	96
Le Haut-Saint-Laurent	209	203	219	116	139	130
Beauharnois — Salaberry	390	389	386	509	453	460
Vaudreuil — Soulanges	355	384	372	326	240	257
Roussillon	462	496	449	388	347	356
Champlain	1 411	1 443	1 456	1 348	1 309	1 286
La Vallee-du-Richelieu	404	444	432	353	293	278
Rouville	181	171	184	154	165	137
La-Haute-Yamaska	387	373	353	408	461	394
Acton	110	134	125	105	119	86
Les Maskoutains	482	501	499	519	465	415
Le Bas-Richelieu	390	362	351	350	291	257
La Jemmerais	268	223	254	200	200	183
Laval	1 239	1 315	1 420	1 389	1 427	1 378
Deux-Montagnes	324	342	316	229	225	204
Mirabel	64	64	77	77	76	67
Therese-de-Blainville	312	326	318	292	223	237
Les Moulins	209	226	279	182	152	153
L'Assomption	306	291	277	265	214	216
D'Autray	283	264	305	179	167	127
Joliette	273	265	299	448	434	376
Montcalm	191	202	217	157	151	128
La Riviere-du-Nord	363	416	384	755	685	581
Argenteuil	258	245	298	151	142	139
Les Pays-d'en-Haut	144	156	142	169	144	157
Les Laurentides	225	244	236	146	148	141
Matawinie	238	235	252	186	177	167
Outaouais						
Papineau	164	125	132	110	97	54
La Vallée de la Gatineau	172	149	165	101	75	107
Pontiac	169	152	159	146	130	121
Antoine-Labelle	203	228	224	189	165	185
Abitibi-Témiscamingue						
Témiscamingue	108	114	131	137	118	125
Rouyn — Noranda	254	213	227	250	255	214
Vallée-de-l'Or	251	242	237	242	233	171
Abitibi	128	107	142	135	162	164
Abitibi-Ouest	150	129	155	158	177	152

Tableau 5 (suite)

Population et phénomènes démographiques, par municipalité régionale de comté et communauté urbaine et régionale, Québec, 1976, 1981-1983

MRC[1] et communauté	Population		Naissances		
	1976	1981	1981	1982	1983
	n				
Côte-Nord					
Minganie	8 085	7 055	147	122	112
Sept-Rivieres	43 550	42 440	833	709	593
Manicouagan	36 525	37 236	642	617	599
La Haute Cote-Nord	15 220	15 055	256	238	222
Caniapiscau	11 070	10 790	298	247	174
Hors MRC	39 555	43 725	962	968	927
Communautes					
Communaute urbaine de Quebec	446 325[2]	456 255[2]	5 852	5 484	5 234
Communaute urbaine de Montreal	1 869 585	1 760 125	21 272	21 173	20 746
Communaute regionale de l'Outaouais	189 640	189 005	2 903	2 873	2 762
Quebec	6 234 450	6 438 410	95 247	90 540	87 739

1. Les limites sont celles de 1981.
2. Comprend la population de la reserve de l'Ancienne-Lorette.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1981.
Bureau de la statistique du Quebec, Registre de la population.

Tableau 6

Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1976, 1981 et 1982

Municipalité	1976	1981			
	Population	Population	Naissances	Deces	Mariages
	n	n			
Alma	25 638	26 322	481	135	250
Amos	9 213	9 421	283	72	92
Ancienne-Lorette	11 694	12 935	247	47	87
Anjou	36 596	37 346	446	163	115
Arthabaska	5 907	6 827	163	32	108
Asbestos	9 113	7 967	160	66	65
Ascot	7 289	8 448	4	4	2
Aylmer	25 714	26 695	447	122	92
Baie-Comeau (Hauterive)	26 635	26 861	445	95	166
Beaconsfield	20 417	19 613	230	64	93
Beauharnois	7 665	7 025	95	52	50
Beauport	55 339	60 447	849	429	270
Becancour	9 043	10 247	196	60	43
Bellefeuille	3 917	5 865	83	16	15
Beloeil	15 913	17 540	275	88	86
Bernières	2 442	5 009	143	11	—
Black-Lake	4 987	5 148	68	33	33
Blainville	12 517	14 682	247	47	75
Boisbriand	10 132	13 471	262	48	19
Boucherville	25 530	29 704	360	104	96
Brossard	40 370	52 232	779	169	88
Buckhingham	7 925	7 992	153	79	53
Candiac	7 166	8 502	112	9	5
Cap-de-la-Madeleine	32 126	32 626	441	215	187
Cap-Rouge	5 716	8 492	178	30	53
Caughnawaga	4 013	5 218	57	38	24

MRC[1] et communauté	Décès			Mariages		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
			n			
Côte-Nord						
Minganie	25	40	45	53	25	33
Sept-Rivieres	132	145	151	224	172	180
Manicouagan	159	111	159	191	177	134
La Haute Côte Nord	88	76	89	69	84	82
Caniapiscau	27	20	28	14	16	20
Hors MRC	164	156	157	195	180	211
Communautes						
Communaute urbaine de Quebec	3 029	3 096	3 124	2 889	2 763	2 640
Communaute urbaine de Montreal	14 210	14 613	14 622	12 367	11 851	11 054
Communaute regionale de l'Outaouais	1 031	1 050	985	1 153	1 090	1 089
Québec	42 765	43 485	44 150	41 006	38 360	36 147

Municipalité	1982			
	Population	Naissances	Décès	Mariages
		n		
Alma	26 500	423	133	218
Amos	9 500	249	72	120
Ancienne-Lorette	13 200	202	54	89
Anjou	37 400	431	157	141
Arthabaska	7 000	143	40	121
Asbestos	7 600	122	65	61
Ascot	8 700	1	4	3
Aylmer	26 800	424	119	105
Baie-Comeau (Hauterive)	26 800	421	76	145
Beaconsfield	19 500	190	80	83
Beauharnois	6 700	85	47	47
Beauport	61 500	802	413	261
Becancour	10 400	143	54	28
Bellefeuille	6 100	68	23	7
Beloeil	17 700	285	108	69
Bernières	5 100	119	16	1
Black-Lake	5 100	77	30	35
Blainville	15 100	245	56	46
Boisbriand	14 100	256	45	25
Boucherville	30 000	308	84	93
Brossard	53 000	821	177	81
Buckhingham	8 000	147	78	52
Candiac	8 600	118	20	12
Cap-de-la-Madeleine	34 000	429	226	176
Cap-Rouge	8 800	185	36	33
Caughnawaga	5 500	81	33	17

Tableau 6 (suite)

Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1976, 1981 et 1982

Municipalité	1976	1981			
	Population	Population	Naissances	Deces	Mariages
	n	n			
Chambly	11 815	12 190	209	58	73
Charlesbourg	63 147	68 326	951	279	276
Charny	6 461	8 240	173	43	21
Chateauguay	36 329	36 928	477	213	214
Chibougamau	10 536	10 732	267	36	55
Chicoutimi	57 737	60 064	1 098	342	576
Coaticook	6 392	6 271	136	78	37
Contrecoeur	4 668	5 449	106	40	25
Cote-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent	4 771	5 176	73	32	23
Cote-Saint-Luc	25 721	27 531	196	322	52
Cowansville	11 902	12 240	228	89	128
Deux-Montagnes	8 957	9 944	187	76	49
Dolbeau	8 451	8 766	175	45	75
Dollard-des-Ormeaux	36 837	39 940	650	78	87
Donnacona	5 800	5 731	56	47	27
Dorion	5 843	5 749	93	28	31
Dorval	19 131	17 722	189	125	93
Drummondville	38 706	36 567	696	331	384
Farnham	6 476	6 498	134	67	59
Fleurimont	6 925	10 272	201	29	30
Gaspe	16 842	17 261	315	106	97
Gatineau	73 479	74 988	1 267	310	302
Granby (ville)	37 132	38 069	764	299	329
Granby (canton)	4 330	6 057	2		
Grand-Mère	15 940	15 442	189	109	98
Greenfield Park	18 430	18 527	254	149	90
Hampstead	7 562	7 598	53	38	26
Hull	61 052	56 225	737	402	640
Iberville	8 897	8 587	209	91	74
Ile-Perrot	5 272	5 945	77	33	48
Joliette	18 118	16 987	303	183	329
Jonquière	60 691	60 354	868	354	416
Kirkland	7 476	10 476	191	27	14
La Baie	20 116	20 935	402	119	129
Lachenaie	7 118	8 631	154	23	19
Lachine	41 503	37 521	468	355	276
Lachute	11 928	11 729	158	153	91
Lac-Megantic	6 469	6 119	136	88	75
Lac-Saint-Charles	3 285	5 837	120	20	24
La Prairie	9 173	10 627	179	72	51
La Salle	76 713	76 299	1 025	406	276
La Sarre	8 249	8 861	185	55	24
La Tuque	12 067	11 556	205	103	108
Lauzon	12 680	13 362	173	92	48
Laval	246 243	268 335	3 610	1 239	1 389
Le Gardeur	6 107	8 312	167	28	29
Lemoyne	7 202	6 137	89	46	36
Lévis	17 819	17 895	250	128	95
Longueuil	122 429	124 320	1 829	644	810
Loretteville	14 767	15 060	211	58	127
Lorraine	5 388	6 881	125	16	—
Magog	13 290	13 604	274	119	129
Maniwaki	5 969	5 424	123	85	38

Municipalité	1982			
	Population	Naissances	Décès	Mariages
	n			
Chambly	12 300	212	89	57
Charlesbourg	69 300	792	290	271
Charny	8 200	159	28	22
Châteauguay	37 000	466	219	177
Chibougamau	10 600	248	33	61
Chicoutimi	60 100	1 003	319	505
Coaticook	6 200	137	91	57
Contrecoeur	5 600	72	26	27
Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent	5 200	119	24	17
Côte-Saint-Luc	27 700	220	327	71
Cowansville	12 400	216	118	124
Deux-Montagnes	10 200	158	80	58
Dolbeau	8 800	146	52	58
Dollard-des-Ormeaux	40 500	636	105	77
Donnacona	5 700	66	44	27
Dorion	5 800	71	22	23
Dorval	17 500	202	128	88
Drummondville	37 000	689	306	339
Farnham	6 500	115	64	37
Fleurimont	10 500	189	34	18
Gaspé	17 500	267	106	95
Gatineau	75 200	1 216	312	302
Granby (ville)	38 500	743	265	378
Granby (canton)	6 200	2		—
Grand-Mère	15 200	181	127	97
Greenfield Park	18 500	264	128	73
Hampstead	7 600	55	38	32
Hull	55 300	788	426	551
Iberville	8 500	209	78	68
Île-Perrot	6 000	80	34	23
Joliette	16 800	232	179	360
Jonquière	60 100	825	350	369
Kirkland	11 000	186	33	4
La Baie	20 900	374	129	136
Lachenaie	8 700	138	29	11
Lachine	36 800	476	342	249
Lachute	12 000	156	138	74
Lac-Mégantic	6 000	122	72	57
Lac-Saint-Charles	6 100	112	17	18
La Prairie	10 700	162	73	46
La Salle	76 100	1 010	459	260
La Sarre	8 900	181	43	46
La Tuque	11 500	198	115	99
Lauzon	13 400	179	90	51
Laval	270 900	3 426	1 316	1 427
Le Gardeur	8 700	137	23	28
Lemoyne	5 900	92	42	25
Lévis	18 300	206	154	105
Longueuil	124 500	1 816	638	795
Loretteville	15 100	200	62	103
Lorraine	6 900	96	11	3
Magog	13 700	243	116	87
Maniwaki	5 300	126	80	37

Tableau 6 (suite)

Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1976, 1981 et 1982

Municipalité	1976	1981			
	Population	Population	Naissances	Décès	Mariages
	n	n			
Mascouche	14 266	20 345	385	64	76
Matane	12 726	13 612	195	115	80
Mercier	4 957	6 352	103	20	20
Mirabel	13 486	14 080	202	64	77
Mistassini	5 473	6 682	140	33	61
Mont-Joli	6 508	6 359	119	47	31
Mont-Laurier	8 565	8 405	212	57	100
Montmagny	12 326	12 405	141	120	99
Montreal	1 118 990	1 018 609	11 929	9 598	9 044
Montreal-Nord	97 250	94 914	1 269	575	305
Montreal-Ouest	5 980	5 514	51	15	42
Mont-Royal	20 514	19 247	142	135	161
Mont-Saint-Hilaire	7 750	10 066	171	56	27
Noranda	9 809	8 767	227	89	77
Notre-Dame-des-Prairies	5 820	6 150	55	17	50
Outremont	27 089	24 338	193	153	83
Pierrefonds	35 402	38 390	621	169	115
Pincourt	7 892	8 750	156	24	31
Plessisville	7 238	7 249	148	56	66
Pointe-Claire	25 917	24 571	357	146	196
Pointe-du-Lac	4 122	5 359	89	34	26
Port-Cartier	8 139	8 191	185	16	31
Québec[2]	177 082	165 968	1 893	1 552	1 538
Repentigny	26 698	34 419	603	138	129
Rimouski	27 897	29 120	467	167	230
Rivière-du-Loup	13 103	13 459	265	126	102
Roberval	10 529	11 429	216	86	96
Rock-Forest	9 001	12 283	171	22	29
Rosemère	7 112	7 778	131	35	47
Rouyn	17 678	17 224	264	122	111
Roxboro	7 106	6 292	77	33	40
Sainte-Agathe-des-Monts	5 435	5 641	105	63	39
Sainte-Anne-des-Monts	5 945	6 062	95	32	19
Sainte-Anne-des-Plaines	5 283	7 651	152	26	25
Saint-Antoine	6 872	7 012	110	33	47
Sainte-Athanase	3 726	5 138	—	—	2
Saint-Augustin-de-Desmaures	3 904	7 401	185	25	25
Saint-Basile-Le-Grand	5 843	7 658	127	27	23
Saint-Bruno-de-Montarville	21 272	22 880	286	63	70
Sainte-Catherine	5 036	6 372	102	15	1
Saint-Charles-Borromée	6 178	7 571	61	25	—
Saint-Constant	7 659	9 938	155	31	38
Saint-David-de-l'Auberivière	4 386	5 380	86	17	29
Saint-Émile	4 205	5 216	105	14	23
Saint-Eustache	21 248	29 716	187	76	128
Saint-Félicien	7 289	9 058	185	31	64
Sainte-Foy	71 237	68 883	625	325	287
Saint-Georges	8 605	10 342	8	12	41
Saint-Georges-Ouest	6 478	6 378	132	55	45
Saint-Hubert	49 706	60 573	1 004	248	220
Saint-Hyacinthe	37 500	38 246	609	356	361
Saint-Jean-Chrysostome	3 606	6 930	217	15	12
Saint-Jean-sur-Richelieu	34 363	35 640	529	234	220

Municipalité	1982			
	Population	Naissances	Décès	Mariages
	n			
Mascouche	20 700	335	79	56
Matane	13 700	189	108	79
Mercier	6 400	96	28	22
Mirabel	14 200	202	64	76
Mistassini	6 800	151	39	47
Mont-Joli	6 300	103	64	37
Mont-Laurier	8 400	185	91	83
Montmagny	12 400	136	95	102
Montreal	999 700	12 168	9 820	8 480
Montreal-Nord	94 100	1 201	582	347
Montreal-Ouest	5 400	60	29	56
Mont-Royal	19 000	143	159	192
Mont-Saint-Hilaire	10 200	131	52	36
Noranda	8 700	245	56	77
Notre-Dame-des-Prairies	6 200	62	13	18
Outremont	23 800	197	145	112
Pierrefonds	38 800	558	192	126
Pincourt	8 800	156	35	17
Plessisville	7 300	168	67	56
Pointe-Claire	24 400	353	171	176
Pointe-du-Lac	5 600	73	40	22
Port-Cartier	8 200	145	21	23
Quebec[2]	166 000	1 795	1 633	1 509
Repentigny	35 400	537	120	109
Rimouski	29 300	400	199	223
Riviere-du-Loup	13 500	223	111	121
Roberval	11 600	224	84	88
Rock-Forest	11 700	185	38	22
Rosemere	7 800	117	34	39
Rouyn	17 100	206	114	118
Roxboro	6 100	81	33	34
Sainte-Agathe-des-Monts	5 700	90	75	34
Sainte-Anne-des-Monts	6 100	80	47	30
Sainte-Anne-des-Plaines	7 800	125	22	19
Saint-Antoine	7 100	98	36	48
Sainte-Athanase	5 200	2	—	5
Saint-Augustin-de-Desmaures	7 500	151	21	25
Saint-Basile-le-Grand	7 700	115	20	21
Saint-Bruno-de-Montarville	22 900	258	87	63
Sainte-Catherine	6 400	90	23	19
Saint-Charles-Borromée	7 700	72	17	1
Saint-Constant	10 100	170	34	26
Saint-David-de-l'Auberivière	5 600	75	16	20
Saint-Émile	5 400	90	22	18
Saint-Eustache	31 600	158	80	107
Saint-Félicien	9 200	167	46	62
Sainte-Foy	68 900	690	291	248
Saint-Georges	10 700	5	21	59
Saint-Georges-Ouest	6 400	115	66	55
Saint-Hubert	61 500	1 048	277	219
Saint-Hyacinthe	38 400	556	374	319
Saint-Jean-Chrysostome	7 000	182	22	18
Saint-Jean-sur-Richelieu	35 900	534	242	362

Tableau 6 (suite)

Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1976, 1981 et 1982

Municipalité	1976	1981			
	Population	Population	Naissances	Deces	Mariages
	n	n			
Saint-Jerôme	25 175	25 123	443	215	637
Sainte-Julie	8 666	14 243	270	34	24
Saint-Lambert	20 318	20 557	203	155	104
Saint-Laurent	64 404	65 900	761	488	289
Saint-Leonard	78 452	79 429	1 207	325	188
Saint-Louis-de-France	3 326	5 078	128	17	21
Saint-Louis-de-Terrebonne	8 479	14 172	276	39	12
Saint-Luc	7 103	8 815	150	37	16
Sainte-Marie	7 685	8 937	179	47	54
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	4 726	5 586	89	37	20
Saint-Nicephore	3 497	5 481	69	10	12
Saint-Nicolas	3 729	5 074	99	15	31
Saint-Pierre	6 039	5 305	83	26	23
Saint-Raphael-de-l'Ile-Bizard	4 101	6 558	133	49	29
Saint-Remi	4 866	5 146	83	20	31
Saint-Romuald	9 160	9 849	138	60	43
Sainte-Sophie	4 084	5 838	79	18	21
Sainte-Therese	17 479	18 750	274	104	92
Salaberry-de-Valleyfield	29 710	29 574	435	239	352
Sept-Iles	30 617	29 262	530	100	188
Shawinigan	24 921	23 011	286	201	271
Shawinigan-Sud	11 155	11 325	110	65	80
Sherbrooke	76 804	74 075	1 221	658	729
Sillery	13 580	12 825	93	128	66
Sorel	19 647	20 347	311	163	230
Terrebonne	11 204	11 769	173	70	65
Thetford-Mines	20 889	19 965	339	173	192
Tracy	12 284	12 843	190	67	73
Trois-Rivieres	52 518	50 466	666	447	471
Trois-Rivieres-Ouest	10 564	13 107	187	45	38
Val-Belair	10 716	12 695	240	43	—
Val-d'Or	19 915	21 371	407	152	160
Vanier	10 683	10 725	145	73	66
Varennes	6 469	8 764	196	36	32
Vaudreuil	5 630	7 608	125	39	29
Verdun	68 013	61 287	682	646	343
Victoriaville	21 825	21 838	45[illegible]	183	145
Wendover et Simpson	5 253	6 077	2	1	—
Westmount	22 153	20 480	135	157	286
Windsor	5 637	5 233	110	50	38

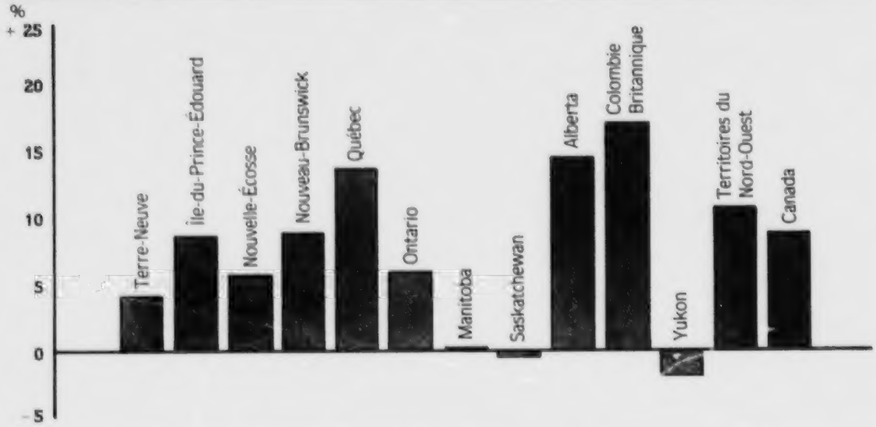
1. Les limites sont celles de 1982.
2. Excluant Notre-Dame-des-Anges en 1976.

Source: Statistique Canada, *Recensements de 1976 et de 1981.*
Bureau de la statistique du Quebec, Registre de la population.
Bureau de la statistique du Quebec, Service de l'analyse et de la prevision demographiques.

Municipalité	1982			
	Population	Naissances	Deces	Mariages
	n			
Saint Jerôme	24 100	402	231	601
Sainte Julie	14 500	230	22	23
Saint-Lambert	20 600	188	182	116
Saint Laurent	66 200	755	504	299
Saint Léonard	79 500	1 049	480	175
Saint Louis de France	5 200	117	19	14
Saint Louis de Terrebonne	14 800	261	48	11
Saint Luc	8 900	152	36	18
Sainte Marie	9 [illegible]	157	38	47
Sainte Marthe-sur le Lac	[illegible] 800	77	48	16
Saint Nicephore	5 600	20	8	6
Saint Nicolas	5 100	91	10	16
Saint Pierre	5 200	71	37	16
Saint Raphael de l'Ile-Bizard	7 000	157	47	24
Saint-Remi	5 100	71	32	32
Saint-Romuald	10 500	128	73	40
Sainte-Sophie	5 900	77	34	8
Sainte Therese	19 500	237	128	73
Salaberry de Valleyfield	29 500	355	260	302
Sept Iles	27 400	482	104	138
Shawinigan	22 600	263	245	203
Shawinigan Sud	11 300	151	68	68
Sherbrooke	73 500	1 174	628	640
Sillery	13 300	96	145	61
Sorel	20 500	236	179	177
Terrebonne	11 900	146	58	61
Thetford Mines	19 700	324	156	160
Tracy	13 000	135	62	68
Trois-Rivieres	50 500	596	436	423
Trois Rivieres Ouest	13 600	177	43	50
Val-Belair	12 700	219	51	
Val-d'Or	21 600	420	138	145
Vanier	12 200	139	58	75
Varennes	9 100	167	50	43
Vaudreuil	7 800	108	39	19
Verdun	60 000	648	672	373
Victoriaville	22 100	435	185	124
Wendover et Simpson	3 750		1	3
Westmount	20 200	124	158	306
Windsor	5 200	136	43	18

Figure 2

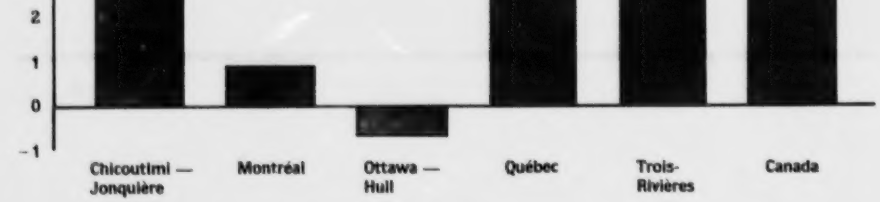
Taux de croissance de la population rurale, par province et territoire, Canada, 1976 et 1981



Source: Statistique Canada. *Current Demographic Analysis* (91-209E)

Figure 3

Taux de croissance des régions métropolitaines de recensement, Québec, Canada, 1981/1976



Source: Statistique Canada. *Current Demographic Analysis* (91-209E)

Tableau 7

Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1983 et 1984

Municipalité	1983				1984[1]
	Population	Naissances	Décès	Mariages	Population
			n		
Alma	26 600	449	144	223	27 100
Amos	9 500	262	79	99	9 600
Ancienne-Lorette	13 400	205	61	90	13 200
Anjou	38 600	413	162	115	38 300
Arthabaska	7 100	132	48	105	7 100
Asbestos	7 400	119	63	56	7 300
Ascot	9 000	6	4	5	9 200
Aylmer	27 100	417	91	93	28 400
Baie-Comeau	26 800	411	109	102	27 500
Beaconsfield	19 800	244	59	98	19 300
Beauharnois	6 600	92	53	42	6 600
Beauport	62 200	747	444	241	62 100
Becancour	10 600	149	72	43	10 700
Bellefeuille	6 500	88	15	15	6 700
Beloeil	17 800	211	93	57	17 900
Bernieres	5 200	128	15		5 600
Black-Lake	5 100	81	41	26	5 200
Blainville	15 300	232	54	67	15 700
Boisbriand	14 300	239	48	12	14 800
Bois-des-Filion	5 100	74	34	26	5 100
Boucherville	30 600	289	107	86	31 300
Brossard	55 300	728	169	73	54 900
Buckingham	8 000	134	81	52	8 200
Candiac	8 700	108	24	10	8 900
Cap-de-la-Madeleine	34 000	397	229	172	34 400
Cap-Rouge	9 500	207	32	39	9 900
Chambly	12 400	175	82	60	12 500
Charlemagne	5 100	89	19	15	5 300
Charlesbourg	69 900	798	290	255	69 500
Charny	8 300	128	33	24	8 400
Châteauguay	37 100	432	176	181	37 500
Chibougamau	10 800	222	38	85	10 800
Chicoutimi	60 400	963	385	440	61 700
Coaticook	6 200	149	75	34	6 300
Contrecoeur	5 600	100	34	18	5 700
Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent	5 200	86	21	20	5 400
Côte-Saint-Luc	28 700	196	359	70	28 200
Cowansville	12 400	189	109	89	12 400
Delson	5 100	51	25	19	5 000
Deux-Montagnes	10 300	137	85	42	10 300
Dolbeau	9 000	120	47	59	9 100
Dollard-des-Ormeaux	42 000	610	81	94	42 200
Donnacona	5 700	51	58	34	5 900
Dorion	5 800	62	32	22	5 900
Dorval	17 600	186	131	99	17 100
Drummondville	36 600	690	382	335	36 100
Farnham	6 500	133	56	34	6 500
Fleurimont	11 000	198	33	18	11 400
Gaspé	17 600	270	127	67	17 600
Gatineau	76 100	1 177	309	288	78 100
Granby (ville)	38 700	722	263	317	39 500
Granby (canton)	6 300	13	1	—	6 800
Grand-Mère	15 100	165	120	79	15 100

Tableau 7 (suite)

Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1983 et 1984

Municipalité	1983				1984[1]
	Population	Naissances	Décès	Mariages	Population
			n		
Grantham Ouest	5 000	7	1		5 200
Greenfield Park	18 500	239	133	73	18 600
Hampstead	7 800	59	33	33	7 700
Hull	55 100	756	409	578	55 000
Iberville	8 400	211	93	74	8 700
Île-Perrot	6 000	103	31	22	6 200
Joliette	16 600	291	193	312	16 400
Jonquiere	60 000	805	367	359	60 800
Kahnawake	5 700	87	37	19	5 800
Kirkland	11 500	218	37	4	11 700
La Baie	20 900	345	143	170	21 200
Lachenaie	9 000	134	23	8	9 600
Lachine	37 000	428	389	210	36 500
Lachute	11 700	160	169	75	11 800
Lac Mégantic	6 100	117	56	84	6 000
Lac Saint-Charles	6 200	105	12	19	6 100
Lafontaine	4 920	48	17		5 000
La Pêche	5 000	69	28	29	5 300
La Plaine	5 200	81	17	17	5 600
La Prairie	10 800	154	58	43	11 000
La Salle	77 700	1 017	476	230	76 000
La Sarre	9 000	160	54	38	9 200
L'Assomption	4 830	73	42	27	5 000
La Tuque	11 600	206	112	71	11 600
Lauzon	13 500	181	91	46	13 800
Laval	273 000	3 469	1 420	1 378	278 200
Le Gardeur	9 100	140	20	28	9 600
Lemoyne	5 700	75	36	21	5 500
Levis	18 200	192	145	71	18 400
Longueuil	124 700	1 703	650	830	126 200
Loretteville	15 100	172	68	83	14 900
Lorraine	7 000	99	14	4	7 000
Magog	13 700	267	124	102	14 000
Maniwaki	5 200	94	76	38	5 300
Mascouche	21 000	350	94	68	21 900
Matane	13 800	172	103	71	13 800
Mercier	6 600	106	25	21	6 800
Mirabel	14 300	210	77	67	14 200
Mistassini	6 900	151	38	35	7 000
Mont-Joli	6 400	91	51	28	6 700
Mont-Laurier	8 400	186	57	97	8 400
Montmagny	12 400	145	113	91	12 300
Montréal	1 005 000	11 941	9 854	7 794	1 001 300
Montréal-Nord	96 500	1 087	603	418	91 100
Montréal-Ouest	5 400	55	24	41	5 300
Mont-Royal	19 300	150	150	174	18 600
Mont-Saint-Hilaire	10 300	131	51	32	10 300
Noranda	8 600	208	66	48	8 600
Notre-Dame-des-Prairies	6 300	43	24	1	6 300
Outremont	23 900	178	166	93	23 200
Pierrefonds	39 800	581	162	116	39 800
Pincourt	8 900	114	28	34	9 100
Plessisville	7 300	146	69	56	7 400
Pointe-Claire	24 800	377	170	151	24 200

Tableau 7 (suite)

Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1983 et 1984

Municipalité	1983				1984[1]
	Population	Naissances	Décès	Mariages	Population
			n		
Pointe-du-Lac	5 700	79	18	19	5 900
Port-Cartier	8 300	121	18	35	7 200
Prévost	5 000	78	31	17	5 200
Québec	163 800	1 674	1 625	1 484	164 000
Repentigny	36 500	579	132	120	38 000
Rimouski	29 500	354	178	236	29 800
Rivière-du-Loup	13 600	193	135	113	13 600
Roberval	11 800	208	90	92	11 900
Rock-Forest	12 300	183	42	33	12 500
Rosemère	7 800	115	36	30	7 900
Rouyn	17 200	255	106	115	17 400
Roxboro	6 100	79	35	17	5 900
Sainte-Agathe-des-Monts	5 700	80	77	34	5 700
Sainte-Anne-des-Monts	6 200	85	39	23	6 400
Sainte-Anne-des-Plaines	8 000	138	29	25	8 200
Saint-Antoine	7 100	75	30	29	7 100
Sainte-Athanase	5 200	--	1	1	5 600
Saint-Augustin-de-Desmaures	7 900	161	41	27	8 300
Saint-Basile-le-Grand	8 100	142	24	28	8 400
Saint-Bruno-de-Montarville	23 100	268	82	56	23 500
Sainte-Catherine	6 500	110	21	18	6 500
Saint-Charles-Borromée	8 100	68	26	--	8 400
Saint-Constant	10 600	174	41	29	11 000
Saint-David-de-l'Auberivière	5 700	90	15	25	5 900
Saint-Emile	5 500	80	13	26	5 500
Saint-Etienne-de-Lauzon	5 200	143	13	7	5 400
Saint-Eustache	32 000	506	128	98	32 600
Saint-Félicien	9 600	157	49	69	9 700
Sainte-Foy	68 400	606	293	219	67 900
Saint-Georges	10 900	13	22	50	11 100
Saint-Georges-Ouest	6 400	160	62	51	6 400
Saint-Hubert	63 600	998	282	187	64 000
Saint-Hyacinthe	38 500	472	371	293	39 100
Saint-Jean-Chrysostome	7 500	182	12	21	8 300
Saint-Jean-sur-Richelieu	36 100	475	268	323	36 400
Saint-Jérôme	24 000	364	211	500	23 900
Sainte-Julie	14 700	216	17	27	14 900
Saint-Julienne	5 100	64	25	18	5 200
Saint-Lambert	20 600	158	186	102	20 700
Saint-Laurent	68 100	698	429	279	67 800
Saint-Léonard	82 300	1 055	311	166	81 500
Saint-Lin	5 100	88	42	18	5 300
Saint-Louis-de-France	5 400	114	14	13	5 500
Saint-Louis-de-Terrebonne	16 100	302	57	11	17 500
Saint-Luc	9 100	139	35	20	9 500
Sainte-Marie	9 500	134	34	54	9 500
Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine	4 910	89	25	—	5 000
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	5 900	88	30	16	5 900
Saint-Nicéphore	5 900	26	5	6	5 900
Saint-Nicolas	5 100	83	13	20	5 400
Saint-Pierre	5 200	66	36	15	5 200
Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard	7 300	176	48	33	7 800
Saint-Rédempteur	4 810	73	11	10	5 100
Saint-Rémi	5 100	77	37	23	5 200

4

Tableau 7 (suite)

Population et phénomènes démographiques des municipalités de 5 000 habitants et plus, Québec, 1983 et 1984

Municipalité	1983				1984[1]
	Population	Naissances	Décès	Mariages	Population
			n		
Saint-Romuald	10 600	132	63	34	10 800
Sainte-Sophie	5 900	75	31	12	5 900
Sainte-Thérese	19 600	219	103	73	19 700
Saint-Thimothee	4 910	62	15	12	5 000
Sainte-Victoire-d'Arthabaska	4 880	1		—	5 200
Salaberry de-Valleyfield	29 300	387	230	42	29 700
Sept-Îles	29 300	389	114	125	26 800
Shawinigan	22 500	294	225	172	22 300
Shawinigan-Sud	11 400	138	60	58	11 500
Sherbrooke	73 000	1 099	636	657	72 000
Sillery	13 100	105	134	51	12 800
Sorel	20 600	258	169	178	20 500
Terrebonne	11 900	154	88	49	12 000
Thetford Mines	19 500	286	155	177	19 400
Tracy	13 100	130	55	33	13 100
Trois-Rivieres	50 000	566	475	362	50 000
Trois-Rivieres-Ouest	14 000	172	46	43	14 700
Val-Belair	12 900	232	40	40	12 900
Val-d'Or	21 900	369	142	102	22 300
Vanier	10 700	131	66	62	10 500
Varennes	9 400	171	59	37	9 900
Vaudreuil	7 900	94	49	20	8 300
Verdun	60 100	631	637	395	58 400
Victoriaville	22 100	426	196	157	22 100
Wendover et Simpson	3 840	1	—	1	3 820
Westmount	20 400	133	155	274	19 900
Windsor	5 100	100	47	28	5 100

1. Les données relatives aux phénomenes démographiques de l'année 1984 ne sont pas disponibles.

Source: Bureau de la statistique du Quebec, Service de l'analyse et de la prevision demographiques.

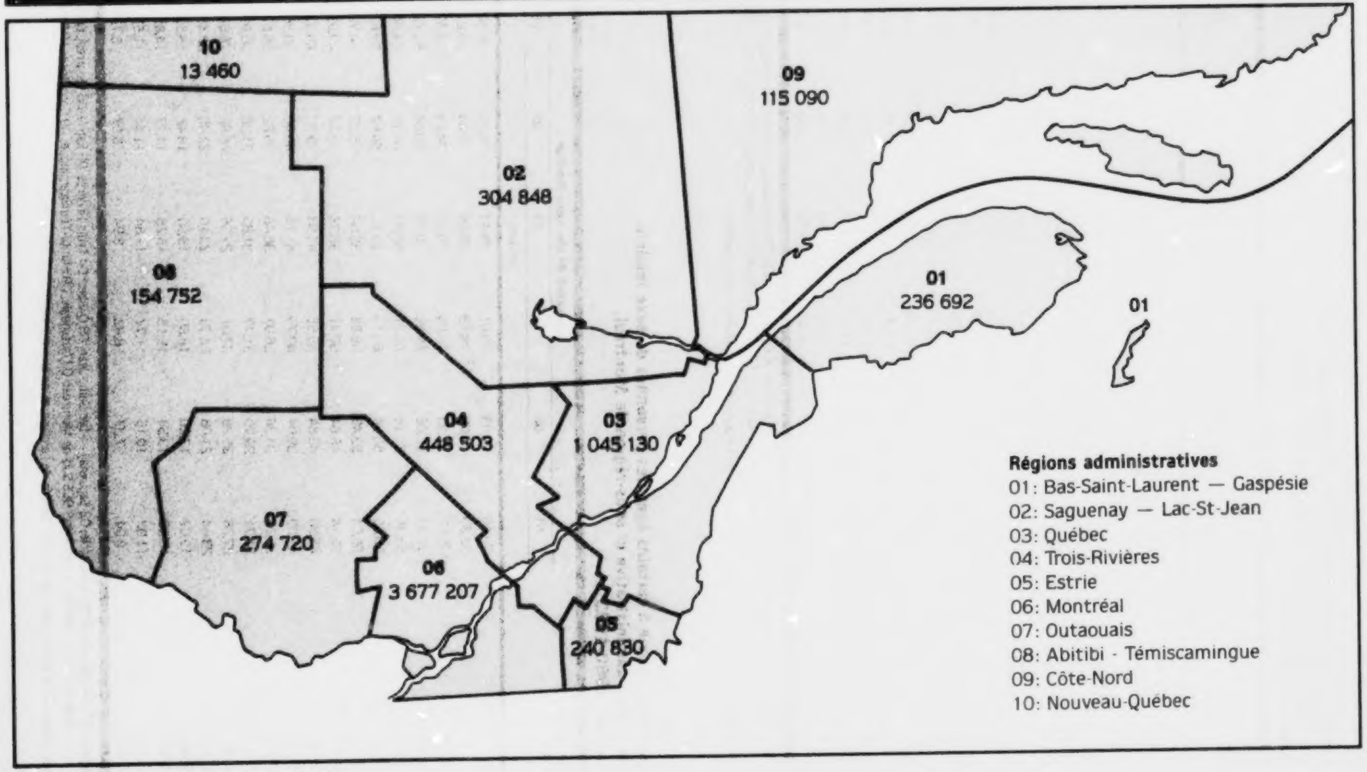
Tableau 8

Espérance de vie à la naissance selon le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1970-1972, 1975-1977, 1980-1982

Région	Hommes			Femmes		
	1970-1972	1975-1977	1980-1982	1970-1972	1975-1977	1980-1982
			années			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	68.54	69.66	71.32	75.06	77.46	79.16
Saguenay — Lac-Saint-Jean	67.75	68.29	69.54	73.25	74.99	76.99
Québec	68.00	69.15	71.03	75.56	77.51	79.01
Trois-Rivières	68.20	68.81	70.98	75.51	77.06	79.44
Estrie	68.50	69.32	70.39	75.92	78.09	78.70
Montréal	—	—	71.28	—	—	78.69
Nord-de-Montréal	68.27	69.34	70.95	75.25	77.25	78.23
Laval	68.77	68.99	71.99	75.97	76.68	78.86
Île-de-Montréal			71.07			78.65
Sud-de-Montréal	68.48	69.82	71.58	75.42	77.11	78.73
Outaouais	67.87	68.62	69.95	75.01	76.74	78.06
Abitibi-Témiscamingue	67.15	66.97	69.38	74.01	76.87	77.72
Côte-Nord	68.74	69.36	70.17	78.55	75.81	78.20
Nouveau-Québec	63.16	64.19	68.26	63.06	61.28	72.03
Québec	**68.28**	**69.03**	**70.99**	**75.25**	**76.56**	**78.70**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Figure 4
Population par région administrative, Québec, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec

Tableau 9

Espérance de vie à certains âges des personnes de sexe masculin, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1980-1982

Âge exact	Espérance de vie: sexe masculin						
	01	02	03	04	05	06	06N
	années						
Moins d'un an	71.32	69.54	71.03	70.98	70.39	71.28	70.95
1 an	71.25	69.45	70.70	70.85	70.26	70.92	70.54
5 ans	67.37	65.63	66.86	66.93	66.52	67.07	66.70
10 ans	62.53	60.75	62.00	62.03	61.67	62.18	61.84
15 ans	57.72	55.86	57.11	57.14	56.78	57.29	56.97
20 ans	53.13	51.21	52.50	52.54	52.23	52.56	52.29
25 ans	48.60	46.78	47.91	47.90	47.70	47.91	47.72
30 ans	43.87	42.21	43.22	43.26	43.02	43.21	43.04
35 ans	39.19	37.51	38.55	38.59	38.30	38.49	38.33
40 ans	34.66	32.91	33.88	33.98	33.71	33.82	33.64
45 ans	30.20	28.37	29.35	29.39	29.25	29.28	29.08
50 ans	25.84	24.08	25.07	25.01	24.89	24.93	24.78
55 ans	21.83	20.19	21.09	20.96	20.88	20.88	20.77
60 ans	18.11	16.68	17.35	17.30	17.20	17.16	17.08
65 ans	14.90	13.56	14.03	14.11	13.79	13.89	13.77
70 ans	12.04	10.81	11.26	11.17	10.95	11.02	10.83
75 ans	9.41	8.47	8.80	8.68	8.39	8.62	8.35
80 ans	7.39	6.45	6.85	6.78	6.30	6.61	6.32

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 06N Nord-de-Montréal; 06L Laval; 06M Île-de-Montréal; 06S Sud-de-Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Tableau 10

Espérance de vie à certains âges des personnes de sexe féminin, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1980-1982

Âge exact	Espérance de vie: sexe féminin						
	01	02	03	04	05	06	06N
	années						
Moins d'un an	79.16	76.99	79.01	79.44	78.70	78.69	78.23
1 an	78.89	76.72	78.68	79.05	78.44	78.27	77.86
5 ans	75.05	72.93	74.84	75.20	74.59	74.39	73.98
10 ans	70.27	68.06	69.92	70.29	69.64	69.49	69.07
15 ans	65.36	63.16	65.01	65.40	64.76	64.56	64.15
20 ans	60.50	58.34	60.13	60.53	59.92	59.67	59.28
25 ans	55.64	53.48	55.28	55.64	55.03	54.79	54.39
30 ans	50.74	48.64	50.41	50.78	50.22	49.93	49.49
35 ans	45.88	43.84	45.55	45.93	45.37	45.07	44.63
40 ans	41.09	39.04	40.75	41.18	40.60	40.28	39.82
45 ans	36.33	34.36	36.07	36.48	35.82	35.57	35.11
50 ans	31.71	29.70	31.47	31.85	31.28	30.99	30.51
55 ans	27.28	25.28	27.01	27.36	26.82	26.62	26.10
60 ans	23.04	21.08	22.78	23.10	22.48	22.43	21.95
65 ans	19.07	17.20	18.80	19.00	18.42	18.50	18.06
70 ans	15.29	13.54	15.15	15.28	14.77	14.85	14.46
75 ans	11.93	10.15	11.77	11.84	11.44	11.57	11.21
80 ans	8.94	7.37	8.92	8.94	8.57	8.72	8.48

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 06N Nord-de-Montréal; 06L Laval; 06M Île-de-Montréal; 06S Sud-de-Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Âge exact	Espérance de vie: sexe masculin							
	06L	06M	06S	07	08	09	10	Québec
	années							
Moins d'un an	71.99	71.07	71.58	69.95	69.38	70.17	68.26	70.99
1 an	71.57	70.77	71.19	69.57	69.18	69.96	69.51	70.70
5 ans	67.66	66.91	67.34	65.81	65.38	66.22	66.43	66.86
10 ans	62.71	62.03	62.45	60.96	60.56	61.41	61.77	61.99
15 ans	57.83	57.12	57.58	56.09	55.81	56.58	56.91	57.11
20 ans	53.13	52.30	52.94	51.40	51.30	51.93	52.61	52.43
25 ans	48.44	47.62	48.31	46.82	47.01	47.37	48.10	47.83
30 ans	43.70	42.98	43.59	42.20	42.54	42.71	43.84	43.15
35 ans	38.92	38.25	38.84	37.53	37.99	38.05	39.53	38.46
40 ans	34.22	33.63	34.12	32.87	33.37	33.41	34.95	33.80
45 ans	29.60	29.11	29.57	28.39	28.93	29.01	30.74	29.27
50 ans	25.12	24.81	25.15	24.15	24.68	24.76	26.54	24.95
55 ans	20.88	20.82	21.02	20.27	20.70	20.67	22.45	20.92
60 ans	16.98	17.14	17.26	16.72	17.17	16.98	18.32	17.23
65 ans	13.50	13.92	13.92	13.70	13.86	13.76	14.65	13.97
70 ans	10.63	11.11	10.96	10.87	11.13	10.94	13.12	11.12
75 ans	8.05	8.77	8.48	8.46	8.43	8.63	11.73	8.69
80 ans	5.92	6.79	6.42	6.40	6.11	6.66	12.10	6.70

Âge exact	Espérance de vie: sexe féminin							
	06L	06M	06S	07	08	09	10	Québec
	années							
Moins d'un an	78.86	78.65	78.73	78.06	77.72	78.20	72.03	78.70
1 an	78.49	78.23	78.28	77.67	77.49	77.68	72.75	78.33
5 ans	74.64	74.34	74.41	73.80	73.63	73.80	69.04	74.47
10 ans	69.70	69.45	69.50	68.91	68.71	68.83	64.18	69.57
15 ans	64.77	64.53	64.56	63.99	63.85	63.96	59.18	64.65
20 ans	59.85	59.64	59.66	59.10	59.03	59.12	54.37	59.78
25 ans	54.92	54.76	54.80	54.27	54.19	54.27	49.60	54.91
30 ans	50.02	49.93	49.92	49.44	49.40	49.43	44.71	50.05
35 ans	45.15	45.08	45.05	44.62	44.59	44.54	39.81	45.20
40 ans	40.29	40.32	40.23	39.84	39.77	39.71	34.81	40.40
45 ans	35.48	35.63	35.54	35.09	35.09	35.17	30.27	35.70
50 ans	30.86	31.07	30.92	30.63	30.56	30.60	25.81	31.12
55 ans	26.38	26.75	26.49	26.27	26.23	26.14	21.92	26.72
60 ans	22.21	22.57	22.26	22.09	22.13	22.02	18.24	22.52
65 ans	18.32	18.63	18.30	18.06	18.17	17.92	14.70	18.56
70 ans	14.77	14.98	14.61	14.40	14.45	14.26	12.64	14.90
75 ans	11.59	11.68	11.34	11.18	11.06	11.02	10.25	11.58
80 ans	8.86	8.79	8.50	8.48	8.44	7.87	8.42	8.74

Tableau 11

Décès et taux de mortalité,
Québec, 1921-1983

Année	Décès	Taux	Année	Décès	Taux
	n	%		n	%
1921	33 433	14.2	1953	34 469	8.1
1922	33 459	13.9	1954	33 169	7.6
1923	35 148	14.4	1955	33 952	7.5
1924	32 356	13.0	1956	35 042	7.6
1925	32 300	12.7	1957	36 234	7.6
1926	37 251	14.3	1958	35 774	7.3
1927	36 175	13.6	1959	36 390	7.2
1928	36 632	13.5	1960	35 129	6.8
1929	37 221	13.4	1961	37 044	7.0
1930	35 945	12.7	1962	37 142	6.9
1931	34 487	12.0	1963	38 217	7.0
1932	33 088	11.3	1964	37 552	6.7
1933	31 636	10.6	1965	38 534	6.8
1934	31 929	10.6	1966	38 680	6.7
1935	32 839	10.7	1967	38 665	6.6
1936	31 853	10.3	1968	39 537	6.7
1937	35 456	11.3	1969	40 103	6.7
1938	32 609	10.2	1970	40 392	6.7
1939	33 388	10.3	1971	41 192	6.8
1940	32 799	10.0	1972	42 525	7.0
1941	34 338	10.3	1973	43 052	7.1
1942	33 799	10.0	1974	43 337	7.1
1943	35 069	10.1	1975	43 537	7.0
1944	34 813	9.9	1976	43 801	7.0
1945	33 348	9.4	1977	43 182	6.9
1946	33 690	9.3	1978	43 653	6.9
1947	33 708	9.1	1979	42 793	6.8
1948	33 603	8.9	1980	43 515	6.8
1949	34 107	8.8	1981	42 765	6.6
1950	33 507	8.4	1982	43 485	6.7
1951	34 900	8.6	1983	44 150	6.8
1952	34 854	8.4			

Source: Statistique Canada. Statistiques de l'etat civil, 1921-1970.
Bureau de la statistique du Québec. Registre de la population.

Tableau 12

Taux de mortalité infantile selon le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1970-1972, 1975-1977, 1980-1982

Région	Sexe masculin 1970-1972	Sexe masculin 1975-1977	Sexe masculin 1980-1982	Sexe féminin 1970-1972	Sexe féminin 1975-1977	Sexe féminin 1980-1982
	‰ naissances vivantes					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	25.57	15.26	12.97	19.18	13.59	9.18
Saguenay — Lac-Saint-Jean	22.22	14.83	13.03	20.70	12.84	9.35
Quebec	21.17	14.14	9.27	17.34	11.65	8.45
Trois-Rivieres	20.71	12.89	12.07	17.79	11.72	7.61
Estrie	21.65	12.96	12.18	16.24	6.72	9.38
Montreal	. . .	. . .	8.94	. . .	. . .	7.39
Nord-de-Montreal	20.17	12.99	8.35	16.94	9.18	8.08
Laval }	19.17	13.01	7.93	14.54	10.87	7.86
Île-de-Montréal }			9.74			7.35
Sud-de-Montreal	18.78	13.05	8.40	14.43	9.48	6.98
Outaouais	21.73	13.21	8.85	17.44	10.33	7.77
Abitibi-Temiscamingue	27.56	12.70	11.40	25.83	9.52	9.73
Côte-Nord	27.16	15.37	11.12	18.86	12.77	6.18
Nouveau-Québec	52.08	35.75	32.03	57.54	39.39	23.35
Québec	**20.66**	**13.55**	**9.97**	**16.53**	**10.88**	**7.98**

Source: Bureau de la statistique du Quebec, Service de l'analyse et de la prévision démographiques.

Tableau 13

Répartition des décès selon le groupe d'âge et le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983

Groupe d'âge	1981 H	1981 F	1982 H	1982 F	1983 H	1983 F	1981 H	1981 F	1982 H	1982 F	1983 H	1983 F
	Bas-Saint-Laurent — Gaspésie						Saguenay — Lac-Saint-Jean					
Moins d'un an	26	19	16	17	22	15	40	21	36	31	29	19
1 — 4 ans	4	—	4	6	6	1	5	7	3	10	5	5
5 — 9 ans	6	6	3	4	3	3	6	5	4	4	5	2
10 — 14 ans	9	4	6	1	2	—	2	3	6	4	5	2
15 — 19 ans	30	5	11	7	13	3	24	6	16	9	31	4
20 — 24 ans	19	3	19	4	27	5	40	9	33	6	29	9
25 — 29 ans	8	4	11	2	16	5	43	10	24	9	32	7
30 — 34 ans	14	5	16	6	16	7	16	7	12	7	15	7
35 — 39 ans	19	5	23	8	15	1	21	6	21	13	20	11
40 — 44 ans	24	5	14	10	18	9	25	13	20	13	27	13
45 — 49 ans	24	13	27	13	23	12	39	15	31	11	39	21
50 — 54 ans	50	23	40	16	44	19	68	35	72	27	62	33
55 — 59 ans	52	25	70	35	61	38	96	35	99	46	90	43
60 — 64 ans	98	37	89	49	90	37	112	59	111	54	99	59
65 — 69 ans	112	52	122	51	127	57	129	64	117	54	137	77
70 — 74 ans	108	59	142	76	156	66	108	64	135	74	126	99
75 — 79 ans	123	68	138	83	132	83	121	90	121	95	141	79
80 — 84 ans	90	84	105	87	100	93	80	64	86	90	74	99
85 — 89 ans	75	61	67	60	71	82	47	46	61	45	58	63
90 ans et plus	58	57	57	67	47	71	21	25	27	29	31	39
Total	**949**	**535**	**980**	**602**	**989**	**607**	**1 043**	**584**	**1 035**	**631**	**1 055**	**691**

Tableau 13 (suite)

Répartition des décès selon le groupe d'âge et le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983

Groupe d'âge	1981		1982		1983		1981		1982		1983	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
	Québec						Trois-Rivières					
Moins d'un an	60	64	76	48	52	44	34	28	39	18	28	19
1 — 4 ans	19	18	19	12	18	12	8	6	—	9	9	6
5 — 9 ans	19	10	12	6	11	6	5	3	4	2	6	2
10 — 14 ans	17	12	14	7	15	9	9	6	6	2	10	2
15 — 19 ans	94	20	57	14	65	15	41	8	25	9	27	8
20 — 24 ans	96	30	72	22	85	20	31	7	28	6	42	7
25 — 29 ans	65	26	65	24	65	14	41	12	27	14	28	9
30 — 34 ans	94	23	61	28	63	27	28	9	28	13	27	10
35 — 39 ans	72	40	65	32	72	33	33	11	33	22	40	13
40 — 44 ans	88	55	72	40	79	34	37	14	31	17	40	18
45 — 49 ans	144	73	114	62	133	61	53	30	47	28	40	19
50 — 54 ans	207	88	210	88	216	95	102	44	79	40	83	54
55 — 59 ans	298	153	279	156	309	143	165	68	152	71	137	59
60 — 64 ans	387	200	391	226	387	209	203	99	195	88	189	92
65 — 69 ans	508	291	537	314	484	266	235	123	243	129	230	117
70 — 74 ans	526	367	588	354	567	385	260	153	267	166	360	195
75 — 79 ans	475	428	519	441	552	442	258	192	276	198	258	229
80 — 84 ans	396	403	397	418	399	499	176	191	211	198	189	226
85 — 89 ans	244	318	255	364	241	375	106	143	122	156	131	185
90 ans et plus	137	224	140	259	139	266	67	104	60	99	87	115
Total	3 946	2 843	3 943	2 915	3 952	2 955	1 892	1 251	1 873	1 285	1 961	1 385
	Estrie						Montréal					
Moins d'un an	19	17	25	14	16	16	212	169	227	166	180	145
1 — 4 ans	8	3	7	5	1	3	48	29	45	42	48	32
5 — 9 ans	3	1	3	—	4	3	43	20	36	31	47	28
10 — 14 ans	2	4	7	4	6	2	43	26	42	25	39	13
15 — 19 ans	22	8	19	6	18	7	167	62	172	53	160	62
20 — 24 ans	29	2	13	5	18	6	247	75	232	67	243	73
25 — 29 ans	16	8	19	9	14	6	208	98	231	84	227	71
30 — 34 ans	15	7	16	6	15	6	226	91	204	101	211	115
35 — 39 ans	15	7	18	11	12	6	259	133	243	130	221	133
40 — 44 ans	20	8	22	7	15	10	329	175	301	178	310	180
45 — 49 ans	20	19	32	10	26	12	483	270	463	227	408	238
50 — 54 ans	56	20	52	29	32	18	782	444	801	455	761	392
55 — 59 ans	77	30	73	27	70	34	1 196	666	1 141	618	1 198	586
60 — 64 ans	111	42	82	50	119	54	1 455	857	1 529	799	1 493	802
65 — 69 ans	155	68	109	71	142	73	1 833	1 137	1 884	1 183	1 837	1 166
70 — 74 ans	162	87	158	94	132	100	1 931	1 382	2 109	1 460	2 010	1 481
75 — 79 ans	142	101	135	119	130	140	1 813	1 552	1 795	1 690	1 925	1 792
80 — 84 ans	109	110	105	141	121	124	1 312	1 642	1 328	1 666	1 386	1 690
85 — 89 ans	81	87	64	90	76	112	758	1 226	867	1 364	869	1 422
90 ans et plus	42	72	44	100	60	102	443	907	454	972	493	1 079
Total	1 104	701	1 003	798	1 027	834	13 788	10 961	14 102	11 311	14 066	11 500

Tableau 13 (suite)

Répartition des décès selon le groupe d'âge et le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983

Groupe d'âge	1981		1982		1983		1981		1982		1983	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
	Île-de-Montréal						Sud-de-Montréal					
Moins d'un an	113	74	108	82	87	69	60	50	77	47	52	49
1 — 4 ans	13	8	19	19	18	11	20	11	14	16	15	12
5 — 9 ans	19	11	14	11	15	11	11	5	15	11	15	10
10 — 14 ans	13	16	15	11	15	6	18	3	13	7	11	6
15 — 19 ans	56	29	50	26	61	24	72	20	67	15	58	24
20 — 24 ans	116	40	120	36	113	39	73	21	61	25	76	22
25 — 29 ans	107	53	127	43	123	38	56	28	54	26	56	22
30 — 34 ans	118	49	89	43	104	53	56	24	70	34	62	38
35 — 39 ans	123	72	117	61	97	54	76	38	71	36	64	50
40 — 44 ans	158	94	137	79	152	80	90	52	105	63	86	56
45 — 49 ans	272	145	235	130	205	132	107	70	119	46	119	65
50 — 54 ans	443	243	455	277	409	199	189	113	192	98	168	98
55 — 59 ans	708	382	658	346	683	339	284	159	279	147	280	129
60 — 64 ans	845	479	862	483	865	443	349	214	393	183	334	221
65 — 69 ans	1 037	672	1 061	719	988	713	472	261	467	258	476	256
70 — 74 ans	1 105	848	1 213	885	1 147	896	497	303	490	351	477	324
75 — 79 ans	1 043	944	1 039	1 038	1 088	1 126	440	377	445	378	461	372
80 — 84 ans	739	1 030	776	1 064	793	1 056	333	347	321	328	315	361
85 — 89 ans	428	761	475	840	483	914	193	288	218	320	233	294
90 ans et plus	254	550	250	600	278	695	98	228	125	224	126	231
Total	**7 710**	**6 500**	**7 820**	**6 793**	**7 724**	**6 898**	**3 494**	**2 612**	**3 596**	**2 613**	**3 484**	**2 640**
	Nord-de-Montréal						Laval					
Moins d'un an	27	31	32	24	27	17	12	14	10	13	14	10
1 — 4 ans	11	7	10	4	14	6	4	3	2	3	1	3
5 — 9 ans	12	1	7	9	11	6	1	3	—	—	6	1
10 — 14 ans	9	5	10	4	8	—	3	2	4	3	5	1
15 — 19 ans	24	9	32	9	31	9	15	4	23	3	10	5
20 — 24 ans	42	11	33	5	33	9	16	3	16	1	21	3
25 — 29 ans	33	9	34	14	34	9	12	8	16	1	14	2
30 — 34 ans	43	12	34	17	35	19	9	6	11	7	10	5
35 — 39 ans	39	18	38	24	44	22	21	5	17	9	16	7
40 — 44 ans	56	20	39	29	48	35	25	9	20	7	24	9
45 — 49 ans	72	37	72	30	55	26	31	18	37	21	29	15
50 — 54 ans	99	61	103	46	113	63	51	27	51	34	71	32
55 — 59 ans	141	85	137	76	166	78	63	40	67	49	69	40
60 — 64 ans	194	123	192	91	199	101	67	41	82	42	95	37
65 — 69 ans	229	146	266	153	272	140	95	58	90	53	101	57
70 — 74 ans	246	167	306	165	288	181	83	64	100	59	98	80
75 — 79 ans	251	167	237	197	290	203	79	64	74	77	86	91
80 — 84 ans	183	180	171	183	202	175	57	85	60	91	76	98
85 — 89 ans	105	122	132	153	119	141	32	55	42	51	34	73
90 ans et plus	67	99	63	95	73	98	24	30	16	53	16	55
Total	**1 883**	**1 310**	**1 948**	**1 328**	**2 062**	**1 338**	**700**	**539**	**738**	**577**	**796**	**624**

Tableau 13 (suite)

Répartition des décès selon le groupe d'âge et le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983

Groupe d'âge	1981		1982		1983		1981		1982		1983	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
	Outaouais						Abitibi-Témiscamingue					
Moins d'un an	20	15	20	17	22	9	15	11	18	13	12	15
1 — 4 ans	7	4	3	1	3	3	8	2	—	4	2	5
5 — 9 ans	7	1	2	5	3	—	6	2	3	1	4	1
10 — 14 ans	10	2	4	2	9	1	7	2	3	1	2	—
15 — 19 ans	19	4	15	3	15	5	19	5	12	6	8	6
20 — 24 ans	22	8	20	9	16	8	27	3	21	3	13	4
25 — 29 ans	22	6	26	5	15	7	22	5	11	4	16	8
30 — 34 ans	27	7	17	15	12	10	15	5	8	3	12	5
35 — 39 ans	18	11	24	10	14	8	19	4	10	4	9	5
40 — 44 ans	27	9	20	10	21	21	13	4	11	4	8	3
45 — 49 ans	56	20	31	16	29	17	18	7	14	11	11	6
50 — 54 ans	72	31	73	32	77	30	33	16	23	15	40	12
55 — 59 ans	100	44	85	39	81	41	54	23	42	23	53	19
60 — 64 ans	123	53	116	44	121	59	54	25	57	25	61	33
65 — 69 ans	141	64	138	65	147	54	71	40	75	22	84	34
70 — 74 ans	130	67	134	102	162	82	61	29	58	37	73	41
75 — 79 ans	108	99	121	85	118	86	70	44	70	37	84	35
80 — 84 ans	79	84	95	101	82	96	54	39	54	39	55	35
85 — 89 ans	72	66	54	64	51	58	35	27	31	30	23	32
90 ans et plus	40	41	34	47	33	39	19	19	9	12	23	18
Total	**1 100**	**636**	**1 032**	**672**	**1 031**	**634**	**620**	**312**	**530**	**294**	**593**	**317**
	Côte-Nord						Nouveau-Québec					
Moins d'un an	14	7	9	5	7	5	2	2	8	3	6	3
1 — 4 ans	2	2	4	2	3	—	3	—	3	—	4	2
5 — 9 ans	1	—	3	—	2	1	—	—	1	—	1	—
10 — 14 ans	2	4	3	—	2	—	—	—	—	—	2	1
15 — 19 ans	12	4	1	3	5	—	3	—	2	—	4	—
20 — 24 ans	8	2	13	2	11	2	1	—	—	—	2	1
25 — 29 ans	9	2	7	4	9	3	2	—	2	—	1	—
30 — 34 ans	11	4	7	1	10	1	—	—	5	—	—	—
35 — 39 ans	7	2	5	5	9	4	1	—	2	—	—	—
40 — 44 ans	12	5	14	8	12	5	2	1	3	—	—	1
45 — 49 ans	17	9	17	7	11	8	2	—	1	—	2	1
50 — 54 ans	24	15	13	4	23	15	1	—	3	1	2	3
55 — 59 ans	35	11	25	12	37	10	—	1	2	1	9	2
60 — 64 ans	33	11	36	8	33	16	1	1	4	2	3	1
65 — 69 ans	35	5	24	16	37	16	3	—	7	4	—	6
70 — 74 ans	38	20	28	10	36	16	—	1	4	1	3	1
75 — 79 ans	29	9	31	15	22	23	1	1	2	2	3	3
80 — 84 ans	17	14	11	14	12	13	2	2	3	1	4	4
85 — 89 ans	11	10	12	9	17	18	—	—	—	2	—	2
90 ans et plus	9	3	7	13	14	7	—	3	1	2	—	1
Total	**326**	**139**	**269**	**138**	**312**	**163**	**24**	**12**	**53**	**19**	**46**	**32**

Tableau 13 (suite)

Répartition des décès selon le groupe d'âge et le sexe, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983

Groupe d'âge	1981		1982		1983	
	H	F	H	F	H	F
	Ensemble du Québec					
Moins d'un an	442	353	474	332	374	290
1 — 4 ans	112	71	88	91	99	69
5 — 9 ans	96	48	71	53	86	46
10 — 14 ans	101	63	91	46	92	30
15 — 19 ans	431	122	330	110	346	110
20 — 24 ans	520	139	449	124	486	135
25 — 29 ans	436	171	422	155	423	130
30 — 34 ans	446	158	374	180	381	188
35 — 39 ans	464	219	444	235	412	214
40 — 44 ans	577	269	508	287	530	294
45 — 49 ans	855	456	777	385	722	395
50 — 54 ans	1 395	716	1 366	707	1 340	671
55 — 59 ans	2 073	1 056	1 968	1 028	2 045	975
60 — 64 ans	2 577	1 384	2 610	1 345	2 595	1 362
65 — 69 ans	3 222	1 844	3 256	1 909	3 225	1 866
70 — 74 ans	3 324	2 229	3 623	2 374	3 625	2 466
75 — 79 ans	3 140	2 584	3 208	2 765	3 365	2 912
80 — 84 ans	2 315	2 633	2 395	2 755	2 422	2 879
85 — 89 ans	1 429	1 984	1 533	2 184	1 537	2 349
90 ans et plus	836	1 455	833	1 600	927	1 737
Total	**24 791**	**17 974**	**24 820**	**18 665**	**25 032**	**19 118**

Source: Bureau de la statistique du Québec. Registre de la population.

Tableau 14

Répartition des décès selon la cause et le sexe, Québec, 1982 et 1983

Cause	Décès					
	1982			1983		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	n					
Tumeurs malignes	**6 377**	**4 729**	**11 106**	**6 516**	**4 960**	**11 476**
Appareil digestif et péritoine	1 864	1 478	3 342	1 847	1 587	3 434
Estomac	392	224	616	392	253	645
Trachée, bronche, poumon	2 303	585	2 888	2 420	616	3 036
Sein	—	948	948	—	1 059	1 059
Col de l'utérus	—	91	91	—	91	91
Tissus lymphatiques et hématopoiétiques	489	417	906	537	433	970
Leucémie	210	164	374	235	177	412
Autres	1 721	1 210	2 931	1 712	1 174	2 886
Diabète sucré	**327**	**484**	**811**	**376**	**497**	**873**
Système nerveux et organes des sens	**332**	**298**	**630**	**335**	**293**	**628**
Appareil circulatoire	**10 719**	**8 888**	**19 607**	**10 655**	**8 959**	**19 614**
Maladies hypertensives	191	303	494	178	301	479
Maladies ischémiques du coeur	6 744	4 473	11 217	6 774	4 548	11 322
Maladies cérébro vasculaires	1 533	1 862	3 395	1 510	1 831	3 341
Artériosclérose	387	509	896	352	479	831
Autres	1 864	1 741	3 605	1 841	1 800	3 641
Appareil respiratoire	**1 773**	**972**	**2 745**	**2 024**	**1 155**	**3 179**
Pneumonie	502	428	930	542	475	1 017
Bronchite, emphisème, asthme	453	176	629	511	205	716
Autres	818	368	1 186	971	475	1 446
Appareil digestif	**922**	**729**	**1 651**	**957**	**717**	**1 674**
Cirrhose du foie	379	198	577	407	179	586
Autres	543	531	1 074	550	538	1 088
Appareil génito-urinaire	**333**	**294**	**627**	**289**	**293**	**582**
Anomalies congénitales	**198**	**165**	**363**	**162**	**161**	**323**
Affections périnatales	**226**	**147**	**373**	**184**	**130**	**314**
Traumatismes et empoisonnements	**2 528**	**981**	**3 509**	**2 608**	**1 028**	**3 636**
Accidents de véhicules à moteur	771	266	1 037	848	305	1 153
Suicides	862	284	1 146	906	280	1 186
Autres traumatismes et empoisonnements	895	431	1 326	854	443	1 297
Autres	**1 085**	**978**	**2 063**	**926**	**925**	**1 851**
Total	**24 820**	**18 665**	**43 485**	**25 031**	**19 118**	**44 150**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Registre de la population.

Tableau 15

Nombre de naissances vivantes et taux brut de natalité, Québec, 1921-1983

Année	Naissances	Taux	Année	Naissances	Taux
	n	‰		n	‰
1921	88 749	37,6	1953	130 583	30,6
1922	88 377	36,7	1954	135 975	31,0
1923	83 579	34,2	1955	136 270	30,2
1924	86 930	34,8	1956	138 631	30,0
1925	87 527	34,3	1957	144 432	30,3
1926	82 165	31,6	1958	143 710	29,3
1927	83 064	31,3	1959	144 459	28,8
1928	83 621	30,8	1960	141 224	27,5
1929	81 380	29,4	1961	139 857	26,6
1930	83 625	29,6	1962	138 163	25,7
1931	83 606	29,1	1963	136 491	24,9
1932	82 216	28,1	1964	133 863	24,0
1933	76 920	25,9	1965	123 279	21,7
1934	76 432	25,3	1966	112 757	19,5
1935	75 267	24,6	1967	104 803	17,9
1936	75 285	24,3	1968	100 548	17,0
1937	75 635	24,1	1969	99 503	16,6
1938	78 145	24,6	1970	96 512	16,1
1939	79 621	24,7	1971	93 743	15,6
1940	83 657	25,6	1972	88 118	14,6
1941	89 209	26,8	1973	89 412	14,7
1942	95 031	28,0	1974	91 433	14,9
1943	98 744	28,6	1975	96 268	15,6
1944	102 262	29,2	1976	98 022	15,7
1945	104 283	29,3	1977	97 266	15,5
1946	111 285	30,7	1978	96 202	15,3
1947	115 553	31,1	1979	99 893	15,8
1948	114 709	30,3	1980	97 498	15,3
1949	116 824	30,1	1981	95 247	14,8
1950	121 842	30,7	1982	90 540	14,0
1951	123 196	30,4	1983	87 739	13,5
1952	127 939	30,7			

Source: Statistique Canada. Naissances de 1921 à 1949.
Bureau de la statistique du Québec. Registre de la population. 1950 à 1983.

Tableau 16

Nombre de naissances, selon l'état matrimonial et le groupe d'âge de la mère, Québec, 1981-1983

État matrimonial	15-19		20-24		25-29		30-34	
	n	%	n	%	n	%	n	%
1981	**4 590**	**100,0**	**28 369**	**100,0**	**38 873**	**100,0**	**18 693**	**100,0**
Célibataire	3 042	66,3	5 611	19,8	3 171	8,2	1 231	6,6
Mariée	1 532	33,4	22 520	79,4	35 162	90,5	17 030	91,1
Veuve	3	—	29	0,1	45	0,1	59	0,3
Divorcée	9	0,2	140	0,5	365	0,9	294	1,6
Séparée légalement	4	0,1	69	0,2	130	0,3	79	0,4
1982	**4 444**	**100,0**	**26 921**	**100,0**	**36 944**	**100,0**	**17 412**	**100,0**
Célibataire	3 232	72,7	6 188	23,0	3 725	10,1	1 389	8,0
Mariée	1 198	27,0	20 505	76,2	32 615	88,3	15 533	89,2
Veuve	4	0,1	28	0,1	69	0,2	54	0,3
Divorcée	6	0,1	145	0,5	405	1,1	353	2,0
Séparée légalement	4	0,1	55	0,2	130	0,3	83	0,5
1983	**3 970**	**100,0**	**25 485**	**100,0**	**36 514**	**100,0**	**17 136**	**100,0**
Célibataire	2 929	73,6	6 761	26,5	4 385	12,0	1 703	9,9
Mariée	1 035	26,2	18 518	72,7	31 514	86,3	14 891	86,9
Veuve	1	0,0	24	0,1	83	0,2	72	0,4
Divorcée	1	0,0	117	0,5	411	1,1	373	2,2
Séparée légalement	4	0,2	65	0,2	121	0,4	97	0,6

Source: Bureau de la statistique du Québec, Registre de la population.

Tableau 17

Naissances, selon le poids et le sexe, Québec, 1981-1983

Poids de l'enfant à la naissance	1981		1982		1983	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
grammes	n					
Poids inconnu	567	517	261	225	368	344
500 — 999	163	140	180	180	154	132
1 000 — 1 499	226	215	242	192	225	211
1 500 — 1 999	561	569	522	524	451	519
2 000 — 2 499	1 887	2 301	1 749	2 269	1 714	2 139
2 500 — 2 999	7 800	9 937	7 228	9 566	6 901	9 044
3 000 — 3 499	18 327	19 157	17 107	18 011	16 854	17 309
3 500 — 3 999	14 686	10 640	14 115	10 645	13 930	10 257
4 000 — 4 499	4 300	2 243	4 243	2 270	4 210	2 091
4 500 — 4 999	649	244	599	270	562	222
5 000 — 5 499	75	35	80	37	67	34
5 500 et plus	6	2	12	4	—	1
Total	**49 247**	**46 000**	**46 338**	**44 193**	**45 436**	**42 303**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Registre de la population.

État matrimonial	35-39		40-44		45-49		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%
1981	**4 181**	**100,0**	**505**	**100,0**	**36**	**100,0**	**95 247**	**100,0**
Célibataire	287	6,9	51	10,1	—	—	13 393	14,1
Mariée	3 725	89,1	427	84,5	35	97,2	80 431	84,4
Veuve	26	0,6	5	1,0	1	2,8	168	0,2
Divorcée	111	2,6	17	3,4	—	—	936	1,0
Séparée légalement	32	0,8	5	1,0	—	—	319	0,3
1982	**4 285**	**100,0**	**509**	**100,0**	**25**	**100,0**	**90 540**	**100,0**
Célibataire	355	8,3	38	7,5	1	4,0	14 928	16,5
Mariée	3 731	87,1	437	85,9	22	88,0	74 041	81,8
Veuve	23	0,5	4	0,8	1	4,0	183	0,2
Divorcée	140	3,3	17	3,3	1	4,0	1 067	1,2
Séparée légalement	36	0,8	13	2,5	0	0	321	0,3
1983	**4 112**	**100,0**	**491**	**100,0**	**31**	**100,0**	**87 739**	**100,0**
Célibataire	430	10,5	49	10,0	3	9,7	16 260	18,5
Mariée	3 472	84,4	416	84,7	28	90,3	69 874	79,6
Veuve	20	0,5	4	0,8	0	0	204	0,3
Divorcée	153	3,7	19	3,9	0	0	1 074	1,2
Séparée légalement	37	0,9	3	0,6	0	0	327	0,4

Tableau 18

Répartition des naissances selon le groupe d'âge de la mère, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983

Région	Année	Naissances selon le groupe d'âge de la mère							Total
		15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	
		n							
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1981	233	1 111	1 508	679	148	20	—	3 699
	1982	200	1 018	1 381	628	145	19	—	3 391
	1983	185	962	1 302	605	145	22	2	3 223
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1981	279	2 107	2 242	942	206	31	3	5 810
	1982	237	1 897	2 094	877	202	25	—	5 332
	1983	213	1 716	2 095	807	161	15		5 007
Québec	1981	490	3 932	6 789	3 522	722	73	9	15 537
	1982	476	3 811	6 215	3 066	708	81	4	14 361
	1983	418	3 478	5 960	3 114	692	67	6	13 735
Trois-Rivieres	1981	330	2 053	2 899	1 247	256	35	2	6 922
	1982	296	1 926	2 744	1 126	242	31	4	6 369
	1983	278	1 926	2 731	1 120	210	22	3	6 290
Estrie	1981	197	1 300	1 553	620	135	12	2	3 819
	1982	204	1 206	1 438	607	124	17	1	3 597
	1983	191	1 301	1 524	593	127	22	1	3 759
Montreal	1981	2 286	14 586	20 174	10 243	2 433	302	15	50 039
	1982	2 203	13 884	19 598	9 760	2 555	299	12	48 311
	1983	1 982	13 031	19 584	9 675	2 510	311	16	47 109
Nord-de-Montreal	1981	321	2 443	3 738	1 673	341	41	3	8 560
	1982	286	2 356	3 393	1 517	288	30	2	7 872
	1983	281	2 144	3 655	1 441	299	33	1	7 854
Laval	1981	134	1 075	1 520	714	147	18	2	3 610
	1982	122	951	1 521	652	166	13	1	3 426
	1983	113	914	1 500	723	191	25	3	3 469
Île-de-Montréal	1981	1 136	6 244	7 972	4 501	1 231	179	9	21 272
	1982	1 125	6 058	8 021	4 434	1 358	172	6	21 174
	1983	1 021	5 792	7 927	4 497	1 335	163	11	20 746
Sud-de-Montréal	1981	695	4 824	6 944	3 355	714	64	1	16 597
	1982	670	4 519	6 663	3 157	743	84	3	15 839
	1983	567	4 181	6 502	3 014	685	90	1	15 040
Outaouais	1981	298	1 371	1 650	649	132	13	—	4 113
	1982	359	1 345	1 535	660	145	21	2	4 067
	1983	257	1 331	1 518	585	132	13	1	3 837
Abitibi-Témiscamingue	1981	239	1 069	1 110	408	74	8	2	2 910
	1982	221	1 044	1 043	377	84	7	—	2 776
	1983	193	1 036	992	325	68	9	1	2 624
Côte-Nord	1981	163	696	823	327	62	8	1	2 080
	1982	155	651	782	261	57	8	—	1 914
	1983	147	533	674	258	50	6	—	1 668
Nouveau-Québec	1981	75	144	125	56	13	3	2	418
	1982	93	139	114	50	23	1	2	422
	1983	106	171	134	54	17	4	1	487
Québec	**1981**	**4 590**	**28 369**	**38 873**	**18 693**	**4 181**	**505**	**36**	**95 247**
	1982	**4 444**	**26 921**	**36 944**	**17 412**	**4 285**	**509**	**25**	**90 540**
	1983	**3 970**	**25 485**	**36 514**	**17 136**	**4 112**	**491**	**31**	**87 739**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Registre de la population.

Tableau 19

Répartition des mariages selon le type de mariage, par région socio-sanitaire, Québec, 1975-1983

Région socio-sanitaire et type de mariage	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					n				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1 885	1 791	1 660	1 587	1 630	1 404	1 396	1 246	1 152
Religieux	1 786	1 694	1 545	1 455	1 490	1 273	1 256	1 117	992
Civil	99	97	115	132	140	131	140	129	160
Saguenay — Lac-Saint-Jean	3 029	2 849	2 784	2 851	2 711	2 471	2 253	2 064	2 002
Religieux	2 864	2 671	2 583	2 614	2 496	2 251	2 016	1 847	1 761
Civil	165	178	201	237	215	220	237	217	241
Québec	8 629	8 528	7 973	7 588	7 722	7 366	6 438	6 074	5 734
Religieux	7 867	7 649	6 971	6 549	6 712	6 304	5 481	5 061	4 709
Civil	762	879	1 002	1 039	1 010	1 062	957	1 013	1 025
Trois-Rivières	4 120	4 012	3 637	3 540	3 735	3 381	3 067	2 740	2 558
Religieux	3 777	3 570	3 213	3 089	3 205	2 915	2 579	2 300	2 130
Civil	343	442	424	451	530	466	488	440	428
Cantons-de-l'Est	2 067	2 038	1 871	1 778	1 827	1 856	1 690	1 477	1 558
Religieux	1 885	1 802	1 629	1 526	1 538	1 590	1 386	1 202	1 250
Civil	182	236	242	252	289	266	304	275	308
Montréal métropolitain	17 319	17 292	16 481	15 249	14 733	14 449	13 756	13 278	12 432
Religieux	14 846	14 127	13 026	11 784	11 225	10 900	10 096	9 455	8 780
Civil	2 473	3 165	3 455	3 465	3 508	3 949	3 660	3 823	3 652
Laurentides — Lanaudière	3 809	3 876	3 692	3 653	3 675	3 727	3 232	2 936	2 693
Religieux	3 241	3 176	3 031	2 929	2 876	2 962	2 555	2 255	2 070
Civil	568	700	661	724	799	765	677	681	623
Montérégie	6 785	6 683	6 298	6 265	6 394	6 613	5 888	5 478	5 092
Religieux	6 145	5 904	5 544	5 446	5 519	5 426	4 731	4 316	3 897
Civil	640	779	754	819	875	1 187	1 157	1 162	1 195
Outaouais	2 072	1 950	1 837	1 747	1 763	1 783	1 703	1 559	1 556
Religieux	1 782	1 661	1 540	1 398	1 337	1 401	1 292	1 215	1 148
Civil	290	289	297	349	426	382	411	344	408
Nord-Ouest	1 179	1 160	1 167	1 231	1 210	1 121	959	986	838
Religieux	1 054	1 015	1 054	1 058	1 040	959	794	808	685
Civil	125	145	113	173	170	162	165	178	153
Côte-Nord	708	719	696	657	712	650	579	493	458
Religieux	625	594	561	531	600	525	487	399	363
Civil	83	125	135	126	112	125	92	94	95
Nouveau-Québec	88	63	86	43	39	28	45	29	74
Religieux	87	63	82	43	38	28	40	29	74
Civil	1	—	4	—	1	—	5	—	—
Total	51 690	50 961	48 182	46 189	46 154[1]	44 849	41 006	38 360	36 147
Religieux	45 959	43 926	40 779	38 422	38 079	36 534	32 713	30 004	27 859
Civil	5 731	7 035	7 403	7 767	8 075	8 315	8 293	8 356	8 288

1. Comprend 3 mariages religieux impossibles à classer dans l'une ou l'autre des régions socio-sanitaires.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Registre de la population.

Tableau 20

Répartition des mariages selon l'âge, le sexe et l'état matrimonial, Québec, 1981-1983

Âge	Hommes				Femmes			
	Célibataires	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Veuves	Divorcées	Total
				n				
1981	34 829	1 236	4 941	41 006	36 006	1 155	3 845	41 006
14 ans	—	—	—	—	10	—	—	10
15 ans	—	—	—	—	30	—	—	30
16 ans	3	—	—	3	75	—	—	75
17 ans	14	—	—	14	242	—		242
18 ans	165	—	1	166	1 561		1	1 562
19 ans	611		—	611	3 065	—	3	3 068
20 ans	1 796	—	1	1 797	4 411	2	10	4 423
21 ans	3 175	—	4	3 179	4 882	2	11	4 895
22 ans	4 264	—	5	4 269	4 695	4	45	4 744
23 ans	4 556	—	16	4 572	4 024	7	68	4 099
24 ans	4 225	2	33	4 260	3 021	4	115	3 140
25 ans	3 428	2	62	3 492	2 237	6	141	2 384
26 ans	2 847	8	109	2 964	1 659	8	172	1 839
27 ans	2 225	6	156	2 387	1 330	18	195	1 543
28 ans	1 624	8	179	1 811	993	12	197	1 202
29 ans	1 273	10	207	1 490	778	11	207	996
30 ans	989	8	246	1 243	592	8	189	789
31 ans	769	6	252	1 027	442	15	211	668
32 ans	571	9	237	817	335	19	191	545
33 ans	429	7	267	703	308	14	217	539
34 ans	336	13	271	620	212	7	202	421
35 — 39 ans	855	46	1 052	1 953	499	48	642	1 189
40 — 44 ans	273	59	647	979	243	56	405	704
45 — 49 ans	151	70	463	684	120	92	270	482
50 — 54 ans	90	116	332	538	108	114	179	401
55 — 59 ans	73	160	204	437	59	157	101	317
60 — 64 ans	39	171	111	321	45	201	56	302
65 — 69 ans	27	221	53	301	19	181	12	212
70 — 74 ans	11	172	25	208	9	109	3	121
75 — 79 ans	8	94	6	108	1	44	2	47
80 — 84 ans	2	42	1	45	1	11	—	12
85 ans et plus	—	6	1	7	—	5	—	5
1982	32 551	1 069	4 740	38 360	33 530	991	3 839	38 360
14 ans	—	—	—	—	11	—	—	11
15 ans	1	—	—	1	25	—	—	25
16 ans	1	—	—	1	78	—	—	78
17 ans	12	—	—	12	218	—	—	218
18 ans	143	—	—	143	1 231	—	—	1 231
19 ans	490	—	—	490	2 568	1	5	2 574
20 ans	1 504	—	2	1 506	3 856	—	9	3 865
21 ans	2 707	—	3	2 710	4 419	—	24	4 443
22 ans	3 729	1	3	3 733	4 345	3	38	4 386
23 ans	4 067	1	19	4 087	3 776	5	66	3 847
24 ans	3 928	—	36	3 964	3 109	3	86	3 198
25 ans	3 528	5	49	3 582	2 304	8	142	2 454
26 ans	2 746	4	81	2 831	1 660	12	164	1 836
27 ans	2 140	4	111	2 255	1 316	12	209	1 537
28 ans	1 721	2	175	1 898	997	10	206	1 213
29 ans	1 270	10	216	1 496	744	7	204	955
30 ans	919	7	229	1 155	552	10	202	764
31 ans	784	7	249	1 040	410	9	205	624
32 ans	599	10	245	854	356	9	181	546

Tableau 20 (suite)

Répartition des mariages selon l'âge, le sexe et l'état matrimonial, Québec, 1981-1983

Âge	Hommes				Femmes			
	Célibataires	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Veuves	Divorcées	Total
	n							
33 ans	403	7	239	649	250	11	199	460
34 ans	317	4	256	577	215	13	173	401
35 — 39 ans	855	46	1 010	1 911	510	58	634	1 202
40 — 44 ans	272	35	678	985	213	56	433	702
45 — 49 ans	122	60	403	585	132	60	294	486
50 — 54 ans	108	105	337	550	81	104	182	367
55 — 59 ans	84	136	211	431	76	140	107	323
60 — 64 ans	68	190	113	371	53	159	45	257
65 — 69 ans	21	157	52	230	17	152	18	187
70 — 74 ans	9	145	14	168	6	90	10	106
75 — 79 ans	3	101	6	110	2	44	3	49
80 — 84 ans	—	27	3	30	—	12	—	12
85 ans et plus	—	5	—	5	—	3	—	3
1983	30 378	1 026	4 743	36 147	31 406	927	3 814	36 147
14 ans	—	—	—	—	4	—	—	4
15 ans	3	—	—	3	26	—	—	26
16 ans	2	—	—	2	75	—	1	76
17 ans	11	—	—	11	190	—	1	191
18 ans	114	—	2	116	1 029	—	—	1 029
19 ans	394	—	—	394	1 984	—	2	1 986
20 ans	1 072	—	—	1 072	3 279	—	5	3 284
21 ans	2 183	1	2	2 186	3 871	1	15	3 887
22 ans	3 171	—	5	3 176	4 120	5	17	4 142
23 ans	3 770	—	10	3 780	3 568	3	41	3 612
24 ans	3 806	2	47	3 855	2 972	5	68	3 045
25 ans	3 211	3	55	3 269	2 280	6	126	2 412
26 ans	2 763	3	91	2 857	1 826	4	151	1 981
27 ans	2 081	4	117	2 202	1 336	9	200	1 545
28 ans	1 707	2	158	1 867	994	11	217	1 222
29 ans	1 322	7	211	1 540	777	9	196	982
30 ans	994	4	217	1 215	612	9	192	813
31 ans	764	3	216	983	461	9	174	644
32 ans	553	7	202	762	337	16	202	555
33 ans	480	10	278	768	259	7	220	486
34 ans	379	3	247	629	227	12	169	408
35 — 39 ans	883	39	1 069	1 991	598	42	739	1 379
40 — 44 ans	298	43	694	1 035	209	41	456	706
45 — 49 ans	146	44	445	635	96	60	258	414
50 — 54 ans	102	90	295	487	97	86	191	374
55 — 59 ans	70	133	195	398	90	133	103	326
60 — 64 ans	73	163	112	348	55	156	40	251
65 — 69 ans	15	201	51	267	15	173	23	211
70 — 74 ans	6	149	16	171	10	80	6	96
75 — 79 ans	4	88	5	97	8	38	1	47
80 — 84 ans	1	21	2	24	1	10	—	11
85 ans et plus	—	6	1	7	—	2	—	2

Source: Bureau de la statistique du Québec, Registre de la population.

Tableau 21

Répartition des mariages selon l'état matrimonial des conjoints, Québec, 1981-1983

Époux	Épouse			Total
	Célibataires	Veuves	Divorcées	
	n			
1981	36 006	1 155	3 845	41 006
Célibataire	32 808	257	1 764	34 829
Veuf	311	688	235	1 236
Divorcé	2 885	210	1 846	4 941
1982	33 530	991	3 839	38 360
Célibataire	30 590	216	1 745	32 551
Veuf	253	583	233	1 069
Divorcé	2 687	192	1 861	4 740
1983	31 406	927	3 814	36 147
Célibataire	28 479	199	1 700	30 378
Veuf	232	574	220	1 026
Divorcé	2 695	154	1 894	4 743

Source: Bureau de la statistique du Québec, Registre de la population.

Tableau 22

Estimations annuelles des migrations interprovinciales, selon la province de destination ou d'origine, Québec, 1976-77 à 1983-84

Année censitaire[1]	T.-N.		Î.-P.-É.		N.-É.		N.-B.		Ont.	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Entrées					Province d'origine					
1976-77	650	2.2	111	0.4	1 326	4.6	2 590	9.0	18 378	63.7
1977-78	572	2.4	77	0.3	1 229	5.1	2 337	9.8	14 720	61.5
1978-79	446	1.8	165	0.6	1 220	4.8	2 133	8.4	15 527	60.8
1979-80	370	1.7	96	0.4	1 158	5.3	2 082	9.5	13 831	62.8
1980-81	332	1.4	108	0.5	1 139	5.0	2 213	9.6	13 983	61.0
1981-82	285	1.3	73	0.3	1 034	4.8	1 902	8.9	12,276	57.5
1982-83	267	1.3	104	0.5	834	4.0	1 502	7.2	10 918	52.3
1983-84p	512	1.6	72	0.2	1 250	3.9	2 439	7.8	16 469	52.6
Sorties					Province de destination					
1976-77	672	1.2	364	0.7	2 159	3.9	3 279	5.9	35 032	63.4
1977-78	693	1.0	359	0.5	2 186	3.1	3 578	5.1	46 453	66.0
1978-79	499	0.9	212	0.4	1 847	3.3	2 906	5.1	37 011	65.6
1979-80	512	1.0	208	0.4	1 577	3.0	2 877	5.5	32 426	62.4
1980-81	378	0.8	143	0.3	1 496	3.3	2 461	5.4	27 036	59.1
1981-82	496	1.1	146	0.3	1 304	2.8	2 586	5.5	27 821	59.0
1982-83	392	0.9	201	0.4	1 566	3.4	2 849	6.3	29 498	64.8
1983-84p	289	0.6	199	0.4	1 637	3.2	2 958	5.9	36 216	71.9

1. Du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante.

Source: Statistique Canada, Division de la démographie, section des estimations démographiques.

Tableau 23

Répartition des divorces selon l'âge de l'époux et de l'épouse au moment du divorce, Québec, 1981, 1982 et 1983

Âge	1981		1982		1983	
	Époux	Épouses	Époux	Épouses	Époux	Épouses
	n					
15 — 19 ans	2	48	3	45	4	40
20 — 24 ans	642	1 692	629	1 594	524	1 461
25 — 29 ans	3 361	4 313	3 191	4 198	2 955	3 830
30 — 34 ans	4 365	4 240	4 238	4 098	4 023	3 955
35 — 39 ans	3 597	3 207	3 670	3 336	3 524	3 188
40 — 44 ans	2 418	2 076	2 432	2 072	2 395	2 041
45 — 49 ans	1 769	1 475	1 626	1 242	1 555	1 146
50 — 54 ans	1 326	947	1 291	913	1 096	822
55 — 59 ans	764	575	684	549	632	430
60 — 64 ans	447	292	392	277	323	249
65 — 69 ans	240	148	204	122	160	84
70 — 74 ans	100	53	70	39	63	43
75 ans et plus	42	20	52	16	30	14
Inconnus	120	107	97	78	81	62
Total	**19 193**	**19 193**	**18 579**	**18 579**	**17 365**	**17 365**

Source: Statistique Canada. Fichier des divorces.

Année censitaire[1]	Man.		Sask.		Alb.		C.-B.		Yukon et T.-N.-O.		Total
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	
Entrées					Province d'origine						
1976-77	913	3.2	414	1.4	1 488	5.1	2 707	9.4	290	1.0	**28 867**
1977-78	698	2.9	377	1.6	1 467	6.1	2 268	9.5	200	0.8	**23 945**
1978-79	776	3.0	529	2.1	1 658	6.5	2 809	11.0	261	1.0	**25 524**
1979-80	724	3.3	316	1.4	1 605	7.3	1 634	7.4	202	0.9	**22 018**
1980-81	734	3.2	362	1.6	1 984	8.7	1 852	8.1	198	0.9	**22 905**
1981-82	704	3.3	339	1.6	2 535	11.9	1 985	9.3	216	1.0	**21 349**
1982-83	506	2.4	336	1.6	4 347	20.8	1 766	8.5	301	1.4	**20 881**
1983-84[P]	623	2.0	586	1.9	6 701	21.4	2 465	7.9	210	0.7	**31 327**
Sorties					Province de destination						
1976-77	1 578	2.9	702	1.3	5 626	10.2	5 533	10.0	288	0.5	**55 233**
1977-78	1 589	2.3	829	1.2	8 068	11.5	6 302	8.9	317	0.4	**70 374**
1978-79	1 274	2.3	550	1.0	6 271	11.1	5 553	9.8	285	0.5	**56 408**
1979-80	1 080	2.1	579	1.1	7 397	14.2	5 064	9.8	274	0.5	**51 994**
1980-81	841	1.8	521	1.1	8 048	17.6	4 550	10.0	272	0.6	**45 746**
1981-82	985	2.1	641	1.4	9 135	19.4	3 700	7.9	325	0.7	**47 139**
1982-83	972	2.1	703	1.5	5 777	12.7	3 289	7.2	312	0.7	**45 559**
1983-84[P]	836	1.6	510	1.0	3 798	7.5	3 710	7.4	251	0.5	**50 404**

Tableau 24

Migrations internationales, interprovinciales et interrégionales, par région administrative[1] et sous-région de Montréal, Québec, 1981-1983

Région	Immigration	Émigration	Solde international	Entrées interprovinciales	Sorties interprovinciales	Solde interprovincial	Solde interne	Solde total
	n							
1981-82	23 493	6 608	16 885	21 349	47 139	- 25 790	—	- 8 905
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	84	68	16	548	1 174	- 626	- 534	- 1 144
Saguenay — Lac-Saint-Jean	305	262	43	591	1 044	- 453	- 643	- 1 053
Québec	1 740	1 029	711	2 044	3 991	- 1 947	583	- 1 819
Trois-Rivières	276	118	158	383	993	- 610	- 454	- 906
Estrie	508	191	317	524	1 565	- 1 041	- 831	- 1 555
Montréal	19 803	4 654	15 149	12 531	29 947	- 17 416	6 781	4 514
Nord-de-Montréal	822	289	533	1 460	2 749	- 289	7 978	7 222
Laval	622	165	457	476	1 164	- 688	2 614	2 383
Île-de-Montréal	15 163	3 267	11 896	7 861	20 029	- 12 168	- 9 544	- 9 816
Sud-de-Montréal	3 196	933	2 263	2 734	6 005	- 3 271	5 733	4 725
Outaouais	611	154	457	3 478	5 705	- 2 227	249	- 1 521
Abitibi-Témiscamingue	77	26	51	784	1 159	- 375	- 6	- 330
Côte-Nord	57	65	- 8	282	764	- 482	- 2 364	- 2 854
Nouveau-Québec	32	41	- 9	184	797	- 613	- 1 615	- 2 237
1982-83	19 239	8 324	10 915	20 881	45 559	- 24 678	—	- 13 763
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	69	48	21	737	891	- 154	552	419
Saguenay — Lac-Saint-Jean	243	318	- 75	689	1 079	- 390	- 855	- 1 320
Québec	1 750	1 137	613	2 184	3 664	- 1 480	402	- 465
Trois-Rivières	242	65	177	515	930	- 415	- 463	- 701
Estrie	428	179	249	685	1 398	- 713	- 99	- 563
Montréal	15 775	6 243	9 532	10 811	30 656	- 19 845	4 168	- 6 145
Nord-de-Montréal	660	361	299	1 172	2 886	- 1 714	9 191	7 776
Laval	647	204	443	452	1 140	- 688	1 155	910
Île-de-Montréal	12 315	4 428	7 887	6 693	20 370	- 13 677	- 10 347	- 16 137
Sud-de-Montréal	2 153	1 250	903	2 494	6 260	- 3 766	4 169	1 306
Outaouais	598	173	425	4 094	4 836	- 742	975	658
Abitibi-Témiscamingue	37	35	2	678	1 007	- 329	- 91	- 418
Côte-Nord	73	68	5	294	633	- 339	- 2 407	- 2 741
Nouveau-Québec	24	58	- 34	194	465	- 271	- 2 182	- 2 487
1983-84	15 066	7 703	7 363	31 327	50 404	- 19 077	—	- 11 714
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	60	38	22	936	973	- 37	- 436	- 451
Saguenay — Lac-Saint-Jean	189	199	- 10	816	957	- 141	- 663	- 814
Québec	1 113	1 305	- 192	3 291	3 733	- 442	997	363
Trois-Rivières	176	142	34	770	735	35	- 658	- 589
Estrie	260	158	102	1 025	1 174	- 149	- 488	- 535
Montréal	12 572	5 351	7 221	16 472	34 653	- 18 181	5 173	- 5 787
Nord-de-Montreal	485	362	123	1 764	3 741	- 1 977	9 346	7 492
Laval	362	213	149	669	1 353	- 684	3 465	2 930
Île-de-Montréal	9 921	3 721	6 200	10 084	22 550	- 12 466	- 12 600	- 18 866
Sud-de-Montréal	1 804	1 055	749	3 955	7 009	- 3 054	4 962	2 657
Outaouais	569	349	220	6 475	5 787	688	1 443	2 351
Abitibi-Témiscamingue	56	60	- 4	928	1 078	- 150	- 137	- 291
Côte-Nord	43	57	- 14	368	749	- 381	- 2 865	- 3 260
Nouveau-Québec	28	44	- 16	246	565	- 319	- 2 366	- 2 701

1. Ces données ont été obtenues à partir des régions de recensement fédérales qui ne correspondent pas exactement aux régions [illegible]tratives; c'est pourquoi les totaux ne correspondent pas à ceux des autres tableaux.

Source: Statistique Canada. Tableaux spéciaux.

Tableau 25

Nombre et pourcentage d'immigrants et de travailleurs immigrants admis au Québec, selon le continent de dernière résidence, Québec, 1980-1983

Continent de dernière résidence	Immigrants		Travailleurs immigrants	
	n	%	n	%
1980	**22 538**	**100,0**	**9 889**	**100,0**
Afrique	1 042	4,6	478	4,8
Amérique	4 291	19,0	1 614	16,3
Amérique centrale	246	1,1	91	0,9
Amérique du Nord	1 021	4,5	442	4,5
Amérique du Sud	923	4,1	391	3,9
Antilles	2 101	4,3	690	7,0
Asie	11 417	50,7	4 815	48,7
Europe	5 723	25,4	2 942	29,8
Océanie	65	0,3	40	0,4
1981	**21 063**	**100,0**	**9 906**	**100,0**
Afrique	1 145	5,4	520	5,3
Amérique	6 308	30,0	3 221	32,5
Amérique centrale	280	1,3	116	1,2
Amérique du Nord	953	4,5	438	4,4
Amérique du Sud	1 001	4,8	367	3,7
Antilles	4 074	19,4	2 300	23,2
Asie	7 220	34,3	2 828	28,6
Europe	6 324	30,0	3 303	33,3
Océanie	66	0,3	34	0,3
1982	**21 331**	**100,0**	**10 008**	**100,0**
Afrique	1 361	6,4	660	6,6
Amérique	6 969	32,7	3 181	31,8
Amérique centrale	680	3,2	329	3,3
Amérique du Nord	901	4,2	402	4,0
Amérique du Sud	4 020	18,9	1 886	18,9
Antilles	1 368	6,4	564	5,6
Asie	6 103	28,6	2 425	24,2
Europe	6 840	32,0	3 707	37,0
Océanie	58	0,3	35	0,4
1983	**16 374**	**100,0**	**6 765**	**100,0**
Afrique	1 156	7,1	474	7,0
Amérique	6 355	38,8	2 334	34,5
Amérique centrale	1 164	7,1	567	8,4
Amérique du Nord	851	5,2	380	5,6
Amérique du Sud	1 029	6,3	442	6,5
Antilles	3 311	20,2	945	14,0
Asie	4 713	28,8	1 831	27,1
Europe	4 119	25,1	2 109	31,2
Océanie	31	0,2	17	0,2

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'immigration, *Rapports d'activité*, 1980-81, 1981-82, 1982-83.

4

Tableau 26

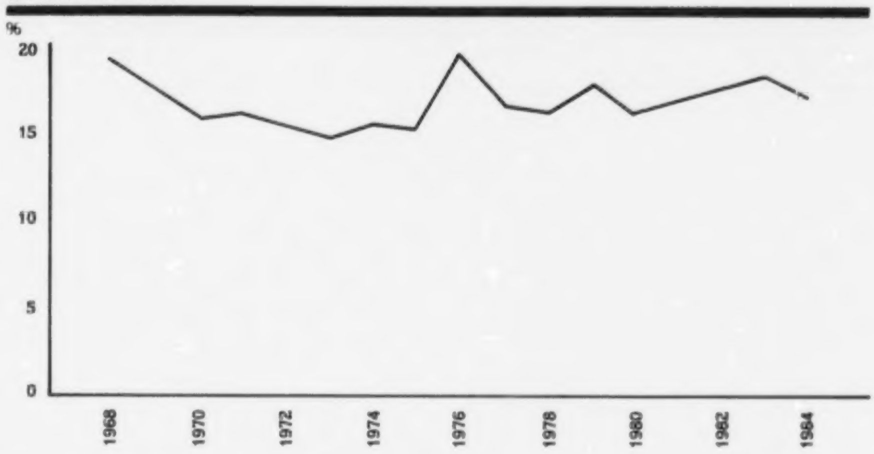
Répartition des immigrants admis selon les quinze principaux pays de provenance, Québec, 1980-1983

Pays de provenance	Immigrants admis		Pays de provenance	Immigrants admis	
	n	%		n	%
1980	**22 538**	**100,0**	**1982**	**21 331**	**100,0**
Vietnam	3 519	15,6	Haïti	3 358	15,7
Kampuchéa	2 283	10,1	France	1 828	8,6
Laos	1 744	7,7	Vietnam	1 315	6,2
Haïti	1 556	6,9	Pologne	992	4,6
France	1 403	6,2	États-Unis	895	4,2
Royaume-Uni	1 134	5,0	Kampuchéa	894	4,2
États-Unis	1 010	4,5	Royaume-Uni	767	3,6
Inde	619	2,8	Portugal	569	2,7
Liban	618	2,8	Inde	554	2,6
Portugal	616	2,7	Liban	542	2,5
Israël	510	2,3	El Salvador	507	2,4
Italie	437	1,9	Belgique	496	2,3
Philippines	414	1,8	Israël	451	2,1
Belgique	395	1,8	Maroc	421	2,0
Chine populaire	370	1,7	Italie	399	1,9
Quinze principaux pays	**16 628**	**73,8**	**Quinze principaux pays**	**13 988**	**65,6**
1981	**21 063**	**100,0**	**1983**	**16 374**	**100,0**
Haïti	3 544	16,8	Haïti	2 712	16,6
Vietnam	1 894	9,0	France	1 251	7,6
France	1 546	7,3	Vietnam	1 137	6,9
Royaume-Uni	1 280	6,1	El Salvador	902	5,5
Kampuchéa	947	4,5	États-Unis	845	5,2
États-Unis	944	4,5	Pologne	643	3,9
Israël	686	3,3	Kampuchéa	560	3,4
Portugal	606	2,9	Inde	508	3,1
Italie	517	2,4	Liban	387	2,4
Inde	517	2,4	Royaume-Uni	376	2,3
Chine	508	2,4	Maroc	341	2,1
Liban	464	2,2	Hong-Kong	325	2,0
Pologne	451	2,1	Portugal	324	2,0
Belgique	434	2,1	Chili	315	1,9
Maroc	415	2,0	Philippines	261	1,6
Quinze principaux pays	**14 753**	**70,0**	**Quinze principaux pays**	**10 887**	**66,5**

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. *Rapports d'activité*, 1980-81, 1981-82, 1982-83.

Figure 5

Évolution du taux d'attraction de l'immigration internationale, Québec, 1968-1984



Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.
Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Tableau 27

Répartition des immigrants et des travailleurs admis selon la catégorie, Québec, 1980-1983

Catégorie	Immigrants		Travailleurs immigrants	
	n	%	n	%
1980	**22 538**	**100,0**	**9 889**	**100,0**
Indépendants	5 758	25,6	3 004	30,4
Parents aides	1 271	5,6	704	7,1
Famille	7 402	32,8	2 469	25,0
Réfugiés	8 079	35,9	3 698	37,4
Informations non disponibles	28	0,1	14	0,1
1981	**21 063**	**100,0**	**9 906**	**100,0**
Indépendants	8 670	41,2	5 022	50,7
Parents aidés	1 975	9,4	1 038	10,5
Famille	7 185	34,1	2 254	22,7
Réfugiés	3 233	15,3	1 592	16,1
1982	**21 331**	**100,0**	**10 008**	**100,0**
Indépendants	8 798	41,3	4 979	49,7
Parents aidés	1 533	7,2	867	8,7
Famille	7 814	36,6	2 433	24,3
Réfugiés	3 186	14,9	1 729	17,3
1983	**16 374**	**100,0**	**6 765**	**100,0**
Indépendants	5 272	32,2	2 756	40,7
Parents aidés	1 049	6,4	600	8,9
Famille	7 875	48,1	2 318	34,3
Réfugiés	2 178	13,3	1 091	16,1

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. *Rapports d'activité*, 1980-81, 1981-82, 1982-83.

Tableau 28

Répartition des immigrants et des travailleurs immigrants admis, selon la connaissance du français et de l'anglais, Québec, 1980-1983

Connaissance du français et de l'anglais	Immigrants		Travailleurs immigrants	
	n	%	n	%
1980	22 538	100,0	9 889	100,0
Français seulement	4 669	20,7	2 072	21,0
Français et anglais	1 856	8,2	1 267	12,8
Anglais seulement	4 048	18,0	1 994	20,2
Ni français, ni anglais	11 937	53,0	4 542	45,9
Informations non disponibles	28	0,1	14	0,1
1981	21 063	100,0	9 906	100,0
Français seulement	6 456	30,6	3 524	35,6
Français et anglais	2 095	9,9	1 435	14,5
Anglais seulement	4 061	19,3	2 043	20,6
Ni français, ni anglais	8 375	39,8	2 867	28,9
Informations non disponibles	76	0,4	37	0,4
1982	21 331	100,0	10 008	100,0
Français seulement	6 774	31,8	3 224	32,2
Français et anglais	2 455	11,5	1 660	16,6
Anglais seulement	4 099	19,2	2 130	21,3
Ni français, ni anglais	7 967	37,3	2 980	29,8
Informations non disponibles	36	0,2	14	0,1
1983	16 374	100,0	6 765	100,0
Français seulement	5 352	32,7	1 849	27,3
Français et anglais	1 773	10,8	1 133	16,8
Anglais seulement	3 454	21,1	1 812	26,8
Ni français, ni anglais	5 795	35,4	1 971	29,1

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. *Rapports d'activité*, 1980-81, 1981-82, 1982-83.

Tableau 29

Répartition des immigrants admis, en vertu des différents programmes humanitaires, 1981-1983

Programme	Immigrants admis	
	n	%
1981	5 383	100,0
Indochinois	2 374	44,1
Haïtiens (régularisation de statut)	1 989	37,0
Européens de l'Est	631	11,7
Réfugiés au sens de la convention de Genève	205	3,8
Italiens (tremblement de terre)	137	2,5
Autres programmes	20	0,4
Libanais	14	0,3
Latino-américains	13	0,2
1982	4 681	100,0
Indochinois	1 522	32,5
Européens de l'Est	1 295	27,7
Haïtiens	1 288	27,5
Réfugiés au sens de la convention de Genève	479	10,2
Italiens (tremblement de terre)	39	0,9
Latino-américains	24	0,5
Autres programmes	24	0,5
Libanais	10	0,2
1983	3 441	100,0
Indochinois	1 009	29,3
Européens de l'Est	773	22,5
Réfugiés au sens de la convention de Genève	692	20,1
Latino-américains	438	12,7
Haïtiens	312	9,1
Domestiques	115	3,3
Libanais	71	2,1
Autres programmes	31	0,9

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration. *Rapports d'activité*. 1981-1983.

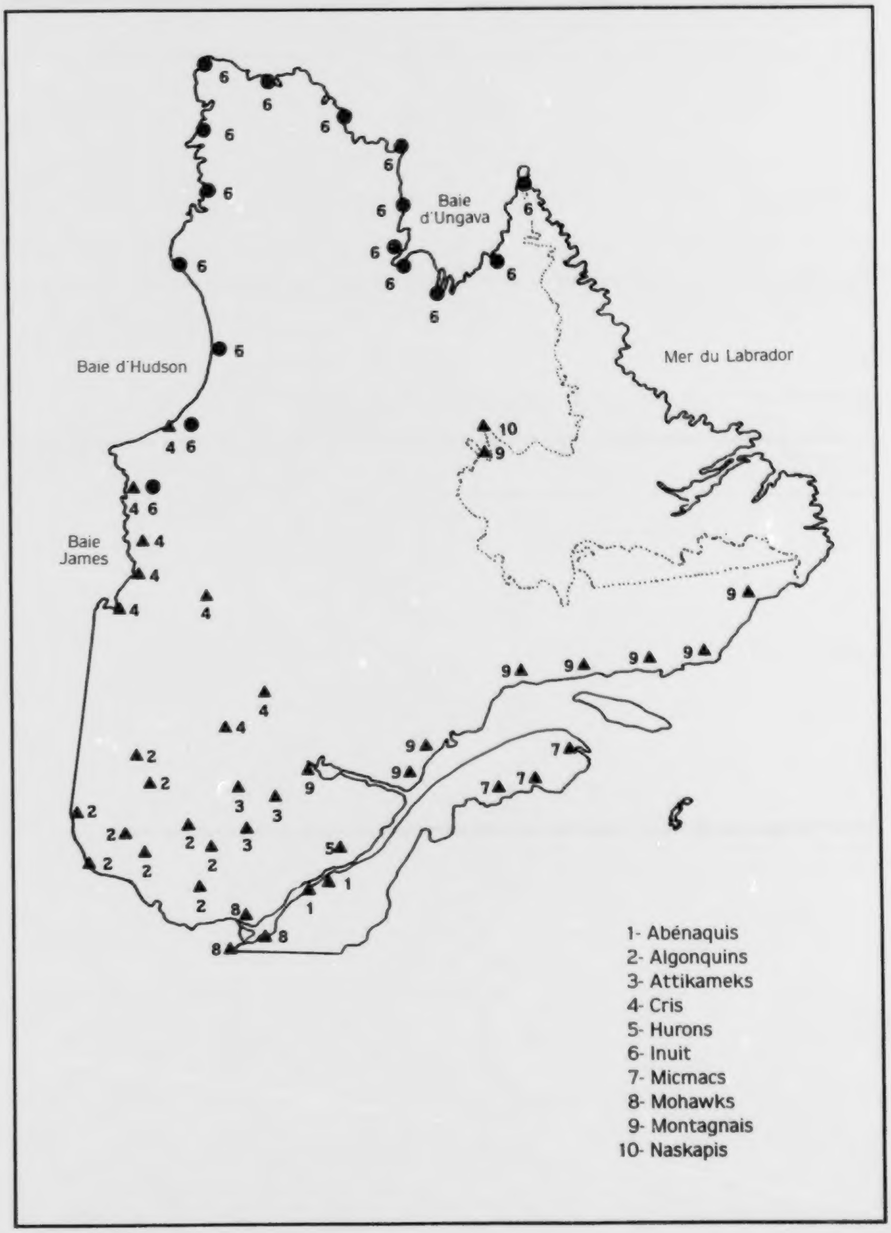
Tableau 30

Population amérindienne selon le sexe, le lieu de résidence, la bande et le district, Québec, 31 décembre 1983

District et bande	Sexe		Total	Résidence		
	H	F		Réserve	Terre de la Couronne	Hors réserve
				n		
Abitibi — Algonquins	**1 162**	**1 204**	**2 366**	**1 478**	**316**	**572**
Abitibiwinni	232	246	478	323	21	134
Grand Lac Victoria	129	129	258	20	235	3
Kipawa	96	101	197	134	...	63
Lac Simon	271	286	557	436	2	119
Long Point	182	175	357	236	9	112
Timiskaming	228	240	468	309	47	112
Wolf Lake	24	27	51	20	2	29
Abitibi — Cris	**3 899**	**3 892**	**7 791**	**2 405**	**4 686**	**700**
Chisasibi	930	930	1 860	27	1 769	64
Eastmain	192	189	381	17	310	54
Great Whale River	197	212	409	1	393	15
Mistassini	973	1 018	1 991	1 676	59	256
Nemaska	111	108	219	210	4	5
Old Factory	394	400	794	14	688	92
Rupert House	646	610	1 256	60	1 132	64
Waswanipi	456	425	881	400	331	150
Montréal	**4 197**	**4 403**	**8 600**	**7 138**	**281**	**1 181**
Abenakis de Wolinak	37	44	81	52	..	29
Barriere Lake	159	156	315	16	254	45
Kahnawake	2 635	2 729	5 364	5 273	...	91
Odanak	309	367	676	191	1	484
Oka	448	498	946	656	26	264
River Desert	606	606	1 212	945	—	267
Liste générale	3	3	6	5	—	1
Pointe-Bleue	**2 476**	**2 492**	**4 968**	**4 153**	**58**	**757**
Manowan	561	550	1 111	1 059	7	45
Montagnais du Lac-Saint-Jean	961	1 020	1 981	1 421	28	532
Obedjiwan	628	592	1 220	1 052	21	147
Weymontachie	326	330	656	621	2	33
Québec	**1 879**	**1 976**	**3 855**	**2 382**	**6**	**1 467**
Gaspé	72	95	167	2	—	165
Hurons de Lorette	622	651	1 273	762	—	511
Micmacs de Maria	262	272	534	368	5	161
Restigouche	870	893	1 763	1 244	1	518
Viger	53	65	118	6	—	112
Sept-Îles	**3 137**	**3 194**	**6 331**	**5 951**	**94**	**286**
Betsiamites	1 034	1 065	2 099	1 994	1	104
Mingan	153	173	326	317	1	8
Montagnais de Sept-Îles et Maliotenam	821	881	1 702	1 593	2	107
Montagnais des Escoumins	69	71	140	111	—	29
Montagnais de Schefferville	246	228	474	468	—	6
Naskapis de Schefferville	211	194	405	387	—	18
Natashquan	223	232	455	446	—	9
Romaine	322	297	619	615	3	1
Saint-Augustin	58	53	111	20	87	4
Total	**16 750**	**17 161**	**33 911**	**23 507**	**5 441**	**4 963**

Source: Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada. *Population indienne inscrite selon le sexe et la résidence, 1983.*

Figure 6
Répartition des tribus amérindiennes, Québec, 1984



Source: Sagmai.

Tableau 31

Population amérindienne inscrite, selon le lieu de résidence, par région, Canada, 31 décembre 1983

Région	Bandes	Population	Réserve	Terre de la Couronne	Hors d'une réserve
			n		
Atlantique	29	12 816	9 569	33	3 214
Québec	39	33 911	23 507	5 441	4 963
Ontario	115	75 349	48 701	2 334	24 314
Manitoba	60	51 376	34 447	3 076	13 853
Saskatchewan	68	53 445	33 760	1 154	18 531
Alberta	41	42 248	29 745	2 336	10 167
Colombie Britannique	195	60 811	38 002	925	21 884
Territoires-du-Nord-Ouest	17	8 476	140	7 722	614
Yukon	14	3 536	246	2 418	872
Canada	578	341 968	218 117	25 439	98 412

Source: Ministere des Affaires indiennes et du Nord, Canada *Poplation indienne inscrite selon le sexe et la residence, 1983*

Tableau 32

Population inuit selon le sexe, le groupe d'âge et le lieu de résidence, Québec, 1985

Communauté de résidence	Sexe		Groupe d'âge			Population totale
	H	F	0-14	15-24	25 et plus	
Akulivik	152	166	146	58	114	318
Aupaluk	45	50	35	29	31	95
Chisasibi	30	32	19	18	25	62
Inukjuak	374	333	267	170	270	707
Ivujivik[1]	82	71	30	39	84	153
Kangiqsuk	140	154	121	62	111	294
Kangiqsujuaq	140	136	98	64	114	276
Kangiqsualujjuaq	191	172	138	99	126	363
Kuujjuaq	482	451	382	219	332	933
Kuujjuaraapik	359	340	268	163	268	699
Povungnituk[1]	334	295	152	174	303	629
Quaqtaq	82	103	67	51	67	185
Salluit	294	279	250	133	190	573
Tasiujaq	56	52	46	25	37	108
Total	2 761	2 634	2 019	1 304	2 072	5 395

1. Ce village étant dissident, les données ne sont pas exactes.

Source: Ministère des Affaires sociales. Registre des autochtones.

5

Santé et services sociaux

État de santé de la population	329
Dépenses de santé: Québec, Canada et autres pays	330
Établissements de santé et de services sociaux	331
Régie de l'assurance-maladie du Québec	332
Services de garde à l'enfance	333
Définitions et notes explicatives	335

5

Liste des tableaux

1. Mouvement des malades dans les centres hospitaliers, selon le statut et la classe des établissements, Québec, 1981-82 et 1982-83 336

2. Départs, journées d'hospitalisation et durée moyenne de séjour, dans les centres hospitaliers, par groupe de diagnostics, Québec, 1980-81 337

3. Répartition des lésions professionnelles selon le secteur d'activité économique, Québec, 1979-1983 337

4. Répartition des lésions professionnelles, selon le secteur d'activité économique, par catégorie de dossier, Québec, 1983 338

5. Répartition des lésions professionnelles, selon le nombre de jours d'absence au travail, Québec, 1979-1983 339

6. Répartition des lésions professionnelles, selon l'âge de la victime au moment de l'accident, Québec, 1979-1983 339

7. Principales dépenses publiques de santé, Québec, 1979-80 à 1983-84 340

8. Statistiques sur les dépenses de santé de certaines provinces, Canada, 1972, 1976 et 1981 342

9. Répartition des dépenses totales de santé de certaines provinces, selon le secteur, Canada, 1972, 1976 et 1981 343

10. Dépenses publiques de santé en pourcentage des dépenses totales de santé, quelques pays de l'OCDE, 1960-1980 343

11. Dépenses publiques de santé en pourcentage du produit intérieur brut, quelques pays de l'OCDE, 1960-1980 344

12. Répartition des établissements du réseau des affaires sociales, selon leur catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 1982-83 344

13. Nombre de lits dressés dans les centres hospitaliers, selon la classe des établissements, par région socio-sanitaire, Québec, 1977-78 à 1982-83 345

14. Nombre de lits dressés dans les centres hospitaliers publics de soins de courte durée selon l'unité de soins, Québec, 1982-83 347

15. Nombre de jours-présence dans les centres hospitaliers, selon le statut et la classe des établissements, par région socio-sanitaire, Québec, 1981-82 et 1982-83 348

16. Répartition des établissements psychiatriques, selon le type d'établissement, par région socio-sanitaire, Québec, 1981-82 et 1982-83 348

17. Nombre de lits internes dans les établissements psychiatriques, selon le type d'établissement, par région socio-sanitaire, Québec, 1981-82 et 1982-83 350

18. Nombre de lits autorisés dans les centres d'accueil, selon la classe d'établissement, par région socio-sanitaire, Québec, 1981-82 et 1982-83 350

19. Population desservie et personnel des centres locaux de services communautaires selon la catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 352

20. Nombre d'employés dans les centres hospitaliers, par région socio-sanitaire, Québec, 1977-78 à 1982-83 352

21. Clientèle et activités des centres de services sociaux, selon la catégorie d'activité, Québec, 1983 354

22. Personnel des centres de services sociaux selon la catégorie d'emploi, Québec, 1980-1983 356

23. Personnel des centres de services sociaux selon la catégorie d'emploi, par région socio-sanitaire Québec, 1983 357

24. Dépenses et revenus du fonds d'exploitation des centres hospitaliers publics, par catégorie d'établissement, Québec, 1981-82 et 1982-83 357

25. Dépenses et revenus du fonds d'exploitation des centres d'accueil publics, par catégorie d'établissement, Québec, 1981-82 et 1982-83 358

26. Dépenses et revenus du fonds d'exploitation des établissements publics de services sociaux, par catégorie d'établissement, Québec, 1981-82 et 1982-83 358

27. Coût des programmes administrés par la Régie de l'assurance-maladie, Québec, 1979-1983 359

28. Évolution des principales variables du programme de services médicaux, selon le mode de rémunération, Québec, 1979-1983 361

29. Nombre de services médicaux selon la région socio-sanitaire du dispensateur et le mode de rémunération, Québec, 1981-1983 362

30. Taux de participation, nombre et coût des services médicaux par participant selon le sexe et l'âge des bénéficiaires, Régime d'assurance-maladie, Québec, 1983 363

31. Nombre de services médicaux pour 1 000 habitants selon l'âge et le sexe des bénéficiaires, Québec, 1983 363

32. Répartition des médecins selon la catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 1980-1983 364

33. Répartition des médecins selon la catégorie et la spécialité, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 365

34. Répartition des médecins et montant moyen versé, par tranche de paiements et la catégorie de médecin, Québec, 1983 366

Liste des figures

1. Mouvement des malades dans les centres hospitaliers, Québec, 1981-82 et 1982-83 336

2. Repartition des lésions professionnelles selon le secteur d'activité économique, Québec, 1983 338

3. Principales dépenses publiques de santé, selon l'organisme responsable, Québec, 1983-84 340

4. Répartition des dépenses totales de santé de certaines provinces, selon le secteur, Canada, 1972, 1976 et 1981 342

5. Taux de variation du nombre de lits dressés dans les centres hospitaliers, selon la classe des établissements, par région socio-sanitaire, Québec, 1977-78 à 1982-83 346

6. Répartition du coût du Régime d'assurance-maladie selon la catégorie de service, Québec, 1983 359

7. Taux de variation du coût du Régime d'assurance-maladie selon la catégorie de service, Québec, 1980-1983 361

8. Coût par participant au Régime d'assurance-maladie, selon l'âge et le sexe des bénéficiaires, Québec, 1983 362

9. Nombre de services médicaux pour 1 000 habitants, selon le sexe et l'âge des bénéficiaires, Québec, 1983 364

35. Évolution des principaux facteurs de coût du programme de services pharmaceutiques, Québec, 1979-1983 366

36. Taux de participation, nombre et coût des ordonnances par participant, selon le sexe et l'âge des bénéficiaires du programme de services pharmaceutiques, Québec, 1983 367

37. Évolution du programme de services pharmaceutiques, pour les bénéficiaires de l'aide sociale, Québec, 1979-1983 367

38. Évolution du programme de services pharmaceutiques, pour les personnes âgées de 65 ans et plus, Québec, 1979-1983 368

39. Évolution du programme de services dentaires pour les enfants, Québec, 1979-1983 368

40. Évolution du programme de soins dentaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale, Québec, 1979-1983 369

41. Évolution du programme de chirurgie buccale, Québec, 1979-1983 369

42. Évolution du programme de services optométriques, Québec, 1979-1983 370

43. Taux de participation, nombre et coût des services optométriques par participant, selon le sexe et l'âge des bénéficiaires Québec, 1983 370

44. Répartition des optométristes selon l'âge par région soico-sanitaire, Québec, 1983 371

45. Évolution des principales variables du programme des prothèses, appareils orthopédiques, dispositifs ou autres équipements, Québec, 1979-1983 371

46. Répartition des garderies et du nombre de places, selon la catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 et 1984 372

47. Répartition des agences de services de garde en milieu familial et du nombre de places, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 et 1984 373

48. Répartition des services de garde en milieu scolaire et du nombre de places, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 et 1984 373

49. Répartition des avortements thérapeutiques et taux d'avortement pour 100 naissances vivantes, par groupe d'âge, Québec, 1978-1982 374

50. Statistiques sur le cancer selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1980 374

5

Ce chapitre a été réalisé par Claude Larose avec la collaboration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, du ministère de la Santé et des Services sociaux, de l'Office des services de garde à l'enfance et de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Ce chapitre présente des données sur l'état de santé de la population et décrit la façon dont les ressources de la société sont employées pour traiter la maladie et dispenser des services sociaux. Les données sur les services de santé et les services sociaux sont présentées en trois blocs, selon le découpage administratif mis en place pour assurer ces services: il sera question successivement du réseau des affaires sociales, de la Régie de l'assurance-maladie et du système de services de garde à l'enfance.

État de santé de la population

Les mesures les plus répandues de l'état de santé, fondées sur les données disponibles, sont l'espérance de vie, la mortalité infantile, les causes de décès, la statistique hospitalière et les autres données sur la morbidité. Les données concernant l'espérance de vie, la mortalité infantile et les causes de décès sont présentées au chapitre 4 qui porte sur la population. Les lignes qui suivent traitent de la statistique hospitalière, des données sur le cancer ainsi que des statistiques sur les maladies et accidents de travail. On trouvera aussi des informations sur les avortements thérapeutiques pratiqués au Québec.

En 1982-83, au Québec, les hôpitaux accueillent pour hospitalisation, 790 421 personnes. Par rapport à l'année précédente, le nombre de personnes hospitalisées est en diminution de 1,3%. Au 1er avril 1983, on compte 41 983 personnes dans les centres hospitaliers du Québec.

Les femmes sont davantage hospitalisées que les hommes. En 1980-81, année pour laquelle les statistiques détaillées les plus récentes sont disponibles, les femmes représentent 59,8% des personnes hospitalisées. Les hospitalisations reliées aux complications de la grossesse et aux accouchements expliquent en grande partie cette différence.

Si l'on excepte les complications de la grossesse et les accouchements, les motifs d'hospitalisation des hommes et des femmes diffèrent quand même sensiblement. Chez les femmes, les cinq principaux motifs sont, par ordre d'importance, les maladies des organes génito-urinaires (46 544), les maladies de l'appareil digestif (43 426), les maladies de l'appareil circulatoire (36 882), les maladies de l'appareil respiratoire (28 835) et les tumeurs (27 457). Par contre, chez les hommes, ce sont les maladies de l'appareil digestif qui arrivent en tête (47 667), suivies, dans l'ordre, des maladies de l'appareil circulatoire (47 382), des maladies de l'appareil respiratoire (36 864), des lésions traumatiques (30 121) et des tumeurs (20 141).

La durée moyenne de séjour à l'hôpital est de 14,2 jours pour les femmes et de 16,0 jours pour les hommes. Ce sont les maladies de l'appareil circulatoire et les troubles mentaux qui nécessitent les durées moyennes de séjour les plus élevées autant chez les hommes que chez les femmes. Les maladies de l'appareil circulatoire, à cause de leur incidence élevée et de la durée relativement longue du séjour à l'hôpital qu'elles nécessitent, totalisent 26,7% de l'ensemble des journées d'hospitalisation au Québec en 1980-81.

Les décès dus au cancer sont plus élevés chez les hommes (6,138) que chez les femmes (4,603) en 1980. Cela représente un taux pour 100 000 habitants de 196,8 chez les hommes et 144,1 chez les femmes. Les nouveaux cas diagnostiqués au cours de l'année 1980 sont aussi plus élevés chez les hommes (9,343) que chez les femmes (8,585).

Le nombre de lésions professionnelles (accidents ou maladies reliés au travail) s'élève à 314 653 en 1983. Près du tiers (32,5%) surviennent dans le secteur manufacturier alors que le secteur des services en compte 19,3%. Ces lésions se répartissent comme suit: 98,8% sont des blessures consécutives à un accident de travail, 1,1% des maladies professionnelles et 0,1% entrainent des décès. Elles affectent particulièrement le groupes des 20 à 29 ans qui totalise 36,6% de l'ensemble des lésions en 1983. Près de la moitié des lésions (47,4%) n'occasionnent aucune journée d'absence au travail, alors que 23,3% entrainent une absence d'une durée variant entre un et cinq jours.

Le nombre d'avortements thérapeutiques s'élève à 9,671 en 1982, en hausse de 22,7% depuis 1978. Le taux d'avortement pour 100 naissances vivantes passe de 8,2 à 10,7 au cours de la même période. Depuis 1978, ce taux a particulièrement augmenté chez les femmes de 40 à 44 ans (de 36,1 à 50,2) et chez les moins de 20 ans (de 25,4 à 45,2).

Dépenses de santé: Québec, Canada et autres pays

Le tableau 7 présente les principales dépenses publiques dans le domaine de la santé au Québec, à savoir celles qui sont administrées par le ministère des Affaires sociales, par le ministère de la Main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, par la Régie de l'assurance-maladie et par la Commission de la santé et de la Sécurité du travail. La somme des dépenses de ces quatre organismes représente 5,7 milliards de dollars en 1983-84, en hausse de 10,9% par rapport à l'année précédente.

Les programmes du ministère des Affaires sociales s'accaparent la plus large part (71,8%) de ces dépenses en raison, surtout, des activités des centres hospitaliers. Ainsi, 53,3% des sommes affectées à la santé dans le secteur public vont aux soins de courte durée et 10,4% aux soins prolongés. Les services communautaires et préventifs ne représentent que 4,2% de ces dépenses. Quant au Régime d'assurance-maladie, il accapare environ le quart des dépenses. Il est à noter que la part relative de chacune des composantes des dépenses publiques de santé ne s'est guère modifiée depuis cinq ans.

Si l'on considère l'ensemble des dépenses publiques de santé, celles-ci s'élèvent à 812 $ par habitant en 1981, ce qui est plus élevé que la moyenne canadienne (780 $), mais inférieur aux dépenses de l'Alberta (883 $). Par contre, c'est l'Alberta qui consacre la plus faible part de son produit intérieur brut aux dépenses publiques de santé (4,3%), tandis qu'au Québec, cette proportion s'élève à 6,7%, ce qui est supérieur à la moyenne canadienne (5,5%).

Quant aux dépenses privées de santé, elles sont beaucoup moins élevées au Québec (206 $ par habitant) que dans l'ensemble du Canada (272 $ par habitant) en 1981. Au Québec, elles ne représentent d'ailleurs que 20,2% des dépenses totales de santé, alors que leur proportion s'élève à 25,9% pour l'ensemble canadien.

En comparant la situation québécoise et canadienne à celle prévalant dans certains autres pays industrialisés, on observe que, tant pour le Québec que le Canada, la proportion des dépenses publiques à l'intérieur des dépenses totales de santé se rapproche de la moyenne des pays considérés. Au Québec, cette proportion atteint 80,7% en 1980; au Canada, elle s'élève à 75,7%; alors que la moyenne se situe à 78,9%. La situation varie toutefois beaucoup parmi les autres pays. Ainsi, dans certains cas, l'État couvre la quasi totalité des dépenses de santé (notamment la Finlande, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède). À l'inverse, les dépenses publiques de santé aux États-Unis n'atteignent pas 50% des dépenses totales en 1980.

Dans les pays considérés, la part gouvernementale des dépenses de santé dans le produit intérieur brut a fortement progressé au cours des années 1960 à 1975. Depuis 1975, plusieurs pays voient cette proportion diminuer ou se stabiliser plus ou moins (par exemple, l'Allemagne, l'Australie, la Finlande et l'Italie). Le Canada et le Québec font partie de ce groupe. Par contre, la part des dépenses publiques continue de croître aux États-Unis, en France, en Grèce, en Norvège et en Suède.

Établissements de santé et de services sociaux

Le réseau des affaires sociales du Québec compte, en 1982-83, 816 établissements dont 238 centres hospitaliers, 456 centres d'accueil, 108 centres locaux de services communautaires et 14 centres de services sociaux. La grande majorité de ces établissements (708) sont publics, le Québec ne comptant que 40 hôpitaux et 68 centres d'accueils privés. C'est la région du Montréal-métropolitain qui compte le plus grand nombre d'établissements (210), suivie de Québec (166) et de la Montérégie (101).

Dans les centres hospitaliers, le nombre de lits dressés augmente de 7,0% entre 1977-78 et 1982-83. La hausse est plus élevée dans les centres hospitaliers de soins de courte durée (+9,1%) que dans les centres hospitaliers de soins prolongés (+0,7%). Pour les soins de courte durée, les hausses les plus fortes se retrouvent dans les régions de Laurentides-Lanaudière (+23,7%), de la Montérégie (+17,9%) et du Montréal-Métropolitain (+14,6%). Pour les soins prolongés, deux régions connaissent des augmentations relativement élevées: Trois-Rivières (+29,1%) et l'Outaouais (+22,5%).

Toutes les régions ne connaissent cependant pas des augmentations. Pour les soins de courte durée, le nombre de lits diminue dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (-3,0%), le Saguenay—Lac-Saint-Jean (-5,5%), l'Estrie (-3,0%) la Côte-Nord (-7,7%) et le Nouveau-Québec (-56,2%). Pour les soins prolongés, les baisses affectent le Saguenay—Lac-Saint-Jean (-10,0%), Québec (-2,0%), l'Estrie (-13,4%), Laurentides-Lanaudière (-26,6%) et la Montérégie (-2,5%).

Le nombre de jours-présence dans les centres hospitaliers s'élève à 15 124 096 en 1982-83, enregistrant une hausse très faible (0,08%) par rapport à l'année précédente.

Le nombre d'établissements psychiatriques au Québec s'élève à 112 en 1982-83, quatre établissements ayant disparu au cours de la dernière année. Le nombre de lits dans ces établissements connaît une diminution de 2,0% au cours de la même période.

Le personnel de l'ensemble des centres hospitaliers accuse une légère diminution (-1,5%) entre 1977-78 et 1982-83, passant de 126 281 à 124 334. Cette diminution globale cache cependant une transformation dans la composition du personnel selon le mode de rémunération: le personnel à temps plein connaît une diminution de 5,5% au cours de cette période, alors que le personnel à temps partiel augmente de 10,6%. La proportion du personnel à temps partiel passe de 24,5% à 27,5% entre 1977-78 et 1982-83.

Dans les centres d'accueil, le nombre de lits autorisés augmente en 1982-83 de 2,9% par rapport à l'année précédente pour atteindre le total de 36 195. La situation évolue cependant différemment dans les centres de réadaptation et dans les centres d'hébergement. Dans ces derniers, le nombre de lits augmente de 5,2%, alors que dans les centres de réadaptation, il diminue de 1,9%. Cette diminution affecte essentiellement les centres de réadaptation privés, où le nombre de lits baisse de 25,4%.

5

Les données décrivant la situation de 106 centres locaux de services communautaires révèlent que ces établissements desservent en 1983 plus de la moitié de la population québécoise, à savoir 3 421 580 personnes, avec un effectif de 4 827 employés. Parmi ce personnel, 42,9% sont des intervenants en santé, 27,8% des intervenants socio-communautaires et 29,3% assurent l'encadrement et le soutien.

Le tableau 21 présente des données sur la clientèle et les activités des centres de services sociaux selon leurs principaux secteurs d'intervention en 1983. Ces activités sont réalisées par un personnel de 5 256 employés, en diminution de 8,3% depuis janvier 1980.

L'état des revenus et dépenses du fonds d'exploitation de l'ensemble des établissements du réseau des affaires sociales, pour leurs activités principales, révèle que la situation financière de chaque groupe d'établissements s'est améliorée en 1982-83 par rapport à 1981-82. Le redressement le plus spectaculaire survient dans les centres hospitaliers de soins de courte durée où le déficit de 123,5 millions de dollars en 1981-82 est réduit à 12,2 millions en 1982-83. Pour l'ensemble du réseau, l'état du fonds montre un déficit de 130,5 millions de dollars en 1981-82, mais un surplus de 12,1 millions de dollars en 1982-83.

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Le coût total des programmes administrés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec s'élève à 1,4 milliard de dollars en 1983. La grande majorité de ces dépenses (77,5%) est consacrée aux services médicaux. Deuxième en importance, le programme de services pharmaceutiques engendre 12% des dépenses alors que la part des déboursés relatifs aux services dentaires s'élève à 7%. Les autres programmes du régime ne représentent qu'une proportion minime de l'ensemble des coûts: les services optométriques (2,1%), les prothèses (1%), les bourses et mesures incitatives (0,4%).

Le coût total du régime est en hausse de 13,0% par rapport à l'année précédente, en dépit du fait que la baisse du coût des services dentaires réduit de 3,4% la progression du coût du régime. Cette hausse constitue une remontée du taux de variation des dépenses après deux années de ralentissement du rythme de croissance (8,5% en 1981 et 5,4% en 1982). L'augmentation du coût des services médicaux, particulièrement de ceux rémunérés à l'acte, est responsable de 85,7% de la croissance du coût du régime. La hausse du coût des services pharmaceutiques se situe loin derrière avec 12,7% de la croissance globale.

Services médicaux

Dans l'ensemble, le coût des cinq modes de rémunération progresse de 45,1% au cours de la période 1979-1983. On observe cependant des différences dans l'évolution des divers modes. Ce sont les salaires et les vacations qui augmentent le plus par suite d'une progression nettement plus marquée du nombre de services et de l'effectif. Par ailleurs, on observe l'inverse pour les trois autres modes.

L'année 1983 se caractérise par une reprise de la croissance du nombre et du coût des services à un niveau comparable à celui de la période précédent la stabilisation observée en 1981 et 1982. Ainsi, le coût des services augmente de 15,7% en 1983, comparativement à 6,1% en 1982 et 6,4% en 1981. Quant au nombre de services, il progresse de 6,6% en 1983, comparativement à 0,0% en 1982 et 0,3% en 1981.

Le nombre de services médicaux par 1 000 habitants est supérieur à 10 000 chez les femmes de 45 ans et plus et chez les hommes de 65 ans et plus. Il est le plus faible (4 224) chez les personnes

de 5 à 14 ans de sexe féminin. Le coût moyen annuel des services par bénéficiaire est de 153,00 $. Il est plus élevé pour les femmes (166,77 $) que pour les hommes (136,74 $).

Le nombre des médecins au Québec s'élève à 12 117 en 1983, en hausse de 3,8% par rapport à 1982. On compte 6 200 omnipraticiens et résidents et 5 917 spécialistes. Depuis 1980, le nombre d'omnipraticiens et résidents augmente plus vite (12,6%) que le nombre de spécialistes (6,7%). D'ailleurs le nombre d'omnipraticiens et résidents, plus faible que le nombre de spécialistes en 1980, dépasse ce dernier de 4,8% en 1983.

La région de Montréal compte 64,8% de l'ensemble des médecins du Québec et celle de Québec en dénombre 17,0%. Ces deux régions regroupent donc plus des quatre-cinquième (81,8%) des médecins. Quelques régions voient diminuer leur nombre de médecins en 1983: ce sont le Saguenay-Lac-Saint-Jean (-9,9%), Trois-Rivières (-7,6%), Montérégie (-0,5%) et la Côte-Nord—Nouveau-Québec (-11,0%). La rémunération moyenne des médecins en 1983 est de 82 663 $. Elle est plus élevée pour les spécialistes (100 312 $) que pour les omnipraticiens et résidents (65 819 $).

Services pharmaceutiques

En 1983, le programme de services pharmaceutiques coûte au total 169,8 millions de dollars, dont 117,2 millions de dollars pour les personnes âgées et 52,6 millions de dollars pour les bénéficiaires de l'aide sociale. Le coût total du programme connait une augmentation de 14,2% par rapport à 1982 et de 63,9% pour l'ensemble de la période 1979-1983.

Pendant cette période, c'est le coût des médicaments qui est la composante qui connait la plus forte hausse (73,8%). Quant au nombre de personnes admissibles, il augmente de 28,9%, principalement chez les bénéficiaires de l'aide sociale (46,4%). Par contre, le nombre d'ordonnances par personne admissible diminue de 17,0%, ce qui peut s'expliquer par l'arrivée massive de jeunes bénéficiaires de l'aide sociale qui constituent une population peu participante au régime.

Services dentaires

En 1983, le coût du programme de services dentaires s'élève à 98,6 millions de dollars, en baisse de 5,2% par rapport à 1982. Cette diminution est attribuable principalement aux modifications apportées pour réduire la couverture du programme de services dentaires pour les enfants. Le coût de ce dernier programme a d'ailleurs diminué de 16,7 millions de dollars (-21,6%), pour s'établir à 60,5 $ millions en 1983. Le programme de soins dentaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale connaît une hausse de coût de 62,5% en 1983. Cette hausse est principalement due aux hausses de tarifs ainsi qu'à l'augmentation du nombre de participants (+29,3%).

Services optométriques

Le coût total du programme de services optométriques est de 29,6 millions de dollars en 1983, en hausse de 16,7% par rapport à 1982. Cette progression des coûts résulte principalement de l'accroissement du coût moyen (9,8%) et de l'augmentation du nombre de bénéficiaires (8,1%). En 1983, le Québec compte 809 optométristes, dont 537 (66,4%) se trouvent dans la grande région de Montréal.

Services de garde à l'enfance

Il existe deux types de services de garde supervisés par l'Office des services de garde à l'enfance au Québec en 1984: les services de garde en garderie et les services de garde en milieu familial. Au 31

mars 1984, on compte 560 garderies offrant 26 393 places. La plupart de ces garderies (410 garderies offrant 19 808 places) sont des organismes sans but lucratif contrôlés majoritairement par les parents. Près de la moitié des garderies et des places (252 garderies offrant 12 925 places) se retrouvent dans le Montréal-Métropolitain.

Au 31 mars 1984, on compte 28 agences de services de garde en milieu familial offrant 1 519 places. Quatre régions n'ont aucune de ces agences: ce sont Trois-Rivières, l'Estrie, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nouveau-Québec.

De plus, il existe des services de garde en milieu scolaire, mis sur pied par les commissions scolaires. On dénombre 366 de ces services offrant 13 189 places au 31 mars 1984. Le nombre de places en milieu scolaire connaît une progression importante (30,4%) au cours de la dernière année.

Définitions

Régions socio-sanitaires

Le territoire des régions socio-sanitaires correspond au territoire des régions administratives, dont on peut consulter la carte au chapitre 3.

Services de garde à l'enfance

Service de garde en garderie
Un service où on reçoit au moins dix enfants de façon régulière et pour des périodes qui n'excèdent pas 24 heures consécutives.

Service de garde en milieu familial
Un service de garde fourni par une personne physique, contre rémunération, dans une résidence privée où elle reçoit de façon régulière au plus quatre enfants, incluant ses enfants, dans cette résidence privée ou, si elle est assistée d'une autre personne adulte, au plus neuf enfants, incluant les enfants de ces deux personnes, dans cette résidence privée et pour des périodes qui peuvent excéder 24 heures consécutives.

Service de garde en milieu scolaire
Un service de garde fourni par une commission scolaire ou une corporation de syndics aux enfants à qui sont dispensés dans ces écoles les cours et services éducatifs du niveau de la maternelle et du primaire.

Notes explicatives

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Les données sur la rémunération
Les données sur les montants versés aux professionnels n'englobent pas les sommes que ceux-ci peuvent toucher de sources autres que la Régie. Par ailleurs, les montants versés au titre de la rémunération à l'acte dans l'assurance-maladie représentent des montants bruts et couvrent les frais qu'occasionne la dispensation des services assurés. En effet, les tarifs négociés pour ces services comprennent une compensation pour les coûts afférents à la prestation du service. Par exemple, le tarif des services de radiologie en cabinet privé couvre, en plus des services professionnels, les clichés radiologiques, les substances de contraste, l'utilisation de l'appareillage et des locaux, ainsi que les services techniques et administratifs. Dans le cas des autres modes de rémunération, les montants versés sont des montants nets puisque le professionnel n'a pas à assumer de tels frais qui sont à la charge de l'établissement.

Les modes de rémunération
Divers modes de rémunération sont utilisés par la Régie pour payer les services des professionnels: la rémunération à l'acte, à salaire et à vacation dans le cadre du régime d'assurance-maladie, et la rémunération à l'acte et à l'unité dans le cadre du régime d'assurance-hospitalisation. Outre ces cinq modes de rémunération utilisés pour les services médicaux, dentaires et optométriques, la Régie utilise un mode de rémunération particulier pour la fourniture de médicaments ou de prothèses.

Assurance-hospitalisation: la rémunération à l'acte et à l'unité versée en vertu de l'assurance-hospitalisation s'applique à certains services offerts en milieu hospitalier tels les examens de laboratoire, la radiologie, certains procédés de diagnostic, les traitements de radiothérapie.

Rémunération à l'acte: la rémunération à l'acte est largement utilisée dans le cas des services médicaux et dentaires et constitue le seul mode de rémunération des services optométriques.

Rémunération relative à la fourniture d'un médicament ou d'une prothèse: il est à noter que la rémunération relative à la fourniture d'un médicament ou d'une prothèse couvre à la fois les honoraires pour le service professionnel et le coût du bien lui-même. Ainsi, le coût d'une ordonnance pharmaceutique est la résultante du coût du médicament, du service professionnel offert par le pharmacien et des frais d'administration ainsi occasionnés. De façon analogue, le coût global d'une prothèse comprend à la fois le coût de la prothèse elle-même plus le coût des services professionnels qui accompagnent l'achat de celle-ci.

Salariat: le salariat, ou honoraires fixes, s'applique aux médecins et aux dentistes nommés à temps plein (35 heures par semaine) ou à mi-temps (17½ heures par semaine) dans un établissement où ce type de rémunération est en vigueur, comme les centres locaux de services communautaires, les départements de santé communautaire et plusieurs départements de psychiatrie. Le salariat s'applique aussi aux résidents et aux internes pour les services qu'ils dispensent en établissement hospitalier dans le cadre de leur formation.

Vacation: les services rémunérés à vacation ou à salaire s'avèrent de nature différente. En effet, la vacation est principalement destinée aux médecins et aux dentistes qui exercent dans le cadre des programmes de santé communautaire et aux psychiatres attachés à un établissement. La vacation est de plus en plus utilisée pour rémunérer les anesthésistes qui exercent en région éloignée. En fait, elle consiste en une période de service de trois heures, payée à un tarif donné.

Autres remarques
Dans l'interprétation des tableaux statistiques, il faut se rappeler que

. l'âge des professionnels et des bénéficiaires a été établi au 1er juillet 1983;

. les données incluent la plupart des montants recouvrés à la suite des contrôles postérieurs au paiement effectués par la Régie en vue de vérifier l'authenticité, la conformité et la fréquence des services dispensés;

. le coût des programmes n'inclut pas les frais d'administration de la Régie;

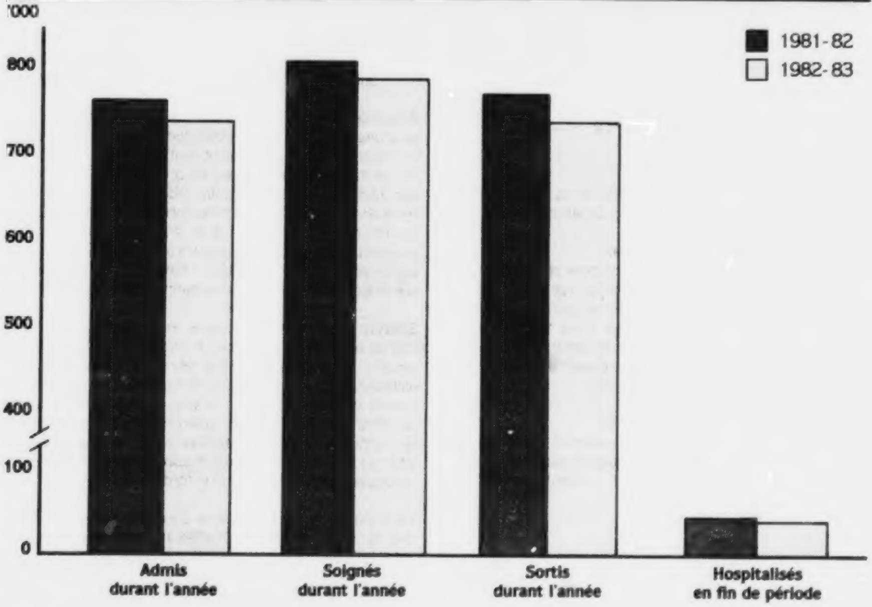
. le nombre de dispensateurs n'inclut que ceux qui ont reçu des honoraires de la Régie pour des services rendus au cours de l'année 1983;

. dans tous les tableaux, les coûts ont été arrondis au dollar le plus près, de sorte que la somme des composantes individuelles n'est pas toujours égale au total;

. les données portent sur les services rendus entre les 1er janvier et 31 décembre de chaque année et elles ont été établies au 31 mars suivant l'année étudiée; les services payés après cette date sont donc exclus. Les données sont ainsi légèrement sous-estimées. Le degré d'intégralité des données varie de 96,7% à 99,9% selon les programmes.

Figure 1

Mouvement des malades[1] dans les centres hospitaliers, Québec, 1981-82 et 1982-83



1. Adultes et enfants.

Source: Tableau 1.

Tableau 1

Mouvement des malades[1] dans les centres hospitaliers, selon le statut et la classe des établissements, Québec, 1981-82 et 1982-83

	Admis durant l'année		Soignés durant l'année		Sortis durant l'année		Hospitalisés[2] en fin de période	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	n							
Centres hospitaliers publics								
Soins de courte durée	735 061	724 250	767 340	756 611	735 248	725 551	32 092	31 060
Soins prolongés	9 530	9 846	16 827	17 303	9 371	9 841	7 456	7 462
Centres hospitaliers privés								
Soins de courte durée	9 325	9 101	9 539	9 311	9 329	9 168	210	143
Soins prolongés	3 223	3 310	5 708	5 772	3 247	3 300	2 461	2 472
Centres hospitaliers fédéraux								
Soins de courte durée	...	...	...	...	...	...	...	...
Soins prolongés	549	550	1 416	1 424	542	578	874	846
Unités C.A.[3]	(5 681)	(6 453)	(11 180)	(12 507)	(5 225)	(6 182)	(5 955)	(6 325)
Total	**757 688**	**747 057**	**800 830**	**790 421**	**757 737**	**748 438**	**43 093**	**41 983**

1. Adultes et enfants.
2. Le total ne correspond pas au nombre d'individus hospitalisés, car chacun est compté autant de fois qu'il a été hospitalisé au cours de l'année.
3. Le nombre de bénéficiaires des unités d'hébergement des centres hospitaliers n'est pas inclus dans le total.

Source: Ministère des Affaires sociales. *Statistiques du réseau des affaires sociales.*

Tableau 2

Départs, journées d'hospitalisation et durée moyenne de séjour, dans les centres hospitaliers, par groupe de diagnostics[1], Québec, 1980-81

Diagnostics	Départs[2]		Journées d'hospitalisation		Durée moyenne de séjour	
	H	F	H	F	H	F
	n					
Maladies infectieuses et parasitaires	4 723	4 251	74 806	58 789	15,8	13,8
Tumeurs	20 141	27 457	439 925	506 120	21,8	18,4
Maladies endocriniennes, nutrition et métabolisme	4 875	7 821	111 251	188 445	22,8	24,1
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2 101	2 619	25 088	46 132	11,9	17,6
Troubles mentaux	17 175	18 042	537 560	660 392	31,3	36,6
Maladies du système nerveux et des organes des sens	17 208	19 005	362 973	404 431	21,1	21,3
Maladies de l'appareil circulatoire	47 382	36 882	1 301 987	1 637 793	27,5	44,4
Maladies de l'appareil respiratoire	36 864	28 835	372 096	297 079	10,1	10,3
Maladies de l'appareil digestif	47 667	43 426	417 562	444 025	8,8	10,2
Maladies des organes génito-urinaires	18 993	46 544	177 792	339 441	9,4	7,3
Complications de la grossesse, de l'accouchement et des suites de couches	...	121 959	...	562 257	...	4,6
Maladies de la peau et du tissu sous-cutané	5 381	6 328	48 727	52 878	9,1	8,4
Maladies du système ostéo-musculaire et du tissu conjonctif	17 023	17 003	178 251	251 162	10,5	14,8
Anomalies congénitales	4 964	4 505	48 045	48 561	9,7	10,8
Certaines affections originant dans la période périnatale	1 090	835	13 478	16 357	12,4	19,6
Symptômes, signes et états morbides mal définis	11 444	12 473	154 287	207 738	13,5	16,7
Lésions traumatiques et empoisonnements	30 121	18 606	329 681	286 133	10,9	15,4
Rubriques supplémentaires	9 895	26 104	158 220	266 525	16,0	10,2
Ensemble des diagnostics	**297 047**	**442 695**	**4 751 729**	**6 274 258**	**16,0**	**14,2**

1. Regroupés selon la *Classification internationale des maladies* (CIM-9).
2. Y compris les décès.

Source: Statistique Canada. *La morbidité hospitalière,* (82-206).

Tableau 3

Répartition des lésions professionnelles[1] selon le secteur d'activité économique, Québec, 1979-1983

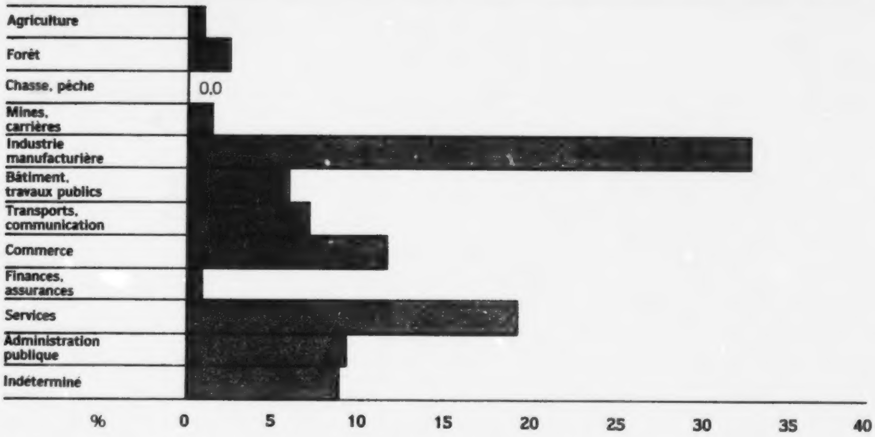
Secteur	1979		1980		1981		1982		1983	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Agriculture	732	0,2	849	0,3	2 578	0,7	2 883	0,9	2 974	0,9
Forêt	9 977	3,0	9 849	2,9	10 150	2,9	7 051	2,3	8 008	2,5
Chasse, pêche	75	0,0	101	0,0	108	0,0	117	0,0	141	0,0
Mines, carrières	7 844	2,4	8 724	2,6	8 484	2,4	6 132	2,0	5 471	1,7
Industrie manufacturière	129 812	39,5	131 815	39,1	135 894	38,6	103 786	34,0	102 280	32,5
Bâtiment, travaux publics	30 265	9,2	29 267	8,7	27 453	7,8	20 414	6,7	18 778	6,0
Transports, communication	26 566	8,1	26 324	7,8	27 055	7,7	23 812	7,8	22 450	7,1
Commerce	43 038	13,1	44 210	13,1	44 805	12,7	35 788	11,7	37 394	11,9
Finances, assurances	2 150	0,7	2 381	0,7	2 907	0,8	2 499	0,8	2 493	0,8
Services	51 894	15,8	56 531	16,8	61 702	17,5	58 180	19,1	60 821	19,3
Administration publique	24 646	7,5	24 850	7,4	26 276	7,5	25 833	8,5	26 976	8,6
Indéterminé[2]	1 298	0,4	2 099	0,6	4 841	1,4	18 701	6,1	26 867	8,5
Total	**328 297**	**100,0**	**337 000**	**100,0**	**352 253**	**100,0**	**305 196**	**100,0**	**314 653**	**100,0**

1. Ayant fait l'objet de demandes de prestations.
2. Pour les années antérieures à 1983, le secteur indéterminé comprend principalement les lésions dont le coût n'est pas imputé au dossier d'un employeur, parce que la responsabilité incombe à un tiers.
Pour l'année 1983, ce secteur comprend aussi certaines lésions sans perte de temps pour lesquelles l'identification de l'employeur n'est pas encore complétée.

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, *Statistiques sur les lésions professionnelles, 1979-1983.*

Figure 2

Répartition des lésions professionnelles[1] selon le secteur d'activité économique, Québec, 1983



1. Ayant fait l'objet de demandes de prestations.

Source: Tableau 3.

Tableau 4

Répartition des lésions professionnelles[1], selon le secteur d'activité économique, par catégorie de dossier, Québec, 1983

Secteur	Accidents du travail		Maladies professionnelles		Décès	
	n	%	n	%	n	%
Agriculture	2 938	0,9	23	0,6	13	8,0
Forêt	7 903	2,5	98	2,7	7	4,3
Chasse, pêche	139	0,0	2	0,1	—	—
Mines, carrières	5 214	1,7	251	7,0	6	3,7
Industrie manufacturière	100 501	32,3	1 752	49,0	27	16,6
Bâtiment, travaux publics	18 574	6,0	187	5,2	17	10,4
Transports, communication	22 192	7,1	235	6,6	23	14,1
Commerce	37 187	12,0	189	5,3	18	11,0
Finances, assurances	2 474	0,8	16	0,4	3	1,8
Services	60 269	19,4	531	14,8	21	12,9
Administration publique	26 771	8,6	189	5,3	16	9,8
Indéterminé	26 749	8,6	106	3,0	12	7,4
Total	310 911	100,0	3 579	100,0	163	100,0

1. Ayant fait l'objet de demandes de prestations.

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, *Statistiques sur les lésions professionnelles, 1979-1983.*

Tableau 5

Répartition des lésions professionnelles[1], selon le nombre de jours d'absence au travail[2], Québec, 1979-1983

Jours d'absence	1979	1980	1981	1982	1983
			n		
aucun	141 055	139 856	144 888	131 044	141 259
1 — 5	74 783	80 138	87 415	70 163	69 446
6 — 10	28 968	30 786	33 342	27 963	28 790
11 — 20	20 138	21 296	23 641	20 119	20 702
21 — 40	13 710	14 101	15 382	13 683	13 472
41 — 80	9 173	9 784	10 120	9 704	9 679
81 — 160	4 856	5 123	5 932	5 909	5 906
161 et plus	4 457	5 109	6 355	5 296	4 412
indéterminé	4 432	4 853	5 195	4 352	4 478
Total	**301 572**	**311 046**	**332 270**	**288 233**	**298 144**

1. Pour lesquelles les réclamations ont été acceptées.
2. Seules sont considérées les lésions professionnelles pour lesquelles le nombre de jours d'absence au travail est connu et pour lesquelles les employeurs étaient assurés. Un certain nombre de jours s'ajouteront éventuellement aux totaux indiqués, surtout pour ce qui est de l'année 1983.

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, *Statistiques sur les lésions professionnelles, 1979-1983.*

Tableau 6

Répartition des lésions professionnelles[1], selon l'âge de la victime au moment de l'accident, Québec, 1979-1983

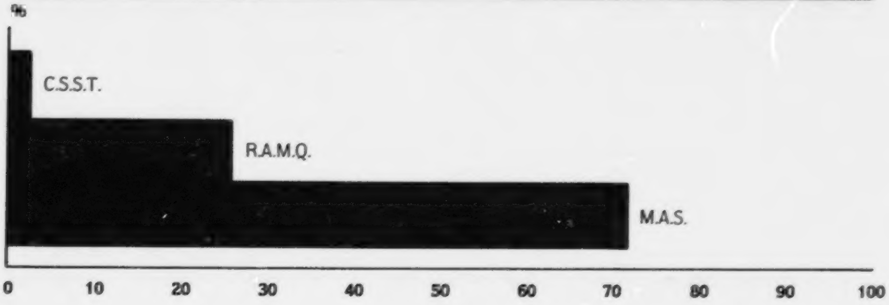
Groupe d'âge	1979		1980		1981		1982		1983	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Moins de 18 ans	5 527	1.7	4 741	1.4	4 484	1.3	2 390	0.8	2 152	0.7
18 et 19 ans	22 794	6.9	20 535	6.1	19 549	5.5	11 968	3.9	11 642	3.7
20 — 24 ans	72 669	22.1	73 418	21.8	74 881	21.3	56 540	18.5	57 357	18.2
25 — 29 ans	55 668	17.0	58 569	17.4	62 503	17.7	55 219	18.1	57 991	18.4
30 — 34 ans	44 127	13.4	46 289	13.7	48 696	13.8	44 221	14.5	46 522	14.8
35 — 39 ans	32 679	10.0	35 363	10.5	38 712	11.0	36 177	11.9	38 013	12.1
40 — 44 ans	25 450	7.8	26 790	7.9	28 393	8.1	27 827	9.1	29 235	9.3
45 — 49 ans	23 371	7.1	23 922	7.1	24 864	7.1	23 216	7.6	23 440	7.4
50 — 54 ans	20 445	6.2	20 869	6.2	22 181	6.3	21 414	7.0	21 736	6.9
55 — 59 ans	14 699	4.5	15 427	4.6	16 163	4.6	15 725	5.2	16 264	5.2
60 — 64 ans	7 958	2.4	8 536	2.5	9 042	2.6	8 620	2.8	8 805	2.8
65 et plus	1 618	0.5	1 605	0.5	1 580	0.4	1 353	0.4	1 319	0.4
indéterminé	1 292	0.4	936	0.3	1 205	0.3	526	0.2	177	0.1
Total	**328 297**	**100.0**	**337 000**	**100.0**	**352 253**	**100.0**	**305 196**	**100.0**	**314 653**	**100.0**

1. Ayant fait l'objet de demandes de prestations.

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, *Statistiques sur les lésions professionnelles, 1979-1983.*

Figure 3

Principales dépenses publiques de santé, selon l'organisme responsable, Québec, 1983-84



Source: Tableau 7.

Tableau 7

Principales dépenses publiques de santé, Québec, 1979-80 à 1983-84

	1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84	
	000 $	%	000 $	%	000 $	%	000 $	%	000 $	%
Régie de l'assurance-maladie[1]	992 803	26.9	1 157 792	28.0	1 201 560	26.0	1 312 749	25.6	1 472 528	25.9
Assurance-maladie et assistance-maladie[2]										
Services médicaux	729 226	19.7	843 691	20.4	855 403	18.5	962 152	18.8	1 090 344	19.2
Rémunération à l'acte, assurance-maladie[3]	628 174	17.0	720 347	17.5	716 396	15.5	798 631	15.6	896 942	15.8
Salaires et vacations, assurance-maladie	44 181	1.2	60 769	1.5	71 347	1.5	91 962	1.8	106 618	1.9
Rémunération à l'acte et à l'unité, assurance-hospitalisation	56 871	1.5	62 575	1.5	67 660	1.5	71 559	1.4	86 784	1.5
Services dentaires	84 564	2.3	106 672	2.6	112 764	2.4	100 502	2.0	100 418	1.8
Chirurgie buccale et services dentaires pour les enfants	72 183	2.0	89 048	2.2	94 538	2.0	74 137	1.4	63 547	1.1
Soins dentaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale	12 381	0.3	17 624	0.4	18 226	0.4	26 365	0.5	36 871	0.6
Services pharmaceutiques[4]	109 518	3.0	131 439	3.2	147 995	3.2	154 951	3.0	178 411	3.1
Personnes âgées	76 863	2.1	92 138	2.2	104 810	2.3	108 461	2.1	122 351	2.1
Bénéficiaires de l'aide sociale	32 655	0.9	39 301	1.0	43 185	0.9	46 490	0.9	56 043	1.0
Services optométriques	19 511	0.5	22 837	0.6	23 080	0.5	27 331	0.5	30 825	0.5
Autres services[5]	9 042	0.2	11 229	0.3	14 446	0.3	15 995	0.3	21 787	0.4
Administration	40 942	1.1	41 924	1.0	47 872	1.0	51 818	1.0	50 743	0.9
Ministère des Affaires sociales[6]	**2 629 777**	**71.1**	**2 893 094**	**70.1**	**3 319 743**	**71.8**	**3 693 458**	**72.1**	**4 078 628**	**71.8**
Services communautaires et préventifs[7]	148 449	4.0	172 837	4.2	202 996	4.4	220 727	4.3	236 840	4.2
Recouvrement de la santé	2 405 464	65.1	2 633 085	63.8	3 020 184	65.3	3 375 602	65.9	3 740 694	65.9
Soins de courte durée[8,9]	1 885 616	51.0	2 089 880	50.6	2 397 630	51.9	2 668 345	52.1	3 030 245	53.3
Soins prolongés[9]	421 343	11.4	474 550	11.5	551 430	11.9	622 074	12.1	592 091	10.4
Équipement de services de santé	98 505	2.7	68 655	1.7	71 124	1.5	85 183	1.7	118 359	2.1
Autres services aux bénéficiaires de l'aide sociale[10]	15 796	0.4	17 083	0.4	19 458	0.4	14 806	0.3	12 951	0.2
Administration et services[11]	60 068	1.6	70 089	1.7	77 105	1.7	82 323	1.6	88 143	1.5

Tableau 7 (suite)

Principales dépenses publiques de santé,
Québec, 1979-80 à 1983-84

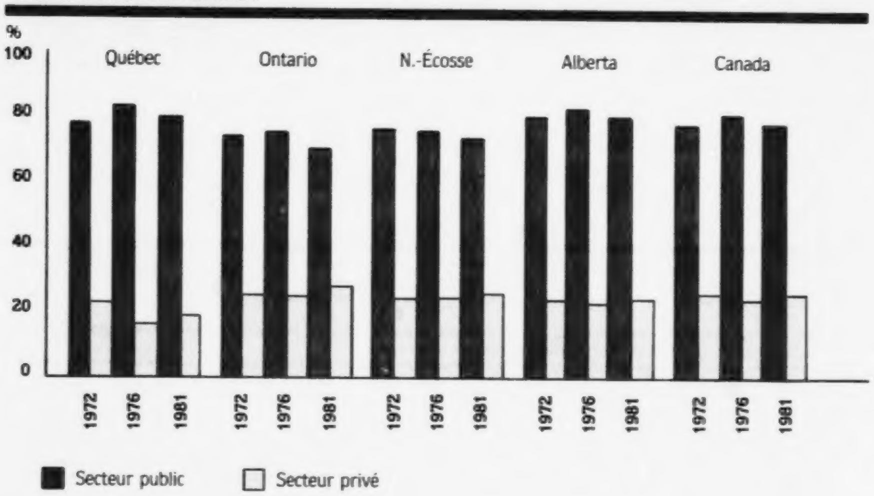
	1979-80		1980-81		1981-82		1982-83		1983-84	
	000 $	%	000 $	%	000 $	%	000 $	%	000 $	%
Commission de la santé et de la sécurité du travail[12]	73 787	2.0	76 937	1.9	101 124	2.2	114 133	2.2	128 685	2.3
Assistance médicale	67 123	1.8	69 901	1.7	86 553	1.9	91 232	1.8	96 445	1.7
Subventions aux associations de prevention	3 848	0.1	4 100	0.1	10 936	0.2	19 071	0.4	28 328	0.5
Administration	2 816	0.1	2 936	0.1	3 635	0.1	3 830	0.1	3 912	0.1
Total	**3 696 367**	**100.0**	**4 127 823**	**100.0**	**4 622 427**	**100.0**	**5 120 340**	**100.0**	**5 679 841**	**100.0**
Dépenses par habitant ($)	**584**		**649**		**718**		**792**		**872**	
Pourcentage du PIB		**5.8**		**5.8**		**5.7**		**6.1**		**6.3**

1. Au cours de la période étudiée, plusieurs programmes ont connu des modifications, ce qui affecte la comparabilité des données. Les données sur le coût des programmes en 1981-82 et en 1982-83 ne correspondent pas à celles qui apparaissent dans le rapport annuel de la RAMQ; elles ont été corrigées pour tenir compte du fait qu'une provision avait été créée pour le versement des montants forfaitaires en 1981-82 et que ceux-ci n'ont été versés qu'en 1982-83.
2. La Régie administre le programme d'assistance-maladie pour le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Les dépenses se rapportant a ce programme sont incluses dans les coûts des divers programmes de la Régie.
3. Ces montants englobent les sommes versées aux professionnels exerçant hors du Québec mais inscrits à la Régie, de même que les remboursements versés directement aux bénéficiaires. La baisse observée entre 1980-81 et 1981-82 est due au fait que des montants forfaitaires ont été versés aux médecins en 1980-81: 16 442 000 $ aux médecins spécialistes pour des services rendus entre novembre 1979 et août 1980 et 20 598 000 $ aux omnipraticiens pour les services rendus entre novembre 1979 et janvier 1981.
4. En 1983-84, ce montant englobe, en plus des coûts des programmes destinés aux personnes âgées et aux bénéficiaires de l'aide sociale, un montant de 17 000 $ servant à défrayer le coût d'un nouveau programme destiné aux patients d'exception.
5. Comprend le coût des prothèses et des appareils orthopédiques, des prothèses mammaires, des aides visuelles, des aides auditives, des bourses d'étude et de recherche, plus les primes d'isolement et autres mesures incitatives de 1980-81 à 1983-84.
6. Les dépenses du ministère des Affaires sociales sont sous-estimées car elles n'incluent pas les déficits nets des centres hospitaliers. La sous-estimation est de l'ordre de 1% en 1979-80, de 3% en 1980-81 et de 4% en 1981-82.
7. Comprend les dépenses des services de première ligne, 50% du coût des services à domicile, les dépenses des services de santé préventifs (santé communautaire, santé en milieu scolaire, etc.) et les sommes versées aux organismes bénévoles de santé.
8. La rémunération des médecins résidents et des internes est incluse dans les sommes affectées aux soins de courte durée.
9. En 1983-84, la répartition des dépenses pour des soins psychiatriques de courte durée ou de longue durée a été estimée à partir des données des années antérieures.
10. Comprend les sommes versées aux bénéficiaires de l'aide sociale à titre de besoins spéciaux. Seules les dépenses reliées à la santé ont été retenues.
11. Comprend les dépenses pour la recherche dans le domaine de la santé, 66% des dépenses de l'administration interne du ministère, les dépenses affectées au Nouveau-Québec et 50% des dépenses consacrées à la coordination régionale.
12. Les données de la CSST sont basées sur l'année civile. Les données relatives aux frais d'administration ont été partiellement estimées en 1981-82 et en 1982-83.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Figure 4

Répartition des dépenses totales de santé de certaines provinces, selon le secteur, Canada, 1972, 1976 et 1981



Source: Tableau 9.

Tableau 8

Statistiques sur les dépenses de santé, de certaines provinces, Canada, 1972, 1976 et 1981[1]

		Dépenses par habitant			Dépenses publiques de santé
		Publiques	Privées	Totales	
		$			% du PIB
Québec	1972	280	76	356	6,5
	1976	519	105	624	6,9
	1981	812	206	1 018	6,7
Ontario	1972	281	110	391	4,9
	1976	465	170	635	5,0
	1981	735	306	1 041	4,8
Nouvelle-Écosse	1972	231	76	307	6,8
	1976	431	143	574	7,7
	1981	765	270	1 035	8,8
Alberta	1972	270	83	353	5,0
	1976	484	128	612	4,2
	1981	883	271	1 154	4,3
Canada	1972	265	92	357	5,4
	1976	472	143	615	5,6
	1981	780	272	1 052	5,5

1. Données provisoires pour 1981.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction de l'évaluation des programmes.

Tableau 9

Répartition des dépenses totales de santé de certaines provinces, selon le secteur, Canada, 1972, 1976 et 1981

Secteur	Québec	Ontario	Nouvelle-Écosse	Alberta	Canada
	%				
1972					
Secteur public	78,8	72,2	75,2	76,6	74,3
Gouvernement fédéral	32,8	26,9	35,2	31,5	30,7
Gouvernement provincial	45,7	42,6	35,4	42,9	41,8
Gouvernement municipal	0,3	2,6	4,5	2,2	1,7
Secteur privé[1]	21,2	27,9	24,8	23,5	25,7
1976					
Secteur public	83,1	73,2	75,0	79,0	76,8
Gouvernement fédéral	34,0	29,6	32,5	30,5	31,8
Gouvernement provincial	48,9	42,0	35,7	44,3	43,5
Gouvernement municipal	0,2	1,6	6,8	4,2	1,5
Secteur privé[1]	16,9	26,8	25,0	21,0	23,2
1981[2]					
Secteur public	79,8	70,8	74,0	76,5	74,1
Gouvernement fédéral	35,2	31,9	33,5	30,6	32,8
Gouvernement provincial	44,5	37,3	36,5	42,8	40,0
Gouvernement municipal	0,1	1,4	4,0	3,1	1,3
Secteur privé[1]	20,2	29,4	26,0	23,5	25,9

1. Les dépenses privées de santé regroupent l'ensemble des dépenses reliées à la santé, dont les coûts sont assumés par les individus.
2. Données provisoires pour 1981.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction de l'évaluation des programmes.

Tableau 10

Dépenses publiques de santé en pourcentage des dépenses totales de santé, quelques pays de l'OCDE, 1960-1980

Pays	1960	1965	1970	1975	1980
	%				
Allemagne	58,5	61,5	73,7	78,6	77,5
Australie	48,1	54,7	57,1	73,7	66,2
États-Unis	24,5	26,2	36,8	42,5	42,7
Finlande	63,2	85,4	92,7	98,2	98,2
France	58,1	67,9	70,5	74,6	76,5
Grèce	35,7	71,0	58,3	68,6	83,8
Italie	76,3	82,2	85,0	88,1	89,1
Japon	—	58,7	64,4	71,4	72,1
Norvège	—	81,8	71,4	77,3	92,3
Royaume-Uni	94,3	97,3	97,5	92,7	93,0
Suède	54,3	77,2	91,3	96,1	95,7
Suisse	48,8	60,5	62,7	70,6	74,0
Moyenne des pays (incluant le Canada)	**57,1**	**66,0**	**72,2**	**76,5**	**78,9**
Canada	**56,4**	**80,0**	**70,8**	**77,0**	**75,7[1]**
Québec	—	—	**66,7**	**81,6**	**80,7**

1. Estimation du Secrétariat de l'OCDE.

Source: Organisation de coopération et de développement économique. *Évolution des dépenses publiques de santé*, Paris 1981.

Tableau 11

Dépenses publiques de santé en pourcentage du produit intérieur brut, quelques pays de l'OCDE, 1960-1980

Pays	1960	1965	1970	1975	1980
			%		
Allemagne	2,4	2,4	4,2	6,6	6,2
Australie	2,5	2,9	3,2	5,6	5,1
États-Unis	1,3	1,6	2,8	3,7	4,1
Finlande	2,4	4,1	5,1	5,5	5,5
France	2,5	3,6	4,3	5,3	6,2
Grèce	1,0	2,2	2,1	2,4	3,1
Italie	2,9	3,7	4,0	5,9	5,7
Japon	—	2,7	2,9	4,0	4,4
Norvège	—	3,6	4,0	5,8	7,2
Royaume-Uni	3,3	3,6	3,9	5,1	5,3
Suède	2,5	4,4	6,3	7,3	8,8
Suisse	2,0	2,6	3,2	4,8	5,4
Moyenne des pays (incluant le Canada)	2,4	3,2	3,9	5,2	5,6
Canada	3,1	3,6	5,1	5,7	5,6[1]
Québec	—	—	5,2	7,0	6,7

1. Estimation du Secrétariat de l'OCDE.

Source: Organisation de coopération et de développement économique. *Évolution des dépenses publiques de santé*. Paris 1981.

Tableau 12

Répartition des établissements du réseau des affaires sociales, selon leur catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 1982-83

Catégorie d'établissement	Région socio-sanitaire												Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06A	06B	06C	07	08	09	10	
						n							
Centres hospitaliers	11	10	46	16	11	77	11	24	11	11	8	2	238
Publics — Soins de courte durée	9	9	31	12	8	34	6	11	8	10	8	2	148
Publics — Soins prolongés	2	1	8	4	3	20	2	7	1	1	—	—	49
Privés — Soins de courte durée	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3
Privés — Soins prolongés	—	—	7	—	—	19	3	6	2	—	—	—	37
Fédéraux — Soins de courte durée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fédéraux — Soins prolongés	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Centres d'accueil	18	25	103	38	25	111	41	60	18	11	6	—	456
Publics — Réadaptation	7	7	23	10	8	53	11	20	4	4	2	—	149
Publics — Hébergement	10	16	68	25	11	36	19	31	12	7	4	—	239
Privés — Réadaptation	—	—	—	1	—	3	4	1	—	—	—	—	9
Privés — Hébergement	1	2	12	2	6	19	7	8	2	—	—	—	59
Centres locaux de services communautaires	12	5	16	6	4	19	8	16	10	4	8	—	108
Centres de services sociaux	2	1	1	1	1	3	1	1	1	1	1	—	14
Total	43	41	166	61	41	210	61	101	40	27	23	2	816

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06A Montréal-Métropolitain; 06B Laurentides-Lanaudière; 06C Montérégie; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère des Affaires sociales. *Statistiques du réseau des Affaires sociales.*

Tableau 13

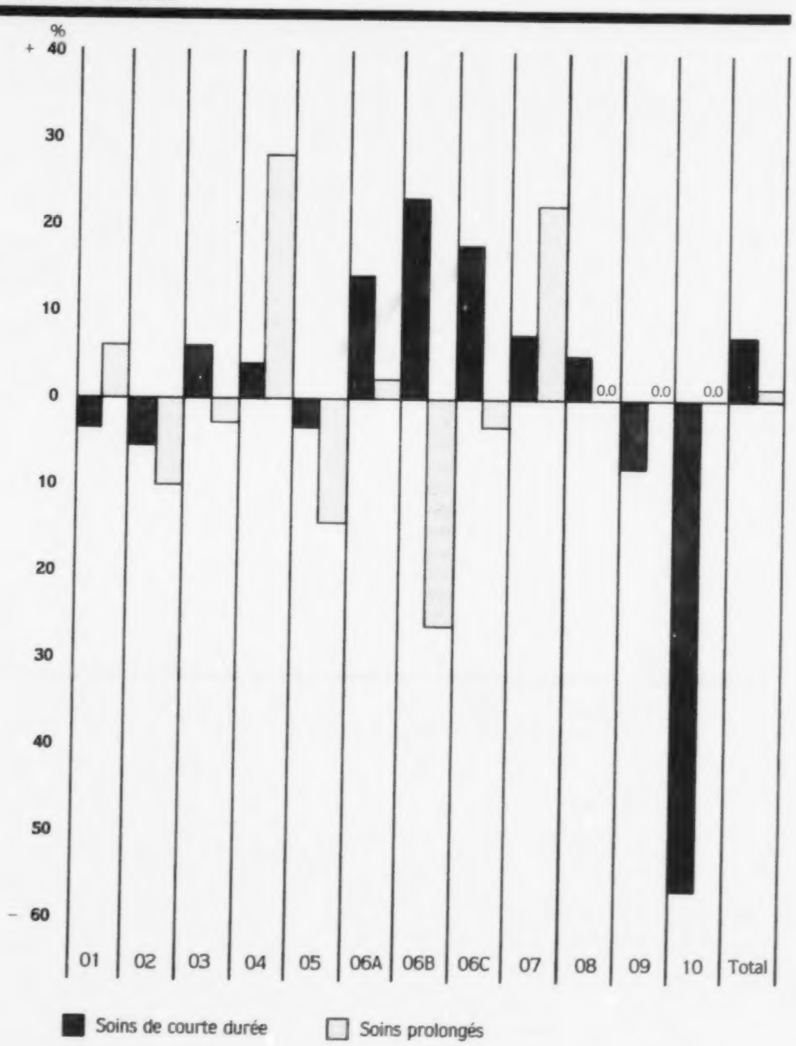
Nombre de lits dressés dans les centres hospitaliers, selon la classe des établissements, par région socio-sanitaire, Québec, 1977-78 à 1982-83

Région socio-sanitaire	Centres hospitaliers						Variation 1982-83/1977-78
	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	
	n						%
Soins de courte durée	33 180	34 066	36 103	36 136	36 107	36 187	9.1
01	1 188	1 192	1 198	1 198	1 187	1 152	- 3.0
02	1 998	1 879	1 883	1 894	1 888	1 888	- 5.5
03	7 025	6 989	7 534	7 611	7 465	7 506	6.9
04	2 169	2 212	2 194	2 202	2 261	2 269	4.6
05	1 522	1 526	1 528	1 528	1 535	1 476	- 3.0
06A	13 186	13 956	15 334	15 238	15 277	15 107	14.6
06B	1 319	1 526	1 484	1 519	1 580	1 632	23.7
06C	2 068	2 071	2 157	2 152	2 206	2 439	17.9
07	1 196	1 219	1 314	1 324	1 273	1 289	7.8
08	755	813	832	832	818	796	5.4
09	624	558	592	589	568	576	- 7.7
10	130	125	53	49	49	57	- 56.2
Soins prolongés	11 192	11 472	11 163	11 152	11 207	11 271	0.7
01	523	523	587	587	537	558	6.7
02	200	200	180	180	180	180	- 10.0
03	1 646	2 232	1 632	1 585	1 616	1 613	- 2.0
04	523	573	617	617	617	675	29.1
05	487	464	461	461	461	422	- 13.3
06A	5 784	5 565	5 805	5 783	5 858	5 885	1.7
06B	417	303	307	307	306	306	- 26.6
06C	1 185	1 185	1 155	1 155	1 155	1 155	- 2.5
07	222	222	214	272	272	272	22.5
08	205	205	205	205	205	205	0.0
09	—	—	—	—	—	—	0.0
10	—	—	—	—	—	—	0.0

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06A Montréal-Métropolitain; 06B Laurentides-Lanaudière; 06C Montérégie; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère des Affaires sociales. *Statistiques du réseau des Affaires sociales.*

Figure 5
Taux de variation du nombre de lits dressés dans les centres hospitaliers, selon la classe des établissements, par région socio-sanitaire, Québec, 1977-78 à 1982-83



Source: Tableau 13.

Tableau 14

Nombre de lits dressés dans les centres hospitaliers publics de soins de courte durée selon l'unité de soins, Québec, 1982-83

	n
Unités courte durée[1]	26 613
Médecine	4 870
Chirurgie	5 487
Médecine et chirurgie (non réparti)	6 869
Soins intensifs	825
Gynéco-obstétrique	2 816
Pédiatrie	2 018
Psychiatrie	3 451
Autres unités de courte durée	277
Unités soins prolongés	9 315
Soins prolongés physiques	4 476
Long terme psychiatrique	4 839
Unités centre d'accueil	4 565
Réadaptation	1 589
Hébergement	2 976
Total	40 493

1. Des 26 613 lits des unités de courte durée, 1 261 sont occupés pour des soins prolongés.

Source: Ministère des Affaires sociales, *Statistiques du réseau des Affaires sociales.*

Tableau 15

Nombre de jours - présence dans les centres hospitaliers, selon le statut et la classe des établissements, par région socio-sanitaire, Québec, 1981-82 et 1982-83

Région socio-sanitaire	Publics				Privés			
	Soins courte durée		Soins prolongés		Soins courte durée		Soins prolongés	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	n							
01	337 181	329 857	171 224	172 831	—	—	—	—
02	542 061	541 379	64 235	63 339	—	—	—	—
03	2 362 819	2 337 335	423 345	420 744	—	—	157 801	157 837
04	679 770	690 289	214 480	224 183	—	—	—	—
05	450 792	445 197	162 014	150 894	—	—	—	—
06A	4 845 331	4 797 594	1 171 225	1 173 162	67 041	67 444	548 323	549 788
06B	503 166	525 442	61 002	60 165	—	—	41 260	41 238
06C	677 862	712 996	302 209	301 749	—	—	113 199	112 410
07	374 722	391 653	57 078	59 592	—	—	38 973	38 927
08	218 769	222 941	65 781	71 668	—	—	—	—
09	138 302	140 401	—	—	—	—	—	—
10	5 778	7 619	—	—	—	—	—	—
Unité C.A.[1]	(1 508 086)	(1 531 723)	(470 025)	(607 906)	—	—	(35 394)	(35 405)
Total	**11 136 553**	**11 142 703**	**2 692 593**	**2 698 327**	**67 041**	**67 444**	**899 556**	**900 200**

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06A Montréal-Métropolitain; 06B Laurentides-Lanaudière; 06C Montérégie; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

1 Le nombre de jours • présence dans des unités d'hébergement des centres hospitaliers n'est pas inclus dans le total.

Source: Ministère des Affaires sociales, *Statistiques du réseau des Affaires sociales.*

Tableau 16

Répartition des établissements psychiatriques, selon le type d'établissement, par région socio-sanitaire, Québec, 1981-82 et 1982-83

Région socio-sanitaire	Centres hospitaliers psychiatriques		Quartiers psychiatriques de centres hospitaliers		Établissements pour alcooliques et toxicomanes	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	n					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	2	2	3	3	1	1
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1	1	3	3	1	1
Québec	6	6	8	7	1	—
Trois-Rivières	1	1	6	6	1	1
Estrie	—	—	4	4	—	—
Montréal-Métropolitain	5	5	18	18	1	1
Laurentides-Lanaudière	1	1	1	1	—	—
Montérégie	1	1	5	6	1	1
Outaouais	1	1	1	1	1	1
Abitibi-Témiscamingue	1	1	2	2	—	—
Côte-Nord	—	—	1	1	1	1
Nouveau-Québec	—	—	—	—	—	—
Total	**19**	**19**	**52**	**52**	**8**	**7**

Source: Ministère des Affaires sociales, *Statistiques du réseau des Affaires sociales.*

Région socio-sanitaire	Fédéraux				Total	
	Soins courte durée		Soins prolongés			
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
			n			
01	—	—	—	—	508 405	502 688
02	—	—	—	—	606 296	604 718
03	—	—	—	—	2 943 965	2 915 916
04	—	—	—	—	894 250	914 472
05	—	—	—	—	612 806	596 091
06A	—	—	316 591	315 422	6 948 511	6 903 410
06B	—	—	—	—	605 428	626 845
06C	—	—	—	—	1 093 270	1 127 155
07	—	—	—	—	470 773	490 172
08	—	—	—	—	284 550	294 609
09	—	—	—	—	138 302	140 401
10	—	—	—	—	5 778	7 619
Unité C.A.[1]	—	—	(45 071)	(47 891)	(2 144 357)	(2 222 929)
Total	—	—	316 591	315 422	15 112 339	15 124 096

Région socio-sanitaire	C.A. réadaptation handicapés mentaux		C.A. réadaptation mésadaptés sociaux		Total	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
			n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	2	2	—	—	8	8
Saguenay — Lac-Saint-Jean	2	2	2	1	9	8
Québec	8	7	—	—	23	20
Trois-Rivières	4	4	2	2	14	14
Estrie	3	3	1	1	8	8
Montréal-Métropolitain	2	1	1	1	27	26
Laurentides-Lanaudière	—	—	—	—	2	2
Montérégie	7	7	—	—	14	15
Outaouais	—	—	—	—	3	3
Abitibi-Témiscamingue	1	1	1	1	5	5
Côte-Nord	1	1	—	—	3	3
Nouveau-Québec	—	—	—	—	—	—
Total	30	28	7	6	116	112

Tableau 17

Nombre de lits internes dans les établissements psychiatriques, selon le type d'établissement, par région socio-sanitaire, Québec, 1981-82 et 1982-83

Région socio-sanitaire	Centres hospitaliers psychiatriques		Quartiers psychiatriques de centres hospitaliers		Établissements pour alcooliques et toxicomanes	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
			n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	467	509	30	32	9	9
Saguenay — Lac-Saint-Jean	351	343	129	129	36	37
Québec	4 330	4 313	277	269	60	—
Trois-Rivières	125	125	152	154	35	35
Estrie	—	—	104	104	—	—
Montréal-Métropolitain	4 605	4 480	674	686	85	85
Laurentides-Lanaudière	746	768	35	35	—	—
Montérégie	74	74	178	190	20	20
Outaouais	568	554	85	85	26	26
Abitibi-Témiscamingue	49	49	38	38	—	—
Côte-Nord	—	—	12	21	15	15
Nouveau-Québec	—	—	—	—	—	—
Total	11 315	11 215	1 714	1 743	286	227

Source: Ministère des Affaires sociales. *Statistiques du réseau des Affaires sociales.*

Tableau 18

Nombre de lits autorisés dans les centres d'accueil, selon la classe d'établissement, par région socio-sanitaire, Québec, 1981-82 et 1982-83

Région socio-sanitaire	Publics				Privés			
	Réadaptation		Hébergement		Réadaptation		Hébergement	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
				n				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	298	277	899	1 006	—	—	24	24
Saguenay — Lac-Saint-Jean	444	399	841	870	—	—	68	68
Québec	2 050	2 221	4 094	4 467	—	—	411	411
Trois-Rivières	608	570	1 533	1 632	77	60	85	85
Estrie	661	441	898	985	—	—	243	253
Montréal-Métropolitain	4 008	4 168	5 979	6 254	415	275	1 785	1 780
Laurentides-Lanaudière	557	530	1 404	1 423	346	321	305	388
Montérégie	1 314	1 317	2 793	2 928	80	76	407	409
Outaouais	290	284	1 016	1 016	—	—	86	86
Abitibi-Témiscamingue	283	268	476	490	—	—	—	—
Côte-Nord	176	179	234	234	—	—	—	—
Nouveau-Québec	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	10 689	10 654	20 167	21 305	918	732	3 414	3 504

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction générale des programmes de services sociaux.

Région socio-sanitaire	C.A. réadaptation handicapés mentaux		C.A. réadaptation mésadaptés sociaux		Total	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	n					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	185	185	—	—	691	735
Saguenay — Lac-Saint-Jean	242	242	75	21	833	772
Québec	651	605	—	—	5 318	5 187
Trois-Rivières	378	369	54	54	744	737
Estrie	203	203	95	95	402	402
Montréal-Métropolitain	425	381	48	47	5 837	5 679
Laurentides-Lanaudière	—	—	—	—	781	803
Montérégie	708	667	—	—	980	951
Outaouais	—	—	—	—	679	665
Abitibi-Témiscamingue	75	75	107	107	269	269
Côte-Nord	100	100	—	—	127	136
Nouveau-Québec	—	—	—	—	—	—
Total	2 967	2 827	379	324	16 661	16 336

Région socio-sanitaire	Total			
	Réadaptation		Hébergement	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	298	277	923	1 030
Saguenay — Lac-Saint-Jean	444	399	909	938
Québec	2 050	2 221	4 505	4 878
Trois-Rivières	685	630	1 618	1 717
Estrie	661	441	1 141	1 238
Montréal-Métropolitain	4 423	4 443	7 764	8 034
Laurentides-Lanaudière	903	851	1 709	1 811
Montérégie	1 394	1 393	3 200	3 337
Outaouais	290	284	1 102	1 102
Abitibi-Témiscamingue	283	268	476	490
Côte-Nord	176	179	234	234
Nouveau-Québec	—	—	—	—
Total	11 607	11 386	23 581	24 809

Tableau 19

Population desservie et personnel des centres locaux de services communautaires[1] selon la catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 1983

Région socio-sanitaire	Population desservie	Personnel[2]				
		Intervenants en santé			Intervenants socio-communautaires	
		Médecins	Personnel infirmier	Autres intervenants	Auxiliaires familiales	Autres intervenants
		n				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	231 132	41	134	37	51	64
Saguenay — Lac-Saint-Jean	157 171	9	74	18	18	29
Québec	437 098	59	195	64	59	106
Trois-Rivières	109 846	20	43	9	31	29
Estrie	110 912	22	37	19	27	36
Montréal-Métropolitain	876 155	113	286	57	158	204
Laurentides-Lanaudière	346 677	23	96	19	40	36
Monterégie	803 212	91	260	53	148	113
Outaouais	274 701	24	124	16	74	64
Abitibi-Témiscamingue	33 540	10	39	13	10	15
Côte-Nord	41 136	12	30	17	10	19
Nouveau-Québec	...	...	...	...	...	...
Total[3]	3 421 580	425	1 326	321	626	715

1. Les données décrivent la situation des 106 CLSC ayant répondu à l'enquête.
2. Il s'agit de l'équivalence en postes à temps complet calculée à partir du nombre d'heures rémunérées.
3. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des données en raison de l'arrondissement des nombres.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction des services communautaires.

Tableau 20

Nombre d'employés dans les centres hospitaliers, par région socio-sanitaire, Québec, 1977-78 à 1982-83

Région socio-sanitaire	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	Variation 1982-83/1977-78
	n						%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie							
À temps plein	3 459	3 398	3 295	3 179	2 944	2 879	– 16,8
À temps partiel	877	943	942	1 010	1 145	1 209	+ 37,9
Saguenay — Lac-Saint-Jean							
À temps plein	4 057	3 969	3 883	3 824	3 691	3 609	– 11,0
À temps partiel	1 171	1 254	1 214	1 322	1 251	1 374	+ 17,3
Québec							
À temps plein	18 040	17 810	16 886	16 884	16 647	16 445	– 8,8
À temps partiel	5 966	6 618	5 323	5 529	6 172	6 397	+ 7,2
Trois-Rivières							
À temps plein	5 292	5 320	5 278	5 345	5 297	5 334	+ 0,8
À temps partiel	2 020	1 985	1 742	1 789	1 701	1 893	– 6,3
Estrie							
À temps plein	4 303	4 244	4 017	4 099	3 933	3 823	– 11,2
À temps partiel	1 674	1 460	1 531	1 682	1 755	1 817	+ 8,5
Montréal-Métropolitain							
À temps plein	45 313	45 320	43 981	45 292	43 940	42 882	– 5,4
À temps partiel	11 906	12 879	12 316	13 286	14 635	15 257	+ 28,1
Laurentides-Lanaudière							
À temps plein	3 040	3 058	3 213	3 317	3 276	3 253	+ 7,0
À temps partiel	1 954	2 041	1 993	1 385	1 345	1 448	– 25,9

Région socio-sanitaire	Personnel[2]		
	Encadrement et soutien		Total[3]
	Cadres	Personnel de soutien	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	38	99	465
Saguenay — Lac-Saint-Jean	20	43	211
Québec	44	152	679
Trois-Rivières	14	59	204
Estrie	15	44	200
Montréal-Métropolitain	85	259	1 162
Laurentides-Lanaudière	25	68	307
Montérégie	64	180	909
Outaouais	43	91	436
Abitibi-Témiscamingue	10	27	123
Côte-Nord	13	23	133
Nouveau-Québec	...	...	...
Total[3]	370	1 045	4 827

Tableau 20 (suite)

Nombre d'employés dans les centres hospitaliers, par région socio-sanitaire, Québec, 1977-78 à 1982-83

Région socio-sanitaire	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	Variation 1982-83/1977-78
	n						%
Montérégie							
À temps plein	5 918	5 988	6 074	5 947	5 879	6 116	+ 3,3
À temps partiel	3 012	2 820	2 329	1 966	2 334	2 551	− 15,3
Outaouais							
À temps plein	2 528	2 532	2 478	2 494	2 463	2 479	− 1,9
À temps partiel	1 151	1 427	852	917	939	916	− 20,4
Abitibi-Témiscamingue							
À temps plein	1 889	1 917	2 005	1 981	1 932	1 911	+ 1,2
À temps partiel	728	719	511	595	766	718	− 1,4
Côte-Nord							
À temps plein	1 249	1 196	1 212	1 283	1 263	1 228	− 1,7
À temps partiel	386	516	395	431	454	452	+ 17,1
Nouveau-Québec							
À temps plein	274	288	131	152	187	187	− 31,8
À temps partiel	74	104	55	76	36	156	+ 110,8
À temps plein	**95 362**	**95 040**	**92 453**	**93 797**	**91 452**	**90 146**	**− 5,5**
À temps partiel	**30 919**	**32 766**	**29 203**	**29 988**	**32 533**	**34 188**	**+ 10,6**
Total	**126 281**	**127 806**	**121 656**	**123 785**	**123 985**	**124 334**	**− 1,5**

Source: Ministère des Affaires sociales. *Statistiques du réseau des Affaires sociales.*

Tableau 21

Clientèle et activités des centres de services sociaux, selon la catégorie d'activité, Québec, 1983

	Bénéficiaires inscrits au 31 mars	Cas traités en 1982-83
	n	
Protection de la jeunesse (moins de 18 ans)		
Enfants dont le signalement a été traité	...	49 051
Nouveaux enfants pris en charge	...	11 020
Enfants dont la prise en charge s'est terminée	...	9 777
Enfants pris en charge	17 874	...
Enfants en attente de prise en charge	1 207	...
Adoption		
Enfants adoptés légalement	...	2 237
Adoption régulière	...	518
Adoption spéciale[1]	...	1 356
Adoption internationale	...	363
Familles postulantes inscrites	5 656	...
Familles postulantes évaluées ou en cours d'évaluation	3 127	...
Tutelle sociale		
Nouveaux enfants pris en charge	...	329
Enfants dont la prise en charge s'est terminée	...	950
Enfants pris en charge	2 249	...
Services sociaux à la cour supérieure		
Expertises effectuées[2]	...	452
Services sociaux aux enfants et à la famille		
Nouveaux enfants pris en charge	...	21 933
Enfants dont la prise en charge s'est terminée	...	21 521
Enfants pris en charge	36 183	...
Enfants placés	18 989	...
Enfants en milieu naturel	17 194	...
Nouveaux parents pris en charge	...	12 617
Parents dont la prise en charge s'est terminée	...	11 353
Parents pris en charge	24 266	...
Coordination des admissions en centres d'accueil de réadaptation (enfants)		
Demandes d'admission reçues	...	7 631
Demandes d'admission traitées	...	3 952
Services aux adultes (18-64 ans)		
Nouveaux adultes pris en charge	...	9 482
Adultes dont la prise en charge s'est terminée	...	10 057
Adultes pris en charge	14 046	...
En famille d'accueil	5 346	...
En institution	2 775	...
En milieu naturel	5 925	...
Services familles d'accueil (enfants)		
Nouvelles ressources inscrites	...	5 085
Ressources fermées	...	6 230
Ressources inscrites	12 712	...
Ressources utilisées	10 479	...
Ressources disponibles	2 233	...

Tableau 21 (suite)

Clientèle et activités des centres de services sociaux, selon la catégorie d'activité, Québec, 1983

	Bénéficiaires inscrits au 31 mars	Cas traités en 1982-83
	n	
Enfants placés	15 177	...
Enfants en attente	380	...
Services familles d'accueil (adultes et personnes âgées)		
Nouvelles familles inscrites	...	882
Familles fermées	...	535
Familles inscrites	3 118	...
Nombres de places dans les familles	11 336	...
Places occupées	9 190	...
Places disponibles	2 146	...
Personnes en attente	495	...
Services aux personnes âgées (65 ans et plus)		
Nouvelles personnes âgées prises en charge	...	13 784
Personnes âgées dont la prise en charge s'est terminée	...	13 768
Personnes âgées prises en charge	13 584	...
En famille d'accueil	2 562	...
En institution	2 633	...
En milieu naturel	8 389	...
Coordination des admissions en centres d'accueil et centres hospitaliers de soins prolongés (adultes et personnes âgées)		
Demandes d'admission reçues	...	18 197
Personnes placées	...	10 669
Personnes inscrites sur une liste d'attente de placement	6 915	...
Services de consultation conjugale		
Nouveaux couples pris en charge	...	1 552
Couples dont la prise en charge s'est terminée	...	1 687
Couples pris en charge	972	...
Services sociaux en milieu scolaire		
Nouveaux bénéficiaires pris en charge	...	9 625
Bénéficiaires dont la prise en charge s'est terminée	...	9 240
Bénéficiaires pris en charge	7 579	...
Services sociaux en milieu hospitalier		
Nouveaux bénéficiaires pris en charge	...	65 220
Bénéficiaires dont la prise en charge s'est terminée	...	63 687
Bénéficiaires pris en charge	37 144	...
Services sociaux aux autochtones		
Nouveaux bénéficiaires pris en charge	...	668
Bénéficiaires dont la prise en charge s'est terminée	...	683
Bénéficiaires pris en charge	1 850	...
Services sociaux aux immigrants et itinérants		
Nouveaux bénéficiaires pris en charge	...	3 202

Tableau 21 (suite)

Clientèle et activités des centres de services sociaux, selon la catégorie d'activité, Québec, 1983

	Bénéficiaires inscrits au 31 mars	Cas traités en 1982-83
	n	
Bénéficiaires dont la prise en charge s'est terminée	...	3 213
Bénéficiaires pris en charge	822	...
Services d'urgence sociale[3]		
Demandes d'aide reçues ayant nécessité une intervention immédiate	...	19 099
Services d'aide à domicile		
Nouveaux ménages recevant les services	...	5 387
Ménages dont les services ont cessé	...	4 941
Ménages bénéficiaires	3 810	...
Ménages en attente	80	...
Services de développement communautaire		
Projets communautaires inscrits	...	62
Services d'identifications et références		
Demandes reçues	...	116 073

1. Enfants dont le CSS n'était pas responsable avant son placement en vue de l'adoption.
2. Expertises psychosociales relatives à la garde des enfants.
3. Services assurant l'accès aux services sociaux en dehors des heures d'ouverture régulières d'un centre de services sociaux.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction générale des programmes de services sociaux.

Tableau 22

Personnel[1] des centres de services sociaux selon la catégorie d'emploi, Québec, 1980-1983

Catégorie d'emploi	Janvier 1980	Novembre 1980	Mars 1982	Mars 1983
	n			
Cadres	829	810	750	716
Hiérarchiques	655	646	571	571
Conseillers[2]	174	164	179	145
Personnel clinique	3 602	3 658	3 362	3 295
Professionnel	2 443	2 409	2 154	2 229
Non professionnel	1 159	1 249	1 208	1 066
Autre personnel	1 301	1 304	1 253	1 245
Service à domicile[3]	(486)	(510)	(397)	(328)
Total	5 732	5 772	5 365	5 256

1. Il s'agit de l'équivalence en postes à temps plein calculée à partir du nombre d'heures rémunérées.
2. Personne qui n'a pas de personnel sous sa responsabilité ou qui n'est pas responsable d'une unité administrative.
3. Le personnel affecté aux services à domicile, dont la gestion a été assumée à titre de suppléance par les CSS jusqu'au 1er avril 1983, n'est pas inclus dans le total.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction générale des programmes de services sociaux.

Tableau 23

Personnel[1] des centres de services sociaux selon la catégorie d'emploi, par région socio-sanitaire Québec, 1983

Région socio-sanitaire	Cadres		Personnel clinique		Autres	Total[3]
	Hiérarchiques	Conseillers[2]	Professionnel[1]	Non professionnel		
	n					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	34	6	90	61	64	255
Saguenay — Lac-Saint-Jean	28	9	89	45	60	230
Québec	81	21	292	189	198	781
Trois-Rivières	31	11	115	91	65	313
Estrie	25	4	82	39	46	196
Montréal-Métropolitain	220	43	926	331	455	1 975
Laurentides-Lanaudière	36	6	151	71	84	349
Montérégie	61	28	276	113	147	625
Outaouais	27	3	100	53	52	234
Abitibi-Témiscamingue	14	7	57	46	42	165
Côte-Nord	14	8	51	29	33	134
Nouveau-Québec	...	...	...	...	...	...
Total[3]	571	145	2 229	1 066	1 245	5 256

1. Il s'agit de l'équivalence en postes à temps complet calculée à partir du nombre d'heures rémunérées. Ces données ne comprennent pas le personnel affecté aux services d'aide à domicile, dont la gestion a été assumée à titre de suppléance par les CSS jusqu'au 1er avril 1983.
2. Personne qui n'a pas de personnel sous sa responsabilité ou qui n'est pas responsable d'une unité administrative.
3. Le total peut ne pas correspondre à la somme des données concernées en raison de l'arrondissement des nombres.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction générale des programmes de services sociaux.

Tableau 24

Dépenses et revenus du fonds d'exploitation[1] des centres hospitaliers publics, par catégorie d'établissement, Québec, 1981-82 et 1982-83

	Centres hospitaliers					
	Soins de courte durée		Soins prolongés		Divers	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	'000 $					
Revenus	**2 316 028**	**2 635 834**	**315 022**	**356 756**	**326 524**	**360 225**
Financement du MAS	2 174 383	2 463 768	281 301	315 233	305 319	333 964
Contribution des usagers	101 516	125 374	36 060	45 070	30 563	36 200
Autres revenus	47 576	56 077	6 330	7 524	3 292	4 465
Déductions	− 7 447	− 9 385	− 8 669	− 11 071	− 12 650	− 14 404
Dépenses	**2 439 561**	**2 648 003**	**310 303**	**345 077**	**327 715**	**354 574**
Salaires	1 470 342	1 554 949	194 589	212 628	205 910	217 314
Avantages sociaux	378 481	412 879	51 638	57 713	59 284	65 776
Autres dépenses directes	587 368	663 074	63 707	74 072	62 472	70 563
Autres dépenses	8 583	22 637	415	710	282	1 185
Transferts	− 5 213	− 5 536	− 46	− 46	− 233	− 264
Excédent (déficit) de l'exercice	**(123 533)**	**(12 169)**	**4 719**	**11 679**	**(1 191)**	**5 651**

1. Pour les activités principales.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction générale des programmes de santé et Direction générale des programmes de services sociaux.

Tableau 25

Dépenses et revenus du fonds d'exploitation[1] des centres d'accueil publics, par catégorie d'établissement, Québec, 1981-82 et 1982-83

	Centres d'accueil			
	Réadaptation		Hébergement	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	'000 $			
Revenus	422 730	453 455	323 091	364 272
Financement du MAS	403 774	429 425	230 051	250 157
Contribution des usagers	3 229	4 392	86 836	106 814
Autres revenus	15 860	19 730	6 209	7 326
Déductions	− 133	− 92	− 6	− 25
Dépenses	424 566	452 533	321 887	360 642
Salaires	237 326	249 532	186 906	206 096
Avantages sociaux	59 201	65 476	46 967	55 045
Autres dépenses directes	125 113	134 382	86 867	98 121
Autres dépenses	3 729	3 925	1 172	1 406
Transferts	− 803	− 782	− 25	− 26
Excédent (déficit) de l'exercice	(1 836)	922	1 204	3 630

1. Pour les activités principales.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction générale des programmes de santé et Direction générale des programmes de services sociaux.

Tableau 26

Dépenses et revenus du fonds d'exploitation[1] des établissements publics de services sociaux, par catégorie d'établissement, Québec, 1981-82 et 1982-83

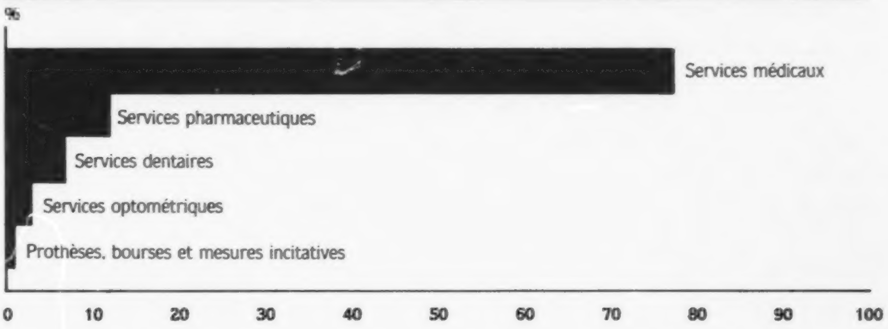
	Centres locaux de services communautaires		Centres de services sociaux	
	1981-82	1982-83	1981-82	1982-83
	'000 $			
Revenus	151 414	181 958	189 297	205 021
Financement du MAS	139 803	158 911	175 432	189 585
Contribution des usagers	2 993	4 194	—	—
Autres revenus	8 989	19 414	13 865	15 537
Déductions	− 371	− 561	—	− 101
Dépenses	153 333	180 247	197 200	204 386
Salaires	90 740	105 247	127 695	129 871
Avantages sociaux	21 911	26 230	31 937	33 096
Autres dépenses directes	40 098	47 804	37 221	40 630
Autres dépenses	589	972	420	827
Transferts	− 5	− 6	− 73	− 38
Excédent (déficit) de l'exercice	(1 919)	1 711	(7 903)	635

1. Pour les activités principales.

Source: Ministère des Affaires sociales, Direction générale des programmes de santé et Direction générale des programmes de services sociaux.

Figure 6

Répartition du coût du Régime d'assurance-maladie selon la catégorie de service, Québec, 1983



Source: Tableau 27.

Tableau 27

Coût des programmes administrés par la Régie de l'assurance-maladie, Québec, 1979-1983[1,2]

	1979	1980	1981	1982	1983
			'000 $		
Services médicaux	733 581	833 124	894 437	956 366	1 096 152
Rémunération à l'acte	607 173	685 036	723 612	761 397	866 025
Au Québec					
Professionnels	596 695	657 589	691 194	723 530	828 294
Bénéficiaires[3]	124	91	157	—	—
Montants forfaitaires	—	16 442[5]	20 598[6]	25 532	23 370
Hors Québec					
Professionnels et bénéficiaires	10 354	10 637	11 522	11 911	14 115
Montants forfaitaires	—	277[5]	141[6]	424	246
Salaires et vacations	39 604	50 387	64 544	83 104	96 344
Rémunération	38 382	48 144	60 298	74 930	93 936
Montants forfaitaires	—	1 465[5]	3 356[6]	7 058	2 151
Rectifications	1 222	778	890	1 116	257
Rémunération à l'acte et à l'unité	54 944	64 872	65 030	69 587	81 630
Rémunération	54 944	60 736	65 030	66 554	78 926
Montants forfaitaires	—	4 136[5]	—	3 033	2 704
Rémunération des médecins résidents et des internes	31 860	32 829	41 251	42 277	52 153
Services dentaires[4]	80 351	101 585	108 395	104 084	98 601
Rémunération à l'acte	80 044	100 962	107 504	102 991	96 645
Au Québec					
Chirurgie buccale	2 971	3 454	3 807	2 434	1 700
Services dentaires pour les enfants	62 712	76 152	84 699	77 176	60 488
Services dentaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale	10 058	16 131	18 739	21 142	34 346
Montants forfaitaires	4 081	5 016	—	2 022	—
Bénéficiaires[3]	68	30	50	—	—
Hors Québec	154	179	209	217	111
Salaires et vacations	307	623	891	1 093	1 956

Tableau 27 (suite)

Coût des programmes administrés par la Régie de l'assurance-maladie, Québec, 1979-1983[1,2]

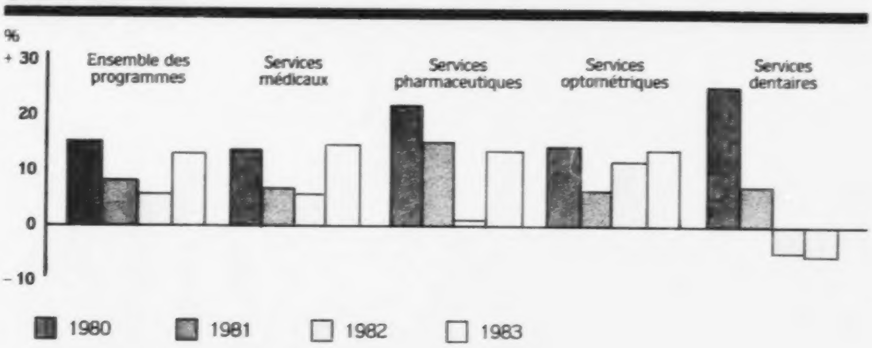
	1979	1980	1981	1982	1983
			'000 $		
Services optométriques	[illegible]	22 172	23 493	26 275	29 760
Au Québec					
Rémunération	[illegible]	20 732	23 323	25 348	29 586
Montants forfaitaires	—	1 291	—	774	—
Bénéficiaires[3]	10	11	20	—	—
Hors Québec	116	138	149	153	174
Services pharmaceutiques	103 617	126 224	147 520	148 820	169 941
Bénéficiaires de l'aide sociale[7]	31 433	36 991	43 498	44 065	52 033
Personnes âgées de 65 ans ou plus	72 184	86 431	103 911	101 784	115 822
Montants forfaitaires	—	2 687	—	2 862	1 952
Bénéficiaires au Québec	—	15	12	10	—
Bénéficiaires hors du Québec[8]	—	100	99	99	134
Prothèses	6 427	8 469	11 148	12 275	14 772
Prothèses, appareils orthopédiques, dispositifs ou autres équipements	4 912	5 923	7 556	8 947	10 952
Prothèses mammaires	198	206	200	181	183
Aides visuelles	241	376	194	176	201
Aides auditives	1 076	1 965	1 866	1 360	1 684
Prothèses oculaires	—	—	92	106	127
Appareils pour les stomisés permanents	—	—	1 240	1 505	1 626
Bourses d'études et bourses de recherche	1 925	2 157	2 372	3 165	4 418
Primes et mesures incitatives	390[9]	303[9]	—	358[10]	1 194[10]
Ensemble des programmes	945 391	1 094 034	1 187 365	1 251 343	1 414 838

1. Les données portent sur les services rendus entre les 1er janvier et 31 décembre de chaque année et elles sont établies au 31 mars suivant l'année étudiée. Elles sont ainsi légèrement sous-estimées par rapport à la dispensation réelle de l'année.
2. Les montants forfaitaires ont été inscrits dans l'année où ils ont été versés aux professionnels, ils ne s'appliquent pas toujours à des services rendus uniquement au cours de l'année (sauf dans le cas des services pharmaceutiques et des services médicaux et dentaires en 1983).
3. Ces montants incluent le coût des services fournis à des bénéficiaires qui n'avaient pas présenté leur carte d'assurance-maladie et celui des services rendus par des professionnels désengagés. Depuis 1982, ces montants sont inclus dans les sommes versées aux professionnels.
4. Les données de 1979 n'englobent pas la somme d'environ 131 500 $ remboursée aux bénéficiaires de l'aide sociale pour des services reçus avant le 1er avril.
5. Ces montants forfaitaires ont été versés aux spécialistes.
6. Ces montants forfaitaires ont été versés aux omnipraticiens.
7. Depuis le 1er janvier 1978, le coût des ordonnances délivrées à des bénéficiaires d'une allocation au conjoint est ajouté à celui des ordonnances délivrées à des bénéficiaires de l'aide sociale plutôt qu'à des personnes âgées de 65 ans ou plus.
8. Ces montants sont approximatifs sauf en 1983 où le montant correspond à la dépense réelle.
9. Montant des primes versées à des psychiatres selon un programme qui a pris fin avec l'exercice 1981-82. Les données de 1979 couvrent la période du 1er juin 1978 au 31 mai 1979, alors que celles de 1980 couvrent la période du 1er juin 1979 au 31 mai 1981.
10. Montant des mesures incitatives introduites dans les nouvelles ententes des omnipraticiens, des spécialistes et des dentistes à l'été 1982.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Figure 7

Taux de variation du coût[1] du Régime d'assurance-maladie selon la catégorie de service, Québec, 1980-1983



1. Le coût des programmes ayant servi au calcul des variations englobe les sommes suivantes: montants forfaitaires, remboursements aux bénéficiaires et services hors du Québec. Les taux peuvent ainsi différer de ceux des textes analytiques portant sur chacun des programmes.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles*.

Tableau 28

Évolution des principales variables du programme de services médicaux, selon le mode de rémunération, Québec, 1979-1983

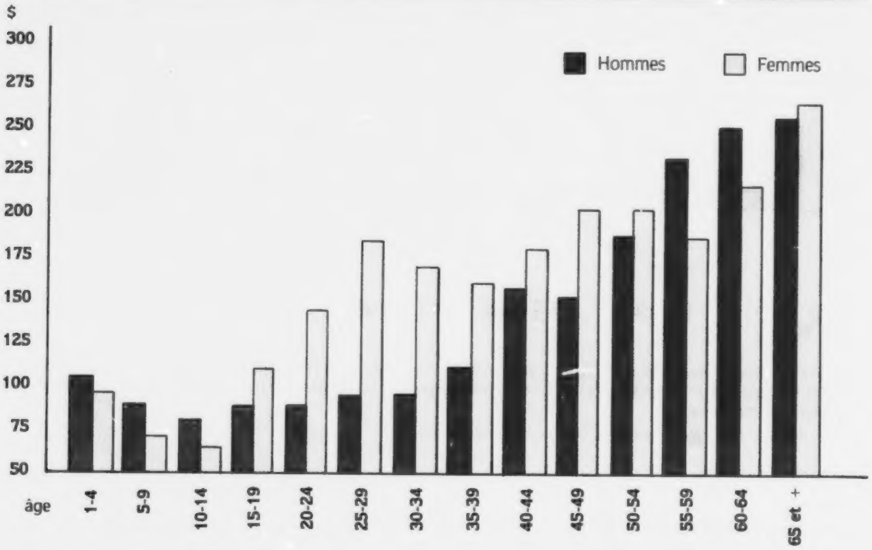
Variable		1983	1980/1979	1981/1980	1982/1981	1983/1982	1983/1979
			%				
Assurance-maladie, rémunération à l'acte	$	828 294 083	10.2	5.1	4.7	14.5	38.8
Services	n	50 626 727	6.0	−0.4	0.7	4.5	11.1
Médecins	n	11 331	3.4	2.9	1.8	3.1	11.7
Coût moyen	$	16.36	3.9	5.6	4.0	9.5	24.9
Assurance-maladie, rémunération à salaire[1]	$	44 855 303	18.4	25.2	26.5	30.9	145.5
Services[2]	n	1 604 485	17.4	13.9	9.2	18.9	73.6
Médecins	n	1 117	17.0	12.9	13.7	15.9	74.0
Coût moyen	$	27.96	0.9	9.8	15.9	10.2	41.5
Assurance-maladie, rémunération à vacations	$	49 080 146	29.6	21.8	28.2	20.7	144.0
Services[2]	n	1 153 452	23.1	11.6	22.6	12.4	89.3
Médecins	n	1 683	25.4	19.2	22.4	14.0	108.6
Coût moyen	$	42.55	5.3	9.1	4.5	7.4	28.9
Assurance-hospitalisation, rémunération à l'acte	$	70 845 176	10.6	5.9	2.4	19.2	43.0
Services	n	12 734 551	4.1	0.7	−3.1	13.4	15.1
Médecins	n	1 247	2.0	3.8	1.9	1.8	9.9
Coût moyen	$	5.56	6.3	5.3	5.6	5.1	24.1
Assurance-hospitalisation, rémunération à l'unité	$	8 080 395	10.4	17.5	1.6	13.4	49.5
Services[3]	n	2 776 542	11.7	2.9	−9.5	6.6	10.8
Médecins	n	239	3.4	5.1	4.0	1.3	14.4
Coût moyen	$	2.91	−1.4	14.6	12.3	6.2	34.7
Ensemble des modes de rémunération	$	**1 001 155 103**	**11.0**	**6.4**	**6.1**	**15.7**	**45.1**
Services[2,3]	n	**68 895 757**	**6.3**	**0.3**	**0.0**	**6.6**	**13.6**
Médecins	n	**12 117**	**3.9**	**3.2**	**2.4**	**3.8**	**13.9**
Population	n	**6 513 894**	**0.5**	**0.5**	**0.4**	**0.7**	**2.1**

1. Les montants forfaitaires versés aux médecins rémunérés à salaire sont exclus.
2. Dans le cas des salaires et des vacations, le nombre de services correspond au nombre d'heures.
3. Dans le cas de la rémunération à l'unité, le nombre de services correspond au nombre de 100 unités.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983*.

Figure 8

Coût par participant au Régime d'assurance-maladie[1], selon l'âge et le sexe des bénéficiaires, Québec, 1983



1. Rémunération à l'acte.

Source: Tableau 30.

Tableau 29

Nombre de services médicaux selon la région socio-sanitaire du dispensateur et le mode de rémunération, Québec, 1981-1983

Région socio-sanitaire	Assurance-maladie						Assurance-hospitalisation		
	Rémunération à l'acte			Rémunération à salaire et à vacation			Rémunération à l'acte et à l'unité		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	n								
01	1 069 644	1 047 929	1 074 652	102 498	114 006	158 282	438 635	410 515	427 000
02	1 814 884	1 838 383	1 598 300	55 237	68 165	57 302	533 819	502 756	461 604
03	8 248 840	8 248 139	8 539 862	404 127	433 680	464 323	2 982 904	2 794 281	3 119 525
04	2 684 813	2 670 235	2 460 783	77 881	84 414	95 350	743 240	680 637	712 158
05	1 724 693	1 783 041	1 936 888	69 987	68 669	82 326	781 754	743 786	795 902
06	**30 263 436**	**30 607 597**	**32 836 996**	**1 223 836**	**1 403 446**	**1 635 081**	**8 495 702**	**8 280 398**	**9 540 199**
06A	21 496 736	21 481 713	23 446 601	883 451	1 001 859	1 196 225	6 809 925	6 568 307	7 652 740
06B	2 723 251	2 857 621	3 018 338	106 826	130 546	128 036	483 766	522 023	596 708
06C	6 043 449	6 268 263	6 372 057	233 559	271 041	310 820	1 202 011	1 190 068	1 290 751
07	1 334 686	1 320 232	1 313 439	60 723	77 067	96 201	383 980	330 008	368 469
08	474 831	510 918	526 123	19 229	49 334	69 977	49 408	48 525	42 695
09	478 109	417 358	339 684	59 469	77 413	99 095	55 755	47 331	43 541
Ensemble du Québec	**48 093 936**	**48 443 832**	**50 626 727**	**2 072 987**	**2 376 194**	**2 757 937**	**14 465 197**	**13 838 237**	**15 511 093**

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 06A Montréal-Métropolitain; 06B Laurentides-Lanaudière; 06C Montérégie; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 30

Taux de participation, nombre et coût des services médicaux par participant selon le sexe et l'âge des bénéficiaires[1], Régime d'assurance-maladie[2], Québec, 1983

Groupe d'âge	Taux de participation			Services par participant			Coût des services par participant		
	H	F	Sexes réunis	H	F	Sexes réunis	H	F	Sexes réunis
	%			n			$		
1 — 4 ans	89,2	86,9	88,0	6,4	5,7	6,1	108,07	99,54	103,95
5 — 9 ans	79,2	79,7	79,4	5,8	5,2	5,5	91,58	74,31	83,06
10 — 14 ans	70,6	73,0	71,8	5,8	5,5	5,7	81,05	71,50	76,26
15 — 19 ans	68,2	82,5	75,2	5,8	7,1	6,5	81,77	117,90	101,06
20 — 24 ans	66,5	88,7	77,4	6,3	8,9	7,8	97,57	149,89	127,09
25 — 29 ans	67,4	87,0	77,2	6,7	10,0	8,5	98,56	184,51	147,18
30 — 34 ans	69,9	83,9	76,8	6,4	10,6	8,7	99,06	172,96	138,85
35 — 39 ans	67,4	83,4	75,3	7,4	10,7	9,2	116,97	160,86	141,03
40 — 44 ans	69,1	82,1	75,4	8,1	11,8	10,1	155,97	180,09	168,71
45 — 49 ans	68,8	83,9	76,5	8,8	12,2	10,7	150,92	202,72	179,96
50 — 54 ans	73,2	87,4	80,3	10,4	13,2	11,9	197,49	205,28	201,73
55 — 59 ans	76,9	84,4	80,8	11,5	14,7	13,2	236,29	188,39	210,79
60 — 64 ans	78,6	82,7	80,8	12,7	11,7	12,2	251,20	215,73	232,01
65 ans et plus	85,3	87,0	86,3	13,9	16,4	15,4	261,24	270,67	266,87
Total	**72,7**	**84,1**	**78,5**	**8,0**	**10,3**	**9,3**	**136,74**	**166,77**	**153,00**

1. Ces données ont été calculées à partir d'un échantillon de bénéficiaires et excluent les moins de 1 an.
2. Rémunération à l'acte.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 31

Nombre de services médicaux[1] pour 1000 habitants selon l'âge et le sexe des bénéficiaires, Québec, 1983

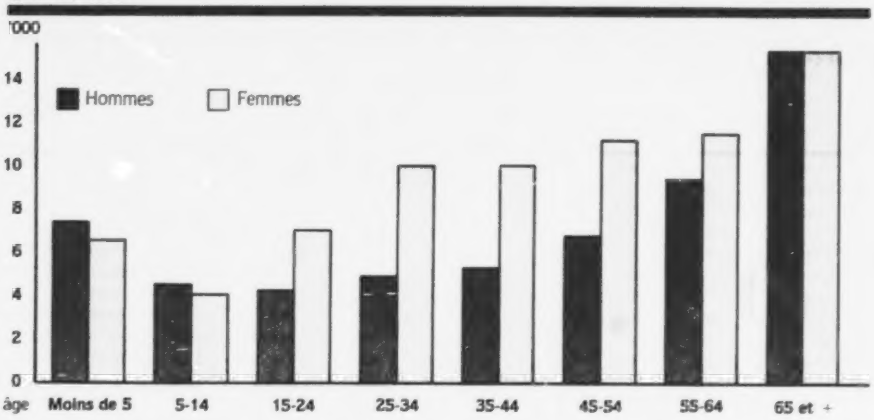
Groupe d'âge	1983	
	Hommes	Femmes
	n	
Moins de 5 ans	7 518	6 679
5 — 14 ans	4 514	4 224
15 — 24 ans	4 290	7 328
25 — 34 ans	4 733	9 511
35 — 44 ans	5 391	9 930
45 — 54 ans	6 926	11 087
55 — 64 ans	9 593	11 417
65 ans ou plus	14 675	14 675
Total	**6 328**	**9 174**

1. Rémunération à l'acte.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Figure 9

Nombre de services médicaux[1] pour 1000 habitants, selon le sexe et l'âge des bénéficiaires, Québec, 1983



1. Rémunération à l'acte

Source: Tableau 31.

Tableau 32

Répartition des médecins selon la catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 1980-1983

Région socio-sanitaire	Ensemble des médecins				Omnipraticiens et résidents				Spécialistes			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
	n											
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	255	256	282	304	164	164	188	209	91	92	94	95
Saguenay — Lac-Saint-Jean	333	320	.332	299	185	178	190	174	148	142	142	125
Québec	1 930	1 990	2 014	2 057	970	1 005	1 013	1 039	960	985	1 001	1 018
Trois-Rivières	495	519	527	487	278	292	308	277	217	227	219	210
Estrie	510	526	540	548	234	242	252	259	276	284	288	289
Montréal	**7 046**	**7 275**	**7 432**	**7 849**	**3 331**	**3 467**	**3 552**	**3 828**	**3 715**	**3 808**	**3 880**	**4 021**
Montréal-Métropolitain	5 371	5 499	5 562	5 982	2 248	2 321	2 339	2 613	3 123	3 178	3 223	3 369
Laurentides-Lanaudière	504	514	550	554	351	354	384	392	153	160	166	162
Montérégie	1 171	1 262	1 320	1 313	732	792	829	823	439	470	491	490
Outaouais	259	281	292	324	172	191	202	219	87	90	90	105
Abitibi-Témiscamingue	128	121	146	152	92	87	109	114	36	34	37	38
Côte-Nord et Nouveau-Québec	96	112	109	97	79	95	93	81	17	17	16	16
Ensemble du Québec	**11 052**	**11 400**	**11 674**	**12 117**	**5 505**	**5 721**	**5 907**	**6 200**	**5 547**	**5 679**	**5 767**	**5 917**

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 33

Répartition des médecins selon la catégorie et la spécialité, par région socio-sanitaire, Québec, 1983

Catégorie de médecins et spécialité	Région socio-sanitaire												Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	06A	06B	06C	07	08	09 et 10	
	n												
Ensemble des médecins	304	299	2 057	487	548	7 849	5 982	554	1 313	324	152	97	12 117
Résidents — année complète	2	1	57	2	21	273	241	10	22	—	—	—	356
Résidents — partie de l'année	10	5	47	3	17	207	178	7	22	11	7	2	309
Omnipraticiens	197	168	935	272	221	3 348	2 194	375	779	208	107	79	5 535
Spécialistes	95	125	1 018	210	289	4 021	3 369	162	490	105	38	16	5 917
Spécialités médicales	36	53	518	96	144	2 253	1 910	79	264	49	15	8	3 172
Allergie	—	—	5	—	2	32	31	—	1	—	—	—	39
Anesthésie-réanimation	2	10	98	23	22	264	193	16	55	9	2	2	432
Cardiologie	3	8	53	11	11	176	146	5	25	5	1	—	268
Dermato-syphiligraphie	2	2	21	4	3	86	74	4	8	1	—	1	120
Endocrinologie	1	1	20	2	2	68	61	—	7	—	1	—	95
Gastro-entérologie	3	2	19	3	9	90	77	3	10	1	—	—	127
Hématologie	3	2	21	3	6	93	78	5	10	2	—	—	130
Hygiène publique et santé communautaire	1	1	17	1	3	40	36	1	3	3	1	—	67
Médecine interne	3	1	37	8	18	230	210	6	14	6	2	—	305
Néphrologie	—	2	12	2	7	68	60	1	7	—	—	—	91
Neurologie, électroencéphalographie et neuropsychiatrie	2	2	20	3	9	102	94	—	8	1	—	—	139
Pédiatrie	6	10	46	14	22	273	212	20	41	9	5	2	387
Physiatrie	—	2	12	2	—	42	34	—	8	1	—	—	59
Pneumologie	3	2	24	2	4	97	89	4	4	—	—	—	132
Psychiatrie	7	8	103	16	21	559	486	14	59	11	3	3	731
Rhumatologie	—	—	10	2	5	33	29	—	4	—	—	—	50
Spécialités chirurgicales	48	52	356	88	102	1 248	1 033	57	158	40	21	6	1 961
Chirurgie générale	18	20	102	30	33	333	269	22	42	15	12	5	568
Chirurgie orthopédique	8	4	42	8	11	158	122	9	27	4	5	1	241
Chirurgie plastique	1	2	15	2	4	62	58	—	4	2	—	—	88
Chirurgie cardio-vasculaire et thoracique	1	2	11	—	4	42	38	—	4	1	—	—	61
Gynécologie, obstétrique — gynécologie et obstétrique	7	9	68	21	18	265	227	10	28	7	2	—	397
Neurochirurgie	—	1	8	1	4	40	36	—	4	2	—	—	56
Ophtalmologie	5	5	46	9	13	158	131	6	21	3	1	—	240
Oto-rhino-laryngologie	5	5	41	11	7	108	88	5	15	4	—	—	181
Urologie	3	4	23	6	8	82	64	5	13	2	1	—	129
Spécialités de laboratoire	4	10	74	7	24	225	194	6	25	6	1	—	351
Anatomo-pathologie et pathologie clinique	3	5	40	6	13	122	104	4	14	4	1	—	194
Biochimie médicale	—	2	11	—	2	16	16	—	—	1	—	—	32
Médecine nucléaire	—	1	7	1	5	25	22	—	3	—	—	—	39
Microbiologie médicale	1	2	16	—	4	62	52	2	8	1	—	—	86
Radiologie	7	10	70	19	19	295	232	20	43	10	1	2	433
Radiologie diagnostique	7	9	65	19	17	271	208	20	43	10	1	2	401
Radiologie thérapeutique	—	1	5	—	2	24	24	—	—	—	—	—	32

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 06A Montréal-Métropolitain; 06B Laurentides-Lanaudière; 06C Montérégie; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Régie de l'assurance-maladie. *Statistiques annuelles 1983*.

5

Tableau 34

Répartition des médecins et montant moyen versé, par tranche de paiements et la catégorie de médecin, Québec, 1983

	Ensemble des médecins		Omnipraticiens et résidents		Spécialistes	
	n	$	n	$	n	$
Moins de 10 000 $	1 200	2 821	850	2 759	350	2 971
10 000 — 19 999 $	483	14 983	308	14 827	175	15 257
20 000 — 39 999 $	1 051	29 852	643	29 847	408	29 859
40 000 — 59 999 $	1 433	50 701	905	50 571	528	50 924
60 000 — 79 999 $	1 734	70 290	934	69 949	800	70 687
80 000 — 99 999 $	1 954	90 047	1 022	90 181	932	89 899
100 000 — 119 999 $	1 917	109 830	1 013	110 083	904	109 564
120 000 — 139 999 $	1 123	127 838	485	126 134	638	129 134
140 000 — 159 999 $	434	148 629	36	147 738	398	148 710
160 000 — 179 999 $	279	168 897	3	169 628	276	168 889
180 000 — 199 999 $	167	189 383	1	192 246	166	189 366
200 000 — 219 999 $	109	209 369	—	—	109	209 369
220 000 — 239 999 $	65	230 730	—	—	65	230 730
240 000 — 259 999 $	39	247 899	—	—	39	247 899
260 000 — 279 999 $	27	269 189	—	—	27	269 189
280 000 — 299 999 $	26	288 741	—	—	26	288 741
300 000 $ et plus	76	388 181	—	—	76	388 181
Total	12 117	82 663	6 200	65 819	5 917	100 312

Source: Regie de l'assurance-maladie du Quebec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 35

Évolution des principaux facteurs de coût du programme de services pharmaceutiques, Québec, 1979-1983

Année	Coût total		Personnes admissibles		Ordonnances par personne admissible		Coût par ordonnance					
							Services		Medicaments		Total	
	$	Δ%[1]	n	Δ%[1]	n	Δ%[1]	$	Δ%[1]	$	Δ%[1]	$	Δ%[1]
1979	103 616 892	..	971 046	..	16.5	..	2.82	..	3.66	..	6.48	..
1980[2]	126 109 192	21.7	1 021 082	5.2	16.9	2.4	3.11	10.3	4.20	14.8	7.31	12.8
1981	147 409 101	16.9	1 059 338	3.7	17.6	4.1	3.14	1.0	4.77	13.6	7.91	8.2
1982[2]	148 711 069	0.9	1 147 324	8.3	14.6	- 17.0	3.33	6.1	5.58	17.0	8.91	12.6
1983[2]	169 806 562	14.2	1 251 999	9.1	13.7	- 6.2	3.52	5.7	6.36	14.0	9.88	10.9
1983/1979	...	63.9	...	28.9	...	- 17.0	...	24.8	...	73.8	...	52.5

1. Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente.

2. Ces données englobent les montants forfaitaires versés pour les services rendus entre le 1er janvier et le 25 octobre 1980, entre le 1er août et le 31 décembre 1982 et entre le 1er janvier et le 18 avril 1983.

Source: Regie de l'assurance maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 36

Taux de participation, nombre et coût des ordonnances par participant, selon le sexe et l'âge des bénéficiaires du programme de services pharmaceutiques, Québec, 1983

Sexe et groupe d'âge	Taux de participation		Ordonnances par participant		Coût des ordonnances par participant[1]	
	H	F	H	F	H	F
	%		n		$	
Bénéficiaires de l'aide sociale	56.9	79.5	10.5	12.9	106.65	121.91
Moins de 1 an	77.3	74.0	3.6	3.5	43.20	39.67
1 — 4 ans	65.1	63.5	3.5	3.4	30.21	28.47
5 — 9 ans	51.4	52.2	3.0	2.8	27.28	25.64
10 — 14 ans	39.0	49.1	2.9	3.3	26.87	28.90
15 — 19 ans	42.2	87.9	3.7	7.6	37.63	70.16
20 — 24 ans	52.1	95.0	6.1	9.3	61.83	86.46
25 — 29 ans	58.2	89.9	8.7	10.4	85.46	96.77
30 — 34 ans	56.5	82.8	10.2	11.5	99.96	106.40
35 — 39 ans	59.7	81.1	12.2	13.8	121.61	128.63
40 — 44 ans	64.8	82.3	14.9	17.3	151.81	163.37
45 — 49 ans	66.0	84.2	17.2	19.9	177.58	189.14
50 — 54 ans	69.6	84.5	19.9	22.3	207.23	213.70
55 — 59 ans	72.3	84.6	22.1	24.0	232.43	235.14
60 — 64 ans	73.0	81.4	25.4	26.9	253.48	255.15
Personnes âgées de 65 ans ou plus	82.5	84.1	22.0	24.6	222.13	236.22
65 — 69 ans	82.4	89.0	19.6	21.4	206.82	214.00
70 — 74 ans	83.8	86.9	23.1	25.7	235.41	251.23
75 ans ou plus	82.0	80.5	23.9	26.9	228.80	246.19

1. Les données présentées dans ce tableau ne tiennent pas compte des montants forfaitaires versés par la Régie pour les ordonnances délivrées en 1983 (600 000 $) aux bénéficiaires de l'aide sociale et (1 400 000 $) aux personnes âgées de 65 ans ou plus.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 37

Évolution du programme de services pharmaceutiques, pour les bénéficiaires de l'aide sociale, Québec, 1979-1983

		1979	1980[1]	1981	1982[1]	1983[1]	1983/1979
Coût total	$	31 433 208	37 808 457	43 498 153	44 923 623	52 618 794	
Variation	%	..	*20.3*	*15.1*	*3.3*	*17.1*	*67.4*
Personnes admissibles	n	443 703[2]	474 863	492 127	557 831	649 322	
Variation	%	..	*7.0*	*3.6*	*13.4*	*16.4*	*46.4*
Ordonnances par personne	n	11.2	11.2	11.5	9.2	8.2	
Variation	%	..	..	*2.7*	*−20.0*	*−10.9*	*−26.8*
Coût par ordonnance	$	6.34	7.11	7.67	8.72	9.83	
Variation	%	..	*12.1*	*7.9*	*13.7*	*12.7*	*55.0*
Services	$	2.82[3]	3.07	3.10	3.27	3.50	
Variation	%	..	*8.9*	*1.0*	*5.5*	*7.0*	*24.1*
Médicaments	$	3.52	4.04	4.57	5.45	6.33	
Variation	%	..	*14.8*	*13.1*	*19.3*	*16.1*	*79.8*

1. Les données de 1980, 1982 et 1983 incluent les montants forfaitaires payés par la Régie pour les ordonnances délivrées aux bénéficiaires de l'aide sociale.
2. Depuis 1979, le nombre de personnes admissibles dans cette catégorie de bénéficiaires inclut les bénéficiaires de l'allocation du conjoint mais exclut les bénéficiaires de l'aide sociale âgés de 65 ans ou plus dont la consommation est en majeure partie intégrée au fichier des personnes âgées de 65 ans et plus.
3. En l'absence de toute donnée relative au coût des services pour les bénéficiaires de l'aide sociale et pour les personnes âgées de 65 ans ou plus, on a supposé que le coût des services était identique pour chacune de ces catégories de personnes admissibles.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 38

Évolution du programme de services pharmaceutiques, pour les personnes âgées de 65 ans et plus, Québec, 1979-1983

		1979	1980[1]	1981	1982[1]	1983[1]	1983/1979
Coût total	$	72 183 685	88 300 725	103 910 948	103 787 446[3]	117 187 768	
Variation	%	..	*22.3*	*17.7*	*- 0.1*	*12.9*	*62.3*
Personnes admissibles	n	527 343	546 219	567 211	589 493	602 462	
Variation	%	..	*3.6*	*3.8*	*3.9*	*2.2*	*14.2*
Ordonnances par personne	n	20.9	21.9	22.9	19.8	19.6	
Variation	%	..	*4.8*	*4.6*	*- 13.5*	*- 1.0*	
Coût par ordonnance	$	6.55	7.39	8.01	9.00	9.91	
Variation	%	..	*12.8*	*8.4*	*12.4*	*10.1*	*51.3*
Services	$	2.82[2]	3.13	3.16	3.37	3.52	
Variation	%	..	*11.0*	*1.0*	*6.6*	*4.5*	*24.8*
Médicaments	$	3.73	4.26	4.85	5.63	6.39	
Variation	%	..	*14.2*	*13.9*	*16.1*	*13.5*	*71.3*

1. Les données de 1980, 1982 et 1983 incluent les montants forfaitaires payés par la Régie pour les ordonnances délivrées à cette catégories de personnes admissibles.
2. En l'absence de toute donnée relative au coût des services pour les bénéficiaires de l'aide sociale et pour les personnes âgées de 65 ans ou plus, on a supposé que le coût des services était identique dans chacune de ces catégories de personnes admissibles.
3. Les chiffres de 1982 ont été corrigés pour tenir compte du montant forfaitaire réellement versé

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 39

Évolution du programme de services dentaires pour les enfants, Québec, 1979-1983

		1979	1980	1981[2]	1982	1983	1983/1979
Service	n	8 138 197	9 075 177	9 615 538	7 274 339	3 648 210	
Variation	%	..	*11.5*	*6.0*	*- 24.3*	*- 49.8*	*- 55.2*
Coût total	$	*62 711 915*	*76 152 447*	*84 698 885*	*77 175 650*	*60 488 562*	
Variation	%	..	*21.4*	*11.2*	*- 8.9*	*- 21.6*	*- 3.5*
Coût moyen	$	7.71	8.39	8.81	10.61	16.58	
Variation	%	..	*8.8*	*5.0*	*20.4*	*56.3*	*115.0*
Population admissible	n	1 433 718	1 525 671	1 508 605[2]	1 487 377	1 475 466	
Variation	%	..	*6.4*	*- 1.1*	*- 1.4*	*- 0.8*	*2.9*
Participants	n	731 450	833 616	882 657	887 082	822 632	
Variation	%	..	*14.8*	*5.9*	*0.5*	*- 7.3*	*12.5*
Taux de participation[1]	%	51.0	54.6	58.5[2]	59.6	55.8	
Variation	%	..	*7.1*	*7.2*	*1.9*	*- 6.4*	*9.4*
Services par participant	n	11.1	10.9	10.9	8.2	4.4	
Variation	%	..	*- 1.8*	—	*- 24.8*	*- 46.3*	*- 60.4*
Dispensateurs	n	1 907	2 042	2 144	2 211	2 266	
Variation	%	..	*7.1*	*5.0*	*3.1*	*2.5*	*18.8*
Services par dispensateur	n	4 268	4 444	4 485	3 290	1 610	
Variation	%	..	*4.1*	*0.9*	*- 26.6*	*- 51.1*	*- 62.3*

1. Le taux de la participation représente le rapport entre le nombre total de participants et la population admissible.
2. La population admissible et, par conséquent, le taux de participation ont été révisés en fonction de données démographiques plus récentes.

Source: Régie de l'assurance-maladie. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 40

Évolution du programme de soins dentaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale, Québec, 1979-1983

		1979	1980	1981	1982	1983	1983/1979
Service	n	492 517	732 759	846 504	949 337	1 325 737	
Variation	%	..	*48.8*	*15.5*	*12.1*	*39.6*	*169.2*
Coût total	$	*10 058 320*	*16 131 025*	*18 739 161*	*21 141 653*	*34 345 839*	
Variation	%	..	*60.4*	*16.2*	*12.8*	*62.5*	*241.5*
Coût moyen	$	20.42	22.01	22.14	22.27	25.91	
Variation	%	..	*7.8*	*0.6*	*0.6*	*16.3*	*26.9*
Population admissible[1]	n	314 232	341 692	357 946	442 554	517 453	
Variation	%	..	*8.7*	*4.8*	*23.6*	*16.9*	*64.7*
Participants	n	76 333	105 605	120 017[3]	138 394	178 925	
Variation	%	..	*38.3*	*13.6*[3]	*15.3*	*29.3*	*134.4*
Taux de participation[2]	%	24.3	30.9	33.5	31.3	34.6	
Variation	%	..	*27.2*	*8.4*	*- 6.6*	*10.5*	*42.4*
Services par participant	n	6.5	6.9	7.1[3]	6.9	7.4	
Variation	%	..	*6.2*	*2.9*[3]	*- 2.8*	*7.2*	*13.8*
Dispensateurs	n	2 277	2 502	2 672	2 844	2 932	
Variation	%	..	*9.9*	*6.8*	*6.4*	*3.1*	*28.8*
Services par dispensateur	n	216	293	317	334	452	
Variation	%	..	*35.6*	*8.2*	*5.4*	*35.3*	*109.3*

1. Les données sur la population admissible correspondent à une moyenne des bénéficiaires de l'aide sociale qui ont la possibilité de participer à ce programme, soit les personnes âgées de 16 ans ou plus de 1979 à 1981 et de 13 ans ou plus à partir de 1982.
2. Le taux de participation represente le rapport entre le nombre de participants et la population admissible.
3. Les données sur la participation ont été révisées.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 41

Évolution du programme de chirurgie buccale, Québec, 1979-1983

		1979	1980	1981	1982	1983	1983/1979
Services	n	323 094	303 340	287 385	110 944	45 484	
Variation	%	..	*- 6.1*	*- 5.3*	*- 61.4*	*- 59.0*	*- 86.0*
Coût total	$	*2 971 020*	*3 453 585*	*3 807 290*	*2 434 384*	*1 699 598*	
Variation	%	..	*16.2*	*10.2*	*- 36.1*	*- 30.2*	*- 42.8*
Coût moyen	$	9.20	11.39	13.25	21.94	37.37	
Variation	%	..	*23.8*	*16.3*	*65.6*	*70.3*	*306.2*
Services de chirurgie dentaire	n	268 461	243 386	220 152	62 913	15 231	
Variation	%	..	*- 9.3*	*- 9.5*	*- 71.4*	...	*- 94.3*
Services de chirurgie buccale	n	13 075	13 784	14 338	2 204	...	
Variation	%	..	*5.4*	*4.0*	*- 84.6*		*- 83.1*
Dispensateurs	n	373	363	415	397	358	
Variation	%	..	*- 2.7*	*14.3*	*- 4.3*	*- 9.8*	*- 4.0*
Taux de participation	%	0.74[1]	..[1]	0.84	0.66	0.58	
Participants de 15 ans et plus	n	40 088	41 895	43 080	33 308	22 318	
Participants de moins de 15 ans	n	6 941	..[1]	10 653	9 610	7 499	
Services par participant	n	6.9	..[1]	5.3	2.6	1.5	

1. Un problème de compilation du nombre de participants de moins de 15 ans entache les données relatives à la participation en 1980. Cette compilation étant traitée indépendamment, on peut être assuré de la fiabilité des autres statistiques.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 42

Évolution du programme de services optométriques, Québec, 1979-1983

		1979[1]	1980[1]	1981	1982[2]	1983	1983/1979
Coût total	$	18 973 568	20 731 788	23 323 282	25 347 597	29 586 342	
Variation	%	..	*9.3*	*12.5*	*8.7*	*16.7*	*55.9*
Bénéficiaires[3]	n	919 769	938 768	974 166	988 158	1 068 431	
Variation	%	..	*2.1*	*3.8*	*1.4*	*8.1*	*16.2*
Taux de participation[4]	%	14.5	14.8	15.1	15.3	16.4	
Variation	%	..	*2.1*	*2.0*	*1.3*	*7.2*	*13.1*
Optométristes	n	730	726	758	779	809	
Variation	%		*−0.5*	*4.4*	*2.8*	*3.9*	*10.8*
Bénéficiaires par optométriste[5]	n	1 260	1 293	1 285	1 268	1 321	
Variation	%	..	*2.6*	*−0.6*	*−1.3*	*4.2*	*4.8*
Coût par bénéficiaire[6]	$	20.63	22.08	23.94	25.65	27.69	
Variation	%	..	*7.0*	*8.4*	*7.1*	*8.0*	*34.2*

1. Un montant forfaitaire de 1 290 526 $ a été versé aux optométristes en compensation du délai d'application des nouveaux tarifs entre le 1er novembre 1979 et le 31 août 1980. Celui-ci n'est pas inclus dans les coûts totaux de 1979 et de 1980.
2. Un montant forfaitaire de 778 986 $ a été versé aux optométristes en compensation du délai d'application des nouveaux tarifs entre le 1er juin 1982 et le 31 août 1982. Celui-ci n'est pas inclus dans le coût total de 1982.
3. Somme des examens complets et des examens partiels.
4. Estimé en divisant le nombre total d'examens complets et partiels par la population.
5. Estimé en divisant le nombre total d'examens complets et partiels par le nombre d'optométristes.
6. Coût total du programme divisé par le nombre total d'examens complets et partiels.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 43

Taux de participation, nombre et coût des services optométriques par participant, selon le sexe et l'âge des bénéficiaires Québec, 1983

Groupe d'âge	Taux de participation[1]		Services par participant		Coût par participant	
	H	F	H	F	H	F
	%		n		$	
Moins de 5 ans	2.2	2.3	1.4	1.4	18.75	18.87
5 — 9 ans	12.0	13.0	1.7	1.6	23.16	22.70
10 — 14 ans	13.8	19.3	1.7	1.8	24.35	24.92
15 — 19 ans	12.9	21.3	1.9	2.0	27.06	27.90
20 — 24 ans	13.0	20.2	2.0	2.0	27.79	29.14
25 — 29 ans	13.0	18.4	2.0	2.1	27.59	29.83
30 — 34 ans	12.2	17.0	2.0	2.1	27.64	30.27
35 — 39 ans	11.8	16.5	2.1	2.1	27.79	29.78
40 — 44 ans	16.0	21.2	2.2	2.2	28.38	29.08
45 — 49 ans	23.3	25.8	2.2	2.2	27.79	28.43
50 — 54 ans	23.3	24.1	2.2	2.2	27.58	28.18
55 — 59 ans	21.7	22.2	2.2	2.2	27.54	27.74
60 — 64 ans	20.7	20.9	2.2	2.1	27.91	27.48
65 — 69 ans	21.3	20.3	2.4	2.2	29.18	27.72
70 — 74 ans	22.5	19.1	2.5	2.1	30.26	27.60
75 ans ou plus	18.2	14.7	2.2	1.9	28.33	26.12
Total	14.5	18.2	2.1	2.1	27.26	28.03

1. Le taux de participation est estimé en divisant le nombre d'examens complets et partiels par la population.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 44

Répartition des optométristes selon l'âge par région socio-sanitaire, Québec, 1983

Groupe d'âge	Région socio-sanitaire												Ensemble du Québec
	01	02	03	04	05	06	06A	06B	06C	07	08	09 et 10	
	n												
Moins de 25 ans	4	2	7	2	1	40	21	9	10	5	1	3	65
25 — 29 ans	6	4	14	7	4	105	58	18	29	6	3	3	152
30 — 34 ans	4	2	13	10	6	87	49	14	24	4	1	2	129
35 — 39 ans	3	2	13	5	4	48	30	8	10	—	2	2	79
40 — 44 ans	2	3	8	6	3	53	31	10	12	3	4	—	82
45 — 49 ans	5	1	9	2	2	50	29	5	16	4	3	1	77
50 — 54 ans	2	2	12	4	4	50	34	5	11	—	—	1	75
55 — 59 ans	1	2	8	3	3	39	25	4	10	3	1	—	60
60 — 64 ans	—	1	5	4	1	27	20	2	5	2	—		40
65 — 69 ans	1	—	4	2	—	23	19	2	2	—		—	30
70 — 74 ans	—	—	1	—	—	7	5	—	2	1	—	—	9
75 ans et plus	1	—	1	—	1	8	7	—	1	—	—	—	11
Total	29	19	95	45	29	537	328	77	132	28	15	12	809

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 06A Montréal Métropolitain; 06B Laurentides-Lanaudière; 06C Montérégie; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 45

Évolution des principales variables du programme des prothèses, appareils orthopédiques, dispositifs ou autres équipements, Québec, 1979-1983

		1979	1980	1981	1982	1983	1983/1979
Biens et services	n	31 059	35 771	41 421	46 247	51 000	
Variation	%	*7.5*	*15.2*	*15.8*	*11.7*	*10.3*	*64.2*
Coût total	$	**4 912 427**	**5 923 206**	**7 555 687**	**8 947 094**	**10 951 782**	
Variation	%	***17.1***	***20.6***	***27.6***	***18.4***	***22.4***	***122.9***
Coût moyen	$	158.16	165.58	182.41	193.46	214.74	
Variation	%	*8.9*	*4.7*	*10.2*	*6.1*	*11.0*	*35.8*
Participants	n	17 458	19 370	21 044	23 020	25 130	
Variation	%	*10.4*	*11.0*	*8.6*	*9.4*	*9.2*	*43.9*
Taux de participation[1]	%	27.6	30.4	32.7	35.6	38.2	
Variation	%	*10.0*	*10.1*	*7.6*	*8.9*	*8.4*	*39.8*
Services et biens par participant	n	1.78	1.85	1.97	2.01	2.03	
Variation	%	*-2.7*	*3.9*	*6.5*	*2.0*	*1.0*	*14.0*
Coût par participant	$	281.39	305.79	359.04	388.67	435.81	
Variation	%	*6.1*	*8.7*	*17.4*	*8.3*	*12.1*	*54.9*

1. Pour 10 000 habitants.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec. *Statistiques annuelles 1983.*

Tableau 46

Répartition des garderies et du nombre de places, selon la catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 et 1984

Région socio-sanitaire	Garderies							
	ABL[1]	Places	SBL[2]	Places	SBLS[3]	Places	Total	Places
					n			
Au 31 mars 1983	101	4 302	40	1 962	367	17 813[4]	508	24 077
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	—	—	—	—	12	515	12	515
Saguenay — Lac-Saint-Jean	—	—	—	—	12	558	12	558
Québec	9	280	3	115	59	2 576	71	2 971
Trois-Rivières	1	105	1	20	21	1 084	23	1 209
Estrie	2	93	—	—	24	996	26	1 089
Montréal-Métropolitain	68	3 086	28	1 482	140	7 628[4]	236	12 196
Laurentides-Lanaudière	2	60	—	—	27	1 096	29	1 156
Montérégie	16	603	7	325	40	1 933	63	2 861
Outaouais	3	75	—	—	17	773	20	848
Abitibi-Témiscamingue	—	—	1	20	9	415	10	435
Côte-Nord	—	—	—	—	6	239	6	239
Nouveau-Québec	...	...	...	...	...	...	...	...
Au 31 mars 1984	112	4 648	38	1 937	410	19 808[5]	560	26 393
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	—	—	—	—	13	550	13	550
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1	30	—	—	13	628	14	658
Québec	9	279	3	115	65	2 843	77	3 237
Trois-Rivières	1	105	1	30	24	1 162	26	1 297
Estrie	2	93	—	—	27	1 096	29	1 189
Montréal-Métropolitain	74	3 237	27	1 467	151	8 221	252	12 925
Laurentides-Lanaudière	3	109	—	—	30	1 248	33	1 357
Montérégie	19	660	7	325	49	2 367	75	3 352
Outaouais	3	135	—	—	21	953	24	1 088
Abitibi-Témiscamingue	—	—	—	—	10	445	10	445
Côte-Nord	—	—	—	—	6	254	6	254
Nouveau-Québec	—	—	—	—	1	41	1	41

1. À but lucratif.
2. Sans but lucratif.
3. Sans but lucratif subventionnée.
4. Incluant 106 places admissibles, mais non subventionnées.
5. Incluant 220 places admissibles, mais non subventionnées.

Source: Office des services de garde à l'enfance. *Rapport annuel 1983-1984*.

Tableau 47

Répartition des agences de services de garde en milieu familial et du nombre de places, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 et 1984

Région socio-sanitaire	Au 31 mars 1983		Au 31 mars 1984	
	Agences	Places	Agences	Places
	n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	5	92	5	189
Saguenay — Lac-Saint-Jean	4	100	5	145
Québec	2	60	4	120
Trois-Rivières	—	—	—	—
Estrie	—	—	—	—
Montréal-Métropolitain	4	530	6	700
Laurentides-Lanaudière	1	10	1	50
Montérégie	1	30	3	105
Outaouais[1]	4	310	3	160
Abitibi-Témiscamingue	—	—	—	—
Côte-Nord	1	50	1	50
Nouveau-Québec	—	—	—	—
Total	**22**	**1 182**	**28**	**1 519**

1. La diminution au 31 mars 1984 dans l'Outaouais est en quelque sorte une diminution artificielle. Le permis d'une agence, échu au 31 mars 1984 et donc exclu des statistiques à cette date, a été renouvelé dès avril 1984 avec une augmentation de capacité.

Source: Office des services de garde à l'enfance, *Rapport annuel 1983-1984.*

Tableau 48

Répartition des services de garde en milieu scolaire et du nombre de places, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 et 1984

Région socio-sanitaire	Au 31 mars 1983		Au 31 mars 1984	
	Services	Places	Services	Places
	n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	4	147	4	105
Saguenay — Lac-Saint-Jean	22	443	23	503
Québec	45	1 324	54	2 067
Trois-Rivières	3	131	6	315
Estrie	14	342	19	608
Montréal-Métropolitain	108	3 772	121	5 014
Laurentides-Lanaudière	21	613	23	680
Montérégie	58	1 558	60	1 622
Outaouais	37	1 394	45	1 822
Abitibi-Témiscamingue	1	30	1	30
Côte-Nord	9	357	10	423
Nouveau-Québec	—	—	—	—
Total	**322**	**10 111**	**366**	**13 189**

Source: Office des services de garde à l'enfance, *Rapport annuel 1983-1984.*

Tableau 49

Répartition des avortements thérapeutiques et taux d'avortement pour 100 naissances vivantes, par groupe d'âge, Québec, 1978-1982

Groupe d'âge	1978		1979		1980		1981		1982	
	n	Taux	n	Taux	n	Taux	n	Taux	n	Taux
Moins de 20 ans	1 595	25.4	1 841	33.9	1 916	38.2	1 950	42.6	1 999	45.2
20 — 24 ans	2 357	7.9	2 631	8.8	2 722	9.3	2 796	9.9	2 941	10.9
25 — 29 ans	1 843	4.8	1 972	5.0	2 067	5.3	2 049	5.3	2 259	6.1
30 — 34 ans	1 206	7.0	1 317	7.0	1 329	7.2	1 353	7.3	1 468	8.4
35 — 39 ans	651	15.3	622	14.7	650	15.1	659	15.7	737	17.2
40 — 44 ans	229	36.1	226	40.3	256	45.5	235	43.4	267	50.2
Total	7 881	8.2	8 609	8.7	8 940	9.2	9 042	9.5	9 671	10.7

Source: Statistique Canada. *Avortements therapeutiques* (82-211).

Tableau 50

Statistiques sur le cancer, selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1980

Groupe d'âge	Nouveaux sièges primaires de cancer diagnostiqués au cours de l'année				Décès dus au cancer			
	H	F	H	F	H	F	H	F
	n		taux 100 000 h		n		taux 100 000 h	
0 — 4 ans	41	45	17.0	19.8	14	16	5.8	7.0
5 — 9 ans	32	20	14.3	9.4	20	13	8.9	6.1
10 — 14 ans	23	22	9.1	9.1	17	13	6.7	5.4
15 — 19 ans	69	54	21.4	17.6	22	14	6.8	4.6
20 — 24 ans	70	89	21.7	28.3	27	19	8.4	6.0
25 — 29 ans	103	166	36.0	58.2	39	24	13.6	8.4
30 — 34 ans	117	223	44.3	84.8	48	41	18.2	15.6
35 — 39 ans	158	319	72.1	146.6	53	76	24.2	34.9
40 — 44 ans	260	425	149.3	242.0	106	135	60.9	76.9
45 — 49 ans	401	604	238.1	349.3	222	196	131.8	113.4
50 — 54 ans	741	783	462.0	460.3	456	339	284.3	199.3
55 — 59 ans	1 097	994	761.3	624.0	655	505	454.5	317.0
60 — 64 ans	1 319	1 041	1 183.0	808.2	822	515	737.2	399.8
65 — 69 ans	1 569	1 120	1 698.1	994.7	1 057	616	1 143.9	547.1
70 — 74 ans	1 403	1 028	2 185.4	1 187.1	926	619	1 442.4	714.8
75 — 79 ans	1 029	823	2 598.5	1 364.8	796	603	2 010.1	1 000.0
80 — 84 ans	570	502	2 850.0	1 414.1	483	466	2 415.0	1 312.7
85 ans et plus	340	325	2 881.4	1 371.3	372	386	3 152.5	1 628.7
Non précisé	1	2	...	...	3	7	...	...
Total	9 343	8 585	299.5	288.7	6 138	4 603	196.8	144.1

Source: Statistique Canada. *Le cancer au Canada* (82-207).

6

Justice et criminalité

Criminalité et infractions aux règlements de la circulation 379

Corps policiers 381

Système judiciaire 382

Services correctionnels et de probation 382

Définitions et notes explicatives 384

6

Liste des tableaux

1. Infractions au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation) et indice comparatif, Québec, 1980-1983 386

2. Infractions et affaires solutionnées par catégorie d'infractions au Code criminel, aux lois et règlements, Québec, 1982 et 1983 389

3. Infractions au Code criminel (sauf circulation) et taux par 1 000 habitants, par région administrative, Québec, 1980-1983 390

4. Infractions au Code criminel (sauf circulation) et taux pour 1 000 habitants, par municipalité de plus de 50 000 habitants, Québec, 1983 391

5. Taux d'infractions au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation) pour 1 000 habitants et pourcentage de solutions, par région administrative, Québec, 1983 392

6. Infractions au Code criminel (sauf circulation) et taux pour 1 000 habitants, par province, Canada, 1982 et 1983 392

7. Taux d'infractions aux lois et aux règlements (sauf circulation) pour 1 000 habitants, par province, Canada, 1983 394

8. Contrevenants, jeunes et adultes, au Code criminel (sauf circulation), Québec, 1975-1983 395

9. Contrevenants, jeunes et adultes, au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation), selon le sexe et la catégorie d'infraction, Québec, 1983 395

10. Infractions au Code criminel (circulation) et taux pour 1 000 habitants, par région administrative, Québec, 1982 et 1983 396

11. Nombre d'infractions au Code de la sécurité routière et taux pour 1 000 habitants, par région administrative, Québec, 1982 396

12. Nombre d'infractions aux règlements municipaux (circulation) et aux règles de stationnement, par région administrative, Québec, 1982 et 1983 398

13. Nombre d'accidents de la circulation, par région administrative, Québec, 1982 et 1983 398

14. Effectif des corps policiers et taux d'encadrement, selon la province, Canada, 1982 399

15. Corps policiers de juridiction québécoise et effectif selon la catégorie, Québec, 1980-1983 400

16. Répartition de l'effectif des corps policiers et taux d'encadrement, par région administrative, Québec, 1983 400

17. Coûts du maintien des corps policiers, selon la catégorie, Québec, 1980-1983 402

18. Coûts du maintien des corps policiers selon la catégorie de dépenses et par relative de chaque catégorie, Québec, 1983 402

19. Coût de revient annuel par policier selon la catégorie de corps policiers, Québec, 1980-1983 404

20. Coûts annuels per capita du maintien des corps policiers selon le territoire desservi, Québec, 1983 404

21. Nombre de demandes d'enquête soumises à la Commission de police du Québec, Québec, 1975-1983 404

22. Statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière pénale, selon le domaine de juridiction, Québec, 1982 et 1983 405

23. Coûts relatifs aux tribunaux et aux poursuites pénales, par province, Canada, 1981-82 405

24. Statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière civile, selon le domaine de juridiction, Québec, 1982 et 1983 406

25. Répartition des juges selon le tribunal, par région socio-sanitaire, Québec, 1984 406

26. Statistiques sur les procédures en matière de recours collectif, Québec, 1979-1984 408

27. Évolution des admissions dans les établissements de détention du Québec, selon le statut des personnes admises, Québec, 1978-1983 408

28. Admissions des détenus dans les établissements de détention selon le sexe, Québec, 1978-1983 408

29. Admissions des détenus dans les établissements de détention, selon l'âge et par région socio-sanitaire, Québec, 1983 409

30. Population moyenne quotidienne, taux d'incarcération et durée moyenne de séjour, dans les établissements de détention, Québec, 1978-1983 410

31. Répartition des condamnés dans les établissements de détention, selon le type de délit, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 410

32. Répartition des détenus dans les établissements de détention, selon la durée de la peine, Québec, 1978-1983 412

33. Répartition des ressources affectées à la détention et à la probation et ratio par rapport à la clientèle, par région socio-sanitaire, Québec, 1983 412

34. Évolution des ordonnances de probation et des libérations conditionnelles, Québec, 1978-1983 413

35. Utilisation des ressources communautaires selon les catégories de ressources, Québec, 1979-1983 414

Liste des figures

36. Taux d'admission des condamnés pour 10 000 adultes, dans les établissements provinciaux et fédéraux, par province, Canada, 1982-83 **415**

37. Coût moyen des services correctionnels sous juridiction québécoise, selon la catégorie de service, Québec, 1981-82 à 1983-84 **416**

38. Évolution des principales caractéristiques des services correctionnels fédéraux, Québec, 1979-80 à 1982-83 **416**

1. Principales étapes du processus pénal relatives aux infractions au Code criminel, Québec **388**

2. Infractions au Code criminel (sauf circulation) et nombre de solutions, Québec, 1974-1983 **390**

3. Taux d'infractions au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation), pour 1 000 habitants, par région administrative Québec, 1983 **391**

4. Taux d'infractions au Code criminel pour 1 000 habitants, par province, Canada, 1982 et 1983 **393**

5. Contrevenants, jeunes et adultes, au Code criminel (sauf circulation), Québec, 1975-1983 **394**

6. Taux d'encadrement par les corps policiers selon la province, Canada, 1982 **399**

7. Coûts du maintien des corps policiers, selon la catégorie de dépenses, Québec, 1983 **403**

8. Répartition des détenus admis dans les établissements de détention, selon l'âge, Québec, 1983 **409**

9. Répartition des condamnés dans les établissements de détention du Québec, selon le type de délit, Québec, 1983 **411**

10. Taux d'admission des condamnés pour 10 000 adultes, dans les établissements provinciaux, par province, Canada, 1982-83 **414**

11. Taux d'admission des condamnés pour 10 000 adultes, dans les établissements Fédéraux, par province, Canada, 1982-83 **415**

6

Ce chapitre a été réalisé par Claude Larose avec la collaboration de la Commission de police du Québec et du ministère de la Justice du Québec.

Ce chapitre traite de la criminalité au Québec ainsi que de l'ensemble du système de justice mis en place pour traiter la criminalité. Ce système comporte trois éléments principaux sur lesquels des données sont présentées successivement: les corps policiers, les tribunaux ainsi que les services correctionnels et de probation.

Les données disponibles sur la criminalité demeurent partielles, car selon des estimations du ministère de la Justice, moins de 50% des infractions seraient déclarées aux corps policiers. Les statistiques sur le système de justice pénal montrent qu'environ 30% des infractions déclarées sont solutionnées, soit par voie de mise en accusation ou autrement. Environ un cinquième des infractions déclarées conduit à une condamnation qui, dans la majorité des cas, se traduit par une amende. Environ 3% des infractions au Code criminel rapportées aux corps policiers entraînent l'emprisonnement.

Criminalité et infractions aux règlements de la circulation

Les statistiques sur les infractions aux lois et aux règlements sont présentées en deux parties. On aborde d'abord les infractions au Code criminel et aux autres lois pénales, telles qu'elles sont énumérées dans la formule «C» utilisée par tous les corps policiers du Canada à des fins de statistiques. Pour le ministère de la Justice, la criminalité est mesurée en référence à l'ensemble de ces infractions.

On présente ensuite les données sur les infractions relatives à la circulation, telles qu'elles sont recueillies par les policiers sur la formule «T». Bien que ces statistiques ne soient pas retenues comme des indicateurs de l'état de la criminalité, elles donnent un aperçu du comportement des utilisateurs des réseaux routiers.

Criminalité

Au total en 1983, 480 263 infractions relatives au Code criminel, aux lois et aux règlements, à l'exception des infractions à la circulation, sont rapportées par les services de police au Québec[1]. Parmi les catégories de crimes, les crimes contre la propriété représentent 59,8% de l'ensemble, alors que les crimes avec violence en constituent 6,1%, les autres infractions au Code criminel 22,9%, et les infractions aux lois et aux règlements 11,2%. Les crimes les plus fréquents en 1983 sont les introductions avec effraction (22% de l'ensemble) et les vols de 200 $ ou moins (19,5% de l'ensemble).

Au cours de la dernière décennie, le nombre d'infractions au Québec connaît une augmentation de 32,6%. Cette augmentation n'est cependant pas linéaire: après une période de stabilité entre 1974 et 1978, la criminalité augmente rapidement en 1979, 1980 et 1981 avant de connaître deux reculs successifs en 1982 et 1983. La diminution observée en 1983 (-5,2% par rapport à 1982) ramène le nombre d'infractions à un niveau inférieur à celui de 1980.

1. Ces données n'incluent pas les infractions rapportées par la police amérindienne, lesquelles ne sont pas totalisées avec les autres par le ministère de la Justice du Québec. En 1983, celles-ci s'élèvent à 934.

Les quatre grandes catégories d'infractions évoluent différemment au cours de cette période. Les trois groupes d'infractions au Code criminel connaissent des hausses plus ou moins fortes (les crimes avec violence 25,2%, les crimes contre la propriété 43,4% et les autres crimes 57,9%), alors que les infractions aux lois et aux règlements diminuent de 36,5%. L'infraction qui connait la plus forte hausse est le vol de plus de 200 $ (184,8%), suivie du recel (103,7%).

Parmi les crimes avec violence, les vols qualifiés et les tentatives de meurtre connaissent les plus fortes hausses (37,7% et 36,7% respectivement), alors que le nombre d'homicides demeure très stable (184 en 1983 comparativement à 182 en 1974).

Au cours des quatre dernières années, c'est la région de l'Outaouais qui présente le taux de criminalité le plus élevé au Québec. En 1983, cette région connaît un taux d'infractions de 97,1 pour 1 000 habitants et elle est suivie par la région de Montréal (84,0). Seules ces deux régions dépassent le taux de l'ensemble de la province (74,4). Par ailleurs, c'est la région du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie qui présente le plus faible taux (46,1). Cette dernière est cependant la seule région où la criminalité est en progression continue depuis 1980.

Parmi les municipalités de plus de 50 000 habitants, c'est la ville de Hull qui présente en 1983 le taux d'infractions au Code criminel le plus élevé (153,5). Elle est suivie de Québec (115,2), de Trois-Rivières (112,4), de Longueuil (104,1) et de Gatineau (93,8). La Communauté urbaine de Montréal, même si elle affiche 37,4% de l'ensemble des infractions au Québec, ne vient qu'au sixième rang lorsque l'on considère le taux d'infractions pour 1 000 habitants (91,9).

Par rapport aux autres provinces canadiennes, le Québec présente en 1983 un taux de criminalité inférieur à la moyenne. En ce qui a trait aux infractions au Code criminel, le Québec vient au neuvième rang avec un taux d'infractions inférieur de 20,3 points à la moyenne canadienne. À ce chapitre le taux d'infractions au Québec est deux fois moindre que celui observé en Colombie Britannique qui arrive en tête des provinces. Quant aux infractions aux lois et règlements, le Québec affiche aussi des taux parmi les plus faibles: il occupe le neuvième rang pour les infractions aux législations relatives aux drogues, le septième rang en ce qui touche les infractions aux autres lois fédérales, le dixième et dernier rang au chapitre des infractions aux lois provinciales et le quatrième rang pour les infractions aux règlements municipaux.

Le taux de solution des crimes, qui demeure très stable entre 1975 et 1982 au Québec, connaît une hausse de l'ordre de 3% en 1983 et s'établit à 33,4%. Il est plus faible que la moyenne pour ce qui est des crimes contre la propriété (19,9%), mais plus élevé quant aux autres groupes d'infractions (les crimes avec violence 54,8%, les autres infractions au Code criminel 41,7% et les infractions aux lois et aux règlements 76,8%).

Sur une base régionale, le pourcentage des crimes solutionnés varie beaucoup d'une région à l'autre. En ce qui concerne les infractions au Code criminel, il se situe entre 24,8% dans la région de Montréal et 61,0% au Nouveau-Québec. Dans le cas des infractions aux lois et aux règlements, il est le plus faible dans le Nord-Ouest (37,1%) et le plus élevé au Saguenay — Lac-Saint-Jean (97,0%).

En 1983, des 149 865 contrevenants dénombrés, 114 637 sont impliqués dans des infractions au Code criminel et 35 228 aux autres lois et aux règlements. Parmi ces contrevenants, 29,1% sont des jeunes de moins de dix-huit ans. La proportion des femmes s'élève à 13,1% chez les adultes et à 13,9% chez les jeunes. Lorsque l'on considère les contrevenants au Code criminel, la proportion des jeunes diminue depuis quatre ans (de 38,7% en 1980 à 33,5% en 1983). En 1983, la proportion des jeunes est supérieure à celle des adultes pour un seul type d'infractions: les méfaits aux biens publics ou privés (54,3%).

Accidents et infractions relatives à la circulation

Les infractions relatives à la circulation sont présentées en quatre groupes principaux: les infractions au Code criminel en matière de circulation (52 476 en 1983), les infractions au Code de la sécurité routière (483 662 en 1982), les infractions aux règlements municipaux (474 862 en 1983) et les infractions aux règles de stationnement (1 107 981 en 1982).

On dénombre 193 403 accidents de la circulation en 1983, une augmentation de 1,4% par rapport à l'année précédente. Parmi ces accidents, 1 024 sont mortels et 34 666 entraînent des blessures.

Corps policiers

En 1983, l'effectif global des corps policiers du Québec est de 13 253 policiers à temps plein, répartis dans 180 corps de police. Les deux corps principaux, la Sûreté du Québec et le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, comptent respectivement 4 450 et 4 489 policiers, ce qui au total représente 67,5% de l'ensemble. De plus, 537 policiers sont embauchés de façon occasionnelle ou à temps partiel. Par ailleurs, l'effectif de la Gendarmerie royale du Canada oeuvrant au Québec s'élève à 859 policiers.

L'effectif des corps policiers du Québec diminue depuis 1980 (-4,6% entre 1980 et 1983), cette diminution étant observée dans toutes les catégories de corps policiers. Le nombre de corps policiers est aussi en régression au cours de la même période, passant de 191 à 180. En 1983, 73,7% de la population québécoise bénéficie des services de corps de police municipaux. Le nombre de policiers par 1 000 habitants varie selon la région administrative. En 1983, le plus élevé se retrouve dans la région de la Côte-Nord (2,47) et le plus faible au Saguenay — Lac-Saint-Jean (1,56).

En 1982, le nombre de policiers par 1 000 habitants au Québec (2,22) est légèrement supérieur à la moyenne canadienne (2,16), mais inférieur au taux d'encadrement ontarien (2,27). Outre l'Ontario, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest (4,96) et la Saskatchewan (2,51) ont aussi un taux supérieur au Québec.

Les coûts totaux du maintien des corps de police au Québec s'élèvent à 741,2 millions de dollars en 1983, en hausse de 35,9% depuis 1980. Près de 90% de cette somme est consacrée à la rémunération et aux avantages sociaux. Quant aux municipalités qui maintiennent un corps de police, la proportion du budget municipal consacrée à ce titre se situe à 13,8% dans le cas des municipalités de la Communauté urbaine de Montréal, à 11,4% dans celui des autres municipalités comptant 5 000 habitants ou plus et représente 9,1% du budget des municipalités de moins de 5 000 habitants.

Le coût de revient annuel par policier varie entre 44 962 $ pour les corps de police des municipalités comptant moins de 5 000 habitants et 62 154 $ pour la Sûreté du Québec. Les coûts per capita du maintien de l'ensemble des corps policiers varient aussi de façon importante selon le territoire desservi. Ainsi, dans le cas des municipalités de la Communauté urbaine de Montréal, ils s'élèvent à 186,30 $, tandis que dans celui des autres municipalités de 5 000 habitants ou plus qui maintiennent un corps policier, ils sont de 116,70 $. Par ailleurs, ils s'élèvent à 96,08 $ pour les municipalités de moins de 5 000 habitants qui maintiennent un corps policier, alors que dans le cas des municipalités qui n'ont pas de corps de police municipal, leur territoire étant desservi par la Sûreté du Québec uniquement, ces coûts sont de 42,86 $.

Au cours de l'année 1983, la Commission de police du Québec a reçu 287 demandes d'enquête sur des corps policiers du Québec ou sur la conduite de certains de leurs membres. Ce nombre a doublé depuis 1975 alors qu'il s'élevait à 141. Au cours de 1983, la Commission a disposé de 293 plaintes en établissant qu'il y avait lieu de tenir une enquête relativement à 41 d'entre elles seulement.

6

Système judiciaire

Les tableaux 22 et 24 présentent les statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière civile et pénale au cours de 1982 et 1983. On remarque, en 1983, une diminution de 23,6% du nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure en matière civile, ce qui s'explique principalement par l'élévation de 6 000 $ à 10 000 $ du seuil au-delà duquel les causes tombent sous la juridiction de la Cour supérieure. En matière familiale, l'augmentation de 8,4% s'explique en grande partie par l'introduction de la nouvelle procédure de séparation, dite «demande conjointe», rendant plus facile l'exercice de ce recours.

À la Cour provinciale, l'augmentation de 6,3% du nombre de dossiers ouverts résulte principalement de l'élargissement de sa juridiction aux causes s'élevant jusqu'à 10 000 $. À la division des petites créances, on observe une baisse de 10,5% du nombre de dossiers ouverts, malgré l'élévation de 550 $ à 800 $ du seuil maximal déterminant sa juridiction, en septembre 1982.

À la Cour des sessions de la paix, en matière statutaire, l'augmentation de 13% du nombre des dossiers ouverts résulte en bonne partie des procédures entreprises à la suite des grèves du début de 1983 dans les secteurs public et parapublic.

En 1984, le Québec compte 378 juges, dont 48,7% se retrouvent dans la région de Montréal-Métropolitain. Les coûts relatifs aux tribunaux s'élèvent, en 1981-82, à 104,7 millions de dollars, tandis que les coûts des poursuites pénales représentent 11 millions de dollars. Les coûts relatifs aux tribunaux représentent une dépense de 16,27 $ per capita au Québec, ce qui est inférieur à la moyenne canadienne (17,52 $), mais supérieur aux coûts ontariens (14,93 $).

Les statistiques sur les procédures en matière de recours collectif montrent que, depuis la date de la mise en application de la Loi (1979) jusqu'au 31 mars 1984, 112 requêtes d'autorisation ont été produites en Cour supérieure. 19 actions ont été intentées, 7 sont en préparation et 224 demandes d'aide ont été présentées au Fonds d'aide aux recours collectifs.

Services correctionnels et de probation

Les données présentées ici portent principalement sur les activités des services correctionnels et de probation de juridiction québécoise, à savoir ceux qui s'adressent, de façon générale, aux condamnés qui se sont vus imposer des peines inférieures à deux ans. Quant aux services fédéraux au Québec, les principales données sur leurs activités se retrouvent au tableau 38.

Le nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec s'élève à 41 814 en 1983, en baisse de 3,3% par rapport à 1982. Entre 1978 et 1982, ce nombre a cependant connu une hausse de 35,6%. Le nombre de prévenus augmente continuellement entre 1978 et 1983, tandis que le nombre de condamnés augmente jusqu'en 1982, puis diminue en 1983.

Le pourcentage de femmes admises dans les établissements de détention du Québec varie peu au cours de ces années, oscillant entre 5,6% et 5,9%. Par ailleurs, 63,7% des personnes admises en 1983 ont moins de 30 ans: 8,9% ont 18 et 19 ans, 31,9% ont entre 20 et 24 ans, 22,8% ont entre 25 et 29 ans.

Malgré la diminution du nombre d'admissions en 1983, le nombre moyen de détenus présents quotidiennement dans les établissements de détention augmente quand même, car la durée moyenne de séjour passe de 27,5 jours à 29,1 jours. Au cours de la période 1978-1983, le nombre moyen de détenus présents dans les établissements de détention augmente de 40,1%, passant de 2 376,6 à 3 329,8. Cette augmentation globale cache cependant des évolutions différentes de la situation des prévenus et des condamnés: chez les prévenus, la durée moyenne de séjour diminue, passant de 21,3 jours à 16,4 jours, tandis que chez les condamnés, elle passe de 32,5 jours à 37,7 jours.

Le taux d'incarcération au Québec (proportion de la population de 18 ans et plus incarcérée quotidiennement), assez stable entre 1978 et 1980, augmente de façon importante entre 1980 et 1983 (+29,1%). Les infractions à l'origine des condamnations sont très majoritairement reliées à la circulation automobile (47,8% en 1983), tandis que les crimes contre la propriété viennent au deuxième rang (19,5%).

L'examen des nouveaux cas de personnes en surveillance de probation et de libération conditionnelle montre qu'entre 1979 et 1983, les ordonnances de probation augmentent de 54,5% et les libérations conditionnelles de 29,5%. Les sentences de travaux communautaires sont aussi utilisées de plus en plus fréquemment: on en compte 1 200 en 1983, une augmentation de 60% par rapport à l'année précédente.

Le recours aux ressources d'hébergement communautaire pour les détenus connaît une progression très importante au cours des dernières années. Entre 1979 et 1983, la proportion des détenus référés à ce type de ressources d'hébergement communautaire passe de 2,5% à 8,7%. Mis sur pied en 1983, le programme de travaux compensatoires, qui vise une substitution à l'incarcération pour défaut de paiement d'une amende, a vu 2 292 personnes être référées à 1 575 organismes communautaires.

Le coût moyen par jour d'un détenu en établissement de détention s'élève en 1982-83 à 72,48 $, alors qu'en centre résidentiel communautaire, ce coût est de 35,99 $. Par ailleurs, le coût moyen par jour d'un détenu en surveillance de probation est de 1,97 $.

Dans les services correctionnels fédéraux au Québec, le nombre d'admissions s'élève à 1 590 en 1982-83 et le nombre moyen de détenus par jour est de 3 512. Ce dernier est en progression constante depuis 1979-80, ayant augmenté de 17,5% au cours de cette période. Le taux d'admission pour 10 000 adultes est en 1982-83, de 2,5 dans les établissements fédéraux au Québec, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne canadienne (2,2). Dans les établissements provinciaux, ce taux est de 56 au Québec, comparativement à 71 dans l'ensemble du Canada et à 78 en Ontario.

6

Définitions

Services correctionnels et de probation

Admission
Arrivée d'une personne dans un établissement de détention pour être incarcérée en vertu d'un mandat d'incarcération, de renvoi sous garde ou d'autres procédés judiciaires qui permettent à un officier de la justice ou à un agent de la paix d'incarcérer une personne. Une personne dont le statut change ou qui est transférée dans un autre établissement de détention n'est pas réadmise.

Atelier de réinsertion par le travail
Organisme privé à but non lucratif, dont la mission est de favoriser la réinsertion sociale de certains contrevenants en leur procurant un apprentissage à des habitudes de travail leur permettant de s'adapter au marché du travail.

Centre d'hébergement communautaire
Organisme privé à but non lucratif offrant à certains contrevenants le logement, la nourriture et un programme d'activités socio-culturelles, comme mesure de substitution à l'emprisonnement.

Centre résidentiel communautaire (CRC)
Organisme privé à but non lucratif, sélectionnant des résidents parmi une clientèle adulte ayant ou ayant eu des démêlés avec la justice, offrant un hébergement structuré avec un programme défini de réinsertion sociale, incluant le dépannage et constituant soit un support préventif, soit une mesure de substitution à l'emprisonnement, soit une étape de l'exécution de la peine.

Foyer d'accueil
Individu ou famille offrant à certains contrevenants le logement, la nourriture, une relation d'aide et un programme d'activités socio-culturelles, comme moyen de réinsertion sociale.

Libération conditionnelle
Mise en liberté d'une personne pendant une période d'emprisonnement sous certaines conditions déterminées par une commission de libérations conditionnelles; généralement, sont admissibles à une libération conditionnelle les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus et qui ont purgé le tiers de leur peine. Les agents de probation ont la tâche d'assurer la surveillance des personnes ainsi libérées.

Ordonnance de probation avec surveillance
Mesure imposée par le tribunal en vertu de laquelle une personne est soumise à certaines conditions, dont celle de se rapporter à un agent de probation. Celui-ci a la responsabilité d'assumer la surveillance de la personne tout en lui apportant aide et support au besoin et de s'assurer du respect des conditions de l'ordonnance. On utilise aussi le terme «surveillance de probation» pour désigner cette activité.

Personne condamnée
Personne incarcérée dans un établissement de détention du Québec à la suite d'une sentence d'un tribunal.

Personne prévenue
Désigne généralement une personne incarcérée dans un établissement de détention du Québec en attendant l'issue des procédures judiciaires intentées contre elle.

Travaux communautaires
Tâches exécutées bénévolement dans la communauté comme mesure de substitution à l'emprisonnement dans le cadre d'une ordonnance de probation.

Travaux compensatoires
Tâches exécutées bénévolement dans la communauté comme mesure de substitution à l'emprisonnement dans le cas de personnes incapables de payer l'amende imposée par le tribunal en vertu d'une loi du Québec ou d'un règlement municipal.

Notes explicatives

Criminalité et infractions aux règlements de la circulation

Chaque mois les différents corps policiers compilent les statistiques sur les infractions à l'aide de formules uniformes à travers le Canada. Depuis janvier 1974, les policiers déclarent les délits criminels selon 18 catégories, dont 14 relèvent du Code criminel et 4 des autres lois fédérales, provinciales et des règlements municipaux.

Le programme de Déclaration uniforme de la criminalité détermine des modalités particulières d'inscription des données. Selon ce programme, on compile une infraction pour chacune des victimes lorsqu'il s'agit d'enlèvements ou de crimes avec violence, à l'exception des vols qualifiés. Dans tous les autres cas, on enregistre une infraction pour chaque incident distinct, c'est-à-dire qui répond à des caractéristiques propres de lieu, de temps et de circonstances. Par exemple lorsqu'il y a vol lors d'une introduction avec effraction, on déclare seulement l'infraction d'introduction avec effraction. Le programme veut également que, lorsque plusieurs infractions sont commises simultanément, l'on n'enregistre que l'infraction la plus grave.

Dans les cas où une personne est mise en cause en même temps dans plusieurs infractions survenues au cours d'une certaine période, le mode de déclaration utilisé dans le programme de Déclaration uniforme de la criminalité veut que la section «données sur les individus» ne soit remplie qu'une seule fois et ceci en fonction de l'infraction la plus grave. Les données de la section «infractions classées» pour les infractions autres que celle jugée la plus grave sont quand même compilées mais sans les données sur les individus.

Les jeunes, auteurs des délits qui sont signalés aux directeurs de la protection de la jeunesse, sont répartis dans les classes «garçons» et «filles». Seuls les cas déjudiciarisés au niveau des services de police sont classés sous le titre «aucune inculpation».

Formule «C»
La formule «C» est utilisée pour rapporter les infractions relatives au Code criminel, à la Loi sur les aliments et drogues, et à la Loi sur les stupéfiants, aux autres lois fédérales, aux lois provinciales et aux règlements municipaux (sauf les infractions concernant la circulation). Il est à noter qu'en 1983, la formule «C» a subi des modifications au niveau des infractions d'ordre sexuel, des infractions de voies de fait et des infractions d'enlèvement, à la suite des changements apportés à certains articles du Code criminel entrés en vigueur le 4 janvier 1983.

Formule «T»
La formule «T» est utilisée pour faire état de l'application des règlements de la circulation. Elle indique également le nombre d'accidents de la circulation et le nombre de personnes tuées ou blessées lors de tels accidents.

Nombre de solutions
Le nombre de solutions consiste en la somme des infractions classées «Par mise en accusation» et des infractions classées «Sans mise en accusation».

Pourcentage de solutions
Le pourcentage de solutions se calcule par rapport au nombre réel d'infractions. Il importe de noter que la solution d'une affaire étant compilée au moment où elle se produit, il est possible d'observer des pourcentages de solutions supérieurs à 100%, pour une année donnée.

6

Tableau 1

Infractions[1] au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation) et indice comparatif, Québec, 1980-1983

Catégorie d'infractions	1980		1981	
	Infractions	Indice comparatif	Infractions	Indice comparatif
	n	1974 = 100	n	1974 = 100
Crimes avec violence[2]	**31 124**	**132,9**	**33 032**	**141,0**
Homicides	176	96,7	177	97,3
Tentatives de meurtre	265	123,3	312	145,1
Infractions d'ordre sexuel[3]	2 901	93,9	2 943	95,3
Voies de fait[3]	14 715	121,3	15 908	131,1
Vols qualifiés	13 067	167,4	13 692	175,4
Crimes contre la propriété	**304 422**	**151,9**	**320 885**	**160,1**
Introductions avec effraction	118 884	170,8	119 479	171,7
Vols de véhicule à moteur	27 904	124,0	29 088	129,3
Vols de plus de 200 $	62 032	265,5	71 175	304,7
Vols de 200 $ ou moins	95 602	112,5	101 143	119,0
Autres crimes	**105 837**	**154,5**	**113 926**	**166,3**
Possession de biens volés (recel)	2 133	194,4	2 201	200,6
Fraudes	16 341	133,3	20 178	164,6
Prostitution	131	22,8	78	13,6
Jeux et paris	398	64,1	215	34,6
Possession d'armes offensives	1 439	134,2	1 511	141,0
Méfaits aux biens publics ou privés	62 061	191,2	65 594	202,1
Autres	23 334	114,3	24 149	118,3
Infractions aux lois et aux règlements	**34 691**	**64,2**	**35 330**	**65,4**
Lois fédérales sur les drogues	4 134	105,4	5 101	130,1
Autres lois fédérales	673	66,3	549	54,1
Lois provinciales	5 155	63,8	3 995	49,4
Règlements municipaux	24 729	60,3	25 694	62,7
Total	**476 074**	**137,4**	**503 182**	**145,3**

1. Infractions déclarées par les services de police municipaux et la Sûreté du Québec.
2. Pour 1983, comprend les données sur les enlèvements selon les modifications apportées au Code criminel en janvier 1983.
3. Pour 1983, selon les modifications apportées au Code criminel en janvier 1983.

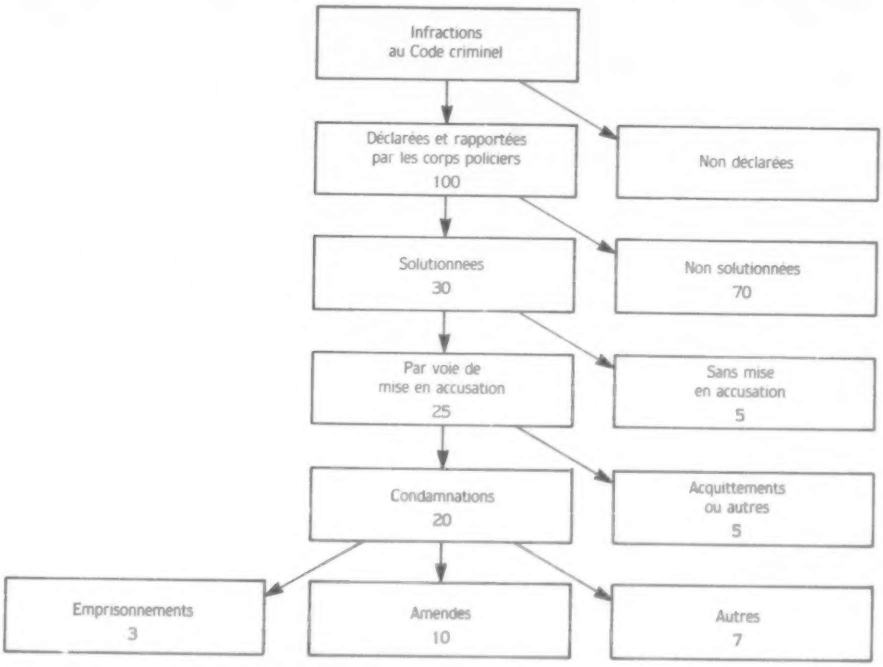
Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983. Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Catégorie d'infractions	1982		1983	
	Infractions	Indice comparatif	Infractions	Indice comparatif
	n	1974 = 100	n	1974 = 100
Crimes avec violence[2]	**31 542**	**134.6**	**29 324**	**125.2**
Homicides	189	103.8	184	101.1
Tentatives de meurtre	288	133.9	294	136.7
Infractions d'ordre sexuel[3]	2 698	87.3	997	. . .
Voies de fait[3]	15 202	125.3	17 005	. . .
Vols qualifiés	13 165	168.6	10 747	137.7
Crimes contre la propriété	**310 740**	**155.0**	**287 373**	**143.4**
Introductions avec effraction	111 318	159.9	105 525	151.6
Vols de véhicule à moteur	24 586	109.3	21 482	95.5
Vols de plus de 200 $	72 642	311.0	66 523	284.8
Vols de 200 $ ou moins	102 194	120.2	93 843	110.4
Autres crimes	**108 641**	**158.6**	**108 186**	**157.9**
Possession de biens volés (recel)	1 837	167.5	2 213	203.7
Fraudes	22 399	182.7	23 786	194.1
Prostitution	115	20.0	178	31.0
Jeux et paris	186	29.9	231	37.2
Possession d'armes offensives	1 387	129.4	1 479	138.0
Méfaits aux biens publics ou privés	59 398	183.0	55 388	170.6
Autres	23 319	114.2	24 911	122.0
Infractions aux lois et aux règlements	**33 666**	**62.3**	**34 314**	**63.5**
Lois fédérales sur les drogues	5 129	130.8	5 233	133.4
Autres lois fédérales	711	70.0	822	81.0
Lois provinciales	5 066	62.7	5 887	72.8
Règlements municipaux	22 760	55.5	22 372	54.6
Total	**484 589**	**139.9**	**459 197**	**132.6**

6

Figure 1

Principales étapes du processus pénal relatives aux infractions au Code criminel, Québec



Les statistiques disponibles ne permettent pas de quantifier l'ensemble des infractions commises; selon certaines estimations, moins de 50% des infractions commises sont déclarées aux corps policiers.

Environ 30% des infractions rapportées sont solutionnees, soit par voie de mise en accusation (pour 25% des infractions rapportées) ou autrement (classées sans mise en accusation).

Environ 20% des infractions rapportées conduisent à une condamnation; dans la majorité des cas (50%), la condamnation est une amende.

Environ 3% des infractions au Code criminel rapportées par les corps policiers entrainent l'emprisonnement.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Rapport annuel 1979*.

Tableau 2

Infractions[1] et affaires solutionnées par catégorie d'infractions au Code criminel, aux lois et règlements, Québec, 1982 et 1983

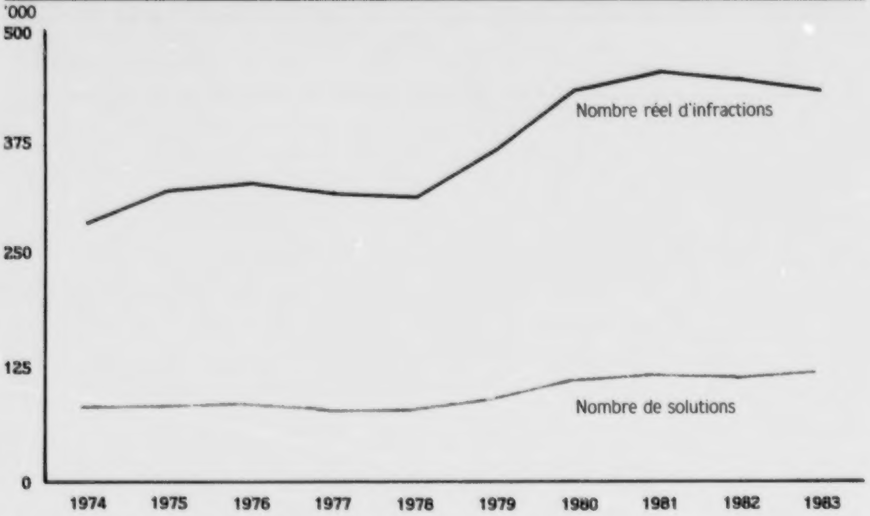
Catégorie d'infractions	Infractions		Affaires solutionnées		Pourcentage de solutions		
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1983/1982
	n				%		Δ[2]
Infractions au Code criminel	**452 936**	**426 597**	**111 969**	**119 097**	**24.72**	**27.92**	**3.20**
Crimes avec violence	31 549	29 328	15 812	16 072	50.12	54.80	4.68
Homicides	189	184	141	128	74.60	69.57	5.03
Tentatives de meurtre	288	294	235	213	81.60	72.45	9.15
Infractions d'ordre sexuel[3]	2 698	997	1 377	673	51.04	67.50	. . .
Voies de faits[3]	15 208	17 009	10 863	12 509	71.43	73.54	. . .
Vols qualifiés	13 166	10 747	3 196	2 499	24.27	23.25	1.02
Enlèvements[3]	. . .	97	. . .	50	. . .	51.55	
Crimes contre la propriété	310 766	287 391	54 889	57 189	17.66	19.90	2.24
Introductions avec effraction	111 320	105 526	20 550	20 959	18.46	19.86	1.40
Vols de véhicule à moteur	24 586	21 485	4 117	3 821	16.75	17.78	1.03
Vols de plus de 200 $	72 660	66 535	6 552	6 977	9.02	10.49	1.47
Vols de 200 $ ou moins	102 200	93 845	23 670	25 432	23.16	27.10	3.94
Autres crimes	110 621	109 878	41 268	45 836	37.31	41.72	4.41
Possession de biens volés (recel)	1 839	2 216	1 703	2 154	92.60	97.20	4.60
Fraudes	22 922	24 290	14 366	16 641	62.67	68.51	5.84
Prostitution	117	178	110	176	94.02	98.88	4.86
Jeux et paris	188	231	187	183	99.47	79.22	20.25
Possession d'armes offensives	1 392	1 482	1 197	1 313	85.99	88.60	2.61
Méfaits aux biens publics ou privés	59 403	55 457	8 245	8 204	13.88	14.79	0.91
Autres infractions au Code criminel	24 760	26 024	15 460	17 165	62.44	65.96	3.52
Infractions aux lois et règlements	**49 912**	**53 666**	**42 149**	**41 194**	**84.45**	**76.76**	**7.69**
Lois fédérales sur les drogues	8 997	8 265	6 432	7 241	71.49	87.61	16.12
Autres lois fédérales	13 085	17 126	10 865	10 175	83.03	59.41	23.62
Lois provinciales	5 070	5 903	4 884	5 372	96.33	91.00	5.33
Règlements municipaux	22 760	22 372	19 968	18 406	87.73	82.27	– 5.46
Total	**502 848**	**480 263**	**154 118**	**160 291**	**30.65**	**33.38**	**2.73**

1. Déclarées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.
2. Points de pourcentage.
3. Selon les changements du Code criminel depuis le 4 janvier 1983.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Figure 2

Infractions[1] au Code criminel (sauf circulation) et nombre de solutions, Québec, 1974-1983



1. Déclarées par les services de police municipaux et la Sûreté du Québec.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 3

Infractions[1] au Code criminel (sauf circulation) et taux par 1 000 habitants, par région administrative, Québec, 1980-1983

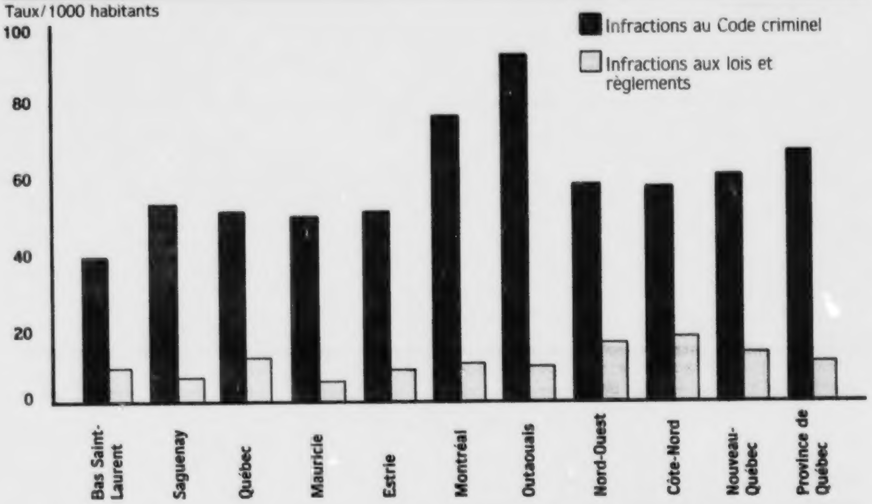
Région administrative	Infractions au Code criminel							
	1980		1981		1982		1983	
	n	Taux 1 000 h	n	Taux 1 000 h	n	Taux 1 000 h	n	Taux 1 000 h
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	6 317	27.71	7 825	34.45	8 539	36.49	8 934	38.08
Saguenay — Lac-Saint-Jean	15 534	53.14	16 325	55.75	15 683	52.13	15 721	52.01
Québec	53 316	52.54	55 563	54.09	52 319	50.69	51 693	49.72
Trois-Rivières	20 914	48.91	22 288	52.10	22 761	51.56	21 812	48.85
Estrie	11 893	51.86	12 052	52.09	11 722	49.02	11 965	49.99
Montréal	292 769	72.82	311 793	86.42	299 282	82.41	274 336	75.53
Outaouais	23 748	85.80	24 926	90.12	24 445	89.32	24 428	89.42
Abitibi-Témiscamingue	8 807	58.55	9 149	61.77	8 754	57.18	8 597	55.94
Côte-Nord	6 819	57.84	6 711	57.92	6 304	54.75	6 304	55.72
Nouveau-Québec	1 266	45.63	1 211	51.06	1 114	63.38	1 093	60.68
Québec	**441 383**	**69.29**	**467 843**	**73.35**	**450 923**	**70.04**	**424 883**	**65.85**

1. Déclarées par les services de police municipaux et la Sûreté du Québec.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Figure 3

Taux d'infractions[1] au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation), pour 1000 habitants, par région administrative, Québec, 1983



1. Déclarées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source: Tableau 5.

Tableau 4

Infractions[1] au Code criminel (sauf circulation) et taux pour 1 000 habitants, par municipalité de plus de 50 000 habitants, Québec, 1983

Municipalité	Infractions au Code criminel		
	n	Taux pour 1 000 h	Rang
Beauport	3 627	58,98	14
Brossard	3 731	70,40	10
Charlesbourg	4 004	58,03	15
Chicoutimi	3 981	66,24	11
Gatineau	7 055	93,82	5
Hull	8 490	153,53	1
Jonquière	4 476	74,48	9
Laval	17 343	64,02	12
Longueuil	12 956	104,06	4
Montréal (CUM)	159 738	91,88	6
Québec	19 177	115,18	2
Sainte-Foy	7 026	90,42	7
Saint-Hubert	4 093	60,73	13
Sherbrooke	6 541	77,87	8
Trois-Rivières	5 678	112,44	3

1. Déclarées par les services de police municipaux.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec*.

Tableau 5

Taux d'infractions[1] au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation) pour 1 000 habitants et pourcentage de solutions, par région administrative, Québec, 1983

Région administrative	Infractions au Code criminel				
	Crimes avec violence	Crimes contre la propriété	Autres crimes	Total	Pourcentage de solutions
	Taux pour 1 000 habitants				%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	3,24	21,60	14,17	39,01	49,40
Saguenay — Lac-Saint-Jean	2,91	39,92	9,31	52,14	25,57
Québec	2,97	33,84	13,28	50,09	32,68
Trois-Rivières	2,60	32,73	13,56	48,89	35,86
Estrie	2,24	34,04	13,80	50,08	31,78
Montréal	5,66	50,96	19,18	75,80	24,84
Outaouais	4,70	61,81	22,96	89,47	27,00
Abitibi-Témiscamingue	3,51	35,44	17,05	56,00	45,35
Côte-Nord	3,00	38,25	14,55	55,80	36,99
Nouveau-Québec	8,94	31,81	19,93	60,68	61,02
Québec	4,55	44,54	17,03	66,12	27,92

1. Déclarées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique, *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 6

Infractions au Code criminel (sauf circulation) et taux pour 1 000 habitants, par province, Canada, 1982 et 1983

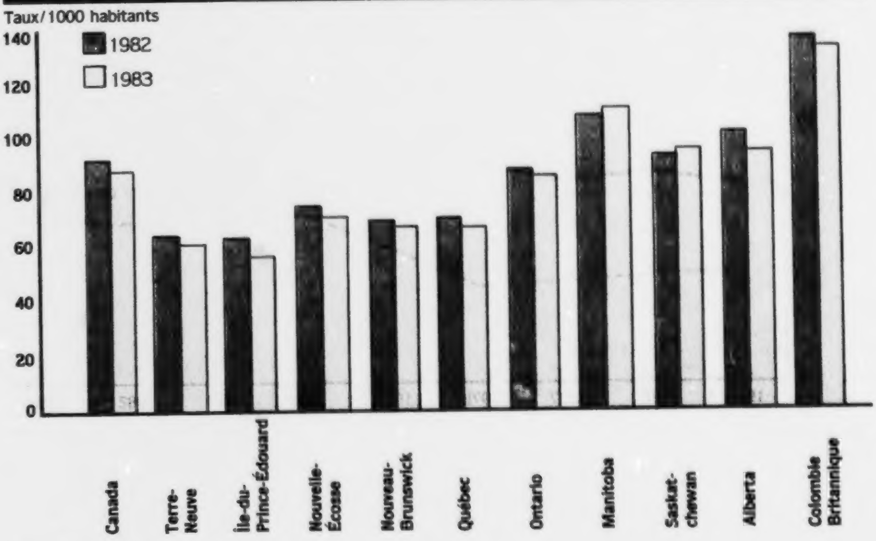
Province	Infractions		Taux pour 1 000 habitants	
	1983	1983/1982	1982	1983
	n	Δ%	‰	
Terre-Neuve	35 150	−1,3	62,67	60,82
Île-du-Prince-Édouard	6 993	−7,4	61,52	56,40
Nouvelle-Écosse	61 665	−4,6	75,89	71,76
Nouveau-Brunswick	48 241	−1,5	70,10	68,26
Québec	429 385	−6,1	70,58	65,84
Ontario	745 812	−2,4	87,71	84,60
Manitoba	114 027	3,5	106,54	108,89
Saskatchewan	93 769	3,3	92,72	94,46
Alberta	219 026	−5,1	99,56	93,20
Colombie Britannique	375 220	−1,0	135,83	132,87
Canada[1]	2 143 256	−2,7	89,46	86,11

1. Comprend les données du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, *Statistique de la criminalité et de l'application des règlements de la circulation* (85-205).

Région administrative	Infractions aux lois et aux règlements					
	Lois fédérales sur les drogues	Autres lois fédérales	Lois provinciales	Règlements municipaux	Total	Pourcentage de solutions
	Taux pour 1 000 habitants					%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1,65	3,77	0,75	0,92	7,09	92,67
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1,33	1,87	1,29	0,82	5,31	97,01
Québec	1,45	1,89	0,48	6,35	10,17	81,47
Trois-Rivières	1,14	0,98	0,56	1,80	4,48	94,76
Estrie	0,93	2,13	0,57	3,88	7,51	95,27
Montréal	1,18	3,29	1,11	2,65	8,23	72,02
Outaouais	1,56	0,72	0,60	4,73	7,61	93,89
Abitibi-Témiscamingue	1,28	1,41	0,59	10,28	13,56	37,14
Côte-Nord	2,68	2,36	1,38	9,31	15,73	82,63
Nouveau-Québec	2,11	7,22	0,06	1,94	11,33	77,45
Québec	1,28	2,65	0,91	3,47	8,31	76,76

Figure 4
Taux d'infractions au Code criminel pour 1000 habitants, par province, Canada, 1982 et 1983



Source: Tableau 6.

Tableau 7

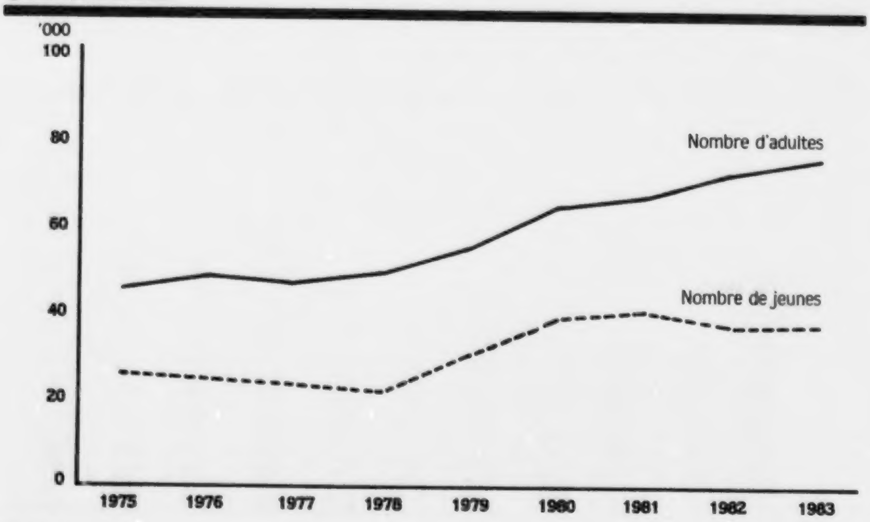
Taux d'infractions aux lois et aux règlements (sauf circulation) pour 1 000 habitants, par province, Canada, 1983

Province	Lois fédérales sur les drogues		Autres lois fédérales		Lois provinciales		Règlements municipaux	
	Taux pour 1 000 h	Rang	Taux pour 1 000 h	Rang	Taux pour 1 000 h	Rang	Taux pour 1 000 h	Rang
Terre-Neuve	1,18	10	1,18	10	13,78	8	0,35	10
Île-du-Prince-Édouard	2,72	3	2,75	3	35,81	2	0,50	9
Nouvelle-Écosse	2,32	5	2,17	5	27,54	4	1,81	7
Nouveau-Brunswick	2,03	7	1,30	9	15,98	6	1,12	8
Québec	1,27	9	1,45	7	1,04	10	3,42	4
Ontario	2,03	7	1,32	8	20,22	5	2,97	6
Manitoba	2,05	6	3,40	2	15,01	7	3,63	3
Saskatchewan	2,34	4	2,25	4	32,89	3	3,42	4
Alberta	2,83	2	4,12	1	38,34	1	4,62	2
Colombie Britannique	4,47	1	1,75	6	9,28	9	7,41	1
Canada	2,20	—	1,84	—	16,43	—	3,63	—

Source: Statistique Canada. *Statistique de la criminalité et de l'application des Règlements de la circulation* (85-205).

Figure 5

Contrevenants, jeunes et adultes, au Code criminel (sauf circulation), Québec, 1975-1983



Source: Tableau 8.

Tableau 8

Contrevenants[1], jeunes et adultes, au Code criminel (sauf circulation), Québec, 1975-1983

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					n				
Adultes	46 912	49 205	48 450	49 659	55 784	64 364	68 724	72 784	76 115
Jeunes	26 266	26 025	25 086	24 346	31 774	40 668	41 675	38 027	38 295
Total	73 178	75 230	73 536	74 005	87 558	105 032	110 399	110 811	114 410

1. Déclarés par les services de police municipaux et la Sûreté du Québec.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983. Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 9

Contrevenants[1], jeunes et adultes, au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation), selon le sexe et la catégorie d'infraction, Québec, 1983

Catégorie d'infraction	Contrevenants					Pourcentage de jeunes
	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Aucune inculpation	
			n			%
Infractions au Code criminel	66 672	9 668	27 694	2 377	8 226	33.41
Crimes avec violence	10 048	7 450	1 379	122	556	16.01
Homicides	104	19	3	—	1	3.15
Tentatives de meurtre	174	20	17	—	—	8.06
Infractions d'ordre sexuel[2]	462	9	44	4	17	12.13
Voies de fait[2]	7 205	573	770	90	448	14.40
Vols qualifiés	2 086	121	545	28	89	23.07
Enlèvements[2]	17	3	—	—	1	4.76
Crimes contre la propriété	31 230	5 789	21 805	1 928	5 050	43.74
Introductions avec effraction	13 585	377	11 828	548	1 122	49.16
Vols de véhicules à moteur	2 268	82	1 634	45	201	44.44
Vols de plus de 200 $	4 364	577	1 730	112	344	30.67
Vols de 200 $ ou moins	11 013	4 753	6 613	1 223	3 383	41.57
Autres crimes	25 394	3 134	4 510	327	2 620	20.72
Possession de biens volés (recel)	1 655	192	300	15	65	17.06
Fraudes	6 458	1 389	346	75	124	6.49
Prostitution	91	128	5	5	1	4.78
Jeux et paris	636	62	3	1	—	0.57
Possession d'armes offensives	1 052	54	142	3	51	15.05
Méfaits aux biens publics ou privés	3 687	191	2 700	122	1 781	54.27
Autres infractions au Code criminel	11 815	1 118	1 014	106	598	11.73
Infractions aux lois et aux règlements	25 648	4 203	2 686	1 832	859	15.26
Lois fédérales sur les drogues	5 333	658	505	64	179	11.10
Autres lois fédérales	3 088	357	40	37	17	2.66
Lois provinciales	3 727	978	1 238	1 548	179	38.66
Règlements municipaux	13 500	2 210	903	183	484	9.09
Total	92 320	13 871	30 380	4 209	9 085	29.14

1. Déclarés par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.
2. Selon les changements depuis le 4 janvier 1983.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983. Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 10

Infractions[1] au Code criminel (circulation) et taux pour 1 000 habitants, par région administrative, Québec, 1982 et 1983

Région administrative	Négligence criminelle			Délit de fuite		
	1982	1983	1983	1982	1983	1983
	n		Taux pour 1 000 h	n		Taux pour 1 000 h
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	3	11	0,05	337	408	1,74
Saguenay — Lac-Saint-Jean	2	10	0,03	727	633	2,09
Québec	36	60	0,06	2 367	1 583	1,52
Trois-Rivières	2	8	0,02	1 042	1 030	2,31
Estrie	47	10	0,04	686	326	1,36
Montréal	56	45	0,01	24 041	20 071	5,53
Outaouais	13	12	0,04	373	391	1,43
Abitibi-Témiscamingue	9	5	0,03	543	500	3,25
Côte-Nord	5	2	0,02	126	199	1,76
Nouveau-Québec	1	-	-	1	31	1,72
Québec	174	163	0,03	30 243	25 172	3,90

1. Déclarées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source: Ministère de la Justice du Quéec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 11

Nombre d'infractions[1] au Code de la sécurité routière et taux pour 1 000 habitants, par région administrative, Québec, 1982

Région administrative	Infractions au Code de la sécurité routière			
	Défaut de remplir les devoirs du conducteur		Conduite sans la prudence et le soin requis	
	n	Taux pour 1 000 h	n	Taux pour 1 000 h
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	57	0,24	118	0,50
Saguenay — Lac-Saint-Jean	180	0,60	93	0,31
Québec	799	0,77	480	0,47
Trois-Rivières	286	0,65	132	0,30
Estrie	148	0,62	58	0,24
Montréal	4 114	1,13	938	0,26
Outaouais	824	3,01	272	0,99
Abitibi-Témiscamingue	82	0,54	116	0,76
Côte-Nord	94	0,82	46	0,40
Nouveau-Québec	50	2,84	—	—
Québec	6 634	1,03	2 253	0,35

1. Déclarées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Région administrative	Conduite dangereuse			Autres infractions		
	1982	1983	1983	1982	1983	1983
	n		Taux pour 1 000 h	n		Taux pour 1 000 h
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	13	9	0.04	1 538	1 918	8.18
Saguenay — Lac-Saint-Jean	9	11	0.04	1 134	1 259	4.17
Québec	60	61	0.06	5 185	6 462	6.21
Trois-Rivieres	15	20	0.04	1 779	1 814	4.06
Estrie	13	11	0.05	1 157	1 227	5.13
Montréal	115	109	0.03	10 174	10 579	2.91
Outaouais	26	43	0.16	1 382	1 637	5.99
Abitibi-Témiscamingue	17	23	0.15	959	1 135	7.38
Côte-Nord	6	8	0.07	837	761	6.73
Nouveau-Quebec	2	1	0.06	40	53	2.94
Québec	**276**	**296**	**0.05**	**24 185**	**26 845**	**4.16**

Région administrative	Infractions au Code de la sécurité routière			
	Conduite malgré la suspension ou l'annulation du permis		Autres infractions au Code de la sécurité routière	
	n	Taux pour 1 000 h	n	Taux pour 1 000 h
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	180	0.77	13 059	55.81
Saguenay — Lac-Saint-Jean	172	0.57	14 234	47.32
Québec	470	0.46	89 679	86.89
Trois-Rivières	281	0.64	35 565	80.57
Estrie	108	0.45	22 001	92.00
Montréal	2 358	0.65	240 098	66.12
Outaouais	231	0.84	24 932	91.10
Abitibi-Témiscamingue	288	1.88	19 889	129.92
Côte-Nord	81	0.70	10 301	89.45
Nouveau-Québec	4	0.23	849	48.30
Québec	**4 173**	**0.65**	**470 602**	**73.09**

Tableau 12

Nombre d'infractions[1] aux règlements municipaux (circulation) et aux règles de stationnement, par région administrative, Québec, 1982 et 1983

Région administrative	Infractions				
	Aux règlements municipaux			Aux règles de stationnement	
	1982	1983	1983/1982	1982	1983[2]
	n		Δ%	n	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1 216	1 271	4,52	6 585	4 972
Saguenay — Lac-Saint-Jean	13 364	11 467	-14,19	27 178	30 064
Québec	32 881	29 385	-10,63	201 106	87 891
Trois-Rivières	22 478	17 632	21,56	81 458	55 426
Estrie	8 635	8 709	0,86	46 954	42 767
Montréal	413 881	382 617	-7,55	585 409	529 910
Outaouais	30 671	17 36[illegible]	-43,40	75 811	74 340
Abitibi-Témiscamingue	5 459	4 145	-24,07	75 877	55 503
Côte-Nord	4 147	2 231	-46,20	7 555	6 353
Nouveau-Québec	57	44	-22,81	48	29
Québec	**532 789**	**474 862**	**-10,87**	**1 107 981**	**887 255**

1. Déclarées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.
2. Ne comprend pas les données de la Sûreté du Québec, lesquelles ne sont pas disponibles.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 13

Nombre d'accidents de la circulation[1], par région administrative, Québec, 1982 et 1983

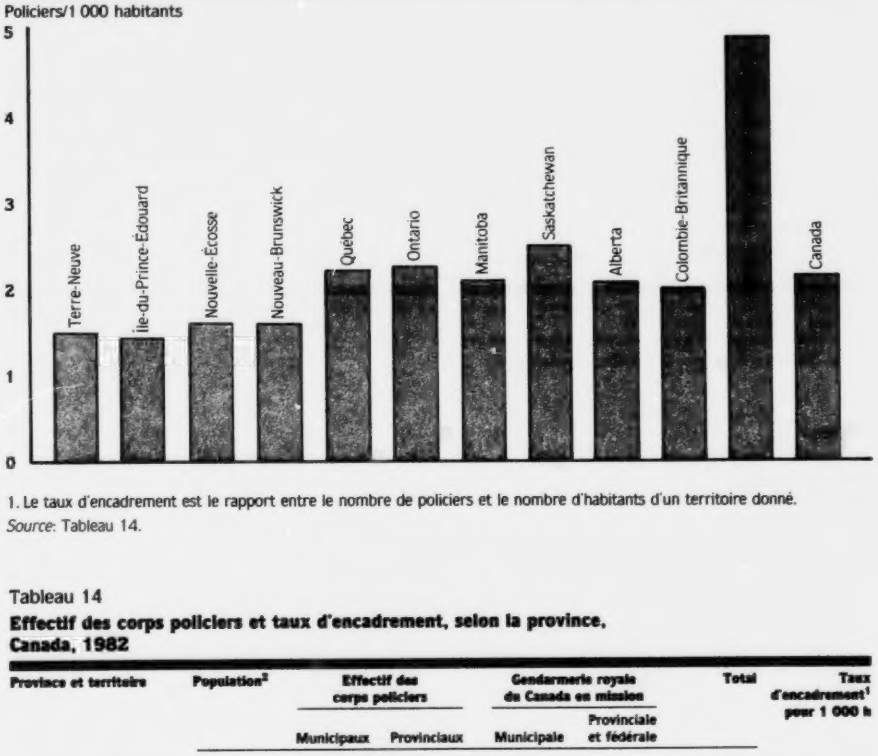
Région administrative	Total		Accidents					
			Mortels		Corporels		Avec dommages	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	5 819	5 366	74	60	994	1 120	4 751	4 186
Saguenay — Lac-Saint-Jean	10 081	10 500	61	77	1 440	1 576	8 580	8 847
Québec	27 737	29 357	179	195	4 347	4 732	23 211	24 430
Trois-Rivières	12 652	13 251	81	92	1 960	2 348	10 611	10 811
Estrie	7 004	7 273	50	58	987	1 128	5 967	6 087
Montréal	108 107	108 030	410	440	19 638	20 711	88 059	86 879
Outaouais	10 844	11 172	61	48	1 665	1 829	9 118	9 295
Abitibi-Témiscamingue	4 599	4 683	38	31	609	689	3 952	3 963
Côte-Nord	3 459	3 488	12	23	468	481	2 979	2 984
Nouveau-Québec	402	283	6	—	57	52	339	231
Québec	**190 704**	**193 403**	**972**	**1 024**	**32 165**	**34 666**	**157 567**	**157 713**

1. Déclarés par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la sécurité publique. *Statistiques 1983, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Figure 6

Taux d'encadrement[1] par les corps policiers selon la province, Canada, 1982



1. Le taux d'encadrement est le rapport entre le nombre de policiers et le nombre d'habitants d'un territoire donné.

Source: Tableau 14.

Tableau 14

Effectif des corps policiers et taux d'encadrement, selon la province, Canada, 1982

Province et territoire	Population[2]	Effectif des corps policiers		Gendarmerie royale du Canada en mission		Total	Taux d'encadrement[1] pour 1 000 h
		Municipaux	Provinciaux	Municipale	Provinciale et fédérale		
	n						
Terre-Neuve	567 681	262	—	46	561	869	1,53
Île-du-Prince-Édouard	122 506	59	—	12	111	182	1,49
Nouvelle-Écosse	847 442	724	—	60	611	1 395	1,65
Nouveau-Brunswick	696 403	665	—	72	414	1 151	1,65
Québec	6 438 403	8 933	4 518	—	859	14 310	2,22
Ontario	8 625 107	13 034	4 203	—	2 300	19 537	2,27
Manitoba	1 026 241	1 157	—	165	795	2 117	2,06
Saskatchewan	968 313	820	—	212	1 394	2 426	2,51
Alberta	2 237 724	2 601	—	553	1 502	4 656	2,08
Colombie Britannique	2 744 467	1 736	—	1 826	2 027	5 589	2,04
Yukon — Territoires du Nord-Ouest	68 894	—	—	—	342	342	4,96
Canada	**24 343 181**	**29 991**	**8 721**	**2 946**	**10 916**	**52 574**	**2,16**

1. Le taux d'encadrement est le nombre de policiers par 1 000 habitants d'un territoire donné.
2. Selon le Recensement du Canada, 1981.

Source: Commission de police du Québec. *Rapport annuel 1983*.

Tableau 15

Corps policiers de juridiction québécoise et effectif[1] selon la catégorie, Québec, 1980-1983

	Corps policiers			
	1980	1981	1982	1983
	n			
Sûreté du Québec	1	1	1	1
Corps policiers des municipalités				
5 000 habitants et plus[2]	121	118	119	118
Moins de 5 000 habitants	69	67	66	61
Policiers embauchés à temps partiel ou de façon occasionnelle par les municipalités[3]				
5 000 habitants et plus	...	...	...	...
Moins de 5 000 habitants	...	...	...	...
Total	**191**	**186**	**186**	**180**

1. Ce tableau ne comprend pas l'effectif de la Gendarmerie royale du Canada affecté au Québec qui compte 589 policiers en 1983.
2. Incluant le Service de police de la CUM.
3. Il s'agit ici de municipalités qui ne maintiennent pas de service de police.

Source: Commission de police du Québec. *Rapport annuel 1983.*

Tableau 16

Répartition de l'effectif des corps policiers et taux d'encadrement, par région administrative, Québec, 1983

Région administrative	Population	
	de la région[2]	protégée par des policiers municipaux
	n	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	234 106	60 853
Saguenay — Lac-Saint-Jean	301 132	228 087
Québec	1 032 310	586 419
Trois-Rivières	441 177	241 948
Estrie	239 235	159 992
Montréal	3 630 925	3 121 023
Outaouais	273 694	187 523
Abitibi-Témiscamingue	153 083	78 952
Côte-Nord	115 163	75 132
Nouveau-Québec	17 578	6 732
Québec	**6 438 403**	**4 746 661**

1. Le taux d'encadrement est le nombre de policiers par 1 000 habitants d'un territoire donné.
2. Population au 1er janvier 1983 reconnue valide par décret du gouvernement, numéro 2948.82, adopté le 15 décembre 1982.
3. Incluant 384 policiers du grand quartier général de la Sûreté du Québec à Montréal.
4. Incluant 62 policiers de la Sûreté du Québec affectés à des fonctions temporaires.

Source: Commission de police du Québec. *Rapport annuel 1983.*

	Effectif							
	À temps plein				À temps partiel ou occasionnel			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
	n							
Sûreté du Québec	4 585	4 571	4 518	4 450	—	—	—	—
Corps policiers des municipalités								
5 000 habitants et plus[2]	8 938	8 843	8 648	8 557	309	209	214	290
Moins de 5 000 habitants	367	306	285	246	38	85	77	77
Policiers embauchés à temps partiel ou de façon occasionnelle par les municipalités[3]								
5 000 habitants et plus	...	...	...	...	41	22	14	2
Moins de 5 000 habitants	...	...	...	...	331	275	165	168
Total	13 890	13 720	13 451	13 253	719	591	470	537

Région administrative	Effectif						Taux d'encadrement[1] de la région pour 1 000 h
	Corps policiers municipaux	Policiers municipaux permanents	Taux d'encadrement[1] pour 1 000 h	Postes de la Sûreté du Québec	Policiers de la Sûreté du Québec	Total	
	n			n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	6	79	1,30	11	295	374	1,60
Saguenay — Lac-Saint-Jean	14	277	1,21	6	192	469	1,56
Québec	27	901	1,54	22	937	1 838	1,78
Trois-Rivières	14	385	1,59	9	308	693	1,57
Estrie	12	239	1,49	6	202	441	1,84
Montréal	81	6 339	2,03	25	1 810[3]	8 149	2,24
Outaouais	9	316	1,69	8	266	582	2,13
Abitibi-Témiscamingue	8	104	1,32	8	217	321	2,10
Côte-Nord	6	134	1,78	8	151	285	2,47
Nouveau-Québec	2	29	4,31	3	10	39	2,22
Québec	179	8 803	1,85	106	4 450[4]	13 253[4]	2,06

Tableau 17

Coûts du maintien des corps policiers, selon la catégorie, Québec, 1980-1983

Catégorie	Budgets municipaux	Coûts du maintien des corps policiers				Budget municipal consacré à la police
	1983	1980	1981	1982	1983	1983
	'000 $					%
Sûreté du Québec	...	205 859.2	227 523.1	251 359.1	276 584.5	...
Service de police de la CUM	1 832 784.6[1]	199 940.8	219 431.6	240 898.0[1]	252 151.0[1]	13.76
Corps policiers des municipalités						
5 000 habitants et plus[2]	1 777 995.1	131 039.0	169 318.5	193 329.7	202 265.1	11.38
Moins de 5 000 habitants[3]	110 151.6	8 219.0	9 580.1	10 416.0	10 071.6	9.14
Embauche de policiers à temps partiel ou de façon occasionnelle par les municipalités[4]						
5 000 habitants et plus	5 099.4	46.4	67.5	31.1	54.1	1.06
Moins de 5 000 habitants	14 832.5	193.4	199.6	148.7	68.9	0.46
Total	3 740 863.3	545 297.7	626 120.3	696 182.6	741 195.2	...

1. Coûts estimés.
2. Excluant le service de police de la CUM.
3. Municipalité de la Baie-James exclue afin de ne pas fausser la donnée.
4. Il s'agit ici de municipalités qui ne maintiennent pas de service de police.

Source: Commission de police du Québec. *Rapport annuel 1983.*

Tableau 18

Coûts du maintien des corps policiers selon la catégorie de dépenses et part relative de chaque catégorie, Québec, 1983

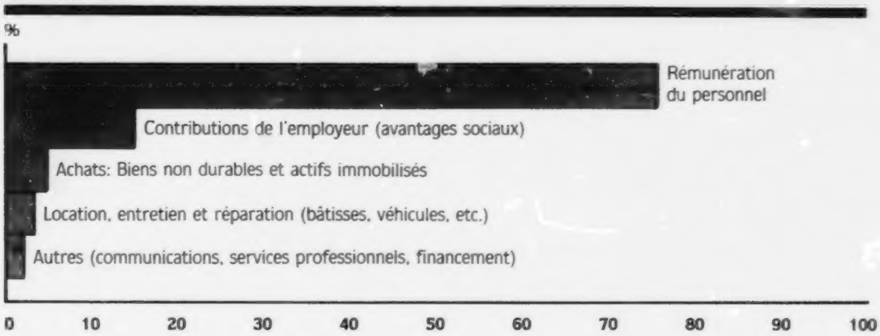
Catégorie	Rémunération du personnel		Avantages sociaux[1]		Biens non durables et actifs immobilisés	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Sûreté du Québec	197 368	71.4	45 184	16.3	14 838	5.4
Service de police de la CUM	187 450	74.3	42 932	17.0	9 483	3.8
Corps policiers des municipalités						
5 000 habitants et plus[4]	161 370	79.8	20 285	10.0	9 009	4.4
Moins de 5 000 habitants	7 610	75.6	731	7.3	488	4.8
Total	553 797	74.7	109 132	14.7	33 818	4.6

1. Contributions de l'employeur.
2. Bâtisses, véhicules, etc.
3. Communications, services professionnels, financement.
4. Excluant le Service de police de la CUM.

Source: Commission de police du Québec. *Rapport annuel 1983.*

Figure 7

Coûts du maintien des corps policiers, selon la catégorie de dépenses, Québec, 1983



Source: Tableau 18.

Catégorie	Location, entretien et réparations[2]		Autres[3]		Total
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $
Sûreté du Québec	9 978	3,6	9 216	3,3	276 585
Service de police de la CUM	8 887	3,5	3 399	1,4	252 151
Corps policiers des municipalités					
5 000 habitants et plus[4]	5 621	2,8	5 980	3,0	202 265
Moins de 5 000 habitants	545	5,4	697	6,9	10 072
Total	25 032	3,4	19 293	2,6	741 072

Tableau 19

Coût de revient annuel par policier selon la catégorie de corps policiers, Québec, 1980-1983

Catégorie	Coût de revient par policier[1]			
	1980	1981	1982	1983
		$		
Sûreté du Québec	44 898	49 775	55 635	62 154
Service de police de la CUM	41 481	46 264	52 632	56 171
Corps policiers des municipalités				
5 000 habitants et plus				
Incluant le Service de police de la CUM	37 031	43 956	49 999	53 105
Excluant le Service de police de la CUM	32 268	41 287	47 039	49 721
Moins de 5 000 habitants	22 395	35 747	41 170[2]	44 962[2]

1. Les coûts de revient par policier sont obtenus en divisant le total des coûts des corps policiers par le nombre de policiers permanents y oeuvrant.
2. Municipalité de la Baie-James exclue afin de ne pas fausser la donnée.

Source: Commission de police du Québec. *Rapport annuel 1983.*

Tableau 20

Coûts annuels per capita du maintien des corps policiers selon le territoire desservi, Québec, 1983

Territoire desservi	Coûts per capita
	$
Communauté urbaine de Montréal	186,30
Municipalités de 5 000 habitants ou plus qui maintiennent un corps policier	116,70
Municipalités de moins de 5 000 habitants qui maintiennent un corps policier	96,08
Municipalités qui ne maintiennent pas un corps policier et qui n'ont pas conclu une entente avec une autre municipalité	42,96

Source: Commission de police du Québec. *Rapport annuel 1983.*

Tableau 21

Nombre de demandes d'enquête soumises à la Commission de police du Québec, Québec, 1975-1983

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Demandes d'enquêtes	141	164	213	223	234	225	296	258	287

Source: Commission de police du Québec. *Rapport annuel 1983.*

Tableau 22

Statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière pénale, selon le domaine de juridiction, Québec, 1982 et 1983

Activité		Cour des sessions de la paix		Tribunal de la jeunesse	Tribunal des transports	Tribunal du travail
		Matière criminelle	Matière statutaire		Matière pénale	Matière pénale
		n				
Dossiers ouverts	1982	100 506	195 417	24 019	..	..
	1983	105 010	224 591	22 399	10 938	192
Causes au rôle (enquêtes préliminaires et procès)	1982	137 888	61 494	72 816[1]	..	..
	1983	148 754	69 484	66 264[1]	1 999	441
Causes au rôle (comparutions, jugements et sentences)	1982	145 667	238 647	25 200[2]	..	..
	1983	138 745	208 591	22 546[2]	11 228	220
Causes terminées						
Comparutions	1982	29 690	187 151	..	..	..
	1983	27 008	97 958	..	10 433	34
Enquêtes préliminaires	1982	7 425	754	..	..	..
	1983	8 471	1 038	..	..	..
Procès	1982	31 440	24 927	..	..	..
	1983	34 993	22 417	..	628	144
Jugements et sentences	1982	15 740	2 343	..	..	..
	1983	13 077	1 698	..	16	22

1. Total des causes au rôle (comparution et audition).
2. Causes à la comparution seulement.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale des services judiciaires, *Rapport d'activités 1983-1984*.

Tableau 23

Coûts relatifs aux tribunaux et aux poursuites pénales, par province[1], Canada, 1981-82

Province et territoire	Tribunaux		Poursuites pénales	
	Dépenses totales	Dépenses par habitant[2]	Dépenses totales	Dépenses par habitant[2]
	$			
Terre-Neuve	6 140 429	10,82	843 471	1,49
Île-du-Prince-Édouard	1 266 666	10,33	192 126	1,57
Nouvelle-Écosse	12 153 978	14,34	2 130 260	2,51
Nouveau-Brunswick	9 263 343	13,30	1 590 321	2,28
Québec	**104 743 440**	**16,27**	**10 993 535**	**1,71**
Ontario	128 769 452	14,93	21 946 800	2,54
Manitoba	14 481 239	14,11	2 310 208	2,25
Saskatchewan	10 942 229	11,30	4 041 500	4,17
Colombie Britannique	81 800 402	29,81	14 740 551	5,37
Yukon	1 230 502	53,15	294 698	12,73
Territoires du Nord-Ouest	2 394 918	52,36	679 691	14,86
Cour Suprême du Canada	5 272 500	—	...	...
Cour fédérale du Canada	6 725 655	—	...	...
Commission à la Magistrature fédérale	2 054 000	—	...	...
Ministère fédéral de la Justice	...	...	18 952 882	...
Canada	**387 238 753**	**17,52**	**78 716 043**	**3,56**

1. L'Alberta ne figure pas dans ces chiffres.
2. Les coûts par habitant ont été calculés au moyen des données du Recensement du Canada de 1981.

Source: Statistique Canada, *Bulletin de service JURISTAT*, vol. 4, nº 2 (85-002).

Tableau 24

Statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière civile, selon le domaine de juridiction, Québec, 1982 et 1983

Tribunal et juridiction	Dossiers ouverts		Causes au rôle			
			Mérite[1]		Pratique[2]	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983
	n					
Cour d'appel	3 127	3 252	1 132	1 072	...	...
Cour supérieure						
Matière civile (sauf mariages, divorces et raisons sociales)	59 457	45 429	14 092	12 923	73 999	89 191
Matière familiale	31 357	33 978	5 993	4 920	120 579	122 661
Matière de faillite	11 588	10 294	14 078	16 128	...	...
Mariages	8 843	8 976	...	...	...	...
Raisons sociales	65 345	74 930	...	...	...	...
Chambre criminelle	5 506	4 145	...	...	...	...
Procès de novo (appel en matière statutaire)	946	1 346	2 610	3 977	...	...
Cour provinciale sauf petites créances	118 244	125 712	21 963	23 079	41 787	64 029
Division des petites créances	65 712	58 820	31 382	33 020	...	...
Tribunal de la jeunesse						
Matière d'adoption	2 689	1 924	1 100	710	..	1 775
Tribunal du travail						
Matière civile	..	..	..	..	...	...

1. Causes au rôle-mérite: causes sur le fond du litige.
2. Causes au rôle-pratique: requêtes accessoires ou incidentes à une cause.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale des services judiciaires. *Rapport d'activités 1983-1984.*

Tableau 25

Répartition des juges selon le tribunal, par région socio-sanitaire, Québec, 1984

Région socio-sanitaire	Cour			
	d'appel	supérieure	provinciale	des sessions de la paix
	n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	...	1	5	—
Saguenay — Lac-Saint-Jean	...	3	7	—
Québec	5	27	25	21
Trois-Rivières	...	4	7	2
Cantons-de-l'Est	...	6	7	2
Montréal-Métropolitain	11	72	45	31
Laurentides-Lanaudière	...	—	6	8
Sud-de-Montréal	...	—	7	6
Outaouais	...	4	7	—
Nord-Ouest	...	3	5	—
Côte-Nord	...	—	2	—
Nouveau-Québec	...	—	—	—
Total	16	120	123	70

1. Le total de 378 ne comprend pas les juges surnuméraires, au nombre de 29.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale des services judiciaires. *Rapport d'activités 1983-1984.*

Tribunal et juridiction	Causes entendues		Jugements rendus		Brefs d'exécution de jugements	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983
	n					
Cour d'appel	1 015	1 050	1 025	1 064	—	—
Cour supérieure						
Matière civile (sauf mariages, divorces et raisons sociales)	4 433	3 844	35 954	33 858	13 402	9 838
Matière familiale	3 483	2 722	56 131	47 148	2 700	3 179
Matière de faillite	6 875	7 540	27 132	30 871	—	—
Mariages	...	...	...	...	...	...
Raisons sociales	...	...	...	...	...	...
Chambre crimipelle	..	137	...	...	...	...
Procès de novo (appel en matière statutaire)	...	...	657	1 275	...	...
Cour provinciale sauf petites créances	7 114	7 291	13 313	52 223	41 662	35 002
Division des petites créances	23 107	22 522	46 054	40 814	15 016	15 203
Tribunal de la jeunesse						
Matière d'adoption	..	..	..	..	..	..
Tribunal du travail						
Matière civile	..	313	..	..	..	..

Région socio-sanitaire	Tribunal			Total[1]
	de la jeunesse	du travail	minier	
	n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	—	...	...	6
Saguenay — Lac-Saint-Jean	2	...	...	12
Québec	6	3	1	88(7)
Trois-Rivières	1	...	...	14(1)
Cantons-de-l'Est	2	...	...	17
Montréal-Métropolitain	16	9	...	184(19)
Laurentides-Lanaudière	2	...	...	16
Sud-de-Montréal	3	...	...	16
Outaouais	2	...	...	13(1)
Nord-Ouest	2	...	...	10(1)
Côte-Nord	—	...	...	2
Nouveau-Québec	—	—	—	—
Total[1]	36	12	1	378(29)

Tableau 26

Statistiques sur les procédures en matière de recours collectif, Québec, 1979-1984[1]

Procédures	n
Requêtes pour autorisation produites en Cour supérieure	112
Actions en préparation	7
Actions intentées en Cour supérieure	19
Demandes présentées au Fonds d'aide aux recours collectifs	224[2]

1. Ces données sont cumulées depuis la date de mise en application de la loi jusqu'au 31 mars 1984.
2. Ces demandes concernent 101 dossiers, plusieurs demandes pouvant être faites pour chaque dossier à diverses étapes du recours.

Source: Fonds d'aide aux recours collectifs. *Rapport annuel 1983-1984.*

Tableau 27

Évolution des admissions dans les établissements de détention du Québec, selon le statut des personnes admises, Québec, 1978-1983

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				n		
Admissions totales[1]	31 896	32 288	35 817	37 710	43 252	41 814
Prévenus	13 845	13 854	15 437	16 090	16 511	16 926
Condamnés	18 051	18 434	20 380	21 620	26 741	24 888
Taux d'admission pour 1 000 adultes (total)[2]	7.19	7.16	7.82	8.11	9.17	8.87
Prévenus	3.12	3.07	3.37	3.46	3.50	3.59
Condamnés	4.07	4.09	4.45	4.65	5.67	5.28

1. Dans le calcul des admissions des personnes condamnées sont inclus les changements de statut de «prévenu» à «condamné».
2. Le taux d'admission est établi en prenant le nombre d'admissions d'un groupe donné divisé par la population estimée de 18 ans et plus, puis multiplié par 1 000 adultes.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Statistiques correctionnelles québécoises.*

Tableau 28

Admissions des détenus dans les établissements de détention selon le sexe, Québec, 1978-1983

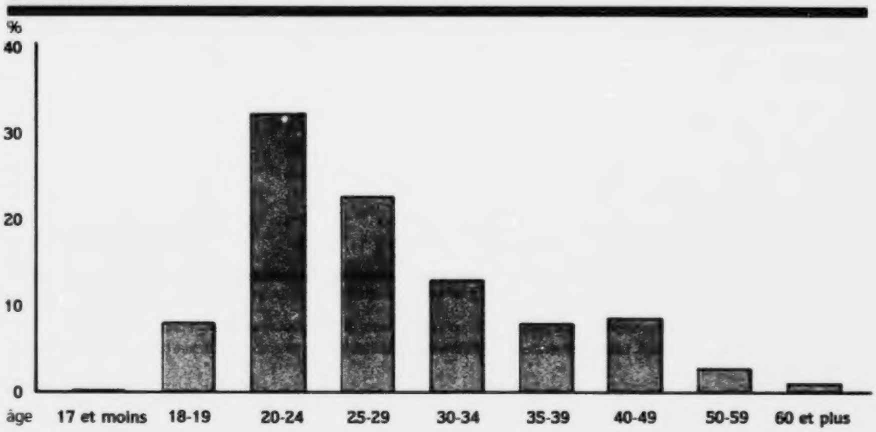
Sexe	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				n		
Hommes	26 835	27 369	. .	31 427	36 129	35 485
Femmes	1 602	1 640	. .	1 903	2 272	2 195
Total[1]	28 437	29 009	. .	33 330	38 401	37 680
% de femmes	5.6	5.6	. .	5.7	5.9	5.8

1. Ce chiffre ne correspond pas au nombre total d'admissions à cause de la non compilation des changements de statut de «prévenu» à «condamné».

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Statistiques correctionnelles québécoises.*

Figure 8

Répartition des détenus admis dans les établissements de détention, selon l'âge, Québec, 1983



Source: Tableau 29.

Tableau 29

Admissions des détenus dans les établissements de détention, selon l'âge et par région socio-sanitaire, Québec, 1983

Région socio-sanitaire	Groupe d'âge									Total
	17 ans et moins	18-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60 ans et plus	
	%									
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	0,1	8,6	28,8	25,3	14,1	9,0	9,0	3,5	1,6	100,0
Saguenay — Lac-Saint-Jean	—	6,1	30,8	25,7	14,2	8,5	9,1	4,2	1,4	100,0
Québec	0,1	9,4	33,6	20,2	13,9	9,0	8,7	4,0	1,1	100,0
Trois-Rivières	0,1	7,5	29,7	27,1	14,7	10,7	6,0	3,5	0,7	100,0
Cantons de l'Est	0,3	8,3	27,5	26,1	14,4	10,1	9,0	3,3	1,0	100,0
Montréal-Métropolitain	0,1	8,7	30,3	22,7	13,9	8,9	10,5	3,9	1,0	100,0
Laurentides-Lanaudière	—	10,3	34,5	22,3	12,0	8,7	8,1	3,1	1,0	100,0
Montérégie	0,4	12,0	36,7	19,7	11,8	7,4*	7,8	3,3	0,9	100,0
Outaouais	0,6	10,7	34,3	22,6	11,5	7,9	8,1	3,2	1,1	100,0
Nord-Ouest	—	7,3	35,9	21,8	14,0	9,3	7,8	3,3	0,6	100,0
Côte-Nord	—	7,4	35,3	27,1	10,7	6,3	7,6	4,3	1,3	100,0
Québec	**0,1**	**8,9**	**31,9**	**22,8**	**13,5**	**8,8**	**9,2**	**3,8**	**1,0**	**100,0**

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Statistiques correctionnelles québécoises.*

Tableau 30

Population moyenne quotidienne, taux d'incarcération et durée moyenne de séjour, dans les établissements de détention, Québec, 1978-1983

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Population moyenne quotidienne[1]	2 376.6	2 240.0	2 492.0	2 993.0	3 254.5	3 329.8
Prévenus	806.2	751.0	807.0	865.0	843.0	762.3
Condamnés	1 570.4	1 489.0	1 685.0	2 128.0	2 411.5	2 567.5
Taux d'incarcération[2]	0.53	0.50	0.55	0.65	0.69	0.71
Prévenus	0.18	0.17	0.18	0.19	0.18	0.16
Condamnés	0.35	0.33	0.37	0.46	0.51	0.55
Durée moyenne de séjour	27.6	25.3	25.4	29.0	27.5	29.1
Prévenus	21.3	19.8	19.1	19.6	18.6	16.4
Condamnés	32.5	29.5	30.2	35.9	32.9	37.7

1. La population moyenne quotidienne est établie à partir du nombre total de jours de détention servis par les personnes prévenues et condamnées, divisé par 365 jours.
2. Le taux d'incarcération est établi à partir de la population moyenne quotidienne, divisée par la population de 18 ans et plus, puis multipliée par 1 000.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention, *Statistiques correctionnelles québécoises*.

Tableau 31

Répartition des condamnés dans les établissements de détention, selon le type de délit, par région socio-sanitaire, Québec, 1983

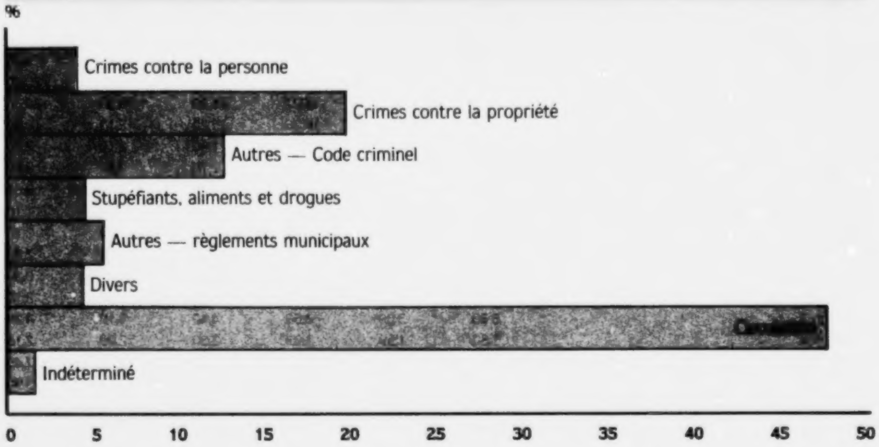
Type de délit	01	02	03	04	05	06A
Crimes contre la personne	5.2	0.7	2.6	2.3	3.0	4.9
Crimes contre la propriété	18.9	10.7	13.1	21.2	12.4	24.3
Autres — Code criminel	12.2	4.5	5.6	6.2	8.8	18.8
Stupéfiants, aliments et drogues	6.6	2.0	4.7	3.6	6.8	4.6
Autres — règlements municipaux	0.8	3.8	10.0	3.2	9.0	6.0
Divers	6.0	6.9	4.0	2.4	6.8	3.5
Circulation	47.7	70.4	59.0	59.4	52.4	35.3
Non-indiqué	2.6	1.0	1.0	1.7	0.8	2.6

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Cantons-de-l'Est; 06A Montréal-Métropolitain, 06B Laurentides-Lanaudière; 06C Montérégie; 07 Outaouais; 08 Nord-Ouest; 09 Côte-Nord.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention, *Statistiques correctionnelles québécoises*.

Figure 9

Répartition des condamnés dans les établissements de détention du Québec, selon le type de délit, Québec, 1983



Source: Tableau 31.

Type de délit	06B	06C	07	08	09	Total
Crimes contre la personne	4.2	5.7	5.7	8.9	3.5	**4.2**
Crimes contre la propriété	18.8	18.3	19.7	22.3	15.3	**19.5**
Autres — Code criminel	8.1	12.5	9.7	14.0	7.5	**12.6**
Stupéfiants, aliments et drogues	5.3	5.1	6.8	3.9	4.2	**4.6**
Autres — règlements municipaux	1.0	2.6	8.0	0.3	3.4	**5.3**
Divers	6.3	3.5	3.3	3.2	5.3	**4.3**
Circulation	55.8	51.2	45.7	46.9	59.8	**47.8**
Non-indiqué	0.5	1.1	1.1	0.5	1.0	**1.7**

Tableau 32

Répartition des détenus dans les établissements de détention, selon la durée de la peine, Québec, 1978-1983

Durée de la peine	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	%					
1 jour	4.60	5.31	5.78	4.70	5.10	5.20
2- 5 jours	18.60	17.91	18.88	19.60	22.70	20.20
6-10 jours	18.20	15.05	16.27	16.20	19.50	20.30
11-15 jours	15.00	15.75	16.76	15.20	12.10	10.90
16-20 jours	2.30	2.20	2.46	1.90	2.10	2.20
21-30 jours	8.40	7.79	8.15	7.70	7.60	8.20
31-40 jours	3.80	2.93	2.91	3.20	3.50	3.60
41-50 jours	0.90	0.92	1.00	1.00	0.90	1.10
51-60 jours	2.00	1.98	1.85	1.90	1.70	2.10
61-70 jours	2.40	2.05	2.17	2.40	2.10	2.50
71-80 jours	0.30	0.21	0.26	0.30	0.30	0.30
81-90 jours	2.50	2.60	2.77	2.70	2.10	2.10
3 mois	3.30	3.09	3.50	4.40	4.10	4.20
4- 5 mois	1.50	1.59	1.93	2.30	2.00	2.10
6-11 mois	5.40	4.93	5.51	7.60	6.70	7.40
12-17 mois	3.00	2.77	3.30	4.40	3.40	3.90
18-23 mois	1.90	2.28	2.89	3.70	3.30	2.70
24 mois ou plus	—	0.79	1.11	0.80	0.80	1.00
Inconnue	5.70	9.85	2.50	—	—	—

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Statistiques correctionnelles québécoises.*

Tableau 33

Répartition des ressources affectées à la détention et à la probation[1], et ratio par rapport à la clientèle, par région socio-sanitaire, Québec, 1983

Région socio-sanitaire	Effectif à la détention[2]	Nombre moyen quotidien de détenus	Ratio détenus effectif	Effectif à la probation[2]
	n			n
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	81	85.0	1.05	7
Saguenay — Lac-Saint-Jean	76	68.8	0.91	8
Québec	464	668.9	1.44	35
Trois-Rivières	40	37.6	0.94	12
Cantons de l'Est	42	71.0	1.69	7
Montréal-Métropolitain	980	1 749.0	1.78	71
Laurentides-Lanaudière	87	111.2	1.28	13
Montérégie	252	322.6	1.23	34
Outaouais	75	74.0	0.99	18
Nord-Ouest	60	87.5	1.46	10
Côte-Nord	52	54.1	1.04	5
Québec	**2 219**	**3 329.8**	**1.50**	**220**

1. Établissements de détention du Québec.
2. Excluant le personnel de l'administration centrale et du collège du personnel.
3. Le chiffre entre parenthèses indique le nombre d'établissements de détention.
4. Pourcentage annuel moyen d'occupation.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Statistiques correctionnelles québécoises.*

Tableau 34

Évolution des ordonnances de probation et des libérations conditionnelles[1], Québec, 1978-1983

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	n					
Nouveaux cas reçus						
Ordonnances de probation avec surveillance	2 597	2 537	2 828	3 375	3 764	3 919
Travaux communautaires[2]	...	...	...	463	750	1 200
Libérations conditionnelles	...	908	1 038	1 115	1 299	1 176
Nombre moyen mensuel						
Personnes en surveillance de probation	..	..	4 769	5 016	5 668	6 196
Personnes en libération conditionnelle	..	..	695	693	821	860
Taux pour 1 000 adultes						
Personnes en surveillance de probation	..	..	..	1.08	1.20	1.31
Personnes en libération conditionnelle	..	..	..	0.15	0.17	0.18

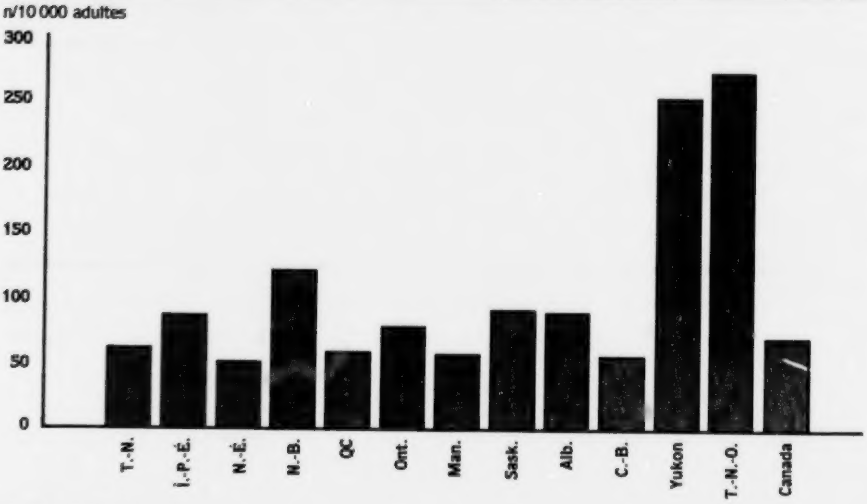
1. Sous juridiction québécoise seulement.
2. Le nombre d'ordonnances de probation comportant des travaux communautaires est déjà inclus dans le total des ordonnances de probation avec surveillance.

Source: Ministère de la Justice du Québec. Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Statistiques correctionnelles québécoises.*

Région socio-sanitaire	Nombre moyen mensuel de personnes en surveillance	Ratio personnes en surveillance/ effectif	Places de détention[3]	Taux d'occupation[4]
			n	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	223	31.86	157(5)	54.2
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1 321	30.72	89(2)	77.3
Québec	358	29.83	605(4)	110.6
Trois-Rivières			30(1)	125.3
Cantons de l'Est	187	26.71	69(1)	102.9
Montréal-Métropolitain	1 886	26.56	1 468(4)	119.1
Laurentides-Lanaudière	559	43.00	176(2)	63.2
Montérégie	1 276	37.53	418(5)	71.2
Outaouais	750	41.67	96(2)	77.1
Nord-Ouest	287	28.70	77(2)	113.6
Côte-Nord	209	41.80	81(2)	66.9
Québec	**7 056**	**32.07**	**3 266(30)**	**102.0**

Figure 10

Taux d'admission des condamnés pour 10 000 adultes, dans les établissements provinciaux, Canada, 1982-83



Source: Tableau 36.

Tableau 35

Utilisation des ressources communautaires selon les catégories de ressources, Québec, 1979-1983

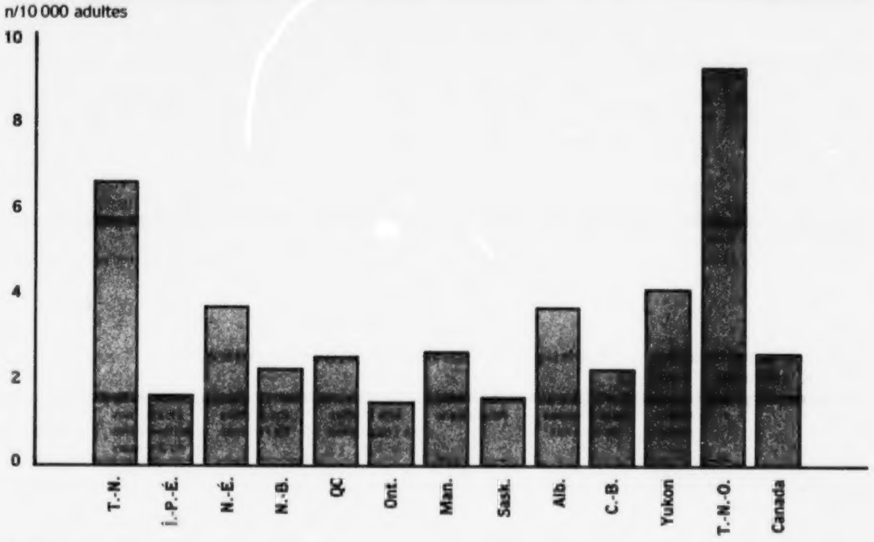
Catégories de ressources		Personnes référées durant l'année					Journées de séjour				
		1979	1980	1981	1982	1983	1979	1980	1981	1982	1983
Ressources spécialisées[1]	n	809	468	491	476	600	13 615	13 193	8 556	9 983	13 479
Ressources d'hébergement	n	324	529	1 107	1 724	1 921	20 733	33 061	57 940	88 558	105 611
Taux d'utilisation des ressources d'hébergement[2]	%	...	...	...	...	...	2.53	3.63	5.30	7.46	8.69
Atelier de réinsertion par le travail	n	284	330	471	479	394	9 079	11 611	13 660	17 225	14 028
Travaux compensatoires[3]	n	...	...	...	...	2 292	...	...	...	...	..

1. Institut Pinel et Centre d'accueil Le Portage.
2. Pourcentage représenté par le nombre de jours de séjour dans les ressources d'hébergement communautaire par rapport au nombre total de jours de détention.
3. Substitution à l'incarcération pour défaut de paiement d'une amende.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Statistiques correctionnelles québécoises.*

Figure 11

Taux d'admission des condamnés pour 10 000 adultes, dans les établissements fédéraux, Canada, 1982-83



Source: Tableau 36.

Tableau 36

Taux d'admission des condamnés pour 10 000 adultes, dans les établissements provinciaux et fédéraux, par province, Canada, 1982-83

Province	Établissements provinciaux	Établissements fédéraux[1]
	taux pour 10 000 adultes	
Terre-Neuve	60	6,6
Île-du-Prince-Édouard	87	1,6
Nouvelle-Écosse	51	3,7
Nouveau-Brunswick	121	2,2
Québec	56	2,5
Ontario	78	1,4
Manitoba	56	2,6
Saskatchewan	92	1,6
Alberta	91	3,7
Colombie Britannique	55	2,2
Yukon	254	4,1
Territoires du Nord-Ouest	274	9,2
Canada	71	2,2

1. Ne comprend pas les non-résidents du Canada, ainsi que les admissions des personnes dont la province de résidence n'était pas connue.

Source: Statistique Canada. *Services correctionnels pour adultes au Canada* (85-211).

Tableau 37

Coût moyen des services correctionnels sous juridiction québécoise, selon la catégorie de service, Québec, 1981-82 à 1983-84

Catégorie de service	Coût journalier moyen par client			Coût annuel moyen par client		
	1981-82	1982-83	1983-84	1981-82	1982-83	1983-84
			$			
Établissement de détention	73.30	72.48	. .	26 755.00	26 455.0	. .
Centre résidentiel communautaire	33.32	35.99	34.93	12 163.00	13 136.35	12 749.45
Atelier de réinsertion par le travail[1]	41.61	32.71	31.81	10 320.00	8 112.08	7 888.88
Centre d'hébergement	24.12	27.74	28.69	8 804.00	10 125.10	10 471.85
Foyer d'accueil	14.91	15.00	15.71	5 442.00	5 475.00	5 807.15
Centre d'accueil	45.77	47.59	47.59	16 706.00	17 370.35	17 370.35
Surveillance de probation	1.90	1.97	. .	693.60	718.50	. .

1. Coût annuel moyen divisé par 248 jours.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale de la probation et des établissements de détention. *Statistiques correctionnelles québécoises.*

Tableau 38

Évolution des principales caractéristiques des services correctionnels fédéraux, Québec, 1979-80 à 1982-83

Année	Dépenses totales	Nombre moyen de détenus[1]	Admissions	Âge médian à l'admission	Proportion de femmes	Libérations conditionnelles au 31 mars	Surveillance obligatoire au 31 mars
	'000.000 $		n		%	n	
1979-80	. .	2 988	1 331	. .	. .	1 591	514
1980-81	. .	3 145	1 434	. .	. .	1 373	500
1981-82	. .	3 294	1 631	26	1	1 561	550
1982-83	149.7	3 512	1 590	27	2	1 625	520

1. Il s'agit du nombre de détenus qui figurent au registre au dernier mardi de mars, y compris ceux qui sont temporairement absents pour des raisons médicales, en absence temporaire, en libération conditionnelle de jour, en liberté illégale, etc.

Source: Statistique Canada. *Services correctionnels pour adultes au Canada* (85-211).

7

Éducation

Organismes et établissements d'enseignement	421
Effectif scolaire	422
Diplômés	424
Évolution de la scolarisation	425
Analphabétisme	425
Personnel des organismes d'enseignement	426
Situation des femmes dans l'enseignement	427
Financement et coût de fonctionnement	428
Coût par tête	429
Prêts et bourses	430
Notes explicatives	431

7

Liste des tableaux

1. Répartition des organismes d'enseignement par catégorie, Québec, 1979-80 à 1983-84 433
2. Répartition des organismes d'enseignement selon le niveau, la langue d'enseignement et le statut confessionnel, Québec, 1983-84 433
3. Nombre de collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) et nombre d'universités selon la langue d'enseignement, Québec, année scolaire, 1983-84 434
4. Effectif scolaire des réseaux public et privé selon le niveau d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84 434
5. Répartition des écoles institutionnelles des commissions scolaires selon le niveau d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84 435
6. Effectif scolaire du réseau public, selon le niveau d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84 435
7. Effectif scolaire des réseaux public et privé selon la langue d'enseignement et la région administrative scolaire, Québec, 1981-82 à 1983-84 436
8. Effectif scolaire du réseau privé, selon le niveau d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84 438
9. Effectif (en nombre équivalent temps plein) des universités, Québec, 1973-74 à 1983-84 439
10. Effectif régulier à temps plein au collégial selon le programme d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84 440
11. Diplômés de l'enseignement secondaire selon la formation, le sexe et la région administrative scolaire, Québec, 1983 440
12. Effectif de l'éducation des adultes des commissions scolaires, selon le type de formation, Québec, 1979-80 à 1983-84 441
13. Diplômés de l'enseignement collégial (DEC) selon la famille de programmes, le sexe et la région administrative scolaire, Québec, 1983 442
14. Diplômés de l'enseignement universitaire selon le type de diplôme et le sexe, par université, Québec, 1983 444
15. Évolution de la scolarisation, selon le sexe, Québec, 1976, 1982 et 1983 446
16. Taux d'analphabétisme, Québec, 1983 446
17. Taux d'analphabétisme, dans quelques pays, 1980 447
18. Proportion de la population ayant atteint certaines étapes du cheminement scolaire, par groupe d'âge, Québec, 1971, 1976 et 1981, Ontario et reste du Canada, 1981 447
19. Personnel des commissions scolaires, selon la catégorie d'emploi (en équivalent temps plein), Québec, 1979-80 à 1983-84 448
20. Répartition du personnel des commissions scolaires et des collèges, par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1982-83 448
21. Personnel des cégeps selon le secteur et la catégorie d'emploi (en équivalent temps plein), Québec, 1979-80 à 1982-83 449
22. Personnel des universités selon la catégorie d'emploi (en équivalent temps plein), Québec, 1979-80 à 1982-83 450
23. Répartition du personnel des universités par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1982-83 450
24. Revenus des commissions scolaires selon la provenance et la catégorie de revenu, Québec, 1980-81 à 1982-83 451
25. Revenus des universités selon la provenance, Québec, 1980-81 à 1982-83 451
26. Revenus des collèges selon la provenance et le champ d'activité, Québec, 1981-82 et 1982-83 452
27. Revenus des établissements privés selon la provenance des revenus, Québec, 1980-81 à 1982-83 452
28. Dépenses de fonctionnement des commissions scolaires, selon le poste budgétaire, Québec, 1977-78 à 1982-83 453
29. Dépenses de fonctionnement des collèges reliées à l'enseignement régulier et aux activités auxiliaires et communautaires, selon le poste budgétaire, Québec, 1977-78 à 1982-83 453
30. Dépenses de fonctionnement des universités, selon le poste budgétaire, Québec, 1977-78 à 1982-83 454
31. Valeur annuelle des émissions brutes d'obligations du réseau public d'éducation et des universités privées, Québec, 1978-1983 454
32. Dépenses de fonctionnement des établissements privés subventionnés, selon le poste budgétaire, Québec, 1977-78 à 1982-83 455
33. Dépenses de fonctionnement des organismes d'enseignement, par étudiant, Québec et Ontario, 1965-66 à 1983-84 455
34. Dépenses de fonctionnement des organismes d'enseignement, par habitant et par rapport au PIB, Québec et Ontario, 1965-66 à 1983-84 456
35. Nombre et valeur des prêts aux étudiants, Québec, 1973-74 à 1983-84 456
36. Nombre et valeur des bourses aux étudiants, Québec, 1973-74 à 1983-84 457

Liste des figures

1. Territoires des régions administratives scolaires, Québec, 1985 **432**

2. Évolution de l'effectif postsecondaire à plein temps, selon le genre d'établissement, Canada, 1972-1983 **438**

3. Évolution de l'effectif universitaire selon le niveau et le type de fréquentation, Canada, 1972-1983 **439**

4. Répartition du personnel des collèges, par groupe d'âge et par sexe, Québec, 1982-83 **449**

7

Ce chapitre a été réalisé par Mireille Barrière avec la collaboration du ministère de l'Éducation du Québec.

Le monde de l'éducation englobe un univers vaste. Aussi, ce chapitre fournit une grande quantité de données sur le nombre d'organismes et d'établissements d'enseignement au Québec depuis le primaire jusqu'à l'universitaire. Vient ensuite l'effectif scolaire à tous les niveaux d'enseignement, aussi bien à l'enseignement régulier qu'à l'éducation des adultes, au réseau public comme au réseau privé. Il comporte aussi des renseignements sur le nombre de diplômés, sur la possibilité pour l'ensemble de la population québécoise d'atteindre les principaux niveaux de la formation scolaire et sur la situation de l'analphabétisme au Québec. Il traite également du personnel selon les catégories d'emploi et une attention particulière est accordée à la présence des femmes dans le monde de l'enseignement. Enfin, il examine les coûts de l'éducation en fournissant des chiffres sur les revenus et les dépenses des organismes d'enseignement, la valeur de leurs émissions d'obligations et les sommes consacrées aux prêts et bourses.

Organismes et établissements d'enseignement

Organismes d'enseignement

Les organismes d'enseignement comprennent les commissions scolaires, les collèges d'enseignement général et professionnel (CEGEP), les universités, les écoles gouvernementales et les institutions privées.

Pour l'année scolaire 1983-84, le Québec compte 246 commissions scolaires, dont 211 sont catholiques, 31 protestantes et 4 multiconfessionnelles. Dans le système catholique, 150 commissions scolaires sont de langue française, 1 est de langue anglaise et 60 sont bilingues. Le réseau protestant ne compte aucune commission scolaire entièrement de langue française: 17 d'entre elles sont de langue anglaise et les 14 restantes bilingues. Quant aux commissions scolaires multiconfessionnelles, trois sont bilingues et une seule est entièrement de langue française.

Pour la même année scolaire, le Québec possède 47 cégeps, 39 de langue française, 3 de langue anglaise et 1 bilingue, auxquels il faut ajouter 4 campus anglophones. Quant aux universités, constituantes et écoles affiliées comprises, elles comprennent 20 établissements, soit 17 francophones et 3 anglophones.

Si l'on examine la situation générale, on note durant les deux dernières années scolaires étudiées la stabilité du nombre de commissions scolaires protestantes, multiconfessionnelles et des universités. Les cégeps gagnent une institution et les commissions scolaires perdent une unité. Le nombre d'écoles gouvernementales par contre s'accroît de 6 établissements en 1982-83 et de 3 l'année suivante.

Établissements d'enseignement

Les écoles primaires et secondaires relèvent du ministère de l'Éducation du Québec. En 1983-84, le nombre d'écoles régies par les commissions scolaires s'élève à 2 556, soit une diminution de 6% par rapport à 1979-80. Le nombre d'écoles primaires et secondaires, après avoir été en baisse constante entre 1979-80 et 1981-82, effectue une légère remontée en 1982-83 pour enregistrer une nouvelle baisse en 1983-84. Par contre, les institutions offrant en même temps le cours primaire et le cours secondaire enregistrent deux années d'accroissement, la première en 1981-82 (16%) et la seconde en 1983-84 (10%).

7

Effectif scolaire[1]

Secteur précollégial

Nous entendons par secteur précollégial les ordres d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire.

Dans l'ensemble du Québec, la clientèle scolaire diminue constamment entre 1979-80 et 1983-84, passant de 1 262 530 à 1 149 439 élèves (-9%). Par contre, au cours de la même période, l'effectif des maternelles pour les enfants de 5 ans et plus croît de 7,8%, alors qu'il s'élève à 89 354 enfants par rapport à 82 903.

Nous possédons des données régionales de 1981-82 à 1983-84. La région de la Côte-Nord enregistre les baisses d'effectif les plus importantes avec une diminution de 4,5% en 1982-83 et de 4,1% en 1983-84. Après une baisse de 3% en 1982-83, le Nouveau-Québec connaît quant à lui une hausse de 8,1% de ses écoliers durant l'année scolaire suivante.

Si l'on étudie la situation sur le plan linguistique, la population scolaire francophone du Québec diminue de 0,9% en 1982-83 et de 0,5% en 1983-84. Au secteur anglais pendant ce temps, on enregistre deux diminutions successives de 6,1% et de 7,2%. Quant à l'enseignement en langues amérindienne et inuktitut, son effectif s'accroît de 1,8% et de 19,2%. Notons enfin qu'en 1983-84, seul le Nouveau-Québec voit augmenter le nombre de ses élèves de langue anglaise de 7%.

En 1983-84, 97 867 étudiants sont inscrits dans les classes de difficulté d'adaptation et d'apprentissage ainsi que dans celles d'accueil et de francisation. C'est une baisse de 11,2% par rapport à 1979-80 où l'on en dénombre 110 246. La diminution la plus importante intervient au niveau des classes d'accueil et de francisation: de 7 659 en 1979-80, le nombre d'inscrits tombe à 4 425 en 1983-84 (-42,2%). En 1980-81, ces classes atteignent un sommet avec 10 310 inscriptions.

Secteur collégial

Les réseaux public et privé d'enseignement collégial comptent ensemble 156 658 étudiants en 1983-84, ce qui constitue une augmentation de 16,6% par rapport à 1979-80 alors qu'ils accueillent 134 300 élèves.

En 1983-84, le nombre de collégiens inscrits en formation générale s'élève à 78 622 et à 78 036 en formation professionnelle. L'écart le plus grand entre les deux programmes s'observe durant l'année scolaire 1981-82 alors que l'on compte 68 962 étudiants en formation professionnelle et 72 145 en formation générale.

En formation générale, les sciences humaines et de l'administration attirent toujours le plus grand nombre d'élèves en 1983-84 en rassemblant 51,2% des étudiants de ce secteur. Dans la section professionnelle, ce sont les techniques de l'administration qui viennent au premier rang avec 40,1% des étudiants inscrits à cette section.

---

1. Les données concernant l'éducation sont révisées chaque année, ce qui explique leurs modifications par rapport aux publications précédentes. Ainsi, à l'éducation des adultes, les statistiques fournissent désormais le nombre des individus inscrits et non plus celui des inscriptions par matière.

Au plan régional, l'Abitibi-Témiscamingue voit son effectif collégial total augmenter de 8,8% en 1982-83 et de 14,7% en 1983-84. Dans la sous-région du Nord-de-Montréal, on note également deux augmentations successives de 11,8% et de 8,9%. L'Estrie connaît la croissance la plus faible en 1983-84 avec 0,4% par rapport à 4% l'année précédente.

Sur le plan linguistique, le nombre de cégépiens augmente dans les deux communautés. Pour les collèges de langue française, la croissance s'établit à 6,6% en 1982-83 et à 4,5% en 1983-84 tandis qu'elle s'élève à 4,8% et à 4,4% chez leurs homologues anglophones. En Estrie toutefois, la clientèle francophone diminue de 1,7% en 1983-84 par rapport à l'année précédente alors que le nombre d'étudiants anglophones augmente de 8,3%.

Secteur universitaire

Au niveau universitaire, le nombre total des étudiants inscrits augmente de 60,1% durant la décennie de 1973-74 à 1983-84, passant de 89 778 à 143 749 personnes. L'augmentation moyenne annuelle est de 4,8%. En 1983-84, on compte 101 533 étudiants à temps plein comparativement à 66 650 en 1973-74 (+52,3%), pour un taux d'augmentation annuel moyen de 4,3%. Quant aux personnes inscrites à temps partiel, elles sont 42 216 en 1983-84 par rapport à 23 128 au début de la décennie (+82,5%) et la croissance annuelle moyenne est de 6,2%. En 1983-84, les 42 216 étudiants à temps partiel constituent 29,4% de la clientèle universitaire alors qu'ils ne représentaient que 25,8% avec 23 128 inscrits en 1973-74.

Secteur de l'éducation des adultes

À l'éducation des adultes, le nombre d'étudiants s'élève à 263 557 en 1983-84, ce qui équivaut à une hausse de 6% de l'effectif par rapport à 1979-80 où il est de 248 636 inscrits. Dans le secteur de la formation socio-économique, on note une augmentation de 38,3% de l'effectif en 1983-84 par rapport à 1979-80, ce qui porte le nombre d'étudiants à 97 962 comparativement à 70 853. Au cours de la même période, le secteur de formation socio-culturelle connaît au contraire une diminution de 17,7%, passant de 177 783 à 146 277 inscrits.

La hausse la plus importante intervient en 1980-81 alors que l'effectif global de l'éducation des adultes croît de 54,5% par rapport à l'année scolaire précédente. Toutefois, une baisse de 34,1% suit en 1981-82. En 1983-84, on enregistre une hausse de 7,4% de l'effectif par rapport à 1982-83.

Réseaux public et privé

Les deux réseaux d'enseignement gèrent des établissements d'enseignement précollégiaux et collégiaux. Durant l'année scolaire 1983-84, le réseau privé accueille 90 655 élèves au niveau précollégial, ce qui est égal à 7,9% de la clientèle totale. Au niveau collégial, il reçoit la même année 17 557 étudiants ou 11,2% de l'effectif total. Comparativement à 1979-80, la situation se maintient puisque le taux de la clientèle du réseau privé s'établit à 6,9% au précollégial et à 11,1% au collégial.

Si l'on étudie l'évolution de la population étudiante des deux réseaux entre 1979-80 et 1983-84, celle du réseau public diminue régulièrement au primaire et au secondaire mais celle des cégeps croît constamment. En 1983-84, la baisse de la clientèle au précollégial public s'établit à 9,9% par rapport à 1979-80 pendant que la croissance de l'effectif des cégeps atteint 16,5%. Au réseau privé, la population scolaire précollégiale croît de 4,2% en 1983-84 en regard de celle de 1979-80 et celle des collèges de 17,9%.

L'inscription des élèves selon le programme de formation diffère dans les deux réseaux. Ainsi, en 1983-84, le secteur professionnel attire 70 177 des 137 115 cégépiens du secteur public, soit

51,2%. Cette tendance se révèle d'ailleurs dès 1979-80. Dans les établissements privés par contre, 11 167 collégiens sur 17 557 s'inscrivent en formation générale, soit 63,6%, situation également observable depuis 1979-80.

Évolution de l'effectif postsecondaire

L'augmentation au Québec de l'effectif collégial et universitaire s'inscrit dans un mouvement constaté dans tout le Canada. Comme l'illustre la figure 2, le nombre d'étudiants croît rapidement dans les collèges canadiens et les universités depuis 1980 après un rythme de croissance ralenti entre 1975 et 1979. Dans les universités, l'effectif à plein temps augmente depuis 1980, surtout au premier cycle (figure 3). Le nombre d'étudiants à temps partiel est également à la hausse bien que la croissance soit inférieure aux prévisions. Selon Statistique Canada, s'il est impossible d'expliquer avec assurance la hausse de l'effectif scolaire au cours des quatre dernières années, on constate qu'elle survient parallèlement à une augmentation du chômage.

Diplômés

Diplômés du précollégial

En juin 1983, le ministère de l'Éducation décerne 97 406 diplômes aux étudiants de niveau secondaire: 64 407 (66,1%) au secteur général et 32 999 (33,9%) au secteur professionnel. Les régions de Québec et de Montréal englobent à elles deux 69,6% des diplômés. Dans l'ensemble de la province, les filles détiennent 50,2% des diplômes du secondaire. Toutefois, les régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de Québec et de Trois-Rivières ont plus de diplômés masculins que féminins.

Diplômés du collégial

Au niveau collégial, 36 046 étudiants décrochent un DEC (diplôme d'études collégiales) en 1983, 22 061 en formation générale (61,2%) et 13 985 en formation professionnelle (38,8%). Les femmes constituent 54,4% de ces diplômés avec 19 604 personnes.

Si l'on étudie le nombre de diplômés par discipline, les sciences humaines remportent la palme au secteur général avec 57,6% des diplômés. Au secteur professionnel, les techniques administratives viennent au premier rang avec 38% des diplômés. Au grand total, les sciences humaines l'emportent avec 35,3% de l'ensemble des diplômes décernés.

Sur le plan régional, la plus forte concentration en sciences humaines se trouve dans l'Abitibi—Témiscamingue avec 74,4% de tous les DEC attribués dans cette région. Au secteur professionnel, la plus forte concentration de diplômés en techniques administratives est observée dans la région de l'Outaouais, soit 50,6% des diplômés de la région.

Diplômés d'université

L'enseignement universitaire attribue 38 479 diplômes pour l'année 1983: 19 172 aux hommes (49,8%) et 19 307 aux femmes (50,2%). Une observation selon les différents niveaux montre que les femmes récoltent 48,2% des baccalauréats mais 39,2% des maîtrises et 25,6% des doctorats. Au premier cycle, les femmes diplômées sont légèrement plus nombreuses dans le réseau de l'Université du Québec: 2 755 femmes par rapport à 2 728 hommes (50,2%).

Pour les trois cycles des études supérieures, c'est le réseau de l'Université du Québec qui octroie le plus grand nombre de diplômes, soit 5 959 sur un total de 25 980 (22,9%). Même si c'est à

l'Université du Québec que l'on trouve le plus grand nombre de diplômés du 1er cycle, soit 5 483 sur 21 958 (25%), c'est l'université de Montréal qui décerne la plus grande proportion de maîtrises (1 042 ou 29%) et l'université McGill le nombre le plus élevé de doctorats (143 ou 34%).

Évolution de la scolarisation

Des études récentes révèlent que le niveau de persévérance scolaire s'améliore constamment au Québec depuis 1976. Ainsi, à l'aide du tableau 15, on voit que la probabilité pour la population québécoise de décrocher un diplôme du secondaire à l'enseignement régulier est de 70,5% en 1983 alors qu'elle se situe à 53,9% en 1976. Quant à la possibilité d'obtenir ce diplôme à l'éducation des adultes, la probabilité s'établit à 6,6% en 1983 comparativement à 4,5% en 1976.

L'accès au niveau collégial progresse aussi rapidement. La probabilité pour l'ensemble de la population d'atteindre cette étape passe de 41,3% en 1976 à 52,3% en 1983. Quant à l'obtention possible d'un diplôme d'études collégiales qui est de 22,7% en 1976, elle atteint 27,2% en 1983.

Les résultats sont meilleurs chez les femmes. En 1983, 74,4% des filles décrocheront un diplôme d'études secondaires mais seulement 66,8% des garçons y parviendront. Au collégial, 30,8% des femmes obtiendront un DEC comparativement à 24,3% chez les hommes.

D'après le recensement de 1981, la population québécoise âgée de 15 ans et plus se rend à la 9e année dans une proportion de 73,6%, détient un diplôme du secondaire ou d'une école de métier à 53,9% et accède aux études universitaires à 13,5%. On observe des progrès très nets depuis 1971. Par exemple, 94,2% des 15-24 ans possèdent au moins une 9e année en 1981 par rapport à 83,6% en 1971 et 21% des 25-34 ans ont un diplôme universitaire comparativement à 15%.

Toutefois, la comparaison du Québec avec l'Ontario et le reste du Canada montre que les résultats du Québec sont plus faibles, surtout chez les générations plus âgées. Ainsi, en 1981, 56,5% des Québécois de 35 ans et plus ont une 9e année de scolarité comparativement à 71,8% et 71,5% chez les Ontariens et les autres Canadiens du même âge. Il en est de même au niveau universitaire. Le recensement de 1981 révèle que 9,5% des Québécois âgés entre 15 et 24 ans ont un tel diplôme alors que la proportion atteint 13% en Ontario et dans le reste du Canada. L'écart entre le Québec et le Canada est moins significatif qu'avec l'Ontario puisque les autres provinces admettent les étudiants à des âges plus jeunes alors que le Québec et l'Ontario exigent un préalable de 13 années de scolarité pour accéder à l'université.

Analphabétisme

L'opinion publique s'alarme depuis quelque temps de l'analphabétisme au Québec. Le ministère de l'Éducation, pour cerner la situation réelle, distingue l'analphabète complet de l'analphabète fonctionnel. L'analphabète complet est incapable de lire ou d'écrire tandis que l'analphabète fonctionnel éprouve de la difficulté à lire ou à écrire. Statistique Canada pour sa part considère comme analphabète le citoyen n'ayant pas au moins une 9e année de scolarité.

Le tableau 16, extrait d'une enquête du ministère de l'Éducation, permet de constater que 4,4% des Québécois interrogés, âgés de 18 ans et plus, montrent de la difficulté à lire ou à écrire et que le phénomène est plus fréquent chez les hommes (5,8%) que chez les femmes (3,2%). L'analphabétisme est aussi plus élevé chez les francophones (4,9%) que chez les anglophones (2,1%).

L'importance de l'analphabétisme s'accentue avec l'âge. Il touche entre 2 et 3% des moins de 45 ans, 6% des 45 à 64 ans et 15% des personnes de 65 ans et plus. L'analphabétisme atteint aussi plus souvent les personnes vivant dans des ménages ayant un revenu inférieur à 10 000 $ par an (23,5%) ou encore les personnes malades (14,3%), retraitées (13,8%), assistées sociales (9,5%) et chômeuses (8,1%). L'analphabétisme touche également plus souvent les personnes faiblement scolarisées. Le taux est de 33,8% chez les personnes possédant 4 ans de scolarité et moins. Toutefois, il ne faut pas établir de relation déterministe entre le nombre d'années de scolarité et l'analphabétisme. En effet, s'il est vrai que 50,7% de ceux qui ont moins de 5 ans de scolarité et 28,0% de ceux qui en ont entre 5 et 8 lisent rarement ou jamais, près de la moitié du premier groupe et des trois quarts du second lisent ou écrivent régulièrement ou à l'occasion.

Un coup d'oeil rapide sur quelques statistiques internationales montre que le Québec, avec un taux d'analphabétisme de 1,8%, se compare favorablement, toutes proportions gardées, à certains pays développés dont le Canada qui affiche un taux de 2,0% et l'Italie qui enregistre un taux de 4,6%.

Personnel des organismes d'enseignement

Commissions scolaires

Depuis l'année scolaire 1979-80, le nombre d'employés des commissions scolaires régresse constamment. Il s'élève à 90 802 personnes en 1983-84 comparativement à 104 750 en 1979-80, soit une baisse de 13,3%. La diminution la plus importante intervient en 1983-84 où elle s'établit à 6,2% par rapport à l'année précédente. La réduction la plus importante s'observe chez le personnel de soutien administratif qui passe de 9 464 personnes en 1979-80 à 7 956 en 1983-84 (-25,9%).

Collèges

Le nombre total d'employés dans les collèges augmente régulièrement depuis 1979-80. De 17 418 qu'il est alors, il s'élève à 18 999 en 1982-83 (+9%). Il progresse d'année en année principalement dans deux grandes catégories d'emploi: les enseignants et le personnel d'encadrement et de gérance. Le nombre d'enseignants qui s'élève à 10 821 en 1979-80 atteint 12 188 en 1982-83 (+12,6%). Chez les cadres, l'augmentation est de 8,9%, leur nombre passant de 709 à 772 pendant la même période. Dans toutes les autres catégories, le mouvement est plutôt à la baisse, particulièrement de 1981-82 à 1982-83.

Universités

Dans les universités, le personnel diminue de 2,1% en 1982-83 par rapport à 1979-80, passant de 31 930 à 31 244 employés. Durant cette période, le nombre de chargés de cours baisse de 10,7% passant de 5 464 à 4 880 personnes. L'ensemble du personnel de soutien décroît de 7,6%, glissant de 12 515 à 11 561 employés. Par contre, le nombre de professeurs-chercheurs sans rang académique augmente ainsi que celui des professionnels et des auxiliaires à l'enseignement et à la recherche. La plus forte hausse est enregistrée dans le premier groupe alors qu'on en dénombre 1 705 en 1982-83 par rapport à 1 304 en 1979-80 (+30,8%). Cependant, cette catégorie d'emploi connaît deux baisses successives de 15,6% et de 7,4% en 1980-81 et en 1981-82.

Situation des femmes dans l'enseignement

Pour mesurer la part des femmes dans le monde de l'enseignement, nous nous référons tout d'abord au pourcentage de postes qu'elles occupent dans les grandes catégories d'emploi, puis, nous étudions le taux de concentration, c'est-à-dire la répartition de l'effectif féminin dans les différentes catégories d'emploi. Enfin, nous examinons le taux de féminité, c'est-à-dire la répartition de l'effectif féminin dans les catégories d'emploi par rapport au nombre total d'employés. Nous observons surtout la place des femmes aux postes de commande.

Commissions scolaires

En 1982-83, les commissions scolaires emploient 97 305 personnes dont 55 971 femmes (57,5%). Toutefois, seulement 6,8% des postes de cadres et hors cadres et 26,0% des postes de principaux et d'adjoints sont comblés par des femmes. D'autre part, 77% des femmes occupent des fonctions d'enseignants comparativement à 59,8% chez les hommes. Leur taux de concentration dans les postes de direction n'en demeure pas moins faible. Ainsi, 0,2% des femmes font carrière dans les fonctions de cadres et hors cadres mais 3,1% du personnel masculin s'y concentre. Au principalat, la concentration du personnel féminin est de 1,8% mais celle de l'effectif masculin s'élève à 6,8%. Quant au taux de féminité, il atteint 0,1% chez les cadres et 1% chez les principaux.

Collèges

Pour la même année, les collèges comptent 16 451 employés dont 6 074 femmes (36,9%). Seulement 8,2% des postes de cadres et hors cadres et 17,2% des postes de gérance sont occupés par des femmes. Contrairement à la situation prévalant dans les commissions scolaires, le taux de concentration du personnel féminin est moins élevé dans la catégorie «enseignants» que chez les hommes: 55,8% contre 65%. Même si ce taux est relativement élevé, 0,7% du personnel féminin se retrouve dans des postes de cadres et 0,6% dans ceux de gérance. Pour les mêmes postes, le taux de féminité n'est que de 0,3 et 0,2%.

Si l'on répartit le personnel à l'emploi des collèges selon l'âge et le sexe, on note encore une fois certaines disparités entre les hommes et les femmes. Ainsi, en 1982-83, 48,9% du personnel féminin a moins de 35 ans. Ce pourcentage tombe à 30,7% en ce qui concerne les hommes.

Enfin, notons le taux élevé de postes de soutien administratif occupés par les femmes dans les commissions scolaires et les collèges: 88% dans le premier cas et 82,4% dans le second.

Universités

À la même époque, les universités ont 11 082 employés à la direction et à l'enseignement dont 2 148 femmes (19,4%)[2]. Ces dernières n'occupent que 11,1% des postes disponibles à la direction de l'enseignement et de la recherche et 12,2% des autres postes de direction. 56,8% d'entre elles sont professeurs-chercheurs alors que 68% du personnel masculin se concentre dans cette catégorie d'emploi. Seulement 5,4% de femmes sont directrices de l'enseignement et de la recherche et 2,8% occupent d'autres postes de direction. Quant au taux de féminité, il s'élève respectivement pour ces deux catégories d'emploi à 1,1% et 0,5%.

---

2. La différence entre les chiffres des tableaux 21 et 23 s'explique par l'absence du personnel de soutien et des chargés de cours.

Financement et coût de fonctionnement[3]

Revenus

En 1982-83, les revenus des commissions scolaires atteignent 4 245,3 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 2,7% par rapport à l'exercice précédent. Les revenus généraux, constitués en majeure partie des subventions des différents niveaux de gouvernements et d'impositions locales, représentent 83,3% des revenus totaux. Les revenus spécifiques, provenant principalement de la location d'immeubles, des services alimentaires, de l'éducation des adultes et du transport scolaire, représentent, quant à eux, 16,7% de l'ensemble des revenus. La principale source de revenus des commissions scolaires est constituée des subventions du gouvernement du Québec (92,1%). L'imposition locale est la deuxième source de revenus en importance avec 4,3%. Les autres revenus des commissions scolaires proviennent du gouvernement du Canada, des gouvernements municipaux, d'intérêts sur les arrérages de taxes et des frais de scolarité. Ces revenus représentent, en 1982-83, 3,6% des revenus totaux.

Les revenus des collèges publics (cégeps) s'accroissent en 1982-83 de 2,6%, passant de 691,7 millions de dollars en 1981-82 à 709,6 millions de dollars en 1982-83. La majeure partie des revenus des collèges publics se compose de subventions (91,4%) provenant du ministère de l'Éducation. Les individus sont la deuxième source de financement en importance (4,9%) des collèges publics. Ces sommes proviennent principalement des inscriptions, des frais de scolarité et de la vente de biens et de services. Finalement, les sommes versées par d'autres organismes scolaires et gouvernementaux et les revenus d'autres sources complètent les revenus des collèges publics (3,7%).

En 1982-83, les revenus des universités augmentent de 12,7% par rapport à 1981-82. Les revenus de ces organismes d'enseignement proviennent principalement du gouvernement du Québec et de ses organismes affiliés (73,0%), des étudiants (7,2%) et du gouvernement du Canada et de ses organismes affiliés (7,0%). Les revenus tirés des placements, de la vente de produits et de services, des dons et des subventions d'organismes indépendants constituent les autres revenus des universités.

Les établissements privés subventionnés voient leurs revenus s'accroître de 5,9% en 1982-83, passant de 288,3 millions de dollars en 1981-82 à 305,3 millions de dollars en 1982-83. Les subventions du gouvernement du Québec représentent 64,9% de l'ensemble des revenus des établissements privés subventionnés. Ces subventions sont calculées en tenant compte du coût moyen par élève observé l'année précédente dans le réseau public, de la valeur locative des immeubles, du coût des taxes foncières de chaque institution et de divers critères. La deuxième source de revenus en importance est celle des frais de scolarité avec 21,0% des revenus totaux. Les revenus provenant du transport scolaire, des cafétérias, de la buanderie, des résidences et des centres sportifs sont classés sous la catégorie «services auxiliaires» et composent 10,6% des revenus. Finalement, les «autres revenus» qui comprennent des contributions de congrégations ou des sociétés religieuses, des dons et des legs représentent 3,9% des revenus des établissements privés subventionnés.

Dépenses

Les dépenses des commissions scolaires s'élèvent à 4 215,3 millions de dollars en 1982-83, soit une diminution de 1,9% par rapport à l'exercice précédent. Les salaires et les autres dépenses

---

3. La partie consacrée au financement a été rédigée par Reine Grenier de la division des finances publiques au Bureau de la statistique du Québec.

constituent la majeure partie des dépenses avec respectivement 2 938,7 millions de dollars (69,7%) et 414,5 millions de dollars (9,8%). Les «autres dépenses» comprennent notamment les frais bancaires, les dons, les taxes radiées, les intérêts, les dépenses relatives au service de la dette ainsi que le remboursement de la dette à long terme.

Les dépenses des collèges publics sont de l'ordre de 698,5 millions de dollars en 1982-83, ce qui représente une augmentation de 0,6% par rapport à 1981-82. S'élevant à 542,4 millions de dollars, les salaires constituent la nature de dépenses la plus importante des collèges publics; ceux-ci représentent en effet 77,6% des dépenses.

Les universités ont accru leurs dépenses de 12,7% en 1982-83, elles atteignent, pour cet exercice, 1 356,7 millions de dollars. Les dépenses de fonctionnement des universités présentées selon le poste budgétaire et regroupées selon la nature montrent que les traitements représentent 62,5% de l'ensemble des dépenses des universités, les avantages sociaux 7,9% et les autres dépenses 31,4%.

Les dépenses de l'ensemble des établissements privés subventionnés s'établissent à 305,3 millions de dollars en 1982-83, soit un accroissement de 5,9% par rapport à l'exercice 1981-82. Les dépenses de fonctionnement présentées par poste budgétaire montrent que le poste «rémunération des enseignants» accapare 49,3% des dépenses totales. Les dépenses relatives à ce poste comprennent les traitements versés au personnel pour les services rendus à l'établissement, la part des avantages sociaux payée par l'employeur ainsi que les autres dépenses. Les autres dépenses importantes proviennent des services auxiliaires (11,8%), du service de l'équipement (11,4%) et de l'administration générale (7,1%).

Valeur des émissions d'obligations

La valeur des émissions d'obligations des commissions scolaires atteint, en 1983, un montant de 368,0 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 320,1 millions de dollars par rapport à l'année 1982. On remarque que la valeur de ces émissions d'obligations est la plus grande enregistrée au cours des six dernières années. On constate également que la valeur des émissions d'obligations des commissions scolaires représente 87,4% de la valeur totale des émissions d'obligations du réseau public d'éducation et des universités privées.

Coût par tête

Le début des années soixante marque une nouvelle étape dans le développement de l'éducation au Québec. L'évolution des dépenses de fonctionnement depuis ce temps progresse de façon sensible. En 1965-66, le Québec consacre 708 millions de dollars aux dépenses de fonctionnement des organismes d'enseignement, ce qui équivaut à 495 $ par étudiant. En 1982-83, ces dépenses s'élèvent à 5,889 milliards de dollars ou à 4 557 $ par étudiant. En 1983-84, les dépenses de fonctionnement prévues sont de 6,267 milliards de dollars ou de 4 824 $ par étudiant. Par rapport à 1965-66, les dépenses par étudiant sont presque multipliées par 10.

Si l'on compare l'Ontario avec le Québec, on note que les dépenses de fonctionnement des organismes d'enseignement y sont toujours plus élevées qu'au Québec, la clientèle y étant également plus importante. L'étude des dépenses par étudiant est plus révélatrice. Alors qu'il existe un écart en faveur de l'Ontario de 1965-66 à 1972-73, la situation s'inverse en 1982-83 alors que le Québec consacre 573 $ de plus par étudiant que l'Ontario. En 1965-66, le Québec dépense 125 $ par habitant pour les organismes d'enseignement comparativement à 142 $ en Ontario. Mais de 1976-77 à 1981-82, le Québec dépense un peu plus que l'Ontario par tête d'habitant.

En 1965-66, le Québec consacre 4,8% de son produit intérieur brut aux dépenses des organismes d'enseignement. En 1982-83, la proportion s'élève à 7,1%. Le Québec, dans ce domaine, dépasse constamment l'Ontario qui, pour les mêmes années, affiche des taux de 4,2% et 5,8%.

Prêts et bourses

Le gouvernement du Québec vient en aide aux étudiants par la distribution de prêts et de bourses. Le ministère de l'Éducation accorde 47 617 prêts en 1973-74 et 103 249 en 1983-84, ce qui donne une augmentation de 116,8% et une augmentation annuelle moyenne de 8% pendant cette décennie. Ces prêts s'élevèrent à 26,3 millions de dollars en 1973-74 et à 151,1 millions en 1983-84 (+474,5%), ce qui représente un taux d'augmentation annuel moyen de 19,1%. Le prêt moyen qui vaut 552 $ en 1973-74 atteint 1 425 $ en 1983-84 (+158,2%).

En 1983-84, le nombre des bourses s'élève à 66 507 contre 29 587 en 1973-74 (+124,8%), pour une augmentation moyenne annuelle de 8,4%. Le ministère de l'Éducation dépense à ce chapitre 151 millions de dollars en 1983-84 comparativement à 20,2 millions en 1973-74 (+647,5%), pour une augmentation annuelle moyenne de 22,3%. Une bourse moyenne qui s'élève à 680 $ en 1973-74 s'accroît de 1 590 $ dix ans plus tard pour atteindre 2 270 $ (+234%) en 1983-84.

Notes explicatives

Éducation des adultes

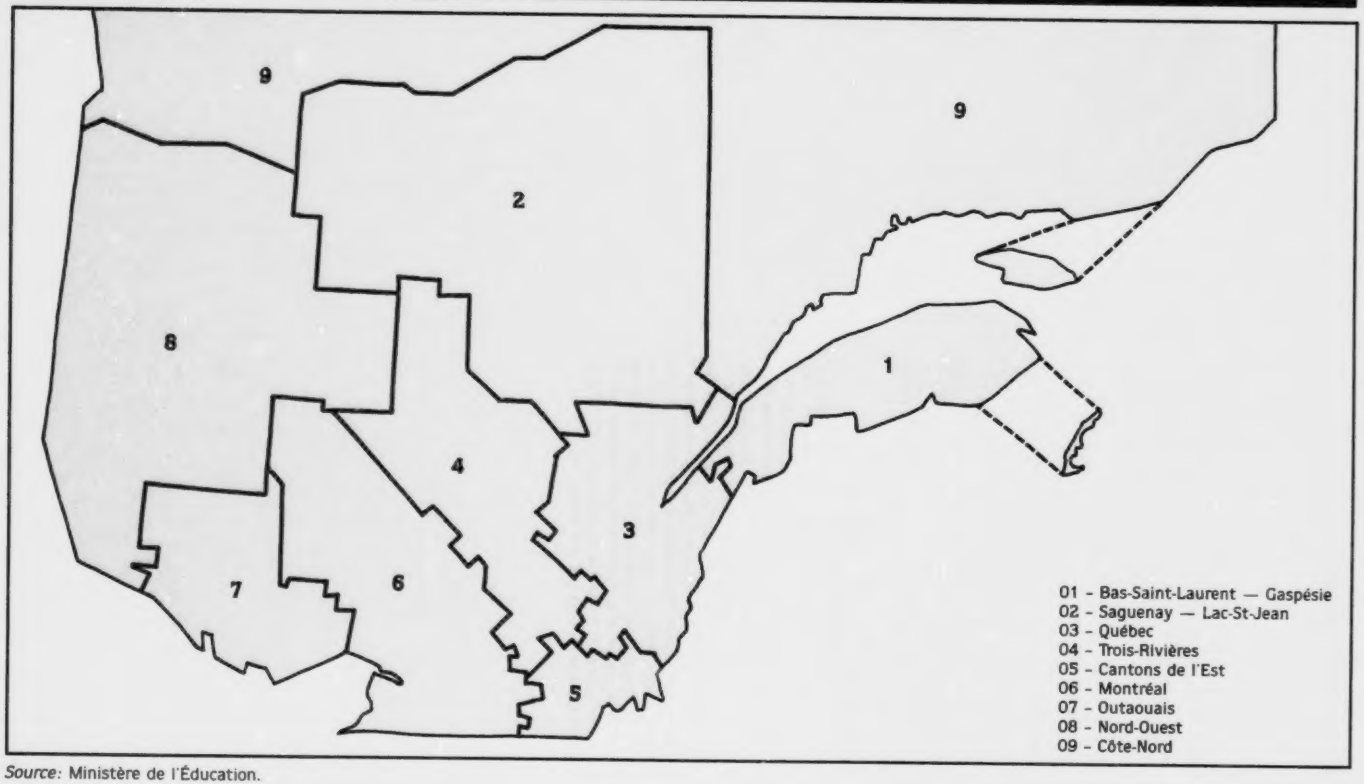
Au niveau secondaire, la définition d'un etudiant admissible à l'éducation des adultes est contenue dans la loi canadienne sur la formation professionnelle. C'est une personne dont l'âge dépasse d'une année l'âge normal de la fin de la scolarité au Québec, y compris celle qui se consacre à l'entretien de son foyer, qu'elle ait appartenu ou non à la main-d'oeuvre. Pour être admissible au cours, cette personne ne doit pas avoir fréquenté l'école de façon régulière pendant les douze mois qui précèdent l'âge normal de la fin de la fréquentation scolaire.

Au niveau collégial, l'éducation des adultes s'adresse aux personnes inscrites en formation professionnelle, les autres devant s'inscrire au secteur régulier. Au niveau universitaire, il n'existe pas de définition claire de l'éducation des adultes, celle-ci se confondant souvent avec études à temps partiel et éducation permanente.

Évolution de la scolarisation

Si l'on veut comparer la distribution de la population québécoise de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité atteint en 1981 avec celle d'un recensement antérieur ou d'une autre province, il est nécessaire d'exprimer les effectifs correspondant aux différents niveaux de scolarité atteints en fonction de la population totale de chaque groupe d'âge. De plus, en cumulant progressivement la distribution relative de la population selon le plus haut niveau de scolarité atteint, on obtient d'abord la proportion de la population ayant atteint l'université, puis la proportion de ceux qui ont au moins obtenu un diplôme du secondaire, et enfin la proportion de la population ayant atteint au moins une 9e année d'études. On peut en effet raisonnablement supposer que les personnes classées en fonction du plus haut niveau de scolarité ont franchi chacune des étapes inférieures.

Figure 1
Territoires des régions administratives scolaires, Québec, 1985



Source: Ministère de l'Éducation.

Tableau 1

Répartition des organismes d'enseignement par catégorie, Québec, 1979-80 à 1983-84

Catégorie d'organismes	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
	n				
Commissions scolaires catholiques	213	213	213	212	211
Régionales	39	39	39	38	38
Locales	142	142	141	139	138
Intégrées	32	32	33	35	35
Commissions scolaires protestantes	31	31	31	31	31
Régionales	7	7	7	7	7
Locales	17	17	17	17	17
Intégrées	7	7	7	7	7
Commissions scolaires multiconfessionnelles	4	4	4	4	4
Intégrées	4	4	4	4	4
Ensemble des commissions scolaires	248	248	248	247	246
Régionales	46	46	46	45	45
Locales	159	159	158	156	155
Intégrées	43	43	44	46	46
Cégep et campus[1]	46	46	46	46	47
Universités et constituantes[2]	19	19	19	19	19
Écoles gouvernementales	48	49	46	52	55
Institutions privées (DIP, RFS, PE)[3]	317	306	320	320	318

1. Sans compter les collèges régionaux.
2. Sans compter le siège social de l'Université du Québec.
3. DIP: déclarée d'intérêt public; RFS: reconnue aux fins de subventions; PE: permis d'enseignement autre que de culture personnelle.

Source: Ministère de l'Éducation. Système d'information sur les organismes.

Tableau 2

Répartition des organismes d'enseignement selon le niveau, la langue d'enseignement et le statut confessionnel, Québec, 1983-84

Niveau et langue d'enseignement	Statut confessionnel			Total
	Catholique	Protestant	Multiconfessionnel	
	n			
Primaire (CS locales)[1]	138	17	—	155
Français	105	—	—	105
Anglais	1	9	—	10
Français et anglais	32	8	—	40
Secondaire (CS régionales)	38	7	—	45
Français	27	—	—	27
Anglais	—	4	—	4
Français et anglais	11	3	—	14
Primaire et secondaire (CS intégrées)	35	7[2]	4	46[2]
Français	18	—	1	19
Anglais	—	4	—	4
Français et anglais	17	3	3	23
Total	211	31	4	246[3]
Français	150	—	1	151
Anglais	1	17	—	18
Français et anglais	60	14	3	77

1. C.S. signifie commission scolaire.
2. Non comprises les cinq commissions scolaires qui ont juridiction au primaire par délégation de pouvoirs.
3. Y compris les onze commissions scolaires inopérantes.

Source: Ministère de l'Éducation. *Annuaire des organismes scolaires publics et listes complémentaires, 1983-84.*

Tableau 3

Nombre de collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) et nombre d'universités selon la langue d'enseignement, Québec, année scolaire, 1983-84

Niveau et établissements d'enseignement	Langue d'enseignement			Total
	Français	Anglais	Bilingue	
			n	
Collégial (Public)	39	7	1	47
Cégeps	39	3[1]	1	43
Campus[2]	—	4	—	4
Universitaire	17[3]	3	—	20[3]
Universités	4	3	—	7
Constituantes	11	—	—	11
Écoles affiliées	2	—	—	2

1. Non compris le collège régional Champlain (siège social — trois campus).
2. Non compris l'École d'aérotechnique du collège Édouard-Montpetit.
3. Y compris le siège social de l'Université du Québec.

Source: Ministère de l'Éducation. *Annuaire des organismes scolaires publics et listes complementaires, 1983-84.*

Tableau 4

Effectif scolaire des réseaux public et privé selon le niveau d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84

Niveau d'enseignement	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			n		
Maternelle, primaire et secondaire[1]	1 262 530	1 223 926	1 183 551	1 164 576	1 149 439
Enseignement régulier	1 152 284	1 116 992	1 085 668	1 066 228	1 051 572
Maternelle 4 ans	6 171	6 948	7 176	7 380	6 070
Maternelle 5 ans	82 903	87 772	87 935	89 246	89 354
Primaire	509 058	500 442	496 764	492 139	493 617
Secondaire[1]	554 152	521 830	493 793	477 463	462 531
Enseignement spécialisé	110 246	106 934	97 883	98 348	97 867
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	102 587	96 624	93 010	93 829	93 442
Accueil et francisation (tous les niveaux)	7 659	10 310	4 873	4 519	4 425
Collégial[2]	134 300	135 319	141 107	149 956	156 658
Général	67 092	68 014	72 145	75 409	78 622
Professionnel	67 208	67 305	68 962	74 547	78 036
Total	1 396 830	1 359 245	1 324 658	1 314 532	1 306 097

1. Ces données ne comprennent pas les élèves à temps partiel: 1981-82: 5 947 élèves; 1982-83: 9 681 élèves; 1983-84: 10 597 élèves.
2. Ces données ne comprennent pas les 643 élèves du collège Marie-Victorin inscrits à temps plein à l'enseignement régulier qui suivent des programmes de cours réservés aux adultes: agent de la pastorale et gérontologie.

Source: Ministère de l'Éducation. *Statistiques de l'enseignement* de 1979-80 à 1982-83; Fichiers de 1983-84; Écoles publiques, établissements privés et «Déclaration des clientèles scolaires» (DSC); Recherche et développement, Direction générale de l'enseignement collégial. *Bulletin statistique,* vol. 9, n[os] 1 et 4.

Tableau 5

Répartition des écoles institutionnelles des commissions scolaires selon le niveau d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84

Niveau d'enseignement	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			n		
Primaire	1 900	1 890	1 813	1 840	1 834
Secondaire	613	586	529	565	555
Primaire — Secondaire	201	194	225	152	167
Total	**2 714**	**2 670**	**2 567**	**2 557**	**2 556**

Source: Ministère de l'Éducation. Formulaire «Sommaire de l'école au 30 septembre» (1979-80 à 1981-82); «Fiche d'identité de l'élève» (1982-83 et 1983-84).

Tableau 6

Effectif scolaire du réseau public, selon le niveau d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84

Niveau d'enseignement et classe	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			n		
Maternelle 4 ans	**7 764**	**9 561**	**5 318**	**5 651**	**5 844**
Enseignement régulier	4 262	4 994	5 237	5 530	5 662
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	—	134	79	119	179
Accueil et francisation	3 502	4 433	2	2	3
Maternelle 5 ans	**83 430**	**88 198**	**87 626**	**88 823**	**89 134**
Enseignement régulier	80 698	85 042	85 365	86 487	86 678
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	517	468	502	702	877
Accueil et francisation	2 215	2 688	1 759	1 634	1 579
Primaire	**554 367**	**540 169**	**534 734**	**530 174**	**529 868**
Enseignement régulier	492 433	481 370	477 646	473 197	473 397
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	60 726	56 913	55 190	55 356	54 750
Accueil et francisation	1 208	1 886	1 898	1 621	1 721
Secondaire[1]	**524 547**	**492 087**	**464 008**	**447 693**	**429 711**
Enseignement régulier	484 359	453 406	427 310	410 555	392 868
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	39 454	37 378	35 484	35 876	35 721
Accueil et francisation	734	1 303	1 214	1 262	1 122
Collégial	**119 405**	**119 981**	**125 207**	**133 119**	**139 101**
Cegeps	117 353	118 072	123 377	131 264	137 115
Général	56 999	57 628	61 324	64 098	66 938
Professionnel	60 354	60 444	62 053	67 166	70 177
Autres organismes publics	2 052	1 909	1 830	1 855	1 986
Général	398	396	421	463	517
Professionnel	1 654	1 513	1 409	1 392	1 469
Total	**1 289 513**	**1 249 996**	**1 216 893**	**1 205 460**	**1 193 658**

1. Ces données ne comprennent pas les élèves à temps partiel: 1981-82: 5 206 élèves; 1982-83: 8 576 élèves; 1983-84: 10 011 élèves.

Source: Ministère de l'Éducation. *Statistiques de l'enseignement* de 1979-80 à 1982-83; Fichiers de 1983-84: Écoles publiques et «Déclaration des clientèles scolaires» (DCS).

7

Tableau 7

Effectif scolaire des réseaux public et privé selon la langue d'enseignement et la région administrative scolaire, Québec, 1981-82 à 1983-84

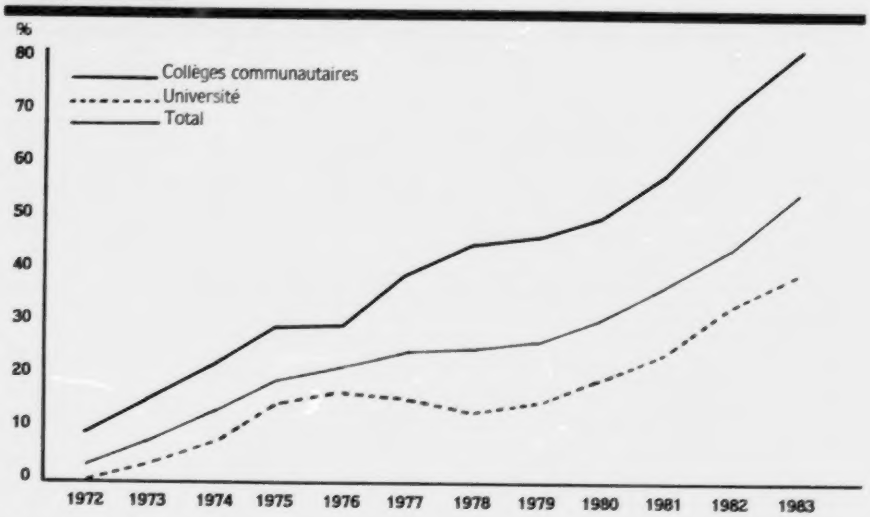
Niveau d'enseignement et langue d'enseignement	Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	Saguenay — Lac-Saint-Jean	Québec	Trois-Rivières	Estrie
			n		
1981-82	54 296	67 963	216 739	92 846	55 030
Préscolaire, primaire et secondaire	48 342	59 796	192 245	83 164	49 047
Français	46 096	59 144	189 460	82 224	43 915
Anglais	2 246	652	2 785	940	5 132
Langues amérindiennes	—	—	—	—	—
Collégial régulier	5 954	8 167	24 494	9 682	5 983
Français	5 848	8 167	23 813	9 682	4 738
Anglais	106	—	681	—	1 245
1982-83	53 591	67 905	216 371	92 349	54 609
Préscolaire, primaire et secondaire	47 245	59 069	190 245	82 177	48 384
Français	45 072	58 522	187 637	81 314	43 528
Anglais	2 173	547	2 608	863	4 856
Langues amérindiennes	—	—	—	—	—
Collégial régulier	6 346	8 836	26 126	10 172	6 225
Français	6 240	8 836	25 446	10 172	4 942
Anglais	106	—	680	—	1 283
1983-84	52 911	67 729	216 352	92 399	53 955
Préscolaire, primaire et secondaire	46 188	58 467	189 371	81 804	47 707
Français	44 120	58 018	186 953	80 964	43 190
Anglais	2 068	449	2 418	840	4 517
Langues amérindiennes	—	—	—	—	—
Collégial régulier	6 723	9 262	26 981	10 595	6 248
Français	6 608	9 262	26 282	10 595	4 858
Anglais	115	—	699	—	1 390

Source: Écoles publiques, Établissements privés et «Déclaration des clientèles scolaires» (DCS). Ministère de l'Éducation. Recherche et développement. Direction générale de l'enseignement collégial. *Bulletin statistique*, volume 7, numéros 4 et 5.

Niveau d'enseignement et langue d'enseignement	Sous-régions de Montréal			Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord — N.-Q.	Total
	Nord	Sud	Île				
				n			
1981-82	**163 058**	**220 325**	**322 338**	**59 970**	**40 090**	**32 003**	**1 324 658**
Préscolaire, primaire et secondaire	153 393	204 539	268 541	56 030	38 215	30 239	1 183 551
Français	138 740	179 854	177 728	48 338	35 901	25 720	1 027 120
Anglais	14 653	24 635	90 800	7 662	2 120	3 910	155 585
Langues amérindiennes	—	—	13	30	194	609	846
Collégial régulier	9 665	15 786	53 797	3 940	1 875	1 764	141 107
Français	9 665	13 629	33 624	3 385	1 875	1 764	116 190
Anglais	—	2 157	20 173	555	—	—	24 917
1982-83	**162 724**	**219 120**	**318 328**	**58 923**	**39 784**	**30 828**	**1 314 532**
Préscolaire, primaire et secondaire	151 915	202 310	261 832	54 715	37 745	28 939	1 164 576
Français	138 212	179 072	176 876	47 367	35 497	24 526	1 017 623
Anglais	13 703	23 238	84 944	7 343	2 037	3 780	146 092
Langues amérindiennes	—	—	12	5	211	633	861
Collégial régulier	10 809	16 810	56 496	4 208	2 039	1 889	149 956
Français	10 809	14 592	35 325	3 556	2 039	1 889	123 846
Anglais	—	2 218	21 171	652	—	—	26 110
1983-84	**162 505**	**219 861**	**312 330**	**58 378**	**39 500**	**30 177**	**1 306 097**
Préscolaire, primaire et secondaire	150 730	201 820	253 867	54 111	37 161	28 213	1 149 439
Français	138 236	180 008	175 367	47 078	35 162	23 709	1 012 805
Anglais	12 494	21 812	78 492	6 978	1 826	3 714	135 608
Langues amérindiennes	—	—	8	55	173	790	1 026
Collégial régulier	11 775	18 041	58 463	4 267	2 339	1 964	156 658
Français	11 775	15 778	36 377	3 573	2 339	1 964	129 411
Anglais	—	2 263	22 086	694	—	—	27 247

Figure 2

Évolution de l'effectif postsecondaire[1] à plein temps, selon le genre d'établissement, Canada, 1972-1983



1. À l'automne de chaque année.

Source: Statistique Canada. *Bulletin des statistiques de l'éducation* (81-002).

Tableau 8

Effectif scolaire du réseau privé, selon le niveau d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84

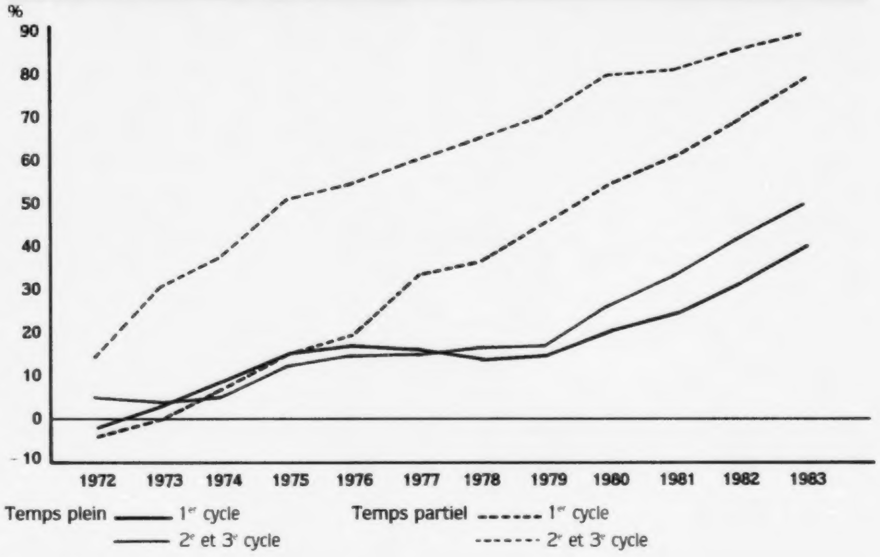
Niveau d'enseignement et classe	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			n		
Maternelle 4 ans	1 771	1 596	1 670	1 597	170
Enseignement régulier	1 771	1 596	1 670	1 597	170
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	—	—	—	—	—
Maternelle 5 ans	1 979	2 363	2 270	2 517	2 368
Enseignement régulier	1 914	2 304	2 207	2 444	2 296
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	65	59	63	73	72
Primaire	15 621	17 280	18 007	17 963	19 017
Enseignement régulier	14 740	16 491	17 147	17 086	18 151
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	881	789	860	877	866
Secondaire[1]	67 659	67 519	65 812	66 309	69 100
Enseignement régulier	67 069	66 863	65 094	65 604	68 404
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	590	656	718	705	696
Collégial	14 895	15 338	15 900	16 837	17 557[2]
Général	9 695	9 990	10 400	10 848	11 167
Professionnel	5 200	5 348	5 500	5 989	6 390
Total	101 925	104 096	103 659	105 223	108 212

1. Ces données ne comprennent pas les élèves à temps partiel: 1981-82: 642 élèves; 1982-83: 1 018 élèves; 1983-84: 493 élèves.
2. Ces données ne comprennent pas les 643 élèves du collège Marie Victorin inscrits à temps plein à l'enseignement régulier qui suivent des programmes de cours réservés aux adultes, agent de la pastorale et gérontologie.

Source: Ministère de l'Éducation. *Statistiques de l'enseignement* de 1979-80 à 1982-83; Fichiers de 1983-84: Établissements privés et «Déclaration des clientèles scolaires» (DCS); Recherche et développement. Direction générale de l'enseignement collégial. *Bulletin statistique*, vol. 9, n^os 1 et 4.

Figure 3

Évolution de l'effectif universitaire selon le niveau et le type de fréquentation, Canada, 1972-1983



Source: Statistique Canada.

Tableau 9

Effectif (en nombre équivalent temps plein) des universités, Québec, 1973-74 à 1983-84

	1973-74	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84[1]	Taux[2]
						n						%
Temps plein	66 650	69 078	73 921	74 762	78 612	82 453	86 509	88 439	91 031	95 628	101 533	4,3
Collégial[3]	5 278	471	34	22	—	—	—	—	—	—	—	—
Universitaire	61 372	68 607	73 887	74 740	78 612	82 453	86 509	88 439	91 031	95 628	101 533	5,2
Temps partiel	23 128	23 856	26 564	32 709	32 483	34 528	36 416	39 993	39 736	40 238	42 216	6,2
Collégial[3]	2 338	338	18	6	2	—	—	—	—	—	—	—
Universitaire	20 790	23 518	26 546	32 703	32 481	34 528	36 416	39 993	39 736	40 238	42 216	6,2
Total[4]	89 778	92 934	100 485	107 471	111 095	116 981	122 925	128 432	130 767	135 866	143 749	4,8

1. Prévisions.
2. Taux d'augmentation annuel moyen.
3. Comprend les élèves qui, à la suite de la fusion entre l'université Sir George William et le collège Loyola, ont poursuivi un cours commercial de niveau collégial, tout en émargeant au budget de la nouvelle université Concordia.
4. Les données ne comprennent pas les étudiants de l'enseignement périuniversitaire ni les auditeurs. L'effectif scolaire en nombre équivalent temps complet provient d'une méthode de calcul qui convertit des nombres absolus d'étudiants inscrits et reconnus par le Ministère en EETC. Cette méthode fut rajustée en 1977-78 pour les étudiants à temps partiel. L'effectif scolaire en nombre équivalent temps complet est celui reconnu et financé par le MEQ.

Source: Ministère de l'Éducation. Rapport statistique sur les étudiants (ETC) inscrits dans les universités du Québec, 1972-73 à 1982-83.

Tableau 10

Effectif régulier à temps plein au collégial selon le programme d'enseignement, Québec, 1979-80 à 1983-84

Programme d'enseignement	1979-80[1]	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			n		
Formation générale	67 092	68 014	72 145	75 409	78 622
Sciences de la santé, pures et appliquées	21 926	22 603	24 300	25 558	27 953
Sciences humaines et de l'administration	35 507	35 457	37 803	39 421	40 280
Arts	3 843	4 326	4 656	4 863	4 833
Lettres	4 535	4 207	4 217	4 500	4 398
Hors diplôme d'études collégiales	944	1 010	1 169	1 067	1 158
Non déterminé	337	411	—	—	—
Formation professionnelle	67 208	67 305	68 962	74 547	78 036
Techniques biologiques	13 953	13 022	13 011	13 259	13 599
Techniques physiques	15 701	15 973	16 789	18 430	19 321
Techniques humaines	8 539	8 802	8 639	8 759	8 833
Techniques de l'administration	24 788	25 224	26 266	29 595	31 311
Arts appliqués	4 025	4 093	4 056	4 352	4 760
Lettres	57	67	69	74	74
Hors diplôme d'études collégiales	145	124	132	78	138
Non déterminé	—	—	—	—	—
Total	134 300	135 319	141 107	149 956	156 658

1. Données révisées depuis la publication de *L'Annuaire du Québec, 1979-1980.*

Source: Ministère de l'Éducation. «Système d'information des clientèles du collégial» (SICC).

Tableau 11

Diplômés de l'enseignement secondaire selon la formation, le sexe et la région administrative scolaire, Québec, 1983[1]

Formation et sexe	Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	Saguenay — Lac-Saint-Jean	Québec	Trois-Rivières	Estrie
			n		
Générale	2 229	3 000	10 626	4 672	2 673
H	984	1 507	5 055	2 254	1 200
F	1 245	1 493	5 571	2 418	1 473
Professionnelle	1 443	2 244	7 349	3 132	1 928
H	869	1 222	4 047	1 892	1 032
F	574	1 022	3 302	1 240	896
Total	3 672	5 244	17 975	7 804	4 601
H	1 853	2 729	9 102	4 146	2 232
F	1 819	2 515	8 873	3 658	2 369

1. Comprend les élèves de l'éducation des adultes.
2. Ne comprend pas 277 diplômés dont la région administrative scolaire est indéterminée.

Source: Ministère de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques, Service de la démographie scolaire.

Tableau 12

Effectif de l'éducation des adultes[1] des commissions scolaires, selon le type de formation, Québec, 1979-80 à 1983-84

Formation	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
	n				
Formation socio-culturelle	177 783	232 143	151 896	138 035	146 277
Formation générale à temps partiel	48 310	64 770	53 613	54 763	54 333
Éducation populaire	129 473	167 373	98 283	83 272	91 944
Formation socio-économique	70 853	106 271	82 168	89 896	97 962
Formation générale à temps plein	9 835	12 124	11 716	11 495	14 641
Formation professionnelle					
À temps plein	11 463	21 077	19 715	15 031	20 916
À temps partiel	47 755	71 117	49 003	62 509	61 593
Formation dans l'industrie	1 800	1 953	1 734	861	812
Formation indéterminée	—	45 703	19 019	17 568	19 318
Total	248 636	384 117	253 083	245 499	263 557

1. Un individu inscrit à une ou plusieurs matières se voit associer le type de formation où il a reçu le plus grand nombre d'heures de cours.

Source: Ministère de l'Éducation, Direction générale de l'éducation des adultes, Système d'évaluation de l'éducation des adultes, 1979-80 à 1983-84.

Formation et sexe	Montréal			Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord N.-Q.	Total
	Nord	Sud	Île				
	n						
Générale	7 528	10 441	17 916	2 426	1 565	1 171	64 247
H	3 597	4 987	8 680	1 150	712	543	30 669
F	3 931	5 454	9 236	1 276	853	628	33 578
Professionnelle	3 460	4 630	6 191	1 161	865	479	32 882
H	1 824	2 511	2 953	601	462	299	17 712
F	1 636	2 119	3 238	560	403	180	15 170
Total	10 988	15 071	24 107	3 587	2 430	1 650	97 129
H	5 421	7 498	11 633	1 751	1 174	842	48 381
F	5 567	7 573	12 474	1 836	1 256	808	48 748

Tableau 13

Diplômés de l'enseignement collégial (DEC) selon la famille de programmes, le sexe et la région administrative scolaire, Québec, 1983[1]

Famille de programmes et sexe	Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	Saguenay — Lac-Saint-Jean	Québec	Trois-Rivières	Estrie
	n				
Générale	529	947	3 742	1 253	913
H	219	496	1 864	588	379
F	310	451	1 878	665	534
Sciences	193	375	1 393	461	340
H	106	238	825	253	200
F	87	137	568	208	140
Sciences humaines	301	521	2 094	723	505
H	108	242	982	324	170
F	193	279	1 112	399	335
Arts et Lettres	35	51	255	69	68
H	5	16	57	11	9
F	30	35	198	58	59
Professionnelle	818	1 107	2 983	1 023	591
H	382	506	1 249	426	255
F	436	601	1 734	597	336
Techniques biologiques	124	242	724	159	158
H	33	69	273	30	25
F	91	173	451	129	133
Techniques physiques	249	263	532	252	99
H	231	245	468	229	95
F	18	18	64	23	4
Techniques humaines	139	178	436	81	85
H	46	61	108	28	31
F	93	117	328	53	54
Techniques administratives	285	311	1 063	448	209
H	62	96	349	111	91
F	223	215	714	337	118
Arts	21	113	228	83	40
H	10	35	51	28	13
F	11	78	177	55	27
Total	1 347	2 054	6 725	2 276	1 504
H	601	1 002	3 113	1 014	634
F	746	1 052	3 612	1 262	870

1. Comprend les élèves de l'éducation des adultes.

Source: Ministère de l'Éducation, Directon générale des études économiques et démographiques. Fichier des diplômes du collégial au 84.11.15.

Famille de programmes et sexe	Montréal			Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Total
	Nord	Sud	Île				
	n						
Générale	**1 486**	**2 699**	**9 512**	**558**	**234**	**188**	**22 061**
H	**689**	**1 255**	**4 702**	**235**	**97**	**96**	**10 620**
F	**797**	**1 444**	**4 810**	**323**	**137**	**92**	**11 441**
Sciences	495	916	3 276	155	52	85	7 741
H	281	495	2 011	87	26	50	4 572
F	214	421	1 265	68	26	35	3 169
Sciences humaines	827	1 640	5 466	368	174	97	12 716
H	367	723	2 508	142	70	46	5 682
F	460	917	2 958	226	104	51	7 034
Arts et Lettres	164	143	770	35	8	6	1 604
H	41	37	183	6	1	—	366
F	123	106	587	29	7	6	1 238
Professionnelle	**914**	**1 562**	**4 261**	**348**	**222**	**156**	**13 985**
H	**320**	**734**	**1 628**	**163**	**91**	**68**	**5 822**
F	**594**	**828**	**2 633**	**185**	**131**	**88**	**8 163**
Techniques biologiques	163	457	706	63	31	41	2 868
H	16	130	62	3	5	24	670
F	147	327	644	60	26	17	2 198
Techniques physiques	155	360	769	68	46	32	2 825
H	139	337	664	63	36	31	2 538
F	16	23	105	5	10	1	287
Techniques humaines	170	2	603	28	44	11	1 777
H	26	—	174	14	6	2	496
F	144	2	429	14	38	9	1 281
Techniques administratives	371	699	1 584	176	97	70	5 313
H	119	254	533	76	42	10	1 743
F	252	445	1 051	100	55	60	3 570
Arts	55	44	599	13	4	2	1 202
H	20	13	195	7	2	1	375
F	35	31	404	6	2	1	827
Total	**2 400**	**4 261**	**13 773**	**906**	**456**	**344**	**36 046**
H	**1 009**	**1 989**	**6 330**	**398**	**188**	**164**	**16 442**
F	**1 391**	**2 272**	**7 443**	**508**	**268**	**180**	**19 604**

Tableau 14

Diplômés de l'enseignement universitaire selon le type de diplôme et le sexe, par université, Québec, 1983

Type de diplôme et sexe	Université du Québec							
	Chicoutimi	Montréal	Rimouski	Trois-Rivières	Nord-Ouest	Outaouais	Autre	Total
	n							
1er cycle: Baccalauréats	679	2 647	473	1 192	74	255	163	5 483
H	349	1 321	175	630	22	86	145	2 728
F	330	1 326	298	562	52	169	18	2 755
2e cycle: Maitrises	27	226	22	92	—	4	95	466
H	20	139	14	68	—	2	69	312
F	7	87	8	24	—	2	26	154
3e cycle: Doctorats	—	5	—	2	—	—	3	10
H	—	2	—	1	—	—	3	6
F	—	3	—	1	—	—	—	4
Certificats	553	1 645	433	486	145	388	1 057	4 707
H	244	753	217	230	45	135	446	2 070
F	309	892	216	256	100	253	611	2 637
Diplômes	—	—	—	—	—	—	—	—
H	—	—	—	—	—	—	—	—
F	—	—	—	—	—	—	—	—
Baccalauréats en pédagogie	—	—	—	—	—	—	—	—
H	—	—	—	—	—	—	—	—
F	—	—	—	—	—	—	—	—
Baccalauréats ès arts	—	—	—	—	—	—	—	—
H	—	—	—	—	—	—	—	—
F	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	1 259	4 523	928	1 772	219	647	1 318	10 666
H	613	2 215	406	929	67	223	663	5 116
F	646	2 308	522	843	152	424	655	5 550

Source: Ministère de l'Éducation, Registraire des universités.

Type de diplôme et sexe	Laval	Montréal	Sherbrooke	Bishop's	McGill	Concordia	Total
				n			
1er cycle: Baccalauréats	4 300	4 027	1 641	203	3 331	2 983	21 968
H	2 251	2 040	901	127	1 785	1 539	11 371
F	2 049	1 987	740	76	1 546	1 444	10 597
2e cycle: Maitrises	644	1 042	240	1	896	305	3 594
H	423	559	170	—	512	209	2 185
F	221	483	70	1	384	96	1 409
3e cycle: Doctorats	85	138	16	—	143	26	418
H	66	92	16	—	114	17	311
F	19	46	—	—	29	9	107
Certificats	863	4 229	346	—	793	113	11 051
H	408	1 513	123	—	343	32	4 489
F	455	2 716	223	—	450	81	6 562
Diplômes	118	296	43	17	636	147	1 257
H	82	177	13	12	377	87	748
F	36	119	30	5	259	60	509
Baccalauréats en pedagogie	—	—	—	—	166	—	166
H	—	—	—	—	53	—	53
F	—	—	—	—	113	—	113
Baccalauréats ès arts	—	—	—	—	—	25	25
H	—	—	—	—	—	15	15
F	—	—	—	—	—	10	10
Total	6 010	9 732	2 286	221	5 965	3 599	38 479
H	3 230	4 381	1 223	139	3 184	1 899	19 172
F	2 780	5 351	1 063	82	2 781	1 700	19 307

Tableau 15

Évolution de la scolarisation, selon le sexe, Québec, 1976, 1982 et 1983

Étape du cheminement scolaire	Hommes			Femmes			Total		
	1976	1982	1983	1976	1982	1983	1976	1982	1983
	%								
Diplôme du secondaire (enseignement régulier)	**48.2**	**63.0**	**66.8**	**59.7**	**71.5**	**74.4**	**539**	**67.1**	**70.5**
général	38.3	47.0	50.4	47.4	55.0	58.6	42.8	50.9	54.4
professionnel long	7.2	11.1	11.4	11.2	14.3	13.5	9.2	12.7	12.4
professionnel court	2.7	4.9	5.0	1.2	2.2	2.3	2.0	3.5	3.7
Diplôme du secondaire (education des adultes)	**4.0**	**7.4**	**7.1**	**4.9**	**7.4**	**6.2**	**4.7**	**7.4**	**6.6**
général	3.1	4.1	3.3	2.9	4.7	3.8	3.1	4.4	3.5
professionnel long	0.4	0.6	0.6	1.4	1.8	1.3	1.0	1.2	0.9
professionnel court	0.6	2.7	3.2	0.6	0.9	1.1	0.6	1.8	2.2
Inscription au collégial (temps plein)[1]	**40.0**	**44.4**	**47.8**	**42.6**	**52.7**	**57.1**	**41.3**	**48.5**	**52.3**
general	26.2	26.7	29.0	23.7	28.4	31.7	25.0	27.6	30.3
professionnel	13.8	17.7	18.8	18.9	24.3	25.4	16.3	20.9	22.0
Diplôme d'études collegiales[2]	**21.4**	**25.0**	**24.3**	**24.1**	**29.9**	**30.3**	**22 7**	**27.4**	**27.2**
général	15.4	16.4	16.1	13.4	17.3	18.1	14.4	16.8	17.1
professionnel	6.0	8.6	8.2	10.6	12.5	12.2	8.3	10.6	10.1

1. Ces chiffres sont legèrement supérieurs à ceux qui avaient été publiés précédemment, car nous tenons maintenant compte de tous les élèves qui en sont à leur premiere inscription au collegial à une session d'automne, alors qu'auparavant nous ne retenions que les nouveaux inscrits en 1[ère] annee.
2. Les données sur les DEC de 1983 sont encore très incomplètes; les résultats définitifs pourraient être d'environ 10% supérieurs à ces premieres indications, c'est-à-dire d'environ 30% pour l'ensemble au lieu de 27.2%.

Source: Ministere de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques, Service de la démographie scolaire.

Tableau 16

Taux d'analphabétisme, Québec, 1983

	Personnes qui lisent ou écrivent rarement ou jamais	Personnes qui ont de la difficulté à lire ou à écrire
	%	
Sexe		
Hommes	18.4	5.8
Femmes	11.9	3.2
Langue d'usage		
Français	16.7	4.9
Anglais	5.9	2.1
Autre	10.2	2.5
Âge		
24 ans et moins	13.6	2.6
25 – 34 ans	14.7	2.6
35 – 44 ans	13.0	2.2
45 – 54 ans	12.6	6.1
55 – 64 ans	16.4	6.3
65 ans et plus	28.3	15.0
Revenu du menage		
0 – 4 999 $	22.7	8.4
5 000 – 9 999 $	36.5	15.1
10 000 – 19 999 $	18.1	4.8
20 000 – 29 999 $	14.0	3.7
30 000 – 39 999 $	9.3	2.0
40 000 – 49 999 $	7.2	2.1
50 000 – 64 999 $	9.2	1.0
65 000 $ et plus	10.2	0.0
Situation		
Emploi à temps plein	13.6	2.6
Emploi à temps partiel	15.2	1.8
Chômage	18.8	8.1
Retraite	25.3	13.8
Études	4.1	1.4
Soins de la maison	16.1	5.2
Malade	20.3	14.3
Bien-être social	31.3	9.5
Scolarite		
4 ans et moins	50.7	33.8
5 – 8 ans	28.0	11.1
9 – 13 ans	14.6	2.4
14 ans et plus	2.8	0.3
Ensemble	**15.1**	**4.4**

Source: Ministère de l'Éducation, Études et analyses, *L'analphabétisme au Québec*, 1983.

Tableau 17

Taux d'analphabétisme[1], dans quelques pays, 1980

	%		%
Japon	0,8	Argentine	5,3
USA	1,0	Espagne	6,8
RFA	1,0	Cuba	8,9
Royaume-Uni	1,0	Philippines	10,8
France	1,2	Vietnam	13,0
URSS	1,5	Mexique	17,0
Québec[2]	1,8	Chine	31,0
Canada[3]	2,0	Inde	57,6
Italie	4,6		

1. Pourcentage d'illettrés dans la population de 15 ans et plus.
2. Selon l'enquête par sondage de 1983.
3. En 1975.

Source: Ministère de l'Éducation, Études et analyses. *L'analphabétisme au Québec*, 1984.

Tableau 18

Proportion de la population ayant atteint certaines étapes du cheminement scolaire, par groupe d'âge; Québec, 1971, 1976 et 1981, Ontario et reste du Canada, 1981

Province et groupe d'âge	Étapes du cheminement scolaire		
	9e année	Diplôme du secondaire[1]	Université[2]
	%		
Reste du Canada (1981)	82,1	50,3	16,9
15-24 ans	93,0	45,8	13,1
25-34 ans	93,1	69,8	27,1
35 ans et plus	71,5	43,5	14,1
Ontario (1981)	82,6	52,8	16,9
15-24 ans	96,6	49,2	13,0
25-34 ans	93,9	72,6	27,5
35 ans et plus	71,8	46,3	14,4
Québec (1981)	73,6	53,9	13,5
15-24 ans	94,2	59,2	9,5
25-34 ans	89,8	73,2	21,1
35 ans et plus	56,5	42,8	12,2
Québec (1976)	67,0	40,9	—
15-24 ans	92,0	52,0	—
25-34 ans	80,7	58,1	—
35 ans et plus	47,8	27,7	—
Québec (1971)	57,7	—	9,8
15-24 ans	83,6	—	10,2
25-34 ans	66,2	—	15,1
35 ans et plus	40,5	—	7,5

1. Comprend aussi les diplômés d'une école de métiers. Ces données ne sont pas disponibles pour 1971.
2. Avec ou sans diplôme; ces données n'apparaissent pas pour le recensement de 1976, car les personnes ayant suivi des études au collégial général et celles qui avaient suivi l'ancien cours classique long ont été considérées comme universitaires à ce recensement.

Source: Ministère de l'Éducation.
Recensement du Canada, 1971, 1976 et 1981.

Tableau 19

Personnel des commissions scolaires, selon la catégorie d'emploi (en équivalent temps plein), Québec, 1979-80 à 1983-84

Catégorie d'emploi	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			n		
Enseignants	73 468	71 463	69 101	68 282	63 609
Secteur adulte	2 656	2 953	2 271	2 277	
Hors cadres et cadres	1 685	1 685	1 684	1 646	1 441
Cadres des écoles	4 087	3 974	3 851	3 773	3 694
Gérance	841	852	826	793	745
Professionnels	4 247	4 221	3 988	3 883	3 339
Soutien technique	3 066	3 018	2 916	2 965	2 841
Soutien administratif	9 464	9 163	8 841	8 675	7 956
Ouvriers	1 404	1 396	1 398	7 373	1 331
Entretien et services	6 488	6 301	6 182	6 002	5 846
Total	104 750	102 083	98 787	97 392	90 802

Source: Ministère de l'Éducation. Système d'information sur le personnel des commissions scolaires (PERCOS).

Tableau 20

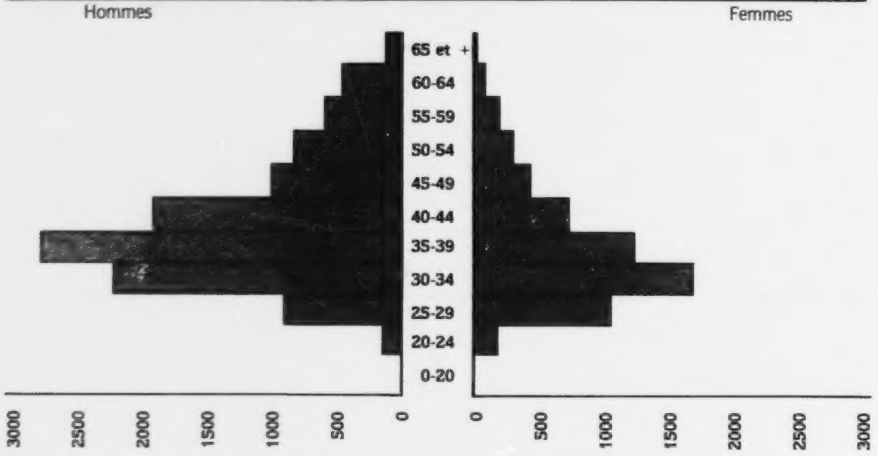
Répartition du personnel des commissions scolaires et des collèges, par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1982-83

Catégorie d'emploi	Hommes		Femmes		Total		Pourcentage de		
							Concentration		Féminité
							F	H	
	n	%	n	%	n	%	%		
Commissions scolaires	41 334	42,48	55 971	57,52	97 305	100,0	100,0	100,0	57,52
Hors cadres et cadres	1 290	93,21	94	6,79	1 384	100,0	0,17	3,12	0,10
Principaux et adjoints	2 802	73,99	985	26,01	3 787	100,0	1,76	6,78	1,01
Gérants	690	88,69	88	11,31	778	100,0	0,16	1,67	0,09
Professionnels	2 352	62,17	1 431	37,83	3 783	100,0	2,56	5,69	1,47
Enseignants	24 731	36,45	43 115	63,55	67 846	100,0	77,03	59,83	44,31
Soutien technique	1 027	50,97	988	49,03	2 015	100,0	1,77	2,49	1,02
Soutien paratechnique	572	51,39	541	48,61	1 113	100,0	0,97	1,38	0,56
Soutien administratif	1 023	11,95	7 536	88,05	8 559	100,0	13,46	2,48	7,74
Ouvriers	1 383	99,86	2	0.14	1 385	100,0	0,00	3,35	0,00
Entretien et service	5 464	82,10	1 191	17,90	6 655	100,0	2,13	13,22	1,22
Collèges	10 377	63,08	6 074	36,92	16 451	100,0	100,0	100,0	36,92
Hors cadres et cadres	501	91,76	45	8,24	546	100,0	0,74	4,83	0,27
Principaux et adjoints	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Gérants	168	82,76	35	17,24	203	100,0	0,58	1,62	0,21
Professionnels	554	72,89	206	27,11	760	100,0	3,39	5,34	1,25
Enseignants	6 743	66,53	3 392	33,47	10 135	100,0	55,85	64,98	20,62
Soutien technique	726	61,63	452	38,37	1 178	100,0	7,44	7,00	2,75
Soutien paratechnique	233	78,45	64	21,55	297	100,0	1,05	2,25	0,39
Soutien administratif	375	17,62	1 753	82,38	2 128	100,0	28,86	3,61	10,66
Ouvriers	345	99,14	3	0,86	348	100,0	0,05	3,32	0,02
Entretien et service	732	85,51	124	14,49	856	100,0	2,04	7,05	0,75

Source: Ministère de l'Éducation. «Distribution du personnel scolaire par catégorie d'emploi, cycle 1982-83». Système d'information sur le personnel des organismes collégiaux, (SPOC) cycle 82-83.

Figure 4

Répartition du personnel des collèges, par groupe d'âge et par sexe, Québec, 1982-1983



Source: Ministère de l'Éducation. *Bulletin statistique*, vol. 9, n° 6.

Tableau 21

Personnel des cégeps selon le secteur et la catégorie d'emploi (en équivalent temps plein), Québec, 1979-80 à 1982-83

Catégorie d'emploi	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83
	n			
Enseignants	10 821	10 925	11 424	12 188
Cadres et gérants	709	733	742	772
Professionnels	947	933	910	911
Soutien technique	1 489	1 545	1 569	1 556
Soutien administratif	2 229	2 326	2 390	2 323
Ouvriers	341	353	356	346
Entretien et services	882	919	971	903
Total[1]	**17 418**	**17 734**	**18 362**	**18 999**

1. Comprend le personnel de l'enseignement régulier et de l'éducation des adultes.

Source: Ministère de l'Éducation. Système d'information sur le personnel de l'éducation des adultes (SIPEA) et des organismes collégiaux (SPOC).

Tableau 22

Personnel des universités selon la catégorie d'emploi (en équivalent temps plein), Québec, 1979-80 à 1982-83

Catégorie d'emploi	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83
	n			
Direction	1 314	1 349	1 182	1 140
Professeurs / chercheurs				
avec rang académique	6 550	6 672	6 802	6 833
sans rang académique	1 304	1 101	1 019	1 705
Chargés de cours[1]	5 464	5 649	4 323	4 880
Auxiliaires (enseignement et recherche)	2 233	2 185	2 277	2 329
Professionnels	2 550	2 732	2 782	2 796
Soutien technique	3 310	3 216	3 186	3 177
Soutien administratif	6 658	6 620	6 366	6 080
Ouvriers	2 547	2 558	2 510	2 304
Total[2]	**31 930**	**32 082**	**30 447**	**31 244**

1. Nombre de cours dispensés par des chargés de cours divisé par quatre. Compte tenu de cette méthode de conversion des chargés de cours en équivalent temps plein, ils ne doivent pas être additionnés aux professeurs / chercheurs dans le calcul de l'effectif enseignant total par exemple, puisque la charge de travail totale des professeurs / chercheurs (enseignement, recherche et autres activités) est supérieure à 4 cours / année.
2. Ces données incluent le personnel en congé sabbatique et d'études.

Source: Ministère de l'Éducation. Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires. *Formulaire financier de fonctionnement.*

Tableau 23

Répartition du personnel des universités par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1982-83

Catégorie d'emploi	Hommes		Femmes		Total		Pourcentage de		
							Concentration		Féminité
							F	H	
	n	%	n	%	n	%	%		
Directeurs (enseignement / recherche)	934	88.9	116	11.1	1 050	100.0	5.4	10.5	1.1
Directeurs (autres fonctions)	431	87.8	60	12.2	491	100.0	2.8	4.8	0.5
Professeurs chercheurs	6 078	83.3	1 219	16.7	7 297	100.0	56.8	68.0	11.0
Auxiliaires (enseignement / recherche)	48	80.0	12	20.0	60	100.0	0.6	0.5	0.1
Professeurs autres	1 443	66.1	741	33.9	2 184	100.0	34.5	16.2	6.7
Total	**8 934**	**80.6**	**2 148**	**19.4**	**11 082**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**19.4**

Source: Ministère de l'Éducation. Répartition des effectifs engagés par classe de rénumération annualisée de base, 1982-83.

Tableau 24

Revenus des commissions scolaires selon la provenance et la catégorie de revenu, Québec, 1980-81 à 1982-83

Catégorie de revenu	Imposition locale	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Gouvernements municipaux	Autres sources	Total
	'000 $					
1980-81	159 453	3 579 860	13 565	5 004	115 344	3 873 226
Revenus généraux	159 453	3 214 005	9 978	25	41 462	3 424 923
Revenus spécifiques	—	365 855	3 587	4 979	73 882	448 303
Secteur régulier	—	..	..	..	..	..
Service de la dette à long terme	—	..	..	..	..	..
Secteur adultes	—	..	..	..	..	..
Transport scolaire	—	..	..	..	..	..
1981-82	170 096	4 046 132	14 853	6 625	125 954	4 363 660
Revenus généraux	170 096	3 672 587	10 575	10	44 006	3 897 274
Revenus spécifiques	—	373 545	4 278	6 615	81 938	466 386
Secteur régulier	—	..	..	..	..	..
Service de la dette à long terme	—	..	..	..	..	..
Secteur adultes	—	..	..	..	..	..
Transport scolaire	—	..	..	..	..	..
1982-83	181 214	3 911 177	15 553	6 551	130 798	4 245 293
Revenus généraux	181 214	3 297 807	11 289	1	45 745	3 536 056
Revenus spécifiques	—	613 370	4 264	6 550	81 948	709 237
Secteur régulier	—	18 768	4 126	6 428	70 344	99 666
Service de la dette à long terme	—	222 339	—	8	168	222 515
Secteur adultes	—	120 400	22	59	12 731	133 212
Transport scolaire	—	251 863	116	55	1 810	253 844

Source: Ministère de l'Éducation. Direction des études économiques et démographiques. *Statistiques financières des organismes d'enseignement.*

Tableau 25

Revenus des universités selon la provenance, Québec, 1980-81 à 1982-83

Provenance des revenus	1980-81	1981-82	1982-83
	'000 $		
Subventions du gouvernement du Québec et des organismes affiliés	805 476	870 762	990 973
Subventions du gouvernement du Canada et des organismes affiliés	67 071	82 114	95 199
Droits de scolarité	74 069	80 011	84 552
Inscriptions, amendes et droits d'affiliation	2 476	2 410	2 752
Cotisations exigées des étudiants	9 487	9 704	10 483
Placements, dons et dotations	44 137	61 443	23 355
Ventes externes de services et de produits	70 682	76 810	91 291
Autres revenus et subventions	10 623	6 086	53 105
(Surplus) ou déficit	3 727	14 260	5 012
Total[1]	**1 087 748**	**1 203 600**	**1 356 722**

1. Excluant les subventions pour la dette à long terme.

Source: Ministère de l'Éducation. Direction des études économiques et démographiques. *Statistiques financières des organismes d'enseignement.*

Tableau 26

Revenus des collèges selon la provenance et le champ d'activité, Québec, 1981-82 et 1982-83

Champ d'activité	Ministère de l'Éducation	Organismes scolaires et gouvernementaux	Individus	Autres sources	Total
			'000 $		
1981-82	636 094[2]	4 259	29 228	22 096	691 677
Enseignement regulier	592 937	1 503	7 301	13 152[1]	614 893
Education des adultes	39 392	1 434	6 979	2 146	49 951
Cours d'ete	3 621	—	336	—	3 957
Alimentation (cafeterias)	1	327	5 536	307	6 173
Auditorium	—	29	351	790	1 170
Centre sportif	96	524	2 079	1 828	4 527
Cooperative		...	584	—	584
Garderie	—	—	123	—	123
Logement (residences)	—	69	1 337	3 381	4 787
Autres	47	373	4 600	492	5 512
1982-83	648 460[2]	5 289	34 536	21 353	709 636
Enseignement regulier	600 892	2 273	8 508	12 531	624 204
Education des adultes	43 743	1 912	9 257	1 796	56 708
Cours d'ete	3 795	7	385	19	4 206
Alimentation	—	10	5 504	445	5 959
Auditorium	—	12	529	526	1 067
Centre sportif	30	586	2 471	1 963	5 050
Cooperative	—	38	947	30	1 015
Garderie	—	19	160	36	215
Logement (residences)	—	242	1 876	3 726	5 844
Autres	—	190	4 899	281	5 370

1. Incluant les revenus provenant des etudiants etrangers.
2. Excluant les subventions pour le service de la dette a long terme.

Source: Ministere de l'Education, Direction des etudes economiques et demographiques. *Statistiques financieres des organismes d'enseignement.*

Tableau 27

Revenus des établissements privés selon la provenance des revenus, Québec, 1980-81 à 1982-83

	1980-81	1981-82	1982-83
		'000 $	
Subventions	171 364.0	176 627.0	198 072.0
Coût moyen	159 509.0	162 199.0	182 914.0
Valeur locative	10 632.0	13 560.0	13 889.0
Autres	1 223.0	868.0	1 269.0
Frais de scolarite	49 464.0	56 568.0	64 025.0
Services auxiliaires	27 601.0	32 064.0	32 282.0
Redressement des salaires	3 985.0	6 526.0	6 644.0
Autres revenus	12 195.0	8 035.0	11 818.0
(Surplus) ou déficit	518.0	8 534.0	(7 540.0)
Total (dépenses)	**265 127.0**	**288 354.0**	**305 301.0**

Source: Ministère de l'Éducation, Direction générale de l'enseignement privé. *États des revenus et dépenses.*

Tableau 28

Dépenses de fonctionnement des commissions scolaires, selon le poste budgétaire, Québec, 1977-78 à 1982-83

Poste budgétaire	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83
	'000 $					
Salaires	1 988 616	2 256 528	2 409 673	2 666 421	3 024 198	2 938 726
Avantages sociaux	95 712	94 352	101 990	130 775	172 843	185 558
Frais de voyages	13 113	16 337	18 446	20 251	19 138	21 960
Fournitures et materiel	182 342	197 980	191 747	235 848	252 033	272 542
Services honoraires et contrats	271 830	295 590	343 886	347 496	373 112	385 013
Depenses de transfert[1]	315	280	3 369	(635)	(1 980)	(2 996)
Autres depenses	302 830	340 351	409 170	432 539	456 504	414 538
Total	**2 854 758**	**3 201 418**	**3 478 281**	**3 832 695**	**4 295 848**	**4 215 341**

1. Les depenses relatives aux services rendus par une Commission scolaire pour le compte d'une autre commission scolaire ont ete retranchees de l'ensemble des depenses de fonctionnement de façon a eviter la double comptabilisation. Normalement, les revenus et les dépenses de transfert de l'ensemble du reseau des Commissions scolaires doivent s'annuler. Les écarts qui apparaissent au poste «depenses de transfert» sont dus au fait que l'imputation de certaines depenses n'a pas ete faite au poste de depenses approprie.

Source: Ministere de l'Education, Direction des etudes economiques et demographiques. *Statistiques financieres des organismes d'enseignement.*

Tableau 29

Dépenses de fonctionnement des collèges reliées à l'enseignement régulier et aux activités auxiliaires et communautaires, selon le poste budgétaire, Québec, 1977-78 à 1982-83

Poste budgétaire	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82[1]	1982-83
	'000 $					
Salaires	315 206	370 132	409 484	469 475	543 504	542 373
Avantages sociaux	13 857	15 536	16 771	22 399	31 431	34 419
Communications et informations	11 306	12 855	13 988	15 352	11 071	11 057
Fournitures et materiel	25 577	26 902	29 667	36 801	44 068	47 286
Services, honoraires et contrats	27 818	40 752	36 033	41 989	41 328	42 444
Autres dépenses	28 539	25 967	34 205	30 392	23 006	20 966
Total[2, 3]	**422 303**	**492 144**	**540 148**	**616 408**	**694 408**	**698 545**

1. A la suite de l'avènement d'un nouveau système financier en 1981-82, les postes de dépenses des années anterieures ont eté rajustés en fonction de la nouvelle ventilation. Les postes de dépenses des 4 premieres années ne sont donc pas parfaitement comparables a ceux de 1981-82 et il faut les utiliser a titre indicatif seulement.
2. Ces dépenses excluent le service de la dette a long terme.
3. Pour les annees 1977-78 a 1980-81, les transferts de l'enseignement régulier au service de l'éducation des adultes ont ete retranches afin d'éviter une double comptabilisation.

Source: Ministere de l'Education, Direction des etudes économiques et demographiques. *Statistiques financieres des organismes d'enseignement.*

Tableau 30

Dépenses de fonctionnement des universités, selon le poste budgétaire, Québec, 1977-78 à 1982-83

Poste budgétaire	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83
	'000 $					
Traitements	506 673	575 309	638 309	716 960	800 705	847 849
Directeurs	43 855	50 051	54 958	62 018	62 698	63 118
Enseignants ou chercheurs	264 481	298 239	329 884	365 565	415 718	447 468
Professionnels	52 021	61 057	68 684	80 406	94 972	97 786
Autres	146 316	165 962	184 783	208 971	227 317	239 477
Avantages sociaux[1]	49 639	57 343	63 720	83 196	99 371	107 578
Autres dépenses	205 299	235 681	260 705	314 528	331 033	426 251
Frais de déplacement	18 238	21 003	24 029	25 867	24 960	27 586
Formation et perfectionnement	—	1 561	4 054	2 818	3 168	3 709
Bourses	6 130	6 951	7 105	7 611	8 756	11 123
Dons et contributions	4 752	5 111	5 935	8 386	5 243	4 809
Volumes et périodiques	9 718	9 981	10 409	12 098	10 528	11 924
Services professionnels	9 203	10 260	9 152	13 958	12 476	14 258
Services publics	23 179	31 449	35 075	35 116	39 483	68 316
Location d'édifices	—	—	—	19 384	20 984	19 844
Taxes	—	—	—	22 542	26 629	—
Frais de financement	4 434	3 063	2 488	3 322	2 903	3 274
Fournitures et matériel	62 106	69 063	75 376	93 451	103 110	116 790
Entretien et réparations	8 531	7 808	8 827	21 901	20 641	14 823
Coût des marchandises vendues	15 506	17 680	18 989	23 188	23 847	26 594
Services contractuels[2]	41 093	49 037	54 697	—	—	30 549
Service de la dette à long terme	...	...	...	...	...	67 145
Divers	2 409	2 714	4 569	24 886	28 305	5 507
Transferts	—	—	—	(8 794)	(254)	(1 747)
Ventes internes	(10 645)	(21 324)	(24 680)	(18 981)	(28 864)	(26 753)
Dépenses exceptionnelles	—	—	—	839	1 609	3 544
Total[3]	750 966	847 009	938 054	1 087 748	1 203 600	1 356 722

1. À compter de 1980-81, les avantages sociaux comprennent des sommes versées par le Conseil du trésor dans certains régimes de retraite.
2. Les services contractuels sont répartis entre les postes «location d'édifices», «taxes», «entretien et réparations» et «divers» jusqu'en 1981-82.
3. Excluant les intérêts sur la dette à long terme remboursés par le MEQ.

Source: Ministère de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques, *Statistiques financières des organismes d'enseignement*.

Tableau 31

Valeur annuelle des émissions brutes d'obligations du réseau public d'éducation et des universités privées, Québec, 1978-1983

Année	Réseau d'éducation			Universités privées	Total
	Commissions scolaires	Cégeps	Université du Québec		
	'000 $				
1978	207 425	23 710	29 000	39 500	299 635
1979	141 046	23 500	15 000	33 000	212 546
1980	122 377	28 500	22 000	16 600	189 477
1981	35 000	28 500	27 000	44 800	135 300
1982	47 899	70 000	32 000	90 700	240 599
1983	368 040	—	17 000	36 000	421 040

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Financement à long terme du secteur public québécois*, 1983.

Tableau 32

Dépenses de fonctionnement des établissements privés subventionnés, selon le poste budgétaire, Québec, 1977-78 à 1982-83

Service	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83
	'000 $					
Administration générale	12 124	13 801	15 388	17 984	19 597	21 704
Administration pédagogique	7 526	8 721	9 302	10 819	11 706	12 250
Rémuneration des enseignants[1]	95 700	104 115	117 136	132 152	146 717	150 404
Enseignements spéciaux	—	1 891	2 139	1 460	2 025	3 218
Services de l'enseignement	8 090	8 719	9 757	10 973	11 804	12 407
Services aux etudiants	10 974	12 852	14 281	17 493	18 818	20 990
Services auxiliaires	23 911	25 105	30 016	32 094	34 881	36 164
Service de l'équipement	23 081	24 517	26 554	30 289	31 704	34 778
Service de la dette	6 781	5 166	5 451	6 168	7 276	8 004
Immobilisations à même les revenus	2 791	2 935	3 736	5 694	3 825	5 382
Total	**190 978**	**207 822**	**233 760**	**265 126**	**288 353**	**305 301**

1. Traitement versé au personnel permanent ou temporaire à temps plein ou à temps partiel pour les services rendus à l'établissement. La part des avantages sociaux payée par l'employeur ainsi que les autres dépenses sont incluses dans ce poste budgetaire.

Source: Ministere de l'Éducation. Direction des etudes économiques et démographiques. *Statistiques financieres des organismes d'enseignement.*

Tableau 33

Dépenses de fonctionnement des organismes d'enseignement[1], par étudiant, Québec et Ontario, 1965-66 à 1983-84

	Dépenses		Clientèles		Dépenses par étudiant		
	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Écarts
	'000 000 $		n		$		
1965-66	708	967	1 428 919	1 755 438	495	551	− 56
1968-69	1 211	1 735	1 619 957	1 998 090	748	868	−120
1972-73	1 861	2 652	1 647 128	2 154 599	1 130	1 231	−101
1976-77	3 449	4 469	1 486 218	2 143 476	2 321	2 085	236
1980-81	5 224	6 290	1 329 196	2 013 052	3 930	3 125	805
1981-82	5 873	7 117	1 300 389	1 996 485	4 516	3 565	951
1982-83	5 889	7 974	1 292 399	2 001 670	4 557	3 984	573
1983-84[2]	6 267	8 515	1 299 075	1 998 813	4 824	4 260	564

1. Commissions scolaires, collèges publics et universités.
2. Estimation.

Source: Ministère de l'Education, Direction des etudes économiques et démographiques, Service des études économiques.

Tableau 34

Dépenses de fonctionnement des organismes d'enseignement[1], par habitant et par rapport au PIB, Québec et Ontario, 1965-66 à 1983-84

	Dépenses par habitant			Dépenses / PIB		
	Québec	Ontario	Écarts	Québec	Ontario	Écarts
	$			%		
1965-66	125	142	−17	4.8	4.2	0.6
1968-69	204	239	35	6.4	5.7	0.7
1972-73	307	340	33	7.1	5.9	1.2
1976-77	553	541	12	7.4	5.8	1.6
1980-81	817	734	83	7.4	5.5	1.9
1981-82	912	825	87	7.4	5.4	2.0
1982-83	908	915	7	7.1	5.8	1.3
1983-84[2]	961	966	−5	7.0	5.7	1.3

1. Commissions scolaires, collèges publics et universités.
2. Estimation.

Source: Ministère de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques, Service des études économiques.

Tableau 35

Nombre et valeur des prêts aux étudiants, Québec, 1973-74 à 1983-84

Année	Prêts								Prêt moyen	
	Universités	Collèges	Autres[1]	Total	Universités	Collèges	Autres[1]	Total	Universités	Collèges
	n				'000 000 $				$	
1973-74	20 669	26 257	691	**47 617**	13.5	12.2	0.6	**26.3**	653	425
1974-75	20 540	22 508	616	**43 664**	14.2	10.8	0.6	**25.6**	690	481
1975-76	26 089	27 203	850	**54 142**	20.4	14.6	1.2	**36.2**	780	535
1976-77	28 427	30 056	999	**59 482**	25.3	18.2	1.7	**45.2**	890	606
1977-78	30 684	34 780	1 049	**66 513**	29.3	22.2	1.8	**53.3**	955	638
1978-79	31 768	36 177	1 150	**69 095**	31.9	24.5	2.1	**58.5**	1 004	676
1979-80	34 723	36 078	1 194	**71 995**	37.9	26.4	2.5	**66.8**	1 093	731
1980-81	36 995	38 249	1 355	**76 599**	44.2	30.4	3.2	**77.8**	1 195	795
1981-82	38 189	41 140	1 760	**81 089**	50.4	35.9	4.4	**90.7**	1 320	873
1982-83	42 610	47 545	2 183	**92 338**	67.7	50.9	6.2	**124.8**	1 590	1 059
1983-84	47 957	52 726	2 566	**103 249**	82.5	60.9	7.7	**151.1**	1 722	1 155

1. Comprend les prêts aux étudiants fréquentant un établissement d'enseignement reconnu aux fins de prêts seulement.

Source: Ministère de l'Éducation, *L'Éducation au Québec: Statistiques* 1982-1983.

Tableau 36

Nombre et valeur des bourses aux étudiants, Québec, 1973-74 à 1983-84

Année	Bourses						Bourse moyenne	
	Universités	Collèges	Total	Universités	Collèges	Total	Universites	Collèges
	n			'000 000 $			$	
1973-74	12 528	17 059	**29 587**	10.2	10.0	**20.2**	812	584
1974-75	14 140	16 803	**30 943**	13.0	13.4	**26.4**	922	796
1975-76	15 903	18 727	**34 630**	15.3	16.3	**31.6**	965	870
1976-77	15 521	20 387	**35 908**	17.7	20.5	**38.2**	1 139	1 004
1977-78	19 964	23 429	**43 393**	29.0	24.7	**53.7**	1 455	1 053
1978-79	19 144	24 139	**43 283**	25.9	27.5	**53.4**	1 353	1 140
1979-80	22 631	25 615	**48 246**	35.7	35.9	**71.6**	1 578	1 403
1980-81	23 916	27 553	**51 469**	43.0	45.3	**88.3**	1 798	1 644
1981-82	24 710	28 612	**53 322**	50.4	51.4	**101.8**	2 040	1 796
1982-83	27 348	32 010	**59 358**	61.0	62.2	**123.2**	2 231	1 942
1983-84	30 525	35 982	**66 507**	74.5	76.5	**151.0**	2 443	2 125

Source: Ministere de l'Education. *L'Education au Quebec: Statistiques* 1982-1983.

8

Culture

Quelques données sur la culture 463

Équipements et organismes culturels 467

Dépenses dans le domaine de la culture 470

Indice des prix à la consommation 471

Définitions et note explicative 472

8

Liste des tableaux

1. Statistiques des bibliothèques municipales subventionnées, Québec, 1983 474
2. Statistiques des bibliothèques centrales de prêt subventionnées, Québec, 1983-84 474
3. Financement des bibliothèques municipales et des bibliothèques centrales de prêt, Québec, 1983-84 474
4. Répartition des librairies générales et spécialisées agréées, par région administrative, Québec, 1985 475
5. Répartition des monographies, étitées et rééditées, par sujet, Québec, 1983 476
6. Tirage des monographies, éditées et rééditées, par sujet, Québec, 1983 478
7. Répartition et tirage des monographies selon la langue de publication, par sujet, Québec, 1983 480
8. Répartition des traductions selon la langue originale des monographies, par sujet, Québec, 1983 481
9. Fréquentation des salles de cinéma et des ciné-parcs, Québec, 1974-1983 482
10. Nombre d'établissements, d'écrans et de sièges de cinéma, par région administrative, Québec, 1980 et 1984 482
11. Répartition des projections cinématographiques, selon la langue, Québec, 1975-1983 482
12. Répartition des sites patrimoniaux, par région administrative, Québec, 1985 483
13. Répartition des équipements culturels traditionnels, par région administrative, Québec, 1984 483
14. Profil de la collection «Prêt d'oeuvres d'art», selon les disciplines, Québec, 1982-83 484
15. Répartition des équipements socio-éducatifs, par région administrative, Québec, 1984 485
16. Répartition des équipements socio-communautaires, par région administrative, Québec, 1984 485
17. Répartition des ateliers à caractère socio-culturel selon la catégorie, par région administrative, Québec, 1984 486
18. Répartition des organismes professionnels de production de spectacles en arts de la scène, par région administrative, Québec, 1984 486
19. Caractéristiques des festivals populaires, par région de loisir, Québec, 1984-85 487
20. Ministères et organismes intervenant dans le domaine culturel, Québec, 1984 488
21. Dépenses totales reliées à la culture, selon la catégorie de dépenses et le ministère, Québec, 1982-83 490
22. Subventions, contributions et transferts totaux reliés à la culture, selon la catégorie de dépenses et le ministère, Québec, 1982-83 492
23. Dépenses des gouvernements dans le domaine culturel par rapport aux dépenses totales, par province, Canada, 1982-83 493
24. Dépenses du ministère des Affaires culturelles selon le secteur, Québec, 1983-84 494
25. Répartition des écoles de musique subventionnées, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1983-84 494
26. Répartition des organismes en arts d'interprétation subventionnés, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1983-84 495
27. Statistiques relatives au programme d'aide aux équipements culturels, Québec, 1983-84 495
28. Indice des prix à la consommation dans le domaine du loisir, de la lecture et de la formation personnelle, selon l'agglomération urbaine, Canada, 1980-1983 496

Liste des figures

1. Répartition des lecteurs selon le sexe et le genre de publication, Québec, 1983 473

2. Nombre de livres disponibles par tête dans les bibliothèques publiques, Québec, 1960-1983 473

3. Nombre de prêts par tête des bibliothèques publiques, Québec, 1960-1983 475

4. Répartition des artistes participant à la collection «Prêt d'oeuvres d'art», selon le sexe, Québec, 1983 484

5. Répartition des artistes retenus à la collection «Prêt d'oeuvres d'art», selon la région d'origine, Québec, 1983 484

6. Répartition des investissements du ministère des Affaires culturelles dans les projets majeurs, selon le genre d'équipement culturel, Québec, 1983-84 489

7. Répartition des sources de financement du développement des équipements culturels, Québec, 1983-84 489

8. Répartition des contributions au réseau des musées, Québec, 1979-80 à 1982-83 490

9. Évolution des contributions au financement des musées, Québec, 1983 491

10. Répartition de l'écoute de la musique selon le genre, par groupe d'âge des amateurs, Québec, 1983 496

11. Répartition des sorties selon le genre de manifestations, au cours des 12 derniers mois, Québec, 1983 497

8

Ce chapitre a été réalisé par Mireille Barrière avec la collaboration du ministère des Affaires culturelles du Québec et du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec.

Définir le concept de culture paraît une entreprise risquée. La tendance actuelle va plutôt vers une dimension élargie de la culture. Elle ne se limite plus à la possession de certaines connaissances ou au culte des arts institutionnels. Par conséquent, ce chapitre livre des données qui illustrent les comportements des Québécois devant les diverses expressions culturelles, l'action du ministère des Affaires culturelles du Québec ainsi que la situation québécoise du livre, du cinéma et de la conservation du patrimoine. On y trouve aussi des renseignements sur les équipements mis à la disposition des Québécois pour leur permettre de s'adonner à des activités multiples allant des occupations culturelles traditionnelles (théâtre et autres) à des activités socio-éducatives, socio-culturelles et socio-communautaires. Il contient, d'autre part, des statistiques sur les organismes professionnels spécialisés en arts de la scène et sur les festivals populaires. On y fait état des dépenses effectuées par quelques ministères et organismes du gouvernement du Québec dans le domaine de la culture. Il donne un aperçu des principales interventions du ministère des Affaires culturelles selon les secteurs. Enfin, l'évolution de l'indice des prix à la consommation dans le domaine du loisir culturel termine ce chapitre[1].

Quelques données sur la culture

Comportements culturels des Québécois

Depuis plus de cinq ans, le ministère des Affaires culturelles s'intéresse à la qualité de la vie culturelle des Québécois: comment se manifeste la qualité de vie? Est-elle diversifiée ou également partagée entre les différents groupes de la société? Des études de comportement permettent d'apporter des éléments de réponse à ces questions. En 1983, une étude sur le comportement des Québécois, en matière d'activités culturelles de loisir, est menée conjointement par le ministère des Affaires culturelles et la Société de développement de la culture et des communications.

En 1979, une enquête similaire a eu lieu. En comparant les données à quatre ans d'intervalle, il ressort de ces enquêtes que l'évolution des pratiques culturelles, traditionnellement attribuées à l'élite, demeure lente, conditionnée par l'éducation et la socialisation. Ainsi, une faible partie de la population (moins de 15%) assiste à des concerts ou à des spectacles de danse et il en va de même pour la fréquentation des musées et des galeries d'art (moins de 25%).

La majorité (72%) des Québécois âgés de 15 ans ou plus lisent régulièrement des quotidiens. C'est une pratique particulièrement répandue chez la population masculine (73%) et un peu moins présente chez les femmes (69%). Celles-ci sont d'ailleurs beaucoup plus nombreuses à lire des livres (62%) que les hommes (39%). Les femmes lisent aussi plus de revues (62%) que les hommes (52%).

La musique est un art populaire puisque 82% des Québécois en écoutent régulièrement. Il est bien connu que, dans nos sociétés occidentales, la musique est une question de goût. On reconnaît ou associe un type de personne au genre de musique qu'elle écoute. Or, l'âge est un facteur qui caractérise les amateurs des différents types de musique: populaire, classique, chanson et chansonniers. La musique populaire est la plus écoutée (61%) mais elle est particulièrement

1. Texte rédigé en collaboration avec Marie-Charlotte de Koninck du ministère des Affaires culturelles du Québec.

l'apanage des jeunes (95% des 15 à 17 ans). L'écoute de la musique classique augmente systématiquement avec l'âge. Quant aux chansons et chansonniers ils sont deux fois plus écoutés par les 55 ans et plus (22%) que par les 25 à 34 ans. L'écoute de ce type de musique s'avère minime chez les 15 à 24 ans (1% à 2%).

Les sorties culturelles donnent cependant des pourcentages plus faibles: 58% des adultes vont au moins une fois au cinéma au cours d'une année, 39% assistent à un événement sportif, 35% à un spectacle de musique populaire et, également, 35% vont au théâtre, soit en saison, soit pendant l'été (théâtre d'été).

Les pourcentages moyens obtenus cachent toutefois des différences appréciables entre les groupes d'âge. Les jeunes adultes fréquentent les cinémas et ils écoutent surtout de la musique populaire. Quant aux personnes âgées, elles se livrent à des activités plus sédentaires et, de préférence, à domicile.

La scolarité constitue un facteur déterminant à l'égard de certaines pratiques. Les personnes scolarisées regardent moins longtemps la télévision que celles qui sont peu ou pas scolarisées mais elles sont plus nombreuses à lire des livres et elles fréquentent davantage les établissements culturels: les musées, les bibliothèques publiques, les galeries d'art ou encore les disquaires, les boutiques d'artisanat, les jardins botaniques, les planétariums ou les aquariums. Bien qu'elles soient presque les seules à assister à des représentations artistiques comme les concerts et la danse, ces personnes scolarisées vont aussi en grand nombre au théâtre et assistent à des compétitions sportives ou à des spectacles de musique populaire.

Différents facteurs socio-démographiques influencent donc les comportements culturels ou artistiques. On peut conclure que certaines pratiques appartiennent davantage aux gens plus scolarisés et économiquement favorisés.

Livre

Au total au Québec en 1983, 83% de la population est desservie par une bibliothèque municipale ou par une bibliothèque municipale affiliée à une bibliothèque centrale de prêt. Sur une population totale de 6 452 534 habitants en 1983, 5 362 557 sont desservis par des bibliothèques subventionnées où l'aide des gouvernements municipal et provincial est fondamentale.

Le réseau des bibliothèques publiques est constitué de 120 bibliothèques municipales autonomes, de 19 bibliothèques publiques relevant d'un comité ou d'un organisme et de 642 bibliothèques municipales affiliées à l'une ou l'autre des 11 bibliothèques centrales de prêt. Les dernières, à quelques exceptions près, desservent 743 municipalités de moins de 5 000 habitants.

Les bibliothèques municipales autonomes offrent leurs services à 4 404 527 personnes, soit 68% de la population du Québec. Ces bibliothèques se retrouvent dans diverses municipalités réparties selon la taille de leur population. À leur tour, les bibliothèques centrales de prêt, en collaboration avec leurs bibliothèques affiliées, rejoignent 958 030 personnes, soit 15% de la population du Québec.

Parmi les populations desservies par les bibliothèques municipales autonomes en 1983, c'est dans les municipalités de moins de 5 000 habitants que l'on trouve le plus de volumes disponibles par tête d'habitant, soit 3,9. Au contraire, les villes de 5 000 habitants et plus disposent d'une moyenne de 1,5 livre par habitant. Le taux des prêts reflète cet écart: 3,6 livres sont prêtés dans les municipalités de 50 000 habitants et plus, comparativement à 5,3 livres dans les municipalités de moins de 5 000 habitants. La moyenne par tête dans l'ensemble du Québec s'établit à 1,71 livre et 4,2 prêts. C'est un progrès remarquable par rapport aux 0,36 livre et 0,85 prêt par tête de 1960.

Les chiffres du tableau 3 traduisent bien le rôle des municipalités et du gouvernement provincial au niveau du financement des bibliothèques publiques. Les municipalités sont au premier rang du financement des bibliothèques municipales avec une contribution de 10,51 $ par tête. Le gouvernement provincial de son côté contribue pour près du tiers des recettes des bibliothèques publiques quant à leurs dépenses de fonctionnement. Notons ici que c'est au niveau des bibliothèques centrales de prêt que le support étatique est le plus significatif, soit 5,09 $ par tête contre 3,21 $ dans le cas des bibliothèques municipales autonomes.

Au 31 janvier 1985, le Québec compte 172 librairies agréées réparties dans neuf régions administratives. L'agrément est un statut qui habilite la librairie à vendre des livres au gouvernement, ses ministères, organismes et mandataires et aux organismes publics subventionnés par l'État. Le manuel scolaire est exclu de la loi.

De toutes ces librairies, 155 sont des librairies générales et 17 des librairies spécialisées; 146 vendent des livres en langue française uniquement, 12 fournissent des livres en langue anglaise seulement et 14 établissements offrent les livres dans les deux langues.

Au cours de 1983, le dépôt légal de la Bibliothèque nationale enregistre un nombre total de 6 271 titres de monographies. Sur ce nombre, 3 852 appartiennent à la catégorie «livres» et 2 419 à la catégorie «brochures».

Parmi les diverses catégories de titres, au 1^er^ rang et exceptionnellement, on retrouve celle des «sciences naturelles» avec 707 titres comparativement à 260 titres en 1982, soit une augmentation considérable de 271% due, cette année, à un dépôt du ministère de l'Énergie et des Ressources. Viennent ensuite la catégorie «enseignement-éducation» qui, avec 661 titres comparativement à 1 208 titres en 1982, accuse une diminution de 45%, les catégories «droit, administration publique» avec 659 titres et «littérature» avec 613 titres.

Comme chaque année, le nombre de livres dépasse celui des brochures. Cependant, en 1983, la Bibliothèque nationale reçoit 3 852 titres de livres comparativement à 4 336 en 1982, soit une diminution de 11%. Les catégories les plus remarquables par leur nombre dans le secteur des livres sont la catégorie «littérature», c'est-à-dire les textes littéraires, avec 463 titres, et la catégorie «enseignement-éducation» avec 387 titres. Le secteur des brochures a subi une diminution de 12%, passant de 2 752 titres en 1982 à 2 419 en 1983.

En général, la catégorie «livres pour enfants» montre une plus forte augmentation dans le secteur des brochures comparativement à celui des livres. Depuis 1981, cette catégorie tend à baisser légèrement, passant de 254 titres en 1982 à 202 en 1983. Toujours en 1983, le nombre de «brochures pour enfants» affiche une hausse de 15% par rapport à 1982.

La catégorie «manuels scolaires» accuse en 1983 une diminution de 32%, soit 262 titres contre 386 titres en 1982. La chute devient plus importante dans le secteur des brochures où elle est de 53%, passant de 142 titres en 1982 à 66 titres en 1983. Quant aux rééditions, nous notons dans cette catégorie une augmentation de 36% par rapport à 1982, soit de 28 à 38 titres.

Comme chaque année, la catégorie spéciale «gouvernement du Québec» prend la 2^e^ place après l'«édition commerciale». En 1983, elle s'en rapproche toutefois. L'édition gouvernementale augmente de 17%; de 1 920 titres elle passe à 2 310 alors que l'édition commerciale accuse une baisse de 24% avec 2 977 titres reçus en dépôt légal en 1983 contrairement à 3 910 en 1982.

Le dépôt légal enregistre, en 1983, 5 917 titres publiés en édition originale, soit une baisse de 12% par rapport à 1982. Une diminution des rééditions marque également l'année 1983: de 386 titres en 1982 elles passent à 354 titres en 1983.

Le prix moyen global est calculé en fonction de l'ensemble des publications, qu'elles soient vendues ou gratuites. Le prix moyen global se trouve toujours inférieur au prix moyen réel. Ce dernier augmente de 13% entre 1982 et 1983, en passant de 10,17 $ à 11,57 $. Au contraire le prix moyen global de toutes les catégories est de 6,71 $.

Le tirage total des monographies au cours de 1983 est de 17 136 000 alors qu'il est de 19 874 000 en 1982. Ce nombre traduit une baisse de 12% de l'ensemble des titres. La moyenne du tirage par titre est de 2 732 en 1983 indiquant une stabilisation au niveau de celle de 1982 (2 733). Les tirages les plus importants se manifestent dans les catégories suivantes: « enseignement-éducation» (2 831 000 exemplaires) et «sciences politiques» (1 813 000 exemplaires).

Les premières éditions s'élèvent à 15 454 000 exemplaires comportant 7 530 000 exemplaires de brochures et 7 924 000 de livres. La littérature, ou textes littéraires, produit le plus grand nombre d'exemplaires d'édition originale avec 1 269 000 exemplaires dont 904 000 pour les livres. La catégorie «enseignement-éducation» totalise le plus grand nombre de brochures en première édition avec 2 147 000 exemplaires. Le domaine des rééditions semble demeurer assez stable depuis 1980. Nous comptons en 1983 un tirage de 1 116 000 exemplaires pour les livres et de 566 000 pour les brochures.

La catégorie «édition commerciale» produit en 1983 un total de 8 157 000 exemplaires ce qui représente une chute de 34% par rapport à l'année 1982. On y retrouve tout de même encore le plus grand nombre d'exemplaires de livres (5 540 000) et de brochures (2 617 000).

Le nombre d'exemplaires pour la seconde plus importante catégorie, «gouvernement du Québec», atteint alors 6 347 000 exemplaires. Le nombre de brochures (4 913 000) y est plus élevé que celui des livres (2 154 000) contrairement à ce que l'on peut observer dans la catégorie «édition commerciale».

Le rapport entre la production de livres en langue française et celle de langue anglaise demeure à peu près la même d'année en année et il s'élève à 91% de titres de langue française en 1983. Sur un total de 6 271 titres de monographie, 5 702 sont de langue française et 453 de langue anglaise, 69 multilingues et 47 d'une langue autre que le français ou l'anglais.

Quant au tirage selon la langue de publication, le tirage total des titres publiés en français atteint 18 078 000 exemplaires, celui des titres publiés en anglais 936 000 exemplaires, celui des titres multilingues 993 000 exemplaires, soit une forte augmentation de 521%, et celui des titres publiés dans une langue autre que le français ou l'anglais 118 000 exemplaires.

Comme pour les années précédentes, les tirages de la catégorie «édition commerciale» dépassent ceux de la catégorie «gouvernement du Québec», en ce qui concerne les exemplaires français, anglais, multilingues et autres que le français ou l'anglais, soit 6 889 000, 835 000 et 422 000, sauf les exemplaires en langues autres que le français ou l'anglais, où la catégorie «gouvernement du Québec», (100 000 exemplaires) surpasse celle «édition commerciale» (12 000 exemplaires).

On remarque que 420 titres font l'objet de traduction: 285 ont l'anglais comme langue originale; 101 le français et 34 titres ont une langue autre que l'anglais ou le français. Le plus grand nombre de titres se retrouve dans la catégorie «philosophie» (55) et la catégorie «littérature» (46).

Quant au nombre d'exemplaires produits, la langue anglaise l'emporte avec un tirage de 1 316 000 exemplaires mais une diminution de 25% par rapport à l'année précédente. Les traductions en français avec 1 123 000 exemplaires représentent une explosion de 515%.

Cinéma

Les salles de cinéma du Québec ont perdu dans l'ensemble 2,75 millions de spectateurs entre 1975 (18,5 millions) et 1983 (15,7 millions) soit un déclin de 16%. Cependant, les salles de la région de

Montréal n'absorbent que 20% de cette perte de clientèle, soit 568 000 spectateurs (-5%) contre 2,2 millions (-31%) dans les salles de province.

Le nombre d'établissements présentant des projections cinématographiques en salle au Québec a chuté dramatiquement de 29% en quatre ans seulement, passant de 297 en 1980 à 211 en 1984, soit une perte nette de 86 établissements. Si le nombre d'établissements diminue au même rythme dans la région de Montréal que dans l'ensemble des autres régions, il n'en est pas de même en ce qui a trait à la diminution du nombre d'écrans. Le nombre total d'écrans dans les salles de cinéma au Québec passe de 377 en 1980 à 320 en 1984, soit un déclin de 15%. Les régions autres que Montréal comptent pour plus des trois quarts des écrans disparus au Québec durant cette période (44 sur 57), soit un taux de déclin de 24% comparativement à 7% pour la région métropolitaine.

Dans la région de Montréal, la croissance du nombre de cinémas à écrans multiples compense en bonne partie la disparition d'un certain nombre d'établissements.

En ce qui concerne le nombre de sièges dans les salles de cinéma, le Québec perd au total 40 318 sièges entre 1980 et 1984, soit une baisse de 22%. Ce taux de décroissance est plus faible que celui du nombre d'établissements (-29%) mais plus élevé que celui du nombre d'écrans (-15%). Cette situation découle du fait que le nombre moyen de sièges par écran des nouveaux établissements à écrans multiples est nettement inférieur au nombre moyen de sièges des cinémas à salle unique qui ont fermé leur porte. Ce nombre moyen passe de 478 sièges par écran en 1980 à 437 en 1984.

Le nombre de séances de projection en anglais dans l'ensemble des salles de cinéma du Québec augmente de 60% entre 1975 et 1983 alors que le nombre de séances en français diminue de 13% durant la même période. Les projections en anglais ne représentent que 26,6% du total en 1977; ce pourcentage grimpe à 40,6% en 1983.

Protection du patrimoine

C'est 492 monuments, sites et arrondissements qui ont été classés ou reconnus en vertu de la Loi sur les biens culturels votée en 1982 et celles qui l'ont précédée. Ces divers lieux à caractère historique sont donc protégés juridiquement. Les villes de Québec et de Montréal réunissent respectivement 191 et 188 monuments historiques. Elles détiennent également le plus grand nombre de sites et d'arrondissements historiques. Certains monuments, sites et arrondissements en région sont également protégés en vertu de tels statuts.

Équipements et organismes culturels

L'expression et la diffusion de la culture au Québec passent par un réseau varié d'équipements et d'organismes. Dans les équipements, on distingue quatre grandes catégories: équipements culturels traditionnels, socio-éducatifs, socio-culturels et socio-communautaires.

Équipements culturels traditionnels

En 1984, 808 locaux sont dédiés aux manifestations culturelles traditionnelles. De ce nombre, 373 (46,2%) sont des salles de spectacles, 126 (15,6%) des centres culturels et d'art et 124 (15,3%) des musées. Le reste est réparti en théâtres d'été, salles d'exposition et salles d'archives. Au plan régional, près de 70% des équipements se retrouvent dans les deux régions de Montréal et de Québec avec un total de 559 établissements. Montréal regroupe 43,8% d'entre eux et Québec 25,4%. Si l'on examine la répartition régionale des trois structures les plus répandues (salles de spectacles, centres culturels et d'art et musées), on note une fois de plus les concentrations les plus fortes à Montréal et à Québec. Si la région montréalaise domine nettement en

accaparant 53% des salles de spectacles de la province, l'écart est moins grand entre les deux régions en ce qui concerne les centres culturels et les musées. La concentration s'établit alors comme suit: 35,7% des centres culturels logent dans la région de Montréal et 30,2% dans celle de Québec; 29,8% des musées dans la région montréalaise et 28,2% dans la québécoise.

Parmi ces équipements culturels, les musées reçoivent de la part du ministère des Affaires culturelles une attention particulière qui se traduit par une politique de développement de ces institutions et par la création de la collection «Prêt d'oeuvres d'art». L'inauguration du nouveau musée du Séminaire de Québec en 1983, la relocalisation et surtout la construction d'un nouveau bâtiment pour le musée d'art contemporain de Montréal, la création du Musée de la civilisation, la rénovation du musée du Québec sur les Plaines d'Abraham à Québec et enfin l'importante contribution gouvernementale à l'agrandissement du musée des Beaux-Arts de Montréal, prévu pour l'année 1986, font partie de cette politique de développement.

Créée en 1982 par le ministère des Affaires culturelles, la collection «Prêt d'oeuvres d'art» acquiert des oeuvres d'artistes contemporains pour les prêter ensuite à des organismes publics tant au Québec qu'à l'étranger. Cette collection vise à stimuler la création dans le domaine des arts visuels et à multiplier les lieux d'exposition pour les oeuvres des nouvelles générations d'artistes.

En deux ans d'existence, deux comités d'acquisition ont fait l'achat de près de 300 oeuvres au coût total d'environ 450 000 $. La collection représente aujourd'hui 167 artistes différents. La plupart des oeuvres acquises ont déjà été diffusées et de grandes expositions en milieu muséologique ont été présentées au public, à Québec, à Montréal et à Rivière-du-Loup.

Les artistes peintres sont les plus nombreux à soumettre des oeuvres pour cette collection. Viennent ensuite les disciplines suivantes: le dessin, la sculpture, la photographie, les arts graphiques et les arts décoratifs.

Le profil de la collection offre une représentation inégale des disciplines. Aussi, reflète-t-elle la popularité de la peinture: 34% des oeuvres sont des peintures. Les oeuvres sur papier représentent 50% de la collection: dessin, 18%; arts graphiques, 16%; photographie, 15%. Les sculptures occupent 11% de l'ensemble et les arts décoratifs, 4%.

La participation des artistes féminins représente 45% des artistes inscrits en 1983 mais cette proportion diminue en ce qui a trait aux achats (40%). Par ailleurs, il est intéressant de signaler que la grande majorité des artistes retenus, comme celle des artistes qui s'inscrivent, habitent la région de Montréal.

Équipements socio-éducatifs

Les 70 structures d'accueil à vocation socio-éducative se répartissent en jardins zoologiques, aquariums, stations piscicoles, sanctuaires d'oiseaux, jardins botaniques et fermes expérimentales. Presque toutes les régions du Québec, à part l'Abitibi-Témiscamingue et le Nouveau-Québec, abritent des fermes expérimentales dont les 24 établissements totalisent 34,3% des équipements socio-éducatifs. Suivent, en 2^e et 3^e places, les sanctuaires d'oiseaux (21 ou 30%) et les stations piscicoles (13 ou 18,6%). Une fois de plus, les régions de Montréal et de Québec dominent en rassemblant respectivement sur leur territoire 32,8% et 27,1% des installations totales. Cependant, l'examen de chaque type d'équipement offre un tableau plus nuancé. Si les fermes expérimentales se concentrent principalement dans la région de Montréal (33%), les sanctuaires d'oiseaux se trouvent surtout dans la région de Québec (38%) et les stations piscicoles dans celle du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (31%). Notons enfin que la moitié des jardins zoologiques appartient à la région de Montréal.

Équipements socio-culturels

Dans le domaine socio-culturel, on dénombre 1 381 locaux. Ceux consacrés à l'artisanat se classent de loin en tête avec 494 installations ou 35,8% du total. Viennent ensuite ceux réservés à l'expression dramatique (237 ou 17,2%), à la danse (167 ou 12,1%) et aux arts plastiques (139 ou 10,1%). Les régions de Montréal et de Québec rassemblent un peu plus de 60% de ces structures dans les proportions suivantes: 41% à Montréal et 19,6% à Québec. Les régions de Trois-Rivières et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie accueillent chacune 8% de l'ensemble. La concentration des ateliers dans la région montréalaise est particulièrement élevée dans le domaine littéraire (66%), scientifique (52%) et du développement personnel (51%).

Équipements socio-communautaires

Enfin, les équipements socio-communautaires comptent 2 159 établissements. Plus de la moitié d'entre eux (1 106 ou 51,2%) sont des salles réservées aux mouvements sociaux. Les centres communautaires et de loisirs, avec 811 unités, se classent au 2e rang en réunissant 37,6% de l'ensemble de ces structures. Le reste est constitué de 212 pavillons de quartier (9,8%) et de 30 salles d'activités sociales diverses (1,4%). La répartition régionale s'établit comme suit: 714 dans la région de Montréal (33,1%), 516 dans celle de Québec (23,9%), 225 dans celle de Trois-Rivières (10,4%) et 180 dans celle du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (8,3%). Les autres régions se partagent le reste, soit près de 25%. La région de Montréal vient au 1er rang avec 43,9% des pavillons de quartier, 34,1% des centres communautaires et 30,2% des salles affectées aux mouvements sociaux. Toutefois, la région de Québec se classe en tête quant aux salles d'activités sociales avec 40% de ces locaux et elle se situe au 2e rang dans les autres cas.

Le fait que la plupart du temps la région montréalaise occupe la première place quant au regroupement des équipements ne doit pas faire oublier que ce taux de concentration n'est pas toujours proportionnel à celui de sa population dans l'ensemble québécois (54,6% en 1983). En effet, le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie abrite 7,1% des équipements de culture traditionnelle, 15,7% des installations socio-éducatives, 8,7% des structures d'accueil socio-culturelles et 8,3% des locaux socio-communautaires avec seulement 3,6% de la population québécoise.

Organismes culturels professionnels

Les organismes professionnels qui produisent des spectacles en arts de la scène recouvrent tout aussi bien les troupes de théâtre, les compagnies de danse, de variétés et les associations musicales que les entreprises de production de spectacles et les écoles de formation dans ces différentes disciplines. Ces organismes s'élèvent à 570 au Québec en 1984. Les 291 sociétés théâtrales comptent pour plus de la moitié de l'ensemble (51%), suivies des 135 associations musicales (23,7%), des 73 de danse (12,8%) et des 71 de variétés (12,5%). La région de Montréal abrite 300 de ces 570 groupes (52,6%) et la région de Québec 93 (16,3%). L'Estrie se classe au 3e rang avec 38 organismes (6,7%). Notons enfin la forte concentration des troupes de variétés dans la région de Montréal où 60 d'entre elles (84,5%) ont leur siège social.

Festivals populaires

L'intérêt récent pour les formes de culture populaire donne naissance à une série de festivals de taille variable ou confirme l'existence des plus anciens. En 1984-85, on dénombre au Québec 145 manifestations de ce genre. La majorité d'entre elles (54,5%) sont consacrées à des activités de loisir, sportives et de plein air (festival du bûcheron, du draveur, du pêcheur, etc.). Viennent au 2e rang, avec 38,6% de l'ensemble, les festivals faisant la promotion d'un produit ou d'une ressource (festival du papier, du pain, de la clam, etc.). Enfin, les manifestations dédiées aux arts et traditions ne constituent que 6,9% de l'ensemble des festivals (festival de la parenté, du patrimoine, du folklore, etc.). La répartition régionale de ces activités diffère de ce qu'on a pu observer précédemment dans cette section. L'Est du Québec se classe en tête avec 15,9% des festivals

populaires québécois, la région de Québec est deuxième avec 15,2% et celle du Saguenay—Lac-Saint-Jean troisième avec 14,5%. La grande région de Montréal n'abrite que 9,6% de ces événements.

Dépenses dans le domaine de la culture

Dépenses du gouvernement du Québec

Le ministère des Affaires culturelles n'est pas le seul à investir en matière culturelle. D'autres ministères et organismes gouvernementaux québécois le font de différentes façons. En 1984, 34 ministères et organismes effectuent des dépenses à incidence culturelle. Les données colligées par le Bureau de la statistique du Québec portent sur l'année financière 1982-83. Avec des transferts de 13,8 millions de dollars de l'Administration fédérale, les dépenses totales du gouvernement du Québec s'élèvent à 264,9 millions de dollars. Cette somme comprend, outre des dépenses de fonctionnement de 57,5 millions, des dépenses d'investissement de 3,7 millions. Il faut ajouter 186,8 millions de dollars de subventions, contributions et transferts courants et 16,9 millions de subventions, contributions et transferts à titre d'investissement.

Les dépenses courantes sont effectuées pour plus des trois-quarts (45,8 millions) par le ministère des Affaires culturelles. Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche vient au 2e rang avec 6,5% des dépenses courantes totales. Trois ministères distribuent principalement les 186 millions de dollars de subventions, contributions et transferts courants: Éducation (36,1%), Affaires culturelles (33,2%) et Communications (28,3%). Quant aux subventions, contributions et transferts à des fins d'investissement (16,9 millions), ils proviennent principalement des ministères des Affaires culturelles (55,5%), des Affaires municipales (38,0%) et de l'Éducation (5,4%); les ministères des Communautés culturelles et de l'Industrie et du Commerce se partagent le reste.

Statistique Canada, pour sa part, estime qu'en 1982-83, les provinces canadiennes consacrent à la culture 914,4 millions sur des dépenses courantes totales de 75,8 milliards de dollars. Les dépenses québécoises comptent à elles seules pour 30% de cette somme, soit 276,9 millions de dollars. Si on établit le rapport entre les dépenses culturelles des provinces canadiennes et l'ensemble de leurs dépenses courantes, le Québec consacre 1,35% de son budget à cette fin. Il n'est dépassé que par l'Alberta dont le pourcentage élevé (2,11%) s'explique principalement par les sommes accumulées dans son *Heritage Fund*. Le Québec dépasse donc la moyenne canadienne qui se situe à 1,20%.

Intervention du ministère des Affaires culturelles en 1983-84

Un regard sur le tableau 24 permet d'identifier d'une manière globale les secteurs d'intervention qui caractérisent l'action du ministère pour l'année 1983-84.

Le développement des bibliothèques publiques d'une part et celui des arts d'interprétation d'autre part se distinguent parmi les champs privilégiés par le ministère, les bibliothèques accaparant 66% des investissements et les arts d'interprétation 15%. Viennent ensuite les projets de conservation avec les crédits dévolus au patrimoine et à l'action muséologique. Les sept conservatoires de musique et les deux conservatoires d'art dramatique obtiennent 8% du budget total du ministère. Il faut ajouter 16 autres écoles de musique privées subventionnées par le ministère des Affaires culturelles, avec 4 638 élèves. Ces écoles, comme les conservatoires, se répartissent dans les différentes régions du Québec.

Notons que, dans le domaine plus général des arts d'interprétation, 173 organismes sont subventionnés par le ministère des Affaires culturelles pour une somme totale de 9,4 millions de dollars. La moitié de ces organismes se retrouve à Montréal, ce qui explique sans doute pourquoi ils rejoignent un aussi grand nombre de spectateurs, soit 68% de la totalité des spectateurs ayant assisté à des spectacles présentés par l'ensemble de ces organismes pendant l'année 1983-84.

Le programme d'aide aux équipements culturels regroupe les différentes sources d'aide financière du ministère des Affaires culturelles relatives aux dépenses d'immobilisation et destinées à maintenir ou à développer, sur le plan local ou régional, un réseau de lieux propices à la pratique d'activités culturelles. Ce programme du ministère permet de répondre à des projets diversifiés d'équipements culturels créés par les municipalités et les organismes.

En 1983-84, 205 projets sont retenus pour un financement de la part du ministère: 30 nécessitent une intervention majeure en immobilisations; 175 autres sont des projets de rénovation mineure ou d'achat d'équipements spécialisés dont le total est inférieur à 200 000 $. Le tableau 27 précise la répartition du nombre et du coût total de ces projets majeurs amorcés au cours de l'année financière 1982-83 principalement en ce qui concerne les bibliothèques publiques.

Les investissements totaux provenant de la participation financière du ministère en 1983-84 se chiffrent à plus de 27 millions de dollars. Le coût total des projets majeurs s'élèvera à plus de 23 millions de dollars pour des bibliothèques publiques, des musées et centres d'exposition, des équipements en arts d'interprétation et des équipements multidisciplinaires ou de patrimoine. La figure 6 indique la répartition en pourcentage des investissements prévus pour chacun d'eux.

Le ministère des Affaires culturelles n'a participé aux investissements totaux que dans une proportion de 51,0% (14 254 092 $). La part des municipalités dans le financement de ces projets a été de 6 069 428 $, soit 22% et celle des collaborateurs autres que l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), de 17% avec une somme totale de 4 674 256 $. Enfin, la participation de l'OPDQ représente environ 10% du financement total des projets.

En plus des montants investis dans le financement de ces projets de développement, le ministère contribue au financement des dépenses de fonctionnement tant des musées privés que des musées d'État. De 1979 à 1983, des fonds dont il dispose pour le réseau des musées, 36,9% sont consacrés aux musées d'État et 53,5% aux musées privés, leurs croissances respectives étant de 4,5% et de 7,5%.

La figure 8 illustre la structure de financement des musées au Québec. Soulignons que 79,8% des contributions des quatre années (1979-80 à 1982-83) proviennent de fonds publics (60,7 millions de dollars), les contributions privées en contrepartie représentent 20,2% de ce total (15,4 millions de dollars).

Par ailleurs, le rapport de 4 $ du secteur public pour 1 $ du secteur privé a connu au cours de ces années une certaine évolution dans le sens d'une faible privatisation des sources de revenus. De fait, les contributions publiques et privées ont augmenté. La croissance annuelle moyenne des contributions de sources publiques est de 13,9%, celle de source privée de 27,5%. La croissance totale est de 16,5%.

Indice des prix à la consommation

Le tableau 28 illustre les variations de l'indice des prix à la consommation entre 1980 et 1983 dans le domaine du loisir, de la lecture et de la formation personnelle dans les principales agglomérations urbaines du Canada. L'année 1981 servant de base 100, l'indice à Québec a augmenté de 21 points, passant de 92 en 1980 à 113 en 1983. À Montréal, la hausse de l'indice est de 22,9 points, passant de 92 à 114,9. Ces hausses d'indice des deux villes québécoises sont légèrement inférieures à celles observées dans l'ensemble des agglomérations urbaines du Canada. Ainsi, l'indice augmente de 27,6 points à Vancouver; de 26,8 points à Ottawa et de 25,4 points à Toronto.

8

Définitions

Dépenses dans le domaine culturel

Dépenses courantes ou de fonctionnement
Les dépenses courantes comprennent les sommes affectées aux traitements et salaires et à l'exploitation des services, y compris à l'achat de biens et de matériel d'une durée de moins d'un an, ainsi que les subventions et les transferts non destinés à l'accroissement ou à l'acquisition de capital et les dépenses classées comme telles dans les états financiers des organismes publics.

Dépenses d'investissement
Il s'agit là des dépenses qui couvrent l'acquisition de biens et de matériel d'une durée supérieure à un an, dont l'acquisition de terrains ou d'immeubles, et les dépenses qui sont classées comme telles dans les états financiers des organismes publics.

Subventions
Somme reçue à fonds perdus de l'État d'une collectivité locale ou d'une société. Cette somme est accordée soit pour les dépenses courantes, soit pour les dépenses d'investissement. L'agent qui verse la subvention ne reçoit rien en contrepartie.

Transferts
Ensemble des opérations financières réalisées dans le cadre du budget ou par l'intermédiaire d'un gouvernement ou organisme chargé d'une redistribution de revenus.

Livre

Brochure
Publication non périodique imprimée comptant au moins 5, mais pas plus de 48 pages (pages de couverture non comprises), éditée dans le pays et offerte au public.

Dépôt légal
Tout éditeur d'un document publié dans le Québec doit, dans les trente jours qui suivent la publication de ce document, en déposer, à titre gratuit, deux exemplaires à la Bibliothèque nationale; toutefois, un seul exemplaire est requis lorsque la valeur au détail des deux exemplaires à déposer dépasse au total vingt-cinq dollars, ou lorsque le tirage de ce document n'est pas supérieur à cinquante exemplaires.

Livre
Publication non périodique imprimée comptant au moins 49 pages (pages de couverture non comprises), éditée dans le pays et offerte au public.

Monographie
Ouvrage formant un tout en un ou plusieurs volumes, soit qu'il paraisse en une seule fois, soit que sa publication s'étale sur une durée limitée selon un plan établi à l'avance.

Protection du patrimoine

Arrondissement
Territoire, municipalité ou partie d'une municipalité désignés comme tel par le gouvernement en raison de la concentration de monuments ou de sites historiques qu'on y trouve (arrondissement historique) ou en raison de l'intérêt esthétique, légendaire ou pittoresque que présente son harmonie naturelle (arrondissement naturel).

Monument historique
Ensemble qui représente un intérêt historique par son utilisation ou son architecture.

Site archéologique
Lieu où se trouvent des biens archéologiques; le bien archéologique est un bien meuble ou immeuble témoignant de l'occupation humaine préhistorique ou historique.

Site historique
Lieu où se sont déroulés des événements ayant marqué l'histoire du Québec ou une aire renfermant des biens ou des monuments historiques.

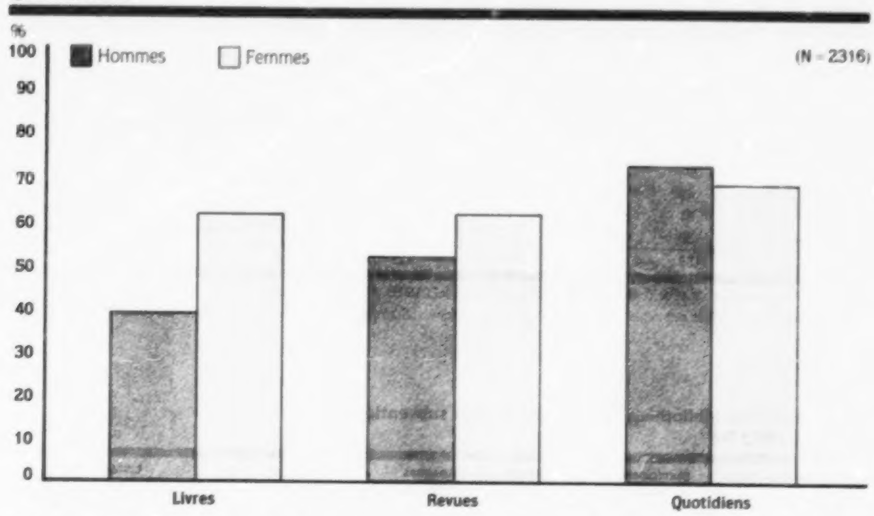
Note explicative

Dépenses des ministères dans le domaine culturel

Dans cette section, les dépenses culturelles s'entendent au sens très large. Par exemple, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation figure dans la liste en raison de sa contribution aux bibliothèques spécialisées, aux musées de sciences naturelles, à l'édition de livres, périodiques, revues, etc. Autre exemple, dans les dépenses culturelles du ministère des Communications entrent l'information et la publication de documentation diverse, le fonctionnement de la Société de radio et de télévision du Québec. C'est pourquoi il faut utiliser ces données à titre indicatif seulement.

Figure 1

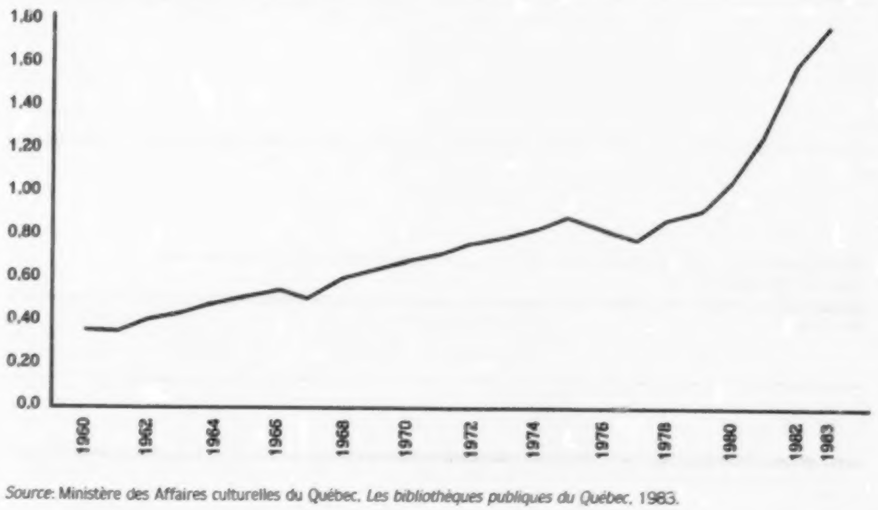
Répartition des lecteurs selon le sexe et le genre de publication, Québec, 1983



Source: Rosaire Garon, «La lecture serait-elle du genre féminin?», in *Chiffres à l'appui*, vol. 2, n° 1, ministère des Affaires culturelles, avril 1984.

Figure 2

Nombre de livres disponibles par tête dans les bibliothèques publiques, Québec, 1960-1983



Source: Ministère des Affaires culturelles du Québec, *Les bibliothèques publiques du Québec*, 1983.

Tableau 1

Statistiques des bibliothèques municipales subventionnées, Québec, 1983

Municipalité par tranche de population	Municipalités	Population desservie[1]	Population desservie/ Population totale	Employés à temps plein et bibliothécaires	Abonnements aux journaux et périodiques	Livres – Disponibles – Total	Livres – Disponibles – Par tête	Livres – Prêtés – Total	Livres – Prêtés – Par tête
	n	n	%	n	n	n	n	n	n
Moins de 5 000	16	62 150	1,0	10	380	242 821	3,91	332 184	5,3
5 000 — 9 999	32	239 280	4,0	38	900	447 677	1,87	1 015 501	4,2
10 000 — 24 999	49	780 297	12,0	183	3 926	1 672 155	2,14	4 018 752	5,2
25 000 — 49 999	21	695 090	10,7	132	3 030	1 102 796	1,59	3 348 609	4,8
50 000 et plus	20	2 627 710	40,7	594	7 980	4 076 625	1,55	9 566 691	3,6
Total	138	4 404 527	68,4	959	16 216	7 542 074	1,71	18 281 737	4,2

1. La population du Québec était de 6 452 534 habitants selon le Décret 2219.83 du 26 octobre 1983.

Source: Ministère des Affaires culturelles, Service des programmes régionaux. *Statistiques des bibliothèques publiques du Québec, 1984.*

Tableau 2

Statistiques des bibliothèques centrales de prêt subventionnées, Québec, 1983-84

Bibliothèque centrale régionale	Municipalités desservies	Population desservie	Bibliothèques affiliées	Employés à temps plein et bibliothécaires	Livres – Disponibles – Total	Livres – Disponibles – Par tête	Livres – Prêtés – Total	Livres – Prêtés – Par tête
	n	n	n	n	n	n	n	n
Abitibi-Témiscamingue	76	63 697	73	9	114 884	1,80	343 879	5,4
Côte-Nord	17	19 011	17	6	27 363	1,44	33 390	1,8
Estrie	71	87 480	57	9	106 272	1,21	313 057	3,6
Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine	79	112 122	76	12	168 575	1,50	323 963	2,9
Laurentides	42	70 248	40	8	89 576	1,28	308 564	4,4
Mauricie	163	223 735	129	24	351 646	1,57	969 358	4,3
Outaouais	75	76 870	62	14	127 075	1,65	326 974	4,3
Portages	38	43 250	35	7	54 248	1,25	160 527	3,7
Québec	78	110 280	61	12	131 880	1,20	392 560	3,6
Montréal	48	66 530	36	8	82 702	1,24	231 363	3,5
Saguenay — Lac-Saint-Jean	56	84 815	56	10	185 071	2,18	369 305	4,4
Total	743	958 030	642	119	439 292	1,50	3 772 940	3,9

Source: Ministère des Affaires culturelles, Service des programmes régionaux. *Statistiques des bibliothèques publiques du Québec, 1984.*

Tableau 3

Financement des bibliothèques municipales et des bibliothèques centrales de prêt, Québec, 1983-84

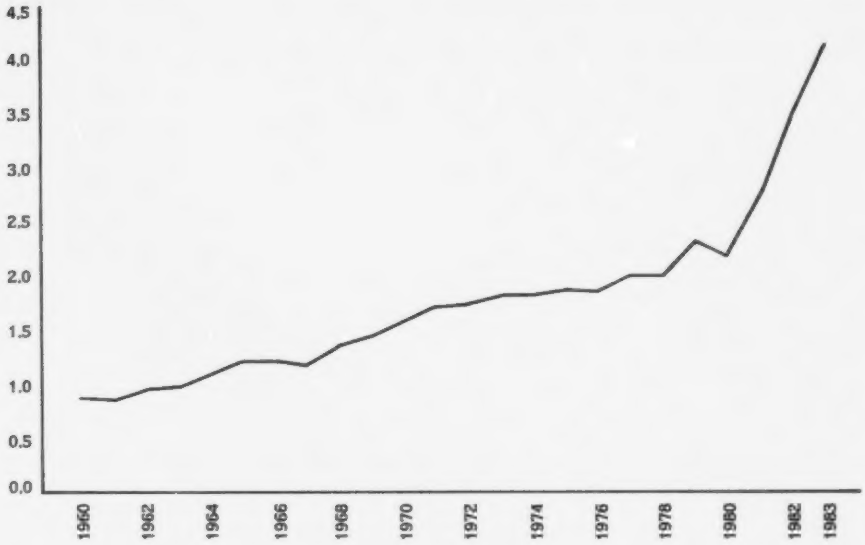
Bibliothèques	Contributions municipales – Totales	Contributions municipales – Par tête	Subventions du MAC – Totales	Subventions du MAC – Par tête
	$	$	$	$
Municipales	46 284 809	10,51	14 158 739	3,21
Centrales de prêt	1 078 544	1,13[1]	4 878 500	5,09
Total	47 363 353	8,83	19 301 039	3,60

1. Ce montant ne comprend que les contributions des municipalités aux bibliothèques centrales de prêt et non les dépenses locales des municipalités affiliées.

Source: Ministère des Affaires culturelles, Service des programmes régionaux. *Statistiques des bibliothèques publiques du Québec, 1984.*

Figure 3

Nombre de prêts par tête des bibliothèques publiques, Québec, 1960-1983



Source: Ministère des Affaires culturelles du Québec, *Les bibliothèques publiques du Québec*, 1983.

Tableau 4

Répartition des librairies générales et spécialisées agréées, par région administrative, Québec, 1985

Librairie	**01**	**02**	**03**	**04**	**05**	**06**	**07**	**08**	**09**	**Total**
						n				
Librairies générales										
De langue française	7	8	23	12	7	61	7	5	5	135
De langue anglaise	—	—	—	—	1	10	—	—	—	11
De langues française et anglaise	—	—	—	—	—	9	—	—	—	9
Librairies spécialisées										
De langue française	1	—	3	1	—	6	—	—	—	11
De langue anglaise	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
De langues française et anglaise	—	—	—	—	1	4	—	—	—	5
Total	8	8	26	13	9	91	7	5	5	172

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord.

Source: Ministère des Affaires culturelles, Direction générale des industries culturelles.

8

Tableau 5

Répartition des monographies, éditées et rééditées, par sujet, Québec, 1983

Catégorie	Première édition			Réédition		
	Livres	Brochures	Total	Livres	Brochures	Total
Généralités	102	51	153	15	3	18
Philosophie, psychologie	177	18	195	6	—	6
Religion, théologie	137	50	187	12	5	17
Sociologie, statistiques	137	62	199	7	5	12
Sciences politiques	218	151	369	18	6	24
Droit, administration publique	345	286	631	23	5	28
Arts et sciences militaires	—	—	—		—	—
Enseignement, éducation	366	268	634	21	6	27
Commerce, communications	32	11	43	1		1
Ethnographie, moeurs	15	9	24	2	—	2
Linguistique, philologie	188	75	263	21	9	30
Mathématiques	49	10	59	24	1	25
Sciences naturelles	188	513	701	6		6
Sciences médicales, hygiéniques	278	61	339	8	2	10
Technologie, industries	111	65	176	7	—	7
Agriculture, sylviculture	51	43	94	4	9	13
Économie domestique	81	29	110	4	—	4
Organisme du commerce	133	267	400	10	60	70
Urbanisme, architecture, arts	162	86	248	2	—	2
Divertissements, jeux, sports	69	41	110	2	—	2
Littérature (histoire, critique)	29	4	33		—	—
Géographie, voyages	27	21	48	4	—	4
Histoire, biographies	287	37	324	10		10
Littérature (texte littéraire)	428	149	577	35	1	36
Total	3 610	2 307	5 917	242	112	354
Catégorie spéciale[1]						
Livres pour enfants	38	162	200	2	—	2
Manuels scolaires	161	63	224	35	3	38
Gouvernement du Québec	815	1 370	2 185	48	77	125
Autres gouvernements	7	18	25	—	—	—
Éditions commerciales	2 132	671	2 803	146	28	174

1. Chacune des catégories suivantes a déjà été comptée plus haut.

Source: Ministère des Affaires culturelles, Bibliothèque nationale du Québec, *Statistiques de l'édition au Québec en 1983.*

Catégorie	Total			Prix moyen
	Livres	Brochures	Total	
		n		$
Généralités	117	54	171	8.23
Philosophie, psychologie	183	18	201	11.75
Religion, théologie	149	55	204	6.44
Sociologie, statistiques	144	67	211	3.52
Sciences politiques	236	157	393	4.46
Droit, administration publique	368	291	659	9.01
Arts et sciences militaires	—	—	—	0.00
Enseignement, éducation	387	274	661	2.89
Commerce, communications	33	11	44	3.87
Ethnographie, moeurs	17	9	26	10.92
Linguistique, philologie	209	84	293	7.84
Mathématiques	73	11	84	14.41
Sciences naturelles	194	513	707	2.21
Sciences médicales, hygiéniques	286	63	349	8.52
Technologie, industries	118	65	183	6.61
Agriculture, sylviculture	55	52	107	2.43
Économie domestique	85	29	114	5.39
Organisme du commerce	143	327	470	3.78
Urbanisme, architecture, arts	164	86	250	11.21
Divertissements, jeux, sports	71	41	112	5.30
Littérature (histoire, critique)	29	4	33	19.14
Géographie, voyages	31	21	52	13.96
Histoire, biographies	297	37	334	10.93
Littérature (texte littéraire)	463	150	613	9.60
Total	**3 852**	**2 419**	**6 271**	**.71**
Catégorie spéciale[1]				
Livres pour enfants	40	162	202	5.63
Manuels scolaires	196	66	262	9.93
Gouvernement du Québec	863	1 447	2 310	0.99
Autres gouvernements	7	18	25	1.39
Éditions commerciales	2 278	699	2 977	10.28

Tableau 6

Tirage des monographies, éditées et rééditées, par sujet, Québec, 1983

Catégorie	Première édition			Réédition		
	Livres	Brochures	Total	Livres	Brochures	Total
	'000					
Généralités	161	67	228	12	4	16
Philosophie, psychologie	592	10	602	20	—	20
Religion, théologie	721	593	1 314	43	86	129
Sociologie, statistiques	270	59	329	8	7	15
Sciences politiques	902	662	1 564	194	55	249
Droit, administration publique	594	897	1 491	267	12	279
Arts et sciences militaires	—	—	—	—	—	—
Enseignement, éducation	603	2 147	2 750	73	8	81
Commerce, communications	31	16	47	—	—	—
Ethnographie, moeurs	28	36	64	6	—	6
Linguistique, philologie	717	316	1 033	140	20	160
Mathématiques	142	19	161	123	3	126
Sciences naturelles	237	158	395	10	—	10
Sciences medicales, hygiéniques	321	210	531	29	1	30
Technologie, industries	107	310	417	15	—	15
Agriculture, sylviculture	95	68	163	11	15	26
Économie domestique	258	683	941	31	—	31
Organisme du commerce	171	381	552	16	355	371
Urbanisme, architecture, arts	329	205	534	2	—	2
Divertissements, jeux, sports	167	274	441	3	—	3
Littérature (histoire, critique)	28	1	29	—	—	—
Géographie, voyages	84	28	112	8	—	8
Histoire, biographies	462	25	487	17	—	17
Littérature (texte litteraire)	904	365	1 269	88	—	88
Total	7 924	7 530	15 454	1 116	566	1 682
Catégorie spéciale[1]						
Livres pour enfants	146	743	889	4	—	4
Manuels scolaires	952	190	1 142	352	13	365
Gouvernement du Québec	1 794	3 767	5 561	360	426	786
Autres gouvernements	2	10	12	—	—	—
Éditions commerciales	4 901	2 496	7 397	639	121	760

1. Chacune des catégories suivantes a déjà éte comptée plus haut.

Source: Ministère des Affaires culturelles, Bibliothèque nationale du Québec. *Statistiques de l'édition au Quebec en 1983.*

Catégorie	Total		
	Livres	Brochures	Total
		'000	
Généralités	173	71	244
Philosophie, psychologie	612	10	622
Religion, théologie	764	679	1 443
Sociologie, statistiques	278	66	344
Sciences politiques	1 096	717	1 813
Droit, administration publique	861	909	1 770
Arts et sciences militaires	—	—	—
Enseignement, éducation	676	2 155	2 831
Commerce, communications	31	16	47
Ethnographie, moeurs	34	36	70
Linguistique, philologie	857	336	1 193
Mathématiques	265	22	287
Sciences naturelles	247	158	405
Sciences médicales, hygiéniques	350	211	561
Technologie, industries	122	310	432
Agriculture, sylviculture	106	83	189
Économie domestique	289	683	972
Organisme du commerce	187	736	923
Urbanisme, architecture, arts	331	205	536
Divertissements, jeux, sports	170	274	444
Littérature (histoire, critique)	28	1	29
Géographie, voyages	92	28	120
Histoire, biographies	479	25	504
Littérature (texte littéraire)	992	365	1 357
Total	9 040	8 096	17 136
Catégorie spéciale[1]			
Livres pour enfants	150	743	893
Manuels scolaires	1 304	203	1 507
Gouvernement du Québec	2 154	4 193	6 347
Autres gouvernements	2	10	12
Éditions commerciales	5 540	2 617	8 157

Tableau 7

Répartition et tirage des monographies selon la langue de publication, par sujet, Québec, 1983

Catégorie	Langue de publication									
	Titres					Tirage				
	Français	Anglais	Autres	Multilingue	Total	Français	Anglais	Autres	Multilingue	Total
	n					'000				
Généralités	154	14	—	3	171	234	5	—	6	245
Philosophie, psychologie	198	3	—	—	201	620	1	—	—	621
Religion, théologie	186	15	1	2	204	1 288	76	4	75	1 443
Sociologie, statistiques	179	18	14	—	211	281	40	22	—	343
Sciences politiques	344	42	5	2	393	1 742	56	12	3	1 813
Droit, administration publique	524	126	3	6	659	1 636	122		10	1 768
Arts et sciences militaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enseignement, éducation	595	54	9	3	661	1 826	167	66	770	2 829
Commerce, communications	32	12		—	44	35	12	—	—	47
Ethnographie, moeurs	25	1	—	—	26	66	5	—	—	71
Linguistique, philologie	261	12	6	14	293	1 107	18	5	63	1 193
Mathématiques	83	1	—	—	84	284	3	—	—	287
Sciences naturelles	692	11	2	2	707	395	4	4	2	405
Sciences médicales, hygiéniques	323	19	1	6	349	524	33	1	4	562
Technologie, industries	160	22	—	1	183	305	124	—	3	432
Agriculture, sylviculture	92	15	—	—	107	169	20	—	—	189
Economie domestique	108	4	—	2	114	868	101	—	3	972
Organisme du commerce	436	31	1	2	470	879	43	—	—	922
Urbanisme, architecture, arts	220	13	—	17	250	481	16	—	39	536
Divertissements, jeux, sports	110	2	—	—	112	444	1	—	—	445
Littérature (histoire, critique)	30	3	—	—	33	26	3	—	—	29
Géographie, voyages	48	3	—	1	52	112	8	—	1	121
Histoire, biographies	312	19	1	2	334	471	27	1	6	505
Littérature (texte littéraire)	590	13	4	6	613	1 295	51	3	8	1 357
Total	5 702	453	47	69	6 271	15 088	936	118	993	17 135
Catégorie spéciale[1]										
Livres pour enfants	199	—	2	1	202	867	—	1	25	893
Manuels scolaires	256	5	1	—	262	1 490	14	2	—	1 506
Gouvernement du Québec	2 065	196	30	19	2 310	5 889	329	100	29	6 347
Autres gouvernements	23	2	—	—	25	12	1	—	—	13
Editions commerciales	2 741	200	12	24	2 977	6 889	422	12	835	8 158

1. Chacune des catégories suivantes a déjà été comptée plus haut.

Source: Ministère des Affaires culturelles, Bibliothèque nationale du Québec. *Statistiques de l'édition au Québec en 1983.*

Tableau 8

Répartition des traductions selon la langue originale des monographies, par sujet, Québec, 1983

Catégorie	Langue originale des monographies traduites							
	Titres				Tirage			
	Français	Anglais	Autres	Total	Français	Anglais	Autres	Total
	n				'000			
Généralites	1	16	—	17	5	50	—	55
Philosophie, psychologie		55	7	62		239	34	273
Religion, théologie	6	20	6	32	80	270	13	363
Sociologie, statistiques	19	4		23	31	20	—	51
Sciences politiques	7	7	1	15	15	20	2	37
Droit, administration publique	25	8	—	33	29	44	—	73
Arts et sciences militaires				—				—
Enseignement, éducation	7	10	—	17	775	13	—	788
Commerce, communications				—		—	—	—
Ethnographie, moeurs	—	1	—	1	—	3	—	3
Linguistique, philologie	1	—	4	5	1	—	12	13
Mathématiques	1	3	—	4	3	7	—	10
Sciences naturelles	4	16		20	7	50	—	57
Sciences médicales, hygiéniques	4	26		30	8	121	—	129
Technologie, industries	1	14	—	15	1	49	—	50
Agriculture, sylviculture	3	2	—	5	5	6		11
Economie domestique	1	17	—	18	100	91	—	191
Organisme du commerce	3	8	—	11	33	38		71
Urbanisme, architecture, arts	11	5	8	24	20	18	6	44
Divertissements, jeux, sports		13	—	13	—	70	—	70
Littérature (histoire, critique)	—	—	—	—	—			—
Géographie, voyages	—	2	—	2		6	—	6
Histoire, biographies	2	12	1	15	6	52	—	58
Littérature (texte littéraire)	5	46	7	58	4	149	20	173
Total	101	285	34	420	1 123	1 316	87	2 526
Catégorie spéciale[1]								
Livres pour enfants	3	42	5	50	26	124	13	163
Manuels scolaires	1	3	—	4	3	12	—	15
Gouvernement du Québec	58	1	8	67	105	2	15	122
Autres gouvernements	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions commerciales	26	265	22	313	845	1 235	64	2 144

1. Chacune des catégories suivantes a déjà été comptée plus haut.

Source: Ministère des Affaires culturelles, Bibliothèque nationale du Québec. *Statistiques de l'édition au Québec en 1983.*

Tableau 9

Fréquentation des salles de cinéma et des ciné-parcs, Québec, 1974-1983

Région	Fréquentation										Variation 1983/1975
	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	
	'000										%
Salles de cinema	19 870	18 435	17 707	17 337	18 784	18 515	17 860	16 528	16 195	15 680	15.9
Montreal	12 256	11 436	11 005	11 137	12 195	12 294	12 174	11 693	11 713	10 868	5.0
Autres regions	7 614	6 999	6 702	6 200	6 589	6 221	5 686	4 834	4 482	4 812	31.2
Cine-parcs		1 600	1 488	1 731	1 983	1 967	2 222	2 129	1 629	1 614	+ 1.0
Total		20 035	19 195	19 068	20 767	20 482	20 082	18 657	17 824	17 294	13.7

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Projections cinématographiques* (annuel) 1974-1983.

Tableau 10

Nombre d'établissements, d'écrans et de sièges de cinéma, par région administrative, Québec, 1980 et 1984

Région administrative	1980			1984		
	Établissements	Écrans	Sièges	Établissements	Écrans	Sièges
	n					
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie	18	19	7 297	11	12	4 750
Saguenay — Lac-Saint-Jean	17	20	8 612	16	19	7 932
Québec	51	61	29 115	40	53	23 790
Trois-Rivieres	20	23	12 209	13	15	7 618
Estrie	10	14	5 694	8	12	4 954
Montreal	135	191	96 652	96	178	78 539
Outaouais	16	16	6 444	12	15	5 833
Abitibi-Temiscamingue	20	20	8 336	12	12	5 192
Côte-Nord	9	12	5 224	3	4	1 407
Nouveau-Québec	—	—	—	—	—	—
Québec	297	377	180 153	211	320	139 835

Source: Bureau de la surveillance du cinema. *Repertoire des etablissements de spectacles cinematographiques.*

Tableau 11

Répartition des projections cinématographiques, selon la langue, Québec, 1975-1983

Année	Français		Anglais		Autres		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%
1975	161 802	71.5	62 725	27.7	1 696	0.8	226 223	100.0
1976	162 876	71.9	61 684	27.2	2 143	0.9	226 703	100.0
1977	170 898	72.2	62 910	26.6	2 840	1.2	236 648	100.0
1978	166 631	69.6	69 788	29.2	2 847	1.2	239 256	100.0
1979	163 638	68.6	70 566	29.6	4 170	1.7	238 424	100.0
1980	170 199	70.6	65 218	27.1	5 558	2.3	240 975	100.0
1981	160 130	66.7	74 146	31.0	5 722	2.3	239 998	100.0
1982	153 411	59.6	96 636	37.6	7 140	2.8	257 187	100.0
1983	141 563	57.6	100 437	40.6	5 171	2.1	247 171	100.0

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Projections cinématographiques* (annuel) 1975-1983.

Tableau 12

Répartition des sites patrimoniaux[1], par région administrative, Québec, 1985

Région administrative	Monuments historiques		Sites historiques		Sites et biens archéologiques immobiliers		Arrondissements historiques ou naturels	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Bas Saint Laurent — Gaspésie	6	1.3	3	10.3	1	7.7	1	8.3
Saguenay — Lac Saint Jean	9	2.0	—	—	1	7.7	—	—
Quebec	191	43.5	11	38.0	2	15.4	5	41.7
Trois Rivieres	23	5.2	2	6.9	—	—	1	8.3
Estrie	6	1.3	—	—	—	—	—	—
Montreal	188	42.8	8	27.6	8	61.5	4	33.4
Outaouais	11	2.4	2	6.9	—	—	—	—
Abitibi Temiscamingue	4	0.8	3	10.3	1	7.7	—	—
Côte Nord	3	0.7	—	—	—	—	1	8.3
Nouveau Québec	—	—	—	—	—	—	—	—
Québec	1 438	100.0	29	100.0	13	100.0	12	100.0

1. Classes ou reconnus.

Source: Ministere des Affaires culturelles, Service du patrimoine 1985.

Tableau 13

Répartition des équipements culturels traditionnels, par région administrative, Québec, 1984

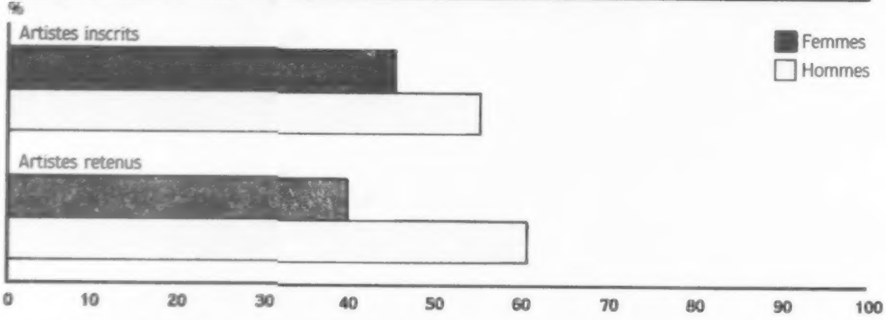
Région administrative	Théâtres d'été	Salles de spectacle	Musées	Centres d'art et culturels	Salles d'exposition	Salles d'archives	Total
	n						
01	2	13	12	3	8	1	39
02	3	18	10	5	1	—	37
03	11	82	35	38	36	3	205
04	4	19	9	11	11	3	57
05	4	12	10	11	5	2	44
06	20	198	37	45	41	13	354
07	2	15	4	3	5	2	31
08	—	10	3	7	7	—	27
09	1	6	4	3	—	—	14
10	—	—	—	—	—	—	—
Québec	**47**	**373**	**124**	**126**	**114**	**24**	**808**

Legende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Quebec; 04 Trois-Rivieres; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Temiscamingue; 09 Cote-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministere du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Systeme d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, ete 1984.

Figure 4

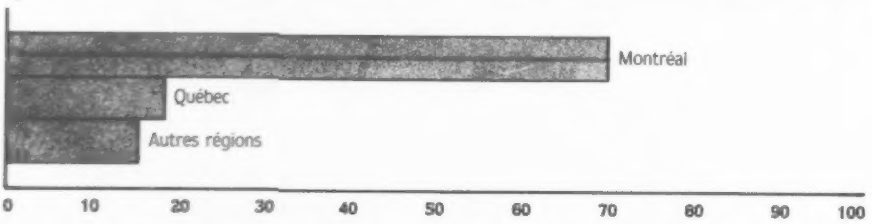
Répartition des artistes participant à la collection «Prêt d'oeuvres d'art», selon le sexe, Québec 1983



Source: Céline Juneau, «Arts visuels: les artistes et la collection Prêt d'oeuvres d'art 1983» in *Chiffres à l'appui*, vol. 2, n° 5, nov.-déc. 1984, ministère des Affaires culturelles.

Figure 5

Répartition des artistes retenus à la collection «Prêt d'oeuvres d'art», selon la région d'origine, Québec, 1983



Source: Céline Juneau, «Arts visuels: Les artistes et la collection Prêt d'oeuvres d'art 1983» in *Chiffres à l'appui*, vol. 2, n° 5, nov.-déc. 1984, ministère des Affaires culturelles.

Tableau 14

Profil de la collection «Prêt d'oeuvres d'art», selon les disciplines, Québec, 1982-83

Discipline	Oeuvres d'art	
	n	%
Peinture	101	34,0
Dessin	56	18,8
Arts graphiques	48	16,2
Photographies	46	15,5
Sculptures	35	11,8
Arts décoratifs	11	3,7
Total	297	100,0

Source: Ministère des Affaires culturelles du Québec, Service de la recherche et de la planification, 1984.

Tableau 15

Répartition des équipements socio-éducatifs, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Jardins zoologiques	Aquariums	Stations piscicoles	Sanctuaires d'oiseaux	Jardins botaniques	Fermes expérimentales	Total
				n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie	1	—	4	4	1	1	11
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1	—	2	2	—	4	9
Quebec	1	1	3	8	—	6	19
Trois-Rivieres	—	—	—	—	—	2	2
Estrie	1	—	—	—	—	1	2
Montreal	4	1	3	6	1	8	23
Outaouais	—	—	—	—	—	1	1
Abitibi-Temiscamingue	—	—	—	—	—	—	—
Cote-Nord	—	—	1	1	—	1	3
Nouveau-Quebec	—	—	—	—	—	—	—
Quebec	**8**	**2**	**13**	**21**	**2**	**24**	**70**

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, ete 1984.

Tableau 16

Répartition des équipements socio-communautaires, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Centres communautaires et de loisirs	Salles pour mouvements sociaux	Pavillons de quartier	Salles d'activités sociales	Total
			n		
01	73	102	5	—	180
02	47	52	37	4	140
03	175	283	46	12	516
04	76	129	20	—	225
05	54	79	1	—	134
06	277	334	93	10	714
07	44	59	6	4	113
08	43	52	2	—	97
09	10	16	2	—	28
10	12	—	—	—	12
Québec	**811**	**1 106**	**212**	**30**	**2 159**

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Quebec; 04 Trois-Rivieres; 05 Estrie; 06 Montreal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Temiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministere du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Systeme d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, ete 1984.

Tableau 17

Répartition des ateliers à caractère socio-culturel selon la catégorie, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Artisanat	Atelier audio-visuel	Développement personnel	Expression dramatique	Arts plastiques
	n				
01	45	3	4	30	13
02	40	10	2	12	3
03	79	19	20	56	23
04	46	9	10	22	13
05	29	11	2	9	10
06	193	46	43	82	68
07	23	3	3	9	4
08	28	9	1	15	5
09	10	1	—	2	—
10	1	6	—	—	—
Québec	**494**	**117**	**85**	**237**	**139**

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, été 1984.

Tableau 18

Répartition des organismes professionnels de production de spectacles en arts de la scène, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Théâtre[1]	Danse	Musique	Variétés	Total
	n				
01	11	2	16	3	32
02	16	5	5	—	26
03	44	13	33	3	93
04	15	7	7	—	29
05	18	5	12	3	38
06	168	34	38	60	300
07	8	1	4	2	15
08	5	1	8	—	14
09	6	5	12	—	23
10	—	—	—	—	—
Québec	291	73	135	71	570

1. Incluant les théâtres d'été.

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Bureau de la statistique du Québec et ministère des Affaires culturelles. *Liste des organismes professionnels de production de spectacles en arts de la scène, novembre 1984.*

Région administrative	Littérature	Musique	Danse	Sciences	Total
			n		
01	—	4	10	1	110
02	—	4	9	1	81
03		27	39	8	271
04	—	10	9	2	121
05	—	12	9	1	83
06	2	39	77	15	565
07	1	9	8	—	60
08	—	5	4	1	68
09	—	—	2	—	15
10	—	—	—	—	7
Quebec	3	110	167	29	1 381

Tableau 19

Caractéristiques des festivals populaires, par région de loisir, Québec, 1984-85

Région de loisir	Arts et traditions	Loisirs, sports et plein air	Promotion d'un produit ou d'une ressource	Total
		n		
Abitibi-Temiscamingue	—	4	2	6
Outaouais	—	6	2	8
Mauricie	—	4	1	5
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1	11	9	21
Côte-Nord	—	2	4	6
Est du Québec	4	10	9	23
Quebec	2	11	9	22
Estrie	—	6	6	12
Centre du Québec	2	—	5	7
Richelieu — Yamaska	—	2	4	6
Lanaudière	—	6	1	7
Laurentides	—	5	—	5
Montréal	1	6	—	7
Rive-Sud de Montréal	—	1	2	3
Sud-Ouest de Montréal	—	5	2	7
Québec	10	79	56	145

Source: Société des festivals populaires du Québec. *Répertoire des festivals populaires du Québec*, 1985.

Tableau 20

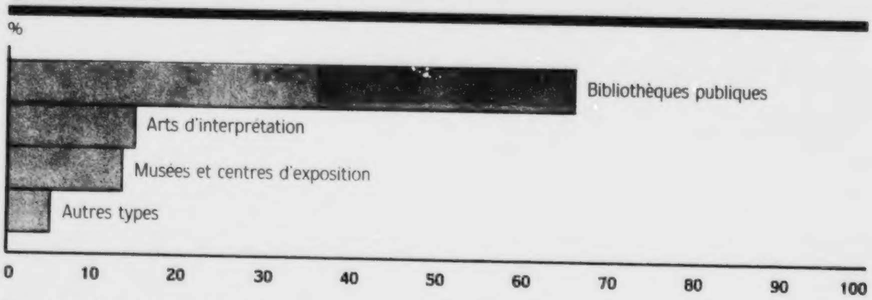
Ministères et organismes intervenant dans le domaine culturel, Québec, 1984

Assemblee nationale
Bureau de la statistique du Québec
Bureau de surveillance du cinéma
Commission des droits de la personne
Comité ministériel permanent du developpement culturel
Conseil de la langue française
Conseil de la science et de la technologie
Conseil des affaires sociales et de la famille
Conseil du statut de la femme
Conseil executif
Conseil quebecois de la recherche sociale
Fonds FCAC pour l'aide et le soutien a la recherche
Institut quebecois de recherche sur la culture
Ministere de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministere de l'Education
Ministere de l'Enseignement superieur, de la Science et de la Technologie
Ministere de l'Environnement
Ministere de l'Habitation et de la Protection du consommateur
Ministere de l'Industrie et du Commerce
Ministere de la Justice
Ministere des Affaires culturelles
Ministere des Affaires intergouvernementales
Ministere des Affaires municipales
Ministere des Affaires sociales
Ministere des Communautes culturelles et de l'Immigration
Ministere des Communications
Ministere des Transports
Ministere des Travaux publics et Approvisionnement
Ministere du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Ministere du Tourisme
Office de planification et de developpement du Quebec
Societe de developpement des industries de la culture et des communications
Societe d'habitation du Quebec
Societe de radio-television du Quebec

Source: Bureau de la statistique du Quebec, Direction generale de la statistique et des services de soutien.

Figure 6

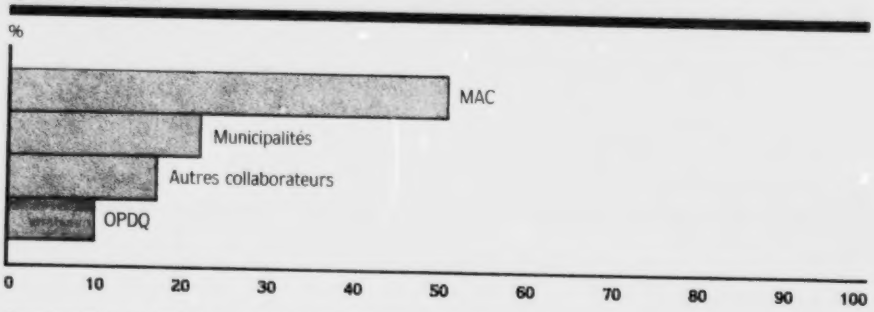
Répartition des investissements du ministère des Affaires culturelles dans les projets majeurs, selon le genre d'équipement culturel, Québec, 1983-84



Source: Ministère des Affaires culturelles. *La première année du programme d'action.*

Figure 7

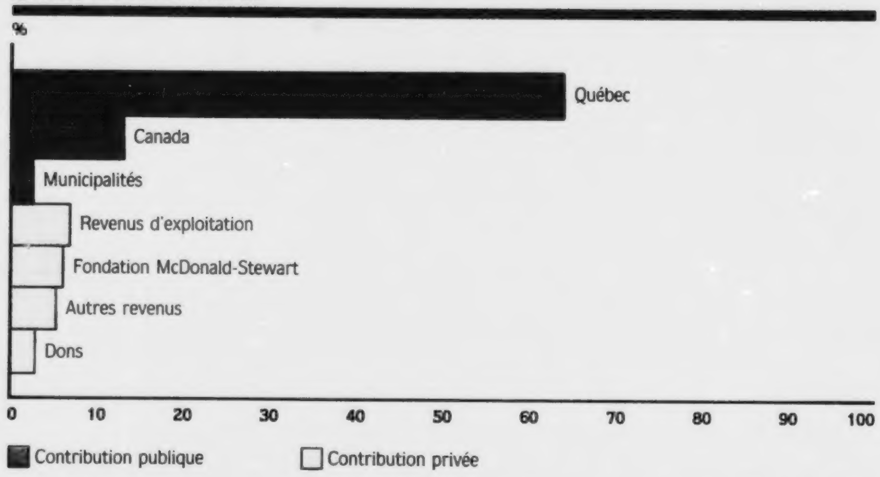
Répartition des sources de financement du développement des équipements culturels, Québec, 1983-84



Source: Ministère des Affaires culturelles. *La première année du programme d'action.*

Figure 8

Répartition des contributions au réseau des musées, Québec, 1979-80 à 1982-83



Source: Michel Robin, «Financement et fréquentation des musées au Québec, 1979-1980 à 1982-1983» in *Chiffres à l'appui*, vol. 2, n° 2, mai 1984, ministère des Affaires culturelles.

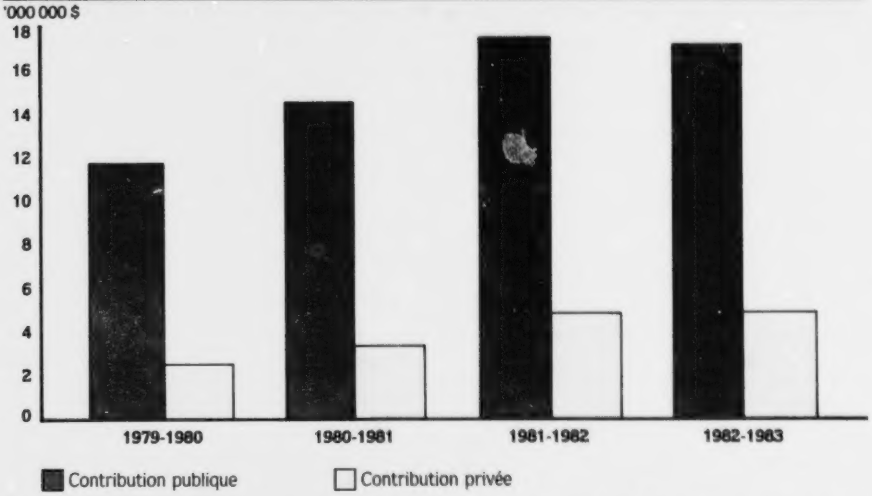
Tableau 21

Dépenses totales reliées à la culture, selon la catégorie de dépenses et le ministère, Québec, 1982-83

Ministère et organisme	Dépenses		Dépenses, contributions, transferts	
	Fonctionnement	Investissements	Courants	Investissements
	'000 $			
Affaires culturelles	45 783.0	3 532.1	62 090.8	9 389.2
Affaires intergouvernementales	171.0	—	706.0	—
Affaires municipales	—	—	—	6 425.0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	777.0	—	—	—
Assemblée nationale	69.0	—	—	—
Communautés culturelles	98.9	—	630.9	170.0
Communications	30.0	—	52 835.8	—
Conseil exécutif	1 369.5	—	2 039.7	—
Éducation	—	—	67 451.0	910.0
Industrie, Commerce	—	—	—	17.3
Loisir, Chasse et Pêche	3 720.5	48.6	526.7	—
Habitation, Protection consommateur	43.0	—	—	—
Conseil de la langue française	—	—	43.0	—
Office de la langue française	—	—	466.0	—
Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC)	2 011.0	—	—	—
Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC)	1 997.6	20.0	—	—
Bureau du cinéma	846.6	2.0	—	—
Office de planification et de développement du Québec (OPDQ)	551.3	141.6	—	—
Total	**57 468.4**	**3 744.3**	**186 789.0**	**16 911.5**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction générale de la statistique et des services de soutien. *Dépenses de l'administration provinciale au titre de la culture*, décembre 1984.

Figure 9
Évolution des contributions au financement des musées, Québec, 1983



Source: Michel Robin, «Financement et fréquentation des musées au Québec, 1979-1980 à 1982-1983» in *Chiffres à l'appui*, vol. 2, n° 2, mai 1984, ministère des Affaires culturelles.

Ministère et organisme	Dépenses totales	Transferts de l'Administration fédérale	Dépenses nettes
		'000 $	
Affaires culturelles	120 795,1	8 993,6	111 801,5
Affaires intergouvernementales	877,0	—	877,0
Affaires municipales	6 425,0	4 818,0	1 607,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	777,0	—	777,0
Assemblée nationale	69,0	—	69,0
Communautés culturelles	899,8	—	899,8
Communications	52 865,8	—	52 865,8
Conseil exécutif	3 409,2	—	3 409,2
Éducation	68 361,0	—	68 361,0
Industrie, Commerce	17,3	—	17,3
Loisir, Chasse et Pêche	4 295,8	—	4 295,8
Habitation, Protection consommateur	43,0	—	43,0
Conseil de la langue française	43,0	—	43,0
Office de la langue française	466,0	—	466,0
Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC)	2 011,0	—	2 011,0
Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC)	2 017,6	—	2 017,6
Bureau du cinéma	848,6	—	848,6
Office de planification et de développement du Québec (OPDQ)	692,9	—	692,9
Total	**264 914,1**	**13 811,6**	**251 102,5**

Tableau 22

Subventions, contributions et transferts totaux reliés à la culture, selon la catégorie de dépenses et le ministère, Québec, 1982-83

Ministère et organisme	Subventions, contributions et transferts				
	Courants				
	Particuliers	Associations et organismes	Administrations municipales	Autres	Total
	'000 $				
Affaires culturelles	1 265.7	37 561.1	16 406.1	6 857.9	62 090.8
Affaires intergouvernementales	315.0	391.0	—	—	706.0
Affaires municipales	—	—	—	—	—
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	—	—	—	—	—
Assemblée nationale	—	—	—	—	—
Communauté culturelle	—	630.9	—	—	630.9
Communications	—	52 835.8	—	—	52 835.8
Conseil exécutif	—	2 039.7	—	—	2 039.7
Éducation	—	67 451.0	—	—	67 451.0
Industrie, Commerce	—	—	—	—	—
Loisir, Chasse et Pêche	—	526.7	—	—	526.7
Habitation, Protection consommateur	—	—	—	—	—
Conseil de la langue française	8.0	35.0	—	—	43.0
Office de la langue française	32.0	434.0	—	—	466.0
Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC)	—	—	—	—	—
Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC)	—	—	—	—	—
Bureau du cinéma	—	—	—	—	—
Office de planification et de développement du Québec (OPDQ)	—	—	—	—	—
Total	1 620.7	161 905.2	16 406.1	6 857.9	186 789.0

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction générale de la statistique et des services de soutien. *Dépenses de l'administration provinciale au titre de la culture, décembre 1984.*

Ministère et organisme	Subventions, contributions et transferts				
	Investissements				
	Particuliers	Associations et organismes	Administrations municipales	Autres	Total
	'000 $				
Affaires culturelles	519.5	2 512.7	6 357.0		9 389.2
Affaires intergouvernementales					—
Affaires municipales			6 425.0		6 425.0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation					—
Assemblée nationale					—
Communauté culturelle		170.0			170.0
Communications					—
Conseil exécutif					—
Éducation		910.0			910.0
Industrie, Commerce		17.3			17.3
Loisir, Chasse et Pêche					—
Habitation, Protection consommateur					—
Conseil de la langue française					—
Office de la langue française					—
Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC)					—
Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC)					—
Bureau du cinéma					—
Office de planification et de développement du Québec (OPDQ)					—
Total	519.5	3 610.0	12 782.0	—	16 911.5

Tableau 23

Dépenses des gouvernements dans le domaine culturel par rapport aux dépenses totales, par province, Canada, 1982-83

Province	Dépenses courantes des gouvernements		
	Totales	Au titre de la culture	
	'000 $	'000 $	%
Provinces	75 760 000	914 426	1.20
Terre-Neuve	1 252 000	15 673	1.25
Île-du-Prince-Édouard	382 000	4 749	1.24
Nouvelle-Écosse	3 162 000	23 548	0.74
Nouveau-Brunswick	2 079 000	20 326	0.97
Québec	20 410 000	276 873	1.35
Ontario	26 768 000	283 475	1.05
Manitoba	3 303 000	29 219	0.88
Saskatchewan	2 949 000	31 151	1.05
Alberta	7 051 000	149 296	2.11
Colombie Britannique	8 404 000	89 116	0.95
Fédéral	80 000 000	385 000	0.48
Canada	155 760 000	1 299 426	0.83

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction générale de la statistique et des services de soutien. *Dépenses de l'administration provinciale au titre de la culture, décembre 1984.*

Tableau 24

Dépenses du ministère des Affaires culturelles selon le secteur, Québec, 1983-84

Secteur	Fonctionnement et investissements en régie	Subventions ou transferts	Dépenses totales	
	'000 $		'000 $	%
Bibliothèques[1]	4 817,0	23 493,0	28 310,0	21
Musées et centres d'exposition[2]	5 993,0	7 577,0	13 570,0	10
Archives[3]	2 771,0	124,0	2 895,0	2
Patrimoine	7 566,0	10 087,0	17 653,0	13
Lettres — publications, etc.	489,0	2 125,0	2 614,0	2
Musique		4 946,8		
Danse	1 075,0	1 767,8	27 832,2	21
Théâtre		5 002,5		
Autres		4 072,7		
Sociétés d'État		10 967,4		
Conservatoires	10 764,0	...	10 764,0	8
Arts visuels	254,0	1 268,4	1 522,4	1
Film — cinéma	1 062,0	5 133,0	6 195,0	4
Artisanat	254,0	1 106,0	1 360,6	1
Autres[4]	9 467,0	12 985,8	22 452,8	17
Total	44 512,0	90 657,0	135 169,0	100

1. Incluant les bibliothèques publiques et la Bibliothèque nationale.
2. Incluant les musées d'État.
3. Incluant les Archives nationales.
4. Incluant une partie des dépenses du Programme d'aide aux équipements culturels.

Source: Ministère des Affaires culturelles du Québec, Service de la recherche et de la planification.

Tableau 25

Répartition des écoles de musique subventionnées, par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1983-84

Région administrative et sous-région de Montréal	Écoles	Élèves	Professeurs
		n	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	4	669	25
Saguenay — Lac-Saint-Jean	4	2 302	99
Québec	1	120	11
Trois-Rivières	—	—	—
Estrie	1	110	7
Montréal-métropolitain	—	—	—
Sud-de-Montréal	—	—	—
Nord-de-Montréal	1	300	35
Outaouais	1	273	16
Abitibi-Témiscamingue	2	453	16
Côte-Nord	2	411	15
Nouveau-Québec	—	—	—
Québec	16	4 638	224

Source: Ministère des Affaires culturelles, Service de la recherche et de la planification.

Tableau 26

Répartition des organismes en arts d'interprétation subventionnés[1], par région administrative et sous-région de Montréal, Québec, 1983-84

Région administrative et sous-région de Montréal	Organismes	Spectateurs	Représentations	Aide financière du Québec
	n			$
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	...	...	...	...
Saguenay – Lac-Saint-Jean	14	89 504	545	190 682
Québec	23	391 686	1 230	2 093 054
Trois-Rivières	10	169 169	452	150 527
Estrie	12	120 722	547	218 608
Montréal métropolitain	85	2 112 350	6 294	6 292 530
Sud-de-Montréal	8	130 927	663	235 488
Nord-de-Montréal	6	19 189	137	64 188
Outaouais	7	38 832	217	73 500
Abitibi-Témiscamingue	4	8 877	89	56 584
Côte-Nord	4	12 400	48	27 500
Nouveau-Québec	—	—	—	—
Québec	173	3 093 656	10 222	9 402 661

1. Organismes de théâtre, de musique et de danse.

Source: Ministère des Affaires culturelles du Québec, Service de la recherche et de la planification.

Tableau 27

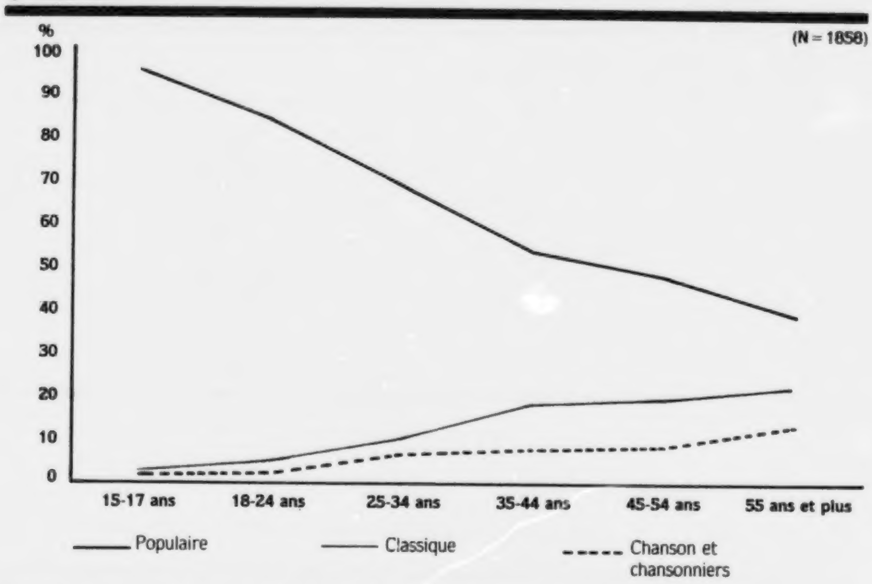
Statistiques relatives au programme d'aide aux équipements culturels, Québec, 1983-84

Discipline	Projets	Coût total
	n	$
Projets d'intervention majeure	30	23 182 632
Bibliothèques	14	15 355 542
Arts d'interprétation	9	3 558 955
Musées et centres d'exposition	4	3 191 425
Autres	3	1 076 710
Projets d'intervention mineure	175	4 471 227
Total	205	27 653 859

Source: Ministère des Affaires culturelles, Service de la recherche et de la planification. *La première année du programme d'action, 1984.*

Figure 10

Répartition de l'écoute de la musique selon le genre, par groupe d'âge des amateurs, Québec, 1983



Source: Marie-Charlotte De Koninck. «Les Québécois et la musique: de Mozart à Heavy Metal» in *Chiffres à l'appui*, vol. 1, n° 5, ministère des Affaires culturelles, janvier 1984.

Tableau 28

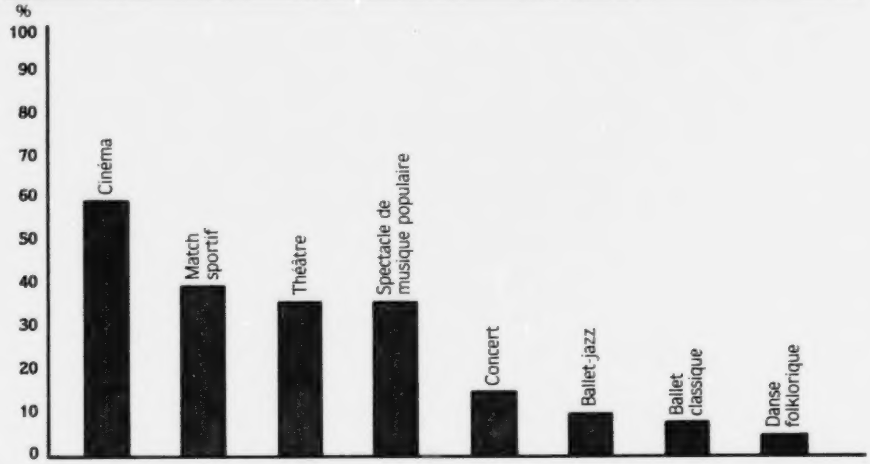
Indice des prix à la consommation dans le domaine du loisir, de la lecture et de la formation personnelle, selon l'agglomération urbaine, Canada, 1980-1983

Agglomération urbaine	1980	1981	1982	1983
	1981 = 100			
Saint-Jean (T.-N.)	91,1	100,0	107,9	114,5
Charlottetown — Summerside	91,1	100,0	110,0	117,7
Halifax	91,3	100,0	109,2	118,1
Saint-Jean (N.-B.)	91,4	100,0	109,9	118,9
Québec	92,0	100,0	107,6	113,0
Montréal	92,0	100,0	108,6	114,9
Ottawa	89,6	100,0	108,9	116,4
Toronto	90,1	100,0	109,0	115,5
Thunder Bay	90,7	100,0	108,8	115,0
Winnipeg	92,4	100,0	107,8	114,6
Régina	91,1	100,0	108,4	115,7
Saskatoon	92,1	100,0	108,6	116,0
Edmonton	91,4	100,0	108,1	116,1
Calgary	91,4	100,0	109,1	116,7
Vancouver	90,8	100,0	109,2	118,4

Source: Statistique Canada. *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

Figure 11

Répartition des sorties selon le genre de manifestations, au cours des 12 derniers mois, Québec, 1983



Source: Gilles Pronovost, «Les comportements des jeunes de 15 à 24 ans en matière d'activités culturelles de loisirs, au Québec» in *Chiffres à l'appui*, vol. 2, n° 3, ministère des Affaires culturelles, juin 1984.

9

Travail et revenu

Statistiques sur le marché du travail	503
Statistiques sur le revenu	506
Définitions	511

9

Liste des tableaux

1. Population de 15 ans et plus et population active selon le sexe, Québec, 1976-1983 513
2. Population active, par groupe d'âge, Québec, 1976-1983 513
3. Taux d'activité selon la région économique et certaines régions métropolitaines, Québec, 1976-1983 513
4. Taux d'activité par groupe d'âge et par sexe, Québec, 1976-1983 514
5. Répartition des inactifs selon la raison de la cessation d'emploi, par groupe d'âge, Québec, 1980-1983 515
6. Emploi par groupe d'âge et par sexe, Québec, 1976-1983 515
7. Rapport emploi/population par groupe d'âge et par sexe, Québec, 1976-1983 517
8. Emploi à temps plein et à temps partiel, selon le sexe, Québec, 1976-1983 517
9. Raison invoquée justifiant le travail à temps partiel, selon le sexe, Québec, 1983 518
10. Répartition de l'emploi selon le domaine d'activité et le sexe, Québec, 1975 et 1983 519
11. Emploi selon la région économique et certaines régions métropolitaines, Québec, 1976-1983 519
12. Emploi dans l'industrie manufacturière, par groupe majeur, Québec, 1976-1983 520
13. Emploi par secteur d'activité, Québec, 1976-1983 521
14. Proportion de l'emploi canadien détenue, selon le secteur d'activité, Québec et Ontario, 1980-1983 522
15. Indice de l'emploi de l'ensemble des industries, par région urbaine, Québec, 1979-1982 522
16. Chômeurs et taux de chômage selon le sexe, Québec, 1976-1983 523
17. Nombre de chômeurs selon la durée du chômage et durée moyenne du chômage, Québec, 1976-1983 523
18. Répartition des chômeurs selon leur situation, Québec, 1980-1983 523
19. Chômeurs et taux de chômage par groupe d'âge, Québec, 1976-1983 525
20. Taux de chômage selon la région économique et certaines régions métropolitaines, Québec, 1976-1983 525
21. Effectifs syndicaux et taux de syndicalisation, Québec, 1977-1983 526
22. Taux de syndicalisation selon le secteur, Québec, 1983 526
23. Répartition des salariés couverts par convention collective, selon l'affiliation syndicale, Québec, 1983 526
24. Données globales sur les conflits de travail, Québec, 1977-1983 527
25. Circonstances entourant les conflits de travail, Québec, 1983 527
26. Conflits de travail selon le type de conflit et le niveau de compétence, Québec, 1983 527
27. Grèves et lock-out selon le nombre de travailleurs en cause, Québec, 1983 528
28. Enquêtes, salariés lésés et montants réclamés dans le cadre de la Loi sur les normes du travail, Québec, 1979-1981 528
29. Répartition des salariés lésés et de l'ensemble des salariés selon le secteur d'activité économique, Québec, 1979-1981 528
30. Répartition des salariés lésés et de l'ensemble des salariés, par groupe d'âge, Québec, 1981 529
31. Infractions et montants réclamés selon la norme non respectée, Québec, 1981 529
32. Salaire horaire minimum selon la date d'entrée en vigueur, Québec, 1974-1983 529
33. Salaires et traitements par secteur d'activité, et avantages sociaux, Québec, 1979-1983 530
34. Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur d'activité, Québec, 1979-1983 530
35. Évolution des salaires selon les conventions collectives en vigueur, par secteur, Québec, 1973-1983 531
36. Évolution de l'indice des prix à la consommation et du salaire hebdomadaire moyen, Québec, 1975-1983 532
37. Rémunération hebdomadaire moyenne, ensemble des industries, par région urbaine, Québec, 1979-1983 533
38. Rémunération horaire moyenne des ouvriers de certains secteurs d'activité choisis, Québec, 1979-1983 533
39. Rémunération horaire moyenne des ouvriers des manufactures de certaines régions urbaines, Québec, 1979-1983 534
40. Moyenne hebdomadaire des heures travaillées dans certains secteurs d'activité, Québec, 1979-1983 534
41. Moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires dans certains secteurs d'activité, Québec, 1983 535
42. Principales composantes du système de sécurité du revenu, Québec, 1984 535

43. Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale selon la composition du ménage, Québec, 1977-1984 537

44. Prestations versées par les principaux programmes de sécurité du revenu, Québec, 1975-1983 538

45. Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale selon la composition du ménage, par région socio-sanitaire, Québec, 1984 540

46. Évolution de la clientèle mensuelle à l'aide sociale, selon l'aptitude au travail, Québec, 1975-1984 541

47. Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale, selon la composition du ménage, l'âge et le sexe du chef de ménage, Québec, décembre 1984 542

48. Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale selon la composition du ménage, l'aptitude au travail et le sexe du chef de ménage, Québec, décembre 1984 542

49. Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale, selon la composition du ménage, l'état civil et le sexe du chef, Québec, décembre 1984 543

50. Bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et de l'allocation au conjoint, Québec, 1977-1984 544

51. Nombre de bénéficiaires de l'allocation-logement pour les personnes âgées (Logirente) et allocation moyenne annuelle, Québec, 1980-81 à 1983-84 544

52. Bénéficiaires de l'aide aux anciens combattants et montants versés annuellement, Québec, 1976-1984 544

53. Bénéficiaires de l'allocation aux chasseurs et piégeurs cris et montants versés annuellement, Québec, 1977-78 à 1982-83 545

54. Bénéficiaires du remboursement d'impôt foncier et montants versés, Québec, 1980-1983 545

55. Bénéficiaires du Régime de rentes selon le genre de prestations, Québec, 1976-1983 545

56. Évolution du Régime de rentes, Québec, 1966-1983 546

57. Déboursés nets du Régime de rentes, selon le genre de prestations, Québec, 1976-1983 546

58. Proportion de la population cotisant au Régime de rentes selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1973-1981 547

59. Moyenne mensuelle des nouvelles prestations et de l'ensemble des prestations, selon le genre, Québec, 1976-1983 548

60. État des revenus et des dépenses du Régime de rentes, Québec, 1976-1983 548

61. Bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage, selon le sexe, Québec, 1976-1982 548

62. Bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage, selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1982 549

63. Évolution du programme d'assurance-chômage, Québec, 1976-1983 549

64. Prestations d'assurance-chômage selon la catégorie, Québec, 1983 549

65. Bénéficiaires de l'allocation de maternité, Québec, 1980-81 à 1982-83 550

66. Bénéficiaires de rentes versées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, selon la catégorie, Québec, 1980-1983 550

67. Prestations versées dans le cadre de la Loi sur les accidents de travail, selon la catégorie, Québec, 1977-1984 550

68. Demandes de prestations et montants versés en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et de la Loi visant à favoriser le civisme, Québec, 1978-1983 551

69. Demandes d'indemnités reçues par la Régie de l'assurance-automobile, selon la catégorie, Québec, 1978-1983 551

70. Évolution du Régime fédéral d'allocations familiales, Québec, 1980-1984 551

71. Bénéficiaires du crédit d'impôt pour enfants et montants versés, Québec, 1979-1982 552

72. Statistiques principales sur les allocations familiales, Québec, 1976-1983 552

73. Statistiques sur les allocations familiales du Québec pour les enfants handicapés, Québec, 1980-1983 552

74. Évolution du programme d'aide financière aux parents pour les services de garde, Québec, 1981-1984 553

75. Bénéficiaires de l'allocation de disponibilité et montants versés, Québec, 1982 et 1983 553

76. Bénéficiaires du supplément au revenu de travail et montants versés, Québec, 1979-1983 553

77. Répartition en pourcentage des familles, par tranche de revenu et revenu moyen, Québec, 1980-1982 554

9

Liste des figures

1. Taux d'activité selon le sexe, Québec, 1976-1983 514

2. Population de 15 ans et plus, population active et emploi, Québec, 1976-1983 516

3. Emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe, Québec, 1976-1983 518

4. Emploi par secteur d'activité, Québec, 1976-1983 520

5. Taux de chômage par groupe d'âge, Québec, 1976-1983 524

6. Évolution de l'indice des prix à la consommation et du salaire hebdomadaire moyen, Québec, 1975-1983 532

7. Évolution de la clientèle mensuelle à l'aide sociale selon l'aptitude au travail, Québec, 1974-1983 540

8. Proportion de la population cotisant au Régime de rentes selon le sexe, Québec, 1973-1981 547

Ce chapitre a été réalisé par Claude Larose avec la collaboration du Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, de la Commission des normes du travail et du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

On trouve dans ce chapitre des données sur le marché du travail et sur le revenu des particuliers au Québec. Le marché du travail est décrit à partir des statistiques sur la population active, l'emploi, le chômage, la syndicalisation, les relations de travail et l'application des normes minimales de travail. Les données sur le revenu touchent la rémunération, les divers programmes de sécurité du revenu et présentent un aperçu de la répartition du revenu au Québec.

Statistiques sur le marché du travail

Population active[1]

L'évolution de la population active entre 1976 et 1983 est caractérisée principalement par l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail. Leur taux d'activité passe de 41,1% en 1976 à 47,9% en 1983, alors que celui des hommes demeure relativement stable jusqu'en 1981, mais se retrouve en 1982 et 1983 à un niveau d'environ 2 points inférieur au niveau moyen des années précédentes.

Cette augmentation du taux d'activité des femmes explique notamment que le taux d'accroissement de la population active est plus fort que celui de la population de 15 ans et plus entre 1976 et 1983. En effet, la population active au Québec croît de 14,1% au cours de cette période, alors que la population de 15 ans et plus connaît une augmentation de 9,3%. Les femmes qui constituent 36,0% de la population active en 1976 en représentent 40,4% en 1983.

Globalement, le taux d'activité au Québec croît de 1976 à 1981, passant de 58,3% à 61,5%, mais connaît une diminution en 1982 (60,0%) et, malgré sa remontée en 1983 (60,9%), demeure inférieur au niveau de 1980 (61,2%). Entre 1976 et 1983, trois groupes connaissent une augmentation significative de leur taux d'activité: les 25-34 ans (de 72,2% à 77,0%), les 35-44 ans (de 70,6% à 76,2%) et les 45-54 ans (de 64,4% à 68,5%).

Par contre, le taux d'activité de certains groupes d'âge connaît une baisse. Chez les 55-64 ans, il passe de 48,7% à 47,5%; chez les 65 ans et plus, il diminue de 8,3% à 7,6%.

À l'échelle des régions, l'Outaouais connaît le taux d'activité le plus élevé (64,0%) en 1983, alors que deux régions ont un taux nettement inférieur à la moyenne provinciale: le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie avec 51,2% et le Saguenay—Lac-Saint-Jean avec 52,9%. Ces deux régions voient d'ailleurs s'accentuer au cours de la période 1976-1983, l'écart qui les séparait déjà des autres régions en 1976.

Emploi[1]

Les faits marquants de l'évolution de l'emploi au cours de la période 1976-1983 sont la diminution importante du nombre total d'emplois survenue en 1982, la progression de l'emploi à temps partiel, la diminution marquée de l'emploi du secteur secondaire et la progression du secteur tertiaire à ce chapitre.

1. Les données sur la population active, l'emploi et le chômage ont été révisées par Statistique Canada pour la période 1976-1983, à la suite des nouvelles estimations démographiques basées sur les résultats du recensement de 1981 et de certains changements dans la méthode de pondération utilisée pour obtenir les estimations régionales.

9

Après avoir connu une progression continue de 1976 à 1981, l'emploi total diminue de façon importante en 1982 et, malgré une remontée en 1983, ne rejoint pas le niveau de 1980. Après avoir atteint un sommet de 2 726 000 en 1981, le nombre d'emplois au Québec se retrouve à 2 642 000 en 1983. La situation évolue cependant de façon très différente pour les hommes et les femmes. L'emploi masculin absorbe la plus grande partie (70%) de la diminution en 1982 et son niveau en 1983 (1 576 000) est inférieur à celui de 1976 (1 581 000). Par contre, l'emploi féminin est moins affecté en 1982 et rejoint pratiquement en 1983 (1 066 000) son sommet de 1981 (1 067 000).

C'est surtout la progression de l'emploi à temps partiel qui joue un rôle important dans la croissance de l'emploi des femmes. Entre 1980 et 1983, l'emploi à temps partiel croît de 49 000 chez les femmes, alors que l'emploi à temps plein diminue de 15 000. Chez les hommes, l'emploi à temps partiel augmente aussi (21 000 entre 1980 et 1983), mais la diminution de l'emploi à temps plein (-107 000) est beaucoup plus importante, ce qui entraîne un solde négatif.

Globalement l'emploi à temps partiel accroît à chaque année sa part de l'emploi total. En 1980, 10,2% des emplois sont à temps partiel au Québec; en 1983, cette proportion atteint 13,0%. Ceci est le résultat d'une diminution de 5,0% de l'emploi à temps plein au cours de cette période, pendant que l'emploi à temps partiel augmente de 25,6%. Pour la seule année 1983, plus de la moitié (30 000 sur 58 000) des emplois créés sont des emplois à temps partiel. Lorsque l'on considère la raison donnée pour le travail à temps partiel en 1983, on constate que l'incapacité de trouver du travail à temps plein est la raison la plus souvent invoquée (38,4%).

L'emploi n'évolue pas de la même façon pour tous les groupes d'âge. La situation est peu reluisante pour les moins de 25 ans dont le nombre d'emplois diminue depuis 1980. Entre 1980 et 1983, il passe de 650 000 à 553 000. Seul le groupe des 35-44 ans connaît une croissance ininterrompue du nombre d'emplois entre 1976 et 1983. Il est à noter aussi que le nombre de personnes de 65 ans et plus occupant un emploi atteint un sommet en 1983 avec 42 000 emplois.

Dans l'ensemble de l'économie, l'emploi évolue différemment selon le secteur entre 1976 et 1983. Dans le secteur primaire, l'emploi augmente de 4,1%; dans le secondaire, il diminue de 11,6%, alors que dans le tertiaire, il augmente de 16,7%. Le secteur tertiaire augmente ainsi sa part de l'emploi total de 65,2% en 1976 à 70,6% en 1983. Le secondaire diminue de 29,9% à 24,6% au cours de la même période. Quant au primaire, il bouge peu, passant de 5,0% à 4,8%.

Dans le secteur primaire, l'emploi agricole augmente, pendant que l'emploi minier diminue. En agriculture, on dénombre 74 000 emplois en 1976 et ce nombre augmente à 80 000 en 1983. Par contre, dans le secteur minier, l'emploi passe de 29 000 à 25 000 au cours de la même période.

Dans le secteur secondaire, l'emploi diminue autant dans les industries manufacturières que dans la construction. Dans les manufactures, la diminution s'amorce en 1981 et totalise 86 000 emplois (-13,9%) en trois ans. Les industries de biens durables sont plus touchées (-17,1%) que les industries de biens non durables (-11,7%) au cours de cette période. Quant au secteur de la construction, il compte en 1983, 20,0% d'emplois de moins qu'en 1976.

Dans le secteur tertiaire, la progression de l'emploi touche toutes les activités, sauf le domaine des transports. Ce dernier se rapproche du secteur manufacturier quant à l'évolution de l'emploi, puisque le recul de l'emploi s'y amorce dès 1980 et se poursuit en 1983.

L'emploi évolue de façon différente selon la région. Entre 1976 et 1983, c'est la région de l'Abitibi-Témiscamingue qui connaît proportionnellement la hausse la plus importante (41,0%), passant de 39 000 à 55 000 emplois. Par contre, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean termine la période au même niveau d'emploi qu'en 1976, soit 89 000. Les autres régions connaissent des hausses variant entre 4,4% dans celle de Montréal et 22,6% dans celle de la Côte-Nord—

Nouveau-Québec. Toutes les régions connaissent un sommet en terme d'emplois en 1980 ou 1981, sauf l'Abitibi-Témiscamingue où l'emploi continue de croître jusqu'en 1983.

La part de l'emploi canadien détenue par le Québec régresse légèrement entre 1980 et 1983, passant de 25,2% à 24,6%. Pendant la même période, l'Ontario augmente la sienne de 37,9% à 38,2%. Le Québec améliore sa position dans l'ensemble canadien dans le secteur primaire et dans la construction, mais subit un recul dans les industries manufacturières et dans le secteur tertiaire. L'Ontario, par contre, voit sa part de l'emploi diminuer dans le secteur primaire (de 26,1% à 24,3%), mais connaît une augmentation dans les secteurs secondaire (de 45,0% à 46,4%) et tertiaire (de 36,4% à 36,9%).

Chômage[1]

Au cours de la période 1976-1983, le taux de chômage au Québec passe de 8,7% à 13,9%. Les faits marquants de cette période sont la hausse du taux de chômage des hommes au même niveau que celui des femmes, l'augmentation importante du chômage des jeunes de moins de 25 ans, l'augmentation de la durée moyenne du chômage et la hausse du nombre de personnes en chômage qui ont subi une mise à pied.

Le taux de chômage des hommes, qui se maintient à un niveau de 1,5 à 2 points inférieur à celui des femmes jusqu'en 1981, rejoint pratiquement ce dernier en 1982 et 1983. Au cours de cette dernière année, le taux de chômage des hommes est de 13,9% comparativement à 14,0% pour les femmes. En 1982 et 1983, 67,3% des nouveaux chômeurs sont des hommes (76 000 sur un total de 113 000 nouveaux chômeurs).

Tous les groupes d'âge connaissent une hausse importante du chômage en 1982 et, dans la plupart des cas, cette hausse se poursuit en 1983. Seuls deux groupes voient leur taux de chômage diminuer légèrement en 1983: les 15-19 ans (de 28,2% à 27,0%) et les 35-44 ans (de 10,3% à 10,1%).

La durée moyenne du chômage, qui s'est maintenue inférieure à 17 semaines jusqu'en 1980, connaît une augmentation au cours des trois années suivantes et se situe à 25,2 semaines en 1983. Plus de la moitié des chômeurs (53,2%) connaissent une période de chômage supérieure à 13 semaines en 1983, ce qui constitue un phénomène nouveau.

Parmi les personnes en chômage, la proportion de celles qui ont subi une mise à pied augmente entre 1980 et 1983, passant de 55,8% à 61,6%. Dans la même période, la proportion des personnes ayant quitté leur emploi diminue de 15,3% à 11,2%.

En ce qui concerne les régions économiques, c'est la région de Montréal qui connaît la plus forte augmentation de son taux de chômage entre 1976 et 1983 (88,7%). En effet, le taux de chômage y passe de 7,1% en 1976 à 13,4% en 1983. Par contre, c'est la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean qui voit sa situation se détériorer le moins rapidement: le taux de chômage y passe de 15,7% en 1976 à 17,1% en 1983. Ce sont les régions de Québec et de l'Outaouais qui présentent en 1983 les taux de chômage les plus faibles, avec 12,0% et 12,1% respectivement.

Syndicalisation et relations de travail

Les données sur la syndicalisation révèlent une stagnation du taux de syndicalisation au cours des dernières années. Si l'on considère les effectifs syndicaux par rapport au nombre de salariés, on constate que le taux de syndicalisation oscille entre 35,3% et 35,7% entre 1978 et 1983. Si l'on se réfère plutôt à l'ensemble de la population active, la proportion des travailleurs syndiqués diminue quelque peu à partir de 1982, phénomène qui reflète l'élévation importante du niveau de chômage intervenue à partir de cette année.

En 1983, le taux de syndicalisation des salariés est de 63,2% dans le secteur public alors qu'il se situe à 24,0% dans le secteur privé.

La répartition selon l'affiliation syndicale en 1983 montre que plus de la moitié des syndiqués sont regroupés dans deux centrales: la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) compte 282 419 membres (33,1% du total) et la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en dénombre 192 274 (22,6% du total). Cinq autres regroupements rejoignent 18,9% des syndiqués, alors que 25,5% du total n'appartiennent à aucune centrale.

Au cours de la période 1977-1983, le nombre de conflits de travail connait un sommet en 1979 avec 384 conflits et il diminue à chaque année depuis pour se retrouver à 253 conflits en 1983. Le nombre de travailleurs touchés ainsi que le nombre de jours-personnes perdus fluctuent d'une année à l'autre en fonction de l'importance des conflits. Le nombre de travailleurs touchés est le plus élevé en 1982 (220 259) et le nombre de jours-personnes perdus connaît un sommet en 1980 (4 314 999).

Quant aux conflits survenus en 1983, la plupart (73,5%) sont intervenus au moment des négociations pour le renouvellement de la convention collective, alors que 21,3% se sont déroulés au moment de la négociation d'une première convention. La presque totalité des conflits sont de compétence provinciale (243/253) et, parmi ceux-ci, on constate deux fois plus de grèves que de lock-out (157 grèves et 76 lock-out). Plus de la moitié des conflits surviennent dans des entreprises de moins de 50 employés: 34,0% dans des entreprises de moins de 25 employés et 19,4% dans des entreprises comptant entre 25 et 49 employés.

Normes minimales de travail

Les données compilées par la Commission des normes du travail du Québec, responsable de l'application de la Loi sur les normes du travail, révèlent que 7 499 enquêtes ont été effectuées en 1981. Ces enquêtes ont permis de détecter 18 498 salariés lésés au nom desquels la Commission a réclamé aux employeurs 7 725 274 $, ce qui représente un montant moyen de 417,63 $ par salarié lésé.

On observe une surreprésentation des salariés lésés dans certaines activités économiques, particulièrement dans l'hébergement et la restauration où l'on retrouve 26,7% des salariés lésés alors que ce secteur ne compte que 5,2% de l'ensemble des salariés au Québec. On observe aussi ce phénomène dans le secteur forestier et dans le commerce de détail. Les salariés lésés se retrouvent proportionnellement davantage chez les jeunes travailleurs: les jeunes de 15 à 24 ans, qui occupent 23,6% de l'ensemble des emplois, comptent pourtant pour 34,7% des salariés lésés.

Les infractions les plus fréquentes concernent l'indemnité de vacances (40,5% des infractions) et les salaires impayés (25,1% des infractions). La plus grande proportion des montants réclamés se rapporte aux salaires impayés (38,1%) et à l'indemnité de préavis (33,6%). Le montant moyen par infraction le plus élevé concerne les indemnités relatives à un congédiement fait sans raison suffisante (2 319,42 $ par infraction).

Statistiques sur le revenu

Rémunération[2]

Au cours de la période 1979-1983, la masse salariale croît de 42,1% au Québec, passant de 36,8 milliards à 52,3 milliards de dollars. Les avantages sociaux augmentent plus vite que les salaires et traitements: 72,4% d'augmentation pour les premiers comparativement à 38,7% pour les

seconds. Alors que les avantages sociaux représentent 10,3% de la rémunération totale en 1979, ils en constituent 12,5% en 1983.

Les industries qui fournissent la plus grande part de cette masse salariale en 1983 sont les services socio-culturels, commerciaux et personnels (12,7 milliards de dollars, soit 24,2%), les industries manufacturières (10,7 milliards de dollars, soit 20,5%) et le commerce (5,6 milliards de dollars, soit 10,8%). Le seul secteur qui connaît une diminution de sa masse salariale entre 1979 et 1983 est le secteur forestier.

La rémunération hebdomadaire moyenne de l'ensemble des industries s'établit à 386,11 $ en 1982, en augmentation de 35,9% depuis 1979. Le salaire moyen le plus élevé se retrouve chaque année dans l'industrie de la construction, où il passe de 441,22 $ en 1979 à 551,30 $ en 1982, soit une augmentation de 25,0%. Outre la construction, les secteurs d'activité offrant les meilleurs salaires en 1982 sont les mines et broyage (525,30 $), les transports et communications (487,24 $), la foresterie (458,06 $) et les industries manufacturières (397,49 $). C'est le secteur des services qui offre le salaire moyen le plus faible, soit 275,04 $.

Au cours de la période 1975-1983, le salaire hebdomadaire moyen connaît une augmentation légèrement supérieure à l'indice des prix à la consommation. Le salaire hebdomadaire moyen passe de 199,20 $ à 411,60 $, une augmentation de 106,7%, alors que l'indice des prix à la consommation passe de 59,0 à 117,8, soit une hausse de 99,7%. Ces deux données n'évoluent pas en parallèle cependant. En 1975, 1976 et 1977, le salaire moyen connaît des hausses supérieures à l'indice des prix, mais cette situation ne se reproduit que deux fois par la suite, en 1980 et en 1983. Depuis 1978, c'est l'indice des prix qui augmente le plus vite, connaissant une hausse de 59,4%, pendant que le salaire moyen croît de 56,6%.

En ce qui a trait aux salariés couverts par une convention collective, les salaires augmentent plus vite dans le secteur privé que dans le secteur public au cours de la période 1973-1983. Dans le secteur privé, la moyenne des hausses annuelles se situe entre 11,8% pour les plus hauts salariés et 12,0% pour les plus bas, alors que dans le public, elle oscille entre 10,0% pour les salaires les plus élevés et 10,8% pour les moins élevés. Globalement, au cours de cette période, les salaires dans le secteur privé augmentent de 210%, alors que dans le secteur public, la hausse se situe à 178%. C'est surtout en 1983 que se creuse l'écart entre les deux secteurs, les salaires du secteur public n'augmentant pratiquement pas, pendant que ceux du privé croissent de 10,3%.

La région urbaine où le salaire moyen augmente le plus rapidement entre 1979 et 1982 est celle de Chicoutimi, où il croît de 45,5%. Suivent dans l'ordre, les régions de Valleyfield (41,1%), Granby (40,7%) et Rimouski (40,1%). C'est cependant dans la région de Baie-Comeau où l'on retrouve le salaire moyen le plus élevé en 1983, à savoir 492,41 $. Le salaire moyen à Baie-Comeau dépasse celui de Sept-Îles qui occupait la première place en 1979. En 1982, Sorel (467,43 $) et Chicoutimi (457,99 $) viennent aussi avant Sept-Îles (454,95 $). D'ailleurs, c'est à Sept-Îles que l'on retrouve l'augmentation la plus faible du salaire moyen entre 1979 et 1982, à savoir une hausse de 20,6%. Les régions urbaines qui ont le salaire moyen le plus faible en 1982 sont Magog (294,14 $) et Sherbrooke (302,67 $); ces villes occupaient les mêmes positions en 1979.

La moyenne hebdomadaire des heures travaillées diminue entre 1979 et 1982 dans les principaux secteurs embauchant des employés rémunérés à l'heure. Dans les mines, la moyenne passe de 42,7 à 39,0; dans les manufactures, de 38,9 à 38,0; dans la construction, de 42,5 à 39,9 et dans les

---

2. À cause des modifications apportées à *l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* depuis mars 1983, les données issues de cette enquête en 1983 ne sont pas comparables aux données des années précédentes.

hôtels, restaurants et tavernes, de 28,1 à 26,8. C'est dans l'industrie du bois où la moyenne des heures travaillées demeure la plus élevée en 1982; elle s'y élève à 40,8 heures par semaine. Dans le secteur manufacturier, c'est l'industrie du vêtement qui affiche la moyenne la plus faible avec 33,8 heures par semaine.

En 1983, la moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires s'élève à 1,3 dans les mines, 1,5 dans les manufactures, 1,0 dans la construction et 0,3 dans les hôtels, restaurants et tavernes. À l'intérieur du secteur manufacturier, c'est l'industrie du papier qui affiche la moyenne la plus élevée avec 2,5 heures par semaine, alors que l'industrie du vêtement a la moyenne la plus faible avec 0,6 heure par semaine.

Sécurité du revenu

Le système de sécurité du revenu au Québec comprend un grand nombre de mesures que l'on peut regrouper en quatre volets principaux:
- les mesures visant à assurer un revenu minimum de base
- les mesures de remplacement du revenu de travail
- les mesures de compensation pour la charge d'enfants ou d'un conjoint
- les mesures d'aide à la participation au marché du travail.

Le tableau 42 présente la liste des principales mesures existantes en précisant pour chacune la nature de l'intervention, le type de financement, le niveau de gouvernement concerné et l'organisme responsable de la gestion. Le présent chapitre fournit des données sur la plupart de ces programmes.

Globalement, les prestations versées dans le cadre des principaux programmes de sécurité du revenu passent d'environ trois milliards et demi de dollars en 1975 à près de 11 milliards en 1983. Le régime d'assurance-chômage, le régime de pension de sécurité de la vieillesse et le programme d'aide sociale sont les trois plus importants dans l'ordre en terme de déboursés. Ensemble, ils représentent plus de la moitié des déboursés en sécurité du revenu de chacune des années de cette période.

Aide sociale

Le nombre de ménages recevant des prestations d'aide sociale au Québec croît de 67,1% entre 1977 et 1983, passant de 241 124 à 402 870. La proportion des personnes seules recevant de l'aide sociale augmente au cours de cette période, passant de 59,3% à 63,3%. Le nombre de bénéficiaires (ensemble des personnes composant les ménages) augmente de 454 001 à 684 342. Le montant moyen de la prestation mensuelle s'élève en 1983 à 293,08 $ pour une personne seule et à 552,52 $ pour une famille. Les ménages se répartissent à peu près également selon le sexe du chef du ménage, 202 290 ayant un homme à leur tête comparativement à 200 580 ayant une femme à leur tête. Le nombre de chefs de ménage inaptes au travail varie peu depuis 1975, mais le nombre de ceux qui sont aptes au travail est en progression constante depuis 1974. Il dépasse le nombre des inaptes au travail depuis 1978 et il représente environ 65% de la clientèle en 1983.

Sécurité de la vieillesse

Le nombre de bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse s'élève à 607 695 en 1984 au Québec. Parmi ceux-ci, 374 109 (61,6%) reçoivent aussi le supplément de revenu garanti. De plus, 27 567 personnes reçoivent l'allocation au conjoint.

Aide aux anciens combattants

Le nombre de bénéficiaires de l'aide aux anciens combattants diminue constamment au Québec depuis 1976. En 1984, on compte 16 618 pensionnés et personnes à charge recevant des prestations.

Régime de rentes du Québec

En 1983, le nombre de bénéficiaires du Régime de rentes du Québec est de 485 262, comparativement à 457 002 en 1982, ce qui représente une augmentation nette de 28 260 bénéficiaires. De plus, le Régime verse des prestations de décès à l'égard de 19 169 cotisants décédés au cours de l'année 1983.

Au 31 décembre 1983, la répartition des bénéficiaires s'établit ainsi: 60,5% reçoivent une rente de retraite, 25,9% une rente de conjoint survivant, 8,3% une rente d'orphelin, 6,3% une rente d'invalidité et 2,2% une rente d'enfant invalide. La somme de ces pourcentages dépasse 100%, puisque 15 192 bénéficiaires reçoivent deux rentes à la fois (rentes combinées).

En 1983, les déboursés nets augmentent de 208,8 millions de dollars par rapport à 1982 pour atteindre le niveau record de 1 208,8 millions de dollars. Les plus fortes hausses se font sentir dans les cas de la rente d'invalidité dont l'augmentation est de 23,7% et de la rente de retraite avec une augmentation de 22,1%. Il est à noter que les déboursés en rentes d'orphelin diminuent pour une troisième année consécutive pour se retrouver à 15,2 millions de dollars en 1983. Cette baisse est attribuable uniquement à la diminution du nombre de bénéficiaires.

En 1983, les bénéficiaires de la rente de retraite reçoivent en moyenne 198,33 $ par mois, ce qui est une augmentation de 24,88 $ (14,3%) par rapport au montant versé en 1982. Par contre, le montant moyen des nouvelles prestations de retraite versées en décembre 1983 s'élève à 235,28 $. La rente de conjoint survivant s'élève en moyenne à 214,71 $ en 1983 et celle d'invalidité à 394,44 $.

Le nombre de cotisants au Régime en 1981 s'élève à 2 793 040, en hausse de 48 011 (1,7%) par rapport à l'année précédente. La proportion de la population âgée de 18 à 65 ans cotisant au Régime diminue, passant de 68,2% en 1980 à 67,5% en 1981. Cette baisse survient entièrement chez les hommes et est attribuable au fait que l'ensemble de la population connaît une croissance plus élevée que la population cotisante. Le taux de participation des femmes s'élève à 50,4% en 1981, le même qu'en 1980, alors que celui des hommes est de 84,9%, en recul de 1,4 point.

Le taux de participation selon l'âge baisse dans tous les groupes d'âge, sauf celui des 35-39 ans. Chez les hommes, il y a baisse dans tous les groupes d'âge, sauf celui des 18-19 ans où il y a une légère augmentation (près de 1%). Toutefois, chez les femmes, le taux de participation augmente dans tous les groupes d'âge, sauf chez les 18-19 ans (-5,3 points) et chez les 20-24 ans (-1,7 point).

Il est à noter que, pour la première fois depuis la mise en vigueur du Régime, les cotisations nettes perçues en 1982-83 ne sont pas suffisantes pour couvrir toutes les sorties de fonds. Les cotisations nettes s'élèvent à 1 013,6 millions de dollars alors que les sorties sont de 1 100,7 millions de dollars. Toutefois, comme les revenus de placement sont de plus de 914 millions de dollars, la différence est comblée et l'actif du Régime augmente de nouveau.

Assurance-chômage

Le nombre de bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage au Québec s'élève à 957 090 en 1982, en hausse de 143 340 par rapport à l'année précédente, ce qui constitue une augmentation de 17,6%. Les hommes constituent 60% des bénéficiaires en 1982, alors qu'ils en représentaient 58,4% en 1981. Les 311 000 bénéficiaires de moins de 25 ans représentent 32,5% de l'ensemble.

La somme des prestations ordinaires représente en 1983, 92,5% du total des déboursés en prestations qui s'élèvent à un peu plus de 3 milliards de dollars. La prestation hebdomadaire moyenne s'élève à 150,70 $ en 1983, comparativement à 141,00 $ en 1982. Le nombre total de semaines de prestations diminue cependant en 1983 passant de 20,9 millions à 20,5 millions.

Rentes versées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail

Le nombre de bénéficiaires des rentes versées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec s'élève à 41 659 en 1983, en hausse de 420 par rapport à 1982, mais se situe à un niveau inférieur à celui de 1981 (42 780 bénéficiaires).

De plus, la Commission reçoit en 1983, 1 417 demandes de prestations en vertu de deux autres lois qu'elle administre, à savoir la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et la Loi visant à favoriser le civisme. Au cours de cette année, un peu plus de 10 millions de dollars sont versés en prestations en vertu de ces deux lois.

Allocations familiales, crédit d'impôt-enfant, aide financière pour les services de garde et allocation de disponibilité

Les allocations familiales du Québec sont versées en 1983 à 939 631 familles pour 1 657 152 enfants. Par rapport à l'année précédente, le nombre de familles et d'enfants bénéficiaires fléchit respectivement de 1,06% et de 1,99%. La baisse du nombre d'enfants se poursuit depuis 1974, tandis que la diminution du nombre de familles ne remonte qu'à 1982. Ces deux baisses entraînent une diminution du nombre d'enfants par famille de 2,03 en 1976 à 1,76 en 1983. L'allocation moyenne s'élève en 1983 à 15,93 $ par famille et à 8,99 $ par enfant. Le montant global versé s'élève à 181,7 millions de dollars. De plus, 10 655 familles comptant 11 025 enfants handicapés reçoivent l'allocation supplémentaire pour l'enfant handicapé, cette allocation nécessitant un déboursé total de 10,8 millions de dollars.

Les allocations familiales fédérales suscitent des déboursés de 586,4 millions de dollars en 1983, pour une prestation moyenne mensuelle de 51,45 $ par famille. Un montant de 413,4 millions de dollars est versé en crédit d'impôt pour enfants à 732 197 familles en 1982.

Dans le cadre du programme d'aide financière aux parents pour les services de garde, une somme de 21,9 millions de dollars est versée en 1983-84 pour 11 832 enfants. Par ailleurs, 384 664 femmes reçoivent en 1983 un montant total de 139,4 millions de dollars en vertu du programme d'allocation de disponibilité.

Supplément au revenu de travail

En 1983, 24 875 ménages québécois touchent un supplément au revenu de travail. Les déboursés totaux dans le cadre de ce programme s'élèvent à 20,8 millions de dollars.

Répartition du revenu

Le revenu moyen des familles avant impôt s'élève à 30 509 $ au Québec en 1982. Il s'agit d'une hausse de 8,5 % par rapport à l'année précédente, où le revenu moyen était de 28 124 $. Après impôt, le revenu moyen s'élève à 25 406 $ en 1982 par rapport à 23 618 $ en 1981, une augmentation de 7,6%. Cette augmentation plus faible du revenu après impôt révèle que l'impôt moyen augmente plus vite que le revenu des familles entre 1981 et 1982. De fait, l'impôt moyen croît de 13,3% passant de 4 506 $ à 5 103 $.

En 1982, 8,8% des familles ont un revenu après impôt inférieur à 10 000 $. Pour 28,4% des familles, celui-ci se situe entre 10 000 $ et 19 999 $, alors que pour 32,6% des familles, il se situe entre 20 000 $ et 29 999 $. Quant aux familles qui déclarent un revenu après impôt de 30 000 $ et plus, elles constituent 30,2% de l'ensemble.

Définitions

Aide sociale

Bénéficiaire
Personne en faveur de laquelle un versement est effectué au cours d'une période donnée; tous les membres d'une famille sont comptés, y compris le conjoint et les enfants à charge s'il y a lieu.

Chef de ménage
Membre du ménage qui subvient habituellement et principalement aux besoins du ménage.

Chômeur
Personne jugée apte à travailler, mais ne touchant pas de revenu de travail.

Déboursé
Montant versé en faveur des bénéficiaires au cours d'une période donnée.

Employé
Requérant touchant un revenu de travail.

Famille
Est considérée comme une famille: les conjoints et leurs enfants à charge; les conjoints sans enfant (sauf dans le programme d'allocations familiales); le conjoint survivant, séparé légalement ou de fait, ou divorcé et les enfants à sa charge; le ou la célibataire avec enfants à sa charge.

Inaptitude permanente
Requérant déclaré inapte à occuper tout genre d'emploi de façon permanente. Il faut que ce soit attesté par un certificat médical.

Inaptitude temporaire
Requérant déclaré inapte à occuper tout genre d'emploi de façon temporaire. Il faut que ce soit attesté par un certificat médical.

Ménage
Famille ou personne seule qui réside au Québec.

Personne seule
Qui n'est pas membre d'une famille.

Retraité
Requérant âgé de plus de 65 ans et un mois.

Marché du travail

Chômeurs
Les chômeurs sont les personnes qui, au cours de la semaine de référence:

. étaient sans emploi, avaient activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines (y compris la semaine de référence) et étaient prêtes à travailler.

. n'avaient pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais avaient été mises à pied et étaient prêtes à travailler.

. n'avaient pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais devaient commencer un nouvel emploi dans quatre semaines ou moins à compter de la semaine de référence, et étaient prêtes à travailler.

Inactifs
Il s'agit de la partie de la population civile hors institution âgée de 15 ans et plus qui n'avait pas d'emploi mais n'était pas en chômage pendant la semaine de référence.

Personnes occupées
Les personnes occupées sont celles qui, au cours de la semaine de référence:

. ont fait un travail quelconque

. avaient un emploi mais n'étaient pas au travail pour l'une des raisons suivantes:

. propre maladie ou invalidité

. obligations personnelles ou familiales

. mauvais temps

. conflit de travail

. vacances

. autre raison non précisée ci-dessus (à l'exception des personnes mises à pied et de celles qui devaient commencer à travailler à une date ultérieure déterminée).

Population active
La population active comprend la partie de la population civile hors institution âgée de 15 ans et plus qui avait un emploi ou était en chômage pendant la semaine de référence.

Rapport emploi-population
Le rapport emploi-population représente le nombre de personnes occupées exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus. Le rapport emploi-population d'un groupe particulier (âge, sexe, état matrimonial, etc.) est le nombre de personnes occupées de ce groupe, exprimé en pourcentage de la population du même groupe.

Taux d'activité
Le taux d'activité représente la population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus. Le taux d'activité d'un groupe particulier (âge, sexe, état matrimonial, etc.) est la population active de ce groupe exprimée en pourcentage de la population du même groupe.

Taux de chômage
Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active. Le taux de chômage d'un groupe particulier (âge, sexe, état matrimonial, etc.) est le nombre de chômeurs de ce groupe, exprimé en pourcentage de la population active du même groupe.

9

Rémunération

Gains

Les gains représentent la rémunération brute avant toutes déductions d'impôt, de cotisations d'assurance-chômage, etc. Le concept de rémunération ne comprend pas les frais supplémentaires de main-d'oeuvre tels que les contributions de l'employeur à la caisse d'assurance-chômage, aux régimes d'assurance-maladie, à la caisse d'indemnisation des accidents du travail et à d'autres régimes de prévoyance; il ne comprend pas non plus le coût du matériel, la valeur du couvert et du gîte, les paiements en nature, les frais de déplacement, les indemnités de retraite, les gratifications versées à intervalles irréguliers et peu fréquents, ni les jetons de présence des administrateurs.

Rémunération brute: comprend les salaires, les traitements au taux de base la rémunération du travail à la pièce et les commissions régulières, ainsi que les primes, indemnités de vie chère et autres gratifications versées régulièrement, les paiements d'heures supplémentaires et la rémunération des absences payées dans la semaine de référence de l'enquête.

Rémunération des heures supplémentaires: ensemble de la rémunération versée pour le nombre d'heures de travail effectuées en sus de la journée ou de la semaine normale de travail.

Heures

Heures supplémentaires: total des heures payées à taux majoré; il s'agit d'heures reellement travaillées.

Nombre total d'heures payées: ensemble des heures travaillées, y compris les heures supplémentaires, plus les heures de congé (par ex., les jours fériés, les vacances, les congés de maladie, les congés pour service judiciaire, etc.).

Salarié

Toute personne rétribuée pour ses services ou ses absences et pour laquelle l'employeur doit remplir une déclaration T-4 Supplémentaire de Revenu Canada, est un salarié.

Le terme «salariés» désigne les salariés à temps plein, les salariés à temps partiel (ceux qui travaillent régulièrement un nombre d'heures inférieur à la semaine normale de travail de l'entreprise) et les salariés occasionnels ou temporaires (ceux qui sont embauchés de façon irrégulière ou temporaire). Il désigne aussi les propriétaires, les administrateurs, les associés et les autres dirigeants actifs des entreprises constituées en corporation.

Le concept de salarié exclut les propriétaires et les associés des entreprises non constituées en corporation et ceux des bureaux exerçant une profession libérale, les travailleurs autonomes, les travailleurs familiaux non rémunérés, les bénévoles, les retraités, les travailleurs à domicile, les membres des corps élus ou nommés, les personnes travaillant à l'extérieur du Canada, le personnel militaire et les personnes fournissant des services à un établissement sur une base forfaitaire. Sont également exclus les travailleurs n'ayant pas reçu de paye de leur employeur pendant la période de référence de l'enquête (i.e. les personnes en grève, en congé non payé, celles recevant une rémunération aux termes d'un régime d'assurance, d'une caisse d'indemnisation des accidents du travail ou d'une caisse analogue, etc.); cependant, les travailleurs rémunérés par leur employeur pour une partie de la période de référence, mais en chômage ou en grève pendant l'autre partie, sont quand même considérés comme salariés.

Les salariés sont classés dans les catégories suivantes:

Employés: tout salarié dont la rémunération de base constitue une somme fixe versée pour une période d'au moins une semaine.

Salariés rémunérés à l'heure: tout salarié dont la rémunération de base est calculée.

Autres salariés: tout salarié dont la rémunération de base se présente sous forme de commissions, de salaire à la pièce, d'indemnités de trajet, etc.

Tableau 1

Population de 15 ans et plus et population active selon le sexe, Québec, 1976-1983

Sexe	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					'000			
Population de 15 ans et plus	4 610	4 684	4 742	4 810	4 882	4 945	4 996	5 039
Hommes	2 251	2 287	2 313	2 345	2 378	2 407	2 429	2 448
Femmes	2 358	2 397	2 429	2 465	2 504	2 539	2 567	2 591
Population active	2 689	2 760	2 839	2 897	2 988	3 040	2 998	3 069
Hommes	1 720	1 749	1 768	1 797	1 831	1 838	1 808	1 829
Femmes	969	1 011	1 071	1 101	1 157	1 203	1 190	1 240

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Tableau 2

Population active, par groupe d'âge, Québec, 1976-1983

Groupe d'âge	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					'000			
15-19 ans	281	285	279	286	292	280	240	235
20-24 ans	450	458	476	482	492	494	479	482
25-34 ans	737	764	795	816	846	877	864	894
35-44 ans	510	527	544	565	588	624	650	680
45-54 ans	432	441	444	450	460	462	460	460
55-64 ans	243	244	258	260	270	267	265	276
65 ans et plus	37	41	42	39	40	37	39	43
Total	2 689	2 760	2 839	2 897	2 988	3 040	2 998	3 069

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Tableau 3

Taux d'activité selon la région économique et certaines régions métropolitaines, Québec, 1976-1983

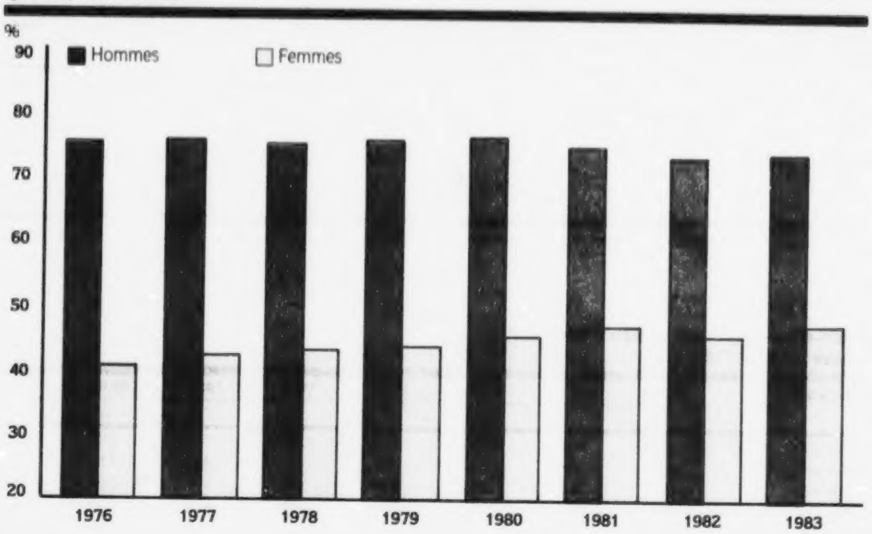
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				%				
Région économique								
Bas-St-Laurent — Gaspésie	52.3	51.6	52.6	52.1	52.5	50.9	47.0	51.2
Saguenay — Lac-St-Jean	51.3	55.1	53.4	54.9	57.6	54.3	53.4	52.9
Québec	55.4	56.6	58.7	58.5	59.8	59.7	58.9	58.5
Trois-Rivières	55.4	56.4	55.4	55.4	57.6	58.4	56.8	58.1
Cantons-de-l'Est	58.9	54.8	56.9	60.2	60.6	60.6	59.9	62.1
Montréal	60.3	60.7	61.9	62.4	62.8	64.0	62.9	62.8
Outaouais	62.4	62.6	61.9	63.4	63.5	62.6	60.2	64.0
Nord-Ouest québécois	54.1	56.8	56.8	55.2	55.9	55.4	58.5	59.4
Côte-Nord — Nouveau Québec	54.7	57.0	57.7	56.0	61.3	57.0	60.1	61.2
Région métropolitaine[1]								
Chicoutimi — Jonquière	54.2	55.9	54.8	54.8	59.6	56.0	56.1	53.4
Québec	58.0	59.4	62.1	61.1	63.0	63.2	63.0	61.6
Montréal	60.7	61.3	62.6	63.3	63.5	64.8	63.6	63.9
Ottawa — Hull	67.8	67.4	68.2	68.6	68.4	71.6	69.1	70.0
Québec	**58.3**	**58.9**	**59.9**	**60.2**	**61.2**	**61.5**	**60.0**	**60.9**

1. Les limites des régions métropolitaines sont celles de 1971.

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Figure 1

Taux d'activité selon le sexe, Québec, 1976-1983



Source: Tableau 4.

Tableau 4

Taux d'activité par groupe d'âge et par sexe, Québec, 1976-1983

Groupe d'âge	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	%							
15-19 ans	42.8	43.8	43.2	44.9	46.6	46.1	41.4	42.9
20-24 ans	75.8	75.5	77.3	77.4	78.4	78.0	75.9	76.7
25-34 ans	72.2	73.0	74.9	75.4	76.4	78.0	75.6	77.0
35-44 ans	70.6	72.0	73.0	73.6	74.2	75.9	75.8	76.2
45-54 ans	64.4	65.3	65.7	66.6	68.1	68.4	68.4	68.5
55-64 ans	48.7	47.8	49.5	48.8	49.7	48.0	46.6	47.5
65 ans et plus	8.3	8.9	8.8	7.8	7.8	7.0	7.3	7.6
Total	**58.3**	**58.9**	**59.9**	**60.2**	**61.2**	**61.5**	**60.0**	**60.9**
Hommes	**76.4**	**76.5**	**76.4**	**76.6**	**77.0**	**76.4**	**74.4**	**74.7**
Femmes	**41.1**	**42.2**	**44.1**	**44.6**	**46.2**	**47.4**	**46.4**	**47.9**

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Tableau 5

Répartition des inactifs selon la raison de la cessation d'emploi, par groupe d'âge, Québec, 1980-1983

	Maladie	Obligations personnelles	Retour aux études	Congédiement ou mise à pied	Retraite	Autres raisons	Sans emploi depuis 5 ans	N'a jamais eu d'emploi	Total
	'000								
Hommes									
1980	38		72	76	65	20	168	106	547
1981	41		71	88	66	19	182	99	569
1982	41		66	121	65	23	191	112	622
1983	38		61	124	66	20	199	109	619
Femmes									
1980	39	114	52	108	25	62	571	376	1 347
1981	39	99	53	115	25	55	579	371	1 336
1982	36	89	49	153	21	62	606	361	1 377
1983	36	76	46	151	24	59	628	330	1 351
15-24 ans									
1980	7	27	116	64		27	5	225	471
1981	9	23	115	72		24	7	215	466
1982	7	20	105	95		29	7	230	493
1983	6	16	97	91		28	5	216	460
25 ans et plus									
1980	70	90	8	120	90	54	733	258	1 423
1981	72	79	9	131	91	50	753	254	1 439
1982	69	72	10	180	86	56	790	243	1 506
1983	69	63	10	184	90	51	823	222	1 510
Total									
1980	78	116	124	184	90	81	739	483	1 894
1981	81	102	124	203	91	74	761	469	1 905
1982	77	92	115	274	87	85	797	472	1 998
1983	74	79	107	275	90	79	828	438	1 970

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

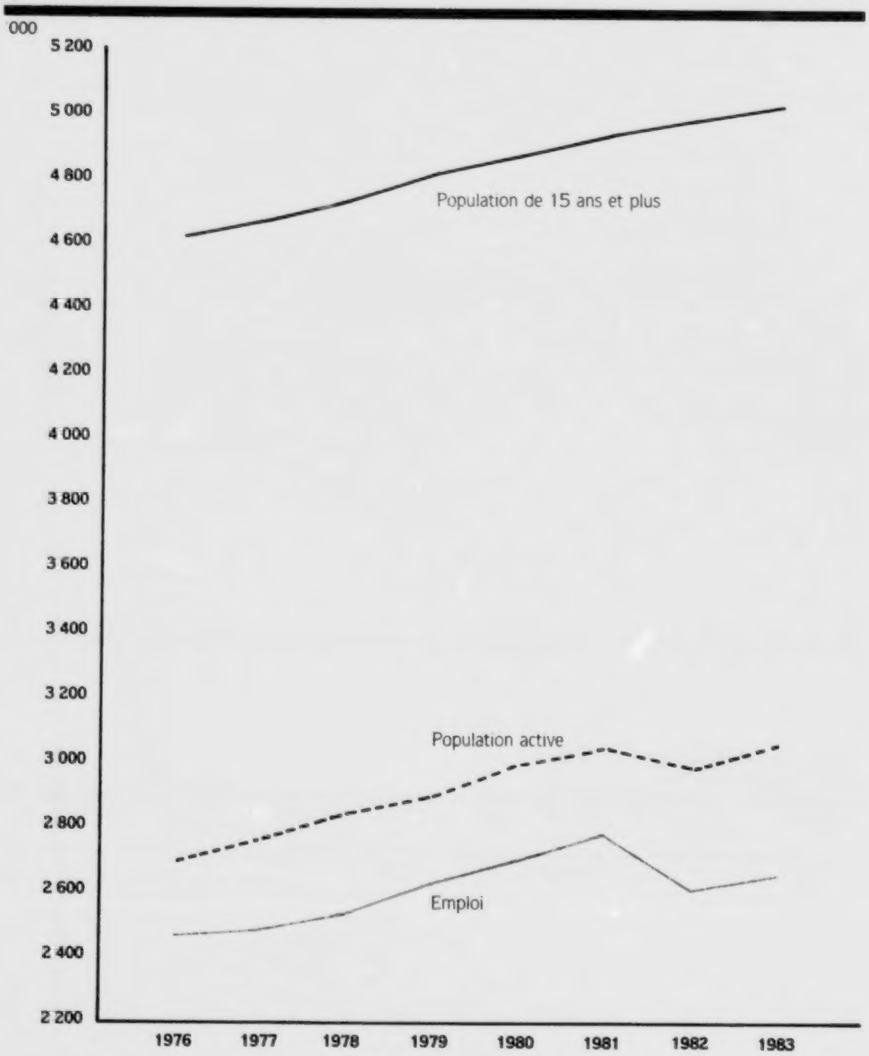
Tableau 6

Emploi par groupe d'âge et par sexe, Québec 1976-1983

Groupe d'âge	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	'000							
15-19 ans	228	222	215	228	230	221	173	172
20-24 ans	389	388	401	414	420	418	380	381
25-34 ans	685	695	721	745	773	791	748	770
35-44 ans	481	491	503	529	552	560	584	611
45-54 ans	407	412	411	421	426	429	420	417
55-64 ans	229	226	238	244	254	251	241	249
65 ans et plus	36	41	41	38	39	36	39	42
Total	2 456	2 476	2 530	2 619	2 694	2 726	2 584	2 642
Hommes	1 581	1 581	1 589	1 641	1 661	1 659	1 560	1 576
Femmes	875	895	942	979	1 033	1 067	1 024	1 066

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Figure 2
Population de 15 ans et plus, population active et emploi, Québec, 1976-1983



Source: Tableaux 1 et 6.

Tableau 7

Rapport emploi / population par groupe d'âge et par sexe, Québec, 1976-1983

Groupe d'âge	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				%				
15-19 ans	34.8	34.1	33.3	35.8	36.7	36.4	29.7	31.3
20-24 ans	65.6	64.0	65.1	66.5	66.8	66.1	60.3	60.7
25-34 ans	67.0	66.5	67.9	68.8	69.9	70.4	65.4	66.3
35-44 ans	66.6	67.1	67.5	69.0	69.7	70.5	68.0	68.5
45-54 ans	60.7	61.1	60.7	62.3	63.1	63.6	62.4	62.1
55-64 ans	46.1	44.2	45.6	45.9	46.7	45.1	42.5	42.9
65 ans et plus	8.1	8.8	8.6	7.7	7.7	6.8	7.1	7.5
Total	**53.3**	**52.9**	**53.4**	**54.5**	**55.2**	**55.1**	**51.7**	**52.4**
Hommes	**70.2**	**69.2**	**68.7**	**70.0**	**69.9**	**68.9**	**64.2**	**64.4**
Femmes	**37.1**	**37.3**	**38.8**	**39.7**	**41.2**	**42.0**	**39.9**	**41.2**

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Tableau 8

Emploi à temps plein et à temps partiel[1], selon le sexe, Québec, 1976-1983

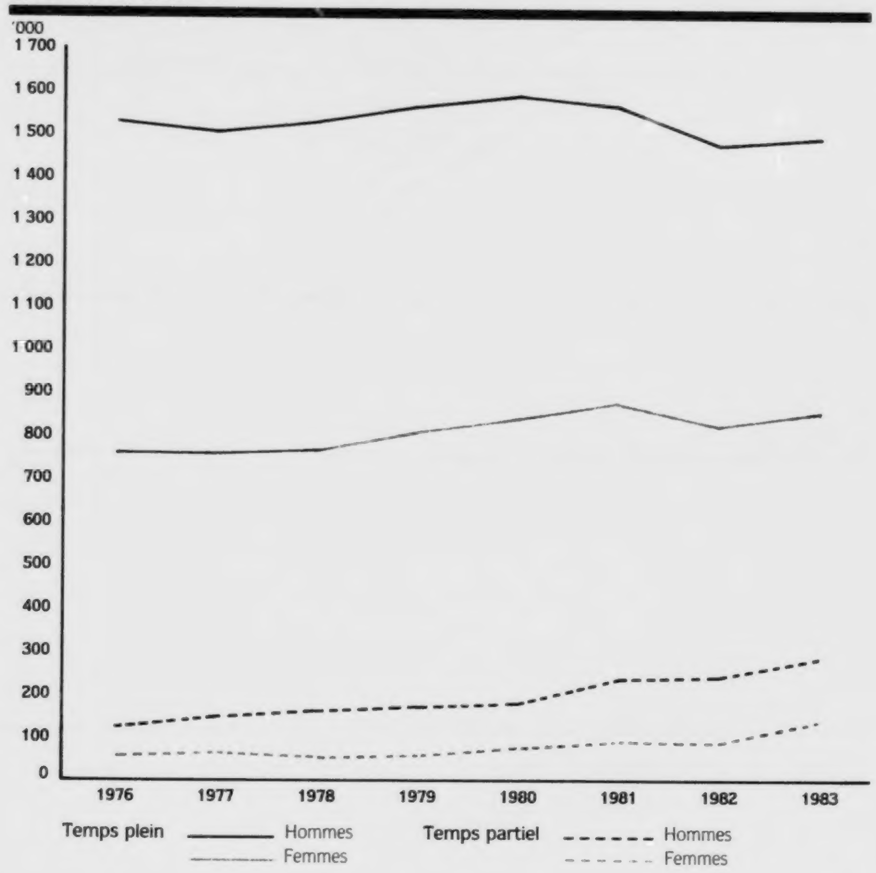
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				000				
Hommes	1 581	1 581	1 588	1 640	1 661	1 659	1 560	1 575
Temps plein	1 525	1 516	1 524	1 566	1 580	1 567	1 465	1 473
Temps partiel	56	65	64	74	81	92	95	102
Femmes	875	895	941	978	1 033	1 067	1 024	1 067
Temps plein	749	752	777	799	840	853	805	825
Temps partiel	126	143	164	179	193	214	219	242
Total	**2 456**	**2 476**	**2 529**	**2 618**	**2 694**	**2 726**	**2 584**	**2 642**
Temps plein	**2 274**	**2 268**	**2 301**	**2 365**	**2 420**	**2 420**	**2 270**	**2 298**
Temps partiel	**182**	**208**	**228**	**253**	**274**	**306**	**314**	**344**

1. L'emploi à temps plein est composé des personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine, plus celles qui travaillent habituellement moins de 30 heures, mais qui se considèrent employés à temps plein. L'emploi à temps partiel est composé de toutes les autres personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine.

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Figure 3

Emploi à temps plein et à temps partiel selon le sexe, Québec, 1976-1983



Source: Tableau 8.

Tableau 9

Raison invoquée justifiant le travail à temps partiel, selon le sexe, Québec, 1983

Raison donnée	Hommes		Femmes		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Obligations personnelles ou familiales	--	--	31	12.8	31	9.0
Études	41	40.6	36	14.9	77	22.4
Recherche d'un emploi a temps plein infructueuse	41	40.6	91	37.6	132	38.4
Par choix	12	11.9	77	31.8	89	25.9
Autres raisons	7	6.9	7	2.9	15	4.3
Total	102	100.0	242	100.0	344	100.0

Source: Statistique Canada, *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Tableau 10

Répartition de l'emploi selon le domaine d'activité et le sexe, Québec, 1975 et 1983

Domaine d'activité	1975		1983	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	%			
Direction et professions liberales	62.7	37.3	57.5	42.5
Travail administratif	31.0	69.0	25.4	74.6
Commerce	72.0	28.0	64.0	36.0
Services	57.4	42.6	50.3	49.7
Professions du secteur primaire	82.5	17.5	82.0	18.0
Traitement des matieres premieres	77.2	22.8	77.5	22.5
Construction	100.0		100.0	-
Transports	100.0	-	100.0	-
Manutention et autres metiers	84.2	15.8	74.9	25.1
Total	**65.3**	**34.7**	**59.7**	**40.3**

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975 1983* (71 529).

Tableau 11

Emploi selon la région économique et certaines régions métropolitaines, Québec, 1976-1983

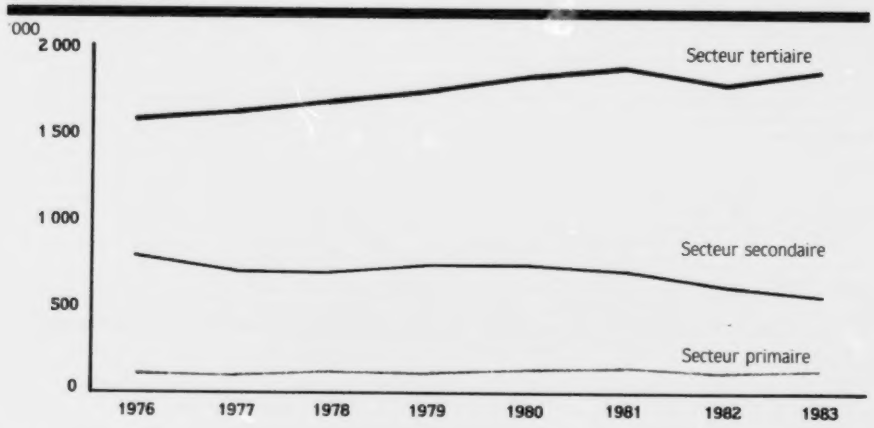
	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	'000							
Région economique								
Bas-Saint Laurent — Gaspesie	66	70	74	75	83	75	65	71
Saguenay — Lac-Saint-Jean	89	95	92	100	109	95	91	89
Quebec	371	378	402	400	415	419	398	403
Trois-Rivieres	152	155	156	160	164	174	161	167
Cantons-de-l'Est	82	77	83	96	96	93	91	96
Montreal	1 501	1 494	1 513	1 564	1 598	1 638	1 565	1 567
Outaouais	102	102	103	111	111	110	106	115
Nord Ouest quebecois	39	45	45	48	47	52	54	55
Côte-Nord — Nouveau-Quebec	31	34	38	40	48	39	37	38
Région métropolitaine[1]								
Chicoutimi — Jonquiere	47	49	44	45	54	52	53	49
Quebec	206	205	214	211	221	231	226	225
Montreal	1 212	1 207	1 199	1257	1 283	1 310	1 247	1 247
Ottawa — Hull	315	304	314	317	344	355	343	352
Québec	**2 456**	**2 476**	**2 530**	**2 619**	**2 694**	**2 726**	**2 584**	**2 642**

1. Les limites des régions metropolitaines sont celles de 1971.

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Figure 4

Emploi par secteur d'activité, Québec, 1976-1983



Source: Tableau 13.

Tableau 12

Emploi dans l'industrie manufacturière, par groupe majeur, Québec, 1976-1983

Groupe majeur	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					'000			
Aliments et boissons	64	67	70	63	71	63	57	65
Tabac	7	5	4	5	5	4	5	5
Caoutchouc et des produits en matière plastique	13	15	17	19	15	13	13	12
Cuir	14	12	13	12	13	13	10	10
Textile	36	28	31	38	37	34	31	29
Bonneterie	12	8	8	10	10	10	8	11
Habillement	77	73	73	77	73	73	65	70
Bois	26	29	28	34	31	33	26	27
Meuble et articles d'ameublement	22	26	24	24	23	23	21	23
Papiers et produits connexes	51	39	46	50	50	49	48	43
Imprimerie, édition et activités connexes	28	33	34	32	35	32	35	34
Première transformation des métaux	40	36	32	36	38	41	38	33
Produits métalliques	38	34	32	38	39	41	34	30
Machines	18	17	20	22	24	22	18	18
Équipement de transport	39	37	39	40	40	40	38	35
Produits électriques	32	33	31	35	37	32	31	29
Produits minéraux non métalliques divers	16	16	16	19	20	16	15	13
Produits du pétrole et du charbon	6	6	7	7	8	5	5	5
Produits chimiques	30	27	26	28	33	28	27	25
Industries manufacturières diverses	19	19	18	16	18	20	16	17
Total	**589**	**560**	**571**	**605**	**619**	**593**	**542**	**533**

Source: Statistique Canada. *Enquête sur la population active*, compilation spéciale.

Tableau 13

Emploi par secteur d'activité, Québec, 1976-1983

Secteur d'activité	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	000							
Secteur primaire	122	120	125	122	128	131	120	127
Agriculture	74	71	72	68	78	79	77	80
Foresterie	19	20	20	23	20	23	18	21
Pêche et piégeage	..[1]	..[1]	..[1]	..[1]	..[1]	..[1]	..	..[1]
Mines	29	28	30	29	27	29	24	25
Secteur secondaire	734	703	706	728	735	718	655	649
Industries manufacturières	589	560	571	605	619	593	542	533
Biens non durables	357	333	347	357	368	344	321	325
Biens durables	231	226	223	248	251	248	221	208
Construction	145	143	135	123	115	125	113	116
Secteur tertiaire	1 600	1 654	1 698	1 769	1 832	1 876	1 810	1 867
Transports, communications et autres services d'utilité publique	214	204	224	241	230	230	218	212
Transports	132	123	134	149	144	135	126	119
Communications et postes	58	58	62	67	57	65	62	61
Électricité, gaz et eau	24	23	29	25	29	29	30	32
Commerce	411	428	422	440	452	468	441	457
Commerce de gros	106	113	109	114	119	119	112	115
Commerce de détail	305	315	312	327	333	349	328	342
Finances, assurances et affaires immobilières	120	134	133	125	151	140	134	143
Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	688	706	741	776	812	844	832	858
Enseignement et services connexes	179	190	187	190	189	204	187	182
Hôpitaux	170	163	175	186	195	204	209	206
Cabinets de médecin et dentiste	19	22	24	24	31	28	33	26
Organismes religieux	22	28	33	25	29	26	21	35
Divertissements et loisirs	24	26	27	28	28	31	30	30
Services extérieurs des entreprises	74	73	76	89	89	97	94	98
Services personnels	139	138	149	162	170	175	171	189
Ménages privés	21	24	25	27	33	33	36	40
Autres services	41	44	45	45	47	47	51	51
Administrations publiques et défense nationale	167	182	178	187	187	195	185	197
Administration fédérale	58	57	55	59	57	60	56	63
Administration provinciale	57	67	66	65	72	72	66	68
Administrations locales	50	57	57	63	57	63	62	64
Autres	..[1]	..[1]	..[1]	..[1]	..[1]	..[1]	..	..[1]
Total	2 456	2 476	2 530	2 619	2 694	2 726	2 584	2 642

1. Estimation inférieure à 4 000.

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale.

Tableau 14

Proportion de l'emploi canadien détenue, selon le secteur d'activité, Québec et Ontario, 1980-1983

Secteur d'activité	Québec				Ontario			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
	%							
Primaire	**16.3**	**16.5**	**16.4**	**16.9**	**26.1**	**25.4**	**24.6**	**24.3**
Agriculture	16.3	16.3	16.7	16.8	29.9	29.5	28.4	28.6
Autres activites primaires	16.3	16.7	15.9	17.1	20.0	19.2	18.1	17.1
Secondaire	**26.8**	**25.9**	**25.9**	**26.5**	**45.0**	**45.1**	**45.8**	**46.4**
Industries manufacturieres	29.3	27.9	28.1	28.3	47.8	48.8	49.3	49.6
Construction	18.4	19.2	18.9	20.5	35.6	33.2	34.5	35.9
Tertiaire	**25.5**	**25.3**	**24.5**	**24.8**	**36.4**	**36.6**	**37.0**	**36.9**
Transports, communications et autres services publics	25.4	25.2	24.6	24.4	33.6	32.9	33.0	33.3
Commerce	24.6	24.8	23.9	24.7	36.0	35.8	37.2	36.6
Finances, assurances et affaires immobilieres	24.7	23.6	22.3	23.8	41.2	41.6	41.6	41.5
Services	26.2	25.8	25.3	25.1	36.7	37.4	37.4	37.6
Administrations publiques	25.1	25.4	24.1	25.2	35.6	35.4	35.6	34.4
Total	**25.2**	**24.8**	**24.3**	**24.6**	**37.9**	**37.9**	**38.2**	**38.2**

Source: Statistique Canada, *Moyennes annuelles de la population active 1975-1983* (71-529).

Tableau 15

Indice de l'emploi de l'ensemble des industries[1], par région urbaine, Québec, 1979-1982

Région urbaine	1979	1980	1981	1982
	1961 = 100			
Alma	186.6	171.2	187.8	170.2
Baie-Comeau	117.6	114.2	114.5	104.8
Chicoutimi	115.5	123.1	128.4	117.5
Drummondville	127.0	118.9	116.7	98.9
Granby	126.6	116.5	120.3	103.0
Joliette	166.5	168.9	180.7	172.9
Magog	116.9	117.6	123.6	111.4
Montréal	126.9	126.0	127.9	118.4
Québec	137.6	136.7	137.5	131.0
Rimouski	167.8	174.2	169.8	158.6
Rouyn-Noranda	88.1	92.2	94.8	83.8
Saint-Hyacinthe	127.6	124.7	126.3	110.9
Saint-Jean	131.7	130.5	134.6	120.0
Saint-Jérôme	153.5	151.4	147.9	125.4
Sept-Îles	160.5	154.2	132.2	111.5
Shawinigan	86.6	83.8	82.5	72.2
Sherbrooke	142.4	139.5	137.1	125.5
Sorel	184.9	189.6	174.7	151.4
Thetford Mines	134.4	117.9	111.9	93.8
Trois-Rivières	115.7	106.8	109.9	101.2
Valleyfield	147.5	148.7	146.6	132.9
Victoriaville	160.2	163.2	167.2	139.7
Ottawa-Hull	180.6	178.6	182.0	182.7

1. Entreprises de 20 employés et plus.

Source: Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (données disponibles sur CANSIM).

Tableau 16

Chômeurs et taux de chômage selon le sexe, Québec, 1976-1983

Année	Hommes		Femmes		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
1976	139	8.1	94	9.7	233	8.7
1977	168	9.6	116	11.5	284	10.3
1978	179	10.1	129	12.1	308	10.9
1979	156	8.7	122	11.1	278	9.6
1980	170	9.3	124	10.8	294	9.8
1981	178	9.7	136	11.3	314	10.3
1982	248	13.7	166	13.9	413	13.8
1983	254	13.9	173	14.0	427	13.9

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active. 1975-1983* (71-529).

Tableau 17

Nombre de chômeurs selon la durée du chômage et durée moyenne du chômage, Québec, 1976-1983

Durée du chômage	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					000			
Nombre de chômeurs	233	284	308	278	294	314	413	427
4 semaines ou moins	60	78	82	79	80	86	94	89
5 à 13 semaines	70	84	90	82	90	90	108	103
14 semaines et plus	95	114	127	108	117	129	203	227
Autres[1]	8	8	9	9	7	9	8	8
Durée moyenne[2] (semaines)	16.4	16.0	16.7	16.1	16.9	18.2	20.9	25.2

1. Comprend les personnes ayant trouvé un emploi et qui doivent commencer à travailler dans les quatre semaines ou moins de la semaine de référence et qui n'avaient pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais qui étaient prêtes à travailler pendant la semaine de référence.
2. Les personnes comprises dans la catégorie «autres» sont exclues du calcul de la durée moyenne.

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active 1975-1983* (71-529).

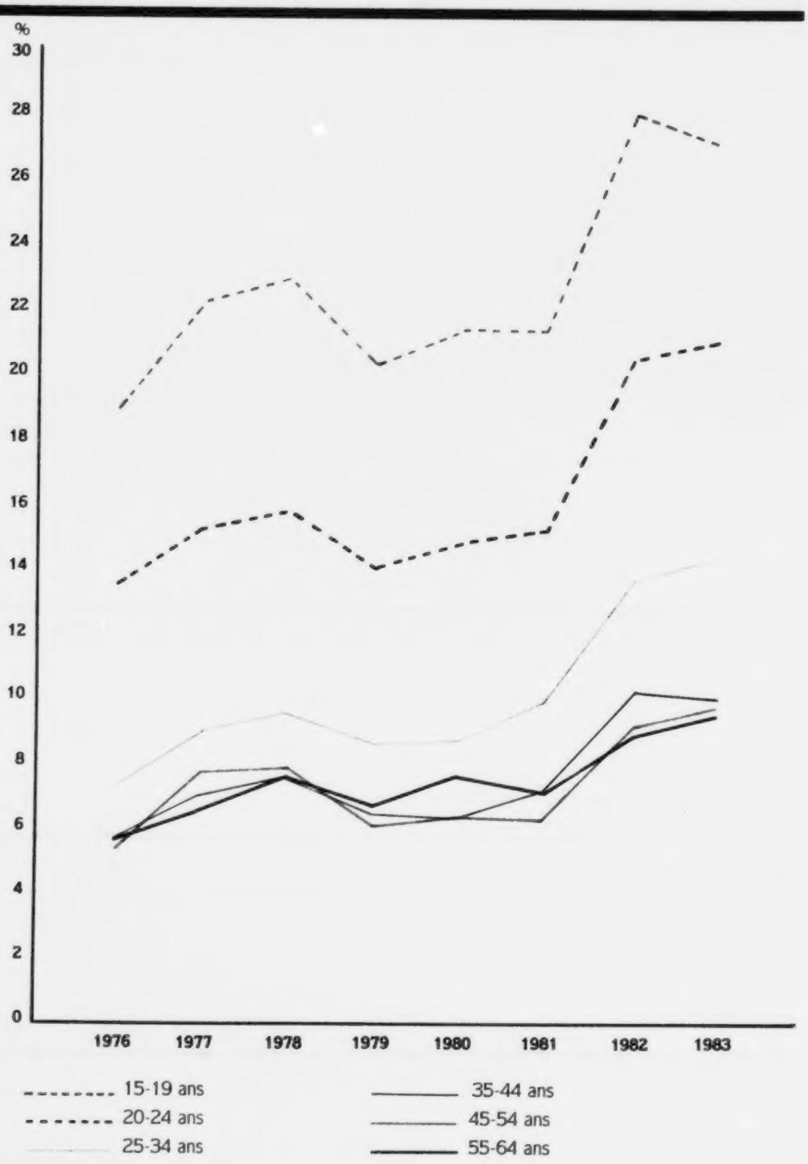
Tableau 18

Répartition des chômeurs selon leur situation, Québec, 1980-1983

Situation	1980		1981		1982		1983	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Personnes occupées ayant perdu leur emploi	164	55.8	177	56.2	261	63.2	263	61.6
Personnes occupées ayant quitté leur emploi	45	15.3	47	14.9	48	11.6	48	11.2
Personnes entrant dans la population active pour la première fois	17	5.8	18	5.7	23	5.6	27	6.3
Personnes inactives depuis un an ou moins	36	12.2	36	11.4	36	8.7	34	8.0
Personnes inactives depuis plus d'un an	32	10.9	37	11.8	45	10.9	55	12.9
Total	**294**	**100.0**	**314**	**100.0**	**413**	**100.0**	**427**	**100.0**

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Figure 5
Taux de chômage par groupe d'âge, Québec, 1976-1983



Source: Tableau 19.

Tableau 19

Chômeurs et taux de chômage par groupe d'âge, Québec, 1976-1983

Groupe d'âge	1976		1977		1978		1979	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
15-19 ans	53	18.7	63	22.1	64	22.8	58	20.2
20-24 ans	61	13.5	70	15.2	75	15.8	68	14.1
25-34 ans	53	7.1	68	9.0	74	9.3	71	8.7
35-44 ans	29	5.7	36	6.8	41	7.6	36	6.3
45-54 ans	25	5.7	28	6.4	34	7.6	29	6.5
55-64 ans	13	5.4	18	7.4	20	7.7	16	6.0
65 et plus								

Groupe d'âge	1980		1981		1982		1983	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
15-19 ans	62	21.3	59	21.2	68	28.2	63	27.0
20-24 ans	72	14.7	75	15.3	98	20.6	100	20.8
25-34 ans	72	8.6	86	9.8	116	13.4	124	13.9
35-44 ans	36	6.2	44	7.1	67	10.3	69	10.1
45-54 ans	34	7.4	33	7.0	40	8.7	43	9.3
55-64 ans	17	6.2	16	6.1	24	8.9	27	9.7
65 ans et plus	--	...	...	-	...	...	...	--

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Tableau 20

Taux de chômage selon la région économique et certaines régions métropolitaines, Québec, 1976-1983

Région	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
					%			
Région économique								
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	18.9	18.8	18.5	16.4	12.9	17.9	21.3	21.9
Saguenay — Lac-Saint-Jean	15.7	13.1	15.4	12.2	12.5	12.8	14.8	17.1
Québec	8.8	9.5	9.7	8.8	9.7	10.6	13.0	12.0
Trois-Rivières	11.8	11.7	11.8	11.4	12.8	11.3	16.5	16.0
Estrie	9.3	10.6	8.4	7.6	10.5	11.1	15.5	15.0
Montréal	7.1	9.4	10.0	8.9	8.9	9.3	12.9	13.4
Outaouais	9.2	12.1	13.2	12.3	10.8	11.5	12.8	12.1
Abitibi-Témiscamingue	15.8	17.4	21.1	13.6	14.2	14.7	22.7	21.5
Côte-Nord et Nouveau-Québec	10.7	11.8	12.2	11.9	13.1	14.5	16.2	14.7
Région métropolitaine[1]								
Chicoutimi — Jonquière	15.6	13.6	16.0	10.9	10.9	10.3	11.2	16.4
Québec	8.2	8.6	9.3	8.2	9.0	10.1	12.7	11.6
Montréal	6.7	9.1	9.9	8.8	8.8	9.3	12.9	13.7
Ottawa — Hull	7.1	8.5	8.5	8.5	7.7	7.1	8.3	8.4
Québec	**8.7**	**10.3**	**10.9**	**9.6**	**9.8**	**10.3**	**13.8**	**13.9**

1. Les limites des régions métropolitaines sont celles de 1971.

Source: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983* (71-529).

Tableau 21

Effectifs syndicaux et taux de syndicalisation, Québec, 1977-1983

	Effectifs syndicaux	Ensemble des salariés	Taux de syndicalisation	
			Salariés	Population active
	n	'000	%	
1977	778 736	2 270	34,3	28,2
1978	815 882	2 311	35,3	28,7
1979	849 318	2 389	35,6	29,3
1980	868 666	2 459	35,3	29,1
1981	880 199	2 485	35,4	29,0
1982	830 003[1]	2 334	35,6	27,7
1983	852 517[1]	2 390	35,7	27,8

1. Comprend seulement les salariés couverts par une convention collective de travail.

Source: Effectifs syndicaux (1976 à 1981): Statistique Canada. *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, partie II — Syndicats ouvriers* (71-202).
Effectifs syndicaux (1982 et 1983): ministère du Travail du Québec.
Ensemble des salariés: Statistique Canada. *Moyennes annuelles de la population active 1975-1983* (71-529).

Tableau 22

Taux de syndicalisation selon le secteur, Québec, 1983

	Secteur public[1]	Secteur privé
Effectifs syndicaux (n)	376 831	475 686
Taux de syndicalisation des travailleurs en emploi (%)	63,2	24,0

1. Le secteur public comprend les salariés oeuvrant au sein des administrations publiques (les administrations locales incluses), de l'enseignement et des services médicaux et sociaux.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail. *Le marché du travail*, vol. 5, n° 1, janvier 1984.

Tableau 23

Répartition des salariés couverts par convention collective, selon l'affiliation syndicale, Québec, 1983

Affiliation	Salariés	Répartition
	n	%
Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)	70 809	8,3
Confédérations des syndicats canadiens (CSC)	1 734	0,2
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	44 962	5,3
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	192 274	22,6
Congrès du travail du Canada (CTC)	40 533	4,8
Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)	282 419	33,1
Union des producteurs agricoles (UPA)	2 272	0,3
Indépendants[1]	217 167	25,5
Autres[2]	347	0,0
Total	**852 517**	100,0

1. Les syndicats indépendants regroupent les différents syndicats non-affiliés à une centrale (international, national, provincial et local).
2. Salariés couverts par une même convention collective, mais affiliés en partie à la CSN et en partie à la FTQ.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail. *Le marché du travail*, vol. 5, n° 1, janvier 1984.

Tableau 24

Données globales sur les conflits de travail, Québec, 1977-1983

Année	Conflits dans l'année	Travailleurs touchés	Moyenne de travailleurs touchés	Jours-personnes perdus		Durée moyenne	
					Proportion du temps de travail perdu[1]	Jours	Jours ouvrables
	n	n	n	n	%	n	n
1977	299	61 466	206	1 433 421.0	0.24	49.4	35.0
1978	354	126 026	356	1 869 461.5	0.33	49.1	32.7
1979	384	199 714	520	3 658 886.0	0.60	45.0	32.8
1980	363	174 047	481[2]	4 314 999.0	0.71	48.0	34.1
1981	359	60 510	169	1 790 420.0	0.31	57.4	40.6
1982	259	220 259	850	1 278 469.0	0.23	61.3	43.6
1983	253	156 760	620	2 384 822.0	0.41	66.3	46.2

1. Données calculées à partir des informations tirées de *La population active* (71-001) de Statistique Canada; seuls les travailleurs salariés non agricoles sont pris en compte.

2. Ne comprend pas le conflit de la construction.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail. *Le marché du travail*, vol. 5, nº 5, mai 1984.

Tableau 25

Circonstances entourant les conflits de travail, Québec, 1983

Circonstances	Conflits	Travailleurs touchés	Jours-personnes perdus	
	n	n	n	%
En cours de convention collective	7	3 316	18 011	0.8
Négociation d'une première convention collective	54	8 698	196 433	8.2
Négociation de renouvellement de convention collective	186	144 479	2 158 951	90.5
Négociation de réouverture de convention collective	3	174	2 832	0.1
En vue d'une reconnaissance syndicale	1	22	4 620	0.2
Autres[1]	2	71	3 975	0.2
Total	**253**	**156 760**	**2 384 822**	**100.0**

1. Comprend les conflits de travail où les travailleurs sont non syndiqués et ceux où il y a regroupement d'employeurs.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail. *Le marché du travail*, vol. 5, nº 5, mai 1984.

Tableau 26

Conflits de travail selon les types de conflits et le niveau de compétence, Québec, 1983

	Conflits	Travailleurs touchés	Jours-personnes perdus	
	n	n	n	%
Compétence provinciale	243	155 988	2 326 700	97.6
Grèves	157	141 483	1 917 282	80.4
Lock-out	76	6 301	320 622	13.4
Grèves et lock-out[1]	10	8 204	88 796	3.7
Compétence fédérale	10	772	58 122	2.4
Grèves	7	689	53 840	2.3
Lock-out	3	83	4 282	0.2
Total	**253**	**156 760**	**2 384 822**	**100.0**

1. La catégorie grèves et lock-out regroupe les cas suivants: soit que l'information disponible ne permette pas d'affirmer qu'il s'agit d'une grève ou d'un lock-out, soit qu'un même conflit donne successivement lieu à ces deux formes d'arrêts de travail.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail. *Le marché du travail*, vol. 5, nº 5, mai 1984.

Tableau 27

Grèves et lock-out selon le nombre de travailleurs en cause, Québec, 1983

Travailleurs	Grèves et lock-out		Travailleurs en cause		Jours-personnes perdus	
n	n	%	n	%	n	%
Moins de 25	86	34.0	1 111	0.7	55 929	2.3
25 – 49	49	19.4	1 757	1.1	63 281	2.7
50 – 99	39	15.4	2 680	1.7	102 571	4.3
100 – 499	64	25.3	12 933	8.3	613 616	25.7
500 – 999	5	2.0	3 627	2.3	24 352	1.0
1 000 – 4 999	5	2.0	7 053	4.5	50 419	2.1
5 000 et plus	5	2.0	127 599	81.4	1 474 654	61.8
Total	253	100.0	156 760	100.0	2 384 822	100.0

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marche du travail. *Le marche du travail*, vol. 5, nº 5, mai 1984.

Tableau 28

Enquêtes[1], salariés lésés et montants réclamés dans le cadre de la Loi sur les normes du travail, Québec, 1979-1981

Année	Enquêtes	Salariés	Montants réclamés	Salariés par enquête	Montant moyen versé par salarié
	n	n	$	n	$
1979	..	21 404	..	..	..
1980	3 891	21 179	4 226 874	5.44	199.58
1981	7 499	18 498	7 725 275	2.47	417.63

1. Enquêtes où une infraction a été constatée.

Source: Commission des normes du travail. *Les principales caracteristiques des salaries leses*, 1981.

Tableau 29

Répartition des salariés lésés et de l'ensemble des salariés selon le secteur d'activité économique, Québec, 1979-1981

Secteur d'activité	Salariés lésés			Ensemble des salariés
	1979	1980	1981	1981
	%			
Agriculture	..	..	1.1	0.9
Forêt	..	..	3.5	0.9
Chasse et pêche	..	..	0.1	—
Mines	..	..	0.4	1.0
Secteur manufacturier	11.4	14.5	15.7	23.7
Construction	2.1	2.5	3.7	4.2
Transports et communications	1.1	2.0	2.5	8.9
Commerce	11.9	15.7	18.0	16.3
Gros	1.1	3.8	3.3	4.5
Détail	10.8	11.9	14.7	11.8
Secteur financier	0.7	1.5	2.0	5.5
Services	67.4	54.7	45.1	30.8
Hébergement et restauration	23.2	24.1	26.7	5.2
Autres services	44.2	30.6	18.4	25.6
Administration publique	1.4	1.2	0.7	7.8
Non déterminé	..	4.2	7.2	..
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Commission des normes du travail. *Les principales caractéristiques des salariés lésés*, 1981.

Tableau 30

Répartition des salariés lésés et de l'ensemble des salariés, par groupe d'âge, Québec, 1981

Groupe d'âge	Salariés lésés	Ensemble des salariés
	%	
15-24 ans	34.7	23.6
25-44 ans	39.6	50.2
45-64 ans	15.6	24.9
65 ans et plus	0.6	1.3
Indéterminé	9.3	..
Total	100.0	100.0

Source: Commission des normes du travail. *Les principales caractéristiques des salariés lésés*, 1981.

Tableau 31

Infractions et montants réclamés selon la norme non respectée, Québec, 1981

Norme	Infractions détectées		Montants réclamés		Montant/ infraction	Infractions/ enquête
	n	%	$	%	$	n
Indemnité de vacances	11 934	(40.5)	1 427 528.59	(20.2)	119.62	2.5
Indemnité de préavis	4 313	(14.6)	2 381 439.37	(33.6)	552.15	1.9
Jours fériés	2 800	(9.5)	149 237.51	(2.1)	53.30	2.5
Congés divers	48	(0.2)	1 876.56	—	39.10	2.1
Indemnités relatives à un congédiement fait sans raison suffisante (art. 124)	128	(0.4)	296 886.34	(4.2)	2 319.42	1.1
Pourboires impayés	106	(0.4)	29 205.58	(0.4)	275.52	4.8
Congé de maternité	35	(0.1)	8 592.16	(0.1)	245.49	1.8
Salaires impayés	7 387	(25.1)	2 700 267.69	(38.1)	365.54	2.6
Fête nationale	2 695	(9.2)	86 389.31	(1.2)	32.06	3.6
Total	**29 446**	**(100.0)**	**7 081 423.00**	**(100.0)**	**240.49**	**5.8**

Source: Commission des normes du travail. *Les principales caractéristiques des salariés lésés*, 1981.

Tableau 32

Salaire horaire minimum selon la date d'entrée en vigueur, Québec, 1974-1983

Date d'entrée en vigueur	Salaire horaire minimum applicable	
	Aux jeunes âgés de moins de 18 ans	Aux travailleurs adultes
	$	
74-05-01	2.00	2.10
74-11-01	2.10	2.30
75-06-01	2.40	2.60
75-12-01	2.60	2.80
76-07-01	2.67	2.87
77-01-01	2.80	3.00
77-07-01	2.95	3.15
78-01-01	3.07	3.27
78-10-01	3.07	3.37
79-04-01	3.07	3.47
80-04-01	3.25	3.65
81-04-01	3.41	3.85
81-10-01	3.54	4.00

Source: Commission des normes du travail.

Tableau 33

Salaires et traitements, par secteur d'activité, et avantages sociaux, Québec, 1979-1983

Secteur d'activité	1979	1980	1981	1982	1983
			'000 000 $		
Salaires et traitements	33 001,3	37 514,8	42 386,0	44 067,1	45 761,6
Agriculture, pêche, chasse et piégeage	164,6	182,7	202,9	220,6	236,6
Forêts	326,1	325,9	390,5	354,3	325,8
Mines, carrières et puits de pétrole	624,8	719,1	776,0	685,9	660,1
Industries manufacturières	8 158,7	8 991,4	10 242,2	10 068,2	10 740,0
Construction	1 723,9	1 838,8	2 129,1	1 863,2	1 812,3
Transports, communications et autres services publics	3 588,4	4 316,5	4 776,3	5 207,2	5 456,6
Commerce	4 247,5	4 728,1	5 170,7	5 214,9	5 622,2
Finances, assurances et affaires immobilières	2 277,5	2 543,6	2 856,6	3 158,2	3 341,3
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	8 899,1	10 217,3	11 720,5	12 661,1	12 667,1
Administration publique	2 990,7	3 651,3	4 121,3	4 633,5	4 899,6
Avantages sociaux[1]	3 782,5	4 247,5	5 609,0	6 024,3	6 520,5
Total	36 783,8	41 762,3	47 994,9	50 091,4	52 282,1

1. Comprennent les cotisations des employeurs aux caisses de retraite et aux régimes de prévoyance des salariés, aux caisses d'indemnisation des accidents du travail et à l'assurance-chômage.

Source: Statistique Canada. *Estimations du revenu du travail* (72-005).

Tableau 34

Rémunération hebdomadaire moyenne par secteur d'activité, Québec, 1979-1983[1]

Secteur d'activité	1979	1980	1981	1982	1983[2]
			$		
Forêts	327,13	357,26	413,69	458,06	475,52
Mines, y compris le broyage	414,04	448,70	493,57	525,30	548,90
Industries manufacturières	290,01	321,67	360,65	397,49	413,27
Construction	441,22	479,82	528,05	551,30	502,98
Transports, communications et autres services publics	338,61	385,29	432,69	487,24	500,95
Commerce	224,31	246,68	269,53	290,86	280,66
Finances, assurances et affaires immobilières	273,30	305,19	349,32	389,86	389,17
Services	207,42	228,09	251,52	275,04	342,06
Ensemble des secteurs	284,18	315,36	351,57	386,11	385,07

1. Avant 1983, entreprises de 20 employés et plus. Pour 1983, entreprises de toutes tailles.
2. Moyenne des neuf derniers mois.

Source: Statistique Canada. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (données disponibles sur CANSIM).

Tableau 35

Évolution des salaires selon les conventions collectives en vigueur[1], par secteur, Québec, 1973-1983

	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Secteur prive						
Taux minimum et unique[2]						
Indice (1973 = 100)	100	111.6	130.3	149.5	165.8	180.9
Variation annuelle (%)	-	11.6	16.8	14.7	10.9	9.1
Taux maximum et unique[2]						
Indice (1973 = 100)	100	111.4	129.6	149.3	165.1	180.1
Variation annuelle (%)	—	11.4	16.3	15.2	10.6	9.1
Secteurs public et parapublic						
Taux minimum et unique[2]						
Indice (1973 = 100)	100	115.3	134.2	149.6	161.5	177.9
Variation annuelle (%)		15.3	16.5	11.4	8.0	10.1
Taux maximum et unique[2]						
Indice (1973 = 100)	100	114.2	131.9	146.9	158.7	174.2
Variation annuelle (%)		14.2	15.5	11.4	8.0	9.8

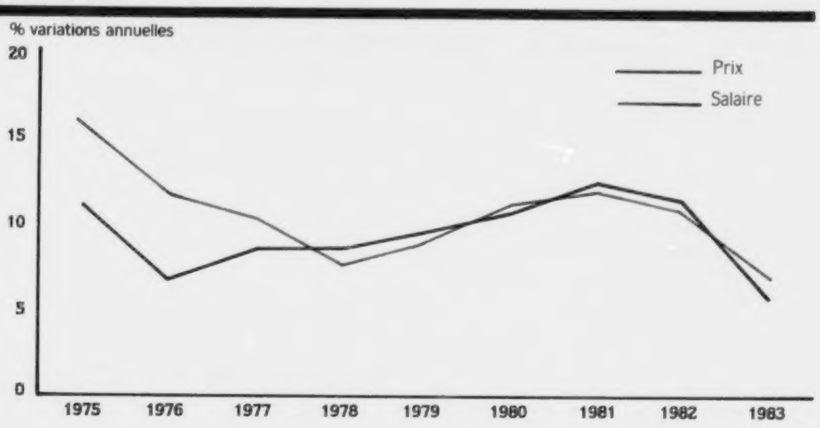
	1979	1980	1981	1982	1983	Moyenne 1973-1983
Secteur prive						
Taux minimum et unique[2]						
Indice (1973 = 100)	200.1	222.7	249.2	281.1	310.0	—
Variation annuelle (%)	10.6	11.3	11.9	12.8	10.3	12.0
Taux maximum et unique[2]						
Indice (1973 = 100)	198.5	220.5	246.1	276.6	305.1	—
Variation annuelle (%)	10.2	11.1	11.6	12.4	10.3	11.8
Secteurs public et parapublic						
Taux minimum et unique[2]						
Indice (1973 = 100)	196.9	216.2	242.7	274.0	278.1	—
Variation annuelle (%)	10.7	9.8	12.3	12.9	1.5	10.8
Taux maximum et unique[2]						
Indice (1973 = 100)	191.6	208.7	233.4	262.9	258.2	—
Variation annuelle (%)	10.0	8.9	11.8	12.6	- 1.8	10.0

1. Comprend l'ensemble des salaries vises par les conventions collectives.
2. Pour les occupations avec echelle salariale, les taux retenus sont ceux s'appliquant au minimum et au maximum des echelles. Pour les occupations sans echelle salariale, le taux unique est impute au minimum et au maximum.

Source: Bureau de recherche sur la remuneration. *Remuneration au Quebec*, fevrier 1983.

Figure 6

Évolution de l'indice des prix à la consommation et du salaire hebdomadaire moyen, Québec, 1975-1983



Source: Tableau 36.

Tableau 36

Évolution de l'indice des prix à la consommation et du salaire hebdomadaire moyen, Québec, 1975-1983

Année	Indice des prix à la consommation	Salaire hebdomadaire moyen
	1981 = 100	$
1975	59,0	199,20
1976	63,0	222,41
1977	68,2	244,78
1978	73,9	262,82
1979	80,6	284,18
1980	89,0	315,36
1981	100,0	351,57
1982	111,6	386,11
1983	117,8	411,60[1]

1. Estimation faite par Statistique Canada pour l'ensemble de l'année 1983 afin d'avoir une donnée comparable avec celle de l'ancienne enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.

Source: Statistique Canada. *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010); *Emploi, gains et durée du travail* (72-002).

Tableau 37

Rémunération hebdomadaire moyenne, ensemble des industries[1], par région urbaine, Québec, 1979-1983

Région urbaine	Variation 1982/1979	1979	1980	1981	1982	1983[2]
	%			$		
Alma	37.4	324.32	353.72	407.01	445.54	..
Baie Comeau	38.3	356.10	407.79	453.16	492.41	469.23
Chicoutimi[3]	45.5	314.86	350.35	412.68	457.99	440.88
Drummondville	30.3	235.39	259.22	285.11	306.70	340.50
Granby	40.7	233.49	256.28	289.30	328.41	351.69
Joliette	31.7	264.79	287.54	320.89	348.82	347.10
Magog	27.7	230.40	257.69	279.36	294.14	..
Montreal	35.5	283.47	313.78	349.21	384.15	381.75
Quebec	35.2	259.26	286.25	318.22	350.50	352.21
Rimouski	40.1	277.98	302.29	329.44	389.48	371.42
Rouyn — Noranda[4]	33.6	300.75	338.47	379.50	401.78	394.89
Sept-iles	20.6	377.36	402.65	429.77	454.95	461.99
Shawinigan	37.9	304.46	331.54	387.84	419.69	382.12
Sherbrooke	30.9	231.22	254.24	281.68	302.67	330.65
Sorel	31.8	354.70	385.23	418.41	467.43	430.64
Saint-Hyacinthe	37.3	238.14	260.80	289.99	326.90	312.84
Saint-Jean	31.4	247.33	270.56	298.48	324.93	346.84
Saint-Jerome	31.9	249.91	270.67	301.83	329.73	328.31
Thetford-Mines	23.8	333.63	366.44	398.09	412.90	384.65
Trois-Rivieres	33.5	280.19	301.74	341.21	374.17	400.71
Valleyfield	41.1	299.02	337.06	385.75	421.94	403.82
Victoriaville	37.2	263.89	292.76	325.93	362.03	379.15
Ottawa — Hull[5]	36.9	259.89	284.17	318.67	355.65	361.06

1. Avant 1983, entreprises de 20 employés et plus. Pour 1983, entreprises de toutes tailles.
2. Moyenne des neuf derniers mois.
3. Pour 1983, Chicoutimi-Jonquiere.
4. Pour 1983, Rouyn seulement.
5. Pour 1983, Hull seulement.

Source: Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (données disponibles sur CANSIM).

Tableau 38

Rémunération horaire moyenne des ouvriers[1] de certains secteurs d'activité choisis, Québec, 1979-1983

Secteur d'activité	1979	1980	1981	1982	1983[2]
			$		
Mines	9.40	10.40	11.51	12.70	13.74
Manufactures	6.80	7.54	8.47	9.46	9.85
Construction	11.12	12.13	13.66	14.60	14.81

1. La moyenne s'applique seulement aux ouvriers dont le nombre d'heures travaillées est declaré; le nombre d'heures comprend les heures supplémentaires réelles. Le nombre d'ouvriers comprend les ouvriers à temps partiel et les occasionnels qui travaillent plus de sept heures par semaine.
2. Moyenne des neuf derniers mois.

Source: Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (données disponibles sur CANSIM).

Tableau 39

Rémunération horaire moyenne des ouvriers[1] des manufactures de certaines régions urbaines, Québec, 1979-1983

Région urbaine	1979	1980	1981	1982	1983[2]
			$		
Dummondville	6.06	6.73	7.36	8.29	..
Granby	5.98	6.57	7.38	8.19	..
Montreal	6.77	7.48	8.33	9.22	9.50
Québec	7.39	8.25	9.18	10.40	9.47
Saint-Hyacinthe	5.84	6.58	7.47	8.44	..
Saint-Jean	6.05	6.64	7.34	8.18	..
Saint-Jerôme	6.22	6.71	7.60	8.55	..
Shawinigan	8.00	8.89	10.46	11.83	..
Sherbrooke	6.06	6.71	7.38	8.15	..
Sorel	8.70	9.66	10.44	11.78	..
Trois-Rivières	7.33	8.07	9.40	10.45	..
Valleyfield	7.59	8.55	9.68	10.78	..
Ottawa — Hull	7.70	8.40	9.47	10.42	9.18

1. La moyenne s'applique seulement aux ouvriers dont le nombre d'heure travaillees est declare; le nombre d'heures comprend les heures supplementaires reelles. Le nombre d'ouvriers comprend les ouvriers à temps partiel et les occasionnels qui travaillent plus de sept heures par semaine.
2. Moyenne des neuf derniers mois.

Source: Statistique Canada. Enquête sur l'emploi, la remuneration et les heures de travail (donnees disponibles sur CANSIM).

Tableau 40

Moyenne hebdomadaire des heures travaillées[1] dans certains secteurs d'activité, Québec, 1979-1983

Secteur d'activité	1979	1980	1981	1982	1983[2]
			n		
Mines, incluant le broyage	42.7	41.6	40.9	39.0	38.1
Manufactures	38.9	38.9	38.8	38.0	38.7
Biens durables	40.4	40.2	40.2	39.0	39.8
Biens non durables	38.0	38.0	37.9	37.1	37.9
Aliments et boissons	39.1	39.3	38.9	38.0	37.8
Produits du caoutchouc	40.4	38.8	38.5	37.7	39.3
Cuir	36.4	36.2	36.6	36.3	36.8
Textile	39.5	39.7	39.5	38.1	39.2
Bonneterie	39.0	38.7	38.4	38.0	40.5
Vêtements	34.7	34.5	34.6	33.8	35.3
Bois	41.5	41.8	41.2	40.8	40.8
Meubles et articles d'ameublement	40.1	39.9	40.1	37.6	39.0
Papier et produits connexes	40.1	40.1	40.1	38.9	39.6
Impression, édition et activités connexes	35.4	35.1	35.3	34.7	34.8
Métaux primaires	40.6	39.8	39.7	38.6	40.0
Produits métalliques	40.0	39.8	39.7	38.6	39.0
Machines (sauf les machines électriques)	40.6	40.4	40.2	39.0	39.1
Équipement de transport	40.2	40.7	40.6	39.5	40.2
Appareils et matériels électriques	38.9	39.0	39.8	38.5	39.5
Industrie chimique et produits chimiques	39.7	39.6	39.7	39.0	40.1
Construction	42.5	41.9	41.0	39.9	38.0
Hôtels, restaurants et tavernes	28.1	27.7	27.4	26.8	27.8

1. Salariés rémunérés à l'heure.
2. Moyenne des neuf derniers mois.

Source: Statistique Canada. Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (données disponibles sur CANSIM).

Tableau 41

Moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires[1] dans certains secteurs d'activité, Québec, 1983

Secteur d'activité	1983[2]
	h
Mines, incluant le broyage	1.3
Manufactures	1.5
Biens durables	1.4
Biens non durables	1.5
Aliments et boissons	1.9
Produits du caoutchouc	1.6
Cuir	0.7
Textile	1.1
Bonneterie	1.7
Vêtements	0.6
Bois	1.2
Meubles et articles d'ameublement	0.9
Papiers et produits connexes	2.5
Impression, édition et activités connexes	1.7
Métaux primaires	1.4
Produits métalliques	1.4
Machines (sauf les machines électriques)	1.3
Équipement de transport	1.9
Appareils et matériels électriques	1.7
Industrie chimique et produits chimiques	1.8
Construction	1.0
Hôtels, restaurants et tavernes	0.3

1. Salariés rémunérés à l'heure.
2. Moyenne des neuf derniers mois.

Source: Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (données disponibles sur CANSIM).

Tableau 42

Principales composantes du système de sécurité du revenu, Québec, 1984

Composantes du système	Nature de l'intervention	Type de financement	Niveau de gouvernement	Organisme de gestion
Revenu minimum de base				
Aide sociale	Assistance sociale	Revenus généraux	Québec (partage 50% des coûts avec le Canada)	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (sauf ville de Montréal pour son territoire)
Besoins spéciaux des bénéficiaires de l'aide sociale (prothèses, soins dentaires et médicaments gratuits, etc.)	Fourniture de biens et services			
Supplément de revenu garanti	Assistance sociale	Revenus généraux	Canada	Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social
Allocation au conjoint âgé de 60 à 64 ans				
Habitations à loyer modique (HLM) pour personnes démunies et pour personnes âgées	Fourniture de biens et services	Revenus généraux	Québec (partage certains coûts avec le Canada)	Société d'habitation du Québec et ministère des Affaires sociales
Allocation-logement pour les personnes âgées (LOGIRENTE)	Assistance sociale	Revenus généraux	Québec	Ministère du Revenu
Remboursement d'impôts fonciers	Supplément de revenu	Revenus généraux	Québec	Ministère des Finances et ministère du Revenu
Allocation aux anciens combattants	Assistance sociale	Revenus généraux	Canada	Commission des allocations aux anciens combattants
Allocation versée aux chasseurs et piégeurs cris	Assistance sociale	Revenus généraux	Québec	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Tableau 42 (suite)

Principales composantes du système de sécurité du revenu, Québec, 1984

Composantes du système	Nature de l'intervention	Type de financement	Niveau de gouvernement	Organisme de gestion
Remplacement du revenu de travail				
A la retraite				
Securite de la vieillesse	Demosubvention (universel)	Revenus generaux	Canada	Ministere de la Sante et du Bien-Etre social
Rentes du Quebec	Assurance sociale	Cotisations employeur employe	Quebec	Regie des rentes
Exemption fiscale en raison de l'âge	Exemption fiscale	Revenus generaux	Quebec et Canada	Ministere des Finances et ministere du Revenu
Exemption fiscale en raison d'un revenu de retraite	Exemption fiscale	Revenus generaux	Quebec	Ministere des Finances et ministere du Revenu
En cas de perte d'emploi				
Assurance-chômage	Assurance sociale	Cotisations employeur employe et revenus generaux	Canada	Commission de l'emploi et de l'immigration
Pour divers risques socio-economiques				
Maternite allocation de maternite	Supplement de revenu	Revenus generaux	Quebec	Ministere de la Main-d'oeuvre et de la Securite du revenu
assurance-chômage	Assurance sociale	Cotisations employeur employe et revenus generaux	Canada	Commission de l'emploi et de l'immigration
Accident du travail et maladie professionnelle	Assurance sociale	Cotisations des employeurs	Quebec	Commission de la sante et de la securite du travail
Accident d'automobile	Assurance sociale	Cotisations des détenteurs de permis de conduire et de plaques d'immatriculation	Québec	Regie de l'assurance-automobile
Deces du conjoint (rente de conjoint survivant)	Assurance sociale	Cotisations employeur/employe	Quebec	Regie des rentes
Invalidite	Assurance sociale	Cotisations employeur employe	Quebec	Regie des rentes
Acte criminel ou action civique	Assurance sociale	Revenus generaux	Quebec	Commission de la sante et de la securite du travail
Deduction fiscale pour invalidite	Deduction fiscale	Revenus generaux	Quebec et Canada	Ministere des Finances et ministere du Revenu
Pension aux anciens combattants	Assurance sociale	Revenus generaux	Canada	Commission canadienne des pensions
Compensation pour la charge d'enfants ou d'un conjoint				
Allocations familiales	Demosubvention (universel)	Revenus generaux	Quebec et Canada	Ministere de la Sante et du Bien-Être social et Regie des rentes
Credit d'impot pour enfants	Supplement de revenu	Revenus generaux	Canada	Ministere de la Sante et ministere du Revenu
Exemption fiscale pour enfants a charge	Exemption fiscale	Revenus generaux	Quebec et Canada	Ministere des Finances et ministere du Revenu
Exemption fiscale de personne mariée (pour conjoint à charge ou l'équivalent)				
Allocation de disponibilite	Supplement de revenu	Revenus generaux	Quebec	Ministere du Revenu et Regie des rentes
Allocations aux parents d'enfants handicapées				Regie des rentes

Tableau 42 (suite)

Principales composantes du système de sécurité du revenu, Québec, 1984

Composantes du système	Nature de l'intervention	Type de financement	Niveau de gouvernement	Organisme de gestion
Aide à la participation au marché du travail				
Encouragement financier				
Supplement au revenu de travail	Supplement de revenu	Revenus generaux	Quebec	Ministere du Revenu et ministre d'Etat au developpement social
Allocation de garde	Supplement de revenu	Revenus generaux	Quebec	Office des services de garde a l'enfance et MMSR
Deduction fiscale pour frais de garde d'enfants	Deduction fiscale	Revenus generaux	Quebec et Canada	Ministere des Finances et ministere du Revenu
Gains permis selon l'assurance-chomage	Supplement de revenu	Revenus generaux	Canada	Commission de l'emploi et de l'immigration
Gains permis selon l'aide sociale	Supplement de revenu	Revenus generaux	Quebec (partage 50% des couts avec le Canada)	Ministere de la Main-d'oeuvre et de la Securite du revenu
Aide a l'entree				
Allocation de formation professionnelle (en institution et en milieu industriel)	Supplement de revenu	Revenus generaux	Canada	Commission de l'emploi et de l'immigration et ministere du Travail du Quebec

Source: Ministere de la Main d'oeuvre et de la Securite du revenu, Direction des politiques de securite du revenu.

Tableau 43

Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale selon la composition du ménage, Québec, 1977-1984

Année	Ménages[1]						Déboursés			Bénéficiaires
	Personnes seules	Familles				Total general	Moyens		Totaux	
		Monoparentales	Sans enfants	Avec enfants	Total		Personnes seules	Familles		
	n						$		000 $	n
1977	142 864	56 080	14 286	27 894	98 260	**241 124**	175.99	335.19	**58 079**	**454 001**
1978	148 756	58 733	14 743	28 143	101 619	**250 375**	191.39	362.74	**65 333**	**463 612**
1979	163 870	61 980	15 839	29 271	107 090	**270 960**	205.66	378.24	**74 208**	**488 568**
1980	177 811	65 791	16 311	30 215	112 317	**290 128**	226.07	414.03	**86 702**	**512 537**
1981	192 283	68 164	17 492	31 451	117 107	**309 390**	244.37	450.85	**99 786**	**535 894**
1982	235 503	74 863	21 242	40 012	136 117	**371 620**	272.48	520.69	**135 047**	**632 715**
1983	254 810	80 209	23 280	44 571	148 060	**402 870**	293.08	552.52	**156 488**	**684 342**
1984	262 518	83 559	23 805	42 885	150 249	**412 767**	321.41	588.58	**172 810**	**691 632**

1. Clientele en decembre de chaque annee.

Source: Ministere de la Main-d'oeuvre et de la Securité du revenu. Fichier de l'aide sociale.

Tableau 44

Prestations versées par les principaux programmes de sécurité du revenu, Québec, 1975-1983

Programme	1975	1976	1977	1978	1979
			'000$		
Prestations par année civile	2 023 820	2 422 894	3 061 845	3 591 026	3 657 103
Aide sociale	503 835	601 014	691 230	776 785	869 442
Allocation de disponibilite	...	...	...	...	...
Allocations familiales du Québec	100 991	110 427	135 568	151 424	159 400
Ordinaires	100 991	110 427	135 568	151 424	159 400
Aux parents d'enfants handicapes	...	...	...	...	...
Assurance-chômage[1]	1 073 500	1 246 000	1 472 700	1 699 939	1 520 151
Crédit d'impôt pour enfants	..	.	..	248 756	256 674
Indemnisation des accidents de travail	161 503	199 272	230 987	267 463	285 805
Assistance medicale	36 186	43 304	47 897	54 893	54 023
Incapacite temporaire	72 174	88 854	108 849	130 799	143 724
Incapacite permanente et deces	53 143	67 114	74 241	81 771	88 058
Regime des rentes du Quebec	183 991	266 181	531 360	446 659	548 931
Remboursement d'impôts fonciers	...	..	...	...	...
Supplement au revenu de travail	...	.	...	...	16 700
Prestations par année financiere[2]	1 586 775	1 725 208	1 886 503	1 945 758	2 225 686
Aide aux anciens combattants	58 198	64 329	68 971	75 656	77 210
Allocation	23 099	25 165	27 841	30 603	29 506
Pension	35 099	39 164	41 130	45 053	47 704
Allocations aux chasseurs et piegeurs cris	..	..	4 967	5 253	5 121
Allocations familiales federales	528 177	526 779	567 165	561 250	451 773
Allocation-logement pour les personnes âgées	- -	..	- -	...	...
Allocation de maternite	...	...	...	...	...
Assurance-automobile	...	...	..	27 199	65 977
Indemnités de remplacement de revenu	...	...	...	21 063	46 919
Indemnites de deces	...	...	...	3 228	6 897
Autres indemnites	...	...	...	2 908	12 161
Securite de la vieillesse	1 000 400	1 134 100	1 245 400	1 276 400	1 625 605
Allocation au conjoint âgé de 60 a 64 ans	10 400	31 900	37 100	36 600	47 288
Pension	728 000	808 000	894 500	912 800	1 136 573
Supplément du revenu garanti	262 000	294 200	313 800	327 000	441 744

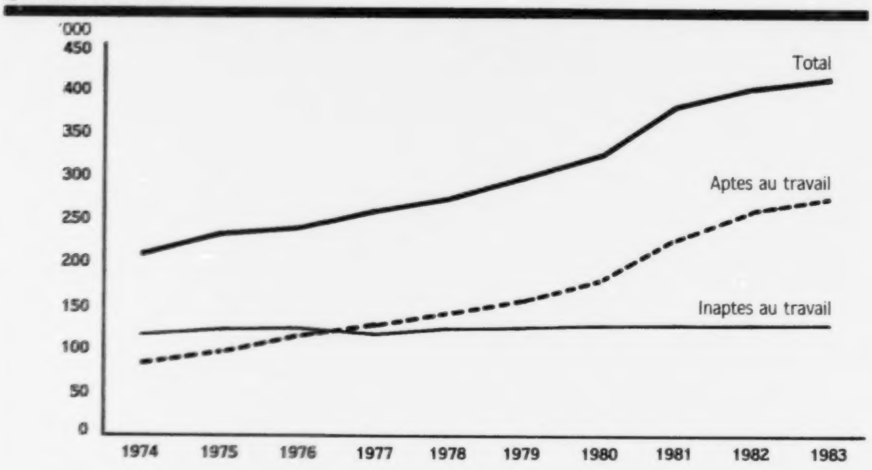
1. Prestations brutes.
2. L'année financière s'etend du 1er avril de l'année mentionnée au 31 mars de l'année suivante.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Securite du revenu, Service des politiques et de la recherche en securite du revenu.

Programme	1980	1981	1982	1983
	'000$			
Prestations par année civile	**4 199 454**	**4 845 897**	**6 734 994**	**7 128 113**
Aide sociale	1 025 871	1 182 385	1 440 570	1 805 830
Allocation de disponibilite	...	...	112 026	139 412
Allocations familiales du Quebec	172 628	186 132	184 152	192 559
Ordinaires	168 749	180 510	176 070	181 718
Aux parents d'enfants handicapes	3 879	5 622	8 082	10 841
Assurance chômage[1]	1 608 504	1 816 646	2 899 395	3 048 188
Credit d'impot pour enfants	272 944	299 794	413 364	
Indemnisation des accidents de travail	349 299	436 163	557 186	588 044
Assistance medicale	66 882	77 893	91 825	94 224
Incapacite temporaire	179 410	244 628	291 291	291 487
Incapacite permanente et deces	103 007	113 642	174 070	202 333
Regime des rentes du Quebec	668 308	811 177	1 000 001	1 208 780
Remboursement d'impots fonciers	82 300	95 200	108 800	124 500
Supplement au revenu de travail	19 600	18 400	19 500	20 800
Prestations par annee financiere[2]	**2 601 440**	**2 996 626**	**3 396 119**	**3 572 403**
Aide aux anciens combattants	90 164	100 529	113 638	68 366
Allocation	39 755	46 417	52 705	–
Pension	50 409	54 112	60 933	68 366
Allocations aux chasseurs et piegeurs cris	6 013	7 309	9 496	–
Allocations familiales federales	473 826	513 006	573 537	586 392
Allocation-logement pour les personnes agees	9 700	7 300	7 900	8 400
Allocation de maternite	7 400	8 400	8 994	8 906
Assurance automobile	87 144	114 012	144 496	167 113
Indemnites de remplacement de revenu	55 213	65 468	80 059	92 622
Indemnites de deces	9 839	13 938	18 181	23 097
Autres indemnites	22 092	34 606	46 256	51 394
Securite de la vieillesse	1 927 193	2 246 070	2 538 058	2 733 226
Allocation au conjoint âge de 60 a 64 ans	57 666	66 001	73 495	75 769
Pension	1 295 918	1 499 154	1 711 845	1 871 367
Supplement du revenu garanti	573 609	680 915	752 718	786 090

Figure 7

Évolution de la clientèle mensuelle à l'aide sociale selon l'aptitude au travail, Québec, 1974-1983



Source: Tableau 46.

Tableau 45

Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale selon la composition du ménage, par région socio-sanitaire, Québec, 1984[1]

Région socio-sanitaire	Ménages					
	Personnes seules	Familles				Total
		Monoparentales	Sans enfants	Avec enfants	Total	
	n					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	12 051	3 236	1 717	4 192	9 145	21 196
Saguenay — Lac-Saint-Jean	14 357	3 556	1 260	2 713	7 529	21 886
Québec	42 781	10 094	4 235	7 099	21 428	64 209
Trois-Rivières	20 607	6 132	2 102	3 870	12 104	32 711
Cantons-de-l'est	10 180	3 239	939	1 965	6 143	16 323
Montréal-Métropolitain	89 679	29 830	6 214	8 921	44 965	134 644
Laurentides-Lanaudière	18 873	6 788	2 134	3 623	12 545	31 418
Montérégie	31 524	12 444	2 850	5 359	20 653	52 177
Outaouais	10 822	4 207	1 178	2 500	7 885	18 707
Nord-Ouest	6 308	1 805	744	1 327	3 876	10 184
Côte-Nord	4 967	1 942	423	1 156	3 521	8 488
Nouveau-Québec	369	286	9	160	455	824
Québec	**262 518**	**83 559**	**23 805**	**42 885**	**150 249**	**412 767**

1. En décembre.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Fichier de l'aide sociale.

Tableau 46

Évolution de la clientèle mensuelle à l'aide sociale[1], selon l'aptitude au travail, Québec, 1975-1984

Aptitude au travail	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	n									
Inaptes au travail	117 710	123 583	123 727	122 039	126 527	131 537	133 276	135 760	137 320	137 494
Aptes au travail	83 645	99 536	112 599	123 882	140 368	154 687	172 345	231 992	261 571	271 312
Retraités	5 665	5 425	4 798	4 454	4 065	3 904	3 769	3 868	3 979	3 961
Total	**207 020**	**228 544**	**241 124**	**250 375**	**270 960**	**290 128**	**309 390**	**371 620**	**402 870**	**412 767**

1. Clientèle en décembre de chaque année.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Fichier de l'aide sociale.

Région socio-sanitaire	Déboursés			Béné-ficiaires
	Moyens		Totaux	
	Personnes seules	Familles		
	$		'000 $	n
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	294.54	603.43	9 068	40 578
Saguenay — Lac-Saint-Jean	284.16	584.53	8 481	36 543
Québec	307.98	587.97	25 775	104 866
Trois-Rivières	316.64	590.80	13 676	55 607
Cantons-de-l'est	311.43	585.30	6 766	28 279
Montréal-Métropolitain	344.57	586.54	57 275	211 920
Laurentides-Lanaudière	322.20	592.80	13 518	54 710
Montérégie	319.85	584.83	22 162	90 395
Outaouais	312.86	593.00	8 062	33 652
Nord-Ouest	303.06	584.67	4 178	17 856
Côte-Nord	287.36	594.45	3 520	15 189
Nouveau-Québec	231.46	536.98	330	2 037
Québec	**321.41**	**588.58**	**172 810**	**691 632**

Tableau 47

Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale, selon la composition du ménage, l'âge et le sexe du chef de ménage, Québec, décembre 1984

Âge et sexe du chef de ménage	Ménages			Déboursés		
	Personnes seules	Familles	Total	Moyens		Totaux
				Personne seule	Famille	
	n			$		000 $
Moins de 20 ans	26 782	2 875	29 657	207.97	552.10	7 157
Hommes	13 887	227	14 114	203.14	538.29	2 943
Femmes	12 895	2 648	15 543	213.16	553.28	4 214
20 – 29 ans	78 042	42 703	120 745	249.68	589.65	44 666
Hommes	46 889	9 835	56 724	245.85	620.91	17 635
Femmes	31 153	32 868	64 021	255.44	580.29	27 031
30 – 44 ans	67 207	60 905	128 112	383.04	594.99	61 982
Hommes	43 724	22 409	66 133	386.09	662.55	31 729
Femmes	23 483	38 496	61 979	377.37	555.67	30 253
45 – 54 ans	39 918	22 951	62 869	383.66	600.90	29 107
Hommes	19 778	12 566	32 344	389.71	655.46	15 944
Femmes	20 140	10 385	30 525	377.73	534.88	13 162
55 – 64 ans	47 856	18 626	66 482	361.29	583.94	28 167
Hommes	17 843	14 845	32 688	376.87	608.79	15 762
Femmes	30 013	3 781	33 794	352.03	486.40	12 405
65 et plus	2 713	2 189	4 902	358.23	347.27	1 732
Hommes	482	2 018	2 500	356.32	349.70	877
Femmes	2 231	171	2 402	358.64	318.61	855
Total	262 518	150 249	412 767	321.41	588.58	172 810
Hommes	142 603	61 900	204 503	321.41	630.95	84 891
Femmes	119 915	88 349	208 264	321.40	558.89	87 920

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Fichier de l'aide sociale.

Tableau 48

Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale selon la composition du ménage, l'aptitude au travail et le sexe du chef de ménage, Québec, décembre 1984

Aptitude au travail et sexe du chef de ménage	Ménages			Déboursés		
	Personnes seules	Familles	Total	Moyens		Totaux
				Personne seule	Famille	
	n			$		'000 $
Aptes au travail	153 426	117 886	271 312	292.33	590.32	114 443
En emploi	7 177	6 972	14 149	205.44	450.85	4 618
Hommes	3 152	3 983	7 135	218.95	477.98	2 594
Femmes	4 025	2 989	7 014	194.86	414.70	2 024
En chômage	146 249	110 914	257 163	296.59	599.09	109 825
Hommes	89 425	40 289	129 714	302.60	659.80	53 644
Femmes	56 824	70 625	127 449	287.13	564.46	56 181
Inaptes au travail	107 115	30 379	137 494	362.30	599.12	57 009
Inaptitude temporaire	47 216	17 206	64 922	350.22	600.84	27 175
Hommes	21 426	7 127	28 553	345.89	647.41	12 025
Femmes	25 790	10 579	36 369	353.81	569.47	15 149

Tableau 48 (suite)

Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale selon la composition du ménage, l'aptitude au travail et le sexe du chef de ménage, Québec, décembre 1984

Aptitude au travail et sexe du chef de ménage	Ménages			Déboursés		
	Personnes seules	Familles	Total	Moyens		Totaux
				Personne seule	Famille	
	n			$		000 $
Inaptitude permanente	59 899	12 673	72 572	371.83	596.71	29 835
Hommes	28 325	8 675	37 000	373.32	618.09	15 936
Femmes	31 574	3 998	35 572	370.49	550.34	13 898
A la retraite	1 977	1 984	3 961	362.38	323.40	1 358
Hommes	275	1 826	2 101	357.67	324.81	691
Femmes	1 702	158	1 860	363.14	307.08	667
Total	262 518	150 249	412 767	321.41	588.58	172 810
Hommes	142 603	61 900	204 503	321.41	630.95	84 891
Femmes	119 915	88 349	208 264	321.40	558.89	87 920

Source: Ministere de la Main-d'oeuvre et de la Securite du revenu. Fichier de l'aide sociale.

Tableau 49

Répartition des ménages et des déboursés d'aide sociale, selon la composition du ménage, l'état civil et le sexe du chef, Québec, décembre 1984

État civil et sexe du chef de ménage	Ménages			Déboursés		
	Personnes seules	Familles	Total	Moyens		Totaux
				Personne seule	Famille	
	n			$		000 $
Célibataire	183 760	43 428	227 188	298.36	589.90	80 446
Hommes	111 459	8 342	119 801	301.65	633.04	38 903
Femmes	72 301	35 086	107 387	293.29	579.65	41 543
Marie	2 892	51 852	54 744	364.46	630.30	33 736
Hommes	2 279	47 364	49 643	386.79	633.48	30 886
Femmes	613	4 488	5 101	281.42	596.67	2 850
Veuf	17 617	5 540	23 157	313.96	422.48	7 872
Hommes	2 116	586	2 702	373.05	547.39	1 110
Femmes	15 501	4 954	20 455	305.89	407.71	6 762
Separé légalement	8 919	7 109	16 028	388.37	551.58	7 385
Hommes	4 377	775	5 152	391.80	600.16	2 180
Femmes	4 542	6 334	10 876	385.07	545.64	5 205
Séparé de fait	19 379	19 022	38 401	387.78	559.11	18 150
Hommes	8 930	1 749	10 679	390.54	613.54	4 561
Femmes	10 449	17 273	27 722	365.41	553.60	13 590
Divorcé	29 951	23 298	53 249	400.15	568.10	25 221
Hommes	13 442	3 084	16 526	397.21	619.82	7 251
Femmes	16 509	20 214	36 723	402.54	560.20	17 970
Total	262 518	150 249	412 767	321.41	588.58	172 810
Hommes	142 603	61 900	204 503	321.41	630.95	84 891
Femmes	119 915	88 349	208 264	321.40	558.89	87 920

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Fichier de l'aide sociale.

Tableau 50

Bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et de l'allocation au conjoint, Québec, 1977-1984[1]

Année	Sécurité de la vieillesse	Supplément de revenu garanti			Pas de supplément de revenu garanti	Allocation au conjoint
		Total	Partiel	Maximum		
	n					
1977	492 172	310 704	166 183	144 521	181 468	21 535
1978	506 003	319 478	179 485	139 993	186 525	22 436
1979	522 434	329 826	195 881	133 945	192 608	23 099
1980	543 180	341 461	210 998	130 463	201 719	24 998
1981	559 878	358 087	232 219	125 868	201 791	25 868
1982	576 947	367 509	246 064	121 445	209 438	27 343
1983	591 649	373 641	257 602	116 039	218 008	27 682
1984	607 695	374 109	263 512	110 597	233 586	27 567

1. En mars de chaque année.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 51

Nombre de bénéficiaires de l'allocation-logement pour les personnes âgées (Logirente) et allocation moyenne annuelle, Québec, 1980-81 à 1983-84

Année	Bénéficiaires	Allocation moyenne annuelle
	n	$
1980-81	26 747	362,66
1981-82	19 326[1]	377,73
1982-83	19 060	414,48
1983-84	18 746	448,10

1. La diminution est attribuable à une modification au programme.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 52

Bénéficiaires de l'aide aux anciens combattants[1] et montants versés annuellement, Québec, 1976-1984

Année	Pensions d'invalidité de guerre				Allocations aux anciens combattants	
	Bénéficiaires	Personnes à charge	Total	Montants versés	Bénéficiaires	Montants versés
	n			'000 $	n	'000 $
1976	13 207	2 492	15 699	39 164	11 847	25 165
1977	12 764	2 455	15 219	41 130	12 018	27 841
1978	12 405	2 431	14 836	45 053	12 014	30 603
1979	12 275	2 406	14 681	47 704	11 422	29 506
1980	12 016	2 398	14 414	50 409	11 379	39 755
1981	11 709	2 918	14 627	54 112	11 570	46 417
1982	11 620	3 883	15 503	60 933	11 266	52 705
1983	11 582	4 762	16 344	68 366	11 193	..
1984	11 613	5 005	16 618	71 267	..	..

1. En mars de chaque année.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 53

Bénéficiaires de l'allocation aux chasseurs et piégeurs cris et montants versés annuellement Québec, 1977-78 à 1982-83

Année	Ménages bénéficiaires	Montants versés
	n	'000 $
1977-78	893	4 967,4
1978-79	900	5 252,6
1979-80	838	5 120,7
1980-81	874	6 013,1
1981-82	929	7 308,7
1982-83	1 122	9 496,4

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la securite du revenu. *Guide descriptif des programmes de securite du revenu.*

Tableau 54

Bénéficiaires du remboursement d'impôt foncier et montants versés, Québec, 1980-1983

Année	Bénéficiaires	Remboursement moyen	Montants versés
	n	$	'000 $
1980	770 782	106,77	82 300
1981	701 358	135,75	95 200
1982	739 377	147,21	108 800
1983	814 760	152,80	124 500

Source: Ministere de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de securite du revenu.*

Tableau 55

Bénéficiaires du Régime de rentes selon le genre de prestations, Québec, 1976-1983[1]

Année	Rente de retraite	Rente de survivant		Prestation d'invalidité		Total[2]	Prestation de décès[3]	Rentes combinées
		Rente de conjoint survivant	Rente d'orphelin	Rente d'invalidité	Rente d'enfant d'invalide			
	n							
1976	144 876	57 376	39 390	13 055	7 026	**259 584**	79 991	(2 139)
1977	177 329	66 635	41 789	16 398	8 374	**307 107**	94 204	(3 418)
1978	198 487	75 980	42 432	18 146	8 740	**339 080**	108 767	(4 705)
1979	218 447	85 369	42 413	20 317	9 072	**369 360**	124 266	(6 258)
1980	237 565	95 223	42 774	22 102	9 031	**398 742**	141 495	(7 953)
1981	256 137	105 288	42 249	24 442	9 409	**427 456**	159 329	(10 069)
1982	274 793	115 550	41 199	27 857	10 118	**457 002**	177 844	(12 515)
1983	293 547	125 834	40 166	30 434	10 473	**485 262**	196 337	(15 192)

1. En décembre de chaque année.
2. Dans le total, les bénéficiaires de rentes combinées ne sont comptés qu'une fois. Les combinaisons possibles sont: rente de conjoint survivant/rente d'invalidité et rente de conjoint survivant/rente de retraite.
3. Il s'agit du nombre cumulatif des prestations de décès payées depuis février 1968.

Source: Régie des rentes. *Perspectives statistiques, 1983.*

Tableau 56

Évolution du Régime de rentes, Québec, 1966-1983

Année	Cotisants	Cotisations nettes	Bénéficiaires[1]	Déboursés nets[2]	Actif global[1]
	n	'000 $	n	'000 $	
1966	2 080 521	187 569	...	...	187 663
1967	2 183 811	224 045	2 969	223,7	422 075
1968	2 179 143	236 277	15 502	3 536,7	681 310
1969	2 175 440	270 623	38 511	12 544,2	986 013
1970	2 168 071	283 917	71 221	26 045,5	1 313 982
1971	2 052 724	286 513	101 611	43 506,5	1 653 830
1972	2 211 109	321 449	124 609	58 680,6	2 039 697
1973	2 324 119	361 440	155 787	99 928,9	2 440 756
1974	2 464 182	403 956	183 722	136 616,8	2 891 135
1975	2 553 265	477 974[3]	214 998	183 991,3	3 414 363
1976	2 601 237	574 223	259 584	266 181,2	4 015 677
1977	2 658 174	610 522	307 107	351 359,9	4 604 856
1978	2 717 574	703 516	339 080	446 658,8	5 273 700
1979	2 742 902	988 591[4,5]	369 360	548 930,5	6 196 107[4]
1980	2 745 029	905 765	398 742	668 307,5	7 038 081
1981	2 793 040	1 040 070	427 456	811 177,4	7 979 504
1982	2 743 918[6]	1 013 557	457 002	1 000 001,0	8 806 431
1983	2 882 252[6]	..	485 262	1 208 780,3	..

1. Les données relatives aux bénéficiaires et à l'actif global sont, dans tous les cas, des données cumulatives, tandis que les données sous les autres rubriques portent uniquement sur l'année. Il est cependant à noter que, jusqu'en 1979, les données de l'actif global sont calculées au 31 décembre de chaque année, et qu'à partir de 1979, en raison de la modification de l'exercice financier, ces données sont calculées au 31 mars de chaque année. De même, les données sur les cotisations nettes sont celles de l'année civile jusqu'en 1979 et, par la suite, de l'exercice financier.
2. Comprend le montant des rentes et des prestations.
3. Redressement pour éliminer de la comptabilité les honoraires perçus en vertu de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (962 000 $) ainsi que les dépenses y afférant (3 507 000 $) (1975).
4. Ce chiffre couvre une période de quinze mois, en raison de la modification de l'exercice financier.
5. Ce montant comprend des intérêts payés (13 732 000 $) sur les remboursements des excédents de cotisation versés à la Régie par le ministère du Revenu lors des remises provisoires à l'égard des années de 1966 à 1977 inclusivement.
6. Estimation.

Source: Régie des rentes du Québec. *Perspectives statistiques, 1983.*

Tableau 57

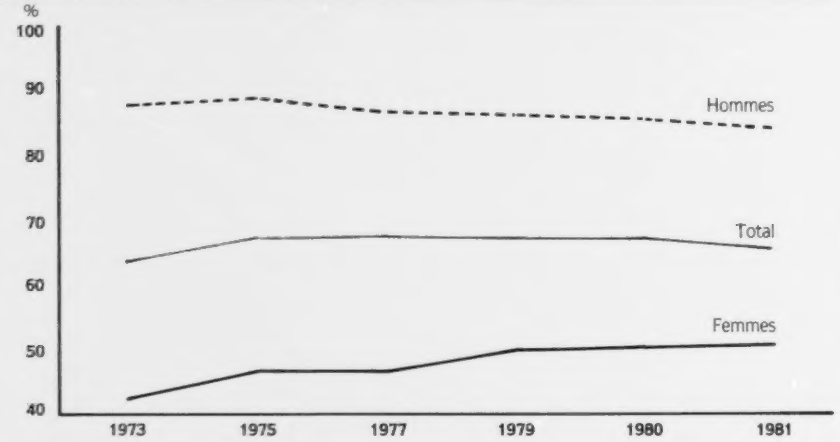
Déboursés nets du Régime de rentes, selon le genre de prestations, Québec, 1976-1983

Année	Rente de retraite	Rente de survivant		Prestation d'invalidité		Prestation de décès	Total
		Rente de conjoint survivant	Rente d'orphelin	Rente d'invalidité	Rente d'enfant invalide		
	'000 $						
1976	115 197,5	87 010,9	14 965,8	36 376,3	3 366,5	9 264,2	266 181,2
1977	166 541,7	106 256,5	15 442,6	48 841,6	3 848,9	10 428,6	351 359,9
1978	228 944,2	128 067,1	15 820,3	58 093,3	3 931,3	11 802,7	446 658,8
1979	289 479,5	153 526,7	15 968,6	71 947,4	4 102,9	13 905,4	548 930,5
1980	361 227,8	183 656,1	16 061,1	86 140,1	4 054,7	17 167,8	668 307,5
1981	446 177,5	219 159,7	15 828,6	105 728,3	4 346,8	19 936,5	811 177,4
1982	556 567,2	266 010,2	15 494,8	134 258,2	4 498,2	23 172,4	1 000 001,0
1983	679 784,6	317 286,3	15 194,7	166 079,9	4 744,6	25 690,3	1 208 780,3

Source: Régie des rentes du Québec. *Perspectives statistiques, 1983.*

Figure 8

Proportion de la population cotisant au Régime de rentes selon le sexe, Québec, 1973-1981



Source: Tableau 58.

Tableau 58

Proportion de la population cotisant au Régime de rentes selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1973-1981

Sexe	Groupe d'âge										Total
	18-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50-54	55-59	60-64	
	%										
Hommes											
1973	69.4	86.2	96.4	94.3	92.2	89.8	88.6	85.8	80.1	70.3	87.2
1975	71.4	87.4	97.2	95.1	94.2	90.4	89.7	87.3	83.0	71.3	88.5
1977	70.0	86.6	93.2	95.7	95.3	90.5	90.0	87.2	82.6	68.9	87.9
1979	67.3	84.6	92.4	96.4	94.9	92.6	89.3	87.5	82.2	67.9	87.4
1980	65.7	82.4	90.3	95.0	94.7	93.2	89.0	87.1	80.7	66.9	86.3
1981	66.8	82.0	89.2	91.1	94.0	90.9	87.4	84.5	78.6	66.1	84.9
Femmes											
1973	55.8	65.6	50.6	39.0	36.3	35.4	33.1	29.9	24.3	17.6	41.6
1975	59.6	70.6	57.5	45.6	43.3	40.8	38.1	33.1	27.3	18.9	46.7
1977	58.1	69.7	58.6	49.8	48.2	44.0	41.2	34.6	28.3	18.8	48.3
1979	55.9	70.1	61.3	54.0	52.2	49.6	44.3	37.5	29.4	19.2	50.7
1980	49.6	67.8	61.0	55.2	53.5	50.8	44.5	38.2	29.2	19.2	50.4
1981	44.3	66.1	61.8	55.4	55.5	51.8	45.7	38.7	29.5	19.3	50.4
Total											
1973	62.7	75.9	73.3	66.9	64.4	62.5	60.4	57.1	51.2	42.8	64.2
1975	65.6	79.0	77.2	70.5	68.9	65.6	63.6	59.4	54.0	43.7	67.4
1977	64.1	78.2	75.9	72.8	71.9	67.0	65.3	60.1	54.2	42.2	67.9
1979	61.7	77.4	76.8	75.2	73.6	71.0	66.5	61.7	54.5	41.8	68.9
1980	57.9	75.2	75.7	75.1	74.2	71.9	66.4	61.9	53.7	41.3	68.2
1981	55.7	74.0	75.5	73.2	74.8	71.3	66.3	61.1	52.9	41.0	67.5

Source: Régie des rentes du Québec. *Perspectives statistiques, 1983*.

Tableau 59

Moyenne mensuelle des nouvelles prestations et de l'ensemble des prestations, selon le genre, Québec, 1976-1983

Année	Nouvelles prestations[1]				Ensemble des prestations[2]			
	Rente de retraite	Rente de conjoint survivant	Rente d'invalidité	Prestation de décès	Rente de de retraite	Rente de conjoint survivant	Rente d'invalidité	Rentes combinées
	$							
1976	101.47	126.86	188.20	598.04	68.51	128.90	193.09	(104.08)
1977	123.68	137.18	211.90	697.10	83.84	136.65	210.20	(117.45)
1978	133.45	147.77	237.08	785.39	99.51	143.92	228.25	(130.71)
1979	150.38	159.92	263.61	870.71	114.63	153.86	252.34	(146.37)
1980	166.72	172.78	291.47	967.60	130.78	164.72	278.78	(162.79)
1981	187.45	188.60	323.19	1 088.25	149.48	178.08	310.09	(182.47)
1982	209.42	207.80	365.26	1 217.73	173.45	196.51	351.87	(207.91)
1983	235.28	225.91	404.79	1 351.28	198.33	214.71	394.44	(234.39)

1. En decembre de chaque annee.
2. Moyenne pour l'ensemble de l'annee.

Source: Regie des rentes. *Perspectives statistiques. 1983.*

Tableau 60

État des revenus et des dépenses du Régime de rentes, Québec, 1976-1983

Année	Revenus			Dépenses				Revenus nets	Actif global
	Cotisations nettes	Revenus sur dépôts	Total	Rentes, prestations et remboursements à l'aide sociale	Frais d'administration: Régie des rentes	Frais d'administration: Ministère du Revenu[1]	Total		
	'000 $								
1976	574 223	317 466	891 689	271 696	9 817[2]	8 861	290 374	601 315	4 015 678
1977	610 522	372 150	982 672	364 882[3]	19 180[4]	9 482	393 494	589 178	4 604 856
1978	703 516	443 347	1 146 863	454 305	12 875	10 839	478 019	668 844	5 273 700
1979-80[5]	988 591[6]	687 285	1 675 876	720 073	19 095	14 301	753 469	992 407	6 196 107
1980-81	905 765	677 525	1 583 290	710 694	16 934	13 688	741 316	841 974	7 038 081
1981-82	1 040 070	802 166	1 842 236	863 932	21 280	15 601	900 813	941 423	7 979 504
1982-83	1 013 557	914 088	1 927 645	1 061 022	24 496	15 200	1 100 718	826 927	8 806 431

1. Ces montants representent les sommes versées au ministre des Finances pour les frais de perception du ministere du Revenu.
2. Redressement de 155 000 $ pour tenir compte d'un remboursement des frais d'administration de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes par le ministere des Affaires sociales (1976).
3. Ce montant comprend un redressement de 6 526 000 $ à titre de cotisation de la Régie au Régime de retraite des fonctionnaires pour les années antérieures au 1er janvier 1976.
4. Ce montant comprend un redressement de 6 023 000 $ requis depuis le 1er juillet 1972 pour le remboursement additionnel de l'aide sociale dans les cas d'invalides âgés de moins de 35 ans sans enfant (1977).
5. Les données relatives à 1979-80 couvrent une période de quinze mois en raison de la modification de l'exercice financier.
6. Ce montant comprend des intérêts payés (13 732 000 $) sur les remboursements des excedents de cotisation versés à la Regie par le ministère du Revenu lors des remises provisoires à l'egard des années de 1966 à 1977 inclusivement.

Source: Régie des rentes du Québec. *Perspectives statistiques. 1983.*

Tableau 61

Bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage, selon le sexe, Québec, 1976-1982

Sexe	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	n						
Hommes	476 630	503 680	505 640	454 550	444 290	475 140	573 920
Femmes	318 270	335 170	349 610	331 060	313 860	338 610	383 170
Total	794 900	838 850	855 250	785 610	758 150	813 750	957 090

Source: Statistique Canada. *Périodes de prestations établies et terminées aux termes de la Loi sur l'assurance-chômage* (73-201).

Tableau 62

Bénéficiaires de prestations d'assurance-chômage, selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1982

Sexe	Groupe d'âge						Total
	Moins de 20 ans	20-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	
	n						
Hommes	49 240	134 510	174 850	91 830	65 810	57 680	573 920
Femmes	30 820	96 430	126 560	64 550	42 610	22 200	383 170
Total	**80 060**	**230 940**	**301 410**	**156 380**	**108 420**	**79 880**	**957 090**

Source: Statistique Canada. *Périodes de prestations établies et terminées aux termes de la Loi sur l'assurance-chômage* (73-201).

Tableau 63

Évolution du programme d'assurance-chômage, Québec, 1976-1983

Année	Moyenne mensuelle du nombre de bénéficiaires	Prestations hebdomadaires moyennes[1]	Nombre de semaines de prestations
	n	$	'000
1976	263 763	92.31	13 576
1977	285 056	100.65	14 726
1978	302 442	109.41	15 538
1979	269 108	108.31	14 036
1980	259 607	119.83	13 424
1981	273 239	129.19	14 062
1982	392 466	141.00	20 886
1983	384 835	150.70	20 505

1. Sont exclues les prestations versées pour le travail partagé et la création d'emplois.

Source: Statistique Canada. *Rapport statistique sur l'application de la Loi sur l'assurance-chômage* (73-001).

Tableau 64

Prestations d'assurance-chômage[1] selon la catégorie, Québec, 1983

Catégorie de prestations	Montant des prestations	Semaines de prestations	Prestations hebdomadaires moyennes
	$	n	$
Ordinaires	2 819 737 312	18 788 808	150.08
Maladie	47 173 380	302 870	155.75
Maternité	85 035 785	504 300	168.62
Retraite	3 849 899	19 869	193.76
Pêche	12 029 698	65 661	183.21
Formation	49 009 875	336 919	145.46
Travail partagé	21 893 622	447 825	48.89
Création d'emplois	9 458 258	38 974	242.68
Total	**3 048 187 829**	**20 505 226**	**150.70**

1. Ne tient pas compte des remboursements faits par certains bénéficiaires, ceux-ci représentant moins de 1% du total.

Source: Statistique Canada. *Rapport statistique sur l'application de la Loi sur l'assurance-chômage* (73-001).

Tableau 65

Bénéficiaires de l'allocation de maternité, Québec, 1980-81 à 1982-83

Année	Beneficiaires
	n
1980 81	30 830
1981 82	35 000
1982 83	37 473
1983 84	37 107

Source: Ministere de la Main d'oeuvre et de la Securite du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurite du revenu.*

Tableau 66

Bénéficiaires[1] de rentes versées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, selon la catégorie, Québec, 1980-1983

Categorie	1980	1981	1982	1983
		n		
Loi sur les accidents du travail				
Accidents du travail	30 581	32 912	30 681	30 940
Maladies professionnelles	1 464	2 198	2 969	4 339
Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose	1 267	1 227	1 195	313
Veuves	3 620	3 745	3 848	3 907
Enfants mineurs ou aux etudes	2 822	2 623	2 472	2 079
Personnes invalides a charge	70	75	74	81
Total	**39 824**	**42 780**	**41 239**	**41 659**

1. Nombre au 31 decembre de chaque annee.
2. Cette donnee a ete revisée de façon a exclure certains cas d'amiantose qui ne sont pas couverts par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose, mais par la Loi sur les accidents du travail.

Source: Commission de la sante et de la securite du travail. *Rapport annuel.*

Tableau 67

Prestations versées dans le cadre de la Loi sur les accidents de travail, selon la catégorie, Québec, 1977-1984

Année	Assistance médicale	Incapacité temporaire	Incapacité permanente et décès	Total
			000 $	
1977	47 897	108 849	74 241	**230 987**
1978	54 893	130 799	81 771	**267 463**
1979	54 023	143 724	88 058	**285 805**
1980	66 882	179 410	103 007	**349 299**
1981	77 893	244 628	113 642	**436 163**
1982	91 825	291 291	174 070	**557 186**
1983	94 224	291 487	202 333	**588 044**
1984	101 112	329 995	274 478	**705 585**

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurite du revenu.*

Tableau 68

Demandes de prestations et montants versés en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et de la Loi visant à favoriser le civisme, Québec, 1978-1983

Année	Demandes de prestations	Montants versés
	n	$
1978	794	2 600 131
1979	804	3 940 176
1980	1 143	6 451 348
1981	1 672	7 518 717
1982	1 649	10 129 039
1983	1 417	10 030 750

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail. *Rapport annuel.*

Tableau 69

Demandes d'indemnités reçues par la Régie de l'assurance-automobile, selon la catégorie, Québec, 1978-1983

Année	Demandes d'indemnités		
	Décès	Blessures	Total
		n	
1978[1]	1 682	28 563	30 245
1979	1 800	31 903	33 703
1980	1 635	30 736	32 371
1981	1 571	28 812	30 383
1982	1 106	23 694	24 800
1983	1 170	26 249	27 419

1. Du 1er mars au 31 décembre.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 70

Évolution du Régime fédéral d'allocations familiales, Québec, 1980-1984[1]

Année	Bénéficiaires			Allocation moyenne mensuelle par famille
	Familles	Enfants	Moyenne d'enfants/famille	
		n		$
1980	970 226	1 795 893	1,85	40,67
1981	969 120	1 760 654	1,82	43,01
1982	965 721	1 727 382	1,79	49,89
1983	956 533	1 691 443	1,77	51,45
1984	947 412	1 661 813	1,75	52,82

1. En mars de chaque année.

Source: Santé et Bien-Être social Canada. *Statistiques mensuelles, programmes de la sécurité du revenu.*

Tableau 71

Bénéficiaires du crédit d'impôt pour enfants et montants versés, Québec, 1979-1982

Année	Familles	Montant versé	
		Total	Par famille
	n	'000 $	$
1979	685 364	256 674	374,51
1980	685 397	272 944	398,23
1981	701 369	299 794	427,44
1982	732 197	413 364	564,46

Source: Ministère de la Main d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 72

Statistiques principales sur les allocations familiales, Québec, 1976-1983

Année	Bénéficiaires[1]			Déboursés bruts	Allocation moyenne	
	Familles	Enfants	Moyenne d'enfants/famille		Famille	Enfant
	n			$		
1976	947 391	1 924 278	2,03	110 427 400	9,60	4,66
1977	952 020	1 873 486	1,97	135 568 300	11,73	5,87
1978	952 632	1 828 448	1,92	151 423 800	13,07	6,72
1979	953 560	1 788 376	1,88	159 400 200	13,78	7,27
1980	953 278	1 752 583	1,84	168 749 400	14,57	7,86
1981	954 748	1 722 379	1,80	180 510 100	15,60	8,57
1982	949 708	1 690 718	1,78	176 069 600	15,26	8,52
1983	939 631	1 657 152	1,76	181 717 900	15,93	8,99

1. En décembre de chaque année.

Source: Régie des Rentes du Québec. *Perspectives statistiques, 1983.*

Tableau 73

Statistiques sur les allocations familiales du Québec pour les enfants handicapés, Québec, 1980-1983

Année	Bénéficiaires[1]		Déboursés bruts
	Familles	Enfants	
	n		$
1980	..	4 966	3 879 305
1981	5 723	5 910	5 621 621
1982	9 302	9 625	8 082 497
1983	10 655	11 025	10 841 395

1. En décembre de chaque année.

Source: Régie des rentes du Québec. *Perspectives statistiques, 1983.*

Tableau 74

Évolution du programme d'aide financière aux parents pour les services de garde, Québec, 1981-1984

Année	Enfants bénéficiaires[1]			Montant total déboursé
	En garderie	En milieu familial	Total	
		n		$
1981-82	10 886	..	10 886	17 703 007
1982-83	11 327	281	11 608	17 152 846
1983-84	11 480	352	11 832	21 872 562
1984-85	13 856	864	14 720	-

1. Au début de l'année financière, c'est-à-dire au 1er avril de chaque année.

Source: Office des services de garde à l'enfance, Direction de la recherche et de l'information.

Tableau 75

Bénéficiaires de l'allocation de disponibilité et montants versés, Québec, 1982 et 1983

Année	Familles bénéficiaires	Montants versés
	n	'000 $
1982	311 080	112 026
1983	384 664	139 412

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 76

Bénéficiaires du supplément au revenu de travail et montants versés, Québec, 1979-1983

Année	Ménages	Montants versés
	n	'000 000 $
1979	27 902	16,7
1980	34 339	19,6
1981	28 132	18,4
1982	26 669	19,5
1983	24 875	20,8

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 77

Répartition en pourcentage des familles, par tranche de revenu et revenu moyen, Québec, 1980-1982

Tranche de revenu	Revenu avant impôt			Revenu après impôt		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
	%					
Moins de 5 000 $	2.3	2.2	1.3	2.3	2.2	1.3
5 000 – 6 999 $	3.8	2.5	2.3	3.9	2.5	2.3
7 000 – 9 999 $	8.7	6.7	5.1	9.5	7.1	5.2
10 000 – 11 999 $	5.0	4.9	4.4	5.6	5.4	5.0
12 000 – 14 999 $	6.2	5.9	7.3	10.3	8.3	9.0
15 000 – 16 999 $	6.5	4.9	4.7	8.3	6.7	6.0
17 000 – 17 999 $	2.6	2.2	2.5	3.2	4.0	2.7
18 000 – 19 999 $	6.0	6.0	4.3	8.1	7.6	5.7
20 000 – 21 999 $	5.4	5.6	4.1	8.1	6.7	6.6
22 000 – 24 999 $	8.5	8.0	7.1	10.2	10.6	10.7
25 000 – 29 999 $	13.5	12.7	12.5	12.9	14.6	15.3
30 000 – 34 999 $	9.9	10.9	10.5	8.1	9.2	10.6
35 000 $ et plus	21.6	27.5	33.8	9.7	15.0	19.6
Revenu moyen ($)	25 389	28 124	30 509	21 025	23 618	25 406

Source: Statistique Canada. *Repartition du revenu au Canada selon la taille du revenu* (13-207); *Revenu apres impôt, repartition selon la taille du revenu au Canada* (13-210).

10

Agriculture

Statistiques générales	559
Intrants	560
Produits d'origine végétale	560
Animaux et produits d'origine animale	563
Protection du territoire agricole	565
Habitudes alimentaires des Québécois	565
Définitions et note explicative	567

10

Liste des tableaux

1. Revenu annuel des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole, Québec, 1974-1983 568

2. Revenu annuel en espèces provenant de la vente de produits agricoles, Québec, 1974-1983 5[illegible]

3. Revenu annuel en nature (produits agricoles consommés à la ferme), Québec, 1979 à 1983 570

4. Indice mensuel des prix à la ferme des produits agricoles, Québec, 1974-1984 570

5. Répartition mensuelle de la main-d'oeuvre agricole, Québec, 1974-1983 571

6. Salaires journaliers et mensuels de la main-d'oeuvre agricole masculine, Québec, 1974-1984 571

7. Dépenses d'exploitation et amortissement des fermes, Québec, 1974-1983 572

8. Estimation de la superficie, de la production et de la valeur de quelques grandes cultures, Québec, 1979-1984 574

9. Superficie, production et valeur de quelques grandes cultures, par région agricole, Québec, 1979-1984 576

10. Superficie, production et valeur à la ferme des légumes cultivés à des fins commerciales, par région agricole, Québec, 1979-1983 582

11. Superficie, production et valeur à la ferme des principaux légumes, Québec, 1979-1983 584

12. Production et valeur à la ferme des légumes de serre, Québec, 1981-1983 587

13. Vente de fleurs d'ornement et de plants cultivés en serre, Québec, 1981-1983 587

14. Production et valeur à la ferme, des produits de l'érable, par région agricole, Québec, 1979-1984 588

15. Ventes de plants d'ornement et de plants fruitiers des pépinières, Québec, 1981-1983 591

16. Récolte, prix moyen et valeur totale à la ferme de certains fruits, Québec, 1979-1984 591

17. Production et valeur de la récolte commerciale de bleuets, par région productrice, Québec, 1979-1984 592

18. Nombre de bovins dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet, 1979-1983 592

19. Estimation de la production totale de bêtes à cornes et de veaux, Québec, 1979-1984 595

20. Nombre de porcs dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet 1979-1983 595

21. Estimation de la production totale de porcs, Québec, 1979-1984 597

22. Nombre de moutons et d'agneaux dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet 1979-1983 597

23. Estimation de la production totale de moutons et d'agneaux, Québec, 1979-1984 598

24. Production, écoulement et valeur à la ferme de la viande de volaille, Québec, 1979-1983 599

25. Production et valeur à la ferme des oeufs, Québec, 1979-1983 600

26. Mise en marché des oeufs par la FEDCO, Québec, 1979-1983 600

27. Producteurs de lait nature et de lait industriel, Québec, 1979-1983 601

28. Volume des ventes de lait à la ferme, Québec, 1979-1983 602

29. Recettes monétaires provenant des ventes de lait et de crème à la ferme, Québec, 1979-1983 602

30. Répartition des apiculteurs et des ruches, par région agricole, Québec, 1981-1983 603

31. Production et valeur du miel, par région agricole, Québec, 1981-1983 604

32. Mouvement des visons et des renards dans les fermes d'élevage, Québec, 1981-1983 604

33. Municipalités, population et superficie du territoire touché par la Loi sur le zonage agricole, Québec, 1978-1982 605

34. Évolution de la superficie améliorée, par région agricole, Québec, 1961, 1966, 1971, 1976 et 1981 605

35. Habitudes alimentaires, Québec, 1983 606

Liste des figures

1. Valeur courante du capital des fermes, Québec, 1980-1983 573

2. Carte des régions agricoles du Québec 575

3. Production à la ferme des produits de l'érable par province, Canada, 1984 588

4. Répartition des exportations de sucre et de sirop d'érable selon la destination, Canada, 1983 590

5. Ventes totales de plants d'ornement et de plants fruitiers de pépinières, Québec, Ontario et Canada, 1979-1983 590

6. Écoulement de la production d'oeufs, Québec, 1979-1983 600

7. Ventes totales de lait et de crème par les laiteries selon le type de lait, Québec, 1976-1983 601

8. Produits laitiers manufacturés, Québec, 1979-1983 603

10

Ce chapitre a été réalisé par Mireille Barrière avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et de Guy St-Cyr du Service des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

L'agriculture du Québec est en constante évolution. Pour mieux la mesurer, ce chapitre offre une grande quantité de statistiques. La première partie fournit des statistiques générales sur le revenu des agriculteurs et l'indice des prix des produits agricoles. La seconde traite des intrants, c'est-à-dire des dépenses d'exploitation et d'amortissement des fermes, de la répartition de la main-d'oeuvre agricole, des salaires et de la valeur courante du capital des fermes. La troisième livre des renseignements sur la superficie, la production et la valeur des produits d'origine végétale. La quatrième regroupe des données sur les produits d'origine animale, notamment sur le nombre d'animaux dans les fermes et l'estimation de la production. La cinquième traite des premiers effets de la Loi sur la protection du territoire agricole après un peu plus de cinq ans d'entrée en vigueur. Enfin, la dernière partie porte sur les habitudes alimentaires des Québécois en s'appuyant sur la fréquence de consommation des principaux produits naturels ou transformés.

Statistiques générales[1]

Les recettes à la ferme sont de deux ordres: en espèces et en nature.

Les recettes en espèces provenant de la vente des produits de la ferme sont estimées à 2 754,0 millions de dollars en 1983 comparativement à 2 802,7 millions en 1982. Les recettes monétaires provenant de la production animale, si l'on inclut les paiements supplémentaires à l'industrie laitière, passent de 2 372,4 millions de dollars en 1982 à 2 227,1 millions en 1983. La contribution de la production animale aux recettes monétaires totales, qui est de plus de 85% en 1982, baisse à81% en 1983.

Le revenu en nature, constitué des produits consommés à la ferme, décroît depuis 1979 où il s'élève à 73,5 millions de dollars pour n'atteindre que 58,9 millions en 1983 (-20%). La viande constitue en moyenne 40% de ces revenus au cours de cette période. L'apport des produits forestiers qui tend à diminuer de 1979 à 1981, remonte et est égale à près de 42% du revenu en nature en 1983.

Le revenu net réalisé s'obtient par la soustraction des dépenses d'exploitation et de la dépréciation du revenu brut réalisé. En 1982, il s'élève à 632 millions de dollars et à 579 millions en 1983.

Le revenu net total est le résultat de la soustraction des dépenses d'exploitation du revenu brut total (revenu brut et valeur des changements dans l'inventaire). Il atteint 550 millions de dollars en 1983 comparativement à 592 millions en 1982.

Si l'on retient l'année 1971 comme base, la moyenne annuelle de l'indice synthétique des prix des produits agricoles au Québec s'établit à 304,0 en 1984 alors qu'il atteint 304,6 en 1983. Par rapport à 1974, l'indice gagne donc près de 139 points.

1. Les données concernant l'agriculture ont été révisées depuis 1976, ce qui explique leurs modifications par rapport aux publications précédentes.

Intrants

Les dépenses d'exploitation et d'amortissement qui atteignent 2,2 milliards de dollars en 1983 demeurent sensiblement les mêmes qu'en 1982. Par rapport à 1974, elles augmentent de près de 165%.

Les dépenses d'exploitation s'élèvent à près de 2 milliards de dollars et celles au chapitre de l'amortissement des bâtiments et de la machinerie sont estimées à 256,7 millions de dollars en 1982 et à 263,6 millions en 1983, ce qui constitue une augmentation de 2,7%.

La main-d'oeuvre annuelle qui est en moyenne de 85 000 employés en 1974 n'atteint que 79 000 travailleurs en 1983.

Le salaire journalier avec pension croît régulièrement. Entre août 1979 et août 1984, il passe de 22,97 $ à 28,51 $ (24,1%). Le salaire quotidien sans pension connaît quant à lui une hausse de 32,3%, passant de 28,28 $ à 37,41 $ durant la même période. Le salaire mensuel enregistre aussi une hausse; avec pension, il s'établit à 494 $ en août 1979 et à 657 $ en août 1984, soit une augmentation de 33 %; sans pension, il s'élève à 591 $ en 1979 et à 801 $ en 1984, soit une hausse de 35,5%.

Quant au capital des fermes québécoises, sa valeur courante s'élève à 9,9 milliards de dollars en 1983 par rapport à 9,8 milliards en 1982. Le poste «bétail et volaille» enregistre une baisse de 8,9% entre 1982 et 1983. Toutefois, il y a augmentation à tous les autres postes, la plus importante concernant le terrain et les bâtiments: la hausse y est de 38,4% en 1982 par rapport à l'année précédente.

Produits d'origine végétale[1]

Les produits agricoles d'origine végétale conprennent les grandes cultures (céréales, plantes fourragères et tabac) , les légumes, les fruits et les produits de l'érable.

Grandes cultures

Blé: une diminution de la superficie cultivée provoque en 1983 une baisse de 12% de la production de blé au Québec. Elle n'atteint que 82 000 tonnes métriques par rapport à 93 000 en 1982. On observe une remontée en 1984 alors que la superficie s'accroît de 7 000 hectares et la production totale de 46,3% avec 38 000 tonnes métriques de plus.

Orge: la culture de l'orge prend une plus grande importance depuis six ans puisque la superficie cultivée passe de 39 900 hectares en 1979 à 135 000 en 1984, soit une augmentation de 238%. La production suit le même mouvement, passant de 105 000 à 400 000 tonnes métriques, elle s'accroît de 281%. Notons toutefois qu'en dépit d'un accroissement de superficie de 11 000 hectares, la production d'orge diminue de 25 000 tonnes métriques en 1983 par rapport à 1982.

Seigle: la superficie consacrée à la culture du seigle passe de 3 700 à 3 600 hectares entre 1979 et 1984, soit une diminution de 2,7%. La production totale diminue de 26,5% passant de 6 800 à 5 000 tonnes métriques durant la même période. Le rendement à l'hectare baisse de 1,84 à 1,39 tonne métrique, ce qui équivaut à une diminution de 24,5%.

Betterave à sucre: la superficie cultivée en betterave à sucre augmente de 2 000 à 6 800 hectares ou de 240% en 1983 par rapport à 1979. La production totale croît de 123%, de 1979 à 1983, passant de 112 200 à 250 000 tonnes métriques. Toutefois, le rendement à l'hectare diminue de

près de 53%, passant de 56,10 à 36,76 tonnes métriques à l'hectare. En 1984, la superficie cultivée est estimée à 3 300 hectares (-51,5%) et la production totale à 130 000 tonnes métriques (-47,4%). Seul le rendement à l'hectare augmente de 8,4% par rapport à 1983 en atteignant 39,39 tonnes.

Maïs-grain: la récolte de maïs-grain est estimée à 975 000 tonnes métriques en 1983 comparativement à 1 040 000 tonnes en 1982, soit une diminution de 6,2%. Par contre, l'année 1984 voit une reprise avec une augmentation de 38,5% de la production qui s'élève à 1 350 000 tonnes métriques. Par rapport à 1979, la production totale de cette denrée croît de 92,6%. Le rendement moyen à l'hectare, qui fluctue constamment pendant la même période, connaît une hausse de 9,8% en atteignant 6,14 tonnes métriques en 1984 contre 5,59 en 1979. La superficie cultivée de 125 500 hectares en 1979 atteint 220 000 en 1984 augmentant ainsi de 75,3%.

Les données relatives à ces cinq grandes cultures ne sont pas encore disponibles par région agricole. Cependant, elles sont ainsi réparties pour l'avoine, les grains mélangés, le foin cultivé et les pommes de terre.

Avoine: les superficies cultivées en avoine sont estimées à 170 000 hectares en 1983 comparativement à 163 000 en 1982. Toutefois, le rendement à l'hectare ayant diminué, la production totale baisse de 10 000 tonnes durant la même période (- 3,2%).

C'est dans la région de Gaspésie—Bas-Saint-Laurent que l'on trouve la plus grande superficie consacrée à cette culture (29 000 hectares en 1983) et la récolte la plus importante (51 700 tonnes métriques). Par contre, la région de Nicolet obtient le meilleur rendement à l'hectare, soit 2,4 tonnes métriques.

Grains mélangés: la superficie consacrée aux grains mélangés accuse une légère diminution de 2,8% en 1984 par rapport à 1983 alors qu'elle occupe 53 000 hectares au lieu de 54 500. Par contre, le rendement à l'hectare, qui atteint 2,8 tonnes comparativement à 2,4 tonnes, augmente de 16,7% et la production totale de 8,7% avec 150 000 tonnes par rapport à 138 000. La région du Sud-Ouest-de-Montréal consacre à cette culture la plus grande superficie en 1984, soit 9 200 hectares. La région de Nicolet enregistre quant à elle le meilleur rendement à l'hectare, soit 3,3 tonnes métriques.

Foin cultivé: après une baisse continue de 1979 à 1981, la superficie de foin cultivée augmente légèrement pour atteindre 1 000 000 hectares en 1984. L'augmentation est de 0,2% en 1982, de 2,3% en 1983 et de 1,1% en 1984. Comme le rendement à l'hectare est moins élevé, la production n'atteint que 4,0 millions de tonnes métriques en 1983 comparativement à 4,3 millions en 1982 et à 4,9 millions en 1981. En 1984, la situation se redresse, le rendement à l'hectare atteignant 5,3 tonnes métriques et la production totale 5,3 millions de tonnes. En 1984, la région Gaspésie—Bas-Saint-Laurent consacre 132 500 hectares à cette culture, mais la région de Québec, avec une superficie moins importante et un meilleur rendement à l'hectare, produit 21 300 tonnes de foin de plus qu'elle. La région du Richelieu affiche toutefois le meilleur rendement à l'hectare avec 6,2 tonnes métriques.

Pomme de terre: la culture de la pomme de terre connaît un développement en dents de scie entre 1979 et 1984. Après une remontée en 1982, la production diminue de 24% l'année suivante, passant de 387 000 à 295 000 tonnes métriques, puis enregistre une hausse de près de 40% en 1984 avec 410 000 tonnes. La superficie cultivée est la même en 1982 et en 1983 mais le rendement à l'hectare diminue de 5,1 tonnes. En 1984, il y a progrès avec un accroissement de la superficie cultivée de 1 200 hectares et du rendement à l'hectare de 5,0 tonnes. La région de Québec se classe première en 1984 avec une production de 101 300 tonnes suivie de celle du Nord-de-Montréal avec 69 600 tonnes. La région de Québec obtient aussi le meilleur rendement à l'hectare, soit 23,6 tonnes métriques.

Culture maraîchère

Légumes: la superficie totale des cultures maraîchères est estimée à 32 444 hectares en 1983 en regard de 33 437 hectares en 1982, soit une diminution de 3%.

Cette réduction de la superficie totale est principalement attribuable à la culture des légumes suivants: pois (-20%) et haricots de transformation (-14,8%); carottes (-1,9%) et choux (-6,4%). Par contre, on note une augmentation de superficie au niveau des cultures suivantes: maïs (7,7%), concombres (27,1%) et tomates de transformation (8,5%); maïs (1,8%) et tomates pour le marché (6,7%).

La production globale de légumes atteint 364 millions de kilogrammes en 1983 alors qu'elle est de 427 millions en 1982, soit une diminution de 15%. Par contre, la valeur totale à la ferme de la production de légumes est estimée en 1983 à 83,7 millions de dollars comparativement à 68,8 millions en 1982; l'augmentation est donc de 22%.

Si l'on examine la situation par région agricole, on note que la superficie des cultures maraîchères de la région du Richelieu diminue de 14% en 1983 par rapport à l'année précédente. Celle de la région de Québec augmente de 7,8%. Quant à la production totale, seules deux régions connaissent un accroissement: Nicolet (3,5%) et l'Estrie (17,3%).

Les régions de la Beauce et de la Mauricie sont les seules à enregistrer une diminution de la valeur des légumes à la ferme: elle est de 39% dans le premier cas et de 26% dans le second.

Si l'on étudie la culture pratiquée en serre, on constate que la valeur à la ferme de ces légumes augmente de 19,4% et passe de 2 006 293 $ en 1982 à 2 396 432 en 1983. Pour la même période, celle des tomates augmente de 7% et celle des concombres de 43%. Quant à la vente de fleurs d'ornement et de plants cultivés en serre, elle diminue de 3,5% en 1982 et de 2% en 1983.

Fruits

Pommes: la récolte de pommes au Québec est estimée à 65 078 tonnes métriques en 1983 comparativement à 78 109 en 1982, soit une diminution de 16,7%. C'est toutefois mieux que la cueillette de 1981 qui ne s'élève qu'à 45 303 tonnes à la suite du gel hivernal de la même année. La chute de la production est alors de 62% par rapport à 1980.

La valeur totale à la ferme des pommes diminue entre 1982 et 1983, passant de 18,7 à 15,9 millions de dollars, ce qui équivaut à une baisse de près de 15%. On note particulièrement une baisse de la valeur totale à la ferme de 34,5% en 1981 pendant que le prix moyen de la tonne métrique augmente de 71,3% durant la même période.

Petits fruits: Pour ce qui est des petits fruits, la récolte des fraises s'accroît de 27,1% en 1984 et atteint 11 925 tonnes contre 9 384 en 1983. Celle des framboises diminue de près de 12,8%, passant de 933 tonnes en 1983 à 814 l'année suivante. La récolte de bleuets subit le même sort puisqu'elle baisse de 7,7% avec 3 118 tonnes contre 3 379 un an plus tôt. La région du Saguenay—Lac-Saint-Jean produit un peu plus de 90% de la récolte totale de bleuets au Québec.

La valeur totale des fraises à la ferme augmente de 17% en 1984 par rapport à 1983 et celle des framboises diminue de 6,4%. La valeur brute de la récolte de bleuets baisse quant à elle de près de 50%.

Plants: au Québec, la vente de plants d'ornement et des plants fruitiers produits en pépinière baisse de 13,7% entre 1981 et 1982 mais augmente de 12,1% en 1983. Si l'on compare la situation québécoise à celle de l'Ontario et du Canada entre 1979 et 1983, on voit que les ventes totales de plants d'ornement et de plants fruitiers diminuent constamment au Québec jusqu'en 1981 alors

qu'elles augmentent de 12% entre 1982 et 1983. Les ventes ontariennes, à part une baisse en 1982, croissent continuellement pour atteindre 42,7 millions de dollars en 1983. C'est 7 fois plus que les ventes québécoises durant la même année. Les ventes ontariennes constituent 55,7% des ventes totales canadiennes tandis que la part québécoise n'équivaut qu'à 7,6%.

Produits de l'érable

La production totale des érablières québécoises est estimée sous forme de sirop à 7 273 kilolitres en 1984, soit une baisse de 12,1% par rapport à 1983 où elle s'élève à 8 270 kilolitres. Notons que, par rapport à une production de 13 458 kilolitres en 1981, l'année 1982 enregistre une baisse importante de 42%.

Les produits de l'érable sont vendus principalement sous forme de sirop, de sucre, de tire et de beurre. De 1983 à 1984, la production de sirop diminue de 11%, celle de la tire de 22,6%, celle du beurre d'érable de 25,4% et celle du sucre 27,9%

La Beauce demeure la première région productrice avec un total de 2 789 kilolitres en 1984 (33,8% de la production québécoise totale). Elle n'est dépassée que dans la production du beurre et du sucre alors que la région de Québec en produit plus qu'elle: 1 000 kilogrammes pour le beurre et 16 000 pour le sucre.

Dans l'ensemble canadien, le Québec conserve le 1^er^ rang en produisant 88% des produits de l'érable du pays en 1984. Il fabrique la totalité de la tire, 94,6% du beurre, 75,7% du sucre et 88,2% du sirop. En 1983, les exportations canadiennes de sirop et de sucre d'érable sont acheminées principalement vers les États-Unis qui consomment plus de 92% du sirop et plus de 56% du sucre exportés par le Canada.

Animaux et produits d'origine animale

Cheptel bovin, porcin et ovin

Au 1^er^ janvier 1983, on dénombre 1 500 000 bovins dans les fermes du Québec par rapport à 1 565 000 en 1982 (-4,2%). Le nombre de vaches laitières et de génisses qui s'élève à 994 000 en 1982 connaît une légère baisse, passant à 949 000 têtes en 1983. On constate également une diminution du nombre de veaux de moins d'un an qui s'élève à 267 000 en 1983 comparativement à 285 000 l'année précédente. Chez les bouvillons d'un an et plus, on observe pour la même époque une diminution de 7 000 têtes.

Bovins et veaux: la production totale de gros bovins, qui est de 319 000 têtes en 1981, s'élève à 338 600 en 1982 (6%) et à 428 900 têtes en 1983 (26,7%), mais elle n'est que de 399 600 bêtes en 1984 (-6,8%). Quant à la production de veaux, elle passe de 393 200 têtes en 1981 à 418 300 (6,4%) en 1982 mais n'atteint que 410 200 en 1983 (-1,9%) pour remonter à 463 200 en 1984 (12,9%).

Porcs: le nombre de porcs dans les fermes québécoises au 1^er^ janvier 1983 diminue de 3,4% par rapport à l'année précédente, passant de 3 395 000 à 3 280 000 têtes. On estime à 4 772 100 le nombre de porcs produits au Québec en 1982 en regard de 4 878 600 en 1981, reflétant ainsi une baisse de 2,3%. En 1983, la baisse se poursuit, le nombre de porcs étant réduit à 4 669 800 têtes (-2,1%) mais le nombre de porcs augmente de 1,3% l'année suivante, atteignant 4 729 500 bêtes.

Moutons et agneaux: le nombre total d'ovins (moutons et agneaux) sur les fermes s'accroît de 10% en 1983, s'élevant à 88 000. La production totale de moutons et d'agneaux est de 56 400 bêtes

en 1982 comparativement à 42 400 en 1981 pour marquer une hausse de 33,0%. En 1983 et 1984, le mouvement se poursuit et la production atteint sucessivement 72 900 (29,3%) et 81 000 (11%).

Produits avicoles

La production totale de volaille diminue de 5,8% en 1983 avec 87 556 000 oiseaux comparativement aux 92 925 000 de 1982. La production de viande de poule et de poulet diminue de 5,9% et celle de dindon de 3,7%. La valeur totale de la production de volaille s'élève à 216 068 000 $ en 1983 comparativement à 223 091 000 $ en 1982 (-3,2%).

La production d'oeufs atteint 81 418 000 douzaines en 1983 et une valeur totale à la ferme de 83 975 000 $. En 1983, 71 356 000 douzaines sont vendues par les producteurs pour la consommation, 9 054 000 pour l'incubation et 1 008 000 de douzaines sont utilisées par les producteurs pour leur propre consommation.

Créée en 1970, la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec (FEDCO) met en marché près de 50% de la production du Québec dans le but de réduire les coûts de commercialisation et de les offrir à des prix plus compétitifs. Depuis 1978, le nombre de détenteurs de quotas diminue constamment, passant de 308 en 1978 à 226 en 1983 (-26,6%). Pendant la même période, le nombre de douzaines d'oeufs mises en marché par la FEDCO passe de 33,5 millions à 32,0 millions de douzaines (-4,5%). Après avoir atteint un sommet de 0,97 $ en 1980, le prix moyen de la douzaine d'oeufs s'établit à 0,91 $ en 1983.

Production laitière

En 1983, la production laitière n'est que de 2,8 milliards de litres comparativement à 3,0 milliards en 1982 (-6,7%). Le volume de lait transformé dans les usines s'élève en 1983 à 2,2 milliards de litres alors qu'il atteint 2,4 milliards en 1982 (-8,2%). La production laitière pour la consommation à l'état fluide constitue en 1983, 22,2% de la production laitière totale avec 626 millions de litres.

Les ventes de lait à 2% augmentent de 3,2% entre 1982 et 1983, celles de lait chocolaté de 4,5% et celles de crème de toute teneur en matière grasse de 3,2%. Par contre, la vente de lait ordinaire diminue de 1,4% et celle de lait écrémé de 1,2%.

En ce qui concerne les produits laitiers manufacturés, la production de beurre de crèmerie, après avoir atteint 62 700 tonnes métriques en 1982, chute à 47 700 tonnes en 1983. La production du fromage cheddar se développe en dents de scie entre 1979 et 1983 mais augmente de 6 800 tonnes entre 1982 et 1983. Les autres fromages de spécialité voient leur production diminuer de 1 900 tonnes métriques au cours de la même période.

Les producteurs laitiers ont encaissé 1,1 milliard de dollars en 1983 comparativement à 1,2 milliard en 1982, pour une diminution de 2,1%. Avec 742 millions de dollars, la vente de lait industriel en 1983 correspond à 65% du revenu total des producteurs. Le nombre de producteurs de lait, qui est de 20 242 en 1982, baisse à 18 159 en décembre 1983. Ce nombre fluctue d'un mois à l'autre, surtout chez les producteurs de lait industriel.

Apiculture

Le nombre d'apiculteurs au Québec est estimé à 4 200 en 1983 comparativement à 4 000 en 1982 (5%). Le nombre de ruches s'élève à 120 000 comparativement à 115 000 en 1982 (4,3%). La récolte totale de miel augmente de 1 262 500 kilos pendant la même période (37,4%). En 1983, la valeur à la ferme de la récolte de miel est de 11 795 000 $ par rapport à 9 001 000 $ en 1982 (31%).

Animaux à fourrure

Visons: les fermes d'élevage de visons au Québec abritent 111 170 bêtes au 31 décembre 1983 comparativement à 115 323 l'année précédente (-3,6%). Le nombre de naissances au cours de l'année 1983 est de 341 407, une augmentation de 2,5% par rapport à 1982. Le nombre d'animaux écorchés passe de 314 351 à 317 910 entre 1982 et 1983, soit une légère augmentation de 1,1%.

Renards: les fermes à renards québécoises comptent 3 442 bêtes en 1983, 48,2% de plus qu'en 1982. Le nombre des naissances croît de 70,1% et celui des animaux écorchés de 93,5%. La valeur des peaux produites s'élève à 439 223 $ comparativement à 170 911 $, soit un progrès de 157%.

Protection du territoire agricole

L'Assemblée nationale adopte la Loi sur la protection du territoire agricole le 22 décembre 1978 afin de sauvegarder les sols ayant un bon potentiel agricole. En 1984, cette loi s'applique à 1 557 municipalités désignées par les six décrets relatifs aux régions agricoles, le dernier datant du 31 mars 1982.

Le premier décret en 1978 protège les régions les plus atteintes par la spéculation, soient les basses terres du Saint-Laurent et de l'Outaouais. Il touche alors 39% des municipalités et 53,8% de la population agricole du Québec. Il protège 84,5% de la superficie totale de toute cette zone ce qui correspond à 2 581 656 hectares.

Les effets positifs majeurs de la loi s'expriment par la stabilisation ou l'augmentation de la superficie en terres améliorées[2] de certaines régions agricoles. Ainsi, depuis 1976, les régions du Richelieu et de Trois-Rivières voient la leur augmenter respectivement de 8,0 et de 0,9%. Parmi les territoires où la superficie en terres améliorées demeure stable, on relève ceux de l'Outaouais, de Châteauguay, du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de Sherbrooke et de l'Assomption.

Sans renverser complètement la tendance à la diminution du territoire agricole québécois, la loi permet de freiner l'hémorragie constatée depuis 1951. Ainsi, de 8,2% entre 1971 et 1976, la diminution de la superficie agricole améliorée du Québec n'est que de 1,5% entre 1976 et 1981.

Habitudes alimentaires des Québécois

En 1983, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, en collaboration avec les Cercles de fermières du Québec, réalise une enquête sur les habitudes alimentaires des Québécois.

En ce qui a trait à la consommation des produits laitiers, le rapport préliminaire de cette enquête révèle que 49,2% des répondants utilisent le lait à 2% tandis que 42,9% emploient le lait entier. La crème est plus utilisée que les succédanés de crème fouettée: 67,8% des répondants en consomment «quelques fois par mois ou plus». Les fromages les plus populaires sont ceux à pâte ferme que l'on consomme à 78,1% «au moins quelques fois par semaine». Le beurre est utilisé «tous les jours» par 57,8% des répondants alors que la margarine molle est utilisée avec la même fréquence dans 52,5% des foyers.

---

2. Désignation du recensement agricole du Canada qui comprend la superficie en culture, en pâturage, en jachère et la catégorie «autres terres améliorées».

Pour ce qui est de la viande et de ses équivalents, les ménages québécois préfèrent nettement le boeuf aux autres viandes puisque 89,3% des répondants en consomment «quelques fois par semaine ou tous les jours». Le poulet vient au second rang (58,3%) avec la même fréquence de consommation. Les consommateurs préfèrent les poissons transformés comme le saumon (66,3%) et le thon (57,4%). Les oeufs sont consommés «tous les jours» dans 24,6% des foyers et «quelques fois par semaine» dans 66,1% d'entre eux.

L'étude de la consommation des fruits et des légumes révèle que les fruits préférés par les répondants sont les pommes (49,4%), les fruits citrins (35,6%) et les bananes (21,1%) qu'ils consomment «tous les jours». Quant aux légumes, ce sont les oignons, les carottes, les pommes de terre, le céleri, les tomates et la laitue qui obtiennent la faveur des consommateurs.

Quant au pain et ses équivalents, c'est le pain blanc qui est le plus populaire mais 29,5% des répondants consomment du pain de blé entier «tous les jours». Les céréales non enrobées de sucre sont mangées «quelques fois par semaine» par 36,6% des participants.

Les sucres blanc et brun sont utilisés «tous les jours» ou «quelques fois par semaine» dans 78,3% des foyers, le miel dans 49,2% et les produits de l'érable dans 22,5%.

Enfin, l'enquête démontre que les produits surgelés sont en général peu populaires au Québec. Les répondants qui en mangent «quelques fois par mois ou plus» préfèrent les tartes et les gâteaux (50,5%), les mets italiens (42,7%) et le poisson pané (40,4%).

Définitions

Dépenses d'exploitation et frais de dépréciation

Comprend les dépenses d'exploitation de la ferme, indépendamment du fait qu'elles aient été payées ou non.

Revenu brut agricole réalisé

Comprend le revenu en espèces et le revenu en nature.

Revenu en espèces: revenu provenant de la vente des produits agricoles, incluant les subsides.

Revenu en nature: inclut la valeur que représentent les produits provenant de la ferme et qui sont consommés à la ferme.

Revenu brut total

Somme du revenu brut réalisé et de la valeur des changements dans l'inventaire.

Revenu des fermes

Revenu provenant des opérations agricoles échéant aux exploitants de la ferme et aux membres non rémunérés de leur famille. Le revenu de sources étrangères à la ferme est exclu.

Revenu net total

Est obtenu en soustrayant les dépenses d'exploitation et les frais de dépréciation du revenu brut agricole.

Valeur des changements dans l'inventaire

Est obtenue en prenant les différences du volume de grain et du nombre de têtes de bétail et du nombre de volailles sur la ferme entre le début et la fin de l'année civile, et les multipliant par le prix moyen du boisseau de grain et par la valeur moyenne par tête de bétail et par volaille.

Note explicative

Estimation de la valeur du capital agricole

Bétail et volailles: les estimations de la valeur totale annuelle du bétail et des volailles sont établies par la multiplication du nombre de bêtes par une valeur moyenne à la ferme du bétail et des volailles. Les estimations du nombre de bêtes dans les fermes, qui servent à déterminer les variations des stocks, s'appuient sur des estimations du nombre de bêtes dans les fermes au 1er juillet, telles que publiées par la Section du bétail de la Division de la statistique agricole. Comme les estimations reposent sur une indexation annuelle des données repères du recensement d'après les résultats des enquêtes sur le bétail, les estimations du bétail et des volailles font, tous les cinq ans, l'objet de révisions fondées sur les données du nouveau recensement.

Machines et matériel: la valeur des machines et du matériel agricoles déclarée est la valeur marchande, c'est-à-dire la somme que rapporterait leur vente aux enchères dans leur état actuel. L'année du recensement, l'estimation de la valeur annuelle des machines se fonde sur les chiffres obtenus par ce moyen. L'année suivante, elle est établie en soustrayant de cette estimation le montant de l'amortissement des machines et en y ajoutant la valeur estimative courante des achats de nouvelles machines agricoles. Les estimations sont calculées de cette façon chaque année jusqu'au recensement suivant.

Les estimations de la valeur des machines agricoles ne sont préparées que collectivement, les renseignements disponibles ne permettant pas des estimations par genre de machine agricole. Les estimations de la valeur annuelle des ventes de machines agricoles sont tirées de l'enquête annuelle «sur les ventes d'instruments et de matériel agricoles» qui est maintenant effectuée par l'Institut canadien d'équipement agricole et industriel. Comme les chiffres déclarés sont ceux de la vente de gros, les estimations sont majorées de 9% de façon à représenter la valeur au détail.

Comme dans le cas des terres et des bâtiments agricoles, la valeur des machines et du matériel agricoles est estimée chaque année jusqu'à ce que leur valeur totale soit obtenue lors du recensement. Celle-ci sert ensuite de point de repère pour corriger les estimations intercensitaires.

Terres et bâtiments: la valeur en capital des terres et des bâtiments est une estimation de la valeur des biens immeubles utilisés à des fins agricoles ou pour la production agricole dans une exploitation d'un acre ou plus dont le chiffre des ventes brut dépasse 250 $. Pour les exploitations situées près des villes et villages, la valeur en capital ne comprend pas la valeur des biens immeubles utilisés à des fins non agricoles. Les années de recensement, nous retenons l'estimation tirée du recensement. L'indice de la valeur à l'acre sert à établir les estimations jusqu'à ce que la valeur des terres et des bâtiments soit établie au moment du recensement suivant. Ce nouveau chiffre devient alors le point de repère qui sert à la révision des projections intercensitaires précédentes.

10

Tableau 1

Revenu annuel des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole, Québec, 1974-1983

Année	Revenu en espèces des produits de la ferme	Revenu en nature	Paiements supplémentaires[1]	Revenu brut	Dépenses d'exploitation et dépréciation
	'000 $				
1974	1 140 382	43 967	28 508	1 212 867	844 298
1975	1 342 362	42 836	30 100	1 415 298	954 269
1976	1 371 590	44 454	—	1 416 044	1 033 056
1977	1 418 897	46 058	3 600	1 468 555	1 123 757
1978	1 652 328	59 802	7 000	1 719 130	1 279 319
1979	1 985 462	73 535	—	2 058 997	1 517 367
1980	2 232 464	70 689	20 000	2 323 153	1 776 397
1981	2 708 458	63 894	.	2 772 352	2 136 319
1982	2 802 735	60 042	.	2 862 777	2 231 034
1983	2 754 036	58 946	.	2 812 982	2 233 509

1. Paiements versés aux agriculteurs au titre du programme des dégâts causés par les pluies.

Source: Statistique Canada. *Revenu net agricole* (21-202).

Tableau 2

Revenu annuel en espèces provenant de la vente de produits agricoles, Québec, 1974-1983

	1974	1975	1976	1977	1978
	'000 $				
Cultures	131 474	139 524	150 029	150 602	189 814
Blé	918	1 296	1 018	2 359	3 778
Avoine	2 630	2 995	3 641	4 317	4 682
Orge	102	123	371	874	1 502
Maïs-grain	15 925	20 249	18 926	19 549	28 967
Betteraves à sucre	1 979	5 721	3 131	1 708	1 853
Pommes de terre	32 231	22 947	28 423	25 206	24 899
Fruits	18 014	16 513	18 306	19 521	24 332
Légumes	27 245	36 726	35 175	36 631	48 015
Tabac	10 538	9 432	13 072	10 066	14 941
Autres cultures[1]	21 892	23 522	27 966	30 376	36 845
Bétail et produits	881 396	1 058 816	1 064 166	1 117 069	1 344 958
Bêtes à cornes et veaux	92 898	105 881	118 070	112 300	175 044
Porcs	182 874	247 318	242 170	260 302	369 988
Moutons et agneaux	1 109	793	658	930	1 204
Produits laitiers	407 024	521 030	493 244	527 844	568 055
Volailles	146 510	126 047	142 655	147 957	160 308
Oeufs	42 387	46 772	56 140	54 701	53 577
Autres bétail et produits	8 594	10 975	11 229	13 035	16 782
Produits forestiers et de l'érable	27 063	25 729	33 035	34 403	38 502
Paiements d'appoint	826	4 355	4 484	3 236	3 545
Paiements supplémentaires industrie laitière	109 782	126 714	127 711	136 472	119 836
Paiements supplémentaires	28 508	30 100	3 250	7 264	– 2 433
Total	1 179 049	1 385 238	1 382 675	1 449 046	1 694 222

1. Incluant l'industrie floricole, les pépinières et les paiements de l'assurance-récolte.

Source: Statistique Canada. *Revenu net agricole* (21-202).

Année	Revenu net réalisé	Valeur des changements dans l'inventaire	Revenu brut total	Revenu net total
	'000 $			
1974	368 569	21 770	1 234 637	390 339
1975	461 029	13 687	1 401 611	447 342
1976	382 988	3 982	1 420 026	386 970
1977	344 798	11 587	1 480 142	356 385
1978	439 811	27 315	1 746 445	467 126
1979	541 630	74 138	2 133 135	615 768
1980	546 756	28 233	2 351 386	574 989
1981	636 033	18 244	2 790 596	654 277
1982	631 743	40 213	2 822 564	591 530
1983	579 473	-29 638	2 783 344	549 835

	1979	1980	1981	1982	1983
	'000 $				
Cultures	240 144	315 688	389 144	345 793	423 713
Ble	6 642	11 160	13 000	9 742	9 023
Avoine	6 434	8 058	8 807	8 611	8 532
Orge	3 560	7 730	13 816	17 926	19 111
Mais-grain	52 922	82 101	96 694	93 998	115 843
Betteraves à sucre	2 854	8 491	2 789	2 949	3 262
Pommes de terre	25 397	27 467	42 592	39 042	36 479
Fruits	29 094	29 207	31 656	36 241	35 116
Legumes	52 663	61 447	75 287	84 365	83 379
Tabac	16 131	17 587	18 579	23 471	23 675
Autres cultures[1]	44 447	62 440	85 924	29 448	89 293
Bétail et produits	1 553 034	1 764 598	2 038 657	2 240 903	2 097 662
Bétes a cornes et veaux	236 499	242 223	268 744	272 438	295 938
Porcs	423 346	492 236	576 040	682 971	563 519
Moutons et agneaux	1 285	1 536	2 146	2 984	3 731
Produits laitiers	624 504	741 751	862 727	951 290	906 359
Volailles	188 208	198 170	220 660	222 939	215 909
Oeufs	59 367	68 911	82 700	80 017	82 794
Autres bétail et produits	19 825	19 771	25 640	28 264	29 412
Produits forestiers et de l'érable	54 228	55 710	61 027	45 503	48 780
Paiements d'appoint	10 110	9 328	50 264	6 421	1 591
Paiements supplémentaires industrie laitière	120 238	123 929	135 132	131 513	129 468
Paiements supplémentaires	5 116	10 519	34 234	32 602	52 822
Total	1 982 870	2 279 770	2 708 458	2 802 735	2 754 036

Tableau 3

Revenu annuel en nature (produits agricoles consommés à la ferme), Québec, 1979 à 1983

Année	Produits laitiers	Volailles et oeufs	Viandes	Fruits et légumes[1]	Miel et produits de l'érable	Produits forestiers	Autres produits	Total
	000 $							
1979	6 422	1 107	31 729	8 377	192	25 704	4	**73 535**
1980	6 422	1 118	27 980	9 039	1 868	24 254	8	**70 689**
1981	6 422	1 093	21 222	12 116	1 903	11 786	11	**54 553**
1982	5 956	1 170	19 919	8 465	1 880	22 641	11	**60 042**
1983	5 843	1 336	16 778	8 306	1 980	24 694	9	**58 946**

1. Incluant les pommes de terre.

Source: Statistique Canada, *Revenu net agricole* (21-202).

Tableau 4

Indice[1] mensuel des prix à la ferme des produits agricoles, Québec, 1974-1984

Année	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moyenne mensuelle
	1971 = 100												
1974	154.7	157.4	158.6	159.4	165.8	168.3	168.3	165.6	167.4	172.2	172.9	170.7	**165.1**
1975	170.2	171.5	177.8	179.7	182.4	192.7	196.2	200.4	196.2	195.9	193.3	193.6	**187.5**
1976	194.0	191.0	187.3	192.0	189.0	191.6	192.0	186.5	185.4	182.4	183.0	184.6	**188.2**
1977	184.3	184.8	183.2	187.3	191.9	194.6	196.7	194.2	191.5	190.8	193.9	196.8	**190.8**
1978	211.1	215.7	212.1	210.8	221.3	224.6	221.3	222.6	227.6	233.3	237.1	241.3	**223.2**
1979	241.1	251.5	245.7	246.1	244.7	246.1	242.6	243.2	248.0	240.3	240.1	239.6	**244.1**
1980	241.1	240.8	238.7	239.7	236.3	250.3	255.1	266.3	266.5	267.4	272.8	276.9	**254.9**
1981	278.3	279.7	279.9	278.9	282.9	290.8	291.3	293.7	291.9	290.6	288.2	284.9	**286.4**
1982	293.1	296.4	296.0	293.1	301.3	308.3	307.7	305.6	302.5	297.5	295.5	291.5	**299.0**
1983	300.1	303.5	296.9	297.0	301.1	301.8	298.9	305.9	308.9	311.1	308.6	321.4	**304.6**
1984	298.9	299.2	293.0	302.8	303.7	310.2	305.6	312.2	307.1	304.4	304.6	306.0	**304.0**

1. Indice adapte à la base 1971 = 100 par le Bureau de la statistique du Quebec.

Source: Statistique Canada, *Nombres indices des prix à la ferme des produits agricoles* (62-003).

Tableau 5

Répartition mensuelle de la main-d'oeuvre agricole, Québec, 1974-1983

Année	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moyenne mensuelle
	000												
1974	66	67	74	79	89	95	111	103	88	86	82	75	85
1975	72	72	70	73	92	100	104	108	98	91	88	84	88
1975[1]	68	65	68	68	78	78	79	79	67	62	62	61	70
1976	65	59	61	67	65	77	89	92	84	80	77	66	74
1977	61	59	59	65	71	78	84	87	83	76	70	62	71
1978	62	63	63	68	75	76	88	87	79	75	65	62	72
1979	60	60	59	65	67	74	77	78	68	68	68	68	68
1980	69	70	68	71	77	78	95	96	79	82	74	71	78
1981	65	67	74	70	74	83	99	97	81	77	73	67	77
1982	65	61	67	70	75	80	88	90	88	85	76	78	77
1983	69	69	71	83	96	97	90	80	77	73	68	70	79

1. Depuis 1975, les données sur la main-d'oeuvre agricole sont touchées par deux changements. D'une part, d'importantes modifications sont apportées à l'enquête de 1975: l'échantillonnage est élargi et le nombre de questions augmenté. De plus, la définition de la population active considère maintenant la population de 15 ans et plus au lieu de celle de 14 ans et plus. D'autre part, on effectue un redécoupage des régions agricoles. Le dernier découpage remontant à 1961, la population agricole avait été estimée au cours de ces dernières années.

2. Le coefficient de variation est de 13,53 % en mai 1976, c'est à dire que l'écart peut être de plus ou moins 9 000 personnes.

Source: Statistique Canada. *La population active* (71-001).
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation, 1983.*

Tableau 6

Salaires journaliers et mensuels de la main-d'oeuvre agricole masculine, Québec, 1974-1984

Années	15 février				15 mai				15 août			
	Par jour		Par mois		Par jour		Par mois		Par jour		Par mois	
	Avec pension	Sans pension	Avec pension	Sans pension	Avec pension	Sans pension	Avec pension	Sans pension	Avec pension	Sans pension	Avec pension	Sans pension
	$											
1974	12,30	15,60	267,00	340,00	13,60	16,50	274,00	375,00	14,80	17,60	276,00	374,00
1975	14,92	18,73	310,00	399,00	15,00	19,48	358,00	472,00	16,24	20,60	358,00	472,00
1976	17,71	20,56	377,00	478,00	17,71	22,10	385,00	483,00	19,35	22,84	409,00	494,00
1977	20,28	23,52	430,00	497,00	20,87	24,53	440,00	503,00	20,93	25,22	446,00	512,00
1978	20,93	26,10	456,00	518,00	21,12	26,52	461,00	532,00	21,25	26,60	462,00	548,00
1979[1]	22,30	27,48	467,00	548,00	22,77	28,06	474,00	559,00	22,97	28,28	494,00	591,00
1980[1]	23,02	28,68	517,00	595,00	23,02	28,68	525,00	607,00	23,71	29,51	533,00	625,00
1981[1]	24,62	30,19	544,00	642,00	25,04	31,43	554,00	668,00	25,72	32,28	558,00	668,00
1982[1]	26,52	33,51	579,00	691,00	26,52	33,51	592,00	706,00	26,63	34,25	609,00	717,00
1983[1]	27,11	35,67	611,00	762,00	28,09	35,99	613,00	772,00	28,09	36,39	622,00	780,00
1984[1]	28,34	36,68	642,00	793,00	28,34	37,08	654,00	795,00	28,51	37,41	657,00	801,00

1. Au 1[er] février

Source: Statistique Canada. *Bulletin trimestriel de la statistique agricole* (21-003); *Salaires agricoles au Canada* (21-002).
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation, 1983.*

Tableau 7

Dépenses d'exploitation et amortissement des fermes, Québec, 1974-1983

	1974	1975	1976	1977	1978
			'000 $		
Depenses d'exploitation	**760 571**	**852 192**	**913 603**	**989 702**	**1 127 888**
Taxes[1]	19 438	20 233	23 587	24 549	25 395
Loyer brut	6 419	7 193	7 713	8 558	10 633
Salaires des employes	56 184	73 562	82 484	95 912	102 791
Interets sur dettes[1,2]	53 032	67 549	82 115	90 853	115 922
Essence, huile diesel et lubrifiants	29 168	30 271	32 205	34 151	37 054
Reparations de machines et autres depenses[3]	48 720	54 467	60 589	66 175	69 476
Engrais et chaux	45 225	63 354	66 212	66 048	90 614
Autres depenses liees aux cultures[4]	52 792	55 383	53 361	56 099	70 768
Aliments pour animaux	318 309	332 193	335 798	373 229	405 855
Autres depenses liees au betail[5]	24 556	28 491	35 783	23 820	35 550
Reparations de bâtiments[6]	24 827	28 651	33 105	37 703	38 968
Electricite et telephone	17 383	20 184	24 241	30 694	41 780
Divers	64 518	70 661	76 410	81 911	83 082
Amortissement des bâtiments	**23 707**	**26 667**	**31 458**	**35 122**	**37 398**
Amortissement de la machinerie	**60 020**	**75 410**	**87 995**	**98 933**	**114 033**
Total	**844 298**	**954 269**	**1 033 056**	**1 123 757**	**1 279 319**

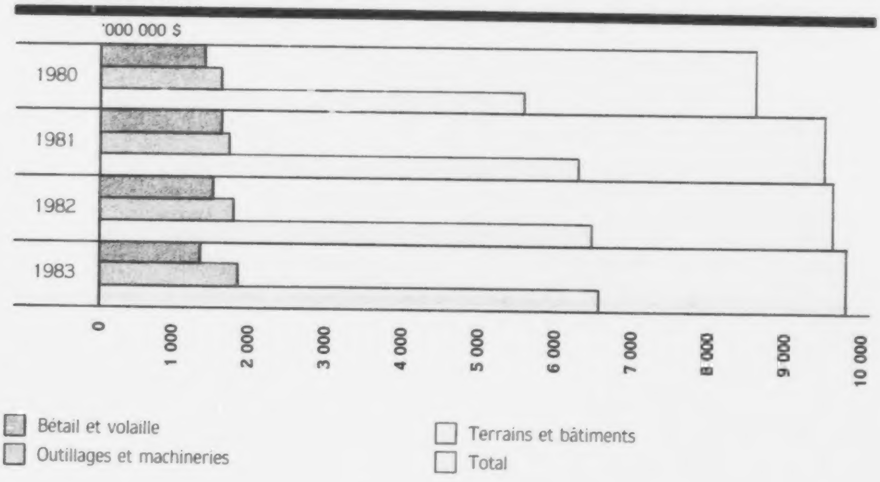
1. Ne concernent que la terre et les bâtiments.
2. Dettes garanties et non garanties.
3. Pneus, accumulateurs, antigels, permis, etc.
4. Pesticides, plants de pepiniere, irrigation, contenants, graine, ficelle.
5. Achats des bestiaux, frais d'insemination artificielle, droit d'inscription du betail de race pure, abeilles, frais de veterinaire.
6. Materiaux pour clôtures, assurances, autres petits equipements, fournitures et services non mentionnes ailleurs.

Source: Statistique Canada. *Revenu net agricole* (21-202).
Bureau de la statistique du Quebec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation, 1983.*

	1979	1980	1981	1982	1983
			'000 $		
Depenses d'exploitation	**1 345 482**	**1 575 569**	**1 892 259**	**1 974 352**	**1 969 900**
Taxes[1]	25 311	28 651	31 381	33 992	36 495
Loyer brut	12 431	14 438	14 856	18 060	21 244
Salaires des employes	126 456	131 427	154 298	184 229	203 265
Interêts sur dettes[1,2]	154 952	166 748	280 789	273 506	241 439
Essence, huile diesel et lubrifiants	44 861	56 416	77 910	97 164	101 506
Reparations de machines et autres depenses[3]	89 382	100 275	112 853	122 107	133 014
Engrais et chaux	107 735	117 873	131 822	135 956	143 442
Autres depenses liees aux cultures[4]	75 448	88 561	101 571	114 916	119 393
Aliments pour animaux	467 091	591 263	680 397	676 159	649 492
Autres depenses liées au betail[5]	45 613	48 867	57 019	60 492	61 768
Reparations de bâtiments[6]	45 191	49 504	50 593	49 615	51 371
Electricite et telephone	49 685	57 360	60 543	61 150	65 425
Divers	101 326	124 186	138 227	147 006	142 046
Amortissement des bâtiments	**39 892**	**43 521**	**67 105**	**68 244**	**68 440**
Amortissement de la machinerie	**131 993**	**157 307**	**176 955**	**188 438**	**195 169**
Total	**1 517 367**	**1 776 397**	**2 136 319**	**2 231 034**	**2 233 509**

Figure 1

Valeur courante du capital des fermes, Québec, 1980-1983



Source: Statistique Canada. *Revenu net agricole* (21-202).

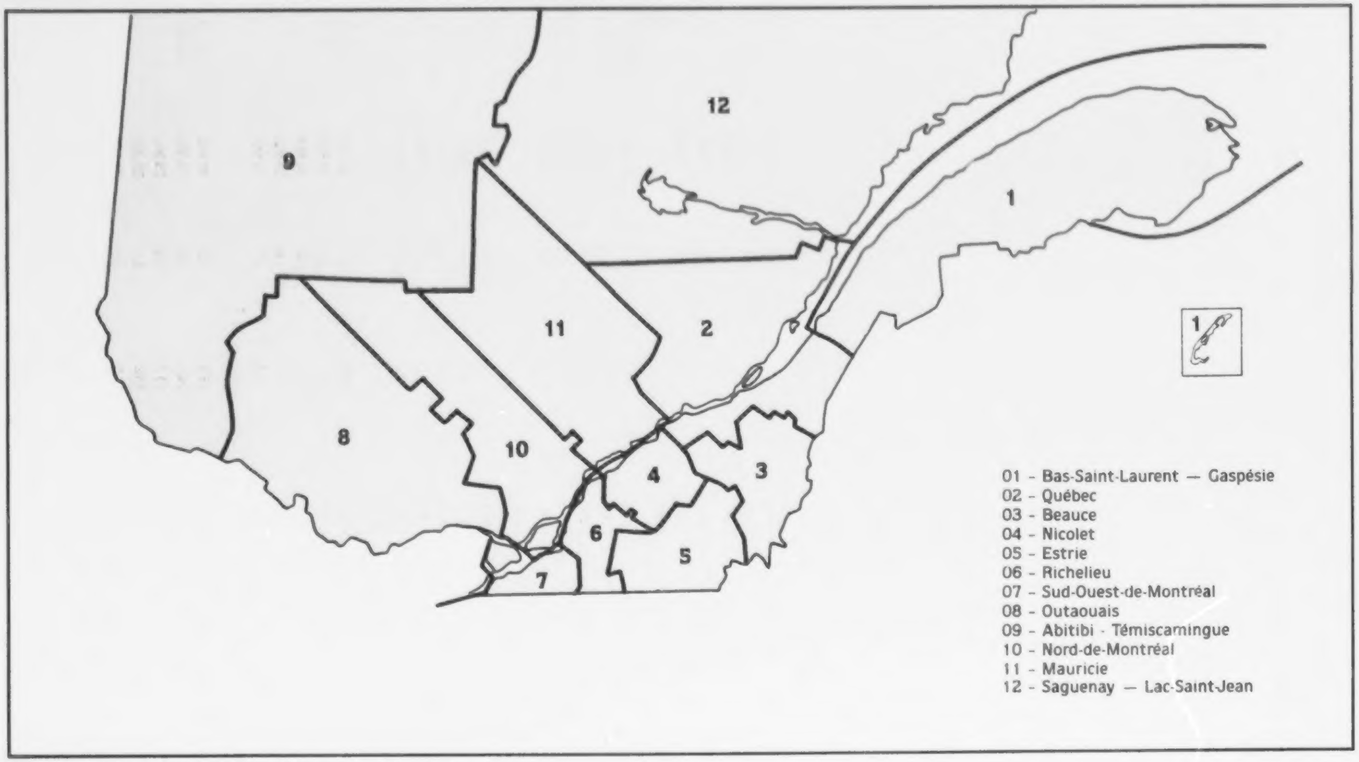
Tableau 8

Estimation de la superficie, de la production et de la valeur de quelques grandes cultures, Québec, 1979-1984

Année	Superficie	Rendement à l'hectare	Production totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale
	'000 hectares	tonne	tonne	$/tonne	'000 $
Blé					
1979	34,2	2,93	100 300	154,69	15 515
1980	42,7	2,92	124 800	165,91	20 706
1981	40,9	2,92	119 500	165,18	19 739
1982	32,0	2,90	93 000	138,53	12 883
1983	30,0	2,73	82 000	171,90	14 096
1984	37,0	3,24	120 000	..	..
Orge					
1979	39,9	2,63	105 000	124,47	13 069
1980	65,6	2,61	171 500	137,41	23 566
1981	106,0	2,42	257 100	153,08	39 357
1982	121,0	2,97	360 000	127,68	45 966
1983[r]	132,0	2,42	320 000[p]	134,38	43 002
1984	135,0	2,96	400 000	..	..
Seigle					
1979	3,7	1,84	6 800	..	..
1980	3,5	1,37	4 800	..	..
1981	3,3	1,27	4 200	..	..
1982	3,6	1,38	5 000	..	..
1983	3,3	1,36	4 500	..	..
1984	3,6	1,39	5 000	..	..
Betterave a sucre					
1979	2,0	56,10	112 200	41,92	4 703
1980	2,8	50,71	141 500	53,76	7 634
1981	4,0	40,12	160 500	24,32	3 904
1982	5,2	32,87	170 900	12,09	2 066
1983	6,8	36,35	247 200[p]	13,63	3 370
1984[p]	3,3	39,39	130 000	..	..
Mais-grain					
1979	125,5	5,59	701 000	133,26	93 415
1980	154,0	5,44	838 200	162,59	136 283
1981	165,4	6,41	975 400	146,73	143 120
1982	179,6	5,79	1 040 000	144,09	149 852
1983	182,0	5,36	975 000	153,41	149 575
1984	220,0	6,14	1 350 000	..	..

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Grandes cultures.*

Figure 2
Carte des régions agricoles du Québec



Source: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Tableau 9

Superficie, production et valeur de quelques grandes cultures, par région agricole, Québec, 1979-1984.

Région agricole	Année	Superficie	Rendement à l'hectare	Production totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale
		'000 hectares	tonne	tonne	$/tonne	'000 $
Avoine	1979	180.0	1.9	339 100	122.55	41 556.7
	1980	164.9	1.7	279 000	160.16	44 684.6
	1981	150.1	1.6	266 400	152.00	40 492.8
	1982	163.0	1.9	310 000	..	..
	1983	170.0	1.8	300 000	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Bas Saint Laurent — Gaspésie	1979	28.8	1.7	49 900	103.69	5 174.1
	1980	29.0	1.5	43 800	136.28	5 969.1
	1981	25.4	1.8	46 500	..	..
	1982	26.9	1.7	45 700	..	..
	1983	29.0	1.8	51 700	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Quebec	1979	20.3	1.7	35 000	144.48	5 056.8
	1980	18.6	1.8	33 300	176.82	5 888.1
	1981	17.5	2.0	34 700	..	..
	1982	19.8	1.9	37 800	..	..
	1983	22.6	1.6	37 000	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Beauce	1979	9.6	1.7	16 300	100.24	1 633.9
	1980	9.1	1.6	14 400	131.74	1 897.1
	1981	7.5	1.6	12 300	..	..
	1982	9.2	1.7	16 000	..	..
	1983	9.8	1.6	15 600	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Nicolet	1979	19.0	2.0	38 800	148.06	5 626.3
	1980	16.0	1.6	25 600	194.54	4 980.2
	1981	15.2	1.8	27 300	..	..
	1982	17.0	2.2	38 100	..	..
	1983	[illegible]	2.4	41 200	..	..
	1984		..	..	..	..
Estrie	1979	8.9	2.0	17 600	126.24	2 221.8
	1980	8.7	1.4	12 600	165.80	2 089.1
	1981	7.8	1.5	11 900	..	..
	1982	9.0	1.9	17 500	..	..
	1983	9.1	2.07	18 800	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Richelieu	1979	20.6	2.3	46 800	112.70	5 274.4
	1980	18.0	2.2	39 600	148.18	5 867.9
	1981	15.2	2.0	30 600	..	..
	1982	15.4	1.8	27 900	..	..
	1983	15.4	1.8	27 500	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Sud-Ouest-de-Montréal	1979	18.5	2.2	40 600	120.23	4 881.3
	1980	14.3	2.0	29 300	158.01	4 629.7
	1981	13.0	2.0	25 900	..	..
	1982	13.2	2.1	28 200	..	..
	1983	11.5	1.9	21 900	..	..
	1984	..	..	..	..	..

Tableau 9 (suite)

Superficie, production et valeur de quelques grandes cultures, par région agricole, Québec, 1979-1984

Région	Année	Superficie	Rendement à l'hectare	Production totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale
		'000 hectares	tonne		$/tonne	'000 $
Outaouais	1979	11.2	1.6	17 800	137.49	2 447.3
	1980	10.3	1.6	16 500	180.70	2 981.5
	1981	9.2	1.4	13 100	..	..
	1982	9.0	1.9	16 800	..	..
	1983	9.5	1.7	16 100	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Abitibi Temiscamingue	1979	7.2	1.5	10 500	126.99	1 333.4
	1980	5.1	1.3	6 400	166.88	1 068.0
	1981	4.9	1.4	6 800	..	..
	1982	5.8	1.6	9 000	..	..
	1983	6.5	1.5	9 900	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Nord de Montreal	1979	14.0	1.9	26 700	128.48	3 430.4
	1980	12.3	1.6	19 900	168.89	3 360.9
	1981	12.0	1.5	17 700	..	..
	1982	10.9	1.6	17 600	..	..
	1983	10.4	1.6	16 900	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Mauricie	1979	8.4	1.8	15 100	129.24	1 951.5
	1980	8.4	1.8	15 200	169.86	2 581.9
	1981	8.5	1.6	13 600	..	..
	1982	10.1	2.0	19 900	..	..
	1983	11.0	1.5	16 600	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Saguenay — Lac St Jean	1979	13.5	1.8	24 800	118.72	2 944.3
	1980	15.1	1.5	22 400	156.04	3 495.3
	1981	13.9	1.9	26 000	..	..
	1982	16.7	2.1	35 500	..	..
	1983	17.9	1.5	26 800	..	..
	1984	..	..	..	..	..
Grains melanges	1979	45.0	2.6	115 900	118.50	13 734.1
	1980	49.8	2.6	128 600	167.06	21 483.9
	1981	50.9	2.6	130 100	144.39	18 785.1
	1982	54.5	2.6	144 000	..	..
	1983	54.5	2.4	130 000	..	..
	1984	53.0	2.8	150 000	..	..
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie	1979	7.8	2.4	19 000	134.00	2 546.0
	1980	8.4	2.1	17 900	188.96	3 382.4
	1981	7.7	2.6	20 000	..	..
	1982	8.0	2.5	20 200	..	..
	1983	8.3	2.3	18 700	..	..
	1984	8.3	2.4	20 200	..	..
Quebec	1979	2.4	2.3	5 500	114.24	628.3
	1980	2.7	2.4	6 400	161.09	789.3
	1981	2.0	2.4	4 900	..	..
	1982	2.7	2.6	6 900	..	..
	1983	2.9	2.1	6 100	..	..
	1984	3.2	2.5	8 100	..	..

Tableau 9 (suite)

Superficie, production et valeur de quelques grandes cultures, par région agricole, Québec, 1979-1984

Région	Année	Superficie	Rendement à l'hectare	Production totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale
		'000 hectares	tonne	tonne	$/tonne	000 $
Beauce	1979	1.0	2.2	2 200	105.33	231.7
	1980	1.1	1.7	1 900	148.54	282.2
	1981	0.9	2.3	2 100	..	..
	1982	0.8	2.4	1 900	..	..
	1983	0.9	2.3	2 100	..	..
	1984	1.0	2.4	2 400	..	..
Nicolet	1979	4.1	2.4	9 900	108.10	1 070.2
	1980	4.0	2.2	9 000	152.44	1 372.0
	1981	4.4	2.5	10 800	..	..
	1982	4.5	2.7	12 000	..	..
	1983	4.2	2.4	9 900	..	..
	1984	4.0	3.3	13 000	..	..
Estrie	1979	1.6	2.5	4 000	126.02	504.1
	1980	2.0	3.1	6 200	177.72	1 101.9
	1981	2.5	2.9	7 300	..	..
	1982	3.0	2.5	7 500	..	..
	1983	3.0	2.1	6 400	..	..
	1984	3.4	2.6	8 700	..	..
Richelieu	1979	8.8	3.0	26 300	125.36	3 297.0
	1980	9.0	3.1	27 700	176.77	4 896.5
	1981	10.0	2.5	24 700	..	..
	1982	11.1	2.6	29 400	..	..
	1983	9.6	2.5	23 800	..	..
	1984	7.7	2.9	22 000	..	..
Sud-Ouest de Montreal	1979	7.9	2.6	20 500	108.70	2 228.3
	1980	10.1	2.9	29 500	153.28	4 521.8
	1981	9.8	2.7	26 200	..	..
	1982	10.4	3.0	30 800	..	..
	1983	10.4	2.6	27 200	..	..
	1984	9.2	3.2	29 600	..	..
Outaouais	1979	2.3	2.3	5 300	132.77	703.7
	1980	2.8	2.5	7 000	187.26	1 310.8
	1981	3.1	2.9	8 900	..	..
	1982	3.0	2.4	7 200	..	..
	1983	3.4	2.4	8 000	..	..
	1984	4.0	2.8	11 100	..	..
Abitibi-Temiscamingue	1979	2.5	2.2	5 500	103.12	567.2
	1980	2.2	1.4	3 100	145.43	450.8
	1981	2.6	2.2	5 700	..	..
	1982	3.1	2.4	7 400	..	..
	1983	3.6	2.2	8 000	..	..
	1984	3.5	2.7	9 300	..	..
Nord-de-Montreal	1979	4.2	2.8	11 900	110.31	1 312.7
	1980	4.8	2.9	14 100	155.55	2 193.3
	1981	5.1	2.3	11 800	..	..
	1982	4.7	2.5	11 900	..	..
	1983	4.8	2.5	12 000	..	..
	1984	4.6	3.1	14 200	..	..

Tableau 9 (suite)

Superficie, production et valeur de quelques grandes cultures, par région agricole, Québec, 1979-1984

Région	Année	Superficie	Rendement à l'hectare	Production totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale
		'000 hectares	tonne		$/tonne	'000 $
Mauricie	1979	1.1	2.6	2 900	105.96	307.3
	1980	1.3	2.7	3 500	149.41	522.9
	1981	1.5	3.0	4 500	..	..
	1982	1.7	2.6	4 500	..	..
	1983	1.8	2.2	4 000	..	..
	1984	2.0	2.6	5 200	..	..
Saguenay – Lac-Saint-Jean	1979	1.3	2.2	2 900	113.17	328.2
	1980	1.4	1.6	2 300	159.57	367.0
	1981	1.3	2.5	3 200	..	..
	1982	1.5	2.9	4 300	..	..
	1983	1.6	2.4	3 800	..	..
	1984	2.1	2.9	6 200	..	..
Foin cultivé	1979	1 028.9	4.9	4 994 500	40.98	204 674.6
	1980	993.4	4.7	4 691 800	44.21	207 424.5
	1981	965.5	5.1	4 935 400	46.15	227 768.7
	1982	967.0	4.4	4 300 000	..	..
	1983	989.0	4.1	4 000 000	..	..
	1984	1 000.0	5.3	5 300 000	..	..
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	1979	127.6	4.9	620 700	36.83	22 860.4
	1980	125.4	4.5	568 100	39.67	22 536.3
	1981	124.4	4.7	586 000	..	..
	1982	126.1	3.9	498 000	..	..
	1983	129.5	3.5	448 200	..	..
	1984	132.5	4.8	634 000	..	..
Québec	1979	118.7	5.0	598 600	41.24	24 686.3
	1980	116.7	5.1	590 500	44.41	26 224.1
	1981	114.0	5.7	654 100	..	..
	1982	114.7	4.6	526 500	..	..
	1983	116.3	3.7	433 600	..	..
	1984	118.2	5.5	655 300	..	..
Beauce	1979	108.1	5.5	593 800	42.13	25 016.8
	1980	105.7	5.0	530 600	45.40	24 089.2
	1981	103.6	5.5	566 700	..	..
	1982	103.9	4.4	460 000	..	..
	1983	105.6	4.9	520 000	..	..
	1984	106.3	5.2	549 500	..	..
Nicolet	1979	107.4	5.1	551 200	43.25	23 839.4
	1980	101.7	4.8	492 200	46.59	22 931.6
	1981	96.9	5.6	542 600	..	..
	1982	97.0	4.6	445 300	..	..
	1983	100.4	4.2	424 900	..	..
	1984	102.5	5.4	553 800	..	..
Estrie	1979	97.5	4.8	463 400	43.81	20 301.6
	1980	96.1	5.5	532 400	47.19	25 124.0
	1981	95.1	5.5	522 100	..	..
	1982	95.5	5.1	488 000	..	..
	1983	98.6	5.5	540 100	..	..
	1984	99.3	5.6	552 600	..	..

10

Tableau 9 (suite)

Superficie, production et valeur de quelques grandes cultures, par région agricole, Québec, 1979-1984

Région	Année	Superficie	Rendement à l'hectare	Production totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale
		'000 hectares	tonne	tonne	$/tonne	'000 $
Richelieu	1979	88.2	5.0	444 900	45.69	20 327.5
	1980	79.7	5.1	408 900	49.29	20 154.7
	1981	74.2	5.4	399 200	..	..
	1982	71.7	5.4	384 600	..	..
	1983	74.8	4.6	344 700	..	..
	1984	75.5	6.2	471 200	..	..
Sud Ouest de Montreal	1979	72.3	4.4	316 100	45.45	14 366.7
	1980	65.5	4.4	290 800	48.97	14 240.5
	1981	60.7	5.0	304 700		..
	1982	59.9	4.8	286 000		
	1983	62.2	4.4	273 [illegible]00		..
	1984	60.9	5.8	353 [illegible]00		..
Outaouais	1979	69.5	4.4	305 300	48.14	14 697.1
	1980	67.6	4.1	274 500	51.86	14 235.6
	1981	66.7	4.7	310 800	..	..
	1982	66.7	3.9	263 400		..
	1983	68.4	3.8	260 400		..
	1984	69.6	5.0	347 100		..
Abitibi Temiscamingue	1979	65.1	4.0	262 800	36.63	9 626.4
	1980	65.9	3.6	234 600	39.46	9 257.3
	1981	66.7	4.3	284 200		..
	1982	67.6	3.5	237 400	..	
	1983	67.2	3.0	201 300	..	..
	1984	67.2	4.3	291 700	..	..
Nord de Montreal	1979	64.2	4.8	306 500	35.62	10 917.5
	1980	61.9	4.4	274 900	38.38	10 550.7
	1981	58.6	4.9	284 800	..	..
	1982	59.1	4.1	241 200		..
	1983	60.0	3.8	227 200	..	..
	1984	61.3	5.3	327 500	..	..
Mauricie	1979	44.5	4.8	212 600	37.84	8 044.8
	1980	43.0	4.7	203 400	40.77	8 292.6
	1981	40.4	4.9	198 400		..
	1982	40.4	4.1	164 000	..	..
	1983	41.1	3.3	136 600	..	..
	1984	41.2	5.3	219 600	..	..
Saguenay Lac Saint Jean	1979	65.8	4.8	318 600	31.45	10 020.0
	1980	64.2	4.5	290 900	33.89	9 858.6
	1981	64.2	4.4	281 800	..	..
	1982	64.4	4.7	305 500	..	..
	1983	64.9	2.9	189 900	..	..
	1984	65.5	5.3	344 600	..	..
Pommes de terre	1979	18.1	22.9	414 800	63.23	26 227.8
	1980	17.0	21.1	356 400	137.87	49 412.6
	1981	17.2	19.9	341 800	117.52	40 170.0
	1982	17.8	21.7	387 000	..	40 322.0
	1983	17.8	16.6	295 000	..	..
	1984	19.0	21.6	410 000	..	..

Tableau 9 (suite)

Superficie, production et valeur de quelques grandes cultures, par région agricole, Québec, 1979-1984

Région	Année	Superficie	Rendement à l'hectare	Production totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale
		'000 hectares	tonne	tonne	$/tonne	'000 $
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	1979	2.5	24.9	62 200	54.22	3 372.5
	1980	2.0	20.6	41 200	153.58	6 327.5
	1981	2.0	22.6	45 300		4 310.0
	1982	1.9	21.9	41 600		3 546.0
	1983	1.8	20.0	36 000		
	1984	2.0	21.2	42 400		
Quebec	1979	4.1	22.4	91 800	68.04	6 246.1
	1980	3.9	23.8	92 800	116.62	10 822.3
	1981	3.9	19.8	77 300		9 872.0
	1982	4.1	24.2	99 000		12 125.0
	1983	4.1	14.5	59 500		..
	1984	4.3	23.6	101 300		
Beauce	1979	0.2	20.5	4 100	83.93	344.1
	1980	0.2	18.0	3 600	187.41	674.7
	1981	0.2	19.2	3 900		556.0
	1982	0.2	19.6	3 900		481.0
	1983	0.2	17.0	3 400		..
	1984	0.2	21.5	4 300		
Nicolet	1979	1.4	24.5	34 300	74.01	2 538.5
	1980	1.4	23.9	33 400	132.28	4 418.2
	1981	1.3	21.0	27 300	..	3 536.0
	1982	1.4	21.6	30 200	..	3 167.0
	1983	1.4	17.8	24 900	..	..
	1984	1.5	22.5	33 700		
Estrie	1979	0.3	19.3	5 800	71.38	414.0
	1980	0.3	22.7	6 800	217.94	1 482.0
	1981	0.3	22.7	6 800	..	916.0
	1982	0.3	24.1	7 200	..	763.0
	1983	0.3	19.3	5 800	..	..
	1984	0.4	21.7	8 700		
Richelieu	1979	0.9	19.3	17 400	81.35	1 415.5
	1980	0.9	19.4	17 500	167.24	2 926.7
	1981	0.9	19.3	17 400	..	2 418.0
	1982	0.8	19.4	15 500	..	1 591.0
	1983	0.9	18.8	16 900	..	..
	1984	0.9	22.6	20 300		
Sud Ouest de Montreal	1979	1.6	18.3	29 300	72.63	2 128.1
	1980	1.5	16.3	24 400	122.95	3 000.1
	1981	1.5	15.8	23 700	..	3 060.0
	1982	1.5	18.9	28 300	..	3 293.0
	1983	1.6	15.0	24 000	..	..
	1984	1.7	15.8	26 800		
Outaouais	1979	1.0	26.7	26 700	58.64	1 566.1
	1980	0.9	20.1	18 100	122.33	2 214.2
	1981	0.9	21.6	19 500	..	2 038.0
	1982	1.0	23.9	23 900	..	2 464.0
	1983	1.0	24.0	24 000	..	..
	1984	1.0	22.7	22 700		

Tableau 9 (suite)

Superficie, production et valeur de quelques grandes cultures, par région agricole, Québec, 1979-1984

Région	Année	Superficie	Rendement à l'hectare	Production totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale
		'000 hectares	tonne		$/tonne	'000 $
Abitibi-Temiscamingue	1979	0.3	20.3	6 100	63.78	389.1
	1980	0.3	21.3	6 400	147.79	946.0
	1981	0.4	18.2	7 300	..	824.0
	1982	0.5	18.3	9 100		814.0
	1983	0.4	15.8	6 300	..	..
	1984	0.5	17.0	8 500	..	..
Nord-de-Montreal	1979	3.1	23.2	71 900	67.49	4 852.5
	1980	2.8	19.9	55 600	129.34	7 191.3
	1981	2.9	22.4	65 100		7 707.0
	1982	3.0	21.1	63 200		7 125.0
	1983	3.0	19.0	57 100		..
	1984	3.1	22.4	69 600		
Mauricie	1979	0.7	24.1	16 900	52.76	891.6
	1980	0.7	20.0	14 000	171.78	2 405.0
	1981	0.7	16.7	11 700		1 194.0
	1982	0.8	22.7	18 100		1 475.0
	1983	0.7	13.7	9 600	..	..
	1984	0.8	22.7	18 200		..
Saguenay — Lac Saint-Jean	1979	2.0	24.1	48 300	45.67	2 205.9
	1980	2.1	21.2	44 600	152.60	6 806.0
	1981	2.2	16.6	36 500	..	3 739.0
	1982	2.3	20.4	47 000	..	3 478.0
	1983	2.4	11.5	27 500	..	..
	1984	2.6	20.6	53 500	..	..

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation, 1983; Grandes cultures: superficie, production et valeur, 1984.*

Tableau 10

Superficie, production et valeur à la ferme des légumes cultivés à des fins commerciales, par région agricole, Québec, 1979-1983

Région agricole	Superficie	Production totale	Valeur à la ferme
	hectare	'000 kg	'000 $
1979	30 612	351 456	44 103.0
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	212	4 074	651.1
Québec	956	12 309	1 588.4
Beauce	169	2 584	253.5
Nicolet	668	7 904	1 357.2
Cantons-de-l'Est	366	1 641	367.5
Richelieu	8 210	51 577	8 236.1
Sud-Ouest de Montréal	11 165	169 611	19 902.0
Outaouais	313	2 062	409.7
Nord-Ouest québecois	30	509	96.1
Nord de Montréal	7 925	93 197	10 156.4
Mauricie	403	2 664	624.2
Saguenay — Lac-Saint-Jean	195	3 324	460.8
1980	29 886	368 815	57 781.0
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	233	3 853	673.8
Québec	1 166	13 621	2 419.8

Tableau 10 (suite)

Superficie, production et valeur à la ferme des légumes cultivés à des fins commerciales, par région agricole, Québec, 1979-1983

Région agricole	Superficie	Production totale	Valeur à la ferme
	hectare	'000 kg	'000 $
Beauce	172	2 900	400.3
Nicolet	785	7 564	1 325.3
Cantons-de-l'Est	238	1 529	433.0
Richelieu	8 175	57 077	9 647.9
Sud-Ouest de Montreal	11 145	184 570	27 653.1
Outaouais	343	3 023	577.4
Nord-Ouest quebecois	33	431	90.8
Nord de Montreal	6 925	87 266	13 001.3
Mauricie	459	2 945	909.7
Saguenay — Lac-Saint-Jean	213	4 036	648.6
1981[1]	29 970	346 859	59 077.0
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie	248	4 177	705.3
Quebec	1 203	13 552	2 594.0
Beauce	181	2 885	365.8
Nicolet	698	6 545	1 470.4
Cantons-de-l'Est	265	1 735	559.7
Richelieu	7 298	58 886	10 423.4
Sud-Ouest de Montreal	11 351	154 578	26 030.6
Outaouais	379	3 111	772.1
Nord-Ouest quebécois	36	497	144.1
Nord de Montreal	7 604	93 855	14 251.7
Mauricie	474	2 852	960.1
Saguenay — Lac-Saint-Jean	233	4 186	799.8
1982	33 437	427 230	68 770.0
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie	247	4 694	839.0
Quebec	1 406	17 791	3 659.1
Beauce	188	4 016	682.5
Nicolet	725	7 727	1 916.0[r]
Cantons-de-l'Est	261	1 316	429.3
Richelieu	8 178	60 985	10 128.0[r]
Sud-Ouest de Montreal	13 339	205 417	32 135.0
Outaouais	392	3 927	724.8
Nord-Ouest quebecois	36	672	171.7
Nord de Montréal	7 881	109 985	15 701.0
Mauricie	527	5 173	1 443.0
Saguenay — Lac-Saint-Jean	257	5 527	939.7
1983	32 444	364 437	83 659
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie	258	3 948	1 081
Québec	1 515	12 894	4 067
Beauce	181	2 524	417
Nicolet	737	7 995	2 236
Cantons-de-l'Est	247	1 544	537
Richelieu	7 033	54 406	12 531
Sud-Ouest de Montréal	13 817	182 487	37 536
Outaouais	380	3 178	898
Nord-Ouest québécois	36	586	237
Nord de Montréal	7 467	87 665	21 694
Mauricie	532	2 216	922
Saguenay — Lac-Saint-Jean	241	4 994	1 503

1. Recensement.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Culture maraichère.*

Tableau 11

Superficie, production et valeur à la ferme des principaux légumes, Québec, 1979-1983

Année	Superficie		Rendement moyen à l'hectare[1]	Production totale	Valeur totale à la ferme
	Cultivée	Productive			
	hectare		tonne		000 $
Asperges					
1979	234		1.4	327	423
1980	290		0.9	268	481
1981	302		1.1	344	712
1982	395		1.4	571	1 199
1983	425		0.8	354	918
Betteraves					
1979	516	464	19.6	9 115	675
1980	487	446	16.1	7 171	678
1981	510	453	17.5	7 917	886
1982	566	558	23.7	13 234	1 122
1983	580	535	17.5	9 376	1 016
Carottes					
1979	3 349	2 927	31.0	90 819	7 884
1980	3 362	3 190	33.5	106 719	14 985
1981	3 559	3 008	29.0	87 362	10 460
1982	3 858	3 659	29.0	106 211	10 022
1983	3 786	3 519	24.2	85 118	16 343
Celeri					
1979	224	168	35.2	5 920	1 332
1980	250	242	37.0	8 962	1 975
1981	273	269	33.8	9 100	2 366
1982	307	307	35.6	10 943	2 512
1983	300	290	29.4	8 538	2 083
Choux					
1979	2 043	1 744	25.2	43 883	3 249
1980	2 014	1 782	24.9	44 286	4 843
1981	1 985	1 763	23.6	41 555	4 669
1982	2 317	2 224	27.5	61 132	5 441
1983	2 169	2 023	22.3	45 083	13 660
Choux-fleurs					
1979	564	448	12.6	5 641	1 585
1980	621	451	12.6	5 680	1 872
1981	652	530	12.0	6 343	2 316
1982	693	617	12.4	7 681	2 646
1983	705	624	12.5	7 770	2 900
Concombres					
1979	1 244	1 174	17.8	20 931	3 360
1980	1 183	1 078	16.1	17 339	2 889
1981	1 145	1 085	16.2	17 608	3 658
1982	1 184	1 113	13.2	14 727	3 591
1983	1 193	1 131	16.7	18 914	4 000
Épinards					
1979	143	119	5.0	590	186
1980	211	181	6.2	1 115	363
1981	217	204	5.4	1 099	403
1982	226	226	5.8	1 320	489
1983	222	215	5.5	1 180	520

Tableau 11 (suite)

Superficie, production et valeur à la ferme des principaux légumes, Québec, 1979-1983

Année	Superficie		Rendement moyen à l'hectare[1]	Production totale	Valeur totale à la ferme
	Cultivée	Productive			
	hectare		tonne		000 $
Haricots (total)					
1979	5 109	4 835	4.9	23 643	4 330
1980	4 770	4 294	5.9	25 353	4 785
1981	3 964	3 421	5.4	18 358	4 157
1982	4 185	3 891	5.3	20 650	5 058
1983	3 677	3 282	6.5	21 310	5 146
Haricots de conserve					
1979	4 467	4 233	5.1	21 386	3 509
1980	4 066	3 653	6.2	22 502	3 807
1981	3 301	2 921	5.6	16 337	3 205
1982	3 385	3 142	5.7	17 837	3 755
1983	2 885	2 571	7.3	18 834	3 938
Haricots frais					
1979	642	602	3.7	2 257	821
1980	704	641	4.4	2 851	978
1981	663	500	4.0	2 021	952
1982	800	749	3.8	2 813	1 303
1983	792	711	3.5	2 476	1 208
Laitue					
1979	1 071	933	17.4	16 203	2 317
1980	1 152	1 062	17.0	18 062	3 354
1981	1 150	1 034	21.0	21 726	5 433
1982	1 189	1 094	20.8	22 760	6 575
1983	1 140	1 072	24.8	26 575	6 724
Maïs (total)					
1979	8 755	7 938	7.3	58 144	6 292
1980	9 118	8 418	7.6	63 944	7 998
1981	9 343	8 538	7.5	63 819	9 295
1982	9 800	9 036	7.7	70 046	10 563
1983	10 265	9 260	6.8	62 674	9 110
Maïs de conserve					
1979	3 079	2 916	11.4	33 164	2 081
1980	3 302	3 046	12.6	38 290	2 682
1981	3 434	3 289	11.2	36 982	3 003
1982	3 975	3 767	12.7	47 802	3 800
1983	4 282	4 123	10.0	41 393	3 414
Maïs frais					
1979	5 676	5 022	5.0	24 980	4 211
1980	5 816	5 372	4.8	25 654	5 316
1981	5 909	5 249	5.1	26 837	6 292
1982	5 875	5 269	4.2	22 244	6 763
1983	5 983	5 137	4.1	21 281	5 696
Navets de table					
1979	896	793	26.0	20 627	1 755
1980	844	745	25.1	18 727	2 240
1981	877	798	23.6	18 810	2 460
1982	946	887	27.3	24 300	2 187
1983	946	831	22.2	18 486	3 808

Tableau 11 (suite)

Superficie, production et valeur à la ferme des principaux légumes, Québec, 1979-1983

Année	Superficie		Rendement moyen à l'hectare[1]	Production totale	Valeur totale à la ferme
	Cultivée	Productive			
	hectare		tonne		'000 $
Oignons					
1979	1 076	1 057	30.4	32 109	3 959
1980	1 004	990	28.4	28 091	4 435
1981	1 036	1 025	28.5	29 225	5 208
1982	1 045	1 020	35.7	36 451	5 044
1983	1 017	1 004	28.4	24 908	6 202
Pois de conserve					
1979	4 003	3 756	3.3	12 209	3 568
1980	3 132	2 865	3.7	10 691	3 205
1981	3 440	3 099	2.7	8 433	2 779
1982	4 351	4 020	3.4	13 481	4 949
1983	3 481	3 412	2.7	9 169	3 551
Tomates (total)					
1979	1 385	1 287	8.8	11 295	3 188
1980	1 448	1 254	9.9	12 407	3 678
1981	1 517	1 279	11.9	15 160	4 275
1982	1 520	1 370	12.9	17 801	5 172
1983	1 625	1 472	11.6	17 081	4 885
Tomates de conserve					
1979	85	77	13.2	1 019	86
1980	102	83	14.1	1 167	111
1981	153	153	22.3	3 407	384
1982	164	164	25.7	4 214	493
1983	178	176	22.0	3 880	464
Tomates fraiches					
1979	1 300	1 210	8.5	10 276	3 102
1980	1 346	1 171	9.6	11 240	3 567
1981	1 364	1 126	10.5	11 753	3 891
1982	1 356	1 206	11.3	13 587	4 679
1983	1 447	1 296	10.2	13 201	4 421
Piments					
1979	..	..	..	..	..
1980	..	..	..	..	..
1981	..	..	..	..	..
1982	515	476	8.5	4 022	1 327
1983	566	512	11.4	5 848	1 902
Radis					
1979	..	..	..	..	..
1980	..	..	..	..	..
1981	..	..	..	..	..
1982	340	297	6.4	1 900	894
1983	347	345	6.0	2 053	891
Total					
1979	30 612	27 877	...	351 456	44 103
1980	29 886	27 288	...	368 815	57 781
1981	29 970	26 808	...	346 859	59 077
1982	33 437	31 190	...	427 230	68 770r
1983	32 328r	29 852	...	364 437	83 659

1. Le rendement moyen à l'hectare est calculé sur la superficie productive.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Culture maraîchère.*

Tableau 12

Production et valeur à la ferme des légumes de serre, Québec, 1981-1983

	Unité	1981	1982	1983[p]
Tomates	$	979 571	1 455 971	1 558 817
Production	kg	644 003	796 543	784 541
Declarants	n	59	120	111
Moyenne par entreprise	$	16 603	12 133	14 043
Prix moyen le kilogramme	$	1.52	1.83	1.99
Concombres	$	429 215	405 924	581 074
Production	douz.	113 363	96 198	118 760
Declarants	n	47	82	74
Moyenne par entreprise	$	9 132	4 950	7 852
Prix moyen la douzaine	$	3.79	4.22	4.89
Autres non specifies[1]	$	111 318	144 398	256 541
Declarants	n	14	28	27
Moyenne par entreprise	$	7 951	5 157	9 502
Total	$	1 520 104	2 006 293	2 396 432
Declarants	n	78	144	133
Moyenne par entreprise	$	19 489	13 933	18 018

1. On ne dispose pas de donnees relatives à la production des legumes non specifies.

Source: Statistique Canada. *L'industrie des cultures de serre* (22-202).

Tableau 13

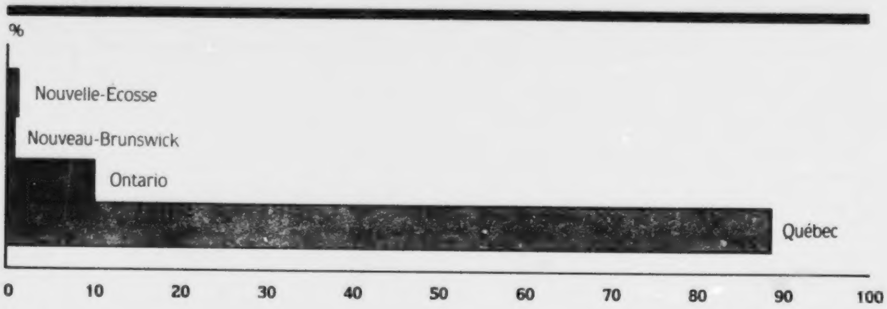
Vente de fleurs d'ornement et de plants cultivés en serre, Québec, 1981-1983

Valeur des ventes		1981	1982	1983[p]
À des fleuristes détaillants	$	7 532 076	7 609 097	7 189 197
Déclarants	n	104	110	96
Moyenne par entreprise	$	72 424	69 174	74 887
À des grossistes canadiens	$	1 675 943	1 634 952	2 167 000
Declarants	n	48	41	49
Moyenne par entreprise	$	34 915	39 877	44 224
À des magasins à succursales	$	1 758 953	2 122 636	2 235 676
Declarants	n	32	35	37
Moyenne par entreprise	$	54 967	60 647	60 424
À d'autres serres	$	1 069 623	867 688	852 703
Déclarants	n	52	52	45
Moyenne par entreprise	$	20 570	16 686	18 949
Des exportations	$	432 428	331 392	222 045
Déclarants	n	8	9	7
Moyenne par entreprise	$	54 054	36 821	31 721
Directement au public	$	13 054 150	12 059 710	11 443 255
Declarants	n	230	292	283
Moyenne par entreprise	$	56 757	41 300	40 436
Ventes totales	$	25 523 173	24 625 475	24 109 876
Déclarants	n	279	345	327
Moyenne par entreprise	$	91 481	71 378	73 731

Source: Statistique Canada. *L'industrie des cultures de serre* (22-202).

Figure 3

Production à la ferme des produits de l'érable par province, Canada, 1984



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Produits de l'érable.*

Tableau 14

Production et valeur à la ferme, des produits de l'érable, par région agricole, Québec, 1979-1984

Région agricole	Année	Production					Valeur des produits		
		Sucre d'érable	Beurre d'érable	Sirop d'érable	Tire d'érable	Total (sous forme de sirop)	Vendus	Consommés à la ferme	Total
		'000 kg	'000 kg	kl	'000 kg	kl	'000 $		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1979	31	5	139	19	193	565	57	622
	1980	22	5	219	14	260	787	59	846
	1981	20	20	362	23	423	1 280	75	1 355
	1982	21	10	212	14	256	789	73	862
	1983	15	14	148	15	191	647	80	727
	1984	15	9	154	10	187	..	..	..
Québec	1979	40	5	1 385	38	1 467	3 889	245	4 134
	1980	35	8	1 759	31	1 631	5 154	218	5 372
	1981	53	17	2 587	40	2 695	7 234	257	7 491
	1982	29	15	1 500	31	1 574	4 361	76	4 437
	1983	36	30	1 424	46	1 534	4 093	236	4 329
	1984	35	22	1 380	32	1 467	..	..	..
Beauce	1979	29	17	4 318	59	4 420	11 776	491	12 267
	1980	48	17	4 950	62	5 074	13 990	575	14 565
	1981	29	17	5 397	64	5 504	13 637	540	14 177
	1982	59	24	2 660	57	2 796	7 167	571	7 688
	1983	42	29	3 266	51	3 385	8 306	423	8 729
	1984	19	21	2 714	37	2 789	..	..	..
Nicolet	1979	8	10	721	29	767	2 251	110	2 361
	1980	23	5	736	32	795	2 412	139	2 551
	1981	30	18	889	47	981	2 754	210	2 964
	1982	39	4	453	24	520	1 411	151	1 562
	1983	8	22	463	35	526	1 446	139	1 585
	1984	9	17	368	28	420	..	..	..
Cantons-de-l'Est	1979	9	12	1 430	31	1 480	4 446	191	4 637
	1980	12	4	1 500	32	1 547	4 909	265	5 174
	1981	27	11	1 652	47	1 734	5 139	208	5 347
	1982	9	16	981	38	1 042	3 020	226	3 246

Tableau 14 (suite)

Production et valeur à la ferme, des produits de l'érable, par région agricole, Québec, 1979-1984

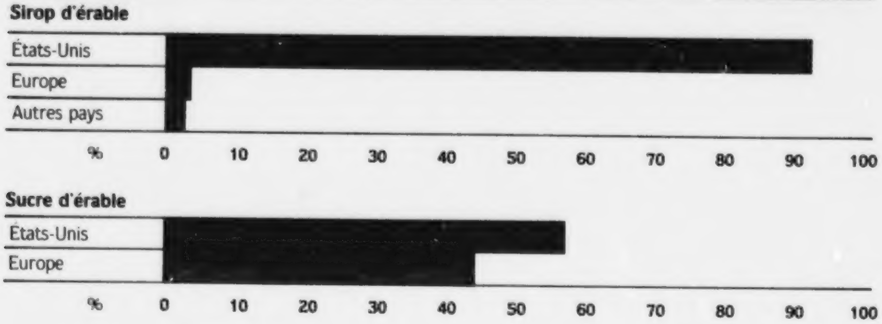
Région agricole	Année	Production					Valeur des produits		
		Sucre d'érable	Beurre d'érable	Sirop d'érable	Tire d'érable	Total (sous forme de sirop)	Vendus	Consommés à la ferme	Total
		'000 kg	'000 kg	kl	'000 kg	kl	'000 $		
	1983	17	22	1 105	32	1 174	3 596	194	3 790
	1984	8	16	1 006	18	1 048	..	..	..
Richelieu	1979	5	2	428	3	438	1 221	112	1 333
	1980	4	2	413	1	420	1 176	113	1 289
	1981	8	4	606	3	622	1 963	142	2 105
	1982	8	7	472	5	492	1 623	138	1 761
	1983	12	8	425	10	454	1 496	130	1 626
	1984	5	10	437	6	457	..	..	..
Sud-Ouest de Montréal	1979	2	..	301	1	304	1 043	46	1 089
	1980	1	1	248	1	250	921	31	952
	1981	1	1	306	1	309	1 220	28	1 248
	1982	3	3	317	2	325	1 094	34	1 128
	1983	3	2	301	13	319	1 097	71	1 168
	1984	3	2	251	1	256	..	..	..
Nord de Montréal	1979	9	3	516	14	541	1 641	122	1 763
	1980	10	4	504	8	525	1 661	151	1 812
	1981	9	5	744	12	769	2 389	143	2 532
	1982	8	7	454	7	475	1 478	109	1 587
	1983	8	5	393	12	418	1 396	126	1 522
	1984	7	3	345	9	364	..	..	..
Mauricie	1979	4	3	61	14	81	269	41	310
	1980	4	3	75	14	96	335	40	375
	1981	5	8	128	25	164	613	35	648
	1982	3	5	69	13	90	333	49	382
	1983	3	4	57	10	73	261	63	324
	1984	3	3	64	10	80	..	..	..
Outaouais	1979	..	..	..	..	..	..	..	..
	1980	..	..	..	..	..	..	..	..
	1981	2	1	222	4	229	802	52	854
	1982	2	4	182	5	193	606	66	672
	1983	2	5	164	3	173	..	..	..
	1984	2	2	185	2	190	..	..	..
Autres régions	1979	1	2	123	2	128	373	66	439
	1980	2	—	109	4	114	390	49	439
	1981	2	1	247	6	257	896	67	963
	1982	—	1	21	2	24	106	7	113
	1983	—	1	19	3	23	134	9	143
	1984	..	1	12	2	15	..	..	..
Québec	**1979**	**138**	**59**	**9 422**	**210**	**9 819**	**27 474**	**1 481**	**28 955**
	1980	**161**	**49**	**10 513**	**199**	**10 912**	**31 735**	**1 640**	**33 375**
	1981	**183**	**102**	**12 918**	**268**	**13 458**	**37 125**	**1 705**	**38 830**
	1982	**181**	**96**	**7 321**	**198**	**7 786**	**21 938**	**1 500**	**23 438**
	1983	**147**	**142**	**7 765**	**230**	**8 270**	**23 078**	**1 530**	**24 608**
	1984	**106**	**106**	**6 916**	**155**	**7 273**	..	..	..

1. L'Outaouais a maintenant sa rubrique à part.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Produits de l'érable.*

Figure 4

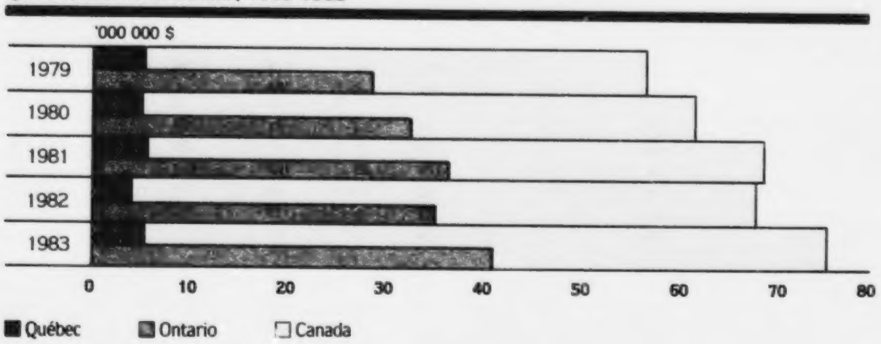
Répartition des exportations de sucre et de sirop d'érable selon la destination, Canada, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Produits de l'érable.*

Figure 5

Ventes totales de plants d'ornement et de plants fruitiers de pépinières, Québec, Ontario et Canada, 1979-1983



Source: Statistique Canada. *Enquête sur l'industrie des pépinières canadiennes* (22-203).

Tableau 15

Ventes de plants d'ornement et de plants fruitiers des pépinières, Québec, 1981-1983

Valeur des plants vendus		1981	1982	1983p
Au détail	$	3 055 696	1 827 314	1 747 469
Declarants	n	63	71	67
Moyenne par entreprise	$	48 503	25 737	26 082
Aux producteurs de fruits	$	315 395	805 214	1 139 224
Declarants	n	17	17	17
Moyenne par entreprise	$	18 553	47 366	67 013
Aux entrepreneurs paysagistes	$	870 143	871 229	860 860
Declarants	n	46	48	44
Moyenne par entreprise	$	18 916	18 151	19 565
Aux centres jardiniers	$	845 361	992 538	1 254 808
Declarants	n	28	31	31
Moyenne par entreprise	$	30 191	32 017	40 478
Aux gros détaillants	$	195 045	238 379	214 750
Déclarants	n	9	13	9
Moyenne par entreprise	$	21 672	18 337	23 861
A d'autres pépiniéristes	$	701 053	430 007	570 800
Declarants	n	29	32	26
Moyenne par entreprise	$	24 174	13 438	21 954
Ventes totales	$	5 982 693	5 164 681	5 787 911
Déclarants	n	86	101	100
Moyenne par entreprise	$	69 566	51 135	57 879

Source: Statistique Canada. *Enquête sur l'industrie des pépinières canadiennes* (22-203).

Tableau 16

Récolte, prix moyen et valeur totale à la ferme de certains fruits, Québec, 1979-1984

Année	Récolte totale	Prix moyen à la ferme	Valeur totale à la ferme
	tonne	$/tonne	'000 $
Pommes			
1979	91 216	225.20	20 542
1980	118 515	156.31	18 525
1981	45 303	267.70	12 128
1982	78 109	239.88	18 737
1983	65 078	245.14	15 953
1984	85 081	..	..
Fraises			
1979	8 787	833.00	7 320
1980	8 104	963.00	7 804
1981	6 585	1 210.00	7 969
1982	10 152	1 238.00	12 571
1983	9 384	1 199.00	11 254
1984	11 925	1 103.00	13 158
Framboises			
1979	439	2 559.00	1 123
1980	501	2 574.00	1 380
1981	413	3 637.00	1 502
1982	645	3 003.00	1 937
1983	933	2 927.00	2 731
1984	814	3 141.00	2 557

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Fruits.*

Tableau 17

Production et valeur de la récolte commerciale de bleuets, par région productrice, Québec, 1979-1984

Année	Lac-Saint-Jean — Chicoutimi	Abitibi-Témiscamingue	Charlevoix — Saguenay	Autres	Québec
Production (tonne)					
1979	2 088	458	466	68	3 080
1980	2 629	114	408	68	3 219
1981	..	..	..	..	6 350
1982	..	..	..	..	5 670
1983	2 485	783	..[1]	111	3 379
1984	2 818	201	..[1]	99	3 118
Valeur (000 $)					
1979	1 955	703	450	64	3 172
1980	2 908	187	534	97	3 726
1981	..	..	..	..	6 860
1982	..	..	..	..	6 300
1983	2 444	981	..[1]	139	3 564
1984	1 505	248	..[1]	57	1 810

1. Inclus dans Lac-Saint-Jean — Chicoutimi

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Fruits.*

Tableau 18

Nombre de bovins dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet, 1979-1983

Province	Année	Vaches laitières[1]	Vaches gardées pour la boucherie[2]	Génisses destinées à des fins laitières[3]	Génisses destinées à la boucherie[4]	Veaux de moins de 1 an	Bouvillons de 1 an et plus	Taureaux de 1 an et plus	Total
		'000							
1er janvier									
Canada[5]	1979	1 825.4	3 463.3	673.9	1 058.2	3 439.5	1 341.4	194.2	11 995.9
	1980	1 772.6	3 462.0	682.9	1 113.0	3 576.2	1 318.9	200.2	12 125.8
	1981	1 764..4	3 466.7	701.1	1 075.0	3 646.4	1 308.5	203.8	12 165.9
	1982	1 777.0	3 453.8	718.5	1 056.4	3 588.8	1 288.6	204.9	12 088.0
	1983	1 742.4	3 265.7	699.2	1 002.2	3 496.0	1 195.7	202.2	11 618.4
Québec	1979	717.0	130.0	268.5	41.0	215.0	33.0	25.5	1 430.0
	1980	695.0	124.0	264.0	46.0	265.0	50.0	26.0	1 470.0
	1981	705.0	131.0	270.0	55.0	280.0	60.0	29.0	1 530.0
	1982	714.0	135.0	280.0	59.0	285.0	64.0	28.0	1 565.0
	1983	684.0	139.0	265.0	60.0	267.0	57.0	28.0	1 500.0
Î.-P.-É.	1979	24.7	11.4	7.4	8.4	22.3	20.0	1.3	96.0
	1980	23.5	11.5	7.8	7.9	24.0	20.0	1.3	96.0
	1981	22.8	11.8	8.1	6.7	28.2	20.0	1.4	99.0
	1982	23.5	11.2	8.4	6.9	27.6	19.0	1.4	98.0
	1983	23.8	10.9	8.5	7.4	27.7	19.4	1.3	99.0
N.-É.	1979	38.8	26.3	10.7	8.8	27.6	10.1	1.7	124.0
	1980	39.3	26.5	12.5	8.8	28.0	10.2	1.7	127.0
	1981	38.0	25.3	14.7	9.6	30.0	9.9	1.5	129.0
	1982	35.7	26.3	14.7	10.0	32.4	9.3	1.6	130.0
	1983	35.9	26.0	15.0	10.7	33.5	10.2	1.7	133.0
N.-B.	1979	30.0	22.0	8.2	7.7	23.8	6.3	2.0	100.0
	1980	28.3	19.0	10.0	8.1	24.0	6.6	2.0	98.0
	1981	28.0	18.7	10.1	9.5	27.0	7.5	2.2	103.0
	1982	28.2	18.4	10.7	10.3	27.0	7.2	2.2	104.0
	1983	29.0	17.8	10.9	9.8	25.5	7.0	2.0	102.0

Tableau 18 (suite)

Nombre de bovins dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet, 1979-1983

Province	Année	Vaches laitières[1]	Vaches gardées pour la boucherie[2]	Génisses destinées à des fins laitières[3]	Génisses destinées à la boucherie[4]	Veaux de moins de 1 an	Bouvillons de 1 an et plus	Taureaux de 1 an et plus	Total
		'000							
Ont.	1979	606.0	375.0	258.0	298.0	765.0	530.0	33.0	2 865.0
	1980	570.0	372.0	263.0	321.0	790.0	510.0	34.0	2 860.0
	1981	550.0	382.0	272.0	330.0	830.0	533.0	33.0	2 930.0
	1982	550.0	387.0	275.0	306.0	748.0	490.0	34.0	2 790.0
	1983	550.0	370.0	272.0	290.0	760.0	455.0	33.0	2 730.0
Man.	1979	87.0	400.0	29.0	114.0	344.5	122.0	18.5	1 115.0
	1980	84.0	380.0	29.5	112.0	368.5	113.0	18.0	1 105.0
	1981	84.0	370.0	30.0	105.0	337.0	100.0	19.0	1 045.0
	1982	84.0	366.0	30.5	106.0	327.5	102.0	19.0	1 035.0
	1983	82.0	348.0	30.0	96.0	293.0	88.0	18.0	955.0
Sask.	1979	81.0	930.0	17.0	163.0	635.0	124.0	40.0	1 990.0
	1980	83.0	945.0	17.5	180.0	653.5	115.0	41.0	2 035.0
	1981	85.0	930.0	18.0	168.0	625.0	104.0	40.0	1 970.0
	1982	88.0	916.0	18.5	166.5	679.0	127.0	40.0	2 035.0
	1983	86.0	840.0	18.0	165.0	645.0	131.0	40.0	1 925.0
Alb.	1979	154.0	1 360.6	44.0	370.0	1 222.0	455.0	60.0	3 665.0
	1980	158.0	1 380.0	46.0	380.0	1 218.0	450.0	63.0	3 695.0
	1981	157.0	1 390.0	45.0	340.0	1 264.0	430.0	64.0	3 690.0
	1982	158.0	1 385.0	46.0	340.0	1 223.0	428.0	65.0	3 645.0
	1983	160.0	1 310.0	46.0	314.0	1 210.0	390.0	65.0	3 510.0
C.-B.	1979	84.5	207.0	30.5	47.0	183.0	41.0	12.0	605.0
	1980	89.0	203.0	32.0	49.0	204.0	44.0	13.0	634.0
	1981	92.0	207.0	32.5	51.0	224.0	44.0	13.5	664.0
	1982	93.0	208.0	34.0	51.5	238.0	42.0	13.5	680.0
	1983	89.0	203.0	33.0	49.0	233.0	38.0	13.0	658.0
1er juillet									
Canada[5]	**1979**	**1 790.2**	**3 521.5**	**691.8**	**1 516.3**	**3 614.6**	**1 645.5**	**258.9**	**13 238.8**
	1980	**1 764.5**	**3 587.6**	**791.3**	**1 512.5**	**3 781.1**	**1 748.2**	**268.7**	**13 381.9**
	1981	**1 779.0**	**3 517.6**	**748.1**	**1 488.1**	**3 891.2**	**1 673.2**	**267.3**	**14 364.5**
	1982	**1 764.9**	**3 401.1**	**751.3**	**1 452.1**	**3 748.7**	**1 618.6**	**254.2**	**12 990.9**
	1983	**1 717.2**	**3 317.0**	**729.1**	**1 407.6**	**3 628.1**	**1 576.7**	**250.0**	**12 625.7**
Québec	1979	700.0	130.0	260.0	59.0	302.0	56.0	38.0	1 545.0
	1980	700.0	135.0	265.0	63.0	340.0	67.0	40.0	1 610.0
	1981	710.0	145.0	278.0	59.0	366.0	64.0	40.0	1 662.0
	1982	695.0	153.0	275.0	61.5	365.0	60.0	37.5	1 647.0
	1983	675.0	154.0	269.0	62.0	353.0	63.0	37.0	1 613.0
Î.-P.-É.	1979	24.0	11.5	9.1	9.0	25.0	20.0	1.4	100.0
	1980	23.0	11.5	9.0	10.0	26.0	21.0	1.5	102.0
	1981	24.1	11.0	10.8	9.2	26.5	19.8	1.4	102.8
	1982	23.9	11.0	10.6	9.5	25.0	18.7	1.3	100.0
	1983	23.0	11.5	10.4	10.0	24.5	18.9	1.2	99.5
N.-É.	1979	38.0	26.5	12.0	11.1	31.0	14.3	2.1	135.0
	1980	36.2	25.0	16.0	12.3	33.0	13.5	2.0	138.0
	1981	36.2	24.2	17.7	12.8	35.0	12.7	2.1	140.7
	1982	35.7	23.3	18.0	13.3	35.6	13.0	2.1	141.0
	1983	35.0	24.0	17.5	13.8	36.0	13.5	2.2	142.0

Tableau 18 (suite)

Nombre de bovins dans les fermes, par province, Canada, 1^{er} janvier et 1^{er} juillet, 1979-1983

Province	Année	Vaches laitières[1]	Vaches gardées pour la boucherie[2]	Génisses destinées à des fins laitières[3]	Génisses destinées à la boucherie[4]	Veaux de moins de 1 an	Bouvillons de 1 an et plus	Taureaux de 1 an et plus	Total
		'000							
N.-B.	1979	28.7	21.3	7.5	10.8	29.0	9.0	2.7	109.0
	1980	27.7	20.0	10.0	10.8	30.0	8.5	3.0	110.0
	1981	28.0	19.4	11.8	9.7	31.0	8.5	2.6	111.0
	1982	28.2	19.8	12.0	9.4	29.3	8.7	2.6	110.0
	1983	27.5	19.7	11.5	9.4	29.0	8.0	2.4	107.5
Ont.	1979	583.0	367.0	261.0	383.0	600.0	650.0	36.0	2 880.0
	1980	550.0	382.0	270.0	391.0	617.0	640.0	35.0	2 885.0
	1981	555.0	380.0	280.0	373.0	635.0	580.0	35.0	2 838.0
	1982	560.0	365.0	285.0	350.0	650.0	520.0	32.0	2 762.0
	1983	545.0	365.0	275.0	350.0	630.0	530.0	31.0	2 726.0
Man.	1979	82.0	395.0	30.0	151.0	385.0	170.0	22.0	1 235.0
	1980	82.0	400.0	31.0	142.0	388.5	144.0	22.5	1 210.0
	1981	83.0	389.0	32.0	127.0	380.0	128.0	23.0	1 162.0
	1982	80.5	373.0	32.0	125.0	360.0	133.0	21.5	1 125.0
	1983	79.0	355.0	31.0	122.0	333.0	122.0	21.0	1 063.0
Sask.	1979	82.0	977.0	22.5	257.0	822.0	210.0	54.5	2 425.0
	1980	84.0	983.0	23.5	250.0	832.0	186.0	56.5	2 415.0
	1981	85.0	946.0	24.0	241.0	874.0	176.0	55.0	2 401.0
	1982	86.0	875.0	26.0	245.0	815.0	200.0	53.0	2 300.0
	1983	85.0	850.0	25.0	243.0	821.0	198.0	53.0	2 275.0
Alb.	1979	162.0	1 370.0	53.0	555.0	1 205.0	650.0	85.0	4 080.0
	1980	168.0	1 400.0	56.0	551.0	1 290.0	600.0	90.0	4 155.0
	1981	166.0	1 368.0	54.5	568.0	1 300.0	607.0	89.5	4 153.0
	1982	162.0	1 350.0	52.0	551.0	1 230.0	590.0	86.0	4 021.0
	1983	157.0	1 315.0	50.0	515.0	1 170.0	553.0	85.0	3 845.0
C.-B.	1979	88.0	222.0	36.0	80.0	214.0	66.0	17.0	723.0
	1960	91.0	230.0	38.0	82.0	223.0	68.0	18.0	750.0
	1981	89.0	234.0	38.5	88.0	242.0	77.0	18.5	787.0
	1982	91.0	230.0	40.0	87.0	237.0	75.0	18.0	778.0
	1983	88.0	222.0	39.0	82.0	230.0	70.0	17.0	748.0

1. Femelles de 2 ans ou plus, gardées principalement à des fins laitières: à partir du 1^{er} juillet 1979, toutes les femelles, élevées pour la production laitière, qui ont vêlé.
2. Femelles de 2 ans ou plus, gardées principalement pour la boucherie: à partir du 1^{er} juillet 1979, toutes les femelles, élevées pour la boucherie, qui ont vêlé.
3. Femelles d'un an et moins de 2 ans, élevées principalement à des fins laitières: à partir du 1^{er} juillet 1979, toutes les femelles d'un an ou plus, élevées pour le remplacement des vaches laitières, qui n'ont jamais vêlé.
4. Femelles d'un an et de moins de 2 ans, élevées principalement pour la boucherie: à partir du 1^{er} juillet 1979, toutes les femelles d'un an ou plus, élevées soit pour le remplacement des bovins de boucherie, soit pour l'abattage, qui n'ont jamais vêlé.
5. Incluant Terre-Neuve.

Source: Statistique Canada. *Rapport des enquêtes sur le bétail* (23-203), (23-008).

Tableau 19

Estimation de la production totale de bêtes à cornes et de veaux, Québec, 1979-1984

Année	Bêtes à cornes et veaux				
	Abattus à la ferme		Vendus vivants		Production totale
	Consommés à la ferme	Vendus	Ventes commerciales[1]	Autres[2]	
	'000				
Bêtes à cornes					
1979	26.9	24.9	195.3	42.5	**289.6**
1980	24.0	22.7	221.2	33.0	**300.9**
1981	22.4	22.4	231.2	43.0	**319.0**
1982	21.5	22.9	251.2	43.0	**338.6**
1983	20.7	21.2	345.8	41.2	**428.9**
1984	17.8	19.6	325.9	36.3	**399.6**
Veaux					
1979	10.6	25.1	334.0	31.0	**400.7**
1980	9.2	22.8	316.2	16.5	**364.7**
1981	9.6	22.6	335.0	26.0	**393.2**
1982	9.5	22.4	351.4	35.0	**418.3**
1983	8.0	20.9	359.3	22.0	**410.2**
1984	8.0	21.2	413.0	21.0	**463.2**

1. Les ventes commerciales représentent les livraisons totales aux parcs à bestiaux, aux établissements de salaison, les expéditions à l'étranger et aux autres provinces moins les bêtes à cornes et les veaux retournés pour engraissement.
2. Autres abattages seulement.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation.*

Tableau 20

Nombre de porcs dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet 1979-1983

Province	Année	Porcs					
		1er janvier			1er juillet		
		Reproduction 6 mois et plus	Pour le marché tous âges	Total	Reproduction 6 mois et plus	Pour le marché tous âges	Total
		'000					
Québec	1979	295.1	2 411.9	**2 707.0**	360.6	2 660.4	**3 021.0**
	1980	375.3	3 074.7	**3 450.0**	368.4	3 113.6	**3 482.0**
	1981	366.4	3 156.6	**3 523.0**	364.3	3 075.7	**3 440.0**
	1982	340.0	3 055.0	**3 395.0**	324.5	2 815.5	**3 140.0**
	1983	335.0	2 945.0	**3 280.0**	335.0	3 005.0	**3 340.0**
Île-du-Prince-Edouard	1979	12.3	94.7	**107.0**	12.7	100.3	**113.0**
	1980	13.5	100.5	**114.0**	14.2	102.8	**117.0**
	1981	14.7	103.3	**118.0**	14.8	102.0	**116.8**
	1982	14.3	98.1	**112.4**	14.9	98.1	**113.0**
	1983	13.5	95.5	**109.0**	14.4	96.6	**111.0**
Nouvelle-Écosse	1979	10.6	85.4	**96.0**	11.8	92.2	**104.0**
	1980	12.0	104.0	**116.0**	13.1	107.9	**121.0**
	1981	14.5	119.5	**134.0**	15.1	124.2	**139.3**
	1982	15.0	124.0	**139.0**	15.3	129.7	**145.0**
	1983	15.3	124.7	**140.0**	15.4	132.6	**148.0**
Nouveau-Brunswick	1979	6.7	44.3	**51.0**	7.9	52.1	**60.0**
	1980	8.8	68.2	**77.0**	9.9	74.1	**84.0**
	1981	10.9	76.1	**87.0**	12.0	80.5	**92.5**
	1982	13.2	89.9	**103.1**	15.2	95.8	**111.0**
	1983	15.3	109.7	**125.0**	16.0	111.0	**127.0**

Tableau 20 (suite)

Nombre de porcs dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet 1979-1983

Province	Année	Porcs					
		1er janvier			1er juillet		
		Reproduction 6 mois et plus	Pour le marché tous âges	Total	Reproduction 6 mois et plus	Pour le marché tous âges	Total
		'000					
Ontario	1979	366.2	2 508.8	**2 875.0**	419.5	2 745.5	**3 165.0**
	1980	403.8	2 918.2	**3 322.0**	408.5	2 875.5	**3 284.0**
	1981	399.0	2 901.0	**3 300.0**	393.0	2 807.	**3 200.0**
	1982	389.0	2 931.0	**3 320.0**	405.0	2 915.0	**3 320.0**
	1983	410.0	3 040.0	**3 450.0**	416.0	3 099.0	**3 515.0**
Manitoba	1979	86.7	696.3	**783.0**	94.5	732.5	**827.0**
	1980	97.6	806.4	**904.0**	97.8	778.2	**876.0**
	1981	97.5	795.5	**893.0**	100.8	764.2	**865.0**
	1982	101.0	799.0	**900.0**	100.0	765.0	**865.0**
	1983	107.5	820.5	**928.0**	110.0	838.0	**948.0**
Saskatchewan	1979	64.9	500.1	**565.0**	68.5	531.5	**600.0**
	1980	71.9	588.1	**660.0**	70.7	569.3	**640.0**
	1981	69.5	555.5	**625.0**	67.6	492.4	**560.0**
	1982	64.0	481.0	**545.0**	61.7	438.3	**500.0**
	1983	64.5	465.5	**530.0**	69.1	490.9	**560.0**
Alberta	1979	114.7	955.3	**1 070.0**	130.8	999.2	**1 130.0**
	1980	134.7	1 120.3	**1 255.0**	135.4	1 115.6	**1 251.0**
	1981	132.4	1 107.6	**1 240.0**	136.3	1 048.7	**1 185.0**
	1982	134.0	1 096.0	**1 230.0**	137.0	1 013.0	**1 150.0**
	1983	136.0	1 089.0	**1 225.0**	140.0	1 110.0	**1 250.0**
Colombie-Britannique	1979	11.9	80.1	**92.0**	18.7	109.3	**128.0**
	1980	23.1	150.9	**174.0**	28.8	187.2	**216.0**
	1981	29.1	220.9	**250.0**	30.3	224.7	**255.0**
	1982	28.8	241.2	**270.0**	28.2	206.8	**235.0**
	1983	28.7	235.3	**264.0**	29.8	238.2	**268.0**
Canada[1]	**1979**	**971.2**	**7 392.0**	**8 363.2**	**1 127.2**	**8 038.6**	**9 165.8**
	1980	**1 143.0**	**8 948.2**	**10 091.2**	**1 149.2**	**8 941.3**	**10 090.5**
	1981	**1 136.6**	**9 053.1**	**10 189.7**	**1 136.8**	**8 735.9**	**9 872.7**
	1982	**1 101.8**	**8 932.9**	**10 034.7**	**1 104.6**	**8 497.5**	**9 602.1**
	1983	**1 130.2**	**8 959.2**	**10 089.4**	**1 149.9**	**9 155.3**	**10 305.2**

1. Incluant Terre-Neuve.

Source: Statistique Canada. *Rapport des enquêtes sur le bétail* (23-008).

Tableau 21

Estimation de la production totale de porcs, Québec, 1979-1984

Année	Porcs				
	Abattus à la ferme		Vendus vivants		Production totale
	Consommés à la ferme	Vendus	Ventes commerciales[1]	Autres[2]	
	'000				
1979	47.0	57.4	3 849.8	27.5	3 981.7
1980	42.0	49.0	4 700.8	52.0	4 843.8
1981	42.1	45.5	4 741.0	50.0	4 878.6
1982	41.2	47.0	4 643.9	40.0	4 772.1
1983	42.4	45.5	4 561.5	20.4	4 669.8
1984	41.0	40.9	4 620.6	21.0	4 729.5

1. Abattus dans les établissements inspectés et approuvés.
2. Autres abattages seulement.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation.*

Tableau 22

Nombre de moutons et d'agneaux dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet 1979-1983

Province	Année	Moutons					
		1er janvier			1er juillet		
		1 an et plus	Agneaux	Total	1 an et plus	Agneaux	Total
		'000					
Québec	1979	35.5	7.5	43.0	40.5	27.5	68.0
	1980	46.5	10.0	56.5	52.0	35.0	87.0
	1981	56.0	12.8	68.8	66.0	42.3	108.3
	1982	66.0	14.0	80.0	75.0	45.0	120.0
	1983	73.0	15.0	88.0	81.0	47.0	128.0
Île-du-Prince-Édouard	1979	3.2	1.0	4.2	3.6	3.3	6.9
	1980	3.3	1.0	4.3	4.0	3.3	7.3
	1981	3.4	1.1	4.5	4.3	3.3	7.6
	1982	3.6	1.0	4.6	4.1	3.4	7.5
	1983	3.8	1.2	5.0	4.2	4.0	8.2
Nouvelle-Écosse	1979	20.1	4.9	25.0	22.0	19.0	41.0
	1980	20.0	6.0	26.0	22.5	19.5	42.0
	1981	21.7	6.3	28.0	23.0	20.0	43.0
	1982	20.8	7.0	27.8	23.0	21.0	44.0
	1983	21.8	7.2	29.0	22.6	23.4	46.0
Nouveau-Brunswick	1979	6.0	1.5	7.5	6.7	5.9	12.6
	1980	6.0	2.0	8.0	6.8	6.0	12.8
	1981	6.1	1.9	8.0	7.1	6.2	13.3
	1982	6.4	2.0	8.4	6.5	5.7	12.2
	1983	6.0	2.3	8.3	6.0	5.5	11.5
Ontario	1979	113.5	40.0	153.5	123.0	96.0	219.0
	1980	121.0	55.0	176.0	136.0	104.0	240.0
	1981	129.0	55.0	184.0	135.0	102.0	237.0
	1982	130.5	55.5	186.0	149.0	98.0	247.0
	1983	130.0	55.0	185.0	143.0	102.0	245.0
Manitoba	1979	15.5	2.0	17.5	15.0	10.0	25.0
	1980	17.0	2.5	19.5	17.0	13.5	30.5
	1981	19.2	2.5	21.7	19.4	16.0	35.4
	1982	21.3	2.7	24.0	21.0	17.0	38.0
	1983	21.7	2.8	24.5	21.5	17.5	39.0

Tableau 22 (suite)

Nombre de moutons et d'agneaux dans les fermes, par province, Canada, 1er janvier et 1er juillet 1979-1983

Province	Année	Moutons					
		1er janvier			1er juillet		
		1 an et plus	Agneaux	Total	1 an et plus	Agneaux	Total
		'000					
Saskatchewan	1979	29.5	13.0	42.5	33.0	33.0	66.0
	1980	31.0	13.5	44.5	37.0	36.0	73.0
	1981	32.5	15.0	47.5	39.5	36.5	76.0
	1982	34.0	15.5	49.5	38.5	36.5	75.0
	1983	31.5	14.5	46.0	36.0	32.0	68.0
Alberta	1979	66.5	31.0	97.5	74.5	79.0	153.5
	1980	75.0	36.7	111.7	85.0	93.0	178.0
	1981	83.0	40.0	123.0	95.8	101.0	196.8
	1982	91.0	44.0	135.0	106.0	99.0	205.0
	1983	90.5	43.5	134.0	102.0	95.0	197.0
Colombie-Britannique	1979	20.7	8.5	29.2	23.5	23.5	47.0
	1980	23.8	9.5	33.3	27.7	26.8	54.5
	1981	27.7	11.7	39.4	33.4	32.1	65.4
	1982	31.5	12.5	44.0	32.0	29.0	61.0
	1983	28.0	12.0	40.0	31.0	29.0	60.0
Canada	1979	315.4	110.3	425.7	346.9	301.8	648.7
	1980	348.1	137.0	485.1	392.3	341.5	733.8
	1981	382.8	147.1	529.9	427.2	363.0	790.2
	1982	408.8	155.0	563.8	458.7	358.2	816.9
	1983	413.1	154.7	567.8	453.5	361.8	815.3

1. Incluant Terre-Neuve.

Source: Statistique Canada. *Rapport des enquêtes sur le bétail* (23-004).

Tableau 23

Estimation de la production totale de moutons et d'agneaux, Québec, 1979-1984

Année	Moutons et agneaux				
	Abattus à la ferme		Vendus vivants		Production totale
	Consommés à la ferme	Vendus	Ventes commerciales[1]	Autres[2]	
	'000				
1979	1.5	2.5	4.1	16.2	24.3
1980	1.9	3.5	9.0	16.2	30.6
1981	2.8	6.2	23.9	9.5	42.4
1982	2.8	10.9	32.3	10.4	56.4
1983	1.9	11.0	51.2	8.8	72.9
1984	2.7	8.0	62.9	7.4	81.0

1. Les ventes commerciales représentent les livraisons totales aux parcs à bestiaux et aux établissements de salaison, les expéditions à l'étranger et aux autres provinces, moins les moutons retournés pour engraissement.
2. Autres abattages seulement.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation.*

Tableau 24

Production, écoulement et valeur à la ferme de la viande de volaille, Québec, 1979-1983

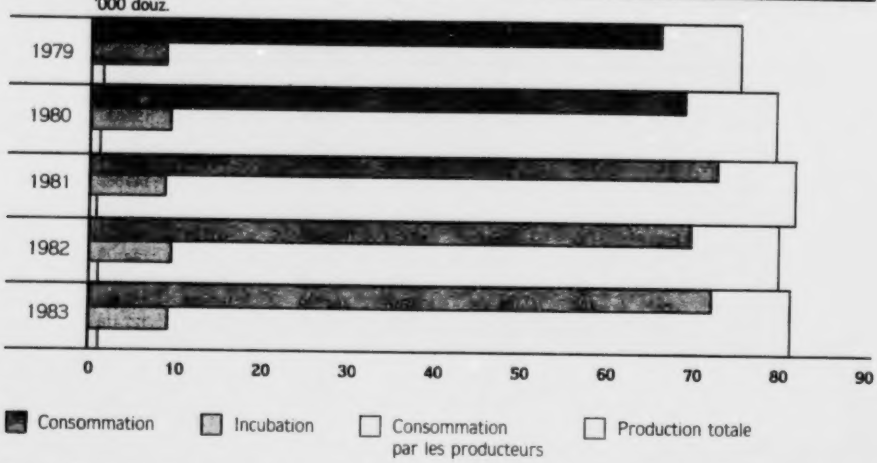
Viande	Consommée à la ferme			Vendue			Production totale		
	Oiseaux	Poids[1]	Valeur	Oiseaux	Poids[1]	Valeur	Oiseaux	Poids[1]	Valeur
	'000	t	'000 $	'000	t	'000 $	'000	t	'000 $
Toute viande de volaille									
1979	81	149	123	94 790	156 708	188 208	**94 871**	**156 857**	**188 331**
1980	84	163	145	94 247	158 487	198 177	**94 331**	**158 650**	**198 322**
1981	81	160	145	91 226	152 497	220 660	**91 307**	**152 657**	**220 805**
1982	76	159	152	92 849	156 675	222 939	**92 925**	**156 834**	**223 091**
1983	76	161	159	87 480	149 701	215 909	**87 556**	**149 862**	**216 068**
Viandes de poule et poulet									
1979	75	118	77	90 120	132 727	152 680	**90 195**	**132 845**	**152 757**
1980	78	132	100	89 634	134 643	163 326	**89 712**	**134 775**	**163 426**
1981	76	136	105	86 838	130 880	185 012	**86 914**	**131 016**	**185 117**
1982	70	128	100	88 358	133 816	184 559	**88 428**	**133 944**	**184 659**
1983	70	130	108	83 153	127 288	179 376	**83 223**	**127 418**	**179 484**
Viande de dindon									
1979	6	31	46	4 670	23 981	35 528	**4 676**	**24 012**	**35 574**
1980	6	31	45	4 613	23 844	34 851	**4 619**	**23 875**	**34 896**
1981	5	24	40	4 388	21 617	35 648	**4 393**	**21 641**	**35 688**
1982	6	31	52	4 491	22 859	38 380	**4 497**	**22 890**	**38 432**
1983	6	31	51	4 327	22 413	36 533	**4 333**	**22 444**	**36 584**

1. Poids éviscéré.

Source: Statistique Canada, *Production de volaille et oeufs* (23-202).

Figure 6

Écoulement de la production d'oeufs, Québec, 1979-1983



Source: Statistique Canada, *Production de volailles et d'oeufs* (23-202).

Tableau 25

Production et valeur à la ferme des oeufs, Québec, 1979-1983

Année	Nombre moyen de pondeuses	Oeufs par 100 pondeuses	Production[1] totale nette	Prix moyen la douzaine	Valeur totale à la ferme
	'000	n	'000 douzaine	$	'000 $
1979	3 831	23 456	74 867	0,806	60 351
1980	4 062	23 281	78 803	0,804	69 884
1981	4 051	24 194	81 677	1 024	83 648
1982	3 955	24 207	79 788	1,016	81 035
1983	3 956	24 698	81 418	1,031	83 975

1. Comprend les exportations.

Source: Statistique Canada. *Production de volaille et d'oeufs* (23-202).

Tableau 26

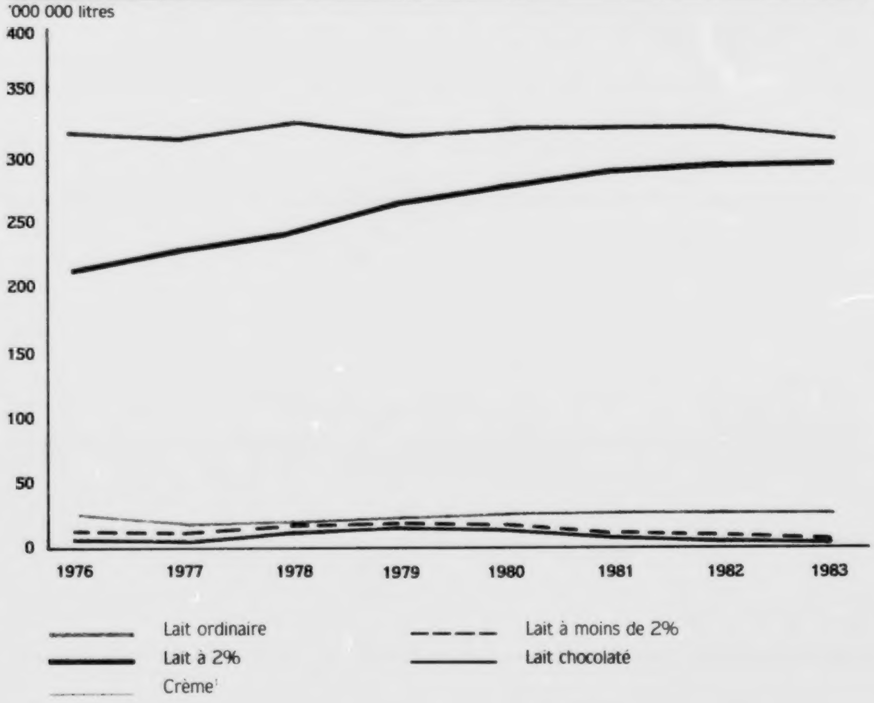
Mise en marché des oeufs par la FEDCO, Québec, 1978-1983

Année	Détenteurs de quotas	Mise en marché	Valeur	Prix moyen la douzaine
	n	douzaine	000 $	$
1978	308	33 506 700	27 279	0,82
1979	296	30 504 390	26 723	0,87
1980	277	32 524 742	31 453	0,97
1981	252	31 481 485	28 904	0,92
1982	234	31 486 485	28 362	0,90
1983	226	32 000 000^{p}	29 180^{p}	0,91^{p}

Source: Régie des marchés agricoles du Québec. Rapport d'activités 1982-1983.
Fedco, secrétariat.

Figure 7

Ventes totales de lait et de crème par les laiteries selon le type de lait, Québec, 1976-1983



1. Comprend la creme a 10,15 et 35% mg.

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation*, 1983.

Tableau 27

Producteurs de lait nature et de lait industriel, Québec, 1979-1983

Année	Producteurs de lait nature	Producteurs de lait industriel		Total
		Lait	Crème	
	n			
1979	5 028	19 169	121	24 318
1980	6 762	17 343	56	24 161
1981	7 815	12 965	48	20 828
1982	8 453	11 750	39	20 242
1983	..	..	..	..

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques laitières.*

Tableau 28

Volume des ventes de lait[1] à la ferme, Québec, 1979-1983

Année	Lait industriel[2]			Lait nature destiné à la consommation	Total
	Livraisons sous forme de lait	Livraisons sous forme de crème[3]	Total		
	'000 litres				
1979	2 125 003	3 242	2 128 245	590 475	2 718 720
1980	2 231 349	1 181	2 232 530	619 106	2 851 636
1981	2 265 500	718	2 266 218	629 488	2 895 706
1982	2 379 138	640	2 379 778	633 105	3 012 883
1983	2 184 218	502	2 184 720	626 523	2 811 243

0,439 527 litre = 1 livre.

1. Le BSQ a discontinué la diffusion des données relatives à la consommation de lait entier à la ferme en raison de l'abandon de cette enquête par Statistique Canada et du faible pourcentage que repr. .nte cette quantité dans la production totale de lait.
2. Lait destiné à la transformation en produits laitiers: fromage, crème glacée, yogourt, etc.
3. Équivalence en lait.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques laitières.*

Tableau 29

Recettes monétaires[1] provenant des ventes de lait et de crème à la ferme, Québec, 1979-1983

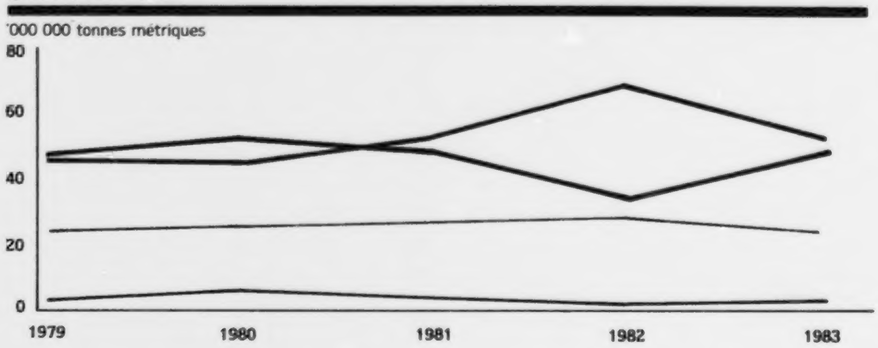
Année	Lait nature destiné à la consommation	Lait industriel[2]			Revenu des ventes	Subvention fédérale	Revenu total
		Livraison sous forme de lait	Livraison sous forme de crème[3]	Total[4]			
	'000 $						
1979	183 568	491 051	380	491 431	674 999	120 426	795 426
1980	218 705	576 400	145	576 545	795 250	122 811	918 061
1981	250 704	675 343	101	675 444	926 151	127 887	1 054 038
1982	270 586	764 643	103	764 746	1 035 332	130 610	1 165 942
1983	276 359	741 745	171	741 916	1 018 275	123 671	1 141 946

1. Revenu des producteurs déduction faite des prélèvements sur l'excédent de la production de lait contingentée, des frais de transport et des frais d'administration (fédérations laitières, Commission canadienne du lait, etc.).
2. Lait destiné à la transformation en produits laitiers: fromage, crème glacée, yogourt, etc.
3. Équivalence en lait.
4. Incluant la prime d'hiver, la prime d'efficacité, la remise additionnelle et la remise spéciale.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques laitières.*

Figure 8

Produits laitiers manufacturés, Québec, 1979-1983



Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Statistiques de l'agriculture des pêches et de l'alimentation*, 1983; *Statistiques laitières*, decembre 1983.

Tableau 30

Répartition des apiculteurs et des ruches, par région agricole, Québec, 1981-1983

Région agricole	Apiculteurs			Ruches		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	n					
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie	241	268	281	3 505	3 839	4 006
Quebec	350	389	408	11 415	12 502	13 046
Beauce	99	110	116	2 880	3 154	3 291
Nicolet	198	220	231	10 093	11 054	11 535
Cantons-de-l'Est	432	480	504	7 905	8 658	9 034
Richelieu	421	468	491	20 682	22 652	23 637
Sud-Ouest de Montreal	354	393	413	13 939	15 267	15 930
Outaouais	359	399	419	6 398	7 007	7 312
Nord-Ouest quebecois	77	85	90	715	783	817
Nord de Montreal	780	867	910	17 782	19 475	20 322
Mauricie	187	208	218	5 037	5 517	5 757
Saguenay — Lac-Saint-Jean	102	113	119	4 649	5 092	5 313
Québec	**3 600**	**4 000**	**4 200**	**105 000**	**115 000**	**120 000**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation*, 1983.

Tableau 31

Production et valeur du miel, par région agricole, Québec, 1981-1983

Région agricole	Production						Valeur totale à la ferme		
	Par ruche			Totale					
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	kg			000 kg			000 $		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	45	35	30	158.7	135.1	119.3	563.1	481.1	436.9
Quebec	44	30	33	503.6	369.0	430.7	1 427.6	1 142.7	1 182.0
Beauce	44	26	39	125.9	82.9	127.7	379.4	284.1	332.1
Nicolet	50	26	36	507.9	292.0	415.5	1 423.6	799.7	984.8
Cantons-de-l'Est	42	25	47	334.1	214.1	426.0	862.3	622.6	1 309.5
Richelieu	49	32	40	1 004.6	735.3	946.3	2 249.9	1 665.7	2 199.2
Sud-Ouest de Montreal	44	33	43	613.8	496.8	687.9	1 480.8	1 149.6	1 514.5
Outaouais	41	22	44	261.0	154.0	325.0	722.3	405.1	856.3
Nord-Ouest quebecois	45	21	52	32.2	16.2	42.7	99.2	59.4	143.0
Nord de Montreal	46	30	39	812.6	586.9	786.0	1 938.4	1 630.3	1 867.5
Mauricie	44	29	29	220.3	158.9	165.0	624.2	403.3	473.6
Saguenay — Lac-Saint-Jean	47	26	31	217.5	134.9	166.5	496.2	357.6	495.6
Québec	**46**	**29**	**39**	**4 792.2**	**3 376.1**	**4 638.6**	**12 267.1**	**9 001.0**	**11 795.0**

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Statistiques de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation*, 1983.

Tableau 32

Mouvement des visons et des renards dans les fermes d'élevage, Québec, 1981-1983

	1981	1982	1983	1983/1982
		n		%
Visons				
Dans les fermes au 1er janvier	82 536	117 882	110 451	93.7
Achetes ou pris en pension	6 391	2 547	4 982	195.6
Nes	228 988	333 064	341 407	102.5
Vendus vivants et pensionnaires rendus	10 815	7 379	6 168	83.6
Morts ou echappes (non ecorches)	13 282	16 440	21 592	131.3
Ecorches	200 727	314 351	317 910	101.1
Dans les fermes au 31 decembre	93 091	115 323	111 170	96.4
Renards				
Dans les fermes au 1er janvier	683	1 593	2 611	163.9
Achetes ou pris en pension	40	331	281	84.9
Nes	836	2 125	3 615	170.1
Vendus vivants et pensionnaires rendus	143	215	327	152.1
Morts ou échappés (non ecorches)	84	191	182	95.3
Ecorchés	526	1 321	2 556	193.5
Dans les fermes au 31 décembre	806	2 322	3 442	148.2

1. Le nombre d'exploitations qui ont déclaré des renards a augmenté sensiblement en 1982 parce que le champ d'observation de l'enquête est plus exhaustif.

Source: Statistique Canada. *Rapport sur les fermes à fourrures* (23-208).

Tableau 33

Municipalités, population et superficie du territoire touché par la Loi sur le zonage agricole, Québec, 1978-1982

Données statistiques	Région désignée							
	1re		2e		3e		4e	
	78/11/09		80/04/05		80/06/13		80/10/24	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Municipalites (1979)	614	39.0	7	0.4	440	28.0	17	1.0
Population totale (1976)	4 611 066	74.0	. .	0.1	877 603	14.0	32 597	0.5
Population agricole (1976)	106 696	53.8	94	0.1	60 626	30.6	3 113	1.6
Producteurs agricoles	29 383	55.6	.	. .	15 379	29.1	588	1.2
Superficie (ha)	3 054 357	100.0	160 179	100.0	5 430 399	100.0	99 452	100.0
Superficie de la zone agricole provisoire (ha)	2 581 656	84.5	87 434	54.6	2 874 715	52.9	80 486	80.9
Superficie de l'aire non retenue (ha)	472 701	15.5	72 745	45.4	2 555 684	47.1	18 966	19.1

Données statistiques	Région désignée				Total	
	5e		6e			
	81/06/19		82/11/07			
	n	%	n	%	n	%
Municipalites (1979)	282	17.9	197[1]	12.5	**1 557**	**99.0**
Population totale (1976)	399 729	6.4	268 407	4.0	**6 189 402**	**98.9**
Population agricole (1976)	22 263	11.2	5 413	2.7	**198 195**	**100.0**
Producteurs agricoles	5 502	10.4	1 937	3.7	**52 789**	**100.0**
Superficie (ha)	5 931 353	100.0	27 855 429	100.0	**42 531 169**	**29.9**[2]
Superficie de la zone agricole provisoire (ha)	853 711	14.0	336 129	1.0	**6 814 131**	**16.0**
Superficie de l'aire non retenue (ha)	5 077 642	86.0	27 519 300	99.0	**35 717 038**	**84.0**

1. Comprend 25 territoires non organises.
2. 29.9% de la superficie totale du Quebec.

Source: Commission de la protection du territoire agricole. *Rapport annuel, 1981 1982*

Tableau 34

Évolution de la superficie améliorée[1], par région agricole, Québec, 1961, 1966, 1971, 1976 et 1981

Région agricole	1961	1966	1971	1976	1981	Variation 1961-1976	Variation 1971-1976	Variation 1976-1981
	'000 hectares					%		
01	376.4	363.0	302.3	271.8	258.7	- 27.8	- 10.1	- 4.8
02	341.7	321.2	270.8	250.8	242.7	- 26.6	- 7.4	- 3.2
03	314.4	305.0	249.6	218.9	207.3	- 30.1	- 12.3	- 5.3
04	323.7	319.1	283.6	257.5	241.5	- 20.4	- 9.2	- 6.2
05	292.6	290.2	230.7	203.2	202.6	- 30.5	- 11.9	- 0.3
06	332.4	320.4	294.5	276.2	298.2	- 16.9	- 6.2	8.0
07	249.8	244.1	216.4	214.4	214.9	- 14.2	- 0.9	0.2
08	235.0	218.6	171.8	159.2	159.2	- 32.2	- 7.3	0.0
09	171.7	180.9	135.9	134.3	125.1	- 21.7	- 1.2	- 6.9
10	229.9	212.8	185.7	169.6	168.4	- 26.2	- 8.7	- 0.7
11	132.2	123.9	107.8	95.5	96.4	- 27.7	- 11.4	0.9
12	182.6	188.1	161.1	145.4	145.3	- 20.3	- 9.7	- 0.05
Québec	**3 182.5**	**3 087.3**	**2 610.2**	**2 396.8**	**2 360.3**	**- 24.7**	**- 8.2**	**- 1.5**

1. Comprend la superficie en culture, en pâturage, en jachère et la catégorie «autres terres améliorées».

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Québec; 03 Beauce; 04 Nicolet; 05 Cantons-de-L'Est; 06 Richelieu; 07 Châteauguay; 08 Outaouais; 09 Abitibi — Témiscamingue; 10 L'Assomption; 11 Trois-Rivières; 12 Saguenay — Lac-Saint-Jean.

Source: Recensement du Canada, 1961, 1966, 1971, 1976 et 1981.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de la planification et Direction des études économiques, 1983.

Tableau 35
Habitudes alimentaires, Québec, 1983

Produit alimentaire	**Fréquence de consommation**			
	Tous les jours	**Quelques fois par semaine**	**Quelques fois par mois**	**Rarement ou jamais**
	%			
Lait écrémé	15.7	4.6	5.2	74.5
Lait partiellement écrémé (2% de gras)	49.2	7.6	5.9	37.2
Lait entier (homogénéisé)	42.9	7.9	7.6	41.6
Lait de longue conservation (Grand Pré)	2.5	1.9	5.4	90.2
Lait concentré (évaporé)	6.2	5.3	29.0	59.4
Crème	3.6	16.9	47.3	32.2
Succédané de crème fouettée (Dream Whip, etc.)	0.9	6.4	33.9	58.7
Crème et lait glacés	6.8	36.7	37.0	19.5
Yogourt nature	10.8	27.7	18.7	42.8
Yogourt aromatisé	11.3	35.7	25.1	27.9
Fromage à pâte ferme (cheddar, brick, en grains, etc.)	30.4	47.7	15.3	6.6
Fromage à pâte molle (brie, camembert, etc.)	5.5	17.9	28.6	48.1
Fromage fondu (en bocal, à tartiner, en pain, en tranches)	19.4	36.4	25.8	18.4
Fromage cottage	3.7	16.4	29.5	50.3
Abats (foie, coeur, cervelle, etc.)	0.8	7.1	37.4	54.8
Agneau	1.4	4.4	12.4	81.8
Boeuf	17.5	71.8	8.3	2.3
Charcuterie (saucisse, pâté, cretons, etc.)	3.3	44.1	40.1	12.5
Cheval	0.8	1.5	4.9	92.7
Dinde	0.9	8.5	54.9	35.8
Gibier (orignal, canard, lièvre, etc.)	0.8	4.6	17.0	77.6
Porc	1.5	33.5	54.5	10.5
Poulet	2.1	56.2	38.3	3.4
Veau	0.8	13.9	38.7	46.5
Plats cuisinés à base de viande en conserve (ragoût de boulettes, sauce à spaghetti, etc.)	1.2	17.2	30.6	51.0
Mets semi-cuisinés (macaroni au fromage, pizza, etc.)	1.4	17.2	43.9	37.6
Oeufs	24.6	66.1	8.0	1.4
Légumineuses (fèves, haricots, pois, etc.)	11.9	52.0	29.3	6.8
Légumineuses en conserve (fèves au lard, etc.)	1.1	14.1	43.2	41.6
Aiglefin frais	0.8	10.0	29.8	59.5
Aiglefin congelé	0.6	8.4	37.0	54.0
Anguille fraîche	0.7	0.7	1.7	97.0
Anguille fumée	0.7	0.2	1.3	97.8
Crabe des neiges frais	0.7	1.1	8.2	90.0
Crabe des neiges congelé	0.6	0.5	7.5	91.3
Crabe des neiges en conserve	0.5	0.8	12.3	86.4
Crevettes fraîches	0.3	1.3	22.1	76.3
Crevettes congelées	0.3	0.7	21.6	77.4
Crevettes en conserve	0.2	1.9	29.2	68.7
Éperlan frais	0.5	1.7	13.8	84.0
Éperlan congelé	0.3	1.3	12.3	86.1
Flétan frais	0.3	1.1	9.7	88.9
Flétan congelé	0.2	0.8	10.6	88.3
Hareng frais	0.4	1.0	7.7	90.9
Hareng fumé	0.3	0.4	5.6	93.7
Hareng en conserve	0.4	1.0	5.8	92.9
Morue fraîche	0.6	5.6	24.7	69.1
Morue congelée	0.2	4.8	34.2	60.8
Plie (sole) fraîche	0.5	5.7	30.4	63.4
Plie (sole) congelée	0.4	5.3	42.6	51.7
Saumon frais	0.4	3.4	24.8	71.3
Saumon congelé	0.3	2.3	27.1	70.2

Tableau 35 (suite)

Habitudes alimentaires, Québec, 1983

Produit alimentaire	Fréquence de consommation			
	Tous les jours	Quelques fois par semaine	Quelques fois par mois	Rarement ou jamais
	%			
Saumon en conserve	0.5	8.9	56.9	33.7
Saumon fume	0.1	0.5	5.5	94.0
Sebaste frais	0.3	0.6	2.9	96.2
Sebaste congele	0.3	0.9	8.3	90.5
Thon frais	0.2	1.8	10.6	87.4
Thon en conserve	0.4	7.6	49.4	42.6
Turbot frais	0.3	2.1	13.4	84.1
Turbot congele	1.6	2.0	17.2	79.2
Beurre	57.8	11.8	9.0	21.3
Margarine dure	19.6	13.0	9.4	58.1
Margarine molle	52.5	19.0	10.1	18.5
Huile	16.2	51.1	26.5	6.2
Bananes	21.0	51.5	22.9	4.6
Bleuets	1.5	8.5	51.7	38.2
Fraises	2.3	18.4	63.6	15.7
Framboises	3.2	15.6	56.1	25.0
Fruits citrins (oranges, pamplemousses, etc.)	35.6	40.0	19.1	5.3
Jus de fruits (pas les boissons)	49.7	27.5	12.5	10.3
Melon	3.5	11.4	36.3	48.8
Pommes	49.4	37.3	10.7	2.5
Rhubarbe	0.9	6.0	41.3	51.9
Asperges	0.3	4.6	35.5	59.6
Betteraves	3.2	27.7	54.1	15.0
Brocoli	1.0	21.5	47.2	30.2
Carottes	19.4	68.0	12.1	0.5
Celeri	16.8	64.0	17.2	2.0
Champignons	2.0	49.0	38.3	10.7
Choux (vert, rouge, frise, chinois, etc.)	2.8	38.9	44.8	13.5
Choux de Bruxelles	0.6	9.4	38.4	51.6
Choux-fleurs	1.0	15.4	48.7	35.0
Concombres	4.1	37.4	45.1	13.4
Courges et citrouilles	0.4	4.5	23.0	72.2
Epinards	0.9	10.6	31.5	57.1
Haricots (verts, jaunes)	3.3	44.0	45.2	7.5
Laitue, chicoree, cresson	14.1	57.2	22.2	6.5
Macedoine	2.0	24.2	41.1	32.7
Mais sucre	2.4	20.6	55.7	21.3
Oignons	34.5	51.7	9.8	4.0
Panais	1.4	11.5	20.8	66.4
Piments (verts, rouges)	3.5	38.8	45.5	12.2
Pois verts	5.6	43.7	43.1	7.6
Pommes de terre (bouillies, au four, etc.)	63.7	28.0	6.2	2.1
Pommes de terre frites	2.4	29.3	47.7	20.6
Rutabaga (navet)	5.2	32.7	39.0	23.1
Tomates	11.8	65.3	21.2	1.7
Jus (tomates, légumes)	11.3	56.3	25.0	7.4
Potages en conserve, en sachet	2.9	21.4	32.6	43.1
Soupe maison	31.4	45.9	18.5	4.1
Pain blanc	79.0	10.9	3.9	6.3
Pain de blé entier	29.7	19.4	21.4	29.5
Pain de fantaisie (baguette, miche, hot-dog, hambourgeois, etc.)	2.0	25.2	52.4	20.4
Céréales enrobées de sucre	6.1	20.4	21.4	52.2
Céréales non enrobées de sucre	20.4	36.6	23.9	19.0

Tableau 35 (suite)
Habitudes alimentaires, Québec, 1983

Produit alimentaire	Fréquence de consommation			
	Tous les jours	Quelques fois par semaine	Quelques fois par mois	Rarement ou jamais
	%			
Céréales à cuire (gruau, crème de blé, etc.)	6.7	28.7	37.6	27.1
Pâtes alimentaires (macaroni, spaghetti, etc.)	1.3	51.0	44.7	2.9
Riz	1.6	48.0	43.6	6.8
Crêpes, moufflets (muffins), gaufres (maison)	0.8	18.0	57.3	23.8
Crêpes, moufflets (muffins), gaufres (prêts à servir ou en préparation)	0.6	6.1	24.8	68.5
Gâteaux, biscuits, tartes, (maison)	27.5	43.2	23.4	5.9
Gâteaux, biscuits, tartes, (prêts à servir ou en préparation)	9.2	26.6	32.4	31.8
Croustilles, pretzels, arachides	2.1	17.3	44.3	36.3
Crèmes-dessert (poudings) prêts à servir ou en préparation	1.8	19.3	43.2	35.7
Boissons gazeuses	12.2	30.8	30.6	26.4
Boissons aux fruits (et non les jus)	7.2	16.7	20.7	55.4
Sucreries, bonbons	2.6	18.0	42.6	36.7
Produits de l'érable	3.2	19.3	51.5	26.0
Sucre blanc et brun	45.0	33.3	16.5	5.2
Miel	15.9	33.3	31.2	19.6

Source: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. *Rapport préliminaire de l'enquête sur les habitudes alimentaires des ménages québécois.*

11

Pêches

Pêche maritime 613

Pêche intérieure 616

Transformation et valeur marchande 616

Consommation des produits de la pêche 617

Définitions et note explicative 618

11

Liste des tableaux

1. Quantité et valeur des débarquements, par espèce et par province, Canada, 1979-1983 **620**

2. Quantité et valeur des captures, par espèce et par région, Québec, 1980-1983 **631**

3. Quantité et valeur des captures totales, par région, par catégorie d'espèce et selon le type de pêche, Québec, 1980-1983 **637**

4. Importance des principales espèces dans l'ensemble des débarquements, Québec, 1970 et 1977-1981 **638**

5. Prix moyen du kilogramme au débarquement, selon l'espèce, Québec, 1977-1982 **639**

6. Répartition des pêcheurs et des embarcations par région, sous-région et district, Québec, 1979-1981 **641**

7. Répartition des embarcations selon le type, par région, sous-région et district, Québec, 1979-1981 **642**

8. Valeur de la flotte de pêche commerciale, par classe de bateau, selon la longueur et le tonnage, Québec, 1979-1981 **644**

9. Moyenne des revenus brut et net de l'équipage des hauturiers, Québec, 1980-1982 **645**

10. Utilisation de chaque dollar provenant de la pêche hauturière, Québec, 1978-1982 **646**

11. Quantité et valeur des captures selon l'espèce, pêche intérieure, Québec, 1979-1982 **647**

12. Quantité et valeur des captures, valeur des équipements et nombre de pêcheurs, pêche intérieure, par circonscription électorale, Québec, 1982 **648**

13. Quantité et valeur des produits de la pêche mis en vente, Québec, 1979-1982 **649**

14. Répartition mensuelle de la main-d'oeuvre dans les usines de transformation de poissons, par district, Québec, 1982 **652**

15. Consommation totale et par personne des produits de la pêche, Québec et certains pays, 1977, 1981 et 1985 **654**

16. Part des différents produits de la pêche dans la consommation québécoise, Québec, 1968-1978 **654**

Liste des figures

1. Évolution du volume des captures totales, Québec, 1970-1984 619

2a. Évolution des débarquements de cinq espèces choisies, selon le volume, Québec, 1970 et 1984 630

2b. Évolution des débarquements de cinq espèces choisies selon la valeur, Québec, 1970 et 1984 630

3a. Répartition des débarquements côtiers et hauturiers selon le volume, Québec, 1977-1983 636

3b. Répartition des débarquements côtiers et hauturiers selon la valeur, Québec, 1977-1983 636

4. Évolution de la valeur au débarquement et de la valeur marchande, Québec, 1970-1983 638

5. Prix moyen du kilogramme au débarquement de cinq espèces choisies, Québec, 1972-1983 640

11

Ce chapitre a été réalisé par Henri-Claude Joseph avec la collaboration de Zéphirin Bérubé du Service des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

La pêche au Québec, malgré sa part très faible dans la production économique québécoise (0,04% en 1981 contre 0,05% en 1970) n'en constitue pas moins une activité fort importante en Gaspésie, sur la Côte-Nord et aux îles-de-la-Madeleine. Le territoire de ces 3 principales régions de pêche maritime est délimité par les comtés de l'Islet et de Charlevoix à l'ouest et l'océan Atlantique à l'est. Dans ce chapitre, en plus de la pêche maritime dans ces trois régions est aussi étudiée la pêche intérieure québécoise et régionale, suivie de quelques paragraphes sur la transformation et la consommation des produits de la pêche.

Pêche maritime

Les débarquements des pêcheurs québécois dans l'ensemble canadien

Le volume des débarquements du Québec constitue en 1983, 7,0% des prises de la région de la Côte de l'Atlantique formée de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'île-du-Prince-Édouard et du Québec. Depuis le début des années 1980 cette proportion ne varie pratiquement pas, contrairement aux années 70 où elle est très irrégulière, oscillant entre un sommet de 8,4% en 1973 et un creux de 4,7% en 1976 d'où elle est lentement sortie pour se chiffrer à 6,4% en 1979. De 1973 à 1983, le volume des débarquements augmente de 24,7% sur la Côte de l'Atlantique et de seulement 1,3% au Québec.

Dans l'ensemble canadien la part du Québec en prises de poissons suit la même trajectoire: un sommet de 7,0% en 1973, trois diminutions consécutives jusqu'à un plancher de 4,0% en 1976. Puis a finalement lieu un redressement annuel léger mais régulier de 1977 avec 4,5%, jusqu'en 1983 avec 5,9%.

Au Canada, la quantité de poissons débarqués connait depuis peu des variations remarquables tandis que la valeur globale de ces prises augmente à un rythme régulier. Après les hausses successives des débarquements de 1975 à 1979, l'année 1980 affiche une baisse de plus de 7,5% par rapport à 1979 puis s'effectue une légère reprise de 5,5% et de 0,7% en 1981 et 1982 respectivement. En 1983, une diminution d'environ 5,0% ramène le volume des prises au niveau de 1980.

Au Québec, dans le même temps, on enregistre en 1975, à quelques tonnes près, le volume des débarquements de 1974. Puis à la chute de plus de 25,5% en 1976 succèdent des hausses du même ordre jusqu'en 1979. Après des augmentations plus modestes en 1980 avec 2,6% et en 1981 avec 7,8% viennent les baisses de 1,1% en 1982 et de 12,4% en 1983 où la quantité de poissons débarqués égale, à quelques centaines de tonnes de différence, celle de 1973.

En valeur, les débarquements au Québec durant cette période se trouvent multipliés par 4,3, ceux sur la Côte de l'Atlantique par 3,6 et ceux dans tout le Canada par 2,7. Pendant cette dizaine d'années, la part québécoise dans la valeur des débarquements de la Côte de l'Atlantique n'est que quelquefois inférieure à 7,5%, soit en 1976 avec 6,6%, en 1977 avec 7,1% et en 1978 avec 7,0%. Depuis le début de la décennie 80, elle se maintient au-delà de 8,0% pour atteindre 8,8% en 1983.

Parallèlement cette part québécoise dans la valeur des débarquements canadiens passe de 4,2% en 1973 à 6,7% en 1983 après s'être stabilisée autour de 6,0% de 1980 à 1982.

Les principaux groupes d'espèces dans l'ensemble des captures québécoises

Les poissons de fond fournissent le plus gros du tonnage de poissons débarqués au Québec, suivis de loin par le groupe des mollusques et crustacés et par celui des poissons pélagiques et d'estuaire. En 1983, la catégorie des poissons de fond représente 66,1% des débarquements québécois, celle des mollusques et crustacés 25,9% et celle des poissons pélagiques 8,0%. De 1980 à 1983, cette proportion de poissons de fond pêchés est en légère régression mais reste largement supérieure à 60,0%, celle des mollusques et crustacés augmente graduellement pour franchir en 1982 le cap des 20,0% et celle des poissons pélagiques diminue assez pour se trouver au-dessous des 10,0%.

En chiffres absolus, les variations dans la quantité annuelle de poissons de fond pêchés sont fort importantes: d'abord une hausse de quelque 5 000 tonnes de 1979 à 1981 puis une chute d'environ 8 000 tonnes de 1981 à 1983. Ainsi à une augmentation de 10,0% entre 1979 et 1981 succède une diminution de plus de 15,0% entre 1981 et 1983. À l'opposé, en passant de 12 000 tonnes en 1979 à 18 000 tonnes en 1983, les débarquements de mollusques et crustacés font voir un accroissement de 48,5% en quatre ans et cela en dépit d'une baisse de 5,0% en 1983. Il s'agit d'un accroissement annuel moyen de 10,4% de 1979 à 1983. De leur côté, les poissons pélagiques, dont la part dans les débarquements québécois régresse depuis 1980, montrent pendant cette période des croissances de volume trop modestes pour arriver à compenser le recul de plus de 2 850 tonnes de 1980 à 1981.

Dans la catégorie des poissons de fond, la morue se révèle par l'importance de ses débarquements annuels la principale espèce pêchée au Québec et le principal poisson de fond pêché dans l'est du Canada. De 23,0% des débarquements totaux du Québec en 1970, elle passe à 47,0% en 1983. Pourtant en 1982, le volume de ses débarquements diminue de 8,0% par rapport à 1981 et d'un autre 4,5% de 1982 à 1983. Tout de même, depuis la fin des années 70, plus précisément depuis 1978 elle ne se trouve jamais à moins de 40,0% du tonnage débarqué au Québec.

Dans la catégorie des mollusques et crustacés, deuxième groupe en importance au Québec quant au volume, les crustacés occupent une place de choix pour la valeur commerciale de leurs prises, les mollusques étant d'une importance marginale. La crevette, le homard et de plus en plus le crabe des neiges sont les trois espèces prédominantes du groupe, fournissant à elles seules en 1982 plus de 50,0% de la valeur totale des débarquements et en 1983, 59,0% environ.

De 1980 à 1981, les prises de crevettes diminuent au Québec de 1,9% mais la valeur rapportée augmente de 5,9%. En 1982, avec 13,4% d'augmentation de volume, on a une augmentation de 16,6% en valeur et en 1983 pour une hausse annuelle de seulement 0,9% en volume, la valeur des prises augmente de 8,0%.

Pour le homard, c'est en 1981 une croissance de 13,5% de la quantité pêchée et de 6,7% de sa valeur commerciale; le déclin de 3,7% dans les débarquements en 1982 n'empêche pas une hausse de leur valeur de 9,1% et en 1983 une augmentation de 23,5% du volume des prises accompagne une augmentation de 26,4% de leur valeur commerciale.

Quant au crabe des neiges, ses débarquements depuis 1980 connaissent un accroissement de plus de 60,0% en trois ans et leur valeur durant cette période se trouve multipliée par 4. Par rapport à 1980, l'augmentation en 1981 est de 20,9% en volume et de 24,5% en valeur. De 1981 à 1982, l'accroissement se chiffre à 50,2% pour la quantité de prises et à 120,3% pour leur valeur commerciale; l'année 1983, en dépit d'une baisse de 10,0% des prises, enregistre une croissance appréciable de 47,8% en valeur.

Ainsi, à cause de leur faible valeur au kilogramme, les poissons — qu'ils soient de fond, d'estuaire ou pélagiques — sont loin d'atteindre l'importance acquise par les mollusques et crustacés dont la valeur globale occupe en 1982 et 1983 la première place dans le total des valeurs des débarquements québécois avec 50,9% et 60,7% contre 42,7% en 1982 et seulement 34,8% en 1983

pour les poissons de fond. Bref, les pêcheurs québécois capturent beaucoup de poissons de fond et pélagiques mais la pêche des mollusques et crustacés se révèle la plus payante.

Pourtant en dix ans, les captures de poissons de fond au Québec diminuent en volume de 13,5% mais croissent en valeur de plus de 140,0%. Celles des poissons pélagiques baissent de plus de 63,0% en volume mais la valeur augmente tout de même de 70,0%. Les mollusques et crustacés de leur côté font plus que quadrupler le volume de leurs débarquements et décuplent leur valeur globale au débarquement.

La pêche maritime régionale: quelques autres données

L'industrie de la pêche au Québec est essentiellement l'activité économique de trois régions: la Gaspésie, les îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord qui, en 1980, fournissent respectivement 63,5%, 20,7% et 15,8% des débarquements totaux de poissons, mollusques et crustacés. En 1981 se produit une légère diminution de volume en Gaspésie avec 62,2% alors que les îles-de-la-Madeleine avec 21,1% et la Côte-Nord avec 16,7% se trouvent ainsi à augmenter leur part. En 1982, la Gaspésie passe à 55,7% tandis que les prises des îles-de-la-Madeleine montent à 25,9% et celles de la Côte-Nord à 18,9%. Seule cette dernière affiche une hausse en 1983 avec 22,4% des prises totales, la Gaspésie et les îles-de-la-Madeleine se situant respectivement à 53,6% et 24,0%.

Quant à la valeur commerciale de ces prises pendant ces quatre années, il n'y a qu'en Gaspésie où elle connaît une variation à la baisse, soit précisément de 1981 à 1982 où elle passe de 29,7 millions à 28,9 millions pour ensuite remonter à 30,7 millions de dollars en 1983. Cette remontée ne saurait cacher la réalité que de 1980 à 1983 la valeur des débarquements gaspésiens dans l'ensemble québécois décroît sensiblement: 63,1% en 1980 et 55,5% en 1983. Par contre la part des pêcheurs madelinots croît, quoique irrégulièrement: 22,1% en 1980 et 24,1% en 1983 après avoir été de 25,0% en 1982. Celle des captures nord-côtières augmente aussi et de façon constante: 14,8% en 1980, 15,3% en 1981, 17,3% en 1982 et 20,4% en 1983.

Pêcheurs et flotte de pêche

De 1979 à 1981, le nombre de pêcheurs et de bateaux de pêche enregistrés au Québec diminue de plus de 8,0% pour les pêcheurs et de plus de 6,5% pour les bateaux de pêche. L'arrivée en 1981 d'environ 400 nouveaux détenteurs de permis de pêche ne réussit pas à compenser le départ de plus de 800 en 1980. La Gaspésie garde la plus forte proportion des pêcheurs inscrits avec 44,6% du total québécois, en baisse cependant par rapport à 1980 où elle atteint 47,0% et par rapport à 1979 avec 53,7%. Les deux autres régions, les Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord, voient en 1981 leur part augmenter jusqu'à 24,8% de pêcheurs madelinots et 30,6% de pêcheurs nord-côtiers.

La flotte de pêche commerciale, de 2 663 embarcations en 1979, baisse à 2 504 en 1980 et à 2 485 en 1981. Cette baisse se fait surtout au détriment des bateaux sans moteur dont le nombre chute de 50,0% en trois ans alors que celui des bateaux à moteur se réduit de 5,5%.

Cette diminution des bateaux à moteur est due exclusivement aux moins de 10 tonneaux dont la quantité de 2 187 en 1979 n'est plus que de 2 026 en 1980 et 1 990 en 1981. En même temps la quantité des 10 tonneaux et plus s'élève à 409 en 1979, à 441 en 1980 et à 462 en 1981.

Ces variations quantitatives de la flotte de pêche n'affectent pas du tout sa valeur qui s'apprécie de 155,5% de 1975 à 1981 en dépit de la réduction du nombre de bateaux de quelque 40,0% durant la même période. De plus, la valeur de la flotte de pêche augmente constamment: 46,3 millions en 1979, 50,7 millions en 1980 et 57,6 millions en 1981.

11

Pêche intérieure

La pêche intérieure reste l'activité la moins importante du secteur primaire des pêches québécoises. De 1979 à 1982, le volume débarqué n'atteint pas une seule fois la proportion de 1,0% du tonnage de la pêche maritime et la valeur des prises ne dépasse pas pendant ces quatre ans plus de 3,2% de la valeur totale des débarquements maritimes. Ainsi, jusqu'en 1981, les captures de la pêche intérieure représentent, en quantité et en valeur, 0,9% et 3,0% de la pêche maritime pour baisser à 0,7% et 2,1% en 1982.

Pourtant le tonnage de la pêche intérieure, stable de 1978 à 1979, augmente durant deux années consécutives, soit en 1980 avec 667 tonnes et avec 703 tonnes en 1981. Il s'agit de hausses de 3,8% en 1980 et de 5,4% en 1981. En 1982 avec 525 tonnes pour 1,05 millions de dollars, c'est une baisse de volume de 25,4% et de valeur de 24,9%.

On dénombre en 1982 environ 435 pêcheurs pratiquant la pêche intérieure dans une cinquantaine de circonscriptions électorales, soit une baisse de plus de 25,0% par rapport aux 588 pêcheurs inscrits en 1978. Avec seulement trois circonscriptions électorales — Yamaska, Maskinongé, Nicolet — on enregistre environ 60,0% des prises et 43,0% de la valeur totale.

La quantité pêchée dans une circonscription n'est pas proportionnelle au nombre de pêcheurs de cette circonscription. Avec 28 pêcheurs en Abitibi, il se pêche 1,3 tonne valant quelque 27 000 $; à Châteauguay, il y a 7 pêcheurs et 23 tonnes de captures pour 42 000 $ environ; à Nicolet on trouve 66 tonnes pour quelque 83 000 $ venant de 26 pêcheurs tandis que Yamaska avec 17 pêcheurs enregistre le plus gros volume, soit 153 tonnes pour environ 209 000 $. Autre exemple: les trois circonscriptions fournissant 60,0% des prises — Yamaska, Maskinongé, Nicolet — ne comptent que 15% des pêcheurs.

Par ailleurs, la somme des prises de cinq espèces représente pratiquement 85,0% du total. Il s'agit, par ordre décroissant, de la barbotte, de la perchaude, de l'anguille, de l'esturgeon et du vairon dont la valeur forme plus de 90,0% de la valeur totale de la pêche intérieure. À cause de sa valeur commerciale, le vairon représente en 1982 l'espèce la plus importante avec 293 000 $ pour environ 36 tonnes de captures; viennent ensuite l'anguille avec 105 tonnes pour 232 000 $, la perchaude avec 109 tonnes pour 175 000 $, l'esturgeon avec 69 tonnes pour 139 000 $ et enfin la barbotte avec 124 tonnes pour 110 000 $.

Finalement, même si les captures diminuent par rapport à 1978, les sommes investies durant cette période de quatre ans en agrès, quais, embarcations, abris augmentent de 30,0% globalement. C'est un accroissement de plus de 75,0% par pêcheur, soit 3 790 $ en 1982 contre 2 160 $ en 1978.

Transformation et valeur marchande

La transformation du poisson se fait dans une soixantaine d'usines réparties dans les trois principales régions de pêche du Québec, à savoir la Gaspésie, la Côte-Nord et les Îles-de-la-Madeleine. La période d'activités la plus intense en 1982 se situe d'avril à novembre où la main-d'oeuvre varie entre le minimum de 1 546 personnes occupées en avril et le maximum de 4 114 atteint au plus fort de la saison de pêche. En 1978, le minimum d'employés durant cette période de neuf mois s'élève à 1 270 en novembre et le maximum atteint 3 087 en juin. Ainsi avec 24,0% d'augmentation du nombre des usines en quatre ans, la main-d'oeuvre minimum occupée en pleine période de production croît de plus de 21,0% et la main-d'oeuvre maximum de plus du tiers.

En 1982, la valeur marchande des produits de pêche sortis des usines se chiffre à 102,1 millions auxquels il faut ajouter 1,5 million de produits tels que la farine de poisson, l'huile, les peaux de loups marins etc. Parmi la quarantaine d'espèces traitées, environ une dizaine retiennent l'attention pour leur importance en volume et surtout en valeur d'expédition.

De 1978 à 1982, la valeur d'expédition connaît une hausse très forte pour deux espèces, soit le maquereau avec 854,6% et le crabe avec 800,0% et forte pour deux autres espèces, le sébaste (168,1%) et la crevette (133,5%). Pendant la même période, elle diminue nettement pour la plie (-61,5%) et le flétan du Groenland (-34,8%). La morue et le homard avec des variations annuelles tantôt à la hausse, tantôt à la baisse, arrivent à augmenter leur valeur marchande de 75,0% et de 3,1% respectivement.

Sur une base annuelle, seuls le crabe et le sébaste maintiennent une croissance élevée et soutenue de leur valeur d'expédition. Pour le crabe, cette croissance varie de 31,4% à 115,2% et pour le sébaste de 2,0% à 26,7% avec une pointe de 65,0% en 1981. De même, les produits de la plie diminuent sans cesse de valeur annuellement: -0,7% en 1979, -14,4% de 1979 à 1980, -39,1% de 1980 à 1981 et -25,6% en 1982. Quant aux autres espèces tels le homard, le flétan du Groënland, la morue, la crevette etc., leur évolution générale positive ou négative pendant cette période de quatre ans résulte d'une conjugaison de variations annuelles positives et négatives souvent fort élevées.

Consommation des produits de la pêche

Le Québec est avec les États-Unis une des régions industrialisées où on consomme, par habitant, le moins de produits de la pêche. Estimée au seuil des années 1980 à environ 6,91 kg per capita, la consommation québécoise représente à peine le dixième de la quantité de produits de pêche consommés par personne au Japon. Il s'agit tout de même d'une progression d'environ 38,0% par rapport aux 5,00 kg consommés par habitant au Québec en 1970.

Cette augmentation graduelle du niveau québécois de consommation des produits de pêche se fait au détriment des poissons salés, fumés et marinés dont la part dans la consommation québécoise passe de 10,0% au début de la décennie 1970 à environ 5,0% à la veille des années 1980. Les produits frais et congelés maintiennent leur part entre 67,0% et 75,0% tout au long de cette décennie pendant que la production en conserve accroît la sienne de façon évidente: 20,0% en 1969 et 26,2% en 1978.

11

Définitions

Capture
Poisson débarqué et vendu par les pêcheurs aux consommateurs et aux producteurs industriels ainsi que le poisson utilisé comme appât ou engrais.

Employé
Toute personne travaillant dans une usine de production ou un entrepôt frigorifique et recevant un traitement ou un salaire.

Flotte côtière
Flotte qui comprend les bateaux de 14 à 20 mètres.

Flotte hauturière
Flotte qui comprend les bateaux de plus de 20 mètres dont les sorties au large peuvent durer plus d'une journée.

Pêche intérieure
Pêche qui se pratique en dehors de la zone de pêche maritime.

Pêche maritime
Pêche qui se pratique dans les eaux salées du fleuve et du golfe Saint-Laurent ainsi que dans celles du plateau continental canadien baigné par l'océan Atlantique. Le territoire maritime prend fin à la limite ouest des comtés de l'Islet et de Charlevoix.

Pêcheur
Toute personne capturant du poisson pour la vente, à l'exclusion des personnes de 14 ans et moins et des aides embauchés pour quelques jours seulement.

Valeur de la flotte de pêche commerciale
Valeur marchande des embarcations de pêche.

Valeur du débarquement
Valeur provenant de la vente de poissons avant transformation.

Valeur marchande
Valeur des produits après transformation.

Note explicative

Dans les deux types de tableaux comportant le total des débarquements québécois, il y a une différence sensible entre les données de Statistique Canada utilisées ici à des fins de comparaison interprovinciale et les données du BSQ.

Pour Statistique Canada la quantité des débarquements est établie comme suit:
. habillé et non étêté pour la morue de l'Atlantique, la morue grise, l'aiglefin, le goberge, la merlu, le brosme, le poisson-chat et la raie;

. habillé et étêté pour le flétan, l'espadon, le thon, la morue-lingue et le cabillaud;

. partiellement entier, partiellement habillé et non étêté pour le saumon de la Colombie Britannique, sauf le saumon rouge, le saumon kéta et le saumon rose dont la statistique couvre le poisson entier;

. décoquillé pour les pétoncles;

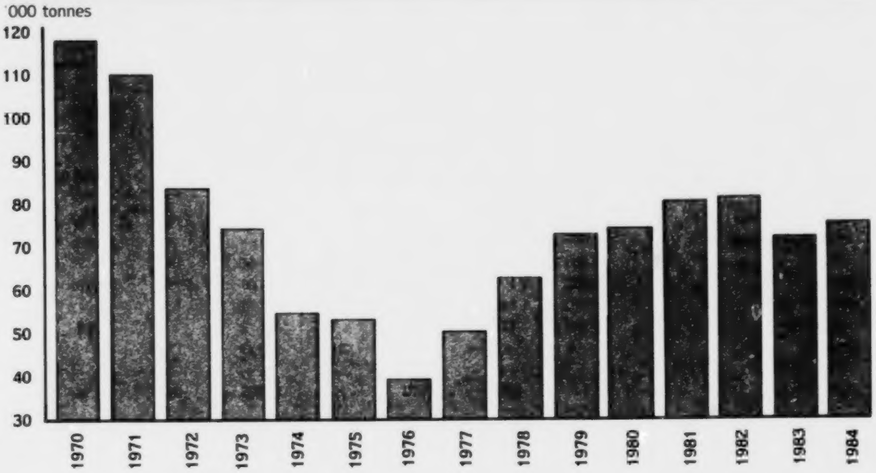
. entier, dans l'écaille ou la carapace pour les autres espèces.

Pour le BSQ, la quantité des débarquements est établie comme suit:
. étêté et vidé pour toutes les espèces de poissons;

. décoquillé pour les pétoncles;

. entier pour les crustacés.

Figure 1
Évolution du volume des captures totales, Québec, 1970-1984



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Pêche commerciale.*

Tableau 1

Quantité et valeur des débarquements, par espèce et par province, Canada, 1979-1983

Espèce	Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Île-du-Prince-Édouard		Québec	
	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1979	**421 154**	**225 527**	**137 217**	**53 620**	**31 059**	**29 377**	**79 165**	**40 017**
Poissons de fond	230 921	80 245	23 492	6 712	17 287	4 300	56 629	19 060
Morue	106 411	38 266	11 809	3 728	6 160	2 003	36 865	13 334
Aiglefin	33 114	15 480	163	103	86	38	1	1
Sebaste	26 304	5 770	3 599	867	3 961	788	8 618	2 099
Fletan	1 406	3 707	20	53	1	3	76	215
Petits poissons plats	17 406	5 861	5 062	1 379	2 487	716	4 226	1 162
Fletan du Groenland	1 686	330	500	99			5 992	2 104
Goberge	29 280	6 593	960	244	80	15	7	1
Merlu	5 932	1 498	993	191	4 001	705	813	137
Brosme	4 910	1 743			1			
Poisson chat	1 925	425	5	1	2		28	6
Poulamon	3	1	211	31	133	17		
Soles et flets	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	2 544	571	170	16	375	15	3	1
Poissons pelagiques et d'estuaire	65 941	22 345	92 331	18 751	4 846	1 898	9 457	3 809
Hareng	49 002	10 724	78 358	14 746	978	246	7 267	1 615
Maquereau	9 111	2 052	2 559	634	2 325	545	918	296
Espadon	2 971	8 150						
Thon	81	276	2 466	1 929	129	567	9	27
Gaspareau	4 147	571	4 420	416	405	73		
Anguille	32	51	149	187	111	145	345	1 364
Saumon	25	136	21	97	1	4	51	244
Alose	48	33	18	16			5	2
Raie	315	16			17	2	18	2
Eperlan	103	48	1 410	585	559	219	457	206
Capelan			2 920	132			375	35
Truite et omble	76	276	—	—	1	5	8	11
Truite arc-en-ciel								
Aiguillat								
Autres	30	12	10	9	320	92	4	7
Mollusques et crustaces	124 292	120 948	21 394	28 029	8 926	20 490	13 079	16 791
Coque	1 286	708	1 371	537	578	245	448	150
Huitre	71	40	367	349	1 044	762		
Petoncle	85 973	71 607	1 086	959	954	817	867	635
Encornet	25 397	10 549	676	224	513	234	1	2
Homard	7 366	33 737	4 371	15 506	5 370	18 074	1 878	7 383
Crevette	1 411	2 462	2 435	2 180			4 778	5 220
Crabe des neiges	2 768	1 836	10 950	8 204	452	348	4 774	3 318
Crabes non specifies	14	6	113	62				
Ormier	—	—	—	—	—		—	
Autres	6	3	25	8	15	10	333	83
Autres[1]								
Foies	—	—	1	1	—	—	—	—
Plantes marines	14 117	1 417	601	125	19 483	2 689	—	—
Autres	—	572	—	2	—	—	—	357

Espèce	Terre-Neuve		Colombie Britannique		Canada	
	Quantité	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1979	**56 107**	**159 258**	**155 276**	**332 468**	**1 392 978**	**840 267**
Poissons de fond	374 225	97 277	35 230	31 237	737 784	238 831
Morue	216 741	63 938	12 827	8 710	390 813	129 979
Aiglefin	1 235	371			34 599	15 993
Sebaste	38 145	5 883	8 790	2 884	89 417	18 291
Fletan	422	475	3 904	16 453	5 829	20 906
Petits poissons plats	81 005	18 698			110 186	27 816
Fletan du Groenland	32 216	7 292	1 806	284	42 200	10 109
Goberge	900	131	3 386	677	34 613	7 661
Merlu	1 245	136			12 984	2 667
Brosme					4 911	1 743
Poisson chat	2 107	345			4 067	777
Poulamon					347	49
Soles et flets			4 517	2 229	4 517	2 229
Autres	209	8			3 301	611
Poissons pelagiques et d'estuaire	90 029	20 363	111 730	286 606	374 334	353 772
Hareng	51 963	12 229	43 465	124 416	231 033	163 976
Maquereau	15 332	2 360			30 245	5 887
Espadon					2 971	8 150
Thon			289	418	2 974	3 217
Gaspareau					8 972	1 060
Anguille	23	19			660	1 766
Saumon	986	3 232	61 166	160 457	62 298	164 246
Alose					71	51
Raie	1 330	95	700	36	2 380	151
Eperlan	17	7	1	1	2 547	1 066
Capelan	18 798	1 960			17 216	1 235
Truite et omble	258	220			343	512
Truite arc-en-ciel			48	76	..	..
Aiguillat			4 877	892	4 877	892
Autres	1 322	241	1 184	310	7 747	1 563
Mollusques et crustaces	104 853	38 540	8 316	9 381	280 860	234 179
Coque	12	1	4 112	2 600	7 807	4 241
Huitre	—	—	2 088	893	3 570	2 044
Petoncle	608	433	—		89 488	74 451
Encornet	86 069	19 328		—	112 656	30 337
Homard	2 591	9 098	—	—	21 576	83 798
Crevette	4 378	3 270	716	2 497	13 718	15 629
Crabe des neiges	11 195	6 410	—	—	31 445	22 451
Crabes non specifies	—	—	1 179	2 267	—	—
Ormier	—	—	35	62	—	—
Autres	—	—	—	—	600	1 228
Autres[1]						
Foies	259	18	—	—	—	—
Plantes marines	—	..	—	—	34 201	4 231
Autres	—	3 060	894	5 244	—	9 254

Tableau 1 (suite)

Quantité et valeur des débarquements, par espèce et par province, Canada, 1979-1983

Espèce	Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Île-du-Prince-Édouard		Québec	
	Quantite	Valeur	Quantité	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1980	**436 822**	**231 572**	**105 356**	**48 575**	**33 463**	**26 772**	**81 248**	**41 870**
Poissons de fond	261 729	97 866	20 893	6 403	20 046	4 935	56 541	19 910
Morue	116 658	42 732	11 710	3 720	5 379	1 511	38 277	14 098
Aiglefin	51 358	25 488	374	208	154	60	1	
Sebaste	16 340	3 360	1 105	242	4 728	892	8 574	2 227
Fletan	1 685	4 133	22	59	5	8	85	311
Petits poissons plats	22 615	8 163	3 929	1 137	3 030	878	3 328	1 099
Fletan du Groenland	837	384	128	27			5 243	1 979
Goberge	33 753	8 395	1 788	621	198	37	2	
Merlu	8 765	2 222	1 371	319	6 305	1 537	907	166
Brosme	4 550	1 533	2	1	1			
Poisson chat	2 665	644	21	4	4	1	119	29
Poulamon			186	28	32	3		
Soles et flets								
Autres	2 503	812	257	57	210	8	5	1
Poissons pelagiques et d'estuaire	95 897	27 579	62 854	13 578	5 355	2 028	10 074	5 249
Hareng	81 793	19 545	51 166	9 988	1 333	361	7 119	1 944
Maquereau	7 268	1 674	3 117	734	2 996	756	1 550	441
Espadon	1 885	4 170						
Thon	75	110	53	140	165	463	82	182
Gaspareau	4 210	1 087	5 274	1 331	254	64		
Anguille	52	59	160	255	121	203	427	1 965
Saumon	91	564	67	355	7	54	124	539
Alose	97	66	83	60	6	2	2	1
Raie	258	27	4	1				
Eperlan	53	42	1 547	552	414	112	265	103
Capelan			1 093	48			488	49
Truite et omble	36	207					11	13
Truite arc en ciel								
Aiguillat								
Autres	79	28	290	114	59	13	6	12
Mollusques et crustaces	79 196	104 426	21 609	28 351	8 062	17 922	14 633	16 393
Coque	2 167	1 436	1 229	589	488	192	370	123
Huitre	85	60	357	338	1 072	1 046		
Petoncle	65 345	63 736	2 080	2 249	812	812	1 038	730
Encornet	759	138	111	17				
Homard	6 484	33 770	4 258	14 543	5 344	15 636	1 550	6 109
Crevette	1 642	3 858	2 919	4 935			4 948	5 552
Crabe des neiges	2 568	1 374	9 994	5 940	297	183	6 438	3 786
Crabes non specifiés	144	53	517	241				
Ormier								
Autres	2	1	144	39	49	53	289	93
Autres[1]								
Foies	11	4	–	–	–	–	–	–
Plantes marines	10 808	1 034	1 046	180	16 065	1 887	–	–
Autres	–	663	–	63	–	–	–	318

Espèce	Terre-Neuve		Colombie Britannique		Canada	
	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1980	**499 199**	**161 286**	**129 926**	**182 281**	1 286 014	692 356
Poissons de fond	380 575	111 845	35 023	23 299	774 807	264 258
Morue	250 068	80 815	12 600	8 086	434 692	150 962
Aiglefin	2 375	718			54 262	26 474
Sebaste	18 235	3 252	9 669	3 102	58 651	13 075
Fletan	371	438	4 396	9 093	6 564	14 042
Petits poissons plats	71 985	18 314			109 674	31 919
Fletan du Groenland	33 359	7 667	1 392	254	40 959	10 311
Goberge	1 010	138	2 179	436	38 930	9 627
Merlu	921	108			18 269	4 352
Brosme	1				4 554	1 534
Poisson-chat	2 184	393			4 993	1 071
Poulamon					218	31
Soles et flets			4 787	2 328	—	—
Autres	66	2			3 041	860
Poissons pelagiques et d'estuaire	67 761	23 253	86 025	145 650	327 966	217 337
Hareng	35 504	10 830	25 155	27 016	202 070	69 684
Maquereau	7 205	1 233			22 136	4 838
Espadon					1 885	4 170
Thon			212	345	587	1 240
Gaspareau					9 738	2 482
Anguille	82	85			842	2 567
Saumon	2 102	7 452	53 819	116 922	56 262	125 967
Alose					188	129
Raie	1 325	101	1 016	63	2 603	192
Eperlan	12	6	1	2	2 292	817
Capelan	20 638	3 217			22 219	3 314
Truite et omble	257	232			304	452
Truite arc-en-ciel			52	81	..	..
Aiguillat	—	—	4 545	843	—	—
Autres	636	97	1 225	378	6 840	1 485
Mollusques et crustaces	50 863	22 164	8 878	10 797	183 241	200 053
Coque	..	..	4 568	3 390	8 822	5 730
Huitre	—	—	1 798	1 134	3 312	2 578
Petoncle	1 197	969	—	—	70 472	68 496
Encornet	33 978	3 284	—	—	34 855	3 445
Homard	2 452	9 954	—	—	20 088	80 012
Crevette	3 808	2 700	656	2 701	13 973	19 206
Crabe des neiges	9 428	5 257	—	—	31 087	19 699
Crabes non specifies	—	—	1 701	2 865	—	—
Ormier	—	—	97	601	97	601
Autres	..	..	58	106	632	887
Autres[1]						
Foies	262	18	—	—	—	—
Plantes marines	—	—	—	—	27 919	3 101
Autres	—	4 006	883	2 535	—	7 607

11

Tableau 1 (suite)

Quantité et valeur des débarquements, par espèce et par province, Canada, 1979-1983

Espèce	Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Île-du-Prince-Édouard		Québec	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1981	**467 473**	**264 124**	**102 257**	**54 586**	**38 515**	**31 786**	**87 591**	**46 790**
Poissons de fond	277 959	108 457	22 580	7 117	23 309	6 029	62 872	23 507
Morue	128 259	53 942	13 852	4 727	6 925	2 166	45 235	18 557
Aiglefin	50 569	23 014	188	89	173	57	2	1
Sebaste	20 528	4 106	2 640	662	5 598	1 189	10 676	2 558
Fletan	1 546	4 044	19	48	1	4	71	302
Petits poissons plats	18 572	6 509	2 611	759	3 067	884	2 448	804
Fletan du Groenland	615	128	82	18	6	1	2 574	1 134
Goberge	38 304	10 237	1 118	393	155	28		
Merlu	8 897	2 420	1 781	379	7 195	1 650	548	111
Brosme	5 960	2 567	1	..	3	1		
Poisson-chat	2 439	540	10	3	1		130	26
Poulamon			258	34	17	2	..	
Soles et flets								
Autres	2 270	950	20	5	168	47	1 188	14
Poissons pelagiques et d'estuaire	94 519	16 480	50 095	9 823	6 233	2 149	8 951	3 990
Hareng	84 242	12 439	43 180	7 042	2 805	675	6 461	1 516
Maquereau	6 616	1 485	1 928	406	2 371	563	1 450	480
Espadon	577	1 256						
Thon	83	199	295	425	219	395	18	28
Gaspareau	2 530	418	2 812	374	259	68		
Anguille	27	50	196	309	221	364	401	1 322
Saumon	43	284	103	596	1	6	97	484
Alose	53	35	29	10			4	1
Raie	93	11	15	3			4	..
Eperlan	81	52	1 475	592	323	71	260	97
Capelan	—	—	—		—	—	238	26
Truite et omble	53	221	..		..		9	21
Truite arc-en-ciel	—	—	—	—	—	—	—	
Aiguillat	—		—	—	—	—	—	—
Autres	121	30	62	66	34	7	9	15
Mollusques et crustaces	94 995	137 665	29 582	37 511	8 973	21 695	15 768	18 884
Coque	2 152	1 514	1 607	834	808	442	155	56
Huitre	103	82	252	285	1 048	1 157	—	—
Petoncle	79 965	88 336	5 785	7 050	1 427	1 692	930	1 006
Encornet	669	245	166	31	1	..	18	8
Homard	7 897	41 314	4 309	16 134	5 355	18 183	1 760	7 128
Crevette	2 482	5 322	3 100	4 660	—	—	4 853	5 880
Crabe des neiges	1 534	777	14 084	8 438	245	151	7 787	4 713
Crabes non spécifiés	155	58	185	48	44	28	—	—
Ormier	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	38	17	94	31	45	42	265	93
Autres[1]								
Foies	—	—	..	1	—	—	—	—
Plantes marines	11 965	1 107	780	134	17 003	1 913	—	—
Autres	—	415	—	—	—	—	—	409

Espèce	Terre-Neuve		Colombie Britannique		Canada	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1981	495 261	167 662	165 882	233 663	1 356 979	798 611
Poissons de fond	392 016	118 624	37 602	25 355	816 338	289 089
Morue	245 162	83 417	12 689	10 801	452 122	173 610
Aiglefin	6 092	1 780	..	—	57 024	24 941
Sebaste	32 624	5 739	9 460	3 137	81 526	17 391
Fletan	295	361	3 266	7 246	5 198	12 005
Petits poissons plats	78 643	20 121	—	—	109 896	31 340
Fletan du Groenland	24 023	6 351	944	170	28 244	7 802
Goberge	1 041	172	1 130	242	41 748	11 072
Merlu	1 133	138	5 558	1 496	25 112	6 194
Brosme	1	..	—	—	5 965	2 568
Poisson chat	2 812	539	—	—	5 392	1 108
Poulamon			—	—	275	36
Soles et flets		—	4 555	2 263	—	—
Autres	190	6			3 836	1 022
Poissons pelagiques et d'estuaire	64 214	18 302	119 933	193 958	343 945	244 702
Hareng	24 754	5 376	37 960	35 060	199 402	62 108
Maquereau	6 931	1 007	...	—	19 296	3 941
Espadon	—	—	—	...	577	1 256
Thon	—	-	103	258	718	1 305
Gaspareau	—	—	—	..	5 601	860
Anguille	41	43	—	..	886	2 088
Saumon	1 910	6 691	78 840	157 920	81 075	166 128
Alose	—	—	.	—	86	46
Raie	1 135	78	960	64	2 207	156
Eperlan	3	1	1	2	2 143	815
Capelan	28 558	4 750	-	—	28 796	4 776
Truite et omble	311	294	..	—	373	536
Truite arc-en-ciel	..	..	81	147	..	..
Aiguillat	...	—	1 091	205	..	..
Autres	571	62	897	302	2 785	687
Mollusques et crustaces	39 031	25 849	8 347	11 145	196 696	252 749
Coque	..	—	3 568	2 942	8 290	5 788
Huitre	—	—	2 409	1 437	3 812	2 961
Pétoncle	1 789	1 520	—	—	89 896	99 604
Encornet	17 464	2 504	—	—	18 318	2 788
Homard	2 376	10 699	—	—	21 697	93 458
Crevette	3 193	3 458	939	2 972	14 567	22 292
Crabe des neiges	14 204	7 668	—	—	39 555	24 825
Crabes non spécifiés	—	—	1 317	—	..	..
Ormier	—	—	85	794	..	..
Autres	5	..	29	56	561	1 033
Autres[1]						
Foies	222	75	—	—	—	—
Plantes marines	—	—	—	—	29 748	3 154
Autres	—	4 812	282	3 205	—	8 917

Tableau 1 (suite)

Quantité et valeur des débarquements, par espèce et par province, Canada, 1979-1983

Espèce	Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Île-du-Prince-Édouard		Québec	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1982	**460 792**	**259 411**	**110 136**	**67 377**	**36 788**	**35 841**	**86 594**	**50 387**
Poissons de fond	293 473	124 225	23 418	8 057	18 938	5 010	58 892	21 353
Morue	154 385	68 306	14 626	5 470	5 190	1 651	41 558	16 671
Aiglefin	44 386	22 366	212	124	2	1	1	1
Sebaste	17 643	3 759	2 399	626	6 990	1 609	12 772	2 738
Fletan	1 928	5 355	20	49	8	13	49	203
Petits poissons plats	17 027	6 268	2 489	730	2 508	760	1 348	421
Fletan du Groenland	1 574	319	44	9	1	.	2 076	1 098
Goberge	35 994	10 622	1 517	616	1	—	—	—
Merlu	8 966	2 736	1 911	406	4 202	974	947	188
Brosme	6 288	2 663	2	1	—	—	—	—
Poisson-chat	2 501	593	14	4	1	—	137	32
Poulamon	—	—	—	—	—	—	—	—
Soles et flets	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	2 781	1 238	184	22	35	2	4	1
Poissons pelagiques et d'estuaire	91 529	21 514	10 749	52 403	8 431	2 639	8 203	3 179
Hareng	80 045	15 253	44 567	7 668	5 085	1 102	3 986	990
Maquereau	7 751	1 954	2 313	607	2 522	706	3 485	1 113
Espadon	—	—	—	—	—	—	—	—
Thon	94	182	18	39	160	389	26	49
Gaspareau	2 374	550	3 193	540	132	29	—	—
Anguille	25	47	160	281	168	281	232	516
Saumon	59	419	88	586	1	13	71	387
Alose	—	—	—	—	—	—	—	—
Raie	2	.	15	3	—	—	—	—
Eperlan	36	25	1 932	883	300	103	156	81
Capelan	—	—	..	—	—	—	238	29
Truite et omble	—	—	—	—	—	—	—	—
Truite arc-en-ciel	—	—	—	—	—	—	—	—
Aiguillat	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	1 143	3 084	117	142	63	16	9	14
Mollusques et crustaces	75 790	112 798	34 315	48 305	9 419	26 287	19 499	25 448
Coque	2 391	1 656	2 658	1 474	1 178	781	2	1
Huitre	49	54	378	394	894	875	—	—
Pétoncle	59 614	55 103	3 343	3 261	1 153	1 037	349	313
Encornet	1 148	378	1	..	..	..	—	..
Homard	8 804	49 956	4 794	22 371	5 491	22 831	1 694	7 777
Crevette	1 303	2 452	2 211	2 923	—	—	5 503	6 856
Crabe des neiges	2 189	2 914	20 290	17 696	629	671	11 644	10 382
Crabes non spécifiés	274	276	514	142	5	6	—	—
Ormier	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	18	9	126	44	69	86	307	119
Autres[1]								
Foies	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantes marines	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	874	—	—	—	—	—	—

Espèce	Terre-Neuve		Colombie Britannique		Canada	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1982	**504 458**	**176 289**	**130 784**	..	**1 358 417**	**829 255**
Poissons de fond	425 606	132 493	30 455		874 680	319 138
Morue	301 594	101 156	11 463		522 038	195 352
Aiglefin	1 802	587			46 403	23 078
Sebaste	26 219	4 821	10 336		76 338	17 430
Fletan	554	690	2 044		5 738	13 429
Petits poissons plats	70 293	19 252	3 477		96 747	29 119
Fletan du Groenland	19 896	5 048			24 121	6 585
Goberge	1 064	180			39 487	11 646
Merlu	854	112			38 538	7 950
Brosme					6 290	2 664
Poisson-chat	3 308	646			5 961	1 275
Poulamon					—	—
Soles et flets					—	—
Autres	22	1	3 135		13 019	10 610
Poissons pelagiques et d'estuaire	47 719	14 943	94 894		306 007	250 805
Hareng	13 567	2 893	27 400		175 844	59 700
Maquereau	307	55			16 378	4 436
Espadon					—	—
Thon			10		392	923
Gaspareau					4 585	870
Anguille	37	47			619	1 167
Saumon	1 321	4 695	65 481		67 251	171 156
Alose					—	—
Raie	240	18			777	57
Eperlan	10	9			2 438	1 109
Capelan	31 601	6 937			31 839	6 961
Truite et omble					—	—
Truite arc-en-ciel					—	—
Aiguillat					—	—
Autres	636	294	222		5 884	4 426
Mollusques et crustaces	31 133	24 918				
Coque		..	4 225	..	10 345	7 551
Huitre			—		2 900	2 304
Petoncle	641	823			65 100	60 537
Encornet	11 160	2 103		..	12 338	2 503
Homard	2 021	9 857	—		22 804	112 792
Crevette	3 805	4 096	525	..	13 509	18 514
Crabe des neiges	13 506	8 039	—	..	49 946	42 472
Crabes non specifies	—	—	488	..	—	—
Ormier		—	42	..	—	—
Autres			155	..	788	1 068
Autres[1]						
Foies	—	—	—	..	—	—
Plantes marines	—	...	—	..	—	—
Autres	..	3 935	—	..	—	11 571

Tableau 1 (suite)

Quantité et valeur des débarquements, par espèce et par province, Canada, 1979-1983

Espèce	Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Île-du-Prince-Édouard		Québec	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1983	**415 490**	**270 804**	**106 277**	**78 263**	**38 717**	**41 391**	**75 889**	**54 894**
Poissons de fond	279 421	118 329	21 116	7 909	20 108	5 251	51 707	18 560
Morue	149 596	62 375	15 607	6 304	7 059	2 119	37 925	14 779
Aiglefin	38 683	23 799	103	73				
Sebaste	21 467	4 981	1 651	446	7 378	1 712	9 710	2 181
Fletan	2 121	6 483	25	69	9	14	97	346
Petits poissons plats	18 989	7 431	1 968	570	2 413	779	1 808	492
Fletan du Groenland	848	175	59	14			855	589
Goberge	32 052	8 268	592	215			32	6
Merlu	7 680	2 113	995	200	3 237	627	659	125
Brosme	4 351	1 700						
Poisson-chat	2 280	539	8	2			168	28
Poulamon								
Soles et flets								
Autres	1 354	465	108	16	12		453	14
Poissons pelagiques et d'estuaire	74 944	16 283	53 961	9 545	9 177	3 408	5 835	3 120
Hareng	66 968	10 540	48 578	7 433	6 214	1 480	2 819	739
Maquereau	5 497	1 618	1 732	560	2 071	600	2 164	580
Espadon								
Thon	9	25	29	37	341	965	22	33
Gaspareau	1 222	366	2 867	565	36	9		
Anguille	28	40	87	147	149	223	509	1 152
Saumon	28	200	68	456		3	82	525
Alose								
Raie	46	2						
Eperlan	12	18	531	244	259	103	128	60
Capelan	1	1					103	14
Truite et omble								
Truite arc-en-ciel								
Aiguillat								
Autres	1 133	3 473	69	103	107	25	8	17
Mollusques et crustaces	61 125	135 128	31 200	60 620	9 432	31 136	18 347	33 026
Coque	2 015	1 618	1 669	1 279	759	454		
Huitre	54	41	284	339	7	5		
Petoncle	44 057	60 299	3 856	5 832	1 573	2 243	749	944
Encornet	3	2	4	1				
Homard	10 709	65 395	5 342	23 503	6 732	28 062	2 092	9 826
Crevette	1 712	3 437	2 140	2 557			5 544	7 423
Crabe des neiges	2 209	4 142	17 534	26 993	137	181	9 949	14 828
Crabes non specifies	328	172	264	60	97	22		
Ormier	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	38	22	107	56	127	169	13	5
Autres[1]								
Foies	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantes marines	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	1 064	—	189	—	1 596	—	—

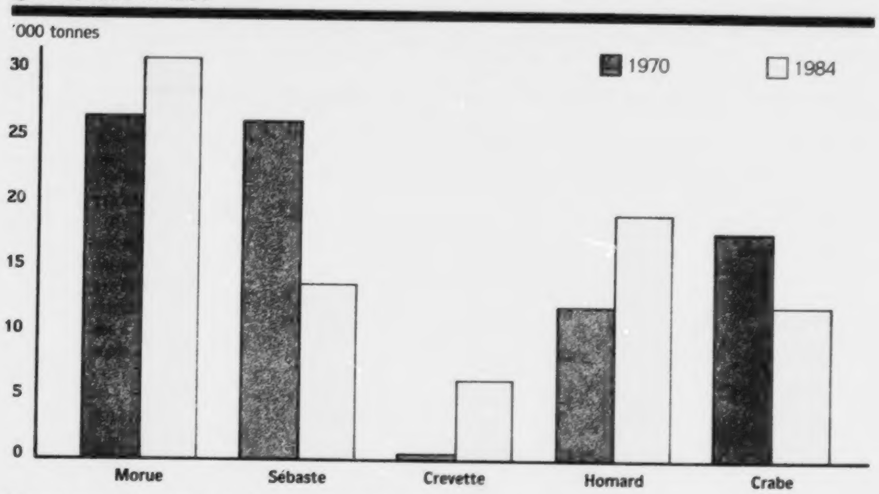
1. Les données regroupées sous la rubrique «Autres» ne sont pas incluses dans le total.

Sources: Ministère des Pêches et Océans, Canada. *Revue statistique annuelle* 1980 et 1981. *Faits saillants* 1982 et 1983.

Espèce	Terre-Neuve		Colombie Britannique		Canada	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1983	454 884	166 721	148 366	..	1 290 824	823 438
Poissons de fond	386 798	123 015	33 910	..	826 958	311 568
Morue	292 696	99 188	12 722	..	511 586	188 529
Aiglefin	714	251	—	..	39 777	24 297
Sebaste	17 495	3 375	11 118	..	69 437	18 991
Fletan	238	351	3 510	..	6 911	21 101
Petits poissons plats	52 297	14 176	2 525	..	79 803	24 699
Fletan du Groenland	18 272	4 779		..	20 390	5 659
Goberge	1 080	180	—	..	34 819	8 903
Merlu	454	60	—	..	43 831	8 351
Brosme	—	—	—	..	4 366	1 705
Poisson-chat	3 546	654	—	..	6 006	1 223
Poulamon	—	—	—	..	—	—
Soles et flets	—	—	—	..	—	—
Autres	6	1	4 035	..	10 032	8 110
Poissons pelagiques et d'estuaire	49 422	13 385	107 631	..	314 078	195 985
Hareng	9 375	1 981	36 000	..	180 425	67 604
Maquereau	7 841	1 718	—	..	19 324	5 083
Espadon	—	—	—	..	—	—
Thon	—	—	123	..	531	1 432
Gaspareau	—	—	—	..	4 125	940
Anguille	—	—	—	..	501	925
Saumon	1 017	3 517	70 631	..	71 842	108 797
Alose	—	—	—	..	—	—
Raie	8	..	—	..	566	42
Eperlan	9	8	—	..	1 069	490
Capelan	30 937	5 944	—	..	31 041	5 958
Truite et omble	—	—	—	..	—	—
Truite arc-en-ciel	..			..	..	..
Aiguillat	—	—	745	..	..	..
Autres	235	217	132	..	4 653	4 714
Mollusques et crustaces	18 664	28 661	6 825	..	149 788	306 868
Coque	—	—	4 800	..	9 740	8 970
Huitre	—	—	—	..	3 086	2 413
Pétoncle	678	859	—	..	51 255	70 755
Encornet	5	1	—	..	12	4
Homard	2 361	12 169	—	..	27 613	141 883
Crevette	4 593	5 312	422	..	17 726	21 879
Crabe des neiges	11 027	10 320	—	..	42 344	60 036
Crabes non specifies	—	—	820	..	1 012	928
Ormier	—	—	39	..	—	—
Autres	—	—	744	..	—	—
Autres[1]						
Foies	—	—	—	..	—	—
Plantes marines	—	—	—	..	—	—
Autres	—	—	—	..	—	9 017

Figure 2a

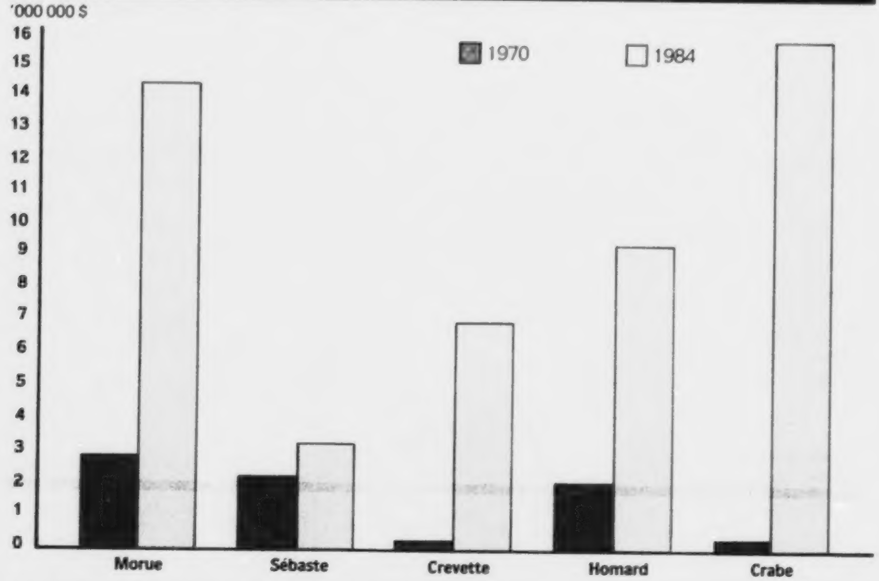
Évolution des débarquements de cinq espèces choisies, selon le volume, Québec, 1970 et 1984



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale*.

Figure 2b

Évolution des débarquements de cinq espèces choisies selon la valeur, Québec, 1970 et 1984



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale*.

Tableau 2

Quantité et valeur des captures, par espèce et par région, Québec, 1980-1983

Région et sous-région	1980		1981		1982		1983	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Crabe	**6 438.37**	**3 785 758**	**7 786.40**	**4 713 012**	**11 693.52**	**10 382 292**	**10 515.26**	**15 349 075**
Gaspesie	3 896.59	2 246 130	5 078.24	3 122 865	6 316.37	5 610 274	4 782.57	7 108 607
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—
Riviere-du-Loup	—	—	—	—	—	—	—	—
Rimouski	195.31	115 186	150.52	95 887	484.26	421 401	360.64	443 986
Matane	466.71	296 134	691.76	436 377	136.95	116 232	105.51	162 994
Gaspe-Nord	11.02	6 057	1.53	947	71.97	63 643	1.15	1 644
Gaspe-Sud	2 668.85	1 494 881	3 248.06	2 014 702	4 072.12	3 815 190	3 083.11	4 873 531
Bonaventure	554.70	333 872	986.37	574 952	1 551.12	1 193 808	1 232.16	1 626 452
Côte-Nord	905.29	537 051	958.90	566 183	2 347.27	2 024 454	3 320.87	4 403 923
Charlevoix	—	—	—	—	—	—	—	—
Saguenay	149.32	90 914	274.70	171 401	1 271.96	1 117 466	1 313.21	1 914 710
Duplessis	755.97	446 137	684.20	394 782	1 075.31	906 988	1 441.35	1 968 004
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	1 636.49	1 002 577	1 749.26	1 023 964	3 029.88	2 747 564	2 411.82	3 836 545
Crevette	**4 947.81**	**5 551 965**	**4 853.09**	**5 880 093**	**5 502.59**	**6 855 597**	**5 550.38**	**7 431 153**
Gaspesie	3 917.94	4 337 931	4 134.34	4 968 258	4 650.59	5 789 577	4 831.85	6 421 757
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—
Riviere-du-Loup	—	—	—	—	—	—	—	—
Rimouski	—	—	—	—	—	—	—	—
Matane	2 287.88	2 559 464	1 440.31	1 771 018	1 694.52	2 268 412	1 554.11	2 087 997
Gaspe-Nord	—	—	—	—	887.62	1 132 592	794.31	1 057 556
Gaspe-Sud	1 630.06	1 778 467	2 694.03	3 197 240	2 068.45	2 388 573	2 483.43	3 276 204
Bonaventure	—	—	—	—	—	—	—	—
Côte-Nord	1 029.87	1 214 034	718.75	911 835	852.00	1 066 020	718.53	1 009 396
Charlevoix	—	—	—	—	—	—	—	—
Saguenay	—	—	—	—	48.71	60 694	0.54	715
Duplessis	1 029.87	1 214 034	718.75	911 835	803.29	1 005 326	717.99	1 008 681
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	—	—	—	—	—	—	—	—
Éperlan	**265.44**	**103 165**	**250.98**	**92 403**	**156.32**	**81 142**	**128.04**	**60 339**
Gaspesie	234.15	82 504	230.14	78 140	132.08	61 944	108.04	45 977
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	0.60	328	0.22	164	0.15	175	—	—
Riviere-du-Loup	9.55	7 186	—	—	3.65	2 797	—	—
Rimouski	0.15	114	0.41	315	6.08	4 294	—	—
Matane	1.16	894	2.13	1 638	1.82	1 545	—	—
Gaspe-Nord	0.06	44	0.24	283	—	—	—	—
Gaspe-Sud	3.19	1 315	1.67	1 177	0.89	450	—	—
Bonaventure	219.44	72 623	225.47	74 563	119.49	52 683	108.04	45 977
Côte-Nord	31.29	20 661	20.84	14 263	24.24	19 198	20.00	14 362
Charlevoix	21.77	14 479	14.67	9 833	13.82	10 928	20.00	14 362
Saguenay	8.71	5 562	6.05	4 336	9.28	7 091	—	—
Duplessis	0.81	620	0.12	94	1.14	1 179	—	—
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	—	—	—	—	—	—	—	—
Flétan	**84.45**	**310 837**	**71.31**	**302 349**	**48.99**	**203 213**	**97.50**	**346 282**
Gaspésie	63.13	240 317	57.50	244 647	37.62	158 467	91.63	322 260
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau 2 (suite)

Quantité et valeur des captures, par espèce et par région, Québec, 1980-1983

Région et sous-région	1980		1981		1982		1983	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Rivière-du-Loup	4.57	18 517	2.79	12 505	3.82	17 278	—	—
Rimouski	6.07	9 745	5.50	24 064	8.47	37 594	12.42	61 606
Matane	19.45	78 893	7.93	31 494	6.19	28 826	1.30	5 373
Gaspé-Nord	6.97	28 280	10.01	43 761	3.97	19 008	2.26	8 876
Gaspé-Sud	26.03	104 702	31.27	132 823	15.11	55 493	75.58	246 167
Bonaventure	0.04	180	—	—	0.06	268	0.07	238
Côte-Nord	20.22	66 900	13.81	57 702	8.72	34 331	4.69	20 253
Charlevoix	—	—	—	—	—	—	—	—
Saguenay	10.73	35 506	7.64	33 760	6.06	27 277	3.36	14 973
Duplessis	9.49	31 394	6.17	23 942	2.66	7 054	1.33	5 280
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	1.10	3 620	—	—	2.65	10 415	1.18	3 769
Flétan du Groenland	**5 251.71**	**1 982 570**	**2 573.77**	**1 134 237**	**2 076.39**	**1 098 320**	**856.21**	**589 421**
Gaspésie	5 171.63	1 952 514	2 475.57	1 094 670	1 936.81	1 030 078	780.96	548 754
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—
Rivière-du-Loup	—	—	—	—	—	—	—	—
Rimouski	540.32	210 238	464.78	206 614	264.52	145 125	121.02	109 787
Matane	1 941.57	711 149	675.29	305 496	341.57	178 708	135.41	78 164
Gaspé-Nord	2 000.76	758 170	1 169.45	517 570	1 171.24	639 803	424.10	316 984
Gaspé-Sud	672.00	265 470	166.05	66 990	159.48	66 443	100.29	43 711
Bonaventure	16.98	7 487	—	—	—	—	0.14	108
Côte-Nord	80.08	30 056	97.68	39 368	138.21	67 718	75.25	40 667
Charlevoix	—	—	—	—	—	—	—	—
Saguenay	6.83	2 654	59.30	23 539	78.92	41 553	19.08	15 752
Duplessis	73.25	27 402	38.38	15 829	59.29	26 165	56.17	24 915
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	—	—	0.52	199	1.37	524	—	—
Hareng	**7 093.46**	**1 937 535**	**6 461.19**	**1 515 519**	**3 986.25**	**990 136**	**2 843.84**	**768 919**
Gaspésie	4 748.28	1 231 265	4 380.84	1 065 896	2 779.41	696 322	1 509.08	379 281
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	0.67	347	1.95	894	2.12	1 017	1.36	1 122
Rivière-du-Loup	333.14	82 019	241.39	76 951	139.74	46 303	—	—
Rimouski	57.60	13 863	89.87	28 189	96.32	29 141	2.80	740
Matane	201.50	60 745	141.05	42 842	219.22	67 869	51.99	12 388
Gaspé-Nord	595.05	176 961	240.03	67 393	169.49	46 579	49.98	16 437
Gaspé-Sud	2 578.14	625 634	2 742.39	660 664	897.22	245 893	630.64	168 918
Bonaventure	982.18	271 696	924.16	188 963	1 255.30	259 520	772.31	179 676
Côte-Nord	948.74	233 402	1 238.18	301 091	1 106.47	273 724	1 112.31	338 765
Charlevoix	6.57	3 393	5.83	2 562	6.42	2 930	6.46	3 014
Saguenay	204.63	57 202	534.46	129 531	254.66	64 740	289.77	86 066
Duplessis	737.54	172 807	697.89	168 998	845.39	206 054	816.08	249 685
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	1 396.44	472 868	842.17	148 532	100.37	20 090	222.45	50 873
Homard	**1 550.34**	**6 108 913**	**1 760.32**	**7 128 095**	**1 694.32**	**7 776 608**	**2 092.39**	**9 826 486**
Gaspésie	512.87	2 105 764	538.15	2 551 824	540.00	2 443 217	818.91	3 915 316
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—
Rivière-du-Loup	—	—	—	—	—	—	—	—
Rimouski	—	—	—	—	—	—	—	—
Matane	—	—	—	—	—	—	—	—
Gaspé-Nord	1.69	7 070	11.32	54 563	1.17	5 430	4.16	21 173

Tableau 2 (suite)

Quantité et valeur des captures, par espèce et par région, Québec, 1980-1983

Région et sous-région	1980		1981		1982		1983	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Gaspe-Sud	334.37	1 400 623	343.84	1 665 706	349.89	1 632 500	611.27	2 976 258
Bonaventure	176.81	698 071	182.99	831 555	188.99	805 287	203.48	917 885
Côte Nord	15.92	61 915	28.45	102 413	4.92	29 122	65.08	294 063
Charlevoix	—	—	—	—			—	—
Saguenay		—					0.27	1 488
Duplessis	15.61	60 606	28.45	102 413	4.92	29 122	43.33	185 327
Île d'Anticosti	0.31	1 309	—				21.48	107 248
Iles de la Madeleine	1 021.55	3 941 234	1 193.72	4 473 858	1 149.40	5 304 269	1 208.40	5 617 107
Maquereau	**1 550.11**	**440 799**	**1 449.75**	**480 226**	**3 484.52**	**1 112 630**	**2 164.37**	**579 661**
Gaspesie	345.47	70 548	236.70	55 022	300.79	78 711	317.46	73 989
L'Islet		—	—			—	—	—
Kamouraska						—		—
Riviere-du-Loup			—			—		—
Rimouski			0.54	96			—	—
Matane		—	0.30	150	0.57	312	—	—
Gaspe Nord	3.47	939	21.14	4 886	1.33	514	2.30	897
Gaspe Sud	60.63	10 863	101.16	27 397	124.86	42 582	139.85	35 099
Bonaventure	281.37	55 746	113.56	22 493	174.03	35 303	175.31	37 993
Côte-Nord	8.59	2 362	9.33	2 631	8.00	2 172	0.89	176
Charlevoix		—	—		0.21	114	—	—
Saguenay	6.67	1 817	6.16	1 896	4.83	1 361	0.89	176
Duplessis	1.92	545	3.17	735	2.96	697	—	—
Ile d'Anticosti		—		—	—	—	—	—
Iles-de-la-Madeleine	1 196.05	367 889	1 203.72	422 573	3 175.73	1 031 747	1 846.02	505 496
Merluche	**755.63**	**166 189**	**456.62**	**110 892**	**788.89**	**187 886**	**549.80**	**125 494**
Gaspesie	730.69	160 721	421.48	103 386	769.80	184 105	484.98	115 836
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—
Riviere-du-Loup	—	—	—	—	—	—	—	—
Rimouski	5.92	1 046	4.66	880	7.71	1 699	1.95	601
Matane	31.05	5 194	17.86	3 351	8.75	1 498	25.61	4 702
Gaspe-Nord	76.90	14 832	43.32	9 124	42.36	9 141	32.92	7 077
Gaspe-Sud	545.99	120 876	290.24	69 622	560.48	130 156	380.98	94 441
Bonaventure	70.83	18 773	65.40	20 409	150.52	41 611	43.52	9 075
Côte-Nord	1.32	259	4.66	789	2.27	815	1.51	297
Charlevoix	—	—	—	—	—	—	—	—
Saguenay	0.71	109	4.66	789	1.91	378	1.51	297
Duplessis	0.61	150	—	—	0.36	437	—	—
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	23.62	5 209	30.48	6 717	16.82	2 966	63.31	9 361
Morue	**31 897.21**	**14 097 302**	**37 695.54**	**18 556 586**	**34 671.65**	**16 686 623**	**33 102.74**	**15 440 226**
Gaspésie	22 140.08	10 124 499	26 197.50	13 438 016	22 688.63	11 121 514	21 412.37	10 310 328
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—
Rivière-du-Loup	4.89	2 735	4.92	3 198	7.05	4 742	—	—
Rimouski	48.88	24 218	49.42	27 237	137.62	77 282	38.03	17 780
Matane	574.60	261 709	992.03	483 772	748.40	344 564	486.02	224 220
Gaspé-Nord	1 848.36	849 735	2 314.68	1 071 220	2 578.59	1 256 022	2 872.38	1 448 150
Gaspe-Sud	19 241.87	8 770 673	22 194.39	11 489 713	18 110.22	8 849 544	17 284.38	8 317 949
Bonaventure	421.48	215 429	642.06	362 876	1 106.35	589 360	731.56	302 229
Côte-Nord	7 426.35	3 026 021	9 426.75	4 250 898	10 009.36	4 684 798	10 182.83	4 581 780
Charlevoix	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau 2 (suite)

Quantité et valeur des captures, par espèce et par région, Québec, 1980-1983

Région et sous-région	1980		1981		1982		1983	
	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Saguenay	196.06	95 971	426.61	222 151	596.44	309 391	608.52	297 944
Duplessis	7 229.49	2 930 050	9 000.14	4 028 747	9 412.92	4 375 407	9 574.31	4 283 836
Ile d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Iles de la Madeleine	2 330.78	946 782	2 071.29	867 672	1 973.66	880 311	1 507.54	548 118
Petoncle	**125.03**	**730 445**	**112.04**	**1 006 254**	**42.03**	**313 123**	**90.20**	**943 602**
Gaspesie	19.71	137 828	18.51	163 546	8.57	68 063	11.24	104 655
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—
Riviere-du-Loup	—	—	—	—	—	—	—	—
Rimouski	—	—	—	—	—	—	—	—
Matane	—	—	—	—	—	—	—	—
Gaspe-Nord	2.51	17 254	—	—	—	—	0.92	11 220
Gaspe-Sud	—	—	6.04	56 676	0.03	300	0.02	275
Bonaventure	17.20	120 574	12.47	106 870	8.54	67 763	10.30	93 160
Côte-Nord	24.68	148 701	24.36	180 032	4.60	32 019	14.35	141 404
Charlevoix	—	—	—	—	—	—	—	—
Saguenay	—	—	—	—	—	—	—	—
Duplessis	24.68	148 701	24.36	180 032	4.60	32 019	14.35	141 404
Ile d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Iles-de-la-Madeleine	80.64	443 916	69.17	662 676	28.86	213 041	64.61	697 543
Plie	**3 321.56**	**1 096 485**	**2 248.07**	**803 837**	**1 361.44**	**425 727**	**1 815.04**	**494 731**
Gaspesie	2 841.23	943 513	2 235.55	736 221	1 274.01	398 299	1 388.61	402 750
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	0.04	18	0.01	6	—	—
Riviere du Loup	0.79	335	0.16	70	1.14	421	—	—
Rimouski	6.35	2 323	8.41	3 406	13.62	4 534	5.70	2 007
Matane	114.29	44 664	187.25	66 058	39.54	13 609	69.83	24 519
Gaspe-Nord	238.35	81 093	268.72	88 674	260.56	81 043	259.52	81 250
Gaspe Sud	2 325.92	771 511	1 610.02	527 744	724.85	223 646	821.10	236 335
Bonaventure	155.53	43 587	160.95	50 251	234.29	75 040	232.46	58 639
Côte-Nord	48.31	15 415	40.07	13 305	29.29	10 007	25.51	8 627
Charlevoix	0.38	178	1.70	734	0.01	5	1.18	732
Saguenay	5.78	2 163	8.75	3 331	3.01	1 010	4.43	1 761
Duplessis	42.15	13 074	29.62	9 240	26.27	8 992	19.90	6 134
Ile d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	432.02	137 557	172.45	54 311	58.14	17 421	400.92	83 354
Saumon	**123.68**	**538 637**	**97.08**	**484 032**	**70.96**	**386 628**	**82.50**	**525 011**
Gaspésie	9.01	40 215	1.01	5 900	24.63	121 690	22.83	150 441
L'Islet	—	—	—	—	—	—	—	—
Kamouraska	—	—	—	—	—	—	—	—
Rivière-du-Loup	—	—	—	—	—	—	—	—
Rimouski	—	—	—	—	—	—	—	—
Matane	0.07	370	—	—	—	—	2.43	16 116
Gaspe-Nord	1.46	6 645	0.15	960	—	—	2.36	15 210
Gaspe-Sud	7.48	33 200	0.86	4 940	11.64	64 434	6.64	43 914
Bonaventure	—	—	—	—	12.99	57 256	11.40	75 201
Côte-Nord	114.67	498 422	96.07	478 132	46.33	264 938	59.67	374 570
Charlevoix	0.72	4 970	0.31	2 067	0.96	5 391	0.11	843
Saguenay	26.22	115 604	15.05	102 425	14.72	81 063	14.51	100 890
Duplessis	87.73	377 848	80.71	373 640	30.65	178 484	45.05	272 837
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	—	—	—	—	—	—	—	—

Tableau 2 (suite)

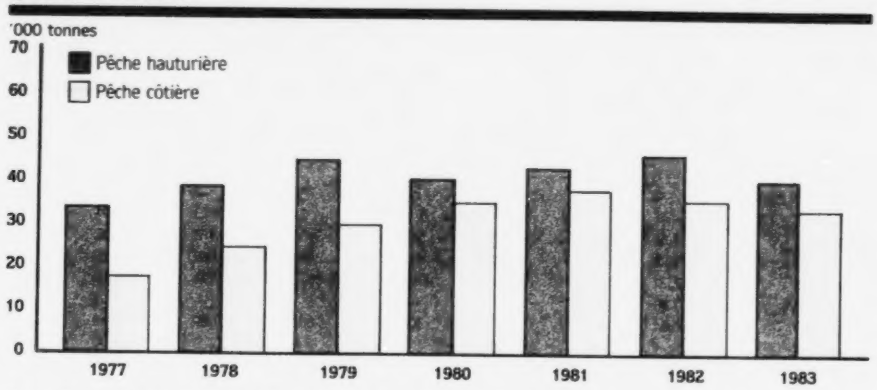
Quantité et valeur des captures, par espèce et par région, Québec, 1980-1983

Région et sous-région	1980		1981		1982		1983	
	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Sebaste	**8 574.13**	**2 227 127**	**10 676.27**	**2 557 858**	**12 771.80**	**2 737 986**	**9 710.66**	**2 181 284**
Gaspesie	1 266.52	333 390	2 386.79	571 389	1 658.54	419 891	849.41	218 825
L Islet								
Kamouraska								
Riviere du Loup								
Rimouski			0.02	7	0.01	3	0.01	3
Matane	357.32	101 506	199.62	56 980	313.25	89 312	113.82	32 478
Gaspe-Nord	319.12	75 192	195.13	54 464	278.02	79 285	236.35	68 537
Gaspe Sud	582.70	155 027	1 992.02	459 938	1 067.26	251 291	499.16	117 792
Bonaventure	7.38	1 665					0.07	15
Cote-Nord	166.64	50 985	102.98	30 539	86.35	27 689	87.49	26 621
Charlevoix								
Saguenay			1.66	393	9.72	3 313	0.91	278
Duplessis	166.64	50 985	101.32	30 146	76.63	24 376	86.58	26 343
Ile d'Anticosti								
Iles de la Madeleine	7 140.97	1 842 752	8 186.50	1 955 930	11 026.91	2 290 406	8 773.76	1 935 838
Autres especes	**1 763.49**	**2 468 516**	**2 421.83**	**1 616 364**	**928.08**	**762 229**	**1 012.55**	**614 562**
Gaspesie	897.51	2 213 136	820.09	1 467 629	596.20	675 210	435.74	576 218
L'Islet	8.18	38 443	2.75	9 099	—	—	4.88	10 747
Kamouraska	302.02	1 413 113	321.79	1 043 640	155.88	344 417	176.58	388 584
Riviere-du-Loup	227.15	450 911	132.90	246 569	93.63	148 935	39.37	86 803
Rimouski	19.18	45 643	30.48	39 904	23.80	29 285	6.76	14 905
Matane	80.28	22 387	24.81	9 129	58.40	23 300	—	—
Gaspe Nord	84.64	26 996	176.99	58 211	137.35	51 625	26.96	8 860
Gaspe Sud	106.34	34 290	114.55	32 702	104.05	28 485	158.13	32 972
Bonaventure	69.72	181 353	15.82	28 375	23.09	49 163	23.06	33 347
Cote Nord	863.84	254 644	413.10	134 162	329.21	85 688	137.15	33 498
Charlevoix	348.07	70 237	179.27	31 717	192.36	30 060	104.57	17 052
Saguenay	452.08	152 858	186.33	70 806	72.14	27 812	6.91	6 151
Duplessis	63.69	31 549	47.50	31 639	64.50	27 816	25.67	10 295
Ile d'Anticosti	—							
Iles de la-Madeleine	2.14	736	1 188.64	14 573	2.88	1 331	439.66	4 846
Loups-marins	**163.90**	**317 937**	**218.91**	**408 676**	**213.48**	**407 345**	**102.74**	**190 347**
Gaspesie	—	—	—	—	—	—	—	—
L Islet	—	—	—	—	—	—		
Kamouraska	—	—	—	—	—	—		
Riviere-du-Loup	—	—	—	—	—	—	—	—
Rimouski	—	—	—	—	—	—	—	
Matane	—	—	—	—	—	—	—	—
Gaspe-Nord	—	—	—	—	—	—	—	—
Gaspe-Sud	—	—	—	—	—	—	—	—
Bonaventure	—	—	—	—	—	—	—	—
Côte-Nord	86.47	160 692	69.59	139 900	39.48	59 345	16.12	30 100
Charlevoix	—	—	—	—	—	—	—	—
Saguenay	17.74	35 480	12.39	25 662	17.13	25 695	3.20	6 000
Duplessis	68.73	125 212	57.20	114 238	22.35	33 350	12.92	24 100
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	77.43	157 245	149.32	268 776	174.00	348 000	86.62	160 247

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Statistiques des pêches maritimes du Quebec*. 1980-1983.

Figure 3a

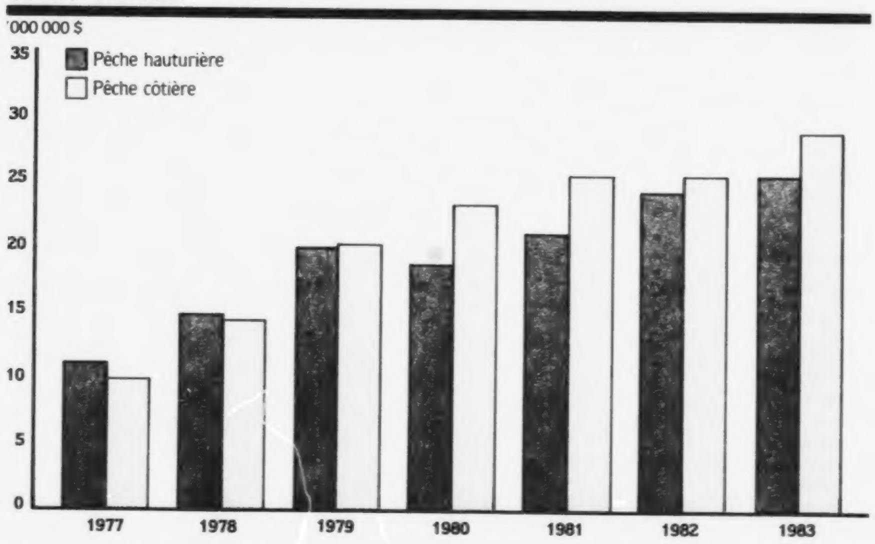
Répartition des débarquements côtiers et hauturiers selon le volume, Québec, 1977-1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques des pêches maritimes du Québec.*

Figure 3b

Répartition des débarquements côtiers et hauturiers selon la valeur, Québec, 1977-1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques des pêches maritimes du Québec.*

Tableau 3

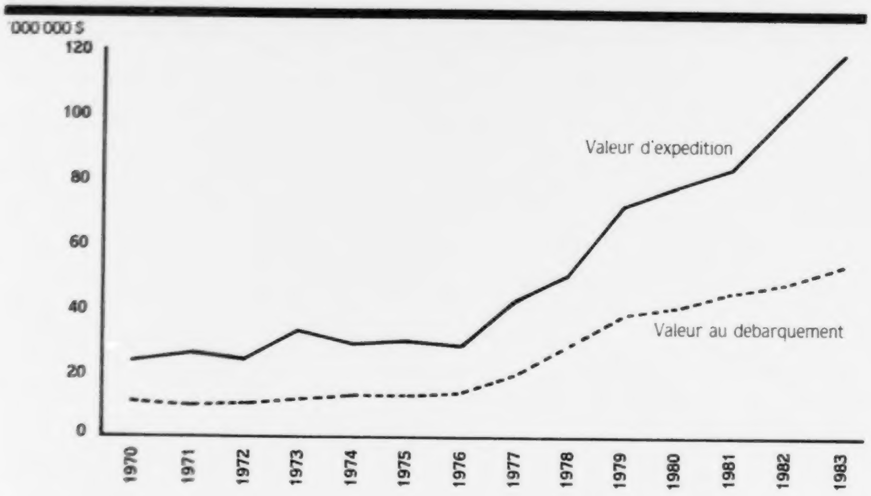
Quantité et valeur des captures totales, par région, par catégorie d'espèce et selon le type de pêche, Québec, 1980-1983

Région et sous-région	1980		1981		1982		1983	
	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Gaspesie	**46 794.81**	**26 220 275**	**49 212.41**	**29 667 409**	**43 714.05**	**28 857 362**	**37 845.68**	**30 694 994**
L'Islet	8.18	38 443	2.75	9 099			4.88	10 744
Kamouraska	303.29	1 413 788	324.01	1 044 716	158.16	345 615	177.94	389 706
Riviere-du-Loup	580.09	561 703	382.16	339 293	249.03	220 476	39.37	86 803
Rimouski	879.78	422 376	804.61	424 599	1 042.41	750 565	549.33	651 415
Matane	6 075.88	4 143 109	4 380.34	3 208 305	3 569.58	3 134 187	2 546.03	2 648 951
Gaspe-Nord	5 190.36	2 049 268	4 452.71	2 072 056	5 603.67	3 384 684	4 709.67	3 063 871
Gaspe-Sud	30 783.57	15 570 532	35 536.59	20 308 034	28 216.53	17 794 980	26 274.58	20 463 566
Bonaventure	2 973.66	2 021 056	3 329.25	2 261 307	4 824.72	3 227 116	3 543.88	3 379 935
Cote-Nord	**11 685.81**	**6 160 828**	**13 193.93**	**7 083 343**	**14 997.03**	**8 622 807**	**15 826.13**	**11 288 402**
Charlevoix	377.51	93 257	201.78	46 913	213.78	49 428	132.32	36 003
Saguenay	1 068.54	560 360	1 531.37	764 358	2 372.36	1 768 844	2 263.91	2 441 201
Duplessis	10 239.45	5 505 902	11 460.78	6 272 072	12 410.89	6 863 766	13 408.42	8 703 950
Ile d'Anticosti	0.31	1 309			—	—	21.48	107 248
Iles-de-la-Madeleine	**15 261.80**	**9 165 140**	**16 707.92**	**9 631 005**	**20 566.67**	**12 520 085**	**16 939.67**	**13 292 850**
Total	**73 742.42**	**41 546 243**	**79 114.27**	**46 381 757**	**79 277.75**	**50 000 254**	**70 611.48**	**55 276 246**
Peche hauturiere	**39 584.09**	**18 462 376**	**42 082.18**	**21 077 691**	**44 889.77**	**24 426 041**	**38 755.94**	**25 677 600**
Poissons de fond	30 933.82	10 804 977	34 275.57	13 385 776	33 342.64	12 202 106	28 493.68	11 091 138
Poissons pelagiques et d'estuaire	525.28	123 514	6.23	1 589	23.08	7 502	9.61	2 718
Mollusques et crustaces	8 124.99	7 533 885	7 800.38	7 690 326	11 524.05	12 216 433	10 252.65	14 583 744
Peche cotiere	**34 158.33**	**23 083 867**	**37 032.09**	**25 304 110**	**34 387.98**	**25 574 099**	**31 855.54**	**29 598 646**
Poissons de fond	19 066.86	9 119 002	20 941.52	10 120 292	18 493.32	9 170 565	18 258.38	8 134 873
Poissons pélagiques et d'estuaire	9 496.81	5 105 278	8 940.45	3 989 944	8 177.50	3 172 302	5 564.66	2 484 017
Mollusques et crustaces	5 594.66	8 859 587	7 150.12	11 193 874	7 717.16	13 231 232	8 032.50	18 979 756

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Statistiques des pêches maritimes du Quebec.* 1980-1983

Figure 4

Évolution de la valeur au débarquement et de la valeur marchande, Québec, 1970-1983



Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Peche commerciale.*

Tableau 4

Importance des principales espèces dans l'ensemble des débarquements, Québec, 1970 et 1977-1981

Principales espèces économiques	1970		1977		1978		1979		1980		1981	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
	%											
Morue	23.0	25.7	39.9	34.6	43.0	33.9	42.6	33.6	43.3	33.9	47.6	40.0
Sepaste	22.7	18.8	18.3	8.5	13.5	6.0	12.0	5.3	11.6	5.4	13.5	5.5
Plie	2.5	2.8	9.4	5.6	8.0	4.5	5.9	2.9	4.5	2.6	3.1	1.7
Turbot	0.3	0.1	6.0	3.8	7.3	4.8	7.8	5.3	7.1	4.8	3.3	2.4
Hareng	46.3	13.0	7.9	2.3	9.6	3.5	10.1	4.1	9.6	4.7	8.2	3.3
Maquereau	0.2	0.2	1.2	0.4	1.5	0.6	1.3	0.7	2.1	1.1	1.8	1.0
Saumon	0.1	3.1	0.2	1.9	0.1	1.0	0.1	0.6	0.2	1.3	0.1	1.0
Eperlan	0.3	0.6	0.4	0.3	1.0	0.8	0.6	0.5	0.4	0.2	0.3	0.2
Capelan	0.1	0.1	0.3	0.1	0.3	0.1	0.5	0.1	0.7	0.1	0.3	0.1
Anguille	0.2	2.1	0.7	3.4	0.6	5.6	0.5	3.4	0.6	4.7	0.5	2.9
Crevette	0.4	1.5	6.3	11.4	6.3	12.7	6.6	13.2	6.7	13.4	6.1	12.7
Homard	1.0	17.0	2.9	19.4	2.6	18.6	2.6	18.6	2.1	14.7	2.2	15.4
Crabe	1.5	3.2	4.2	5.2	3.9	5.0	6.6	8.4	8.7	9.1	9.8	10.2
Coques	0.1	0.2	0.1	0.5	0.6	0.4	0.6	0.4	0.5	0.3	0.2	0.1
Petoncles	0.4	10.5	0.1	1.0	0.1	1.3	0.1	1.6	0.2	1.8	0.1	2.2
Buccins	0.1	0.1	0.7	0.4	0.6	0.3	0.5	0.2	0.4	0.2	0.3	0.2
Flétan	0.1	0.8	0.1	0.5	0.1	0.6	0.1	0.5	0.1	0.7	0.1	0.7
Total	99.3	99.8	99.3	99.3	99.1	99.7	97.5	99.4	98.8	99.0	97.5	99.6

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Pêche commerciale.* 1970-1981

Tableau 5

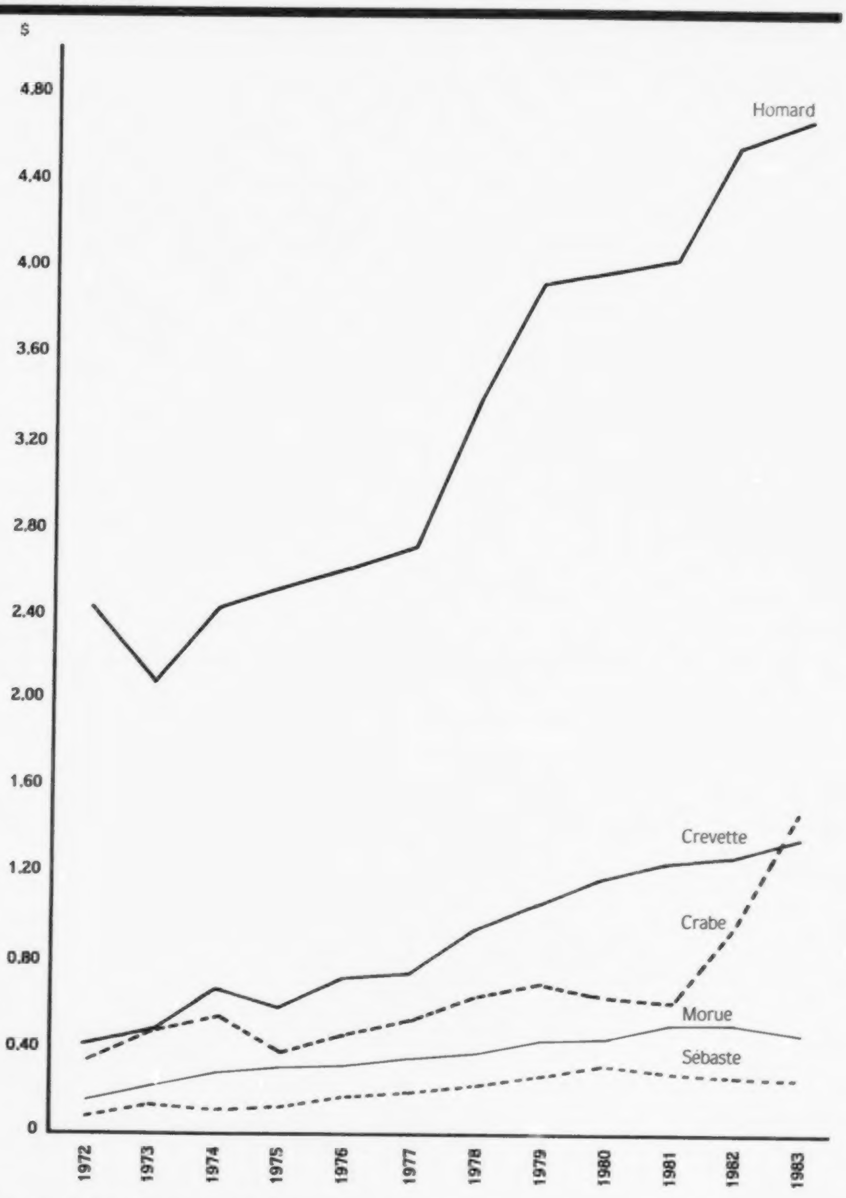
Prix moyen du kilogramme au débarquement, selon l'espèce, Québec, 1977-1982

Espèce	**1977**	**1978**	**1979**	**1980**	**1981**	**1982**
			$			
Morue	0.350	0.371	0.434	0.442	0.492	0.481
Aiglefin	0.350	0.438	0.474	0.424	0.501	0.632
Goberge	0.088	0.188	0.181	0.200	0.250	0.150
Merluche	0.152	0.195	0.202	0.220	0.243	0.238
Sebaste	0.187	0.208	0.243	0.260	0.240	0.214
Poisson-loup	0.209	0.192	0.237	0.285	0.243	0.279
Fletan	2.385	2.817	2.842	3.681	4.240	4.148
Plie	0.242	0.264	0.274	0.330	0.328	0.312
Turbot	0.257	0.311	0.351	0.377	0.441	0.529
Hareng	0.119	0.170	0.222	0.273	0.235	0.248
Maquereau	0.132	0.170	0.322	0.284	0.331	0.319
Poulamon	0.220	0.220	0.326	0.223	0.306	0.312
Alose	0.387	0.348	0.347	0.485	0.198	0.605
Saumon	3.819	3.576	4.807	4.355	4.986	5.449
Eperlan	0.359	0.373	0.450	0.389	0.375	0.519
Capelan	0.112	0.131	0.093	0.101	0.111	0.123
Sardine	0.220		—	—	—	—
Truite de mer	1.533	1.456	1.297	1.560	2.332	1.457
Poule de mer	0.455	0.338	0.401	0.301	0.437	0.315
Anguille	1.861	4.342	3.958	4.600	3.293	2.228
Esturgeon	1.045	1.192	1.702	2.021	1.612	1.851
Crevette	0.730	0.955	1.092	1.122	1.212	1.246
Homard	2.706	3.373	3.931	3.940	4.049	4.590
Crabe	0.497	0.599	0.695	0.588	0.605	0.892
Coques	0.268	0.356	0.335	0.334	0.362	0.502
Petoncles	3.626	4.016	6.075	5.842	8.981	7.450
Buccins	0.246	0.244	0.248	0.313	0.348	0.387

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale*, 1982.

Figure 5

Prix moyen du kilogramme au débarquement de cinq espèces choisies, Québec, 1972-1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale.*

Tableau 6

Répartition des pêcheurs et des embarcations par région, sous-région et district, Québec, 1979-1981

Région, sous-région et district	1979		1980		1981	
	Pêcheurs	Embarcations	Pêcheurs	Embarcations	Pêcheurs	Embarcations
			n			
Gaspesie	**2 767**	**1 149**	**2 036**	**1 050**	**2 106**	**968**
L'Islet						
1. L'Anse a Gilles — Pointe-Rouge	11		12		12	
Kamouraska						
2. Pointe-Rouge — Saint Andre	123		124		128	
Riviere du Loup, Rimouski						
3. Notre Dame du Portage — Sainte-Flavie	122	46	106	45	116	45
Matane						
4. Sainte-Flavie — Capucins	207	112	147	92	162	94
Gaspe-Nord						
5. Cap-Chat — Riviere-a-Claude	270	113	204	112	219	115
6. Duchesnay — Saint Helier	276	136	148	113	152	98
7. Pointe a la Renommee — Petit Cap	163	46	109	41	109	28
Gaspe-Sud						
8. Petite-Riviere-au-Renard — Cap-Gaspe	279	121	180	108	180	89
9. Cap-Gaspe — Pointe Saint Pierre	167	58	93	45	95	38
10. Pointe Saint-Pierre — Breche a Manon	286	150	229	132	230	116
11. Breche-a-Manon — Pointe au Maquereau	450	144	344	131	345	116
Bonaventure						
12. Pointe au Maquereau — Paspebiac	233	142	214	140	223	139
13. New-Carlisle — Grande-Cascapedia	74	47	49	41	55	43
14. Grande-Cascapedia — Miguasha	79	29	58	35	61	32
15. Miguasha — Riviere Ristigouche	27	5	19	15	19	15
Côte-Nord	**1 374**	**1 047**	**1 247**	**963**	**1 446**	**1 059**
Charlevoix						
16. Cap Tourmente — Riviere Saguenay	72		142	9	174	12
Saguenay						
17. Tadoussac — Riviere Betsiamites	90	79	110	94	123	96
18. Riviere Betsiamites — Riviere Sainte-Marguerite-en-Bas	99	93	108	106	152	137
Duplessis						
19. Riviere-Sainte-Marguerite-en-Bas — Rivière-Pigou	53	45	64	52	108	85
20. Rivière-Pigou — Havre Saint-Pierre	93	60	46	46	54	55
21. Havre-Saint Pierre — Kegashka	92	74	67	56	68	57
22. Kegashka — Baie-des-Moutons	242	219	181	169	181	167
23. Baie-des Moutons — Rivière Saint-Paul	491	376	443	354	491	368
24. Riviere Saint-Paul — Blanc-Sablon	141	101	86	77	95	82
Île d'Anticosti						
25. Île d'Anticosti	1	—		—	—	—
Îles-de-la-Madeleine	**1 011**	**467**	**1 047**	**491**	**1 172**	**458**
26. Île du Havre aux Maisons, Île de la Grande Entrée, La Grosse Île, Île Brion, Île de l'Est, Île Shag	427	192	464	215	498	213
27. Île du Havre Aubert — Île d'Entree	267	129	242	127	308	109
28. Île du Cap aux Meules	317	146	341	149	366	136
Total	**5 152**	**2 663**	**4 330**	**2 504**	**4 724**	**2 485**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale*, 1979-1981.

Tableau 7

Répartition des embarcations selon le type, par région, sous-région et district, Québec, 1979-1981

Région, sous-région et district	Embarcations							
	1979				1980			
	Avec moteur	Sans moteur	Moins de 10 tonneaux	10 tonneaux et plus	Avec moteur	Sans moteur	Moins de 10 tonneaux	10 tonneaux et plus
	n							
Gaspesie	1 116	33	1 031	19	952	16	897	252
L'Islet								
1. L'Anse à Gilies — Pointe-Rouge								
Kamouraska								
2. Pointe-Rouge — Saint-Andre	—							
Riviere-du-Loup, Rimouski								
3. Notre-Dame-du-Portage — Sainte-Flavie	35	11	37	8	37	8	40	6
Matane								
4. Sainte-Flavie — Capucins	110	2	92		94		95	17
Gaspe-Nord								
5. Cap-Chat — Riviere-a-Claude	110	3	111	1	114	1	91	22
6. Duchesnay — Saint-Helier	127	9	110	3	95	3	129	7
7. Pointe-a-la-Renommee — Petit-Cap	46		41		28		42	4
Gaspe-Sud								
8. Petite-Riviere-au-Renard — Cap-Gaspe	121		108		89	—	60	61
9. Cap-Gaspe — Pointe-Saint-Pierre	51	7	41	4	36	2	50	8
10. Pointe-Saint-Pierre — Breche-a-Manon	150		132		116	—	121	29
11. Breche-a-Manon — Pointe-au-Maquereau	143	1	130	1	116		99	54
Bonaventure								
12. Pointe-au-Maquereau — Paspebiac	142		140		139	—	109	33
13. New-Carlisle — Grande-Cascapedia	47		41		43		40	7
14. Grande-Cascapedia — Miguasha	29	—	35		32		25	4
15. Miguasha — Riviere-Ristigouche	5		13	2	13	2	5	
Côte-Nord	1 018	29	949	14	1 044	15	1 003	44
Charlevoix								
16. Cap-Tourmente — Riviere-Saguenay	—	—	7	2	9	3		—
Saguenay								
17. Tadoussac — Riviere-Betsiamites	74	5	90	4	92	4	78	1
18. Riviere-Betsiamites — Rivière-Sainte-Marguerite-en-Bas	91	2	104	2	135	2	86	7
Duplessis								
19. Riviere-Sainte-Marguerite-en-Bas — Riviere-Pigou	44	1	51	1	85	—	39	6
20. Riviere-Pigou — Havre-Saint-Pierre	60	—	45	1	54	1	51	9
21. Havre-Saint-Pierre — Kegashka	73	1	56	—	57	—	72	2
22. Kegashka — Baie-des-Moutons	215	4	167	2	165	2	210	9
23. Baie-des-Moutons — Riviere-Saint-Paul	374	2	353	1	366	2	369	7
24. Rivière-Saint-Paul — Blanc-Sablon	87	14	76	1	81	1	98	3
Île d'Anticosti								
25. Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—	—

Région, sous-région et district	Embarcations			
	1981			
	Avec moteur	Sans moteur	Moins de 10 tonneaux	10 tonneaux et plus
	n			
Gaspesie	**789**	**251**	**719**	**249**
L'Islet				
1. L'Anse à Gilles — Pointe Rouge			—	—
Kamouraska				
2. Pointe Rouge — Saint André				
Riviere du Loup, Rimouski				
3. Notre Dame-du-Portage — Sainte-Flavie	40	5	40	5
Matane				
4. Sainte-Flavie — Capucins	73	19	73	21
Gaspe Nord				
5. Cap-Chat — Rivière-à-Claude	84	28	86	29
6. Duchesnay — Saint Helier	105	8	90	8
7. Pointe à la Renommee — Petit Cap	38	3	25	3
Gaspe-Sud				
8. Petite Riviere au Renard — Cap Gaspe	50	58	35	54
9. Cap Gaspe — Pointe Saint Pierre	39	6	34	4
10. Pointe Saint Pierre — Breche à Manon	107	25	87	29
11. Breche à Manon — Pointe au Maquereau	78	53	64	52
Bonaventure				
12. Pointe au Maquereau — Paspebiac	104	36	105	34
13. New-Carlisle — Grande-Cascapedia	35	6	37	6
14. Grande Cascapedia — Miguasha	31	4	28	4
15. Miguasha — Riviere Ristigouche	15	—	15	—
Cote-Nord	**904**	**59**	**997**	**62**
Charlevoix				
16. Cap Tourmente — Riviere Saguenay	9	—	12	—
Saguenay				
17. Tadoussac — Riviere Betsiamites	92	2	94	2
18. Riviere Betsiamites — Riviere Sainte-Marguerite-en-Bas	97	9	128	9
Duplessis				
19. Riviere-Sainte-Marguerite-en-Bas — Riviere-Pigou	47	5	78	7
20. Riviere-Pigou — Havre-Saint-Pierre	38	8	45	10
21. Havre-Saint-Pierre — Kegashka	55	1	56	1
22. Kegashka — Baie-des-Moutons	159	10	157	10
23. Baie-des-Moutons — Riviere Saint-Paul	338	16	353	15
24. Riviere Saint-Paul — Blanc-Sablon	69	8	74	8
Île d'Anticosti				
25. Île d'Anticosti	—	—	—	—

Tableau 7 (suite)

Répartition des embarcations selon le type, par région, sous-région et district, Québec, 1979-1981

Région, sous-région et district	Embarcations							
	1979				1980			
	Avec moteur	Sans moteur	Moins de 10 tonneaux	10 tonneaux et plus	Avec moteur	Sans moteur	Moins de 10 tonneaux	10 tonneaux et plus
	n							
Îles-de-la-Madeleine	462	5	487	4	456	2	354	113
26. Île du Havre aux Maisons, Île de la Grande Entrée, La Grosse Île, Île Brion, Île de l'Est, Île Shag	191	1	214	1	213		142	50
27. Île du Havre Aubert Île d'Entrée	127	2	125	2	108	1	114	15
28. Île du Cap aux Meules	144	2	148	1	135	1	98	48
Total	2 596	67	2 467	37	2 452	33	2 254	409

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale*, 1979-1981.

Tableau 8

Valeur de la flotte de pêche commerciale, par classe de bateau, selon la longueur et le tonnage, Québec, 1979-1981

Classe de bateau	1979		1980		1981	
		Valeur		Valeur		Valeur
	n	$	n	$	n	$
Bateaux à moteur	2 596	46 286 231	2 467	50 636 007	2 452	57 585 742
Longueur						
Moins de 6 mètres	1 000	1 735 284	844	1 371 079	864	1 864 629
6.0 à 7.5 mètres	414	1 006 364	415	1 075 470	401	1 062 220
7.6 à 9.0 mètres	434	1 320 541	413	1 426 341	364	1 332 291
9.0 à 10.5 mètres	271	2 428 330	289	2 895 995	293	3 387 095
10.6 à 12.1 mètres	146	3 220 262	169	4 799 362	183	5 282 462
12.2 à 13.6 mètres	110	2 612 000	126	4 227 600	133	4 548 900
13.7 à 19.7 mètres	190	13 686 825	186	18 282 035	181	19 950 585
19.8 à 27.3 mètres	23	6 026 625	19	6 300 425	27	9 907 560
27.4 à 30.4 mètres	1	250 000	1	250 000	1	250 000
Plus de 30.4 mètres	7	14 000 000	5	10 000 000	5	10 000 000
Tonnage						
Moins de 10 tonneaux	2 187	7 843 575	2 026	9 075 791	1 990	9 911 541
10 tonneaux et plus	409	38 442 656	441	41 560 216	462	47 674 201
10.0 à 24.9 tonneaux	259	5 920 856	302	9 715 906	308	10 380 506
25.0 à 49.9 tonneaux	84	7 389 235	84	9 715 285	89	11 254 735
50.0 à 99.9 tonneaux	40	6 291 365	34	6 632 025	42	9 495 425
100.0 à 149.9 tonneaux	17	4 291 200	15	5 247 000	15	5 580 035
150.0 à 499.9 tonneaux	9	14 550 000	6	10 250 000	8	10 963 500
Bateaux à rame	67	57 710	37	33 900	33	19 050
Total	2 663	46 343 941	2 504	50 669 907	2 485	57 604 792

1 tonneau = 100 pi^3 = 2,83 m^3.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale*, 1979-1981.

Région, sous-région et district	Embarcations			
	1981			
	Avec moteur	Sans moteur	Moins de 10 tonneaux	10 tonneaux et plus
	n			
Îles-de-la-Madeleine	360	131	307	151
26. Île du Havre aux Maisons, Île de la Grande Entrée, La Grosse Île, Île Brion, Île de l'Est, Île Shag	154	61	144	69
27. Île du Havre Aubert Île d'Entrée	110	17	87	22
28. Île du Cap aux Meules	96	53	76	60
Total	2 063	441	2 023	462

Tableau 9

Moyenne des revenus brut et net de l'équipage des hauturiers, Québec, 1980-1982

	Cordiers	Chalutiers		
	18 mètres	18 mètres	20 mètres	25 mètres
	$			
1980				
Revenu brut du propriétaire	46 146	41 685	58 837	71 337
Revenu net du propriétaire	32 003	22 173	33 280	49 172
Revenu brut de l'équipage	70 144	62 735	87 705	106 818
Revenu net de l'équipage	51 313	46 053	63 035	70 593
Revenu net par homme d'équipage	11 039	11 980	16 239	14 904
1981				
Revenu brut du propriétaire	47 746	53 085	69 096	88 961
Revenu net du propriétaire	30 108	33 025	42 796	72 042
Revenu brut de l'équipage	72 842	79 907	103 057	133 442
Revenu net de l'équipage	45 784	57 889	74 378	88 705
Revenu net par homme d'équipage	11 164	15 494	18 858	20 758
1982				
Revenu brut du propriétaire	44 747	49 047	65 470	55 290
Revenu net du propriétaire	22 274	26 915	38 240	26 809
Revenu brut de l'équipage	67 121	77 792	98 204	82 936
Revenu net de l'équipage	36 506	51 701	61 679	42 788
Revenu net par homme d'équipage	7 467	12 444	13 412	10 697

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Les chalutiers et les cordiers au Québec*, 1982.

Tableau 10

Utilisation de chaque dollar provenant de la pêche hauturière, Québec, 1978-1982

	1978	1979	1980	1981	1982
			$		
Cordier de 18 metres					
Entretien	0.040	0.040	0.058	0.093	0.084
Engins de pêche	0.100	0.090	0.063	0.053	0.060
Assurance et CSST					0.056
Depenses diverses (bateau)	0.020	0.004	0.005	0.001	0.001
Carburants	0.060	0.070	0.069	0.083	0.095
Glace	0.010	0.007	0.005	0.006	0.013
Vivres	0.030	0.036	0.033	0.034	0.039
Dechargement		0.001	0.001		
Boette		0.004	0.069	0.103	0.126
Depenses diverses (equipage)	—	0.004	0.002	—	—
Debourses au compte capital	0.150	0.110	0.120	0.086	0.079
Autres remboursements	0.060	0.060	0.051	0.019	0.097
Gains nets du proprietaire du bateau	0.040	0.096	0.086	0.142	0.023
Gains nets de l'equipage	0.490	0.478	0.438	0.380	0.327
Chalutier de 18 metres					
Entretien	0.120	0.099	0.113	0.105	0.086
Engins de pêche	0.060	0.040	0.047	0.045	0.049
Assurance et CSST					0.032
Depenses diverses (bateau)	0.020	0.006	0.004	0.001	0.001
Carburants	0.090	0.084	0.115	0.128	0.127
Glace	0.010	0.009	0.011	0.011	0.019
Vivres	0.030	0.026	0.031	0.027	0.031
Dechargement		0.002	0.002		
Boette					
Depenses diverses (equipage)		0.002	0.004		
Debourses au compte capital	0.040	0.046	0.041	0.024	0.018
Autres remboursements	0.050	0.079	0.069	0.010	0.165
Gains nets du proprietaire du bateau	0.120	0.130	0.127	0.214	0.049
Gains nets de l'equipage	0.460	0.477	0.436	0.435	0.423
Chalutier de 20 metres					
Entretien	0.100	0.086	0.121	0.115	0.069
Engins de pêche	0.040	0.049	0.037	0.037	0.042
Assurance et CSST					0.035
Depenses diverses (bateau)	0.010	0.005	0.004		0.002
Carburants	0.110	0.120	0.125	0.134	0.153
Glace	0.010	0.008	0.010	0.009	0.018
Vivres	0.020	0.024	0.024	0.024	0.031
Dechargement	—	0.002	0.002	—	—
Boette	—	—	—	—	—
Depenses diverses (equipage)	—	0.003	0.004		
Debourses au compte capital	0.080	0.064	0.069	0.077	0.072
Autres remboursements	0.080	0.063	0.062	0.003	0.136
Gains nets du proprietaire du bateau	0.090	0.133	0.111	0.169	0.044
Gains nets de l'equipage	0.460	0.443	0.431	0.432	0.398

Tableau 10 (suite)

Utilisation de chaque dollar provenant de la pêche hauturière, Québec, 1978-1982

	1978	1979	1980	1981	1982
			$		
Chalutier de 25 metres					
Entretien	0.090	0.096	0.055	0.038	0.057
Engins de pêche	0.060	0.044	0.065	0.038	0.049
Assurance et CSST					0.100
Depenses diverses (bateau)	0.020	0.002			—
Carburants	0.170	0.192	0.196	0.173	0.243
Glace	0.010	0.009	0.010	0.008	0.017
Vivres	0.020	0.023	0.023	0.020	0.031
Dechargement		0.001	—		—
Boette					—
Depenses diverses (equipage)		0.004	0.004		—
Debourses au compte capital	0.200	0.200	0.198	0.199	0.170
Autres remboursements	0.040	0.033	0.061	—	—
Gains nets du proprietaire du bateau		0.015	0.010	0.125	0.024
Gains nets de l'equipage	0.400	0.411	0.398	0.399	0.309

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Les chalutiers et les cordiers au Quebec*. 1982.

Tableau 11

Quantité et valeur des captures, selon l'espèce, pêche intérieure, Québec, 1979-1982

Espèce	1979		1980		1981		1982	
	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Anguille	165.75	544 831	175.76	575 793	202.09	506 942	104.83	232 434
Barbotte	168.47	111 141	131.67	99 593	139.11	121 570	124.18	109 825
Barbue	5.46	4 300	5.17	4 950	6.16	5 151	3.78	4 384
Dore	3.64	8 815	3.73	8 840	4.95	12 221	4.31	28 083
Coregone	9.32	12 909	6.72	9 496	8.52	12 010	3.45	5 228
Bar			—	—	0.01	12	—	—
Brochet	2.21	1 919	2.77	2 534	2.97	2 632	4.57	3 926
Poulamon	40.72	21 672	79.93	49 590	50.35	29 803	25.74	16 218
Perchaude	111.80	144 126	112.99	153 505	121.67	184 921	109.34	175 190
Crapet	8.74	7 081	7.46	6 535	12.72	10 147	9.38	13 484
Carpe	35.44	20 038	35.54	19 366	36.46	26 576	26.55	19 214
Alose	8.05	4 413	6.27	3 246	3.28	2 659	0.41	180
Eperlan	0.37	447	0.15	96	0.02	35	—	—
Esturgeon	53.33	116 545	70.19	163 324	77.50	164 369	69.01	138 951
Truite	—	—	—	—	0.03	13	—	—
Vairon	29.44	223 212	28.10	241 428	36.72	314 773	35.97	293 337
Autres	0.26	157	0.95	549	0.70	1 387	3.10	7 177
Total	**643.00**	**1 221 606**	**667.40**	**1 338 845**	**703.26**	**1 395 221**	**524.62**	**1 047 631**

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Pêche commerciale*. 1979-1982.

Tableau 12

Quantité et valeur des captures, valeur des équipements et nombre de pêcheurs, pêche intérieure, par circonscription électorale, Québec, 1982

Circonscription électorale	Captures		Équipements				Pêcheurs
	Quantité	Valeur	Embarcations	Agrès	Quais et abris	Total	
	t	$	$				n
Abitibi	1.34	26 909	27 840	4 028	300	32 168	28
Argenteuil	6.16	17 254	2 250	5 440	15 200	22 890	5
Arthabaska	0.01	235	—	150	—	150	3
Bagot	0.04	419	—	398	—	398	4
Beauharnois	3.09	11 312	8 000	8 975	1 950	18 925	8
Bellechasse	0.61	1 362	170	10 260	1 800	12 230	2
Berthier	7.42	14 857	6 400	9 855	7 300	23 555	6
Brome	0.01	50	—	—	—	—	—
Chambly	0.50	2 267	1 700	1 505	—	3 205	5
Champlain	31.40	24 258	27 700	56 475	77 355	161 530	26
Châteauguay	22.62	42 238	13 750	15 440	3 200	32 390	7
Chicoutimi	0.03	130	6 800	171	—	6 971	3
Deux-Montagnes	0.99	8 353	6 400	4 560	—	10 960	8
Drummond	0.03	1 100	—	200	—	200	3
Frontenac	0.03	1 051	500	330	—	830	2
Gatineau	0.94	16 063	13 150	7 438	—	20 588	18
Hull	0.13	935	2 525	2 235	—	4 760	4
Huntingdon	19.81	56 224	10 700	18 235	17 600	46 535	8
Iberville	4.77	18 376	4 500	5 679	650	10 829	8
Labelle	0.46	5 286	5 585	2 856	—	8 441	18
Lac-Saint-Jean	1.00	28 122	14 700	5 944	—	20 644	29
Laprairie	6.11	13 765	5 900	6 664	1 040	13 604	10
L'Assomption	0.05	1 500	2 000	350	—	2 350	1
Lévis	12.57	27 508	7 325	51 505	7 350	66 180	9
Lotbinière	0.39	853	1 700	3 575	—	5 275	1
Maskinongé	92.54	156 763	35 112	103 351	115 375	253 838	21
Mégantic	0.12	3 251	500	1 327	—	1 827	7
Missisquoi	3.75	22 270	6 200	1 990	—	8 190	6
Montmagny	4.37	4 795	6 660	2 476	3 450	12 586	9
Montmorency	7.50	15 621	8 900	18 755	—	27 655	7
Montréal	4.14	17 238	4 500	3 578	—	8 078	7
Nicolet	66.31	83 464	31 000	71 475	23 450	125 925	26
Papineau	12.55	21 883	11 190	7 919	14 830	33 939	13
Pontiac	0.51	2 737	4 800	4 489	2 400	11 689	4
Portneuf	6.01	13 856	8 800	45 560	3 900	58 260	3
Québec	0.01	38	2 500	50	600	3 150	1
Richelieu	16.07	32 146	13 900	33 160	24 100	71 160	11
Richmond	0.04	450	500	190	—	690	2
Rouville	0.24	1 320	—	675	—	675	3
Rouyn-Noranda	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Hyacinthe	2.59	7 038	—	3 075	—	3 075	6
Saint-Jean	7.00	9 868	17 900	158 000	16 100	192 000	11
Saint-Maurice	9.07	12 442	3 350	7 330	7 975	18 655	2
Shefford	0.22	4 481	—	130	—	130	1
Sherbrooke	0.31	2 684	3 000	1 715	—	4 715	8
Soulanges	0.17	2 114	4 075	994	—	5 069	3
Stanstead	0.11	689	5 100	500	—	5 600	6
Témiscamingue	10.97	57 748	20 206	9 774	6 800	36 780	37
Vaudreuil	5.48	42 244	5 700	3 350	—	9 050	2
Verchères	0.93	1 909	2 000	947	2 150	5 097	1
Wolfe	0.06	1 228	—	1 726	—	1 726	5
Yamaska	153.12	208 927	43 480	128 460	58 350	230 290	17
Total	**524.70**	**1 047 631**	**408 968**	**833 264**	**413 225**	**1 655 457**	**435**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale*, 1982.

Tableau 13

Quantité et valeur des produits de la pêche mis en vente, Québec, 1979-1982

Produit	1979		1980		1981		1982	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Morue								
Ronde fraiche	1 586.95	1 450 717	3 166.03	2 297 404	3 547.81	3 193 435	1 068.34	784 183
Ronde gelee	5.54	5 495	—	—	—	—	—	—
Filet frais	96.50	257 814	117.39	294 525	110.81	363 112	198.28	320 472
Filet gele et fume	1 858.49	4 731 598	1 150.74	2 812 460	1 281.57	3 621 685	1 574.78	4 550 447
Bloc et bloc emincé	2 586.48	5 409 159	2 238.81	4 875 763	2 474.75	6 053 372	2 575.61	6 486 624
Salee	1 317.04	1 325 794	6 382.27	11 256 437	6 486.18	11 906 694	4 635.00	5 438 161
Sechee et désossee	34 445.44	12 314 265	1 550.72	5 556 599	2 342.08	7 422 988	3 913.06	13 496 434
Langues fraiches	26.88	103 763	8.65	36 879	9.92	46 141	21.11	69 852
Langues gelees	1.19	4 997	5.31	17 626				
Foies	7.90	41 249	4.62	47 751	0.05	175		—
Boette	—	—	1.27	280			152.48	58 458
Poisson-loup								
Rond frais	0.10	32						
Filet frais	2.52	7 215	15.14	33 329	32.74	83 242	28.21	93 866
Filet gele	5.46	14 032						
Salé	–	–	16.12	23 100				
Sébaste								
Rond frais	136.85	61 725	150.25	65 099	100.28	41 676	30.98	17 918
Rond gele	0.44	144	—	—	—	—	—	—
Filet frais	19.82	45 670	30.72	69 767	96.91	244 987	—	—
Filet gele	2 190.48	4 425 671	2 283.04	4 490 768	2 874.56	7 345 744	3 524.51	9 654 662
Merluche								
Ronde fraiche	55.55	29 159	81.88	47 480	79.58	48 931	13.86	3 055
Ronde gelee	7.69	6 785	—	—	—	—	—	—
Filet frais	0.04	100	0.64	849	0.44	659	31.10	57 296
Filet gele	6.75	8 846	12.94	22 969	16.94	26 464		
Bloc	47.45	59 383	10.54	11 423	—	—		
Salee	125.36	138 255	215.37	318 998	112.32	169 867	187.80	127 810
Léchee			77.22	170 106	12.63	22 574	83.55	138 146
Flétan								
Rond frais	61.68	307 004	70.30	319 497	69.29	356 020	45.16	255 146
Rond gele	0.95	5 166			—	—		
Flétan du Groenland								
Rond frais	1 158.06	430 668	1 530.24	632 541	923.09	383 521	81.53	43 936
Filet frais	291.56	706 832	471.74	1 178 818	331.15	907 959	37.42	123 818
Filet gelé	1 208.81	2 971 871	723.86	1 783 251	247.33	722 999	518.43	1 752 706
Bloc	40.59	50 998	12.93	30 906	0.24	634	—	—
Salé	—	—	61.82	76 317	16.86	22 496	—	—
Aiglefin								
Bloc	0.34	791	0.02	51	0.51	925	0.09	300
Poule								
Ronde	2.38	1 789	2.41	1 557	2.52	1 494	0.02	10
Goberge								
Filet gelé	0.12	181	—	—	—	—	—	—
Bloc	2.78	4 051	0.57	840	0.02	40	0.02	11
Plie								
Ronde fraiche	101.45	60 046	173.28	108 742	87.72	63 632	34.86	14 488
Ronde gelée	3.85	3 396	—	—	—	—	—	—
Filet frais	60.52	216 496	57.25	220 446	111.78	357 476	83.28	307 460
Filet gelé	600.60	2 196 828	435.62	1 675 747	295.45	977 196	208.62	747 431
Bloc	109.87	283 867	119.69	321 342	52.98	39 577		
Boëtte			90.43	35 885	0.56	102	—	—

Tableau 13 (suite)

Quantité et valeur des produits de la pêche mis en vente, Québec, 1979-1982

Produit	1979		1980		1981		1982	
	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur	Quantite	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Saumon								
Rond frais	49.82	291 311	111.49	652 781	103.01	596 631	70.96	507 639
Rond gele	1.02	5 432	16.47	90 536	4.99	47 279		
Hareng								
Rond frais	1 087.07	517 736	2 008.03	1 230 626	1 748.83	1 209 938	442.21	189 062
Rond gele	667.05	452 921	—	—	—	—	1 301.50	884 058
Filet gele	676.75	888 844	1 075.35	1 465 291	13.25	23 373		—
Bloc	333.65	425 825					—	—
Fume	85.95	119 980	45.59	72 110	75.18	81 256	—	
Sale	98.07	83 584	133.45	113 180	197.81	147 117	144.19	191 106
Boette	3 024.99	683 718	2 006.28	503 704	3 406.83	888 265	1 953.55	586 628
Conserves et oeufs			7.06	38 778	638.23	313 436		—
Maquereau								
Rond frais	157.84	84 701	286.86	218 225	194.82	135 528	1 326.17	746 945
Rond gele	25.61	13 050	—	—	—			—
Filet et sale	19.36	21 652				—		—
Boette	56.88	12 540	37.35	10 110	101.41	27 310	128.81	49 905
Conserve[1]	464.12	630 839	1 490.53	2 061 566	110 619	1 700 973	1 576.35	2 695 043
Anguille								
Ronde	345.58	1 523 572	426.91	2 635 160	401.56	1 770 269	231.64	510 677
Raie								
Congelee	4.51	2 486	0.41	773	0.81	1 775	0.02	10
Alose								
Ronde	4.68	2 576	1.68	1 247	1.61	861	2.45	3 024
Eperlan								
Rond frais	458.42	218 772	270.00	187 736	259.26	228 107	155.71	132 372
Rond gele	127.57	85 265	—	—	—	—	—	—
Truite								
Ronde fraiche et gelee	9.78	22 224	8.91	22 052	10.56	28 019	0.30	1 155
Thon								
Frais	9.11	40 178	65.95	257 855	14.84	34 044	20.90	89 407
Sardine								
Fraiche	3.38	2 062	31.62	26 230	23.81	17 880	33.37	26 111
Salee	58.93	62 630	25.76	28 250	15.94	19 332	34.38	22 930
Capelan								
Frais	351.21	54 324	464.62	67 950	51.37	17 570	150.71	69 228
Boette	1.18	190	32.80	6 383	28.44	6 270	9.44	2 080
Sec	3.08	6 195	0.91	1 700	0.45	700	10.73	9 466
Engrais	12.25	270	2.27	250	147.66	9 766	2.09	138
Poulamon								
Frais	0.23	126	0.27	294	0.34	221	2.70	2 082
Esturgeon								
Frais	4.11	12 514	5.08	14 061	8.94	19 702	5.96	16 565
Fume				—			0.38	1 676

Tableau 13 (suite)

Quantité et valeur des produits de la pêche mis en vente, Québec, 1979-1982

Produit	1979		1980		1981		1982	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	$	t	$	t	$	t	$
Crevettes								
Fraiches	257.95	343 084	449.27	1 882 478	607.93	3 311 593	292.26	1 469 801
Cuites, fraiches et saumurees	1.36	2 909	—	—	—	—	—	—
Chair fraiche	47.88	407 225	799.55	8 337 400	435.37	3 469 808	1 173.20	11 654 273
Chair gelee	733.92	6 755 889	—	—	—	—	—	—
Pétoncles								
Chair fraiche	44.32	257 943	25.60	1 227 583	103.89	1 120 797	35.80	480 925
Chair gelee	60.16	549 619	—	—	—	—	—	—
Bigorneaux								
Frais	288.67	94 613	258.60	106 203	253.91	93 340	298.06	117 192
Chair et conserve	6.14	33 302	0.01	964	2.02	8 778	2.47	11 097
Coques								
Fraiches	68.72	30 915	14.70	7 250	16.28	38 241	2.13	1 175
Jus et conserves	3.39	311 636	28.33	264 743	—	—	—	—
Moules								
Entieres	—	—	0.41	180	0.23	100	0.59	260
Conserves	—	—	0.17	1 340	—	—	—	—
Encornet								
Boette	—	—	—	—	18.41	8 027	0.08	558
Homard								
Rond frais	608.98	3 144 767	345.59	2 956 380	503.09	4 082 637	323.33	2 120 943
Cuit frais et saumure	134.68	823 372	—	—	—	—	—	—
Cuit gele	358.39	3 257 038	—	—	—	—	—	—
Chair gelee	174.28	1 337 736	44.80	893 968	64.45	1 260 703	41.57	976 119
Conserve	148.69	1 320 471	7 898	609 273	4 412	308 818	—	—
Pâte	19.97	62 297	5.47	40 151	6.00	31 538	6.26	38 184
Vivant	—	—	743.86	4 007 028	803.96	4 661 299	788.69	4 943 820
Crabe								
Rond frais	249.66	264 569	633.73	684 712	614.50	726 194	2 124.48	13 054 678
Cuit frais, chair fraiche et gelee	300.20	2 104 018	522.04	4 474 026	921.39	6 869 570	—	—
Conserve	794.72	3 810 456	1 173.30	4 866 474	1 531.05	5 577 836	931.68	15 299 729
Autres produits et retailles	124.47	67 902	1 509.26	43 236	175.48	92 463	—	125
Farine	2 549.60	2 222 473	1 657.79	1 349 614	596.82	821 770	1 097.78	789 217
Huile (litres)	4 095.08	107 196	—	—	—	—	554.00	170 712
Loups-marins (peaux)	198.53	357 205	16 390	317 937	218.91	408 676	213.48	407 345

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Pêche commerciale*, 1982.

Tableau 14

Répartition mensuelle de la main-d'oeuvre dans les usines de transformation de poissons, par district, Québec, 1982

District	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet
	n						
L'Anse à Gilles — Pointe Rouge	—	—	—	—	—	—	—
Pointe Rouge — Saint-André	—	—	—	—	—	—	—
Notre-Dame-du-Portage — Sainte-Flavie	—	—	—	—	—	—	—
Sainte-Flavie — Capucins	16	54	63	63	164	178	180
Cap-Chat — Rivière-à-Claude	7	6	36	117	173	151	168
Duchesnay — Saint-Helier	6	6	6	14	37	82	88
Pointe-à-la-Renommée — Petit-Cap	6	6	6	20	48	100	102
Petie-Rivière-au-Renard — Cap-Gaspé	22	15	56	144	365	308	417
Cap-Gaspé — Pointe-Saint-Pierre	7	5	15	16	31	33	30
Pointe-Saint-Pierre — Brèche-à-Manon	12	12	20	25	504	544	534
Brèche-à-Manon — Pointe-au-Maquereau	18	18	38	52	530	631	586
Pointe-au-Maquereau — Paspébiac	5	5	14	186	254	276	298
New-Carlisle — Grande-Cascapédia	1	1	2	4	4	4	4
Grande-Cascapédia — Miguasha	6	4	13	17	37	46	38
Miguasha — Rivière Ristigouche	—	—	—	—	—	—	—
Cap Tourmente — Rivière Saguenay	—	—	—	—	—	—	—
Tadoussac — Rivière Betsiamites	—	—	—	—	—	—	19
Rivière Betsiamites — Rivière Sainte-Marguerite-en-Bas	1	1	1	1	1	20	31
Rivière Sainte-Marguerite-en-Bas — Rivière-Pigou	—	—	—	—	—	—	—
Rivière Pigou — Havre-Saint-Pierre	6	10	14	75	239	230	243
Havre-Saint-Pierre — Kegashka	—	—	—	—	—	—	—
Kegashka — Baie-des-Moutons	—	—	—	—	—	—	—
Baie-des-Moutons — Rivière Saint-Paul	7	7	16	16	37	126	173
Rivière Saint-Paul — Blanc Sablon	1	1	3	3	3	3	3
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—	—	—
Île du Havre aux Maisons, Île de la Grande Entrée, La Grosse île, Île Brion, Île de l'Est, Île Shag	16	17	44	390	514	513	505
Île du Havre Aubert — Île d'Entrée	6	6	16	19	194	195	195
Île du Cap aux Meules	31	31	98	384	470	515	500
Total	**174**	**205**	**461**	**1 546**	**3 605**	**3 955**	**4 114**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Pêche commerciale*, 1982.

District	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
			n		
L'Anse a Gilles — Pointe Rouge	—	—	—	—	—
Pointe Rouge — Saint-Andre	—	—	—	—	—
Notre-Dame-du-Portage — Sainte-Flavie	—	—	—	—	—
Sainte-Flavie — Capucins	186	172	143	108	12
Cap-Chat — Riviere-a-Claude	136	98	90	65	8
Duchesnay — Saint-Helier	89	71	38	25	10
Pointe a la Renommee — Petit Cap	104	116	63	14	8
Petite-Riviere-au-Renard — Cap Gaspe	383	392	389	332	30
Cap-Gaspe — Pointe Saint-Pierre	31	29	16	5	5
Pointe Saint-Pierre — Breche-a-Manon	494	480	463	418	34
Breche-a-Manon — Pointe au Maquereau	303	468	406	364	17
Pointe au Maquereau — Paspebiac	96	403	357	21	6
New-Carlisle — Grande-Cascapedia	3	3	3	1	1
Grande-Cascapédia — Miguasha	38	47	25	14	4
Miguasha — Riviere Ristigouche	—	—	—	—	—
Cap Tourmente — Rivière Saguenay	—	—	—	—	—
Tadoussac — Rivière Betsiamites	9	37	49	1	1
Riviere Betsiamites — Rivière Sainte Marguerite-en-Bas	32	108	107	107	77
Rivière-Sainte-Marguerite-en-Bas — Riviere-Pigou	—	—	—	—	—
Rivière-Pigou — Havre Saint-Pierre	184	148	137	15	12
Havre-Saint-Pierre — Kégashka	—	—	—	—	—
Kégashka — Baie-des-Moutons	—	—	—	—	—
Baie-des-Moutons — Rivière Saint-Paul	151	112	69	7	7
Rivière Saint-Paul — Blanc-Sablon	3	3	1	1	1
Île d'Anticosti	—	—	—	—	—
Île du Havre aux Maisons, Île de la Grande Entree, La Grosse île, Île Brion, Île de l'Est, Île Shag	210	383	149	99	16
Île du Havre Aubert — Île d'Entree	194	194	194	194	181
Île du Cap aux Meules	481	482	392	90	42
Total	**3 127**	**3 746**	**3 091**	**1 881**	**472**

Tableau 15

Consommation totale et par personne des produits de la pêche, Québec et certains pays, 1977, 1981 et 1985

Pays	Consommation par personne			Consommation totale			Variation 1985/1977		
							Consommation		Population
	1977	1981	1985	1977	1981	1985	par personne	totale	
	kg			'000 t			%		
Japon	65.7	[illegible]	[illegible]	7 503	..	7 950	1.1	6.0	7.1
Espagne	40.0	[illegible]	[illegible]	1 440	1 558	1 680	5.0	16.7	11.1
Portugal	35.8	[illegible]	35.0	351	350	361	-2.2	2.8	5.1
France	22.0	23.0	24.0	1 188	1 265	1 368	9.1	15.2	5.6
Belgique	15.2	15.2	15.4	157	158	163	1.3	4.3	2.9
Suede	16.8	16.7	16.5	139	139	139	-1.8	-0.6	1.2
Pays-Bas	12.0	12.1	12.3	1 167	172	178	2.5	6.9	4.3
Grece	11.5	13.0	15.0	106	125	152	30.4	43.2	9.8
Canada	**7.5**	**8.7**	**10.4**	**177**	**212**	**267**	**38.7**	**51.0**	**8.9**
Royaume-Uni	7.4	7.9	8.0	414	440	448	8.1	8.1	..
Quebec	**6.8**	..	**8.1**	**43**	..	**53**	**19.1**	**24.7**	**4.8**
Etats-Unis	5.9	..	..	1 267	..	..	..	..	..

Source: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Quebec. *La commercialisation des produits de la pêche au Quebec. Etat de la situation.*

Tableau 16

Part des différents produits de la pêche dans la consommation québécoise, Québec, 1968-1978

Produit	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
						%					
Poissons, mollusques et crustaces frais et congelés	67.3	69.8	69.1	68.3	67.0	67.3	69.2	71.9	75.2	75.1	68.6
Poissons traités (fumes, sales, marines)	10.3	10.3	8.8	8.5	6.4	8.4	6.2	5.7	2.9	2.8	5.2
Poissons, mollusques et crustacés, en conserve	22.4	19.9	22.1	23.2	26.6	24.3	24.6	22.4	21.9	22.0	26.2
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. *La commercialisation des produits de la pêche au Québec. Etat de la situation.*

12

Forêts

Exploitation forestière	659
Amélioration et protection de la forêt	661
Industries du bois	662
Industrie des pâtes et papiers	664
Définitions et note explicative	666

12

Liste des tableaux

1. Superficie des terres forestières, par province et territoire, Canada, 1981 669

2. Superficie de la forêt commerciale, par zone socio-économique, Québec, 1984 669

3. Disponibilité annuelle dans la forêt publique de juridiction québécoise et dans la forêt privée, par zone socio-économique, Québec, 1980-1990 671

4. Disponibilité annuelle dans la forêt publique de juridiction québécoise et dans la forêt privée, par région administrative, Québec, 1980-1990 671

5. Superficie et volume marchand de la forêt publique accessible, de juridiction québécoise, par région administrative, Québec, 1984 672

6. Volume de bois récolté, par zone socio-économique, Québec, 1982-83 674

7. Superficie et volume marchand brut de la forêt privée, accessible, par région administrative, Québec, 1984 674

8. Volume de bois récolté, par région administrative, Québec, 1982-83 675

9. Volume de bois des forêts privées mis en marché par les associations de producteurs, Québec, 1979-1982 676

10. Statistiques principales de l'exploitation forestière, Québec, 1981 et 1982 677

11. Reboisement des forêts selon le régime de propriété, par essence et par région administrative, Québec, 1983 678

12. Répartition des incendies de forêt selon l'origine, Québec, 1980-1984 680

13. Coût d'extinction des incendies de forêt selon l'origine, Québec, 1980-1984 680

14. Évaluation des dommages causés par les incendies de forêt selon l'origine, Québec, 1980-1984 680

15. Superficie forestière incendiée selon l'origine, Québec, 1980-1984 681

16. Superficie affectée par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, par région administrative, Québec, 1983 682

17. Superficie traitée et coût de la lutte contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette, selon le type de traitement, Québec, 1978-1983 682

18. Statistiques principales des industries du bois, par province, Canada, 1981 et 1982 684

19. Répartition des usines reliées à l'industrie du bois, par région administrative et par produit, Québec, janvier 1984 687

20. Expéditions des produits et sous-produits de l'industrie du sciage, Québec, 1980-1983 688

21. Valeur des expéditions des produits et sous-produits de l'industrie du sciage, Québec, 1980-1983 688

22. Statistiques principales des usines de pâtes et papiers, par province, Canada, 1981 et 1982 688

23. Répartition des usines de pâtes et papiers par région administrative et par produit, Québec, janvier 1984 692

24. Répartition des usines de pâtes et papiers, selon la matière première utilisée, par région administrative, Québec, janvier 1984 692

25. Volume de production des usines de pâtes et papiers par produit et par région administrative, Québec, janvier 1984 692

26. Production annuelle des usines de pâtes et papiers par produit, Québec, 1960, 1970 et 1981-1983 694

27. Expéditions des usines de pâtes et papiers, par produit et par destination, Québec, 1960, 1970 et 1981-1983 694

28. Valeur de la production et des investissements des usines de pâtes et papiers, Québec, 1970 et 1981-1984 694

Liste des figures

1. Carte des zones socio-économiques forestières, Québec, 1984 667

2. Carte des régimes de propriété et tenures de la région de la forêt commerciale, Québec 668

3a. Évolution de la récolte de matière ligneuse selon le volume, Québec, 1970-1984 672

3b. Évolution de la récolte de matière ligneuse selon la superficie, Québec, 1976-1984 673

4. Évolution du nombre d'arbres plantés à des fins de reboisement selon le régime de propriété, Québec, 1960-1984 679

5. Répartition des incendies de forêt et de la superficie incendiée, selon l'origine, Québec, 1975-1984 681

6. Évolution de l'infestation par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, Québec, 1968-1984 683

7. Évolution comparée de la consommation de bois de sciage et de la construction résidentielle, Amérique du Nord, 1974-1984 685

8. Carte de localisation des usines de sciage exploitées sur une base commerciale, Québec, 1983 686

9. Carte de localisation des principales usines de pâtes et papiers, Québec, 1984 690

10. Évolution de la production de l'industrie des pâtes et papiers, selon le produit, Québec, 1970-1983 693

12

Ce chapitre a été réalisé par Henri-Claude Joseph avec la collaboration du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Ce chapitre parcourt l'essentiel des activités économiques relatives à la zone dite de forêt commerciale qui couvre près de la moitié de la superficie totale du Québec. Tout en situant le Québec forestier dans l'ensemble canadien, on porte l'accent dans une première section sur l'exploitation forestière à travers l'analyse provinciale d'indicateurs économiques et de quelques variables clés telles que la gestion publique et privée, la disponibilité annuelle forestière, le volume de matière ligneuse moissonnée dans les deux principaux types de peuplements. Ensuite quelques paragraphes sont consacrés aux efforts investis dans la protection et le renouvellement de la forêt québécoise par des programmes de lutte contre les incendies forestiers et les épidémies d'insectes et par des actions diversifiées de reboisement.

Les autres sections du chapitre étudient, statistiques à l'appui, les principales activités de transformation du bois regroupées autour de deux industries vitales pour l'économie québécoise: d'une part les industries du bois dont la plus importante est celle du sciage et, d'autre part, l'industrie des pâtes et papiers qui incidemment utilise annuellement plus des deux tiers du volume de bois coupé au Québec.

Exploitation forestière

Se situant par sa superficie totale derrière les Territoires du Nord-Ouest et la Colombie Britannique, le Québec occupe cependant en 1981 au Canada la plus grande superficie forestière, soit 624 000 km^2 dont environ 89,1% sont de juridiction provinciale. Les autres 10,9% se partagent entre le gouvernement fédéral (0,3%) et les propriétaires privés (19,6%). Par contre le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest se distinguent par le fait que la juridiction de leurs terres forestières est exclusivement fédérale. En Saskatchewan et en Alberta, les terrains forestiers privés n'existent pas alors que la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick demeurent les deux seules provinces où les intérêts privés possèdent plus de la moitié des terres forestières: 70,9% en Nouvelle-Écosse et 50,2% au Nouveau-Brunswick. C'est tout de même une baisse par rapport aux 73,2% et 55,0% estimés respectivement en 1978 dans ces deux provinces des Maritimes.

Forêts publiques

Au Québec en 1984, de la superficie forestière totale se dégagent quelque 485 437 km^2 de superficie forestière productive accessible sous juridiction provinciale qui représentent environ 88,4% de toute la forêt productive accessible du Québec; le reste se partage entre le gouvernement fédéral et les boisés privés. Le bassin privilégié d'approvisionnement de l'industrie forestière comprend le tiers de cette superficie, auquel il faut ajouter une surface de 217 088 km^2 constituant au besoin des bassins secondaire et tertiaire pouvant servir à des exploitations pour le sciage et la pâte. Tout comme en 1978, la Côte-Nord, le Saguenay—Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue occupent, à elles trois, 77,0% du couvert forestier productif accessible du Québec. L'Estrie est la seule région du Québec à n'avoir aucun terrain forestier productif accessible sous juridiction fédérale.

En volume marchand brut, la Côte-Nord dispose de la plus importante quantité de résineux et de feuillus, suivie du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais. Les 3,6 milliards de mètres cubes de la forêt commerciale publique québécoise se composent largement de résineux, 78,7% (dont une forte proportion d'épinettes) contre 21,3% de feuillus. L'Estrie, Montréal et l'Outaouais sont les trois seules régions dont le volume marchand brut

provient pour la majeure partie de feuillus, particulièrement d'érables et de bouleaux. À l'opposé, la Côte-Nord, le Saguenay—Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie ont un volume marchand brut de résineux largement supérieur à la moyenne québécoise.

C'est en considérant d'une part ces divers volumes marchands bruts régionaux, le degré d'accessibilité des terrains forestiers etc. et, d'autre part, les différentes interventions telles que l'exploitation, les pertes par infestation et incendies de forêt, les travaux sylvicoles programmés et autres que sont établies les disponibilités annuelles forestières des régions. Ainsi, pour la décennie quatre-vingt, la disponibilité annuelle totale au Québec s'élève à 51,5 millions de mètres cubes en hausse de 30,2% par rapport à la fin de la décennie soixante-dix. Ce volume marchand annuellement disponible, largement fourni par les résineux (spécialement le sapin, l'épinette et le pin gris), est localisé à plus de 60,0% dans le bassin privilégié d'approvisionnement de l'industrie forestière.

Sur le plan régional, des 38,9 millions de mètres cubes de volume marchand disponible sous juridiction publique québécoise, le Saguenay—Lac-Saint-Jean offre à lui seul presque 30,0%, devançant sensiblement l'Abitibi-Témiscamingue et ses 23,0%. Suivent sur le même pied la Côte-Nord, le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et l'Outaouais, région dont la faiblesse relative en résineux se trouve bien compensée par les feuillus.

Quant au volume total de bois récolté au Québec en 1982-83, il se chiffre à 24,1 millions de mètres cubes dont 67,0% dans la zone dite d'opérations de banlieue, constituant le territoire privilégié d'approvisionnement. De ce volume de bois coupé au Québec, environ 75,0% proviennent des forêts publiques sous juridiction provinciale. Les forêts publiques du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue se révèlent les plus grosses pourvoyeuses puisqu'on y trouve quelque 60,0% de la récolte en forêts publiques québécoises alors que l'Estrie avec 0,4% est pratiquement marginale. Ces deux régions pourvoyeuses assurent en 1982-83 environ 62,0% du volume des résineux récolté en forêts publiques et seulement 37,0% du volume de feuillus.

Forêts privées

Le territoire sous juridiction privée couvre une superficie de 108 992 km^2 dont 61,0% sont de nature forestière. Quelque 4 650 km^2 ou 4% de cette superficie constituent des terrains forestiers improductifs ou inaccessibles, laissant ainsi environ 61 616 km^2 de terrains forestiers productifs accessibles ou 11,2% de tout le territoire forestier québécois productif accessible. Dans la région de Québec se trouve le plus grand territoire forestier privé productif accessible qui dépasse d'ailleurs d'environ 2 000 km^2 la surface de son territoire forestier public productif accessible. L'Estrie, la plus petite superficie forestière du Québec, est la seule région dont la forêt privée se révèle nettement plus étendue que la forêt publique et constitue 93,0% du territoire forestier productif accessible.

Le volume marchand brut de la forêt privée est estimé à 428,3 millions de mètres cubes, soit 10,5% du total québécois. Plus de 92,0% de ce volume se situent dans la zone de banlieue dont le potentiel global, à l'échelle provinciale, se situe donc à 22,0% dans la forêt privée contre 78,0% dans la forêt publique. Dans la région de Québec est localisé le plus important volume marchand brut en forêt privée, 47,0% provenant de résineux et 53,0% de feuillus. Lui succède immédiatement le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie dont la forêt privée comprend 66,0% de résineux et 34,0% de feuillus. Au niveau québécois, environ 43,5% du volume marchand brut de la forêt privée viennent de résineux et 56,5% de feuillus.

Avec environ 11,0% du volume marchand brut total, la forêt privée dispose annuellement pour la décennie 1980-1990 d'environ 12,7 millions de mètres cubes ou 25,0% du volume marchand sans écorce du Québec. La quasi totalité de ce volume annuel disponible se trouve en zone de banlieue et se répartit entre les feuillus (56,0%) et les résineux (dont un tiers constitué de trois essences spécifiques: sapin, épinette et pin gris). Sur le plan régional les forêts privées de Montréal,

de Québec et de l'Outaouais — avec plus d'un million de mètres cubes de feuillus chacune — comptent pour 60,0% du volume de feuillus annuellement disponible en forêt privée québécoise contre 48,0% du volume de résineux. De leur côté deux régions, Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et Québec, disposent à elles seules de la moitié du volume de résineux annuellement disponible en forêt privée au Québec.

En excluant la production de bois de chauffage par les petits propriétaires forestiers, il se coupe en 1982-83 dans les forêts privées québécoises quelque 5,9 millions de mètres cubes dans la zone de banlieue où le bois coupé est à 72,0% de résineux. Fournissant plus de 60,0% de résineux récoltés en forêt privée au Québec, les deux régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et de Québec comptent pour plus de la moitié du volume total coupé dans la forêt privée québécoise. Par ailleurs, en 1982, le volume de la récolte en forêt privée mis en marché par les syndicats et offices de producteurs de bois se chiffre à 5,5 millions de mètres cubes apparents, en baisse de 17,3% par rapport à 1981. Cette diminution survenue après deux hausses annuelles consécutives est assez importante pour ramener le volume mis en marché en 1982 à un niveau inférieur (-3,0%) à celui de 1979 alors que durant cette période le nombre de producteurs reste pratiquement le même.

Indicateurs économiques

555 établissements s'adonnent en 1982 à l'exploitation forestière au Québec. Cette augmentation de 5,0% par rapport à 1981 s'accompagne cependant d'une baisse de 22,3% du nombre de travailleurs de la production et de 20,1% pour l'ensemble des emplois liés à cette activité. De même les salaires et traitements en 1982 diminuent dans la même proportion par rapport à 1981 tout comme la valeur ajoutée. La valeur des livraisons baisse en outre moins fortement (-7,6%) après la hausse de plus de 20,0% en 1981. Cette baisse de la valeur des livraisons en 1982 est la deuxième avec celle de 1980, depuis plus d'une décennie.

Dans l'ensemble canadien la plus importante province forestière du point de vue économique, la Colombie Britannique, connaît en 1982 une baisse de 8,2% du nombre de ses établissements, supérieure à la baisse nationale (-6,0%) pendant que la troisième province forestière d'importance, l'Ontario, garde le même nombre d'établissements. Le nombre de travailleurs de la production diminue pourtant en Ontario beaucoup plus fortement (-23,0%) qu'en Colombie Britannique (-16,4%) et au Canada (-18,0%). La même tendance est observée pour l'ensemble des salariés de ce secteur et de la masse salariale correspondante. Par contre la valeur des livraisons en 1982, en baisse de 5,4% en Ontario, diminue de près de 10,0% au Canada et d'environ 12,0% en Colombie Britannique.

Amélioration et protection de la forêt

Dans la poursuite du programme québécois de reboisement visant à améliorer le rendement des sols forestiers, à compenser pour les arbres perdus et à créer une banque de matière ligneuse pour l'avenir, quelque 40,5 millions de plants sont mis en terre en 1982-83 dans les forêts publiques et privées du Québec, la presque totalité étant des résineux répartis en 13 différentes variétés d'épinettes, de mélèzes et de pins. On retrouve tout de même, surtout dans la région de Montréal, quelques millions de plants de feuillus pouvant servir à l'industrie du sciage et du déroulage.

La forêt privée avec plus de 60,0% du total des arbres plantés reçoit plus spécialement des épinettes blanches et de norvège, du pin rouge et tout le sapin baumier disponible. Dans la forêt publique, l'épinette noire et, dans une fort moindre mesure, le pin gris constituent les essences privilégiées pour le reboisement. Hormis la Côte-Nord où le reboisement est pratiquement marginal, les forêts publiques de presque toutes les autres régions sont loin d'avoir en 1982-83 la part obtenue par les forêts privées régionales dans ce programme de reboisement.

Ainsi le nombre total d'arbres plantés en 1982-83 dans les forêts publiques du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de l'Estrie, de Montréal, de l'Outaouais et de la Côte-Nord ne représente même pas 20,0% de la quantité de plants mis en terre dans leurs forêts privées. Il n'en est toutefois pas de même en Abitibi-Témiscamingue et dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie où les activités de reboisement sont dans l'ensemble mieux partagées entre la forêt publique et la forêt privée.

À côté de l'amélioration forestière, la protection contre les éléments destructeurs est capitale dans une stratégie globale visant à éviter une rupture des stocks régionale. Les incendies de forêt et les épidémies d'insectes constituent deux éléments destructeurs importants du secteur forestier québécois. En 1984, le nombre d'incendies de forêt (683) demeure, pour la première fois depuis 1980, en dessous du millier montrant ainsi une baisse d'environ 60,0% par rapport à 1983. Parallèlement, la superficie incendiée connaît en 1984 une baisse de plus de 98,0% comparativement à 1983.

Il y a lieu de souligner le caractère exceptionnel de l'année 1983 avec ses 238,9 millions d'hectares incendiés, soit 10 fois plus que toute la superficie incendiée de 1980 à 1982 inclusivement. La foudre, en triplant en 1983 sa moyenne annuelle d'incendies de forêt, se révèle responsable de plus de 98,0% de la superficie incendiée durant cette année. Toutefois, le plus grand nombre d'incendies de forêt en 1983 ou en 1984, comme pour les autres années, est dû à des activités récréatives; par contre, elles détruisent de moins grandes superficies que d'autres agents destructeurs de la forêt. Au niveau régional, l'Abitibi-Témiscamingue, l'Outaouais et le Saguenay—Lac-Saint-Jean sont historiquement les trois régions à enregistrer annuellement le plus d'incendies de forêt. L'année 1982 n'y fait pas exception. En douze ans, de 1972 à 1984, environ 392 000 hectares sont détruits au Québec par les incendies de forêt, ce qui représente la moitié de toute la superficie forestière productive accessible de l'Estrie.

Par ailleurs, un autre élément destructeur bien connu, la tordeuse des bourgeons de l'épinette, nuit beaucoup à la forêt commerciale québécoise. Plus de 13,2 millions d'hectares sont attaqués en 1983 par cet insecte. Ainsi pour chaque hectare de forêt coupé au Québec, la tordeuse en ravage 50. Dans la lutte contre cette infestation, le programme de pulvérisation mené en 1983 contre la tordeuse couvre une superficie de 1,2 million d'hectares répartis dans les régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de Québec, de la Côte-Nord, etc. Quelque 96,0% de cette superficie reçoivent un traitement chimique dont le coût moyen par hectare est en 1983 moins de la moitié du coût moyen du traitement biologique par hectare.

Enfin des sommes importantes sont liées à l'amélioration et à la protection de la forêt commerciale du Québec. Ces sommes concernent aussi bien les dommages subis et les manques à gagner des intervenants que les coûts des divers programmes de reboisement, de traitement, de prévention, d'inventaires généraux, de protection, d'inventaires particuliers, etc. Ainsi en 1982-83, en plus des 26,4 millions de dollars de dommages dus aux incendies forestiers, le coût lié à la protection forestière particulièrement, même estimé partiellement, se chiffre à quelque 2,4 milliards[1].

Industries du bois

De l'exploitation forestière découlent de nombreuses activités manufacturières allant de la production de bois de sciage, de bardeaux ou de copeaux à la fabrication de portes, de panneaux agglomérés ou de bois de chauffage sans oublier la production de boîtes en bois, de poteaux, d'armoires de cuisine ou d'huiles essentielles, etc. En 1982, sur les quelque 3 353 principaux

1. Ce coût comprend seulement le coût du programme de traitement contre la tordeuse, plus le coût de protection contre le feu, plus le manque à gagner du gouvernement par la réduction des droits de coupe.

établissements canadiens formant le groupe des industries du bois, le Québec en compte le tiers, dépassant largement sur ce point la Colombie Britannique et même l'Ontario, pourtant la seule province avec l'Alberta à augmenter en 1982 le nombre de leurs industries du bois.

Hormis le nombre d'établissements d'importance, le Québec se situe derrière la Colombie Britannique dans ce secteur économique dont le bilan en 1982 connaît des baisses sensibles: -14,3% du nombre de travailleurs de la production au Canada contre -14,1% en Colombie Britannique, -16,5% au Québec et -10,6% en Ontario. Tout de même, la totalité des traitements et salaires enregistre des diminutions beaucoup moins fortes, la plus faible étant les -5,2% en Colombie Britannique. Ajoutées à la chute de plus de 58,0% des immobilisations estimées à 63,4 millions de dollars en 1981, les baisses moyennes respectives de 15% et de 20% de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée totale achèvent de compléter le tableau des piètres résultats du groupe des industries québécoises du bois en 1982 où seule l'Ontario fait relativement bonne figure par rapport à la tendance nationale.

À l'échelle québécoise, le secteur des industries du bois compte en 1984, 2 381 établissements de toutés tailles fabriquant 19 catégories différentes de produits. Mais le nombre réel d'usines de production se chiffre à quelque 2 039 dont 47,0% à Québec et à Montréal. La plus faible part (2,1%) revient à la Côte-Nord où pourtant le volume de bois récolté est supérieur à celui de Montréal ou de l'Outaouais et le double de celui de l'Estrie. De toutes les entreprises composant les industries du bois, les scieries et ateliers de rabotage occupent la place prépondérante et se répartissent dans tout le Québec, particulièrement dans les régions de Québec et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie.

Cette industrie québécoise du sciage produit en 1982 environ 6,4 millions de mètres cubes de bois de sciage et 5,2 millions de tonnes métriques anhydres de sous-produits dont 66,0% de copeaux. Le volume de bois de sciage enregistre ainsi en 1982 la troisième baisse annuelle consécutive et la plus importante depuis 1979. Au moins les trois-quarts de l'approvisionnement en matière ligneuse des usines de sciage viennent de la forêt publique, le reste provenant de la forêt privée et des importations ontariennes et nord-américaines. Plus encore, seulement 12,0% des expéditions de bois de sciage vont sur le marché québécois, tout le reste se retrouvant sur les marchés américains (57%), ontarien (19,0%) et européen. Les résineux demeurent en 1982, comme en 1981, l'essence la plus utilisée par l'industrie du sciage et dans une proportion encore plus forte que les 88,0% d'il y a douze ans.

Finalement quelques données récentes estimées montrent une amélioration marquée de la situation de l'industrie québécoise du sciage en 1983: augmentation de plus de 12,0% du volume des expéditions de bois de sciage et de plus de 17,0% de la valeur des expéditions. Cette reprise devrait permettre à l'industrie d'avoir à son service plus que les 12 411 salariés de 1982 en récupérant au moins les 3 066 emplois perdus alors par rapport à 1981 et même de stopper la diminution constante du nombre d'emplois amorcée depuis le début de la décennie quatre-vingt.

Contrairement au bois de sciage, les livraisons de bardeaux et de lattes maintiennent leur croissance annuelle régulière. De 398 800 toises de bardeaux en 1981, ce volume augmente de plus de 7,0% en 1982 et de près de 9,0% en 1983. La valeur des expéditions de ces bardeaux croît d'environ 5,6% en 1982 pour s'élever à 15,1 millions de dollars et de plus de 10,0% selon les estimations de 1983. Quant aux lattes, la quantité de 110 millions d'unités livrées en 1983 connaît une hausse d'à peine 2,0% après l'augmentation sensible de plus de 6,0% en 1982. En valeur, ces expéditions de lattes connaissent une croissance de 18,0% en 1982 et de 3,0% en 1983. En gros la valeur totale en 1983 des produits et sous-produits des industries du bois s'élève à 1,05 milliard de dollars en hausse de plus de 11,0% par rapport à 1982.

12

Industrie des pâtes et papiers

La reprise constatée en 1983 à travers l'évolution positive de quelques indicateurs clés de l'industrie québécoise des pâtes et papiers fait ressortir l'ampleur des difficultés rencontrées en 1982 par cet important secteur manufacturier. Coûts de production (particulièrement les salaires, le combustible et l'électricité) plus élevés qu'en 1981, prix mondial à la baisse, demande faible, fermeture temporaire d'usines assez longue constituent en 1982 le lot de cette industrie dans tout le Canada.

Durant cette année difficile, le nombre de salariés de ce secteur baisse de 5,7% au Canada contre 4,3% au Québec et en Ontario et 8,5% en Colombie Britannique. La baisse est plus marquée pour le nombre d'employés affectés à la production: -7,0% au Canada contre -6,4% au Québec et -6,0% en Ontario, mais -7,1% en Colombie Britannique. La masse salariale augmente cependant alors que diminuent la valeur ajoutée et la valeur des expéditions. Toutefois avec une proportion constante de plus du tiers de l'ensemble des indicateurs économiques caractéristiques de ce secteur, le Québec y occupe la première place au Canada, suivi de l'Ontario et de la Colombie Britannique.

En 1983, la production totale québécoise de 7 millions de tonnes métriques de pâtes et papiers indique une augmentation d'environ 5,8% par rapport à 1982. Augmentation à laquelle contribuent grandement la production de cartons et de papiers autres que le papier journal et la production de pâtes commerciales expédiées hors Québec qui connaissent respectivement des croissances de 13,6% et 11,9%. Pendant ce temps la production de papier journal dont la hausse en 1983 (1,3%) se situe bien en dessous de la moyenne québécoise de ce secteur ne représente plus que 59,4% de la production totale de pâtes et papiers après avoir été de plus de 62,0% en 1982. La production de cartons et papiers autres que le papier journal passe alors de 26,8% en 1982 à 28,8% tandis que le volume de pâtes destinées hors Québec se stabilise autour de 12,0%.

Par ailleurs, la production totale québécoise de 6,2 millions de tonnes métriques de pâtes est en hausse de quelque 5,0% par rapport à 1982 particulièrement en raison de la remontée sensible (14,1%) de la production de la pâte sulfate et de la reprise plus modeste (5,9%) de la production du groupe «autres pâtes». Toutefois la pâte mécanique reste la plus importante, correspondant à 55,1% de la production totale de pâtes.

Le Québec consomme en 1983 à peine 14,0% de sa production de pâtes et papiers et seulement 7,1% de sa production de papier journal. De même, à l'intérieur du Canada, le Québec ne vend que 14,0% de sa production de papier journal, mais 73,0% de sa production de cartons et de papiers autres que le papier journal. Face à une telle insuffisance de son marché intérieur et canadien, le Québec écoule donc plus de 85,0% de sa production sur les marchés extérieurs, surtout aux États-Unis pour plus de 50,0% comme on le voit dans les tableaux du chapitre sur le commerce international du Québec.

Avec 4,1 milliards de dollars de production et quelque 35 300 emplois directs en 1983, l'industrie québécoise des pâtes et papiers se trouve répartie dans toutes les régions administratives où plusieurs localités à économie mono-industrielle lui doivent leur existence. La région de Montréal compte environ 20,0% des 56 usines papetières recensées en janvier 1984 par le ministère de l'Énergie et des Ressources et la région de Québec 16,0%. Cependant, le taux de croissance de cette industrie en 1983 demeure inférieur à celui du produit intérieur brut québécois durant la même année et est même loin d'atteindre son propre niveau d'avant la récession 1982.

Par ailleurs les investissements réalisés par l'industrie au Québec restent importants: 21,0% en moyenne des investissements du secteur manufacturier québécois durant les trois dernières années et même légèrement plus en 1982. Il faut souligner la contribution de 240 millions de

dollars d'aide financière consentie à travers l'entente quinquennale de 1979 par les gouvernements fédéral et québécois au programme de modernisation d'entreprises papetières déjà établies au Québec. Ainsi en tenant compte des prévisions de 1984, on estime à 2,2 milliards de dollars le montant investi au cours des 5 dernières années par l'industrie québécoise des pâtes et papiers qui, de 85,0% en 1983 tourne en 1984 à 92,0% de sa capacité de production.

Définitions

Possibilités de coupe

Les possibilités sont «la quantité de matière ligneuse qu'il est justifiable d'exploiter dans une forêt» ou «qui devient disponible par unité de temps et de superficie et qu'on peut utiliser sans affecter sa capacité de renouvellement». Les posibilités dépendent de plusieurs facteurs: conditions de la forêt ou du peuplement, productivité du sol, produits qu'on désire en retirer, accessibilité, etc.

Région de la forêt commerciale

Terme générique donné par convention à l'ensemble du territoire subdivisé par le MER à des fins de gestion.

Régions administratives et unités de gestion

Subdivisions administratives du MER dotées d'une administration régionalisée. Il y a 9 régions administratives comprenant 44 unités de gestion.

Terrains forestiers productifs accessibles

Ce sont ceux qui produisent ou peuvent produire un volume ligneux suffisant (28 mètres cubes/hectare) pour justifier une exploitation dans un laps de temps inférieur à 120 ans. Ces terrains excluent les flancs de montagne dont la pente moyenne est supérieure à 50% ainsi que les sommets et les plateaux entourés de telles pentes.

Terres forestières

Terres servant principalement à l'exploitation forestière et pouvant produire un volume de bois d'au moins 30 mètres cubes par hectare.

Terres privées

Terres n'appartenant pas à la Couronne.

Terres sous juridiction fédérale

Terres appartenant à la Couronne et gérées par l'administration fédérale; celles-ci comprennent les terres des Territoires du Nord-Ouest, y compris l'archipel Arctique et les îles du détroit d'Hudson, de la baie d'Hudson et de la baie James, les terres du Territoire du Yukon, les terres de l'état-major et de l'amirauté, les parcs nationaux et les parcs et sites historiques nationaux, les stations forestières expérimentales, les fermes expérimentales, les réserves indiennes et, de façon générale, toutes les terres publiques que possèdent les divers ministères du gouvernement fédéral.

Terres sous juridiction provinciale

Terres possédées par la Couronne mais gérées par une administration provinciale; s'appliquent aussi aux terres gérées par les municipalités.

Valeur des expéditions de produits de propre fabrication

Valeur nette des ventes des produits de propre fabrication et le montant reçu pour du travail à forfait exécuté sur des matières appartenant à d'autres établissements.

Volume marchand

Volume des tiges dont le diamètre à hauteur de poitrine (1,4 mètre) est supérieur à 8,9 centimètres.

Zones socio-économiques et unités d'aménagement

Subdivisions du territoire basées sur des caractéristiques socio-économiques (4 zones). La superposition de ces deux types de découpage (administratif et socio-économique) divise certaines unités d'aménagement. C'est-à-dire qu'une unité de gestion qui chevauche 2 ou 3 zones socio-économiques a autant d'unités d'aménagement.

Zone des opérations de banlieue: territoire compris à l'intérieur d'une limite d'environ 65 km des villes de 5 000 habitants et plus, constituant le bassin privilégié d'approvisionnement de l'industrie forestière.

Zone des exploitations pour la pâte et le sciage: territoire situé à plus de 65 km des villes, dont les bois accessibles peuvent intéresser tant l'industrie du sciage que celles des pâtes et papiers à titre de bassin secondaire d'approvisionnement.

Zone des exploitations pour la pâte: partie du territoire de la région de la forêt commerciale, qui peut intéresser l'industrie à titre de bassin tertiaire d'approvisionnement.

Zone non exploitable: partie nordique du territoire, actuellement non économiquement exploitable mais pouvant comporter un certain potentiel pour le futur.

Autres définitions

Dans le chapitre sur les industries manufacturières se trouvent les définitions relatives aux indicateurs suivants: établissements, travailleurs à la production et assimilés, salaires à la production, heures-personnes payées, combustible et électricité, matières et fournitures à l'activité manufacturière, valeur ajoutée manufacturière.

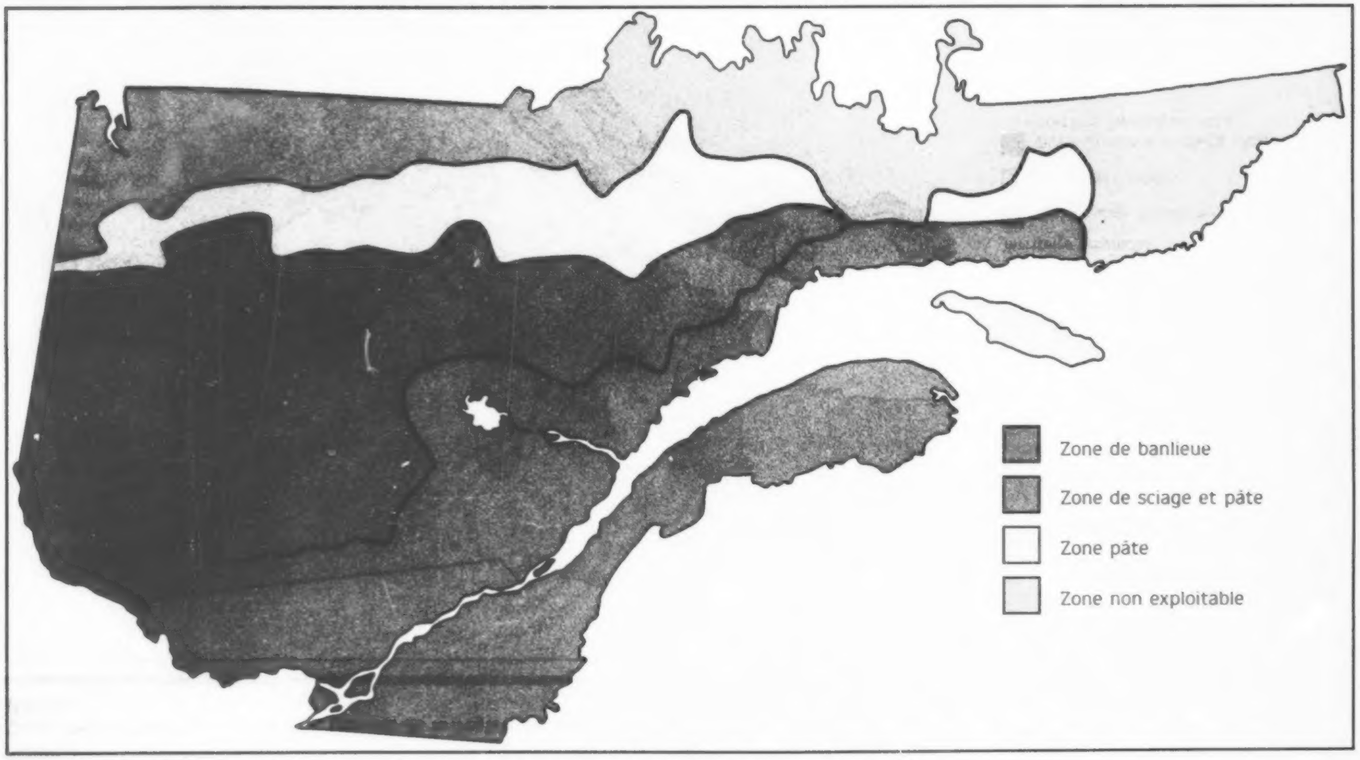
Note explicative

Stades de développement des peuplements (mûrs, jeunes, régénérés et en voie de régénération)

Les stades de développement correspondent à des périodes de temps dans le cycle évolutif d'un peuplement forestier. La fin de ces périodes a été fixée en regard du taux d'accroissement net du peuplement. Ainsi, un peuplement pourra renfermer des tiges de dimension suffisante pour l'exploitation mais sera identifié jeune si son taux d'accroissement est encore ascendant.

Par contre, un autre peuplement composé de tiges de plus faible diamètre que le précédent pourra être considéré comme étant mûr pour la coupe, si son taux d'accroissement net diminue. En conséquence, les stades de développement ne correspondent pas à des périodes de temps fixe pour tous les peuplements, mais ils sont liés au taux d'accroissement net qui dépend du groupement d'essences, de la qualité de station, des conditions climatiques et du drainage.

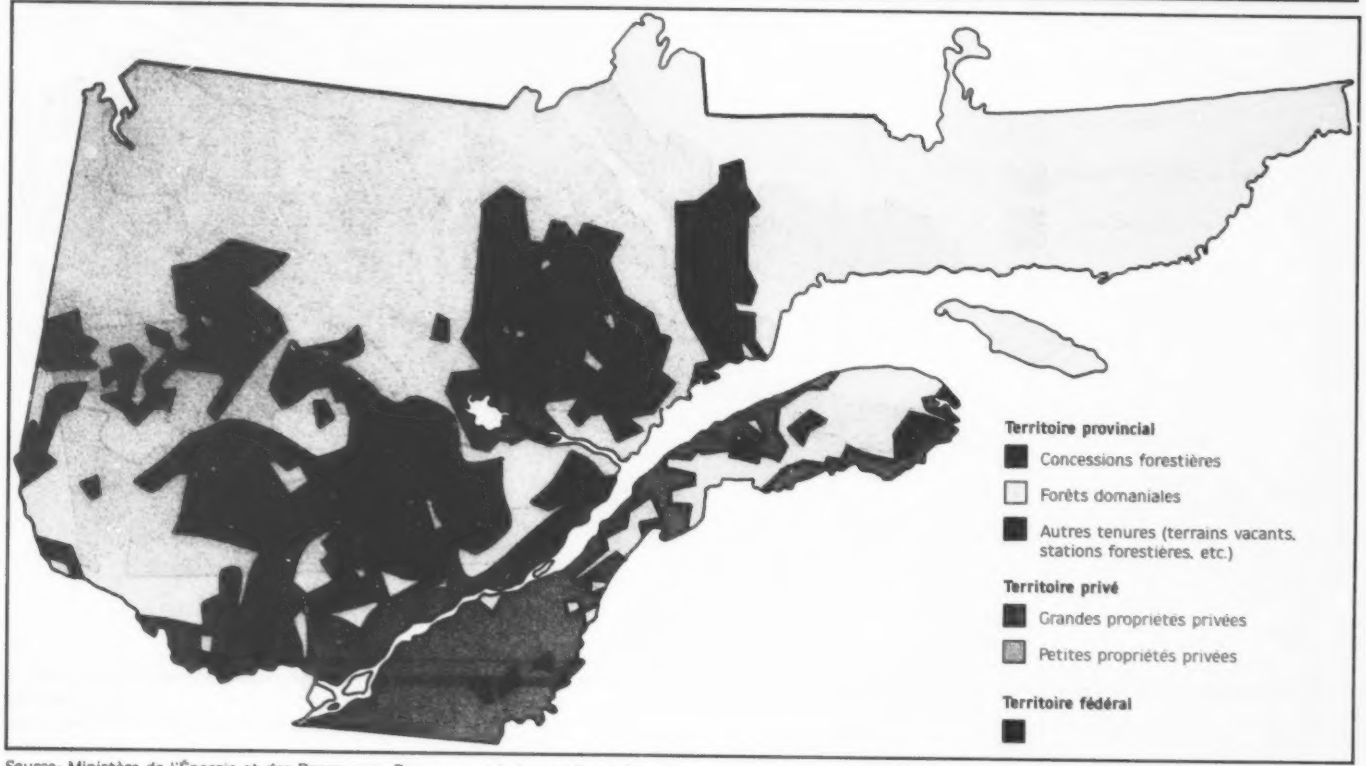
Figure 1
Carte des zones socio-économiques forestières, Québec, 1984



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Figure 2

Carte des régimes de propriété et tenures de la région de la forêt commerciale, Québec



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Tableau 1

Superficie des terres forestières, par province et territoire, Canada, 1981

Province ou territoire	Terres forestières					Total
	Fédérales	Provinciales	Privées	Municipales	Indéterminées	
	'000 km²					
Terre-Neuve	1.5	134.9	5.9			142.4
Nouvelle-Écosse	1.2	10.9	29.4			41.5
Île-du-Prince-Édouard					2.9	2.9
Nouveau-Brunswick	1.6	30.5	32.4			64.5
Québec	**1.9**	**551.8**	**66.3**	—	—	**624.0**
Ontario	6.9	381.5	43.4		0.1	431.9
Manitoba	3.7	230.9	4.6	0.6		239.7
Saskatchewan	4.9	118.5				123.4
Alberta	33.7	297.0			0.1	330.8
Colombie-Britannique	6.3	542.9	16.8	0.3		566.2
Yukon	242.2					242.2
Territoires du Nord-Ouest	615.2					615.2
Canada[1]	919.1	2 302.9	198.8	0.9	3.1	3 424.9

1. Les totaux peuvent ne pas être exacts en raison de l'arrondissement de certains chiffres.

Source: Environnement Canada, *Inventaire des forêts du Canada, 1981.*

Tableau 2

Superficie de la forêt commerciale, par zone socio-économique, Québec, 1984

	Zone								Total	
	Banlieue		Sciage et Pâte		Pâte		Non exploitable			
	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%
Territoire total	**291 843**	100	197 733	100	**92 629**	100	182 054	100	764 279	100
Eau	19 360	7	21 127	11	13 394	15	19 681	11	73 562	10
Terrains non forestiers	37 652	13	181		27	–	179	–	38 039	5
Terrains forestiers improductifs	19 291	6	19 640	10	12 470	13	45 232	26	96 633	12
Terrains forestiers productifs inaccessibles[2]	4 591	2	1 411	1	721	1	438		7 161	1
Terrains forestiers productifs accessibles[2]	210 949	72	155 394	78	66 017	71	116 523	63	548 883	72
Mûrs	73 897	35	88 516	57	45 240	68	78 838	68	286 491	52
Jeunes	86 379	41	38 624	25	8 507	13	6 931	6	140 441	26
Régénérés	33 286	16	18 983	12	7 268	11	10 907	9	70 444	13
En voie de régénération	17 387	8	9 271	6	5 002	8	19 846	17	51 506	9
Juridiction publique fédérale	**1 992**	1	**156**	—	—	—	**183**	–	**2 331**	—
Eau	158	8	17	11	–	–	3	2	178	8
Terrains non forestiers	118	6	1	1	–		–	–	119	5
Terrains forestiers improductifs	94	5	2	1	—	–	70	38	166	7
Terrains forestiers productifs inaccessibles[2]	38	2	–	–	–	–	–	–	38	1
Terrains forestiers productifs accessibles[2]	1 584	79	136	87	—	—	110	60	1 630	79
Mûrs	644	41	37	27	–	—	80	73	761	40
Jeunes	724	46	85	62	–	–	–	–	809	47
Régénérés	149	9	5	4	–	–	–	–	154	9
En voie de régénération	67	4	9	7	—	–	30	17	106	4

Tableau 2 (suite)

Superficie de la forêt commerciale, par zone socio-économique, Québec, 1984

	Zone								Total	
	Banlieue		Sciage et Pâte		Pâte		Non exploitable			
	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%	km²	%
Juridiction publique quebecoise[1]	**186 014**	**64**	**192 576**	**97**	**92 629**	**100**	**181 737**	**100**	**652 956**	**85**
Eau	13 811	7	20 581	11	13 394	15	19 675	11	67 462	10
Terrains non forestiers	748		163		27		179		1 117	–
Terrains forestiers improductifs	16 191	9	19 330	10	12 470	13	45 112	26	93 103	14
Terrains forestiers productifs inaccessibles[2]	3 306	2	1 372	1	721	1	438		5 837	1
Terrains forestiers productifs accessibles[2]	151 958	82	151 130	78	66 017	71	116 332	63	485 437	75
Mûrs	65 818	43	86 830	57	45 240	68	78 838	68	276 726	57
Jeunes	51 457	34	37 573	25	8 507	13	6 931	6	104 468	22
Regeneres	22 846	15	17 841	12	7 268	11	10 907	9	58 862	13
En voie de regeneration	11 837	8	8 886	6	5 002	8	19 803	17	45 528	8
Juridiction privee	**103 681**	**35**	**5 177**	**3**	–	–	**134**	–	**108 992**	**15**
Eau	5 374	5	546	11			3	2	5 923	5
Terrains non forestiers	36 785	36	18						36 803	34
Terrains forestiers improductifs	3 004	3	310	6			50	37	3 364	3
Terrains forestiers productifs inaccessibles[2]	1 247	1	39	1					1 286	1
Terrains forestiers productifs accessibles[2]	57 271	55	4 264	82			81	61	61 616	57
Murs	7 398	13	1 686	39			68	84	9 152	15
Jeunes	34 113	60	1 051	25					35 164	57
Regeneres	10 286	18	1 142	27					11 428	19
En voie de regeneration	5 474	9	385	9			13	16	5 872	9

1. Ces chiffres ne tiennent pas entierement compte des transferts de juridiction sanctionnes par la «Convention de la Baie James». Ils sont donc legerement surevalues dans les zones «pâte» et «non exploitable» au detriment des juridictions federale et privee.
2. Terrains forestiers productifs accessibles: terrains dont la pente est inferieure a 50%; terrains forestiers productifs inaccessibles: terrains dont la pente est superieure a 50%.

Source: Ministère de l'Energie et des Ressources, *Ressource et industrie forestieres. Portrait statistique*, edition 1984.

Tableau 3

Disponibilité annuelle dans la forêt publique de juridiction québécoise et dans la forêt privée, par zone socio-économique,
Québec, 1980-1990

	Zone			
	Banlieue	Sciage et pâte	Pâte	Total
	'000 m³			
Juridiction publique québécoise	19 900	15 017	3 934	38 851
Sapin, épinette, pin gris	14 720	11 799	3 646	30 165
Autres résineux	851	386	8	1 245
Feuillus	4 329	2 832	280	7 441
Juridiction privée	12 333	330	—	12 663
Sapin, épinette, pin gris	4 044	170		4 214
Autres résineux	1 410	80		1 490
Feuillus	6 879	80		6 959
Total	32 233	15 347	3 934	51 514

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Tableau 4

Disponibilité annuelle dans la forêt publique de juridiction québécoise et dans la forêt privée, par région administrative,
Québec, 1980-1990

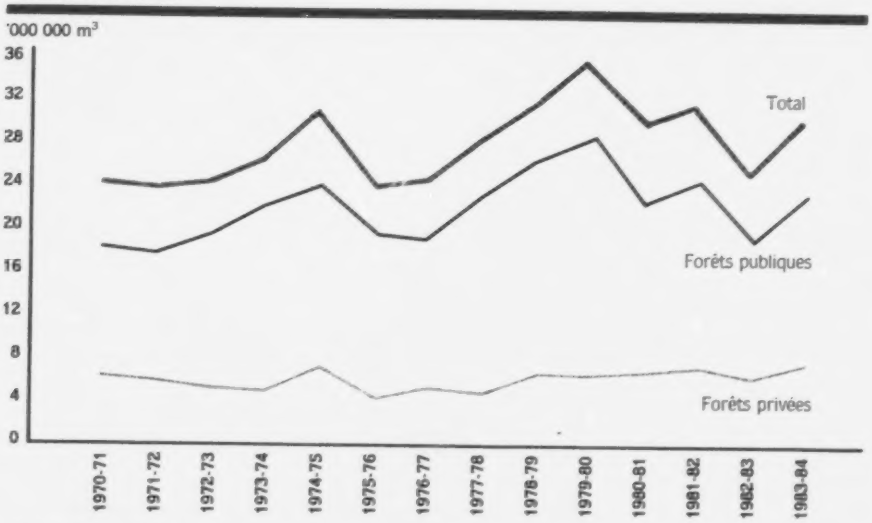
	Résineux		Feuillus
	Sapin, épinette et pin gris	Autres	
	'000 m³		
Juridiction publique québécoise	28 237[1]	1 245	7 441
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	3 210	109	312
Saguenay — Lac-Saint-Jean	9 375	16	1 441
Québec	1 228	19	260
Trois-Rivières	2 470	58	768
Estrie	31	3	28
Montréal	492	41	347
Outaouais	1 669	486	1 825
Abitibi-Témiscamingue	6 529	497	1 847
Côte-Nord	3 233	16	613
Juridiction privée	**4 214**	**1 490**	**6 959**
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1 091	208	645
Saguenay — Lac-Saint-Jean	157	25	231
Québec	1 275	243	1 488
Trois-Rivières	477	214	737
Estrie	368	157	781
Montréal	326	340	1 594
Outaouais	239	291	1 070
Abitibi-Témiscamingue	121	5	300
Côte-Nord	160	7	113
Total	**32 451**	**2 735**	**14 400**

1. Disponibilité additionnelle de 1 928 000 m³ non incluse.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Figure 3a

Évolution de la récolte de matière ligneuse[1] selon le volume, Québec, 1970-1984



1. Bois de chauffage exclu.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières, Portrait statistique*, édition 1984.

Tableau 5

Superficie et volume marchand de la forêt publique accessible, de juridiction québécoise, par région administrative, Québec, 1984

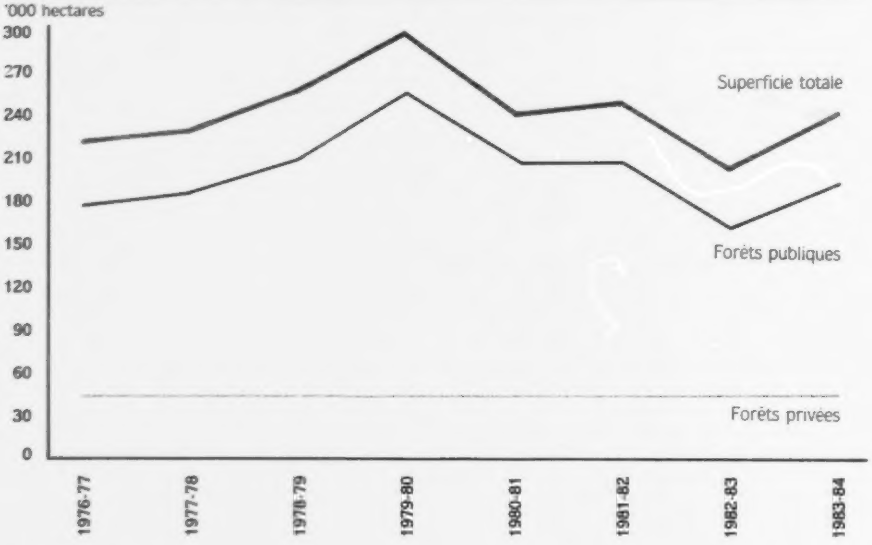
Région administrative	Superficie	Volume	Résineux[1]				
			Sapin	Épinette	Pin gris	Autres	Total
	km²	'000 m³	%				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	24 873	237 029	58.3	21.8	0.1	4.7	84.9
Saguenay — Lac-Saint-Jean	125 343	864 538	15.7	63.5	6.6	0.2	86.0
Québec	11 029	94 456	44.4	28.4	0.3	1.6	74.7
Trois-Rivières	30 328	260 340	15.6	31.8	13.3	2.4	63.1
Estrie	566	6 902	25.5	10.5	—	5.0	41.0
Montréal	8 172	87 802	20.7	15.7	2.1	6.3	44.8
Outaouais	39 000	401 736	18.6	16.7	2.2	11.4	48.9
Abitibi-Témiscamingue	89 579	660 203	8.7	50.9	10.5	5.0	75.1
Côte-Nord	156 439	1 022 418	30.4	61.2	0.7	0.4	92.7
Québec	**485 437**	**3 641 261**	22.7	48.1	4.9	3.0	78.7

1. Ces données représentent la proportion du volume marchand brut de chaque essence.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières, Portrait statistique*, édition 1984.

Figure 3b

Évolution de la récolte de matière ligneuse[1] selon la superficie, Québec, 1970-1984



1. Bois de chauffage exclu.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières, Portrait statistique*, édition 1984.

Région administrative	Feuillus[1]					
	Bouleau		Peuplier	Érable	Autres	Total
	À papier	Jaune				
	%					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	4,5	2,3	4,5	3,3	0,5	**15,1**
Saguenay — Lac-Saint-Jean	9,1	0,3	4,6	—	—	**14,0**
Québec	10,9	7,1	3,7	2,9	0,6	**25,2**
Trois-Rivières	15,8	5,5	11,1	3,7	0,7	**36,8**
Estrie	6,8	16,1	7,0	25,9	3,2	**59,0**
Montréal	10,7	14,8	9,6	17,4	2,7	**55,2**
Outaouais	11,7	12,3	6,9	14,9	5,3	**51,1**
Abitibi-Témiscamingue	8,6	2,8	10,6	2,4	0,4	**24,8**
Côte-Nord	5,3	—	1,9	—	—	**7,2**
Québec	**8,5**	**3,1**	**5,7**	**3,1**	**0,9**	**21,3**

Tableau 6

Volume de bois récolté, par zone socio-économique, Québec, 1982-83

	Zone				Total
	Banlieue	Sciage et pâte	Pâte	Non exploitable	
	'000 m^3				
Juridiction publique quebecoise	10 600	7 621	1	3	18 225
Resineux	9 000	7 536	1	2	16 539
Feuillus	1 600	85	-	1	1 686
Juridiction privee[1]	5 607	308	—	—	5 915
Resineux	4 019	231			4 250
Feuillus	1 588	77			1 665
Total	16 207	7 929	1	3	24 140

1. Donnees estimees, excluant la production de bois de chauffage par les petits prprietaires forestiers.

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Ressource et industrie forestieres. Portrait statistique*, edition 1984.

Tableau 7

Superficie et volume marchand brut de la forêt privée, accessible, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Superficie	Volume	Résineux[1]				
			Sapin	Épinette	Pin gris	Autres	Total
	km²	'000 m^3	%				
01	10 548	70 381	42.0	15.4	-	8.5	65.9
02	3 285	15 751	20.9	18.6	6.7	3.6	49.8
03	12 984	96 594	29.8	11.2	0.4	5.7	47.1
04	7 810	53 859	18.1	21.4	3.6	5.8	48.9
05	7 482	55 330	12.1	6.7	-	11.2	30.0
06	6 927	60 575	9.9	4.1	0.1	14.5	28.6
07	7 024	62 289	9.3	4.2	0.3	14.5	28.3
08	4 221	15 750	13.5	18.4	6.7	1.8	40.4
09	1 335	8 517	31.7	41.4	4.5	1.4	79.0
Québec	61 616	428 312	21.6	11.7	1.1	9.1	43.5

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montreal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord.

1. Ces données représentent la proportion du volume marchand brut de chaque essence.

Source: Ministère de l'Energie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, edition 1984.

Tableau 8

Volume de bois récolté, par région administrative, Québec, 1982-83

	Résineux	Feuillus	Total
		'000 m³	
Juridiction publique québécoise	16 539	1 686	18 225
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	1 837	181	2 018
Saguenay – Lac-Saint-Jean	4 893	229	5 122
Québec	678	96	774
Trois-Rivières	1 227	222	1 449
Estrie	44	22	66
Montréal	571	193	764
Outaouais	528	333	861
Abitibi-Témiscamingue	5 299	388	5 687
Côte-Nord	1 462	22	1 484
Juridiction privée	4 250	1 665	5 915
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie	913	233	1 146
Saguenay – Lac-Saint-Jean	245	42	287
Québec	1 703	264	1 967
Trois-Rivières	297	96	393
Estrie	422	315	737
Montréal	321	369	690
Outaouais	197	269	466
Abitibi-Témiscamingue	60	77	137
Côte-Nord	92		92
Total	20 789	3 351	24 140

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Région administrative	Feuillus[1]					
	Bouleau		Peuplier	Erable	Autres	Total
	À papier	Jaune				
	%					
01	6,2	3,0	15,6	8,3	1,0	34,1
02	11,6	1,6	34,1	2,2	0,7	50,2
03	7,3	7,9	5,9	27,5	4,3	52,9
04	8,3	6,6	7,5	21,3	7,3	51,0
05	2,4	7,4	5,8	43,6	10,7	69,9
06	5,6	5,3	8,7	38,6	13,2	71,4
07	4,1	6,3	14,2	27,8	19,2	71,6
08	11,3	0,2	47,5	0,5	–	59,5
09	8,8	0,1	11,4	0,6	–	20,9
Québec	6,2	5,7	11,5	25,1	8,0	56,5

Tableau 9

Volume de bois des forêts privées mis en marché par les associations de producteurs, Québec, 1979-1982

Association régionale	1979		1980	
	Volume	Producteurs	Volume	Producteurs
	m^3 app[1]	n	m^3 app	n
Gaspesie	449 747	2 136	413 178	1 970
Bas-Saint-Laurent	1 029 148	4 900	1 122 876	4 000
Saguenay — Lac-Saint-Jean	229 618	4 143	319 666	1 234
La Pocatiere	490 965	3 200	547 552	3 600
Beauce	559 091	3 425	625 075	3 500
Quebec	743 437	4 200	848 359	6 334
Estrie	795 169	2 216	758 134	1 807
Nicolet	114 292	450	164 804	650
Mauricie	164 677	328	203 501	348
Montreal				
Laurentides	726 693	728	839 022	896
Labelle	225 712	535	259 149	637
Gatineau	106 563	405	152 466	488
Pontiac				
Abitibi-Temiscamingue	39 816	122	77 788	133
Quebec	**5 674 928**	**26 788**	**6 331 570**	**25 597**
Association regionale	**1981**		**1982**	
	Volume	Producteurs	Volume	Producteurs
	m^3 app	n	m^3 app	n
Gaspesie	579 570	2 285	413 481	2 423
Bas-Saint-Laurent	1 094 037	4 000	996 015	3 500
Saguenay — Lac-Saint-Jean	326 371	1 734	324 471	1 702
La Pocatiere	590 200	4 000	443 680	4 000
Beauce	836 405	5 000	592 563	4 900
Quebec	958 363	5 355	828 940	5 000
Estrie	752 307	2 221	568 396	2 429
Nicolet	171 300	550	131 517	506
Mauricie	181 361	336	197 545	340
Montreal				—
Laurentides	651 933	708	414 173	700
Labelle	242 216	630	245 991	530
Gatineau	169 143	550	142 055	400
Pontiac	—	—		—
Abitibi-Temiscamingue	96 190	200	203 361	269
Québec	**6 649 396**	**27 569**	**5 502 190**	**26 699**

1. 1 m^3 solide = 1,5 m^3 apparent.

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Ressource et industrie forestieres. Portrait statistique*, edition 1984.

Tableau 10

Statistiques principales de l'exploitation forestière, Québec, 1981 et 1982

	Unité	1981	1982
Activité de l'exploitation forestière			
Établissements	n	528	555
Travailleurs de la production	n	9 194	7 144
Heures-personnes payées	n	18 223 000	13 413 000
Salaires	$	202 928 000	154 887 000
Combustible et électricité[1]	$	40 113 000	41 372 000
Matières et fournitures	$	465 948 000	393 831 000
Valeur des expéditions	$	841 651 000	777 350 000
Valeur ajoutée	$	391 568 000	310 982 000
Activité totale			
Propriétaires et associés actifs	n	306	262
Salariés	n	11 257	8 994
Traitements et salaires	$	253 810 000	204 828 000
Valeur ajoutée	$	398 417 000	317 680 000

1. Pour les années antérieures à 1982, dans le cas des petits établissements, le coût du combustible et de l'électricité était compris dans celui des matières et fournitures.

Source: Statistique Canada, *Statistiques forestières du Canada* (25-202).

Tableau 11

Reboisement des forêts selon le régime de propriété, par essence et par région administrative, Québec, 1983

Essence	Forêt	01	02	03	04	05	06	07	08	09	Québec
		'000 plants									
Sapin											
Baumier		129	50	956	154	1 264	464	99	—	1	3 117
	Publique										—
	Privee	129	50	956	154	1 264	464	99		1	3 117
Meleze											
Europeen		1	—	—	2[1]	—	4	—	—	—	7
	Publique	1									1
	Privee				2[1]		4				6
Laricin		36	—	—	21	—	17	12	10	—	96
	Publique				1				10		11
	Privee	36			20		17	12			85
Japonais		—	—	19	11	—	—	—	—	—	30
	Publique										—
	Privee			19	11						30
Epinette											
De Norvege		1 630	13	307	656	1 676	282	316	—	—	4 880
	Publique	11		8			174				193
	Privee	1 619	13	299	656	1 676	108	316			4 687
Blanche		3 745	465	2 330	515	3	205	108	139	2	7 512
	Publique	1 879		43			21		51	2	1 996
	Privee	1 866	465	2 287	515	3	184	108	88		5 516
Noire		8 915	98	2 017	367	50	—	468	1 134	202	13 251
	Publique	5 679		1 506	367			392	717	150	8 811
	Privee	3 236	98	511		50		76	417	52	4 440
Rouge		654	—	1 564	—	—	2	10	—	—	2 230
	Publique	144		683							837
	Privee	510		881			2	10			1 393
Pin											
Gris		243	1 360	351	1 233	49	197	498	1 956	—	5 887
	Publique	90	440	200	817		158	151	1 334		3 190
	Privee	153	920	151	416	49	39	347	622		2 697
Rouge		49	11	265	639	441	452	723	—	—	2 580
	Publique				5		16				21
	Privee	49	11	265	634	441	436	723			2 559
Blanc		16	—	92	87	87	101	178	—	—	561
	Publique	3			5			92			100
	Privee	13		92	82	87	101	86			461
Sylvestre		57	26	54	9	30	10	6	—	—	192
	Publique	3									3
	Privee	54	26	54	9	30	10	6			189
Autres[2]		39	4	19	—	2	67	1	—	—	132
	Publique	18		18				1			37
	Privee	21	4	1		2	67				95
Total		15 514	2 027	7 974	3 694	3 602	1 801	2 419	3 239	205	40 475
	Publique	7 828	440	2 458	1 195	—	369	646	2 112	152	15 200
	Privee	7 686	1 587	5 516	2 499	3 602	1 432	1 773	1 127	53	25 275

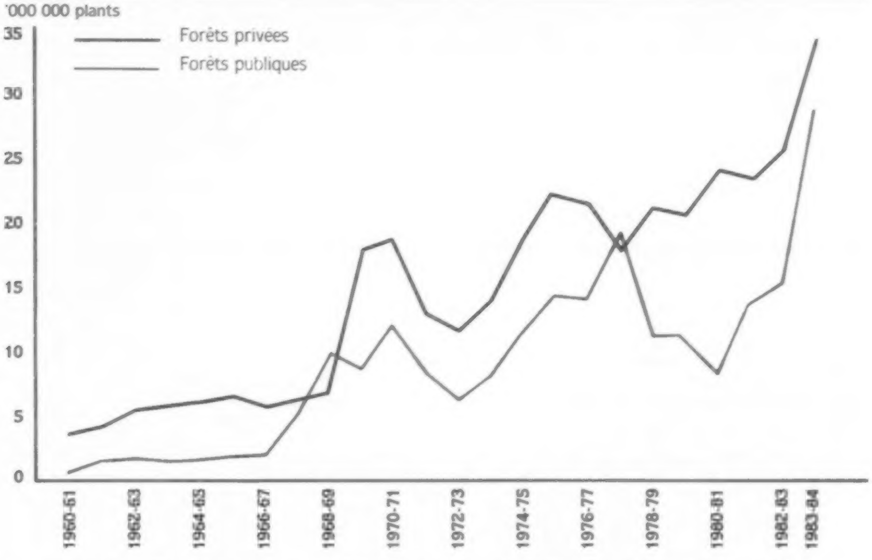
Légende: voir tableau 7.

1. Incluant un nombre indetermine de melezes japonais.
2. Feuillus y compris le peuplier.

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Ressource et industrie forestieres. Portrait statistique*, edition 1984.

Figure 4

Évolution du nombre d'arbres plantés à des fins de reboisement selon le régime de propriété, Québec, 1960-1984



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières, Portrait statistique*, édition 1984.

12

Tableau 12

Répartition des incendies de forêt selon l'origine, Québec, 1980-1984

Origine	1980		1981		1982		1983		1984	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Foudre	103	12.0	126	11.3	137	11.7	399	24.1	45	6.6
Activites ferroviaires	41	4.8	17	1.5	31	2.6	20	1.2	30	4.4
Operations forestieres	58	6.7	72	6.5	65	5.5	84	5.1	66	9.7
Operations industrielles	105	12.2	140	12.6	146	12.4	191	11.6	98	14.4
Incendiaires	81	9.4	89	8.0	63	5.4	79	4.8	45	6.6
Residents	179	20.8	193	17.3	224	19.1	321	19.4	174	25.5
Activites recreatives	281	32.6	461	41.4	496	42.2	551	33.3	213	31.2
Diverses	13	1.5	16	1.4	14	1.2	8	0.5	12	1.8
Total	861	100.0	1 114	100.0	1 176	100.0	1 653	100.0	683	100.0

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources, Service de la protection contre le feu.

Tableau 13

Coût d'extinction des incendies de forêt selon l'origine, Québec, 1980-1984

Origine	1980		1981		1982		1983		1984	
	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%
Foudre	470 058	25.1	1 039 555	43.9	973 649	31.2	8 183 163	69.3	231 926	21.1
Activites ferroviaires	35 335	1.9	32 202	1.4	150 734	4.8	37 412	0.3	39 291	3.6
Operations forestieres	261 926	14.0	140 268	5.9	95 571	3.1	948 899	8.0	92 463	8.4
Opérations industrielles	138 032	7.4	285 783	12.1	457 250	14.7	556 280	4.7	96 032	8.7
Incendiaires	51 114	2.7	64 365	2.7	43 941	1.4	63 619	0.5	67 606	6.2
Residents	134 319	7.2	102 821	4.3	164 364	5.3	329 085	2.8	117 466	10.7
Activites recreatives	617 673	33.0	698 109	29.5	1 207 022	38.7	1 682 759	14.3	430 247	39.1
Diverses	160 598	8.6	6 180	0.3	25 879	0.8	2 279	--	24 525	2.2
Total	1 869 115	100.0	2 369 283	100.0	3 118 410	100.0	11 803 496	100.0	1 099 556	100.0

Source: Ministère de l'Energie et des Ressources, Service de la protection contre le feu.

Tableau 14

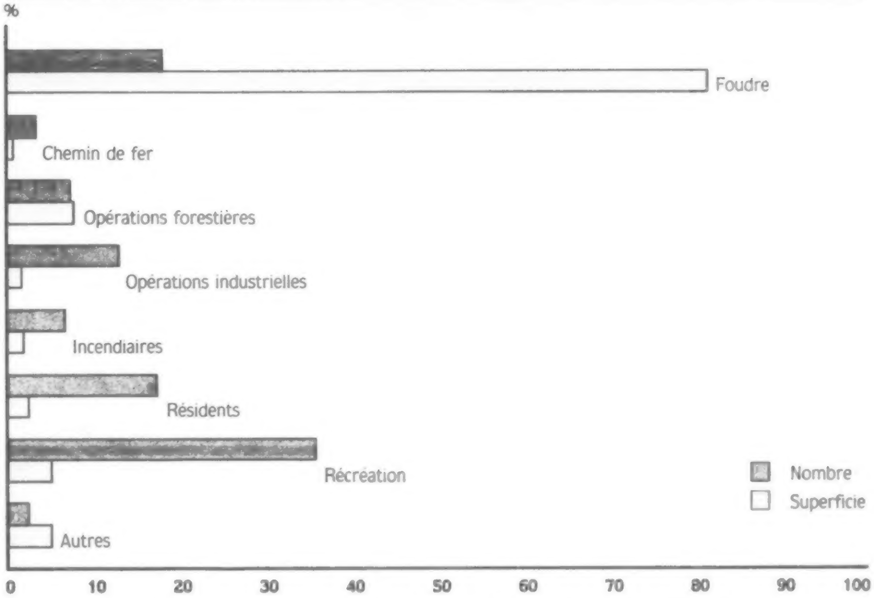
Évaluation des dommages causés par les incendies de forêt selon l'origine, Québec, 1980-1984

Origine	1980		1981		1982		1983		1984	
	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%
Foudre	111 518	13.2	231 151	67.5	67 304	9.2	25 255 155	95.6	126 857	48.5
Activités ferroviaires	970	0.1	1 986	0.6	11 894	1.6	364	--	720	0.3
Opérations forestieres	333 358	39.3	44 911	13.1	13 439	1.9	1 056 667	4.0	20 346	7.8
Opérations industrielles	12 234	1.4	6 726	2.0	51 425	7.1	7 929	--	2 432	0.9
Incendiaires	9 395	1.1	4 904	1.4	13 818	1.9	23 731	0.1	9 242	3.5
Résidents	59 248	7.0	18 195	5.3	10 655	1.5	24 550	0.1	17 219	6.6
Activites récréatives	61 442	7.3	34 663	10.1	559 132	76.8	61 373	0.2	82 491	31.5
Diverses	259 159	30.6	24	--	432	0.1	186	--	2 318	0.9
Total	847 324	100.0	342 560	100.0	728 120	100.0	26 429 955	100.0	261 625	100.0

Source: Ministère de l'Energie et des Ressources, Service de la protection contre le feu.

Figure 5

Répartition des incendies de forêt et de la superficie incendiée, selon l'origine, Québec, 1975-1984



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières, Portrait statistique*, édition 1984.

Tableau 15

Superficie forestière incendiée selon l'origine, Québec, 1980-1984

Origine	1980		1981		1982		1983		1984	
	hectare	%	hectare	%	hectare	%	hectare	%	hectare	%
Foudre	947.9	7.2	1 193.9	48.2	1 492.4	18.9	234 446.9	98.1	1 275.0	41.4
Activités ferroviaires	38.5	0.3	92.0	3.7	406.4	5.2	22.3	–	32.4	1.1
Opérations forestières	865.6	6.6	114.3	4.6	20.9	0.3	1 966.2	0.8	108.6	3.5
Opérations industrielles	438.3	3.3	196.2	7.9	580.3	7.4	187.5	0.1	99.6	3.2
Incendiaires	392.2	3.0	146.5	5.9	131.8	1.7	350.0	0.2	202.3	6.6
Résidents	1 141.0	8.7	233.2	9.4	234.7	3.0	701.0	0.3	514.8	16.7
Activités récréatives	1 840.5	14.0	500.8	20.2	4 992.1	63.3	1 220.0	0.5	751.4	24.4
Diverses	7 512.8	57.0	2.6	0.1	33.5	0.4	8.8	–	98.1	3.2
Total	13 176.8	100.0	2 479.5	100.0	7 892.1	100.0	238 902.7	100.0	3 082.2	100.0

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de la protection contre le feu.

Tableau 16

Superficie affectée par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, par région administrative, Québec, 1983

Région	Défoliation[1]			
	Legère	Moderée	Sévere	Total
	hectare			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	378 441	825 952	2 860 779	4 065 172
Saguenay — Lac-Saint-Jean	3 594	108 750	1 574 535	1 686 879
Quebec	76 095	88 125	1 779 533	1 943 753
Trois-Rivieres	138 907	224 812	1 974 844	2 338 563
Estrie	2 188	13 125	99 219	114 532
Montreal	16 095	43 125	564 844	624 064
Outaouais	204 689	89 377	6 563	300 629
Abitibi-Temiscamingue	24 374	68 281	28 437	121 092
Cote-Nord	101 877	335 001	1 580 314	2 017 192
Quebec	946 260	1 796 548	10 469 068	13 211 876

Tableau 17

Superficie traitée et coût de la lutte contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette, selon le type de traitement, Québec, 1978-1983

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Superficie traitée ('000 ha)	1 255	583	188	705	1 299	1 254
Traitement chimique	1 248	566	166	690	1 267	1 208
Traitement biologique	7	17	22	15	32	46
Coût du programme ($)	6 222 700	3 700 800	3 348 600	6 970 000	10 982 000	14 497 000
Coût moyen du traitement chimique/ha	4.88	5.96	15.07	9.43	8.15	10.98
Coût moyen du traitement biologique/ha	17.59	19.54	37.80	31.13	20.52	26.85
Coût moyen pondéré/ha	4.96	6.35	17.76	9.88	8.46	11.56

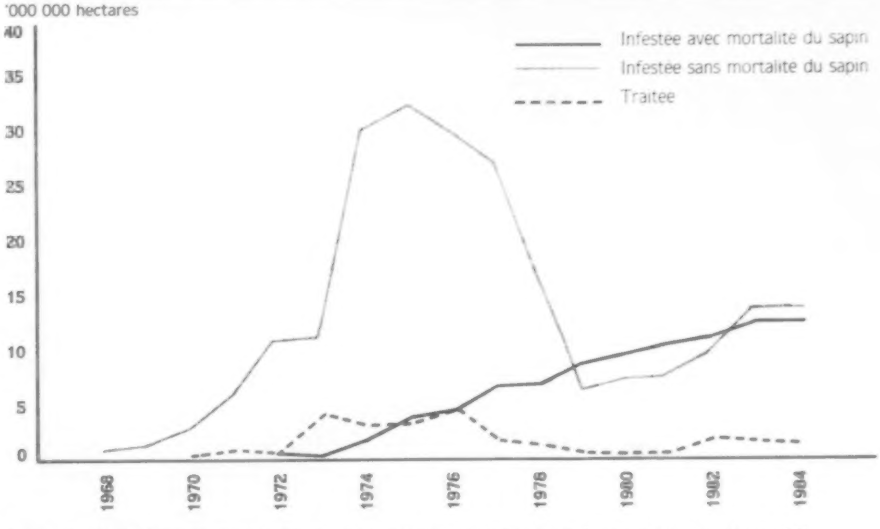
Source: Ministère de l'Energie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

	Degré de mortalité[2]				
	1-25%	26-50%	51-75%	76-100%	Total
	hectare				
Bas Saint-Laurent — Gaspésie	1 145 006	202 966	42 968	2 969	1 393 909
Saguenay — Lac Saint-Jean	1 186 564	501 094	171 877	3 125	1 862 660
Québec	796 564	186 877	74 532		1 157 973
Trois-Rivières	474 376	191 564	168 908	26 875	861 723
Estrie	69 063	22 656	625		92 344
Montréal	211 251	19 844	938		232 033
Outaouais	492 657	267 970	119 126	2 873 909	3 753 662
Abitibi-Témiscamingue	183 909	240 940	370 002	888 439	1 683 290
Côte-Nord	643 750	179 375	50 001	54 063	927 189
Quebec	**5 203 140**	**1 813 286**	**998 977**	**3 849 380**	**11 964 783**

1. La défoliation correspond à la perte de feuillage sur la pousse annuelle: légère (1-35%), modérée (35-70%), sévère (70-100%).
2. Le degré de mortalité correspond à la proportion d'arbres morts.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Figure 6
Évolution de l'infestation par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, Québec, 1968-1984



Source: Ministère de l'Energie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Tableau 18

Statistiques principales des industries du bois[1], par province, Canada, 1981 et 1982

	Unité	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.
1981							
Activité manufacturière							
Établissements	n	65	25	143	143	1 132	774
Travailleurs de la production	n	290	110	1 536	3 427	22 800	17 699
Heures personnes payées	000	590	219	3 249	7 067	47 932	37 190
Salaires	000 $	4 023	1 282	19 939	48 391	341 766	287 201
Combustible et électricité	000 $	690	x	2 602	11 463	55 756	43 705
Matières et fournitures	000 $	14 398	4 003	49 449	154 553	896 537	791 939
Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	000 $	21 457	6 211	92 659	250 906	1 740 920	1 436 082
Valeur ajoutée	000 $	6 755	[illegible]	38 582	83 773	794 105	614 011
Activité totale							
Propriétaires et associés actifs	n	55	18	59	47	393	229
Salariés	n	334	128	1 802	3 956	27 976	20 970
Traitements et salaires	000 $	4 790	1 596	24 677	59 410	443 934	362 998
Valeur ajoutée	000 $	6 862	2 148	39 810	84 659	807 715	619 138
1982							
Activité manufacturière							
Établissements	n	63	20	129	133	1 114	794
Travailleurs de la production	n	228	82	1 335	2 748	19 043	15 817
Heures personnes payées	000	452	148	2 579	4 909	39 473	31 751
Salaires	000 $	3 161	900	16 844	36 527	300 591	256 192
Combustible et électricité	000 $	893	122	3 444	9 461	66 995	46 144
Matières et fournitures	000 $	10 262	2 639	40 385	110 523	791 053	678 066
Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	000 $	16 794	4 647	78 653	183 664	1 514 678	1 256 366
Valeur ajoutée	000 $	6 194	1 713	32 400	57 713	630 780	517 941
Activité totale							
Propriétaires et associés actifs	n	49	13	46	39	336	210
Salariés	n	263	112	1 617	3 163	23 608	19 015
Traitements et salaires	000 $	3 799	1 594	22 251	45 956	393 913	334 260
Valeur ajoutée	000 $	6 201	1 752	33 851	58 440	642 886	525 522

	Unité	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Y-TNO[3]	Canada
1981							
Activité manufacturière							
Établissements	n	96	53	218	741	4	**3 394**
Travailleurs de la production	n	1 784	1 286	5 425	39 882	89	**94 328**
Heures personnes payées	000	3 641	2 623	11 024	75 488	182	**189 205**
Salaires	000 $	27 945	26 577	104 783	960 584	1 396	**1 823 887**
Combustible et électricité[2]	000 $	x	4 078	x	110 856	x	**244 570**
Matières et fournitures	000 $	78 947	61 312	287 410	2 461 896	1 231	**4 801 675**
Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	000 $	130 941	106 237	510 761	4 142 741	2 915	**8 441 830**
Valeur ajoutée	000 $	55 658	41 769	220 232	1 520 746	943	**3 378 687**
Activité totale							
Propriétaires et associés actifs	n	29	13	39	96	—	**978**
Salariés	n	2 158	1 620	6 904	46 627	95	**112 570**
Traitements et salaires	000 $	35 173	34 723	142 886	1 174 702	1 525	**2 286 414**
Valeur ajoutée	000 $	59 176	43 509	248 769	1 534 506	932	**3 447 224**

Tableau 18 (suite)

Statistiques principales des industries du bois[1], par province, Canada, 1981 et 1982

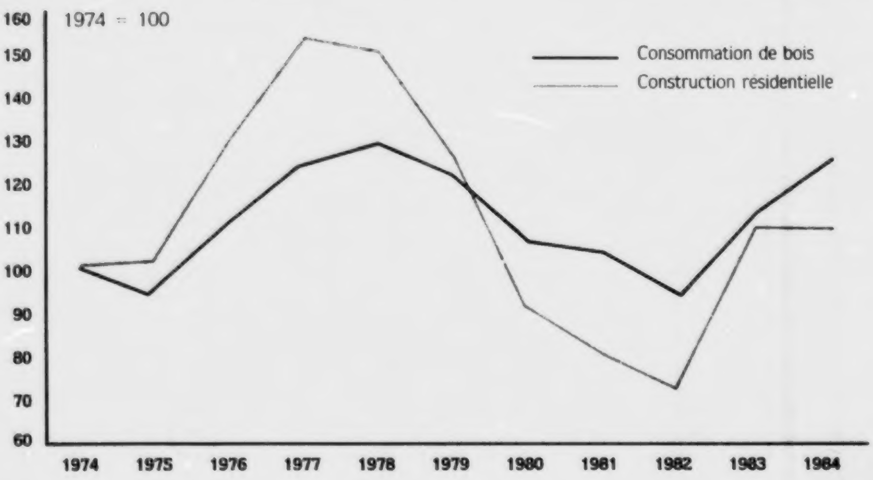
	Unité	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Y-TNO[3]	Canada
1982							
Activite manufacturiere							
Etablissements	n	89	50	227	730	4	**3 353**
Travailleurs de la production	n	1 566	1 154	4 509	34 264	54	**80 800**
Heures personnes payees	'000	3 143	2 107	8 903	61 915	102	**155 482**
Salaires	000 $	24 910	22 025	92 788	899 883	729	**1 654 550**
Combustible et electricite[2]	000 $	2 204	4 372	15 389	123 446	357	**272 827**
Matieres et fournitures	000 $	61 366	51 831	239 509	2 110 916	1 369	**4 097 919**
Valeur des expeditions de produits de propre fabrication	000 $	113 300	81 592	415 205	3 505 827	2 277	**7 173 003**
Valeur ajoutee	000 $	46 416	23 108	144 671	1 202 779	281	**2 663 434**
Activite totale							
Proprietaires et associes actifs	n	16	13	32	114		**868**
Salaries	n	1 867	1 399	5 791	40 230	60	**97 125**
Traitements et salaires	000 $	31 411	29 180	126 870	1 113 796	843	**2 103 873**
Valeur ajoutee	'000 $	47 677	23 590	157 940	1 210 576	287	**2 708 148**

1. Le groupe des industries du bois comprend: les scieries et ateliers de rabotage et usines de bardeaux, les fabriques de placages et contre plaques, les industries de portes, châssis et autres bois ouvres, les fabriques de boites en bois, l'industrie des cercueils et les industries diverses du bois.
2. Pour les annees anterieures a 1982, dans le cas des petits etablissements, le cout du combustible et de l'electricite etait compris dans celui des matieres et fournitures.
3. Y TNO: Yukon et Territoires du Nord Ouest.

Source: Statistique Canada, *Statistiques forestieres du Canada* (25-202).

Figure 7

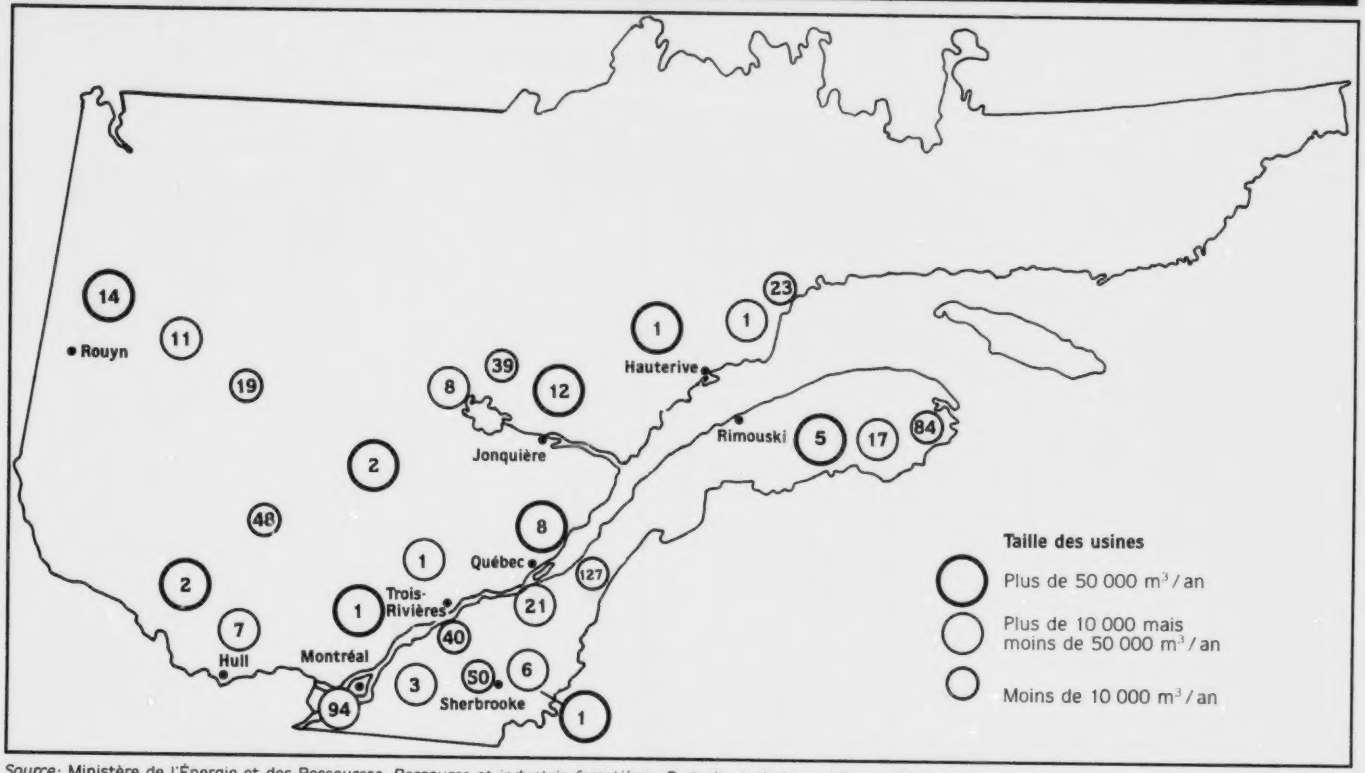
Évolution comparée de la consommation de bois de sciage et de la construction résidentielle, Amérique du Nord, 1974-1984



Source: Data Resources, *Forsim Review*.
Service canadien des forêts, *Recueil de statistiques canadiennes pour l'année 1984*.
The National Association of Home Builders, *Housing Starts Bulletin*, janvier 1985.
Centrale d'hypothèque et de logement.

Figure 8

Carte de localisation des usines de sciage exploitées sur une base commerciale, Québec, 1984



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*. édition 1984.

Tableau 19

Répartition des usines reliées à l'industrie du bois, par région administrative et par produit, Québec, janvier 1984

Produits	Usines									
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	Québec
	n									
Bois de sciage	203	101	280	99	104	166	118	81	38	1 190
Sur une base de service	104	46	127	57	49	67	62	39	14	565
Sur une base commerciale	99	55	153	42	55	99	56	42	24	625
Copeaux	31	41	64	16	18	37	19	33	5	266
Produit principal	—	1	2	2	1	4	1	2	—	13
Produit secondaire	31	40	62	16	17	33	18	31	5	253
Lattes	22	2	4	—	3	—	1	2	—	34
Bardeaux	22	2	23	2	9	4	5	4	—	71
Produit principal	11	1	13	2	7	2	2	3	—	41
Produit secondaire	11	1	10	—	2	2	3	1	—	30
Placages et contre-plaqués	—	—	3	10	2	6	5	5	—	31
Déroulage, tranchage	—	—	1	5	2	2	4	5	—	19
Jointage et placage de bois	—	—	2	5	—	4	1	—	—	12
Portes, châssis et autres bois ouvrés	24	25	92	42	12	112	14	5	3	329
Parquets en bois dur	—	—	2	—	1	1	1	—	—	5
Préfabrication de bâtiments (charpentes)	—	4	11	1	—	15	2	3	—	36
Armoires de cuisine en bois	3	13	29	30	7	60	3	1	2	148
Boites en bois	—	—	4	9	4	27	—	—	—	44
Cercueils	—	—	3	7	1	1	—	—	—	12
Traitement protecteur du bois	—	—	1	—	—	3	—	—	—	4
Manches en bois et tournage du bois	—	—	7	5	3	6	—	—	—	21
Panneaux agglomérés[1]	1	—	—	1	—	—	1	3	—	6
Poteaux	—	—	2	—	—	1	1	1	—	5
Bois de fuseau	1	2	8	—	6	4	—	—	—	21
Charbon de bois	4	—	47	2	1	—	3	1	—	58
Usines intégrées (incl. ensèchage)	2	—	3	2	—	—	1	1	—	9
Fours seulement	2	—	44	—	1	—	2	—	—	49
Huiles essentielles	1	1	6	—	3	1	—	1	—	13
Bois de chauffage (plus de 500 m^3/an)	10	2	14	16	1	38	7	2	1	91
Total des unités de production[2]	322	193	599	242	175	479	180	142	49	2 381
Part relative de la région (%)	13,5	8,1	25,2	10,2	7,3	20,1	7,6	6,0	2,0	100,0
Nombre réel d'usines	264	147	507	224	146	442	159	106	44	2 039
Part relative de la région (%)	12,9	7,2	24,9	11,0	7,2	21,7	7,8	5,2	2,1	100,0

1. Trois autres usines produisant des panneaux sont incluses dans la section «industrie des pâtes et papiers» en raison de leur procédé de fabrication.
2. Les usines fabriquant plus d'une catégorie de produits sont comptées dans chacune de ces catégories.

Légende: voir tableau 7.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Tableau 20

Expéditions des produits et sous-produits de l'industrie du sciage, Québec, 1980-1983

Année	Bois de sciage		Bardeaux	Lattes	Copeaux	Planures et sciures	Écorces
	Résineux	Feuillus					
	'000 m³		Toises[1]	n	Tonnes métriques anhydres		
1980[r]	7 015	368	350 000	80 000 000	3 642 783	970 000	1 021 000
1981[r]	6 998	289	398 750	101 538 461	3 530 253	940 900	995 370
1982[e]	6 106	314	427 426	107 692 307	3 400 000	860 100	895 850
1983[p]	6 849	349	465 000	110 000 000	3 500 000	910 000	945 000

1. 1 toise = 9,3 mètres carrés.

Source: Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec. *L'industrie du sciage au Québec.*

Tableau 21

Valeur des expéditions des produits et sous-produits de l'industrie du sciage, Québec, 1980-1983

Année	Bois de sciage		Bardeaux	Lattes	Autres	Copeaux	Planures sciures et écorces	Total
	Résineux	Feuillus						
	'000 000 $							
1980[r]	639.2	63.1	10.0	4.0	29.0	213.6	2.5	961.4
1981	605.0	55.5	14.3	5.5	30.3	245.4	2.8	958.8
1982[e]	590.0	53.0	15.1	6.5	27.0	250.0	3.0	944.6
1983[p]	693.0	62.0	16.7	6.7	32.0	240.0	2.3	1 052.7

Source: Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec. *L'industrie du sciage au Québec.*

Tableau 22

Statistiques principales des usines de pâtes et papiers, par province, Canada, 1981 et 1982

	Unité	T.-N.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.
1981						
Activité manufacturière						
Établissements	n	3	5	11	56	36
Travailleurs de la production	n	2 545	2 043	4 439	25 140	17 879
Heures-personnes payées	'000	X	4 295	8 935	53 528	37 407
Salaires	'000 $	X	45 682	109 252	612 352	426 891
Combustible et électricité	'000 $	X	43 316	143 559	440 069	294 149
Matières et fournitures	'000 $	X	119 252	407 100	1 675 852	1 290 917
Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	'000 $	X	378 211	847 183	4 101 936	2 847 780
Valeur ajoutée	'000 $	196 825	220 486	307 964	2 009 994	1 274 219
Activité totale						
Propriétaires et associés actifs	n	—	—	—	—	—
Salariés	n	2 981	2 700	5 723	32 824	22 776
Traitements et salaires	'000 $	X	63 672	148 993	827 127	570 463
Valeur ajoutée	'000 $	194 049	216 717	320 720	2 016 441	1 275 857
1982						
Activité manufacturière						
Établissements	n	3	5	11	54	36
Travailleurs de la production	n	2 404	1 656	3 907	23 543	16 811
Heures-personnes payées	'000	X	3 565	8 261	49 211	34 649
Salaires	'000 $	X	40 484	106 310	622 613	439 886
Combustible et électricité	'000 $	X	42 028	131 616	475 612	317 107
Matières et fournitures	'000 $	X	97 385	338 536	1 656 077	1 222 136
Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	'000 $	X	288 580	669 120	3 862 473	2 593 734
Valeur ajoutée	'000 $	167 338	146 521	198 976	1 744 370	1 072 368

Tableau 22 (suite)

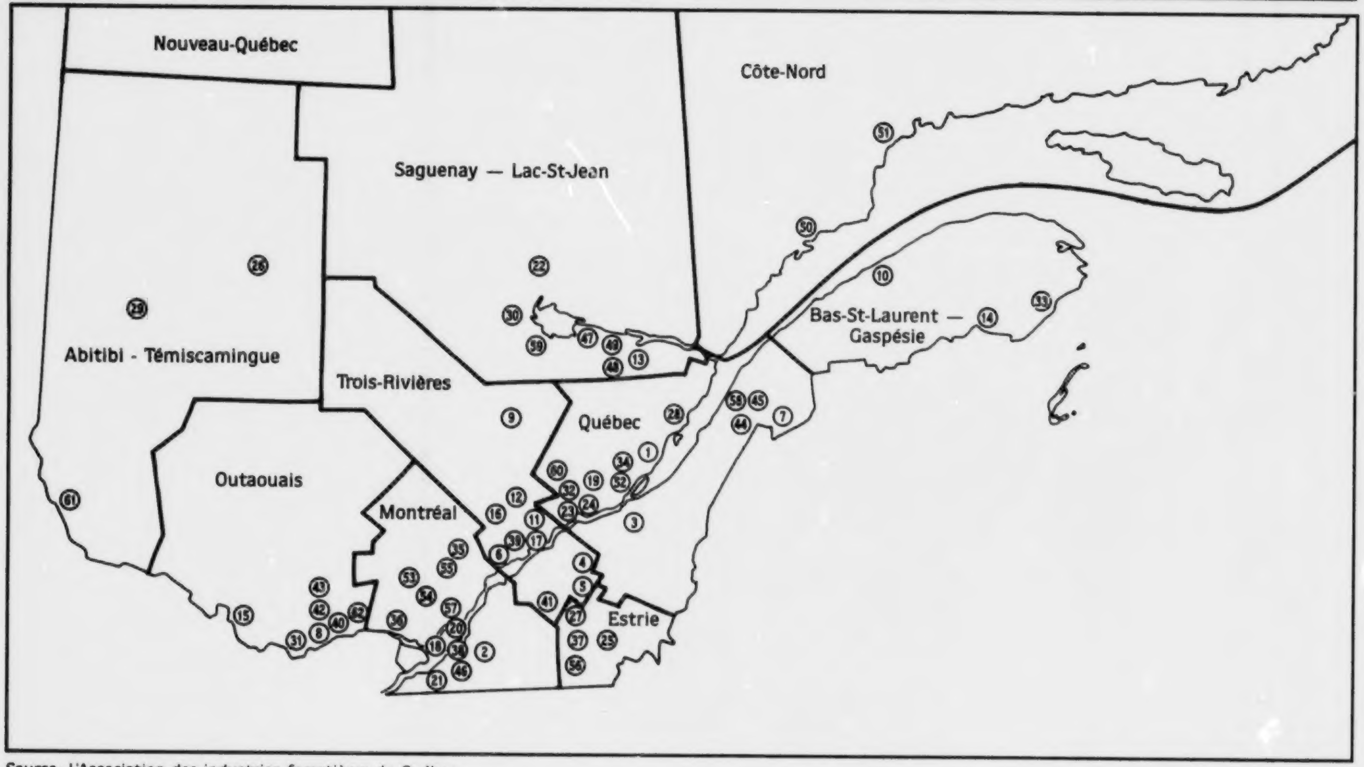
Statistiques principales des usines de pâtes et papiers, par province, Canada, 1981 et 1982

	Unité	T.-N.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.
Activite totale						
Proprietaires et associes actifs	n	—	—	—	—	—
Salariés	n	2 842	2 268	5 188	31 404	21 826
Traitements et salaires	'000 $	—	60 141	148 621	864 478	610 703
Valeur ajoutee	'000 $	163 922	141 291	212 602	1 738 654	1 074 068

	Unité	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
1981						
Activité manufacturiere						
Etablissements	n	4	1	5	23	144
Travailleurs de la production	n	X	X	1 017	13 108	67 170
Heures-personnes payees	'000	X	X	2 271	25 328	139 183
Salaires	'000 $	X	X	28 855	354 584	1 670 191
Combustible et electricite	'000 $	X	X	11 944	247 656	1 239 825
Matieres et fournitures	'000 $	X	X	107 998	1 221 209	5 063 194
Valeur des expeditions de produits de propre fabrication	'000 $	X	X	211 911	2 609 672	11 619 311
Valeur ajoutee	'000 $	X	X	96 630	1 162 982	5 406 166
Activité totale						
Proprietaires et associes actifs	n	—	—	—	—	—
Salariés	n	X	X	1 182	18 346	87 882
Traitements et salaires	'000 $	X	X	34 474	554 165	2 309 802
Valeur ajoutee	'000 $	X	X	95 846	1 144 731	5 400 814
1982						
Activité manufacturiere						
Etablissements	n	4	1	5	23	142
Travailleurs de la production	n	X	X	1 032	12 100	62 486
Heures-personnes payees	'000	X	X	2 143	24 674	129 549
Salaires	'000 $	X	X	32 512	385 852	1 725 034
Combustible et électricité	'000 $	X	X	14 885	318 204	1 369 118
Matieres et fournitures	'000 $	X	X	118 370	1 191 907	4 865 166
Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	'000 $	X	X	257 275	2 432 537	10 650 083
Valeur ajoutée	'000 $	X	X	130 681	966 209	4 512 829
Activité totale						
Proprietaires et associés actifs	n	—	—	—	—	—
Salariés	n	X	X	1 291	16 779	82 892
Traitements et salaires	'000 $	X	X	43 279	590 428	2 436 397
Valeur ajoutée	'000 $	X	X	127 660	949 328	4 493 106

Source: Statistique Canada. *Statistiques forestières du Canada* (25-202).

Figure 9
Carte de localisation des principales usines de pâtes et papiers
Québec, 1984



Source: L'Association des industries forestières du Québec.

Les principales usines de pâtes et papiers au Québec

1	Abitibi-Price Inc.	Beaupré
2	Bennett Inc.	Chambly
3	Cascades Inc.	Breakeyville
4	Les Industries Cascades Inc.	Kingsey-Falls
5	Papier Cascades Inc.	Kingsey-Falls
6	Les Matériaux Cascades Inc.	Louiseville
7	Papier Cascades (Cabano) Inc.	Cabano
8	Compagnie Internationale de Papier du Canada	Gatineau
9	Compagnie Internationale de Papier du Canada	La Tuque
10	Compagnie Internationale de Papier du Canada	Matane
11	Compagnie Internationale de Papier du Canada	Trois-Rivières
12	Consolidated-Bathurst Inc.	Grand-Mère
13	Consolidated-Bathurst Inc.	La Baie
14	Consolidated-Bathurst Inc.	New-Richmond
15	Consolidated-Bathurst Inc.	Portage-du-Fort
16	Consolidated-Bathurst Inc.	Shawinigan
17	Consolidated-Bathurst Inc.	Trois-Rivières
18	Matériaux de Construction Canada Ltée	Lasalle
19	Matériaux de Construction Canada Ltée	Pont-Rouge
20	Papier Belkin Ltée	Montréal
21	Papier fins Domtar	Beauharnois
22	Papier journal Domtar	Dolbeau
23	Matériaux de construction Domtar	Donnacona
24	Papier journal Domtar	Donnacona
25	Cascades East Angus	East Angus
26	Pâtes Domtar	Lebel-sur-Quévillon
27	Papiers fins Domtar	Windsor
28	Donohue Inc.	Clermont
29	Donohue Normick Inc.	Amos
30	Donohue St-Félicien Inc.	Saint-Félicien
31	Produits forestiers E.B. Eddy Ltée	Hull
32	La Compagnie J. Ford Limitée	Portneuf
33	La Compagnie Gaspésia Limitée	Chandler
34	Glassine Canada Inc.	Québec
35	La Compagnie du Gypse du Canada Limitée	Joliette
36	Les Papiers Inter-Cité Limitée	Lachute
37	Kruger Inc.	Bromptonville
38	Kruger Inc.	Montréal
39	Kruger Inc.	Trois-Rivières
40	La Compagnie James Maclaren Limitée	Masson
41	Les Papiers Marlboro Inc.	Drummondville
42	Masonite Canada Limitée (Division des panneaux isolants)	Gatineau
43	Masonite Canada Limitée (Division des panneaux rigides)	Gatineau
44	La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk Ltée	Chemin-du-Lac (Saint-Antonin)
45	La Compagnie de Pâte à Papier Mohawk Ltée	Rivière-du-Loup
46	Les Papiers Perkins Ltée	Candiac
47	La Compagnie Price Limitée	Alma
48	Cascades Jonquière Inc. (Cartonnerie Jonquière)	Jonquière
49	La Compagnie Price Limitée (Papeterie Kénogami)	Jonquière
50	La Compagnie de Papier QNS Limitée	Baie-Comeau
51	Rayonier Québec Inc. (fermé)	Port-Cartier
52	Papeterie Reed Limitée	Québec
53	Rolland Inc.	Mont-Rolland
54	Rolland Inc.	Saint-Jérôme
55	Les Papiers Scott Ltée	Crabtree
56	Les Papiers Scott Ltée	Lennoxville
57	Sonoco Limitée	Terrebonne
58	F.F. Soucy Inc.	Rivière-du-Loup
59	La Cie de Papiers St-Raymond Ltée	Desbiens
60	La Cie de Papiers St-Raymond Ltée	Saint-Raymond
61	Les Produits forestiers Tembec Inc.	Témiscaming
62	Industries James Maclaren Inc.	Thurso

Tableau 23

Répartition des usines de pâtes et papiers par région administrative et par produit,[1] Québec, janvier 1984

Produit	Usines									
	01	02	03	04	05	06	07	09	09	Québec
					n					
Papier journal et specialites	2	4	5	5	1	—	2	1	1	21
Papiers fins et speciaux	—	—	1	—	1	4	1	—	—	7
Papiers tissus	—	—	1	—	3	2	1	—	—	7
Pâtes commerciales	2	3	1	1	1	—	2	2	—	12
Papiers et carton kraft	1	1	—	2	1	—	—	—	—	5
Cartons	2	—	1	2	1	3	—	—	—	9
Materiaux de construction (isolant, etc.)	—	—	3	1	1	2	1	—	—	8
Total	7	8	12	11	9	11	7	3	1	69

1. Une même usine peut fabriquer plusieurs produits differents.

Legende: voir tableau 7.

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, edition 1984.

Tableau 24

Répartition des usines de pâtes et papiers, selon la matière première utilisée, par région administrative, Québec, janvier 1984

	Usines									
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	Québec
					n					
Bois rond et copeaux	7	6	8	7	3	3	5	3	1	43
Pâtes achetées, recyclées ou de fibres										
Matieres autres que le bois	—	—	1	—	3	8	1	—	—	13
Total	7	6	9	7	6	11	6	3	1	56
Proportion de l'ensemble %	12,5	10,7	16,1	12,5	10,7	19,6	10,7	5,4	1,8	100,0

Légende: voir tableau 7.

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1984.

Tableau 25

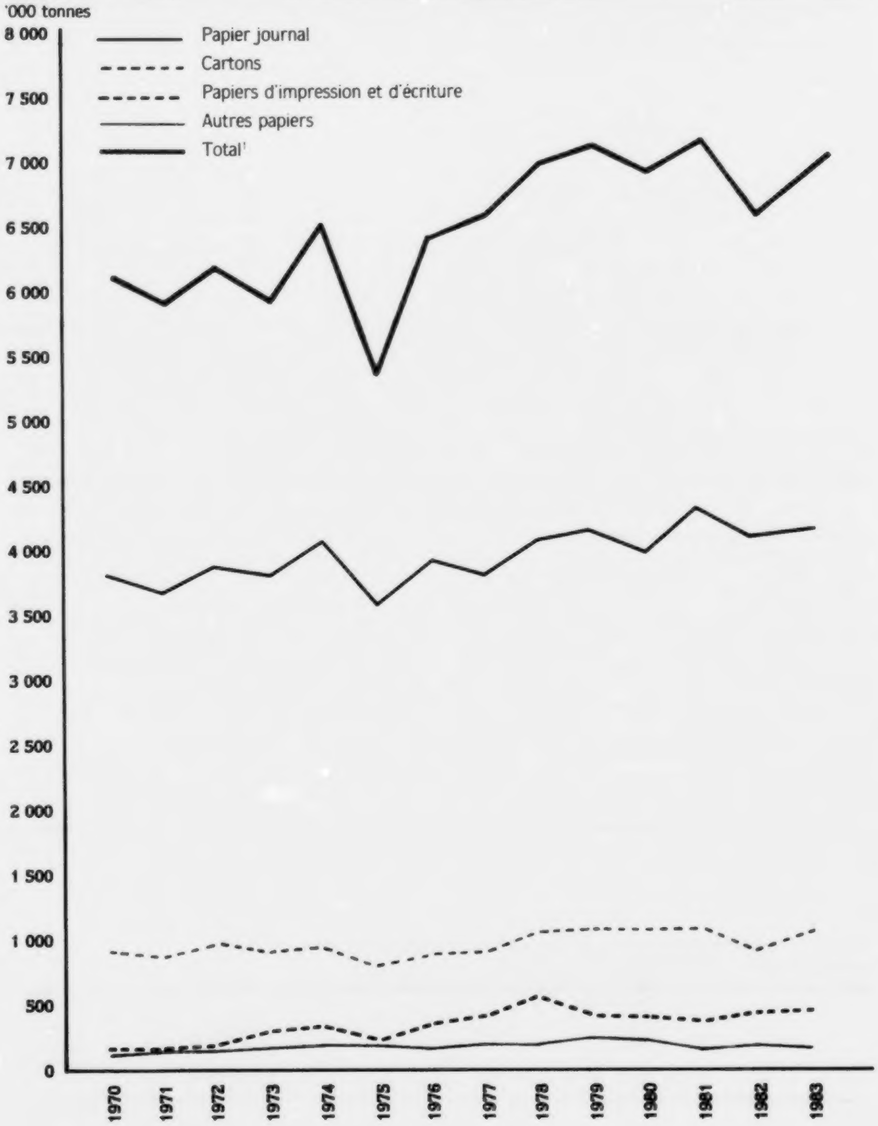
Volume de production des usines de pâtes et papiers par produit et par région administrative, Québec, janvier 1984

	01	02	03	04	05	06	07	08	09	Québec
					'000 t					
Papier	775	1 445	1 095	2 010	550	295	1 075	580	425	8 250
Papier journal et spécialites	365	1 085	980	1 425	220	—	630	160	425	5 290
Papiers fins et spéciaux	—	—	10	—	90	150	80	—	—	330
Papiers tissus	—	—	25	—	35	85	60	—	—	205
Pâtes commerciales	30	310	50	170	70	..	305	420	—	1 355
Papiers et cartons kraft	210	50	—	380	115	—	—	—	—	755
Cartons	170	—	30	35	20	60	—	—	—	315
Matériaux de construction (isolant, etc.)	—	—	120	10	45	70	25	—	—	270
Total	775	1 445	1 215	2 020	595	365	1 100	580	425	8 520
Proportion de l'ensemble %	9,1	17,0	14,2	23,7	7,0	4,3	12,9	6,8	5,0	100,0

Légende: voir tableau 7.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, edition 1984.

Figure 10
Évolution de la production de l'industrie des pâtes et papiers, selon le produit, Québec, 1970-1983



1. N'inclut pas les expéditions de pâtes retransformées au Québec.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières, Portrait statistique*, édition 1984.

12

Tableau 26

Production annuelle des usines de pâtes et papiers par produit, Québec, 1960, 1970 et 1981-1983

	1960	1970	1981[r]	1982[p]	1983[p]
			'000 t		
Pâtes					
Mecanique	2 524	3 145	3 584	3 361	3 428
Sulfite	1 013	1 247	969	920	933
Sulfate	494	1 324	1 785	1 452	1 656
Autres	48	200	203	186	197
Papiers					
Papier journal	2 866	3 783	4 370	4 107	4 160
Papier d'impression et d'ecriture	79	181	394	421	476
Papier mousseline et hygienique	38	89	159	151	155
Papier d'emballage	150	240	146	120	139
Cartons	315	867	1 063	895	1 033
Autres	95	103	178	185	210

Source: Association des industries forestieres du Quebec. *Coup d'oeil 1984 sur l'industrie des pâtes et papiers du Quebec.*

Tableau 27

Expéditions des usines de pâtes et papiers, par produit et par destination, Québec, 1960, 1970 et 1981-1983

	1960	1970	1981	1982[p]	1983[p]
			'000 t		
Papier journal	**2 886**	**3 733**	**4 370**	**3 975**	**4 093**
Québec	129	254	308	279	297
Autres provinces	123	179	320	287	286
Autres pays	2 634	3 300	3 742	3 409	3 510
Cartons et autres papiers	**628**	**1 393**	**1 821**	**1 650**	**1 902**
Québec	350	563	698	593	682
Autres provinces	240	566	730	651	709
Autres pays	38	264	393	406	511
Pâtes	**598**	**961**	**1 205**	**1 046**	**1 203**
Québec	102	213	306	305	374
Autres provinces	31	100	205	203	240
Autres pays	465	648	694	538	589

Source: Association des industries forestieres du Québec. *Coup d'oeil 1984 sur l'industrie des pâtes et papiers du Quebec.*

Tableau 28

Valeur de la production et des investissements des usines de pâtes et papiers, Québec, 1970 et 1981-1984

	Production		Investissements	
	Valeur brute	Part dans le PIB	Valeur	Part dans les investissements manufacturiers
	'000 000 $	%	'000 000 $	%
1970	1 040	4.9	. .	. .
1981	4 102	5.0	481	21.2
1982	3 862	4.6	472	21.2
1983	4 113[e]	4.5	425[e]	20.9
1984	. .	. .	527[e]	18.3

Source: Association des industries forestières du Québec. *Coup d'oeil 1984 sur l'industrie des pâtes et papiers du Québec.*

13

Mines

Production minérale canadienne: le Québec et les autres provinces 699

Production minérale québécoise 700

Situation régionale 703

Autres statistiques sur l'activité minière du Québec 707

Définitions et notes explicatives 709

13

Liste des tableaux

1. Part relative de la valeur de expéditions minérales des provinces et territoires, Canada, 1982 et 1983 711

Volume de la production minérale par substance, Québec, 1979-1983 712

3. Valeur de la production minérale par substance, Québec, 1979-1983 713

4. Capacité et volume de production d'aluminium de première fusion, par entreprise, Québec, 1984 715

5. Prix moyen des métaux sur le marché mondial, 1973-1983 716

6. Valeur des expéditions minérales, par région administrative, Québec, 1980-1983 716

7. Volume et valeur de la production minérale de quelques régions, par substance, Québec, 1981 et 1982 717

8. Volume et valeur de la production minérale des régions de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue, par substance, Québec, 1980 et 1981 718

9. Valeur de la production minérale des principales entreprises minières de l'Estrie, Québec, 1980-1983 718

10. Indice de la production minérale de certaines régions administratives, par substance, Québec, 1980-1982 719

11. Répartition de l'emploi, des salaires et des heures payées, par industrie, Québec, 1983 et 1984 720

12. Investissements de l'industrie minière, par substance ou groupe de substances et par région administrative, Québec, 1981-1984 722

Liste des figures

1. Localisation des plus importantes exploitations minières, selon les principales substances Québec, 1984 710

2. Évolution de la valeur de la production minérale, Québec, 1976-1984 712

3. Répartition de la valeur de la production minérale par catégorie de substance, Québec, 1976-1984 714

4. Évolution du volume de production d'aluminium de première fusion, Québec, 1975-1984 715

5. Répartition des dépenses d'investissement de l'industrie minière, selon le type, Québec, 1981-1984 721

6. Évolution des dépenses totales d'investissement de l'industrie minière, Québec, 1976-1984 726

13

Ce chapitre a été réalisé par Henri-Claude Joseph avec la collaboration du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Le secteur minier québécois, tout comme l'industrie minière canadienne, fait face à plusieurs défis dont le plus important est de résister efficacement aux incidences de l'interaction des forces politiques et économiques diverses qui s'exercent dans l'économie internationale. Pour parvenir à brosser le portrait le plus fidèle possible de ce secteur vital de l'économie québécoise, ce chapitre se répartit ainsi: d'abord un survol de l'économie minière canadienne, suivi d'une vue d'ensemble sur l'importance de l'industrie minière québécoise dans l'ensemble canadien. Le portrait se complète ensuite par une analyse historique et interrégionale du comportement économique des principales substances minérales québécoises. Enfin, quelques autres données sur l'industrie minière québécoise telles que la mise en valeur, l'exploration, la main-d'oeuvre, etc. terminent le chapitre.

Production minérale canadienne: le Québec et les autres provinces

En considérant leur valeur de production en 1983, les principaux minéraux au Canada sont le pétrole, le gaz naturel et ses sous-produits, le cuivre, le charbon, l'or, le minerai de fer, le zinc, le nickel, l'uranium, le ciment, la potasse et l'argent. Ces minéraux représentent environ 92,0% de la valeur totale de la production minérale canadienne et plusieurs tels que le gaz naturel, l'uranium, le minerai de fer, la potasse, le ciment connaissent des baisses de valeur par rapport à 1982.

L'Alberta avec 61,8% de la valeur totale de la production minérale canadienne devance de loin la seconde province minière canadienne, l'Ontario avec ses 9,9% et la Colombie Britannique, troisième province d'importance dans le secteur avec ses 7,9%.

Jusqu'en 1981 la valeur de sa production minérale place le Québec au 4ᵉ rang des provinces minières canadiennes derrière les mêmes trois provinces mentionnées précédemment et tout juste devant la Saskatchewan. En 1982, la situation se renverse et depuis, la Saskatchewan occupe la 4ᵉ place avec ses 6,6% de la valeur de la production minérale canadienne contre 6,1% pour le Québec. En 1983, la Saskatchewan se trouve, avec ses 7,6%, bien proche de la Colombie Britannique et distance beaucoup le Québec avec ses 5,3%.

Au Québec, se poursuivent dans le secteur minier les effets persistants de la crise économique de 1982. À l'exception de l'or, les principaux minéraux sont fort affectés en 1983: chute de la production du minerai de fer et de sa valeur, déclin du secteur du cuivre tant par la faiblesse des prix que par la chute de la production, baisse de la production d'amiante mais augmentation modérée de sa valeur.

Par ailleurs, en excluant la valeur de la production des substances énergétiques en 1982 et en 1983, le Québec passe au 2ᵉ rang des provinces minières canadiennes derrière l'Ontario tandis que l'Alberta glisse au 5ᵉ rang avec seulement 7,9% en 1982 et 6,5% en 1983. De plus, on remarque que l'Alberta et le Québec sont les deux seules provinces à voir leur place se modifier substantiellement dans l'ensemble canadien à cause du poids des minéraux énergétiques.

Pour ce qui est des minéraux métalliques, l'Ontario conserve en 1983 le 1ᵉʳ rang en augmentant sa part du marché canadien au détriment de la Colombie Britannique et surtout du Québec dont la part baisse de 2 points de 1982 à 1983. Tout de même, le Québec, comme toutes les provinces, maintient en 1983 le même rang occupé en 1982.

Quant aux minéraux industriels, le Québec occupe avec 20,3% la 3e place juste derrière l'Alberta mais loin de la Saskatchewan placée en 1ère place. Ainsi, à cause de la prépondérance de l'amiante dans ce secteur québécois et vu les difficultés de cette industrie, la part du Québec dans la valeur de la production canadienne des minéraux industriels diminue sans cesse. De 41,6% en 1978, elle est tombée de moitié, faisant passer le Québec du 1er rang en 1978 au 2e rang en 1980 et au 3e rang depuis 1981.

En dix ans, de 1974 à 1983, l'apport des provinces et des territoires à la valeur totale de la production minérale canadienne connaît des variations significatives correspondant à l'évolution irrégulière de la valeur de la production minérale des provinces et territoires concernés. Ainsi, l'Alberta, juchée au 1er rang canadien avec 38,4% en 1974, se retrouve toujours en tête en 1983 avec 61,8% de la valeur de la production minérale canadienne. À l'opposé l'Ontario, la deuxième province minière d'importance au Canada avec 20,7% en 1974 maintient encore sa place mais avec seulement 9,9% en 1983. La Colombie Britannique, placée depuis 1975 en 3e position, suit la trajectoire descendante en passant de 9,8% en 1974 à 7,9% en 1983. De son côté, du 3e rang occupé en 1974 avec 10,4% de la valeur de la production minérale canadienne, le Québec glisse à 5,3% en 1983 et au 4e rang depuis 1982 au profit de la Saskatchewan dont la part du marché canadien passe de 6,7% en 1974 à 7,6% en 1983.

Néanmoins, le Québec détient dans l'ensemble une part importante de la production de plusieurs substances, tant à l'échelle canadienne que mondiale. Comptant en 1983 pour près de 30,0% de la production mondiale d'ilménite et 100,0% de la production canadienne, le Québec fournit entre autres environ 10,0% de la production mondiale de niobium et 100,0% de la production canadienne de même que 20,0% de la production mondiale d'amiante et 78,0% de la production canadienne. De même, seule province canadienne productrice de dolomie magnésitique, de graphite naturel et de niobium, seul producteur nord-américain de graphite en paillettes, le Québec est un fournisseur canadien très important de mica, de fer, d'aluminium, d'or, etc.

Production minérale québécoise

Après la baisse de valeur d'environ 15,0% en 1982, les expéditions minérales québécoises se stabilisent en 1983 et, selon les données préliminaires, connaissent une légère augmentation en 1984, pour se chiffrer à 2,05 milliards de dollars. Les principales substances extraites du sous-sol québécois sont, par ordre décroissant de leur valeur de production, l'or, le minerai de fer, l'amiante, le cuivre et le titane.

Or

Les expéditions aurifères québécoises se trouvent multipliées par deux depuis 1979 pour se situer à plus de 29 millions de grammes en 1984. Ce secteur maintient ainsi son rythme de croissance amorcé depuis la flambée du cours de l'or au cours de l'année 1980. Malgré un tassement sensible du prix du métal depuis, la production annuelle augmente sans cesse et en 1983 par sa valeur d'expédition, l'or surclasse nettement le minerai de fer comme première substance minérale du Québec.

Il en est de même en 1984 mais la valeur des expéditions diminue de quelque 3,0% par rapport à 1983 malgré une augmentation d'environ 7,0% de la quantité extraite. De 1980 à 1983, la croissance de la valeur des expéditions aurifères du Québec se révèle irrégulière mais fort importante: 111,0% en 1980, 17,0% en 1982 et plus de 27,0% en 1983.

Au Québec l'or est extrait principalement de mines souterraines, deux mines seulement étant exploitées à ciel ouvert. Environ 19,0% de la production sont obtenus comme sous-produit des dix mines de cuivre ou de zinc, les autres 81,0% venant des quinze mines d'or.

Tout cet or est concentré au Québec dans quelque treize usines de concentration qui produisent en majorité des lingots d'une teneur de 50 à 90,0% en or, purifiés à l'affinerie de la Monnaie royale d'Ottawa ou à Brandford en Ontario. Finalement, trois nouvelles mines, contre deux en 1983, sont entrées en production en 1984: les mines Chimo, Lac Shortt et Sigma 2.

Minerai de fer

Longtemps considéré pour la valeur de ses expéditions comme la première substance minérale québécoise, le minerai de fer est maintenant déclassé mais contribue encore largement à la valeur totale de la production minière du Québec. En 1984, les expéditions québécoises de minerai de fer connaissent une importante croissance de quelque 44,0% passant de 10,2 millions en 1983 à 14,7 millions de tonnes. Tout de même, leur valeur totale diminue d'environ 3,0% puisque cette croissance du volume n'arrive pas à compenser la baisse du prix de vente sur les marchés libres et du prix de transfert des boulettes produites par la Sidbec-Normines.

Depuis le début de la décennie quatre-vingt, la part du minerai de fer dans la valeur totale des expéditions minérales du Québec décroît fortement en passant de plus de 25,0% en 1979 à 18,0% à peine en 1984. Même par rapport à la valeur des expéditions des minéraux métalliques l'importance du minerai de fer est en nette détérioration. Représentant quelque 50,0% de la valeur des métaux québécois expédiés en 1979, le minerai de fer en constitue moins du tiers en 1984 marquant ainsi une troisième baisse consécutive. Toutefois, le Québec détient le 2^e^ rang parmi les provinces canadiennes, avec 31,0% des expéditions contre 56,0% pour Terre-Neuve en 1983.

Amiante

En 1984, les données préliminaires relatives aux expéditions québécoises d'amiante indiquent 695 000 tonnes, soit une diminution de plus de 6,5% par rapport à 1983. Pour la cinquième année de suite l'industrie de l'amiante subit une baisse de volume expédié, due autant à des problèmes structurels (substitution de produit, maturité de certains marchés, etc.) qu'à des problèmes conjoncturels (difficultés économiques, appréhensions face aux réglementations environnementales éventuelles, publicité négative sur le produit etc.). Mais depuis 1983, on constate un ralentissement sensible de la chute de la production québécoise d'amiante. Estimée à plus de 14,0% en 1980, 16,5% en 1981 et plus de 22,0% en 1982, la diminution des expéditions québécoises se révèle négligeable en 1983 (-0,1%) et reste encore modeste en 1984 (-6,6%).

La valeur des expéditions québécoises d'amiante suit proportionnellement la même trajectoire descendante. Malgré une augmentation des prix du minerai (7,8%) en 1983, la première depuis trois ans, la valeur des expéditions en 1983 est assez loin des 500 millions de dollars évalués pour le tonnage de 1980. Elle augmente toutefois de quelque 7,8% par rapport à 1982 mais en 1984 la hausse de 2 $ la tonne d'amiante réussit à peine à maintenir la valeur du volume expédié autour de 300 millions de dollars. Depuis le début des années quatre-vingt, l'importance de l'amiante dans la valeur de la production minérale québécoise se maintient à la baisse. De 20,1% en 1980, elle passe à 15,9% en 1983 et touche un nouveau plancher en 1984 avec 14,7%.

Cuivre

Les expéditions de cuivre des producteurs miniers québécois totalisent en 1984 quelque 62 700 tonnes, en baisse de 3,2% par rapport à 1983. Ainsi se poursuit cette baisse enregistrée régulièrement chaque année depuis 1971 dans le volume de production québécoise de cuivre, la seule exception étant l'augmentation de 28,5% réalisée en 1980. Réductions considérables des activités de certaines usines et suspensions des activités pendant de longues périodes d'autres usines montrent clairement que la reprise de l'activité économique générale, amorcée en 1983, ne touche pas encore l'industrie du cuivre. Malgré une baisse substantielle des stocks et une

amélioration certaine de la demande mondiale, le prix du métal diminue de 13,0% pour se situer en moyenne à 0,67 $ US la livre en 1984. En dollars canadiens, le kilo de cuivre estimé à 2,09 $ en 1983 baisse de quelque 7,7% en 1984 pour se transiger à 1,93 $.

La valeur des expéditions québécoises de cuivre ne cesse de diminuer depuis le sommet de 253,7 millions de dollars atteint en 1980. Paradoxalement c'est en cette même année 1980 que, pour la première fois, le cuivre se classe derrière l'or dans la valeur totale de la production minérale du Québec. Il y reste depuis, et la valeur de la production cuprifère annuelle au Québec continue sa descente: -21,7% en 1981, -16,7% et -18,2% en 1982 et 1983. Baissant de 10,6% en 1984, cette valeur de production est évaluée à 121,0 millions de dollars, soit moins de la moitié de la valeur de la production d'il y a 10 ans et à peine une quinzaine de millions de plus qu'il y a 20 ans.

À cette époque, c'est-à-dire en 1974 et en 1964, l'or — dont la valeur de production au Québec dépasse depuis 1980 celle du cuivre — rapporte respectivement 68,4 et 35,3 millions de dollars. Cette opposition or-cuivre ne manque pas de pertinence puisque plusieurs producteurs de cuivre, paticulièrement ceux de la région de Chibougamau, tirent depuis quelques années une part importante de leurs revenus des métaux précieux contenus dans les minerais de cuivre. Ainsi l'évolution du prix de l'or a une incidence non négligeable sur la rentabilité de certaines exploitations de cuivre.

Finalement, alors que la valeur totale de la production minérale québécoise baisse d'environ 17,0% depuis 1980, celle du cuivre diminue de plus de 50,0% pendant la même période. Sa part dans l'exploitation minière québécoise diminue constamment, passant de 10,3% en 1980 à 5,9% en 1984.

Aluminium

Le principal minéral d'aluminium, la bauxite, ne vient pas du sous-sol québécois et est entièrement importé d'autres pays mais la place faite dans ce chapitre à ce métal s'explique par l'importance de sa production au Québec qui en exporte plus de 70,0%. Les États-Unis particulièrement achètent 93,0% de ces exportations québécoises et l'Europe occidentale, 4,0% environ. Le Québec compte pour plus de 70,0% des exportations canadiennes d'aluminium, le Canada étant le principal exportateur de ce métal dans le monde à économie de concurrence avec 17,0% du marché, suivi de la Norvège (13,0%) et de l'Australie (10,0%).

En attendant la mise en service de l'aluminerie de Bécancour, propriété de la Péchiney Corporation, de l'Alumax et de la Société générale de financement, le Québec compte deux producteurs d'aluminium, soit la Société d'électrolyse et de chimie Alcan limitée et la Société canadienne de métaux Reynolds limitée, dont les usines se situent au Saguenay—Lac-Saint-Jean, sur la Côte-Nord et dans les régions administratives de Trois-Rivières et de Montréal. Fonctionnant en 1984 à 98,0% environ de sa capacité, l'industrie québécoise de l'aluminium de première fusion emploie 11 200 personnes environ et produit quelque 948,7 millions de tonnes, en hausse de près de 20,0% depuis le début de la décennie quatre-vingt et de 43,0% par rapport à 1975.

La production québécoise représente environ 78,0% de toute la production canadienne, les autres 22,0% provenant de la Colombie Britannique. Ce secteur économique suscite en 1984 au Québec des dépenses d'investissement élevées. Quelque 750 millions de dollars y sont dépensés pour la construction d'alumineries à Bécancour, Laterrière, Baie-Comeau et d'un centre de cuisson d'anodes à Jonquière. Toutefois, en plus d'une grande accumulation mondiale de stocks, les producteurs voient le prix du lingot d'aluminium chuter au cours des neuf premiers mois de 1984 et se redresser ensuite quelque peu pour atteindre une moyenne annuelle de 0,57 $ US la livre, en baisse de 13,0% par rapport à 1983.

Matériaux de construction

Les données préliminaires indiquent une autre augmentation de 4,7% en 1984, après celle de 11,7% enregistrée en 1983, de la valeur des expéditions québécoises de matériaux de construction. Ces deux augmentations successives caractérisent bien une certaine reprise de cette industrie dont les ventes en 1980 accusaient une baisse de plus de 9,0% par rapport à 1979. La hausse d'environ 6,5% en 1981 permet à l'industrie d'afficher des ventes d'environ 429,7 millions de dollars. Mais avec le niveau élevé des taux d'intérêt et la baisse du revenu réel des ménages, le bilan positif de 1981 se trouve vite éclipsé par la chute de 26,0% environ en 1982 de la valeur des expéditions québécoises de matériaux de construction.

La progression des activités dans les trois secteurs du bâtiment, résidentiel, non résidentiel et travaux de génie, explique les résultats positifs de 1984. La valeur des expéditions de ciment et de pierre se trouve haussée de 13,4% et de 5,8% respectivement. Par contre, il y a diminution de plus de 12,0% de la valeur des expéditions de sable et gravier, seul secteur minéral à accuser une si forte baisse en 1984. La valeur des expéditions des produits d'argile, estimée à 20,4 millions de dollars, régresse de 1,5% après la hausse de plus de 70,0% en 1983.

Situation régionale

Côte-Nord et Nouveau-Québec

Avec 30,7% des expéditions québécoises, la grande région Côte-Nord—Nouveau-Québec demeure en 1983 la principale région minière du Québec. Cette proportion, qui semble stable par rapport à 1980, constitue une baisse par rapport aux 35,4% et 35,7% enregistrés en 1981 et 1982. Le fer (minerai, fer de refonte) et le titane (ilménite, bioxyde de titane, etc.) forment plus de 90,0% de la valeur de la production minérale de la région. En plus de ces substances, on retrouve dans cette grande région l'amiante, la tourbe, la pierre, le sable et le gravier.

L'industrie du fer, principal (et souvent le seul) secteur d'activité économique de plusieurs villes telles que Schefferville, Fermont, Gagnon, Port-Cartier, Sept-Îles et Havre-Saint-Pierre, etc. se heurte à des difficultés majeures. Les quatre compagnies productrices au Québec-Labrador effectuent depuis environ quatre ans des interruptions d'activités, ou permanentes ou de quelques semaines. D'abord c'est la fermeture de l'usine de concentration et de boulettage de la Compagnie minière IOC à Sept-Îles en 1981 ou l'arrêt définitif de ses opérations à Schefferfille en 1982. De son côté, le premier producteur québécois de fer, la Compagnie minière Québec Cartier, fonctionnant en 1983 à 37,0% environ de sa capacité de production, suspend ses opérations pendant près de quatre mois et élimine une centaine d'emplois permanents. Pour sa part, après les réductions de production des années précédentes, la Sidbec-Normines procède à une restructuration capitale de ses activités en 1984. L'extraction minière à Fire Lake a cessé de même que les activités de concentration à Gagnon tandis que son usine de boulettage à Port-Cartier est louée à la Compagnie minière Québec Cartier. Une telle restructuration est susceptible d'assurer le maintien des activités de la Compagnie minière Québec Cartier en lui permettant d'exploiter ses installations du Mont Wright à un niveau de production de quelque 14 millions de tonnes par année.

Québec et Estrie

Ces deux régions forment la région de l'Amiante et regroupent six des sept mines produisant ce minéral au Québec.

Dans la région de Québec, la valeur de la production minérale totale, estimée en 1982 à 286,4 millions de dollars environ, est en baisse depuis 1979 et de plus de 10,0% par rapport à 1981. Cette décroissance est imputable au déclin de la production d'amiante et à la faiblesse de la demande pour les matériaux de construction. En effet, la production de fibres d'amiante en 1982

dans la région de Québec s'élève à quelque 465 000 tonnes, soit 65,0% de celle de 1979. Toutefois, en valeur, elle en représente 83,0% environ. Cette chute de la valeur de la production d'amiante, de 23,0% en 1982 par rapport à 1981, connait un ralentissement en 1983 malgré de nombreuses fermetures temporaires variant de 6 à 20 semaines chacune.

L'autre groupe minéral en baisse dans la région de Québec est celui des matériaux de construction. En valeur ceux-ci représentent environ 66,0% de la production de 1979. La production du sable et du gravier particulièrement ne constitue en valeur en 1982 qu'à peine 40,0% de celle de 1979. De même, les cimenteries ne produisent qu'à 57,0% de leur niveau de 1979. Deux d'entre elles, situées à Saint-Basile et à Villeneuve, ont une capacité de production de plus d'un million de tonnes par année, soit près de 25,0% des capacités de production du Québec. Enfin, trente producteurs exploitent des carrières de pierre; le granite, avec une croissance de production imposante (9,5 millions en 1979 à 25 millions de dollars en 1982 au Québec), est extrait dans une dizaine de carrières situées surtout dans le comté de Portneuf.

On trouve aussi des exploitations de tourbe, de talc, de silice et de gaz naturel dans la région de Québec. On y compte en 1982 une vingtaine de producteurs de tourbe, en grande majorité dans les comtés de Kamouraska et de Rivière-du-Loup. L'un d'eux, les Tourbières Premier de Rivière-du-Loup, fournit près de 40,0% de la production du Québec. Quant au gaz naturel, la Société québécoise d'initiatives pétrolières en exploite à Saint-Flavien un puits qui a produit 4,2 millions de mètres cubes en 1982, vendus en totalité à l'entreprise de briques régionale, Brique Citadelle.

L'autre région de l'Amiante, l'Estrie, se caractérise au point de vue minier par la place prépondérante de la mine Jeffrey de la société Johns-Manville du Canada qui fournit annuellement environ 90,0% de la valeur de la production minière de la région.

C'est le plus important gisement et le plus grand producteur d'amiante du monde occidental. Les expéditions de fibres en 1982, en baisse pour la troisième année consécutive, ne représentent qu'à peine 51,0% de celles de 1979.

Une telle chute de production, -26,0% en volume et -31,6% en valeur par rapport à 1981, explique les pertes de centaines d'emplois à Asbestos où le nombre de salariés chez Johns-Manville passe de 2 500 en 1980 à 1 200 personnes en 1982. Ainsi de 41,7% en 1979 la proportion des expéditions estriennes de fibres dans l'ensemble québécois tombe à 36,7% en 1982.

Les matériaux de construction, surtout la chaux et les différents types de pierre tels que le granite, le calcaire, le grès, le marbre sont également présents dans la région estrienne. Environ treize producteurs exploitent des carrières de pierre, le granite est extrait dans sept carrières localisées surtout dans les comtés d'Orford et de Mégantic-Compton et cinq entreprises produisent du calcaire et du marbre. En 1982, les producteurs de pierre ne produisent qu'à 56,0% de leur niveau de 1979. Pour le sable et le gravier produits par les quinze établissements recensés en 1982, la situation est telle que leur production égale tout juste le cinquième de celle de 1979.

Bas-Saint-Laurent—Gaspésie

Comptant onze tourbières, dix-sept carrières de calcaire et de grès, des sablières, sans oublier les deux mines et une fonderie, le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie se caractérise par sa production de cuivre et d'argent qui représente respectivement près de la moitié et environ un tiers de la production totale de cuivre et d'argent du Québec. Par ailleurs, la région produit la totalité du molybdène québécois et possède le seul site d'extraction de sel au Québec, situé aux Îles-de-la-Madeleine.

En 1982, la valeur de la production minière régionale chute de quelque 40,0% en raison de la diminution générale des prix des métaux et de la réduction substantielle du volume de production des minéraux, à l'exception de la tourbe. L'industrie minière régionale est très concentrée puisque

la division Mines Gaspé de Mines Noranda, le plus important producteur cuprifère au Québec, fournit plus de 90,0% de la valeur de la production minérale de la région, occupant environ 94,0% de la main-d'oeuvre minière du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie. Depuis 1982, les difficultés de cette industrie sont graves: fermeture définitive de la mine de cuivre Madeleine, suspension complète des opérations d'extraction de la mine de Murdochville de Mines Gaspé après une fermeture temporaire de deux mois. L'usine de fusion de cuivre de Gaspé fonctionne donc en 1983 sur une base intermittente à partir des concentrés canadiens et importés. En juillet 1984, Mines Gaspé reprend ses travaux d'exploitation mais à une échelle très réduite, le prix du kilo de cuivre étant encore inférieur à 2,00 $.

Quant aux autres substances minérales de la région, la valeur de la production des matériaux de construction suit la tendance québécoise et chute de 50,0% de 1981 à 1982. La tourbe cependant maintient une croissance constante, mais les 20 000 tonnes produites annuellement n'atteignent pas encore 20,0% de la production québécoise.

Saguenay—Lac-Saint-Jean et Chibougamau-Chapais

Avec 7,6% de la valeur totale de la production minière québécoise, le Saguenay—Lac-Saint-Jean se maintient en 1983 au 5^e rang des régions minières du Québec. Toutefois, la production minière de la région, estimée en 1983 à 145,0 millions de dollars environ, est en baisse de 6,6% par rapport à 1982 et nettement inférieure aux 206,0 millions de dollars de 1980. Cette production régionale se révèle assez diversifiée: en 1982, 6,5% du volume québécois de zinc, 15,0% de celui de l'or, 31,0% de celui de cuivre, 25,0% de celui d'argent et 100,0% du niobium canadien. En plus de la tourbe et de nombreux matériaux de construction, il faut ajouter que cette région est l'une des deux seules régions productrices de cadmium au Québec.

Deux zones seulement produisent les métaux de la région: Saint-Honoré au Saguenay pour le niobium et Chibougamau-Chapais pour le cuivre, le zinc, l'argent, l'or, etc. La production de cuivre, en baisse constante depuis 1977, se révèle en valeur la plus importante dans l'exploitation minière régionale jusqu'en 1982, devançant particulièrement l'or, le niobium, le zinc et l'argent.

Quant aux substances non métalliques, sur la quarantaine de tourbières au Québec, une seule se trouve dans la région, à l'Ascension-de-Notre-Seigneur. Par contre, avec 3,0% environ en 1981 de la production québécoise de pierre, la région compte quatre des cinquante-sept producteurs de granite du Québec, trois des quatre-vingt-trois producteurs de calcaire, deux des huit producteurs de marbre. Le sable et le gravier, avec vingt-trois producteurs et une production de 2,2 millions de dollars en 1982, représente 4,8% de la valeur produite au Québec.

Montréal

La production minérale de la région de Montréal, la quatrième plus importante du Québec, se chiffre en 1982 à quelque 200 millions de dollars, en baisse de 15,0% à cause de la compression de la demande des matériaux de construction dont la valeur des expéditions chute de près de 20,0%. Avec la hausse de 6,2% observée en 1983, la valeur de la production minière régionale forme 11,2% des expéditions minérales du Québec. Pratiquement dépourvue de substances métalliques, Montréal produit des minéraux industriels et beaucoup de matériaux de construction.

Les matériaux de construction, surtout le ciment et à un moindre degré la pierre, composent l'essentiel des expéditions régionales. En 1982, ils représentent 86,6% de la valeur de la production minière régionale et 55,0% des expéditions québécoises de matériaux de construction. La pierre, le sable et le gravier d'une part ont des expéditions d'une valeur d'environ 50,0 millions de dollars, en baisse de 40,0% par rapport à 1981 mais constituent près de 30,0% de la valeur des matériaux de construction de la région. D'autre part, les produits industriels tels que le ciment,

la chaux et les produits d'argile représentent en 1982 les autres 70,0% de la valeur des matériaux de construction de la région et s'élèvent à 120,0 millions de dollars, en baisse de 7,0% par rapport à 1981.

Par ailleurs, la région de Montréal produit quatre minéraux industriels: la dolomie magnésitique, la silice, le soufre et le talc. Ces deux derniers forment respectivement 45,7% et 36,6% du volume québécois de ces substances. La dolomie magnésitique, nullement produite ailleurs en Amérique du Nord que dans le comté d'Argenteuil, enregistre en 1982 des expéditions de 12,5 millions de dollars, en hausse de près de 7,0%. Enfin, cinq des sept producteurs québécois de silice font affaire dans la région de Montréal dont les expéditions de silice en 1981 et en 1982 se maintiennent à environ 12,0 millions de dollars.

Quant aux métaux, Montréal ne produit aucune substance métallique de façon primaire. Les 180 000 $ et 60 tonnes de cadmium attribués à la région en 1982 sont le sous-produit d'activités d'affinage de zinc de Valleyfield. Du même procédé d'affinage, on récupère deux autres métaux, le sélénium et le tellure dont les expéditions respectives de 2,5 et 0,4 millions de dollars en 1982 sont comptabilisées au crédit du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie qui produit les minerais de cuivre auxquels sont associés ces deux métaux.

Outaouais

En atteignant quelque 11,0 millions de dollars en 1981, la valeur de la production minérale outaouaise enregistre une hausse de 15,3%, due à la mise en production de la mine de graphite à Notre-Dame-du-Laus. Plus de 82,0% de la valeur des expéditions minérales de la région proviennent des expéditions de pierre, de sable et de gravier, le reste provenant majoritairement de la production de graphite.

Le granit rose de Guénette et du Lac-des-Écorces, près de Mont-Laurier, est extrait en grande majorité pour la fabrication de monuments funéraires dans les usines de Beebe en Estrie. Agrégats Dufferin et les Constructions Deschênes fournissent presque tous les gros agrégats dans la région de Aylmer-Hull-Gatineau. La société Johnson & Johnson extrait annuellement quelques tonnes de feldspath pour la fabrication de céramiques dentaires au Canada et aux États-Unis. En outre, l'Outaouais contient la seule exploitation de graphite du Québec, l'entreprise Graphite Asbury (Québec).

Il faut signaler en terminant que la région de l'Outaouais, longtemps considérée comme le plus important district minier du Canada et du Québec pendant une certaine période du dix-neuvième siècle, ne représente en 1981 qu'à peine un demi de 1,0% de la production minérale québécoise.

Abitibi-Témiscamingue

Avec 27,0% de la valeur des expéditions minérales du Québec en 1983, l'Abitibi-Témiscamingue se classe au 2^e rang des régions minières, juste derrière la Côte-Nord mais nettement devant Québec. Par rapport à 1982, ses expéditions minérales progressent de 13,6% et, en dollars courants, sont historiquement les plus élevées du secteur minier régional. Les principales substances minérales de la région sont essentiellement l'or et, dans une moindre mesure, le zinc, le cuivre. L'Abitibi-Témiscamingue produit aussi de l'argent, du sélénium, du tellure, des matériaux de construction tels le sable et le gravier et des minéraux industriels comme la tourbe et le soufre.

Depuis le début de la décennie quatre-vingt, la production aurifère fournit près de 70,0% de la valeur des substances métalliques régionales et plus de 65,0% de la valeur totale de la production minérale de la région. Même si depuis 1980, deux mines d'or sont exploitées au Saguenay—Lac-Saint-Jean et à Québec, l'Abitibi-Témiscamingue est la seule région vraiment productrice d'or au Québec.

La production de cuivre et de zinc connaît de grandes difficultés. En 1981, le volume de la production régionale de zinc baisse de 18,0% alors que la valeur de la production de cuivre diminue d'environ 14,0%. La division Matagami du groupe Noranda est de loin le principal producteur régional de zinc avec 87,0% des expéditions en 1981. De plus, ce groupe Noranda utilise des concentrés de cuivre régionaux et en provenance d'autres régions québécoises et provinces canadiennes pour maintenir en activité la fonderie de cuivre Horne à Noranda. On compte en 1981 environ une trentaine d'établissements et plus de 4 300 personnes-années dans le secteur minier abitibien, dont au moins la moitié dans la production d'or.

Autres statistiques sur l'activité minière du Québec

Main-d'oeuvre minière

Les données préliminaires indiquent par rapport à 1983 une hausse modeste de 1,4% ou 314 personnes-années de plus dans l'industrie minière québécoise en 1984. Cette augmentation, largement attribuable (67,5%) à la production de l'or, porte le nombre de personnes-années du secteur minier québécois à quelque 23 300 dont près de 75,0% affectées aux activités d'extraction.

Trois groupes de métaux (fer et fer titané, cuivre-zinc, or), un minéral industriel (amiante) et un matériau de construction (pierre) assurent en 1984 près de 90,0% des emplois reliés à l'extraction contre 75,0% environ en 1983.

Alors que le groupe cuivre-zinc montre une certaine reprise de l'embauche (3 001 personnes-années en 1984), le fer et fer titanifère et l'amiante continuent de chuter à de nouveaux planchers. De 1980 à 1984, plus de 6 000 personnes-années sont perdues dans ces deux groupes miniers québécois.

Dans l'ensemble minier québécois, il y a depuis 1980 environ 25,0% de pertes d'emplois. Pour le fer et l'amiante particulièrement, de 24,0% et 22,0% respectivement en 1980, la part de ces deux groupes dans le total des emplois miniers québécois passe à 19,0% et 16,0% en 1984. Dans le même temps, la part de l'emploi du groupe cuivre-zinc glisse de seulement 1 point pour s'établir à 12,9% en 1984 tandis que celle de l'or double pratiquement en atteignant 12,1% en 1984 après avoir été de 6,2% en 1980.

Avec 47,8 millions en 1984, le nombre d'heures payées dans l'industrie minière québécoise augmente de 1,4% mettant ainsi fin à trois baisses annuelles consécutives. Depuis 1980, ce nombre d'heures payées chute de quelque 27,0%. Parallèlement, la baisse de la masse salariale totale du secteur minier au Québec depuis 1980 n'est que de 2,2%. Par rapport à 1983 cette masse salariale s'accroît de près de 6,0% en 1984 après la diminution de quelque 3,0% de 1982 à 1983 et celle plus marquée de 8,6% de 1981 à 1982.

Investissements

En 1984, les dépenses d'investissement de l'industrie minière québécoise progressent de 12,0% pour se chiffrer à 578,5 millions de dollars. Par rapport à la valeur de la production minière, elles représentent 28,3%, soit près de trois points de pourcentage de plus qu'en 1983. Ce rapport investissement/production est en nette régression depuis les années fortes de 1976 et 1977 où il se situait respectivement à 45,4% et 45,3%. Plongeant à 24,3% en 1978, ce ratio remonte lentement depuis pour atteindre 34,3% en 1981 et redescendre aussitôt à 30,8% en 1982 et à 25,6% en 1983. L'évolution erratique de cet indicateur reflète bien celle du paramètre investissement dont le total, en dollars constants de 1981, représente en 1984 quelque 60,0% des

investissements miniers de 1981. De 1976 à 1984, en dollars constants de 1981, la baisse des dépenses d'investissement réalisées dans le secteur minier québécois est estimée à plus de 56,0%.

Exploration

Les sommes consacrées en 1984 à l'exploration progressent de 27,0% et se répartissent entre les travaux hors chantier (70,0%) et au chantier (30,0%). Après la baisse de 8,4% en 1983, les dépenses d'exploration au chantier augmentent de 31,5% contre 24,5% d'accroissement pour les dépenses hors chantier qui connaissent ainsi un autre bilan positif consécutif à la diminution de plus de 20,0% en 1982. D'ailleurs en 1982, à l'exception de l'exploration au chantier, toutes les catégories de dépenses d'investissement sont frappées par des baisses variant de 12,0% à 40,0%.

Depuis 1981, les métaux précieux (surtout l'or) et les métaux usuels sont les substances qui font le plus l'objet d'exploration constituant en 1984 respectivement 55,0% et 40,0% des dépenses à ce chapitre. Par rapport à 1980, les dépenses d'exploration font plus que tripler dans le cas des métaux précieux et haussent de près de 45,0% dans celui des métaux usuels. Néanmoins, l'exploration reliée aux autres minéraux tels que l'uranium, l'amiante, le fer etc. n'enregistre que des reculs.

Mise en valeur, immobilisations, réparations

Après la hausse de 3,2% en 1983, consécutive à la baisse de 11,7% en 1982, les dépenses de mise en valeur diminuent de quelque 15,0% en 1984 touchant particulièrement l'amiante, les métaux usuels, le fer. Les métaux précieux font exception, en augmentant de près d'un demi de 1,0%. Avec 59,6 millions de dollars, les dépenses de mise en valeur des métaux précieux représentent en 1984 45,0% du total québécois, soit plus que le triple de son pourcentage de 1980. Cependant pour ce qui est des métaux usuels, ce pourcentage varie peu et se maintient depuis 1981 autour de 12,0%.

Quant aux dépenses en immobilisations et en réparations, leur saut de plus de 20,0% en 1984 contraste nettement avec le déclin de plus de 30,0% connu en 1983. Les immobilisations notamment enregistrent un bond en 1984 de plus de 70,0%, ayant chuté d'environ 50,0% en 1983 mais elles se chiffrent encore à moins de la moitié du niveau de 1981. Les métaux précieux sont d'ailleurs le seul groupe de substances minérales dont les dépenses en immobilisations en 1984 dépassent le niveau de 1981.

Sur le plan régional, l'Abitibi-Témiscamingue demeure en 1984 la région à attirer la plus grande part (68,4%) des dépenses d'exploration québécoises, suivie de loin par le Saguenay—Lac-Saint-Jean (16,5%) et le Nouveau-Québec (7,0%). Ce sont toutes trois des régions avec chacune plus de 10 millions de dollars d'activités d'exploration. Cependant, en dépenses totales d'investissement, après l'Abitibi-Témiscamingue, (47,2%) viennent la Côte-Nord (17,5%), le Saguenay—Lac-Saint-Jean (10,5%) et Québec (9,8%).

L'or reste la substance la plus intensément recherchée tant dans les zones connues pour leur potentiel aurifère (Rouyn-Noranda, Malartic, Val d'Or, Chibougamau) que dans d'autres zones comme le sud des Appalaches et la Gaspésie. Des découvertes sont signalées en 1983 sur la Côte-Nord et dans le bassin de la rivière Eastmain au Nouveau-Québec.

Le nombre de titres miniers émis en 1983 est le même qu'en 1982 mais il y a augmentation dans les zones de Rouyn, Val d'Or et Chibougamau et diminution dans les autres zones du Québec. Le nombre de titres renouvelés s'accroît toutefois, ce qui met en relief l'intérêt des entreprises et des particuliers pour les propriétés faisant actuellement l'objet de travaux d'exploration. Enfin, on observe en 1983, une hausse de 24,0% du nombre de claims jalonnés et un accroissement de la contribution du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec aux dépenses effectuées par les compagnies d'exploration (194 compagnies en 1983 contre 203 en 1982 et 224 en 1981).

Définitions

Dépenses de mise en valeur

Cette catégorie comprend les frais de délimitation et de préparation du gisement découvert sur un chantier productif ou en cours d'aménagement en vue de son exploitation. Ces dépenses regroupent des frais de décapage, de fonçage de puits, de travers-bancs, de galeries, de rampes et de remontées, des travaux de forage au diamant, des services tels le hissage et le ventilage ainsi que la surveillance générale des travaux. Sont aussi inclus les frais administratifs associés à ces travaux.

Dépenses d'exploration au chantier

Cette catégorie regroupe des sommes engagées pour la recherche de nouveaux gisements dans les chantiers productifs ou en cours d'aménagement en vue d'une exploitation. Cette recherche se traduit principalement par des travaux de forage au diamant, de géologie, de géochimie, de géophysique, de tranchées et autres travaux d'exploration en surface et sous terre. De même, les frais administratifs associés à ces travaux sont comptabilisés dans ces dépenses.

Dépenses d'exploration hors-chantier

Cette catégorie comprend les sommes engagées pour la recherche de nouveaux gisements en dehors des chantiers productifs ou en cours d'aménagement. Elle regroupe principalement les dépenses affectées aux travaux de décapage, de coupe de ligne, de jalonnement, de forage au diamant, de géologie, de géochimie, de géophysique (au sol ou aéroportée), de fonçage de puits d'exploration et de tout autre travail d'exploration de surface et souterraine. Les frais administratifs associés à ces travaux physiques sont aussi inclus.

Dépenses de réparation

Les dépenses de réparation représentent les dépenses non capitalisées engagées pour maintenir l'efficacité opérationnelle du stock existant de biens durables (des installations et de l'actif). Lorsque les frais de réparation sont suffisamment élevés pour prolonger la vie utile de ces biens, pour accroître leur capacité ou autrement leur productivité, ils sont considérés comme des dépenses en immobilisations au titre de construction ou de machines et d'équipement.

Dépenses en immobilisations

Cette catégorie compte deux groupes distincts de dépenses: construction, machines et équipement.

Le premier groupe comprend les dépenses pour la construction et l'acquisition de bâtiments neufs et autres ouvrages en surface et souterrains qui ne sont pas inclus dans les dépenses de mise en valeur. Il inclut aussi la construction de bâtiments et tous les travaux de génie tels que routes, systèmes de gestion des résidus, constructions maritimes, (quais, jetées, mur de soutènement), etc. Les frais capitalisés tels que les honoraires d'ingénieurs, de notaires, d'avocats et d'architectes, ainsi que la valeur des immobilisations mises en place par la propre main-d'oeuvre des entreprises sont inclus dans ce groupe; le prix d'achat du terrain et le coût des logements résidentiels sont cependant exclus.

Le deuxième groupe comprend les dépenses pour l'acquisition de matériel et d'équipement neufs (et usagés s'ils sont importés), incluant l'achat de camions et autre matériel mobile, de mobilier de bureau, de matériel de terrassement et de manutention ainsi que de tout autre équipement et machine qui ne sont pas déjà déclarés au titre des travaux d'exploration et de mise en valeur.

Investissement

Ce terme est utilisé pour identifier l'ensemble des dépenses d'exploration, de mise en valeur, d'immobilisation et de réparation.

Production

Ce terme est synonyme de «quantité vendue, expédiée ou utilisée» et ne correspond pas nécessairement aux quantités produites au cours de l'année.

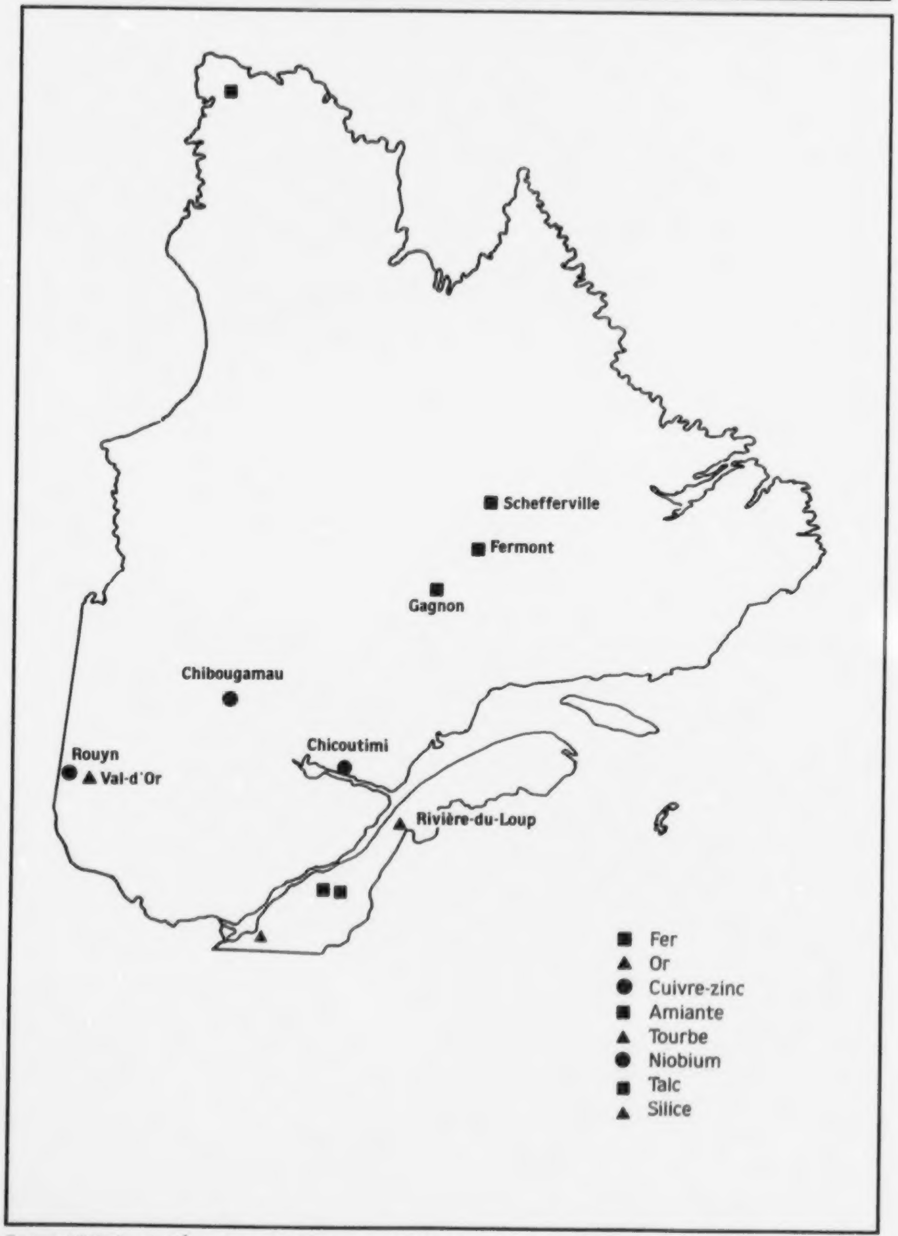
Notes explicatives

La plupart des statistiques de l'année 1984 et quelques-unes de 1983 sont préliminaires. Celles des années antérieures, à moins d'indication contraire, sont définitives. Les comparaisons faites entre ces données peuvent souvent n'avoir qu'une valeur indicative.

Valeur des expéditions

La valeur des expéditions représente le total des ventes des producteurs québécois, sauf dans le cas du cuivre, du zinc, de l'or, de l'argent, du sélénium, du tellure, du cadmium et du molybdène. Pour ces substances, souvent exploitées de façon concomitante, la valeur indiquée a été obtenue en multipliant le volume des expéditions par le cours moyen de la substance durant l'année. Les prix indiqués proviennent du London Metal Exchange pour l'or et des périodiques «Northern Miner» ou «Metals Week» pour les autres substances.

Figure 1
Localisation des plus importantes exploitations minières, selon les principales substances
Québec, 1984



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *L'industrie minérale du Québec en 1983.*

Tableau 1

Part relative de la valeur des expéditions minérales des provinces et territoires, Canada, 1982 et 1983

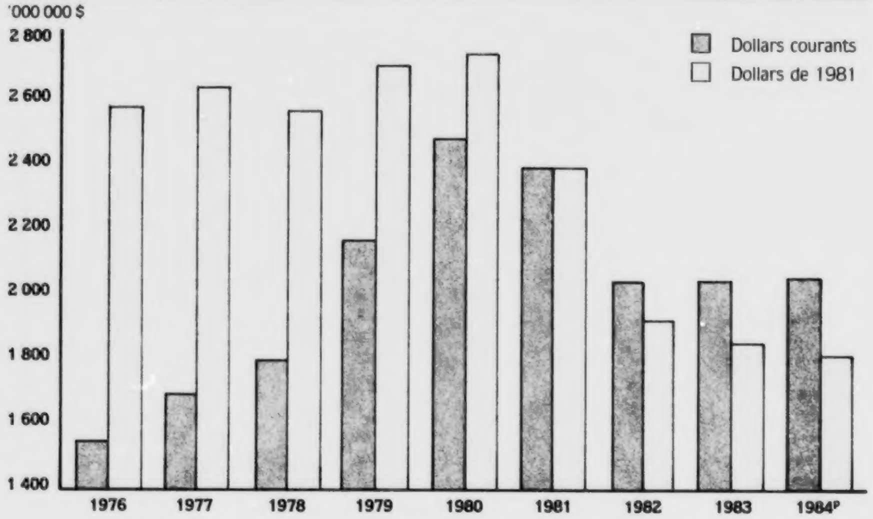
Province	Part relative des expéditions			
	Totales	Sans substances énergétiques[1]	Substances métalliques	Minéraux industriels
	%			
Canada[2] 1982				
Terre-Neuve	1.9	5.7	8.4	0.7
Île-du-Prince-Édouard	—	—	—	—
Nouvelle-Écosse	0.9	1.1	-	2.9
Nouveau-Brunswick	1.6	4.5	6.2	0.9
Quebec	6.1	18.4	17.0	22.8
Ontario	9.6	28.6	32.8	6.8
Manitoba	1.5	3.9	4.9	0.6
Saskatchewan	6.6	9.2	4.0	31.8
Alberta	60.9	7.9	—	28.4
Colombie Britannique	8.6	13.9	17.7	5.0
Yukon	0.5	1.5	2.4	—
Territoires du Nord-Ouest	1.8	5.2	6.6	--
Canada[2] 1983				
Terre-Neuve	1.9	5.9	8.9	1.2
Île-du-Prince-Édouard	—	—	—	—
Nouvelle-Écosse	0.7	0.9	—	3.8
Nouveau-Brunswick	1.4	4.4	6.0	1.0
Québec	5.3	17.4	15.0	20.3
Ontario	9.9	31.8	36.9	8.5
Manitoba	1.8	4.6	5.7	0.7
Saskatchewan	7.6	8.7	3.2	35.9
Alberta	61.8	6.5	—	23.2
Colombie Britannique	7.9	13.9	16.9	5.5
Yukon	0.2	0.5	0.8	—
Territoires du Nord-Ouest	1.6	4.8	6.5	—

1. Pétrole, gaz naturel et sous-produits, charbon.
2. Le total peut ne pas correspondre à 100%, à cause de l'arrondissement des chiffres de chaque province et territoire.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec. *Industrie minérale du Québec, 1982 et 1983.*

Figure 2

Évolution de la valeur de la production minérale, Québec, 1976-1984



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Statistiques préliminaires (1984) et prévisionnelles (1985) sur l'investissement et la production de l'industrie minérale québécoise.*

Tableau 2

Volume de la production minérale par substance, Québec, 1979-1983

Substance	**Unité**	**Volume**				
		1979	**1980**	**1981**	**1982**	**1983**
				'000		
Minéraux métalliques						
Fer (minerai)	t	20 824.1	17 449.3	17 881.5	12 742.0	10 246.8
Cuivre	kg	78 934.6	97 728.1	89 737.1	84 768.0	64 749.5
Or	g	14 693.8	15 547.8	17 328.9	24 138.0	27 445.1
Zinc	kg	78 927.8	65 599.1	53 199.8	66 329.0	45 294.9
Niobium	kg	2 512.7	2 462.8	2 740.7	3 086.0	1 744.7
Argent	g	56 743.8	59 217.9	49 623.3	46 776.0	39 325.8
Molybdène	kg	408.1	709.2	975.7	377.0	15.0
Sélénium	kg	174.3	193.1	172.4	162.0	163.2
Cadmium	kg	185.4	98.1	68.7	135.0	85.3
Tellure	kg	34.9	3.7	20.6	12.0	10.6
Plomb	kg	190.2	87.8	1.9	. .	. .
Minéraux non métalliques (minéraux industriels)						
Amiante	t	1 343.3	1 150.8	960.6	745.0	744.5
Silice	t	613.1	702.9	693.9	597.0	709.3
Tourbe (mousse et humus)	t	217.2	208.1	189.8	5 140.0	6 005.4
Dolomie magnésitique	t	52.6	53.1	49.5	. .	27.8
Soufre	t	69.6	96.5	59.3	82.0	53.1
Talc	t	32.1	29.7	22.8	26.0	28.6
Mica	t	11.0	10.0	11.3	. .	. .

Tableau 2 (suite)

Volume de la production minérale par substance, Québec, 1979-1983

Substance	Unité	Volume				
		1979	1980	1981	1982	1983
		'000				
Matériaux de construction						
Pierre	t	63 250.9	54 657.2	44 885.5	25 014.0	27 303.3
Ciment	t	3 212.2	2 764.5	2 611.1	2 232.0	2 199.6
Sable et gravier	t	79 576.1	64 805.6	74 729.0	41 876.0	37 006.1
Produits d'argile						
Briques	n	120 975.0	102 214.0	90 962.0	66 537.0	116 533.7
Autres		..	..	..	..	..
Chaux	t	414.0	364.3	348.9	322.0	323.5

Source: Ministère de l'Energie et des Ressources. *Industrie minerale du Quebec. 1982 et 1983.*

Tableau 3

Valeur de la production minérale par substance, Québec, 1979-1983

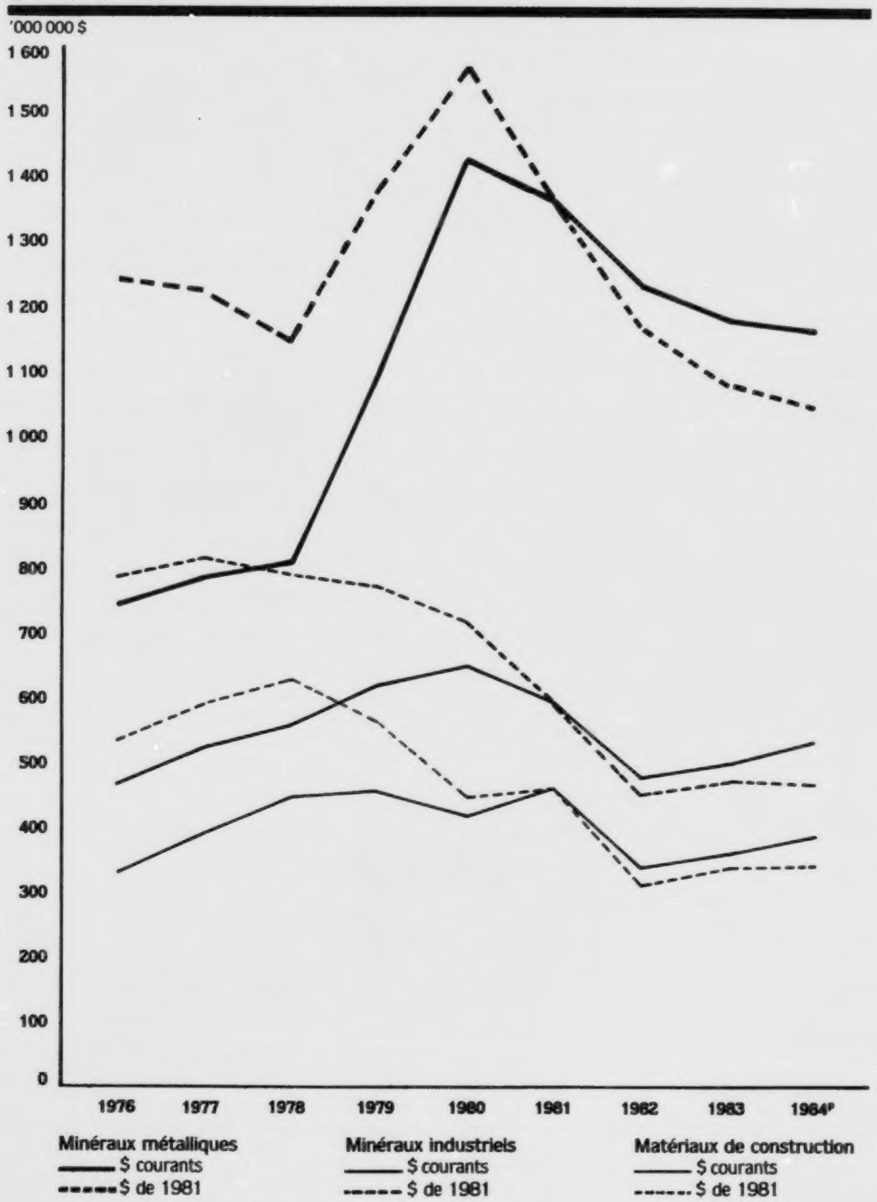
Substance	Valeur				
	1979	1980	1981	1982	1983
	'000 $				
Minéraux métalliques	1 093 581.6	1 414 569.9	1 354 607.2	1 229 272.0	1 169 817.2
Fer (minerai)	543 256.7	531 010.5	599 545.9	466 930.0	372 880.2
Cuivre	185 817.6	253 696.3	198 570.4	165 413.0	135 279.6
Or	169 728.3	357 953.9	307 082.0	360 120.0	459 537.6
Fer (refonte)	61 067.1	118 990.4	113 125.1	110 816.0	108 548.5
Zinc	76 105.4	63 705.9	63 616.3	71 897.0	52 058.1
Niobium	15 641.4	15 302.3	18 612.1	20 832.0	12 133.2
Argent	21 676.1	45 881.4	20 127.2	14 784.0	17 895.7
Molybdène	7 944.4	17 855.5	21 897.1	4 199.0	148.2
Ilménite	3 438.8	4 383.6	6 875.6	9 665.0	9 087.0
Sélénium	5 529.7	4 790.7	4 095.3	3 814.0	1 650.5
Cadmium	1 321.6	718.8	339.5	417.0	261.2
Tellure	1 804.8	185.1	718.8	386.0	337.6
Plomb	249.7	95.5	1.9	..	..
Minéraux non métalliques (minéraux industriels)	**615 913.8**	**651 899.2**	**599 028.2**	**468 390.0**	**497 177.4**
Amiante	506 607.1	495 526.4	420 044.4	298 146.0	321 212.3
Titane (oxyde et autres produits de titane)	72 219.2	112 676.6	131 669.2	127 012.0	108 792.1
Silice	8 927.7	11 021.8	12 949.6	12 444.0	15 462.5
Tourbe (mousse et humus)	14 602.1	15 764.4	15 358.9	15 967.0	18 215.5
Dolomie magnésitique	8 990.1	10 404.4	11 472.5	8 216.0	6 825.8
Soufre	1 370.1	2 322.0	1 425.6	1 976.0	7 291.6
Talc	1 499.6	1 400.0	1 356.1	1 680.0	1 960.8
Mica	1 697.9	1 870.6	2 397.0	..	..
Gaz naturel	..	..	..	479.0	..
Autres[1]	..	916.0	2 354.9	2 468.0	..
Matériaux de construction	**445 491.8**	**403 608.2**	**429 698.6**	**318 054.0**	**355 170.6**
Pierre	185 072.8	161 766.5	154 301.6	103 020.0	117 795.7
Ciment	137 609.6	128 998.7	139 452.2	122 891.0	129 260.8
Sable et gravier	83 784.0	77 592.6	99 471.1	58 995.0	64 435.5
Produits d'argile					
Briques	15 445.9	13 578.4	12 967.3	10 537.0	18 634.0
Autres	3 866.6	1 812.6	1 637.3	1 493.0	2 032.9
Chaux	19 712.9	19 859.4	21 869.3	21 117.0	23 011.7
Total	**2 154 987.2**	**2 470 077.3**	**2 383 334.0**	**2 015 715.0**	**2 022 165.2**

1. Graphite, feldspath, gaz naturel.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Industrie minérale du Québec, 1982 et 1983.*

Figure 3

Répartition de la valeur de la production minérale[1] par catégorie de substances, Québec, 1976-1984

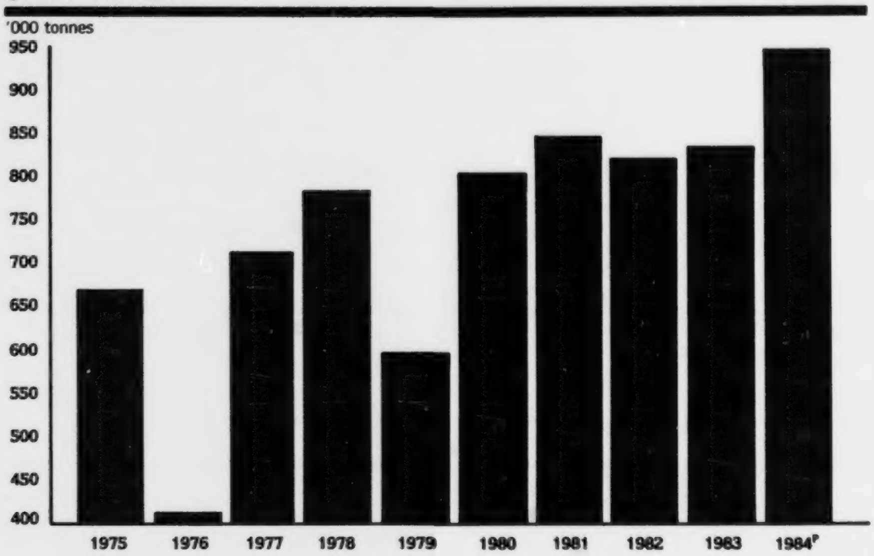


1- En dollars courants et en dollars constants

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Statistiques préliminaires (1984) et prévisionnelles (1985) sur l'investissement et la production de l'industrie minérale québécoise.*

Figure 4

Évolution du volume de production d'aluminium de première fusion, Québec, 1975-1984



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Statistiques préliminaires (1984) et prévisionnelles (1985) sur l'investissement et la production de l'industrie minérale québécoise.*

Tableau 4

Capacité et volume de production d'aluminium de première fusion, par entreprise, Québec, 1984

Entreprise	Localisation	Production	
		Capacité	Volume
		'000 t	
Société d'électrolyse et de chimie Alcan Ltée	Jonquière	432	413.1
	Isle-Maligne	73	74.8
	Shawinigan	84	85.8
	Grande-Baie	171	177.8
	Beauharnois	47	47.7
Société canadienne de métaux Reynolds Ltée	Baie-Comeau	159	149.5

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de l'économie minérale.

Tableau 5

Prix moyen des métaux sur le marché mondial, 1973-1983

Année	Argent	Or	Cadmium	Cobalt	Cuivre	Molybdène	Nickel	Plomb	Sélénium	Tellure	Zinc
	$/kg	$/g	$/kg								
1973	81.34	3.13	8.02	6.33	1.41	3.79	3.37	36.20	20.15	13.38	53.23
1974	148.86	4.99	8.77	7.54	1.71	4.34	3.75	45.66	34.72	17.90	76.94
1975	145.00	5.27	7.52	8.69	1.41	5.56	4.67	44.67	40.37	20.86	82.67
1976	138.25	3.96	5.80	9.61	1.51	6.42	4.92	49.93	39.13	22.47	82.95
1977	158.18	5.05	6.94	13.07	1.53	8.64	5.40	69.40	40.06	40.30	78.33
1978	198.37	7.09	6.16	29.31	1.64	11.45	5.26	78.96	37.72	50.29	76.63
1979	382.00	11.55	7.13	63.62	2.35	19.47	6.99	131.25	31.72	51.65	96.42
1980	774.79	23.02	7.33	64.43	2.60	25.18	8.80	108.80	24.81	50.26	97.11
1981	405.60	17.72	4.94	56.16	2.21	22.44	9.06	98.15	23.76	34.96	119.58
1982	316.07	14.92	3.06	34.01	1.95	11.14	8.70	72.51	23.49	32.57	108.39
1983[p]	467.47	16.99	3.52	33.96	1.95	9.85	8.69	55.39	10.10	25.79	113.09

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Industrie minière du Québec. 1983.*

Tableau 6

Valeur des expéditions minérales, par région administrative, Québec, 1980-1983

Région administrative	Valeur des expéditions							
	1980		1981		1982		1983	
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspesie	..		..		..		..	
Saguenay — Lac-Saint-Jean	206.3	8.4	163.3	6.9	155.1	7.7	144.8	7.6
Québec	338.2	13.7	320.3	13.4	258.5	12.8	285.7	15.0
Trois-Rivières	21.7	0.9	18.8	0.8	16.7	0.8	27.2	1.4
Estrie	..		..		..		..	
Montréal	218.1	8.8	236.4	9.9	201.1	10.0	213.5	11.2
Outaouais	..		..		..		..	
Abitibi-Témiscamingue	413.1	16.7	366.4	15.4	448.7	22.3	509.8	26.7
Côte-Nord	733.3	29.7	844.4	35.4	719.5	35.7	560.1	29.3
Nouveau-Québec	167.5	6.7	112.9	4.7	12.9	0.6	27.5	1.4
Total[1]	2 470.1	100.0	2 383.3	100.0	2 015.7	100.0	1 909.1	100.0

1. Le total comprend les données confidentielles.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Industrie minérale du Québec. 1983.*

Tableau 7

Volume et valeur de la production minérale de quelques régions, par substance, Québec, 1981 et 1982

Substance	Unité	Volume		Valeur	
		1981	1982	1981	1982
				000 $	
Montréal		...	...	236 430	196 260
Métaux		...	...		
Cadmium	t	42	60	210	180
Minéraux industriels				24 840	26 100
Dolomie magnésitique	t	49 545	51 000	11 470	12 500
Silice	t	581 080	583 258	11 770	11 720
Soufre	t	28 169	36 062	680	900
Talc	t	7 879	9 393	920	1 010
Matériaux de construction		...	...	211 380	169 980
Chaux	t	189 824	179 000	11 800	12 110
Ciment	t	2 061 523	1 821 000	107 910	100 590
Pierre	t	19 930 838	10 347 000	72 220	44 380
Produits d'argile (briques)	n	60 838 440	46 815 000	8 170	7 620
Sable et gravier	t	8 670 861	3 969 000	11 280	5 270
Saguenay — Lac-Saint-Jean[1]		...	...	163 311.3	140 069.0
Métaux					
Argent	g	13 830 752	13 365 015	5 609.7	4 227.4
Cadmium	kg	26 857	7 281	X	X
Cuivre	kg	28 536 912	27 933 780	63 146.5	54 484.8
Niobium	kg	2 740 736	3 125 960	18 612.1	20 943.9
Or	g	3 373 595	3 383 437	59 782.8	50 567.5
Zinc	kg	5 166 395	4 122 820	6 178.0	4 465.4
Minéraux industriels				X	X
Tourbe	t	X	X	X	X
Matériaux de construction					
Pierre	t	860 000	447	4 826.0	3.0
Sable et gravier	t	3 800 000	1 740	4 758.0	2.2
Côte-Nord — Nouveau-Québec		...	...	957 000	717 000
Métaux				720 000	561 000
Fer (minerai)	t	17 882 000	12 123 000	600 000	446 000
Fer de refonte	t	531 000	458 000	113 000	106 000
Ilménite	t	..	..	7 000	9 000
Minéraux industriels				150 000	109 000
Amiante	t	28 000	..	17 000	..
Titane (bioxyde)	t	747 000	669 000	132 000	106 000
Tourbe	t	22 000	34 000	2 000	3 000
Matériaux de construction				87 000	47 000
Pierre	t	16 074 000	8 331 000	44 000	27 000
Sable et gravier	t	34 050 000	15 587 000	43 000	20 000

1. La valeur totale de la production minérale de la région comprend les données confidentielles.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Synthèses régionales*.

Tableau 8

Volume et valeur de la production minérale des régions de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue, par substance, Québec, 1980 et 1981

Substance	Unité	Volume		Valeur	
		1980	1981^{P}	1980	1981^{P}
				'000 $	
Outaouais		...	...	9 424,0	10 862,0
Minéraux industriels	t	1 010	3 846	501,4	1 909,0
Feldspath	t	x	x	x	x
Graphite	t	x	x	x	x
Matériaux de construction	t	5 092 289	5 240 000	8 922,6	8 953,0
Pierre	t	1 026 862	971 000	3 742,5	3 391,0
Sable et gravier	t	4 065 427	4 269 000	5 180,2	5 562,0
Abitibi-Témiscamingue		...	...	413 104	359 983
Métaux		...	...	404 323	356 547
Or	g	11 877 000	13 442 000	273 432	242 770
Zinc	kg	60 889 000	49 919 000	59 132	59 369
Cuivre	kg	19 674 000	19 626 000	51 073	43 962
Argent	g	21 313 000	13 948 000	16 374	5 986
Sélénium	kg	165 000	171 000	4 101	4 063
Tellure	kg	2 000	8 000	116	389
Plomb	kg	88 000	4 000	95	8
Minéraux industriels				783	609
Tourbe	t	6 000	6 000	x	x
Soufre	t	14 000	5 000	x	x
Matériaux de construction		...	...	7 998	2 827
Sable et gravier	t	6 669 000	2 123 000	7 998	2 827

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Synthèses regionales.*

Tableau 9

Valeur de la production minérale des principales entreprises minières de l'Estrie, Québec, 1980-1983

Année	Valeur de la production		
	Johns Manville	Autres entreprises	Total
		'000 000 $	
1980	185,8	19,6	205,4
1981	165,9	17,9	183,8
1982	113,4	14,2^{p}	127,6^{p}

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Synthèses régionales.*

Tableau 10

Indice de la production minérale de certaines régions administratives, par substance, Québec, 1980-1982

Substance	Quantité			Valeur		
	1980	1981	1982p	1980	1981	1982p
	1979 = 100					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	...	...	...	213	170	102
Métaux	...	...	...	222	173	100
Cuivre	189	166	123	209	156	102
Molybdène	174	239	71	225	276	78
Argent	185	186	128	374	197	106
Or	657	395	294	1 308	606	380
Sélénium	197	186	143	154	200	86
Tellure	16	64	34	16	44	26
Minéraux industriels	...	...	...	172	148	307
Tourbe	114	105	109	130	134	140
Soufre	285	167	213	348	204	270
Sel (1982 = 100)			100			100
Matériaux de construction	...	...	...	95	135	67
Pierre	85	127	66	96	165	101
Sable et gravier	95	98	46	94	128	60
Québec	...	...	...	95.8	90.7	81.1
Minéraux industriels	...	...	...	99.4	92.0	85.2
Amiante	71.4	79.1	64.8	99.3	92.1	83.4
Gaz naturel (1980 = 100)	100.0	127.7	97.6	100.0	118.5	139.8
Silice	126.4	91.5	99.7	94.2	89.7	156.6
Talc	96.7	66.2	72.3	110.4	73.7	78.7
Tourbe	88.5	70.6	84.6	100.0	86.4	113.7
Matériaux de construction	...	...	...	82.2	86.0	65.8
Ciment	63.1	64.4	57.0	75.1	86.2	80.6
Pierre	78.4	74.3	38.6	88.4	91.6	56.3
Argile	...	...	...	63.8	72.2	68.7
Sable et gravier	85.7	73.1	33.5	88.9	85.4	39.9
Estrie	...	...	...	94.4	84.5	58.6
Amiante	82.6	69.1	51.1	94.3	84.2	57.6
Matériaux de construction	...	...	...	95.6	87.3	69.0
Chaux	94.6	106.1	100.4	105.1	136.8	140.4
Pierre	120.2	107.8	56.0	120.7	85.8	52.7
Argile (1980 = 100)	100.0	90.1	69.3	78.7	91.6	85.4
Sable et gravier	67.7	44.9	20.6	77.4	52.0	24.3

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Synthèses régionales.*

Tableau 11

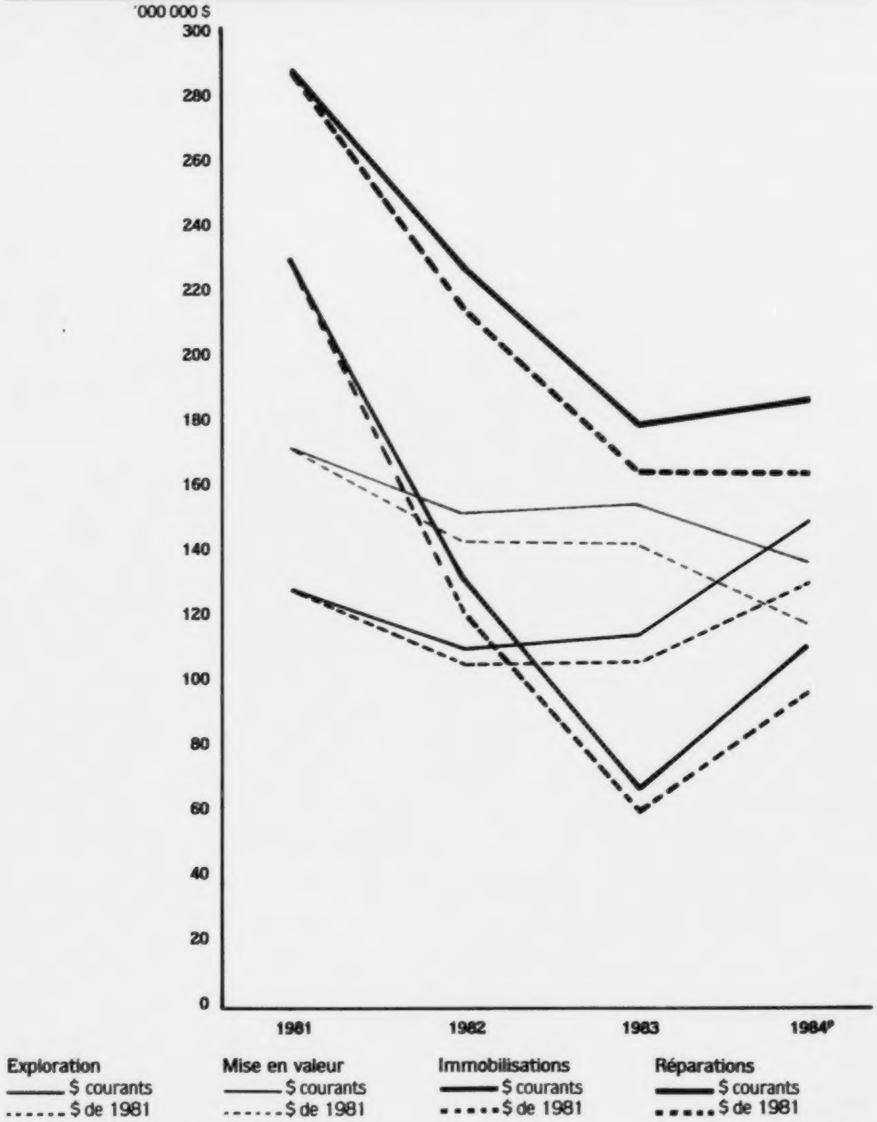
Répartition de l'emploi, des salaires et des heures payées, par industrie, Québec, 1983 et 1984

Industrie	Employés	Salaires et gages	Heures payées
	n	$	n
1983	**22 997**	**683 704 522**	**47 112 049**
Fonderies et affineries	4 670	142 716 013	9 543 862
Fer et fer titané	4 473	146 691 567	9 110 970
Amiante	3 868	108 607 360	7 713 958
Cuivre et zinc	2 916	95 962 477	6 035 722
Or	2 597	83 221 953	5 363 492
Pierre	1 111	26 639 962	2 493 051
Ciment	719	20 897 153	1 440 026
Tourbe	564	8 073 133	1 093 190
Sable et gravier	497	11 483 950	1 158 638
Chaux	177	4 418 675	364 590
Produits d'argile	249	5 849 235	488 579
Silice	158	3 896 726	352 505
Niobium	129	3 783 107	277 426
Dolomie magnésitique	60	1 758 386	122 593
Stéatite et talc	43	830 441	87 133
Forage au diamant	495	12 759 162	918 838
Autres[1]	271	6 115 222	547 476
1984[p]	**23 311**	**723 546 000**	**47 760 000**
Fonderies et affineries	4 680	147 290 000	9 498 000
Fer et fer titané	4 325	148 615 000	8 853 000
Amiante	3 778	107 732 000	7 501 000
Cuivre et zinc	3 001	108 702 000	6 260 000
Or	2 809	95 334 000	5 776 000
Pierre	1 133	27 176 000	2 566 000
Ciment	856	25 139 000	1 715 000
Tourbe	511	7 502 000	1 008 000
Sable et gravier	452	10 372 000	1 049 000
Chaux	195	4 604 000	381 000
Produits d'argile	232	5 443 000	462 000
Niobium	180	5 700 000	387 000
Silice	165	4 085 000	368 000
Stéatite et talc	46	967 000	93 000
Dolomie magnésitique	35	1 375 000	91 000
Forage au diamant	550	14 578 000	1 014 000
Autres[1]	363	8 932 000	738 000

1. Comprend les employés des opérations minières de mica, de sel, de graphite et de gaz naturel.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Statistiques préliminaires (1984) et prévisionnelles (1985) sur l'investissement et la production de l'industrie minérale québécoise.*

Figure 5
Répartition des dépenses d'investissement de l'industrie minière, selon le type, Québec, 1981-1984



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Statistiques préliminaires (1984) et prévisionnelles (1985) sur l'investissement et la production de l'industrie minérale québécoise.*

13

Tableau 12

Investissements de l'industrie minière, par substance ou groupe de substances et par région administrative, Québec, 1981-1984

Substance	Exploration		
	Hors chantier	Au chantier	Total
	$		
Métaux usuels			
1981	38 219 784	14 158 925	52 378 709
1982	30 268 870	11 645 584	41 914 454
1983	32 164 398	17 546 625	49 711 023
1984p	38 567 000	20 131 000	58 698 000
Métaux précieux			
1981	41 821 522	16 213 601	58 035 123
1982	31 492 196	22 954 619	54 446 815
1983	38 815 624	15 098 738	53 914 362
1984p	57 380 000	23 938 000	81 318 000
Amiante			
1981	x	x	488 177
1982	x	x	244 783
1983	x	x	302 143
1984p	x	x	92 000
Fer			
1981	x	x	775 497
1982	x	x	46 672
1983	x	—	34 206
1984p	x	—	11 000
Uranium			
1981	10 105 523	—	10 105 523
1982	9 540 618	—	9 540 618
1983	7 242 385	—	7 242 385
1984p	4 548 000	—	4 548 000
Autres substances			
1981	5 215 354	857 591	6 072 945
1982	3 587 539	1 948 145	5 535 684
1983	4 870 639	728 285	5 598 924
1984p	2 976 000	111 000	3 087 000

Région	Exploration		
	Hors chantier	Au chantier	Total
	$		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie			
1981	x	x	4 715 713
1982	x	x	6 636 903
1983	x	x	9 330 636
1984p	x	x	5 756 000
Saguenay — Lac-Saint-Jean			
1981	16 077 943	9 702 580	25 780 523
1982	17 420 488	5 727 173	23 147 661
1983	11 080 954	10 837 945	21 918 899
1984p	14 277 000	10 108 000	24 385 000

Substance	Mise en valeur	Immobilisations	Réparations	Total
		$		
Métaux usuels				
1981	20 137 680	65 239 392	50 169 429	187 925 210
1982	19 549 962	7 709 257	33 245 390	102 419 063
1983	19 914 847	7 275 867	30 251 698	107 153 435
1984p	14 922 000	24 431 000	30 535 000	128 586 000
Métaux précieux				
1981	46 081 366	51 271 903	26 182 449	181 570 841
1982	60 059 677	53 742 837	22 293 166	190 542 495
1983	59 258 000	31 100 101	25 102 983	169 375 446
1984p	59 627 000	60 185 000	28 762 000	229 892 000
Amiante				
1981	39 672 879	13 608 090	76 068 493	129 837 639
1982	25 874 137	7 515 852	53 166 231	86 801 003
1983	43 153 823	3 231 302	39 346 189	86 033 457
1984p	27 607 000	4 138 000	37 610 000	69 447 000
Fer				
1981	64 167 451	48 737 501	130 620 538	244 300 987
1982	40 896 071	44 908 985	112 700 162	198 551 890
1983	31 606 311	16 323 899	75 773 940	123 738 356
1984p	27 575 000	17 938 000	78 428 000	123 952 000
Uranium				
1981	—	[1]	[1]	10 105 523
1982	—	[1]	[1]	9 540 618
1983	—	[1]	—	7 242 385
1984p	—	[1]	[1]	4 548 000
Autres substances				
1981	1 522 516	48 779 864	7 119 329	62 585 312
1982	5 120 915	16 654 901	5 515 752	32 827 252
1983	2 492 058	7 119 329	9 006 197	24 216 508
1984p	3 389 000	5 076 000	10 473 000	22 025 000

Région	Mise en valeur	Immobilisations	Réparations	Total
		$		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie				
1981	X	X	X	X
1982	X	X	X	X
1983	X	X	X	X
1984p	X	X	X	X
Saguenay — Lac-Saint-Jean				
1981	15 687 837	13 963 485	19 980 404	75 412 249
1982	13 928 484	5 455 029	13 468 549	55 999 723
1983	15 990 253	4 535 299	15 477 330	57 921 781
1984p	14 631 000	2 638 000	18 205 000	59 859 000

Tableau 12 (suite)

Investissements de l'industrie minière, par substance ou groupe de substances et par région administrative, Québec, 1981-1984

Substance	Exploration		
	Hors chantier	Au chantier	Total
		$	
Québec			
1981	825 084	789 104	1 614 188
1982	693 222	818 512	1 511 734
1983	1 658 486	311 943	1 970 429
1984p	1 318 000	94 000	1 412 000
Trois-Rivières			
1981	x	x	1 263 428
1982	x	x	543 341
1983	x	x	564 093
1984p	x	x	1 403 000
Estrie			
1981	623 578	—	623 578
1982	237 423	—	237 423
1983	663 802	—	663 802
1984p	839 000	—	839 000
Montréal			
1981	x	x	786 803
1982	x	x	1 175 567
1983	x	x	512 492
1984p	x	x	363 000
Outaouais			
1981	x	x	1 488 782
1982	x	x	1 170 334
1983	x	x	1 186 932
1984p	881 000	—	881 000
Abitibi-Témiscamingue			
1981	58 300 209	19 238 791	77 539 000
1982	38 081 267	26 792 880	64 874 147
1983	47 037 522	16 659 330	63 696 852
1984p	70 140 000	30 978 000	101 118 000
Côte-Nord			
1981	x	x	710 556
1982	x	x	912 815
1983	2 059 147	—	2 059 147
1984p	1 300 000	—	1 300 000
Nouveau-Québec			
1981	x	x	13 333 402
1982	11 519 101	—	11 519 101
1983	14 899 759	—	14 899 759
1984p	10 297 000	—	10 297 000
Total			
1981	**96 261 436**	**31 594 538**	**127 855 974**
1982	**74 960 150**	**36 768 876**	**111 729 026**
1983	**83 128 401**	**33 674 641**	**116 803 042**
1984p	**103 488 000**	**44 266 000**	**147 754 000**

1. Compris dans «autres substances».

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Statistiques préliminaires (1984) et prévisionnelles (1985) sur l'investissement et la production de l'industrie minérale québécoise.*

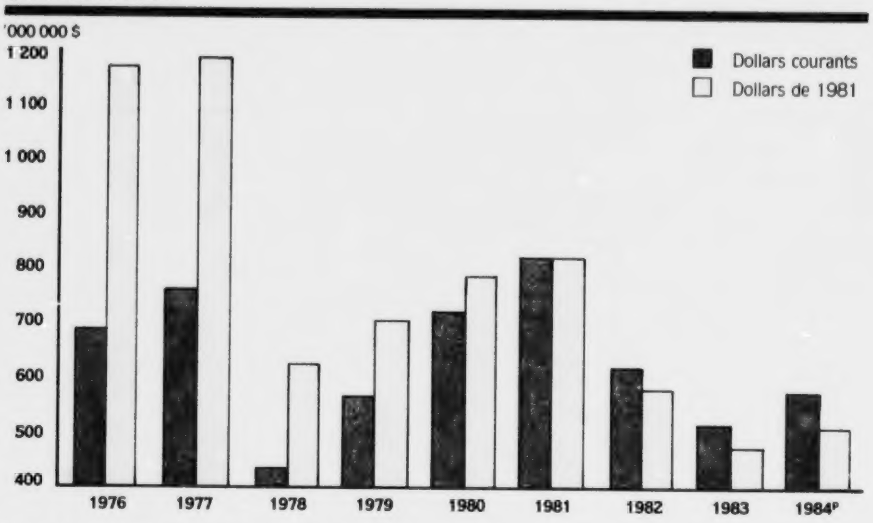
Tableau 12 (suite)

Investissements de l'industrie minière, par substance ou groupe de substances et par région administrative, Québec, 1981-1984

Substance	Mise en valeur	Immobilisations	Réparations	Total
	$			
Quebec				
1981	35 739 226	12 447 794	39 627 024	**89 428 232**
1982	25 879 471	6 996 862	33 399 908	**67 787 975**
1983	26 360 113	3 384 634	29 517 634	**61 232 810**
1984p	23 707 000	3 563 000	27 722 000	**56 404 000**
Trois-Rivieres				
1981	X	X	X	**X**
1982	X	X	—	**X**
1983	X	X	—	**X**
1984p	X	X	X	**X**
Estrie				
1981	X	X	X	**X**
1982	X	X	X	**X**
1983	X	X	X	**X**
1984p	X	X	X	**X**
Montréal				
1981	318 704	738 481	3 840 743	**5 684 731**
1982	130 258	1 284 506	3 202 841	**5 793 172**
1983	168 735	1 284 125	3 786 011	**5 751 363**
1984p	254 000	1 246 000	4 016 000	**5 879 000**
Outaouais				
1981	X	X	X	**X**
1982	—	—	—	**X**
1983	—	X	X	**X**
1984p	—		X	**X**
Abitibi-Temiscamingue				
1981	47 391 481	85 875 679	35 421 209	**246 227 369**
1982	62 912 427	55 009 562	35 886 166	**218 682 302**
1983	58 297 971	32 197 339	40 198 153	**194 390 315**
1984p	61 593 000	68 759 000	41 429 000	**272 899 000**
Côte-Nord				
1981	X	40 337 501	94 097 538	**199 061 046**
1982	X	37 178 985	79 396 162	**158 384 033**
1983	X	14 100 899	53 106 940	**100 873 297**
1984p	X	15 098 000	57 272 000	**101 245 000**
Nouveau-Québec				
1981	X	X	X	**X**
1982	—	X	X	**X**
1983	—	X	X	**X**
1984p	—	X	X	**X**
Total				
1981	**171 581 892**	**227 636 750**	**289 250 896**	**816 325 512**
1982	**151 500 762**	**130 531 832**	**226 920 701**	**620 682 321**
1983	**156 425 039**	**65 050 498**	**179 481 007**	**517 759 586**
1984p	**133 120 000**	**111 768 000**	**185 808 000**	**578 450 000**

Figure 6

Évolution des dépenses totales d'investissement de l'industrie minière, Québec, 1976-1984



Source: Ministère de l'Energie et des Ressources. *Statistiques préliminaires (1984) et prévisionnelles (1985) sur l'investissement et la production de l'industrie minérale québécoise.*

14

Énergie

Statistiques générales 731

Formes d'énergie 732

Notes explicatives 737

14

Liste des tableaux

1. Statistiques sur la consommation d'énergie, Québec, 1974-1983 739
2. Consommation d'énergie selon la forme, Québec, 1978-1983 739
3. Consommation d'énergie par secteur d'utilisation, Québec, 1978-1983 739
4. Répartition des logements selon le mode de chauffage, Québec, 1974-1983 740
5. Indice du prix relatif de l'énergie, par secteur de consommation, Québec, 1974-1983 740
6. Balance commerciale du secteur énergétique, Québec, 1974-1983 741
7. Part de la dépense des particuliers consacrée à l'énergie, Québec, 1974-1982 742
8. Investissements dans le secteur de l'énergie, Québec, 1978-1983 742
9. Emplois dans le secteur de l'énergie, Québec, 1978-1983 742
10. Consommation d'énergie selon la forme, par province, Canada, 1983 743
11. Statistiques sur la consommation d'énergie, par province, Canada, 1983 743
12. Degré d'autonomie énergétique de certaines provinces et des principaux pays industrialisés, 1976, 1978 et 1982 743
13. Statistiques sur la consommation d'énergie, Québec et principaux pays industrialisés, 1982 744
14. Provenance des approvisionnements de pétrole brut, Québec, 1971, 1976, 1981-1983 744
15. Capacité de raffinage de pétrole brut des provinces, Canada, 1974-1983 746
16. Taux d'utilisation de la capacité de raffinage de certaines provinces, Canada, 1974-1983 746
17. Consommation de produits pétroliers selon le secteur d'utilisation, Québec, 1978-1983 746
18. Échanges commerciaux de produits pétroliers, Québec, 1978-1983 747
19. Consommation de produits pétroliers non énergétiques, Québec, 1974-1983 747
20. Prix moyen du pétrole brut livré à Montréal, 1974-1983 747
21. Prix des produits pétroliers, Montréal, 1978-1983 748
22. Prix de vente moyen de l'essence ordinaire, par région administrative, Québec, 1983 et 1984 748
23. Prix de l'essence ordinaire, par province, Canada, 1984 748
24. Prix de l'essence sans plomb, Québec et principaux pays industrialisés, 1984 749
25. Répartition des stations d'essence, selon la catégorie, par région administrative, Québec, 1982 et 1983 750
26. Volume des ventes d'essence, par région administrative, Québec, 1982 et 1983 750
27. Puissance des centrales en service, Québec, 1984 751
28. Centrales en construction, Québec, 1984 751
29. Échanges commerciaux d'électricité, Québec, 1979-1983 751
30. Consommation d'électricité selon le secteur d'utilisation, Québec, 1978-1983 753
31. Développement du chauffage électrique dans le secteur résidentiel, Québec, 1974-1983 753
32. Prix de vente moyen de l'électricité par secteur d'utilisation, Québec, 1970-1983 753
33. Consommation de gaz naturel selon le secteur d'utilisation, Québec, 1978-1983 754
34. Prix de vente moyen du gaz naturel, dans certaines provinces, Canada, 1978-1982 755
35. Prix du gaz livré à Montréal et prix moyen par secteur de consommation, Québec, 1978-1983 755
36. Utilisation de la biomasse à des fins énergétiques, par secteur, Québec, 1981 755

Liste des figures

1. Répartition de l'énergie totale consommée, selon la forme d'énergie, Québec, 1970-1983 738

2. Répartition de l'énergie totale consommée, selon le secteur d'activité, Québec, 1983 740

3. Prix comparatifs des diverses formes d'énergie à Montréal, selon le secteur de consommation, Québec, 1984 741

4. Part relative des principales sources d'approvisionnement en pétrole brut, Québec, 1970-1983 745

5. Prix de l'essence sans plomb, Québec et principaux pays industrialisés, 1er trimestre 1984 749

6. Carte des ressources hydro-électriques par région, Québec, 1984 752

7. Prix de vente de l'électricité, Québec et différentes villes d'Amérique du Nord, 1er mars 1984 754

8. Bilan énergétique incluant la biomasse, Québec, 1981 756

14

Ce chapitre a été réalisé par Claude Larose avec la collaboration du ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Ce chapitre présente d'abord des statistiques générales sur le secteur énergétique québécois. Ces données décrivent la consommation d'énergie, l'évolution des prix et des investissements ainsi que la balance commerciale de ce secteur. On aborde ensuite successivement les différentes formes d'énergie pour apporter plus de précisions sur la production, la consommation et les prix de chacune d'elles.

Statistiques générales

Le secteur de l'énergie au Québec est marqué au cours des dernières années par une diminution globale de la consommation, par la réduction de la place occupée par le pétrole et par une hausse importante des prix. La consommation énergétique totale au Québec diminue en 1983 pour une quatrième année consécutive. Elle s'élève à 28,4 millions de tonnes d'équivalent pétrole (tep), un recul de 15,3% depuis 1979. La consommation par habitant décroît plus vite que la consommation globale, accusant une baisse de 17,6% au cours de la même période. La consommation d'énergie par millier de dollars de production diminue elle aussi depuis 1979.

Le phénomène de la baisse de la consommation d'énergie est d'autant plus remarquable que celle-ci se maintient en 1983, malgré la reprise de l'activité économique. Le niveau de consommation atteint en 1983 est à peine supérieur à celui de 1969, alors qu'entre temps la population s'est accrue de 9% et le produit intérieur brut de 42%.

C'est dans le secteur des transports que la baisse est la plus importante depuis 1979 (-26,8%). Les secteurs résidentiel et industriel accusent une diminution respective de 12,7% et 13,7%, ce qui les situe près de la moyenne (-15,3%). Seul le secteur commercial connaît une évolution diamétralement opposée, sa consommation augmentant de 7,1% au cours de la même période.

La diminution de la consommation d'énergie s'accompagne d'une modification rapide de la part de chaque forme d'énergie dans le bilan global. On assiste à une réduction très significative de la part du pétrole au profit à la fois du gaz naturel et de l'électricité, et cela conformément aux objectifs de la politique québécoise de l'énergie. Entre 1978 et 1983, la part du pétrole passe de 65,3% à 52,7%, alors que celle de l'électricité augmente de 25,9% à 34,5% et celle du gaz naturel, de 7,1% à 11,5%.

La chute de la consommation pétrolière est également importante en valeur absolue; le niveau de consommation diminue de près du tiers (-30,7%) entre 1978 et 1983. Pendant ce temps, la quantité d'électricité consommée augmente de 14,5% et celle de gaz naturel de 39,1%. Cette modification ressort très clairement aussi lorsqu'on observe la forme d'énergie utilisée pour le chauffage des logements. La proportion des logements utilisant le pétrole comme moyen principal de chauffage passe de 77,7% en 1974 à 40,6% en 1983. Par contre, le chauffage à l'électricité voit sa part passer de 12,3% à 47,5% au cours de la même période. Le chauffage au gaz naturel croît aussi, mais lentement, augmentant de 6,9% à 8,6%.

Par rapport aux autres secteurs de consommation, l'énergie connaît une hausse de prix importante depuis 1980. Depuis cette date, les prix de l'énergie s'accroissent de 24,2% de plus que les prix de l'ensemble des biens de consommation. Comparativement à ceux-ci, les prix de l'énergie diminuent de 24,6% entre 1960 et 1970, puis augmentent de 15,6% entre 1970 et 1980. La hausse survenue depuis 1980 dépasse ainsi largement celle enregistrée au cours des dix années

précédentes. Cela est surtout imputable à l'augmentation des prix des produits pétroliers, elle-même due au rattrapage des prix canadiens du pétrole par rapport aux prix internationaux en cours durant cette période. À la suite de cette augmentation, on observe d'ailleurs que la part de la dépense des particuliers consacrée à l'énergie, qui est demeurée assez stable (autour de 6,5%) entre 1965 et 1980, augmente subitement à 7,6% en 1981, puis à 8,0% en 1982.

Le gaz naturel apparait, depuis 1981, comme la forme d'énergie la plus économique pour les consommateurs. En juillet 1984, il constitue la source d'énergie la moins coûteuse dans les trois secteurs où existe une concurrence entre les formes d'énergie. Dans le secteur résidentiel, le prix du gaz naturel est de 8,9% inférieur à celui de l'électricité et de 31,7% inférieur à celui des huiles légères. Dans le secteur commercial, cet écart atteint 10,0% par rapport aux huiles légères et 16,3% par rapport à l'électricité. Dans le secteur industriel, le prix du gaz naturel est inférieur de 11,1% à celui des huiles lourdes et de 20,0% à celui de l'électricité.

La balance commerciale du secteur énergétique québécois est déficitaire en raison de la nécessité, pour le Québec, d'importer en totalité le pétrole et le gaz naturel qu'il consomme. En 1983, les importations totales d'énergie s'élèvent à 6,2 milliards de dollars, alors que les exportations atteignent 1,8 milliard de dollars. Pour la première fois en 1983, le déficit de la balance commerciale du secteur énergétique diminue (-3,7%).

L'année 1983 est marquée par une diminution des investissements dans le secteur énergétique, lesquels passent de 3,1 milliards de dollars en 1982 à 2,8 milliards de dollars en 1983 (-12,1%). Cette diminution est imputable essentiellement au secteur de l'électricité, alors que les investissements dans le secteur du gaz connaissent une hausse importante (65,9%) au cours des deux dernières années.

En 1983, la consommation énergétique au Québec est plus faible que la moyenne canadienne. La consommation par habitant est de 4,4 tep au Québec, alors qu'elle s'élève à 5,3 tep dans l'ensemble du Canada. Seules les provinces atlantiques ont une consommation plus faible (4,3 tep par habitant). La consommation d'énergie par millier de dollars de production s'élève à 0,9 tep au Québec comparativement à 1,1 pour l'ensemble canadien. À ce chapitre, le Québec affiche la plus faible consommation d'énergie.

Comparativement aux principaux pays industrialisés, le Québec demeure cependant un gros consommateur énergétique. En 1982, seuls les États-Unis ont une consommation per capita plus élevée (5,2 tep par rapport à 4,5 tep pour le Québec). La Communauté économique européenne a une consommation de 2,2 tep et le Japon de 1,7 tep. Par millier de dollars de production, le Québec utilise plus d'énergie que les principaux pays industrialisés: 0,67 tep pour le Québec, comparativement à 0,66 pour les États-Unis et à 0,3 pour les plus faibles consommateurs (France, Japon et Danemark).

Le degré d'autonomie énergétique du Québec se compare avantageusement à celui de plusieurs pays industrialisés. Passant de 51,6% en 1976 à 64,5% en 1982, il est plus élevé que celui de l'Allemagne (51,4%), de la France (33,7%) et du Japon (17,1%). Il est également supérieur à celui de l'Ontario (27,1%), mais inférieur à celui du Royaume-Uni (114,2%), des États-Unis (91,4%) et de l'ensemble du Canada (109,7%).

Les différentes formes d'énergie

Pétrole

Les importations de pétrole brut diminuent de façon importante depuis 1976 au Québec, passant de 27,1 millions de tonnes à 16,6 millions de tonnes en 1983 (-38,8%). Cette diminution

s'accompagne de changements importants au niveau des sources d'approvisionnement. Alors qu'en 1976, seulement 15,1% des approvisionnements proviennent de source canadienne, cette proportion s'élève à 59,7% en 1983. Ce sont surtout les importations en provenance du Venezuela et des pays du Moyen-Orient qui diminuent au cours de cette période.

Le secteur du raffinage a aussi connu de profondes modifications au cours de la dernière décennie. La capacité de production des raffineries au Québec chute de 646,6 milliers de barils par jour en 1974 à 392,0 milliers de barils par jour en 1983, suite à la fermeture de certaines usines. La part québécoise dans la capacité totale canadienne diminue aussi, passant de 32,0% en 1974 à 19,1% en 1983. Le Québec, qui occupe le 1[er] rang au Canada dans ce domaine en 1974, glisse au 3[e] rang en 1983, derrière l'Ontario (33,8% de la capacité canadienne de raffinage) et les provinces de l'Ouest (29,8%). Le taux d'utilisation de la capacité de raffinage est cependant plus élevé au Québec (76,4%) que dans l'ensemble du Canada (68,8%) et en Ontario (68,6%).

En ce qui concerne le commerce de l'ensemble des produits pétroliers énergétiques, on assiste en 1983 à une augmentation importante des importations en provenance autant des autres provinces canadiennes que de l'étranger ainsi qu'à une diminution des exportations. De 1982 à 1983, les importations s'accroissent de plus de 50%, passant de 2,4 millions à 3,7 millions de tep. À l'inverse, les exportations diminuent de 4,6 millions de tep à 4,2 millions de tep. Malgré une dégradation sensible de la balance totale, le Québec exporte encore 0,5 million de tep de plus qu'il n'en importe.

La consommation de produits pétroliers énergétiques diminue rapidement entre 1980 et 1983 au Québec (-29,6%). La réduction est particulièrement forte dans le secteur industriel (-40,7%) et, dans le secteur résidentiel (-36,1%). La diminution dans le secteur des transports se situe près de la moyenne (-28,2%), tandis qu'elle se révèle beaucoup plus faible dans le secteur commercial (-6,8%). La consommation des produits pétroliers non énergétiques (alimentation pétrochimique, asphalte, huiles et graisses lubrifiantes) diminue aussi, passant de 2,1 millions de tep en 1980 à 1,5 million de tep en 1983.

Pour ce qui est des prix du pétrole brut, les données de 1983 montrent que le prix au Canada (36,38 $ le baril) a pratiquement rejoint le niveau du prix international (36,63 $ le baril) après avoir connu un écart de près de 20 $ le baril en 1980. En fait, les deux évoluent différemment au cours des dernières années. Le prix du pétrole brut international livré à Montréal passe de 16,54 $ en 1978 à 42,83 $ en 1981, avant de connaître deux baisses successives en 1982 et 1983. Par contre, le prix appliqué aux raffineurs québécois, qui résulte des ententes conclues entre le gouvernement fédéral et les provinces productrices de pétrole, augmente continuellement au cours de cette période, passant de 13,20 $ en 1978 à 36,38 $ en 1983.

Les prix des produits pétroliers connaissent des hausses importantes entre 1978 et 1983, mais on note que le rythme d'augmentation ralentit entre 1982 et 1983. Le prix de l'huile légère (vendue au secteur résidentiel) augmente de 154,4% entre 1978 et 1983, celui de l'huile lourde (vendue au secteur industriel) de 163,5% tandis que celui de l'essence connaît une hausse de 133,0% au cours de la même période.

De telles hausses réduisent l'écart existant entre les prix des produits pétroliers observés au Québec et dans les principaux pays industrialisés. Cet écart demeure cependant encore important, surtout dans le cas de l'essence. Au 1[er] trimestre de 1984, le prix de l'essence au Québec est supérieur de 40% au prix en vigueur aux États-Unis, mais inférieur de 14% à 44% aux prix observés dans les principaux pays d'Europe. L'explication essentielle de ces différences se trouve dans les taxes appliquées aux consommateurs, lesquelles varient considérablement d'un pays à l'autre.

À l'intérieur du Canada, les prix de l'essence observés au Québec (54,6 cents le litre) en juin 1984, sont identiques à ceux de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard. Par contre, dans toutes les

autres provinces, les prix sont inférieurs, les prix les plus bas étant ceux de l'Alberta (42,4 cents le litre).

Au Québec, les prix varient grandement d'une région administrative à l'autre. En 1984, le prix moyen de l'essence le plus élevé est observé dans la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (55,9 cents le litre), alors que le plus faible se retrouve dans la région de l'Outaouais (48,7 cents le litre). Par rapport à 1983, l'écart entre les deux extrêmes se rétrécit: il est de 7,2 cents le litre en 1984 comparativement à 9,5 cents en 1983.

Le volume total de vente d'essence au Québec diminue très légèrement en 1983 par rapport à l'année précédente (-0,1%) pour s'établir à 6,2 milliards de litres. Quant au nombre de stations distributrices d'essence, il diminue de 1,9%, passant de 7 181 en 1982 à 7 047 en 1983. L'évolution des stations avec service est toutefois différente de celle des stations libre-service. Le nombre de stations avec service diminue de 2,7%, alors que le nombre de stations libre-service augmente de 4,2%. En 1983, les stations libre-service représentent 13,4% du total des stations et réalisent 31,2% du volume total des ventes.

Électricité

L'électricité constitue la principale source d'énergie d'origine québécoise. Au 1er janvier 1984, le Québec dispose de 29 483 MW de puissance installée. Près des trois quarts (72,3%) de cette puissance installée est contrôlée directement par Hydro-Québec, à partir de 79 centrales réparties sur l'ensemble du territoire québécois. Le reste provient de producteurs privés et de municipalités (11,0%) ou est disponible dans le cadre d'un contrat de livraison à long terme avec la compagnie administrant les installations des chutes Churchill, au Labrador (16,7%).

La plupart des centrales sont des centrales hydro-électriques, les autres étant des centrales thermiques fournissant l'électricité à partir de produits pétroliers. Le Québec compte en plus une centrale nucléaire, la centrale Gentilly 2. Depuis sa mise en opération complète, la centrale La Grande 2 constitue la plus importante centrale du Québec, avec une puissance installée de 5 328 MW, soit près du cinquième de la puissance totale disponible au Québec.

Le potentiel hydraulique de base restant encore à aménager au Québec (le Labrador non compris) après l'achèvement des travaux au complexe La Grande est évalué à environ 39 000 MW, dont 29 000 MW dans des centrales de 100 MW et plus. Le Québec dispose également d'un ensemble de sites sur lesquels des aménagements hydro-électriques de pointe pourraient être réalisés. Ces aménagements, dont l'énergie serait utilisée en période de forte demande, pourraient avoir une puissance totale de 18 000 MW.

À partir de cet ensemble d'installations, la production électrique du Québec atteint 110,6 milliards de kWh, à 98,0% hydro-électriques, auxquels on doit ajouter environ 31 milliards de kWh en provenance des chutes Churchill. La consommation québécoise s'élève à 114,2 milliards de kWh en 1983, en hausse de 5,3% par rapport à 1982. Cette augmentation est particulièrement marquée dans le secteur résidentiel (13,0%) et le secteur des transports (8,9%), alors qu'elle est plus limitée dans le secteur commercial (2,3%) et dans le secteur industriel (1,7%).

En excluant les livraisons d'électricité en provenance des chutes Churchill, le solde des importations et exportations québécoises d'électricité est toujours largement positif. Au cours des dernières années, les exportations augmentent de façon importante, passant de 16,4 milliards de kWh en 1979 à 19,6 milliards de kWh en 1983.

En 1983, le Québec enregistre une hausse des prix de l'électricité fortement ralentie par rapport à celles des années précédentes: l'augmentation est de 7,5% dans le secteur résidentiel, de 7,4% dans le secteur commercial et de 7,2% dans le secteur industriel. Entre 1979 et 1982, l'augmen-

tation est de 46,0% dans le secteur résidentiel, de 47,6% dans le secteur commercial et de 55,6% dans le secteur industriel.

Par ailleurs, les prix de l'électricité pratiqués au Québec sont parmi les plus avantageux en Amérique du Nord. Au 1er mars 1984, pour les usages domestiques, seuls les tarifs de Winnipeg sont inférieurs à ceux d'Hydro-Québec. À Toronto, les tarifs sont supérieurs de 20,6% et à Vancouver de 24,1%. Ils sont presque cinq fois plus élevés à New York. Pour ce qui est du secteur industriel, seuls les tarifs de Winnipeg sont eux aussi plus bas que ceux d'Hydro-Québec.

Gaz naturel

La consommation de gaz naturel augmente fortement au cours de l'année 1983, passant de 2,7 millions de tep en 1982 à 3,3 millions de tep en 1983, ce qui représente un accroissement de 21,6%. Cette pénétration résulte essentiellement d'une progression des ventes observée dans les secteurs industriels (28,2%) et commercial (21,6%). Dans le secteur résidentiel, la consommation de gaz naturel diminue légèrement en 1983 (-0,3%). Le secteur industriel représente ainsi en 1983 près des deux tiers des ventes totales de gaz naturel (62,7%), contre 21,2% pour le secteur commercial et 16,1% pour le secteur résidentiel.

Le prix du gaz naturel livré à Montréal est un prix administré, défini par le gouvernement fédéral et les provinces productrices. Dans sa politique énergétique, le gouvernement fédéral s'est engagé à maintenir, en faveur du gaz naturel, un certain écart de prix par rapport au pétrole brut, afin de faciliter le remplacement du pétrole par le gaz. Le prix du gaz naturel livré à Montréal connaît en 1983 une hausse de 7,8% par rapport à 1982, ce qui est légèrement inférieur à l'augmentation du prix administré du pétrole brut (8,0%). Entre 1978 et 1983, le prix du gaz naturel livré à Montréal augmente de 118,3%, comparativement à 175,6% pour le prix administré du pétrole.

En 1983, la hausse se répercute inégalement selon les secteurs de consommation. Le prix de vente moyen du gaz naturel n'augmente en 1983 que de 6,4% dans le secteur industriel, alors que la hausse atteint 12,0% dans le secteur commercial et 14,8% dans le secteur résidentiel. Entre 1978 et 1983, c'est le secteur industriel qui connaît la plus forte hausse de prix (118,4%), suivi du secteur commercial (109,9%) et du secteur résidentiel (106,7%).

Si on compare le prix de vente moyen du gaz naturel par province, on constate que l'écart existant entre le prix du gaz naturel au Québec et dans le reste du Canada, après s'être amenuisé en 1981, s'accroît fortement en 1982. À cette date, le prix du gaz vendu au Québec dépasse de 37,5% le prix moyen canadien (26,1% en 1981), de 12,2% le prix ontarien (6,4% en 1981) et de 119,4% le prix albertain (79,2% en 1981).

Énergies non conventionnelles

À côté des filières énergétiques dites «classiques» (pétrole, gaz naturel et hydro-électricité), on regroupe sous la dénomination «d'énergies non conventionnelles» des formes d'énergie soit nouvelles (ex: nucléaire, solaire), soit connues depuis une longue période et jouissant d'une nouvelle vogue après être tombées en désuétude (ex: éolienne, chauffage au bois . . .).

Au Québec, l'utilisation de la biomasse forestière et urbaine est la forme d'énergie non conventionnelle la plus importante. Le ministère de l'Énergie et des Ressources commence à produire des données sur cette forme d'énergie et établit qu'elle représente en 1981 un peu plus de 6% du bilan énergétique total.

La biomasse est l'ensemble des matières organiques produites par la croissance végétale et animale, ou par l'activité animale et humaine. Le bois et l'ensemble des résidus résultant des activités forestières forment ce qu'on appelle la biomasse forestière, tandis que les déchets liés à

l'activité humaine dans les villes composent la biomasse urbaine. En 1981, on estime à un peu plus de 2 millions de tep l'énergie produite à partir de la biomasse, dont 97,4% provient de la biomasse forestière.

L'utilisation de l'énergie produite à partir de la biomasse est concentrée dans le secteur industriel (72,4%). On y utilise 1,5 million de tep de biomasse forestière et 53 700 tep de biomasse urbaine. Cette dernière provient essentiellement de deux incinérateurs publics (à Montréal et à Québec), où la vapeur produite à partir de la combustion des déchets est vendue à des industries. Le secteur résidentiel consomme 580 000 tep de biomasse forestière, par l'utilisation du bois comme mode de chauffage principal ou d'appoint dans des logements.

Notes explicatives

Degré d'autonomie énergétique

Le degré d'autonomie énergétique est calculé à partir de l'énergie primaire (en divisant la production énergétique intérieure par les besoins en énergie), en tenant compte des échanges d'énergie secondaire avec l'extérieur. Pour l'énergie primaire et l'électricité, on a appliqué les taux de conversion retenus par l'OCDE.

Indice du prix relatif de l'énergie

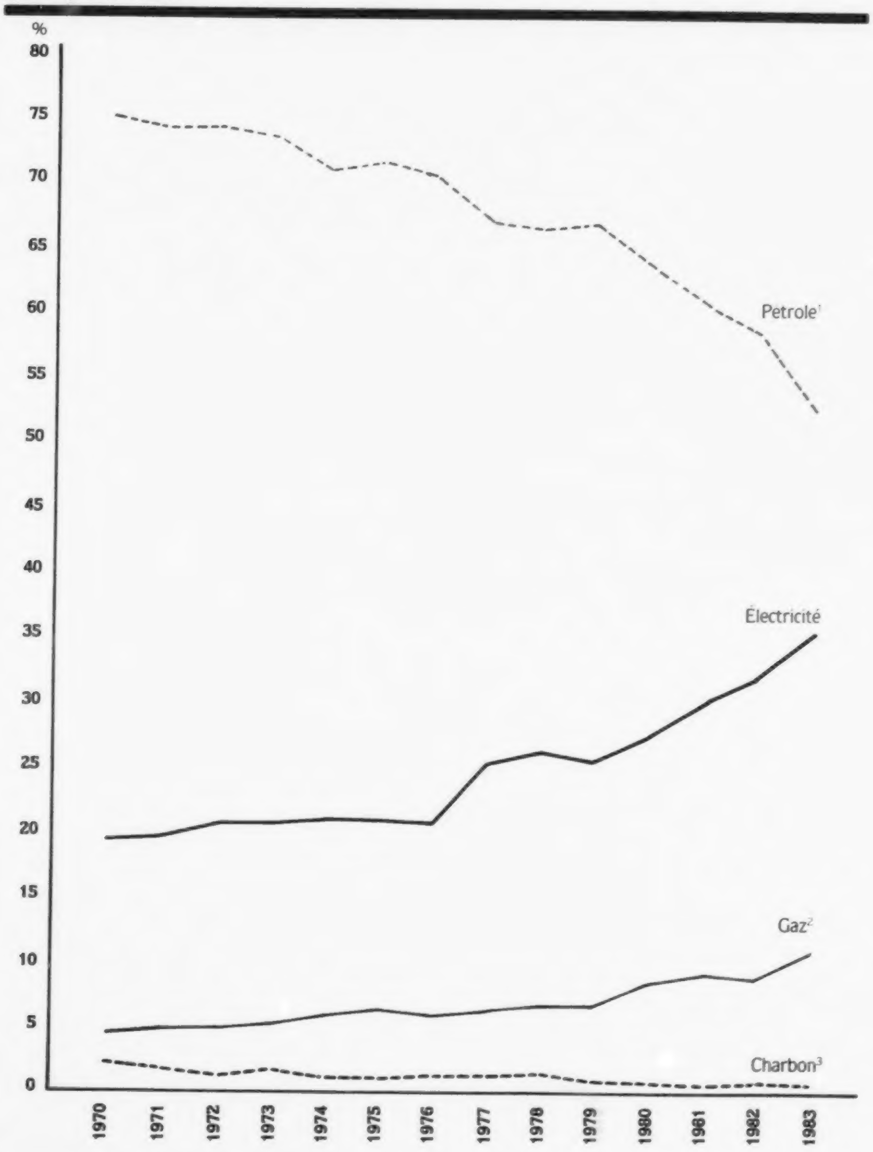
L'indice du prix relatif de l'énergie est obtenu en calculant d'abord, pour chaque secteur de consommation, un indice des prix de l'énergie. Chacun des indices des prix de l'énergie sectoriels a ensuite été divisé par un indice des prix spécifique — soit l'indice des prix à la consommation pour les secteurs résidentiel et commercial, et l'indice du coût du capital et du travail pour les secteurs industriel et des transports. L'indice du prix relatif de l'énergie a enfin été obtenu en pondérant les indices des prix relatifs sectoriels de l'énergie par la quantité de tep consommée par chaque secteur.

Tonne d'équivalent pétrole (tep)

L'OCDE exprime traditionnellement ses bilans énergétiques en tonnes d'équivalent pétrole (tep), car il s'agit là d'une unité facilement appréhendée. Par ailleurs, les décisions prises par les pouvoirs publics sont en général formulées sur la base de quantités de pétrole. Une tonne d'équivalent pétrole représente 10^7 kcal, mesure commode bien qu'elle soit quelque peu inférieure au pouvoir calorifique moyen du pétrole brut.

Figure 1

Répartition de l'énergie totale consommée, selon la forme d'énergie, Québec, 1970-1983



1. Comprend le pétrole et les produits suivants: essence aviation, essence pour moteurs, carburéacteur, kérosène, huiles diesel, huiles légères, huiles lourdes, coke de pétrole, gaz de pétrole liquéfiés, et gaz de distillation.
2. Gaz naturel
3. Y compris coke et gaz de four à coke

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983*.

Tableau 1

Statistiques sur la consommation d'énergie, Québec, 1974-1983

Année	Consommation d'énergie		
	Totale	Par habitant	Par millier de dollars de production[1]
	tep		
1974	32 731 935	5.35	1.22
1975	31 984 402	5.18	1.18
1976	32 688 532	5.24	1.20
1977	31 839 277	5.07	1.08
1978	33 114 589	5.26	1.08
1979	33 561 921	5.29	1.08
1980	33 484 718	5.24	1.07
1981	32 045 479	4.98	1.00
1982	29 047 496	4.48	0.96
1983	28 421 377	[illegible]	0.90[r]

1. La valeur de la production est exprimée en dollars constants de 1971.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 2

Consommation d'énergie selon la forme, Québec, 1978-1983

Année	Charbon[1]		Pétrole		Gaz		Électricité	
	tep	%	tep	%	tep	%	tep	%
1978	561 578	1.70	21 627 616	65.31	2 350 465	7.10	8 574 930	25.89
1979	473 111	1.41	22 173 212	66.07	2 470 467	7.36	8 445 131	25.16
1980	515 359	1.54	21 285 419	63.57	2 560 580	7.65	9 123 360	27.24
1981	413 722	1.29	19 218 141	59.97	2 858 504	8.92	9 555 112	29.82
1982	395 407	1.36	16 646 724	57.31	2 686 549	9.25	9 318 816	32.08
1983	353 811	1.24	14 981 335	52.71	3 270 471	11.51	9 815 759	34.54

1. Y compris coke et gaz de four à coke.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 3

Consommation d'énergie par secteur[1] d'utilisation, Québec, 1978-1983

Année	Résidentiel		Commercial		Transports		Industriel	
	tep	%	tep	%	tep	%	tep	%
1978	7 292 479	22.16	4 592 448	13.96	9 948 820	30.24	11 066 585	33.64
1979	7 536 892	22.70	4 412 743	13.29	10 068 063	30.32	11 184 738	33.69
1980	7 503 330	22.31	4 540 067	13.50	10 262 693	30.51	11 325 777	33.68
1981	7 045 444	22.01	4 715 899	14.73	9 204 393	28.75	11 048 829	34.51
1982	6 757 203	23.34	4 675 263	16.15	7 721 795	26.68	9 794 134	33.83
1983	6 580 312	23.23	4 727 300	16.68	7 374 317	26.03	9 651 042	34.06

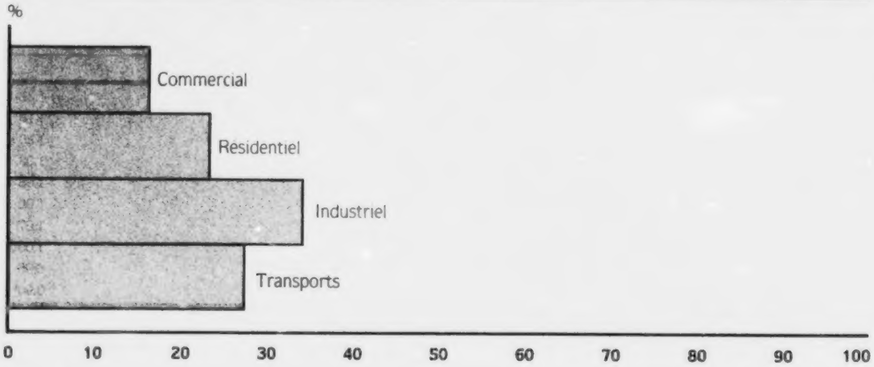
1. Autres utilisations exclues.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

14

Figure 2

Répartition de l'énergie totale consommée, selon le secteur d'activité, Québec, 1983



Source: Tableau 3.

Tableau 4

Répartition des logements selon le mode de chauffage, Québec, 1974-1983

Année	Logements selon le mode de chauffage										Total
	Pétrole		Gaz naturel		Electricité		Bois		Autres[1]		
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000
1974	1 354	77.73	120	6.89	214	12.28	48	2.76	6	0.34	1 742
1975	1 346	75.24	113	6.32	277	15.48	43	2.40	10	0.56	1 789
1976	1 314	70.57	128	6.88	373	20.03	41	2.20	6	0.32	1 862
1977	1 260	65.73	140	7.30	463	24.15	41	2.14	13	0.68	1 917
1978	1 220	62.79	128	6.59	543	27.94	47	2.42	5	0.26	1 943
1979	1 221	60.78	123	6.12	627	31.21	38	1.89	—	...	2 009
1980	1 099	53.48	132	6.42	774	37.67	50	2.43		...	2 055
1981	1 049	49.41	141	6.64	882	41.55	51	2.40	—	...	2 123
1982	986	45.15	170	7.78	956	43.77	72	3.30	—	...	2 184
1983	906	40.56	191	8.55	1 061	47.49	76	3.40	—	...	2 234

1. Comprend le charbon, le coke et le gaz en bouteille.

Source: Ministère de l'Energie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 5

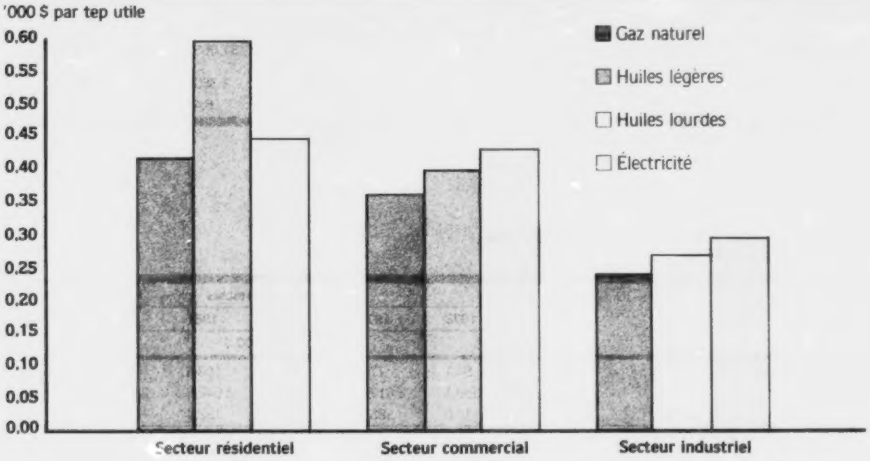
Indice du prix relatif de l'énergie, par secteur de consommation, Québec, 1974-1983

Secteur	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983[p]
	1981 = 100									
Résidentiel	75.9	74.2	76.0	78.6	81.9	84.8	89.2	100.0	105.9	108.4
Commercial	72.9	71.9	74.6	78.2	85.5	89.5	94.1	100.0	105.8	107.0
Transports	87.6	85.2	87.6	86.6	87.5	82.7	83.2	100.0	118.1	120.1
Industriel	79.1	79.6	80.8	84.9	92.0	95.3	95.8	100.0	109.7	112.3
Ensemble des secteurs	79.5	78.4	80.3	82.7	86.9	88.2	90.5	100.0	110.3	112.4

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Figure 3

Prix comparatifs[1] des diverses formes d'énergie à Montréal, selon le secteur de consommation, Québec, 1984



1. Prix au 1er juillet 1984.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983*.

Tableau 6

Balance commerciale du secteur énergétique, Québec, 1974-1983

Années	Échanges commerciaux								Solde
	Charbon		Pétrole[1]		Gaz naturel		Électricité		
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	
	'000 000 $								
1974	23	—	1 619	265	52	2	—	78	− 1 349
1975	43	—	1 772	369	82	5	—	92	− 1 431
1976	41	—	2 088	428	117	7	—	89	− 1 722
1977	34	—	2 588	598	145	9	—	102	− 2 058
1978	39	—	2 853	596	191	10	—	129	− 2 348
1979	31	—	3 161	396	217	13	—	221	− 2 779
1980	54	—	3 830	544	278	21	—	300	− 3 298
1981	42	—	5 360	942	383	26	—	375	− 4 442
1982	45	—	5 690	1 121	447	28	—	474	− 4 559
1983	49p	—	5 536p	1 220p	578	26	—	528	− 4 389p

1. Comprend le pétrole brut et les produits pétroliers.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983*.

Tableau 7

Part de la dépense des particuliers consacrée à l'énergie, Québec, 1974-1982

Dépense des particuliers	unité	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Totale	000 000 $	21 034	24 788	27 567	30 361	33 110	37 005	40 896	44 937	48 803
Consacrée à l'énergie	000 000 $	1 324	1 536	1 749	1 864	2 103	2 355	2 702	3 394	3 895
Part	%	6.3	6.2	6.3	6.1	6.4	6.4	6.6	7.6	8.0

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 8

Investissements dans le secteur de l'énergie, Québec, 1978-1983

	Investissements					
	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	'000 000 $					
Pétrole et charbon	54.1	77.5	73.7	108.8	220.7	175.2p
Électricité[1]	2 588.4	2 817.0	2 588.7	2 642.6	2 542.0	2 188.0
Gaz naturel[2]	16.0	25.1	29.4	132.4	365.9	388.3
Total des investissements dans le secteur de l'énergie	2 658.5	2 919.6	2 691.8	2 883.8	3 128.6	2 751.5p
Total des investissements dans l'économie	10 793.9	11 854.2	12 354.3	13 739.2	13 097.5	13 748.5p
Part des investissements énergétiques (%)	24.63	24.62	21.79	21.00	23.89	20.01p

1. Y compris les filiales d'Hydro-Québec, dont la Société d'énergie de la Baie-James.
2. Avant 1981, ce poste ne comprend que les investissements effectués par Gaz Métropolitain.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 9

Emplois dans le secteur de l'énergie, Québec, 1978-1983

	Emplois					
	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	n					
Pétrole et charbon[1]	4 243	3 618	3 683	4 342	4 058	3 217p
Électricité[2]	16 930	17 880	18 635	19 482	19 552	18 975
Gaz naturel[3]	1 010	1 013	1 044	1 582	1 686	1 712
Total des emplois dans le secteur de l'énergie	22 183	22 511	23 362	25 406	25 296	23 904p
Total des emplois dans l'économie	2 520 000	2 602 000	2 677 000	2 685 000	2 584 000	2 642 000p
Part des emplois énergétiques (%)	0.88	0.87	0.87	0.95	0.98	0.91p

1. Employés de l'activité manufacturière totale.
2. Employés permanents de toutes les filiales d'Hydro-Québec, y compris la Société d'énergie de la Baie-James, à l'exclusion des employés sur les chantiers.
3. Avant 1981, ce poste ne comprend que les employés permanents de Gaz Métropolitain.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 10

Consommation d'énergie selon la forme, par province, Canada, 1983

Province	Consommation d'énergie								
	Charbon		Pétrole		Gaz naturel		Électricité		Total
	'000 tep	%	'000 tep	%	'000 tep	%	'000 tep	%	'000 tep
Provinces atlantiques	272.6	2.81	7 477.3	77.07	1.3	0.01	1 951.6	20.11	9 702.7
Québec	**353.8**	**1.24**	**14 981.3**	**52.71**	**3 270.5**	**11.51**	**9 815.8**	**34.54**	**28 421.4**
Ontario	4 306.2	8.85	18 549.6	38.13	16 116.6	33.13	9 680.4	19.89	48 652.8
Manitoba	73.8	1.43	2 375.3	46.03	1 675.9	32.48	1 035.2	20.06	5 160.2
Saskatchewan	116.4	1.78	3 032.8	46.39	2 568.4	39.29	819.4	12.54	6 537.0
Alberta	43.4	0.23	7 589.6	40.90	8 594.2	46.31	2 330.3	12.56	18 557.6
Colombie Britannique et Territoires du Nord-Ouest	78.0	0.50	7 463.4	48.50	4 247.0	27.60	3 601.5	23.40	15 390.0
Canada	**5 244.3**	**3.96**	**61 469.3**	**46.42**	**36 474.9**	**27.54**	**29 234.2**	**22.08**	**132 421.7**

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Les statistiques de l'energie au Quebec. 1983.*

Tableau 11

Statistiques sur la consommation d'énergie, par province, Canada, 1983

Province	Consommation d'énergie	
	Par habitant	Par millier de dollars de production[1]
	tep	
Provinces atlantiques	4.28	1.36
Québec	**4.36**	**0.90**
Ontario	5.52	1.01
Manitoba	4.93	1.12
Saskatchewan	6.59	1.46
Alberta	7.90	1.36
Colombie Britannique et Territoires du Nord-Ouest	5.32	1.10
Canada	**5.32**	**1.11**

1. En dollars de 1971.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'energie au Québec. 1983.*

Tableau 12

Degré d'autonomie énergétique de certaines provinces et des principaux pays industrialisés, 1976, 1978 et 1982

	Degré d'autonomie énergétique		
	1976	1978	1982
		%	
Québec	**51.6**	**54.2**	**64.5**
Alberta	558.7	558.4	463.2
Ontario	19.1	22.9	27.1
Canada	**105.4**	**103.3**	**109.7**
Allemagne de l'Ouest	45.5	42.9	51.4
Belgique	16.5	16.3	20.3
Danemark	1.6	0.3	11.9
France	22.2	24.3	33.7
Royaume-Uni	61.8	80.5	114.2
Communauté économique européenne	43.2	46.2	57.3
États-Unis	80.9	78.2	91.4
Japon	12.6	14.0	17.1

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec. 1983.*

Tableau 13

Statistiques sur la consommation d'énergie, Québec et principaux pays industrialisés, 1982

	Consommation d'énergie	
	Par habitant	Par millier de dollars de production[1]
	tep	
Québec	4,48	0,67
Suède	3,61	0,41
Japon	1,69	0,30
États-Unis	5,15	0,66
Communauté économique européenne	2,24	0,39
Royaume-Uni	2,25	0,55
France	2,17	0,30
Danemark	2,64	0,33
Belgique	2,97	0,44
Allemagne de l'Ouest	2,69	0,36

1. En dollars américains de 1975.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

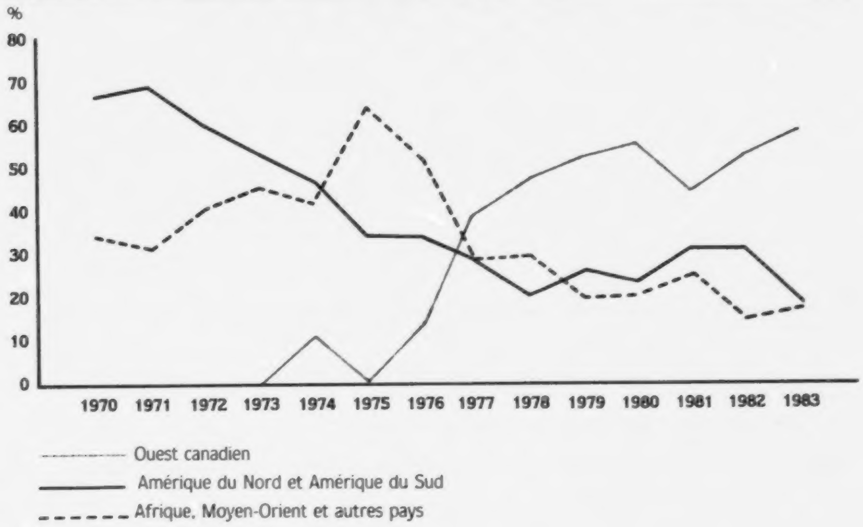
Tableau 14

Provenance des approvisionnements de pétrole brut, Québec, 1971, 1976, 1981-1983

Provenance	1971		1976		1981	
	t	%	t	%	t	%
Canada	—	—	4 091 815	15,10	10 398 125	44,35
Marché mondial	23 298 240	100,00	23 009 428	84,90	13 049 568	55,65
Afrique du Nord	60 575	0,26	913 474	3,37	1 102 974	4,71
Algérie	—	—	—	—	904 730	3,86
Lybie	60 575	0,26	913 474	3,37	198 244	0,85
Afrique occidentale	2 821 416	12,11	1 336 848	4,93	186 339	0,79
Nigéria	2 821 416	12,11	1 336 848	4,93	186 339	0,79
Amérique du Nord et Amérique centrale	—	—	—	—	2 975 588	12,69
États-Unis	—	—	—	—	1 047 306	4,47
Mexique	—	—	—	—	1 928 282	8,22
Amérique du Sud	16 171 309	69,41	9 015 094	33,26	4 197 996	17,90
Colombie	1 006 484	4,32	—	—	—	—
Trinité	—	—	—	—	—	—
Vénézuéla	15 164 825	65,09	9 015 094	33,26	4 197 996	17,90
Moyen Orient	4 244 940	18,22	9 615 640	35,48	2 921 138	12,46
Arabie Saoudite	552 169	2,37	1 295 431	4,78	2 205 727	9,41
Émirats arabes	475 284	2,04	2 869 276	10,59	144 975	0,62
Irak	1 248 786	5,36	1 451 895	5,36	—	—
Iran	1 968 701	8,45	3 881 690	14,32	26 535	0,11
Koweit	—	—	117 348	0,43	543 901	2,32
Autres pays	—	—	2 128 372	7,86	1 665 533	7,10
Total	**23 298 240**	**100,00**	**27 101 243**	**100,00**	**23 447 693**	**100,00**

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Figure 4
Part relative des principales sources d'approvisionnement en pétrole brut, Québec, 1970-1983



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Provenance	1982		1983	
	t	%	t	%
Canada	11 113 129	54,02	9 896 649	59,68
Marché mondial	9 460 184	45,98	6 685 307	40,32
Afrique du Nord	1 077 558	5,24	627 783	3,79
Algérie	1 009 603	4,91	627 783	3,79
Lybie	67 955	0,33	—	—
Afrique occidentale	81 272	0,40	—	—
Nigéria	81 272	0,40	—	—
Amérique du Nord et Amérique centrale	2 489 954	12,10	1 592 271	9,60
États-Unis	880 049	4,28	112 783	0,68
Mexique	1 609 905	7,82	1 479 488	8,92
Amérique du Sud	3 810 493	18,52	1 942 493	11,71
Colombie	—	—	—	—
Trinité	—	—	—	—
Vénézuéla	3 810 493	18,52	1 942 493	11,71
Moyen Orient	1 436 467	6,98	1 769 548	10,68
Arabie Saoudite	926 041	4,50	—	—
Émirats arabes	62 946	0,30	—	—
Irak	—	—	—	—
Iran	340 739	1,66	1 627 668	9,82
Koweit	106 741	0,52	141 879	0,86
Autres pays	564 440	2,74	753 212	4,54
Total	20 573 311	100,00	16 581 956	100,00

Tableau 15

Capacité de raffinage de pétrole brut des provinces, Canada, 1974-1983

Année	Québec		Provinces atlantiques		Ontario		Provinces de l'Ouest et territoires fédéraux		Canada
	'000 barils par jour	%	'000 barils par jour	%	'000 barils par jour	%	'000 barils par jour	%	'000 barils par jour
1974	646.6	31.96	414.5	20.49	522.7	25.83	439.5	21.72	2 023.3
1975	644.1	30.92	415.8	19.96	540.3	25.94	482.8	23.18	2 083.0
1976	645.8	28.72	546.0	24.28	549.6	24.45	506.9	22.55	2 248.3
1977	645.8	26.71	548.9	22.70	708.1	29.29	515.0	21.30	2 417.8
1978	618.2	25.54	448.9	18.54	817.4	33.76	536.4	22.16	2 420.9
1979	617.4	26.17	448.9	19.02	758.2	32.13	535.1	22.68	2 359.6
1980	619.3	27.21	367.0	16.12	758.0	33.30	532.1	23.37	2 276.4
1981	590.2	26.33	354.6	15.82	755.7	33.72	540.9	24.13	2 241.4
1982	515.7	23.50	354.6	16.16	755.7	34.44	568.5	25.90	2 194.5
1983	392.0	19.12	354.3	17.29	692.0	33.76	611.4	29.83	2 049.7

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Les statistiques de l'energie au Quebec, 1983.*

Tableau 16

Taux d'utilisation de la capacité de raffinage[1] de certaines provinces, Canada, 1974-1983

Année	Québec	Provinces atlantiques	Ontario	Canada
	%			
1974	85.3	85.3	96.7	91.3
1975	78.9	75.7	84.2	83.2
1976	84.3	54.6	83.5	79.1
1977	86.3	51.8	80.3	77.5
1978	83.2	56.6	71.6	73.9
1979	82.3	70.4	76.5	81.6
1980	81.1	67.4	78.5	82.0
1981	78.5	59.9	73.3	78.1
1982	75.7	40.9	64.4	68.8
1983	76.4	40.2	68.6	68.8

1. Ce taux d'utilisation a été calculé à partir d'une capacité moyenne de raffinage pour l'ensemble de l'année.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Quebec, 1983.*

Tableau 17

Consommation de produits pétroliers selon le secteur d'utilisation[1], Québec, 1978-1983

Année	Secteur							
	Résidentiel		Commercial		Transports		Industriel	
	tep	%	tep	%	tep	%	tep	%
1978	4 484 097	20.79	2 528 125	11.72	9 928 330	46.02	4 631 418	21.47
1979	4 674 242	21.42	2 292 673	10.50	10 046 404	46.03	4 811 882	22.05
1980	4 364 656	20.40	2 338 167	10.93	10 238 782	47.86	4 452 770	20.81
1981	3 645 908	18.99	2 439 420	12.70	9 180 946	47.81	3 935 883	20.50
1982	3 343 029	20.15	2 289 347	13.80	7 697 325	46.40	3 259 556	19.65
1983	2 790 334	18.66	2 178 504	14.56	7 347 492	49.13	2 639 758	17.65

1. Autres utilisations exclues.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 18

Échanges commerciaux de produits pétroliers, Québec, 1978-1983

	Importations		Exportations		Solde		
	De l'étranger	Des autres provinces canadiennes	Vers l'étranger	Vers les autres provinces canadiennes	Avec l'étranger	Avec les autres provinces canadiennes	Net
	tep						
1978	1 813 682	1 696 163	1 569 940	4 465 949	– 243 742	2 769 786	2 526 044
1979	424 784	2 929 327	260 535	2 699 610	164 249	– 229 717	– 393 966
1980	735 924	2 823 044	368 724	3 456 262	367 200	633 218	266 018
1981	673 514	2 452 754	562 081	4 005 016	– 111 433	1 552 262	1 440 829
1982	455 585	1 990 936	819 180	3 776 266	363 595	1 785 330	2 148 925
1983	1 147 137	2 612 841	538 805	3 689 247	– 608 332	1 076 406	468 074

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Les statistiques de l'energie au Quebec, 1983.*

Tableau 19

Consommation[1] de produits pétroliers non énergétiques, Québec, 1974-1983

Année	Alimentation pétrochimique		Asphalte		Huiles et graisses lubrifiantes		Autres[2]		Total
	tep	%	tep	%	tep	%	tep	%	tep
1974	819 167	41.47	788 584	39.93	177 423	8.98	190 016	9.62	1 975 190
1975	686 350	42.52	680 289	42.14	178 560	11.06	69 097	4.28	1 614 296
1976	937 109	48.25	753 264	38.79	149 719	7.71	101 912	5.25	1 942 004
1977	1 120 078	49.18	830 683	36.48	141 422	6.21	185 523	8.13	2 277 436
1978	1 270 284	54.95	781 301	33.80	159 398	6.89	100 786	4.36	2 311 769
1979	1 274 989	52.67	825 373	34.10	153 022	6.32	167 273	6.91	2 420 657
1980	1 088 407	52.94	741 370	36.06	130 898	6.36	95 353	4.64	2 056 028
1981	924 844	50.50	657 792	35.91	138 503	7.56	110 465	6.03	1 831 604
1982	866 710	51.97	577 612	34.63	113 230	6.79	110 233	6.61	1 667 785
1983	713 648	46.18	601 613	38.93	111 386	7.21	118 683	7.68	1 545 330

1. Comprend l'autoconsommation par les usines.
2. Y compris les produits speciaux a base de naphte.

Source: Ministere de l'Energie et des Ressources. *Les statistiques de l'energie au Quebec, 1983.*

Tableau 20

Prix moyen du pétrole brut livré à Montréal, 1974-1983

Année	Prix moyen le baril[1]	
	International[2]	Administré[3]
	$	
1974	11.68	6.97
1975	13.09	7.98
1976	13.16	9.33
1977	15.42	11.05
1978	16.54	13.20
1979	22.89	14.72
1980	37.57	18.17
1981	42.83	27.76
1982	41.30	33.69
1983	36.63	36.38

1. En dollars courants.
2. Prix du pétrole brut provenant du marché international.
3. Prix réel payé par les raffineurs de Montréal aussi bien pour le pétrole en provenance du marché international que pour celui en provenance de l'Ouest canadien.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 21

Prix des produits pétroliers, Montréal, 1978-1983

Année	Prix moyen le litre[1]		
	Huile légère[2]	Huile lourde[3]	Essence ordinaire
	cents		
1978	12,49	7,37	22,19
1979	14,16	8,80	23,28
1980	17,07	10,12	26,32
1981	25,15	13,20	37,14
1982	29,17	15,16	49,38
1983	31,77	19,42	51,71

1. Prix au consommateur, y compris marge du détaillant et taxes.
2. Vendue au secteur résidentiel.
3. Vendue au secteur industriel.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 22

Prix de vente moyen de l'essence ordinaire, par région administrative, Québec, 1983 et 1984[1]

Région administrative	Prix moyen le litre		Indice	
	1983	1984	1983	1984
	cents		Québec = 100	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	55,46	55,93	111,1	104,2
Saguenay — Lac-Saint-Jean	52,57	53,65	105,3	99,9
Québec	50,49	53,17	101,2	99,0
Trois-Rivières	50,00	52,96	100,2	98,6
Estrie	50,45	53,49	101,1	99,6
Montréal	49,09	54,03	98,4	100,6
Outaouais	45,94	48,70	92,1	90,7
Abitibi-Témiscamingue	53,89	55,53	108,0	103,4
Côte-Nord	53,57	54,95	107,3	102,3
Nouveau-Québec	..	..	..	..
Québec	49,91	53,70	100,0	100,0

1. Période du 1[er] janvier au 31 mars.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 23

Prix de l'essence ordinaire, par province, Canada, 1984

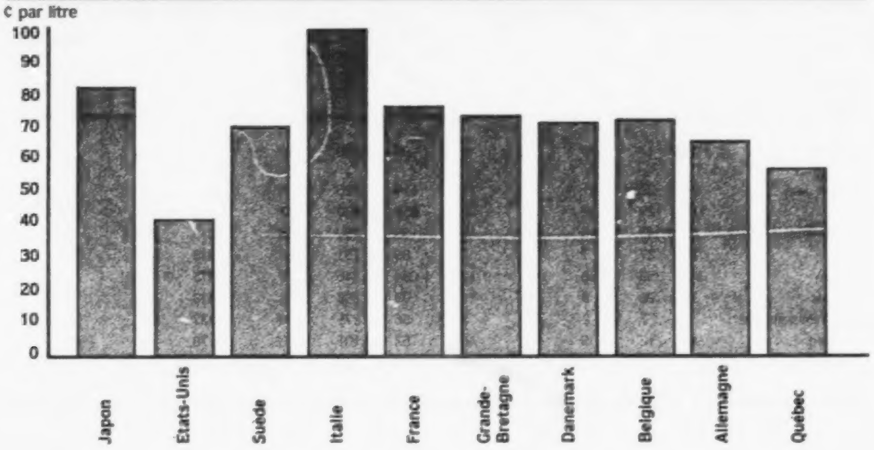
Province	Prix moyen le litre[1]	Taxe[2]
	cents	%
Terre-Neuve	54,6	26,7
Île-du-Prince-Édouard	54,5	27,0
Nouveau-Brunswick	51,0	25,1
Nouvelle-Écosse	51,5	26,4
Québec	54,6	30,2
Ontario	49,9	24,6
Manitoba	48,2	24,9
Saskatchewan	42,8	10,8
Alberta	42,4	10,8
Colombie Britannique	50,4	24,4

1. Prix en juin.
2. Proportion du prix de vente correspondant à la taxe imposée aux consommateurs.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Figure 5

Prix de l'essence sans plomb, Québec et principaux pays industrialisés, 1er trimestre 1984



Source: Tableau 24.

Tableau 24

Prix de l'essence sans plomb, Québec et principaux pays industrialisés, 1984

	Prix moyen le litre[1]	Taxe[2]
	cents	%
Québec	56.47	30.5
Allemagne de l'Ouest	65.47	48.5
Belgique	72.46	56.0
Danemark	72.16	59.1
Grande-Bretagne	72.62	53.3
France	75.52	55.3
Italie	100.10	65.3
Suède	69.92	40.9
États-Unis	40.30	23.4
Japon	81.07	35.6

1. 1er trimestre 1984.
2. Proportion du prix de vente correspondant à la taxe imposée aux consommateurs.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 25

Répartition des stations d'essence, selon la catégorie, par région administrative, Québec, 1982 et 1983[1]

Région administrative	Stations								Total		Stations par '000 habitants	
	Libre-service				Avec service							
	Locataires		Propriétaires		Locataires		Propriétaires					
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983[2]	1982	1983
	n											
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	11	14	10	11	84	86	346	335	451	446	1,93	1,88
Saguenay — Lac-Saint-Jean	26	32	21	20	127	116	226	226	400	394	1,33	1,29
Quebec	125	129	52	60	275	258	1 020	977	1 472	1 424	1,43	1,36
Trois-Rivières	43	43	16	16	104	105	450	443	613	607	1,39	1,35
Estrie	25	27	7	7	95	89	191	186	318	309	1,33	1,28
Montréal	347	359	158	164	1 124	1 084	1 346	1 317	2 975	2 924	0,82	0,80
Outaouais	30	28	9	8	93	93	286	269	418	398	1,53	1,45
Abitibi-Témiscamingue	6	7	2	2	54	56	275	278	337	343	2,23	3,27
Côte-Nord	12	12	5	4	60	52	101	103	178	171	1,55	1,49
Nouveau-Québec	—	—	—	—	1	2	18	19	19	21	1,48	1,56
Quebec	625	651	280	292	2 017	1 951	4 259	4 153	7 181	7 037	1,12	1,09

1. Au 31 décembre de chaque année.
2. Excluant 14 détaillants non compris dans ces categories.

Source: Ministère de l'Energie et des Ressources. *Les statistiques de l'energie au Quebec, 1983.*

Tableau 26

Volume des ventes d'essence, par région administrative, Québec, 1982 et 1983[1]

Région	Stations								Total	
	Libre-service				Avec service					
	Locataires		Propriétaires		Locataires		Propriétaires			
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983[2]
	'000 000 litres									
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	15,2	24,6	12,2	18,5	62,1	51,0	141,0	139,0	230,5	233,1
Saguenay — Lac-Saint-Jean	42,3	50,7	22,7	25,7	116,0	107,8	111,6	107,0	292,6	291,2
Québec	217,6	215,0	67,9	88,5	275,0	252,1	509,2	517,9	1 069,8	1 073,5
Trois-Rivières	88,4	82,1	27,0	23,7	96,8	106,0	270,7	274,8	482,9	486,5
Estrie	31,8	34,8	10,7	8,1	90,3	74,0	107,4	105,4	240,2	222,3
Montréal	891,5	842,7	411,6	404,1	1 233,9	1 281,7	843,2	861,4	3 380,2	3 389,8
Outaouais	56,6	59,0	22,3	18,3	91,5	98,3	92,4	99,1	262,8	274,6
Abitibi-Témiscamingue	17,3	12,3	5,0	4,9	40,3	36,0	99,4	96,2	161,9	149,4
Côte-Nord	23,9	23,5	5,0	3,7	41,8	34,3	40,4	42,0	111,1	103,4
Nouveau-Québec	—	—	—	—	—	1,1	2,9	3,5	2,9	4,6
Québec	1 384,7	1 344,6	584,5	595,4	2 047,6	2 042,1	2 218,2	2 246,3	6 234,9	6 228,4

1. Au 31 décembre de chaque année.
2. Excluant 17 404 600 litres vendus par 14 détaillants non compris dans ces catégories.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 27

Puissance des centrales en service, Québec, 1984[1]

Centrale	Puissance
	kW
Hydro-Québec	21 301 215
Hydro-électrique	19 554 761
Thermique	1 061 454
Nucléaire	685 000
Producteurs privés	3 256 394
Hydro-électrique	3 173 794
Thermique	82 600
Total	24 557 609
Chutes Churchill[2]	4 925 000
Puissance totale disponible	29 482 609

1. Au 1er janvier 1984.
2. Production hydro-électrique mise à la disposition d'Hydro-Québec par contrat à long terme.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 28

Centrales en construction, Québec, 1984[1]

Centrale	Puissance	Type	Propriétaire
	kW		
La Grande 3	384 000	Hydro-électrique	Hydro-Québec
La Grande 4	2 637 000	Hydro-électrique	Hydro-Québec
Manic 5 (suréquipement)	988 000	Hydro-électrique	Hydro-Québec

1. Au 1er janvier 1984.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 29

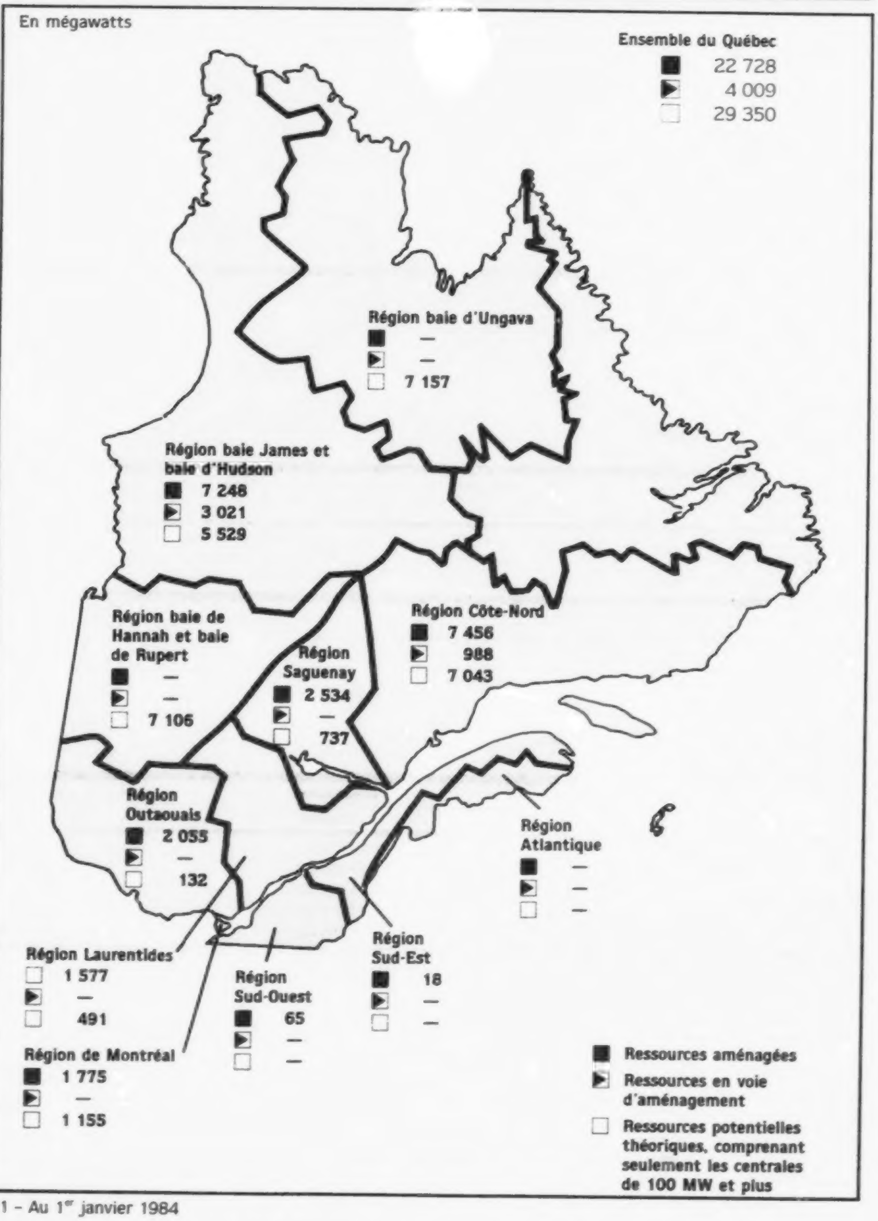
Échanges commerciaux d'électricité, Québec, 1979-1983

Année	Importations	Exportations	Solde
	'000 kWh		
1979	234 245	16 679 031	16 444 786
1980	50 627	17 536 011	17 485 384
1981	164 300	18 631 500	18 467 200
1982	85 153	17 910 400	17 825 247
1983	64 639	19 585 400	19 520 761

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Figure 6

Carte des ressources hydro-électriques par région[1], Québec, 1984



1 - Au 1er janvier 1984

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec*, 1983.

Tableau 30

Consommation d'électricité selon le secteur d'utilisation[1], Québec, 1978-1983

Année	Secteur							
	Résidentiel		Commercial		Transports		Industriel	
	'000 kWh	%	'000 kWh	%	'000 kWh	%	'000 kWh	%
1978	27 874 100	27.93	19 319 800	19.36	238 300	0.24	52 352 600	52.47
1979	28 949 100	29.47	19 739 500	20.10	251 900	0.26	49 285 000	50.17
1980	31 052 300	29.26	20 392 200	19.22	278 100	0.26	54 383 700	51.26
1981	33 309 200	29.97	20 993 700	18.89	272 700	0.25	56 553 200	50.89
1982	33 690 500	31.09	21 239 100	19.60	284 600	0.26	53 166 300	49.05
1983	38 078 800	33.36	21 724 300	19.03	309 900	0.27	54 047 100	47.34

1. Autres utilisations exclues.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec. 1983.*

Tableau 31

Développement du chauffage électrique dans le secteur résidentiel, Québec, 1974-1983

Année	Anciennes constructions	Nouvelles constructions		Total des constructions nouvellement chauffées à l'électricité
	Conversions au chauffage électrique	Chauffées à l'électricité	Taux de pénétration	
	n		%	n
1974	7 000	29 844	57.8	36 844
1975	9 987	32 408	59.2	42 395
1976	12 023	44 200	64.3	56 223
1977	17 555	43 185	75.0	60 740
1978	16 967	33 627	77.0	50 594
1979	28 000	34 218	82.0	62 218
1980	35 490	24 516	84.0	60 006
1981	47 106	24 012	81.0	71 118
1982	39 922	20 438	87.0	60 360
1983	51 000	36 286	90.0	87 286

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec. 1983.*

Tableau 32

Prix de vente[1] moyen de l'électricité par secteur d'utilisation, Québec, 1970-1983

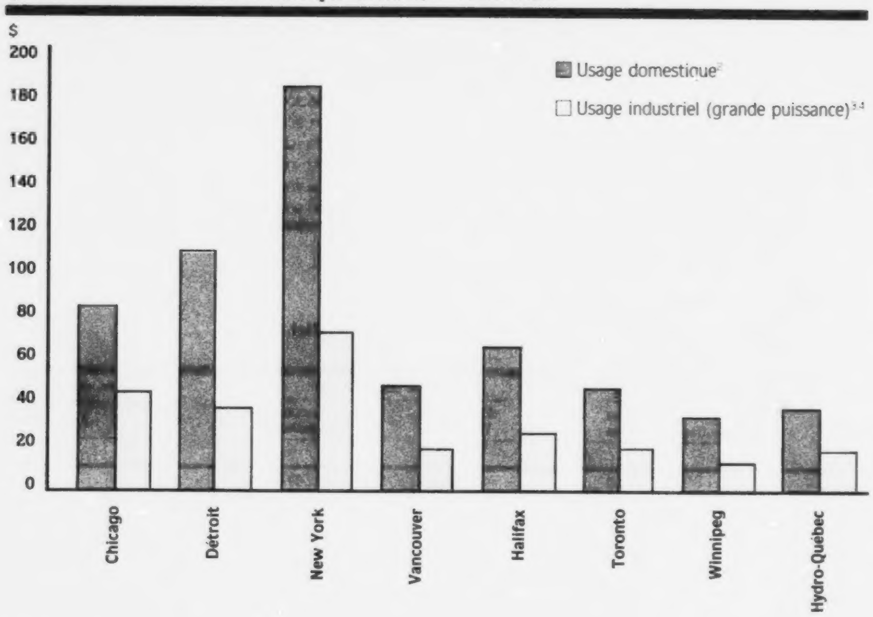
Année	Prix moyen le kWh		
	Résidentiel	Commercial	Industriel
		cents	
1970	1.49	1.55	0.65
1971	1.51	1.48	0.64
1972	1.48	1.43	0.62
1973	1.55	1.49	0.66
1974	1.56	1.52	0.70
1975	1.68	1.66	0.86
1976	1.74	1.78	0.93
1977	1.88	1.98	1.08
1978	2.14	2.34	1.25
1979	2.48	2.73	1.51
1980	2.79	3.17	1.70
1981	3.09	3.45	1.93
1982	3.62	4.03	2.35
1983	3.89	4.33	2.52

1. Ne comprend pas la taxe de vente provinciale.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec. 1983.*

Figure 7

Prix de vente de l'électricité[1], Québec et différentes villes d'Amérique du Nord, 1er mars 1984



1. Excluant la taxe de vente.
2. Facture mensuelle pour une consommation de 1 000 kWh.
3. Prix du kW par mois.
4. Puissance minimum de 5 000 kW par mois.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 33

Consommation de gaz naturel selon le secteur d'utilisation[1], Québec, 1978-1983

Année	Secteur							
	Résidentiel		Commercial		Transports[2]		Industriel	
	'000 m^3	%	'000 m^3	%	'000 m^3	%	'000 m^3	%
1978	462 800	18.83	453 200	18.43	—	—	1 542 500	62.74
1979	419 900	15.19	475 301	17.20	—	—	1 868 400	67.61
1980	526 900	18.04	504 201	17.26	—	—	1 890 303	64.70
1981	602 000	18.83	529 900	16.58	—	—	2 064 604	64.59
1982	581 601	19.56	629 200	21.16	—	—	1 762 400	59.28
1983	579 901	16.08	765 400	21.23	201	0.01	2 259 898	62.68

1. Autres utilisations exclues.
2. Jusqu'en 1982, Statistique Canada n'a mentionné aucune consommation de gaz naturel dans le secteur des transports.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 34

Prix de vente moyen du gaz naturel, dans certaines provinces, Canada, 1978-1982

	Prix moyen le m³						
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Canada
	cents par m³						
1978	9,10	8,16	7,63	5,61	4,11	6,22	**6,67**
1979	9,68	8,93	8,10	6,21	4,32	7,08	**7,22**
1980	11,10	10,19	9,66	7,10	5,42	7,41	**8,34**
1981	13,62	12,80	11,78	9,12	7,60	10,19	**10,80**
1982	17,79	15,85	14,39	11,28	8,11	13,77	**12,94**

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Tableau 35

Prix du gaz livré à Montréal et prix moyen par secteur de consommation, Québec, 1978-1983

Année	Prix d'achat du gaz naturel livré à Montréal	Prix de vente moyen le m³		
		Résidentiel	Commercial	Industriel
	cents			
1978	6,71	11,66	10,12	7,99
1979	7,13	12,96	11,22	8,50
1980	8,61	14,52	12,43	9,80
1981	10,87	16,74	15,07	12,34
1982	13,59	21,00	18,97	16,40
1983	14,65	24,10[e]	21,24[e]	17,45[e]

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

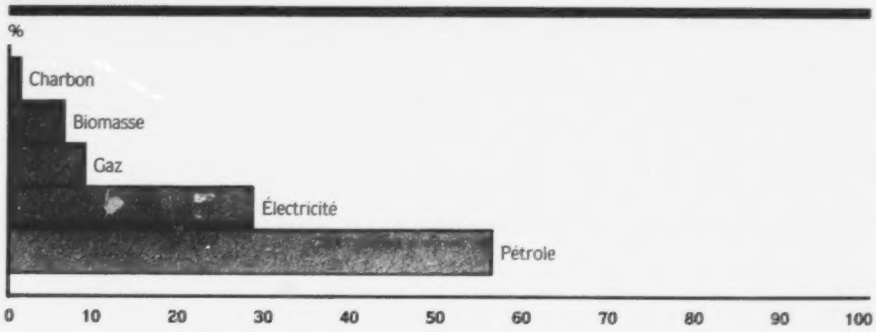
Tableau 36

Utilisation de la biomasse à des fins énergétiques, par secteur, Québec, 1981

Origine	Secteur				Total	
	Industriel		Résidentiel			
	tep	%	tep	%	tep	%
Biomasse forestière	1 469 000	96,5	580 000	100,0	2 049 000	97,5
Biomasse urbaine	53 700	3,5	—	—	53 700	2,5
Total	1 522 700	100,0	580 000	100,0	2 102 700	100,0

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

Figure 8
Bilan énergétique incluant la biomasse, Québec, 1981



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1983.*

15

Industries manufacturières

Évolution du secteur manufacturier depuis 1975	761
Structure manufacturière du Québec	762
Activité manufacturière dans les régions	763
Définitions	765

15

Liste des tableaux

1. Importance relative du secteur manufacturier dans l'économie, Québec, 1975, 1980 et 1982 766

2. Évolution du secteur manufacturier, selon certaines variables, Québec et régions du Canada, 1971, 1975 et 1982 767

3. Évolution des investissements du secteur manufacturier, Québec et régions du Canada, 1975, 1980 et 1984 769

4. Part des intérêts canadiens et étrangers dans le secteur manufacturier, Québec, 1974-1981 769

5. Statistiques principales de l'ensemble du secteur manufacturier, selon la forme juridique, le nombre d'employés et la valeur des expéditions, Québec, 1982 770

6. Ressources humaines et dépenses reliées à la recherche et au développement industriels, par secteur d'activité, Québec, 1981 et 1982 773

7. Comparaison de certaines variables des PME et des grands établissements du secteur manufacturier, par groupe d'industries, Québec, 1982 774

8. Statistiques principales de l'ensemble du secteur manufacturier, Québec, 1980-1984 775

9. Statistiques principales du secteur manufacturier, par groupe d'industries, Québec, 1982 778

10. Statistiques des principales industries du secteur manufacturier, par ordre décroissant de la valeur de leurs expéditions, Québec, 1982 778

11. Destination et valeur des expéditions des manufacturiers exportateurs, par groupe d'industries, Québec, 1982 782

12. Valeur des principaux produits utilisés par les manufacturiers, par ordre d'importance, Québec, 1981 et 1982 783

13. Valeur des principaux produits fabriqués par les manufacturiers, par ordre d'importance, Québec, 1981 et 1982 784

14. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, 1981 785

15. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Saguenay—Lac-Saint-Jean, 1981 786

16. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Québec, 1981 787

17. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Trois-Rivières, 1981 788

18. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Estrie, 1981 789

19. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Montréal, 1981 790

20. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Outaouais, 1981 791

21. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Côte-Nord et Nouveau-Québec, 1981 791

22. Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Abitibi-Témiscamingue, 1981 792

23. Statistiques principales des PME, par région administrative, Québec, 1982 792

Liste des figures

1. Importance relative du secteur manufacturier à l'intérieur du produit intérieur brut, Québec, 1982 766

2. Répartition des établissements manufacturiers selon la forme juridique, Québec, 1982 771

3. Répartition de l'emploi relié à l'activité manufacturière selon la taille des établissements, Québec, 1982 772

4. Répartition des expéditions des produits de propre fabrication, selon la valeur des expéditions, Québec, 1982 772

5. Répartition des travailleurs à la production par groupe d'industries manufacturières, Québec, 1982 776

6. Répartition de la valeur des expéditions des produits de propre fabrication, par groupe d'industries, Québec, 1982 777

7. Répartition de la valeur des expéditions des produits de propre fabrication, par région administrative, Québec, 1981 786

15

Ce chapitre a été coordonné par Claude Larose et réalisé par Laval Tremblay du Service des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre présente l'évolution du secteur manufacturier du Québec depuis 1975 et trace un portrait de la structure manufacturière de la province en 1982. La structure manufacturière est décrite en référence à la forme juridique et à la taille des établissements, aux principaux groupes d'industries, aux principaux produits utilisés et expédiés ainsi qu'à la répartition régionale de l'industrie.

Évolution du secteur manufacturier depuis 1975

L'évolution de l'activité manufacturière québécoise depuis 1975 est marquée principalement par un recul important en 1981 et 1982 et par une tendance à la reprise qui se manifeste depuis 1983. Cette évolution est mesurée ici par l'analyse de l'emploi, des immobilisations et de l'importance de ce secteur dans le produit intérieur brut du Québec.

Le nombre moyen de salariés en 1982 dans l'industrie manufacturière au Québec se situe à 542 000, ce qui représente une perte de 77 000 emplois depuis 1980 soit 12,4% de l'effectif. Cette diminution apparaît particulièrement sévère lorsqu'on la compare à la baisse de 4,1% de l'emploi global survenue au cours de cette période.

La valeur des immobilisations du secteur manufacturier québécois en 1982 diminue de 2,7% par rapport à 1980. Les immobilisations manufacturières en 1982 représentent 18,5% du total des immobilisations au Québec. Cette proportion était de 20,3% en 1980 et de 18% en 1975.

Le secteur manufacturier accuse, au cours de la période 1975-1982, un recul de son importance relative par rapport au produit intérieur brut du Québec, celle-ci passant de 23,9% en 1975 à 19,8% en 1982.

Par ailleurs, les données provisoires de 1983 et 1984 révèlent que la situation tend à s'améliorer. La valeur des expéditions manufacturières connaît une augmentation de 9% en 1984, en regard de l'année 1983. Cette progression se traduit par une augmentation de 7 000 du nombre d'emplois dans le secteur manufacturier en 1984. Cette augmentation est d'ailleurs la première depuis 1979 dans ce secteur.

Le comportement économique du Québec au cours de la période 1971-1982 est un peu moins bon que celui de l'ensemble du Canada. Pour l'emploi, les salaires et la valeur des expéditions, le Québec voit sa part diminuer légèrement dans l'ensemble du secteur manufacturier au Canada, mais sa part de la valeur ajoutée demeure à peu près constante. C'est l'Ontario qui accuse le plus grand recul avec une baisse variant de 3% à 4% de sa part des salaires, de la valeur des expéditions et de la valeur ajoutée. Les gains les plus importants sont réalisés par la région des Prairies.

Les immobilisations manufacturières au Québec en 1984 atteignent le chiffre record de 2 882,3 millions de dollars. Les résultats du Québec à ce chapitre sont supérieurs à ceux de l'Ontario. La part relative du Québec dans l'ensemble canadien passe de 24,9% en 1975 à 31,4% en 1984. De son côté, l'Ontario voit sa part relative baisser de 51,8% à 43,9% au cours de la même période.

Quant au contrôle canadien et étranger des établissements manufacturiers au Québec, on observe au cours de la période de 1974 à 1981, une baisse du poids relatif des États-Unis par rapport à celui du Canada. Cette baisse s'observe aussi bien au niveau du nombre d'entreprises contrôlées

que de la valeur de leurs expéditions, de la valeur ajoutée et du nombre de leurs salariés. On constate cette baisse dans toutes les provinces canadiennes.

Au Québec, les dépenses du secteur manufacturier en recherche et développement s'élèvent à 418,8 millions de dollars en 1981 et à 479,6 millions de dollars en 1982. Malgré cette augmentation, la part du secteur manufacturier dans le total des dépenses de recherche et développement passe de 87,2% en 1981 à 85,8% en 1982.

Structure manufacturière du Québec

Forme juridique et taille des établissements

Parmi les quatre types de forme juridique des établissements du secteur manufacturier (particulier, société, compagnie incorporée et coopérative), ce sont les compagnies incorporées qui regroupent le plus grand nombre d'établissements en 1982, soit 82,9% du total. Cette prépondérance est encore plus prononcée lorsqu'on examine les statistiques de la production et de l'emploi. En 1982, les compagnies incorporées se voient attribuer 96,1% de la valeur des expéditions des produits de propre fabrication et elles comptent 97,3% des employés à la production auxquels elles versent 97,8% du total des salaires manufacturiers au Québec.

Si l'on examine la taille des établissements, on remarque qu'en 1982, 83,1% des établissements manufacturiers au Québec comptent moins de 50 employés. En dépit de leur grand nombre, ces établissements ne regroupent que 23,5% du nombre total des travailleurs à la production. Les grands établissements (ceux de 200 employés et plus) regroupent 46,4% de l'ensemble des employés et sont à l'origine en 1982 de 58,4% du total des expéditions de produits de propre fabrication. Ces chiffres révèlent le degré élevé de concentration du secteur manufacturier au Québec, où les grands établissements ne représentent que 4,0% du total des établissements.

En ce qui concerne la valeur des expéditions, on remarque en 1982 la prédominance d'un petit nombre de très grands établissements. En effet, 7,2% des établissements (ceux dont les expéditions dépassent 10 000 000 $) regroupent 75,4% de l'ensemble des expéditions. Dans certains secteurs cependant, la valeur totale des expéditions des petites et moyennes entreprises est supérieure à celle des grandes entreprises. Il s'agit des industries du cuir, de la bonneterie, de l'habillement, du bois, du meuble, des produits minéraux non métalliques et des industries manufacturières diverses.

Principaux groupes industriels

En 1982, les groupes industriels qui embauchent le plus grand nombre d'employés sont, par ordre d'importance, le vêtement avec 47 512 employés, les aliments et boissons avec 36 262, le papier et les produits connexes avec 32 174, les produits métalliques avec 25 801 et la fabrication d'équipement de transport, 25 083. Ensemble ces groupes industriels fournissent 166 833 emplois, soit 47,9% de l'emploi total du secteur manufacturier. Il est à noter que 56% de la main-d'oeuvre féminine rattachée à la production est embauchée par les groupes du textile, de la bonneterie et du vêtement.

Au point de vue des expéditions, 7 groupes industriels représentent 66% de la valeur des expéditions de tout le secteur manufacturier au Québec. Le groupe des aliments et boissons domine avec une valeur de 8 828,2 millions de dollars suivi de celui des produits du pétrole et du charbon, et de celui du papier et produits connexes avec respectivement 5 590 et 5 023 millions de dollars. Les quatre autres groupes sont les métaux primaires, les équipements de transport, les produits chimiques et les produits métalliques.

En considérant la masse salariale des différents groupes d'industries, on note que 9 des 20 groupes paient à leurs travailleurs un salaire annuel moyen inférieur à celui de l'ensemble des groupes, lequel est de 18 570 $ en 1982. Ces groupes rassemblent des industries traditionnelles telles les industries du cuir, de la bonneterie et du vêtement. Les travailleurs les mieux payés se retrouvent dans le groupe des produits du pétrole et du charbon, ainsi que dans celui des métaux primaires avec des salaires annuels moyens respectifs de 32 820 $ et de 28 050 $.

Sur le plan de l'énergie utilisée, l'industrie du papier et des activités connexes constitue le groupe industriel qui montre les plus grandes dépenses avec 30% de la valeur du combustible et de l'électricité achetés et utilisés dans le secteur manufacturier en 1982; il est suivi par celui des métaux primaires. Ces deux groupes assument près de 50% (812,5 millions de dollars) des coûts du combustible et de l'électricité défrayés par le secteur manufacturier. Toutefois, ils ne contribuent qu'à 17,1% du total des expéditions manufacturières.

Classées selon la valeur des expéditions de produits de propre fabrication, les 50 plus importantes industries au Québec comptent 52% des établissements, emploient 62% de la main-d'oeuvre et représentent 63% de la valeur des expéditions de produits de propre fabrication de l'ensemble des industries manufacturières au Québec en 1982. Les usines de pâtes et papiers arrivent au 1^{er} rang suivies de l'industrie laitière et des industries de fonte et affinage.

Le Québec destine environ 55% de sa production à l'extérieur de son territoire. Les groupes industriels qui dépendent le plus du marché extérieur pour écouler leur production sont, par ordre d'importance: l'industrie du papier et des produit connexes, la fabrication d'équipement de transport, l'industrie de la première transformation des métaux et l'industrie des aliments et boissons.

La valeur des produits expédiés hors du Québec par ces quatre groupes d'industries représente plus de 47,5% des expéditions hors Québec de tout le secteur manufacturier en 1982 et 66,4% de tout ce que le Québec expédie hors du Canada. Près de 85% de la production québécoise du groupe produits du pétrole et du charbon reste au Québec. Le marché canadien absorbe le reste.

Statistiques sur les produits

De tous les produits industriels, ce sont les «produits du pétrole et de la houille» qui, avec des expéditions d'une valeur de 5,5 milliards de dollars, affichent les meilleurs résultats en 1982. En 2^e place vient le «papier et carton» dont les expéditions totalisent 3,4 milliards de dollars. Le 3^e rang revient aux «viandes et préparations à base de viandes» qui enregistrent des expéditions d'une valeur de 2,1 milliards de dollars.

Parmi les principaux produits utilisés par les manufacturiers comme matières premières dans la fabrication, le groupe «houille, pétrole brut et produits connexes» compte pour 4,8 milliards de dollars; ce chiffre exclut la valeur de ces produits utilisés comme combustible.

Activité manufacturière dans les régions

En 1981, la région de Montréal compte 67% des entreprises industrielles du Québec. Celles-ci emploient 69% de la main-d'oeuvre du secteur manufacturier et comptent pour près de 70% des expéditions de produits de propre fabrication de la province.

Seule la région de Montréal possède une structure industrielle vraiment diversifiée. Dans les autres régions, quelques groupes industriels occupent une place prépondérante. Ce sont: le papier et les produits connexes, les aliments et boissons, le bois, la première transformation des métaux et la fabrication des produits minéraux non métalliques.

15

La région de Québec se situe au 2e rang des régions industrielles du Québec, avec 13% des établissements. Près de la moitié de la valeur des expéditions revient à trois groupes: aliments et boissons, papier et produits connexes et industrie du bois. Ces secteurs emploient près de 40% de la main-d'oeuvre manufacturière de la région.

Pour sa part, la région de Trois-Rivières est la troisième région industrielle du Québec, avec 8% des établissements. Elle s'appuie principalement sur les groupes d'industries suivants: papier et produits connexes, aliments et boissons, textile ainsi que métaux primaires. Ces groupes produisent 63% des expéditions de la région. Trois groupes (papier et produits connexes, textiles et habillement) occupent 45% de la main-d'oeuvre manufacturière de la région.

La situation des PME du secteur manufacturier en 1982 dans chacune des régions administratives est la suivante.

Les PME de la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, qui représentent 53,8% des établissements manufacturiers de cette région, occupent 46% de la main-d'oeuvre manufacturière et accaparent 31,7% de la valeur des expéditions manufacturières.

Si le pourcentage des établissements des PME de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean se situe à 54,3% du total, ces PME n'occupent que 12,3% de la main-d'oeuvre manufacturière et ne représentent que 7% des expéditions manufacturières de la région.

Pour leur part, les PME de la région de Québec emploient 48,3% de la main-d'oeuvre manufacturière de la région et 30,5% de la valeur des expéditions manufacturières leur revient. Les PME représentent 58,7% du total des établissements manufacturiers de la région.

Les PME de la région de Trois-Rivières (61,1% des établissements) alimentent 31,2% des expéditions manufacturières de la région et occupent plus de 40% de la main-d'oeuvre manufacturière.

En ce qui concerne l'Estrie, 62% des établissements manufacturiers appartiennent aux PME; ils contribuent pour près du quart aux expéditions manufacturières de la région et font travailler 33,7% de la main-d'oeuvre manufacturière.

La région de Montréal est le principal foyer au Québec des PME du secteur manufacturier: en 1982 on y dénombre 4 402 établissements relevant de ces PME. Ces dernières représentent 60,9% des établissements manufacturiers de la région, emploient 97 309 travailleurs, soit 42,2% de tous les travailleurs du secteur manufacturier de la région, et elles expédient plus de 8 milliards de dollars de produits, ce qui représente 25,3% de la valeur des expéditions manufacturières de la région.

Dans l'Outaouais, les PME totalisent 51,1% des établissements manufacturiers; elles emploient 21,1% des travailleurs de ce secteur mais ne représentent que 6,5% de la valeur des expéditions manufacturières de la région.

Les PME regroupent 47,2% des établissements manufacturiers de l'Abitibi-Témiscamingue; elles alimentent 18,9% des expéditions manufacturières de la région et occupent 19,5% de la main-d'oeuvre manufacturière.

Dans la région de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec, les PME comptent pour 50,8% des établissements manufacturiers mais n'occupent que 13,5% de la main-d'oeuvre manufacturière et ne représentent que 8,4% des expéditions manufacturières de la région.

Définitions

Combustible et électricité

Il s'agit uniquement du combustible et de l'électricité consommés et achetés au prix livré (incluant le transport, la douane, etc.). On considère le combustible et l'électricité comme des éléments de l'activité manufacturière, car on estime que les quantités qui servent à des activités non manufacturières sont peu importantes.

Établissement

La plus petite unité d'exploitation, en général une usine ou une fabrique, en mesure de fournir certaines données relatives à son activité qui sont nécessaires au calcul de la valeur ajoutée.

Heures-personnes payées

Elles représentent les heures travaillées plus celles non travaillées mais rémunérées (vacances, congés de maladie, jours fériés, etc.) des travailleurs à la production. Quant aux heures supplémentaires, il s'agit des heures à taux majoré effectivement travaillées.

Immobilisations

Les dépenses en immobilisations comprennent les dépenses relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes à des constructions déjà existantes, à l'achat de machines et d'équipement neufs et aux réparations majeures de machines et d'équipement effectuées par les entrepreneurs, les gouvernements fédéral, provincial et municipaux et les services institutionnels. À ces dépenses, on a joint celles des particuliers au titre de la construction résidentielle. Pour plus de détails, on peut consulter la publication *Investissements privés et publics du Canada* (61-205).

Matières et fournitures à l'activité manufacturière

C'est le prix payé par l'établissement pour les matières, fournitures et éléments employés durant l'année dans la fabrication et les processus assimilés.

Salaires à la production

Gains bruts des travailleurs à la production et personnel assimilé incluant les bonis, les gratifications et la rémunération des heures supplémentaires.

Travailleurs à la production et personnel assimilé

En plus de ceux qui sont directement affectés à la production et au montage, ce groupe comprend les ouvriers préposés à l'entreposage, à l'inspection, à la manutention, à l'emballage, à l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Valeur ajoutée manufacturière

La valeur ajoutée manufacturière correspond à la valeur de production, c'est-à-dire la valeur des expéditions de produits de propre fabrication en tenant compte de la variation nette des stocks (de produits en cours de fabrication et de produits finis), moins le coût des matières et fournitures utilisées, le coût du combustible et de l'électricité consommés ainsi que les montants versés à d'autres pour du travail à forfait.

Valeur des expéditions de propre fabrication

Valeur nette des ventes des produits de propre fabrication et montant reçu pour un travail à forfait exécuté sur des matières appartenant à d'autres établissements.

Tableau 1

Importance relative du secteur manufacturier dans l'économie, Québec, 1975, 1980 et 1982

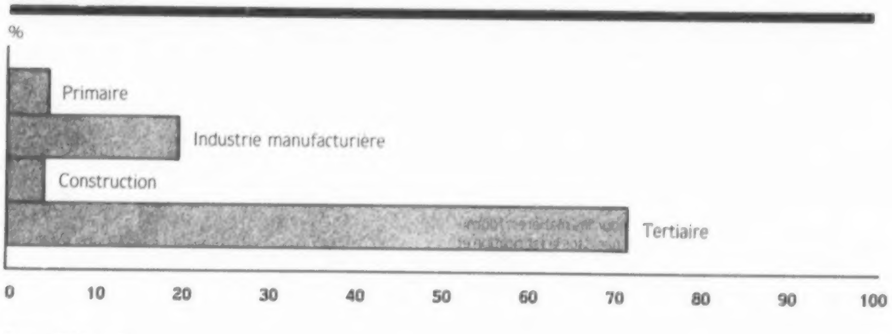
Secteur	Emploi			Rémunération		
	1975	1980	1982	1975	1980	1982
	'000			'000 000 $		
Primaire						
Agriculture	70[1]	78	77	91	191	235
Forêts	18	20	18	280	365	406
Pêche et piégeage				4	12	18
Mines	29	27	24	433	798	786
Secondaire						
Industrie manufacturière	586	619	542	6 002	9 983	11 542
Construction	136	115	113	2 089	2 046	2 135
Tertiaire						
Transports	204[2]	144	126	1 481	2 799	3 465
Communications		57	62	616	1 265	1 573
Énergie électrique, gaz et eau	26	29	30	300	746	927
Commerce	400	452	441	3 134	5 249	5 978
Finances, assurances et affaires immobilières	118	151	134	1 507	2 825	3 620
Services	694	812	832	5 611	11 246	14 391
Administration publique	172	187	185	2 097	4 437	5 512
Total	**2 433**	**2 694**	**2 584**	**23 645**	**41 962**	**50 588**

1. Comprend agriculture, pêche et piégeage.
2. Comprend communications.

Sources: Statistique Canada, *La population active* (71-001).
Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec*, *Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec*.

Figure 1

Importance relative du secteur manufacturier à l'intérieur du produit intérieur brut, Québec, 1982



Source: Tableau 1.

Secteur	PIB			Investissements		
	1975	1980	1982	1975	1980	1982
	'000 000 $					
Primaire						
Agriculture	704	1 233	1 490	294.6[1]	545.6[1]	570.9[1]
Forêts	285	462	544	37.9	48.8	34.5
Pêche et piégeage	13	48	58			
Mines	583	1 458	1 520	345.7	353.5	292.7
Secondaire						
Industrie manufacturière	8 504	15 381	14 488	1 373.1	2 189.6	2 129.6
Construction	2 822	3 042	3 432	142.4	214.1	256.3
Tertiaire						
Transports	1 999	3 468	4 256	364.2	530.1	800.6
Communications	942	1 757	2 268	393.5	674.9	798.8
Énergie électrique, gaz et eau	1 085	2 303	2 952	1 121.5	2 643.3	2 987.6
Commerce	4 493	7 366	8 188	244.0	256.9	290.6
Finances, assurances et affaires immobilières	3 964	6 672	8 695	391.5	312.0	500.0
Services	7 611	14 830	18 698	1 171.7	990.9	773.0
Administration publique	2 523	5 216	6 545	1 716.1	2 033.9	2 050.2
Total	35 528	63 236	73 134	7 596.5	10 793.6	11 484.8

Tableau 2

Évolution du secteur manufacturier, selon certaines variables, Québec et régions du Canada, 1971, 1975 et 1982

Région	1971		1975		1982		Variation moyenne annuelle	
							1971-1975	1975-1982
	n	%	n	%	n	%	%	
Établissements	31 808	10. 00	30 100	100.00	35 834	100.00	-1.44	3.54
Région de l'Atlantique	1 802	5.[illegible]5	1 635	5.43	1 794	5.01	-2.40	1.87
Québec	10 135	31.76	9 375	31.15	10 753	30.01	-1.92	2.78
Ontario	12 740	39.93	12 245	40.68	14 822	41.36	-0.98	3.89
Région des Prairies	3 900	12.22	3 689	12.26	4 518	12.61	-1.38	4.13
Colombie Britannique	3 302	10.35	3 131	10.40	3 919	10.94	-1.32	4.59
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	29	0.09	25	0.08	28	0.08	-3.64	2.29
Emploi de l'activité manufacturière	1 167 810	100.00	1 271 786	100.00	1 212 424	100.00	2.15	-0.95
Région de l'Atlantique	58 500	5.01	62 224	4.89	62 463	5.15	1.55	0.07
Québec	366 198	31.36	394 333	31.01	348 333	28.73	1.86	-2.45
Ontario	563 864	48.28	612 480	48.16	589 649	48.63	2.08	0.75
Région des Prairies	82 221	7.04	100 833	7.93	108 039	8.91	5.23	1.39
Colombie Britannique	96 827	8.29	101 701	8.00	103 653	8.55	1.23	0.38
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	200	0.02	215	0.02	287	0.02	1.82	5.94

Tableau 2 (suite)

Évolution du secteur manufacturier, selon certaines variables, Québec et régions du Canada, 1971, 1975 et 1982

Région	1971		1975		1982		Variation moyenne annuelle	
							1971-1975	1975-1982
	n	%	n	%	n	%	%	
Salaires	**7 819 049**	**100.00**	**12 669 228**	**100.00**	**24 261 592**	**100.00**	**12.82**	**13.87**
Région de l'Atlantique	315 833	4.04	568 936	4.49	1 124 105	4.63	15.85	14.59
Québec	2 171 882	27.78	3 520 808	27.79	6 456 815	26.61	12.83	12.89
Ontario	4 020 623	51.42	6 313 567	49.83	11 819 718	48.72	11.94	13.36
Région des Prairies	528 134	6.75	1 008 937	7.96	2 215 260	9.13	17.56	17.03
Colombie Britannique	781 068	9.99	1 254 926	9.91	2 641 291	10.89	12.58	16.04
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	1 506	0.02	2 051	0.02	4 401	0.02	8.01	16.49
Intrants[1]	**28 661 622**	**100.00**	**52 983 339**	**100.00**	**118 087 834**	**100.00**	**16.60**	**17.38**
Région de l'Atlantique	1 223 172	4.27	2 831 803	5.34	5 717 508	4.84	23.35	15.08
Québec	7 802 959	27.22	14 200 141	26.80	29 879 557	25.30	16.14	16.04
Ontario	14 706 454	51.31	26 352 088	49.74	58 528 268	49.56	15.69	17.30
Région des Prairies	2 512 837	8.77	5 526 570	10.43	14 215 274	12.04	21.77	20.79
Colombie Britannique	2 411 086	8.41	4 064 090	7.67	9 718 158	8.23	13.94	19.04
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	5 111	0.02	8 644	0.02	29 066	0.02	14.03	27.44
Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	**50 275 917**	**100.00**	**88 427 031**	**100.00**	**187 932 881**	**100.00**	**15.16**	**16.27**
Région de l'Atlantique	1 924 913	3.83	4 247 086	4.80	8 478 131	4.51	21.87	14.82
Québec	13 833 178	27.51	23 966 501	27.10	49 179 415	26.17	14.72	15.46
Ontario	26 270 629	52.25	44 389 494	50.20	93 939 307	49.99	14.01	16.17
Région des Prairies	4 003 510	7.96	8 483 924	9.59	20 605 862	10.96	20.65	19.42
Colombie Britannique	4 235 967	8.43	7 326 464	8.29	15 689 780	8.35	14.67	16.45
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	7 716	0.02	13 561	0.02	40 383	0.02	15.13	24.38
Valeur ajoutée	**21 737 513**	**100.00**	**36 105 457**	**100.00**	**68 964 549**	**100.00**	**13.52**	**13.81**
Région de l'Atlantique	719 341	3.31	1 501 019	4.16	2 686 721	3.90	20.18	12.34
Québec	6 054 855	27.85	9 958 016	27.58	18 745 155	27.18	13.24	13.48
Ontario	1 596 470	53.35	18 323 965	50.75	35 163 602	50.99	12.11	13.92
Région des Prairies	1 499 682	6.90	3 032 866	8.40	6 438 601	9.34	19.25	16.24
Colombie Britannique	1 864 409	8.58	3 284 673	9.10	5 917 996	8.58	15.20	12.49
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	2 753	0.01	4 915	0.01	12 471	0.02	15.59	20.46

1. Coût des matières premières, des fournitures, du combustible et de l'électricité.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 3

Évolution des investissements[1] du secteur manufacturier, Québec et régions du Canada, 1975, 1980 et 1984

Région	1975		1980		1984	
	000 000 $	%	000 000 $	%	000 000 $	%
Région de l'Atlantique	**423.0**	**7.7**	**499.0**	**5.1**	**393.2**	**4.3**
Construction	193.0	45.6	128.6	25.8	67.6	17.2
Machines et équipement	230.0	53.4	370.4	74.2	325.6	82.8
Québec	**1 373.1**	**24.9**	**2 189.6**	**22.5**	**2 882.3**	**31.4**
Construction	374.2	27.2	474.1	21.6	648.0	22.5
Machines et équipement	998.9	72.3	1 715.5	78.4	2 234.3	77.5
Ontario	**2 860.5**	**51.8**	**4 778.7**	**49.0**	**4 036.4**	**43.9**
Construction	737.6	25.8	1 047.2	21.9	676.4	16.8
Machines et équipement	2 122.9	74.2	3 731.5	78.1	3 360.0	83.2
Région des Prairies	**467.9**	**8.5**	**952.7**	**9.8**	**1 085.4**	**11.8**
Construction	149.7	32.0	268.4	28.2	255.2	23.5
Machines et équipement	318.2	68.0	684.3	71.8	830.2	76.5
Colombie Britannique	**396.4**	**7.1**	**1 325.5**	**13.6**	**793.3**	**8.6**
Construction	113.7	28.7	336.7	25.4	134.7	17.0
Machines et équipement	282.7	71.3	988.8	74.6	658.6	83.0
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	**0.5**	..	**1.3**	..	**1.2**	..
Construction	0.3	60.0	0.9	69.2	0.8	66.7
Machines et équipement	0.2	40.0	0.4	30.8	0.4	33.3
Canada	**5 521.4**	**100.0**	**9 746.8**	**100.0**	**9 191.8**	**100.0**
Construction	**1 568.5**	**28.4**	**2 255.9**	**23.1**	**1 782.7**	**19.4**
Machines et équipements	**3 952.9**	**71.6**	**7 490.9**	**76.9**	**7 409.1**	**80.6**

1. Ces donnees ne comprennent pas les depenses en reparations; elles se rapportent uniquement à la formation brute de capital fixe.

Source: Statistique Canada. *Investissements prives et publics au Canada* (61-205).

Tableau 4

Part des intérêts canadiens et étrangers dans le secteur manufacturier, Québec, 1974-1981

	Unité	1974	1976	1978	1980	1981
Établissements	n	9 974	9 020	9 701	10 740	10 915
Canada	%	92	91	92	93	93
Etats-Unis	%	6	6	5	5	5
Autres pays	%	2	3	3	2	2
Valeur des expéditions et autres recettes	'000 000 $	22 370	25 792	33 309	44 884	50 290
Canada	%	57	57	57	60	61
États-Unis	%	30	30	30	28	27
Autres pays	%	13	13	13	12	12
Valeur ajoutée à l'activité totale	'000 000 $	10 045	11 223	14 432	19 177	21 199
Canada	%	57	59	61	61	63
Etats-Unis	%	31	30	29	28	26
Autres pays	%	12	11	10	11	11
Salariés	n	541 500	524 632	523 452	527 925	525 843
Canada	%	66	68	69	70	71
États-Unis	%	25	24	23	22	20
Autres pays	%	9	8	8	8	8

Source: Statistique Canada. *Le contrôle national et étranger des établissements manufacturiers au Canada* (31-401).

Tableau 5

Statistiques principales[1] de l'ensemble du secteur manufacturier, selon la forme juridique, le nombre d'employés et la valeur des expéditions, Québec, 1982

	Établissements	Activité manufacturière			
		Travailleurs de la production et personnel assimilé			Salaires
		Hommes	Femmes	Heures — personnes payées	
	n			'000	'000 $
Forme juridique	10 753	252 365	90 650	695 636	6 363 886
Particuliers	1 439	2 253	1 596	6 922	43 287
Sociétés	271	768	446	2 337	15 706
Compagnies incorporées	8 918	245 681	88 041	677 519	6 223 062
Coopératives	125	3 663	567	8 859	81 831
Nombre d'employés	10 753	252 365	90 650	695 636	6 363 886
Moins de 5	3 206	4 303	1 070	9 937	67 787
5 — 9	1 993	7 549	2 439	19 310	138 275
10 — 19	1 790	13 568	5 200	37 689	271 739
20 — 49	1 941	30 686	15 674	93 355	690 976
50 — 99	891	30 071	18 212	97 893	763 786
100 — 199	507	35 587	19 410	112 248	897 583
200 — 499	309	49 975	19 125	140 568	1 328 858
500 — 999	71	28 912	4 795	67 908	794 378
1 000 et plus	45	51 714	4 725	116 727	1 410 506
Valeur des expéditions	10 753	252 365	90 650	695 636	6 363 886
Moins de 100 000 $	1 957	2 316	850	5 087	32 327
100 000 — 199 999 $	1 403	3 275	1 439	8 298	55 204
200 000 — 499 999 $	2 021	8 749	6 003	28 535	190 926
500 000 — 999 999 $	1 394	10 601	7 970	36 427	249 223
1 000 000 — 4 999 999 $	2 591	46 978	29 385	154 736	1 115 894
5 000 000 — 9 999 999 $	610	27 505	14 035	84 984	665 965
10 000 000 — 24 999 999 $	450	39 600	16 281	114 227	973 355
25 000 000 — 49 999 999 $	165	27 946	5 999	69 785	727 842
50 000 000 $ et plus	162	85 395	8 688	193 556	2 352 649

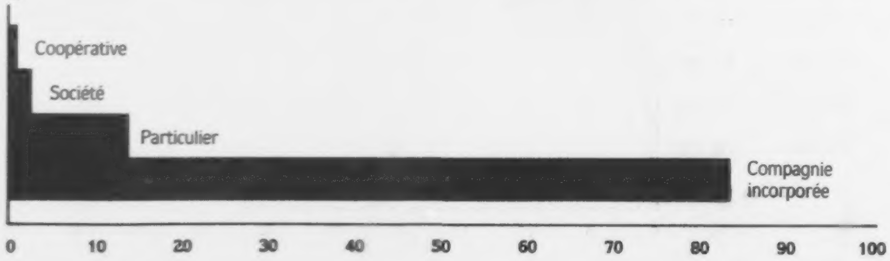
1. Les totaux de ce tableau ne correspondent pas à ceux des tableaux 8 et 9. Ceci est dû au fait que l'information, qui provient du recensement annuel des manufacturiers de Statistique Canada, étant globale celle-ci a du être complétée par une enquête du Bureau de la statistique du Québec afin d'obtenir des données détaillées par entreprise.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Forme juridique et taille des établissements manufacturiers au Québec, 1982.*

	Activité manufacturière			
	Intrants		Valeur	
	Combustible et électricité	Matières et fournitures utilisées	Expéditions de produits de propre fabrication	Ajoutée
	'000 $			
Forme juridique	**1 679 897**	**28 079 205**	**49 182 470**	**18 872 319**
Particuliers	4 524	80 388	164 769	80 025
Sociétés	2 196	33 227	75 170	34 834
Compagnies incorporées	1 643 019	26 573 539	47 256 040	18 501 854
Coopératives	30 158	1 392 051	1 686 492	255 607
Nombre d'employés	**1 679 897**	**28 079 205**	**49 182 470**	**18 872 319**
Moins de 5	15 637	310 904	517 967	189 539
5 — 9	20 216	503 339	879 658	357 867
10 — 19	37 685	1 080 302	1 877 578	754 883
20 — 49	106 057	2 736 536	4 861 962	1 979 906
50 — 99	117 186	3 302 820	5 585 336	2 145 453
100 — 199	206 068	4 012 992	6 721 375	2 451 957
200 — 499	371 842	8 475 690	13 192 878	4 348 688
500 — 999	294 708	3 443 226	6 408 567	2 620 275
1 000 et plus	510 498	4 213 396	9 137 149	4 023 752
Valeur des expéditions	**1 679 897**	**28 079 205**	**49 182 470**	**18 872 319**
Moins de 100 000 $	4 030	52 545	105 583	49 126
100 000 — 199 999 $	5 680	91 068	199 056	102 700
200 000 — 499 999 $	16 072	288 306	659 003	354 402
500 000 — 999 999 $	23 503	440 550	995 146	529 597
1 000 000 — 4 999 999 $	123 790	2 967 505	5 885 649	2 764 136
5 000 000 — 9 999 999 $	103 926	2 240 115	4 279 070	1 893 763
10 000 000 — 24 999 999 $	225 350	3 812 975	6 906 954	2 809 181
25 000 000 — 49 999 999 $	223 330	3 048 583	5 547 160	2 249 418
50 000 000 $ et plus	954 215	15 137 557	24 604 849	8 119 996

Figure 2

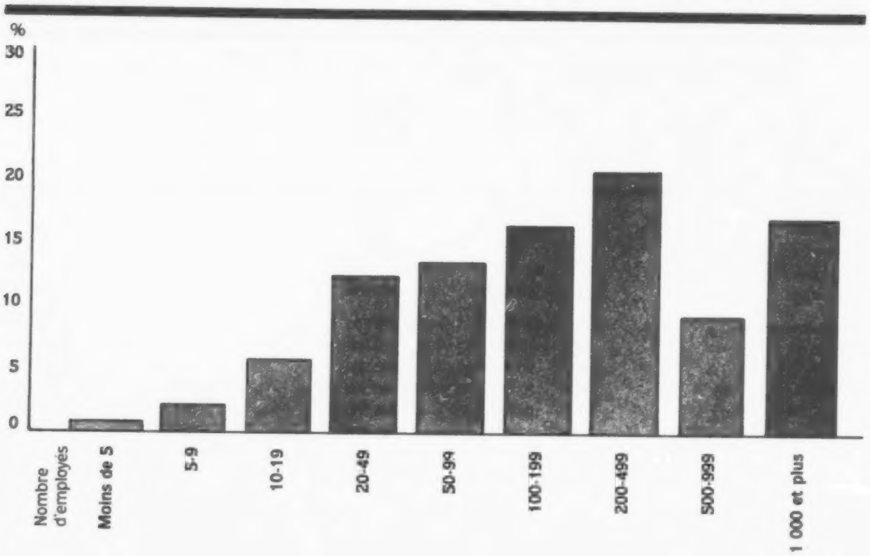
Répartition des établissements manufacturiers selon la forme juridique, Québec, 1982



Source: Tableau 5.

Figure 3

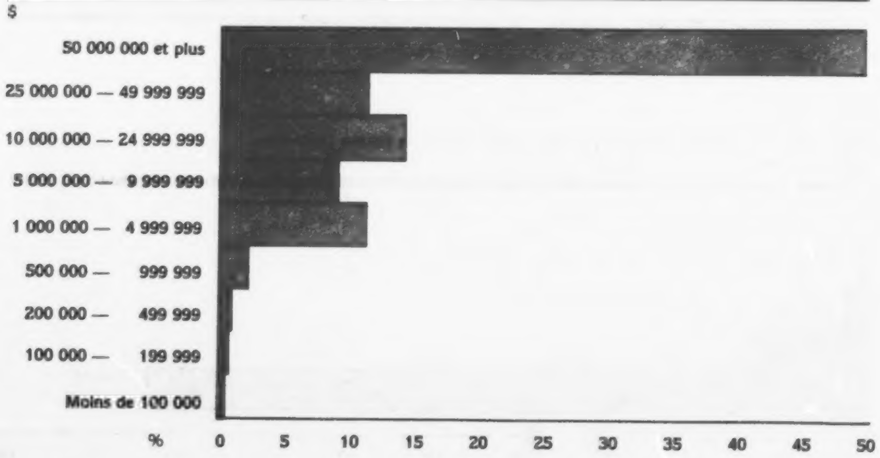
Répartition de l'emploi relié à l'activité manufacturière selon la taille des établissements, Québec, 1982



Source: Tableau 5.

Figure 4

Répartition des expéditions des produits de propre fabrication, selon la valeur des expéditions, Québec, 1982



Source: Tableau 5.

Tableau 6

Ressources humaines et dépenses reliées à la recherche et au développement industriels, par secteur d'activité, Québec, 1981 et 1982

Secteur d'activité	Recherche et développement			
	Personnes-années		Dépenses totales	
	1981	1982	1981	1982
	n		'000 $	
Mines	109	100	5 755	5 929
Industries à base chimique	1 566	1 521	68 594	85 609
Aliments, boissons et tabac	360	343	14 129	16 302
Caoutchouc et plastique	57	52	2 205	2 471
Textile	140	133	6 887	7 777
Derivés du petrole	49	40	2 414	4 351
Drogues et medicaments	548	533	24 692	30 506
Autres produits chimiques	412	420	18 267	24 202
Bois — Pâtes et papiers	631	607	32 156	31 535
Métaux	619	644	39 293	43 376
Ferreux semi-transformes	X	X	X	X
Non ferreux semi-transformes	X	X	X	X
Produits metalliques	128	150	4 880	5 705
Machines et matériel de transport	2 454	2 404	194 245	218 189
Machines	395	442	27 103	32 268
Avions et pieces, materiel de transport	2 059	1 962	167 142	185 921
Produits électriques	1 495	1 596	81 011	96 542
Appareils électriques	X	215	12 814	11 629
Instruments scientifiques et professionnels	X	1 381	68 197	84 913
Autres industries manufacturières	83	86	3 863	4 321
Produits mineraux non métalliques	26	23	X	1 087
Autres industries manufacturieres	57	63	X	3 234
Industries non manufacturières	1 008	1 115	55 509	73 158
Transports et autres services publics	881	967	49 371	65 474
Autres industries non manufacturieres	127	148	6 138	7 684
Total	7 965	8 073	480 426	558 659

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Statistiques sur la recherche et le developpement industriels au Québec, 1982.*

Tableau 7

Comparaison de certaines variables des PME et des grands établissements[1] du secteur manufacturier, par groupe d'industries, Québec, 1982

Groupe d'industries		Établissements[2]	Activité manufacturière				
			Employés	Salaires	Intrants[3]	Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	Valeur ajoutée
		n		'000 $			
Aliments et boissons	PME	755	12 670	195 209	2 216 254	2 843 909	631 577
	GE	53	15 66[illegible]	337 342	2 402 758	3 745 379	1 324 425
Tabac	PME	5	58	806	2 560	5 302	2 724
	GE	5	3 100	75 987	281 090	667 590	397 460
Caoutchouc	PME	161	3 684	51 191	186 408	327 396	139 807
	GE	12	4 360	80 357	224 694	422 282	198 781
Cuir	PME	134	5 429	66 881	128 232	283 891	154 473
	GE	7	1 878	22 856	43 391	88 781	43 851
Textiles	PME	240	7 086	94 796	295 289	526 581	228 327
	GE	40	11 400	178 292	738 788	1 250 284	475 429
Bonneterie	PME	117	5 185	64 109	212 406	366 055	147 608
	GE	11	2 807	36 555	88 717	172 902	83 685
Vêtements	PME	1 128	33 825	411 164	926 345	1 797 661	858 468
	GE	31	7 962	99 661	156 969	357 559	199 682
Bois	PME	577	10 581	158 829	440 605	805 617	346 725
	GE	14	3 522	64 876	168 900	337 535	159 217
Meubles et articles d'ameublement	PME	462	9 509	130 819	273 281	565 615	287 536
	GE	5	1 072	16 677	24 875	73 667	47 026
Papier et produits connexes	PME	115	3 700	64 503	258 164	417 534	158 771
	GE	54	25 631	664 395	2 305 955	4 151 202	1 859 908
Imprimerie	PME	742	8 691	150 389	296 735	734 553	437 658
	GE	22	4 487	118 858	360 344	889 567	529 634
Métaux primaires	PME	48	1 683	29 965	69 489	144 680	74 405
	GE	25	14 868	440 863	1 693 214	2 736 081	968 755
Produits métalliques	PME	705	13 413	234 257	491 058	1 044 488	548 272
	GE	25	8 440	195 683	437 229	1 068 046	636 565
Machinerie	PME	226	4 463	85 068	190 410	411 194	223 422
	GE	18	5 375	115 171	350 040	820 807	447 810
Équipement de transport	PME	142	2 736	49 598	126 070	243 238	114 186
	GE	19	21 282	482 724	1 617 423	3 049 378	1 111 420
Produits électriques	PME	129	3 366	50 323	183 704	345 790	159 977
	GE	27	12 660	268 547	570 414	1 503 179	924 383
Produits minéraux non métalliques	PME	232	3 270	59 336	178 399	338 177	155 481
	GE	9	2 811	62 478	119 852	298 664	179 543
Produits du pétrole et du charbon	PME	13	107	2 011	25 593	36 792	11 156
	GE	7	1 924	65 338	4 894 467	5 379 987	516 562
Produits chimiques	PME	151	2 283	36 530	230 749	408 305	176 377
	GE	30	7 165	160 605	708 297	1 490 485	779 931
Industries diverses	PME	370	6 449	94 470	189 694	419 525	226 883
	GE	11	2 821	46 477	121 945	235 218	108 646
Total	**PME**	**6 452**	**138 188**	**2 030 252**	**6 921 446**	**12 066 301**	**5 083 833**
	GE	**425**	**159 246**	**3 533 741**	**17 309 361**	**28 738 595**	**10 992 715**

1. Par grand établissement, il faut entendre tout établissement comptant plus de 200 employés à la production.
2. Sont exclus de ce total les établissements artisanaux (moins de 5 employés) non compris dans les PME à établissements multiples.
3. Coût des matières premières, des fournitures, du combustible et de l'électricité.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques des PME manufacturières au Québec.*

Tableau 8

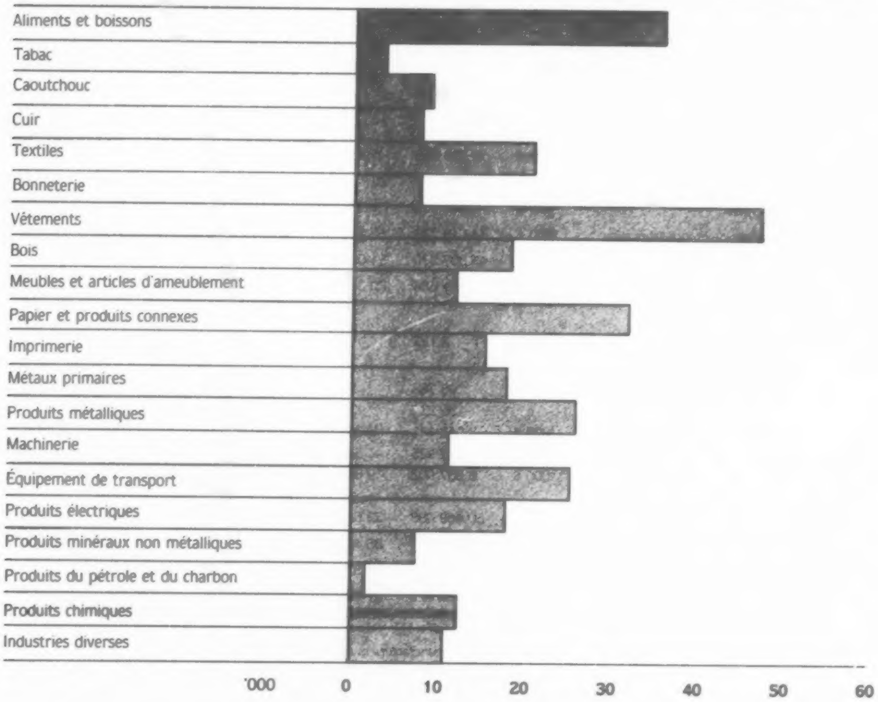
Statistiques principales de l'ensemble du secteur manufacturier, Québec, 1980-1984

	Unité	1980	1981	1982	1983	1984
Activité manufacturière						
Etablissements	n	10 740	10 915	10 753	..	..
Travailleurs de la production	n	389 901	386 836	348 333	346 014	350 429
Hommes	n	290 271	286 443	257 186	254 337	259 017
Femmes	n	99 630	100 393	91 147	91 677	91 412
Heures — personnes payees	'000	804 441	794 107	708 441	710 521	717 570
Salaires	'000 $	5 913 859	6 582 850	6 467 068	6 754 748	7 137 307
Matieres et fournitures utilisees	'000 $	25 727 777	29 188 083	28 205 128	31 200 009	33 737 792
Combustible et electricite	'000 $	1 247 909	1 538 654	1 674 430	1 876 170	2 029 868
Expeditions des produits de propre fabrication	'000 $	44 615 722	50 139 093	49 179 416	53 677 569	58 326 854
Valeur de production	'000 $	45 307 370	51 059 413	48 624 714	54 082 600	59 036 776
Valeur ajoutee	'000 $	18 331 684	20 332 676	18 750 585	21 006 421	23 269 116
Activité totale						
Proprietaires et associes actifs	n	2 177	2 163	1 959	..	..
Personnel d'administration et de bureau						
Hommes	n	98 788	99 365	95 600	90 257	91 975
Femmes	n	39 236	39 776	38 404	36 580	37 211
Traitements	'000 $	2 913 142	3 260 604	3 459 071	3 485 290	3 734 474
Salaries	n	527 925	525 977	482 337	472 851	479 615
Traitements et salaires	'000 $	8 837 002	9 843 454	9 926 138	10 240 028	10 871 785
Matieres et fournitures utilisées et marchandises achetees pour la revente telles quelles	'000 $	30 469 088	33 632 135	32 515 591	36 166 313	39 110 410
Valeur des expeditions et autres recettes	'000 $	50 188 747	55 451 067	54 293 105	59 465 674	64 583 870
Valeur de production	'000 $	50 451 621	56 371 386	53 743 831	59 870 699	65 293 781
Valeur ajoutee	'000 $	18 734 624	21 200 597	19 553 910	21 828 216	24 153 503

1. Estimations revisées pour 1983 et estimations pour 1984.

Sources: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques principales des manufacturiers québécois.*
Statistique Canada. *Industries manufacturières du Canada: Niveaux national et provincial* (31-203).

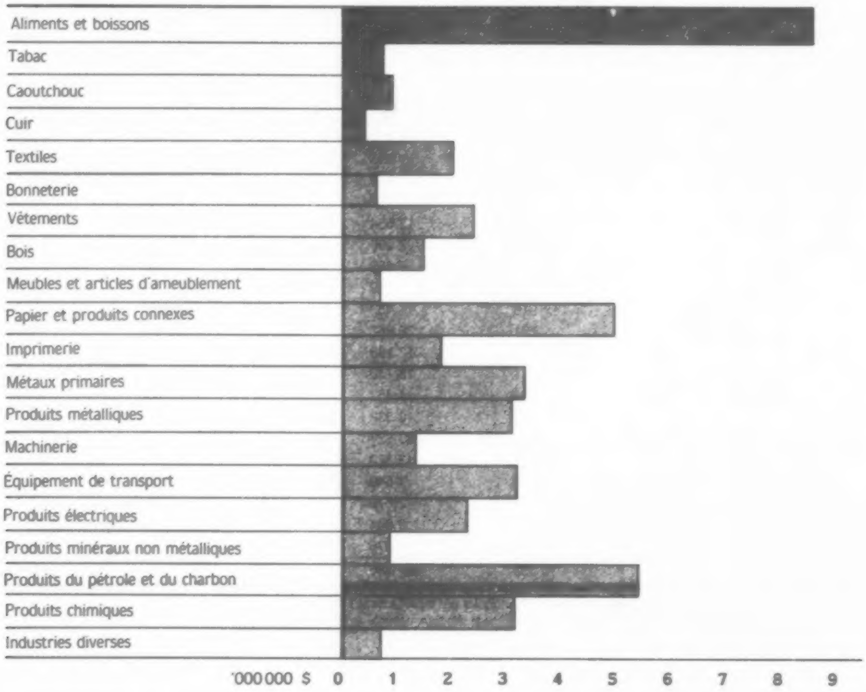
Figure 5
Répartition des travailleurs à la production par groupe d'industries manufacturières, Québec, 1982



Source: Tableau 9.

Figure 6

Répartition de la valeur des expéditions des produits de propre fabrication, par groupe d'industries, Québec, 1982



Source: Tableau 9.

Tableau 9

Statistiques principales du secteur manufacturier, par groupe d'industries, Québec, 1982

Groupe d'industrie	Établissements	Activité manufacturière			
		Travailleurs de la production			Salaires
		Hommes	Femmes	Heures — personnes payées	
	n			'000	'000 $
Aliments et boissons	1 190	28 566	7 696	75 483	684 351
Tabac	13	1 853	1 357	5 854	78 126
Caoutchouc	266	7 923	1 990	20 124	165 518
Cuir	193	3 514	4 899	17 082	104 462
Textiles	365	13 654	7 214	43 085	308 600
Bonneterie	149	2 996	5 690	18 164	109 586
Vêtements	1 445	9 655	37 858	90 923	578 113
Bois	1 114	18 269	774	39 473	300 591
Meubles et articles d'ameublement	916	11 453	1 256	26 235	184 378
Papier et produits connexes	231	29 862	2 312	66 955	786 101
Imprimerie	1 269	12 198	3 703	30 667	326 701
Métaux primaires	111	18 149	102	37 129	511 920
Produits métalliques	1 166	24 467	1 334	52 822	506 493
Machinerie	330	10 332	901	23 281	226 342
Équipement de transport	238	23 527	1 556	51 130	551 643
Produits électriques	251	13 320	5 560	38 867	369 014
Produits minéraux non métalliques	386	7 649	497	17 108	167 496
Produits du pétrole et du charbon	30	2 079	14	4 595	68 685
Produits chimiques	330	9 844	2 860	26 258	267 614
Industries diverses	758	7 876	3 574	23 208	171 336
Ensemble des industries	**10 753**	**257 186**	**91 147**	**708 441**	**6 467 068**

Sources: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques principales des manufacturiers québécois.*
Statistique Canada. *Industries manufacturières du Canada: Niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 10

Statistiques des principales industries du secteur manufacturier, par ordre décroissant de la valeur de leurs expéditions, Québec, 1982

Industrie	Rang		
	1982	1975	1971
Pâtes et papiers	1	1	1
Produits laitiers	2	3	3
Fonte et affinage	3	4	4
Abattage et conditionnement de la viande	4	5	5
Emboutissage et matriçage des métaux	5	19	20
Aéronefs et pièces	6	14	17
Imprimerie commerciale	7	10	9
Aliments pour animaux	8	9	11
Machines et équipements divers	9	7	8
Vêtements pour dames	10	6	6
Équipement de télécommunication	11	12	16
Scieries et ateliers de rabotage	12	13	14

Groupe d'industrie	Activité manufacturière				
	Intrants		Valeur		
	Matières et fournitures utilisées	Combustible et électricité	Expéditions des produits de propre fabrication	Production	Ajoutée
	'000 $				
Aliments et boissons	6 107 728	174 022	8 828 243	8 806 494	2 524 744
Tabac	281 291	5 348	679 289	690 405	403 766
Caoutchouc	527 976	30 422	995 364	994 968	436 570
Cuir	200 624	3 562	433 744	431 194	227 008
Textiles	1 141 432	67 953	2 046 208	2 003 216	793 831
Bonneterie	327 217	9 322	587 620	580 488	243 949
Vêtements	1 231 672	13 024	2 464 619	2 442 484	1 197 788
Bois	791 053	66 995	1 514 678	1 488 828	630 780
Meubles et articles d'ameublement	338 325	12 803	732 314	721 429	370 301
Papier et produits connexes	2 356 942	502 494	5 023 365	5 034 681	2 175 245
Imprimerie	795 104	13 715	1 909 297	1 909 305	1 100 486
Métaux primaires	1 807 146	309 970	3 396 202	3 323 170	1 206 054
Produits métalliques	1 665 222	48 966	3 091 777	3 082 547	1 368 359
Machinerie	584 651	16 921	1 363 892	1 345 566	743 994
Équipement de transport	1 756 893	44 527	3 376 127	3 050 370	1 248 950
Produits électriques	920 499	29 372	2 220 570	2 197 313	1 247 442
Produits minéraux non métalliques	353 648	110 514	938 782	931 050	466 888
Produits du pétrole et du charbon	5 003 569	55 655	5 570 864	5 603 216	543 992
Produits chimiques	1 632 396	144 795	3 175 131	3 166 261	1 389 070
Industries diverses	381 741	14 049	831 328	827 158	431 368
Ensemble des industries	**28 205 128**	**1 674 430**	**49 179 416**	**48 630 143**	**18 750 585**

	Établissements	Activité manufacturière				Investissements
		Employés	Salaires	Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	Valeur ajoutée	
	n		'000 000 $			
Pâtes et papiers	54	23 543	623	3 862	1 744	446
Produits laitiers	107	5 307	114	2 193	417	28
Fonte et affinage	12	10 604	326	2 012	736	240
Abattage et conditionnement de la viande	125	5 877	112	2 009	265	..
Emboutissage et matriçage des métaux	152	4 609	93	1 169	285	..
Aéronefs et pièces	45	12 067	262	1 160	421	..
Imprimerie commerciale	787	11 432	228	987	503	23
Aliments pour animaux	215	1 847	34	959	142	28
Machines et équipements divers	262	8 878	183	958	527	30
Vêtements pour dames	371	13 445	172	944	396	..
Équipement de télécommunication	88	8 087	176	884	642	37
Scieries et ateliers de rabotage	396	9 744	168	871	351	..

Tableau 10 (suite)

Statistiques des principales industries du secteur manufacturier, par ordre décroissant de la valeur de leurs expéditions, Québec, 1982

Industrie	Rang		
	1982	1975	1971
Sidérurgie	13	11	12
Vêtements pour hommes	14	8	7
Produits pharmaceutiques et médicaments	15	18	15
Édition	16	30	39
Produits chimiques (organiques) industriels	17	x	x
Boulangeries	18	23	19
Fabricants de produits chimiques divers	19	27	25
Brasseries	20	28	30
Construction et réparation de navires	21	x	26
Meubles	22	21	21
Matières plastiques et résines synthétiques	23	32	48
Éléments de charpentes métalliques	24	26	35
Textiles divers	25	39	33
Conditionnement de la volaille	26	38	32
Fils et câbles électriques	27	x	18
Machines pour le bureau et le commerce	28	95	x
Boissons gazeuses	29	25	23
Laminage, moulage et extrusion de l'aluminium	30	34	44
Équipement électrique industriel	31	47	46
Produits de toilette	32	41	45
Édition et impression	33	29	27
Chaussures	34	37	28
Tapis, carpettes et moquettes	35	33	37
Fils métalliques et produits connexes	36	...	...
Produits électriques divers	37	50	47
Boîtes en carton ondulé	38	46	43
Vêtements pour enfants	39	43	34
Chaudières et plaques	40	42	57
Sacs en papier et en plastique	41	44	42
Portes, châssis et autres bois ouvrés	42	49	50
Tissus tricotés	43	36	29
Articles en tricot (autres que bas et chaussettes)	44	31	31
Meunerie et fabrication de céréales de table	45	52	53
Produits métalliques divers	46	45	49
Peinture et vernis	47	48	51
Articles en fourrure	48	55	62
Distilleries	49	51	40
Confiseries	50	58	55
Total des principales industries	...	...	...
Total de l'ensemble du secteur manufacturier		...	...
Part des principales industries (%)	...	...	...

Sources: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques: *Investissements privés et publics au Québec*, 1982.

	Établissements	Activité manufacturière				Investissements
		Employés	Salaires	Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	Valeur ajoutée	
	n		'000 000 $			
Sidérurgie	19	4 253	115	694	264	17
Vêtements pour hommes	229	10 467	132	670	304	..
Produits pharmaceutiques et médicaments	48	2 780	55	626	401	36
Édition	238	—	—	536	319	
Produits chimiques (organiques) industriels	9	425	13	517	69	
Boulangeries	383	5 643	93	504	277	
Fabricants de produits chimiques divers	90	3 450	68	494	241	
Brasseries	3	2 357	62	477	342	
Construction et réparation de navires	12	4 316	107	473	236	9
Meubles	416	7 729	105	416	212	..
Matières plastiques et résines synthétiques	22	1 164	29	414	85	13
Éléments de charpentes métalliques	46	3 146	64	397	238	3
Textiles divers	95	3 777	49	376	190	
Conditionnement de la volaille	23	2 406	42	344	78	..
Fils et câbles électriques	11	1 441	37	340	129	14
Machines pour le bureau et le commerce	16	1 575	30	327	179	30
Boissons gazeuses	75	1 885	41	326	145	..
Laminage, moulage et extrusion de l'aluminium	22	1 260	29	326	90	2
Équipement électrique industriel	56	3 194	57	325	149	4
Produits de toilette	27	1 456	27	311	218	6
Édition et impression	73	2 423	60	285	206	..
Chaussures	72	5 370	67	283	146	2
Tapis, carpettes et moquettes	19	1 751	29	282	70	7
Fils métalliques et produits connexes	61	2 153	41	274	116	..
Produits électriques divers	32	2 345	39	249	143	..
Boîtes en carton ondulé	25	2 078	41	248	80	..
Vêtements pour enfants	123	4 365	51	247	111	1
Chaudières et plaques	22	1 983	57	230	179	4
Sacs en papier et en plastique	38	1 715	31	230	75	..
Portes, châssis et autres bois ouvrés	287	3 167	46	230	99	..
Tissus tricotés	47	1 501	21	224	56	..
Articles en tricot (autres que bas et chaussettes)	72	4 535	56	224	116	..
Meunerie et fabrication de céréales de table	8	433	10	223	48	..
Produits métalliques divers	106	2 577	50	207	109	3
Peinture et vernis	36	805	16	194	79	3
Articles en fourrure	178	1 282	23	191	66	..
Distilleries	9	700	18	188	92	..
Confiseries	33	1 277	19	185	90	..
Total des principales industries	**5 695**	**218 624**	**4 316**	**31 097**	**12 474**	..
Total de l'ensemble du secteur manufacturier	**10 753**	**348 333**	**6 467**	**49 179**	**18 751**	**3 248**
Part des principales industries (%)	**53.0**	**62.8**	**66.7**	**63.2**	**66.5**	..

Tableau 11

Destination et valeur des expéditions des manufacturiers exportateurs, par groupe d'industries, Québec, 1982

Groupe d'industries	Destination							Total
	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces de l'Ouest et Territoires	États-Unis	Marché commun	Non précisée	
	'000 $							
Aliments et boissons	357 396	3 554 629	904 585	502 290	313 349	66 287	113 718	**5 812 254**
Tabac	65 800	221 054	214 034	183 002	X	X	X	**690 193**
Caoutchouc et matieres plastiques	36 100	288 210	266 570	78 647	126 674	5 395	14 981	**816 577**
Cuir	9 624	146 014	114 211	57 933	18 195	982	X	**347 653**
Textiles	50 675	823 199	517 077	216 385	35 831	29 420	48 489	**1 721 076**
Bonneterie	13 684	254 837	154 805	70 784	2 320	884	780	**498 094**
Vêtements	93 445	715 493	530 787	299 229	31 244	26 587	17 689	**1 714 474**
Bois	25 726	483 323	151 457	15 790	244 028	13 085	42 088	**975 497**
Meubles et articles d'ameublement	25 571	188 011	117 261	79 305	45 927	4 078	X	**460 935**
Papiers et produits connexes	140 257	1 277 543	839 599	92 402	1 956 602	231 099	217 391	**4 754 893**
Imprimerie	19 105	724 580	279 880	40 288	83 268	2 588	1 447	**1 151 156**
Metaux primaires	32 802	1 214 875	650 006	52 495	864 828	113 848	X	**3 379 620**
Produits métalliques	127 514	925 463	283 540	163 622	183 726	2 694	31 289	**1 717 848**
Machinerie	63 413	269 474	254 255	143 863	267 542	51 227	69 878	**1 119 652**
Équipement de transport	76 255	337 897	312 286	153 157	1 640 018	83 073	333 985	**2 936 671**
Produits électriques	80 718	601 436	538 249	279 979	300 055	52 325	146 085	**1 998 847**
Produits minéraux non métalliques	29 920	381 679	83 221	23 978	95 073	5 439	31 038	**650 348**
Produits du pétrole et du charbon	214 452	4 784 697	439 620	28 827	X	X	X	**5 604 836**
Produits chimiques	141 676	1 027 417	793 736	356 040	159 806	47 112	75 506	**2 601 293**
Industries diverses	28 174	213 667	207 049	94 144	61 172	10 010	24 343	**638 559**
Total	**1 632 307**	**18 433 498**	**7 652 228**	**2 932 160**	**6 457 046**	**794 081**	**1 689 156**	**39 590 476**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec, 1978-1982.*

Tableau 12

Valeur des principaux produits utilisés par les manufacturiers, par ordre d'importance, Québec, 1981 et 1982

Produits utilisés	Rang (1982)	1981	1982
		'000 $	
Houille, pétrole brut et produits connexes	1	. .	4 862 991
Produits chimiques	2	1 253 772	1 160 386
Fer, acier et alliages	3	1 334 929	1 034 229
Demi-produits en textiles, tissus larges et tricotés larges	4	. .	947 821
Papier et carton	5	913 758	910 646
Récipients, contenants, conteneurs et fermetures	6	. .	905 087
Minerais métalliques, concentrés, déchets et dérivés	7	768 255	706 906
Viandes et préparations à base de viande	8	. .	472 777
Produits minéraux non métalliques de base	9	480 787	463 931
Matériel de communication et matériel connexe	10	. .	282 778
Demi-produits en bois	11	370 314	282 246
Demi-produits de base en métal	12	246 115	232 887
Fibres textiles et fibres connexes (y compris des déchets)	13	. .	217 689
Médicaments et produits pharmaceutiques	14	132 957	158 361
Tabac	15	138 460	151 235
Machines industrielles spéciales	16	167 645	115 332
Produits bruts d'origine animale (sauf fibres) non comestibles	17	137 195	113 509
Demi-produits en textiles, autres	18	104 004	99 022
Déchets et rebuts, autres	19	. .	89 032
Demi-produits divers	20	68 682	62 470
Fruits et préparations à base de fruits	21	56 937	57 422
Imprimés	22	52 744	55 121
Produits finals classés selon la matière, autres	23	. .	53 978
Produits bruts d'origine végétale (sauf tabac, fibres et bois), non comestibles	24	53 409	50 904
Produits divers	25	. .	47 807
Demi-produits en plastique et en caoutchouc	26	33 511	39 618
Appareils et accessoires électriques, autres	27	39 236	33 282
Pneus et chambres à air en caoutchouc	28	45 862	27 741
Margarine, graisse préparée et saindoux	29	25 615	25 457
Papeterie, articles de bureau et fournitures pour artistes	30	24 424	20 459
Montres et horloges	31	13 043	15 657
Articles d'ameublement	32	. .	15 179
Matériel récréatif, jouets, jeux, articles de sport et d'athlétisme	33	. .	10 588
Articles de photographie	34	. .	9 936
Produits de toilette, préparations de nettoyage et spécialités chimiques	35	9 319	7 602
Vêtements et accessoires	36	6 927	5 208
Matériel de plomberie et garnitures (sauf robinetterie, tuyauterie et raccords de tuyauterie)	37	2 633	1 614
Autres	38	. .	1 598

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques sur les produits utilisés par les manufacturiers québécois.*

Tableau 13

Valeur des principaux produits fabriqués par les manufacturiers, par ordre d'importance, Québec, 1981 et 1982

Produits fabriqués	Rang (1982)	1981	1982
		'000 $	
Produits du pétrole et de la houille	1	5 287 137	5 516 002
Papier et carton	2	3 496 577	3 402 646
Viandes et préparations à base de viande	3	. .	2 154 422
Métaux non ferreux	4	2 066 436	1 741 066
Imprimés	5	1 527 003	1 599 277
Produits chimiques	6	1 380 535	1 327 920
Fer, acier et alliages	7	1 494 834	1 236 563
Grains de céréales[1]	8	. .	1 026 063
Boissons	9	948 272	995 202
Demi-produits en bois	10	1 111 064	959 280
Matériel de communication et matériel connexe	11	792 338	855 366
Produits minéraux non métalliques de base	12	841 040	796 451
Articles d'ameublement	13	880 564	780 760
Meubles et accessoires	14	775 388	672 205
Produits chimiques organiques	15	627 903	650 766
Machines industrielles spéciales	16	681 270	615 592
Médicaments et produits pharmaceutiques	17	. .	563 565
Matériel électrique d'éclairage, de distribution et de commande	18	526 106	514 819
Produits chimiques inorganiques	19	391 268	454 562
Produits de toilette, préparations de nettoyage et spécialités chimiques	20	400 696	438 104
Produits divers	21	. .	368 557
Aliments, ingrédients alimentaires et préparations alimentaires, autres	22	333 547	362 281
Ouate, feutre, fil, cordage, ficelle et corde	23	414 827	342 301
Cacao, café, thé et épices	24	349 661	334 020
Légumes et préparations à base de légumes	25		307 825
Demi-produits divers	26	322 537	287 255
Chaussures	27	. .	271 394
Matériel de chauffage, de climatisation et de réfrigération	28	194 692	200 230
Matériel récréatif, jouets, jeux, articles de sport et d'athlétisme	29	181 274	164 790
Convoyeurs et matériel de levage et de manutention	30	140 292	118 213
Fruits et préparations à base de fruits	31	. .	118 153
Margarine, graisse préparée et saindoux	32	112 304	106 539
Demi-produits en plastique et en caoutchouc	33	. .	105 481
Articles ménagers et personnels	34	93 393	96 219
Produits finals classés selon la matière, autres	35	85 090	72 584
Matériel de cuisson des aliments (y compris d'usage domestique et commercial, mais non industriel)	36	. .	56 268
Bijouterie et argenterie (sauf horloges et montres)	37		49 812
Matériel, autre	38	32 437	39 389
Poisson	39	39 509	37 255
Matériel de sécurité et d'assainissement, systèmes d'alarme et de signalisation	40	27 032	28 873
Produits marins, autres	41	. .	26 854
Produits bruts d'origine animale (sauf fibres non comestibles)	42	20 403	21 755

1. Y compris les semences, la farine, la semoule et les préparations à base de céréales.

Sources: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.
Statistique Canada. *Produits livrés par les fabricants canadiens* (31-211).

Tableau 14

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, 1981

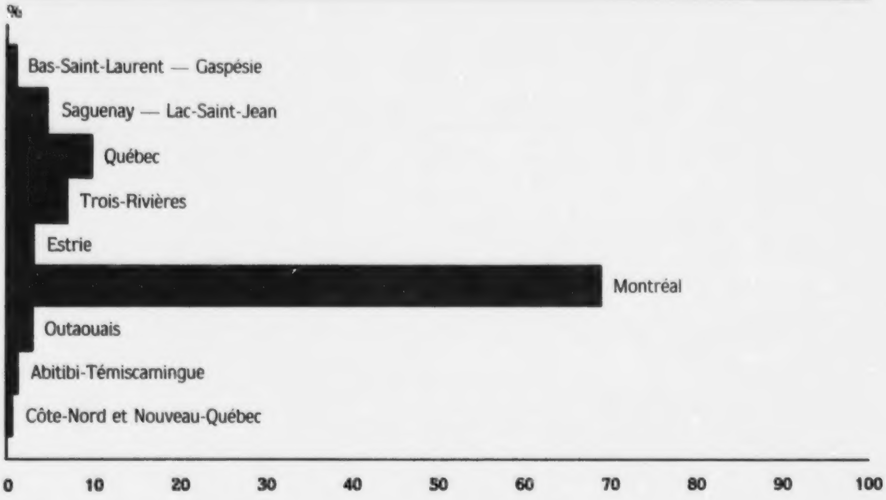
Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Activité manufacturière				
			Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur	
						Expéditions de produits de propre fabrication	Ajoutée
		n		'000 $			
Papier et produits connexes		3	1 124	29 315	108 385	202 918	97 800
	%	1,34	23,04	35,76	38,23	41,90	48,11
Aliments et boissons		58	1 693	23 009	97 399	133 194	35 600
	%	25,89	34,70	28,06	34,36	27,50	17,51
Bois		65	852	11 764	26 250	52 176	24 663
	%	29,02	17,46	14,35	9,26	10,77	12,13
Produits minéraux non métalliques		22	142	2 211	6 271	11 659	5 495
	%	9,82	2,91	2,70	2,21	2,41	2,70
Imprimerie		20	102	1 491	3 239	7 566	4 326
	%	8,93	2,09	1,82	1,14	1,56	2,13
Équipement de transport		8	93	1 487	3 397	5 917	3 095
	%	3,57	1,91	1,81	1,20	1,22	1,52
Produits métalliques		12	74	1 129	1 507	4 353	2 760
	%	5,36	1,52	1,38	0,53	0,90	1,36
Meubles et articles d'ameublement		19	98	1 146	1 498	3 282	1 785
	%	8,48	2,01	1,40	0,53	0,68	0,88
Industries diverses		5	16	189	266	522	255
	%	2,23	0,33	0,23	0,09	0,11	0,13
Autres		12	687	10 247	35 260	62 720	27 516
	%	5,36	14,08	12,50	12,44	12,95	13,54
Total		224	4 879	81 988	283 474	484 308	203 295
	%[3]	2,05	1,26	1,25	0,92	0,97	1,00

1. La part relative du groupe d'industries dans le secteur manufacturier de la région.
2. Coût des matières premières, des fournitures, du combustible et de l'électricité.
3. Part de la région dans le secteur manufacturier québécois.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Figure 7

Répartition de la valeur des expéditions des produits de propre fabrication, par région administrative, Québec, 1981



Source: Tableaux 14 à 22.

Tableau 15

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Saguenay — Lac-Saint-Jean, 1981

Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Activité manufacturière				
			Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur	
						Expéditions de produits de propre fabrication	Ajoutée
		n		'000 $			
Papier et produits connexes		8	3 984	95 834	295 667	660 572	371 396
	%	3,02	27,93	28,88	24,51	30,05	33,85
Aliments et boissons		46	934	15 019	119 621	167 611	47 431
	%	17,36	6,55	4,53	9,92	7,62	4,32
Bois		68	2 739	45 151	99 380	217 996	124 529
	%	25,66	19,20	13,61	8,24	9,92	11,35
Produits minéraux non métalliques		22	307	4 924	16 161	28 294	11 560
	%	8,30	2,15	1,48	1,34	1,29	1,05
Imprimerie		36	204	3 413	9 636	24 257	14 625
	%	13,58	1,43	1,03	0,80	1,10	1,33
Autres		85	6 094	167 464	665 779	1 099 504	527 598
	%	32,08	42,73	50,47	55,19	50,02	48,09
Total		265	14 262	331 805	1 206 245	2 198 234	1 097 140
	%[3]	2,43	3,69	5,04	3,93	4,38	5,40

1, 2, 3. Voir tableau 14.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 16

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Québec, 1981

Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Activité manufacturière				
			Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur	
						Expéditions de produits de propre fabrication	Ajoutée
		n		'000 $			
Aliments et boissons		208	4 833	72 907	910 683	1 182 882	275 185
	%	14.49	12.12	11.26	30.18	24.59	14.11
Papier et produits connexes		23	4 593	109 690	340 568	701 660	363 291
	%	1.60	11.52	16.94	11.29	14.59	18.63
Bois		300	5 250	76 435	230 705	430 950	199 845
	%	20.91	13.17	11.81	7.64	8.96	10.25
Équipement de transport		33	2 868	56 641	134 438	210 249	161 759
	%	2.30	7.19	8.75	4.45	4.37	8.30
Produits métalliques		130	2 357	39 203	112 551	205 373	92 738
	%	9.06	5.91	6.06	3.73	4.27	4.76
Imprimerie		163	2 036	37 743	54 135	145 720	92 810
	%	11.36	5.11	5.83	1.79	3.03	4.76
Meubles et articles d'ameublement		139	2 513	34 322	64 717	136 399	72 767
	%	9.69	6.30	5.30	2.14	2.84	3.73
Textiles		30	1 532	20 747	73 077	121 705	51 132
	%	2.09	3.84	3.20	2.42	2.53	2.62
Vêtements		90	4 228	46 270	38 275	114 404	77 347
	%	6.27	10.61	7.15	1.27	2.38	3.97
Produits minéraux non métalliques		66	1 231	23 248	53 308	111 081	59 172
	%	4.60	3.09	3.59	1.77	2.31	3.03
Produits chimiques		27	1 201	19 491	52 668	109 620	56 178
	%	1.88	3.01	3.01	. . .	2.28	2.88
Cuir		40	1 756	21 073	49 561	99 337	49 871
	%	2.79	4.41	3.25	1.64	2.07	2.56
Industries diverses		87	1 508	22 072	40 827	82 617	43 099
	%	6.06	3.78	3.41	1.35	1.72	2.21
Caoutchouc		25	794	11 480	37 396	64 509	28 034
	%	1.74	1.99	1.77	1.24	1.34	1.44
Machinerie		31	609	9 996	19 542	43 591	24 030
	%	2.16	1.53	1.54	0.65	0.91	1.23
Métaux primaires		13	696	10 221	17 467	41 009	21 572
	%	0.91	1.75	1.58	0.58	0.85	1.11
Autres		30	1 862	35 879	780 746	1 008 474	281 130
	%	2.09	4.67	5.54	. . .	20.97	14.42
Total		**1 435**	**39 863**	**647 417**	**3 017 773**	**4 809 581**	**1 949 980**
	%[3]	**13.15**	**10.31**	**9.83**	**9.82**	**9.59**	**9.59**

1, 2, 3. Voir tableau 14.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 17

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Trois-Rivières, 1981

Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Activité manufacturière				
			Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur	
						Expéditions de produits de propre fabrication	Ajoutée
		n	'000 $				
Papier et produits connexes		21	7 173	163 662	529 889	1 052 215	528 976
	%	2.41	21.58	29.25	24.82	29.19	34.90
Aliments et boissons		138	2 101	34 874	549 366	670 623	124 950
	%	15.81	6.32	6.23	25.73	18.60	8.24
Textiles		28	4 198	60 987	199 221	328 306	137 856
	%	3.21	12.63	10.90	9.33	9.11	9.09
Métaux primaires		7	1 159	27 701	156 193	232 981	92 562
	%	0.80	3.49	4.95	7.32	6.46	6.11
Produits chimiques		19	1 168	25 857	111 472	202 298	73 010
	%	2.18	3.51	4.62	. . .	5.61	4.82
Produits électriques		16	1 806	27 778	81 512	163 446	79 994
	%	1.83	5.43	4.96	. . .	4.53	5.28
Bois		135	2 288	32 677	75 813	144 856	72 069
	%	15.46	6.88	5.84	3.55	4.02	4.75
Meubles et articles d'ameublement		112	2 405	32 945	58 211	125 114	68 672
	%	12.83	7.24	5.89	2.73	3.47	4.53
Vêtements		72	3 589	40 485	39 154	104 473	66 293
	%	8.25	10.80	7.23	1.83	2.90	4.37
Machinerie		46	1 247	21 429	46 454	96 250	52 254
	%	5.27	3.75	3.83	2.18	2.67	3.45
Imprimerie		63	911	14 644	39 345	78 191	37 963
	%	7.22	2.74	2.62	1.85	2.17	2.50
Bonneterie		12	1 387	17 085	39 514	71 536	33 198
	%	1.37	4.17	3.05	1.85	1.98	2.19
Produits minéraux non métalliques		44	697	12 369	42 866	68 015	24 319
	%	5.04	2.10	2.21	2.01	1.89	1.60
Industries diverses		28	568	7 682	13 592	35 144	22 027
	%	3.21	1.71	1.37	0.64	0.97	1.45
Équipement de transport		27	424	6 157	18 505	32 839	14 462
	%	3.09	1.28	1.10	0.87	0.91	0.95
Caoutchouc		16	403	5 835	15 118	31 525	16 402
	%	1.83	1.21	1.04	0.71	0.87	1.08
Autres		89	1 720	27 424	93 743	167 088	70 743
	%	10.19	5.17	4.90	4.39	4.64	4.67
Total		**873**	**33 241**	**559 591**	**2 135 075**	**3 604 898**	**1 515 750**
	%[3]	**8.00**	**8.60**	**8.50**	**6.95**	**7.19**	**7.45**

1, 2, 3. Voir tableau 14.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 18

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Estrie, 1981

Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Activité manufacturière				
			Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur	
						Expéditions de produits de propre fabrication	Ajoutée
		n		'000 $			
Textiles		15	3 685	52 296	272 850	400 636	138 080
	%	3.69	21.83	20.91	27.57	24.28	19.68
Papier et produits connexes		8	1 766	43 105	177 797	288 779	111 540
	%	1.97	10.46	17.24	17.96	17.49	15.90
Aliments et boissons		49	879	13 347	126 194	191 554	64 162
	%	12.07	5.21	5.34	12.75	11.60	9.14
Produits métalliques		39	1 217	18 712	95 680	154 219	71 138
	%	9.61	7.21	7.48	9.67	9.34	10.14
Vêtements		51	2 877	30 395	48 811	104 220	55 830
	%	12.56	17.04	12.15	4.93	6.32	7.96
Machinerie		9	920	15 382	45 348	97 814	61 245
	%	2.22	5.45	6.15	4.58	5.93	8.73
Bois		71	1 274	17 521	44 620	77 655	32 449
	%	17.49	7.55	7.01	4.51	4.70	4.62
Caoutchouc		9	689	10 270	34 468	66 182	33 608
	%	2.22	4.08	4.11	3.48	4.01	4.79
Industries diverses		37	772	10 587	29 504	58 298	30 011
	%	9.11	4.57	4.23	2.98	3.53	4.28
Imprimerie		36	622	8 923	21 237	46 516	25 461
	%	8.87	3.68	3.57	2.15	2.82	3.63
Produits minéraux non métalliques		26	365	6 336	23 637	43 262	19 296
	%	6.40	2.16	2.53	2.39	2.62	2.75
Métaux primaires		5	316	4 660	12 259	19 191	7 484
	%	1.23	1.87	1.86	1.24	1.16	1.07
Équipement de transport		8	141	2 046	10 801	16 693	7 257
	%	1.97	0.84	0.82	1.09	1.01	1.03
Meubles et articles d'ameublement		31	315	3 557	8 804	16 585	8 737
	%	7.64	1.87	1.42	0.89	1.00	1.25
Autres		12	1 043	12 959	37 832	69 085	35 363
	%	2.96	6.18	5.18	3.82	4.19	5.04
Total		**406**	**16 881**	**250 097**	**989 841**	**1 650 689**	**701 661**
	%[3]	**3.72**	**4.37**	**3.80**	**3.22**	**3.29**	**3.45**

1, 2, 3. Voir tableau 14.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 19

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Montréal, 1981

Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Activité manufacturière				
			Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur	
						Expéditions de produits de propre fabrication	Ajoutée
		n		'000 $			
Aliments et boissons		703	27 577	488 602	4 074 320	5 876 599	1 850 142
	%	9.59	10.58	11.20	19.10	16.95	13.36
Équipement de transport		160	25 925	554 653	2 132 102	3 588 959	1 503 742
	%	2.18	9.95	12.71	9.99	10.35	10.86
Produits chimiques		274	11 000	211 681	1 348 117	2 616 332	1 211 275
	%	3.74	4.22	4.85	. . .	7.55	8.75
Vêtements		1 246	38 549	463 745	1 164 366	2 171 923	1 023 260
	%	17.00	14.79	10.63	5.46	6.27	7.39
Produits métalliques		865	23 373	401 429	974 826	2 041 867	1 074 758
	%	11.80	8.97	9.20	4.57	5.89	7.76
Métaux primaires		70	10 644	242 906	1 267 942	1 944 846	698 127
	%	0.95	4.08	5.57	5.94	5.61	5.04
Produits électriques		228	17 014	306 249	801 889	1 757 878	997 826
	%	3.11	6.53	7.02	. . .	5.07	7.20
Textiles		289	15 008	209 205	930 142	1 540 412	638 511
	%	3.94	5.76	4.79	4.36	4.44	4.61
Imprimerie		901	12 465	238 818	623 291	1 496 486	877 788
	%	12.29	4.78	5.47	2.92	4.32	6.34
Papier et produits connexes		159	10 108	186 531	781 436	1 248 363	475 904
	%	2.17	3.88	4.27	3.66	3.60	3.44
Machinerie		216	10 161	179 222	597 568	1 188 213	608 349
	%	2.95	3.90	4.11	2.80	3.43	4.39
Caoutchouc		206	8 999	132 812	484 493	853 025	376 495
	%	2.81	3.45	3.04	2.27	2.46	2.72
Industries diverses		592	10 193	144 807	355 255	726 292	379 684
	%	8.08	3.91	3.32	1.67	2.10	2.74
Produits minéraux non métalliques		189	6 448	127 014	355 866	712 870	362 947
	%	2.58	2.47	2.91	1.67	2.06	2.62
Bonneterie		140	8 391	100 777	327 383	559 981	237 982
	%	1.91	3.22	2.31	1.53	1.62	1.72
Meubles et articles d'ameublement		541	8 989	123 694	259 533	535 671	285 672
	%	7.38	3.45	2.83	1.22	1.55	2.06
Bois		386	4 868	67 431	203 739	355 820	151 936
	%	5.27	1.87	1.55	0.95	1.03	1.10
Cuir		134	6 693	77 041	145 237	303 672	159 974
	%	1.83	2.57	1.77	0.68	0.88	1.16
Autres		31	4 183	107 691	4 390 752	5 146 862	935 720
	%	0.42	1.61	2.47	20.58	14.85	6.76
Total		**7 330**	**260 588**	**4 364 307**	**21 334 868**	**34 666 070**	**13 850 092**
	%[3]	**67.16**	**67.39**	**66.30**	**69.43**	**69.14**	**68.12**

1, 2, 3. Voir tableau 14.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 20

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Outaouais, 1981

Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur – Expéditions de produits de propre fabrication	Valeur – Ajoutée
		n		'000 $			
Papier et produits connexes		7	3 509	85 987	356 926	641 402	288 049
	%	3,93	45,32	57,52	34,70	41,97	57,56
Bois		53	1 504	21 605	74 119	107 327	37 318
	%	29,78	19,43	14,45	7,21	7,02	7,46
Imprimerie		26	211	3 426	18 396	30 911	12 711
	%	14,61	2,73	2,29	1,79	2,02	2,54
Aliments et boissons		25	173	2 323	16 744	24 074	7 567
	%	14,04	2,23	1,55	1,63	1,58	1,51
Meubles et articles d'ameublement		16	432	5 313	6 674	21 996	14 685
	%	8,99	5,58	3,55	0,65	1,44	2,93
Produits minéraux non métalliques		11	237	4 563	13 283	18 265	5 235
	%	6,18	3,06	3,05	1,29	1,20	1,05
Industries diverses		7	162	1 863	1 766	5 611	3 871
	%	3,93	2,09	1,25	0,17	0,37	0,77
Vêtements		7	157	1 622	2 530	5 546	3 084
	%	3,93	2,03	1,09	0,25	0,36	0,62
Autres		26	1 357	22 788	538 126	673 109	127 922
	%	14,61	17,53	15,24	52,32	44,04	25,56
Total		178	7 742	149 490	1 028 562	1 528 242	500 442
	%[3]	1,63	2,00	2,27	3,35	3,05	2,46

1, 2, 3. Voir tableau 14.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 21

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Côte-Nord et Nouveau-Québec, 1981

Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur – Expéditions de produits de propre fabrication	Valeur – Ajoutée
		n		'000 $			
Bois		11	678	13 213	32 627	70 967	38 008
	%	16,18	20,17	16,42	9,63	13,90	17,07
Aliments et boissons		11	189	2 472	5 518	10 561	5 060
	%	16,18	5,62	3,07	1,63	2,07	2,27
Produits métalliques		8	78	1 371	3 252	6 514	3 521
	%	11,76	2,32	1,70	0,96	1,28	1,58
Imprimerie		9	67	971	1 542	4 264	2 723
	%	13,24	1,99	1,21	0,46	0,84	1,22
Produits minéraux non métalliques		7	26	513	1 830	2 853	1 029
	%	10,29	0,77	0,64	0,54	0,56	0,46
Meubles et articles d'ameublement		9	23	238	365	721	336
	%	13,24	0,68	0,30	0,11	0,14	0,15
Autres		13	2 300	61 706	293 744	414 755	172 023
	%	19,12	68,43	76,67	86,68	81,22	77,24
Total		68	3 361	80 485	338 886	510 635	222 700
	%[3]	0,62	0,87	1,22	1,10	1,02	1,10

1, 2, 3. Voir tableau 14.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 22

Statistiques régionales des principaux groupes d'industries du secteur manufacturier, Abitibi-Témiscamingue, 1981

Groupe d'industries	Part relative[1]	Établissements	Activité manufacturière				
			Employés	Salaires	Intrants[2]	Valeur	
						Expéditions de produits de propre fabrication	Ajoutée
		n		'000 $			
Bois		43	3 347	55 967	165 035	283 166	113 284
	%	31.62	56.91	47.56	42.10	41.25	38.84
Aliments et boissons		17	243	3 949	38 356	53 046	14 236
	%	12.50	4.13	3.36	9.78	7.73	4.88
Machinerie		10	192	2 985	8 350	17 409	9 382
	%	7.35	3.26	2.54	2.13	2.54	3.22
Produits minéraux non métalliques		9	110	2 020	5 638	9 448	3 816
	%	6.62	1.87	1.72	1.44	1.38	1.31
Imprimerie		13	107	1 796	2 874	7 530	4 655
	%	9.56	1.82	1.53	0.73	1.10	1.60
Produits métalliques		17	108	1 593	4 532	7 356	2 842
	%	12.50	1.84	1.35	1.16	1.07	0.97
Équipement de transport		4	42	627	4 342	5 364	970
	%	2.94	0.71	0.53	1.11	0.78	0.33
Autres		23	1 733	48 734	162 873	303 120	142 451
	%	16.91	29.46	41.42	41.55	44.16	48.85
Total		136	5 881	117 671	392 001	686 438	291 637
	%[3]	1.25	1.52	1.79	[illegible]	1.37	1.43

1, 2, 3. Voir tableau 14.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.

Tableau 23

Statistiques principales des PME, par région administrative, Québec, 1982

Variable	Unités	Régions administratives								
		01	02	03	04	05	06	07	08	09 et 10
Établissements	n	120	133	834	534	241	4 402	90	67	31
	%[1]	53.81	54.29	58.73	61.10	61.95	60.94	51.14	47.18	50.82
Activité manufacturière										
Employés	n	2 044	1 606	17 513	11 855	5 031	97 309	1 428	998	422
	%[1]	45.69	12.29	48.29	40.91	33.75	42.21	21.13	19.45	13.51
Salaires	'000 $	30 093	27 457	259 469	173 219	69 921	1 425 217	20 140	17 866	6 846
	%[1]	36.74	7.91	40.57	32.98	27.18	34.18	13.89	15.17	8.56
Intrants	'000 $	87 030	101 274	932 358	694 724	204 854	4 741 091	56 760	81 385	21 664
	%[1]	32.86	7.49	30.05	31.69	25.55	23.52	5.05	19.09	6.40
Valeur des expéditions de produits de propre fabrication	'000 $	155 541	168 561	1 559 633	1 108 381	371 762	8 429 042	105 200	127 644	40 514
	%[1]	31.75	7.07	30.52	31.20	24.04	25.30	6.47	18.89	8.42
Valeur ajoutée	'000 $	67 008	66 326	618 961	406 855	163 072	3 656 370	43 622	45 965	15 627
	%[1]	32.33	7.21	32.69	30.54	23.26	28.29	8.82	17.77	11.09

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

1. Part des PME dans le secteur manufacturier de la région.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques des PME manufacturières au Québec*, édition 1984.

16

Construction et logement

Construction	797
Logement	799
Définitions et notes explicatives	801

16

Liste des tableaux

1. Valeur globale des travaux de construction, selon la catégorie, Québec, 1978-1983 803

2. Répartition des permis de bâtir, par région économique, Québec, 1980-1984 804

3. Valeur des permis de bâtir émis, par région économique, Québec, 1980-1984 806

4. Valeur des permis de bâtir émis, par province, Canada, 1980-1984 808

5. Indice des prix des entrées dans la construction selon la catégorie, par province ou groupe de provinces, Canada, 1980-1984 808

6. Emploi, rémunération et heures de travail dans l'industrie de la construction, Québec, 1974-1983 809

7. Heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de résidence et de travail, Québec, 1983 810

8. Salariés actifs dans la construction, selon le statut professionnel, Québec, 1979-1983 810

9. Salariés actifs dans la construction, selon la région de résidence, Québec, 1977-1983 811

10. Répartition des salariés actifs dans la construction, selon le nombre d'heures travaillées, Québec, 1981-1983 811

11. Répartition des salariés actifs dans la construction selon le salaire, le métier et le statut professionnel, Québec, 1983 812

12. Répartition des salariés de la construction selon l'affiliation syndicale, Québec, 1981 et 1983 813

13. Entreprises actives dans la construction, selon la catégorie, Québec, 1979-1983 813

14. Répartition des employeurs actifs de la construction, selon la catégorie et le nombre de salariés, Québec, 1983 813

15. Employeurs actifs dans la construction, selon la catégorie, par région de résidence, Québec, 1983 814

16. Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation, Québec, 1971, 1976 et 1981 814

17. Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation et le type d'immeuble, Québec, 1981 815

18. Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation et le nombre de pièces, Québec, 1981 815

19. Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation et la période de construction, Québec, 1981 815

20. Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation et les principales régions métropolitaines, Québec, 1981 816

21. Logements dans les habitations à loyer modique et taux pour 1 000 habitants, Québec et Ontario, 1971, 1976, 1981 et 1983 816

22. Taux de vacance des immeubles à logements multiples, de certaines régions métropolitaines, Québec, 1974-1983 816

23. Logements mis en chantier et parachevés, par province, Canada, 1981-1984 817

24. Indice des prix des logements neufs de certaines régions métropolitaines, Canada, 1982-1984 818

25. Évolution mensuelle du taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires, Canada, 1981-1984 818

Liste des figures

1. Évolution du nombre de permis de bâtir émis à des fins résidentielles, Québec, 1977-1984 **806**

2. Total annuel des heures de travail des salariés de l'industrie de la construction, Québec, 1974-1983 **809**

3. Évolution de l'offre et de la demande de logements, Québec, 1951-1983 **817**

16

Ce chapitre a été réalisé par Claude Larose avec la collaboration du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur et de l'Office de la construction du Québec.

Ce chapitre présente une description du secteur de la construction ainsi que du stock de logements. Pour le secteur de la construction, des données portent sur l'activité globale, la main-d'oeuvre ainsi que les entreprises. Dans le domaine du logement, on traite d'abord de l'évolution globale du stock, puis on décrit le stock existant selon diverses caractéristiques: mode d'occupation, type d'immeubles, année de construction et nombre de pièces.

Construction

Activité de la construction

La valeur globale des travaux de construction au Québec s'élève à 11,1 milliards de dollars en 1983, en hausse de 8,4% par rapport à 1982. La valeur de la construction de bâtiments augmente de 20,7% en 1983, alors que la valeur des travaux de génie recule de 6,1%. Cette tendance s'observe d'ailleurs depuis quelques années. Ainsi entre 1978 et 1983, la valeur de la construction de bâtiments voit sa part dans l'ensemble des travaux de construction passer de 55,9% à 60,4%.

La valeur des travaux de réparation augmente beaucoup plus rapidement (58,3%) que celle des nouvelles constructions (23,8%) entre 1978 et 1983, ce qui fait que leur part de l'activité totale passe de 17,7% en 1978 à 21,6% en 1983. C'est la réparation de bâtiments qui explique principalement cette hausse, sa part dans l'ensemble des travaux de réparation passant de 70,0% en 1978 à 73,0% en 1983.

En 1983, la construction résidentielle représente 62,3% de la valeur des travaux de construction de bâtiments, proportion qui était de 60,6% en 1978. Le secteur commercial arrive au second rang avec 15,0% de la valeur de la construction de bâtiments en 1983. Dans le cas des travaux de génie, c'est la construction de réseaux électriques qui est l'activité la plus importante en 1983 avec 40,1% de la valeur globale. Cette activité est cependant en régression, la valeur des travaux diminuant de 2,7% entre 1978 et 1983. Par ailleurs, la construction d'installations de gaz et de pétrole connaît la croissance la plus importante au cours de cette période (548,6%), passant d'une valeur de 78,7 millions de dollars en 1978 à 510,2 millions de dollars en 1983.

La valeur des permis de bâtir émis passe de 2,5 milliards de dollars en 1980 à 3,6 milliards de dollars en 1984 (43,7%) au Québec, mais connaît un recul à 2,1 milliards de dollars en 1982. Le nombre de permis augmente de 40,7% entre 1980 et 1984, passant de 30 906 en 1980 à 43 490 en 1984, avec aussi un recul à 24 004 en 1982. En 1984, le nombre de permis émis pour la construction de maisons simples (18 831) est équivalent au nombre de permis émis pour la construction de logements dans des maisons d'appartements (18 268).

Toutes les régions du Québec connaissent en 1983 et 1984 l'activité la plus élevée dans la construction résidentielle depuis 1979. Au cours de ces deux années, on construit 39 705 maisons simples au Québec, comparativement à 40 572 pendant les trois années précédentes (1980-1982). Dans le secteur des maisons d'appartements, on construit 33 934 logements en 1983 et 1984, comparativement à 31 817 au cours des trois années précédentes.

Dans l'ensemble du Canada, la valeur des permis de bâtir atteint un sommet de 18,7 milliards de dollars en 1981, avant de connaître une chute à 12,8 milliards de dollars en 1982 (-31,7%). En 1984, avec 15,5 milliards de dollars, elle retrouve à peine le niveau de 1980. Cette diminution s'explique principalement par le fort déclin de la construction observé en Alberta surtout, mais

aussi en Colombie Britannique. En Alberta, la valeur des permis émis passe de 5,1 milliards de dollars en 1981 à 1,4 milliard en 1984 (-73,0%), tandis qu'en Colombie Britannique, elle diminue de 3,6 milliards en 1981 à 2,0 milliards en 1984 (-43,6%). Pendant cette période, la valeur des permis émis augmente de 15,6% en Ontario et de 26,1% au Québec.

L'évolution de l'indice des prix des entrées dans la construction permet de mesurer l'inflation relative aux coûts de construction. La progression de cet indice au Québec, comme ailleurs au Canada, est rapide entre 1980 et 1983, mais connaît un ralentissement en 1984. Le taux annuel moyen d'augmentation, pour la construction résidentielle, est au Québec de 8,1% entre 1980 et 1983, mais de seulement de 2,1% en 1984. Au Canada, la hausse moyenne annuelle est de 8,6% entre 1980 et 1983 et de 3,0% en 1984.

Main-d'oeuvre et entreprises

Au cours des dernières années, on assiste à une chute importante du nombre de salariés, du nombre d'heures travaillées et du nombre d'entreprises dans l'industrie de la construction au Québec.

Le nombre de salariés chute de plus de la moitié (-51,5%) au Québec au cours de la période 1974-1983. De 150 897 en 1974, ce nombre diminue chaque année pour se retrouver à 73 226 en 1983. Le nombre total d'heures travaillées diminue encore plus fortement, passant de 147,6 millions en 1974 à 67,4 millions en 1983 (-54,3%).

La moyenne des heures travaillées par salarié se situe en 1983 à 920 heures annuellement, ce qui constitue le niveau le plus faible depuis que l'Office de la construction du Québec enregistre des statistiques à ce sujet. Le salaire annuel moyen par salarié s'élève en 1983 à 16 127 $, en hausse de 8% par rapport à 1982. Cette augmentation est due en fait à l'augmentation de 10% du salaire horaire survenue en mai 1983. La masse salariale totale, après avoir connu un sommet de 1,5 milliard de dollars en 1981, se stabilise autour de 1,2 milliard de dollars en 1982 et 1983.

Le nombre de salariés de la construction diminue dans toutes les régions au cours des dernières années, mais les chutes les plus fortes sont observées au Nouveau-Québec (-91,0%), dans l'Outaouais (-61,3%), en Abitibi-Témiscamingue (-59,0%) et dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (-58,6%). La diminution la plus faible se retrouve en Montérégie (-23,2%).

Le nombre d'heures travaillées est très inégalement réparti entre les salariés. En 1983, 29,0% travaillent moins de 500 heures et plus de la moitié des salariés (57,3%) font moins de 1 000 heures, alors que 19,7% travaillent plus de 1 500 heures. La proportion de ceux qui travaillent moins de 1 000 heures a tendance à s'accroître au cours des deux dernières années. Elle passe de 46,7% en 1981 à 55,5% en 1982 pour atteindre 57,3% en 1983. Pendant la même période, la proportion de ceux qui travaillent plus de 1 500 heures diminue, passant de 29,6% en 1981 à 19,7% en 1983.

Les salariés qualifiés représentent 71,2% de l'ensemble de la main-d'oeuvre en 1983. Cette proportion est en progression au cours des dernières années, passant de 67,9% en 1979 à 71,2% en 1983. Parmi les salariés qualifiés, la proportion des compagnons augmente, passant de 79,8% en 1979 à 82,9% en 1983. Parmi les salariés qualifiés, les six métiers comptant l'effectif le plus élevé sont en 1983 les charpentiers-menuisiers (28,6%), les électriciens (15,4%), les tuyauteurs (12,1%), les opérateurs d'équipement lourd (7,7%), les peintres (5,5%) et les briqueteurs-maçons (5,1%). Chez les non-qualifiés, les manoeuvres comptent pour plus de 59% de l'effectif.

Le salaire annuel moyen varie grandement selon le métier et le statut professionnel. Les compagnons qualifiés ont en 1983 un salaire moyen de 18 362 $, alors que les non qualifiés gagnent

13 534 $ et les apprentis 11 425 $. Les monteurs de ligne ont le salaire moyen le plus élevé (27 030 $) et les peintres apprentis le plus faible (8 186 $).

Cinq associations syndicales différentes regroupent les salariés de la construction. Au dernier vote d'adhésion en 1983, la Fédération des travailleurs du Québec obtient la 1[ère] place avec 41,8% des suffrages, en baisse de 3,9 points par rapport au vote antérieur tenu en 1981. Seul le Conseil provincial québécois des métiers de la construction enregistre des gains au vote de 1983, ce qui lui permet de consolider sa position au 2[e] rang à 30,7% (24,0% en 1981).

Le nombre d'entreprises actives dans la construction diminue de 1979 à 1982 (passant de 16 027 à 12 865), mais augmente légèrement en 1983 pour atteindre 13 093. Cette dernière augmentation peut paraître surprenante si on la compare à la baisse de 7% du nombre des salariés survenue au cours de la même période. L'explication réside dans le dynamisme qu'a connu en 1983 le secteur résidentiel où la taille des entreprises est plus petite. La baisse globale de l'activité dans la construction en 1983 est donc accompagnée d'une diminution de la taille moyenne des entreprises, plutôt que par une baisse de leur nombre total.

En 1983, la grande majorité des entreprises (84,1%) compte moins de 6 salariés et le nombre moyen de salariés par entreprise se situe à 4,31. Ce sont les entreprises de tuyauterie qui comptent le nombre moyen de salariés le plus élevé (5,22) et les entreprises de peinture le nombre le plus faible (2,91).

Logement

On dénombre au Québec en 1981 un total de 2 173 000 logements privés occupés et 107 000 inoccupés. À ce nombre, il faut ajouter près de 6 000 immeubles constituant des logements collectifs, tels les établissements religieux, les maisons de chambres et les centres d'accueil. De plus, on estime à environ 177 000 en 1982 le nombre de résidences secondaires.

Le recensement canadien nous fournit des données plus détaillées sur les logements privés occupés. En ce qui concerne le mode d'occupation, deux phénomènes majeurs marquent l'évolution du domaine du logement au Québec entre 1971 et 1981. D'une part, c'est au cours de cette période que les Québécois passent d'une majorité de locataires à une majorité de propriétaires. De 47,4% qu'il est en 1971, le pourcentage de propriétaires passe à 50,4% en 1976 et à 53,3% en 1981.

D'autre part, on assiste au cours de cette décennie, notamment depuis 1976, à une diversification des modes de propriété et de location. Dans le cas de la propriété, la copropriété, inexistante en 1971, est venue s'ajouter à la propriété simple et constitue en 1981 le mode d'occupation de 13 000 logements (0,6% du total des logements). Dans le cas de la location, la diversification est plus marquée. En 1971, la presque totalité du marché locatif (99,5%) est aux mains de l'entreprise privée à but lucratif. En 1981, sa part demeure largement prédominante (94,1%), mais d'autres formules commencent à prendre de l'importance. On compte en 1981, 40 000 logements municipaux (HLM), 15 000 logements gérés par des organismes sans but lucratif et 5 000 logements coopératifs.

Ce sont les maisons simples (43,9% du total) et les immeubles de moins de cinq étages (27,5% du total) qui regroupent le plus grand nombre de logements en 1981. Les propriétaires occupent très majoritairement des maisons simples (74,6%); suivent dans l'ordre les maisons doubles qui comprennent les duplex (7,5%) et les maisons jumelées (6,4%). Les locataires se retrouvent, pour plus de la moitié (52,9%), dans des logements situés à l'intérieur d'immeubles de moins de cinq étages; suivent les duplex (15,0%) et les logements situés à l'intérieur d'immeubles de cinq étages et plus (10,9%).

16

En 1981, plus de la moitié des logements existants (51,6%) sont des logements construits après 1960. Seulement 24,6% des logements ont été construits avant 1946. Les logements occupés par des propriétaires sont de construction relativement plus récente que ceux occupés par les locataires: 33,0% des logements des propriétaires sont construits après 1970 comparativement à 25,3% de ceux occupés par des locataires. De plus, 22,4% des logements des propriétaires ont été construits avant 1946 comparativement à 27,1% pour les logements locatifs.

Les logements des propriétaires sont relativement plus grands que ceux des locataires. En 1981, la grande majorité (78,0%) des logements locatifs ont entre 3 et 5 pièces, alors que chez les propriétaires 62,2% des logements comptent plus de 5 pièces. Parmi les principales régions métropolitaines, seules celles de Montréal et de Sherbrooke ont une proportion plus élevée de locataires en 1981: elles comptent respectivement 58,3% et 53,7% de locataires.

Le nombre de logements publics (HLM) est proportionnellement moins élevé au Québec qu'en Ontario en 1983. On compte 7,0 logements publics par 1 000 habitants au Québec alors qu'on en dénombre 9,5 par 1 000 habitants en Ontario. Cependant, la progression est beaucoup plus rapide au Québec qu'en Ontario au cours des dernières années. Entre 1971 et 1983, le taux pour 1 000 habitants passe de 5,3 à 9,5 en Ontario, alors qu'il s'élève de 0,6 à 7,0 au Québec.

Le taux de vacance des logements s'élève en 1983 à 3,2% à Montréal, 5,2% à Québec, 2,3% à Chicoutimi-Jonquière et 0,7% à Hull. Ces taux fluctuent beaucoup au cours de la période 1974-1983. À Montréal, par exemple, le taux passe d'un minimum de 1,2% en 1974 à un maximum de 5,5% en 1978, tandis qu'à Québec le minimum est de 0,7% en 1976 et le maximum de 5,2% en 1983.

Le nombre de nouveaux logements parachevés en 1984 au Québec s'élève à 43 410 en hausse de 21,7% par rapport à 1983. Dans l'ensemble du Canada, le mouvement est contraire: on observe une diminution de 6,1%. Celle-ci est due presque essentiellement à la chute de 51,2% observée en Alberta.

L'indice des prix des logements neufs augmente de 18,9% à Montréal entre 1981 et 1984. À Québec, la hausse est de 18,5% et à Ottawa-Hull de 26,9% pendant la même période. Dans l'ensemble canadien, l'indice diminue de 4,9%. C'est au Québec que la hausse est la plus forte. Par contre, la Colombie Britannique connaît une baisse importante. À Vancouver, l'indice baisse de 23,9% et à Victoria de 20,9%.

Les taux d'intérêt hypothécaires connaissent des fluctuations importantes entre 1981 et 1984. Ils passent de 15,5% en janvier 1981 à 21,75% en août et septembre de la même année, avant d'amorcer une lente descente qui les amène à 12,5% en décembre 1984.

Définitions

Activité de la construction

Construction commerciale
Comprend la construction de magasins, entrepôts, garages, immeubles de bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté ainsi que des installations commerciales diverses: enseignes, affiches, chauffage, plomberie, etc.

Construction industrielle
Comprend tout nouveau bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits: transports, communications et autres services d'utilité publique, l'agriculture, la sylviculture, l'exploitation minière, y compris les installations de traitement des minéraux à la mine.

Construction institutionnelle et gouvernementale
Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple: écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers pour vieillards, pour aveugles, pour sourds et muets; bureaux de gouvernement ou d'administration publique, services d'application de la loi, de protection du public, de défense nationale; enfin, des bâtiments auxiliaires tels que dortoirs, résidences d'employés de service, presbytères, gymnases, chaufferies, buanderies et cafétérias d'hôpitaux, d'écoles ou d'universités.

Construction résidentielle

Nombre de logements créés sous forme de maisons simples, de chalets, de maisons doubles, en rangée, d'appartements et de transformations de bâtiments en nouveaux logements. Ce nombre correspond au nombre d'unités de logement indépendant ajoutées. Par exemple, une nouvelle maison d'appartements de six logements comptera pour six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unité de logement additionnelle, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées.

Valeur de la construction non résidentielle
Valeur des permis de bâtir émis à l'égard des travaux de construction neuve, de modification et d'amélioration à des bâtiments destinés à des fins industrielles, commerciales, et institutionnelles ou gouvernementales.

Valeur de la construction résidentielle
Valeur des permis de bâtir émis à l'égard de tous les travaux de construction résidentielle, y compris les garages, les piscines, les modifications et les améliorations.

Main-d'oeuvre et entreprises

Artisan
Personne physique qui fait affaire pour son propre compte et qui travaille seule sans l'aide de salariés.

Entrepreneur
Toute personne physique ou morale, toute société, y compris le gouvernement, qui effectue des travaux de construction régis par la loi et qui, à cet effet, emploie un ou des salariés.

Moyenne des heures travaillées
Total des heures travaillées divisé par le nombre d'ouvriers.

Ouvrier non qualifié
Ouvrier qui n'a aucune spécialisation; on le retrouve comme manoeuvre, camionneur, monteur de lignes, etc.

Ouvrier qualifié
Personne pratiquant un métier réglementé par la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre. Parmi ce groupe, on distingue les compagnons qui détiennent un certificat de qualification ou une attestation d'expérience et les apprentis qui possèdent un carnet d'apprenti pour un métier en particulier.

Logement

Chalet
Habitation saisonnière comme les maisons d'été et les maisons flottantes.

Logement mis en chantier
Logement dont l'empattement est installé, c'est-à-dire que le béton a été coulé dans l'empattement, tout autour de l'immeuble projeté.

Logement parachevé
Logement dont tous les travaux de construction projetés ont été exécutés.

Maison d'appartements
Habitation comprise dans un bâtiment qui contient trois unités ou plus, notamment les triplex, les quadruplex, les duplex en rangée et les appartements proprement dits. Quel qu'en soit le nombre, les plain-pied qui font partie d'une construction non résidentielle sont également comptés.

Maison double
Maison d'habitation à deux logements comme les maisons jumelées et les duplex.

Maison en rangée
Logement simple compris dans un bâtiment formé d'au moins trois logements côte-à-côte.

Maison simple
Habitation à logement unique et indépendant de tout autre logement ou bâtiment.

Transformation
Nombre de logements ajoutés suite à la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Unité de logement
Tout ensemble de pièces d'habitation distinct quant à la structure avec entrée privée donnant sur l'extérieur ou sur un endroit commun à l'intérieur (corridor, vestibule, escalier). L'entrée doit donner accès au logement sans devoir passer par les pièces d'habitation d'une autre personne.

16

Notes explicatives

L'indice des prix des entrées dans la construction résidentielle mesure les variations des prix de la main-d'oeuvre et des matériaux utilisés dans la construction de maisons simples. Les prix des matériaux sont les prix de vente des fabricants, ajustés en fonction des changements de la taxe de vente fédérale. Les taux de salaire sont mesurés d'après la variation des salaires de base des métiers concernés dans les grandes villes. La préparation du terrain, les frais généraux et les bénéfices ne sont pas considérés dans le calcul de cet indice.

L'indice des prix des entrées dans la construction non résidentielle mesure les variations des prix de la main-d'oeuvre et des matériaux utilisés dans la construction non résidentielle. Les prix des matériaux utilisés sont les prix des fabricants, ajustés en fonction des changements de la taxe de vente fédérale. Les taux de salaire correspondent aux salaires de base des métiers de la construction. La préparation du terrain, les frais généraux et les bénéfices ne sont pas considérés dans le calcul de cet indice.

L'indice des prix des logements neufs mesure les variations des prix de vente des maisons neuves bâties par des constructeurs de grande ou de moyenne importance dans les régions métropolitaines. Les prix utilisés sont les prix de vente convenus entre le constructeur et l'acheteur au moment de la signature du contrat; ils sont ceux du milieu du mois. Ils englobent les coûts de la maison et du terrain viabilisé, sauf dans quelques régions, principalement au Québec où le coût de la viabilité est payé non pas à l'entrepreneur dans le prix d'achat, mais à la municipalité sous forme de taxe foncière.

Tableau 1

Valeur globale des travaux de construction, selon la catégorie, Québec, 1978-1983

Catégorie	Nouvelles constructions	Réparations	Total	Nouvelles constructions	Réparations	Total
	'000 $					
	1978			1979		
Bâtiments	3 710 225	1 057 838	**4 768 063**	3 756 307	1 167 934	**4 924 241**
Residentiel	2 212 270	679 782	**2 892 052**	2 302 716	755 488	**3 058 204**
Industriel	249 499	120 689	**370 188**	298 418	127 441	**425 859**
Commercial	640 267	125 190	**765 457**	611 388	141 262	**752 650**
Institutionnel	311 129	81 261	**392 390**	286 865	87 899	**374 764**
Autres	297 060	50 916	**347 976**	256 920	55 844	**312 764**
Travaux de génie	3 305 314	454 282	**3 759 596**	3 689 041	511 311	**4 200 352**
Génie maritime	34 200	14 555	**48 755**	39 383	10 828	**50 211**
Construction de routes et de pistes d'envol	525 814	110 827	**636 641**	563 172	153 668	**716 840**
Canalisation et système d'égouts	405 265	55 339	**460 604**	428 772	40 622	**469 394**
Barrages et irrigation	27 245	4 362	**31 607**	23 258	4 346	**27 604**
Réseaux électriques	1 734 526	74 993	**1 809 519**	2 015 591	81 813	**2 097 404**
Voies ferrées, lignes téléphoniques et télégraphiques	208 578	84 770	**293 348**	221 278	86 645	**307 923**
Installations de gaz et de petrole	40 851	47 811	**78 662**	53 165	52 930	**106 095**
Autres	328 835	71 625	**400 460**	344 422	80 459	**424 881**
Total	**7 015 539**	**1 512 120**	**8 527 659**	**7 445 348**	**1 679 245**	**9 124 593**
	1980			1981		
Bâtiments	3 692 746	1 257 169	**4 949 915**	4 300 771	1 486 290	**5 787 061**
Residentiel	2 023 975	807 941	**2 831 916**	2 358 984	914 620	**3 273 604**
Industriel	451 945	166 214	**618 159**	480 229	163 304	**643 533**
Commercial	691 571	135 050	**826 621**	846 354	171 585	**1 017 939**
Institutionnel	319 768	83 576	**403 344**	359 600	149 742	**509 342**
Autres	205 487	64 388	**269 875**	255 604	87 039	**342 643**
Travaux de génie	3 800 381	602 078	**4 402 459**	3 903 224	618 495	**4 521 719**
Génie maritime	25 474	12 306	**37 780**	47 377	30 805	**78 182**
Construction de routes et de pistes d'envol	641 912	173 173	**815 085**	596 296	113 772	**710 068**
Canalisation et système d'égouts	458 342	41 454	**499 796**	420 665	60 008	**480 673**
Barrages et irrigation	25 267	4 632	**29 899**	28 051	5 668	**34 719**
Réseaux électriques	1 900 837	103 762	**2 004 599**	1 854 326	131 433	**1 985 759**
Voies ferrées, lignes téléphoniques et télégraphiques	242 690	98 836	**341 526**	257 653	113 106	**370 759**
Installations de gaz et de pétrole	50 750	71 073	**121 823**	78 887	75 153	**154 040**
Autres	455 109	96 842	**551 951**	619 969	87 550	**707 519**
Total	**7 493 127**	**1 859 247**	**9 352 374**	**8 203 995**	**2 104 785**	**10 308 780**

Tableau 1 (suite)

Valeur globale des travaux de construction, selon la catégorie, Québec, 1978-1983

Catégorie	Nouvelles constructions	Réparations	Total	Nouvelles constructions	Réparations	Total
	'000 $					
	1982			1983		
Bâtiments	3 936 253	1 611 303	5 547 556	4 946 072	1 747 636	6 693 708
Résidentiel	1 807 580	963 349	2 770 929	3 079 384	1 091 630	4 171 014
Industriel	433 325	168 007	601 332	406 085	168 742	574 827
Commercial	1 029 560	174 001	1 203 561	817 977	186 264	1 004 241
Institutionnel	344 338	219 900	564 238	354 515	207 007	561 522
Autres	321 450	86 046	407 496	288 111	93 993	382 104
Travaux de genie	3 990 705	681 335	4 672 040	3 741 709	646 637	4 388 346
Génie maritime	27 724	22 190	49 914	59 696	26 918	86 614
Construction de routes et de pistes d'envol	537 138	139 698	676 836	592 076	130 950	723 026
Canalisation et système d'égouts	424 472	92 997	517 469	411 861	88 460	500 321
Barrages et irrigation	34 501	6 035	40 536	30 169	6 789	36 958
Réseaux électriques	1 623 426	128 236	1 751 662	1 633 459	127 262	1 760 621
Voies ferrées, lignes téléphoniques et télégraphiques	185 520	119 460	304 980	179 878	123 607	303 485
Installations de gaz et de pétrole	695 372	89 669	785 041	437 418	72 805	510 223
Autres	462 552	83 050	545 602	397 152	69 846	466 998
Total	7 926 958	2 292 638	10 219 596	8 687 781	2 394 273	11 082 054

Source: Statistique Canada. *La construction au Canada* (64-201).

Tableau 2

Répartition des permis de bâtir, par région économique, Québec, 1980-1984

Région économique	Unités de logements						
	Constructions					Transformations	Total
	Maisons simples	Chalets	Maisons doubles	Maisons en rangée	Maisons d'appartements		
	n						
1980	15 763	606	2 543	692	10 338	964	30 906
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	469	42	24	—	241	14	790
Saguenay — Lac-Saint-Jean	855	77	115	48	410	38	1 543
Québec	2 562	105	290	46	1 562	189	4 754
Trois-Rivières	1 217	58	72	—	956	88	2 391
Cantons-de-l'Est	546	21	80	—	498	37	1 182
Montréal	9 177	126	1 872	594	6 368	545	18 682
Outaouais	511	161	16	—	104	16	808
Nord-Ouest	241	4	72	4	185	34	540
Côte-Nord	121	12	—	—	—	2	135
Nouveau-Québec	64	—	2	—	14	1	81
1981	13 298	475	2 020	951	13 552	1 241	31 537
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	295	17	24	21	101	27	485
Saguenay — Lac-Saint-Jean	545	50	70	40	358	133	1 196
Québec	1 612	58	329	144	2 989	165	5 297
Trois-Rivières	842	49	37	20	663	90	1 701
Cantons-de-l'Est	334	25	32	—	497	94	982
Montréal	8 833	63	1 462	726	8 617	659	20 360
Outaouais	464	189	20	—	100	23	796
Nord-Ouest	242	4	40	—	152	47	485

Tableau 2 (suite)

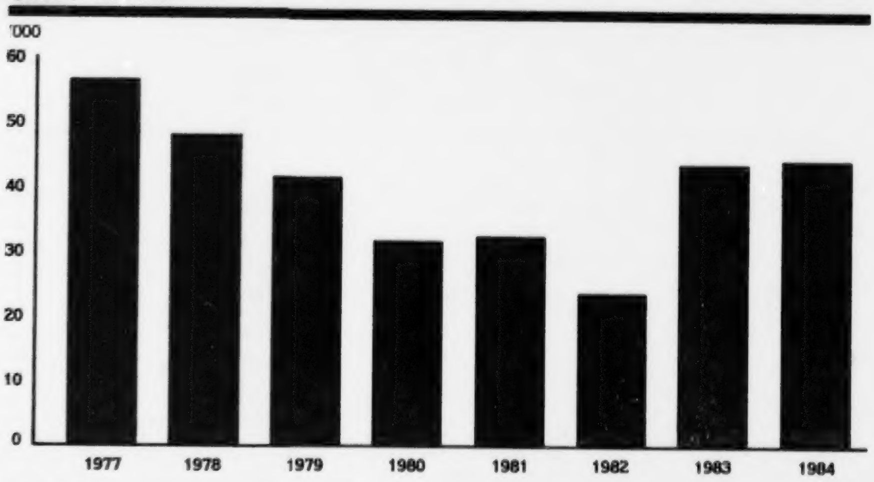
Répartition des permis de bâtir, par région économique, Québec, 1980-1984

Région économique	Unités de logements						
	Constructions					Transformations	Total
	Maisons simples	Chalets	Maisons doubles	Maisons en rangée	Maisons d'appartements		
	n						
Côte-Nord	87	19	—	—	20	2	128
Nouveau-Québec	44	1	6	—	55	1	107
1982	11 511	385	1 991	725	7 927	1 465	24 004
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	291	20	18	31	48	34	442
Saguenay — Lac-Saint-Jean	403	58	48	—	172	111	792
Québec	1 779	28	308	186	1 303	254	3 858
Trois-Rivières	586	49	40	34	243	146	1 098
Cantons-de-l'Est	373	22	8	—	140	29	572
Montréal	7 212	68	1 474	474	5 757	810	15 795
Outaouais	521	123	76	—	109	22	851
Nord-Ouest	259	3	19	—	143	36	460
Côte-Nord	65	6	—	—	12	19	102
Nouveau-Québec	22	8	—	—	—	4	34
1983	20 874	390	3 013	1 485	15 666	2 037	43 465
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	470	11	88	—	350	81	1 000
Saguenay — Lac-Saint-Jean	859	46	223	31	317	190	1 666
Quebec	3 259	54	428	340	1 963	568	6 612
Trois-Rivières	1 237	28	48	74	1 039	74	2 500
Cantons-de-l'Est	701	4	30	—	962	78	1 775
Montréal	12 464	48	1 868	761	10 264	974	26 379
Outaouais	1 297	180	295	237	601	32	2 642
Nord-Ouest	447	9	22	42	139	39	698
Côte-Nord	93	10	10	—	31	1	145
Nouveau-Québec	47	—	1	—	—	—	48
1984	18 831	236	2 695	1 246	18 268	2 214	43 490
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	348	10	66	22	206	68	720
Saguenay — Lac-Saint-Jean	777	27	284	10	305	161	1 564
Québec	2 653	36	261	200	1 755	663	5 568
Trois-Rivières	1 341	20	60	98	1 708	168	3 395
Cantons-de-l'Est	531	8	45	84	874	87	1 629
Montréal	11 278	62	1 571	368	10 701	891	24 871
Outaouais	1 380	65	357	455	2 523	96	4 876
Nord-Ouest	410	4	33	9	178	65	699
Côte-Nord	71	—	18	—	16	13	118
Nouveau-Québec	42	4	—	—	2	2	50

Source: Statistique Canada. *Permis de bâtir* (64-203).

Figure 1

Évolution du nombre de permis de bâtir émis à des fins résidentielles, Québec, 1977-1984



Source: Statistique Canada. *Permis de bâtir* (64-203).

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir émis, par région économique, Québec, 1980-1984

Région économique	Valeur de la construction				
	Résidentielle	Industrielle	Commerciale	Institutionnelle et gouvernementale	Total
	'000 $				
1980	1 294 144	335 171	562 117	321 541	2 512 973
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	29 792	2 469	10 239	8 316	50 816
Saguenay — Lac-Saint-Jean	60 614	48 384	16 993	25 458	151 449
Québec	191 863	26 490	162 651	33 240	414 244
Trois-Rivières	87 679	26 902	30 698	23 395	168 674
Cantons-de-l'Est	42 530	7 933	19 384	6 931	76 778
Montréal	811 965	164 935	280 659	181 947	1 439 506
Outaouais	37 803	3 190	24 611	16 613	82 217
Nord-Ouest	20 482	53 842	10 066	4 595	88 985
Côte-Nord	8 495	427	4 630	17 538	31 090
Nouveau-Québec	2 921	599	2 186	3 508	9 214
1981	1 481 180	325 167	656 686	400 679	2 863 712
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	20 587	2 522	14 491	11 833	49 433
Saguenay — Lac-Saint-Jean	50 772	34 459	18 755	23 087	127 073
Québec	217 067	19 230	94 411	87 681	418 389
Trois-Rivières	69 996	20 253	29 994	26 899	147 142
Cantons-de-l'Est	38 259	5 518	18 104	7 776	69 657
Montréal	1 013 657	217 186	438 230	190 833	1 859 906
Outaouais	37 141	4 648	34 498	30 609	106 896
Nord-Ouest	21 243	19 850	6 610	[illegible]	63 102
Côte-Nord	8 061	1 013	1 141	[illegible]	15 497
Nouveau-Québec	4 397	488	452	1 280	6 617

Tableau 3 (suite)

Valeur des permis de bâtir émis, par région économique, Québec, 1980-1984

Région économique	Valeur de la construction				
	Résidentielle	Industrielle	Commerciale	Institutionnelle et gouvernementale	Total
	'000 $				
1982	1 160 915	173 692	547 779	245 654	2 128 040
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	20 409	958	4 096	14 122	39 585
Saguenay — Lac-Saint-Jean	36 867	20 575	9 797	9 781	77 020
Québec	178 251	17 640	44 091	45 517	285 499
Trois-Rivières	51 781	12 483	13 020	35 687	112 971
Cantons-de-l'Est	23 408	2 710	11 684	7 048	44 850
Montréal	779 155	105 006	448 637	122 752	1 455 550
Outaouais	43 503	1 331	6 999	4 181	56 014
Nord-Ouest	20 291	966	3 944	3 884	29 085
Côte-Nord	5 270	11 538	4 317	2 229	23 354
Nouveau-Québec	1 980	485	1 194	453	4 112
1983	2 096 311	238 688	468 399	265 494	3 068 892
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	45 923	6 978	6 706	2 416	62 023
Saguenay — Lac-Saint-Jean	77 353	38 764	15 990	11 168	143 275
Québec	315 797	14 554	65 644	50 069	446 064
Trois-Rivières	115 912	17 386	15 868	14 550	163 716
Cantons-de-l'Est	68 570	7 464	12 011	4 553	92 598
Montréal	1 290 225	134 746	317 068	166 936	1 908 975
Outaouais	136 560	13 209	11 525	9 544	170 838
Nord-Ouest	34 531	5 117	21 134	4 063	64 845
Côte-Nord	8 916	360	2 306	2 122	13 704
Nouveau-Québec	2 524	110	147	73	2 854
1984	2 247 678	359 848	615 826	387 519	3 610 871
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	35 179	5 234	9 318	5 864	55 595
Saguenay — Lac-Saint-Jean	86 266	18 242	15 858	17 813	138 179
Québec	300 158	34 459	74 834	65 043	474 494
Trois-Rivières	157 552	24 559	26 600	19 218	227 929
Cantons-de-l'Est	69 387	4 268	20 623	8 186	102 464
Montréal	1 306 148	254 509	402 085	257 434	2 220 176
Outaouais	243 565	1 968	46 717	8 392	300 642
Nord-Ouest	37 410	14 235	12 956	4 068	68 669
Côte-Nord	8 617	2 047	6 471	1 050	18 185
Nouveau-Québec	3 396	327	364	451	4 538

Source: Statistique Canada. *Permis de bâtir* (64-203).

Tableau 4

Valeur des permis de bâtir émis, par province, Canada, 1980-1984

Province	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 $		
Terre-Neuve	142 666	147 654	102 311	144 942	153 597
Île-du-Prince-Édouard	45 833	43 336	49 341	74 401	77 760
Nouvelle-Écosse	328 176	376 542	323 867	469 251	561 477
Nouveau-Brunswick	201 615	224 343	180 372	277 252	293 224
Québec	2 512 973	2 863 712	2 128 040	3 068 892	3 610 871
Ontario	4 404 905	5 429 605	4 211 137	5 349 869	6 274 317
Manitoba	267 321	340 842	266 121	432 531	528 508
Saskatchewan	545 624	574 839	430 489	613 476	569 594
Alberta	4 015 037	5 130 940	2 911 003	1 870 959	1 386 289
Colombie Britannique	2 951000	3 555 786	2 161 055	2 237 752	2 003 585
Yukon	31 408	36 513	18 031	15 170	23 834
Territoires du Nord-Ouest	5 562	11 370	7 049	16 790	18 531
Canada	15 452 120	18 735 482	12 788 816	14 571 285	15 501 587

Source: Statistique Canada. *Permis de bâtir* (64-203).

Tableau 5

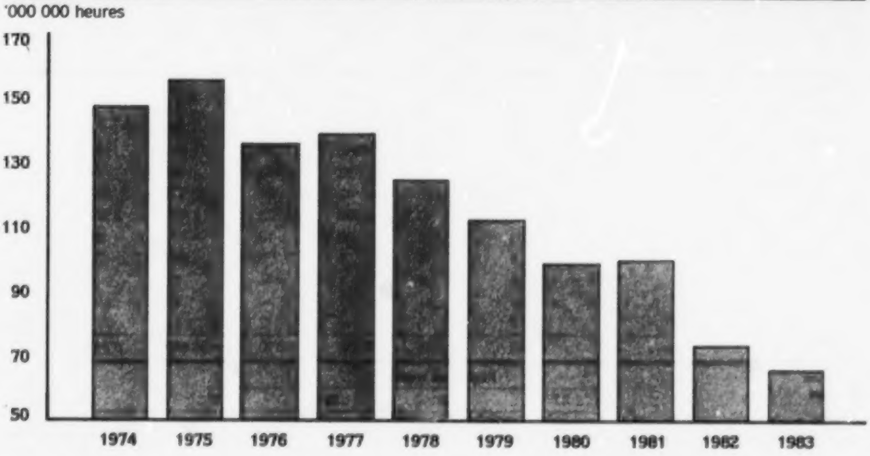
Indice des prix des entrées dans la construction selon la catégorie, par province ou groupe de provinces, Canada, 1980-1984

Province ou groupe de provinces	Résidentielle					Non résidentielle				
	1980	1981	1982	1983	1984	1980	1981	1982	1983	1934
					1971 = 100					
Provinces de l'Atlantique	237.0	263.5	278.8	304.3	317.7	246.9	274.0	297.9	315.4	330.7
Québec	227.5	246.3	259.0	287.5	293.4	241.5	264.0	287.3	306.0	314.9
Ontario	216.2	236.4	249.7	275.8	285.7	225.0	245.5	266.2	284.7	292.8
Provinces des Prairies	231.9	256.8	272.9	303.3	313.6	243.8	268.3	294.1	317.3	327.3
Colombie Britannique	219.5	244.2	257.3	279.4	283.0	231.0	254.1	278.7	296.3	304.1
Canada	**222.7**	**244.3**	**258.1**	**284.8**	**293.4**	**234.0**	**256.5**	**279.3**	**298.3**	**307.3**

Source: Statistique Canada. *Statistiques des prix de la construction* (62-007).

Figure 2

Total annuel des heures de travail des salariés de l'industrie de la construction, Québec, 1974-1983



Source: Tableau 6.

Tableau 6

Emploi, rémunération et heures de travail dans l'industrie de la construction, Québec, 1974-1983

Année	Salariés[1]	Heures travaillées			Masse salariale[3]	Salaire annuel moyen
		Total	Supplémentaires[2]	Par salarié		
	n	'000 000		n	'000 000 $	$
1974	150 897	147,6	8,8	977	1 000	6 640
1975	149 679	155,1	12,6	1 036	1 281	8 559
1976	146 557	136,6	10,8	931	1 235	8 424
1977	138 518	138,1	9,4	997	1 422	10 266
1978	123 867	124,8	8,8	1 008	1 405	11 345
1979	105 128	112,5	7,5	1 070	1 334	12 685
1980	97 319	100,1	6,4	1 028	1 325	13 616
1981	95 244	101,5	6,4	1 065	1 478	15 522
1982	78 360	74,0	3,3	944	1 172	14 956
1983	73 226	67,4	2,5	920	1 181	16 127

1. Salariés régis par le décret de la construction ayant travaillé au moins une heure.
2. Sont incluses dans le total des heures travaillées.
3. Incluant le salaire des congés payés et des jours fériés, de même que les différentes primes, à l'exception des frais de déplacement. Pour 1975 et 1976, comprend également le montant forfaitaire pour compenser la hausse du coût de la vie.

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 7

Heures travaillées par les salariés de la construction, selon la région de résidence et de travail, Québec, 1983

Région de résidence	Région de travail[1]							
	01	02	03	04	05	06A	06B	06C
	'000							
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1 171	10	63	9	—	38	3	2
Saguenay — Lac-Saint-Jean	7	2 261	96	4	1	41	2	3
Québec	483	132	10 245	89	24	296	24	12
Trois-Rivières	21	28	262	3 002	27	183	105	41
Estrie	4	11	40	32	1 460	68	44	9
Montréal métropolitain	19	33	215	42	21	22 507	637	570
Montérégie	5	7	70	32	22	2 892	2 562	84
Laurentides-Lanaudière	4	30	110	20	10	4 789	88	2 537
Outaouais	—	4	6	1	3	101	2	12
Abitibi-Témiscamingue	3	8	6	1	—	21	—	—
Côte-Nord	5	54	41	7	—	10	—	—
Extérieur du Québec	1	4	5	—	3	14	—	1
Québec	1 722	2 580	11 158	3 239	1 570	30 959	3 466	3 271

Région de résidence	Région de travail[1]				Québec
	07	08	09	10[2]	
	'000				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	6	29	43	377	1 882
Saguenay — Lac-Saint-Jean	7	70	41	181	2 836
Québec	32	101	72	626	12 658
Trois-Rivières	35	21	23	181	4 104
Estrie	27	11	10	25	1 821
Montréal métropolitain	76	55	32	373	25 269
Montérégie	10	15	12	115	6 046
Laurentides-Lanaudière	191	40	23	146	8 220
Outaouais	1 372	5	—	29	1 580
Abitibi-Témiscamingue	3	1 061	—	53	1 179
Côte-Nord	3	21	1 352	167	1 698
Extérieur du Québec	42	2	—	—	77
Québec	1 804	1 431	1 609	2 282	67 378[3]

1. La dénomination des régions de travail est la même que celle des régions de résidence.
2. La région du Nouveau-Québec (10) n'apparaît pas dans les régions de résidence étant donné que la région de travail de ses résidents n'est pas connue.
3. Le total des heures travaillées comprend 8 000 heures dont on ne connaît pas la répartition par région de travail.

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 8

Salariés actifs dans la construction, selon le statut professionnel, Québec, 1979-1983

Année	Qualifiés						Non qualifiés		Total	
	Compagnons		Apprentis		Total					
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
1979	56 740	54,2	14 329	13,7	71 069	67,9	33 583	32,1	104 652	100,0
1980	54 309	56,2	12 912	13,4	67 221	69,6	29 361	30,4	96 582	100,0
1981	53 972	57,2	12 326	13,1	66 298	70,3	28 074	29,7	94 372	100,0
1982	45 484	58,4	9 796	12,6	55 280	71,0	22 584	29,0	77 864	100,0
1983	43 214	59,0	8 901	12,2	52 115	71,2	21 111	28,8	73 226	100,0

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 9

Salariés actifs dans la construction, selon la région de résidence, Québec, 1977-1983

Région	**1977**	**1978**	**1979**	**1980**	**1981**	**1982**	**1983**
				n			
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	6 604	6 206	5 115	4 768	4 371	3 072	2 734
Saguenay — Lac-Saint-Jean	7 772	7 566	6 309	6 235	5 710	4 213	3 936
Québec	22 176	21 892	19 204	17 491	16 467	13 469	13 264
Trois-Rivières	9 935	10 046	8 562	7 564	7 621	6 208	5 469
Estrie	4 330	4 063	3 599	3 205	2 924	2 170	2 235
Montréal métropolitain	48 928	41 146	35 195	33 058	31 271	27 360	24 677
Montérégie[1]	8 421	7 590	6 464	5 976	8 335	6 884	6 470
Laurentides - Lanaudière	14 615	13 140	11 216	10 390	10 339	8 949	8 445
Outaouais	5 394	3 976	2 951	2 605	2 523	2 067	2 086
Abitibi - Témiscamingue	4 051	3 357	2 565	2 531	2 760	1 871	1 660
Côte-Nord	4 041	3 579	3 237	2 933	2 334	1 744	1 948
Nouveau-Québec	78	119	74	49	39	23	7
Extérieur du Québec	2 167	1 177	637	505	545	328	295
Inconnue	6	10	—	9	5	2	—
Québec	138 518	123 867	105 128	97 319	95 244	78 360	73 226

1. Cette région inclut depuis 1981, la sous-région de Beauharnois qui auparavant faisait partie de Montreal Metropolitain.

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 10

Répartition des salariés actifs dans la construction, selon le nombre d'heures travaillées, Québec, 1981-1983

Tranche d'heures travaillées	**Salariés**					
	1981		**1982**		**1983**	
	n	%	n	%	n	%
Moins de 500	21 930	23,0	23 247	29,7	21 244	29,0
500 — 999	22 541	23,7	20 244	25,8	20 701	28,3
1 000 — 1 499	22 633	23,8	16 790	21,4	16 807	23,0
1 500 — 1 999	23 687	24,9	15 542	19,8	12 626	17,2
2 000 ou plus	4 453	4,7	2 537	3,2	1 848	2,5
Total	95 244	100,0	78 360	100,0	73 226	100,0
Moyenne annuelle des heures travaillées	1 065	...	944	...	920	...

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 11

Répartition des salariés actifs dans la construction selon le salaire, le métier et le statut professionnel, Québec, 1983

Métier ou emploi	Tranches de salaire								Salaire annuel moyen
	Moins de 2 000 $	2 000-5 999 $	6 000-9 999 $	10 000-13 999 $	14 000-17 999 $	18 000-21 999 $	22 000 $ ou plus	Total	
	n								$
Salariés qualifiés	3 619	6 325	6 563	6 623	6 424	5 812	16 749	52 115	17 177
Compagnon	2 711	4 519	4 801	5 168	5 324	4 969	15 722	43 214	18 362
Apprenti	908	1 806	1 762	1 455	1 100	843	1 027	8 901	11 425
Charpentier-menuisier	1 118	1 969	2 058	2 172	1 981	1 804	3 813	14 915	15 248
Compagnon	866	1 448	1 545	1 714	1 684	1 632	3 670	12 559	16 217
Apprenti	252	521	513	458	297	172	143	2 356	10 082
Electricien	423	833	800	799	826	814	3 512	8 007	20 067
Compagnon	290	565	513	550	586	596	3 244	6 344	21 910
Apprenti	133	268	287	249	240	218	268	1 663	13 037
Tuyauteur	328	619	563	539	555	607	3 077	6 288	21 655
Compagnon	217	422	346	358	373	401	2 721	4 838	23 601
Apprenti	111	197	217	181	182	206	356	1 450	15 160
Opérateurs d'équipement lourd	295	398	499	521	624	574	760	3 671	15 179
Compagnon	261	345	454	483	583	545	749	3 420	15 552
Apprenti	34	53	45	38	41	29	11	251	10 093
Peintre	249	455	535	473	407	250	489	2 858	12 856
Compagnon	185	290	391	375	355	230	478	2 304	13 979
Apprenti	64	165	144	98	52	20	11	554	8 186
Briqueteur-maçon	195	346	442	445	399	330	475	2 632	13 820
Compagnon	142	208	288	340	351	299	460	2 088	15 087
Apprenti	53	138	154	105	48	31	15	544	8 957
Autres	1 011	1 705	1 666	1 674	1 632	1 433	4 623	13 744	17 614
Compagnon	750	1 241	1 264	1 348	1 392	1 266	4 400	11 661	18 845
Apprenti	261	464	402	326	240	167	223	2 083	10 724
Salariés non qualifiés	2 860	3 355	3 055	3 010	2 597	1 963	4 271	21 111	13 534
Manoeuvre	955	1 285	1 229	1 216	1 057	659	892	7 293	11 511
Manoeuvre spécialisé	569	817	879	909	772	616	903	5 465	13 108
Conducteur de camion	52	52	68	106	109	66	216	669	17 434
Soudeur	73	134	116	88	86	84	423	1 004	20 629
Monteur de ligne d'énergie et de distribution	30	43	62	76	109	137	944	1 401	27 030
Autres salariés non qualifiés	1 181	1 024	701	615	464	401	893	5 279	11 344
Total des salariés	**6 479**	**9 680**	**9 618**	**9 633**	**9 021**	**7 775**	**21 020**	**73 226**	**16 127**

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 12

Répartition des salariés de la construction selon l'affiliation syndicale[1], Québec, 1981 et 1983

Affiliation syndicale	1981	1983
	%	
Centrale des syndicats démocratiques	10.0	9.1
Confédération des syndicats nationaux	19.5	17.3
Syndicat de la Côte-Nord	0.8	0.8
Conseil provincial québécois des métiers de la construction	24.0	30.7
Fédération des travailleurs du Québec	45.7	41.8

1. Selon les résultats des votes d'adhésion syndicale.

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 13

Entreprises actives dans la construction, selon la catégorie, Québec, 1979-1983

Catégorie	1979		1980		1981		1982		1983	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Employeurs	16 027	100.0	14 662	100.0	14 423	100.0	12 865	100.0	13 093	100.0
Travaux généraux	4 394	27.4	4 034	27.5	4 014	27.8	3 553	27.6	3 762	28.7
Charpenterie-menuiserie	2 025	12.6	1 783	12.2	1 756	12.2	1 484	11.5	1 472	11.2
Électricité	1 718	10.7	1 729	11.8	1 731	12.0	1 598	12.4	1 656	12.6
Excavation	1 284	8.0	1 154	7.9	1 091	7.6	973	7.6	919	7.0
Tuyauterie	1 180	7.4	1 147	7.8	1 092	7.6	1 009	7.8	1 000	7.6
Maçonnerie	1 086	6.8	998	6.8	934	6.5	817	6.4	843	6.4
Peinture	924	5.8	852	5.8	812	5.6	744	5.8	719	5.5
Autres[1]	3 416	21.3	2 965	20.2	2 990	20.7	2 687	20.9	2 722	20.8
Artisans	3 912	...	2 929	...	2 929	...	..	...	..	...
Total	19 939	...	17 591	...	17 352	...	..	...	..	...

1. Depuis le 1er août 1982, les artisans ne sont plus tenus de fournir un rapport mensuel de leurs activités et ne sont donc plus inclus dans les statistiques.

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 14

Répartition des employeurs actifs de la construction, selon la catégorie et le nombre de salariés, Québec, 1983

Catégorie	Salariés								Moyenne du nombre de salariés par employeur
	1-5	6-10	11-25	26-50	51-100	101-200	201-500	501 et plus	
	n								
Travaux généraux	3 057	402	209	57	26	9	2	—	4.96
Charpenterie-menuiserie	1 342	78	41	7	3	1	—	—	2.94
Électricité	1 422	137	70	19	5	1	1	1	4.22
Excavation	770	82	49	12	6	—	—	—	3.94
Tuyauterie	803	96	61	25	12	3	—	—	5.22
Maçonnerie	722	75	34	12	—	—	—	—	3.66
Peinture	645	50	19	5	—	—	—	—	2.91
Autres	2 248	253	150	52	12	5	2	—	4.56
Total	11 009	1 173	633	189	64	19	5	1	4.31
%	84.1	9.0	4.8	1.4	0.5	0.1	--	--	...

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 15

Employeurs actifs dans la construction, selon la catégorie, par région de résidence, Québec, 1983

Région	Travaux généraux	Charpenterie-menuiserie	Électricité	Excavation	Tuyauterie	Maçonnerie	Peinture	Autres	Total
	n								
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	212	17	80	41	38	27	29	187	631
Saguenay — Lac-Saint-Jean	189	12	61	35	28	32	27	189	573
Québec	774	155	255	130	138	127	112	472	2 163
Trois-Rivières	332	61	120	75	76	73	45	172	954
Estrie	186	40	62	54	46	33	26	90	537
Montréal	1 804	1 131	962	498	619	517	441	1 441	7 413
Montréal métropolitain	647	346	348	154	323	181	224	670	2 893
Montérégie	553	395	308	158	132	167	106	336	2 155
Laurentides - Lanaudière	604	390	306	186	164	169	111	435	2 365
Outaouais	96	38	54	39	21	21	18	46	333
Nord-Ouest	63	9	39	24	15	7	9	47	213
Côte-Nord	60	5	17	19	11	2	11	34	159
Nouveau-Québec	3	—	—	—	—	—	—	—	3
Extérieur du Québec	43	4	6	4	8	4	1	44	114
Total	3 762	1 472	1 656	919	1 000	843	719	2 722	13 093

Source: Office de la construction du Québec. *Analyse de l'industrie de la construction au Québec.*

Tableau 16

Répartition des logements privés occupés[1], selon le mode d'occupation, Québec, 1971, 1976 et 1981

Mode d'occupation	1971		1976		1981	
	'000	%	'000	%	'000	%
Propriété	761	47.4	954	50.4	1 157	53.3
Simple	761	47.4	950	50.2	1 144	52.7
Copropriété	—	—	4	0.2	13	0.6
Location	843	52.6	940	49.6	1 015	46.7
D'un propriétaire privé	839	52.3	916	48.3	955	44.0
D'une habitation à loyer modique (HLM)	4	0.3	20	1.1	40	1.8
D'un organisme sans but lucratif	—	—	3	0.2	15	0.7
D'une coopérative	—	—	1	—	5	0.2
Total	1 604	100.0	1 894	100.0	2 173	100.0

1. Ne comprend pas 107 000 logements privés inoccupés, ni 6 000 immeubles de logements collectifs (centres d'accueil, maisons de chambres, établissements religieux). Ne comprend pas non plus 177 000 résidences secondaires.

Source: Ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur. *Se loger au Québec.*

Tableau 17

Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation et le type d'immeuble, Québec, 1981

Type d'immeuble	Propriétaires		Locataires		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Maisons simples	863	74.6	91	8.9	954	43.9
Maisons jumelées	74	6.4	55	5.4	129	5.9
Maisons en rangée	26	2.3	52	5.1	78	3.6
Logements attenants à une construction non résidentielle	8	0.7	14	1.4	22	1.0
Maisons doubles	87	7.5	152	15.0	239	11.0
Appartements situés dans un immeuble de moins de cinq étages	61	5.3	537	52.9	598	27.5
Appartements situés dans un immeuble de cinq étages et plus	4	0.3	111	10.9	116	5.4
Maisons mobiles	33	2.9	4	0.4	37	1.7
Total	1 157	100.0	1 015	100.0	2 173	100.0

Source: Statistique Canada. *Recensement du Canada, 1981.*

Tableau 18

Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation et le nombre de pièces, Québec, 1981

Nombre de pièces	Propriétaires		Locataires		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
1	1	0.1	35	3.4	36	1.7
2	4	0.3	68	6.7	72	3.3
3	17	1.5	213	21.0	230	10.6
4	92	7.9	350	34.5	442	20.3
5	324	28.0	228	22.5	552	25.4
6	252	21.8	72	7.1	324	14.9
7	198	17.1	28	2.7	226	10.4
8 et plus	270	23.3	21	2.1	291	13.4
Total	1 157	100.0	1 015	100.0	2 173	100.0

Source: Statistique Canada. *Recensement du Canada, 1981.*

Tableau 19

Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation et la période de construction, Québec, 1981

Période de construction	Propriétaires		Locataires		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Avant 1920	133	11.5	105	10.3	238	11.0
1921 — 1945	126	10.9	170	16.8	296	13.6
1946 — 1960	275	23.8	243	24.0	518	23.8
1961 — 1970	240	20.8	240	23.6	480	22.1
1971 — 1975	186	16.1	135	13.3	322	14.8
1976 — 1979	165	14.2	101	10.0	266	12.3
1980	27	2.3	17	1.7	44	2.0
1981	5	0.4	4	0.3	9	0.4
Total	1 157	100.0	1 015	100.0	2 173	100.0

Source: Statistique Canada. *Recensement du Canada, 1981.*

Tableau 20

Répartition des logements privés occupés, selon le mode d'occupation et les principales régions métropolitaines[1], Québec, 1981

Région métropolitaine	Propriétaires		Locataires		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Montréal	428	37,0	599	59,0	1 027	47,1
Québec	99	8,5	97	9,6	195	9,0
Hull	32	2,8	24	2,4	56	2,6
Chicoutimi — Jonquière	25	2,2	15	1,5	40	1,9
Trois-Rivières	20	1,7	18	1,8	39	1,8
Sherbrooke	20	1,7	22	2,2	41	1,9
Autres municipalités urbaines[2]	184	15,9	167	16,4	353	16,3
Municipalités rurales	349	30,2	72	7,1	421	19,4
Total	1 157	100,0	1 015	100,0	2 173	100,0

1. Régions de recensement.
2. 1 000 habitants et plus.

Source: Statistique Canada. *Recensement du Canada, 1981.*

Tableau 21

Logements dans les habitations à loyer modique et taux pour 1 000 habitants, Québec et Ontario, 1971, 1976, 1981 et 1983

Année	Québec		Ontario	
	Logements	Taux pour 1 000 h	Logements	Taux pour 1 000 h
	n		n	
1971	4 000	0,60	41 000	5,30
1976	20 000	3,20	75 000	9,07
1981	40 000	6,29	84 000	9,65
1983	45 000	7,02	84 000	9,46

Source: Ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur. *Se loger au Québec.*

Tableau 22

Taux de vacance des immeubles à logements multiples[1], de certaines régions métropolitaines, Québec, 1974-1983

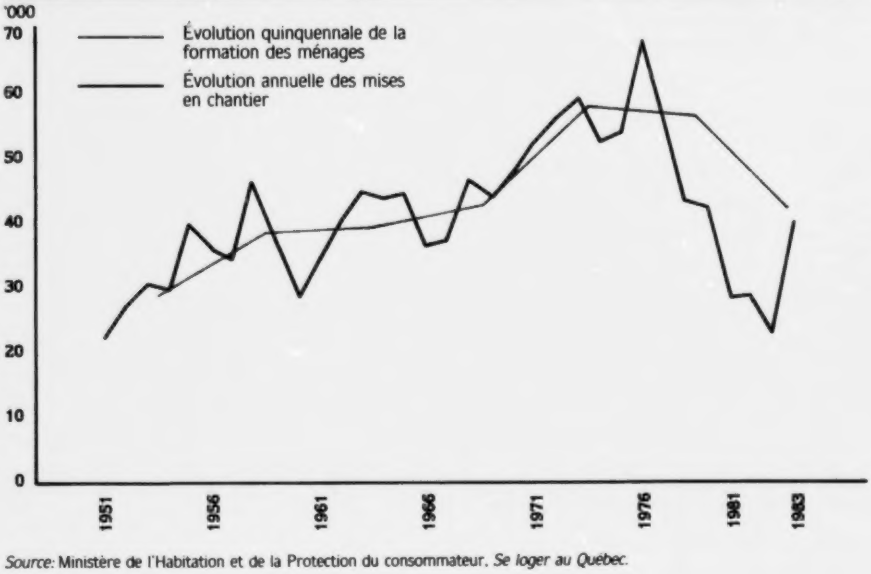
Année	Montréal	Québec	Chicoutimi-Jonquière	Hull
	%			
1974[2]	1,2	1,6	1,1	2,5
1975[3]	1,7	1,4	1,1	4,9
1976	1,3	0,7	0,9	8,8
1977	3,6	1,9	0,3	6,7
1978	5,5	3,6	0,4	6,7
1979	4,5	4,4	2,3	7,0
1980	3,4	2,8	1,4	5,8
1981	1,9	1,8	1,3	2,3
1982	2,7	4,8	4,7	0,5
1983	3,2	5,2	2,3	0,7

1. Immeubles de six logements et plus.
2. En 1974, les enquêtes furent effectuées en décembre.
3. À partir de 1975, il s'agit des données du mois d'octobre.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement. *Statistique du logement au Canada.*

Figure 3

Évolution de l'offre et de la demande de logements, Québec, 1951-1983



Source: Ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur. *Se loger au Québec.*

Tableau 23

Logements mis en chantier et parachevés, par province, Canada, 1981-1984

Province	1981		1982		1983		1984	
	Mis en chantier	Parachevés	Mis en chantier	Parachevés	Mis en chantier	Parachevés	Mis en chantier	Parachevés
	n							
Terre-Neuve	3 210	3 936	2 793	2 331	3 281	3 176	2 720	3 134
Île-du-Prince-Édouard	203	320	248	98	673	548	643	581
Nouvelle-Écosse	3 715	4 374	3 691	3 174	5 697	5 069	4 598	5 082
Nouveau-Brunswick	2 188	2 477	1 680	1 427	4 742	3 487	2 873	3 923
Québec	**29 645**	**30 691**	**23 492**	**21 526**	**40 318**	**35 681**	**41 902**	**43 410**
Ontario	50 161	45 557	38 508	40 437	54 939	55 287	48 171	54 642
Manitoba	2 824	4 515	2 030	1 633	5 985	4 076	5 308	5 865
Saskatchewan	5 972	8 085	6 822	5 666	7 269	8 090	5 221	5 722
Alberta	38 470	34 755	26 789	31 364	17 134	24 693	7 295	12 057
Colombie Britannique	41 585	40 286	19 807	26 286	22 607	22 901	16 169	18 596
Canada	**177 973**	**174 996**	**125 860**	**133 942**	**162 645**	**163 008**	**134 900**	**153 012**

Source: Statistique Canada. *Logements mis en chantier et parachevés* (64-002).

Tableau 24

Indice des prix des logements neufs de certaines régions métropolitaines, Canada, 1982-1984

Région métropolitaine	1982	1983	1984
		1981 = 100	
St. John's, Terre-Neuve	99.4	99.6	103.0
St. John — Moncton, Nouveau-Brunswick	98.7	102.1	112.8
Québec	105.9	112.9	118.5
Montréal	107.5	112.0	118.9
Ottawa-Hull	108.3	117.1	126.9
Toronto	101.4	97.1	97.7
Hamilton	106.2	111.0	116.7
St. Catharines — Niagara	100.7	105.8	111.8
London	102.0	102.9	107.8
Kitchener	103.7	109.2	113.2
Windsor	94.8	92.9	98.4
Thunder Bay	101.5	105.3	x
Winnipeg	106.6	109.1	113.3
Régina	104.6	107.0	108.5
Saskatoon	100.3	99.3	99.0
Calgary	101.2	88.3	81.7
Edmonton	98.1	90.5	85.0
Vancouver	79.0	75.9	76.1
Victoria	87.9	84.3	79.1
Canada	97.9	94.7	95.1

Source: Statistique Canada. *Statistiques des prix de la construction* (62-007).

Tableau 25

Évolution mensuelle du taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires[1], Canada, 1981-1984

Année	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
						%						
1981	15.50	15.50	16.00	17.00	18.50	18.75	20.00	21.75	21.75	20.25	17.75	17.75
1982	18.75	19.50	19.50	19.50	19.50	19.75	19.25	18.25	17.25	15.75	14.75	14.75
1983	13.50	13.50	13.50	13.25	13.00	13.00	13.50	14.00	13.50	13.00	12.50	12.50
1984	12.50	12.50	13.25	13.50	14.50	14.50	15.25	14.25	13.75	13.50	13.00	12.50

1. Prêts d'une durée de 5 ans.

Source: Revue de la Banque du Canada.

17

Commerce et consommation

Commerce de détail	823
Commerce de gros	828
Faillites	829
Indices des prix à la consommation	830
Définitions et notes explicatives	833

17

Liste des tableaux

1. Valeur des ventes au détail, selon le genre de commerce, par province, Canada, 1980-1984 836

2. Valeur des ventes au détail par catégorie de magasin et genre de commerce, Québec, 1980-1984 842

3. Répartition des ventes de véhicules automobiles neufs, selon la provenance, Québec, 1979-1984 844

4. Volume et valeur des ventes de boissons alcooliques, par province et territoire, Canada, 31 mars 1983 845

5. Volume et valeur des ventes de boissons alcooliques, canadiennes et importées, Québec, 31 mars 1983 845

6. Volume et valeur des ventes de boissons alcooliques per capita Québec, 1979-1983 846

7. Répartition des distributeurs automatiques selon le produit, Québec, 1981-1983 846

8. Répartition des ventes réalisées au moyen de distributeurs automatiques, par produit, Québec, 1981-1983 847

9. Valeur des ventes au détail par catégorie de magasin et genre de commerce, Zone métropolitaine de Montréal, 1981-1984 848

10. Répartition du crédit à la consommation, selon les principaux établissements prêteurs, Canada, 1979-1983 850

11. Statistiques principales sur le commerce de gros, Québec, 1981 et 1982 851

12. Statistiques des faillites personnelles signalées, par province et territoire, Canada, 1978-1984 852

13. Statistiques des faillites commerciales signalées, par province et territoire, Canada, 1978-1984 854

14. Statistiques des propositions déposées, par province et territoire, Canada, 1978-1984 856

15. Statistiques des faillites signalées et des propositions déposées, par centre urbain, Québec, 1981-1984 858

16. Répartition des faillites commerciales signalées, par secteur d'activité, Québec, 1978-1984 860

17. Indice des prix à la consommation, par groupe de biens et services, Canada, 1980-1984 861

18. Indice d'ensemble des prix à la consommation, par agglomération urbaine, Canada, 1972-1984 862

19. Indice des prix à la consommation, par agglomération urbaine, Canada, 1980-1984 862

20. Indice comparatif des prix à la consommation de quelques villes choisies, Canada, septembre 1983 et 1984 866

21. IPC officiel et IPC pour les ménages à faible revenu, Canada, 1982 et 1983 868

22. Taux de variation de l'IPC officiel et de l'IPC des ménages à faible revenu, Canada, 1982/1981 et 1983/1982 870

23. Pouvoir d'achat du dollar à la consommation, Canada, 1978-1984 870

Liste des figures

1. Variation trimestrielle des ventes au détail en dollars courants, Québec, Canada, 1981-1984 **835**

2. Variation des ventes au détail évaluées en dollars courants, par genre de commerce, Québec, 1984/1983 **835**

3. Répartition des ventes directes, par mode de distribution, Canada, 1982 **844**

4. Variation de l'encours des prêts des banques à charte, Québec et Canada, 1984/1983 **850**

5a. Variation des faillites personnelles signalées, Québec, Ontario et Canada, 1980-1984 **851**

5b. Variation des faillites commerciales signalées, Québec, Ontario et Canada, 1980-1984 **856**

6. Taux de variation de l'IPC officiel et de l'IPC des ménages à faible revenu, Canada, 1980-1984 **869**

17

Ce chapitre a été réalisé par Henri-Claude Joseph.

L'activité commerciale au Québec progresse d'année en année, tant le commerce de détail que le commerce de gros. Les données relatives au commerce de détail dans ce chapitre concernent essentiellement les ventes au détail, les ventes directes et les ventes par distributeur automatique. Par ailleurs, l'impact socio-économique des ventes au détail des véhicules automobiles neufs et des boissons alcooliques explique que quelques paragraphes leur soient consacrés, particulièrement pour l'année 1983 dite année «d'après-crise». Viennent ensuite l'étude des ventes au détail dans la zone métropolitaine de Montréal et l'évolution du crédit à la consommation. Le chapitre se termine par l'analyse du commerce de gros, des faillites commerciales et personnelles déclarées et des mouvements des indices des prix à la consommation.

Commerce de détail

Ventes au détail

Le tableau 1 montre pour la période 1980-1984 une hausse globale d'environ 7,8 milliards de dollars des ventes effectuées au Québec par l'intermédiaire des points de vente au détail. De 20,9 milliards en 1980, elles passent à 22,6 milliards de dollars en 1981, soit une augmentation de 8,4%. Avec une croissance plus modeste en 1982 (3,6%) elles s'établissent à 23,5 milliards de dollars et reprennent de façon plus marquée en 1983 (9,7%) et en 1984 (11,3%), selon les estimations préliminaires.

En 1983 et 1984, les ventes au détail canadiennes, avec respectivement 8,8% et 8,2% d'augmentation, reprennent sensiblement, mais encore partiellement, le rythme de croissance d'avant 1982. Les plus fortes augmentations en 1983, allant de 11,1% à 14,4% se retrouvent dans les Maritimes pendant que les provinces de l'Ouest se situent toutes en deçà de la moyenne canadienne, le taux d'accroissement de 7,8% en Saskatchewan étant le plus élevé. La Colombie Britannique, la seule province à accuser un recul de 2,0% de ses ventes au détail en 1982, renverse donc la tendance avec une variation positive de 4,2% en 1983. Selon les estimations préliminaires de 1984, les hausses s'échelonnent de 13,2% en Nouvelle-Écosse à 3,0% en Alberta, tandis que la Saskatchewan n'enregistre pratiquement aucun changement.

Au Québec, à l'exception des magasins de marchandises diverses, tous les autres genres de commerce frappés par des diminutions importantes en 1982 voient leurs ventes de nouveau à la hausse en 1983 et 1984. Il s'agit, par exemple, des concessionnaires d'automobiles (28,1% en 1983 et 28,9% en 1984) et des grands magasins (8,6% et 8,9%). Les augmentations les plus significatives en 1983 reviennent aux magasins de biens semi-durables: les magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires (44,5%), les magasins de meubles (30,1%), les concessionnaires d'automobiles (28,1%), les vendeurs d'automobiles d'occasion (19,8%) et enfin les magasins de pièces et d'accessoires d'autos (19,0%). En 1984, on retrouve encore les concessionnaires d'automobiles (28,9%), les magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires (26,9%), les pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté (19,2%), vendeurs d'automobiles d'occasion (14,5%) et les magasins de meubles (13,0%).

En 1982, année de récession profonde, les hausses de ventes au détail les plus marquées sont observées dans les pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté (38,6%), les stations-service (29,9%), les magasins d'appareils ménagers (28,5%), les magasins d'articles de sport et d'accessoires (13,9%) et finalement les autres magasins d'aliments (12,8%).

17

En 1983, seulement deux catégories de commerce, contre une dizaine en 1982, se trouvent affectées par un ralentissement marqué de leurs ventes. Ce sont les magasins généraux avec une baisse de 6,8% et surtout les magasins de marchandises diverses dont les ventes, déclinant de 1,0% de 1979 à 1980, continuent leur chute: -6,5% de 1981 à 1982 et -4,6% de 1982 à 1983. En 1982, les diminutions les plus fortes concernent les ventes d'automobiles (-16,1% pour les vendeurs d'automobiles d'occasion et -15,0% pour les concessionnaires) suivies des magasins de vêtements pour hommes avec -7,8%. Le changement est donc notoire en 1984 où aucune catégorie de commerce n'affiche de baisse de ventes.

Avec 5,3 et 5,6 milliards de dollars de ventes en 1983 et 1984, les épiceries-boucheries représentent 20,4% et 19,5% du total des ventes au détail au Québec. Suivent les concessionnaires d'automobiles avec 14,9% et 17,2%, les stations-services (9,7% et 9,5%), les grands magasins (7,6% et 7,4%) et les épiceries, confiseries et articles divers (6,5% et 6,2%). Tous ces groupes de commerce se caractérisent en 1983 par un chiffre d'affaires supérieur à 1,0 milliard de dollars tout comme en 1982, mais en 1984 vient s'ajouter le groupe des pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté. Plus encore, la place occupée en 1984 par chacune de ces catégories dans l'ensemble des ventes au détail au Québec est exactement la même qu'en 1982 et 1983, en dépit des variations dans les parts de marché.

Véhicules automobiles

La quantité de véhicules automobiles neufs vendus au Québec en 1983 se chiffre à quelque 288 050, soit 26,6% du total canadien et représente une hausse de 28,5% par rapport à 1982. Cette hausse marque ainsi un point d'arrêt au déclin annuel des ventes de véhicules automobiles neufs amorcé au Québec depuis 1980. Elle est due essentiellement à la remontée de 26,8% des ventes de voitures particulières et de 40,1% pour les véhicules utilitaires.

Elle est aussi due à la forte augmentation (47,1%) des ventes de véhicules automobiles neufs fabriqués en Amérique du Nord, après les trois baisses annuelles consécutives supérieures à 21,0% de 1980 à 1982. Les ventes de voitures particulières se sont accrues de 47,7% et celles de véhicules utilitaires de 44,1%, contribuant fortement à cette reprise des ventes de véhicules fabriqués en Amérique du Nord signalée en 1983. Toutefois, ceux-ci, constituant environ 67,6% du total des véhicules automobiles neufs vendus au Québec, sont encore loin des 88,7% et 80,6% du marché qu'ils représentaient en 1979 et en 1980.

Quant aux véhicules fabriqués outre-mer, la quantité vendue en 1983 s'accroît de 1,7% par rapport à 1982. La hausse, annuelle et ininterrompue, des ventes de véhicules utilitaires est en 1983 de 32,5% mais celles des voitures particulières connaissent une deuxième baisse de 2,2% après celle de 6,5% en 1982. Tout de même, la part du marché des véhicules fabriqués outre-mer, déjà estimée à 40,9% en 1982, demeure à 32,4% en 1983 après avoir été de seulement 11,3% en 1979.

La valeur au détail de tous les véhicules automobiles neufs vendus au Québec en 1983 s'accroît de 36,3% par rapport à 1982 pour totaliser 3,01 milliards de dollars. Les voitures particulières, avec 82,6% de ce total, contribuent pour 2,5 milliards de dollars, en hausse de 37,4% et les véhicules utilitaires comptent pour 524 millions de dollars, en hausse de 31,4%. Le total des ventes des véhicules fabriqués en Amérique du Nord atteint 2,1 milliards de dollars ou 68,9% du total québécois, augmentant ainsi de 52,7% par rapport à 1982. D'ailleurs la plus forte augmentation en 1983 (59,6%) revient aux ventes de voitures particulières fabriquées en Amérique du Nord, estimées à 1,7 milliard de dollars alors que la valeur totale des ventes de véhicules fabriqués outre-mer n'augmente que d'environ 10,2%.

Durant la période 1979-1983, les ventes totales de véhicules automobiles neufs au Québec diminuent en quantité de 21,3% mais augmentent en valeur de quelque 4,0%. Cet accroissement

s'explique seulement par le bilan positif des ventes de véhicules fabriqués outre-mer qui, pendant cette période, connaissent une hausse de 126,0% de la quantité vendue et de 229,0% de la valeur totale au détail. La croissance de 1979 à 1983 des ventes de voitures particulières fabriquées outre-mer est de 101,8% en quantité et de 198,4% en valeur, alors que pour les véhicules utilitaires fabriqués outre-mer, le nombre vendu pendant ces quatre années se multiplie par 8 et la valeur totale au détail décuple. À l'opposé, les ventes de véhicules fabriqués en Amérique du Nord se situent encore en deçà de leurs estimations de 1979. La quantité vendue baisse de 40,0% et la valeur des ventes de 20,5% de 1979 à 1983. C'est le résultat du déclin des ventes de voitures particulières fabriquées en Amérique du Nord (-35,5% du volume des ventes et -10,5% de la valeur des ventes) conjugué à la baisse de 58,3% et de 45,9% du volume et de la valeur des ventes de véhicules utilitaires.

Boissons alcooliques

Quant aux ventes de boissons alcooliques, le Québec avec 125,4 litres per capita en 1983 se retrouve au 7e rang des provinces et territoires canadiens, derrière le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, la Colombie Britannique, Terre-Neuve, l'Ontario et l'Alberta. Le volume total des ventes de boissons alcooliques au Québec s'élève à environ 645,2 millions de litres ou 26,0% du total canadien, comparativement à 676,3 millions de litres ou 27,0% du marché canadien en 1982. Le Québec occupe ainsi la 2e place au Canada, derrière l'Ontario dont les ventes de boissons alcooliques sont estimées en 1983 à 914,6 millions de litres ou 36,9% du marché canadien et, en 1982, à 908,9 millions de litres ou 36,2% du total canadien.

La Nouvelle-Écosse et chacune des provinces de l'Ouest contribuent à la baisse de 1,2% du volume des ventes canadiennes de boissons alcooliques. Le Québec, pour sa part, enregistre en 1983 une baisse de 4,6% par rapport à 1982 du volume total de ventes de boissons alcooliques alors que l'Ontario enregistre une hausse de 0,6%.

Au Québec, les spiritueux constituent en 1983 la catégorie la plus en baisse (-8,2%), suivis de la bière (-4,8%) et des vins (-1,2%). Il s'agit donc d'une deuxième baisse consécutive du volume de spiritueux et de bière vendus au Québec, la seule exception étant les vins qui enregistraient une hausse de 3,1% en 1982 par rapport à 1981.

Avec 86,1% et 555,5 millions de litres, la bière détient la plus grande part du marché québécois des boissons alcooliques en 1983, devant les vins (9,6%) et les spiritueux (4,3%). Au Canada, la bière représente, en 1983, 83,0% du marché des boissons alcooliques, le reste se partageant entre les vins (9,4%) et les spiritueux (7,6%). La presque totalité (99,8%) de la bière vendue au Québec en 1983 est d'origine canadienne et représente 580,2 millions de dollars, soit 42,5% de la valeur totale des boissons alcooliques vendues au Québec. En fait, les boissons alcooliques d'origine canadienne constituent, en 1983, 92,0% du marché québécois et 67,8% de sa valeur. Quant aux ventes québécoises de boissons alcooliques importées, les vins représentent 80,8% du volume des ventes et 62,0% de la valeur des ventes. De même les spiritueux importés constituent environ le tiers du nombre total de litres de spiritueux vendus au Québec en 1983 pour une valeur de 163,9 millions de dollars ou quelque 38,3% de la valeur totale du marché québécois des spiritueux.

Autres ventes au détail

Dans l'ensemble des ventes au détail au Québec en 1983, après les augmentations appréciables enregistrées dans les ventes de meubles, d'autos et d'autres services connexes, on constate des accroissements élevés pour les magasins spécialisés dans la vente de vêtements et chaussures, les quincailleries et les magasins de bijoux et d'accessoires personnels. Les magasins de vêtements pour la famille augmentent leur chiffre d'affaires de 25,0% face à 18,0% pour les magasins de vêtements pour dames et seulement 11,5% pour les magasins de vêtements pour hommes. Quant aux autres magasins, les augmentations varient de 16,3% pour les quincailleries à 12,4% pour les magasins d'accessoires personnels.

Sur une base décennale, particulièrement de 1973 à 1983, la valeur des ventes au détail, passant de 9,7 milliards à 25,8 milliards, enregistre une hausse moyenne d'environ 166% ou 10,3% annuellement alors que durant la même période cette hausse est de 177% au Canada ou 10,7% par année.

Ce faible résultat au Québec est imputable aux magasins à succursales dont les ventes au détail ne progressent durant ces dix années que de 163% face aux 195% de l'ensemble des magasins à succursales canadiennes. Ces 32 points au-dessous de la moyenne nationale ne sont que faiblement atténués par la croissance enregistrée dans les ventes au détail des magasins indépendants québécois, soit 167% de 1973 à 1983, à peine de deux points supérieure à la moyenne canadienne de 165%.

Il en résulte que la proportion des ventes au détail des magasins à succursales québécois dans l'ensemble canadien baisse sensiblement en passant de 19,9% en 1973 à 17,3% en 1983 après avoir touché un sommet de 20,3% en 1976. Pour les magasins indépendants, cette proportion reste pratiquement inchangée (29,0% en 1973 et 29,3% en 1983) même si, en 1979, elle est d'environ 30,0%. En conséquence, la part du Québec dans les ventes au détail canadiennes, après s'être située autour de 25,5% dans les années soixante-dix et même en 1980, ne représente plus que 24,3% en 1983.

Ainsi en 1983, dans l'ensemble des ventes au détail canadiennes, le Québec se situe à quelque 13 points derrière l'Ontario dont la part de 1973 diminue elle aussi mais moins fortement qu'au Québec. Oscillant entre 36,0% et 37,0% pendant la décennie soixante-dix, la part ontarienne après avoir atteint jusqu'à 37,8% en 1973 tombe à 35,5% en 1980 pour remonter à 37,1% en 1983. Pendant ce temps, particulièrement depuis 1980, les autres provinces ou bien augmentent légèrement ou bien maintiennent leur part respective: entre 0,4% et 3,3% pour les provinces Maritimes, 4,0% pour le Manitoba et la Saskatchewan et 11,0% et 12,5% pour l'Alberta et la Colombie Britannique.

Ventes directes

Se faisant par divers moyens de distribution tels que le publipostage, les médias électroniques, les imprimés, les catalogues etc., la vente directe au consommateur, même si elle ne représente qu'environ 4% des ventes au détail, occupe néanmoins une place non négligeable dans le commerce canadien. Son chiffre d'affaires double au cours des années soixante-dix en passant de 934,6 millions de dollars en 1972 à 1,9 milliard de dollars en 1979. De 1980 à 1982, l'augmentation est moins élevée, soit environ 16%, les ventes étant passées de 2,2 milliards de dollars en 1980 à 2,5 milliards de dollars en 1982. Sur la période de 10 ans c'est-à-dire de 1972 à 1982, la hausse de 170,0% des ventes directes demeure inférieure à celle de 190,0% relevée pour les ventes au détail de produits comparables.

Ventes par distributeurs automatiques

Pour ce qui est des distributeurs automatiques, on constate, pour la période 1972-1982, une croissance des ventes pratiquement égale au Québec et au Canada, soit de 101,0% et 103,0% respectivement. Estimées en 1972 à 54,9 millions de dollars au Québec et à 178,9 millions de dollars au Canada, elles sont en 1982 de 110,5 millions de dollars et de 363,3 millions de dollars respectivement.

Ces statistiques de 1982, par rapport à 1981, traduisent une réalité québécoise totalement différente de la réalité canadienne. En effet, les ventes par distributeurs automatiques baissent en 1982 de 4,4% au Canada et augmentent de 2,3% au Québec qui, avec le Nouveau-Brunswick (9,9%) et le Manitoba (8,3%) sont les trois seules provinces à ne pas suivre la tendance nationale. En 1983 aussi il n'y a que trois provinces à ne pas suivre la tendance nationale (-6,2%) et à

enregistrer des hausses: Terre-Neuve (24,8%), l'Île-du-Prince-Édouard (13,8%) et la Nouvelle-Écosse (0,7%). Le Québec affiche alors le deuxième plus important recul (-9,0%) après la Saskatchewan (-11,2%). L'Ontario, tout en se maintenant en 1ère place en 1983 (41,6%) dans ce marché des distributeurs automatiques, connaît une baisse de 5,2% et la Colombie Britannique une de 7,9% sans oublier le Nouveau-Brunswick (-7,0%), le Manitoba (-5,3%) et l'Alberta (-2,6%).

Au Québec, tous les groupes de distributeurs automatiques, à l'exception de celui des confiseries en vrac, contribuent à la baisse des ventes par distributeurs automatiques en 1983. Les baisses varient de 1,4% pour les ventes d'aliments à 16,1% pour les ventes de cigarettes.

Tout de même, des 20 types de distributeurs automatiques qui composent les groupes, quelques-uns rapportent une augmentation des ventes. Il s'agit entre autres des ventes de café au percolateur, d'eaux gazeuses en boîte, de crème glacée et de confiseries en vrac. Quant à la part de marché détenue, elle varie à des degrés divers. Par exemple, pour les cigarettes, avec le même pourcentage de distributeurs automatiques canadiens, la proportion des ventes québécoises par rapport à celles du Canada passe de 34,7% en 1982 à 33,8% en 1983. Par contre, pour le café au percolateur, la proportion québécoise des distributeurs automatiques canadiens est en hausse (28,6% en 1982 et 36,2% en 1983), de même que la part des ventes québécoises (23,8% en 1982 et 28,2% en 1983).

Enfin, derrière l'Ontario qui occupe la plus forte proportion des ventes canadiennes par distributeurs automatiques (40,0% et plus), le Québec ne voit sa part dépasser vraiment son niveau historique de 30% qu'une seule fois, soit en 1970 avec 33,0% pour redescendre à seulement 28,1% en 1980, puis remonter à 30,4% en 1982 et glisser de nouveau à 29,5% en 1983.

Montréal et les ventes au détail

La valeur des ventes au détail déclarée en 1984 dans la région de Montréal continue son ascension (12,1%) par rapport à 1983 pour s'établir à 13,6 milliards de dollars. Cet accroissement est observé dans les ventes au détail de presque toutes les catégories de commerces, les exceptions étant les ventes des magasins de vêtements pour dames, des vendeurs d'automobiles d'occasion et des magasins d'accessoires personnels. Mais pour mieux situer la place de Montréal dans le commerce de détail québécois après la crise économique de 1982, les données révisées de 1983 se révèlent plus appropriées, particulièrement celles des ventes effectuées aux points de vente au détail. Ainsi, en 1983, la valeur des ventes au détail dans la zone métropolitaine de Montréal est de 12,1 milliards de dollars et représente 47,1% du marché québécois. Il s'agit là d'une hausse d'un demi-million de dollars par rapport à 1982 où cependant la part de Montréal dans le marché québécois est estimée à 49,4%, son plus haut taux depuis fort longtemps (la moyenne historique étant de 47,0%).

La part des magasins à succursales dans les ventes au détail de la région de Montréal est de loin plus importante que la part des magasins à succursales de l'ensemble du Québec; en effet, au cours des années soixante-dix et depuis le début des années quatre-vingt, les magasins à succursales représentent 43% et 40% respectivement des ventes au détail de la région de Montréal, alors que dans l'ensemble du Québec, cette proportion ne fait que varier entre 31,4% et 33,7% de 1972 à 1983. En passant de 9,8 milliards de dollars en 1980 à 12,1 milliards de dollars en 1983, les ventes au détail dans la zone métropolitaine de Montréal augmentent d'environ 24,0% contre 23,4% pour les ventes au détail au Québec.

Pour la seule année 1982, alors que l'ensemble du Québec rapporte une croissance de 3,6% de ses ventes au détail, la zone métropolitaine de Montréal en affiche une de 7,2%. En 1981 également, face aux 8,4% enregistrés dans les ventes au détail au Québec, la zone métropolitaine de Montréal montre un accroissement de 10,8% de ses ventes au détail. Par contre, en 1983 la situation est

inversée: les ventes au détail montréalaises n'augmentent que de 4,5% contre 9,7% de croissance pour l'ensemble des ventes au détail québécoises.

En 1983, cinq catégories de commerce de la zone métropolitaine de Montréal connaissent des diminutions des ventes au détail, variant de 1,0% pour les bazars à 11,4% pour les épiceries-boucheries. Celles-ci rapportent ainsi la plus forte baisse relative et aussi absolue (322,8 millions de dollars), suivies des librairies et papeteries (-10,2% contre -10,0% pour le Québec) et des magasins de marchandises diverses (-5,1% contre -4,6% pour le Québec). Les ventes dans les stations-service, en hausse en 1983 de 3,6% au Québec, diminuent de 1,2% dans la zone métropolitaine de Montréal.

Par contre, en 1982, la hausse la plus élevée des ventes au détail dans la région de Montréal est enregistrée par le groupe des pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté (55,6%); la deuxième plus forte hausse à Montréal revient aux stations-service (31,3%) talonnées par les garages (31,1%). Un peu plus loin se retrouvent les magasins d'articles de sport et d'accessoires (23,4%), les autres magasins d'aliments (18,1%) et les magasins de vêtements pour dames (16,1%).

Par ailleurs, pour la même année 1982 et dans la zone métropolitaine de Montréal, la baisse la plus importante est rapportée par les magasins généraux (-31,1%) suivis des vendeurs d'automobiles d'occasion (-25,0%). En valeur absolue, la diminution la plus sensible concerne les ventes au détail réalisées par les concessionnaires d'automobiles (-126,2 millions de dollars) qui incidemment connaissent la troisième plus importante baisse relative de 1982 (-8,1%).

Les autres magasins à déclarer des baisses de ventes au détail dans la zone métropolitaine de Montréal en 1982 sont les fleuristes, les magasins de pièces et d'accessoires d'autos, les magasins de meubles, de téléviseurs, radios et accessoires, les grands magasins, les librairies et papeteries et les bijouteries; ces baisses varient de 0,7% à 7,5%.

Globalement, pour la période 1974-1983 les ventes au détail dans la zone métropolitaine de Montréal s'accroissent de 131,3% ou 9,8% annuellement, contre 126,5% ou 9,5% annuellement pour l'ensemble des ventes au détail du Québec.

Crédit à la consommation

Le recours au crédit par les consommateurs canadiens totalise en 1983, 47,1 milliards de dollars, soit une hausse de 3,7% contre une baisse de 2,7% en 1982. Le crédit consenti par les banques à charte (67,4% du total du crédit à la consommation au Canada) augmente de 2,8% pour atteindre 31,8 milliards de dollars en 1983. En ce qui a trait aux caisses populaires et aux «credit unions», représentant 13,3% du crédit total canadien, la hausse est de 9,7%. Au Québec, l'encours des prêts personnels (voir notes explicatives) des banques à charte augmente de 11,6% en 1983. Cette hausse est attribuable à la progression de 9,1% des prêts avec plan personnel, de 7,7% des prêts par carte de crédit et de 18,7% des autres types de prêts personnels consentis par les banques à charte faisant affaire au Québec.

Commerce de gros[1]

On aborde au tableau 11 l'autre composante du commerce québécois, soit le commerce de gros, dont le volume d'affaires de ses 12 462 établissements s'élève en 1982 à 34,1 milliards de dollars, c'est-à-dire environ 20,1% de l'ensemble canadien. On observe ainsi par rapport à 1981 un recul de plus de 11,0% du nombre d'établissements mais une baisse modérée de 3,0% du chiffre d'affaires. Les ventes et recettes nettes se chiffrent à 1,1% de moins qu'en 1981 et la valeur des

stocks de fin d'exercice à 9,7% de moins. Au Canada, les seules provinces à connaître par rapport à 1981 une augmentation du volume de leur commerce de gros sont Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse, la Saskatchewan et l'Alberta.

Au Québec, les marchands de gros, avec 92,2% du nombre total d'établissements grossistes en 1982, réalisent 83,0% du volume des affaires à ce chapitre. Les autres 17,0% constituent la part des agents et courtiers avec leurs 976 établissements ou 8,0% des établissements grossistes québécois. Par rapport à 1981, les activités des marchands de gros déclinent de 11,2% en nombre d'établissements et de 2,7% en volume d'affaires. Il en est de même pour les agents et courtiers: une baisse de 9,6% du nombre d'établissements et de 3,2% du volume d'affaires.

Par ailleurs, la répartition du volume total des affaires révèle qu'en 1982 au Québec la plus grosse part du commerce de gros revient au groupe des produits alimentaires suivi du groupe des commerçants en charbon, coke et dérivés du pétrole, du groupe des commerçants en produits agricoles, de ceux en machines et équipements et enfin de ceux en bois d'oeuvre et matériaux de construction. Tous ces groupes se caractérisent en 1982 par un chiffre d'affaires supérieur à 2,0 milliards de dollars, donc en hausse par rapport à 1981 (exception faite du groupe des machines et équipements).

Enfin, si on compare la proportion des grossistes et celle des agents et courtiers dans le commerce de gros canadien, on observe que les deux courbes évoluent fort différemment. De 1973 à 1982 en effet, la part des marchands de gros québécois régresse d'une enquête à l'autre, pendant que celle des agents et courtiers augmente de façon générale, mais avec quelques variations.

Faillites

Le nombre des faillites personnelles enregistrées au Québec en 1984 chute de plus de 17,0% pour revenir presque au niveau de 1980. Par contre, les faillites commerciales, en baissant de 14,0% par rapport à 1983, retrouvent à une trentaine près, la quantité déclarée en 1981. Il s'agit d'une deuxième baisse annuelle consécutive, tant dans le nombre de faillites personnelles que dans celui de faillites commerciales. Mais par rapport à la crise économique vécue en 1982 il est d'un grand intérêt d'étudier la situation prévalant dans l'année suivant immédiatement cette grave récession.

Ainsi, en 1983, le nombre de faillites personnelles signalées au Québec baisse de 14,8% par rapport à 1982 comparativement à des baisses de 12,5% au Canada et de 23,3% en Ontario. Le nombre de faillites s'élève ainsi au Québec à 7 567, pour un déficit total de 197 millions de dollars, contre 8 878 en 1982 pour un déficit total de 239,2 millions de dollars. L'Ontario, avec 10 973 cas et un déficit estimé à 283,5 millions de dollars, se trouve au 1er rang des provinces; aux 3^{e} et 4^{e} rangs se retrouvent respectivement la Colombie Britannique avec 2 562 faillites et 175,5 millions de dollars de déficit et l'Alberta avec 2 411 cas pour 150,8 millions de dollars de déficit. Pour ces deux dernières provinces, le nombre de faillites personnelles s'accroît respectivement de 27,2% et de 13,6% par rapport à 1982. On constate également des hausses du nombre de faillites dans les trois provinces suivantes: la Saskatchewan (15,8%), Terre-Neuve (9,4%) et la Nouvelle-Écosse (1,9%).

---

1. Les données relatives au commerce de gros du Québec ne comprennent pas les activités des établissements classés dans le secteur manufacturier, lesquelles ne sont pas disponibles en dépit de leur relative importance. À titre d'indication, le nombre d'établissements manufacturiers exerçant le commerce de gros comme activité secondaire représente au Canada en 1981 et 1982 quelque 17,2% du nombre total des établissements manufacturiers.

Quant au nombre de faillites commerciales signalées au Québec, il passe de 4 368 en 1982 à 3 879 en 1983, en baisse de 11,2%, comparativement aux baisses de 4,7% au Canada et de 16,3% en Ontario. Comme en 1982 et en 1981, le Québec détient en 1983 le plus grand nombre de faillites commerciales signalées au Canada, suivi de l'Ontario avec 3 020 cas, de la Colombie Britannique (1 279 cas) et l'Alberta (1 038 cas). Cependant, en ce qui concerne le déficit relatif aux faillites commerciales, le Québec se retrouve en 1983 en 2[e] place derrière l'Ontario contrairement à la situation vécue en 1981 et en 1982. Ainsi le déficit lié aux faillites commerciales se chiffre en Ontario à 521,4 millions de dollars en 1983, en hausse de 7,1% par rapport à 1982. Au Québec, ce déficit se chiffre en 1983 à 513,3 millions de dollars, en baisse de 0,2% par rapport aux 514,5 millions de dollars en 1982. Finalement, six provinces canadiennes et les Territoires du Nord-Ouest connaissent en 1983 des augmentations appréciables de leur nombre de faillites commerciales, lesquelles augmentations oscillent entre 59,7% au Nouveau-Brunswick et 12,0% en Nouvelle-Écosse.

Au Québec, c'est dans le secteur du commerce de gros et de détail qu'on observe en 1984 comme en 1983 le plus grand nombre de faillites commerciales. On y enregistre en effet en 1983, 1 277 faillites contre 1 210 dans le secteur des services, 453 dans les industries de la construction, 432 dans les industries manufacturières et 177 dans les industries primaires. La situation est toutefois en nette amélioration par rapport à 1982 où on compte 1 470 faillites dans le secteur commercial, 1 384 dans celui des services, 506 dans les industries de la construction, 453 et 202 dans les industries manufacturières et primaires respectivement.

Indices des prix à la consommation

L'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC) pour le Canada s'accroît en 1984 de 4,4% seulement, prolongeant ainsi le ralentissement amorcé vers la fin du deuxième semestre de 1982.

La baisse en 1984 du taux de croissance de l'indice d'ensemble est entièrement attribuable au comportement de l'indice d'ensemble sans les aliments (en hausse de 4,0% en 1984 et de 6,4% en 1983), puisque l'indice des aliments affiche une augmentation accélérée de 5,6% en 1984 par rapport à une progression modérée de 3,7% en 1983. Plus spécifiquement, on observe un taux de croissance plus lent de l'indice de l'habitation en 1984, soit de 3,7% contre 6,8% en 1983. Ce ralentissement concerne tant le logement en location que le logement en propriété. Dans ce dernier cas, les influences les plus fortes viennent des intérêts hypothécaires et des impôts fonciers. La croissance de l'indice des dépenses de ménage est, elle aussi, sensiblement plus faible, puisque des augmentations modérées sont rapportées pour l'eau, le mazout, l'électricité et les services téléphoniques. Par ailleurs, la progression de l'indice des tabacs et des boissons alcooliques a été beaucoup plus lente, en raison entre autres d'une modification de la formule d'indexation de la taxe d'accise fédérale. L'indice des loisirs, de la lecture et de la formation dans son ensemble et l'indice des loisirs en particulier enregistrent des hausses plus faibles en 1984. D'autres influences sur l'indice d'ensemble (sans les aliments), quoique de moindre importance, proviennent des progressions plus lentes de l'indice des transports, de celui de l'habillement et de celui de la santé et des soins personnels.

Pour sa part, l'indice des aliments augmente de 5,6% en 1984, comparativement à seulement 3,7% en 1983. Cet accroissement est dû entièrement aux aliments achetés au magasin (6,0% en 1984 contre 2,9% en 1983), alors que les prix des repas au restaurant progressent beaucoup plus lentement (4,7% en 1984 contre 5,7% en 1983).

Malgré l'intérêt suscité par la baisse de l'indice d'ensemble en 1984, l'année 1983 mérite une attention spéciale puisqu'elle est la première année de la décennie quatre-vingt à rompre avec les taux d'inflation binaires enregistrés en 1980, 1981 et 1982. En effet, avec 5,8% d'augmentation

en 1983, l'indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC) pour le Canada marque un changement capital par rapport à la hausse de 10,8% en 1982 et de 12,5% en 1981. Ce ralentissement du taux d'augmentation des prix en 1983 est largement attribuable aux prix des transports et de l'habitation et, dans une moindre mesure, à ceux des aliments.

En effet, l'indice des transports, estimé à 119,8 en 1983, progresse de seulement 5,0% ce qui constitue un revirement majeur par rapport à la hausse de 14,1% en 1982 et 18,3% en 1981. Les facteurs déterminants de cette décélération sont les prix de l'essence, les primes d'assurance-automobile et les tarifs aériens. La hausse moyenne des prix de 6,0% de ces trois éléments en 1983 contraste nettement avec les augmentations de 21,0% et plus observées en 1982 et en 1981.

Du côté de l'habitation, l'augmentation des dépenses de 6,8% en 1983 est la plus faible de ce secteur depuis 1973. Plus de la moitié de cette progression de 1983 est imputable à la montée des frais de logement, l'indice du logement en location augmentant de 7,4% et celui du logement en propriété, de 6,5%. D'ailleurs, cet indice du logement s'accroît sensiblement partout au Canada, de Québec avec une hausse de 12,1%, à Vancouver avec une augmentation de 6,7%, l'exception étant Calgary avec une baisse de 1,4%.

Quant aux aliments, leurs prix au Canada n'augmentent en 1983 que de 3,7%, soit leur plus faible hausse depuis 1976. La majoration des prix des repas pris au restaurant, et celle de certains produits laitiers et céréaliers expliquent principalement cette hausse de l'indice des aliments en 1983. Pourtant, l'augmentation de l'indice des aliments consommés ou commandés du restaurant n'est que de 5,7%, soit un taux d'augmentation à peu près deux fois moins élevé qu'en 1982. Quant aux mouvements de l'indice des aliments achetés au magasin, le prix du boeuf reste relativement stable tout au long de l'année 1983 et le prix du porc, après des hausses de 16,4% en 1982 et de 15,1% en 1981, n'augmente que de 0,3% en 1983.

Au Québec, plus particulièrement dans les agglomérations urbaines de Québec et de Montréal, l'indice d'ensemble des prix à la consommation en 1983 croît de 5,4% et de 5,6% respectivement, contre 6,8% à St. John (N.-B.) et St. John's (T.-N.) (le taux de progression le plus élevé au Canada en 1983) et de 4,6% à Calgary (le taux le plus bas). Dans le secteur de l'alimentation, l'indice des aliments ne progresse que de 2,0% dans l'agglomération urbaine de Québec contre 2,7% à Montréal. Cependant, l'indice des aliments consommés ou commandés du restaurant à Québec s'accroît de 5,6% face à 3,2% à Montréal. En revanche, l'indice des aliments achetés au magasin augmente de 2,5% à Montréal, soit un taux deux fois plus élevé qu'à Québec où l'indice des prix des viandes affiche, par surcroît, une baisse de 2,0%. De plus, l'indice des produits laitiers et des oeufs enregistre une croissance de 3,3% à Québec contre 4,0% à Montréal et 5,2% au Canada. L'indice des fruits et légumes progresse de 1,6% à Québec comparativement à 1,2% dans l'agglomération urbaine de Montréal.

Finalement, la hausse de la composante «habitation» dans l'agglomération urbaine de Québec est en 1983 de 8,1% face à 7,8% à Montréal. De façon spécifique, l'indice du logement en location augmente de 12,1% à Québec contre 10,2% à Montréal. Celui du logement en propriété progresse de 8,6% dans l'agglomération urbaine de Québec comparativement à 8,1% dans celle de Montréal.

Comparons maintenant les mouvements de l'indice d'ensemble des prix à la consommation établi pour les ménages à faible revenu et l'IPC officiel, c'est-à-dire l'indice d'ensemble des prix à la consommation pour le Canada. Sur une base annuelle, celui-ci augmente de 5,8% en 1983 comparativement à 5,9% pour l'indice des prix à la consommation des ménages à faible revenu. Pour la première fois depuis 1979, l'augmentation annuelle de l'IPC des ménages à faible revenu dépasse celle de l'IPC officiel. En 1982, 1981 et 1980, l'IPC officiel connaît des hausses respectives de 10,8%, 12,5% et 10,2% alors que l'IPC des ménages à faible revenu progresse

durant ces mêmes années de 9,9%, 11,6% et 9,6%. En 1983, et pour une troisième année consécutive, la composante «aliments» contribue beaucoup à modérer la progression de l'IPC des faibles revenus. Sa hausse de 3,3% dans l'IPC des faibles revenus est moindre que dans l'IPC officiel (3,7%). De plus, cette hausse de 3,3% montre que l'indice des aliments des ménages à faible revenu augmente moins rapidement que l'IPC d'ensemble de ces ménages (5,9%).

Par contre, toutes les autres composantes principales (de l'habitation aux tabacs et boissons alcooliques) font avancer l'IPC des ménages à faible revenu plus vite que l'IPC officiel. Parmi ces composantes, l'habitation se révèle la plus responsable de l'écart de plus en plus grand observé en 1983 entre les deux indices. D'abord la progression de l'indice de l'habitation (7,1%) dépasse celle de l'indice d'ensemble des ménages à faible revenu (5,9%) et, par surcroît, est plus élevée dans l'IPC des ménages à faible revenu que dans l'IPC officiel (où elle se chiffre à 6,8%). Il faut ajouter que le poids des dépenses d'habitation plus élevé dans l'IPC des faibles revenus que dans l'IPC officiel (39,1% contre 34,3%) se trouve à donner dans ces circonstances plus d'impulsion à l'IPC des faibles revenus. Quant aux autres composantes, leurs mouvements de prix, assez proches dans les deux indices (à l'exception des tabacs et boissons alcooliques), et leurs pondérations relativement faibles minimisent leur pression à la hausse sur l'IPC des ménages à faible revenu par rapport à l'IPC officiel.

Définitions

Commerce

Commerce de gros
Les grossistes sont classés à l'un ou l'autre des deux types d'opérations suivants:

Agents et courtiers: établissement ou local d'affaires dont l'activité principale est la vente ou l'achat de produits appartenant à d'autres, moyennant commission;

Marchands en gros: établissement ou local d'affaires dont l'activité principale est l'achat et la vente de marchandises à leur propre compte.

Crédit à la consommation
Crédit provenant d'une avance d'argent, d'un achat à crédit de biens ou de services ou encore, de l'utilisation d'une carte de crédit en échange d'une promesse de rembourser le prêteur ultérieurement, généralement par versements successifs. Les intérêts et agios compris dans les versements successifs sont exclus.

Distributeur automatique
Machine qui dispense automatiquement une marchandise dès qu'on y introduit les pièces de monnaie nécessaires. La marchandise comprend aussi bien les tabacs, les boissons et produits comestibles que les produits non comestibles comme les stylos, les articles de toilette, etc. Sont exclus les distributeurs de certains produits comme l'essence et les journaux, de même que les boîtes à musique, les jeux, les lessiveuses, les appareils photos automatiques, les photocopieurs, etc.

Exploitant de distributeurs automatiques
Particulier ou société qui, travaillant à son compte, possède ou loue des distributeurs automatiques et s'occupe de les installer de les entretenir et de les réparer.

Faillites
Faillite commerciale: faillite principalement imputable aux dettes contractées en raison de l'exploitation d'une entreprise commerciale ou d'une entreprise d'affaires et qui inclut les entreprises à propriétaire unique, les sociétés en nom collectif et les sociétés à responsabilité limitée.

Faillite personnelle: faillite d'une personne dont les dettes ne sont pas reliées à l'exploitation d'une entreprise commerciale, ou faillite où les dettes imputables à une entreprise commerciale représentent moins de 50% de l'ensemble des dettes.

Magasin à succursales
Entreprise exploitant au moins quatre points de vente au détail dans un même genre de commerce, sous une même appartenance juridique. Toute autre entreprise dont le schéma de structure ne concorde pas avec cette définition est classée automatiquement dans la catégorie des magasins indépendants, la seule exception étant les «grands magasins» qui sont rattachés à la catégorie des magasins à succursales.

Point de vente au détail
Selon Statistique Canada, il s'agit d'un local d'affaires, habituellement un magasin, dont l'activité principale consiste à vendre des marchandises et des services connexes au grand public pour la consommation ménagère ou personnelle.

Proposition
Procédure en vertu de la Loi sur la faillite par laquelle on accorde au débiteur, avec le consentement de ses créanciers et du tribunal, un concordat de ses dettes, un atermoiement ou un accommodement pour pouvoir satisfaire ses créanciers.

Valeur des ventes de boissons alcooliques
La valeur ne représente pas le prix de vente au détail final des boissons alcooliques, car le bénéfice brut des détenteurs de permis d'alcool n'est pas pris en compte. Le volume des ventes est un indicateur plus réaliste des tendances de la consommation.

Véhicules automobiles de fabrication canadienne ou américaine
Les voitures particulières et les camions assemblés sur notre continent sont traités statistiquement comme des véhicules de fabrication canadienne ou américaine, peu importe la source de leurs pièces.

Ventes au détail
Cette activité englobe les ventes effectuées à des points de vente au détail. Les estimations des ventes au détail ne tiennent pas compte des ventes directes, des ventes par distributeurs automatiques, etc. Il n'y a qu'une exception: les ventes des grands magasins faites par la poste ou par catalogue, qui sont classées dans la catégorie des «magasins de marchandises diverses».

Consommation

Indice des prix à la consommation (IPC)
Mesure la variation dans le temps, exprimée en pourcentage, du coût à l'achat d'un «panier» constant de biens et de services, qui représente les achats faits par un groupe particulier de la population au cours d'une période donnée. Le «panier» renferme des biens et des services de quantité et de qualité invariables ou équivalentes et dont les prix sont mesurables au cours du temps. Les variations de son coût résultent donc uniquement du mouvement des prix.

L'indice des prix à la consommation de chaque agglomération urbaine mesure les variations de prix à des moments donnés dans cette agglomération. Aussi, les IPC des agglomérations urbaines indiquent-ils le mouvement des prix dans le temps de chaque agglomération mais non les différences de niveau des prix entre les villes ou bien entre les villes et le Canada.

À compter d'octobre 1982, les pondérations utilisées pour l'indice des prix à la consommation se rapportent à la composition des dépenses de 1978. Les données qui ont servi à établir cette composition proviennent des enquêtes sur les dépenses des familles de 1978. Les dépenses sont celles qu'ont déclarées tous les ménages privés (familles et personnes seules) qui habitent les centres urbains du Canada qui comptent 30 000 habitants ou plus. En 1978, ces centres urbains sont au nombre de 64.

Les prix servant au calcul de l'IPC sont les prix au détail et englobent toutes les taxes de vente, d'accise et autres taxes imposées aux produits.

Pouvoir d'achat à la consommation du dollar
Le pouvoir d'achat à la consommation du dollar évolue en raison inverse du mouvement de l'indice des prix à la consommation.

17

Notes explicatives

Indice d'ensemble des prix à la consommation (IPC)

À cause du changement de classification effectué dans le calcul de l'indice à partir d'avril 1982, une moyenne annuelle ne peut être calculée.

Indice des prix à la consommation des ménages à faible revenu

L'interprétation des résultats doit tenir compte du fait que l'indice des faibles revenus comporte certaines lacunes. À cause de ces lacunes, cet IPC des faibles revenus n'est pas une mesure aussi définitive des variations de prix à la consommation des ménages à faible revenu que l'est l'IPC officiel pour les variations de prix de l'ensemble des ménages. La principale lacune réside dans le fait que les prix servant à calculer l'IPC des faibles revenus sont les mêmes que ceux utilisés pour l'IPC officiel.

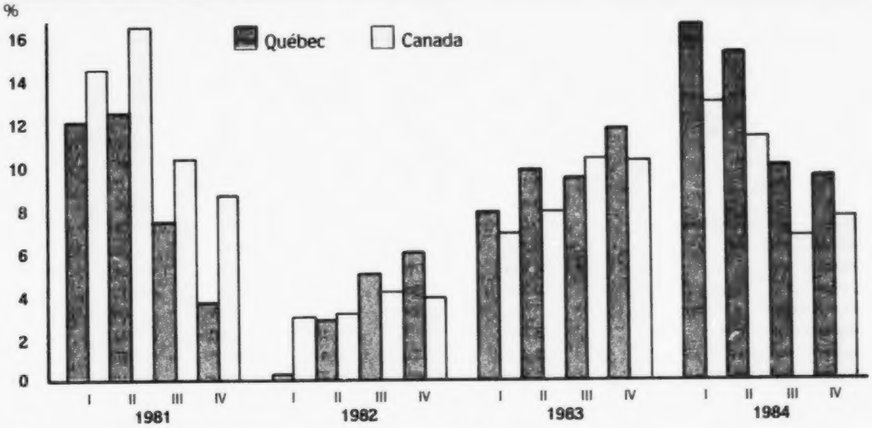
Par ailleurs, les résultats sont essentiellement de nature statistique. On n'a pas cherché à mesurer l'aptitude de divers groupes de population à contrer les effets de l'inflation.

Prêts personnels

Quoiqu'il n'y ait pas de données complètes sur l'ensemble des prêts personnels au Québec, on peut trouver une approximation assez juste de la réalité québécoise en se basant sur les statistiques relatives à l'encours des prêts personnels des banques à charte faisant affaire au Québec. Par ailleurs, l'encours des prêts personnels représente l'augmentation nette des prêts puisqu'il est calculé comme étant la valeur des prêts courants moins les remboursements.

Figure 1

Variation trimestrielle[1] des ventes au détail en dollars courants, Québec, Canada, 1981-1984



1. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *La situation économique au Québec. 1984 et 1er semestre 1985.*

Figure 2

Variation des ventes au détail évaluées en dollars courants, par genre de commerce, Québec, 1984/1983

1. Tous les magasins d'alimentation
2. Grands magasins
3. Concessionnaires d'automobiles
4. Stations-services, garages et pièces, voitures d'occasion
5. Vêtements et chaussures
6. Meubles, téléviseurs et appareils ménagers
7. Quincailleries
8. Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté
9. Librairies, papeteries, fleuristes
10. Magasins d'articles de sport et accessoires
11. Bijouteries et magasins d'accessoires personnels
12. Autres magasins
13. Ensemble des magasins

Source: Bureau de la statistique du Québec. *La situation économique au Québec, 1984 et 1er semestre 1985.*

Tableau 1

Valeur des ventes au détail, selon le genre de commerce, par province, Canada, 1980-1984

Genre de commerce	T.-N.	Î.-P.-E.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.
	'000 $					
1980	**1 497 546**	**368 053**	**2 642 994**	**2 119 127**	**20 894 862**	**29 666 221**
Epiceries boucheries	210 911	59 165	585 958	388 018	4 437 291	6 272 329
Epiceries, confiseries et articles divers	153 742	15 687	80 065	105 961	1 396 757	1 197 417
Autres magasins d'alimentation	14 089	2 668	25 036	25 157	472 721	499 085
Grands magasins	113 916	53 582	231 447	192 692	1 738 326	3 308 384
Marchandises diverses	93 402	18 449	107 167	58 653	319 903	592 364
Magasins generaux	90 176	12 314	38 600	65 828	232 252	175 564
Bazars	43 471	X	66 498	64 846	263 213	319 198
Concessionnaires d'automobiles	270 065	72 151	510 491	459 789	3 636 616	4 946 725
Automobiles d'occasion	4 284	X	18 891	5 660	152 562	162 543
Stations-service	134 545	37 076	208 538	168 422	1 471 265	2 362 940
Garages	10 789	2 154	X	9 078	475 130	391 263
Pièces et accessoires d'automobiles	X	5 349	58 442	48 388	447 079	732 832
Vêtements pour hommes	5 786	2 115	31 186	19 875	274 221	342 717
Vêtements pour dames	20 211	4 372	50 413	36 670	416 558	605 999
Vêtements pour la famille	51 580	4 995	38 225	34 088	355 168	364 535
Chaussures speciales	X	X	X	773	37 928	47 512
Chaussures pour la famille	10 424	X	15 340	18 141	265 092	273 678
Quincailleries	2 870	1 493	27 845	17 640	309 029	216 563
Meubles	16 285	X	18 183	34 921	420 343	412 075
Appareils menagers	3 190	X	9 320	4 381	52 087	120 536
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	18 251	X	29 736	5 071	148 574	136 965
Pharmacies, medicaments brevetes et produits de beaute	63 480	10 738	107 701	78 050	465 147	1 063 647
Librairies et papeteries	1 311	X	15 046	7 868	104 822	187 916
Fleuristes	3 582	X	7 717	6 838	76 229	132 066
Bijouteries	7 035	1 301	19 256	17 862	139 284	282 131
Articles de sport et accessoires	7 123	2 598	12 967	23 362	319 417	275 167
Accessoires personnels	6 335	1 751	23 431	10 835	339 916	447 366
Autres	113 045	41 743	289 140	210 260	2 127 932	3 796 704
1981	**1 638 148**	**400 745**	**2 889 057**	**2 317 504**	**22 670 590**	**33 732 433**
Epiceries boucheries	257 239	65 161	681 557	426 223	4 858 640	6 922 939
Epiceries, confiseries et articles divers	180 983	16 281	101 136	125 844	1 531 739	1 496 682
Autres magasins d'alimentation	15 269	2 439	29 732	42 991	591 165	570 225
Grands magasins	119 547	56 766	256 214	207 610	1 808 957	3 597 406
Marchandises diverses	106 820	18 345	119 109	63 953	319 841	633 221
Magasins généraux	100 595	13 934	39 487	63 200	243 930	197 027
Bazars	47 909	X	66 422	71 645	292 198	338 911
Concessionnaires d'automobiles	247 365	68 108	455 684	434 805	3 521 269	5 642 067
Automobiles d'occasion	3 287	X	24 341	6 417	175 835	179 490
Stations-service	157 212	47 391	249 408	238 294	1 865 068	3 027 370
Garages	15 800	3 274	X	13 217	591 691	472 590
Pièces et accessoires d'automobiles	X	X	68 538	53 162	473 633	834 063
Vêtements pour hommes	7 000	2 459	24 073	18 605	313 659	380 427
Vêtements pour dames	23 157	4 539	54 825	38 863	494 066	678 344
Vêtements pour la famille	49 375	4 714	51 128	35 720	418 357	418 003
Chaussures spéciales	X	X	X	882	42 871	54 409
Chaussures pour la famille	12 584	X	17 250	18 590	304 834	304 562
Quincailleries	5 273	1 609	29 537	18 647	316 110	229 299
Meubles	17 668	X	21 240	37 725	423 449	485 116
Appareils ménagers	2 260	X	10 419	5 032	54 968	167 415
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	12 290	X	26 937	1 951	148 192	147 799
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	78 967	13 549	128 564	98 006	569 650	1 212 036

Genre de commerce	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Canada
			'000 $		
1980	**3 163 896**	**3 452 659**	**9 410 720**	**10 572 030**	**84 026 563**
Epiceries-boucheries	602 761	552 402	1 375 546	1 814 829	16 333 617
Epiceries, confiseries et articles divers	168 442	109 520	318 248	319 130	3 870 460
Autres magasins d'alimentation	35 593	23 474	62 537	190 490	1 352 267
Grands magasins	478 247	260 310	1 335 192	1 624 535	9 366 767
Marchandises diverses	62 747	179 497	228 271	244 888	1 916 102
Magasins generaux	159 257	210 334	367 038	132 137	1 544 491
Bazars	32 292	45 009	69 113	81 660	993 748
Concessionnaires d'automobiles	614 149	873 039	2 202 707	2 075 445	15 697 888
Automobiles d'occasion	7 116	8 837	11 426	66 510	438 869
Stations-service	159 446	205 411	513 573	626 260	5 894 669
Garages	15 261	16 078	58 478	97 613	1 092 726
Pieces et accessoires d'automobiles	50 040	57 741	175 784	137 924	1 740 825
Vêtements pour hommes	25 304	26 854	150 292	93 474	973 055
Vêtements pour dames	46 872	56 684	167 548	177 085	1 583 602
Vêtements pour la famille	42 571	44 198	128 610	122 951	1 188 171
Chaussures speciales	1 454	3 630	2 782	14 456	108 803
Chaussures pour la famille	20 553	18 520	60 939	64 165	749 662
Quincailleries	24 201	29 454	74 298	85 515	792 350
Meubles	27 072	57 055	130 203	101 983	1 220 624
Appareils menagers	5 901	14 243	35 944	50 227	295 896
Meubles, televiseurs, radios et accessoires	26 398	39 148	50 650	90 955	547 915
Pharmacies, medicaments brevetes et produits de beaute	111 699	104 504	281 270	436 879	2 728 064
Librairies et papeteries	13 044	9 508	31 158	51 490	423 686
Fleuristes	10 774	6 664	43 496	31 223	320 252
Bijouteries	33 889	23 998	89 476	128 582	745 621
Articles de sport et accessoires	22 122	40 203	133 854	173 774	1 014 574
Accessoires personnels	25 527	31 479	105 017	213 467	1 207 382
Autres	341 164	404 865	1 207 270	1 324 383	9 884 477
1981	**3 578 370**	**3 876 204**	**10 906 402**	**11 999 831**	**94 292 779**
Epiceries-boucheries	698 907	624 092	1 618 063	2 105 566	18 305 204
Epiceries, confiseries et articles divers	171 173	118 154	392 750	411 690	4 553 083
Autres magasins d'alimentation	46 519	29 614	92 033	222 104	1 644 190
Grands magasins	517 347	287 973	1 521 332	1 809 245	10 218 075
Marchandises diverses	66 125	189 410	238 828	245 751	2 013 477
Magasins generaux	176 040	229 216	442 435	149 637	1 724 753
Bazars	34 020	46 518	72 803	85 727	1 064 730
Concessionnaires d'automobiles	644 003	913 801	2 405 379	2 174 447	16 546 889
Automobiles d'occasion	10 373	3 127	21 006	68 709	495 336
Stations-service	233 126	263 222	669 650	772 474	7 529 654
Garages	20 692	21 171	72 495	113 415	1 344 498
Pieces et accessoires d'automobiles	53 505	80 658	220 259	166 514	1 991 421
Vêtements pour hommes	26 293	32 885	167 485	98 764	1 073 337
Vêtements pour dames	57 741	68 905	199 048	191 195	1 812 095
Vêtements pour la famille	50 633	52 485	149 013	135 984	1 366 873
Chaussures spéciales	1 769	3 953	5 002	15 658	128 050
Chaussures pour la famille	24 660	22 448	72 871	71 783	852 271
Quincailleries	22 541	35 098	77 133	92 553	831 060
Meubles	40 782	68 614	145 532	122 666	1 365 579
Appareils ménagers	7 900	15 191	49 799	56 688	369 704
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	29 741	37 314	59 157	77 403	54 264
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	124 935	133 823	341 994	519 734	3 227 172

Tableau 1 (suite)

Valeur des ventes au détail, selon le genre de commerce, par province, Canada, 1980-1984

Genre de commerce	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.
	'000 $					
Librairies et papeteries	1 634	X	17 860	9 563	128 828	177 810
Fleuristes	3 739	X	9 661	8 252	78 759	158 329
Bijouteries	7 044	1 372	22 831	19 485	129 727	303 363
Articles de sport et accessoires	7 057	3 918	11 466	23 181	341 070	307 492
Accessoires personnels	6 860	2 201	27 874	11 841	358 911	509 476
Autres	117 012	48 324	321 046	223 800	2 273 173	4 286 562
1982	**1 761 152**	**412 417**	**3 097 802**	**2 448 648**	**23 496 794**	**35 543 298**
Epiceries boucheries	267 517	75 514	719 620	470 658	5 127 097	7 591 846
Epiceries, confiseries et articles divers	193 503	18 925	128 214	144 914	1 616 197	1 636 036
Autres magasins d'alimentation	15 014	3 736	31 082	53 855	666 594	729 530
Grands magasins	122 188	60 389	275 577	218 317	1 796 484	3 632 751
Marchandises diverses	115 906	18 270	123 264	68 8[illegible]3	298 732	718 879
Magasins generaux	101 676	12 185	39 719	68 559	259 601	190 722
Bazars	53 923	X	69 826	75 421	296 604	335 976
Concessionnaires d'automobiles	248 092	63 166	442 836	366 182	2 993 016	5 196 466
Automobiles d'occasion	X	X	13 904	8 925	147 610	207 444
Stations service	190 280	X	303 204	257 540	2 422 230	3 359 909
Garages	20 307	X	19 350	17 237	592 315	489 388
Pieces et accessoires d'automobiles	43 702	X	77 549	58 615	459 894	937 843
Vètements pour hommes	10 443	3 156	27 671	24 868	289 174	426 485
Vètements pour dames	24 642	5 459	58 247	44 613	514 207	720 328
Vètements pour la famille	53 859	1 872	44 891	25 746	431 074	341 078
Chaussures speciales	X	X	4 249	847	44 806	60 529
Chaussures pour la famille	11 484	X	17 830	19 962	308 263	314 854
Quincailleries	9 506	1 228	30 666	21 555	320 733	260 734
Meubles	19 674	X	17 657	32 138	413 293	412 471
Appareils menagers	3 171	X	9 450	9 470	70 626	158 771
Meubles, televiseurs, radios et accessoires	11 518	X	28 177	11 063	144 176	129 595
Pharmacies, medicaments brevetes et produits de beaute	92 041	18 468	160 941	125 581	789 624	1 423 569
Librairies et papeteries	1 429	X	19 850	8 264	135 029	189 794
Fleuristes	4 166	X	10 248	8 931	76 896	168 027
Bijouteries	7 396	1 749	27 910	20 999	122 626	315 613
Articles de sport et accessoires	5 964	2 352	13 257	22 974	388 541	372 086
Accessoires personnels	6 717	2 704	27 850	13 107	364 764	565 757
Autres	124 559	49 810	354 763	249 452	2 406 588	4 656 817
1983	**1 970 525**	**471 714**	**3 533 793**	**2 719 262**	**25 783 829**	**39 446 056**
Epiceries-boucheries	326 939	82 490	768 859	509 219	5 252 945	8 052 048
Epiceries, confiseries et articles divers	217 934	18 050	132 536	153 265	1 685 888	1 801 089
Autres magasins d'alimentation	15 747	1 934	32 618	50 502	709 306	769 163
Grands magasins	130 694	67 664	322 689	237 756	1 951 027	3 969 309
Marchandises diverses	107 917	X	129 993	71 991	284 982	962 037
Magasins generaux	93 595	10 022	38 934	86 661	242 012	190 197
Bazars	59 183	—	75 357	79 868	312 964	355 223
Concessionnaires d'automobiles	295 704	88 116	589 170	427 608	3 834 492	6 606 675
Automobiles d'occasion	X	X	12 834	12 424	176 883	200 785
Stations-service	207 932	X	355 445	291 164	2 509 804	3 357 136
Garages	16 257	X	19 237	11 637	582 447	506 753
Pièces et accessoires d'automobiles	51 332	X	85 481	69 801	547 658	1 048 333
Vètements pour hommes	12 923	X	42 871	27 945	322 317	467 361
Vètements pour dames	25 904	6 437	62 750	49 775	607 007	794 143
Vètements pour la famille	67 581	4 671	46 905	33 365	538 664	372 327
Chaussures spéciales	X	X	4 217	855	45 850	68 076

Genre de commerce	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Canada
	'000 $				
Librairies et papeteries	10 294	11 461	34 229	53 561	447 167
Fleuristes	12 160	8 367	48 944	31 943	362 085
Bijouteries	38 551	43 221	101 535	142 821	813 208
Articles de sport et accessoires	26 965	71 443	159 865	217 891	1 175 351
Accessoires personnels	30 764	32 621	115 781	234 179	1 333 346
Autres	400 811	431 419	1 411 981	1 611 729	11 161 530
1982	**3 829 967**	**4 042 072**	**10 941 292**	**11 766 220**	**97 638 508**
Épiceries-boucheries	765 695	670 982	1 771 142	2 391 154	19 906 166
Épiceries, confiseries et articles divers	186 120	131 074	418 833	452 024	4 938 354
Autres magasins d'alimentation	51 102	34 335	94 029	264 479	1 945 935
Grands magasins	534 761	298 392	1 504 376	1 729 555	10 208 076
Marchandises diverses	70 418	188 900	245 172	215 948	2 080 050
Magasins généraux	183 225	242 103	586 285	144 967	1 898 385
Bazars	36 431	46 056	69 626	77 848	1 061 322
Concessionnaires d'automobiles	627 908	860 751	1 967 811	1 607 275	14 412 967
Automobiles d'occasion	15 648	4 124	12 812	47 778	461 547
Stations-service	281 319	257 538	678 443	935 545	8 728 456
Garages	20 853	27 352	62 511	125 240	1 376 177
Pièces et accessoires d'automobiles	59 915	91 740	260 029	172 080	2 175 001
Vêtements pour hommes	32 687	35 745	160 495	101 059	1 113 749
Vêtements pour dames	61 664	74 568	212 516	195 389	1 913 033
Vêtements pour la famille	48 763	52 025	141 289	132 827	1 275 147
Chaussures spéciales	1 829	3 673	7 197	11 884	135 198
Chaussures pour la famille	25 065	26 791	80 676	74 293	882 397
Quincailleries	25 558	44 514	84 231	85 269	887 593
Meubles	41 132	64 003	111 222	96 400	1 209 471
Appareils ménagers	9 085	15 533	62 648	43 100	381 902
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	36 656	26 635	49 520	70 449	510 015
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	136 787	160 896	419 874	579 721	3 913 678
Librairies et papeteries	10 991	10 619	38 873	49 465	465 894
Fleuristes	12 605	12 501	53 495	31 507	380 590
Bijouteries	40 528	44 412	108 450	130 156	822 460
Articles de sport et accessoires	35 128	86 226	164 558	193 555	1 289 918
Accessoires personnels	37 896	36 470	117 523	202 001	1 378 477
Autres	440 198	494 114	1 457 658	1 605 241	11 876 550
1983	**4 099 938**	**4 357 114**	**11 303 513**	**12 256 905**	**106 242 970**
Épiceries-boucheries	807 016	734 890	1 882 374	2 546 451	21 027 380
Épiceries, confiseries et articles divers	170 573	142 787	417 153	459 586	5 209 699
Autres magasins d'alimentation	52 574	39 739	98 469	276 844	2 048 824
Grands magasins	562 305	347 524	1 528 398	1 779 961	10 930 485
Marchandises diverses	79 216	175 134	247 059	217 135	2 312 036
Magasins généraux	175 356	251 338	600 088	155 141	1 909 841
Bazars	39 207	48 946	64 519	82 994	1 129 909
Concessionnaires d'automobiles	681 309	927 360	1 965 787	1 750 195	17 197 984
Automobiles d'occasion	17 335	11 741	16 042	50 195	501 135
Stations-service	336 242	218 593	719 685	908 414	8 949 547
Garages	20 950	27 521	54 925	104 239	1 345 820
Pièces et accessoires d'automobiles	70 242	102 517	274 429	225 931	2 492 901
Vêtements pour hommes	34 956	44 607	177 371	114 352	1 249 788
Vêtements pour dames	73 135	81 018	221 900	213 635	2 136 961
Vêtements pour la famille	52 996	56 106	170 413	141 733	1 487 050
Chaussures spéciales	2 488	3 773	10 099	11 876	147 435

Tableau 1 (suite)

Valeur des ventes au détail, selon le genre de commerce, par province, Canada, 1980-1984

Genre de commerce	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.
	'000 $					
Chaussures pour la famille	10 832	X	19 972	23 334	354 114	345 199
Quincailleries	11 447	1 842	32 142	28 971	373 095	284 454
Meubles	23 687	X	22 004	33 936	537 807	575 601
Appareils ménagers	4 277	X	10 456	11 091	85 788	226 961
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	10 759	X	34 683	10 671	208 270	199 795
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	97 867	21 497	175 268	136 027	862 455	1 582 133
Librairies et papeteries	2 044	X	29 467	10 784	133 708	213 937
Fleuristes	4 618	X	10 434	9 705	82 835	170 546
Bijouteries	9 456	X	29 418	22 650	138 232	313 316
Articles de sport et accessoires	8 307	3 766	24 306	23 272	429 398	410 193
Accessoires personnels	8 613	2 992	29 044	15 793	410 003	582 588
Autres	147 765	53 825	396 703	279 192	2 563 878	5 020 678
1984	**2 062 839**	**522 149**	**4 003 735**	**2 908 188**	**28 712 741**	**43 146 890**
Épiceries-boucheries	320 295	91 748	840 580	515 734	5 591 114	8 288 934
Épiceries, confiseries et articles divers	243 823	17 793	152 071	139 374	1 789 450	2 037 539
Autres magasins d'alimentation	16 091	2 183	32 059	40 056	749 058	839 589
Grands magasins	137 976	70 304	357 212	251 188	2 126 454	4 152 660
Marchandises diverses	114 842	X	130 362	77 318	292 075	1 014 449
Magasins généraux	86 099	9 961	39 171	110 130	253 578	193 258
Bazars	61 605	X	84 149	81 851	335 269	388 866
Concessionnaires d'automobiles	319 583	102 448	716 999	529 967	4 943 560	8 253 607
Automobiles d'occasion	X	X	15 917	15 365	202 701	229 482
Stations-service	223 329	X	426 786	303 352	2 729 587	3 547 042
Garages	19 856	X	21 060	15 031	637 956	660 145
Pièces et accessoires d'automobiles	60 854	X	95 315	69 374	583 849	1 138 928
Vêtements pour hommes	12 225	X	44 132	29 863	325 917	501 295
Vêtements pour dames	25 815	7 724	74 113	54 850	651 637	919 725
Vêtements pour la famille	63 717	3 917	49 002	32 845	587 065	378 355
Chaussures spéciales	X	X	4 507	883	47 313	74 210
Chaussures pour la famille	11 614	X	20 460	22 596	384 812	360 799
Quincailleries	10 461	3 161	35 767	30 940	388 671	309 724
Meubles	25 167	X	33 719	37 010	608 151	609 398
Appareils ménagers	4 188	X	10 999	11 638	95 021	185 462
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	12 391	X	40 854	12 861	264 349	116 654
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	100 940	22 023	198 026	141 196	1 028 564	1 683 200
Librairies et papeteries	2 600	X	27 955	12 420	150 691	221 725
Fleuristes	4 828	X	11 695	10 876	94 061	185 873
Bijouteries	9 021	X	29 109	24 517	149 595	321 491
Articles de sport et accessoires	7 640	4 499	41 977	24 085	474 568	493 161
Accessoires personnels	9 741	3 998	31 492	16 231	432 437	647 751
Autres	155 626	62 363	438 248	296 637	2 795 239	5 393 569

Source: Statistique Canada. *Commerce de détail* (63-005).

Genre de commerce	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Canada
			'000 $		
Chaussures pour la famille	23 887	26 623	87 537	72 683	967 777
Quincailleries	26 367	47 242	87 309	87 711	983 983
Meubles	49 237	78 252	118 769	110 371	1 550 986
Appareils ménagers	14 676	16 709	63 857	53 058	487 352
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	41 133	28 149	49 221	84 362	669 781
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	156 590	181 845	482 054	587 269	4 293 952
Librairies et papeteries	13 520	11 819	44 328	52 075	513 821
Fleuristes	12 189	16 243	62 535	29 853	400 749
Bijouteries	40 211	37 808	108 528	134 570	837 910
Articles de sport et accessoires	33 834	103 590	154 498	204 168	1 401 068
Accessoires personnels	39 973	32 079	110 168	180 926	1 416 591
Autres	472 421	563 161	1 485 998	1 621 177	12 642 205
1984	**4 445 542**	**4 357 771**	**11 643 456**	**12 777 739**	**114 917 258**
Épiceries-boucheries	911 730	798 182	1 918 587	2 663 319	22 006 754
Épiceries, confiseries et articles divers	168 457	162 278	425 377	487 832	5 637 134
Autres magasins d'alimentation	52 482	41 514	104 249	281 399	2 161 856
Grands magasins	595 230	366 425	1 524 152	1 769 575	11 384 693
Marchandises diverses	83 651	151 382	243 308	205 345	2 348 884
Magasins généraux	140 856	258 766	590 904	147 208	1 905 857
Bazars	40 299	50 313	62 184	82 065	1 200 445
Concessionnaires d'automobiles	785 121	879 678	2 202 095	2 022 253	20 789 584
Automobiles d'occasion	17 339	18 775	15 888	56 665	576 189
Stations service	372 504	191 857	687 022	982 008	9 516 202
Garages	30 086	41 257	69 367	107 101	1 605 290
Pièces et accessoires d'automobiles	74 444	95 385	284 545	147 506	2 573 090
Vêtements pour hommes	37 290	42 776	196 871	122 539	1 317 601
Vêtements pour dames	82 519	81 994	238 271	227 081	2 365 191
Vêtements pour la famille	55 405	57 153	182 631	152 734	1 565 907
Chaussures spéciales	3 449	3 777	11 201	13 166	158 701
Chaussures pour la famille	23 076	25 781	75 247	68 873	997 483
Quincailleries	29 754	50 040	86 906	84 604	1 033 631
Meubles	58 179	58 877	124 298	118 373	1 675 381
Appareils ménagers	16 160	13 975	48 855	66 972	454 259
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	45 406	29 515	46 171	89 845	660 756
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	166 211	178 664	525 203	638 638	4 694 732
Librairies et papeteries	16 349	12 669	47 870	54 566	549 816
Fleuristes	14 039	16 089	59 673	30 163	429 277
Bijouteries	42 069	37 754	100 214	129 713	847 659
Articles de sport et accessoires	40 255	102 406	159 042	216 120	1 569 814
Accessoires personnels	43 942	31 244	122 399	191 341	1 536 241
Autres	499 238	559 244	1 490 926	1 620 736	13 354 831

Tableau 2

Valeur des ventes au détail par catégorie de magasin et genre de commerce, Québec, 1980-1984

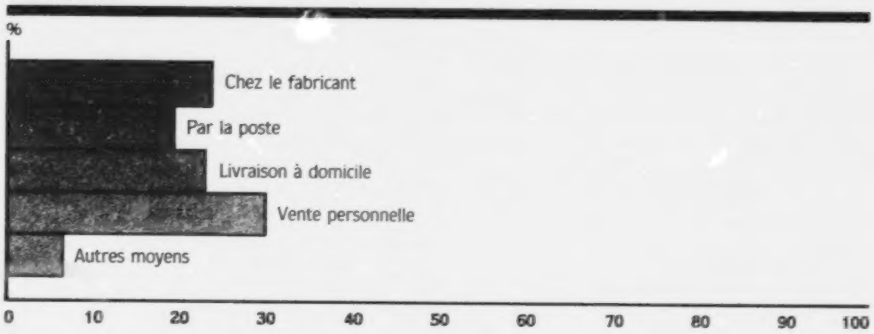
Genre de commerce	1980		1981		1982	
	Magasins		Magasins		Magasins	
	À succursales	Indépendants	À succursales	Indépendants	À succursales	Indépendants
	'000 $					
Épiceries-boucheries	X	X	X	X	X	X
Épiceries, confiseries et articles divers	X	X	X	X	X	X
Autres magasins d'alimentation	26 282	446 439	28 045	563 120	33 081	633 513
Grands magasins	1 738 326	—	1 808 957	—	1 796 484	—
Marchandises diverses	X	X	X	X	X	X
Magasins généraux	X	X	X	X	X	X
Bazars	185 638	77 575	237 062	55 136	242 635	53 969
Concessionnaires d'automobiles	X	X	—	3 521 269	—	2 993 016
Automobiles d'occasion	—	152 562	—	175 835	—	147 610
Stations-service	219 188	1 252 077	293 474	1 571 594	334 556	2 087 674
Garages	—	475 130	—	591 691	—	592 315
Pièces et accessoires d'automobiles	X	X	X	X	X	X
Vêtements pour hommes	53 331	220 890	82 879	230 780	86 188	202 986
Vêtements pour dames	183 161	233 397	214 212	279 854	224 529	289 678
Vêtements pour la famille	152 755	202 413	172 372	245 985	191 498	239 576
Chaussures spéciales	20 852	17 076	23 739	19 132	22 080	22 726
Chaussures pour la famille	191 934	73 158	222 246	82 588	231 805	76 458
Quincailleries	X	X	X	X	X	X
Meubles	42 235	378 108	40 879	382 570	47 605	365 688
Appareils ménagers	X	X	X	X	X	X
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	X	X	X	X	X	X
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	30 268	434 879	46 550	523 100	212 427	577 197
Librairies et papeteries	42 233	62 589	48 212	80 616	52 849	82 180
Fleuristes	X	X	X	X	—	76 896
Bijouteries	X	X	X	X	48 495	74 131
Articles de sport et accessoires	X	X	X	X	33 165	355 376
Accessoires personnels	41 508	298 408	46 617	312 294	53 312	311 452
Autres	951 922	1 176 010	1 049 178	1 223 995	1 185 513	1 221 075
Total	**6 697 903**	**14 196 959**	**7 255 056**	**15 415 534**	**7 646 321**	**15 850 473**

Source: Statistique Canada. *Commerce de détail* (63-005).

Genre de commerce	1983		1984	
	Magasins		Magasins	
	À succursales	Indépendants	À succursales	Indépendants
	'000 $			
Epiceries boucheries	8 184 439	17 599 390	2 310 799	3 280 315
Epiceries, confiseries et articles divers	52 705	1 633 183	42 846	1 746 604
Autres magasins d'alimentation	35 548	673 758	34 731	714 328
Grands magasins	1 951 027	—	2 126 454	—
Marchandises diverses	X	X	X	X
Magasins generaux	X	X	X	X
Bazars	X	X	X	X
Concessionnaires d'automobiles	—	3 834 492	—	4 943 560
Automobiles d'occasion	—	176 883		202 701
Stations-service	339 368	2 170 436	354 025	2 375 561
Garages	—	582 447		637 956
Pieces et accessoires d'automobiles	X	X	26 558	557 291
Vetements pour hommes	112 209	210 108	120 660	205 257
Vetements pour dames	281 686	325 321	335 610	316 026
Vetements pour la famille	292 084	246 580	345 922	241 143
Chaussures speciales	22 936	22 914	27 068	20 245
Chaussures pour la famille	271 891	82 223	294 926	89 886
Quincailleries	X	X	X	X
Meubles	97 501	440 306	117 113	491 038
Appareils menagers	—	85 788	—	95 021
Meubles, televiseurs, radios et accessoires	X	X	X	X
Pharmacies, medicaments brevetes et produits de beaute	248 260	614 195	293 310	735 253
Librairies et papeteries	62 184	71 524	76 120	74 572
Fleuristes	—	82 835	—	94 061
Bijouteries	54 339	83 893	54 074	95 521
Articles de sport et accessoires	49 005	380 393	54 668	419 900
Accessoires personnels	80 383	329 620	109 955	322 482
Autres	1 277 085	1 286 793	1 350 965	1 444 274
Total	**8 184 439**	**17 599 390**	**8 843 884**	**19 868 857**

Figure 3

Répartition des ventes directes, par mode de distribution, Canada, 1982



Source: Statistique Canada. *Ventes directes au Canada* (63-218).

Tableau 3

Répartition des ventes de véhicules automobiles neufs, selon la provenance, Québec, 1979-1984

Provenance et genre de véhicule	1979		1980		1981	
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Amérique du Nord	324 659	2 610 304	254 200	2 262 094	193 019	1 896 116
Voitures particulières	258 266	1 870 092	206 238	1 660 733	161 404	1 433 557
Véhicules utilitaires	66 393	740 212	47 962	601 361	31 615	462 559
Outre-mer	41 269	284 434	61 144	439 588	93 614	772 230
Voitures particulières	39 554	272 238	57 895	415 448	87 261	718 974
Véhicules utilitaires	1 715	12 196	3 249	24 140	6 353	53 256
Total	365 928	2 894 738	315 344	2 701 682	286 633	2 668 346
Voitures particulières	297 820	2 142 330	264 133	2 076 181	248 665	2 152 531
Véhicules utilitaires	68 108	752 408	51 211	625 501	37 968	515 815
Provenance et genre de véhicule	**1982**		**1983**		**1984**	
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Amérique du Nord	132 399	1 358 866	194 804	2 074 635	260 501	3 022 100
Voitures particulières	113 175	1 048 980	167 104	1 674 442	210 788	2 246 295
Véhicules utilitaires	19 224	309 886	27 700	400 193	49 713	775 805
Outre-mer	91 723	849 009	93 246	935 677	99 748	1 111 917
Voitures particulières	81 597	760 278	79 831	812 264	88 310	997 604
Véhicules utilitaires	10 126	88 731	13 415	123 413	11 438	114 313
Total	224 122	2 207 875	288 050	3 010 312	360 249	4 134 017
Voitures particulières	194 772	1 809 258	246 935	2 486 706	299 098	3 243 899
Véhicules utilitaires	29 350	398 617	41 115	523 606	61 151	890 116

Source: Statistique Canada. *Ventes de véhicules automobiles neufs* (63-007).

Tableau 4

Volume et valeur des ventes de boissons alcooliques, par province et territoire, Canada, 31 mars 1983

Province	Volume				Valeur			
	Spiritueux	Vins	Bière	Total	Spiritueux	Vins	Bière	Total
	'000 litres				'000 $			
Terre-Neuve	3 956	1 685	50 625	**56 266**	61 645	9 874	113 364	**184 883**
Île-du-Prince-Edouard	936	486	9 024	**10 446**	16 982	2 893	16 341	**36 216**
Nouvelle-Ecosse	7 077	4 854	60 919	**72 850**	109 337	24 505	105 669	**239 511**
Nouveau-Brunswick	4 103	3 012	52 863	**59 978**	63 857	15 564	93 817	**173 238**
Québec	**27 906**	**61 855**	**555 460**	**645 221**	**428 243**	**356 562**	**580 156**	**1 364 961**
Ontario	70 181	80 437	763 955	**914 573**	1 029 421	396 003	1 057 222	**2 482 646**
Manitoba	9 341	7 354	79 728	**96 423**	144 838	35 896	108 085	**288 819**
Saskatchewan	8 887	5 128	63 696	**77 711**	131 647	22 803	115 081	**269 531**
Alberta	27 046	23 839	181 297	**232 182**	397 429	114 557	309 046	**821 032**
Colombie Britannique	27 922	43 021	232 043	**302 986**	430 322	194 643	358 933	**983 898**
Yukon	335	388	3 060	**3 783**	6 101	2 264	6 680	**15 045**
Territoires du Nord-Ouest	567	281	3 603	**4 451**	9 923	2 059	8 217	**20 199**
Canada	**188 257**	**232 340**	**2 056 273**	**2 476 870**	**2 829 745**	**1 177 623**	**2 872 611**	**6 879 979**

Source: Statistique Canada. *Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada* (63-202).

Tableau 5

Volume et valeur des ventes de boissons alcooliques, canadiennes et importées, Québec, 31 mars 1983

Boisson	Canadienne		Importée		Total	
	'000 litres	'000 $	'000 litres	'000 $	'000 litres	'000 $
Spiritueux	**18 891**	**264 325**	**9 015**	**163 918**	**27 906**	**428 243**
Alcool	1 684	24 315	—	—	**1 684**	**24 315**
Brandy	908	13 738	2 258	50 153	**3 266**	**63 891**
Gin	5 909	80 606	1 942	28 676	**7 851**	**109 282**
Liqueurs	2 367	30 981	1 802	35 483	**4 169**	**66 464**
Rhum	3 300	45 996	471	6 418	**3 771**	**52 414**
Whisky	2 332	35 485	1 966	34 241	**4 298**	**69 726**
Vodka	2 391	32 702	235	2 989	**2 626**	**35 691**
Autres	...	502	341	5 958	**341**	**6 460**
Vins	**20 206**	**83 849**	**41 648**	**272 713**	**61 854**	**356 562**
Cidre	1 303	2 762	—	—	**1 303**	**2 762**
Mousseux	3 384	15 792	2 033	26 262	**5 417**	**42 054**
Autres	15 519	65 295	39 616	246 451	**55 135**	**311 746**
Bière	**554 560**	**576 742**	**900**	**3 414**	**555 460**	**580 156**
Total	**593 657**	**924 916**	**51 564**	**440 045**	**645 221**	**1 364 961**

Source: Statistique Canada. *Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada* (63-202).

Tableau 6

Volume et valeur des ventes de boissons alcooliques per capita[1]
Québec, 1979-1983

Année	Spiritueux		Vins		Bière		Total	
	litres	$	litres	$	litres	$	litres	$
1979	10.8	111.3	10.7	37.9	109.1	92.5	130.6	241.7
1980	10.4	113.5	10.8	41.3	111.8	100.0	133.0	254.8
1981	10.3	122.8	11.1	48.9	106.4	111.5	127.8	283.2
1982	10.3	136.4	11.7	55.1	108.9	132.7	130.9	324.2
1983	9.7	145.6	11.9	60.6	105.8	147.8	127.4	354.0

1. Population de 15 ans et plus.

Source: Statistique Canada. *Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada* (63-202).

Tableau 7

Répartition des distributeurs automatiques selon le produit, Québec, 1981-1983

Produit	1981			1982			1983		
	Distributeurs	Part du marché		Distributeurs	Part du marché		Distributeurs	Part du marché	
		Canada	Québec		Canada	Quebec		Canada	Quebec
	n	%		n	%		n	%	
Cigarettes	9 139	31.3	35.0	8 988	32.7	33.0	8 013	32.7	30.9
Cafe instantane	3 358	27.7	12.9	3 444	29.6	12.6	3 509	30.1	13.6
Cafe au percolateur	842	17.2	3.2	1 174	28.6	4.3	1 494	36.2	5.8
Eaux gazeuses									
En bouteille	1 079	52.2	4.1	1 427	60.3	5.2	662	27.0	2.6
En boite (jus inclus)	2 499	18.1	9.6	2 936	15.7	10.8	3 329	47.0	12.9
En gobelet	1 982	30.2	7.6	1 849	32.8	6.8	1 781	32.0	6.9
Lait conditionne, pur et aromatise	459	17.0	1.8	437	19.1	1.6	441	20.5	1.7
Autres boissons	335	22.9	1.3	399	22.5	1.4	243	18.2	0.9
Confiseries et aliments									
Confiseries en vrac	6 239	22.4	–	4 963	19.2	–	5 667	20.6	..
Confiseries emballees	2 510	26.8	9.6	2 812	26.3	10.3	1 509	21.9	5.8
Pâtisseries seulement	1 024	51.8	3.9	817	51.7	3.0	782	43.4	3.0
Aliments a grignoter	305	21.2	1.2	397	17.5	1.5	305	14.9	1.2
Soupes et aliments chauds en conserve	700	28.6	2.7	625	31.0	2.3	581	31.8	2.2
Creme glacee	128	31.2	0.5	123	31.8	0.5	136	35.9	0.5
Confiseries combinees	–	–	–		–	–	1 568	40.2	6.1
Aliments frais combines	1 494	31.1	5.7	1 529	31.7	5.6	1 499	33.4	5.8
Divers (aspirines, peignes, produits de beaute, etc.)	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Total	32 340	26.5	100.0	32 235	26.3	100.0	31 558	25.7	100.0

Source: Statistique Canada. *Exploitants de distributeurs automatiques* (63-213).

Tableau 8

Répartition des ventes réalisées au moyen de distributeurs automatiques, par produit, Québec, 1981-1983

Produit	1981			1982			1983		
	Ventes	Part du marché		Ventes	Part du marché		Ventes	Part du marché	
		Canada	Québec		Canada	Québec		Canada	Québec
	'000 $	%		'000 $	%		'000 $	%	
Cigarettes	44 788.1	31.5	41.5	47 050.0	34.7	42.6	39 461	33.8	39.2
Café instantané	16 489.3	29.2	15.3	15 971.8	29.9	14.5	15 126	30.1	15.0
Café au percolateur	2 723.6	20.8	2.5	2 743.4	23.8	2.5	3 211	28.2	3.2
Boissons gazeuses									
En bouteille	1 908.1	43.5	1.8	2 438.7	54.2	2.2	998	21.3	1.0
En boîte (jus inclus)	8 547.5	22.0	7.9	9 375.6	20.6	8.5	10 198	71.0	10.2
En gobelet	6 354.1	31.7	5.9	5 331.4	33.6	4.8	5 217	31.8	5.2
Lait conditionné, pur et aromatisé	2 375.5	19.3	2.2	2 115.5	21.6	1.9	2 068	23.1	2.1
Autres boissons	1 799.1	19.3	1.7	2 214.8	25.1	2.0	1 477	25.9	1.5
Confiseries et aliments									
Confiseries en vrac	863.5	10.7	0.8	639.0	21.7	0.6	743	21.6	0.7
Confiseries emballées	8 580.8	28.1	7.9	9 570.6	28.5	8.7	4 199	23.2	4.2
Pâtisseries seulement	4 015.5	42.9	3.7	3 167.0	41.2	2.9	2 926	35.3	2.9
Aliments à grignoter	1 404.7	26.9	1.3	1 311.3	17.1	1.2	885	11.9	0.9
Soupes et aliments chauds en conserve	1 209.3	28.0	1.1	1 089.2	25.2	1.0	921	35.4	0.9
Crème glacée	606.4	31.9	0.6	399.4	38.1	0.4	446	41.7	0.4
Confiseries combinées	—	—	—	—	—	—	5 388	38.0	5.4
Aliments frais combinés	6 153.6	26.4	5.7	6 812.5	33.4	6.2	7 268	34.6	7.2
Divers (aspirines, peignes, produits de beauté, etc.)	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Total	107 955.9	28.4	100.0	110 451.6	30.4	100.0	100 544	29.5	100.0

Source: Statistique Canada. *Explotants de distributeurs automatiques* (63-213).

Tableau 9

Valeur des ventes au détail par catégorie de magasin et genre de commerce, Zone métropolitaine de Montréal, 1981-1984

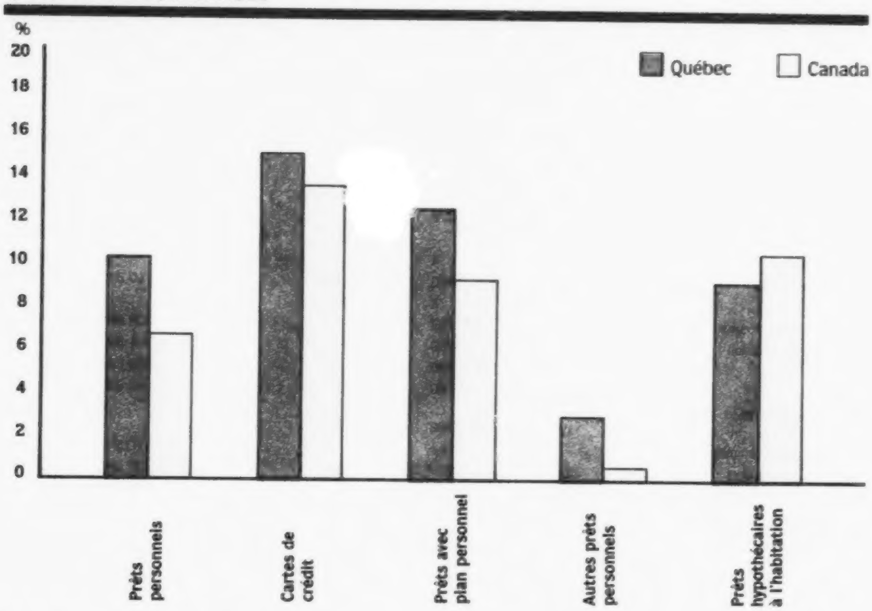
Genre de commerce	1981			1982		
	Magasins		Total	Magasins		Total
	À succursales	Indépendants		À succursales	Indépendants	
	'000 $					
Epiceries-boucheries	X	X	**2 639 586**	X	X	**2 838 252**
Épiceries, confiseries et articles divers	X	X	**555 109**	X	X	**583 234**
Autres magasins d'alimentation	18 405	274 211	**292 616**	19 919	325 642	**345 561**
Grands magasins	1 115 198	—	**1 115 198**	1 084 618	—	**1 084 618**
Marchandises diverses	X	X	**76 823**	X	X	**80 550**
Magasins généraux	—	4 198	**4 198**	—	2 892	**2 892**
Bazars	68 944	28 168	**97 112**	67 856	30 184	**98 040**
Concessionnaires d'automobiles	—	1 565 928	**1 565 928**	—	1 439 765	**1 439 765**
Automobiles d'occasion	—	90 730	**90 730**	—	68 244	**68 244**
Stations-service	209 134	628 986	**838 120**	236 589	864 140	**1 100 729**
Garages	—	113 480	**113 480**	—	148 820	**148 820**
Pièces et accessoires d'automobiles	X	X	**143 657**	X	X	**139 183**
Vetements pour hommes	57 399	77 839	**135 238**	59 541		
Vêtements pour dames	112 392	102 905	**215 297**	113 940	136 080	f151250 020
Vêtements pour la famille	111 089	74 353	**185 442**	123 641	73 430	**197 071**
Chaussures spéciales	16 716	10 920	**27 636**	15 529	14 946	**30 475**
Chaussures pour la famille	120 643	31 992	**152 635**	124 728	29 143	**153 871**
Quincailleries	X	X	**173 000**	X	X	**176 842**
Meubles	X	X	**172 504**	X	X	**166 387**
Appareils ménagers	X	X	**17 119**	X	X	**19 918**
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	X	X	**59 255**	X	X	**57 462**
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	X	X	**317 673**	144 049	350 362	**494 411**
Librairies et papeteries	35 356	48 187	**83 543**	35 658	48 238	**81 896**
Fleuristes	X	X	**34 539**	—	31 951	**31 951**
Bijouteries	X	X	**70 518**	35 023	34 996	**70 019**
Articles de sport et accessoires	X	X	**137 768**	X	X	**170 077**
Accessoires personnels	34 590	126 803	**161 393**	38 878	131 545	**170 423**
Autres	733 970	621 291	**1 355 261**	833 359	639 581	**1 472 940**
Total	**4 367 446**	**6 465 932**	**10 833 378**	**4 576 226**	**7 033 725**	**11 609 951**

Source: Statistique Canada. *Commerce de détail* (63-005).

Genre de commerce	1983			1984		
	Magasins		Total	Magasins		Total
	À succursales	Indépendants		À succursales	Indépendants	
	'000 $					
Epiceries-boucheries	X	X	2 515 419	X	X	2 854 373
Epiceries, confiseries et articles divers	X	X	594 266	X	X	682 507
Autres magasins d'alimentation	22 175	372 078	394 253	22 894	393 502	416 395
Grands magasins	1 168 680	—	1 168 680	1 259 296	—	1 259 296
Marchandises diverses	X	X	76 446	X	X	85 468
Magasins généraux	—	3 960	3 960	—	10 247	10 247
Bazars	X	X	97 128	X	X	103 476
Concessionnaires d'automobiles	—	1 825 747	1 825 747	—	2 308 886	2 308 886
Automobiles d'occasion	—	74 263	74 263	—	71 591	71 591
Stations-service	227 822	859 630	1 087 542	246 879	959 887	1 206 766
Garages	—	141 260	141 260	—	164 246	164 246
Pièces et accessoires d'automobiles	19 333	154 392	173 725	X	X	192 290
Vêtements pour hommes				81 956	63 540	145 496
Vêtements pour dames	152 790	166 097	318 887	176 906	137 045	313 952
Vêtements pour la famille	158 241	82 556	240 797	176 779	76 784	253 563
Chaussures spéciales	15 705	15 434	31 139	19 471	12 635	32 106
Chaussures pour la famille	147 657	34 268	181 925	152 944	38 795	191 749
Quincailleries	X	X	191 997	X	X	203 096
Meubles	70 510	139 928	210 438	79 156	138 779	217 935
Appareils ménagers	—	27 817	27 817	—	30 773	30 773
Meubles, téléviseurs, radios et accessoires	X	X	63 439	X	X	71 003
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	160 434	346 408	506 842	197 593	422 789	620 382
Librairies et papeteries	46 063	27 469	73 532	54 475	24 487	78 963
Fleuristes	—	34 911	34 911	—	40 525	40 525
Bijouteries	37 130	41 034	78 164	37 001	41 489	78 490
Articles de sport et accessoires	21 954	148 136	170 090	21 341	150 483	171 824
Accessoires personnels	51 161	151 644	202 805	71 076	131 412	202 487
Autres	894 000	608 240	1 502 240	928 422	658 693	1 587 115
Total	**4 800 242**	**7 332 772**	**12 133 014**	**5 171 706**	**8 423 285**	**13 594 991**

Figure 4

Variation de l'encours des prêts des banques à charte, Québec et Canada, 1984/1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *La situation économique au Québec, 1984 et 1er semestre 1985.*

Tableau 10

Répartition du crédit à la consommation, selon les principaux établissements prêteurs, Canada, 1979-1983

Établissements	1979	1980	1981	1982	1983
			'000 000 $		
Banques à charte	26 112	29 677	31 580	30 901	31 757
Δ%[1]	*16.2*	*13.7*	*6.4*	*−2.2*	*2.8*
Sociétés de financement de prêts à la consommation	2 901	2 734	3 069	2 409	2 287
Δ%[1]	*−5.4*	*−5.8*	*12.3*	*−21.5*	*−5.1*
Compagnies d'assurance-vie	1 634	1 940	2 494	2 696	2 704
Δ%[1]	*13.6*	*18.7*	*28.6*	*8.1*	*0.3*
Banques d'épargne du Québec	141	169	156	131	198
Δ%[1]	*35.6*	*19.9*	*−7.7*	*−16.0*	*51.1*
Grands magasins	1 530	1 574	1 705	1 685	1 795
Δ%[1]	*6.0*	*2.9*	*8.3*	*−1.2*	*6.5*
Sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires	942	1 488	1 787	1 891	2 232
Δ%[1]	*47.2*	*58.0*	*20.1*	*5.8*	*18.0*
Caisses populaires et «credit unions»	6 218	6 391	5 863	5 704	6 255
Δ%[1]	*13.3*	*2.8*	*−8.3*	*−2.7*	*9.7*
Total	39 478	43 973	46 654	45 416	47 118
Δ%[1]	*13.9*	*11.4*	*6.1*	*−2.7*	*3.7*

1. Variation par rapport à l'année précédente.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *La situation économique au Québec. 1983 et 1er semestre 1984.*

Tableau 11

Statistiques principales sur le commerce de gros, Québec, 1981 et 1982

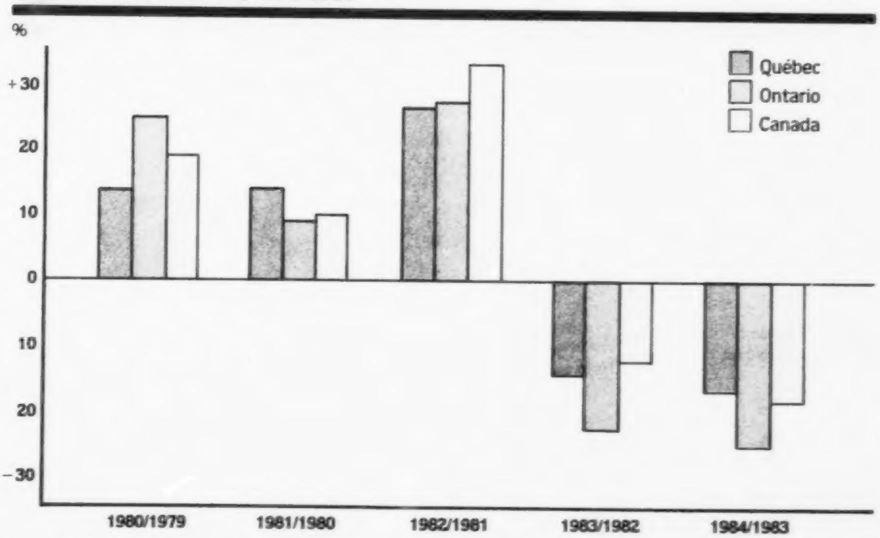
	Unité	1981			1982		
		Marchands de gros	Agents et courtiers	Total	Marchands de gros	Agents et courtiers	Total
Établissements[1]	n	12 932	1 080	14 012	11 486	976	12 462
Chiffre d'affaires	'000 $	29 101 099	6 006 413	35 107 512	28 312 101	5 817 040	34 129 141
Ventes et recettes nettes	'000 $	27 925 940	252 567	28 178 507	27 615 723	259 499	27 875 222
Ventes à propre compte	'000 $	27 326 446	61 149	27 387 595	27 056 563	79 411	27 135 974
Commissions	'000 $	25 267	176 626	201 893	25 607	165 815	191 422
Ventes de produits de propre fabrication	'000 $	X	X	269 780	252 421	6 707	259 129
Autres revenus d'affaires	'000 $	X	X	319 238	281 133	7 565	288 698
Valeur des biens achetés ou vendus à la commission	'000 $	1 175 160	5 753 846	6 929 006	696 378	5 557 541	6 253 919
Proportion du chiffre d'affaires canadien	%	19.6	20.9	19.9	19.8	21.5	20.1
Locaux d'affaires[2]	n	14 635	1 115	15 750	13 269	996	14 265
Ventes et recettes nettes	'000 $	31 465 405	252 361	31 717 766	31 018 661	242 427	31 261 088

1. L'établissement est la plus petite unité constituant un ensemble d'exploitations en mesure de déclarer tous les éléments nécessaires au calcul de la marge bénéficiaire ainsi que l'effectif et la rémunération des salariés.
2. Le local d'affaires est le point de vente réel où a lieu l'activité commerciale.

Source: Statistique Canada. *Statistiques sur le commerce de gros* (63-226).

Figure 5a

Variation des faillites personnelles signalées, Québec, Ontario et Canada, 1980-1984



Source: Bureau du Surintendant des faillites. *Bulletin sur l'insolvabilité.*

17

Tableau 12

Statistiques des faillites personnelles signalées, par province et territoire, Canada, 1978-1984

Province	Faillites	Actif	Passif	Déficit
	n		'000 $	
1978				
Canada	**15 938**	**115 032.6**	**413 463.2**	**298 430.6**
Terre-Neuve	237	832.9	3 181.5	2 348.6
Nouvelle-Écosse	654	2 512.3	10 883.5	8 371.3
Île-du-Prince-Édouard	16	29.8	337.0	307.2
Nouveau-Brunswick	144	333.9	2 343.5	2 009.7
Québec	**4 741**	**22 582.0**	**97 955.9**	**75 373.9**
Ontario	7 172	56 00[illegible].0	211 639.8	155 637.9
Manitoba	577	4 377.2	14 415.0	10 037.8
Saskatchewan	271	3 666.2	8 415.5	4 749.4
Alberta	941	7 728.0	20 976.9	13 248.9
Colombie Britannique	1 178	16 965.0	43 101.2	26 136.2
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—
Yukon	7	3.6	213.5	209.9
1979				
Canada	**17 876**	**101 869.0**	**345 845.5**	**243 976.6**
Terre-Neuve	167	885.3	3 329.0	2 443.8
Nouvelle-Écosse	538	3 114.8	10 725.5	7 610.7
Île-du-Prince-Édouard	16	45.7	370.0	324.3
Nouveau-Brunswick	207	1 226.4	4 304.2	3 077.8
Québec	**5 410**	**18 426.6**	**81 151.1**	**62 724.6**
Ontario	8 318	55 119.0	183 232.5	128 113.5
Manitoba	713	5 455.9	15 092.8	9 636.9
Saskatchewan	267	2 463.6	5 619.5	3 156.0
Alberta	1 037	7 136.1	20 239.5	13 103.4
Colombie Britannique	1 198	7 982.8	21 712.0	13 729.3
Territoires du Nord-Ouest	3	11.5	42.5	31.0
Yukon	2	1.5	27.0	25.5
1980				
Canada	**21 025**	**134 951.7**	**415 306.4**	**280 354.7**
Terre-Neuve	186	1 159.9	2 918.0	1 758.1
Nouvelle-Écosse	574	4 263.7	11 338.1	7 074.4
Île-du-Prince-Édouard	22	186.3	523.0	336.7
Nouveau-Brunswick	160	1 133.3	3 225.7	2 092.4
Québec	**6 144**	**22 912.8**	**86 185.5**	**63 272.8**
Ontario	10 384	77 520.9	242 106.7	164 585.9
Manitoba	829	6 972.1	19 137.0	12 164.9
Saskatchewan	326	5 078.4	9 285.0	4 206.7
Alberta	1 308	11 576.9	25 749.0	14 172.2
Colombie Britannique	1 083	4 130.8	14 743.0	10 612.3
Territoires du Nord-Ouest	1	x	x	—
Yukon	8	16.9	95.5	78.6
1981				
Canada	**23 036**	**131 750.9**	**425 635.6**	**293 884.7**
Terre-Neuve	251	1 579.5	4 337.0	2 757.5
Nouvelle-Écosse	675	3 718.8	14 145.5	10 426.8
Île-du-Prince-Édouard	26	198.6	558.5	359.9
Nouveau-Brunswick	199	1 995.0	5 892.5	3 897.6
Québec	**7 031**	**29 271.8**	**111 386.9**	**82 115.1**
Ontario	11 260	69 800.9	221 302.5	151 501.7
Manitoba	877	6 440.5	18 836.0	12 395.6
Saskatchewan	289	4 103.0	6 803.0	2 700.0

Tableau 12 (suite)

Statistiques des faillites personnelles signalées, par province et territoire, Canada, 1978-1984

Province	Faillites	Actif	Passif	Déficit
	n	'000 $		
Alberta	1 441	11 093.2	26 402.5	15 309.3
Colombie Britannique	979	3 494.5	15 611.7	12 117.2
Territoires du Nord-Ouest	6	52.4	142.5	90.2
Yukon	2	3.0	217.0	214.0
1982				
Canada	**30 643**	**417 198.8**	**1 256 042.5**	**838 843.7**
Terre-Neuve	339	2 425.8	6 426.5	4 000.7
Nouvelle-Écosse	911	6 738.2	20 537.0	13 798.8
Île-du-Prince-Édouard	35	612.4	1 357.0	744.7
Nouveau-Brunswick	335	4 000.4	11 097.0	7 096.6
Québec	**8 878**	**88 493.7**	**327 672.1**	**239 178.5**
Ontario	14 301	178 346.3	552 422.6	374 076.3
Manitoba	1 114	19 851.5	42 854.2	23 002.7
Saskatchewan	507	13 473.6	25 317.2	11 843.6
Alberta	2 123	54 466.4	126 465.5	71 999.1
Colombie Britannique	2 085	48 679.2	141 439.0	92 759.8
Territoires du Nord-Ouest	3	9.4	95.0	85.7
Yukon	12	102.1	359.5	257.4
1983				
Canada	**26 822**	**380 055.3**	**1 262 194.3**	**882 139.0**
Terre-Neuve	371	2 337.3	7 112.0	4 774.8
Nouvelle-Écosse	928	5 529.2	22 036.8	16 507.6
Île-du-Prince-Édouard	30	120.8	930.0	809.3
Nouveau-Brunswick	273	2 245.8	9 026.5	6 780.8
Québec	**7 561**	**66 143.6**	**263 146.8**	**197 003.2**
Ontario	10 973	113 041.2	396 558.7	283 517.6
Manitoba	1 027	12 756.8	44 131.5	31 374.8
Saskatchewan	587	15 632.9	30 436.5	14 803.7
Alberta	2 411	72 329.2	223 082.0	150 752.9
Colombie Britannique	2 652	89 803.2	265 322.0	175 518.8
Territoires du Nord-Ouest	3	14.4	113.5	99.2
Yukon	6	101.3	298.0	196.7
1984				
Canada	**22 022**	**298 620.2**	**1 243 340.9**	**944 720.7**
Terre-Neuve	277	1 551.2	6 477.8	4 926.6
Nouvelle-Écosse	717	4 144.6	23 964.0	19 819.5
Île-du-Prince-Édouard	33	250.7	2 503.5	2 252.8
Nouveau-Brunswick	297	1 784.8	7 496.0	5 711.2
Québec	**6 269**	**46 834.4**	**231 880.0**	**185 045.6**
Ontario	8 209	73 770.2	332 816.6	259 046.4
Manitoba	661	9 171.2	31 654.5	22 483.3
Saskatchewan	529	12 910.9	27 434.5	14 523.6
Alberta	2 373	75 463.9	297 088.0	221 624.0
Colombie Britannique	2 648	72 579.8	281 430.5	208 850.7
Territoires du Nord-Ouest	7	104.0	469.5	365.5
Yukon	2	54.5	126.0	71.5

Source: Bureau du Surintendant des faillites. *Bulletin sur l'insolvabilité.*

Tableau 13

Statistiques des faillites commerciales signalées, par province et territoire, Canada, 1978-1984

Province	Faillites	Actif	Passif	Déficit
	n		'000 $	
1978				
Canada	**5 546**	**236 328.9**	**638 330.0**	**402 001.2**
Terre-Neuve	27	1 963.7	3 029.5	1 065.9
Nouvelle-Écosse	99	3 176.9	14 466.0	11 289.1
Île-du-Prince-Édouard	11	216.0	1 302.0	1 086.0
Nouveau-Brunswick	46	2 065.4	5 681.0	3 615.6
Québec	**2 056**	**92 352.2**	**252 471.5**	**160 119.2**
Ontario	2 141	70 723.6	192 558.0	121 834.4
Manitoba	80	3 679.8	9 511.5	5 831.7
Saskatchewan	77	2 007.5	6 938.0	4 930.6
Alberta	325	24 394.7	57 465.0	33 070.3
Colombie Britannique	676	35 740.8	94 435.5	58 694.7
Territoires du Nord-Ouest	1	1.5	97.0	95.5
Yukon	7	6.8	375.0	368.2
1979				
Canada	**5 694**	**208 282.6**	**617 061.4**	**408 778.8**
Terre-Neuve	16	7 467.7	10 151.0	2 683.4
Nouvelle-Écosse	72	1 944.9	7 517.0	5 572.0
Île-du-Prince-Édouard	4	63.7	312.0	248.4
Nouveau-Brunswick	27	1 055.5	2 848.0	1 792.4
Québec	**2 071**	**94 963.5**	**252 908.6**	**157 945.1**
Ontario	2 231	57 204.2	195 560.8	138 356.6
Manitoba	91	3 191.9	7 142.5	3 950.6
Saskatchewan	102	3 109.1	8 735.5	5 626.5
Alberta	382	21 793.1	46 655.0	24 861.9
Colombie Britannique	687	17 371.5	84 424.0	67 052.5
Territoires du Nord-Ouest	3	50.0	207.0	157.0
Yukon	8	67.5	600.0	532.4
1980				
Canada	**6 595**	**299 088.7**	**782 966.1**	**483 877.4**
Terre-Neuve	37	2 904.5	4 379.4	1 474.9
Nouvelle-Écosse	9	4 025.0	10 154.5	6 129.5
Île-du-Prince-Édouard	6	139.4	360.0	220.6
Nouveau-Brunswick	35	3 747.9	5 330.5	1 582.7
Québec	**2 605**	**124 155.4**	**314 576.0**	**190 420.5**
Ontario	2 622	98 998.6	287 753.2	188 754.6
Manitoba	154	6 948.6	13 960.5	7 011.9
Saskatchewan	114	5 425.7	11 346.5	5 920.8
Alberta	445	31 890.0	70 156.5	38 266.5
Colombie Britannique	482	20 727.6	64 684.0	43 956.3
Territoires du Nord-Ouest	3	126.0	265.0	139.1
Yukon	1	--	--	--
1981				
Canada	**8 055**	**387 065.9**	**1 146 099.2**	**759 033.3**
Terre-Neuve	46	1 783.4	5 804.5	4 021.2
Nouvelle-Écosse	164	6 998.0	20 029.5	13 031.4
Île-du-Prince-Édouard	20	414.3	1 724.5	1 310.2
Nouveau-Brunswick	76	4 423.6	14 614.5	10 190.8
Québec	**3 306**	**176 013.4**	**509 108.2**	**333 094.7**
Ontario	2 901	101 283.4	341 290.0	240 006.7
Manitoba	244	18 754.1	39 401.5	20 647.4
Saskatchewan	167	7 427.2	15 453.5	8 026.2

Tableau 13 (suite)

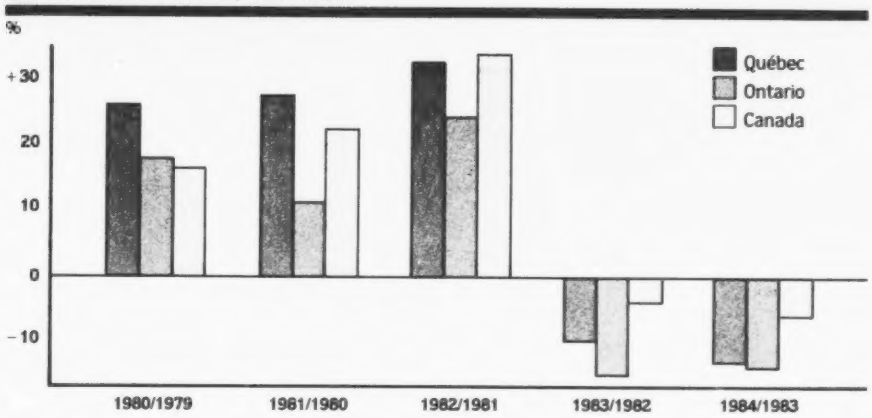
Statistiques des faillites commerciales signalées, par province et territoire, Canada, 1978-1984

Province	Faillites	Actif	Passif	Déficit
	n		'000 $	
Alberta	619	40 045,9	91 972,0	51 926,2
Colombie Britannique	501	29 614,5	106 102,5	76 488,0
Territoires du Nord-Ouest	5	185,8	222,5	36,6
Yukon	6	122,1	376,0	253,9
1982				
Canada	**10 785**	**779 902,2**	**2 330 299,8**	**1 550 397,6**
Terre-Neuve	63	8 566,2	13 442,0	4 875,8
Nouvelle-Écosse	191	24 452,4	53 662,1	29 209,7
Île-du-Prince-Édouard	18	1 202,9	3 312,5	2 109,6
Nouveau-Brunswick	66	11 171,9	24 862,0	13 690,2
Québec	**4 368**	**321 706,4**	**836 255,2**	**514 548,8**
Ontario	3 607	177 915,7	664 865,0	486 949,2
Manitoba	373	22 098,3	66 344,5	44 246,3
Saskatchewan	280	12 965,6	33 016,5	20 050,8
Alberta	742	56 873,3	206 298,5	149 425,3
Colombie Britannique	1 042	138 729,5	413 846,5	275 116,9
Territoires du Nord-Ouest	2	54,5	112,0	57,5
Yukon	13	4 165,5	14 283,0	10 117,5
1983				
Canada	**10 260**	**559 426,2**	**2 452 039,8**	**1 892 613,6**
Terre-Neuve	81	1 834,9	7 986,0	6 151,1
Nouvelle-Écosse	214	12 470,4	34 367,5	21 897,2
Île-du-Prince-Édouard	17	289,2	1 492,0	1 202,8
Nouveau-Brunswick	105	4 318,4	20 274,2	15 955,7
Québec	**3 879**	**184 455,7**	**697 782,6**	**513 326,9**
Ontario	3 020	93 186,5	614 600,2	521 413,7
Manitoba	306	22 349,4	69 809,5	47 460,1
Saskatchewan	314	16 568,1	45 329,1	28 761,0
Alberta	1 038	65 814,7	367 893,8	302 079,2
Colombie Britannique	1 279	157 876,4	591 218,9	433 342,4
Territoires du Nord-Ouest	4	230,5	1 011,0	780,5
Yukon	3	32,0	275,0	243,0
1984				
Canada	**9 578**	**568 484,2**	**2 464 723,1**	**1 896 239,0**
Terre-Neuve	73	3 683,4	12 988,5	9 305,1
Nouvelle-Écosse	241	4 352,7	20 999,5	16 646,9
Île-du-Prince-Édouard	16	1 649,9	4 001,5	2 351,5
Nouveau-Brunswick	94	7 744,4	10 139,0	2 394,6
Québec	**3 337**	**206 735,0**	**641 732,1**	**434 997,2**
Ontario	2 579	88 432,9	488 238,0	399 805,0
Manitoba	292	14 515,6	43 232,5	28 716,9
Saskatchewan	309	13 618,1	38 520,5	24 902,4
Alberta	1 154	81 643,5	586 200,0	504 556,5
Colombie Britannique	1 477	145 952,2	617 734,5	471 782,3
Territoires du Nord-Ouest	3	86,0	805,0	719,1
Yukon	3	70,5	132,0	61,5

Source: Bureau du Surintendant des faillites. *Bulletin sur l'insolvabilité.*

Figure 5b

Variation des faillites commerciales signalées, Québec, Ontario et Canada, 1980-1984



Source: Bureau du Surintendant des faillites. *Bulletin sur l'insolvabilité.*

Tableau 14

Statistiques des propositions déposées, par province et territoire, Canada, 1978-1984

Province	Propositions	Actif	Passif	Déficit
	n		'000 $	
1978				
Canada	234	66 658,8	87 826,5	21 167,8
Terre-Neuve	1	—	8,5	8,5
Nouvelle-Écosse	8	2 645,5	3 439,0	793,5
Île-du-Prince-Édouard	—	—	—	—
Nouveau-Brunswick	5	71,4	176,0	104,6
Québec	**113**	**36 785,7**	**49 829,0**	**13 043,4**
Ontario	53	1 128,0	2 478,5	1 350,5
Manitoba	5	144,0	331,0	187,0
Saskatchewan	—	—	—	—
Alberta	4	12 040,5	7 855,0	(4 185,5)
Colombie Britannique	44	13 633,7	23 339,5	9 705,8
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—
Yukon	1	210,0	370,0	160,0
1979				
Canada	312	56 427,0	109 051,4	52 624,5
Terre-Neuve	5	101,1	260,0	158,4
Nouvelle-Écosse	15	254,4	652,0	397,5
Île-du-Prince-Édouard	1	550,0	270,0	(280,0)
Nouveau-Brunswick	10	940,1	1 677,0	736,9
Québec	**93**	**31 704,4**	**45 282,0**	**13 577,6**
Ontario	64	4 691,4	13 062,4	8 371,0
Manitoba	12	786,3	1 158,5	372,2
Saskatchewan	2	112,0	420,0	308,0
Alberta	5	6 579,0	6 851,5	272,5
Colombie Britannique	105	10 707,7	39 418,0	28 710,4
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—
Yukon	—	—	—	—

Tableau 14 (suite)

Statistiques des propositions déposées, par province et territoire, Canada, 1978-1984

Province	Propositions	Actif	Passif	Déficit
	n		'000 $	
1980				
Canada	**403**	**97 729.5**	**147 302.9**	**49 573.4**
Terre-Neuve	1	37.0	67.0	30.0
Nouvelle-Ecosse	25	1 871.8	2 586.5	714.7
Ile-du-Prince-Edouard	1	115.0	230.0	115.0
Nouveau-Brunswick	25	1 918.0	1 525.0	(393.0)
Quebec	**138**	**50 249.0**	**67 407.5**	**17 158.5**
Ontario	71	13 289.0	11 928.0	(1 361.2)
Manitoba	14	7 738.7	7 971.0	232.4
Saskatchewan	4	274.0	220.0	(54.0)
Alberta	9	848.5	1 389.5	541.0
Colombie Britannique	115	21 388.3	53 978.4	32 590.0
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—
Yukon	—	—	—	—
1981				
Canada	**392**	**155 162.8**	**240 035.0**	**84 872.2**
Terre-Neuve	2	86.0	158.0	72.0
Nouvelle-Ecosse	27	1 774.2	3 227.0	1 452.9
Île-du-Prince-Édouard	2	10.3	100.5	90.1
Nouveau-Brunswick	21	261.7	590.5	328.9
Quebec	**145**	**109 072.5**	**141 635.0**	**32 962.4**
Ontario	80	4 052.4	20 788.0	16 735.6
Manitoba	21	1 705.0	3 444.0	1 739.0
Saskatchewan	2	470.0	553.5	83.5
Alberta	8	3 253.5	7 792.0	4 538.5
Colombie Britannique	83	34 378.2	61 596.5	27 218.3
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—
Yukon	1	99.0	150.0	51.0
1982				
Canada	**435**	**203 575.2**	**343 171.5**	**139 596.3**
Terre-Neuve	2	118.0	337.0	219.0
Nouvelle-Écosse	28	1 781.6	5 058.0	3 276.5
Île-du-Prince-Édouard	3	86.0	1 648.0	1 562.0
Nouveau-Brunswick	15	123.7	365.0	241.2
Québec	**145**	**107 606.2**	**154 045.5**	**46 439.3**
Ontario	106	40 462.1	69 033.5	28 571.4
Manitoba	19	703.8	2 971.0	2 267.2
Saskatchewan	1	950.0	950.0	—
Alberta	9	9 523.0	20 273.0	10 750.0
Colombie Britannique	107	42 220.8	88 490.5	46 269.7
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—
Yukon	—	—	—	—
1983				
Canada	**470**	**167 126.9**	**279 640.5**	**112 513.6**
Terre-Neuve	7	3 111.0	5 048.0	1 937.0
Nouvelle-Écosse	22	1 114.9	2 747.0	1 632.2
Île-du-Prince-Édouard	3	10.4	54.0	43.6
Nouveau-Brunswick	28	511.5	2 382.5	1 871.0
Québec	**128**	**100 716.5**	**126 323.5**	**25 606.9**
Ontario	90	9 319.0	26 371.5	17 052.6
Manitoba	18	3 506.4	8 818.0	5 311.6
Saskatchewan	2	7.5	7 500.0	7 492.5

Tableau 14 (suite)

Statistiques des propositions déposées, par province et territoire, Canada, 1978-1984

Province	Propositions	Actif	Passif	Déficit
	n	'000 $		
Alberta	19	9 305.9	25 775.0	16 469.0
Colombie Britannique	152	39 521.3	73 771.0	34 249.7
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—
Yukon	1	2.5	850.0	847.5
1984				
Canada	**389**	**177 494.3**	**355 132.0**	**177 637.7**
Terre-Neuve	3	1 622.0	6 230.0	4 608.0
Nouvelle-Ecosse	13	6 982.2	7 382.0	399.8
Ile-du-Prince-Edouard	3	212.5	305.5	93.0
Nouveau-Brunswick	30	406.2	1 260.5	854.3
Québec	**108**	**83 898.1**	**94 256.0**	**10 357.9**
Ontario	69	24 534.6	40 409.5	15 874.9
Manitoba	13	575.5	1 720.5	1 145.0
Saskatchewan	2	7 500.0	12 000.0	4 500.0
Alberta	30	5 194.6	45 712.5	40 517.9
Colombie Britannique	116	46 541.6	139 505.5	92 963.9
Territoires du Nord-Ouest	1	27.0	350.0	323.0
Yukon	1		6 000.0	6 000.0

Source: Bureau du Surintendant des faillites. *Bulletin sur l'insolvabilité.*

Tableau 15

Statistiques des faillites signalées et des propositions déposées, par centre urbain, Québec, 1981-1984

Centre urbain	Faillites				Actif	Passif
	Personnelles	Commerciales	Propositions	Total		
	n				$	
1981						
Québec	7 031	3 306	145	10 482	314 357 750	762 130 050
Chicoutimi — Jonquière	139	66	—	205	4 137 700	9 958 500
Hull — Gatineau	738	78	1	817	6 231 850	17 896 500
Montréal	3 044	1 391	65	4 500	260 321 800	409 211 150
Québec	511	289	24	824	27 987 000	59 403 950
Shawinigan	13	12	1	26	978 050	3 335 000
Sherbrooke	140	69	—	209	3 045 400	14 558 500
Trois-Rivières	111	78	1	90	4 357 050	15 594 450
Autres	2 335	1 323	53	3 811	7 298 900	232 532 000
1982						
Québec	**8 878**	**4 368**	145	13 391	**474 938 500**	161 014 150
Baie-Comeau	24	9	—	33	269 150	891 000
Chicoutimi — Jonquière	93	105	6	204	12 567 300	18 814 500
Drummondville	113	38	2	153	13 054 500	21 123 500
Granby	89	71	—	160	4 872 850	14 385 500
Hull — Gatineau — Aylmer	735	96	1	832	7 827 200	21 285 000
Montréal	3 972	1 662	59	5 693	199 209 200	576 204 450
Québec	679	426	24	1 129	42 821 950	94 943 750
Rimouski	51	27	3	81	5 161 150	11 625 000
Rouyn	17	14	1	32	1 163 700	3 006 500
Salaberry-de-Valleyfield	75	29	—	104	2 003 800	4 391 500
Shawinigan	55	54	—	109	2 688 400	6 507 000
Sherbrooke	162	91	—	253	7 840 700	15 256 500
Sorel	40	21	—	61	471 650	1 990 000

Tableau 15 (suite)

Statistiques des faillites signalées et des propositions déposées, par centre urbain, Québec, 1981-1984

Centre urbain	Faillites				Actif	Passif
	Personnelles	Commerciales	Propositions	Total		
	n				$	
Saint Hyacinthe	45	34	–	**79**	1 306 400	4 870 000
Saint Jean	90	24	1	**115**	3 406 800	6 212 000
Saint Jerome	30	7		**37**	156 750	1 260 500
Thetford Mines	37	26	2	**65**	3 799 300	11 064 000
Trois Rivieres	109	83	2	**194**	5 314 150	13 371 000
Victoriaville	27	23		**50**	2 393 750	10 215 000
Autres	2 435	1 528	44	**4 007**	158 609 800	323 597 450
1983						
Quebec	**7 561**	**3 879**	**128**	**11 568**	**316 173 550**	**968 703 900**
Baie Comeau	15	6		**21**	224 300	684 000
Chicoutimi Jonquiere	71	64	1	**136**	5 310 250	10 972 000
Drummondville	77	29	1	**107**	1 553 250	6 209 500
Granby	71	32		**103**	999 550	4 833 000
Hull Gatineau Aylmer	422	91	9	**522**	6 382 500	16 927 000
Montreal	3 593	1 654	51	**5 298**	161 585 700	542 151 650
Quebec	600	327	17	**944**	32 973 200	70 900 700
Rimouski	52	16		**68**	618 150	2 189 000
Rouyn	17	15		**32**	257 100	1 205 500
Salaberry de Valleyfield	44	25		**69**	356 100	2 122 500
Shawinigan	42	23		**65**	784 950	2 168 000
Sherbrooke	97	65		**162**	1 539 800	5 770 000
Sorel	27	10		**37**	366 600	1 293 500
Saint Hyacinthe	44	27	1	**72**	369 450	4 905 000
Saint-Jean	84	25	1	**110**	1 009 250	6 607 000
Saint Jerome	13	3		**16**	21 400	984 500
Thetford Mines	33	14	3	**50**	439 400	1 150 500
Trois Rivieres	111	67	3	**181**	3 608 400	8 383 500
Victoriaville	42	33	1	**76**	2 849 800	12 806 750
Autres	2 106	1 353	40	**3 499**	94 924 400	266 430 300
1984						
Quebec	**6 269**	**3 337**	**108**	**9 714**	**315 155 450**	**851 664 100**
Baie Comeau	4	7		**11**	147 500	1 046 500
Chicoutimi – Jonquiere	73	48	3	**124**	1 760 150	5 008 000
Drummondville	57	17	1	**75**	605 500	2 227 000
Granby	58	29		**87**	7 381 150	10 999 000
Hull Gatineau Aylmer	336	110	10	**456**	13 670 100	28 659 500
Montreal	3 029	1 419	43	**4 491**	120 475 600	421 435 150
Quebec	439	276	15	**730**	31 598 600	79 791 500
Rimouski	40	23	2	**65**	8 209 450	10 972 000
Rouyn	18	12	—	**30**	121 450	1 168 000
Salaberry-de-Valleyfield	32	13	1	**46**	424 350	1 230 500
Shawinigan	42	26	—	**68**	6 837 800	8 705 500
Sherbrooke	79	54	1	**134**	2 454 050	13 866 000
Sorel	35	23	—	**58**	542 350	2 048 000
Saint Hyacinthe	40	29	3	**72**	8 351 550	12 693 000
Saint-Jean	86	38	—	**124**	932 350	7 024 500
Saint-Jerôme	10	5	–	**15**	76 800	486 500
Thetford-Mines	19	13	2	**34**	624 300	1 419 500
Trois-Rivieres	78	50	—	**128**	3 371 350	6 832 500
Victoriaville	26	18	1	**45**	810 850	3 702 500
Autres	1 768	1 127	26	**2 921**	106 760 200	232 348 950

Source: Bureau du Surintendant des faillites. *Bulletin sur l'insolvabilité.*

Tableau 16

Répartition des faillites commerciales signalées, par secteur d'activité, Québec, 1978-1984

Secteur d'activité	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
				n			
Industries primaires	27	30	80	103	202	177	219
Industries manufacturières	145	247	245	297	453	432	301
Aliments et boissons	12	16	21	27	41	60	29
Textile	8	8	23	13	12	19	10
Vêtement (y compris les tricots)	19	29	15	25	75	36	33
Bois (y compris les meubles)	24	51	50	49	93	84	74
Papier et produits connexes (y compris impression et publication)	30	29	33	31	49	56	42
Produits métalliques	14	52	17	32	45	57	44
Machinerie	7	10	7	8	12	23	3
Matériel de transport	3	3	4	5	14	9	5
Appareils électriques	2	7	3	10	17	18	6
Produits minéraux non métalliques	4	13	5	13	14	9	14
Industries chimiques	2	3	1	11	10	9	8
Autres	20	26	66	73	71	52	33
Construction	234	363	387	471	506	453	396
Entrepreneurs généraux	88	82	60	74	59	33	41
Entrepreneurs spécialisés	146	281	327	397	447	420	355
Transports, communication et autres services publics	50	82	137	144	189	187	122
Commerce (de gros et de détail)	783	729	898	1 151	1 470	1 277	1 093
Aliments	191	129	85	136	226	225	226
Marchandises diverses	58	44	45	55	31	25	13
Automobiles, pièces et accessoires	170	159	171	242	353	319	242
Vêtements et chaussures	138	110	147	149	187	136	96
Quincaillerie	18	19	13	14	39	28	19
Meubles et accessoires de maison	45	65	49	60	85	70	41
Médicaments	7	10	5	4	12	8	9
Autres	156	193	383	491	537	466	447
Finances, assurances et immeubles	28	62	85	92	157	136	119
Services	731	557	768	1 043	1 384	1 210	1 084
Éducation, santé, bien-être	35	48	34	54	77	62	44
Divertissement	20	31	29	62	61	73	60
Services commerciaux	198	97	64	93	159	172	138
Services personnels	73	43	29	57	83	81	73
Autres	405	338	612	777	1 004	822	769
Autres secteurs d'activité	58	1	5	5	7	7	3
Total	2 056	2 071	2 605	3 306	4 368	3 879	3 337

Source: Bureau du Surintendant des faillites, *Bulletin sur l'insolvabilité.*

Tableau 17

Indice[1] des prix à la consommation, par groupe de biens et services, Canada, 1980-1984

Groupe de biens et services	1980	1981	1982	1983	1984
			1981 = 100		
Ensemble des biens et services	88.9	100.0	110.8	117.2	122.3
Biens	88.4	100.0	109.4	115.3	120.7
Services	89.7	100.0	112.9	120.2	124.8
Biens durables	91.4	100.0	105.6	109.8	113.4
Biens semi-durables	92.6	100.0	106.6	111.4	114.0
Biens non durables	86.2	100.0	111.6	118.6	125.6
Ensemble sans les aliments	88.7	100.0	111.8	119.0	123.8
Biens sans les aliments	88.0	100.0	110.7	117.7	122.6
Biens non durables sans les aliments	83.3	100.0	116.6	127.1	134.2
Ensemble sans l'énergie	90.1	100.0	109.8	116.0	120.9
Ensemble sans les aliments et l'energie	90.2	100.0	110.8	117.7	122.2
Ensemble sans l'habitation	88.9	100.0	109.9	115.8	121.0
Ensemble sans le logement	88.6	100.0	110.5	116.7	122.0
Services sans le logement	89.2	100.0	113.5	120.5	125.4
Aliments	89.8	100.0	107.2	111.2	117.4
Habitation	89.0	100.0	112.5	120.2	124.7
Logement	90.3	100.0	112.2	119.8	124.2
Energie	76.9	100.0	119.8	129.1	136.3

1. Indice non désaisonnalisé.

Source: Statistique Canada, *Prix à la consommation et indice des prix* (62-010).

Tableau 18

Indice d'ensemble[1] des prix à la consommation, par agglomération urbaine, Canada, 1972-1984

Agglomération urbaine	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
				1981 = 100			
St. John's, T.-N.	41.6	45.6	51.5	57.4	61.9	66.6	71.9
Charlottetown/Summerside	..	..	52.5	58.4	63.0	68.0	73.5
Halifax	45.2	48.8	53.6	59.0	63.9	68.9	74.2
St. John, N.-B.	44.3	48.0	53.0	59.1	63.3	68.0	73.5
Québec	44.4	47.9	53.3	58.8	62.7	68.2	73.7
Montréal	44.6	47.8	53.2	59.0	63.0	68.2	73.9
Ottawa	45.3	48.9	54.2	59.4	63.9	69.1	74.9
Toronto	44.6	48.1	53.2	58.9	62.2	68.1	73.9
Thunder Bay	44.6	47.9	53.1	59.1	64.3	69.3	74.9
Winnipeg	44.4	47.4	52.4	58.9	63.9	69.1	75.0
Regina	44.6	47.6	52.1	57.6	62.7	68.8	75.0
Saskatoon	45.4	48.3	52.8	58.8	63.6	69.0	74.4
Edmonton	43.8	47.2	52.1	57.7	62.3	68.0	74.1
Calgary	44.2	47.2	51.9	57.8	62.7	68.0	73.6
Vancouver	44.1	47.3	52.8	58.6	64.3	68.9	74.3
Canada	**44.2**	**47.6**	**52.8**	**58.5**	**62.9**	**67.9**	**73.9**

1. Indice non désaisonnalisé.

Source: Statistique Canada. *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

Tableau 19

Indice[1] des prix à la consommation, par agglomération urbaine, Canada, 1980-1984

Biens et services	St. John's (T.-N.)	Charlottetown/ Summerside	Halifax	St. John (N.-B.)	Québec	Montréal	Ottawa	Toronto
				1981 = 100				
1980								
Ensemble des biens et services	88.2	88.1	89.4	88.7	89.2	89.0	89.4	88.9
Aliments	90.6	89.8	89.2	89.3	88.3	88.8	89.5	90.0
Achetés au magasin	91.0	89.8	89.0	89.0	87.9	88.1	88.8	89.5
Viande, volaille et poisson	94.6	94.5	91.9	93.4	91.7	91.5	91.5	91.1
Produits laitiers et oeufs	89.7	87.6	89.2	87.6	87.5	87.4	86.5	86.2
Fruits et légumes	86.4	85.5	86.9	85.8	80.8	84.0	86.8	88.2
Consommés au restaurant ou commandés	88.4	90.1	89.9	90.8	90.3	91.6	91.8	91.4
Habitation	86.7	87.5	89.3	87.0	89.8	89.0	90.3	89.1
Loyer	94.1	96.1	94.5	93.4	93.7	94.3	96.1	95.0
Logement en propriété	87.6	91.9	90.3	90.0	90.8	88.0	89.9	88.3
Habillement	93.1	92.8	93.4	94.0	94.9	93.5	92.3	93.7
Transports	85.1	83.4	86.7	87.3	84.8	85.2	84.8	84.1
Santé et soins personnels	91.7	88.9	89.0	90.3	90.7	90.8	90.9	89.6
Tabacs et boissons alcooliques	87.0	84.4	90.6	87.8	88.9	88.4	89.7	89.0
Énergie	76.1	74.0	78.2	75.6	75.6	76.2	76.9	76.9
Ensemble sans l'énergie	**90.2**	**90.3**	**90.7**	**90.6**	**90.5**	**90.2**	**90.5**	**90.1**
Ensemble sans les aliments	**87.5**	**87.6**	**89.5**	**88.5**	**89.4**	**89.0**	**89.4**	**88.6**
1982								
Ensemble des biens et services	110.0	109.5	109.6	109.4	112.2	111.6	109.9	111.3
Aliments	105.4	104.8	103.2	103.5	107.8	107.9	104.8	108.6
Aliments achetés au magasin	104.6	104.1	102.1	102.6	107.4	108.0	101.6	107.4
Viande, volaille et poisson	107.5	103.7	101.2	100.9	106.2	106.5	100.0	105.3
Produits laitiers et oeufs	107.4	106.5	107.3	106.0	111.5	111.0	103.4	110.0
Fruits et légumes	99.9	104.0	100.0	103.9	104.8	109.3	103.9	112.0

Agglomération urbaine	1979	1980	1981	1982	1983	1984
			1981 = 100			
St. John's, T.-N.	79.0	88.2	100.0	110.0	117.5	122.7
Charlottetown/Summerside	79.8	88.1	100.0	109.5	115.1	120.0
Halifax	80.8	89.4	100.0	109.6	116.8	121.9
St. John, N. B.	80.4	88.7	100.0	109.4	116.8	122.8
Quebec	80.5	89.2	100.0	112.2	118.3	122.7
Montreal	80.6	89.0	100.0	111.6	117.8	122.7
Ottawa	81.6	89.4	100.0	109.9	117.3	123.2
Toronto	80.7	88.9	100.0	111.3	118.0	123.7
Thunder Bay	81.5	89.5	100.0	110.4	117.1	122.8
Winnipeg	81.8	90.0	100.0	108.8	116.1	120.3
Regina	81.3	89.5	100.0	109.0	116.0	121.1
Saskatoon	81.0	89.5	100.0	109.0	115.9	120.0
Edmonton	80.7	88.9	100.0	110.8	117.2	120.4
Calgary	80.0	88.3	100.0	112.0	117.1	120.0
Vancouver	80.0	87.5	100.0	110.5	116.6	121.3
Canada	80.7	88.9	100.0	110.8	117.2	122.3

Biens et services	Thunder Bay	Winnipeg	Regina	Saskatoon	Edmonton	Calgary	Vancouver
				1981 = 100			
1980							
Ensemble des biens et services	89.5	90.0	89.5	89.5	88.9	88.3	87.5
Aliments	91.0	90.9	90.3	91.9	90.1	90.4	90.1
Aliments achetés au magasin	90.6	90.5	90.4	91.6	89.6	90.5	89.9
Viande, volaille et poisson	92.7	93.2	91.9	91.9	92.4	93.8	91.8
Produits laitiers et oeufs	87.6	88.7	89.8	89.2	88.4	88.4	88.2
Fruits et légumes	90.6	90.4	90.8	98.4	86.8	86.6	88.3
Consommés au restaurant ou commandés	93.0	92.3	89.7	92.7	91.5	90.3	90.7
Habitation	90.0	90.6	89.8	89.0	87.9	86.7	86.7
Loyer	96.2	93.6	93.1	95.0	91.5	89.2	92.1
Logement en propriété	92.5	91.0	89.0	87.8	87.3	86.8	83.4
Habillement	92.9	93.2	93.0	93.2	92.8	92.1	92.4
Transports	84.5	84.4	85.9	85.0	86.0	85.2	82.2
Santé et soins personnels	90.3	91.9	90.2	88.3	89.6	89.4	89.7
Tabacs et boissons alcooliques	87.8	89.6	89.5	90.8	88.5	87.9	86.6
Énergie	77.2	80.3	77.4	78.2	72.6	73.2	77.5
Ensemble sans l'énergie	90.9	90.9	90.7	90.6	90.1	89.5	88.3
Ensemble sans les aliments	89.0	89.7	89.3	88.9	88.5	87.7	86.7
1982							
Ensemble des biens et services	110.4	108.8	109.0	109.0	110.8	112.0	110.5
Aliments	107.3	104.7	107.2	106.3	107.7	106.9	108.2
Aliments achetés au magasin	106.3	104.0	107.1	105.0	106.8	106.2	107.6
Viande, volaille et poisson	105.9	100.2	107.9	101.2	105.8	105.5	106.5
Produits laitiers et oeufs	107.2	104.7	107.7	107.2	108.0	107.0	110.7
Fruits et légumes	106.8	106.4	109.4	113.0	110.6	111.0	107.6

Tableau 19 (suite)

Indice[1] des prix à la consommation, par agglomération urbaine, Canada, 1980-1984

Biens et services	St. John's (T.-N.)	Charlottetown/ Summerside	Halifax	St. John (N.-B.)	Québec	Montréal	Ottawa	Toronto
				1981 = 100				
Consommés au restaurant ou commandés	108.7	107.8	107.3	108.2	109.8	107.9	112.6	112.4
Habitation	112.7	111.6	112.4	113.3	114.2	112.3	112.5	112.9
Loyer	107.7	106.4	109.6	108.6	110.7	109.3	106.5	107.4
Logement en propriété	111.9	109.6	114.3	112.8	118.7	115.5	115.5	113.8
Habillement	105.4	106.1	104.2	104.3	105.3	105.4	105.3	105.9
Transports	111.7	112.0	112.8	111.0	119.2	119.2	113.3	114.1
Santé et soins personnels	107.5	111.0	114.1	110.3	110.2	109.2	109.5	111.1
Tabacs et boissons alcooliques	116.7	112.8	113.6	113.9	116.1	115.8	114.5	116.1
Énergie	118.8	120.1	118.8	117.2	126.7	125.3	119.3	118.6
Ensemble sans l'énergie	**108.6**	**107.8**	**106.6**	**108.3**	**110.7**	**110.3**	**109.1**	**110.5**
Ensemble sans les aliments	**111.5**	**110.9**	**111.3**	**111.4**	**113.5**	**112.8**	**111.3**	**112.1**
1983								
Ensemble des biens et services	**117.5**	**115.1**	**116.8**	**116.8**	**118.3**	**117.8**	**117.3**	**118.0**
Aliments	106.5	106.3	105.9	106.6	109.9	110.8	109.8	114.2
Achetés au magasin	104.7	104.4	103.5	104.6	108.7	110.8	105.0	112.1
Viande, volaille et poisson	104.2	101.7	97.3	100.6	105.3	108.7	100.0	108.7
Produits laitiers et oeufs	110.7	108.8	114.6	110.1	115.2	115.4	112.0	116.1
Fruits et légumes	101.8	105.7	99.8	105.6	106.5	110.6	107.2	116.7
Consommés au restaurant ou commandés	115.6	113.4	114.3	115.4	115.9	111.3	121.8	120.4
Habitation	119.9	117.4	121.6	122.1	123.5	121.1	121.5	119.8
Loyer	115.2	115.0	120.1	116.6	124.2	120.5	115.3	115.4
Logement en propriété	118.4	115.6	121.3	120.8	128.9	124.9	126.7	119.6
Habillement	118.0	110.3	109.6	108.1	109.2	109.2	110.2	110.9
Transports	119.0	118.1	119.6	119.5	123.7	124.2	118.8	120.0
Santé et soins personnels	117.4	117.6	123.0	118.3	117.2	116.6	117.7	118.1
Tabacs et boissons alcooliques	139.6	127.8	126.2	131.9	128.9	127.8	130.2	133.0
Énergie	130.3	127.3	135.6	130.0	134.8	134.4	126.4	127.3
Ensemble sans l'énergie	**115.4**	**113.1**	**114.8**	**115.0**	**116.6**	**116.1**	**116.6**	**117.1**
Ensemble sans les aliments	**120.9**	**117.5**	**119.7**	**120.0**	**120.7**	**120.1**	**119.2**	**119.1**
1984								
Ensemble des biens et services	**122.7**	**120.0**	**121.9**	**122.8**	**122.7**	**122.7**	**123.2**	**123.7**
Aliments	110.4	111.5	110.8	112.8	115.0	116.1	115.8	122.1
Achetés au magasin	108.6	109.4	108.4	111.1	113.7	116.2	111.1	120.9
Viande, volaille et poisson	103.6	104.9	101.5	104.3	109.8	113.3	106.2	115.8
Produits laitiers et oeufs	116.6	114.4	119.9	118.6	121.4	122.4	119.8	126.5
Fruits et légumes	110.8	115.2	108.0	117.5	115.5	118.7	117.9	130.4
Consommés au restaurant ou commandés	119.9	119.4	119.1	120.0	121.4	116.2	127.4	125.7
Habitation	125.9	122.7	126.3	128.8	128.4	126.4	128.5	124.6
Loyer	124.8	122.8	128.2	123.0	132.3	128.4	122.1	121.9
Logement en propriété	122.5	119.5	125.1	128.0	133.4	130.4	136.1	122.8
Habillement	120.6	111.4	112.3	110.7	112.2	111.6	112.9	113.8
Transports	123.9	122.2	124.1	124.4	127.0	129.0	124.3	125.1
Santé et soins personnels	122.0	123.5	129.2	123.5	122.1	120.9	124.0	123.2
Tabacs et boissons alcooliques	150.3	138.8	137.7	143.9	137.9	136.8	141.5	144.2
Énergie	138.2	135.6	142.4	136.4	139.7	141.4	134.7	134.8
Ensemble sans l'énergie	**120.2**	**117.6**	**119.7**	**120.8**	**120.9**	**120.9**	**122.2**	**122.6**
Ensemble sans les aliments	**126.5**	**122.5**	**124.9**	**125.9**	**124.8**	**124.9**	**125.1**	**124.2**

1. Indice non désaisonnalisé.

Source: Statistique Canada. *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

Biens et services	Thunder Bay	Winnipeg	Regina	Saskatoon	Edmonton	Calgary	Vancouver
	1981 = 100						
Consommés au restaurant ou commandés	111,6	107,0	107,4	111,1	110,3	109,0	109,8
Habitation	111,7	111,4	112,2	111,6	112,7	116,1	111,7
Loyer	104,7	109,0	109,0	108,5	111,2	115,9	110,6
Logement en propriété	111,1	113,8	113,3	113,0	113,7	115,9	110,6
Habillement	106,3	104,0	105,8	106,2	105,7	104,4	107,5
Transports	112,4	109,8	105,5	106,9	112,1	113,5	112,2
Santé et soins personnels	111,2	107,7	110,6	110,2	114,3	114,3	110,8
Tabacs et boissons alcooliques	115,6	116,6	111,8	111,7	116,1	114,1	113,3
Energie	115,6	114,4	110,4	110,1	119,0	123,3	119,1
Ensemble sans l'énergie	**109,8**	**108,2**	**108,8**	**108,7**	**110,2**	**111,1**	**109,8**
Ensemble sans les aliments	**111,2**	**110,0**	**109,4**	**109,6**	**111,7**	**113,3**	**111,2**
1983							
Ensemble des biens et services	**117,1**	**116,1**	**116,0**	**115,9**	**117,2**	**117,1**	**116,6**
Aliments	112,0	107,6	111,0	109,4	111,5	109,7	112,8
Achetés au magasin	109,7	105,8	109,6	107,9	110,1	109,1	110,9
Viande, volaille et poisson	108,8	100,4	107,7	101,3	106,8	107,0	108,1
Produits laitiers et oeufs	114,5	109,4	114,4	113,5	115,1	114,3	117,7
Fruits et légumes	107,1	105,5	111,1	113,0	111,3	111,4	106,8
Consommes au restaurant ou commandés	121,2	113,2	114,1	114,8	115,5	111,5	117,4
Habitation	120,0	120,2	120,8	119,9	118,8	119,8	117,5
Loyer	109,7	118,1	120,4	118,7	114,8	114,3	117,4
Logement en propriété	119,9	124,0	122,1	121,2	119,9	118,5	115,0
Habillement	111,2	109,0	110,2	111,7	109,1	105,6	111,9
Transports	117,1	117,8	111,7	113,4	119,2	120,0	118,7
Santé et soins personnels	119,2	117,3	120,8	117,8	122,7	124,1	118,2
Tabacs et boissons alcooliques	128,7	133,2	126,2	126,2	134,0	131,2	123,1
Energie	123,0	127,8	116,4	118,8	131,6	137,1	130,2
Ensemble sans l'énergie	**116,4**	**114,9**	**115,9**	**115,4**	**116,2**	**115,4**	**115,5**
Ensemble sans les aliments	**118,5**	**118,6**	**117,2**	**117,6**	**118,7**	**118,8**	**117,7**
1984							
Ensemble des biens et services	**122,8**	**120,3**	**121,1**	**120,0**	**120,4**	**120,0**	**121,3**
Aliments	117,7	110,4	114,3	110,8	116,6	115,2	118,5
Achetés au magasin	115,3	107,6	112,7	107,9	115,9	115,7	117,7
Viande, volaille et poisson	111,1	99,8	106,7	100,1	109,9	112,8	112,8
Produits laitiers et oeufs	123,2	117,3	118,6	115,7	119,8	119,4	122,6
Fruits et légumes	114,8	110,8	118,5	116,5	122,9	123,0	120,9
Consommés au restaurant ou commandés	127,1	118,5	118,1	119,1	118,8	114,7	120,6
Habitation	125,9	124,9	126,1	124,1	119,1	119,0	120,6
Loyer	113,8	125,1	128,8	125,3	113,0	108,2	123,2
Logement en propriété	125,9	129,6	127,3	123,9	119,0	115,8	115,4
Habillement	112,5	112,0	113,8	115,5	111,8	107,8	114,8
Transports	123,1	121,8	117,7	119,1	124,0	124,9	124,8
Santé et soins personnels	125,4	119,6	127,3	123,6	126,0	129,0	122,5
Tabacs et boissons alcooliques	140,1	143,6	137,0	135,8	146,4	143,9	132,6
Énergie	132,2	132,8	125,4	126,8	135,0	141,7	138,6
Ensemble sans l'énergie	**121,7**	**119,0**	**120,6**	**119,2**	**119,4**	**118,3**	**120,0**
Ensemble sans les aliments	**124,2**	**123,2**	**122,7**	**122,5**	**121,5**	**121,2**	**122,2**

Tableau 20

Indice comparatif des prix à la consommation de quelques villes choisies, Canada, septembre 1983 et 1984

Biens et services	**St. John's (T.-N.)**	**Charlottetown**	**Halifax**	**St. John (N.-B.)**	**Montréal**
	Indice moyen des villes choisies = 100				
Septembre 1983					
Aliments	107	98	94	101	100
Viande, volaille et poisson	108	94	90	96	106
Produits laitiers et oeufs	118	102	101	105	94
Céréales et produits de boulangerie	94	104	92	98	99
Fruits et légumes	111	104	97	106	93
Huiles et matières grasses	105	91	94	98	98
Denrées diverses	101	91	94	105	101
Dépenses de ménage, articles d'ameublement, accessoires et services connexes	105	101	105	107	98
Dépenses de ménage	106	99	106	103	100
Articles d'ameublement, accessoires et services connexes	105	103	103	110	97
Transports	101	96	95	95	107
Transports privés	102	97	96	96	108
Achat d'automobiles et de camions	105	104	103	104	102
Essence	108	105	99	98	110
Autres transports privés	93	80	84	84	115
Transports publics	91	90	90	91	100
Soins personnels et hygiène	102	95	104	100	98
Soins de santé	98	95	111	104	95
Services de soins personnels	96	83	93	88	101
Articles et accessoires de soins personnels	111	103	103	104	98
Loisirs, lecture et formation	106	104	108	106	98
Tabacs et boissons alcoolisées	129	102	99	108	101
Produits du tabac et articles pour fumeurs	155	99	87	107	96
Boissons alcoolisées	116	104	106	108	103
Septembre 1984					
Aliments	105	97	93	99	97
Viande, volaille et poisson	104	96	91	97	102
Produits laitiers et oeufs	116	101	100	105	94
Céréales et produits de boulangerie	85	94	87	92	97
Fruits et légumes	113	104	93	100	89
Huiles et matières grasses	101	88	90	93	90
Denrées diverses	105	92	95	103	99
Dépenses de ménage, articles d'ameublement, accessoires et services connexes	107	102	104	102	97
Dépenses de ménage	107	102	105	101	99
Articles d'ameublement, accessoires et services connexes	107	102	102	104	96
Transports	102	98	98	96	107
Transports privés	104	98	98	95	108
Achat d'automobiles et de camions	106	104	102	105	101
Essence	114	113	106	95	113
Autres transports privés	92	75	83	83	112
Transports publics	95	99	100	101	98
Soins personnels et hygiène	102	96	105	101	97
Soins de santé	96	98	112	104	95
Services de soins personnels	97	84	94	88	98
Articles et accessoires de soins personnels	112	101	104	106	99

Biens et services	Ottawa	Toronto	Winnipeg	Regina	Edmonton	Vancouver
	Indice moyen des villes choisies = 100					
Septembre 1983						
Aliments	94	101	95	101	101	105
Viande, volaille et poisson	90	100	92	99	92	100
Produits laitiers et oeufs	101	103	93	98	97	110
Céréales et produits de boulangerie	88	98	98	101	107	117
Fruits et légumes	99	105	98	108	109	103
Huiles et matières grasses	90	98	106	102	102	108
Denrées diverses	96	100	99	98	107	105
Dépenses de ménage, articles d'ameublement, accessoires et services connexes	100	102	97	97	96	104
Dépenses de ménage	100	104	90	93	93	105
Articles d'ameublement, accessoires et services connexes	101	101	103	102	98	104
Transports	98	100	92	91	92	100
Transports privés	97	100	91	90	88	100
Achat d'automobiles et de camions	101	100	100	100	93	99
Essence	96	98	96	81	81	97
Autres transports privés	92	100	77	86	90	106
Transports publics	105	100	95	96	112	100
Soins personnels et hygiène	100	102	97	94	106	104
Soins de santé	102	105	90	80	114	105
Services de soins personnels	94	99	103	106	104	106
Articles et accessoires de soins personnels	103	102	100	101	96	101
Loisirs, lecture et formation	101	102	97	98	98	101
Tabacs et boissons alcoolisées	100	101	101	102	93	103
Produits du tabac et articles pour fumeurs	107	106	91	100	90	100
Boissons alcoolisées	96	98	105	102	94	105
Septembre 1984						
Aliments	96	104	95	103	103	107
Viande, volaille et poisson	97	102	93	100	96	103
Produits laitiers et oeufs	101	105	95	96	95	106
Céréales et produits de boulangerie	91	100	100	108	108	116
Fruits et légumes	99	107	98	109	117	106
Huiles et matières grasses	84	106	100	106	107	116
Denrées diverses	92	103	89	104	106	106
Dépenses de ménage, articles d'ameublement, accessoires et services connexes	99	103	94	100	97	105
Dépenses de ménage	98	104	87	94	96	107
Articles d'ameublement, accessoires et services connexes	100	102	102	106	98	103
Transports	97	99	93	92	91	102
Transports privés	95	98	93	90	89	102
Achat d'automobiles et de camions	100	100	101	100	95	99
Essence	91	94	89	86	84	102
Autres transports privés	93	99	87	84	87	107
Transports publics	109	105	93	98	102	99
Soins personnels et hygiène	102	103	94	94	105	104
Soins de santé	104	106	88	78	113	104
Services de soins personnels	99	101	99	111	105	104
Articles et accessoires de soins personnels	101	102	96	100	95	103

Tableau 20 (suite)

Indice comparatif des prix à la consommation de quelques villes choisies, Canada, septembre 1983 et 1984

Biens et services	St. John's (T.-N.)	Charlottetown	Halifax	St. John (N.-B.)	Montréal
	Indice moyen des villes choisies = 100				
Loisirs, lecture et formation	107	103	107	104	97
Tabacs et boissons alcoolisées	127	100	100	106	101
Produits du tabac et articles pour fumeurs	153	96	90	105	96
Boissons alcoolisées	114	102	105	106	103

Source: Statistique Canada. *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

Tableau 21

IPC[1] officiel et IPC pour les ménages à faible revenu, Canada, 1982 et 1983

Biens et services	IPC			
	1982		1983	
	Officiel	Ménages à faible revenu	Officiel	Ménages à faible revenu
	1981 = 100			
Ensemble des biens et services	110.8	109.9	117.2	116.4
Aliments	107.2	106.6	111.2	110.1
Habitation	112.5	111.3	120.2	119.2
Logement	112.2	109.1	119.8	116.4
Logement en location	109.0	108.9	117.1	117.1
Logement en propriété	113.7	109.4	121.0	115.3
Tout autre logement	111.9	114.0	120.0	122.3
Dépenses de ménage	115.8	116.4	124.8	125.9
Articles d'ameublement et accessoires	..	..	113.4	112.9
Habillement	105.6	106.2	109.8	110.8
Transports	114.1	115.8	119.8	121.8
Santé et soins personnels	110.6	110.9	118.2	118.9
Loisirs, lecture et formation	108.7	109.0	115.8	116.6
Tabacs et boissons alcooliques	115.5	115.9	130.0	131.9
Ensemble sans les aliments	**111.8**	**111.5**	**119.0**	**119.3**
Ensemble sans le logement	**110.5**	**110.2**	**116.7**	**116.4**

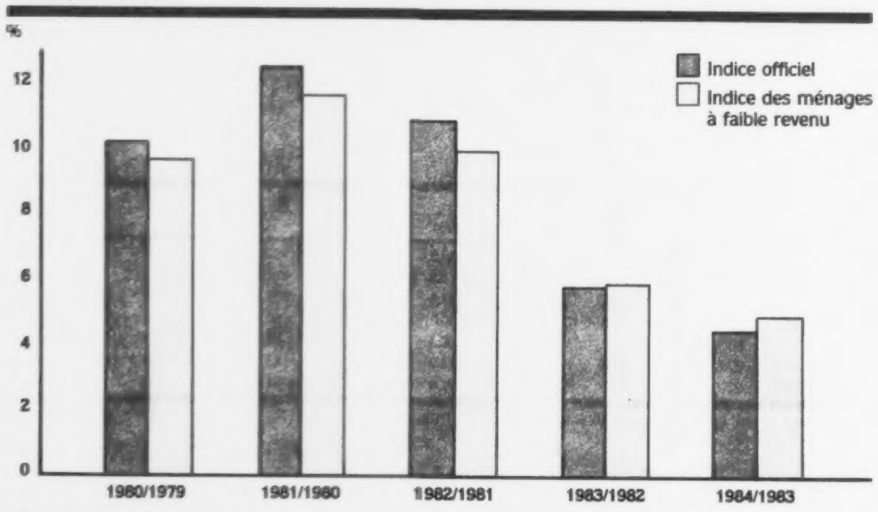
1. Indice des prix à la consommation (non désaisonnalisé).

Source: Statistique Canada *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

Biens et services	Ottawa	Toronto	Winnipeg	Regina	Edmonton	Vancouver
	Indice moyen des villes choisies = 100					
Loisirs, lecture et formation	101	103	96	99	97	102
Tabacs et boissons alcoolisées	100	101	101	103	93	103
Produits du tabac et articles pour fumeurs	106	105	95	103	89	99
Boissons alcoolisées	97	99	104	103	95	104

Figure 6

Taux de variation de l'IPC officiel et de l'IPC des ménages à faible revenu, Canada, 1980-1984



Source: Statistique Canada. *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

Tableau 22

Taux de variation de l'IPC officiel et de l'IPC des ménages à faible revenu, Canada, 1982/1981 et 1983/1982

	Taux de variation de l'IPC			
	1982/1981		1983/1982	
	Officiel	Ménages à faible revenu	Officiel	Ménages à faible revenu
	%			
Ensemble des biens et services	10.8	9.9	5.8	5.9
Aliments	7.2	6.6	3.7	3.3
Habitation	12.5	11.3	6.8	7.1
Habillement	5.6	6.2	4.0	4.3
Transports	14.1	15.8	5.0	5.2
Santé et soins personnels	10.6	10.9	6.9	7.2
Loisirs, lecture et formation	8.7	9.0	6.5	7.0
Tabacs et boissons alcooliques	15.5	15.9	12.6	13.8

Source: Statistique Canada. *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

Tableau 23

Pouvoir d'achat du dollar à la consommation, Canada, 1978-1984

Année	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moyenne annuelle
	1981 = 100												
1978	141.2	140.3	138.7	138.3	136.4	135.3	133.3	133.2	133.5	132.1	131.1	130.7	135.3
1979	129.7	128.5	126.9	126.1	124.8	124.2	123.3	122.8	121.8	120.9	119.8	119.0	124.0
1980	118.3	117.4	116.1	115.5	114.2	112.9	112.0	111.0	110.0	109.1	107.6	107.1	112.6
1981	105.7	104.6	103.3	102.5	101.6	100.0	99.2	98.4	97.8	96.8	96.0	95.5	100.0
1982	94.9	93.7	92.6	92.1	90.8	89.9	89.4	89.0	88.6	88.0	87.4	87.4	90.3
1983	87.6	87.3	86.4	86.4	86.1	85.2	84.8	84.4	84.4	83.9	83.9	83.6	85.3
1984	83.2	82.7	82.5	82.3	82.2	81.8	81.4	81.4	81.3	81.2	80.6	80.6	81.8

Source: Statistique Canada. *Prix à la consommation et indices des prix* (62-010).

18

Tourisme et loisirs

Tourisme	875
Loisirs	880
Définitions	882

18

Liste des tableaux

1. Statistiques sur les voyages entre le Québec et les États-Unis, 1980-1983 883
2. Statistiques sur les voyages entre le Québec et les pays autres que les États-Unis, 1980-1983 883
3. Voyageurs étrangers entrant au Canada via le Québec, 1981-1984 884
4. Continent d'origine des voyageurs, provenant de pays autres que les États-Unis, qui ont visité le Québec, 1981-1984 884
5. Principaux pays d'origine des voyageurs européens qui ont visité le Québec, 1981-1984 884
6. Répartition des voyages d'une nuitée ou plus, selon la province d'origine et la destination, Canada, 1982 885
7. Répartition des voyages-personnes à l'étranger selon la province d'origine des voyageurs, Canada, 1974-1983 886
8. But des voyages à l'étranger des Canadiens, selon la province d'origine des voyageurs, Canada, 1983 886
9. Statistiques sur les voyages des Québécois, Ontariens et Canadiens rentrant des États-Unis, 1983 887
10. Répartition des voyages interprovinciaux, selon la durée, la province d'origine des voyageurs et la destination, Canada, 1982 888
11. Répartition des activités des voyageurs, selon la province de résidence, Canada, 1982 888
12. Répartition des voyages des touristes canadiens, selon le but, Québec, 1982 889
13. Répartition des voyages des touristes canadiens dans quelques régions, Québec, 1982 889
14. Répartition des voyages des Québécois selon la province de destination, 1982 889
15. Statistiques sur les voyages des Québécois au Québec, selon le but, 1982 890
16. Répartition des touristes québécois, par région administrative de destination, Québec, 1982 890
17. Répartition des voyages des Québécois, selon la région métropolitaine et l'agglomération urbaine de destination, Québec, 1982 890
18. Répartition des membres de Vacances-Familles, par région administrative, Québec, 1984 891
19. Répartition des voyages des membres de Vacances-Familles, par région administrative, Québec, 1984 891
20. Répartition des établissements d'hébergement, par région administrative, Québec, 1985 892
21. Répartition des campings, par région administrative, Québec, 1985 892
22. Répartition de divers équipements d'hébergement, par région administrative, Québec, 1984 893
23. Mode d'hébergement des touristes canadiens, Québec, Ontario et Canada, 1980 et 1982 893
24. Utilisation des auberges de jeunesse par province, Canada, 1980-81 à 1982-83 893
25. Tarif moyen des chambres d'hôtel de certaines villes, Canada, 1977-1983 894
26. Répartition des établissements de restauration, par région administrative, Québec, 1985 896
27. Recettes des établissements de restauration, par province et territoire, Canada, 1980-1984 896
28. Ménages possédant certains articles de loisir, Québec, 1976-1982 897
29. Statistiques sur les parcs, réserves et zones d'exploitation contrôlée, par région administrative, Québec, 1985 898
30. Fréquentation des parcs et réserves, selon l'activité et la région touristique, Québec, 1979-80 et 1983-84 898
31. Fréquentation des bases de plein air subventionnées, par région administrative, Québec, 1983-84 902
32. Répartition des équipements récréatifs d'hiver, par région administrative, Québec, 1984 902
33. Répartition des équipements récréatifs d'été, par région administrative, Québec, 1984 903
34. Répartition des équipements récréatifs aquatiques et nautiques, par région administrative, Québec, 1984 903
35. Répartition des équipements de sports de participation, par région administrative, Québec, 1984 904
36. Répartition des équipements de sports de spectacle, par région administrative, Québec, 1984 904

Liste des figures

1. Variation en pourcentage des voyages-personnes et des nuitées-personnes, par province, Canada, 1980-1982 **885**

2. Répartition du nombre de chambres disponibles, par région touristique, Québec, été 1984 **894**

3. Taux d'occupation des hôtels par région touristique, Québec, étés 1983 et 1984 **895**

18

Ce chapitre a été réalisé par Mireille Barrière avec la collaboration du ministère du Tourisme du Québec et du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec.

Ce chapitre réunit «tourisme» et «loisirs» puisque ces deux champs offrent des activités et des équipements desservant tout aussi bien les visiteurs étrangers que les résidents du Québec.

La section «tourisme» réunit des données sur les voyages en territoire québécois des visiteurs étrangers, canadiens et québécois, ainsi que sur les voyages des Québécois au Canada et à l'étranger. On y trouve des renseignements sur la durée et le but de ces voyages et sur les dépenses qu'ils génèrent. Cette section comporte aussi des statistiques sur les différents modes d'hébergement, leur nombre, leur répartition en région, leur capacité d'accueil et leur taux d'occupation. Des données similaires concernent également les établissements de restauration.

La section «loisirs» renferme des statistiques sur les grands territoires mis à la disposition des Québécois et des autres voyageurs par le gouvernement du Québec: nombre, répartition régionale et fréquentation. Elle contient aussi des renseignements analogues sur divers équipements récréatifs. Enfin, elle regroupe des données sur le nombre d'appareils servant aux loisirs que possèdent les ménages québécois et sur l'évolution de la situation en l'espace de cinq ans.

Tourisme

Tourisme international

Cette section traite séparément le tourisme américain et celui des autres pays. En 1984, 3,1 millions de voyageurs internationaux entrent au Canada par le Québec. Toutefois, ce nombre diminue de 10% par rapport à 1981. De ce nombre, 2,0 millions viennent des États-Unis (88,3%). Les touristes américains se déplacent en automobile dans une proportion de 74,1%, ce qui est légèrement inférieur au pourcentage de 1981 (77,3%). Par contre, ceux qui empruntent l'avion augmentent légèrement: ils représentent 14,8% des touristes américains en 1984 comparativement à 12,7% en 1981.

En 1983, les touristes américains effectuent, estime-t-on, 2,5 millions de voyages-personnes au Québec même, soit une diminution de 7,4% en regard de 1980 où ce nombre s'élève à 2,7 millions. Par contre, leurs dépenses au cours de ces voyages augmentent: elles sont évaluées à 414 millions de dollars en 1983, ce qui équivaut à une hausse de 29,1% par rapport à 1980 alors qu'elles atteignent 320,6 millions.

Les touristes originaires des pays autres que les États-Unis effectuent 461 000 voyages-personnes au Québec en 1983: c'est une baisse de 13,2% en regard de 1980 où on en dénombre 479 000. Parallèlement, leurs dépenses diminuent aussi de 7% alors qu'elles n'atteignent que 139,6 millions de dollars en 1983 comparativement à 150 millions en 1980. La grande majorité de ces touristes vient d'Europe: la proportion se maintient autour de 68% entre 1981 et 1984. Notons la baisse constante des touristes sud-américains qui ne représentent plus que 3,9% des visiteurs en 1984 par rapport à 5,4% en 1981. Chez les touristes européens qui visitent le Québec, les Français dominent dans une proportion d'environ 31%.

De leur côté, les Québécois qui voyagent à l'étranger se rendent surtout aux États-Unis. En 1983, ils y effectuent 2,8 millions de voyages-personnes, pour une augmentation de 3,7% par rapport à 2,7 millions en 1980. Leurs dépenses totales s'élèvent à 692 millions de dollars, soit une hausse de 35,9% comparativement aux 509 millions enregistrés en 1980. Dans les autres pays, les touristes

québécois font 373 000 voyages-personnes en 1983 en regard de 363 000 en 1980 (2,7%). Ils y dépensent 316,4 millions de dollars par rapport à 273,6 millions en 1980 (15,6%).

Le tableau 6 présente pour 1982 les voyages d'une nuitée et plus des Canadiens, selon la destination. Comme l'ensemble des Canadiens, les Québécois voyagent surtout au Canada, puis aux États-Unis et enfin dans les autres pays. Sur les 18,4 millions de voyages-personnes des Québécois, 15,7 millions (85,2%) se déroulent au Canada, 2,4 millions (13,1%) aux États-Unis et 0,3 million (1,7%) ailleurs. Notons que sur les 15,7 millions de voyages-personnes réalisés au Canada, les Québécois en consacrent 13,8 millions (88%) à visiter leur propre province.

Durant la décennie 1974-1983, les Québécois comptent en moyenne pour 23,8% de tous les voyages-personnes à l'étranger des résidents canadiens. Les Ontariens quant à eux effectuent en moyenne 41% de l'ensemble des voyages-personnes des Canadiens à l'étranger.

Les principaux motifs pour lesquels Québécois et Canadiens se déplacent sont les voyages d'affaires, les visites à des parents et à des amis et les voyages d'agrément. En 1983, les Québécois voyagent surtout pour se divertir puisque les voyages d'agrément constituent 68,6% de leurs séjours aux États-Unis et 57,9% de leurs déplacements dans les autres pays. Chez les Ontariens, ces pourcentages sont respectivement de 48,0% et de 49,3% pour la même année. Les Québécois consacrent moins de voyages-personnes que leurs voisins ontariens à des visites d'amis et de parents, que ce soit aux États-Unis ou à l'étranger. De plus, les Ontariens font presque deux fois plus de voyages d'affaires aux États-Unis que les Québécois alors qu'ils y affectent 14,5% de leurs voyages-personnes comparativement à 7,9% pour les voyageurs québécois.

En 1983, 49,6% des voyageurs québécois rentrent des États-Unis surtout pendant le 3^{e} trimestre; 94,4% d'entre eux reviennent directement par leur province d'origine. Dans 53,4% des cas, ils séjournent dans la république voisine entre 2 et 6 nuits. Les hommes comptent pour 50,9% des touristes. Au niveau de l'âge des voyageurs, le contingent le plus important (20,3%) se recrute dans la tranche des 25-34 ans. Enfin, 38,7% d'entre eux font plus d'un voyage au cours de l'année. Les Ontariens adoptent sensiblement le même comportement dans des proportions différentes. Notons toutefois qu'ils voyagent surtout (19,5% d'entre eux) entre 35 et 44 ans.

Tourisme interprovincial

Voyages des Québécois au Canada

En 1982, les voyages des Québécois au Canada et au Québec atteignent un volume d'environ 22,5 millions de voyages-personnes dont 15,6 millions (69,3%) comportent un séjour d'une nuitée ou plus. Pour les voyages d'une nuitée et plus, les moyennes ontariennes sont respectivement de 71,1% pour les voyages réalisés dans leur propre province et de 13,3% pour les nuitées passées dans les autres provinces. À ce chapitre, les moyennes canadiennes atteignent 69,0% et 17,5%.

Si l'on tient compte également des déplacements dont l'aller et le retour se font le même jour, 90% des voyages des Québécois se déroulent au Québec même et 10% seulement dans les autres provinces. La situation est identique en Ontario. Ces deux provinces ne suivent pas les moyennes canadiennes alors que 86% de la population voyage à l'intérieur de sa province d'origine et 14% dans les autres provinces.

En 1982, les Québécois font 1,9 million de voyages-personnes dans les autres provinces canadiennes. L'Ontario accapare 75,7% de leurs destinations canadiennes et 51,9% de leurs nuitées. Toutefois, avec seulement 12,4% des déplacements des touristes québécois, les provinces maritimes recueillent 27,9% des nuitées qu'ils passent dans les provinces canadiennes.

La figure 1 montre que les voyages-personnes et les nuitées-personnes des touristes québécois diminuent en 1982 par rapport à 1980. La baisse est de 17% pour les voyages-personnes et de

12% pour les nuitées-personnes. Cette diminution affecte les autres provinces canadiennes sauf l'Alberta (augmentation de 2,7% dans les deux cas) et l'Île-du-Prince-Édouard qui enregistre une hausse de 14% de voyages-personnes et de 1% des nuitées-personnes.

Que font les Québécois quand ils accomplissent des voyages d'agrément dans leur province ou dans les autres parties du Canada? L'enquête de 1982 retient 15 activités (tableau 11). Les cinq plus populaires chez les Québécois sont, dans l'ordre: la visite de parents et d'amis, le magasinage, les visites touristiques, la vie nocturne et les divertissements et la natation. Ces attitudes sont identiques à celles de l'ensemble des Canadiens. Les touristes ontariens toutefois s'adonnent davantage à la natation qui vient en 4^e place avant la vie nocturne et les autres divertissements.

Voyages des Canadiens au Québec

En 1982, les Canadiens des autres provinces font au Québec 2,8 millions de voyages-personnes dont 2,4 millions (86%) durent plus de 24 heures. Ils viennent au Québec principalement pour visiter des parents (38,9% des voyages-personnes), effectuer un voyage d'agrément (37%) ou d'affaires (18,5%). Chez les voyageurs séjournant moins de 24 heures, 42,5% consacrent leurs déplacements aux affaires. Les touristes canadiens passent 8,8 millions de nuitées au Québec et y dépensent 366,9 millions de dollars. Si les touristes en visite chez des parents totalisent un plus grand nombre de nuitées (42,0% de l'ensemble) que ceux en voyage d'agrément, ils ne contribuent que dans une proportion de 29,1% aux dépenses engagées par les visiteurs canadiens au Québec.

Quelles régions touristiques du Québec attirent davantage les Canadiens des autres provinces? Nous n'avons pas de données pour toutes les régions. Toutefois, avec celles dont nous disposons, nous constatons qu'en 1982, la région touristique de Montréal recueille le plus grand nombre de voyages-personnes, soit 1,3 million ou 52,2% du total. Viennent ensuite l'Outaouais avec 374 000 voyages-personnes ou 15,5% et Québec avec 233 000 voyages-personnes ou 9,7% du total.

Tourisme interrégional

En 1982, les Québécois effectuent 20,1 millions de voyages-personnes dans leur propre province dont 13,8 millions durent plus de 24 heures. Les trois principaux buts de leurs déplacements sont les voyages d'agrément (40,6%), la visite de parents et d'amis (36,6%) et les voyages d'affaires (12,9%). Pour les voyageurs dont la durée de séjour est inférieure à 24 heures, les visites à la parenté viennent au 1^{er} rang en justifiant 31,3% de leurs déplacements. Chez les voyageurs dont le séjour dépasse 24 heures, les voyages d'agrément dominent en accaparant 45,4% du nombre total de voyages-personnes. Les voyages des Québécois au Québec représentent 40,9 millions de nuitées et des dépenses totales de 1 401,2 millions de dollars. Quant aux dépenses faites sur place une fois à destination, elles s'élèvent à 1 383,9 millions de dollars. Toujours en 1982, 17,9 millions de nuitées (43,9%) sont consacrées aux voyages d'agrément qui entraînent des dépenses totales de 612,9 millions de dollars (43,8% des dépenses totales) et des dépenses sur place de 603,1 millions (43,6% des dépenses à destination).

Si l'on regarde la destination des voyageurs québécois au Québec, 41,8% des voyages-personnes se déroulent dans la région administrative de Montréal. Les deux autres régions les plus attractives sont Québec (19,2%) et Trois-Rivières (11,2%). Notons toutefois que la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie avec seulement 5,2% des voyages-personnes accapare 8,4% des nuitées que les Québécois passent au Québec, ce qui signifie que les séjours dans cette région sont relativement plus longs que dans d'autres régions.

Si l'on répartit les voyageurs par région métropolitaine et grande ville de destination, les deux métropoles régionales de Québec et de Montréal attirent chacune un peu plus de 10% des Québécois qui voyagent au Québec, tant en voyages-personnes qu'en nuitées. Toutefois, toutes les

grandes régions urbaines québécoises réunies accueillent à peine plus du tiers des voyageurs québécois, le reste de la province accaparant 65,3% des voyages-personnes et 65,5% des nuitées. On voit donc l'importance de la villégiature et du tourisme hors des grands centres, sous l'influence entre autres de la visite de parents ou d'amis.

Les familles québécoises peuvent également s'offrir des vacances en recourant à l'organisme sans but lucratif Vacances-Familles qui favorise l'accès aux vacances au plus grand nombre de familles, de couples et de célibataires en leur offrant des tarifs plus abordables que ceux de l'entreprise privée. En 1984, cette association compte 10 478 membres individuels et 165 membres collectifs.

La grande région de Montréal recueille 27,6% des membres individuels et 37,6% des membres collectifs. La région de Québec est la seconde en importance avec 18,7% des membres individuels et 18,2% des membres collectifs. Le mouvement enregistre en 1984, 17 494 réservations pour un total de 44 234 nuitées, soit une moyenne de 2,5 nuitées par réservation. La région de Québec récolte la plus grande proportion de réservations, soit 39% du total et le plus haut pourcentage de nuitées avec 35,0%. Suit la région de Montréal avec 31,1% des réservations et 29,3% des nuitées. Les deux régions monopolisent donc 70,1% des réservations et 64,3% des nuitées.

Hébergement

Modes d'hébergement

Pour loger les voyageurs, le Québec dispose d'un réseau d'hébergement varié, allant des hôtels et motels aux terrains de camping. Au début de 1985, on dénombre 1 903 établissements de la catégorie hôtels, motels et maisons de chambre qui offrent une capacité totale de 60 084 chambres. 1 069 (56,2%) de ces établissements sont dotés d'un restaurant et 1 649 (86,6%) demeurent ouverts à l'année. Les trois régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, de Québec et de Montréal réunissent 1 286 (67,6%) établissements et 44 681 (74,4%) chambres. Cependant, 48,4% des établissements du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie ne fonctionnent pas hors saison, alors que seulement 16,3% et 3,3% des établissements d'hébergement des régions de Québec et de Montréal sont fermés pendant cette période.

Toujours en 1985, le Québec compte 714 campings avec une capacité d'accueil totale de 68 512 places dont 29 949 (43,7%) sont louées à l'année. La grande majorité de ces terrains (96,6%) ne fonctionne que durant la belle saison. Dans les régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, de Québec et de Montréal se concentrent 462 établissements (64,7%) avec une capacité d'accueil totale de 46 251 places (67,5%). Par contre, avec 13 terrains de moins, la région de Trois-Rivières offre 3 773 places de plus que celle du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie. C'est dans la région de Montréal que l'on trouve le pourcentage le plus élevé de places louées à l'année, soit 58,9% de sa capacité totale. Notons enfin que 5 régions sur 10 ne disposent que d'établissements saisonniers.

On trouve encore au Québec trois autres types d'hébergement spécialisés: les auberges de jeunesse, les camps de vacances et les camps de nudistes, pour un total de 332 établissements en 1984. La très grande majorité (89,2%) est constituée de camps de vacances. Les auberges de jeunesse ne représentent que 8,7% de ces installations et les camps de nudistes 2,1%. La région de Montréal abrite 46,4% de l'ensemble de ces établissements ainsi que 48,6% des camps de vacances et 57,1% des camps de nudistes. C'est toutefois la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie qui dispose du quart des auberges de jeunesse québécoises.

Utilisation du réseau d'hébergement

Quel mode d'hébergement les Canadiens venant au Québec utilisent-ils le plus? Les données dont nous disposons portent sur les années 1980 et 1982 (tableau 23). C'est le logement chez des

parents et des amis qui demeure le genre d'hébergement le plus courant. Les Canadiens venant au Québec y passent 50,3% de leurs nuitées-personnes en 1980 et 47,9% en 1982. Cette tendance s'observe également en Ontario et dans l'ensemble du Canada. En Ontario, 44,7% des nuitées-personnes en 1980 et 46,7% en 1982 sont enregistrées dans ce type de logement. La proportion s'établit à 48,6% et à 51,7% dans l'ensemble du Canada.

L'étude de l'utilisation des auberges de jeunesse au Canada entre 1980 et 1983 montre qu'au Québec, elles sont principalement occupées par les résidents des autres pays plutôt que par les jeunes touristes canadiens alors que la situation est inverse dans l'ensemble du Canada. L'Ontario qui affiche la même tendance que le Québec jusqu'en 1981-82 voit la situation se modifier en 1982-83. Cependant, notons que la situation progresse au Québec. Alors que seulement 8,6% des nuitées-personnes sont le fait de jeunes touristes canadiens en 1980-81, la proportion passe à 24,7% en 1981-82 et à 39,1% en 1982-83.

Les figures 2 et 3 illustrent la répartition régionale des chambres disponibles et le taux d'occupation des établissements hôteliers du Québec au cours des étés 1983 et 1984, c'est-à-dire pendant la haute saison. Les régions de Montréal et de Québec regroupent plus de 40% de la capacité totale d'hébergement. Elles affichent également les taux d'occupation les plus élevés. En 1983, elles dépassent la moyenne provinciale de 57,1% avec un taux d'occupation de 67,4% et de 69,3% respectivement. En 1984, le taux moyen d'occupation des hôtels québécois s'établit à 60,2% tandis que Montréal et Québec ont à nouveau un rendement supérieur avec des taux d'occupation respectifs de 72,0% et de 73,5%. Les régions de Richelieu—Rive-Sud et de Charlevoix enregistrent également au cours de ces deux années des taux d'occupation plus élevés que la moyenne provinciale, avec 61,1% et 63,8% pour Richelieu—Rive-Sud et 58,6% et 61,8% pour Charlevoix. Le taux d'occupation le plus faible appartient à la région des Laurentides avec un taux moyen d'environ 43% durant ces deux étés.

Le tableau 25 présente le prix moyen d'une chambre d'hôtel dans 8 villes canadiennes entre 1977 et 1983. En 1983, le prix moyen d'une chambre d'hôtel à Montréal s'élève à 61,05 $. C'est moins qu'à Toronto et qu'à Vancouver où le tarif moyen d'une chambre atteint 64,93 $ et 62,00 $ respectivement. Si l'on compare ces prix par rapport à ce qu'ils étaient en 1977, on observe que le tarif augmente de 81% à Montréal mais de 107% à Toronto et de 99% à Vancouver.

Restauration

Au début de l'année 1985, le Québec compte 12 056 établissements de restauration dont la capacité d'accueil totale s'élève à 978 111 places. Sur ce nombre d'entreprises, 10 698 (88,7%) sont des restaurants où l'on sert des repas sur place et 1 358 (11,3%) des comptoirs où l'on se procure des mets à emporter. 4 500 établissements (37,3%) détiennent un permis d'alcool. La plupart sont exploités à longueur d'année (87,3%) et leur capacité d'accueil équivaut à 95,2% du total. Au plan régional, Montréal accapare 58,9% des établissements de restauration et 64% de leur capacité d'accueil. Québec suit avec 15,7% des entreprises et 14,7% des places. C'est dans la région montréalaise que l'on trouve 40,2% des comptoirs, 61,3% des restaurants avec repas sur place et 56,5% des restaurants détenteurs d'un permis d'alcool. Québec pour sa part vient au 2e rang avec 24,9% des comptoirs, 14,5% des restaurants avec repas sur place et 17,2% de ceux qui servent de l'alcool. Notons enfin que c'est dans la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie que l'on trouve le pourcentage le plus élevé d'établissements saisonniers, soit 37,5% de ses entreprises de restauration.

Le tableau 27 donne une idée des recettes des établissements de restauration au Canada de 1980 à 1984. Au Québec, elles s'élèvent à 2 655,7 millions de dollars en 1984 comparativement à 2 389,9 millions en 1983, soit une hausse de 11,1%. La situation se redresse par rapport à 1982 où les entreprises de restauration québécoises accusent une baisse de 5,6% de leurs recettes en regard de 1981. De toutes les autres provinces, seule la Colombie Britannique connaît une

situation semblable à celle du Québec avec une diminution de 4,5% en 1982 et deux remontées successives de 9,5% et de 5,4% en 1983 et 1984. Pendant ce temps, l'Ontario connaît des hausses successives de 10,7%, 7,8%, 3,3% et 6,2%.

Loisirs

Dans cette section, nous étudions tout d'abord les installations mises à la disposition des citoyens et des visiteurs par le gouvernement du Québec. Nous voyons en second lieu quels sont les autres équipements récréatifs disponibles dans les diverses régions et concluons par un regard sur les articles de loisir que possèdent les ménages québécois et canadiens.

Équipements gouvernementaux

En 1985, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche gère 141 territoires consacrés au loisir. Ils se subdivisent en parcs, réserves fauniques et autres réserves et en zones d'exploitation contrôlée (ZEC). On compte 12 parcs couvrant une superficie de 3 403,9 km^2, 22 réserves fauniques d'une surface de 55 422,9 km^2 et 26 réserves diverses d'une étendue de 34 740,8 km^2. 15 rivières à saumon les traversent totalisant une longueur de 606 kilomètres. Les ZEC, dont la gestion des activités est confiée aux chasseurs et aux pêcheurs intéressés, regroupent 59 territoires de 44 128 km^2 et sont traversées par 7 rivières à saumon d'une longueur de 586 kilomètres.

La distribution régionale révèle que 37,3% de la superficie des parcs se retrouve dans la région de Montréal, tandis que l'Outaouais renferme 27,6% de l'étendue des réserves fauniques et le Nouveau-Québec 98,2% de l'espace occupé par les autres réserves. L'Outaouais possède également la plus vaste étendue de ZEC, soit 23,3% de la superficie totale. Quant aux rivières à saumon qui s'écoulent dans les parcs, dans les réserves ou les ZEC, elles arrosent essentiellement les trois régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord.

En 1983-84, les territoires et équipements du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche enregistrent une fréquentation totale de 6,7 millions de jours-personnes. C'est une légère diminution de 0,9% par rapport à la saison 1979-80 où elle s'élève à 6,8 millions de jours-personnes. En 1979-80, les trois régions les plus fréquentées sont Québec, Montréal et le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, tandis qu'en 1983-84, Montréal vient au 1er rang, Québec au 2^{e} et l'Estrie au 3^{e} rang. Certaines activités connaissent un accroissement important de la clientèle en 1983-84 par rapport à 1979-80: c'est le cas de l'interprétation de la nature (396,8%), du ski alpin (160,8%) et de la baignade à la plage (68,7%). 43,2% de la clientèle en 1979-80 et 40,4% en 1983-84 se concentrent dans les activités de visite, pique-nique et information. La seconde activité la plus populaire demeure l'usage des campings aménagés: 15,5% de la clientèle s'y rend en 1979-80 et 9,7% en 1983-84.

Équipements récréatifs divers

En 1983-84, 19 bases de plein air subventionnées sont réparties dans 9 régions et sous-régions du Québec (36,8% dans la région de Montréal seulement). Elles enregistrent au total 276 897 nuitées dont 30,9% dans la seule région de Montréal et 25,7% dans celle de Québec. L'accueil dans ces bases est dit «quotidien» ou «en séjour», selon qu'on n'y effectue qu'une visite d'un jour ou qu'on y réside plus de 24 heures. Si l'on examine le ratio accueil quotidien/accueil total, il s'élève à 37,4% dans l'ensemble de la province. La région de Montréal-Sud dépasse largement cette moyenne provinciale avec un accueil quotidien équivalent à 80,6% de l'accueil total. Par contre, la Côte-Nord enregistre le ratio le plus faible, soit 2,3%. Notons enfin que les bases de l'Estrie et de l'Outaouais ne pratiquent que l'accueil en séjour.

En 1984, Québécois et autres touristes ont à leur disposition 2 368 installations récréatives hivernales, 9 759 estivales et 3 115 aquatiques et nautiques. Les équipements récréatifs d'hiver comprennent les centres de ski alpin, de ski de randonnée et de glissade, les pistes de raquette, les sentiers de moto-neige, les patinoires intérieures et les érablières publiques. Dans cette catégorie d'équipements, les centres de ski de randonnée dominent en accaparant 36,2% du total des équipements. Les sentiers de moto-neige suivent avec 17,1% des installations. Les équipements récréatifs d'été comprennent les terrains de sport, de jeux, de pique-nique et d'exposition, les parcs de verdure, les sentiers de randonnée pédestre et les pistes d'athlétisme et les pistes cyclables. 38,3% de ces équipements sont des terrains de sport et 32,4% des terrains de jeux. Les équipements récréatifs aquatiques et nautiques regroupent les plages et les piscines publiques, les quais et les jetées, les équipements requis pour le canot-kayak-camping et les régates, ainsi que les points de services pour les bateaux et les centres de location de matériel nautique. Les piscines publiques constituent 37,8% de ces équipements et les quais et jetées 22,2%.

Si l'on étudie la répartition régionale de l'ensemble des installations, on note qu'en général la région de Montréal abrite le plus grand nombre d'entre elles à quelques exceptions près. Ainsi, la région de Québec possède le nombre le plus élevé de pistes de raquette (70 ou 29,8%), de sentiers de moto-neige (108 ou 26,6%), d'érablières publiques (109 ou 47,6%) et d'équipements de canot-kayak-camping (16 ou 30,8%). En somme, le bassin de population de Montréal et de Québec conditionne l'abondance des équipements récréatifs.

Dans le domaine sportif, on distingue sports de participation et sports de spectacle. En 1984, on dénombre au Québec 4 498 installations de sports de participation et 126 de sports de spectacle. Le tableau 35 recense 16 activités sportives de participation différentes. Les gymnases et les terrains de tennis se hissent respectivement au 1er et au 2e rang en réunissant 41,2% et 25,4% des équipements sportifs de participation. Quant aux sports de spectacle, 41,3% des installations sont des hippodromes et 38,1% des stades. Si, encore une fois, Montréal et Québec réunissent le plus grand nombre d'équipements sportifs, les exceptions sont un peu plus nombreuses quand on considère les activités séparément. Ainsi, la région de Trois-Rivières se classe au 2e rang, après Montréal, pour les installations de karting (2 ou 11,8%), les «driving range» (9 ou 15%) et les stades (8 ou 16,7%). Le Saguenay—Lac-Saint-Jean occupe la 2e place après Montréal pour les centres de curling (9 ou 10%).

Équipements de loisir des ménages

Le tableau 28 montre l'évolution de l'équipement de loisir que possèdent les ménages québécois de 1976 à 1982 en retenant les 5 grandes catégories suivantes: ski, bicyclette pour adultes, résidence secondaire, camping et embarcation. Par rapport à 1976, l'augmentation la plus considérable intervient au niveau des campeuses sur camionnettes: le nombre de ménages équipés passe de 10 000 en 1976 à 24 000 (140%) en 1982. Pendant la même période, les ménages possédant un canot passent de 47 000 à 103 000 (119%) et les propriétaires de chaloupes, skiffs et doris de 54 000 à 112 000 (107%). La baisse la plus notable (-22%) intervient dans la catégorie «hors bord»: 58 000 ménages en ont en 1983 par rapport à 74 000 en 1976.

18

Définitions

Dépenses à destination

Dépenses effectivement faites sur place une fois à destination. Cela exclut les coûts de transport payés au Québec pour les voyages à l'extérieur du Québec.

Dépenses totales

Ensemble des dépenses que les voyageurs déclarent avoir faites au cours de leur voyage, y compris les frais de transport. Ainsi, les «dépenses totales au Québec» comptabilisent au Québec les frais de transport. De la même façon, les «dépenses totales à l'extérieur du Québec» comptabilisent à l'extérieur du Québec les frais de transport même si, comme dans le cas des billets d'avion, ils ont été achetés et payés au Québec.

Nuitée-personne

Nuit passée par une personne en voyage. Si deux personnes font un voyage pendant lequel elles passent trois nuits à l'extérieur, on compte six nuitées.

Voyage-personne

Voyage effectué par une personne, qu'elle soit seule ou en groupe. Si quatre personnes voyagent ensemble, le voyage compte pour quatre voyages-personnes.

Tableau 1

Statistiques sur les voyages[1] entre le Québec et les États-Unis, 1980-1983

Année	Voyages-personnes	Nuitées	Séjour moyen (nuits)	Dépenses[2]	Dépense moyenne	
					Par voyage	Par nuit
	n			'000 $	$	
Québécois voyageant aux États-Unis						
1980	2 692 000	19 454 000	7.2	509 000	189.10	26.20
1981	2 630 000	18 728 000	7.1	572 100	217.50	30.50
1982	2 410 000	17 722 000	7.4	553 500	229.70	31.20
1983	2 791 000	21 410 000	7.7	692 000	247.90	32.30
Américains voyageant au Québec						
1980	2 560 000	8 828 000	3.4	320 600	125.20	36.30
1981	..	..	..	..	..	..
1982[3]	2 438 000[e]	..	..	377 000[e]	..	..
1983[3]	2 494 000[e]	..	..	414 000[e]	..	..

1. Voyages impliquant un séjour d'une nuit et plus.
2. Excluant le coût du transport international.
3. Les estimations pour 1982 et 1983 viennent du ministère du Tourisme du Québec.

Source: Statistique Canada. *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201).

Tableau 2

Statistiques sur les voyages[1] entre le Québec et les pays autres que les États-Unis, 1980-1983

Année	Voyages-personnes	Nuitées	Séjour moyen (nuits)	Dépenses[2]	Dépense moyenne	
					Par voyage	Par nuit
	n			'000 $	$	
Québécois voyageant ailleurs qu'aux États-Unis						
1980	363 000	7 326 000	20.2	273 600	753.70	37.30
1981	325 000	6 654 000	20.5	259 000	796.90	38.90
1982	315 000	6 580 000	20.9	266 200	845.10	40.50
1983	373 000	7 548 000	20.2	316 400	848.30	41.90
Voyageurs des pays autres que les États-Unis visitant le Québec						
1980	479 000	4 129 000	8.6	150 000	313.60	36.40
1981	487 000	4 529 000	9.3	163 200	335.10	36.00
1982	450 000	4 379 000	9.7	154 600	343.60	35.30
1983	416 000	3 937 000	9.5	139 600	335.60	35.30

1. Voyages impliquant un séjour d'une nuit et plus.
2. Excluant le coût du transport international.

Source: Statistique Canada. *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201).

Tableau 3

Voyageurs étrangers entrant au Canada via le Québec, 1981-1984

Provenance	1981	1982	1983	1984
	n			
États-Unis	3 044 923	2 747 831	2 657 719	2 722 229
En automobile	2 352 691	2 081 313	2 007 854	2 017 361
Quittant le même jour	1 523 899	1 233 433	1 181 146	1 184 027
Séjour d'une nuit et plus	828 792	847 880	826 708	833 334
En avion	385 801	379 483	354 389	402 902
Autres moyens de transport	306 431	287 035	295 476	301 966
Autres pays	381 170	376 873	334 572	361 382
Total	3 426 093	3 124 704	2 992 291	3 083 611

Source: Statistique Canada. *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-001).

Tableau 4

Continent d'origine des voyageurs[1], provenant de pays autres que les États-Unis, qui ont visité le Québec, 1981-1984

Continent d'origine	1981		1982		1983		1984	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Europe	264 198	69.3	262 333	69.6	224 252	67.0	246 474	68.2
Afrique	18 212	4.8	19 126	5.1	18 504	5.5	17 824	4.9
Asie	37 779	9.9	37 500	10.0	41 098	12.3	44 662	12.4
Amérique centrale, Antilles et Bermudes	32 952	8.6	29 817	7.9	28 681	8.6	29 751	8.2
Amérique du Sud	20 511	5.4	20 022	5.3	14 639	4.4	13 998	3.9
Autres	7 518	2.0	8 075	2.1	7 398	2.2	8 673	2.4
Total	381 170	100.0	376 873	100.0	334 572	100.0	361 382	100.0

1. Ne comprend pas les voyageurs entrant au Québec et le quittant le même jour.

Source: Statistique Canada. *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-001).

Tableau 5

Principaux pays d'origine des voyageurs[1] européens qui ont visité le Québec, 1981-1984

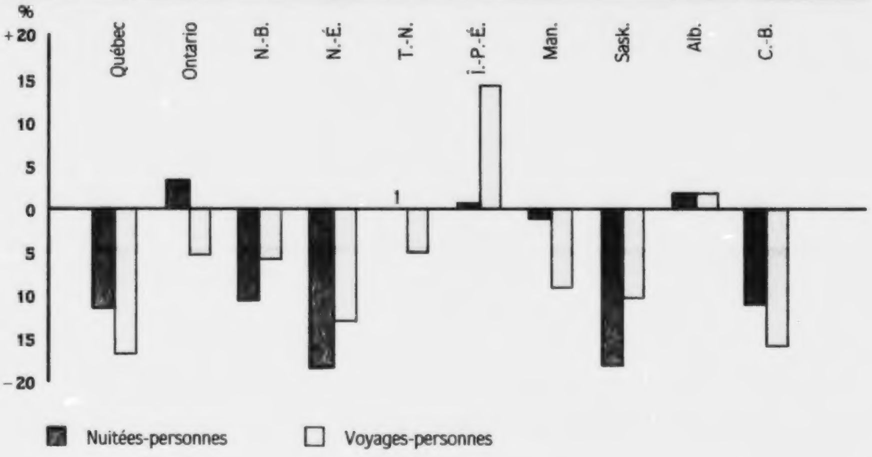
Pays d'origine	1981	1982	1983	1984
	n			
France	86 720	82 700	64 445	79 009
Royaume-Uni	50 023	42 278	34 080	35 480
République fédérale d'Allemagne	24 174	25 663	22 110	21 831
Pays-Bas	8 690	9 617	9 028	8 733
Scandinavie	11 104	10 521	9 648	10 926
Autres pays	83 487	91 554	84 941	90 495
Total	264 198	262 333	224 252	246 474

1. Ne comprend pas les voyageurs entrant au Québec et le quittant le même jour.

Source: Statistique Canada. *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-001).

Figure 1

Variation en pourcentage des voyages-personnes et des nuitées-personnes, par province, Canada, 1980-1982



1. Comme le coefficient de variation des données dépasse de 25% l'écart-type, les données ne peuvent pas être publiées.

Source: Statistique Canada. *Tourisme et loisirs 1984* (87-401).

Tableau 6

Répartition des voyages d'une nuitée ou plus, selon la province d'origine et la destination, Canada, 1982

Province d'origine	Voyages-personnes					
	Toutes les destinations	Canada	Dans la province d'origine	Dans d'autres provinces	États-Unis	Autres pays
	'000					
Terre-Neuve		1 054	932	122[2]		
Île-du-Prince-Édouard		208	57[2]	151		
Nouvelle-Écosse	5 751	2 239	1 652	587	376	50
Nouveau-Brunswick		1 825	1 187	638		
Québec	18 377	15 653	13 779	1 874	2 410	315
Ontario	30 615	25 700	22 286	3 414	4 147	768
Manitoba	4 346	3 846	2 899	947	460	39
Saskatchewan	4 547	4 264	3 354	910	258	25
Alberta	10 333	9 402	6 957	2 445	819	113
Colombie Britannique	7 794	5 818	4 727	1 191	1 796	179
Canada	81 888[1]	70 135[1]	57 836[1]	12 298	10 266	1 489

1. Le total dépasse la somme des postes parce qu'il comprend une catégorie non précisée.
2. Comme le coefficient de variation des données se situe entre 16,6% et 25%, les données doivent être utilisées avec réserve.

Source: Statistique Canada. *Enquête sur les voyages des Canadiens, 1982* (87-504).

Tableau 7

Répartition des voyages-personnes à l'étranger[1] selon la province d'origine des voyageurs, Canada, 1974-1983

Province d'origine	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	%									
Provinces de l'Atlantique	4.6	4.7	4.7	4.3	4.3	4.2	3.9	4.1	3.6	3.8
Québec	25.2	25.4	23.3	23.7	23.3	22.7	23.8	24.0	23.2	23.3
Ontario	39.3	39.4	39.9	42.0	42.4	41.3	41.0	41.8	41.4	41.4
Manitoba	4.9	5.4	6.0	6.1	5.0	4.2	4.7	4.2	4.3	4.5
Saskatchewan	2.2	2.1	2.2	2.3	2.3	2.2	2.3	2.4	2.4	2.6
Alberta	7.1	6.4	7.5	6.7	6.4	6.8	7.4	7.8	7.9	7.6
Colombie Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	16.7	16.6	16.4	16.7	16.7	17.5	16.6	16.5	16.8	16.8
Canada	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1. Il s'agit de voyages impliquant un séjour d'une nuit ou plus à l'étranger.

Source: Statistique Canada. *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201).

Tableau 8

But des voyages[1] à l'étranger des Canadiens, selon la province d'origine des voyageurs, Canada, 1983

Province d'origine	Voyages-personnes	But des voyages					
		Affaires, congrès et emploi	Visite à des amis ou à des parents	Agrément, loisirs ou vacances	Autres	Combinaison de deux buts[2]	Autres buts multiples
	'000	%					
Voyages effectués aux États-Unis							
Provinces de l'Atlantique	458	8.3	31.2	45.8	8.5	4.9	1.3
Québec	2 791	7.9	18.3	68.6	1.6	2.7	0.9
Ontario	4 718	14.5	28.4	48.0	4.5	3.8	0.8
Manitoba	557	6.8	16.1	67.2	5.5	3.1	1.3
Saskatchewan	321	6.6	18.5	61.0	5.6	7.5	0.8
Alberta	906	12.8	15.9	63.1	3.0	4.5	0.7
Colombie Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	2 065	7.4	22.2	62.5	3.2	3.9	0.8
Voyages effectués ailleurs qu'aux États-Unis							
Provinces de l'Atlantique	56	12.6	26.3	52.9	2.7	4.7	0.8
Québec	373	13.3	21.0	57.9	1.4	5.9	0.5
Ontario	902	12.0	30.3	49.3	1.9	5.8	0.7
Manitoba	46	12.2	29.5	48.2	2.2	6.4	1.5
Saskatchewan	31	9.9	28.4	52.1	0.8	8.0	0.8
Alberta	131	14.1	34.0	41.1	2.1	7.7	1.0
Colombie Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	213	9.3	34.6	44.0	1.9	8.9	1.3

1. Il s'agit de voyages impliquant un séjour d'une nuit ou plus à l'étranger.
2. Les combinaisons possibles sont: affaires et visites, affaires et agrément, visites et agrément.

Source: Statistique Canada. *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201).

Tableau 9

Statistiques sur les voyages des Québécois, Ontariens et Canadiens rentrant des États-Unis, 1983

	Québécois	Ontariens	Canadiens
		%	
Trimestre de rentrée			
1er	14,7	20,4	18,7
2e	22,0	25,2	24,2
3e	49,6	33,4	38,3
4e	13,7	21,0	18,8
Province de rentrée			
Provinces de l'Atlantique	1,0	0,9	3,6
Québec	94,4	4,2	24,4
Ontario	4,2	93,6	40,0
Manitoba	—	0,3	4,6
Saskatchewan	—	0,1	1,7
Alberta	—	0,3	5,6
Colombie Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	0,4	0,6	20,1
Durée			
1 nuit	10,1	14,7	12,7
2-6 nuits	53,4	51,2	53,2
7-13 nuits	20,0	20,5	19,7
14-20 nuits	10,9	8,3	9,1
21 nuits et plus	5,6	5,3	5,3
Sexe			
Hommes	50,9	53,4	52,1
Femmes	49,1	46,6	47,9
Groupe d'âge			
Moins de 12 ans	9,8	8,8	9,4
12-19 ans	8,2	7,7	7,7
20-24 ans	9,8	6,3	7,4
25-34 ans	20,3	16,9	18,1
35-44 ans	17,8	19,5	18,2
45-54 ans	14,5	16,5	15,5
55-64 ans	12,3	14,0	13,9
65 ans et plus	7,3	10,3	9,8
Fréquence des voyages			
Tout premier voyage	4,5	1,5	2,3
Premier voyage cette année	32,7	34,7	34,5
Voyages répétés	38,7	38,7	38,6
Non déclarée	24,1	25,1	24,6

Source: Statistique Canada. *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201).

Tableau 10

Répartition des voyages interprovinciaux, selon la durée, la province d'origine des voyageurs et la destination, Canada, 1982

Province d'origine	Voyages-personnes	Durée		Dans la province d'origine	Dans d'autres provinces
		Une nuit ou plus	Même journée		
	'000				
Terre-Neuve	1 791	1 054	737	1 669	109[2]
Île-du-Prince-Édouard	311	208	103	142	166
Nouvelle-Écosse	3 498	2 239	1 259	2 854	624
Nouveau-Brunswick	2 791	1 825	966	2 059	721
Québec	22 491	15 653	6 838	20 113[2]	2 268[2]
Ontario	36 148	25 700	10 448	32 291	3 755
Manitoba	5 522	3 846	1 676	4 469	1 036
Saskatchewan	6 988	4 264	2 724	5 944	1 025
Alberta	13 488	9 402	4 086	10 877	2 506
Colombie Britannique	8 414	5 818	2 596	7 161	1 203
Canada	101 642[1]	70 135[1]	31 507[1]	87 579	14 063

1. Le total dépasse la somme des postes parce qu'il comprend une catégorie non précisée.
2. Comme le coefficient de variation des données se situe entre 16,6% et 25%, les données doivent être utilisées avec réserve.

Source: Statistique Canada. *Enquête sur les voyages des Canadiens, 1982* (87-504).

Tableau 11

Répartition des activités des voyageurs, selon la province de résidence, Canada, 1982

Activité	Voyageurs										
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	'000										
Voyageurs	1 791	311	3 498	2 791	22 491	36 148	5 522	6 988	13 488	8 414	101 642
Aucune activité déclarée	461	61[1]	608	633	6 656	8 123	1 245	1 389	2 363	1 391	23 000
Une ou plusieurs activités déclarées	1 330	250	2 890	2 158	15 835	28 025	4 277	5 599	11 125	7 023	78 642
Visites chez des amis ou parents	848	178	1 956	1 294	9 782	18 344	2 568	3 127	6 949	4 338	49 444
Congrès	[2]	[2]	76[1]	87[1]	320[1]	587[1]	82[1]	125[1]	425	[2]	1 894
Magasinage	821	178	1 212	936	3 636	9 374	1 349	2 702	3 955	3 250	27 348
Visites touristiques	285[1]	60[1]	755	464	2 116	6 613	685	769	2 277	1 800	15 873
Assistance à des manifestations culturelles	[2]	[2]	197	106[1]	972	1 598	192[1]	194	375	342[1]	4 026
Vie nocturne/divertissements	186[1]	32[1]	550	310	1 981	4 872	596	672	1 889	1 290	12 391
Visite d'un zoo/lieu historique/site naturel	113[1]	[2]	239	212	1 187	2 261	227	279	743	639	5 924
Visite de parcs nationaux	[2]	[2]	123[1]	90[1]	212[1]	439[1]	236	161	1 483	258[1]	3 065
Assistance à des compétitions sportives	[2]	[2]	256	222	1 112	1 839	302	646	662	442[1]	5 568
Natation	83[1]	[2]	298	166[1]	1 504	5 825	871	586	1 312	793	11 479
Autres sports aquatiques	[2]	[2]	92[1]	[2]	575	3 333	359	286	583	317[1]	5 609
Chasse ou pêche	[2]	[2]	126[1]	103[1]	969	2 854	622	352	748	504	6 350
Ski de randonnée	[2]	[2]	[2]	[2]	909	570[2]	72[1]	[2]	306	[2]	2 014
Ski alpin	[2]	[2]	73[1]	[2]	1 127	[2]	[2]	68[1]	572	278[1]	2 436
Autres activités sportives de plein air	[2]	[2]	232	82[1]	1 430	2 216	408	330	681	548	5 817

1. Comme le coefficient de variation des données se situe entre 16,6 et 25%, les données doivent être utilisées avec réserve.
2. Comme le coefficient de variation des données dépasse 25%, les données ne peuvent pas être publiées.

Source: Statistique Canada. *Tourisme et loisirs, 1984* (87-401).

Tableau 12

Répartition des voyages des touristes canadiens, selon le but, Québec, 1982

Activité	Ensemble des voyages-personnes		Voyages-personnes				Nuitées	Dépenses	
			Moins de 24 heures		Plus de 24 heures			Totales	À destination
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	'000 $	
Affaires	518	18,5	166	42,5	352	14,6	. . .	. .	94 446
Visite de parents	1 090	38,9	. . .	. . .	993	41,2	3 720	. .	106 628
Agrément	1 035	37,0	. . .	. . .	921	38,2	2 897	. .	145 524
Total	2 801		391		2 410		8 846	521 191	366 892

Source: Patrick Cluzeau. *Les voyages de plus de 24 heures des Canadiens des autres provinces au Québec en 1982, vol. 2.*

Tableau 13

Répartition des voyages des touristes canadiens dans quelques régions, Québec, 1982[1]

Région touristique de destination	Voyages-personnes		Nuitées	
	'000	%	'000	%
Québec	233	9,7	. . .	—
Laurentides	162	6,7	. . .	—
Montréal	1 259	52,2	4 118	46,6
Outaouais	374	15,5	. . .	—
Abitibi-Témiscamingue	92	3,8	. . .	—
Total	2 410	100,0	8 846	100,0

1. Voyages d'une durée de plus de 24 heures.

Source: Patrick Cluzeau. *Les voyages de plus de 24 heures des Canadiens des autres provinces au Québec en 1982, vol. 2.*

Tableau 14

Répartition des voyages des Québécois selon la province de destination, 1982

Province de destination	Voyages-personnes		Nuitées	
	'000	%	'000	%
Ontario	1 419	75,7	5 129	51,9
Maritimes	232	12,4	2 758	27,9
Ouest et destinations non spécifiées	223	11,9	. . .	—
Canada	1 874	100,0	9 875	100,0

Source: Patrick Cluzeau. *Les voyages de plus de 24 heures des Québécois au Québec et à l'extérieur du Québec en 1982, vol. 1.*

Tableau 15

Statistiques sur les voyages des Québécois au Québec, selon le but, 1982

But	Ensemble voyages-personnes		Voyages-personnes			
			Moins de 24 heures		Plus de 24 heures	
	'000	%	'000	%	'000	%
Affaires	2 592	12.9	1 447	22.8	1 145	8.3
Visite de parents	7 354	36.6	1980	31.3	5 374	39.0
Agrément	8 168	40.6	1 917	30.3	6 251	45.4
Raisons personnelles	1 761	8.7	763	12.0	998	7.2
Non spécifié	238	1.2	227	3.6	...	...
Total	20 113	100.0	6 334	100.0	13 779	100.0

Source: Patrick Cluzeau. *Les voyages de plus de 24 heures des Québécois au Québec et à l'extérieur du Québec en 1982, vol. 1.*

Tableau 16

Répartition des touristes québécois, par région administrative de destination, Québec, 1982

Région administrative de destination	Voyages-personnes		Nuitées	
	'000	%	'000	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	721	5.2	3 414	8.4
Saguenay — Lac-Saint-Jean	683	5.0	2 403	—
Québec	2 639	19.2	8 203	20.1
Trois-Rivières	1 541	11.2	3 816	9.3
Estrie	1 131	8.2	2 936	7.2
Montréal	5 771	41.8	14 638	35.8
Outaouais	694	5.0	...	—
Abitibi-Témiscamingue	291	2.1	...	—
Côte-Nord	161	1.2	...	—
Nouveau-Québec	...	—	...	—
Non spécifiée	...	—	...	—
Total	13 779	100	40 863	100

Source: Patrick Cluzeau. *Les voyages de plus de 24 heures des Québécois au Québec et à l'extérieur du Québec, en 1982, vol. 1.*

Tableau 17

Répartition des voyages des Québécois, selon la région métropolitaine et l'agglomération urbaine de destination, Québec, 1982

Destination	Voyages-personnes		Nuitées	
	'000	%	'000	%
Québec	1 592	11.6	4 978	12.2
Montréal	1 715	12.4	4 824	11.8
Trois-Rivières	324	2.4	...	—
Chicoutimi — Jonquière	353	2.6	...	—
Sherbrooke	589	4.3	...	—
Rimouski	197	1.4	...	—
Reste du Québec	9 008	65.3	26 760	65.5
Total	13 779	100	40 863	100

Source: Patrick Cluzeau. *Les voyages de plus de 24 heures des Québécois au Québec et à l'extérieur du Québec en 1982, vol. 1.*

But	Nuitées		Dépenses			
			Totales		À destination	
	'000	%	'000 $	%	'000 $	%
Affaires	3 390	18,3	298 336	21,3	296 278	21,4
Visite de parents	14 663	35,9	366 179	26,1	360 917	26,1
Agrément	17 947	43,9	612 976	43,8	603 096	43,6
Raisons personnelles	4 845	11,9	123 101	8,8	122 955	8,9
Non spécifié	...	...	...	...	...	...
Total	40 863	100,0	1 401 218	100,0	1 383 873	100,0

Tableau 18

Répartition des membres de Vacances-Familles, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Membres	
	Individuels	Collectifs
	n	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1 118	15
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1 324	20
Québec	1 963	30
Trois-Rivières	1 391	14
Estrie	417	9
Montréal	2 894	62
Outaouais	235	5
Abitibi-Témiscamingue	96	—
Côte-Nord	970	10
Nouveau-Québec	—	—
Québec	10 478	165

Source: Vacances-Familles inc. Données fournies par le Secrétariat.

Tableau 19

Répartition des voyages des membres de Vacances-Familles, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Réservations	Nuitées
	n	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	1 310	2 469
Saguenay — Lac-Saint-Jean	609	990
Québec	6 824	15 490
Trois-Rivières	580	1 538
Estrie	930	2 443
Montréal	5 447	12 964
Outaouais	454	882
Abitibi — Témiscamingue	36	55
Côte-Nord[1]	535	1 213
Nouveau-Québec	—	—
Non-identifiée[2]	769	6 190
Québec	17 494	44 234

1. Les données de la Côte-Nord incluent celles de la région de Charlevoix.
2. Ces données incluent les séjours à la ferme ou dans un chalet de particulier.

Source: Vacances-Familles, inc. Données fournies par le Secrétariat.

Tableau 20

Répartition des établissements d'hébergement[1], par région administrative, Québec, 1985

Établissements	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Région non identifiée	Québec
	n											
Ouverts à l'année	132	72	411	124	81	521	147	88	61	5	7	1 649
Sans restaurant	37	19	174	53	32	248	55	41	15	1	4	679
Avec restaurant	95	53	237	71	49	273	92	47	46	4	3	970
Chambres	2 939	2 640	11 865	2 837	2 062	25 533	3 039	2 159	1 832	78	141	55 125
Ouverts en saison	124	4	80	11	4	18	5	4	4	—	—	254
Sans restaurant	82	3	48	5	2	9	3	3	—	—	—	155
Avec restaurant	42	1	32	6	2	9	2	1	4	—	—	99
Chambres	2 289	47	1 782	216	72	273	44	195	41	—	—	4 959
Total	**256**	**76**	**491**	**135**	**85**	**539**	**152**	**92**	**65**	**5**	**7**	**1 903**
Sans restaurant	**119**	**22**	**222**	**58**	**34**	**257**	**58**	**44**	**15**	**1**	**4**	**834**
Avec restaurant	**137**	**54**	**269**	**77**	**51**	**282**	**94**	**48**	**50**	**4**	**3**	**1 069**
Chambres	**5 228**	**2 687**	**13 647**	**3 053**	**2 134**	**25 806**	**3 083**	**2 354**	**1 873**	**78**	**141**	**60 084**

1. Comprend les hôtels, les motels et les maisons de chambre.

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, Service de l'hôtellerie. *Statistiques par régions administratives sur l'hébergement au Québec.*

Tableau 21

Répartition des campings, par région administrative, Québec, 1985

Établissements	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Région non identifiée	Québec
	n											
Ouverts à l'année	1	—	4	3	2	14	—	—	—	—	—	24
Capacité totale	67	—	350	546	222	1 572	—	—	—	—	—	2 757
Places louées à l'année	—	—	107	173	92	1 056	—	—	—	—	—	1 428
Saisonniers	79	39	127	64	31	237	68	24	19	—	2	690
Capacité totale	4 449	3 299	10 636	7 743	3 157	29 177	4 774	1 299	1 086	—	135	65 755
Places louées à l'année	388	1 021	3 834	2 594	1 276	17 066	1 417	529	396	—	—	28 521
Total	**80**	**39**	**131**	**67**	**33**	**251**	**68**	**24**	**19**	**—**	**2**	**714**
Capacité totale	**4 516**	**3 299**	**10 986**	**8 289**	**3 379**	**30 749**	**4 774**	**1 299**	**1 086**	**—**	**135**	**68 512**
Places louées à l'année	**388**	**1 021**	**3 941**	**2 767**	**1 368**	**18 122**	**1 417**	**529**	**396**	**—**	**—**	**29 949**

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, Service de l'hôtellerie. *Statistiques par régions administratives sur l'hébergement au Québec.*

Tableau 22

Répartition de divers équipements d'hébergement, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Auberges de jeunesse	Camps de vacances	Camps de nudistes
		n	
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	7	7	—
Saguenay — Lac-Saint-Jean	3	11	—
Québec	6	50	1
Trois-Rivières	1	18	2
Estrie	1	20	—
Montréal	6	144	4
Outaouais	1	33	—
Abitibi-Témiscamingue	—	8	—
Côte-Nord	4	5	—
Nouveau-Québec	—	—	—
Québec	29	296	7

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. *Système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, été 1984.*

Tableau 23

Mode d'hébergement des touristes canadiens, Québec, Ontario et Canada, 1980 et 1982

Hébergement	Québec		Ontario		Canada	
	1980	1982	1980	1982	1980	1982
	'000 nuitées-personnes					
Hôtels (y compris les maisons pour touristes)	4 519[1]	3 874	5 145[1]	7 656	19 059	20 [illegible]92
Motels	2 807	[2]	5 083[1]	5 007[1]	21 065	17 276
Terrains de camping, parcs pour roulottes	4 647[1]	5 414[1]	9 408	8 382	34 456	28 725
Maisons d'amis ou de parents	28 592	24 671	36 678	41 764	129 509	131 349
Chalets privés	11 761	8 385[1]	18 097	20 494	39 613	37 176
Autres	3 528	4 690[1]	5 434	5 164[1]	15 100	15 619
Non spécifié	[2]	[2]	2 260[1]	[2]	7 178	3 243[1]
Total	56 814	51 457	82 106	89 337	266 583	253 779

1. Comme le coefficient de variation des données se situe entre 16,6 et 25%, les données doivent être utilisées avec réserve.
2. Comme le coefficient de variation des données dépasse 25%, les données ne peuvent pas être publiées.

Source: Statistique Canada. *Enquête sur les voyages des Canadiens, 1982* (87-504).

Tableau 24

Utilisation des auberges de jeunesse, par province, Canada, 1980-81 à 1982-83

	1980-81			1981-82			1982-83		
	Par des Canadiens	Par des étrangers	Total	Par des Canadiens	Par des étrangers	Total	Par des Canadiens	Par des étrangers	Total
	nuitées-personnes								
Île-du-Prince-Édouard	1 583	680	2 263	2 473	573	3 046	1 424	916	2 340
Nouvelle-Écosse	4 213	4 305	8 518	7 030	3 189	10 219	5 180	3 118	8 298
Nouveau-Brunswick	—	—	—	580	322	902	—	—	—
Québec	2 108	22 423	24 531	8 115	24 738	32 853	12 923	20 137	33 060
Ontario	13 189	14 688	27 877	14 854	17 034	31 888	19 091	18 393	37 484
Manitoba	2 195	1 615	3 810	2 618	2 174	4 792	1 812	1 757	3 569
Saskatchewan	1 928	768	2 696	1 133	542	1 675	734	424	1 158
Alberta	54 398	22 375	76 773	56 673	23 549	80 222	37 452	18 380	55 832
Colombie Britannique	30 866	16 725	47 591	25 034	21 959	46 993	20 851	19 402	40 253
Canada	110 480	83 579	194 059	118 510	94 080	212 590	99 467	82 527	181 994

Source: Statistique Canada. *Tourisme et loisirs 1984* (87-401).

Tableau 25

Tarif moyen des chambres[1] d'hôtel de certaines villes, Canada, 1977-1983

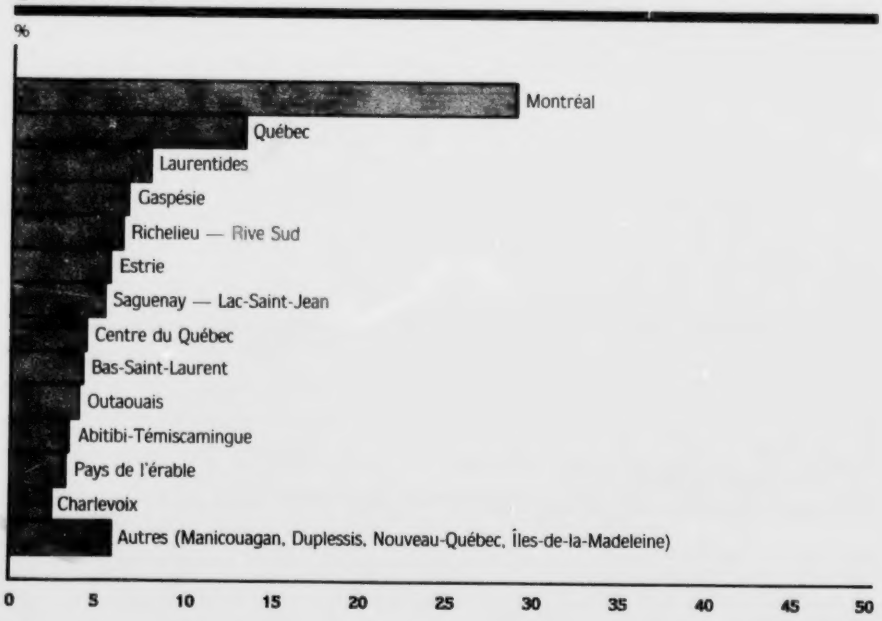
Ville	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
				$			
Halifax — Darmouth	28.77	31.25	33.30	36.69	42.03	48.08	49.92
Montréal	33.71	35.47	38.21	44.28	51.90	58.75	61.05
Ottawa	31.55	34.50	37.04	41.28	48.42	54.84	57.75
Toronto	31.41	34.38	39.01	45.36	54.84	64.17	64.93
Winnipeg	29.92	32.43	34.29	38.04	44.21	49.05	50.07
Edmonton	25.65	31.20	31.84	42.88	50.19	56.22	52.81
Calgary	30.66	33.16	36.97	47.33	57.16	59.94	52.33
Vancouver	31.09	33.52	37.92	44.60	55.54	62.02	62.00

1. Le tarif moyen d'une chambre peut dépendre du genre d'occupation (taux double ou simple).

Source: Statistique Canada. *Tourisme et loisirs 1984*, (87-401).

Figure 2

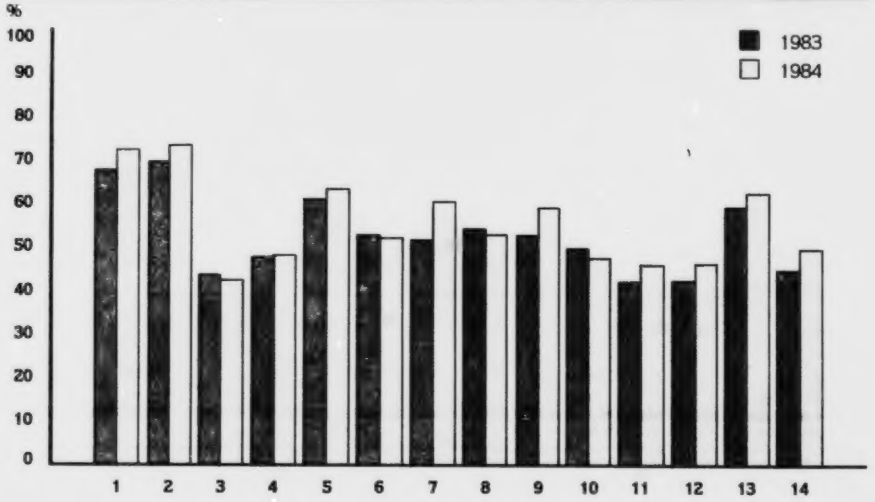
Répartition du nombre de chambres disponibles, par région touristique, Québec, été 1984



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Taux d'occupation des établissements hôteliers au Québec, juin 1983 — octobre 1984.*

Figure 3

Taux d'occupation des hôtels par région touristique, Québec, étés 1983 et 1984



1- Montréal
2- Québec
3- Laurentides
4- Gaspésie
5- Richelieu — Rive Sud
6- Estrie
7- Saguenay — Lac-Saint-Jean
8- Centre du Québec
9- Bas-Saint-Laurent
10- Outaouais
11- Abitibi-Témiscamingue
12- Pays de l'érable
13- Charlevoix
14- Autres (Manicouagan, Lanaudière, Duplessis, Nouveau-Québec, Îles-de-la-Madeleine)

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Taux d'occupation des établissements hôteliers du Québec, juin 1983 — octobre 1984.*

Tableau 26

Répartition des établissements de restauration, par région administrative, Québec, 1985

Établissements	01	02	03	04	05	06
			n			
Ouverts à l'année	250	353	1 492	602	413	6 570
Comptoirs	11	21	102	13	12	293
Restaurants	239	332	1 390	589	401	6 277
Capacité totale	17 546	23 482	134 197	54 303	31 716	600 737
Avec permis d'alcool	124	146	729	272	158	2 476
Saisonniers	150	57	398	187	49	537
Comptoirs	82	36	236	108	24	253
Restaurants	68	21	162	79	25	284
Capacité totale	3 320	940	9 401	4 172	1 417	25 156
Avec permis d'alcool	25	4	47	20	7	70
Total	400	410	1 890	789	462	7 107
Comptoirs[1]	93	57	338	121	36	546
Restaurants	307	353	1 552	668	426	6 561
Capacité totale	20 866	24 422	143 598	58 475	33 133	625 893
Avec permis d'alcool	149	150	776	292	165	2 546

1. Endroit où on se procure des mets à emporter.

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, Service de l'hôtellerie. *Statistiques par régions administratives sur l'hébergement au Québec.*

Tableau 27

Recettes des établissements de restauration[1], par province et territoire, Canada, 1980-1984

Province ou territoire	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 000 $		
Terre-Neuve	132.1	137.1	137.2	140.7	129.9
Île-du-Prince-Édouard	34.0	35.9	36.4	41.6	45.0
Nouvelle-Écosse	226.0	256.9	259.0	272.1	285.0
Nouveau-Brunswick	161.1	173.3	187.2	187.2	206.9
Québec	**2 177.8**	**2 319.5**	**2 190.6**	**2 389.9**	**2 655.7**
Ontario	3 215.6	3 560.3	3 838.8	3 966.7	4 210.8
Manitoba	289.0	298.6	316.4	333.2	374.7
Saskatchewan	241.0	275.4	329.3	335.1	343.1
Alberta	827.0	957.1	1 063.9	1 051.1	1 089.0
Colombie Britannique	1 173.3	1 295.9	1 237.7	1 350.0	1 422.8
Yukon	14.2	21.0	9.7	7.6	9.8
Territoires du Nord-Ouest	6.3	8.2	9.7	12.2	19.3
Canada	8 497.4	9 339.1	9 615.9	10 087.3	10 791.9

1. Comprend les restaurants, les traiteurs et les tavernes.

Source: Statistique Canada. *Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes* (63-011).

Établissements	07	08	09	10	Région non identifiée	Québec
	n					
Ouverts à l'année	452	246	131	4	9	10 522
Comptoirs	30	23	6	—	1	512
Restaurants	422	223	125	4	8	10 010
Capacité totale	40 327	19 564	9 203	242	417	931 734
Avec permis d'alcool	202	138	68	1	2	4 316
Saisonniers	73	44	39	—	—	1 534
Comptoirs	56	27	24	—	—	846
Restaurants	17	17	15	—	—	688
Capacité totale	879	745	347	—	—	46 377
Avec permis d'alcool	6	4	1	—	—	184
Total	525	290	170	4	9	12 056
Comptoirs[1]	86	50	30	—	1	1 358
Restaurants	439	240	140	4	8	10 698
Capacité totale	41 206	20 309	9 550	242	417	978 111
Avec permis d'alcool	208	142	69	1	2	4 500

Tableau 28

Ménages possédant certains articles de loisir, Québec, 1976-1982

Articles	Ménages			
	1976	1978	1980	1982
	'000			
Skis de neige	541	1 666	2 043	2 339
Skis alpins	. .	309	347	409
Skis de randonnée	. .	615	791	894
Un ou plusieurs genres de skis de neige	541	742	905	1 036
Motoneiges	204	196	197	196
Bicyclettes pour adultes	718	844	975	1 104
Résidences secondaires	152	154	176	173
Matériel de camping	731	875	913	983
Tentes	253	308	315	363
Tentes-roulottes	57	64	75	56
Roulottes	48	63	57	63
Campeuses sur camionnette	10	10	17	24
Un ou plusieurs genres de matériel de camping	363	430	449	477
Embarcations	351	419	498	528
Canots	47	77	95	103
Chaloupes, skiffs et doris	54	65	93	112
Voiliers	12	21	14	21
Hors-bord	74	69	68	58
Un ou plusieurs genres d'embarcation	164	187	228	234

Source: Statistique Canada. *Tourisme et loisirs 1984* (87-401).

Tableau 29

Statistiques sur les parcs, réserves et zones d'exploitation contrôlée, par région administrative, Québec, 1985

Région administrative	Parcs et réserves					
	Parcs		Réserves fauniques		Réserves sanctuaires et autres	
	n	km^2	n	km^2	n	km^2
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	4	841,6	7	4 112,0	7	394,3
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1	283,6	1	11 025,0	2	72,75
Québec	2	709,6	2	8 735,0	8	118,8
Trois-Rivières	—	—	2	2 399,0	2	13,21
Estrie	1	58,37	1	292,3	—	—
Montréal	3	1 269,0	3	1 662,6	2	0,05
Outaouais	—	—	3	15 304,0	1	10,0
Abitibi-Témiscamingue	1	241,7	—	—	—	—
Côte-Nord	—	—	3	11 893,0	2	0,9
Nouveau-Québec	—	—	—	—	2	34 130,8
Québec	12	3 403,87	22	55 422,9	26	34 740,81

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Service des valeurs immobilières, Direction des services techniques.

Tableau 30

Fréquentation des parcs et réserves, selon l'activité et la région touristique, Québec, 1979-80 et 1983-84

	01	02	03	04	05
	jours-personnes				
1979-80					
Activités	554 197	349 586	1 879 598	555 371	184 595
Baignade en piscine	36 887	—	27 582	42 128[2]	—
Baignade à la plage	16 034	14 371	—	2 522[3]	56 547
Canotage	—	—	5 788	642	—
Canot-camping	—	501	6 718	880	—
Chasse à l'orignal	1 083	1 127	4 832	2 985	—
Chasse au cerf de Virginie	1 939	—	—	—	—
Chasse au petit gibier	4 659	—	2 756	7 862	—
Cueillette	1 791	14 776	485	252	—
Golf	21 989	—	16 310	—	21 401
Interprétation de la nature	8 409	—	2 058	—	714
Motoneige	1 225	—	6 160	28 183	—
Pêche au saumon	13 046	—	542	—	—
Pêche autres espèces	29 303	28 336	104 614	32 635	—
Randonnée pédestre	43 061	2	1 716	285	15 816
Randonnée à ski	1 990	14 169	307 554	11 349	30 908
Raquette, patinage, glissade	378	—	1 307	5 314	—
Ski alpin	—	—	313 290	—	15 679
Visite, pique-nique, information	372 493	275 953	1 077 459	419 467	43 530
Voile et planche à voile	—	—	—	—	—
Autres	—	351	427	867	—
Services	252 184	73 300	258 220	135 517	92 811
Auberge	—	—	—	—	—
Camping aménagé	227 205	68 990	171 150	108 046	89 288
Camping d'hiver	—	—	—	—	—
Camping rustique	2 082	1 530	12 915	—	—
Chalet (enfants inclus)	22 088	2 780	60 985	27 471	3 523
Villégiature[1]	—	—	—	—	—
Parc nautique	—	—	9 032	—	—

Région administrative	Parcs et réserves — Rivières à saumon — Réserves fauniques		Parcs et réserves — Rivières à saumon — Réserves		Zones d'exploitation contrôlée — ZEC		Zones d'exploitation contrôlée — Rivières à saumon	
	n	km²	n	km²	n	km²	n	km²
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	10	561,0	1	1,0	6	3 103,0	4	367,0
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1	15,0	—	—	10	9 015,0	1	121,0
Québec	—	—	—	—	5	2 765,0	—	—
Trois-Rivières	—	—	—	—	12	7 316,0	—	—
Estrie	—	—	—	—	1	168,0	—	—
Montréal	—	—	—	—	6	3 286,0	—	—
Outaouais	—	—	—	—	10	10 306,0	—	—
Abitibi-Témiscamingue	—	—	—	—	3	3 212,0	—	—
Côte-Nord	2	23,0	1	6,0	6	4 957,0	2	98,0
Nouveau-Québec	—	—	—	—	—	—	—	—
Québec	13	599,0	2	7,0	59	44 128,0	7	586,0

	06	07	08	09	Québec
	jours-personnes				
1979-80					
Activités	1 250 214	352 160	4 047	43 048	5 165 305
Baignade en piscine	12 538	16 979	—	—	136 114
Baignade à la plage	184 336	—	—	—	273 810
Canotage	18 611	5 625	—	201	30 867
Canot-camping	3 275	44 620	—	—	55 994
Chasse à l'orignal	480	3 864	—	—	14 371
Chasse au cerf de Virginie	—	—	—	6 640	8 579
Chasse au petit gibier	3 621	2 594	—	203	21 695
Cueillette	2 406	5 070	566	124	25 470
Golf	—	—	—	—	59 700
Interprétation de la nature	11 694	—	—	117	22 992
Motoneige	16 488	10 958	—	—	63 014
Pêche au saumon	—	—	—	3 658	17 246
Pêche autres espèces	66 648	165 423	1 330	25 839	459 159
Randonnée pédestre	183 135	866	82	—	244 961
Randonnée à ski	79 738	1 717	—	—	447 335
Raquette, patinage, glissade	1 914	1 556	—	—	12 833
Ski alpin	—	—	—	—	328 969
Visite, pique-nique, information	654 955	88 325	2 069	6 266	2 941 566
Voile et planche à voile	—	—	—	—	—
Autres	10 375	4 563	—	—	427
Services	522 541	217 271	559	28 409	1 636 047
Auberge	—	—		—	55 700
Camping aménagé	293 845	77 372	559	16 403	1 052 858
Camping d'hiver	—	—		—	—
Camping rustique	122 550	118 131		1 114	258 322
Chalet (enfants inclus)	14 738	21 768		2 300	154 837
Villégiature[1]	—	788		—	—
Parc nautique	91 408	—		—	100 440

Tableau 30 (suite)

Fréquentation des parcs et réserves, selon l'activité et la région touristique, Québec, 1979-80 et 1983-84

	01	02	03	04	05
			jours-personnes		
Pavillon	809	—	4 138	—	—
Total	**806 381**	**422 886**	**2 137 818**	**690 888**	**277 406**
1983-84					
Activités	**367 933**	**207 565**	**1 921 022**	**365 132**	**426 755**
Baignade en piscine	16 696	—	17 623	—[2]	—
Baignade à la plage	23 410	48 305	—	—[3]	93 913
Canotage	344	—	8 224	1 471	2 969
Canot-camping	—	2 294	7 067	4 172	—
Chasse à l'orignal	1 827	911	4 665	3 800	—
Chasse au cerf de Virginie	1 750	—	—	—	—
Chasse au petit gibier	2 751	—	1 197	2 859	—
Cueillette	912	29 343	3 503	702	—
Golf	6 420	—	17 481	—	19 251
Interprétation de la nature	5 009	—	5 163	—	3 266
Motoneige	—	—	—	13 200	—
Pêche au saumon	9 916	—	188	—	—
Pêche autres espèces	15 196	27 131	91 979	42 240	126
Randonnée pédestre	33 849	2	12 813	867	16 262
Randonnée à ski	3 994	—	211 866	17 377	104 064
Raquette, patinage, glissade	10	—	580	77	2 556
Ski alpin	—	—	343 007	—	122 072
Visite, pique-nique, information	245 821	99 579	1 195 525	277 778	45 068
Voile et planche à voile	28	—	28	589	1 909
Autres	—	—	113	—	15 299
Services	**114 107**	**56 036**	**174 395**	**126 959**	**113 548**
Auberge	10 812	—	—	—	—
Camping aménagé	78 918	40 490	93 350	97 574	107 751
Camping d'hiver	1 605	—	—	—	—
Camping rustique	1 813	10 427	11 904	578	5 797
Chalet (enfants inclus)	19 034	5 119	66 899	28 807	—
Villégiature[1]	16 388	731	26 842	4 664	37 444
Parc nautique	1 576	—	—	—	—
Pavillon	349	—	2 242	—	—
Total	**482 040**	**263 601**	**2 095 417**	**492 091**	**540 303**

1. Les données sous la rubrique «Villégiature» ne sont pas comprises dans le total des services, celles-ci étant incluses dans la rubrique «Chalet».
2. Baignade en piscine: la région de Trois-Rivières n'a pu fournir de chiffres pour 1983-84.
3. Baignade à la plage: la plage de la réserve Saint-Maurice a dû cesser cette activité étant donné la non-surveillance de la plage.

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Service des valeurs immobilières, Direction des services techniques.

	06	07	08	09	Québec
	jours-personnes				
Pavillon	—	—		8 592	13 890
Total	1 772 755	569 431	4 606	71 457	6 801 352
1983-84					
Activités	1 999 264	335 410	8 427	54 094	5 685 598
Baignade en piscine	16 911	22 273	—	—	73 503
Baignade à la plage	296 183	—	—	—	461 811
Canotage	16 672	1 649	191	111	31 631
Canot-camping	3 364	27 712	—	44	44 653
Chasse à l'orignal	930	4 200	—	—	16 333
Chasse au cerf de Virginie	—	—	—	8 400	10 150
Chasse au petit gibier	2 502	9 584	—	124	19 017
Cueillette	5 026	—	525	112	40 123
Golf	—	—	—	—	43 152
Interprétation de la nature	95 013	4 428	1 354	—	114 233
Motoneige	15 488	2 750	—	—	31 438
Pêche au saumon	—	—	—	5 639	15 743
Pêche autres espèces	68 948	142 011	2 539	7 296	397 466
Randonnée pédestre	175 073	70	—	—	238 934
Randonnée à ski	190 301	4 059	860	—	532 521
Raquette, patinage, glissade	5 679	1 329	8	—	10 239
Ski alpin	392 795	—	—	—	857 874
Visite, pique-nique, information	711 013	115 343	2 950	32 356	2 725 433
Voile et planche à voile	3 366	2	—	12	5 932
Autres	—	—	—	—	15 412
Services	269 864	127 885	15 843	26 272	1 055 413
Auberge	—	9 100	—	—	50 116
Camping aménagé	184 382	26 124	15 843	13 335	657 767
Camping d'hiver	118	29	—	—	1 752
Camping rustique	82 499	79 855	—	3 123	195 996
Chalet (enfants inclus)	2 865	12 777	—	2 868	138 669
Villégiature[1]	1 606	350	—	1 066	89 091
Parc nautique	—	—	—	—	1 576
Pavillon	—	—	—	6 946	9 537
Total	2 269 128	463 295	24 270	80 366	6 741 011

Tableau 31

Fréquentation des bases de plein air subventionnées, par région administrative, Québec, 1983-84

Région administrative	Nombre de bases	Clientèle					Accueil		
		Adulte[1]	Familiale	Scolaire	Autres	Total	Quotidien	En séjour	Total
		jours-personnes							
02	2	10 591	1 100	2 602	. . .	**14 293**	9 365	13 981	**23 346**
03	3	15 254	25 508	15 845	14 706	**71 313**	18 934	71 313	**90 247**
04	2	2 781	8 789	5 068	2 458	**19 096**	3 138	19 096	**22 234**
05	1	7 127	20 622	7 637	. . .	**35 386**	. . .	35 386	**35 386**
06N	4	54 687	2 966	18 964	8 929	**85 546**	5 551	85 546	**91 097**
06S	3	308	8 948	11 732	7 620	**28 608**	118 881	28 608	**147 489**
07	1	1 189	2 337	3 205	399	**7 130**	. . .	7 130	**7 130**
08	1	3 843	2 516	843	2 823	**10 025**	9 325	10 025	**19 350**
09	2	550	4 125	550	275	**5 500**	130	5 500	**5 630**
Québec	19	96 330	76 911	66 466	37 210	276 897	165 324	276 585	441 909

1. Dans certaines régions, ces chiffres incluent la clientèle familiale.

Légende: 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06N Nord-de-Montréal; 06S Sud-de-Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Direction générale du plein air et des parcs.

Tableau 32

Répartition des équipements récréatifs d'hiver, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Ski de randonnée	Centres et stations de ski	Centres de glissade	Pistes de raquette	Sentiers de moto-neige	Patinoires intérieures	Érablières publiques	Total
	n							
01	68	11	5	21	37	29	18	**189**
02	51	9	5	11	39	30	2	**147**
03	218	19	26	70	108	75	109	**625**
04	67	8	6	20	34	29	11	**175**
05	69	4	3	14	19	19	8	**136**
06	263	43	75	67	102	149	72	**771**
07	48	10	11	9	23	18	6	**125**
08	49	3	4	14	35	24	3	**132**
09	20	1	4	6	8	14	—	**53**
10	—	—	—	—	1	2	—	**3**
Non identifiée	5	—	—	3	—	4	—	**12**
Québec	858	108	139	235	406	393	229	2 368

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. *Système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, été 1984.*

Tableau 33

Répartition des équipements récréatifs d'été, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Terrains de sport	Terrains de jeux	Parcs de verdure	Terrains de pique-nique	Sentiers de randonnée pédestre	Pistes d'athlétisme	Pistes cyclables	Terrains d'exposition	Total
	n								
01	196	176	26	141	40	12	2	—	593
02	168	132	41	84	12	10	5	1	453
03	638	488	69	348	66	42	16	—	1 667
04	349	300	43	175	25	16	4	—	912
05	186	147	14	125	26	9	2	—	509
06	1 744	1 600	380	487	100	112	57	1	4 481
07	226	151	10	129	16	11	6	—	549
08	140	109	11	84	16	11	—	—	371
09	78	51	6	34	8	8	1	—	186
10	9	8	—	—	—	—	—	—	17
Non identifiée	7	5	—	7	—	2	—	—	21
Québec	3 741	3 167	600	1 614	309	233	93	2	9 759

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal, 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. *Système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, été 1984.*

Tableau 34

Répartition des équipements récréatifs aquatiques et nautiques, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Plages publiques	Piscines publiques	Quais et jetées	Services pour bateaux	Canot-kayak-camping	Location de matériel nautique	Régates	Total
	n							
01	41	27	76	12	1	14	1	172
02	46	48	34	9	7	17	1	162
03	90	253	82	12	16	45	4	502
04	47	125	47	7	4	37	1	268
05	43	53	35	10	1	25	2	169
06	219	597	242	80	9	173	10	1 330
07	74	38	57	5	9	44	1	228
08	41	15	72	12	—	14	3	157
09	18	21	46	12	3	6	1	107
10	—	—	—	—	1	—	—	1
Non identifiée	7	2	2	2	1	5	—	19
Québec	626	1 179	693	161	52	380	24	3 115

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. *Système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, été 1984.*

Tableau 35

Répartition des équipements de sports de participation, par région administrative, Québec, 1984

	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Région non identifiée	Québec
	n											
Terrains de golf	14	7	37	25	21	151	28	12	3	—	—	298
Pitch and putt	—	1	5	3	—	2	1	—	—	—	—	12
Golfs miniatures	2	13	27	19	6	62	5	3	3	—	2	142
Terrains de tennis	52	72	202	101	72	525	58	31	24	—	5	1 142
Équitation et sports équestres	1	2	30	7	11	74	9	7	—	—	—	141
Tir à l'arc	10	7	34	13	7	53	9	4	1	—	—	138
Tir à la carabine et au pigeon d'argile	5	9	36	11	11	49	6	10	2	1	—	140
Gymnases	79	89	294	126	60	1 029	73	44	37	15	5	1 851
Aéroclubs	1	3	11	9	2	11	2	3	3	—	—	45
Pistes de moto-cross	1	1	1	3	—	3	1	1	—	—	—	11
Centres de vol-à-voile	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	4
Karting	1	—	—	2	1	13	—	—	—	—	—	17
Driving range	3	1	5	9	2	36	3	1	—	—	—	60
Curling	5	10	8	9	4	31	5	9	7	1	2	91
Balle au mur, racquetball et squash	3	3	24	6	6	82	8	—	2	—	—	134
Salles de quilles	15	17	55	23	12	108	11	16	10	2	3	272
Total	192	236	770	366	215	2 231	219	141	92	19	17	4 498

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. *Système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, été 1984.*

Tableau 36

Répartition des équipements de sports de spectacle, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Autodromes et pistes de courses d'autos	Pistes d'accélération	Hippodromes	Stades	Total
	n				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	2	1	8	1	12
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1	—	4	7	12
Québec	3	1	11	3	18
Trois-Rivières	3	1	5	8	17
Estrie	—	—	3	2	5
Montréal	9	3	16	23	51
Outaouais	1	1	5	1	8
Abitibi — Témiscamingue	—	—	—	1	1
Côte-Nord	—	—	—	—	—
Nouveau-Québec	—	—	—	1	1
Non identifiée	—	—	—	1	1
Québec	19	7	52	48	126

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. *Système d'inventaire des ressources touristiques et des équipements de loisirs, été 1984.*

19

Transports

Transport terrestre	909
Transport par eau	913
Transport aérien	918
Définitions et notes explicatives	920

19

Liste des tableaux

1. Immatriculations de véhicules automobiles et des véhicules hors route, par province, Canada, 1982 921

2. Nombre et âge moyen des véhicules en circulation, Québec, 1980-1983 922

3. Répartition des détenteurs de permis de conduire, selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1980-1983 923

4. Répartition mensuelle des accidents de véhicules automobiles, selon la nature, Québec 1983 923

5. Répartition des accidents de véhicules automobiles, selon la nature et le genre de véhicules en cause, Québec, 1983 924

6. Répartition des victimes d'accidents de véhicules automobiles, selon la nature des blessures et le sexe, Québec, 1980-1983 924

7. Répartition des victimes d'accidents de véhicules automobiles, selon la nature des blessures et le groupe d'âge, Québec, 1980-1983 926

8. Clientèle du transport scolaire subventionné par le ministère des Transports et véhicules utilisés, Québec, 1984-85 927

9. Statistiques sur les services publics de transport en commun, Québec, 1983 928

10. Répartition des détenteurs de permis de taxi et des permis détenus, par agglomération urbaine, Québec, 1983-84 928

11. Répartition des détenteurs et des permis de camionnage, par région administrative, Québec, 1983-84 930

12. Recettes provenant du transport interprovincial par camion et volume de marchandises transportées, Québec, 1981 et 1982 930

13. Statistiques principales des entreprises de camionnage et de déménagement, Québec, 1981 et 1982 931

14. Volume de marchandises manutentionnées par les sociétés ferroviaires, Québec, 1983 931

15. Volume de marchandises transportées par chemin de fer, selon l'origine et la destination, Canada, 1983 932

16. Recettes totales provenant du transport ferroviaire des marchandises, selon l'origine et la destination, Canada, 1983 932

17. Volume des produits pétroliers acheminés par pipeline, Québec, 1983 934

18. Activités portuaires du transport maritime international, par port, Québec, 1983 934

19. Volume des marchandises manutentionnées par les entreprises de cabotage, par port, Québec, 1982 935

20. Revenus et bénéfices d'exploitation des principales sociétés portuaires, Canada, 1983 et 1984 936

21. Transport de passagers, de véhicules et de marchandises par traversier et desserte maritime, Québec, 1984 936

22. Recettes brutes des transporteurs par voie maritime, Québec, 1981 et 1982 937

23. Activités aéroportuaires des principaux aéroports, Canada, 1983 937

24. Répartition des passagers des vols intérieurs, par liaison aérienne, Québec, 1982 et 1983 938

25. Répartition des passagers des vols intérieurs, par aéroport, Québec, 1982 et 1983 939

26. Répartition des passagers des vols nolisés internationaux, selon la destination, Québec, 1983 939

27. Répartition des passagers des vols transfrontaliers, par liaison aérienne Québec, 1981-1983 940

Liste des figures

1. Répartition des titulaires de permis de conduire, selon la région de résidence, Québec, 1983 922

2. Répartition des véhicules accidentés, par tranche de 10 000 véhicules en circulation, Québec, 1970-1983 925

3. Répartition des conducteurs impliqués dans les accidents de véhicules automobiles, selon l'âge, Québec, 1980-1983 925

4. Répartition des victimes d'accidents de véhicules automobiles, selon l'âge, Québec, 1981-1983 927

5. Volume de marchandises payantes transportées par les sociétés ferroviaires, Québec, 1979-1983 931

6. Répartition des passagers du trafic aérien, par catégorie de vol, Québec, 1982 et 1983 938

19

Ce chapitre a été réalisé par Henri-Claude Joseph avec la collaboration du ministère des Transports du Québec.

Trois volets composent l'essentiel de cette analyse relative aux différents modes utilisés au Québec pour le transport des personnes et des marchandises. Le premier volet couvre le transport terrestre dont l'étendue englobe le transport par automobile, le transport en commun urbain, interurbain et même scolaire, le transport lourd, le transport ferroviaire et le transport par pipe-line. Dans le second volet se rapportant au transport par eau sont particulièrement étudiés le transport maritime international et le cabotage. Finalement les données sur le transport aérien permettent de compléter le tryptique.

Transport terrestre

Environ 59 750 kilomètres d'autoroutes, de routes nationales, régionales et de chemins municipaux sillonnent le Québec, reliant ses principaux centres urbains. Au Québec, la région de Montréal est celle où circulent le plus de véhicules au cours d'une même journée sur certaines sections de ses routes et autoroutes. Par exemple, on enregistre en 1983 près de 128 000 véhicules en moyenne par jour sur l'autoroute Décarie entre l'autoroute Métropolitaine et la rue Sherbrooke. En été sur cette même section de route la moyenne quotidienne dépasse 131 000 véhicules. De même sur le pont Pierre-Laporte, et toujours dans les deux sens, on compte en 1983 plus de 66 000 véhicules en moyenne quotidiennement, proportion estimée en été à près de 75 000. Également sur l'autoroute de la Capitale, à l'est du boulevard Laurentien, il est indiqué en 1984 quelque 68 900 véhicules chaque jour et 73 600 en été. C'est d'ailleurs sur cette même autoroute de la Capitale, mais à l'ouest du boulevard Pierre-Bertrand, qu'on recueille en 1984 le plus fort volume de trafic dans la région de Québec, soit 79 000 véhicules par jour et environ 89 000 en été.

Transport par automobile

Au Québec les immatriculations de véhicules automobiles autres que les remorques, motoneiges, tracteurs agricoles, matériel de construction et véhicules divers hors route, totalisent en 1982 quelque 2,8 millions, soit 20,0% environ du parc automobile canadien. L'Ontario, avec plus de 5,0 millions d'immatriculations, occupe la 1^{ere} place (35,4%). La Colombie Britannique (14,5%) et l'Alberta (12,5%) se classent aux 3^{e} et 4^{e} rangs respectivement. En excluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, l'Île-du-Prince-Édouard se situe au dernier rang avec quelque 68 000 immatriculations (0,5%).

Cependant, alors que la moyenne en 1982 est de 1,2 véhicule immatriculé pour 2 Canadiens (soit au moins 2 véhicules par famille), elle se chiffre à 1,1 pour 2 habitants de l'Île-du-Prince-Édouard et à moins d'un véhicule (0,9) pour 2 Québécois. Le Québec ne devance sur ce point que les Territoires du Nord-Ouest (0,8) et Terre-Neuve (0,7). Les ratios varient de 1,6 véhicule au Yukon à 1,1 à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, toutes les provinces de l'Ouest et la Nouvelle-Écosse se situant au-dessus de la moyenne canadienne.

En 1983, au Québec le nombre de véhicules immatriculés en circulation avoisine 3,2 millions, en hausse de 3,4%. Les véhicules automobiles de promenade constituent la composante la plus importante (75,3%) du parc automobile québécois et augmentent de 3,1% par rapport à 1982. Le nombre de motocyclettes en circulation (119 529) continue sa progression et s'accroît de 12,0% en 1983, tandis que la quantité de cyclomoteurs, malgré sa remontée (7,8% en 1983), est encore loin des 42 582 en circulation en 1981. De même, les motoneiges et les taxis en sont en 1983 à leur seconde baisse annuelle consécutive. En gros, de 1980 à 1982 les véhicules

automobiles en circulation au Québec progressent de 1,1% et de 4,6% de 1980 à 1983 comparativement à un accroissement de 1,5% et de 2,1% de la population. Au Canada, de 1980 à 1982 le nombre d'immatriculations est en hausse de 4,3% et la population de 2,5%.

On dénombre, en 1983 au Québec, quelque 3,5 millions de titulaires d'un permis de conduire, soit 59,0% d'hommes et 41,0% de femmes. Environ 70,0% de la population québécoise en âge d'avoir un permis (16 ans et plus) en détiennent un mais la distribution statistique n'est pas uniforme. En effet, 85,0% des hommes de 16 ans et plus en ont un, proportion pratiquement inchangée depuis 1979 alors que, durant la même période, cette proportion chez les femmes passe de 50,0% en 1979 à 56,0% en 1983. Plus spécifiquement, ce taux pour le groupe des moins de 20 ans se chiffre à 43,0% en 1983 comparativement à 86,0% pour le groupe des 25 ans à 44 ans et à seulement 31,0% pour les personnes âgées de 65 ans et plus.

En 1984, pour une deuxième année consécutive, on rapporte une augmentation du nombre d'accidents de véhicules routiers (12,0%). Après la hausse modérée de 2,7% en 1983, la situation en 1984 consacre la rupture avec la tendance à la baisse du nombre d'accidents enregistrés durant les trois premières années de la décennie quatre-vingt, particulièrement en 1982 avec une diminution de 15,1% par rapport à 1981. Toutefois, malgré les augmentations de 1983 et 1984, le nombre total d'accidents de véhicules automobiles rapportés est encore inférieur à celui de 1981. Pour 10 000 véhicules en circulation le nombre d'accidents régresse constamment selon la Régie de l'assurance automobile du Québec pour passer de 699 en 1979 à 513 en 1983.

Les accidents avec blessures, en hausse de 11,5% en 1984, s'élèvent à quelque 41 100 contre environ 141 500 accidents avec dommages matériels seulement. Ces accidents avec blessures représentent 22,5% et 22,6% du total des accidents de véhicules routiers en 1984 et 1983 respectivement. De plus pour 10 000 véhicules en circulation au Québec le nombre d'accidents avec blessures, de 155 en 1979, glisse jusqu'à 110 en 1982 pour remonter à 116 en 1983 tandis que le nombre de véhicules accidentés ne cesse de diminuer pour passer le 1 293 en 1979 à 925 en 1983.

Comme pour les accidents, le nombre de victimes rapportées à la Régie de l'assurance automobile du Québec en 1984 connaît une seconde hausse annuelle consécutive depuis la baisse importante de plus de 23,0% en 1982. Cette augmentation de 11,6% en 1984 est due principalement aux blessés légers (12,2%) et aux blessés graves (8,4%), le nombre de personnes décédées ne progressant que de 3,5%. Par tranche de 100 000 habitants on compte en 1983 environ 18 décès, 97 blessés graves et 662 blessés légers: proportions encore largement inférieures par rapport à l'année 1979 qui affiche 28 décès, 130 blessés graves et 865 blessés légers, mais tout de même supérieures à celles de l'année 1982. Les victimes de la route en 1983 sont surtout des hommes (63,4%) et se retrouvent majoritairement dans le groupe des 15-34 ans.

Le nombre de victimes occupant un véhicule de promenade connaît la plus forte augmentation (16,5%) en 1984, loin devant les cyclistes, les camionneurs, les passagers d'un autobus ou d'un taxi, etc. (8,8%) et les piétons (4,9%). Par ailleurs, le nombre de motocyclistes victimes d'un accident enregistre une diminution de 2,6% après l'escalade de plus de 27,0% en 1983.

On observe, en 1984 au Québec, un accroissement du nombre total de décès des suites d'un accident de véhicule automobile (3,5%), accroissement essentiellement lié aux victimes occupant un véhicule de promenade (11,4%). Pour leur part, les décès de motocyclistes victimes d'accident diminuent fortement (-20,2%) par rapport à 1983. Par contre les motocyclistes victimes de blessures graves croissent de près de 5,0% alors qu'il y a baisse de 3,9% de celles avec blessures légères. Comme pour les décès, les victimes avec blessures graves ou légères occupant un véhicule de promenade augmentent plus que la moyenne québécoise puisqu'elles sont en hausse de 17,4% et 10,2% respectivement, pendant que le nombre total de victimes avec blessures légères et avec blessures graves progresse respectivement de 12,2% et de 8,4%.

À l'échelle régionale, l'augmentation en 1983 du nombre total de victimes varie entre 3,5% pour le Montréal métropolitain et 16,1% à Trois-Rivières. Parmi les régions les plus affectées, derrière Trois-Rivières se rangent l'Estrie et la Côte-Nord—Nouveau-Québec (13,0%) et ensuite l'Outaouais (12,3%), la Montérégie (12,1%) et le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (11,0%).

Quant au total de victimes décédées, le bilan de certaines régions s'améliore sensiblement par rapport à 1982. Il s'agit du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (-22,6%), de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue (-10,0%) et enfin du Montréal métropolitain (-2,5%). Par contre dans d'autres régions la situation se détériore nettement. Par exemple pour la Côte-Nord—Nouveau-Québec, on constate 137,5% de plus de victimes décédées qu'en 1982, 60,8% de plus dans la région de Trois-Rivières et 47,1% de plus dans la région de l'Estrie.

En bref, de 1980 à 1984 on observe au Québec une baisse significative des accidents en 1982 et une remontée ultérieure assez modérée pour que le bilan des accidents de véhicules routiers en 1984 reste encore inférieur au niveau atteint en 1981 et 1980. En ce qui concerne les victimes, la tendance à la baisse de 1980 à 1982 (-27,5%) s'estompe depuis, mais on est encore loin en 1984 de la situation de 1981 et 1980. De façon plus spécifique, le nombre de personnes décédées diminue durant ces cinq dernières années, particulièrement en 1982 et surtout en ce qui a trait aux occupants de véhicules de promenade et aux piétons. Mais pour les motocyclistes décédés, la tendance reste globalement à la hausse malgré les résultats encourageants en 1984 (-20,2%). Quant au nombre de blessés graves et légers, son évolution suit celle de l'ensemble des victimes d'accidents de véhicules routiers avec des augmentations en 1983 et 1984 après des baisses enregistrées en 1981 et surtout en 1982.

Transport par autobus et taxi

À côté du transport par automobile, le transport en commun, particulièrement par autobus et taxi, se consolide de plus en plus. En 1983, en excluant le transport adapté pour les personnes handicapées, on dénombre au Québec neuf organismes publics de transport en commun, soit cinq commissions et quatre corporations desservant quelque 3,2 millions de personnes de 77 municipalités et transportant, par leur flotte d'environ 3 000 autobus, 310,7 millions de passagers. 95,2% des usagers utilisent les services des cinq commissions de transport, dont la plus importante reste celle de la Communauté urbaine de Montréal. Près de 70,0% de la clientèle de ces commissions et corporations de transport voyagent par le réseau des véhicules de la Communauté urbaine de Montréal.

Par ailleurs, à ces 310,7 millions de clients il faut ajouter 771 053 passagers du transport adapté pour les personnes handicapées. Une quarantaine de transporteurs, soit les 9 organismes publics de transport en commun et 31 services municipaux, assurent ce service en utilisant 132 minibus adaptés et les véhicules de cinq compagnies de taxi sous contrat. Les services municipaux desservent trois fois plus de municipalités que les organismes publics qui, à cause d'une population plus importante, disposent de plus de 67,0% des minibus adaptés et transportent 66,0% des 771 000 personnes handicapées.

En ce qui concerne le transport scolaire, les statistiques disponibles concernent particulièrement la clientèle des élèves désignés par une institution d'enseignement scolaire ou une commission scolaire autorisée. Ce transport, subventionné par le ministère des Transports, comprend essentiellement le transport exclusif et le transport intégré auxquels se greffe le transport périodique. Le transport exclusif, c'est-à-dire le transport effectué par des véhicules servant exclusivement à la clientèle scolaire, assure deux fois par jour le voyage de 90,0% de la clientèle scolaire ainsi transportée, en utilisant près de 8 700 véhicules dont 89,0% sont des autobus scolaires. Par ailleurs, environ 9,0% des élèves transportés le sont par transport intégré, c'est-à-dire par des véhicules desservant des parcours réguliers de transport en commun et qui ne sont pas exclusivement réservés à la clientèle scolaire. Enfin, seulement 1,0% ou 8 089 élèves bénéficiant du

transport scolaire subventionné profitent en 1984-85 du transport périodique, lequel vise à assurer les services de transport à des écoliers qui, à cause de la distance, ne peuvent voyager matin et soir mais plutôt les fins de semaine ou mensuellement ou à toute autre fréquence. Enfin, dans le domaine du taxi, on dénombre en 1983-84 9 572 permis de propriétaire de taxi, détenus par quelque 7 340 artisans et propriétaires de flotte. Le Québec est subdivisé en cinquante-trois agglomérations regroupant environ cent soixante municipalités parmi les plus importantes. Les autres municipalités sont considérées comme des régions à l'exception du secteur de Fermont. En 1983-84 on compte plus de 8 600 permis de catégorie «agglomération» et 958 de catégorie «région». Sur l'Île de Montréal seulement on enregistre 61,3% de tous les permis de propriétaire de taxi au Québec et 58,9% de tous les détenteurs.

Transport lourd

L'activité du camionnage au Canada, et particulièrement au Québec, reste économiquement importante puisque génératrice de recettes d'exploitation de plus d'un milliard de dollars au moins, même au cours de l'année 1982. Selon la Commission des transports du Québec, il existe en 1983-84 environ 26 700 permis de camionnage dont 55,2% pour le camionnage général. Ces permis de camionnage reviennent à 12 750 détenteurs environ, dont 62,9% font du camionnage en vrac.

Toutefois, parmi les 4 541 entreprises canadiennes de camionnage déclarant en 1982 plus de 100 000 dollars de recettes d'exploitation, on en compte 1 141 domiciliées au Québec, soit 772 transporteurs interurbains et 369 transporteurs locaux. Doivent s'y ajouter environ 85 déménageurs avec 64,3 millions de dollars de recettes d'exploitation, en hausse de 2,8% par rapport à 1981.

Quant aux entreprises de camionnage leurs recettes d'exploitation se chiffrent à 1 047 millions de dollars, en baisse de 5,2%, pour des frais d'exploitation évalués à 1 050 millions de dollars. Le coefficient d'exploitation — correspondant à la proportion des recettes globales d'exploitation absorbées par les frais totaux d'exploitation — se chiffre à 1,003. C'est là un faible résultat pour le camionnage québécois puisque ce coefficient se situe au-dessus de la moyenne canadienne estimée à 0,975. Toutefois, les transporteurs routiers québécois déclarant plus de 100 000 dollars de recettes d'exploitation emploient 19 660 personnes à qui sont versés quelque 415,8 millions de dollars de rémunération, soit 39,6% des frais totaux d'exploitation. Ces transporteurs domiciliés au Québec exploitent environ 26 172 pièces de matériel productif constituées surtout de semi-remorques (48,3%), de tracteurs (24,3%) et de camions (20,4%).

Les différentes catégories de transporteurs québécois connaissent des résultats variables. Ainsi, les transporteurs de la catégorie I, c'est-à-dire ceux qui déclarent un revenu de 2 millions de dollars et plus en 1981, ont un coefficient d'exploitation de 1,049 comparativement à 0,952 pour ceux de la catégorie II qui déclarent un revenu variant de 500 000 à 1 999 999 dollars. Les transporteurs de la catégorie III déclarant des recettes brutes d'exploitation qui se situent entre 100 000 dollars et 499 999 dollars font encore bien mieux avec un coefficient d'opération de 0,905.

Les 85 transporteurs québécois de la catégorie I comptent 11 787 employés, soit plus de 60,0% du total. La rémunération totale de ces employés, soit 295,8 millions de dollars, représente environ 44,0% des frais d'exploitation de cette catégorie alors que pour les transporteurs de la catégorie II la rémunération totale de leurs 4 014 employés constitue 37,4% de leurs dépenses totales d'exploitation. Encore une fois, la catégorie III affiche le plus faible taux puisque la rémunération de ses 3 377 salariés ne représente que 25,3% des frais totaux d'exploitation.

Transport ferroviaire

En 1983, les chargements et déchargements ferroviaires de marchandises au Québec totalisent quelque 79,2 millions de tonnes dont environ 60,9% sont déchargées. Les matières brutes non

comestibles constituent le plus fort tonnage du trafic: 71,4% des déchargements et 52,0% des chargements. Par rapport à 1982, le tonnage total chargé au Québec baisse de 12,1% et le tonnage déchargé de 7,8%; pourtant au Canada on constate une augmentation de 3,9% des marchandises chargées et une hausse de 3,3% des marchandises déchargées. Depuis le début des années quatre-vingt, le volume de marchandises chargées et déchargées au Québec décline annuellement sans interruption. De 1980 à 1984, les chargements chutent de 34,3% et les déchargements de 31,0%.

Le volume total de marchandises transportées par le Canadien National (CN) et le Canadien Pacifique (CP) et déclarées au Canadian Institute of Guided Ground Transport augmente en 1983 au Canada de 6,3% mais demeure inférieur de plus de 20 000 tonnes à celui enregistré au cours des années 1980 et 1981. Le Québec est un des cinq principaux points d'origine du trafic ferroviaire de ces marchandises, derrière l'Alberta, l'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie Britannique. Pour la première fois depuis le début de la décennie quatre-vingt, le volume des expéditions québécoises vers les États-Unis est supérieur en 1983 aux chargements ferroviaires vers les propres régions du Québec. En dépit de la baisse de 10,0% du volume total expédié du Québec durant cette période, la part québécoise dans le tonnage canadien transporté par le CN et le CP bouge peu: 9,0% en 1983 contre 9,3% en 1980. D'ailleurs, de 1980 à 1983 les chargements ferroviaires québécois vers les régions du Québec déclinent de 23,5% alors que les expéditions du Québec vers les états-Unis croissent de 15,0%.

Cependant, sauf pour 1982, les recettes totales provenant du transport des marchandises expédiées du Québec augmentent annuellement de façon régulière (9,8% en 1981 et 6,2% en 1983). Le groupe des demi-produits non comestibles compte pour 65,5% environ du tonnage expédié du Québec en 1983 et pour 53,4% des recettes. Viennent ensuite, par ordre d'importance des recettes, les transports spéciaux de marchandises, les matières brutes non comestibles, les produits finis non comestibles et finalement le groupe des denrées alimentaires, aliments pour animaux, boissons et tabac. Autant pour le volume que pour les recettes, le papier journal, les copeaux de bois à pâte, le bois de construction et la pâte de bois constituent les principales marchandises expédiées du Québec de 1980 à 1983.

Transport par pipe-line

En 1983, le Québec reçoit par pipe-line quelque 21,4 millions de mètres cubes d'hydrocarbures liquides et de produits pétroliers, dont 88,3% sont constitués de pétrole brut et d'hydrocarbures entièrement livrés aux raffineries. Environ 76,0% des arrivages au Québec d'hydrocarbures liquides en 1983 sont des transferts des autres provinces canadiennes et le reste, soit 24,0%, sont des importations. Par contre, 88,0% des arrivages au Québec de produits pétroliers viennent des raffineries et seulement 12,0% des transferts d'autres provinces. De 1980 à 1983, malgré une baisse de près de 20,0% des transferts par pipe-line vers le Québec d'hydrocarbures liquides, les provinces canadiennes expéditrices réussissent à augmenter leur part par rapport aux importations, celle-ci passant de 68,6% en 1980 à plus de 70,0% en 1982 et plus de 75,0% en 1983.

Transport par eau

On dénombre au Québec environ 82 ports, incluant ceux des régions nordiques. Les plus importants par le tonnage manutentionné sont des ports du Saint-Laurent et une dizaine d'entre eux comptent parmi les plus grands ports canadiens.

Transport maritime international

En fait de transport international, on manutentionne, en 1983 dans les 23 ports du Saint-Laurent, quelque 63,2 millions de tonnes, dont 78,3% de marchandises chargées. Ce volume total manutentionné représente une baisse d'environ 7,0% par rapport à 1982.

Par ailleurs, le nombre d'arrivées et de départs de navires en régime de navigation internationale se chiffre dans ces ports québécois à 7 400, en baisse de 15,0%. Des 3 617 navires arrivés, 880 jaugeant 13,5 millions de tonnes déchargent, en 1983, environ 13,8 millions de tonnes, tandis qu'accostent sans cargaison 2 737 navires de 32,7 millions de tonnes de jauge nette. De même, un total de 2 168 navires de 33,2 millions de tonnes de jauge nette quittent les ports québécois en direction de pays étrangers avec des chargements de 49,5 millions de tonnes. Pour leur part, les navires retournant sans cargaison, soit 1 615, ont une jauge nette de 15,1 millions de tonnes.

Parmi les dix premiers ports d'importance au Canada en 1983, cinq sont québécois dont trois sont situés sur la Côte-Nord. Il s'agit des ports de Port-Cartier, de Sept-Îles et de Baie-Comeau qui, avec ceux de Montréal et de Québec, enregistrent 48,1 millions de tonnes manutentionnées, soit 76,1% du tonnage manutentionné dans les 23 ports de la région du Saint-Laurent ou encore 27,0% du volume manutentionné dans les ports canadiens en fait de transport maritime international. Une analyse comparative de leur activité en 1982 et 1983 révèle une évolution inégale des chargements et déchargements à ces cinq ports, surtout aux quatre plus importants décrits ci-après.

Port de Port-Cartier

À Port-Cartier, le trafic international atteint 14 046 853 tonnes en 1983, soit une baisse de 26,5% sur 1982. Les chargements diminuent de 23,5% pour se chiffrer à 13 198 853 tonnes et les déchargements de 54,0% pour s'élever à 848 000 tonnes.

Avec un total de 12 358 976 tonnes, les chargements de minerais de fer, concentrés et ferraille (9 425 663 tonnes), de blé (2 745 188 tonnes) et d'orge (188 125 tonnes) constituent 93,6% des chargements en fait de transport international, comparativement à 91,9% en 1982. La diminution des chargements est imputable à la réduction des livraisons de minerais de fer, concentrés et ferraille (-3 005 167 tonnes ou -24,2%), de blé (-487 874 tonnes ou -15,1%) et de maïs (-476 tonnes ou -36,9%).

Le principal facteur de la baisse des déchargements (-994 887 tonnes) est la diminution des livraisons de maïs (-472 403 tonnes) et de blé (-448 294 tonnes). Les déchargements de ces deux marchandises constituent 92,7% des déchargements en 1983, contre 92,6% en 1982.

Le Royaume-Uni (4 209 114 tonnes ou 31,9%), l'URSS (2 177 003 tonnes ou 16,5%), les Pays-Bas (1 894 517 tonnes ou 14,4%), la France (897 275 tonnes ou 6,8%), l'Allemagne de l'Ouest (890 916 tonnes ou 6,8%), l'Espagne (675 994 tonnes ou 5,1%) et la Yougoslavie (510 000 tonnes ou 3,9%) reçoivent en 1983, 85,3% des marchandises chargées à Port-Cartier, soit 13 198 853 tonnes. En 1982, on destine à ces pays 76,0% des 17 260 150 tonnes de marchandises chargées à Port-Cartier en fait de transport maritime international, à savoir: le Royaume-Uni (21,6%), l'URSS (12,1%), les Pays-Bas (20,5%), la France (6,1%), l'Allemagne de l'Ouest (6,5%), l'Espagne (8,4%) et la Yougoslavie (0,7%). Les chargements dirigés vers les ports de la mer Baltique et de la mer Noire sont inclus avec ceux dirigés vers l'URSS.

Par ailleurs, 99,7% des marchandises déchargées à Port-Cartier proviennent directement des États-Unis.

Port de Sept-Îles
Le volume du trafic international dans le port de Sept-Îles s'élève à 13 177 536 tonnes en 1983, en baisse de 6,7% par rapport à 1982. Les expéditions totales de houille diminuent de 78,0% pour atteindre 433 033 tonnes, contribuant le plus à cette baisse.

Les chargements de minerais de fer (y compris les concentrés et la ferraille) augmentent de 8,9% pour se chiffrer à 470 525 tonnes en 1983.

Les quantités les plus importantes de marchandises sont chargées à destination des États-Unis (5 642 014 tonnes ou 43,9%), du Japon (2 270 960 tonnes ou 17,7%), et des Pays-Bas (1 286 978 tonnes ou 10,0%). En 1982, ces pays reçoivent respectivement 44,9%, 22,5% et 12,0% des livraisons de Sept-Îles.

Port de Montréal
Le trafic international à Montréal se chiffre à 9 878 404 tonnes en 1983, les chargements diminuant de 5,9% pour atteindre 5 831 734 tonnes et les déchargements progressant de 27,3% pour monter à 4 046 679 tonnes. En 1983, les principales marchandises chargées sont le blé (2 621 898 tonnes), les autres produits chimiques et produits connexes (402 638 tonnes), l'orge (279 521 tonnes), les légumes et préparations de base (269 815 tonnes) et les métaux non ferreux (249 982 tonnes), lesquelles totalisent 3 823 854 tonnes ou 65,6% du total. En 1982, le total de ces marchandises représente 58,3% du total.

Parmi les plus importantes marchandises manutentionnées par conteneur chargées à Montréal, on note, outre les légumes et préparations de base (223 503 tonnes), les métaux non ferreux (151 876 tonnes), l'amiante (136 992 tonnes), le bois de construction et de sciage (113 485 tonnes) et les autres produits chimiques et produits connexes (108 876 tonnes).

En 1983, les sept principales marchandises déchargées totalisent 2 245 872 tonnes, soit 55,5% du total. En 1982, ces mêmes marchandises comptent pour 34,6% des déchargements. Celles-ci sont les autres produits chimiques et produits connexes (575 783 tonnes), l'essence (324 638 tonnes), le mazout (319 536 tonnes), les autres produits de fer, d'acier et alliages (276 224 tonnes), les boissons (266 348 tonnes), le pétrole brut (261 615 tonnes) et le sucre et les préparations à base de sucre (221 728 tonnes).

Le pourcentage des marchandises déchargées par conteneur s'élève à 48,4%, les principales étant les autres produits chimiques et produits connexes (275 582 tonnes), les boissons (253 560 tonnes), la machinerie (174 546 tonnes) et les autres produits de fer, d'acier et alliages (171 514 tonnes).

Les pays étrangers vers lesquels les quantités les plus importantes sont acheminées sont la Belgique et le Luxembourg (16,9%), le Royaume-Uni (10,8%), Cuba (9,6%), l'URSS (8,4%), l'Italie (6,4%), les États-Unis (6,1%) et l'Algérie (5,4%). En 1982, ces pays reçoivent respectivement 11,7%, 9,4%, 5,8%, 8,3%, 6,9%, 8,2% et 3,7% des expéditions de Montréal.

Les principaux pays d'où proviennent les chargements restent la Belgique et le Luxembourg (29,3%), les États-Unis (15,5%) et le Venezuela (12,5%). En 1982, ces pourcentages se lisent respectivement comme suit: 22,8%, 21,4% et 0,5%.

Port de Québec
Le volume de marchandises à destination et en provenance du port de Québec, au titre du transport international, au cours de l'année 1983 totalise 5 771 969 tonnes, en baisse de 1 392 565 tonnes ou de 19,4% par rapport à 1982 (7 164 534 tonnes).

Le volume des marchandises chargées au port de Québec atteint 5 260 590 tonnes, contre 6 320 869 tonnes en 1982, une diminution de 16,8%.

Le blé constitue encore une fois le premier produit d'exportation, figurant pour 3 176 901 tonnes ou 60,4% de l'ensemble des marchandises chargées en 1983, contre 3 874 884 tonnes ou 61,3% en 1982.

Les chargements à destination de l'URSS (1 389 619 tonnes), de l'Allemagne de l'Est (543 249 tonnes), du Brésil (391 247 tonnes), de la Belgique et du Luxembourg (303 827 tonnes) et de l'Italie (261 055 tonnes) représentent en 1983 54,9% du total. En 1982, les livraisons globales à destination de ces pays se présentent ainsi: l'URSS (1 520 172 tonnes), l'Allemagne de l'Est (aucun chargement) le Brésil (717 663 tonnes), la Belgique et le Luxembourg (256 543 tonnes) et l'Italie (352 815 tonnes). Les chargements dirigés vers les ports de la mer Baltique et de la mer Noire sont inclus avec ceux dirigés vers l'URSS.

Le volume des marchandises déchargées au port de Québec s'élève à 511 380 tonnes contre 843 665 tonnes en 1982, une baisse de 39,4%. La diminution des déchargements résulte en partie de la baisse de 81,1% des livraisons de maïs (-292 235 tonnes).

Le coke de pétrole et de houille (157 164 tonnes) et les minerais de fer, concentrés et ferraille (115 328 tonnes) représentent une bonne part des déchargements. Parmi les autres produits formant une part importante des marchandises déchargées à Québec, on compte le maïs (67 989 tonnes) et la houille (37 105 tonnes). Le volume de ces quatre produits constitue 73,8% des déchargements, tout comme en 1982.

Les États-Unis (305 618 tonnes) et le Brésil (115 328 tonnes) sont les deux principaux pays d'où proviennent les marchandises déchargées à Québec, avec respectivement 59,8% et 22,6% du total.

Cabotage

En 1982, les ports du Québec manutentionnent en fait de cabotage 35 138 665 tonnes de marchandises, soit une diminution de 4,6% par rapport à 1981. Le volume des marchandises chargées à ces ports s'établit à 11 880 527 tonnes, en recul de 12,9% et celui des marchandises déchargées à 23 258 138 tonnes, en hausse de 0,3%.

Dans les ports du Québec, les arrivées et les départs de navires en régime de cabotage totalisent 5 061 et 4 936, diminuant de 18,8% et 18,7% respectivement par rapport à 1981. La jauge nette des navires arrivés et partis s'établit respectivement à 24 127 257 tonnes et 22 757 028 tonnes. Les arrivées de navires avec cargaison se chiffrent à 3 277 (-11,0%) et les départs de navires avec marchandises à 2 338 (-18,7%).

Sur le plan de la navigation nationale, le Québec demeure le principal partenaire commercial de l'Ontario, recevant 15 431 313 tonnes et expédiant 2 475 579 tonnes. La principale marchandise provenant des ports de l'Ontario demeure le blé (10 546 650 tonnes) dont la plus grande partie provient de Thunder Bay, soit 10 435 736 tonnes. Ce blé est destiné aux ports de Québec (3 173 823 tonnes), de Port-Cartier (2 390 991 tonnes), de Montréal (2 320 125 tonnes), de Baie-Comeau (1 547 548 tonnes), de Sorel (639 375 tonnes) et de Trois-Rivières (363 954 tonnes). Le minerai de fer est le principal produit expédié des ports du Québec. Hamilton en reçoit 2 130 786 tonnes provenant des ports de Pointe-Noire (993 579 tonnes), de Sept-Îles (912 142 tonnes) et de Port-Cartier (225 065 tonnes).

Seulement neuf ports du Québec enregistrent en 1982 un accroissement appréciable de leur activité portuaire: Valleyfield et Bécancour, plus de 100% avec 52 868 tonnes et 60 617 tonnes, respectivement; Îles-de-la-Madeleine, 77,1% avec 174 328 tonnes; Blanc-Sablon 57,9% avec

18 398 tonnes; Baie-Comeau 56,3% avec 2 920 017 tonnes; Port-Alfred et Québec 16,1% avec 460 916 tonnes et 7 246 614 tonnes; Port-Cartier 3,7% avec 3 825 483 tonnes et Sept-Îles 1,0% avec 1 556 618 tonnes.

Les ports qui accusent des baisses appréciables sont: Gaspé -56,0% (101 488 tonnes) à cause de la diminution des déchargements de mazout; Contrecoeur -48,3% (686 949 tonnes) à cause de la diminution des déchargements de minerai de fer; Pointe-Noire -48,1% (1 244 572 tonnes) à cause de la diminution du minerai de fer chargé; Chicoutimi -28,7% (497 870 tonnes) à cause de la réduction dans les déchargements de mazout; Trois-Rivières -23,6% (907 204 tonnes) dû à la diminution de seigle déchargé; Havre-Saint-Pierre, -22,1% (1 509 063 tonnes) dû à la diminution des chargements de minerai de titane; Rimouski, -20,6% (368 182 tonnes) dû à la diminution des déchargements de mazout; Forestville, -12,0% (614 190 tonnes) dû à la diminution des chargements de pâte à bois; Matane, -2,7% (455 078 tonnes) à cause de la baisse des déchargements d'essence et Sorel -2,3% (2 358 841) dû à la réduction des déchargements de maïs. Le port de Montréal rapporte une diminution de 2,2% avec 9 733 277 tonnes comparativement à 9 957 394 tonnes en 1981. Le port de Montréal manutentionne 3 137 356 tonnes de mazout, 2 384 487 tonnes de blé, 1 303 155 tonnes de pétrole brut, 1 070 796 tonnes d'essence, 597 306 tonnes d'orge, 455 337 tonnes de sel et 251 652 tonnes de gypse.

Les principales marchandises manutentionnées dans les ports du Québec en régime de cabotage restent le blé avec 10 546 650 tonnes déchargées; le mazout avec 3 727 426 tonnes dont 3 391 016 tonnes chargées surtout à Montréal et Québec (avec 2 364 577 et 945 669 tonnes respectivement); le minerai de fer avec 3 026 890 tonnes chargées principalement à Sept-Îles et Pointe-Noire, dont les chargements respectifs chiffrés à 2 181 105 tonnes et 655 056 tonnes sont tous déchargés à Contrecoeur; le minerai de titane avec 2 994 826 tonnes, chargées à Havre-Saint-Pierre pour être toutes déchargées à Sorel; l'orge avec 2 730 364 tonnes déchargées; l'essence avec 2 280 694 tonnes, dont 1 120 502 tonnes chargées surtout à Montréal (998 097 tonnes); le bois à pâte avec 1 973 484 tonnes chargées et déchargées, dont 602 447 tonnes chargées à Forestville et toutes déchargées à Québec; le pétrole brut avec 1 303 155 tonnes manutentionnées, dont 1 197 226 tonnes chargées à Montréal. Les autres marchandises importantes manutentionnées sont le sel, le papier journal, le maïs et le gypse.

Traverses et dessertes maritimes

Par ailleurs, les traverses et dessertes maritimes administrées par la Société des traversiers du Québec, ou subventionnées par le ministère des Transports du Québec ou sous juridiction de Transports Canada, transportent en 1984 environ 4,2 millions de passagers et 1,2 million de véhicules, représentant respectivement 1,0% et -4,8% par rapport à 1983. La quantité de marchandises transportées est estimée à 446 287 tonnes, dont 87,0% par le traversier-rail assurant la liaison Matane—Baie-Comeau contre 90,4% en 1983. Les traverses administrées par la Société des traversiers du Québec occupent en 1984 respectivement 98,1% et 97,7% du total des passagers et des véhicules. De 1980 à 1984, on observe une croissance de 13,6% du nombre total de passagers transportés mais une chute de près de 25,0% du total des véhicules. Par ailleurs, la plus grande partie du trafic des passagers et des véhicules est assurée par la traverse de Québec—Lévis, mais avec plus de 22,0% du total des passagers en 1984 la traverse Baie-Sainte-Catherine—Tadoussac a une activité assez intense qui se compare fort avantageusement à celle de Québec-Lévis pour le transport des véhicules.

Quant aux recettes d'exploitation des entreprises de transport par eau, les 58 transporteurs résidant au Québec et déclarant des recettes brutes de 100 000 dollars et plus avancent le chiffre de 437,9 millions de dollars en 1982, en baisse de 17,8% par rapport aux 533,1 millions déclarés en 1981 par les 67 transporteurs ayant Québec pour territoire de résidence. Comme en 1981, quelque 70,0% de ces recettes brutes d'exploitation en 1982 proviennent du transport de marchandises. Avec 18,6%, l'affrètement représente la deuxième activité d'importance pour les

58 transporteurs par eau québécois comparativement à 22,7% en 1981. Les subventions restent encore fort importantes: 5,0% en 1981 et 5,3% en 1982 contre à peine deux dixièmes de 1,0% en Ontario. Au 2e rang en 1981 quant à l'importance des recettes brutes déclarées de ses transporteurs par eau, le Québec se situe en 1982 au 3e rang derrière la Colombie Britannique, dont l'essentiel des recettes brutes provient des activités de touage et de transport des marchandises, et derrière l'Ontario dont les transporteurs par eau tirent 82,4% de leurs recettes brutes d'exploitation du transport des marchandises.

Transport aérien

En plus d'exclure les transporteurs privés, les petits aéronefs, les petits marchés, certains affrètements, etc., les données relatives au transport aérien ne concernent que les services commerciaux des catégories suivantes: les services réguliers, ou à horaire fixe, et les services nolisés internationaux. Dans les services réguliers on distingue les services intérieurs, c'est-à-dire entre deux aéroports au Canada; les services transfrontaliers, c'est-à-dire entre un aéroport des États-Unis et un aéroport canadien; et les services internationaux, c'est-à-dire entre un aéroport étranger (sauf aux États-Unis) et un aéroport canadien.

En 1983, autant en ce qui a trait aux services réguliers qu'aux services nolisés internationaux, l'aéroport international de Toronto figure en tête de liste des aéroports canadiens quant au nombre de vols, de passagers et au volume de courrier et de marchandises transportés. Plus particulièrement dans le domaine des services réguliers avec 19,8% du total des vols vers les aéroports canadiens, cet aéroport accueille 27,9% des passagers et son tonnage de courrier et de marchandises représente respectivement 28,6% et 36,0% du total aéroportuaire canadien. Avec 10,4% des vols, l'aéroport international de Dorval se trouve au 2e rang devant l'aéroport international de Vancouver (9,6%) et celui de Calgary (8,5%); Mirabel international suit en 9e position avec 2,2%. Quant aux passagers, Vancouver occupe en 1983 la 2e place avec 13,5% devant Dorval (11,9%), Calgary (8,2%) et, au 9e rang, Mirabel (2,6%). De même Vancouver international suit immédiatement Toronto international quant à la quantité de courrier et de marchandises manipulés, avec respectivement 11,7% et 14,6%. L'aéroport international de Dorval détient la 3e position en fait de volume de courrier (9,7%), alors que pour le tonnage de marchandises la 3e place va à Mirabel international (13,8%), devant Dorval international au 4e rang (6,0%).

Environ 6,7 millions de passagers sont inscrits dans les registres de débarquement et d'embarquement des aéroports internationaux de Dorval et de Mirabel, soit moins de la moitié des 13,6 millions de Toronto international. Le nombre de passagers à Mirabel représente à peine 24,3% du total de l'aéroport international de Dorval et le nombre de vols (réguliers) à Mirabel tout juste 21,0%. Par ailleurs, toujours à l'aéroport international de Mirabel, la proportion est un peu plus élevée quant à la quantité de courrier (28,7%) et nettement davantage quant au tonnage de marchandises (plus du double du volume manutentionné à Dorval international).

Avec ces deux aéroports internationaux, les aéroports de Québec, de Sept-Îles, de Val-d'Or, de Bagotville, de Rouyn, de Baie-Comeau et de Mont-Joli complètent la liste des aéroports québécois figurant, en raison du nombre de passagers des vols réguliers, parmi les cinquante plus importants aéroports canadiens. À l'aéroport de Québec, le 3e en importance au Québec, on compte en 1983 environ 516 100 passagers dont près de 352 000 effectuant un voyage intérieur ayant Québec comme point d'origine ou de destination. À l'aéroport international de Dorval, 2,2 millions sur les 5,4 millions de passagers accueillis en 1983 sont des passagers de vols intérieurs avec Montréal comme point d'origine ou de destination. De même en 1983, 1 363 690 passagers de vols transfrontaliers ont Montréal international comme point d'origine ou de destination.

Dans l'ensemble des aéroports québécois, le nombre de passagers des vols intérieurs se chiffre à 2,9 millions, dont 73,4% enregistrés à l'aéroport international de Dorval comme point d'origine ou de destination et 11,9% à l'aéroport de Québec. Comme point d'origine ou de destination, l'aéroport de Sept-Îles est le 3e en importance au Québec pour le nombre de passagers des vols intérieurs avec 3,2%. En excluant ceux de Montréal et de Québec, les aéroports de Bagotville, de Val-d'Or et de Rouyn-Noranda sont avec celui de Sept-Îles les seuls à constituer les points d'origine ou de destination d'environ 50 000 passagers et plus des vols intérieurs.

Pour ce qui est des voyages effectués dans les limites du Québec en 1983, on compte un total de 376 800 passagers venant des aéroports déclarant 10 000 passagers et plus. La route aérienne Montréal-Québec reste la plus fréquentée avec 21,2% du trafic, suivi de Montréal-Saguenay (15,3%), Montréal—Val-d'Or (11,9%) et Montréal—Rouyn-Noranda (10,7%). Ces routes se caractérisent toutes par un flux de passagers supérieur à 40 000 chacune. Avec ses 79 900 passagers, la liaison aérienne Montréal-Québec se révèle la 28e en importance dans les voyages intérieurs au Canada, la première étant la route aérienne Montréal-Toronto avec 972 000 passagers.

Enfin, en 1982, le trafic transfrontalier entre les principaux aéroports canadiens et américains totalise quelque 6,6 millions de passagers, dont 8,4% pour la liaison Toronto-New York, et 3,1% pour la troisième liaison la plus achalandée soit Montréal-Miami. En considérant le Québec comme lieu d'origine ou de destination, les cinq routes aériennes transfrontalières les plus fréquentées concernent Montréal, dont 3 en liaison avec la Floride. Il s'agit, par ordre d'importance, de Montréal-New York, Montréal-Miami, Montréal-Fort Lauderdale, Montréal-Boston et Montréal-Tampa/St. Petersburg qui recueillent chacune plus de 100 000 passagers en 1982, sauf pour Tampa/St. Petersburg (90 800 passagers). Avec 19 000 passagers, la liaison Québec-Miami occupe la 65e position dans l'ensemble du trafic transfrontalier.

Définitions

Transport aérien

Courrier
Toutes lettres, dépêches, colis et périodiques acheminés par un transporteur contre rémunération.

Débarquement, embarquement
Passagers, courrier ou marchandises débarqués, embarqués à un aéroport.

Marchandise
Ensemble de marchandises, messageries aériennes et excédents de bagages pour lesquels il y a des frais. Ne comprend pas le courrier et les approvisionnements de bord.

Nombre de vols
Ensemble des arrivées et des départs dans un aéroport.

Passagers
Nombre d'usagers voyageant dans les deux sens (entrées et sorties).

Service de vols nolisés
Location d'aéronefs par un ou plusieurs affréteurs en vue d'affectuer des vols entre le Canada et un autre pays.

Transport par eau

Cabotage
Comprend le transport des marchandises entre les ports québécois sans fret étranger.

Navigation internationale
Comprend le transport des marchandises chargées dans un port québécois à bord d'un navire à destination d'un port étranger ou déchargées dans un port québécois d'un navire en provenance d'un port étanger.

Transport terrestre

Arrivages nets
Arrivages de toutes les compagnies d'oléoducs au Canada, (excluant les transports).

Destination
Lieu final de l'expédition, c'est-à-dire lieu où le dernier transporteur routier remet les marchandises à un destinataire autre qu'un transporteur routier.

Gaz de pétrole liquéfié
Hydrocarbure gazeux qui se liquéfie dans des conditions de pression accrue ou de température réduite. Les principaux sont les gaz propane et butane produits dans les usines de traitement de gaz naturel.

Origine (provenance)
Point de départ de l'expédition, c'est-à-dire lieu où le premier transporteur routier reçoit les marchandises de l'expéditeur.

Pentane plus
Hydrocarbure liquide tiré du gaz naturel brut, du condensant ou du pétrole brut.

Transfert
Mouvement de pétrole entre deux compagnies d'oléoduc.

Notes explicatives

Transport aérien

Escale
Les escales ne figurent pas dans les statistiques sur le trafic intérieur et transfrontalier puisqu'on n'indique que l'origine et la destination des vols.

Service nolisé international
Les statistiques sur le service nolisé international portent sur le nombre de passagers des vols nolisés de toutes catégories. Les vols nolisés sont considérés comme vols de passagers ou comme vols de marchandises selon la prédominance de l'un ou de l'autre. Sont pris en compte seulement les vols effectués par des aéronefs d'un poids supérieur à 16 329 kilogrammes.

Transport par eau

En date du 1er juillet 1983, les ports de Montréal et de Vancouver, et en date du 1er juin 1984 les ports de Halifax, de Québec et de Prince Rupert sont constitués en sociétés de port locales, conformément à la Loi sur la Société canadienne des ports.

Ainsi les résultats financiers d'exploitation pour les ports constitués reflètent la situation à partir de la date de leur constitution en société.

Transport terrestre

Immatriculation
Les données canadiennes sur les immatriculations de véhicules automobiles proviennent des 12 administrations provinciales et territoriales du Canada, chacune possédant son propre système de classification et d'enregistrement des immatriculations et des permis, ainsi que ses propres exigences et exemptions en matière de permis. Aussi, toute comparaison interprovinciale ou même historique ne peut être qu'indicative.

Transport ferroviaire
Le volume de marchandises transportées par chemin de fer ne tient pas compte des marchandises ayant fait l'objet de transferts entre plus d'un chemin de fer au Canada. Ainsi, chaque marchandise n'est comptée qu'une seule fois.

Véhicule automobile
L'âge moyen d'un véhicule est obtenu en ajoutant une demi-année à la différence entre l'année civile concernée et l'année du modèle du véhicule.

Tableau 1

Immatriculations de véhicules automobiles et des véhicules hors route, par province, Canada, 1982

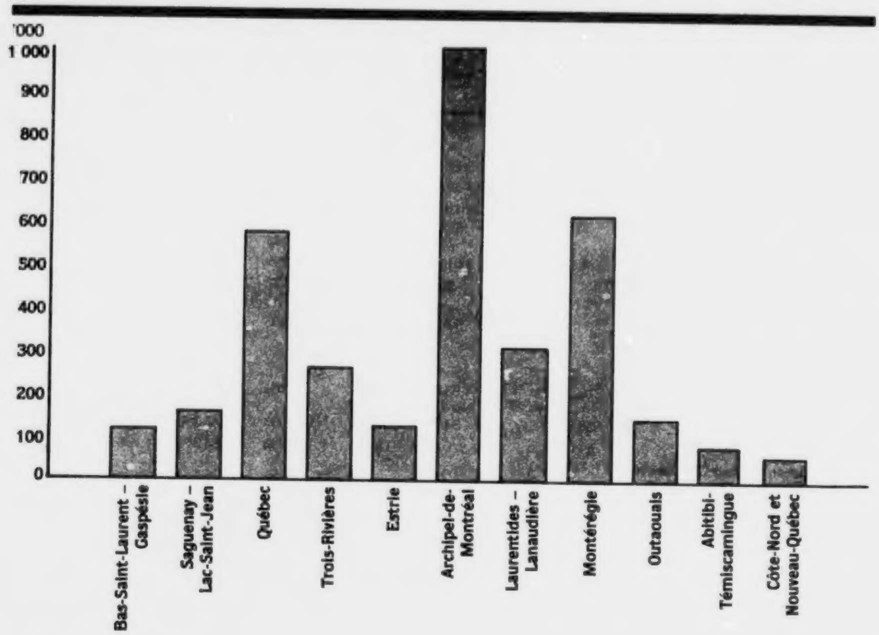
Genre de véhicule	Immatriculations						
	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	n						
Véhicules automobiles	190 514	68 220	535 372	372 796	2 826 150	5 060 195	670 329
Voitures particulières (y compris taxis et voitures de location)	129 387	48 177	363 883	249 819	2 376 745	3 842 743	464 916
Camions et tracteurs routiers	56 440	17 397	147 691	99 523	294 706	1 067 535	187 083
Autobus	..	418	1 529	696	14 869	23 827	137
Scolaires	..	402	..	212	8 112	8 774	..
Autres	..	16	1 529	484	6 757	15 053	137
Motocyclettes	4 687	2 011	21 150	10 793	106 813	119 642	17 461
Cyclomoteurs	..	93	374	1 462	32 012	6 448	..
Autres véhicules automobiles routiers (ambulances, camions d'incendie, etc.)	..	124	745	10 503	1 005	..	732
Remorques (y compris remorques de camion, roulottes de type maison, etc.)	18 353	6 852	48 524	55 464	328 041	733 956	95 714
Véhicules hors route	55 603	549	21 924	9 594	248 365	186 597	20 439
Motoneiges immatriculées	51 000	61	13 468	9 594	84 215	186 597	20 193
Autres (y compris tracteurs agricoles et machinerie de construction immatriculée, etc.)	4 603	488	8 456	..	164 150	..	246

Genre de véhicule	Immatriculations					
	Saskatchewan	Alberta	Colombie Britannique	Yukon	Territoires du nord-ouest	Canada
	n					
Véhicules automobiles	687 474	1 787 751	2 074 530	19 112	18 274	14 310 717
Voitures particulières (y compris taxis et voitures de location)	375 165	1 259 791	1 406 370	6 879	6 480	10 530 355
Camions et tracteurs routiers	294 904	460 217	591 925	11 358	10 562	3 239 341
Autobus	4 485	7 845	..	166	93	54 065
Scolaires	3 377	4 719	..	..	21	25 617
Autres	1 108	3 126	..	166	72	28 448
Motocyclettes	12 269	59 898	74 938	709	1 082	431 453
Cyclomoteurs	..	..	1 297	..	..	41 686
Autres véhicules automobiles routiers (ambulances, camions d'incendie, etc.)	651	..	..	..	57	13 817
Remorques (y compris remorques de camion, roulottes de type maison, etc.)	102 316	247 187	256 592	3 696	2 787	1 899 482
Véhicules hors route	16 955	32 152	47 655	475	956	641 264
Motoneiges immatriculées	16 955	21 000	47 140	475	..	450 698
Autres (y compris tracteurs agricoles et machinerie de construction immatriculée, etc.)	..	11 152	515	..	956	190 566

Source: Statistique Canada. *Véhicules automobiles* (53-219).

Figure 1

Répartition des titulaires de permis de conduire, selon la région de résidence, Québec, 1983



Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique*, 1983.

Tableau 2

Nombre et âge moyen des véhicules en circulation[1], Québec, 1980-1983

Genre de véhicule	1980	1981	1982	1983
		n		
Véhicules en circulation	3 036 755	3 171 977	3 071 129	3 176 830
Voitures particulières	2 263 046	2 331 505	2 320 438	2 393 196
Taxis et autobus	28 244	28 263	27 191	27 491
Camions	243 275	259 892	251 835	256 291
Motocyclettes	90 521	96 915	106 813	119 529
Cyclomoteurs	42 972	42 582	32 012	34 517
Autres	141 896	150 362	105 065	105 830
Circulation restreinte	226 801	262 458	227 774	239 976
Véhicules en circulation pour 100 habitants de 16 ans et plus	63	64	62	63
Voitures particulières	47	47	47	48
Âge moyen des véhicules en circulation (années)	4,73	4,90	5,16	5,35
Voitures particulières (années)	4,64	4,80	5,02	5,20

1. Ne comprend pas les remorques, les véhicules utilisés exclusivement dans les gares, ports, aéroports et les véhicules immatriculés avec une plaque CT.

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique 1983.*

Tableau 3

Répartition des détenteurs de permis de conduire, selon le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1980-1983

	1980	1981	1982	1983
	n			
Détenteurs de permis de conduire	3 298 505	3 392 607	3 456 770	3 521 672
Hommes	2 011 871	2 045 541	2 063 209	2 080 462
Femmes	1 286 634	1 347 066	1 393 561	1 441 210
Groupe d'âge				
Moins de 20 ans	206 939	212 025	208 734	200 478
20-24 ans	490 837	499 741	493 592	487 952
25-34 ans	963 608	981 255	990 648	1 003 589
35-44 ans	669 988	701 003	736 268	769 961
45-54 ans	495 109	502 745	508 079	514 220
55-64 ans	315 513	329 195	342 586	357 624
65 ans et plus	156 511	166 643	176 863	187 848
Détenteurs de permis de conduire pour 100 habitants de 16 ans et plus	68	69	69	70
Hommes	86	85	85	85
Femmes	52	53	54	56
Groupe d'âge				
Moins de 20 ans	40	42	43	43
20-24 ans	77	78	78	77
25-34 ans	87	86	86	86
35-44 ans	84	85	85	86
45-54 ans	73	74	75	76
55-64 ans	57	59	60	61
65 ans et plus	29	29	30	31

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique 1983.*

Tableau 4

Répartition mensuelle des accidents de véhicules automobiles, selon la nature, Québec 1983

Mois	Accidents			
	Avec blessures			Avec dommages matériels
	Mortelles	Graves	Légères	
	n			
Janvier	67	249	1 804	11 365
Février	50	206	1 467	9 457
Mars	43	251	1 846	9 366
Avril	59	324	2 004	8 030
Mai	84	417	2 622	9 199
Juin	123	685	3 746	9 473
Juillet	145	673	3 552	8 682
Août	100	597	3 350	8 890
Septembre	88	493	2 969	9 471
Octobre	108	437	2 547	10 375
Novembre	79	353	2 360	12 705
Décembre	68	359	2 546	19 093
Total	**1 014**	**5 044**	**30 813**	**126 106**

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique 1983.*

Tableau 5

Répartition des accidents de véhicules automobiles, selon la nature et le genre de véhicules en cause, Québec, 1983

Genre de véhicule	Accidents			
	Avec blessures			Avec dommages matériels
	Mortelles	Graves	Légères	
	n			
Voiture particulière	775	3 822	25 753	116 633
Autobus	16	35	425	2 729
Autobus d'écoliers	8	22	123	742
Taxi	2	47	542	2 015
Ambulance	1	15	49	203
Camion	201	737	4 416	27 313
Tracteur routier	41	77	344	1 986
Véhicule d'agriculteur	11	25	62	183
Véhicule d'équipement, outil	17	52	220	1 874
Motocyclette	164	1 189	4 371	1 889
Cyclomoteur	8	76	532	132
Motoneige	12	64	83	121
Bicyclette	46	341	3 311	244
Autres	21	74	176	719
Non précisé	19	92	498	15 652
Total[1]	1 014	5 044	30 813	126 106

1. Le total des accidents n'égale pas la somme des composantes car le même accident est compté autant de fois qu'il y a de genres de véhicules en cause.

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique, 1983.*

Tableau 6

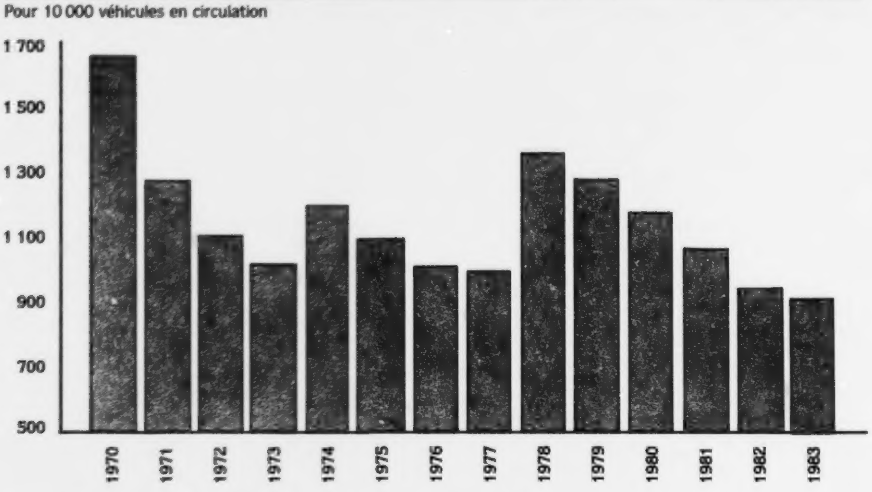
Répartition des victimes d'accidents de véhicules automobiles, selon la nature des blessures et le sexe, Québec, 1980-1983

Nature des blessures	Sexe	Victimes			
		1980	1981	1982	1983
		n			
Mortelles		1 492	1 464	1 082	1 183
	Masculin	1 094	1 119	806	858
	Féminin	394	345	276	322
	Non précisé	4	—	—	3
Graves		7 686	7 027	5 409	6 322
	Masculin	5 219	4 877	3 747	4 414
	Féminin	2 456	2 150	1 662	1 899
	Non précisé	11	—	—	9
Légères		54 960	52 128	40 003	43 053
	Masculin	33 683	32 254	24 905	26 769
	Féminin	21 173	19 874	15 098	16 202
	Non précisé	104	—	—	82
Total		64 138	60 619	46 494	50 558
	Masculin	39 996	38 250	29 458	32 041
	Féminin	24 023	22 369	17 036	18 423
	Non précisé	119	—	—	94

Source: Régie de l'assurance-automobile du Québec. *Rapport statistique, 1983.*

Figure 2

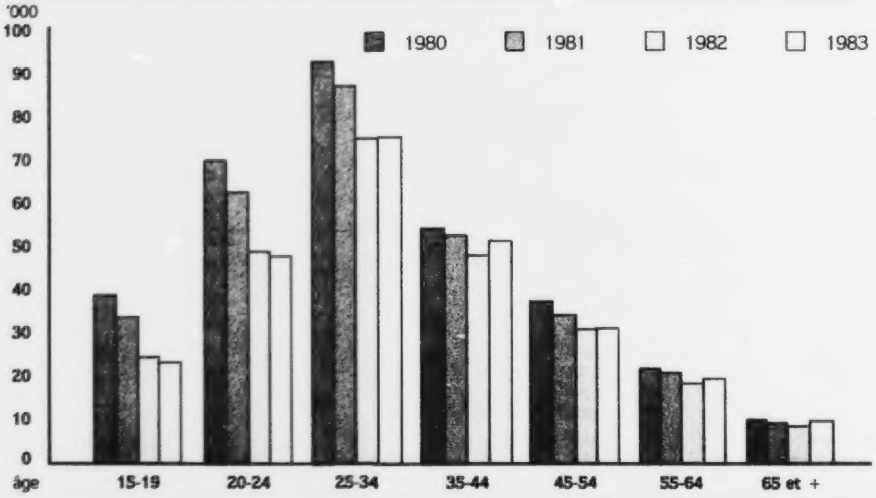
Répartition des véhicules accidentés, par tranche de 10 000 véhicules en circulation, Québec, 1970-1983



Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique*, 1983.

Figure 3

Répartition des conducteurs impliqués dans les accidents de véhicules automobiles, selon l'âge, Québec, 1980-1983



Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique*, 1983.

Tableau 7

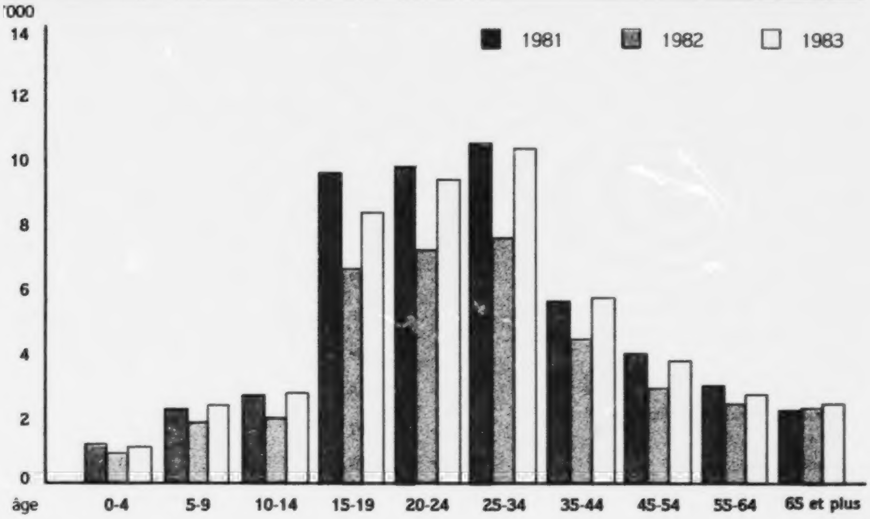
Répartition des victimes d'accidents de véhicules automobiles, selon la nature des blessures et le groupe d'âge, Québec, 1980-1983

Nature des blessures	Victimes			
	1980	1981	1982	1983
	n			
Mortelles	1 492	1 464	1 082	1 183
0-4 ans	26	28	20	22
5-9 ans	48	40	36	30
10-14 ans	53	47	28	37
15-19 ans	259	234	158	187
20-24 ans	309	224	154	221
25-34 ans	294	269	186	236
35-44 ans	136	144	94	140
45-54 ans	113	142	82	91
55-64 ans	109	88	91	83
65 ans et plus	115	115	114	90
Non précisé	30	133	119	46
Graves	7 686	7 027	5 409	6 322
0-4 ans	152	100	86	111
5-9 ans	298	240	199	295
10-14 ans	387	305	211	289
15-19 ans	1 584	1 275	861	1 115
20-24 ans	1 511	1 154	853	1 252
25-34 ans	1 530	1 162	904	1 328
35-44 ans	690	553	480	636
45-54 ans	554	408	302	409
55-64 ans	368	347	251	339
65 ans et plus	334	335	260	258
Non précisé	278	1 148	1 002	290
Légères	54 960	52 128	40 003	43 053
0-4 ans	1 351	982	788	899
5-9 ans	2 573	1 889	1 510	1 950
10-14 ans	3 096	2 209	1 666	2 309
15-19 ans	10 395	8 002	5 428	6 934
20-24 ans	10 498	8 345	6 049	7 826
25-34 ans	10 877	8 913	6 797	8 648
35-44 ans	5 761	4 768	3 712	4 856
45-54 ans	4 212	3 350	2 436	3 111
55-64 ans	2 650	2 439	1 876	2 098
65 ans et plus	1 843	1 996	1 715	1 753
Non précisé	1 704	9 235	8 026	2 669
Total	**64 138**	**60 619**	**46 494**	**50 558**
0-4 ans	1 529	1 110	894	1 032
5-9 ans	2 919	2 169	1 745	2 275
10-14 ans	3 536	2 561	1 905	2 635
15-19 ans	12 238	9 511	6 447	8 236
20-24 ans	12 318	9 723	7 056	9 299
25-34 ans	12 701	10 344	7 887	10 212
35-44 ans	6 587	5 465	4 286	5 632
45-54 ans	4 879	3 900	2 820	3 611
55-64 ans	3 127	2 874	2 218	2 520
65 ans et plus	2 292	2 446	2 089	2 101
Non précisé	2 012	10 516	9 147	3 005

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique, 1983.*

Figure 4

Répartition des victimes d'accidents de véhicules automobiles, selon l'âge, Québec, 1981-1983



Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport statistique*, 1983.

Tableau 8

Clientèle du transport scolaire subventionné par le ministère des Transports, et véhicules utilisés, Québec, 1984-85

	Transport		Total
	Exclusif[1]	Intégré[2]	
		n	
Clientèle	595 582	58 159	653 741
Maternelle-maison	1 199	—	1 199
Maternelle 4-5 ans	70 172	280	70 452
Primaire	255 603	2 909	258 578
Secondaire	268 608	54 970	331 601
Véhicules utilisés	8 680	...	8 680
Autobus scolaires	7 731	...	7 731
Véhicules de promenade et taxis	754	...	754
Minibus adaptés aux personnes handicapées	195	...	195

1. Transport effectué par des véhicules servant exclusivement à la clientèle scolaire.
2. Transport effectué par des véhicules desservant des parcours de transport en commun et qui ne sont pas exclusivement réservés à la clientèle scolaire.

Source: Ministère des Transports, Direction du transport terrestre des personnes.

Tableau 9

Statistiques sur les services publics de transport en commun, Québec, 1983

Genre d'entreprise	Transporteurs	Véhicules	Municipalités desservies	Population desservie	Passagers
			n		
Service urbain					
Organismes publics	—	2 997	77	3 209 820	310 688 424
Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal	—	1 932	29	1 719 000	215 121 412
Commission de transport de la Rive-Sud de Montréal	—	249	10	235 730	19 099 968
Commission de transport de Laval	—	140	1	273 000	13 162 171
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec	—	381	14	441 320	36 358 590
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais	—	144	6	179 150	12 060 738
Corporation municipale de transport de Sherbrooke	—	48	6	85 960	6 527 800
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay	—	58	3	141 360	3 353 000
Corporation intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec	—	18	5	56 300	1 610 400
Corporation intermunicipale de transport des Forges	—	27	3	98 000	3 394 345
Entreprises privées[1]	26	103	47	645 400	..
Transport adapté aux personnes handicapées	40	132[2,3]	287	—	771 053
Organismes publics	9	89	70	—	507 068
Services municipaux	31	43	217	—	263 985
Service interurbain					
Entreprises privées[4]	89	394	886	...	5 729 985

1. Les données sont pour l'année 1982.
2. Minibus adaptés.
3. Ne comprend pas les véhicules de cinq compagnies de taxi sous contrat.
4. Les statistiques concernent l'année 1984.

Source: Ministère des Transports, Direction du transport terrestre des personnes.

Tableau 10

Répartition des détenteurs de permis de taxi et des permis détenus, par agglomération urbaine, Québec, 1983-84

Agglomération	Détenteurs de permis	Permis détenus
	n	
Boucherville	17	18
Longueuil	258	345
Candiac-Laprairie	11	17
Cowansville	13	14
Est de Montréal	275	334
Joliette	27	32
Lachute	17	18
Laval	169	215
Matane	29	29
Mont-Joli	15	16
Montréal	3 816	5 267
Ouest de Montréal	234	271
Rivière-du-Loup	9	16
Saint-Eustache	35	37
Saint-Jérôme	48	57
Sorel	56	57

Tableau 10 (suite)

Répartition des détenteurs de permis de taxi et des permis détenus, par agglomération urbaine, Québec, 1983-84

Agglomération	Détenteurs de permis	Permis détenus
	n	
Terrebonne	29	33
Thetford Mines	7	9
Victoriaville	34	34
Alma	7	18
Côte-Nord	35	35
Beloeil	18	24
Saint-Bruno	13	14
Charlesbourg	37	38
Châteauguay	45	57
La Baie	5	11
Dolbeau-Mistassini	8	11
Drummondville	37	41
Est de Québec	58	63
Gaspé	13	15
Granby	43	51
Hull	9	84
Lévis-Lauzon	47	48
Québec	428	441
Rimouski	46	46
Sainte-Foy-Sillery	79	100
Saint-Hyacinthe	47	47
Trois-Rivières	88	92
Saint-Jean	48	73
Shawinigan	21	33
Sherbrooke	72	74
Valleyfield	41	45
Amos	18	19
Chibougamau	11	11
Matagami	5	5
Rouyn-Noranda	46	47
Val-d'Or	17	35
La Tuque	9	12
Ouest de Saguenay	36	41
Saguenay	36	38
Sept-Îles	34	41
Sainte-Thérèse	35	36
Gatineau	14	43
Ailleurs au Québec	776	964
Total	**7 342**	**9 572**

Source: Commission des transports du Québec. *Rapport annuel.*

Tableau 11

Répartition des détenteurs et des permis de camionnage, par région administrative, Québec, 1983-84

Région administrative	Camionnage en vrac		Transport des déchets		Camionnage général	
	Détenteurs[1]	Permis	Détenteurs[1]	Permis	Détenteurs	Permis
			n			
01	646	847	65	67	..	..
02	565	798	52	52	..	..
03	1 341	1 886	131	132	..	..
04	640	826	73	74	..	..
05	671	846	114	117	..	..
06	1 667	2 201	226	233	..	..
07	645	799	80	83	..	..
08	650	835	34	35	..	..
09	280	362	30	31	..	..
10	859	1 223	137	137	..	..
Non identifiée	—	—	3	3	..	..
Extraprovincial	122	342	—	—	..	..
Location en forêt[2]	34	44	—	—		
Total	8 023	11 009	778	964	3 953	14 735

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

1. Le total des détenteurs peut être différent de la somme des détenteurs par région, parce que le même détenteur dans plus d'une région n'est compté qu'une seule fois dans le total.
2. Location de machinerie pour usage en forêt seulement.

Source: Commission des transports du Québec. *Rapport annuel.*

Tableau 12

Recettes provenant du transport interprovincial par camion et volume de marchandises transportées, Québec, 1981 et 1982

	Marchandises			
	Partant du Québec		Arrivant au Québec	
	Recettes	Tonnes	Recettes	Tonnes
	'000 $	'000	'000 $	'000
1981	758 087	26 178	688 495	25 828
Animaux vivants	4 356	119	4 801	135
Aliments, provendes, boissons et tabac	120 400	5 111	128 287	5 455
Matières brutes non comestibles	41 776	4 730	44 986	4 624
Demi-produits non comestibles	289 309	11 929	245 799	11 325
Produits finis non comestibles	266 165	3 237	230 086	3 235
Fret ordinaire ou non classé	36 081	1 052	34 536	1 054
1982	812 462	26 136	727 634	25 951
Animaux vivants	5 042	118	4 641	121
Aliments, provendes, boissons et tabac	147 413	5 708	157 203	6 002
Matières brutes non comestibles	38 410	4 650	41 918	4 795
Demi-produits non comestibles	303 678	12 051	271 198	11 639
Produits finis non comestibles	290 213	2 881	226 753	2 670
Fret ordinaire ou non classé	27 706	728	25 921	724

Source: Statistique Canada. *Enquête sur le transport routier de marchandises pour compte d'autrui* (53-224).

Tableau 13

Statistiques principales des entreprises de camionnage et de déménagement[1], Québec, 1981 et 1982

	Unité	Entreprises de camionnage		Entreprises de déménagement	
		1981	1982	1981	1982
Etablissements[1]	n	1 017	1 141	78	85
Recettes d'exploitation	'000 $	1 103 752	1 046 513	62 589	64 315
Frais d'exploitation	'000 $	1 127 575	1 049 877	59 848	61 832
Employés	n	22 307[2]	19 660[2]	1 598	1 586
Rémunération totale	'000 $	474 511	415 797	24 925	24 481
Matériel productif	n	28 479	26 172	1 172	1 201

1. Entreprises dont les recettes sont supérieures à 100 000 $.
2. Propriétaires actifs inclus.

Source: Statistique Canada. *Entreprises de camionnage et de déménagement* (53-222).

Tableau 14

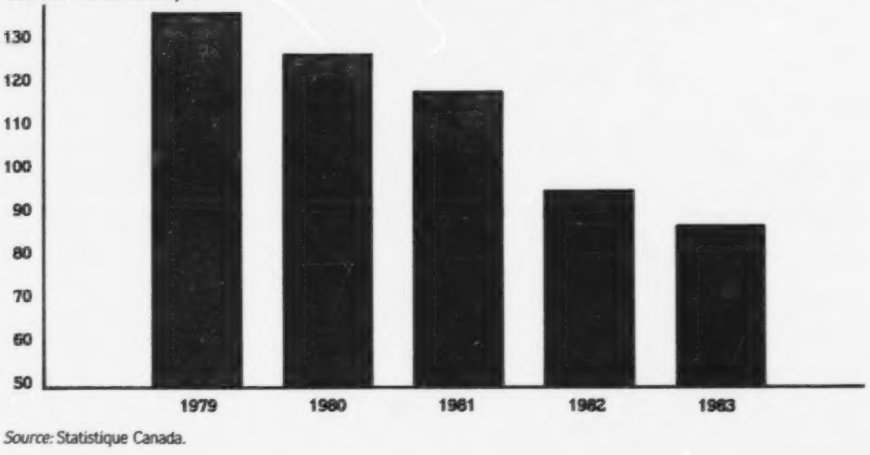
Volume de marchandises manutentionnées par les sociétés ferroviaires, Québec, 1983

Marchandises	Marchandises chargées		Marchandises déchargées		Total
	'000 t	%	'000 t	%	'000 t
Animaux vivants	—	—	4 081	..	4 081
Denrées alimentaires, aliments pour animaux, boissons et tabacs	355 620	1.2	3 006 728	6.3	3 362 348
Matières brutes non comestibles	16 118 894	52.0	34 428 307	71.4	50 547 201
Matières travaillées non comestibles	10 962 318	35.4	7 486 345	15.5	18 448 663
Produits finis non comestibles	403 714	1.3	719 240	1.5	1 122 954
Transports spéciaux	3 045 191	9.8	2 478 010	5.2	5 523 201
Chargements de détail	96 140	0.3	81 276	0.1	177 416
Total	**30 981 877**	**100.0**	**48 203 976**	**100.0**	**79 185 853**

Source: Statistique Canada. *Trafic ferroviaire des marchandises* (52-205).

Figure 5

Volume de marchandises payantes transportées par les sociétés ferroviaires, Québec, 1979-1983



Source: Statistique Canada.

Tableau 15

Volume de marchandises transportées par chemin de fer, selon l'origine et la destination, Canada, 1983

Origine	Destination						
	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	tonne						
Terre-Neuve	82 839	—	1 895	647	23 498	19 237	40
Île-du-Prince-Édouard	1 612	34	2 244	2 268	28 274	94 544	1 809
Nouvelle-Écosse	36 130	5 679	3 937 925	147 634	168 516	83 085	16 225
Nouveau-Brunswick	52 306	63 890	107 339	1 214 294	459 518	231 706	21 213
Québec	111 765	11 701	230 461	426 035	4 818 297	2 739 072	240 088
Ontario	131 529	37 623	595 060	566 760	4 154 674	15 099 217	967 986
Manitoba	3 971	4 679	78 168	37 392	453 601	860 064	721 645
Saskatchewan	5 144	16 410	69 026	54 436	436 954	2 658 858	487 227
Alberta	10 092	6 529	66 213	46 326	602 638	2 556 323	714 009
Colombie Britannique	19 101	3 135	48 109	49 937	809 516	1 751 545	271 262
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—	—	46	—
États-Unis	2 004	2 631	36 975	80 837	1 220 342	2 878 068	177 897
Importations maritimes	8 133	51	36 926	8 764	696 603	1 683 324	60 339
Total	**464 633**	**152 368**	**5 210 346**	**2 635 337**	**13 872 436**	**30 655 095**	**3 679 747**

1. Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut ne pas correspondre au total.

Source: Statistique Canada. *Transport par rail* (52-214).

Tableau 16

Recettes totales provenant du transport ferroviaire des marchandises, selon l'origine et la destination, Canada, 1983

Origine	Destination						
	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	$						
Terre-Neuve	3 158 643	—	78 906	36 642	1 267 075	1 705 732	15 060
Île-du-Prince-Édouard	181 217	3 737	31 596	36 440	941 954	4 053 240	178 054
Nouvelle-Écosse	5 358 208	98 601	12 641 083	2 614 301	5 947 673	5 091 952	1 469 753
Nouveau-Brunswick	3 561 771	867 061	1 941 258	13 653 960	11 767 268	8 490 237	2 275 465
Québec	12 333 473	803 827	15 264 640	18 621 713	88 147 934	71 680 337	23 485 366
Ontario	17 209 993	2 491 472	39 029 383	40 341 796	126 425 952	172 756 299	74 873 556
Manitoba	795 738	243 538	2 822 226	2 132 359	23 668 501	27 539 822	12 590 410
Saskatchewan	579 258	1 041 465	3 129 859	3 148 778	24 444 851	90 489 275	11 680 611
Alberta	1 110 049	720 763	5 052 989	4 449 628	50 722 543	117 709 335	31 725 528
Colombie Britannique	2 935 045	331 818	5 996 037	5 156 806	74 516 818	135 535 189	17 413 110
Territoires du Nord-Ouest	—	—	—	—	—	9 132	—
États-Unis	193 879	106 178	2 044 263	3 475 790	40 220 401	65 724 040	3 521 953
Importations maritimes	1 417 524	6 409	3 373 482	449 050	43 526 387	66 138 725	5 697 639
Total	**48 834 798**	**6 714 869**	**91 405 722**	**94 117 263**	**491 597 357**	**766 923 315**	**184 926 505**

1. Les chiffres ayant été arrondis, la somme des composantes peut ne pas correspondre au total.

Source: Statistique Canada. *Transport par rail* (52-214).

Origine	Destination						Total
	Saskat-chewan	Alberta	Colombie Britannique	Territoires du Nord-Ouest	États-Unis	Exportations maritimes	
	tonne						
Terre-Neuve	21	—	—	—	3 850	256	132 289
Île-du-Prince-Édouard	—	49	—	—	—	370	131 208
Nouvelle-Écosse	4 776	15 843	14 218	—	254 025	1 419 295	6 103 356
Nouveau-Brunswick	509	4 561	4 354	—	246 434	581 212	2 987 342
Québec	87 760	336 868	280 606	518	5 319 353	1 009 808	15 612 338
Ontario	432 112	1 549 807	1 107 861	2 494	5 762 445	3 313 493	33 721 068
Manitoba	485 641	254 553	179 753	44	540 349	5 197 333	8 817 197
Saskatchewan	506 004	236 181	736 248	—	4 482 401	20 876 803	30 565 698
Alberta	618 358	2 126 302	2 741 827	234 807	4 541 506	20 477 277	34 742 213
Colombie Britannique	135 794	1 416 656	4 854 749	5 053	4 458 960	13 207 549	27 031 373
Territoires du Nord-Ouest	—	86	127 874	—	—	51 107	179 114
États-Unis	242 031	766 921	951 198	1 332	3 221 189	559 102	10 140 533
Importations maritimes	28 315	348 352	92 689	1 364	597 440	—	3 562 306
Total	**2 541 326**	**7 056 183**	**11 091 383**	**245 616**	**29 427 957**	**66 693 609**	**173 726 041**

Origine	Destination						Total
	Saskat-chewan	Alberta	Colombie Britannique	Territoires du Nord-Ouest	États-Unis	Exportations maritimes	
	$						
Terre-Neuve	12 168	—	—	—	222 608	16 334	6 513 168
Île-du-Prince-Edouard	—	8 440	—	—	—	20 160	5 454 838
Nouvelle-Ecosse	583 468	2 820 435	2 824 971	—	9 290 421	2 642 556	51 383 422
Nouveau-Brunswick	99 127	883 654	800 245	—	7 389 265	5 429 968	57 155 279
Québec	12 701 978	54 945 860	48 514 169	211 111	131 211 554	22 305 851	500 227 813
Ontario	50 710 848	212 804 356	163 046 547	466 554	131 709 102	83 305 779	1 115 171 637
Manitoba	9 421 101	13 981 564	12 034 500	8 839	10 855 658	28 326 296	144 420 552
Saskatchewan	6 748 571	9 955 687	22 395 609	—	108 660 957	181 030 336	463 305 257
Alberta	16 850 974	28 955 430	83 558 573	10 780 222	147 456 275	317 826 355	816 918 664
Colombie Britannique	8 159 312	35 138 311	67 325 131	261 417	197 580 824	157 773 444	708 183 262
Territoires du Nord-Ouest	—	6 168	8 537 371	—	—	3 611 321	12 163 992
États-Unis	7 178 478	20 923 657	15 095 243	156 522	59 929 226	10 658 340	229 227 970
Importations maritimes	2 471 778	19 456 054	5 577 408	232 889	17 468 998	—	165 816 343
Total	**114 937 803**	**399 939 616**	**429 709 767**	**12 117 554**	**821 774 888**	**812 946 740**	**4 275 946 197**

Tableau 17

Volume des produits pétroliers acheminés par pipeline, Québec, 1983

Provenance des produits	Gaz de pétrole liquéfié et produits pétroliers	Pétrole brut et pentanes plus
	m^3	
Arrivages nets	2 161 927	4 473 428
Des raffineries et des installations de stockage	2 161 927	—
Importations	—	4 473 428
Transferts[1]	295 695	14 423 080
D'autres provinces	295 695	14 423 080
Total	2 457 622	18 896 508

1. Mouvements de pétrole entre deux différentes compagnies d'oléoducs.

Source: Statistique Canada. *Transport du pétrole par pipe-lines* (55-201).

Tableau 18

Activités portuaires du transport maritime international, par port, Québec, 1983

Port	Marchandises		Total
	Chargées	Déchargées	
	tonne		
Baie-Comeau	3 834 628	1 378 891	5 213 519
Bécancour	46 271	66 640	112 911
Chicoutimi	59 435	—	59 435
Contrecoeur	881 691	205 924	1 087 615
Grande-Vallée	1 700	—	1 700
Gros Cacouna	136 823	—	136 823
Havre-Saint-Pierre	243 939	—	243 939
Lévis	7 369	2 587 948	2 595 316
Matane	59 903	1 235	61 138
Mont-Louis	—	76 302	76 302
Montréal	5 831 734	4 046 670	9 878 404
Pointe-au-Pic	—	7 549	7 549
Pointe-Noire	2 935 480	45 153	2 980 633
Port-Alfred	252 762	2 985 306	3 238 068
Port-Cartier	13 198 853	848 000	14 046 853
Portneuf	15 247	—	15 247
Québec	5 260 590	511 380	5 771 969
Rimouski	5 845	17 870	23 716
Sept-Îles	12 852 172	325 364	13 177 536
Sorel	2 184 513	254 013	2 438 526
Trois-Rivières	1 540 938	322 540	1 863 478
Valleyfield	129 303	75 274	204 578
Total	49 479 196	13 756 059	63 235 255

Source: Statistique Canada. *Statistiques portuaires du transport maritime international* (54-211).

Tableau 19

Volume des marchandises manutentionnées par les entreprises de cabotage, par port, Québec, 1982

Port	Marchandises		Total
	Chargées	Déchargées	
	tonne		
Baie-Comeau	314 938	2 605 079	2 920 017
Bécancour	377	60 240	60 617
Blanc-Sablon	1 436	16 962	18 398
Black Cape	—	16 912	16 912
Cap-Chat	100	—	100
Carleton	—	3 949	3 949
Chandler	—	37 338	37 338
Chicoutimi	—	497 870	497 870
Forestville	602 447	11 743	614 190
Gaspé	31 028	70 460	101 488
Grindstone	96 175	78 153	174 328
Havre-Saint-Pierre	1 499 111	9 952	1 509 063
Matane	87 896	367 182	455 078
Mont-Louis	—	51 552	51 552
Montréal	4 893 572	4 839 705	9 733 277
Contrecoeur	5 516	681 433	686 949
New-Richmond	—	38 161	38 161
Paspébiac	—	5 827	5 827
Pointe-au-Pic	2 141	5	2 146
Pointe-Noire	1 127 485	117 087	1 244 572
Port-Alfred	—	460 956	460 956
Port-Cartier	856 085	2 969 398	3 825 483
Port-Menier	301	3 285	3 586
Québec	1 119 502	6 127 112	7 246 614
Rimouski	23 475	344 707	368 182
Rivière-du-Loup	—	15 965	15 965
Sainte-Anne-des-Monts	38 035	254	38 289
Saint-Augustin	697	3 920	4 617
Sept-Îles	1 067 444	489 174	1 556 618
Sorel	29 615	2 329 226	2 358 841
Trois-Pistoles	28	—	28
Trois-Rivières	6 348	901 356	907 704
Valleyfield	52 868	—	52 868
Québec-Nord	17 091	48 934	66 025
Non identifié	6 816	54 241	61 057
Total	11 880 527	23 258 138	35 138 665

Source: Statistique Canada. *Statistiques du cabotage* (54-210).

Tableau 20

Revenus et bénéfices d'exploitation des principales sociétés portuaires, Canada, 1983 et 1984

Port	Revenus 1983[1]	Revenus 1984	Bénéfices 1983[1]	Bénéfices 1984
	'000 $			
Halifax	..	6 959,1[2]	..	399,5[2]
Montréal	30 714,0	57 325,0	7 614,0	10 369,0
Prince Rupert	..	5 903,5[2]	..	702,4[2]
Québec	..	8 509,2[2]	..	2 443,3[2]
Société canadienne des ports[3]	28 623,0	27 229,0	- 2 486,0	- 3 837,0
Vancouver	42 484,0	94 746,0	4 347,0	12 174,0

1. Revenus et bénéfices pour six mois seulement.
2. Pour sept mois se terminant le 31 décembre 1984.
3. Comprend les ports non constitués en sociétés locales.

Source: Ports Canada. *Rapport annuel, 1984.*

Tableau 21

Transport de passagers, de véhicules et de marchandises par traversier et desserte maritime, Québec, 1984

Traverses	Passagers	Véhicules	Marchandises[1]
	n		t
Interprovinciales	**70 000**	**29 000**	**—**
Cap-aux-Meules/Souris (Île-du-Prince-Edouard)	40 000	18 000	—
Blanc-Sablon/Sainte-Barbe (Terre-Neuve)	30 000	11 000	—
Intraprovinciales	**4 149 940**	**1 207 297**	**388 111**
Saint-Roch/Saint-Ours	..	..	..
Sorel/Saint-Ignace-de-Loyola	582 727	267 622	—
Deschambault/Lotbinière	3 073	2 729	—
Québec/Lévis	1 960 854	293 262	—
Montmagny/Île-aux-Grues	24 866	10 652	—
Île-aux-Coudres/Saint-Joseph-de-la-Rive	305 656	126 524	—
Rivière-du-Loup/Saint-Siméon	22 352	8 529	—
Baie-Sainte-Catherine/Tadoussac	955 541	387 263	—
Saint-Juste-du-Lac/Notre-Dame-du-Lac	73 827	33 828	—
Trois-Pistoles/Les Escoumins	..	..	..
Matane/Baie-Comeau/Godbout	221 044	76 888	—
Harrington Harbour/Chevery/Aylmer Sound	..	..	..
Matane/Baie-Comeau (rail)	—	—	388 111
Dessertes maritimes[2]	**9 358**	**—**	**58 176**
Îles-de-la-Madeleine	484	—	21 626
Moyenne et Basse Côte-Nord	8 874	—	22 805
Nouveau-Québec	—	—	13 745
Total	**4 229 298**	**1 236 297**	**446 287**

1. Les marchandises sont évaluées en tonnes courtes; 1 tonne courte équivaut à 907,18 kg.
2. Bateaux qui desservent des endroits dont l'approvisionnement est assuré par voie maritime.

Sources: Ministère des Transports, Direction du transport fluvial et maritime.
Transports Canada, Direction du transport maritime.

Tableau 22

Recettes brutes des transporteurs par voie maritime, Québec, 1981 et 1982

Source de revenu	Recettes	
	1981	1982
	$	
Transport de marchandises	372 498 514	307 451 307
Transport de passagers	14 571 078	8 242 442
Affretement	120 807 829	81 552 402
Touage	13 149 441	15 106 457
Autres recettes	5 621 112	2 492 791
Subventions	26 400 764	23 067 552
Total	**533 048 738**	**437 912 951**

Source: Statistique Canada. *Le transport par eau* (54-205).

Tableau 23

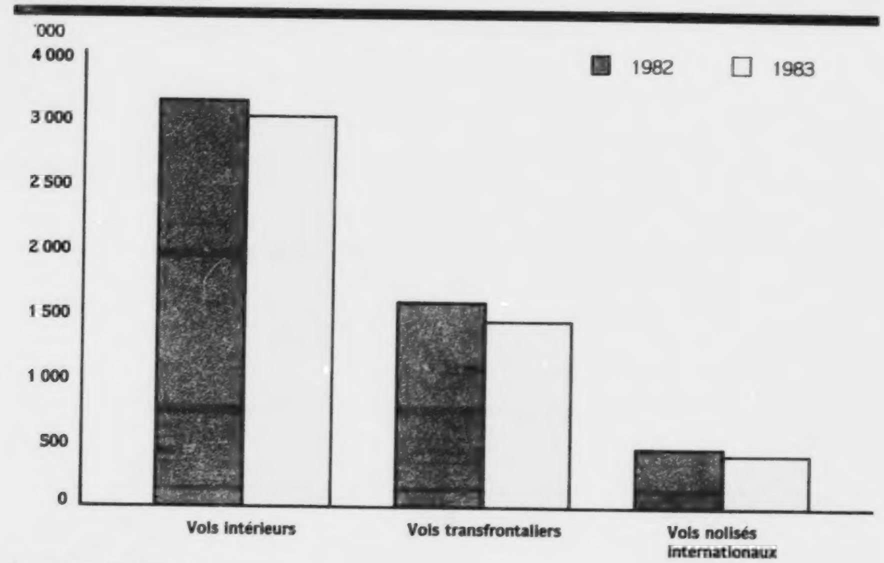
Activités aéroportuaires des principaux aéroports, Canada, 1983

Aéroport	Vols réguliers				Vols nolisés internationaux	
	Vols	Passagers	Courrier	Marchandises	Passagers	Marchandises
	n		'000 kg		n	'000 kg
Calgary international	60 113	3 533 476	8 952	29 837	204 315	190
Dorval international	73 021	5 123 269	14 313	30 961	231 904	469
Edmonton international	31 401	1 812 214	7 149	27 392	145 352	761
Edmonton municipal	12 115	731 395	228	1 914	401	—
Halifax international	23 659	1 395 878	6 299	14 624	29 708	—
Mirabel international	15 351	1 112 128	4 100	70 736	187 746	683
Ottawa international	32 837	1 794 735	5 807	4 704	40 140	416
Quebec	11 664	459 534	1 028	1 247	56 574	29
Regina	11 608	553 374	2 068	1 571	13 933	—
Saskatoon	11 069	524 940	1 754	1 824	17 801	—
Saint-Jean (T.-N.)	7 557	463 122	3 099	7 643	3 578	3
Toronto international	139 493	12 008 323	42 331	184 669	1 554 110	4 813
Vancouver international	67 489	5 791 983	17 398	74 971	482 217	205
Victoria international	7 831	444 269	1 476	1 054	30 224	1
Winnipeg international	31 496	1 971 234	10 204	22 754	60 624	22
Total	**536 704**	**37 719 874**	**126 204**	**475 901**	**3 058 627**	**7 592**

Source: Statistique Canada. *Trafic des transporteurs aériens aux aéroports canadiens* (51-203).

Figure 6

Répartition des passagers du trafic aérien, par catégorie de vol, Québec, 1982 et 1983



Source: Statistique Canada.

Tableau 24

Répartition des passagers des vols intérieurs, par liaison aérienne[1], Québec, 1982 et 1983

Liaison aérienne	Passagers 1982	Passagers 1983
	n	n
Montréal — Québec	83 800	79 900
Montréal — Saguenay	62 400	57 600
Montréal — Val-d'Or	50 600	45 000
Montréal — Rouyn-Noranda	43 200	40 500
Montréal — Sept-Îles	36 100	32 800
Québec — Sept-Îles	31 400	26 400
Québec — Rouyn-Noranda	18 000	17 900
Baie-Comeau — Montréal	18 200	16 900
Baie-Comeau — Québec	12 800	13 400
Québec — Val-d'Or	14 400	13 000
Îles-de-la-Madeleine — Montréal	14 800	11 800
Mont-Joli — Montréal	14 100	11 300
La Grande — Montréal	12 900	10 300

1. Liaisons aériennes de plus de 10 000 passagers.

Source: Statistique Canada. *Origine et destination des passagers aériens, rapport sur le trafic intérieur* (51-204).

Tableau 25

Répartition des passagers des vols intérieurs, par aéroport, Québec, 1982 et 1983

Aéroport	Passagers	
	1982	1983
	n	
Asbestos Hill	1 900	600
Baie-Comeau	37 300	39 600
Baie Johan Beetz	300	100
Blanc-Sablon	4 800	4 900
Bonaventure	3 700	2 200
Chibougamau	4 900	5 000
Gagnon	16 900	9 100
Gaspé	15 300	7 900
Gatineau/Hull	4 600	1 700
La Romaine	1 400	1 500
Harrington Harbour	3 300	3 200
Havre-Saint-Pierre	..	400
Île-de-la-Madeleine	33 300	23 300
Inoucdjouac	500	800
Kegaska	200	200
Kuujjuaq	12 100	12 500
Kuujjuarapik	7 400	6 700
La Grande	20 600	15 700
La Tabatiere	1 300	1 100
Matagami	700	300
Mingan	3 700	3 300
Mont-Joli	44 300	32 700
Montréal	2 299 200	2 165 800
Natashquan	4 100	5 100
Port-Menier	3 000	3 100
Povungnituk	400	400
Québec	374 400	351 800
Rouyn/Noranda	66 000	63 300
Saguenay	82 300	78 200
Schefferville	10 300	10 500
Sept-Îles	108 400	95 200
Saint-Augustin	1 600	2 000
Tête-à-la-Baleine	800	600
Val-d'Or	75 800	69 500
Total	**3 244 800**	**3 018 300**

Source: Statistique Canada. *Origine et destination des passagers aériens* (51-204).

Tableau 26

Répartition des passagers des vols nolisés internationaux, selon la destination, Québec, 1983

Aéroport	Europe	Amérique latine et Antilles	États-Unis	Total
	n			
Dorval international		6	229 876	229 882
Mirabel international	45 247	140 920	5 024	191 191
Québec	8 857	6 065	41 915	56 837
Sept-Îles et Bonaventure	—	—	47	47
Total	**54 104**	**146 991**	**276 862**	**447 957**

Source: Statistique Canada. *Statistique des affrètements aériens internationaux* (51-207).

Tableau 27

Répartition des passagers des vols transfrontaliers, par liaison aérienne[1]
Québec, 1981-1983

Liaison aérienne	Passagers		
	1981	1982	1983
		n	
Montréal — New York	319 900	304 900	284 400
Miami — Montréal	229 500	198 600	157 100
Fort Lauderdale — Montreal	135 000	130 400	103 900
Boston — Montreal	130 700	124 300	123 900
Montreal — Tampa/St. Petersburg	76 100	90 800	69 100
Chicago — Montreal	74 300	75 100	71 700
Los Angeles — Montreal	69 200	55 500	63 200
Montreal — Orlando	36 700	47 200	29 000
Montreal — Washington	46 300	45 500	42 600
Montreal — Philadelphia	41 000	39 000	34 300
Montréal — West Palm Beach	25 500	34 000	24 800
Montreal — San Francisco	41 600	30 900	34 300
Détroit et Ann Arbour — Montreal	26 000	20 400	23 700
Atlanta — Montreal	22 400	20 200	18 700
Dallas/Ft. Worth — Montreal	18 700	19 200	18 300
Miami — Quebec	14 300	19 200	16 600
Las Vegas — Montreal	14 600	16 400	10 500
Cleveland — Montreal	16 600	15 900	16 900
Daytona — Montréal	24 600	15 300	20 900
Montreal — Pittsburgh	16 400	14 800	13 500
Houston — Montreal	15 900	14 200	11 800
Minneapolis/St. Paul — Montreal	12 600	11 600	10 300
New York — Quebec	10 500	10 000	12 200
Montreal — New Orleans	11 900	9 500	9 300
Buffalo et Niagara Falls — Montreal	9 600	9 400	10 000
Denver — Montréal	9 000	9 000	6 700
Honolulu — Montreal	12 500	7 600	6 900
Hartford/Springfield — Montreal	5 100	6 600	6 200
Montreal — St. Louis	8 400	6 600	6 400
Montréal — Phoenix	7 200	6 400	5 100
Charlotte — Montreal	5 100	5 000	4 100
Québec — Tampa/St. Petersburg	2 900	4 800	5 300
Cincinnati — Montreal	4 300	4 800	4 200
Montréal — San Diego	5 600	4 600	3 200
Columbus — Montreal	4 100	4 500	3 700
Montréal — Raleigh/Durham	3 900	4 400	3 300
Kansas City — Montréal	3 600	4 100	3 800
Indianapolis — Montréal	4 400	3 700	..
Milwaukee — Montréal	4 300	3 200	4 100
Chicago — Québec	4 500	2 900	..

1. Liaisons aériennes de plus de 2 500 passagers.

Source: Statistique Canada. *Origine et destination des passagers aériens, rapport sur le trafic Canada — Etats-Unis* (51-205).

20

Communications

Presse écrite	945
Médias électroniques	946
Télédistribution	947
Téléphonie	947
Publicité	948
Industrie de la vidéo-cassette à domicile	949
Définitions et notes explicatives	951

20

Liste des tableaux

1. Caractéristiques des quotidiens et hebdomadaires nationaux, par région administrative, Québec, 1983 952
2. Caractéristiques des hebdomadaires régionaux, par région administrative, Québec, 1983 952
3. Caractéristiques des périodiques québécois, Québec, 1983 953
4. Répartition régionale des stations de radio selon le type, la langue de diffusion et le type de propriété, Québec, 1982 953
5. Caractéristiques des stations de radio, par région administrative, Québec, 1982 954
6. Caractéristiques des stations de télévision, par région administrative, Québec, 1982 957
7. Évolution de la répartition des heures d'écoute des stations de télévision, région métropolitaine de Montréal, 1974-1983 958
8. Répartition régionale des réseaux de télédistribution, des abonnés actuels et des compagnies, Québec, juin 1983 959
9. Nombre de réseaux de télédistribution offrant l'accès aux chaînes de télévision par le service de base, Québec, juin 1983 959
10. Répartition des communications téléphoniques par province, Canada, 1981-1983 960
11. Nombre de ménages possédant un téléphone ou plus, par province, Canada, 1983 et 1984 961
12. Statistiques des entreprises téléphoniques sous juridiction québécoise, Québec, 31 décembre 1983 962
13. Part du marché publicitaire canadien des médias québécois, 1977, 1980 et 1982 962
14. Dépenses publicitaires totales et per capita, selon la publicité locale et nationale, Québec et Canada, 1977, 1980 et 1982 963
15. Liste des vingt principales agences de publicité, selon le montant de facturation, Québec, 1983 964
16. Proportion des ménages possédant un magnétoscope, par province, Canada, mai 1983 964
17. Principaux pays producteurs des films sur vidéo-cassette distribués au Québec, Québec, 1983 965
18. Répartition des titres selon le distributeur et la version, Québec, 1984 965
19. Demande de la clientèle des clubs-vidéo, selon le genre de film, Québec, 1984 965

Liste des figures

1. Nombre hebdomadaire moyen des heures d'écoute de la télévision chez certains groupes de la population, Québec et Ontario, 1979-1983 **958**

2. Nombre de téléphones pour 100 habitants, dans certaines provinces, Canada, 1980-1983 **961**

3. Dépenses publicitaires des gouvernements dans les médias, Québec, Ontario et Canada, 1977, 1980 et 1982 **963**

4. Pourcentage de clubs vidéo, par tranche de membership, Québec, 1983 et 1984 **966**

20

Ce chapitre a été réalisé par Mireille Barrière avec la collaboration du ministère des Communications du Québec, de la Régie des services publics du Québec et du Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit.

Ce chapitre fournit des données sur les principaux secteurs des communications. Il traite tout d'abord de la presse écrite en donnant principalement des renseignements sur le tirage et la langue de diffusion des quotidiens, hebdomadaires et périodiques québécois. Il porte ensuite sur les médias électroniques et contient des statistiques sur le nombre de postes et de réseaux et leur répartition selon la langue de diffusion et le type de propriété. Il comporte aussi des renseignements relatifs aux compagnies et aux réseaux de télédistribution ainsi qu'à leur clientèle. Vient ensuite la téléphonie dont les données portent sur le nombre de communications, l'équipement téléphonique des ménages québécois et les compagnies téléphoniques qui relèvent de la Régie des services publics du Québec. Il fournit aussi des renseignements sur la publicité, sa présence dans les médias et les principales agences québécoises qui en font la vente. Enfin, une courte étude de l'industrie de la vidéo-cassette à domicile clôt le chapitre et donne une idée générale de l'importance de son marché, des genres de productions offertes aux Québécois et des préférences de la clientèle des clubs vidéo.

Presse écrite

Quotidiens et hebdomadaires nationaux

En 1983, le Québec compte 12 quotidiens dont deux de langue anglaise. La région de Montréal avec 5 titres abrite 42% des quotidiens québécois. Le *Journal de Montréal* connaît le plus fort tirage avec 306 224 copies, suivi de *The Gazette* avec 203 485 exemplaires. Trois régions à population réduite et dispersée ne possèdent aucun quotidien: le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord.

Quant aux hebdomadaires nationaux, on en dénombre 10 dont 9 sont publiés à Montréal et un au Saguenay—Lac-Saint-Jean. À part le *Sunday Express*, tous sont de langue française. Le plus fort tirage appartient à *Dimanche Matin* avec près de 168 000 copies, suivi *d'Échos-Vedettes* avec 146 000 exemplaires.

Hebdomadaires régionaux

Toutes les régions du Québec, sauf le Nouveau-Québec, sont rejointes par des hebdomadaires locaux. Plus de 76% sont édités en français, 8,2% en anglais et 15% sont bilingues. Sur 170 d'entre eux, pour lesquels nous possédons des données, 57 sont vendus et 113 sont distribués gratuitement. Le tirage élevé de cette dernière catégorie s'explique du fait que ces journaux, vivant principalement de la publicité, misent sur la distribution la plus large possible pour attirer les annonceurs. De ce nombre, 46% se concentrent dans la région de Montréal, ce qui équivaut à 64% du tirage total.

Périodiques et revues spécialisées

Les périodiques se subdivisent en revues générales et spécialisées. En 1983, le Québec compte 89 revues générales dont 78 sont publiées à Montréal. Le tirage de 64 d'entre elles totalise plus de 7 300 000 copies dont près de 7 000 000 proviennent de Montréal. 70% sont de langue française et le reste en anglais ou en d'autres langues. On compte 142 titres de revues spécialisées dont 125 de Montréal. Sur 139 titres pour lesquels on possède des données, 80 sont rédigés en français alors que 59 le sont en anglais ou en d'autres langues.

20

Médias électroniques

Radio

Le Québec compte 120 stations radiophoniques si l'on inclut les 5 chaînes autochtones qui émettent sur une puissance assez élevée pour avoir un indicatif. Près de la moitié des stations de radio (47,8%) sont situées dans les régions de Québec et de Montréal où habitent 72% de la population totale du Québec. Avec des populations correspondant à peine à 3,6% et à 4% de l'ensemble, le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et l'Outaouais se placent au 3e rang quant au nombre de stations implantées sur leurs territoires respectifs avec chacun 9,6% de toutes les stations. Sur 120 stations retenues, 16 sont de propriété publique, 86 appartiennent à des intérêts privés et 18 sont des radios communautaires. La région montréalaise compte la plus grande proportion de chaînes privées (32,6%). Les régions de l'Outaouais et de Montréal regroupent à elles deux la moitié des stations publiques. Quant aux radios communautaires, elles sont particulièrement importantes dans les régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et de Montréal avec 23% chacune de tous les postes de ce type.

Toutes les régions bénéficient de chaînes de radiodiffusion MA et MF. Les stations MA avec 76 unités sont près de deux fois plus nombreuses que les chaînes MF avec 44 postes. 35,9% des postes MF se situent dans la région montréalaise. Sur 115 chaînes, 14 diffusent en langue anglaise: 10 dans la région de Montréal, 2 dans l'Outaouais (installées à Ottawa), une en Estrie et une à Québec. Le réseau Télémédia groupe 44,7% des chaînes de radio MA et 29,6% de l'ensemble des radios québécoises. Les postes non affiliés représentent le tiers des MA et les trois quarts des MF.

Télévision

Au Québec on dénombre 30 stations de télévision réparties en 5 réseaux: trois francophones (Radio-Canada, TVA et Radio-Québec) et deux anglophones (CBC et CTV). Avec 27 postes, les réseaux francophones totalisent 90% des stations. Seule la région de la Côte-Nord est privée d'une télévision régionale. Les chaînes anglophones sont implantées à Québec et à Montréal. Un peu plus de la moitié (17 sur 30) des stations de télévision appartiennent à des intérêts privés. Radio-Canada compte 11 chaînes qui lui appartiennent ou qui lui sont affiliées. Le réseau TVA ne compte que des stations affiliées, soit 9. Quant à Radio-Québec, elle est propriétaire de ses 7 stations. Deux stations anglophones se rattachent à CBC. Le réseau CTV ne comprend qu'un seul poste à Montréal.

Une étude des cotes d'écoute des stations de télévision de la région de Montréal de 1974 à 1983 nous permet de constater que le nombre d'heures d'écoute diminue pour l'ensemble des stations francophones. Il passe en effet de 64% à 48% en 1983 mais il augmente pour les stations anglophones de 36% à 48%. Ce dernier phénomène est principalement dû à la hausse de l'écoute des stations américaines, car les cotes de CBMT ont diminué.

Si l'on compare le nombre hebdomadaire d'heures d'écoute de la télévision chez les Québécois et les Ontariens de 1979 à 1983, on note qu'en moyenne les Québécois regardent un peu plus d'heures de télévision par semaine que leurs voisins. Pour l'ensemble des auditeurs, et plus particulièrement ceux âgés de dix-huit ans et plus, on remarque toutefois qu'à partir de 1980, les deux provinces suivent un mouvement convergent pour presque se rejoindre en 1983 avec une écoute hebdomadaire moyenne d'un peu plus de 25 heures.

Chez les 12-17 ans, le nombre moyen d'heures d'écoute atteint au Québec un sommet de 22,9 heures en 1980 pour glisser à 18,7 heures en 1983. En Ontario, à la même période, on passe d'une moyenne maximum de 22,4 heures à 22,1 heures d'écoute. Quant aux enfants de 2 à 11 ans,

leur écoute hebdomadaire baisse au Québec, passant de 21,2 heures en 1979 à 18,3 heures en 1983. En Ontario, on assiste au contraire à une remontée, l'écoute passant de 18,5 heures en 1979 à 19,1 heures en 1983, moyenne inchangée depuis 1981.

Télédistribution

Répartition des réseaux

Environ 170 réseaux[1] de télédistribution du Québec se partagent 1 034 558 abonnés. Avec 50 réseaux, la région de Québec en abrite près de 30% mais elle ne comprend que 15,4% de tous les abonnés. Quant à la région administrative de Montréal ses 27 réseaux équivalent à 15,9% du total mais ils desservent plus de la moitié (56,5%) des abonnés.

En 1983, 107 compagnies sont propriétaires de ces 170 réseaux. La région de Québec avec 35 compagnies est le siège du tiers (32,7%) d'entre elles. Montréal vient au second rang avec 18 compagnies (16,8%), suivie de la région trifluvienne avec 14 compagnies. La Côte-Nord compte la plus faible proportion d'entre elles (3,7%).

Répartition des services offerts

Le tableau 9 porte sur la disponibilité des services de base chez les télédistributeurs. Les services francophones québécois et canadiens sont offerts par la presque totalité des réseaux. Ainsi 98,2% d'entre eux assurent à leurs abonnés l'accès à Radio-Canada, 96,5% à TVA, 94,1% à Radio-Québec, 88,8% à CBC et 63,5% à CTV. Quant aux abonnés, ils profitent de ces services dans une très grande majorité: près de 100% ont accès par câble aux émissions de Radio-Canada, TVA et Radio-Québec et 97,6% et 95% sont rejoints de la même manière par les deux chaînes canadiennes de langue anglaise. Le service de télévision française TVFQ et le réseau américain CBS sont offerts par un peu plus du tiers des réseaux mais atteignent tout de même par le service de base 71,9% et 83,8% des abonnés des réseaux de télédistribution.

Téléphonie

Communications téléphoniques

En 1981, 5,9 milliards de communications téléphoniques locales sont enregistrées au Québec. Le nombre augmente de 97,9 millions (1,7%) en 1982 pour atteindre 6 milliards et de 901,1 millions (15%) entre 1982 et 1983 pour totaliser 6,9 milliards d'appels.

Les conversations interurbaines se montent à 305,4 millions de communications en 1981 mais diminuent de 7,4 millions (-2,4%) en 1982, pour augmenter de 12,9 millions (4,1%) en 1983 et atteindre 310,9 millions d'appels.

Si le nombre moyen d'interurbains par téléphone ne bouge pas en 1982, il connaît une hausse de 5,4% en 1983. Les communications locales croissent de 3,7% en 1982 et de 15,8% en 1983. Le nombre moyen de communications par habitant diminue de 0,4% en 1982 mais augmente de 13,5% en 1983.

1. Le nombre de réseaux risque d'être légèrement surestimé puisque certains avaient cessé leurs opérations au moment de la cueillette des données, ou avaient fusionné avec d'autres réseaux. Toutefois, les proportions régionales et le nombre d'abonnés sont exacts.

En 1984, 2,3 millions de ménages québécois ont un téléphone ou plus contre 2,2 en 1983, soit une augmentation de 3,1%. Cette hausse suit donc celle enregistrée au Canada pour la même période (3,2%). On note également que 97,8% des ménages québécois sont équipés d'au moins un appareil en 1983 et 98,6% en 1984. Le nombre de ménages ayant un seul téléphone diminue de 4,2% mais celui des ménages possédant deux appareils augmente de 12%. Il en est de même pour les ménages comptant trois téléphones ou plus (34,6%). Le nombre de ménages non équipés diminue de près de 35%. Le Québec représente toujours 26% de tous les ménages équipés au Canada.

Le nombre de téléphones pour 100 habitants au Québec se maintient en 1980 et en 1981 avec un peu plus de 65 appareils pour 100 habitants, puis on observe deux diminutions successives en 1982 et en 1983 alors que le ratio s'établit à 62,9 et 62,0. Le Québec suit la tendance générale au Canada où le nombre de téléphones pour 100 habitants est de 68,6 en 1980, 69,6 en 1981 mais n'atteint que 67,9 en 1982 et 66,5 en 1983. Le Québec se situe donc sous la moyenne canadienne. On note que les provinces de l'Ouest tendent généralement à dépasser la moyenne canadienne.

Entreprises téléphoniques

Le Québec est desservi par 19 entreprises téléphoniques dont une seule relève de la juridiction fédérale. Cette compagnie, Bell Canada, possède 90% du total des appareils installés au Québec. Les 18 compagnies restantes sont de juridiction provinciale.

Dix-sept de ces compagnies déclarent employer 3209 personnes et 16 d'entre elles distribuent 87,7 millions de dollars en salaires. Elles desservent 300 circonscriptions, comptent plus de 368 000 lignes d'accès et possèdent un peu plus d'un demi-million de téléphones.

La compagnie Québec-Téléphone se classe première avec un peu moins des 2/3 des employés pour lesquels on a des données. Elle contrôle la même proportion de la masse salariale déclarée, dessert 45% des circonscriptions et possède plus de la moitié des lignes d'accès et des appareils téléphoniques. Télébec suit avec 32% du personnel, 34% des salaires, des lignes d'accès et des appareils téléphoniques et 41% des circonscriptions touchées.

Publicité

Publicité et médias

Les principaux médias de diffusion de la publicitté retenus par nos sources sont la télévision, la presse écrite (quotidiens, hebdomadaires et magazines), les affiches et les étalages.

Si l'on étudie la part du marché publicitaire canadien détenue par les médias québécois entre 1977 et 1982, on constate la stabilité de celle de la radio qui s'établit à 21,1% en 1980 et en 1982. La télévision voit la sienne décroître: de 24,8% qu'elle est en 1977, elle tombe à 22,9% en 1982. Par contre, les hebdos affichent d'excellents résultats, leur part du marché publicitaire canadien passant de 16,7% en 1977 à 27,6% en 1982.

La publicité se subdivise en publicité nationale et locale. Les quotidiens et les hebdos ont une bonne part de la publicité nationale, détenant respectivement en 1982, 26,7% et 47,1% du marché canadien de la publicité. La publicité locale jouit d'une certaine force à la télévision mais est relativement faible à la radio si l'on songe à la taille du marché offert par ce média.

Les dépenses publicitaires effectuées par les annonceurs dans les six principaux médias retenus s'élèvent au Québec à 333 millions de dollars en 1977 et à 625 millions en 1982. La publicité locale

suscite des dépenses de 193 millions en 1977 et de 359 millions en 1982, ce qui équivaut dans les deux cas à 58% et à 57% des dépenses publicitaires totales.

En 1982, le ratio dépenses locales et dépenses nationales s'établit à 60% et 40% pour l'ensemble du Canada. Le Québec se situe donc sous la moyenne canadienne quant à la publicité locale (57%), mais au-dessus quant à la publicité nationale (43%).

On peut également mesurer l'importance relative de la publicité locale et nationale au Québec en terme de dépenses per capita. Pour les trois années retenues, le per capita local et national est inférieur au Québec à celui de l'ensemble du Canada. L'écart pour la publicité locale s'établit à 13,42 $ en 1977, 16,28 $ en 1980 et 18,59 $ en 1982, tandis que pour la publicité nationale, il s'élève pour les mêmes dates à 3,44 $, 2,68 $ et 7,49 $.

Entre 1980 et 1982, on note une baisse de la dépense publicitaire chez les 6 premiers annonceurs québécois. Le troisième d'entre eux, soit le gouvernement du Québec, illustre bien ce mouvement. Si, de 1977 à 1980, ses dépenses publicitaires dans les médias passent de 4,8 millions à 17,0 millions de dollars (254%), elles baissent à 11,9 millions en 1982 (-30%). Le gouvernement québécois, qui occupe le 7e rang au Canada en 1980 quant à l'importance de ses dépenses publicitaires, se retrouve au 18e en 1982.

Pour la même période, on remarque une croissance de ces mêmes dépenses chez les gouvernements ontarien et canadien. L'Ontario, avec 17,8 millions de dollars en 1980 et 23,2 millions en 1982, occupe le 6e rang dans l'ensemble des annonceurs canadiens. Le gouvernement canadien qui se classe au 1er rang, consacre à ses dépenses publicitaires dans les médias la somme de 28,3 millions en 1980 et 30,5 millions en 1982.

Agences de publicité

Les 20 agences dont les noms se retrouvent au tableau 15 ont un volume global de facturation au Québec de 452,5 millions de dolllars. En 1983, la moitié de ces entreprises appartiennent majoritairement à des actionnaires québécois mais une seule d'entre elles facture également ailleurs au Canada et possède quelques employés à l'extérieur du Québec.

Toutes ces compagnies offrent 1034 emplois au Québec. Leur rang par rapport au nombre d'employés oeuvrant au Québec est parfois similaire à celui occupé quant à leur facturation. C'est notamment le cas des compagnies Cossette Communication, Publicité McLaren, J.Walter Thompson et le Groupe Marketel.

Industrie de la vidéo-cassette à domicile

Marché de la vidéo-cassette

Le marché de la vidéo-cassette à domicile se développe en Amérique du Nord à la fin des années soixante-dix et connaît un essor considérable en cinq ans. Au Canada, le démarrage s'avère un peu plus difficile mais l'industrie nationale de l'édition et de la distribution de la vidéo-cassette à domicile croît principalement grâce à l'arrimage du marché canadien aux produits américains.

En 1983, la proportion des ménages québécois possédant un magnétoscope s'élève à 4,2%, ce qui est inférieur à la moyenne nationale canadienne qui s'établit à 6,4%. En fait, le Québec occupe l'avant-dernier rang, immédiatement avant les provinces maritimes. Selon une étude récente, cette pénétration lente du marché québécois s'explique par le caractère francophone de la majorité des ménages.

Productions offertes aux Québécois

Pour ce qui est de l'origine des productions offertes aux Québécois, l'échantillon retenu permet de constater qu'en 1983 les États-Unis sont le plus grand fournisseur de films sur vidéo-cassette au Québec avec 77% des 1910 titres retenus. Ils fournissent 82% des titres disponibles en langue anglaise mais seulement 23% des cassettes offertes en version française. La France vient au 1er rang dans l'édition de produits en version française avec 37% des titres offerts. Le Québec ne propose que 6% des 167 titres disponibles et tous sont en langue française.

L'inventaire total des titres distribués et édités au Québec est estimé à 4663 titres en 1984. De ce nombre, 3836 sont en version anglaise, soit 82% et 837 en version française, soit 18%. Tous ces titres ne sont pas nécessairement accessibles au consommateur ou au détaillant mais ils sont inscrits dans l'un ou l'autre des répertoires des entreprises de distribution.

L'avènement de cette industrie amène le développement des clubs vidéo qui comptent principalement sur la vente de cartes de membres pour se constituer une clientèle. En 1983, 67% de ces clubs dénombrent moins de 300 membres alors que la proportion baisse à 43% en 1984. Les genres de films les plus fortement demandés dans ces clubs sont les drames d'horreur (dans 72% des clubs sondés), suivis des films érotiques ou pornographiques (59%). Par contre, la demande est très faible en ce qui concerne les western (42%) et les documentaires (87%).

Définitions

Publicité

Annonceurs nationaux
On distingue traditionnellement les annonceurs nationaux des annonceurs locaux en ce que la publicité des premiers porte d'abord sur des produits ou services alors que celle des deuxièmes concerne essentiellement les détaillants.

Publicité locale
Publicité transmise par des médias pour le compte d'un annonceur local.

Publicité nationale
Publicité d'un annonceur national transmise par un ou plusieurs médias et dont le contrat est généralement conclu entre une agence de publicité et le représentant national pour les ventes.

Radiodiffusion

MA
Modulation d'amplitude, un des procédés de modulation des ondes radiophoniques. On utilise généralement le sigle AM ou MA pour indiquer la radiodiffusion sur la bande de fréquences allant de 535 à 1650 kHz.

MF
Modulation de fréquence, un des procédés de modulation des ondes radiophoniques. En général, on entend par le sigle MF ou FM la diffusion en modulation de fréquence sur la bande de fréquences allant de 88 à 108 MHz et la partie sonore des signaux de télévision.

Radiodiffusion
Radiocommunication dont les émissions sont destinées à être reçues par le public.

Télédiffusion

Station affiliée
Station qui est payée pour diffuser à certaines heures les émissions d'un réseau.

Télédiffusion
Transmission d'une émission de télévision.

Titulaire de licence
Personne détentrice d'une licence délivrée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes et lui donnant droit d'exploiter une entreprise de radio-diffusion.

Unité déclarante
La plus petite unité commerciale en mesure de déclarer ses recettes, dépenses, bénéfices et immobilisations servant à l'exploitation. Sauf pour Radio-Canada, la statistique de l'exploitation en radiodiffusion est basée sur les unités déclarantes. Une unité déclarante peut prendre l'une des formes suivantes:

. une seule station de radio indépendante;
. une combinaison de stations de radio MA/MF;
. une station indépendante de télévision unique ou émettrice;
. une station de télévision émettrice fonctionnant conjointement avec un certain nombre de réémetteurs;
. un réseau régional de télévision comme Global Communications Limited. Sauf CTV et Radio-Canada, les unités déclarantes ont été réparties entre les régions et les tranches de recettes d'après leur emplacement et leurs recettes totales.

Télédistribution

Système de télédistribution
Système qui capte les signaux émis par les stations de radiodiffusion pour les transmettre à ses abonnés par câble.

Unité déclarante
La plus petite unité dans la structure de l'entreprise qui est en mesure de déclarer certains éléments financiers de son exploitation comme les recettes, les dépenses, les bénéfices et les immobilisations. Les unités déclarantes constituent la base des statistiques d'exploitation dans le secteur de la télédistribution. Une unité déclarante peut comprendre un seul système de télédistribution ou plusieurs systèmes de télédistribution exploités et déclarés comme une seule unité.

Téléphonie

Circonscription
Division géographique du territoire desservi par un réseau téléphonique, établie à des fins administratives et constituée en général d'une ville, d'un village ou d'une localité ainsi que ses environs où toute communication téléphonique peut être obtenue sans frais d'interurbain. Une circonscription comprend un ou plusieurs centres de communication ainsi que les installations connexes qui permettent d'y assurer le service téléphonique. Elle constitue l'unité de base à laquelle s'appliquent les tarifs de service local.

Ménage
Personne ou groupe de personnes occupant un logement. Le nombre de ménages est par conséquent égal au nombre de logements occupés. La ou les personnes qui occupent un logement privé constituent un ménage privé.

Notes explicatives

Publicité

La liste des 74 agences fournie par le journal *Les Affaires* n'est pas exhaustive puisque quelques-unes n'ont pas retourné le questionnaire d'enquête. Les montants rapportés ne constituent pas les revenus des agences puisque leurs frais ne sont pas déduits de leurs montants de facturation. Certains des montants sont convertis, d'autres non. On doit plutôt considérer les montants divulgués par les agences comme des indicateurs d'un ordre de grandeur.

Radio

Le développement de la radio publique vise l'accessibilité à toute la population du Québec (par studios de production ou réémetteurs), celui de la radio communautaire, l'appropriation collective des médias; la radio privée se développe, quant à elle, selon la capacité publicitaire d'un marché. Le développement de la radio publique et communautaire se fondant sur d'autres critères que ceux de l'entreprise privée, comparer leurs données n'est pas justifiable.

Tableau 1

Caractéristiques des quotidiens et hebdomadaires nationaux, par région administrative, Québec, 1983

Région administrative	Localisation	Langue	Tirage
Quotidiens			
Saguenay — Lac-Saint-Jean			
Le Quotidien du Saguenay — Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	Français	27 315
Québec			
Le Journal de Québec	Vanier	Français	101 968
Le Soleil	Québec	Français	126 381
Trois-Rivières			
Le Nouvelliste	Trois-Rivières	Français	48 664
Estrie			
La Tribune	Sherbrooke	Français	37 353
The Record	Sherbrooke	Anglais	6 868
Montréal			
La Voix de l'est	Granby	Français	12 511
Le Devoir	Montréal	Français	34 972
The Gazette	Montréal	Anglais	203 485
Le Journal de Montréal	Montréal	Français	306 224
La Presse	Montréal	Français	182 065
Outaouais			
Le Droit	Ottawa-Hull	Français	42 729
Hebdomadaires nationaux			
Saguenay — Lac-Saint-Jean			
Progrès-Dimanche	Chicoutimi	Français	46 968
Montréal			
Allo police	Montréal	Français	78 316
Dimanche Dernière Heure	Montréal	Français	16 823
Dimanche matin	Montréal	Français	167 995
Échos-Vedettes	Montréal	Français	146 431
Le Grand journal illustré	Montréal	Français	—
Le Journal de la Floride	Chambly	Français	35 000
Nouvelles illustrées	Montréal	Français	—
Sunday Express	Montréal	Anglais	40 177
Télé-Radiomonde	Montréal	Français	—

Source: Ministère des Communications, Banque de données 1983.

Tableau 2

Caractéristiques des hebdomadaires régionaux, par région administrative, Québec, 1983

Région administrative	Total	Distribution		Tirage	Langue		
		Vendus	Gratuits		Français	Anglais	Français, anglais et autres
		n					
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	11	7	4	91 549	10	1	—
Saguenay — Lac-Saint-Jean	7	3	4	79 036	7	—	—
Québec	27	8	17	423 165	26	1	—
Trois-Rivières	12	6	6	214 849	12	—	—
Estrie	9	5	4	71 496	6	1	2
Montréal	86	12	66	2 039 761	56	8	22
Outaouais	15	5	7	167 753	10	2	3
Abitibi-Témiscamingue	11	9	1	34 562	8	2	1
Côte-Nord	6	2	4	56 134	6	—	—
Total	184	57	113	3 178 304	141	15	28

Source: Ministère des Communications, Banque de données 1983.

Tableau 3

Caractéristiques des périodiques québécois, Québec, 1983

	Tirage	Langue		Total
		Français	Anglais et autres	
		n		
Revues générales	7 358 216	61	26	89
Montréal	6 941 817	51	25	78
Le reste de la province	416 399	10	1	11
Revues spécialisées	1 522 406	80	59	142
Montréal	1 270 499	66	56	125
Le reste de la province	251 907	14	3	17

Source: Ministère des Communications, Banque de données 1983.

Tableau 4

Répartition régionale des stations de radio[1] selon le type, la langue de diffusion et le type de propriété, Québec, 1982

		Régions administratives									Total
		01	02	03	04	05	06	07	08	09	
Type											
MA	n	7	6	15	7	5	21	6	5	4	76
	%	9,2	7,9	19,7	9,2	6,6	27,6	7,9	6,6	5,3	100,0
MF	n	4	3	5	2	2	14	5	3	1	39
	%	10,3	7,7	12,8	5,1	5,1	35,9	12,8	7,7	2,6	100,0
Langue de diffusion											
Français	n	11	9	19	9	6	25	9	8	5	101
	%	10,9	8,9	18,8	8,7	5,9	24,9	8,9	7,9	4,9	100,0
Anglais et autres	n	—	—	1	—	1	10	2	—	—	14
Propriété	%	—	—	7,1	—	7,1	71,5	14,3	—	—	100,0
Privée	n	5	6	16	8	7	28	5	6	5	86
	%	5,8	7,0	18,6	9,3	8,1	32,6	5,8	7,0	5,8	100,0
Publique	n	3	2	3	—	—	4	4	—	—	16
	%	18,7	12,6	18,7	—	—	25,0	25,0	—	—	100,0
Communautaire	n	3	1	1	1	—	3	2	2	—	13
	%	23,0	7,7	7,7	7,7	—	23,1	15,4	15,4	—	100,0
Total	n	11	9	20	9	7	35	11	8	5	115
	%	9,6	7,8	17,4	7,8	6,1	30,4	9,6	7,0	4,3	100,0

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord.

1. Stations de radio en ondes du 1er juillet 1982 excluant les stations indiennes et inuit ainsi que celles de Fermont et Gagnon, mais incluant CBOF, CBOF-MF, CJRC, CBO, CBO-MF, d'Ottawa.

Source: Promesse de réalisation et décisions du CRTC, juillet 1982, compilation MCQ.

Tableau 5

Caractéristiques des stations de radio, par région administrative, Québec, 1982

Région administrative et station de radio	Localisation	Propriété	Modulation	Affiliation	Langue de diffusion	Auditoire	Nombre moyen d'heures d'écoute
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie							
CBGA	Matane	Publique	MA	Radio-Canada	Français	43 000	7,4
CFIM	Cap-aux-Meules	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CFVM	Amqui	Privée	MA	Télémédia	Français	18 000	16,6
CHNC	New Carlisle	Privée	MA	Télémédia	Français	88 000	9,3
CHRM	Matane	Privée	MA	Indépendant	Français	46 000	10,3
CJBR	Rimouski	Publique	MA	Radio-Canada	Français	29 000	4,3
CJBR	Rimouski	Publique	MF	Radio-Canada	Français	8 000	4,1
CJMC	Sainte-Anne-des-Monts	Privée	MA	Indépendant	Français	—	—
CJRG	Gaspé	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CKLE	Rimouski	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CFLP	Rimouski	Privée	MA	Télémédia	Français	75 900	11,9
Saguenay — Lac-Saint-Jean							
CBJ	Chicoutimi	Publique	MA	Radio-Canada	Français	32 400	7,0
CBJ	Chicoutimi	Publique	MF	Radio-Canada	Français	11 300	10,4
CHOC	Alma	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CHRL	Roberval	Privée	MA	Télémédia	Français	69 000	11,0
CHVD	Dolbeau	Privée	MA	Radiomutuel	Français	30 000	10,7
CJAB	Chicoutimi	Privée	MF	Indépendant	Français	77 600	11,7
CJMD	Chibougamau	Privée	MA	Télémédia	Français	17 000	11,8
CJMT	Chicoutimi	Privée	MA	Télémédia	Français	76 700	5,9
CKRS	Jonquière	Privée	MA	Indépendant	Français	112 000	8,7
Québec							
CBV	Québec	Publique	MA	Radio-Canada	Français	110 400	6,4
CBV	Québec	Publique	MF	Radio-Canada	Français	41 500	7,1
CBVE	Québec	Publique	MF	CBC	Anglais	25 900	6,9
CFLS	Lévis	Privée	MA	Indépendant	Français	299 500	8,6
CFVD	Ville Dégelis	Privée	MA	Indépendant	Français	6 000	9,5
CHAL	Saint-Pamphile	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	4 000	7,0
CHGB	La Pocatière	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	48 600	8,2
CHRC	Québec	Privée	MA	Indépendant	Français	345 200	8,2
CHOI	Québec	Privée	MF	Indépendant	Français	198 200	5,3
CIRB	Lac Etchemin	Privée	MA	Télémédia	Français	2 500	10,8
CJFP	Rivière-du-Loup	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	64 000	10,0
CJLP	Disraéli	Privée	MA	Télémédia et Appalaches	Français	2 000	11,0
CJMF	Québec	Privée	MF	Indépendant	Français	202 500	8,2
CJRP	Québec	Privée	MA	Radiomutuel	Français	304 600	8,6
CJVL	Sainte-Marie-de-Beauce	Privée	MA	Indépendant	Français	4 000	8,1
CKBM	Montmagny	Privée	MA	Télémédia	Français	18 000	6,6
CKCV	Québec	Privée	MA	Télémédia	Français	176 100	6,0
CKLD	Thetford-Mines	Privée	MA	Télémédia et Appalaches	Français	44 000	10,5
CKRB	Saint-Georges	Privée	MA	Télémédia	Français	48 500	10,5
CKRL	Québec	Comm.	MF	Indépendant	Français	33 300	4,4
CIHW	Loretteville	Comm.	MF	Indépendant	Français[1]	. . .	. . .
Trois-Rivières							
CFCQ	Trois-Rivières	Comm.	MF	Indépendant	Français	8 400	3,8
CFDA	Victoriaville	Privée	MA	Télémédia et Appalaches	Français	35 500	9,1

Tableau 5 (suite)

Caractéristiques des stations de radio, par région administrative, Québec, 1982

Région administrative et station de radio	Localisation	Propriété	Modulation	Affiliation	Langue de diffusion	Auditoire	Nombre moyen d'heures d'écoute
CFLM	La Tuque	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	11 000	11,3
CHLN	Trois-Rivières	Privée	MA	Télémédia	Français	160 200	9,7
CHRD	Drummondville	Privée	MA	Indépendant	Français	59 000	7,6
CIGB	Trois-Rivières	Privée	MF	Indépendant	Français	115 000	8,6
CJTR	Trois-Rivières	Privée	MA	Radiomutuel	Français	102 300	6,5
CKSM	Shawinigan	Privée	MA	Indépendant	Français	48 000	8,8
CKTL	Plessisville	Privée	MA	Télémédia et Appalaches	Français	7 900	10,5
Estrie							
CHLT	Sherbrooke	Privée	MA	Télémédia	Français	112 400	10,4
CIMO	Magog	Privée	MF	Indépendant	Français	84 300	7,2
CITE	Sherbrooke	Privée	MF	Indépendant	Français	177 400	9,3
CJAN	Asbestos	Privée	MA	Télémédia et Appalaches	Français	5 500	7,2
CJRS	Sherbrooke	Privée	MA	Radiomutuel	Français	49 600	6,4
CKFL	Lac Megantic	Privée	MA	Télémédia et Appalaches	Français	7 100	10,2
CKTS	Sherbrooke	Privée	MA	Indépendant	Anglais	80 800	6,5
Montréal							
CBF	Montréal	Publique	MA	Radio-Canada	Français	396 000	6,7
CBF	Montréal	Publique	MF	Radio-Canada	Français	235 200	4,8
CBM	Montréal	Publique	MA	CBC	Anglais	160 300	8,5
CBM	Montréal	Publique	MF	CBC	Anglais	116 800	4,9
CFCF	Montréal	Privée	MA	Indépendant	Anglais	312 400	8,0
CFGL	Laval	Privée	MF	Indépendant	Français	373 700	7,2
CFLV	Valleyfield	Privée	MA	Indépendant	Français	30 500	7,0
CFMB	Montréal	Privée	MA	Indépendant	Anglais	—	—
CFQR	Montréal	Privée	MF	Indépendant	Anglais	462 800	9,0
CHAI	Châteauguay	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CHEF	Granby	Privée	MA	Indépendant	Français	36 000	7,0
CHOM	Montréal	Privée	MF	Indépendant	Anglais	771 600	7,8
CHRS	Longueuil	Privée	MA	Indépendant	Français	—	—
CIBL	Montréal	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CIEL	Longueuil	Privée	MF	Indépendant	Français	350 800	7,0
CIME	Sainte-Adèle	Privée	MF	Indépendant	Français	166 100	6,2
CINQ	Montréal	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CITE	Montréal	Privée	MF	Indépendant	Français	446 100	11,4
CJAD	Montréal	Privée	MA	Indépendant	Anglais	422 400	10,4
CJER	Saint-Jérôme	Privée	MA	Indépendant	Français	3 800	7,8
CJFM	Montréal	Privée	MF	Indépendant	Anglais	333 900	8,5
CJLA	Lachute	Privée	MA	Indépendant	Français	24 000	8,5
CJLM	Jonquière	Privée	MA	Indépendant	Français	49 000	4,6
CJMS	Montréal	Privée	MA	Radiomutuel	Français	516 600	8,7
CJSA	Sainte-Agathe-des-Monts	Privée	MA	Radiomutuel	Français	10 500	7,6
CJSO	Sorel	Privée	MA	Indépendant	Français	34 000	7,2
CKAC	Montréal	Privée	MA	Télémédia	Français	999 000	8,3
CKBS	Saint-Hyacinthe	Privée	MA	Indépendant	Français	38 000	6,7
CKGM	Montréal	Privée	MA	Indépendant	Anglais	358 200	6,4
CKLM	Laval	Privée	MA	Indépendant	Français	157 000	6,8
CKMF	Montréal	Privée	MF	Indépendant	Français	573 100	8,9
CKO	Pointe-Claire	Privée	MA	Indépendant	Anglais	38 000	4,7
CKOI	Verdun	Privée	MF	Indépendant	Français	843 200	7,9

Tableau 5 (suite)

Caractéristiques des stations de radio, par région administrative, Québec, 1982

Région administrative et station de radio	Localisation	Propriété	Modulation	Affiliation	Langue de diffusion	Auditoire	Nombre moyen d'heures d'écoute
CKSJ	Saint-Jovite	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	700	7.1
CKVL	Verdun	Privée	MA	Indépendant	Français	554 500	8.7
CKRK	Kahnawake	Comm.	MF	Indépendant	Anglais[1]	...	...
Outaouais							
CBO	Ottawa	Publique	MA	CBC	Anglais	145 300	8.8
CBO	Ottawa	Publique	MF	CBC	Anglais	65 500	5.7
CBOF	Ottawa	Publique	MA	Radio-Canada	Français	21 800	4.4
CBOF	Ottawa	Publique	MF	Radio-Canada	Français	19 700	4.4
CHGA	Maniwaki	Comm.	MF	Radiomutuel	Français	—	—
CHIP	Fort-Coulonge	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CIMF	Hull	Privée	MF	Indépendant	Français	110 400	8.2
CJRC	Ottawa	Privée	MA	Radiomutuel	Français	90 300	9.9
CKCH	Hull	Privée	MA	Télémédia	Français	110 400	8.0
CKMG	Maniwaki	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	—	—
CKML	Mont-Laurier	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	16 000	9.8
CHUT	Lac-Simon	Comm.	MF	Indépendant	Algonquin[1]	...	...
CHAM	Betsiamites	Comm.	MF	Indépendant	Montagnais[1]	...	...
Abitibi-Témiscamingue							
CHAD	Amos	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	19 900	10.9
CHLM	Rouyn	Privée	MF	Radio-Canada	Français	—	—
CIBO	Senneterre	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CIRC	Rouyn	Comm.	MF	Indépendant	Français	—	—
CKLS	La Sarre	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	19 900	10.9
CKRN	Rouyn	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	29 800	16.0
CKVD	Val d'Or	Privée	MA	Radio-Canada et Télémédia	Français	29 700	16.0
CKVM	Ville-Marie	Privée	MA	Radio-Canada	Français	17 000	13.2
Côte-Nord							
CHLC	Baie-Comeau	Privée	MA	Radiomutuel	Français	34 600	11.1
CIMH	Sept-Îles	Privée	MF	Indépendant	Français	—	—
CIPC	Port-Cartier	Privée	MA	Télémédia	Français	12 400	8.3
CKBH	Baie-Comeau	Privée	MA	Télémédia	Français	—	—
CKCN	Sept-Îles	Privée	MA	Télémédia	Français	44 000	10.3
Nouveau-Québec							
CNCR	Schefferville	Comm.	MF	Indépendant	Naskapi[1]	...	...

1. Pour les postes en milieu autochtone, on indique la langue principale de diffusion. Ces données sont tirées du *Répertoire des moyens de Communication en milieu autochtone*, publié par la Direction des programmes du ministère des Communications du Québec.

Source: Ministère des Communications. Banque de données sur les médias québécois 1982.

Tableau 6

Caractéristiques des stations de télévision, par région administrative, Québec, 1982

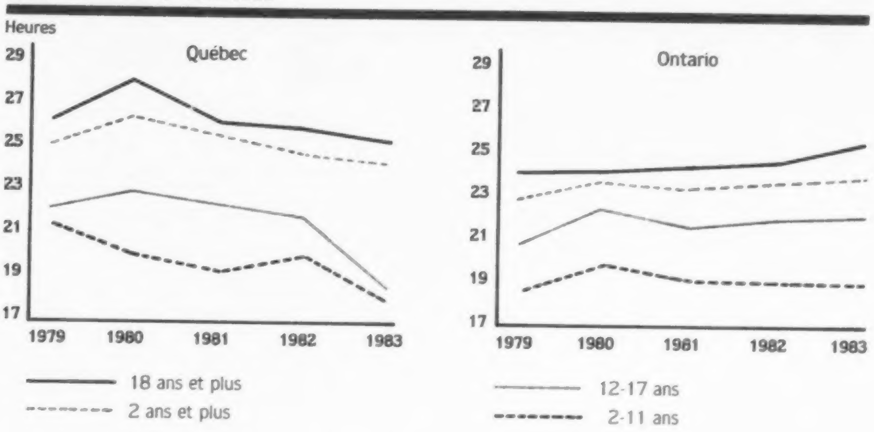
Région administrative et station de télévision	Localisation	Propriété	Affiliation	Langue de diffusion	Auditoire hebdomadaire[1]	Nombre moyen d'heures d'écoute[2]
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie						
CHAU	Carleton	Privée	Radio-Canada	Français	149 000	15,8
CBGAT	Matane	Publique	Radio-Canada	Français	148 000	12,1
CJBRT	Rimouski	Publique	Radio-Canada	Français	132 000	8,4
CFER	Rimouski	Privée	TVA	Français	229 000	14,7
CIVB	Rimouski	Publique	Radio-Canada	Français	39 000	2,0
Saguenay — Lac-Saint-Jean						
CKRS	Jonquière	Privée	Radio-Canada	Français	278 000	13,4
CJPM	Chicoutimi	Privée	TVA	Français	295 000	11,4
Québec						
CIVQ	Québec	Publique	Radio-Québec	Français	333 000	2,1
CBVT	Québec	Publique	Radio-Canada	Français	812 000	7,9
CFCM	Québec	Privée	TVA	Français	894 000	12,2
CKMI	Québec	Privée	CBC	Anglais	240 000	3,0
CKRT	Rivière-du-Loup	Privée	Radio-Canada	Français	131 000	10,2
CIMT	Rivière-du-Loup	Privée	TVA	Français	139 000	14,1
Trois-Rivières						
CKTM	Trois-Rivières	Privée	Radio-Canada	Français	786 000	6,0
CHEM	Trois-Rivières	Privée	TVA	Français	247 000	9,2
CIVC	Trois-Rivières	Publique	Radio-Québec	Français	110 000	2,1
Estrie						
CKSH	Sherbrooke	Privée	Radio-Canada	Français	792 000	5,5
CHLT	Sherbrooke	Privée	TVA	Français	821 000	6,4
CIVS	Sherbrooke	Publique	Radio-Québec	Français	104 000	2,0
Montréal						
CBFT	Montréal	Publique	Radio-Canada	Français	796 000	7,3
CBMT	Montréal	Publique	CBC	Anglais	716 000	3,2
CFCF	Montréal	Privée	CTV	Anglais	279 000	6,0
CFTM	Montréal	Privée	TVA	Français	2 798 000	10,1
CIVM	Montréal	Publique	Radio-Québec	Français	980 000	2,2
Outaouais						
CBVFT	Hull	Publique	Radio-Canada	Français	276 000	6,3
CHOT	Hull	Privée	TVA	Français	2 781 000	6,8
CIVO	Hull	Publique	Radio-Québec	Français	70 000	1,8
Nord-Ouest						
CKRN	Rouyn	Privée	Radio-Canada	Français	147 000	10,2
CFEM	Rouyn	Privée	TVA	Français	142 000	13,9
CIVN	Rouyn	Publique	Radio-Québec	Français	74 000	1,9

1. L'auditoire hebdomadaire est le nombre total de personnes qui, au cours d'une semaine, ont été à l'écoute de cette station de télévision pendant au moins quinze minutes. Il s'agit des données estimées publiées dans les rapports de sondage BBM de l'automne 1982.
2. Nombre moyen estimé d'heures d'écoute des individus rejoints par la station au cours d'une semaine.

Source: Ministère des Communications, Banque de données sur les médias québécois, 1982.

Figure 1

Nombre hebdomadaire moyen des heures d'écoute de la télévision chez certains groupes de la population, Québec et Ontario, 1979-1983



Source: B.B.M. *Television. Reach / Portée*, automne de chaque année.

Tableau 7

Évolution de la répartition des heures d'écoute des stations de télévision, région métropolitaine de Montréal, 1974-1983

Station de télévision	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	%									
Francophone	64	61	6	61	57	57	58	56	55	48
CFTM	39	35	34	36	31	32	37	32	29	22
CBFT	23	25	25	22	25	22	19	21	21	23
CIVM	—	1	1	1	1	2	2	2	3	3
Autres	2	—	1	2	—	—	—	1	2	—
Anglophone	36	39	39	39	41	42	40	43	46	48
CFCF	18	17	16	18	18	21	17	20	20	22
CBMT	9	8	8	7	8	7	7	6	7	7
Stations américaines	9	13	14	13	15	14	15	16	18	18
Autres	—	1	1	1	—	—	—	1	1	1
Autres[1]	—	—	—	—	2	1	2	1	—	4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Non spécifiées par BBM.

Source: BBM, *Télévision, Reach/Portée*, automne de chaque année, sauf 1975 (hiver 1975-1976).

Tableau 8

Répartition régionale des réseaux de télédistribution, des abonnés actuels et des compagnies, Québec, juin 1983

Région administrative	Réseaux		Abonnés actuels		Nombre moyen d'abonnés	Compagnies	
	n	%	n	%	n	n	%
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	11	6,5	18 956	1,8	1 723	7	6,5
Saguenay — Lac-Saint-Jean	15	8,8	53 860	5,2	3 591	7	6,5
Québec	50	29,4	158 752	15,4	3 175	35	32,7
Trois-Rivières	20	11,8	82 828	8,0	4 141	14	13,1
Estrie	20	11,8	56 572	5,5	2 829	12	11,2
Montréal	27	15,9	584 024	56,5	21 631	18	16,8
Outaouais	11	6,5	46 854	4,5	4 259	5	4,7
Abitibi-Témiscamingue	11	6,5	21 006	2,0	1 909	5	4,7
Côte-Nord	5	2,9	11 706	1,1	2 341	4	3,7
Total	170	100,0	1 034 558	100,0	6 086	107	100,0

Source: Ministère des Communications. Banque de données 1983.

Tableau 9

Nombre de réseaux de télédistribution offrant l'accès aux chaines de télévision par le service de base[1], Québec, juin 1983

Chaine de télévision	Réseaux de télédistribution[2]		Abonnés rejoints par le service de base	
	n	%	n	%[3]
TVA	164	96,5	1 030 543	99,6
Radio-Québec	160	94,1	1 033 077	99,8
Assemblée nationale	39	22,9	350 894	33,9
Radio-Canada	167	98,2	1 033 328	99,9
Chambre des Communes	26	15,3	225 642	21,8
CBC	151	88,8	1 009 778	97,6
CTV	108	63,5	982 673	95,0
House of Commons	—	—	—	—
Global	3	1,8	40 250	3,9
TVO	5	2,9	2 540	0,2
TVFQ	60	35,3	743 759	71,9
ABC	87	51,2	398 383	38,5
CBS	63	37,1	867 361	83,8
NBC	48	28,2	380 308	36,8
PBS	4	2,4	6 040	0,6

1. Par service de base on entend les canaux 2 à 13 sur 12 bandes THF.
2. Sur un total de 170.
3. Ces pourcentages sont calculés sur un total de 1 034 558 abonnés au câble au Québec.

Source: Ministère des Communications du Québec. Banque de données. 1983.

Tableau 10

Répartition des communications téléphoniques par province, Canada, 1981-1983

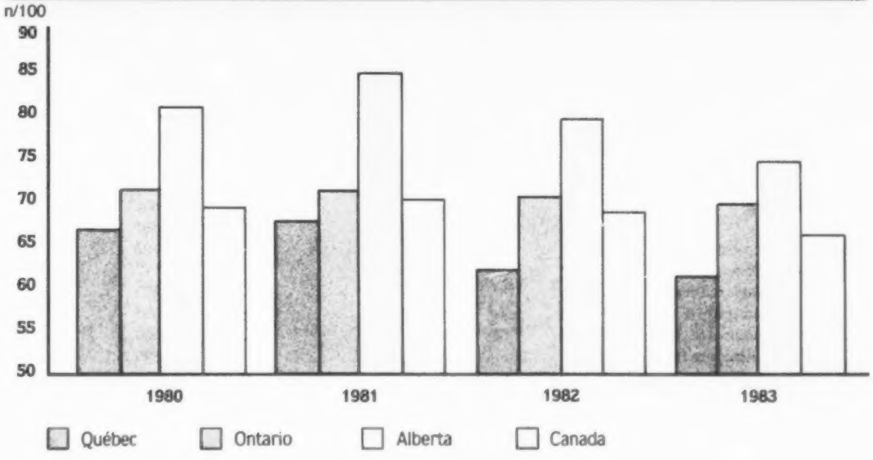
Province	Communications téléphoniques			Communications par appareil			Communications par habitant
	Local[1]	Interurbain	Total[3]	Local	Interurbain	Total	
	'000 000			n			
1981	27 186,4	1 452,9	28 639,4	1 605	86	1 691	1 176
T.-N.	1 667,3	20,6	1 687,9	6 281	99	6 380	2 869
Î.-P.-É.	204,9	5,9	210,7	2 938	84	3 022	1 687
N.-É.	1 599,9	51,7	1 651,6	3 075	100	3 175	1 922
N.-B.	673,7	41,7	715,4	1 676	104	1 780	1 004
Qué.	5 916,7	305,4	6 222,2	1 421	74	1 495	979
Ont.	8 457,4	496,1	8 953,4	1 358	81	1 439	1 033
Man.	1 376,3	65,2	1 441,5	1 882	89	1 971	1 394
Sask.	742,3	77,1	819,4	1 130	118	1 248	829
Alb.	3 241,5	198,9	3 440,4	1 730	106	1 836	1 555
C.-B.[2]	3 306,4	190,5	3 496,9	1 625	94	1 719	1 247
1982	27 554,1	1 475,4	29 029,5	1 640	88	1 728	1 173
T.-N.	1 624,7	21,0	1 645,7	6 057	101	6 158	2 858
Î.-P.-É.	215,7	6,2	221,9	2 962	85	3 047	1 795
N.-É.	1 631,6	52,8	1 684,4	3 062	99	3 161	1 965
N.-B.	728,0	45,0	773,0	1 770	110	1 880	1 094
Qué.	6 014,6	297,9	6 312,6	1 475	74	1 549	975
Ont.	8 584,4	499,8	9 084,2	1 398	83	1 481	1 038
Man.	1 420,2	68,5	1 488,7	1 898	92	1 990	1 428
Sask.	793,3	87,2	880,5	1 165	129	1 294	888
Alb.	3 264,3	205,4	3 469,7	1 773	112	1 885	1 482
C.-B.[2]	3 277,3	191,5	3 468,8	1 616	94	1 710	1 208
1983	28 943,9	1 541,3	30 485,2	1 740	93	1 833	1 219
T.-N.	1 666,6	21,5	1 688,0	6 034	100	6 134	2 913
Î.-P.-É.	222,9	6,4	229,3	2 962	85	3 047	1 840
N.-É.	1 685,4	51,2	1 736,6	3 062	93	3 155	2 005
N.-B.	747,9	49,3	797,2	1 770	117	1 887	1 122
Qué.	6 915,7	310,9	7 226,6	1 708	78	1 786	1 107
Ont.	8 902,9	529,9	9 432,9	1 465	89	1 554	1 061
Man.	1 504,8	70,7	1 575,5	1 993	94	2 087	1 498
Sask.	813,7	91,9	905,7	1 165	132	1 297	906
Alb.	3 100,2	205,8	3 305,9	1 775	118	1 893	1 410
C.-B.[2]	3 383,9	203,6	3 587,5	1 707	103	1 810	1 228

1. Les grands réseaux téléphoniques peuvent eux-mêmes estimer le nombre de leurs appels locaux. Statistique Canada estime le nombre d'appels locaux des petites sociétés en supposant que les téléphones qu'elles exploitent, dans chaque province, ont la même fréquence d'utilisation que ceux qui sont exploités par les grandes sociétés.
2. Comprend les chiffres du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.
3. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source: Statistique Canada, *Statistiques du téléphone* (56-203).

Figure 2

Nombre de téléphones pour 100 habitants, dans certaines provinces, Canada, 1980-1983



Source: Statistique Canada. *Statistiques du téléphone* (56-203).

Tableau 11

Nombre de ménages possédant un téléphone ou plus, par province, Canada, 1983 et 1984

Province	Total de ménages[1]		Ménages								Absence d'appareil	
			Présence d'appareil(s)									
			Un		Deux		Trois ou plus		Total[2]			
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
	'000											
Terre-Neuve	156	159	102	108	38	34	6	11	146	153	9	6
Île-du-Prince-Édouard	39	40	24	24	11	12	..	..	37	39	..	..
Nouvelle-Écosse	284	292	171	164	82	93	18	28	270	284	14	8
Nouveau-Brunswick	224	229	132	132	66	72	12	18	211	222	13	8
Québec	**2 273**	**2 324**	**1 431**	**1 362**	**602**	**674**	**191**	**257**	**2 223**	**2 292**	**49**	**32**
Ontario	3 098	3 179	1 566	1 432	1 069	1 121	408	596	3 043	3 149	55	30
Manitoba	369	379	211	189	119	137	33	49	362	374	7	5
Saskatchewan	347	355	211	201	105	118	24	28	340	348	7	7
Alberta	813	824	369	353	314	314	112	143	795	810	18	14
Colombie Britannique	1 055	1 075	610	591	305	336	112	130	1 026	1 056	...	19
Canada	**8 658**	**8 857**	**4 826**	**4 555**	**2 711**	**2 911**	**917**	**1 261**	**8 454**	**8 727**	**204[3]**	**130**

1. Comprend maintenant les ménages qui demeurent dans des habitations mobiles.
2. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.
3. La différence entre la somme des provinces et le total pour le Canada s'explique par la non disponibilité des données pour deux provinces.

Source: Statistique Canada. *L'équipement ménager* (64-202).

Tableau 12

Statistiques des entreprises téléphoniques sous juridiction québécoise, Québec, 31 décembre 1983

Entreprise	Employés	Salaires	Circonscriptions	Lignes d'accès	Téléphones propriété de l'entreprise
	n	000 $		n	
Québec-Téléphone	2 023	52 605,0	136	209 492	288 051
Télébec, limitée	1 011	30 072,0	122	124 217	170 511
Sogetel, inc.	50	1 123,7	13	12 258	16 442
Coop de téléphone de Valcourt	24	699,4	3	3 406	4 989
La compagnie de téléphone de Warwick	16	380,3	3	3 147	4 285
Teléphone Milot, inc.	15	327,3	4	3 401	4 149
Sotel, inc.	33	1 739,2	7	2 394	3 755
Teléphone Guèvremont, inc.	5	204,3	1	2 182	3 014
Le téléphone Bon Conseil, inc.	7	223,5	1	2 117	2 678
La compagnie de téléphone Upton, inc.	9	116,1	1	1 289	1 801
Le téléphone de Saint-Liboire de Bagot, inc.	3	54,2	1	958	1 357
La compagnie de téléphone de Lambton, inc.	4	44,3	1	939	1 219
La compagnie de téléphone de Saint-Victor	2	34,0	1	895	1 066
Téléphone de Saint-Éphrem, inc.	2	23,6	1	722	938
Société de téléphone de la Baie	3	30,0	1	514	654
La cie de téléphone de Courcelles, inc.	1	11,7	1	390	497
Téléphone Daaquam, inc.	..	..	2	396	489
Téléphone Frontenac, limitée	1	..	1	190	217
Total	**3 209**	**87 688,6**	**300**	**368 907**	**506 112**

Source: Régie des services publics du Québec, *Statistiques de la téléphonie sous juridiction québécoise* au 31 décembre 1983.

Tableau 13

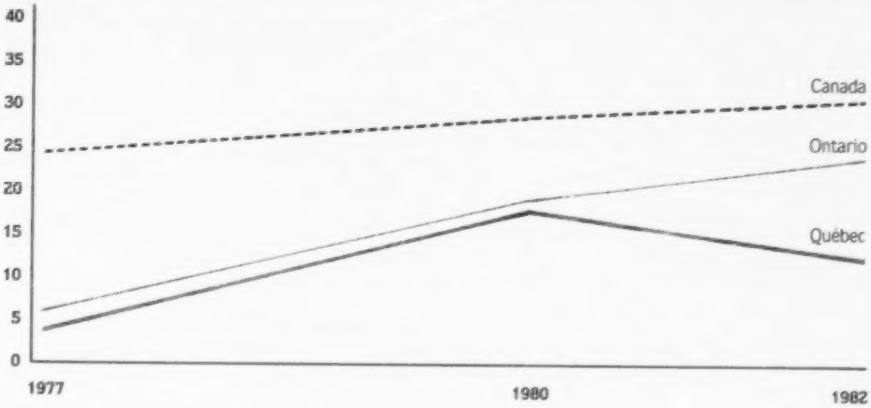
Part du marché publicitaire canadien des médias québécois, 1977, 1980 et 1982

Média	Publicité	Part du marché canadien		
		1977	1980	1982
		%		
Radio	Totale	20,8	21,1	21,1
	Locale	19,9	20,2	19,3
	Nationale	23,3	24,0	25,2
Télévision	Totale	24,8	25,3	22,9
	Locale	33,9	32,4	31,5
	Nationale	18,1	22,6	20,1
Quotidiens	Totale	18,2	19,2	18,6
	Locale	16,4	17,2	16,6
	Nationale	25,7	26,0	26,7
Hebdos	Totale	16,7	26,1	27,6
	Locale	13,2	29,7	26,0
	Nationale	28,5	57,5	47,1
Magazines	Totale	..	..	14,0
	Locale	..	..	..
	Nationale	..	..	..
Affiches et étalages	Totale	19,1	19,5	20,3
	Locale	..	..	..
	Nationale	..	..	..

Source: CÉGIR, *Étude sur le positionnement de l'industrie de la publicité au Québec*, mai 1984.

Figure 3

Dépenses publicitaires des gouvernements dans les médias, Québec, Ontario et Canada, 1977, 1980 et 1982



Source: CEGIR, *Étude sur le positionnement de l'industrie de la publicité au Québec*, mai 1984.

Tableau 14

Dépenses publicitaires totales et per capita, selon la publicité locale et nationale, Québec et Canada, 1977, 1980 et 1982

Dépenses	Publicité	1977		1980		1982	
		'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%
Totales							
Canada	Totale	1 624	100	2 478	100	3 006	100
	Locale	1 026	63	1 571	61	1 815	60
	Nationale	598	37	961	39	1 191	40
Québec	Totale	333	100	551	100	625	100
	Locale	193	58	313	57	359	57
	Nationale	140	42	238	43	266	43
Reste du Canada	Totale	1 291	100	1 927	100	2 308	100
	Locale	833	64	1 204	62	1 383	60
	Nationale	458	36	723	38	925	40
Per capita ($)							
Canada	Locale	44.05		65.19		73.82	
	Nationale	25.66		39.87		48.41	
Québec	Locale	30.63		48.91		55.23	
	Nationale	22.22		37.19		40.92	
Reste du Canada	Locale	49.00		68.02		76.41	
	Nationale	26.94		40.85		5[illegible].10	

Source: CÉGIR, *Étude sur le positionnement de l'industrie de la publicité au Québec*, mai 1984.

Tableau 15

Liste des vingt principales agences de publicité, selon le montant de facturation, Québec, 1983

Rang[1]	Nom	Facturation totale		Employés	
		Québec	Canada	Québec	Canada
		'000 $		n	
1	Cossette Communication Marketing, ltée	55 200	61 300	155	175
2	Publicité McKim, ltée	54 500	185 000	90	437
3	Publicité BCP, ltée	32 847	...	92	...
4	Publicité Mac Laren	28 000	85 000	85	400
5	J. Walter Thompson (compagnie), ltée	27 000	160 000	71	430
6	Groupe Marketel	24 000	...	52	...
7	Publicité Vickers & Benson, ltée	23 000	115 000	47	285
8	Planicom/PNMD, inc.	20 000	...	44	...
9	Publicité Martin, inc.	19 400	21 300	40	...
10	Natcommunication, inc.	19 000	...	48	...
11	Young C Rubicam, ltée	18 100	43 600	35	121
12	Publicité Foster (Québec), ltée	18 000	143 000	45	500
13	Publicité Ronalds - Reynold, ltée	18 000	67 500	40	200
14	Publicité Léo Burnett, ltée	15 000	55 000	25	125
15	Léveillé, Benton & Bowles, inc.	14 500	50 000	35	115
16	Paul Martel, inc.	14 500	...	22	...
17	C.M.C. La Compagnie de média du Canada	13 000	50 000	13	35
18	Communications du Prisme, ltée	13 000	15 000	25	32
19	N.V. Communications Soleil, ltée	13 000	...	25	...
20	Dialogue/Communications PGP, ltée	12 500	...	45	...

1. Rang selon le montant de facturation.

Source: Les Affaires, 19 mai 1984.

Tableau 16

Proportion des ménages possédant un magnétoscope, par province, Canada, mai 1983

	%
Alberta	10,3
Colombie Britannique	8,7
Manitoba	7,0
Ontario	6,7
Saskatchewan	4,3
Québec	**4,2**
Provinces maritimes	4,1
Canada	**6,4**

Source: Statistique Canada, *L'équipement ménager* (64-202).

Tableau 17

Principaux pays producteurs des films[1] sur vidéo-cassette distribués au Québec, Québec, 1983

Pays	Total	Version	
		Française	Anglaise
	%		
Etats-Unis	77	23	82
Europe	16	57	12
Grande-Bretagne	8	7	8
France	4	35	0
Italie	2	8	2
Autres	2	7	2
Canada	4	17	3
Quebec	1	6	0
Autres	3	3	3

1. D'apres le repertoire 1983 de Gestion Cine Video Club (1 910 titres).

Source: Jolicoeur et associes, *Etude sur l'industrie quebecoise de la video-cassette pré-enregistree à usage domestique*, août 1984.

Tableau 18

Répartition des titres selon le distributeur et la version[1], Québec, 1984

		Titres	Version	
			Anglaise	Française
		n		
MPA/GVSM/CVW	(Non exclusif)	4 084	3 784	300
Vidéoglobe	(Exclusif)	205	—	205
Vidéogram	(Exclusif)	68	—	68
Trans-Canada	(Exclusif)	46	—	46
GVSM	(Exclusif)	91	41	50
MPA	(Exclusif)	150	1	149
Hiboo	(Exclusif)	11	—	11
AGS	(Exclusif)	8	—	8
Total		4 663	3 826	837
			(82%)	(18%)

1. Calculé à partir des plus récents répertoires disponibles.

Source: Jolicoeur et associés, *Étude sur l'industrie québécoise de la video-cassette pré-enregistrée à usage domestique*, août 1984.

Tableau 19

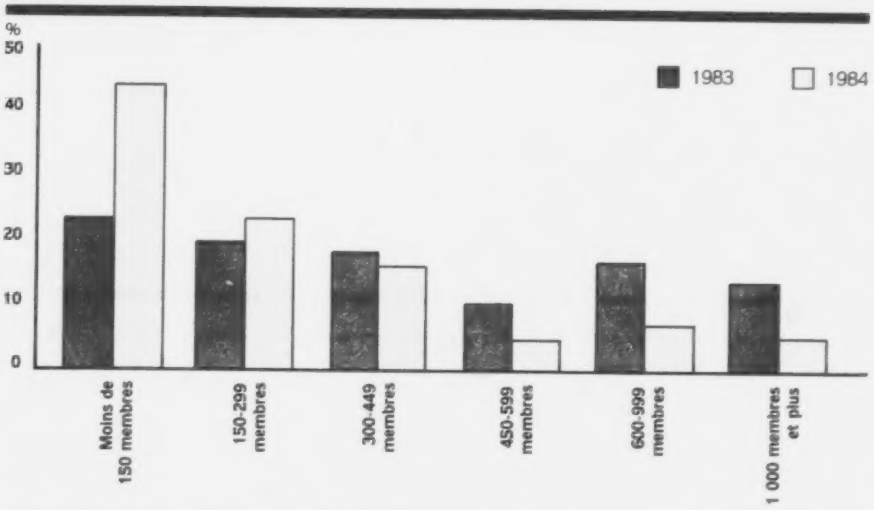
Demande de la clientèle des clubs-vidéo, selon le genre de film, Québec, 1984

Genre de film	Très forte	Forte	Faible	Très faible
	%			
Drame d'horreur	72	24	3	1
Érotique ou pornographique	59	32	8	1
Film d'aventure	37	51	11	1
Comédie	33	49	17	1
Science-fiction	26	57	14	3
Policier ou espionnage	23	56	18	3
Drame de moeurs psychologique ou social	12	32	46	10
Dessins animés et film d'animation	5	37	39	19
Western	1	13	44	42
Documentaire	1	2	10	87

Source: Jolicoeur et associés. *Étude sur l'industrie québécoise de la vidéo-cassette pré-enregistrée à usage domestique*, août 1984.

Figure 4

Pourcentage de clubs vidéo, par tranche de membership, Québec, 1983 et 1984



Source: Jolicoeur et associes. *Etude sur l'industrie quebecoise de la video-cassette pre-enregistree a usage domestique*, août 1984.

21

Commerce international

Exportations internationales du Québec	**971**
Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec	**977**
Importations internationales du Québec	**978**
Définitions et note explicative	**983**

21

Liste des tableaux

1. Répartition des exportations, selon les 25 principaux pays de destination, Québec et Canada, 1981-1983 984

2. Répartition des exportations totales, selon le pays de destination, Québec et Canada, 1981-1983 988

3. Répartition des exportations, selon les principaux groupes de produits, par destination, Québec et Canada, 1981-1983 996

4. Répartition des exportations à destination des États-Unis, par division de recensement, Québec et Canada, 1981-1983 998

5. Répartition des exportations selon les 25 principaux produits, Québec et Canada, 1981-1983 1002

6. Répartition des exportations, selon les principaux pays de destination, par produit, Québec et Canada, 1981-1983 1002

7. Répartition des exportations, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1982 et 1983 1010

8. Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, Québec, 1978-1982 1012

9. Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, selon la région d'origine, Québec, 1978-1982 1014

10. Répartition des importations, selon le pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983 1020

11. Répartition des importations, selon les 25 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983 1030

12. Répartition des importations, selon les principaux groupes de produits, et l'origine, Québec et Canada, 1981-1983 1030

13. Répartition des importations selon les 25 principaux produits, Québec et Canada, 1981-1983 1032

14. Répartition des importations, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983 1034

15. Répartition des importations, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1981-1983 1040

Liste des figures

1. Répartition des exportations internationales, selon les dix principales régions de destination, Québec et Canada, 1983 **986**

2. Répartition des exportations internationales, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1983 **987**

3. Répartition des exportations internationales à destination des États-Unis, par division de recensement, Québec et Canada, 1983 **994**

4. Répartition des exportations internationales, selon les dix principaux pays de destination, Québec et Canada, 1983 **1000**

5. Répartition des importations internationales, selon les dix principales régions d'origine, Québec et Canada, 1983 **1001**

6. Répartition des importations internationales, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1983 **1028**

7. Répartition des importations internationales, selon les dix principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1983 **1029**

21

Ce chapitre a été réalisé par Henri-Claude Joseph avec la collaboration de Richard Lahaie du Service des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

Les statistiques actuellement disponibles pour le Québec concernent davantage le commerce international des marchandises que l'ensemble du commerce extérieur, aucune statistique n'étant établie sur la valeur des exportations québécoises de services (pourtant trois des plus grandes firmes mondiales de génie-conseil par exemple ont leur siège social au Québec) et sur les flux de capitaux.

Ainsi ce chapitre sur le commerce international des marchandises porte, dans un premier temps, sur les exportations internationales québécoises suivies des expéditions des manufacturiers exportateurs et, dans un deuxième temps, sur les importations internationales du Québec.

Exportations internationales du Québec

La valeur des exportations (y compris les réexportations) internationales du Québec s'élève en 1983 à 15,0 milliards de dollars, comparativement à 14,4 milliards en 1982 et 15,1 milliards en 1981. On observe donc en 1983 une augmentation de 4,2% contre une diminution de 4,6% en 1982. Le Québec connaît pourtant en 1983 une baisse de ses exportations vers la majorité de ses 25 plus importants marchés mondiaux. Toutefois, les États-Unis, le Japon, la Chine, la Colombie, l'Iran et Cuba constituent des exceptions avec des hausses appréciables de leurs achats au Québec en 1983.

Les 10 principaux produits d'exportation québécois enregistrent une croissance en dollars courants de 12,0% à cause surtout des exportations d'automobiles et de châssis (74,3%), de cuivre et de ses alliages (30,9%), d'aluminium et de ses alliages (29,6%). Cette croissance est d'autant plus importante qu'elle survient après la baisse d'environ 9,0% en 1982 et que la valeur des exportations de ces dix produits en 1983 est même supérieure, quoique légèrement, à celle de 1981.

Dans l'ensemble du Canada, la valeur totale des exportations atteint 90,9 et 84,5 milliards de dollars en 1983 et 1982, soit des augmentations de 7,6% et de 1,0% respectivement.

Principaux pays de destination

Les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Québec à l'étranger, avec des achats de produits québécois totalisant 10,4 milliards de dollars en 1983, comparativement à 9,3 milliards en 1982. La part relative de ce pays dans le total des exportations du Québec s'accroît, passant d'environ 65,0% en 1981 et 1982 à 69,5% en 1983.

Parallèlement, les exportations canadiennes à destination des États-Unis atteignent 66,0 milliards de dollars en 1983, contre 57,3 milliards en 1982, enregistrant ainsi une hausse de 15,1%. En 1983, les Américains achètent 72,6% de l'ensemble des exportations canadiennes comparativement à 67,8% en 1982 et 66,2% en 1981. Mais la part québécoise de ces exportations canadiennes vers les États-Unis diminue passant de 17,9% en 1981 à 15,7% en 1983.

Les exportations du Québec à destination du Royaume-Uni diminuent de 15,2% en 1983 par rapport à 1982, mais permettent tout de même à ce dernier de se maintenir au 2e rang des clients du Québec. Cette baisse est imputable en grande partie au recul des exportations de papier d'imprimerie (-27,5%) — principal produit d'exportation du Québec vers le Royaume-Uni — et

du cuivre et de ses alliages (-32,9%). Toutefois, les minerais, concentrés et déchets de fer enregistrent une hausse de leurs ventes (32,8%) de même que le bois d'oeuvre (33,3%), les moteurs d'avion et pièces (52,3%) et les hydrocarbures et dérivés (198,9%); les ventes de ces produits totalisent 193,9 millions de dollars en 1983, pour une croissance moyenne de 46,6%. Par ailleurs, les exportations canadiennes vers le Royaume-Uni reculent en 1983 d'un autre 6,0% après la baisse sensible de 18,4% en 1982.

Après avoir occupé le 5ᵉ rang des clients du Québec en 1981, le Japon se hisse au 4ᵉ rang en 1982 et atteint le 3ᵉ rang en 1983, avec une hausse de 10,2% de ses achats de produits québécois. Cette hausse est due surtout à l'acquisition de machines à forer pour mines et puits de pétrole et aux achats de minerais, concentrés et déchets de fer (13,7%). Les viandes fraîches, réfrigérées et congelées, — principal produit d'exportation du Québec vers le Japon — subissent une baisse des achats par ce pays de 12,9%. De ce riche marché japonais (220 milliards de dollars de produits étrangers en 1984) le Canada n'occupe en 1983 qu'environ 2,0% et la part québécoise dans ces exportations canadiennes est encore loin d'atteindre 10,0%.

Situés en 3ᵉ position en 1981 et 1982, les Pays-Bas glissent au 4ᵉ rang en 1983 avec des achats de produits québécois en baisse de 13,4% par rapport à 1982. Cette baisse s'explique par la diminution des ventes de minerais, produits concentrés et déchets de fer (-50,0%), des hydrocarbures et dérivés (-32,3%), d'autres minerais, concentrés et déchets de minéraux (-78,3%), et enfin du fer et de l'acier primaire (-25,5%). Par contre, les ventes de cuivre et de ses alliages augmentent de plus de 700,0% de 1981 à 1983 pour se chiffrer à 65,3 millions de dollars et faire du minerai de cuivre le premier produit d'exportation québécois vers les Pays-Bas.

Au 5ᵉ rang des clients du Québec on retrouve la République Fédérale d'Allemagne, avec des achats de produits du Québec de 250,3 millions de dollars en 1983, soit 11,8% de moins qu'en 1982. Parmi les produits dont les achats décroissent on peut mentionner l'amiante non manufacturé (-63,4%), les minerais, concentrés et déchets de fer (-20,3%), et les autres minéraux non métalliques bruts (-21,6%). Néanmoins, les exportations québécoises d'instruments de mesure et de contrôle à destination de l'Allemagne Occidentale enregistrent une croissance de 223,2% après le déclin de 37,8% en 1982. Il en est de même des exportations québécoises de cuivre et de ses alliages dont la valeur croît en 1983 de 3,8% après avoir décliné de quelque 30,0% en 1982.

La France conserve le 6ᵉ rang des principaux pays de destination des exportations québécoises malgré un recul de 18,5% de ses achats qui, de 259,7 millions de dollars en 1982, s'établissent à 211,9 millions en 1983. Les principaux produits à l'origine de cette baisse de la valeur des exportations du Québec vers la France sont les suivants: les pâtes de bois et pâtes similaires (-41,7%), le bois d'oeuvre (-25,5%), les machines de levage avec une valeur nulle en 1983, après avoir enregistré des ventes de 9,35 millions de dollars en 1982, et les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées (-46,3%) qui ne représentent plus que 8,1 millions de dollars de ventes.

Malgré une baisse de 16,6% de ses achats de marchandises québécoises, l'Algérie occupe le 7ᵉ rang des principaux clients du Québec. Trois catégories de produits suffisent à expliquer en grande partie la diminution: les huiles et matières grasses végétales (-68,4%), les bâtiments et structures préfabriqués (-75%), ainsi que les ventes de camions et châssis qui de 12,4 millions en 1982 tombent sous le million en 1983. Cependant, les ventes de produits laitiers vers ce pays augmentent de 13,9%, leur valeur grimpant à 87,3 millions de dollars en 1983, soit plus de 51% des exportations vers ce pays.

Avec des achats de produits chargés au Québec totalisant 151,3 millions de dollars en 1983, la Chine se hisse au 8ᵉ rang des principaux pays de destination. La hausse est essentiellement due à la croissance des exportations de cuivre et de ses alliages qui, de nulles en 1982 et 1981, atteignent 111,2 millions de dollars en 1983 et constituent 73,5% des exportations chargées au Québec à destination de la Chine.

La valeur des exportations québécoises à destination de la Suisse augmente de 11,6% en 1983 pour faire ainsi passer ce pays du 12e au 9e rang des principaux clients du Québec. Les composés organo-inorganiques et composés hétérocycliques connaissent une croissance de 488,6% et sont les principaux produits qui, avec les autres produits chimiques organiques (147,3%), expliquent la hausse des ventes à la Suisse. Par ailleurs, les exportations de mazout sont discontinuées après avoir été de 27,9 millions de dollars en 1982.

Le Mexique garde le 10e rang des principaux pays de destination des exportations du Québec malgré une baisse de 16,7% de ses achats. La diminution des achats du Mexique s'explique par la baisse des exportations vers ce pays des produits laitiers (-96,3%). Les ventes de matériel roulant de chemin de fer enregistrent néanmoins une hausse de 67,1% et représentent ainsi 53,7% des ventes du Québec à ce pays.

Parmi les nouveaux pays qui se classent dans le groupe des 25 principaux pays de destination des produits québécois en 1983, mentionnons: la Corée du Sud, l'Iran, le Pérou, Cuba, l'URSS et Trinidad-Tobago. Par ailleurs, les pays qui ne font plus partie de ce groupe en 1983 sont: la République arabe d'Égypte, la Suède, l'Espagne, l'Irak, Hong Kong et la Yougoslavie.

La valeur des exportations québécoises vers les dix principaux pays de destination atteint en 1983 la somme de 12,8 milliards de dollars, soit 85,3% des exportations totales du Québec, en hausse de 8,5%. En 1982 ces mêmes produits totalisent 11,8 milliards de dollars, soit encore 85,3% des exportations totales du Québec.

Répartition selon les régions du monde

L'Amérique du Nord (États-Unis, Saint-Pierre-et-Miquelon et Groënland) demeure le principal marché d'exportation du Québec puisqu'elle reçoit 69,5% des produits, d'une valeur de 10,4 milliards de dollars, acheminés vers cette région.

Le principal produit d'exportation du Québec à destination des États-Unis demeure le papier d'imprimerie, dont les ventes totalisent 1,8 milliard de dollars en 1983 comparativement à 1,9 milliard en 1982. Au 2e rang on retrouve les voitures particulières et châssis, dont les ventes progressent de 75,5% pour s'établir à 1,3 milliard de dollars en 1983.

Les exportations québécoises d'aluminium et de ses alliages vers les États-Unis s'élèvent à 929,68 millions de dollars en 1983, enregistrant une hausse de 49,4% par rapport à 1982.

Les ventes de produits québécois à destination de l'Europe occidentale baissent de 14,4% en 1983, atteignant 2,0 milliards de dollars, comparativement à 2,4 milliards en 1982. Les dix pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) absorbent 85,4% des exportations québécoises vers cette région en achetant en 1983 pour 1,7 milliard de dollars (-15,5% par rapport à 1982). Le Canada voit aussi ses ventes globales à destination de l'Europe chuter de 10,6% en 1983 pour atteindre 7,6 milliards de dollars comparativement à 8,5 milliards en 1982; ses exportations vers la CEE, d'une valeur de 6,7 milliards de dollars décroissent de 9,9% en 1983.

Les achats par l'Europe orientale de produits québécois baissent de 11,2% en 1983, totalisant 90,2 millions de dollars en 1983 comparativement à 101,5 millions en 1982. En ce qui concerne le Canada, ses exportations à destination de cette région du monde, évaluées à 2,1 milliards en 1983, diminuent de 18,1%.

La valeur des ventes de produits québécois à destination du Moyen-Orient s'élève à 317,6 millions de dollars en 1983, montrant ainsi une diminution de 30,5% par rapport à 1982. Cette baisse est

surtout attribuable à la chute des exportations à destination de l'Irak (-93,7%) et de l'Égypte (-62,5%).

L'Afrique (excluant l'Égypte, la Lybie, le Soudan, l'Éthiopie et la Somalie) voit ses achats de produits du Québec passer de 347,9 millions de dollars en 1982 à 310,6 millions en 1983, soit une baisse de 10,8%. La valeur de l'ensemble des exportations canadiennes vers l'Afrique subit également un recul, s'établissant à 949,8 millions de dollars en 1983, soit 20,2% de moins qu'en 1982.

L'Asie (sauf les pays asiatiques du Moyen-Orient) enregistre une hausse de 9,9% de ses achats de produits du Québec, évalués à 1,1 milliard de dollars en 1983: la croissance des exportations vers la République populaire de Chine (293,8%) contribue en bonne partie à cette hausse.

Les exportations de produits québécois à destination de l'Océanie totalisent 72,4 millions de dollars en 1983, soit 30,5% de moins qu'en 1982. La baisse s'explique surtout par la diminution des achats de l'Australie (-29,7%) et de la Nouvelle-Zélande (-24,8%).

L'Amérique du Sud, avec des achats de 268,9 millions de dollars en 1983, freine de 10,1% les exportations de produits du Québec vers cette région par rapport à 1982 où elles atteignent 298,9 millions. Cette diminution dépend surtout de la décroissance des achats du Brésil (-24%) — principal client du Québec sur ce continent — du Venezuela (-12,1%) et de l'Argentine (-66,2%).

Les ventes de produits du Québec à destination de l'Amérique Centrale et des Antilles diminuent de 4,6%, passant de 380,2 millions de dollars en 1982 à 362,47 millions en 1983. Le Mexique (-16,7%) — principal client du Québec dans cette région — est le premier responsable de cette baisse.

Répartition des exportations vers les États-Unis selon les divisions de recensement américaines

La valeur des exportations québécoises à destination des régions de l'Atlantique, du Centre-Nord-Est et de la Nouvelle-Angleterre, principaux débouchés du Québec aux États-Unis, atteint 7,9 milliards de dollars, en hausse de 17,7% par rapport à 1982 (6,8 milliards de dollars). La valeur des exportations chargées au Québec et acheminées vers le Centre Nord-Est enregistre l'augmentation la plus forte (35,3%).

Quant aux autres régions des États-Unis, la valeur des exportations du Québec qui leur sont expédiées en 1983 s'élève à 2,4 milliards de dollars, en baisse de 2,0% par rapport à 1982.

La valeur des exportations du Québec à destination de la région de l'Atlantique passe de 3,2 milliards de dollars en 1982 à 3,6 milliards en 1983, soit une augmentation de 11,8%. La croissance des ventes de bois d'oeuvre (20,9%), d'aluminium et de ses alliages (21,3%), d'électricité (13,1%) est à l'origine de cette hausse. Les ventes du Canada à cette région atteignent 12,6 milliards de dollars, en hausse de 22,1% par rapport à 1982 où elles s'élèvent à 10,3 milliards.

Les exportations québécoises vers le Centre Nord-Est augmentent de 35,3%, passant de 2,0 milliards de dollars en 1982 à 2,7 milliards en 1983. Cette hausse est due surtout à la croissance de 82,2% des exportations d'automobiles et de châssis — ce produit représentant 48,2% des exportations du Québec vers cette zone — mais aussi, à l'augmentation des ventes d'aluminium et de ses alliages (107,5%). Les ventes globales du Canada à destination du Centre Nord-Est, d'une valeur de 26,5 milliards de dollars en 1983, affichent une hausse de 22,6%. Ces ventes, en bonne partie alimentées par l'augmentation des exportations d'automobiles et de châssis — principal produit d'exportation du Canada vers cette région — affichent une hausse de 32,3% pour atteindre 7,9 milliards de dollars, soit 30% des exportations canadiennes vers cette région.

Les exportations du Québec destinées à la Nouvelle-Angleterre se chiffrent en 1983 à 1,7 milliard de dollars, en hausse de 7,4% par rapport à 1,5 milliard en 1982. Cette croissance s'explique principalement par la hausse des ventes de bois d'oeuvre (en hausse de 38,6%). Les ventes du Canada vers cette région atteignent 5,1 milliards de dollars en 1983, soit 15,1% de plus qu'en 1982.

La Côte Sud-Est et le Centre Sud-Est connaissent des hausses respectives de 4,6% et 16,1% de leurs achats de produits québécois, portant respectivement la valeur de leurs achats à 942,9 millions de dollars et 401,2 millions en 1983. Toutes les autres régions des États-Unis montrent une baisse de leurs achats, soit par exemple -5,0% pour le Centre Nord-Ouest ou encore -2,8% pour les ventes dirigées vers le Pacifique. Les deux régions où le ralentissement des achats de produits québécois est le plus marqué sont le Centre Sud-Ouest (-19,0%) et la région des Montagnes (-21,1%).

Répartition par groupe de produits

Trois groupes de produits jouent un rôle prépondérant dans les exportations du Québec. Il s'agit des produits liés à l'industrie minière, à l'industrie forestière et au matériel de transport dont la valeur des exportations totalise 9,96 milliards de dollars et qui, à eux seuls, représentent 66,4% de la valeur globale des exportations du Québec en 1983. De plus, 16 des 25 principaux produits d'exportation du Québec se retrouvent dans ces groupes, y compris les huit plus importants. Cinq autres groupes de produits comptent pour une part appréciable des exportations du Québec en 1983: les produits alimentaires; les machines et outillage; le matériel électrique, l'équipement et le matériel de communication; les textiles et l'habillement; les produits chimiques et pétrochimiques. Ces produits constituent 23,9% des exportations québécoises totales et affichent, avec une valeur de 3,6 milliards de dollars, une baisse de 3,6% par rapport à 1982.

Métaux, produits en métal et produits minéraux non métalliques

En 1983, la valeur des exportations québécoises de ce groupe de produits enregistre une augmentation de 9,8% contre une baisse de 0,6% des exportations canadiennes. Ce groupe représente en 1983, 25,4% du total des exportations québécoises comparativement à 23,3% des exportations canadiennes.

La hausse des exportations du Québec de ce groupe de produits s'explique essentiellement par la croissance des ventes de métaux et demi-produits non ferreux (34,5%); mentionnons aussi l'aluminium et ses alliages (29,6%) et le cuivre et ses alliages (30,9%), respectivement 3^{e} et 6^{e} principaux produits exportés par le Québec.

Bois, produits du bois et papiers

La valeur des exportations de bois, de produits du bois et de papiers chargés au Québec connaît en 1983 une baisse de 1,0%, attribuable à celle des ventes de papier d'imprimerie (-5,3%). Les exportations de bois, de produits du bois et de papiers représentent 21,9% du total des exportations du Québec en 1983, et la part du Québec dans le total des exportations canadiennes de ce groupe de produits équivaut à 24,8%.

Matériel de transport

Les exportations québécoises de matériel de transport en 1983 affichent une hausse de 15,6% par rapport à 1982. Les véhicules de transport routier et leurs pièces, qui enregistrent une croissance de 49,3% par rapport à 1982, sont principalement à l'origine de cette hausse. À l'intérieur de ce sous-groupe, les ventes de voitures particulières et de châssis, principal produit du sous-groupe, augmentent de 74,3% en 1983.

Dans l'ensemble du Canada, les exportations de matériel de transport atteignent 24,5 milliards de dollars, soit 19,7% de plus qu'en 1982. La part du Québec dans les exportations canadiennes, de 12,1% en 1982, baisse à 11,7% en 1983.

On remarque aussi en 1983 une baisse de 71,4% des exportations québécoises de produits de la construction navale et de 37,2% des ventes de matériel roulant de chemin de fer.

Produits alimentaires
La valeur des exportations québécoises de produits alimentaires se trouve en baisse de 9,6% en 1983 par rapport à 1982. Parallèlement, les exportations canadiennes de ce groupe de produits en 1983 sont en hausse de 1,6%.

Les exportations du Québec de viandes fraîches, réfrigérées, congelées, représentant 42,2% de ce groupe, diminuent de 17,7% en 1983. Cependant, les exportations de légumes et préparations de légumes croissent de 47,8% en 1983, principalement en raison de l'augmentation des ventes de légumes séchés (128,8%) qui constituent 54,4% de ce sous-groupe. On note une baisse de 30,7% des exportations de sucre et préparations à base de sucre dont celle de 32,7% des ventes de sucre, mélasse et sirops.

Machines et outillage (sauf équipement électrique et de transport)
Les exportations québécoises de machines et d'outillage demeurent presque stables en 1983, n'augmentant que de 0,2% par rapport à 1982. Dans l'ensemble du Canada, la valeur des exportations de ce groupe de produits atteint 5,4 milliards de dollars en 1983, soit pratiquement la même valeur qu'en 1982. Néanmoins, quelques exportations québécoises du sous-groupe «équipement industriel d'usage général ou spécial» enregistrent des variations supérieures à la variation globale: les machines à forer pour mines et puits de pétrole (11,3%), les chaudières à vapeur (22,1%), les convoyeurs et ensembles (431,4%).

Parmi les produits dont la valeur des ventes diminue, on remarque surtout les machines et le matériel de bureau (-17,4%).

Matériel électrique, équipement et matériel de communication
Après une baisse de 15,9% en 1982, les exportations québécoises de matériel électrique, d'équipement et de matériel de communication enregistrent une hausse de 31,2% en 1983. Dans l'ensemble du Canada, les exportations de ce groupe de produits sont en hausse de 10,9% par rapport à 1982.

Les ventes d'appareils et d'accessoires électriques baissent de 9,0% en 1983, alors que la valeur des exportations d'équipement et de matériel de communication croît de 41,3% au cours de la même période.

Les exportations du Québec de mécanismes de commutation et de protection diminuent en 1983 de 47,1% alors que celles de matériel commercial de télécommunication et celles de tubes électroniques et semi-conducteurs augmentent respectivement de 37,9% et 59,3%.

Textiles et habillement
En 1983, la valeur des exportations du Québec de produits du textile et de l'habillement indique une baisse de 14,3%. Dans l'ensemble du Canada, on note une diminution de 6,5% des ventes de ces produits à l'étranger. La part relative du Québec dans les exportations canadiennes de ce groupe de produits diminue entre 1982 et 1983, passant de 47,8% à 43,8%.

Mentionnons que les exportations du Québec de produits du textile et de l'habillement montrent des baisses dans tous les sous-groupes du secteur, particulièrement dans le sous-groupe «divers ouvrages en matière textile» (-22,7%).

Produits chimiques et pétrochimiques
En 1983, la valeur des exportations québécoises de produits chimiques et pétrochimiques s'élève à 16,5% de moins qu'en 1982. Cependant, les exportations canadiennes de ces produits augmentent de 9,1% en 1983.

La diminution des ventes du Québec de produits de ce secteur s'explique essentiellement par la baisse des expéditions de produits dérivés du pétrole et du charbon (-52,7%). Les exportations de produits tels l'essence, le mazout et les autres dérivés du pétrole et du charbon décroissent respectivement de 75,8%, 53,1% et 25,1%.

Produits divers
Les exportations québécoises de produits divers sont estimées en 1983 à 3,7% de plus qu'en 1982. L'augmentation des exportations d'électricité aux États-Unis (12,5%) et des exportations québécoises d'imprimés (64,2%) sont les deux principaux produits contribuant à la croissance de ce groupe. Il y a aussi la progression des ventes de livres et brochures (397,0%). Par contre, les expéditions du Québec à l'étranger d'huiles et matières grasses non comestibles baissent de 43,6%, particulièrement à cause de la diminution des ventes d'huiles et matières grasses végétales (-70,8%).

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec

En 1982, on compte au Québec 2 680 établissements manufacturiers exportateurs dont la valeur des expéditions s'élève à 39,6 milliards de dollars. Le nombre de ces établissements, autant que la valeur de leurs expéditions, varient sensiblement depuis le début de la décennie quatre-vingt. Déjà en baisse de 3,0% environ en 1980, le total des établissements manufacturiers exportateurs régresse de quelque 10,0% en 1981 et d'un autre 8,0% en 1982. En dépit de ce déclin de 17,0% de leur nombre de 1980 à 1982, les établissements manufacturiers exportateurs affichent durant la même période une croissance de 3,0% de la valeur de leurs expéditions avec un sommet de 42,4 milliards de dollars enregistré en 1981. Cette croissance s'explique par la hausse de la valeur des expéditions, tant au Canada (2,7%) qu'à l'étranger (3,6%).

Cependant, en 1982 particulièrement, la baisse des expéditions totales affecte bien plus les expéditions de destination canadienne (-8,0%) que celles de destination étrangère (-2,1%). Seules font exception les expéditions à destination des provinces atlantiques (3,2%) et celles à destination des États-Unis (2,6%). De plus, ces deux destinations se caractérisent par la régularité depuis 1977 de la croissance annuelle de leurs achats chez les manufacturiers exportateurs québécois.

Toutefois avec 7,7 milliards de dollars, l'Ontario continue de recevoir en 1982 la plus grande part (62,6%) des expéditions à destination du reste du Canada, très loin devant les provinces de l'Ouest et les provinces atlantiques. De leur côté, les États-Unis achètent en 1982 des manufacturiers exportateurs québécois 72,2% de leurs marchandises expédiées hors du Canada contre 11,1% à destination de l'Europe dont 8,8% pour le Marché commun.

Par ailleurs, la valeur des expéditions de ces manufacturiers hors du Canada en 1982 ne représente même pas le quart de leurs expéditions totales puisque le Canada en absorbe 77,4%

partagé entre les expéditions au Québec même (46,6%) et celles vers le reste du Canada (30,8%). À l'échelle régionale, les manufacturiers exportateurs de Montréal, avec 75,8% des établissements, fournissent 72,2% des expéditions totales, mais environ 82,5% des expéditions montréalaises sont destinées au Canada. Très loin derrière Montréal, quant à la valeur de leurs expéditions, se situent Québec (8,7%), Trois-Rivières (5,8%), Estrie (3,4%) les autres 10,0% se partageant entre le Saguenay—Lac-Saint-Jean, l'Outaouais, le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nouveau-Québec. Néanmoins, il est intéressant de remarquer qu'en excluant la Côte-Nord en raison de la non-disponibilité de données, le Saguenay—Lac-Saint-Jean est la seule région dont les manufacturiers exportateurs enregistrent depuis 1977 des expéditions internationales nettement supérieures à celles destinées au Canada. Dans le même ordre d'idées, la valeur des expéditions régionales n'est nullement proportionnelle au nombre d'établissements: ainsi la valeur des expéditions des 30 établissements du Saguenay—Lac-Saint-Jean, par exemple, est preque trois fois plus élevée que celle des 30 établissements du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et près de 40,0% de plus que celle des 50 établissements de l'Outaouais.

Importations internationales du Québec

En 1983, la valeur des importations internationales du Québec atteint 15,4 milliards de dollars contre 13,7 milliards en 1982. Il s'agit en 1983 d'une hausse de 12,4% consécutive à la baisse de 21,2% en 1982 où pourtant la part québécoise des importations canadiennes reste, comme en 1983, à 20,0% environ contre près de 22,0% en 1981. Parallèlement, la valeur de l'ensemble des importations canadiennes se chiffre à 75,6 milliards de dollars en 1983, comparativement à 67,9 milliards en 1982 et 79,5 milliards en 1981: on observe donc en 1983 une augmentation de 11,4% des importations canadiennes qui fait suite à la baisse de 14,6% survenue en 1982.

Principaux pays d'origine des importations internationales du Québec

Les importations du Québec en provenance des États-Unis enregistrent une hausse de 23,9% en 1983. La part relative des États-Unis dans les importations québécoises passe de 45,7% en 1982 à 50,4% en 1983. Les achats du Canada en provenance des États-Unis s'élèvent à 13,0% de plus qu'en 1982. La part relative de ce pays dans les importations canadiennes augmente, celle-ci s'établissant à 71,6% en 1983 par rapport à 70,5% en 1982. La part relative des importations du Québec dans l'ensemble des importations canadiennes provenant des États-Unis augmente également, passant de 13,0% en 1982 à 14,3% en 1983.

La hausse des importations québécoises en provenance des États-Unis s'explique principalement par l'accroissement des achats de voitures particulières et de châssis (96,5%) qui, en 1983, représentent 15,8% des importations en provenance de ce pays. On note également la hausse de 78,5% des importations de pièces et d'accessoires d'autres véhicules automobiles. Au seul chapitre de l'industrie de l'automobile, la valeur des importations du Québec en provenance des États-Unis totalise 1,9 milliard de dollars en 1983, en hausse de 83,0% et constitue 25,6% des importations québécoises en provenance de ce pays. En ajoutant les autres secteurs de l'industrie du transport, soit la construction aéronautique, navale et ferroviaire, ce pourcentage des importations américaines grimpe à 35,0%. Enfin, les importations de tubes électroniques et semi-conducteurs (47,8%), de machines et matériel de bureau (20,9%) et d'autres substances bitumineuses brutes (133,3%) complètent la liste des produits dont la valeur des importations se situe au-delà de 100 millions de dollars et qui montrent une croissance importante en 1983.

En 1983, le Japon passe du 3[e] au 2[e] rang des principaux fournisseurs du Québec avec des ventes de marchandises en hausse de 24,9% par rapport à 1982. Les produits d'importation les plus importants contribuant à la hausse sont: les voitures particulières et châssis (18,8%), représentant 40,0% des ventes du Japon au Québec, les autres véhicules automobiles (40,5%) et les téléviseurs, radios et phonographes (41,3%).

Avec des ventes de marchandises au Québec en baisse de 35,4% par rapport à 1982, le Venezuela glisse du 2e au 3e rang des principaux fournisseurs du Québec en 1983. Avec cette deuxième baisse consécutive, ces importations constituent en valeur moins de la moitié des ventes de 1981. Parallèlement, les importations canadiennes en provenance du Venezuela enregistrent en 1983 une diminution de 44,4%. La baisse au Québec est due essentiellement à la décroissance des achats du pétrole brut (-41,5%) qui représentent 90,3% des expéditions vénézuéliennes vers le Québec contre 99,7% en 1982. De 1981 à 1983, les importations canadiennes en provenance du Venezuela chutent de 57,8% et celles dédouanées au Québec de 53,7%.

La valeur des importations du Québec en provenance de l'Allemagne (RFA) en 1983 s'élève à 14,1% de plus qu'en 1982. Cette croissance est due, entre autres, à l'augmentation des importations des produits suivants: les voitures particulières et châssis (13,2%), les tracteurs (90,7%) et le groupe de produits reliés à l'aluminium (302,7%). La France gagne deux rangs pour se retrouver en 5e position en 1983, avec des ventes de marchandises au Québec s'élevant à 469,4 millions de dollars, en hausse de 2,8% par rapport à 1982. Par contre, les importations du Canada en provenance de la France, s'élevant à 840,9 millions de dollars, décroissent de 4,2% en 1983. Parmi les produits d'origine française dont la valeur des importations dédouanées au Québec augmente, on retrouve: les livres et brochures (20,2%), le café (108,0%), les tôles, feuilles et feuillards d'acier (11,5%), les ustensiles de cuisine et la coutellerie (38,5%). En revanche, les importations de voitures et de châssis et de boissons alcooliques fermentées subissent des baisses respectives de 45,5% et 15,7%.

Le Royaume-Uni glisse au 6e rang des principaux fournisseurs du Québec. La valeur des importations du Québec en provenance de ce pays décroît de 31,2% en 1983. Parmi les principaux produits contribuant à cette baisse, on peut mentionner le pétrole brut (-64,1%) et les moteurs d'avion et pièces (-30,3%).

La valeur des importations québécoises provenant du Mexique affiche une baisse de 20,9%. La plus grande partie de la diminution est attribuable à la décroissance des importations de pétrole brut (-23,0%) qui représentent 89,6% des importations du Québec en provenance de ce pays.

En 1983, l'Iran passe du 21e au 8e rang des principaux pays fournisseurs du Québec, avec des ventes atteignant 387,5 millions de dollars, en hausse de 415,2% par rapport à 1982. Cette hausse s'explique essentiellement par la croissance des importations de pétrole brut (416,9%), qui comptent pour 99,6% des importations du Québec en provenance de la nation perse.

Les importations du Québec en provenance de Taïwan atteignent 48,3% de plus qu'en 1982. Deux produits contribuent à cette hausse: les vêtements de dessus tricotés (46%) et non tricotés (19,4%).

Malgré une hausse de 18,6% de ses ventes de produits destinés au Québec en 1983, l'Italie glisse du 8e au 10e rang des principaux fournisseurs du Québec. Au nombre des produits dont les importations augmentent, on retrouve: les bottes et souliers (40,4%), les tissus larges et fibres textiles mélangées (34,7%) et les ustensiles de cuisine et coutellerie (79,6%).

Deux nouveaux pays se joignent au groupe des vingt-cinq principaux fournisseurs du Québec, soit l'Égypte (19e rang) et la Norvège (25e rang). Les ventes de l'Égypte à destination du Québec atteignent 98,5 millions de dollars en 1983 comparativement à 1,2 million en 1982: hausse attribuable aux ventes de pétrole brut totalisant 96,6 millions de dollars en 1983. Les importations québécoises de la Norvège montent à 59,8 millions de dollars en 1983, soit 184,6% de plus qu'en 1982.

L'Arabie Saoudite et Cuba ne figurent plus parmi les vingt-cinq principaux fournisseurs du Québec.

Répartition selon les régions du monde

L'Amérique du Nord (États-Unis, Saint-Pierre-et-Miquelon et Groënland) demeure le principal partenaire commercial du Québec avec des ventes de 7,7 milliards de dollars en 1983, en baisse de 4,2%. Tout de même, elles représentent 50,4% de la valeur totale des importations du Québec comparativement à 46,6% en 1982.

Les importations québécoises en provenance d'Europe occidentale totalisent 2,7 milliards de dollars en 1983, soit 2,0% de plus qu'en 1982 et 17,8% des importations totales québécoises. De leur côté, les ventes de l'Europe occidentale à destination de l'ensemble du Canada augmentent en 1983 de 7,1%.

Les dix pays de la Communauté économique européenne (CEE) vendent en 1983 pour une somme à peu près identique à celle enregistrée en 1982. Cependant, la part du Royaume-Uni passe de 30,6% en 1982 à 21,1% en 1983.

Les ventes de l'Europe orientale atteignent 143,5 millions de dollars en 1983, soit 32,4% de plus qu'en 1982 et constituent 0,9% des importations du Québec. L'augmentation s'explique en bonne partie par la croissance des importations en provenance de la Roumanie (102,4%) et de la Yougoslavie (47,1%).

En 1983, les importations du Québec provenant de cette région du monde représentent 61,8% de l'ensemble des importations canadiennes comparativement à 50,2% en 1982.

Le Moyen-Orient, dont les expéditions de pétrole brut de l'Iran représentent la plus grande partie des ventes (73,7%) augmente de 39,6% ses exportations vers le Québec.

Les importations québécoises en provenance de l'Iran croissent de 415,2% alors que celles venant de l'Arabie Saoudite subissent une chute importante (-99,8%). L'Égypte voit ses ventes à destination du Québec presque centupler en 1983 pour représenter 99,7% des importations canadiennes provenant de cette région.

L'Afrique (sauf les pays africains du Moyen-Orient), enregistre en 1983 une diminution de 39,8% de ses ventes de marchandises au Québec, surtout de celles en provenance de l'Algérie (-52,7%) dont la valeur des ventes décroît au cours de deux années consécutives.

Le Nigéria suit la même tendance au cours des deux dernières années. La valeur de ses ventes au Québec, essentiellement du pétrole, déjà en baisse en 1982 chute brutalement à seulement 20 000 dollars en 1983. Cependant les importations canadiennes de produits africains connaissent en 1983 une hausse de 3,0%. La proportion des importations du Québec dans l'ensemble des importations canadiennes en provenance d'Afrique se situe à 36,0% en 1983, comparativement à 61,6% en 1982.

La valeur des importations québécoises en provenance de l'Asie (excluant les pays asiatiques du Moyen-Orient) s'élève en 1983 à 2,1 milliards de dollars en 1983, enregistrant une augmentation de 31,6%.

Les ventes de l'Océanie à destination du Québec augmentent de 7,3% en 1983. La Nouvelle-Zélande est le principal pays contribuant à cette hausse avec une croissance de ses ventes de 18,4% d'une valeur de 44,6 millions de dollars en 1983.

Les importations du Québec en provenance d'Amérique du Sud connaissent une baisse de 21,4% en 1983. La majeure partie de cette baisse s'explique par la diminution des ventes du Venezuela (-35,3%).

Les ventes provenant de l'Amérique centrale et des Antilles destinées au Québec représentent 12,6% de moins qu'en 1982. Le Mexique, principal fournisseur du Québec en Amérique centrale, voit ses ventes diminuer de 20,9%.

Répartition par groupe de produits

Les principaux groupes de produits importés par le Québec — qui avec une valeur de 9,7 milliards de dollars comptent en 1983 pour 62,8% du total des importations québécoises — sont: les métaux et produits en métal, les minéraux non métalliques, le matériel de transport, les machines et outillage, les textiles et habillement. Dans l'ensemble du Canada, la valeur des importations des produits inclus dans ces groupes totalise 48,7 milliards de dollars et représente 64,4% de la valeur totale des importations canadiennes.

Métaux, produits en métal et produits minéraux non métalliques

Les importations québécoises de ce groupe de produits baissent de 14,9% en 1983, surtout à cause de la diminution de 23,4% des importations de pétrole brut.

Les importations du Québec de minerais, concentrés et déchets de métaux augmentent de 7,8% en 1983, principalement en raison de l'accroissement de 135,8% des achats de minerais, concentrés et déchets de cuivre. Par ailleurs, les importations de produits sidérurgiques et de produits de première transformation de l'acier enregistrent une baisse de 10,9%, attribuable à la décroissance des achats de plusieurs produits, dont les tuyaux et tubes de fer ou d'acier (-44,7%).

Matériel de transport

La valeur du matériel de transport importé par le Québec en 1983 représente 44,5% de plus qu'en 1982. C'est dans le sous-groupe du matériel de transport routier et pièces qu'on observe la hausse la plus forte (61,2%), hausse concentrée surtout dans les importations d'automobiles et châssis (64,1%) et d'autres véhicules automobiles, pièces et accessoires (73,5%).

Les importations de matériel roulant de chemin de fer enregistrent en 1983 une baisse de 57,9%, principalement due à la diminution des achats de pièces (-691,1%).

Machines et outillage (sauf équipement électrique et de transport)

La valeur des importations québécoises de machines et d'outillage s'élève en 1983 à 1,5 milliard de dollars, comparativement à 1,6 milliard en 1982. D'une part, les importations du Québec augmentent dans les sous-groupes des machines et de l'outillage agricole (22,2%) et des machines, du matériel de bureau et de commerce (18,4%) et, d'autre part, diminuent de 16,7% dans le sous-groupe de l'équipement industriel d'usage général ou spécial, ce dernier sous-groupe représentant 53,3% des importations de ce groupe de produits.

Textiles et habillement

Les importations québécoises de produits textiles et de l'habillement grimpent de 25,8% en 1983 et enregistrent des hausses dans tous les sous-groupes du secteur. Les importations canadiennes de ces produits augmentent aussi en 1983 (20,8%). Les principaux achats des produits de ce groupe, soit les vêtements de dessus non tricotés et tricotés connaissent des hausses respectives de 21,7% et 40,1%.

Produits alimentaires
La valeur des produits alimentaires importés par le Québec se trouve en baisse de 3,1% par rapport à 1982. Dans l'ensemble du Canada, on observe une hausse de la valeur des importations de ces produits (1,9%).

Les importations québécoises de grains, farine, semoule et préparations de céréales déclinent de 39,1%, celles du sucre et des préparations à base de sucre diminuent de 15,1% et les achats de céréales non moulues chutent de 55,3% en 1983.

Par contre, les achats de poissons et animaux marins augmentent de 13,7% en raison surtout de la croissance des importations de mollusques et crustacés (6,1%), de poissons frais, réfrigérés ou congelés (42,3%), et de poissons en conserve (37,0%).

Produits chimiques et pétrochimiques
Les importations de produits chimiques et pétrochimiques, en hausse de 34,8% par rapport à 1982, comptent pour 8,6% du total des importations du Québec. Par ailleurs, les importations canadiennes de ces mêmes produits totalisent, en 1983, 22,3% de plus qu'en 1982.

Au Québec, la croissance la plus forte (145,3%) est enregistrée dans les importations de produits dérivés du pétrole et du charbon. Les importations d'essence sont multipliées par plus de 80 000 en 1983 et les achats de mazout enregistrent un bond de 575,9%.

Matériel électrique, équipement et matériel de communication
Les importations du Québec de matériel électrique, d'équipement et de matériel de communication affichent en 1983 une croissance de 29,0%. Dans l'ensemble du Canada, les achats à l'étranger de ces mêmes produits s'élèvent à 23,6% de plus qu'en 1982.

Les importations d'équipement et de matériel de communication, qui représentent 71,8% des importations québécoises de ce groupe de produits, croissent de 36,3% en 1983. Les achats de matériel commercial de communication, de téléviseurs, radios et phonographes, de tubes électroniques et semi-conducteurs et ceux de pièces de matériel électronique progressent respectivement de 30,0%, 37,7%, 59,8% et 8,0%.

Bois, produits du bois et papiers
Les importations québécoises de ce groupe de produits se trouvent en hausse de 39,0% par rapport à 1982. L'augmentation des achats de bois d'oeuvre (55,0%), de billes en grumes grossièrement équarries (50,9%), explique une bonne partie de cet accroissement.

Le Canada dans son ensemble enregistre une hausse de 36,2% de la valeur de ses importations de bois, de produits du bois et de papier.

Divers
Les importations du Québec de tous les autres produits non compris dans les groupes déjà mentionnés s'élèvent à 1,9 milliard de dollars en 1983, comparativement à 1,6 milliard en 1982. Les importations canadiennes de ces mêmes produits totalisent 9,9 milliards de dollars en 1983, alors qu'elles se chiffrent à 9,1 milliards en 1982.

On remarque une hausse de 42,0% des importations québécoises de jeux, jouets, articles de sport et de divertissement et une augmentation de 32,7% des achats de fourrage et provendes (sauf céréales non moulues).

Définitions

Établissements des manufacturiers exportateurs

Nombre d'établissements manufacturiers qui font des expéditions hors du Québec. Le nombre d'établissements pour chaque destination est indiqué.

Expéditions

Valeur des expéditions des produits de propre fabrication.

Zones de commerce

Communauté économique européenne (CEE)
Allemagne (RFA), Belgique, Danemark, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni.

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) (sauf CEE)
Autriche, Espagne, États-Unis, Finlande, Islande, Japon, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, Australie et Nouvelle-Zélande.

Autres pays d'Amérique
Tous les pays et les territoires de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud (sauf les États-Unis) y compris le Groënland, les Bermudes et Porto Rico.

Note explicative

Exportations et importations

À l'exception des statistiques qui concernent le secteur de l'énergie dont les données sont recueillies auprès des compagnies, les statistiques relatives au commerce international du Québec proviennent des postes de la Douane canadienne situés au Québec et ne reflètent pas les exportations et les importations réelles du Québec; le Bureau de la statistique du Québec effectue donc des modifications visant à éliminer, totalement ou partiellement, les produits qui proviennent des autres provinces et qui ne sont qu'en transit au Québec. Des corrections sont apportées aux données de certains produits pour lesquels nous possédons d'autres informations tirées, soit de dossiers administratifs, soit d'enquêtes réalisées par le Bureau de la statistique du Québec ou par Statistique Canada. Nous avons ainsi corrigé les données de dix-neuf groupes de produits représentant cinquante-sept classes de produits.

De façon générale, dans le cas des exportations, les données sont réparties selon le dernier pays de destination connu, qui n'est pas nécessairement le pays de la destination finale, ou selon le premier pays d'origine dans le cas des importations.

De même deux modifications importantes sont apportées aux données sur les importations. Il s'agit d'abord des importations d'automobiles et de châssis provenant du Japon et dédouanées en Colombie Britannique, et celles provenant d'Europe dédouanées en Nouvelle-Écosse. On a corrigé les données sur les importations du Québec en se basant sur la structure canadienne des ventes d'automobiles (Statistique Canada, cat. 63-007). En deuxième lieu, nous avons modifié les données d'importation du groupe des téléviseurs, radios et phonographes en nous servant des enquêtes sur le commerce de détail (Statistique Canada, cat. 63-005).

Tableau 1

Répartition des exportations, selon les 25 principaux pays de destination, Québec et Canada, 1981-1983

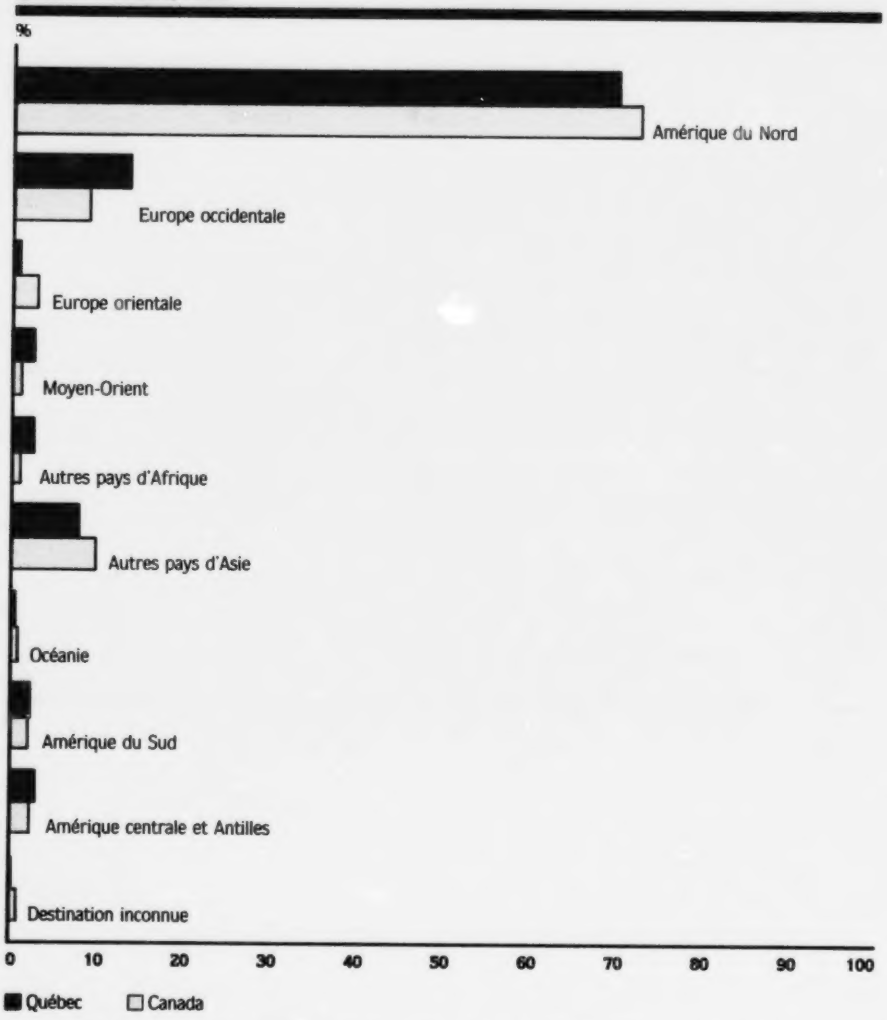
Pays	1981			1982		
	Québec	Canada	Québec/Canada	Québec	Canada	Québec/Canada
	'000 $		%	'000 $		%
États-Unis	9 812 176	54 706 000	17,9	9 274 027	57 349 124	16,1
Royaume-Uni	773 603	3 263 754	23,7	770 829	2 663 373	28,9
Japon	297 189	4 492 071	6,6	319 762	4 330 003	7,3
Pays-Bas	404 893	1 197 199	33,8	377 367	1 021 424	36,9
Allemagne de l'Ouest	319 552	1 308 510	24,4	283 641	1 254 244	22,6
France	255 229	1 008 832	25,2	259 676	755 295	34,3
Algérie	135 501	379 970	35,6	204 014	500 267	40,7
République populaire de Chine	55 579	1 018 458	5,4	38 413	1 041 372	3,6
Suisse	166 122	266 127	62,4	118 936	231 190	51,4
Mexique	224 080	724 220	30,9	142 521	452 017	31,5
Belgique et Luxembourg	161 816	787 102	20,5	169 520	724 859	23,3
Italie	165 486	919 319	18,0	137 139	704 162	19,4
Arabie Saoudite	85 855	460 750	18,6	115 543	443 988	26,0
Brésil	139 238	673 169	20,6	90 100	542 622	16,6
Colombie	45 292	200 912	22,5	42 431	219 273	19,3
Corée du Sud	30 558	444 408	6,8	40 428	477 229	8,4
Thaïlande	21 928	117 601	18,6	70 056	136 535	51,3
Inde	84 494	339 437	24,8	61 715	287 680	21,4
Venezuela	80 258	828 673	9,6	55 797	671 222	8,3
Australie	106 171	819 298	12,9	67 800	678 796	9,9
Iran	4 439	22 619	19,6	20 614	183 276	11,2
Pérou	26 972	93 612	28,8	38 985	108 634	35,8
Cuba	57 264	453 721	12,6	23 914	324 909	7,3
URSS	42 391	1 867 445	2,2	21 194	2 073 725	1,0
Trinidad — Tobago	31 893	109 559	29,1	34 563	145 961	23,6
Total des principaux pays	**13 527 991**	**76 502 779**	**17,6**	**12 778 993**	**77 321 194**	**16,5**
Total de tous les pays	**15 065 016**	**83 811 479**	**17,9**	**14 382 976**	**84 530 252**	**17,0**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Pays	1983		
	Québec	Canada	Québec/Canada
	'000 $		%
États-Unis	10 423 668	66 020 159	15,7
Royaume-Uni	653 664	2 502 533	26,1
Japon	352 583	4 488 104	7,8
Pays-Bas	326 866	929 923	35,1
Allemagne de l'Ouest	250 273	1 134 826	22,0
France	211 861	654 096	32,3
Algérie	170 223	449 302	37,8
République populaire de Chine	151 290	1 466 953	10,3
Suisse	132 756	230 343	57,6
Mexique	118 823	380 651	31,2
Belgique et Luxembourg	116 625	648 046	17,9
Italie	111 645	569 151	19,6
Arabie Saoudite	97 829	367 323	26,6
Brésil	68 502	624 941	10,9
Colombie	64 989	223 433	29,0
Corée du Sud	62 538	549 438	11,3
Thaïlande	61 290	119 606	51,2
Inde	55 339	262 733	21,0
Venezuela	49 056	308 763	15,8
Australie	47 698	467 110	10,2
Iran	44 764	209 512	21,3
Pérou	39 523	84 089	47,0
Cuba	38 744	362 919	10,6
URSS	37 718	1 764 581	2,1
Trinidad — Tobago	36 376	155 624	23,3
Total des principaux pays	**13 724 655**	**84 974 172**	**16,1**
Total de tous les pays	**14 996 037**	**90 963 909**	**16,4**

Figure 1

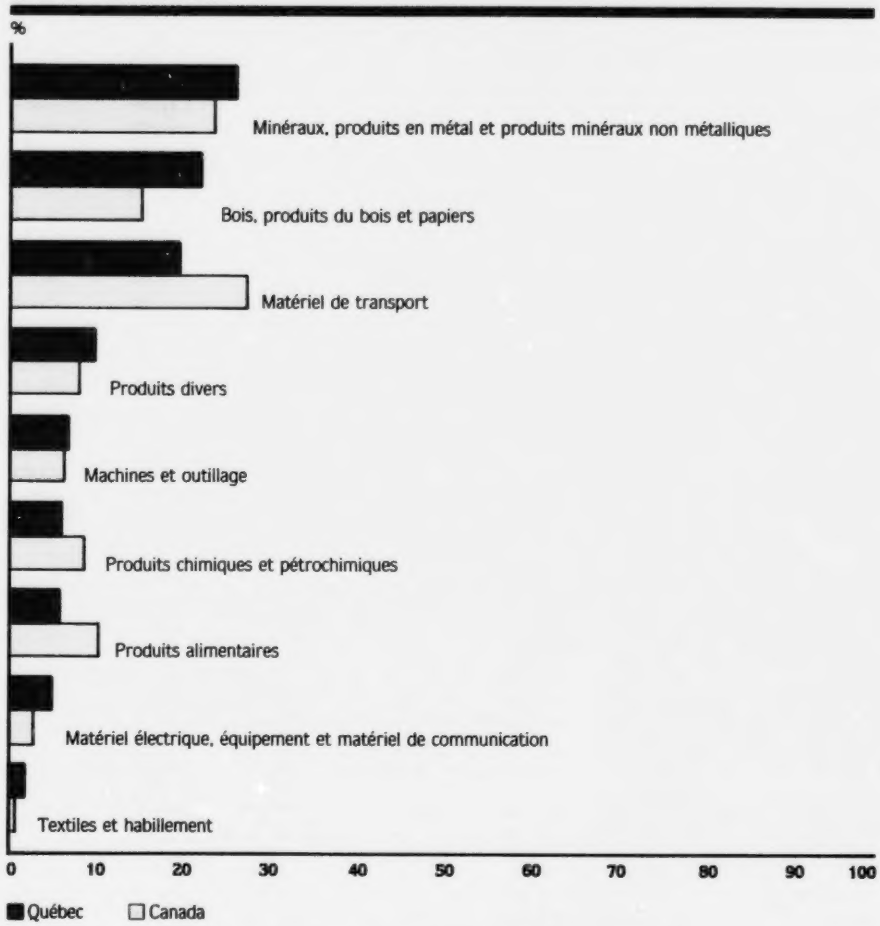
Répartition des exportations internationales, selon les dix principales régions de destination, Québec et Canada, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Figure 2

Répartition des exportations internationales, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 2

Répartition des exportations totales, selon le pays de destination, Québec et Canada, 1981-1983

Pays	**Québec**			**Canada**		
	1981	**1982**	**1983**	**1981**	**1982**	**1983**
	000 $					
Europe occidentale	2 597 778	2 374 369	2 032 793	10 151 365	8 544 668	7 637 576
Royaume-Uni	773 603	770 829	653 664	3 263 754	2 663 373	2 502 533
Gibraltar	8	108	28	165	383	127
Irlande	52 916	20 024	31 207	140 060	98 622	99 062
Malte	564	792	439	3 104	2 393	2 112
Autriche	17 345	14 423	19 858	59 630	41 551	51 101
Belgique et Luxembourg	161 816	169 620	116 625	787 102	724 859	648 046
Danemark	15 517	14 775	14 252	95 068	86 571	68 546
Finlande	15 765	13 359	13 463	63 677	91 820	63 377
France	255 229	259 676	211 861	1 008 832	755 295	654 096
Allemagne de l'Ouest	319 552	283 641	250 273	1 308 510	1 254 244	1 134 826
Grèce	30 164	20 894	19 177	75 859	76 969	49 443
Islande	1 985	730	459	9 839	6 389	5 610
Italie	165 486	137 139	111 645	919 319	704 162	569 151
Pays-Bas	404 893	377 367	326 866	1 197 199	1 021 424	929 923
Norvège	49 853	18 244	16 636	427 965	256 291	246 144
Portugal	25 129	18 869	16 276	92 799	109 837	58 630
Espagne	70 680	53 042	35 524	203 052	194 029	143 305
Suède	71 143	51 616	29 450	229 295	194 845	148 822
Suisse	166 122	118 936	132 756	266 127	231 190	230 343
Destination inconnue	—	30 377	32 324	—	30 412	32 369
Europe orientale	113 099	101 491	90 177	2 351 210	2 589 962	2 122 469
Albanie	—	83	50	—	130	50
Bulgarie	1 152	607	4 225	12 177	8 415	7 695
Tchécoslovaquie	13 601	17 046	7 880	28 238	31 506	15 266
Allemagne de l'Est	1 829	1 423	212	4 454	21 551	202 442
Hongrie	3 106	1 473	2 984	11 935	13 771	15 202
Pologne	10 949	6 784	8 358	332 952	359 608	45 859
Roumanie	4 304	3 716	5 396	9 372	4 576	18 998
URSS	42 391	21 194	37 718	1 867 445	2 073 725	1 764 581
Yougoslavie	35 762	49 161	23 352	84 631	76 075	52 372
Moyen-Orient	308 920	456 573	317 630	1 514 532	1 874 438	1 445 652
Bahreïn	1 076	1 155	2 317	5 343	5 586	4 745
Chypre	1 974	1 409	1 107	3 544	16 273	11 850
Qatar	1 727	4 310	4 266	13 554	18 609	10 054
Émirats arabes unis	10 407	11 533	11 103	52 968	54 220	35 232
Éthiopie	464	893	1 423	37 390	14 130	28 869
Iran	4 439	20 614	44 764	22 619	183 276	209 512
Irak	46 981	62 383	3 940	284 099	193 403	117 155
Israël	29 322	23 929	24 043	129 735	124 460	121 057
Jordanie	1 149	10 628	1 588	13 168	23 474	12 189
Koweït	14 831	18 380	16 606	83 338	96 373	65 921
Liban	5 210	2 692	3 502	53 324	37 167	14 647
Libye	41 117	37 612	25 691	112 221	119 889	78 693
Oman (Mascate)	3 185	2 402	1 561	13 868	22 276	9 109
Arabie Saoudite	85 855	115 543	97 829	460 750	443 988	367 323
Somalie	1 182	150	321	3 589	3 799	822
Yémen du Sud	180	591	747	1 309	2 197	2 032
Soudan	1 257	4 838	4 984	10 763	14 331	16 299
Syrie	1 356	1 113	6 728	5 832	4 005	80 386
Turquie	21 201	7 196	12 424	74 834	84 440	99 773

Pays	Québec/Canada			Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Europe occidentale	25,5	27,7	26,6	−8,7	−14,4
Royaume-Uni	23,7	28,9	26,1	−0,4	−15,2
Gibraltar	5,3	28,3	22,4	—	−73,7
Irlande	37,7	20,3	31,5	−62,2	55,8
Malte	18,1	33,1	20,8	40,3	−44,6
Autriche	29,0	34,7	38,8	−16,9	37,6
Belgique et Luxembourg	20,5	23,3	17,9	4,7	−31,3
Danemark	16,3	17,0	20,7	−4,8	−3,6
Finlande	24,7	14,5	21,2	−15,3	0,7
France	25,2	34,3	32,3	1,7	−18,5
Allemagne de l'Ouest	24,4	22,6	22,0	−11,3	−11,8
Grèce	39,7	27,1	38,7	−30,8	−8,3
Islande	20,1	11,4	8,1	−63,2	−37,1
Italie	18,0	19,4	19,6	−17,2	−18,6
Pays-Bas	33,8	36,9	35,1	−6,8	−13,4
Norvège	11,6	7,1	6,7	−63,5	−8,9
Portugal	27,0	17,1	27,7	−25,0	−13,8
Espagne	34,8	27,3	24,7	−25,0	−33,1
Suède	31,0	26,4	19,7	−27,5	−43,0
Suisse	62,4	51,4	57,6	−28,5	11,6
Destination inconnue	—	99,8	99,8	—	6,4
Europe orientale	4,8	3,9	4,2	−10,3	−11,2
Albanie	—	63,5	100,0	—	39,4
Bulgarie	9,4	7,2	54,9	−47,3	595,5
Tchécoslovaquie	48,1	54,1	51,6	25,3	−53,8
Allemagne de l'Est	41,0	6,6	0,1	−22,2	−85,1
Hongrie	26,0	10,6	19,6	−52,6	102,5
Pologne	3,2	1,8	18,2	−38,1	23,2
Roumanie	45,9	81,2	28,4	−13,7	45,1
URSS	2,2	1,0	2,1	−50,1	77,9
Yougoslavie	42,2	64,1	44,5	37,4	−52,5
Moyen-Orient	20,3	24,3	21,9	47,7	−30,5
Bahrein	20,1	20,6	48,8	7,3	100,6
Chypre	55,6	8,6	9,3	−28,6	−21,5
Qatar	12,7	23,1	42,4	149,5	−1,1
Émirats arabes unis	19,6	21,2	31,5	10,8	−3,8
Éthiopie	1,2	6,3	4,9	92,5	59,3
Iran	19,6	11,2	21,3	364,3	117,1
Irak	16,5	32,2	3,3	32,7	−93,7
Israël	22,6	19,2	19,8	−18,4	0,4
Jordanie	8,7	45,2	13,0	824,5	−85,1
Koweït	17,7	19,0	25,1	23,9	−9,7
Liban	9,7	7,2	23,9	−48,4	30,0
Libye	36,6	31,3	32,6	−8,6	−31,7
Oman (Mascate)	22,9	10,7	17,1	−24,6	−35,1
Arabie Saoudite	18,6	26,0	26,6	34,5	−15,4
Somalie	32,9	3,9	39,1	−87,3	113,9
Yémen du Sud	13,7	26,9	36,8	227,9	26,4
Soudan	11,6	33,7	30,5	284,7	3,0
Syrie	23,2	27,7	8,3	−17,9	504,2
Turquie	28,3	8,5	12,4	−66,1	72,6

Tableau 2 (suite)

Répartition des exportations totales, selon le pays de destination, Québec et Canada, 1981-1983

Pays	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
République arabe d'Égypte	35 994	88 917	33 379	132 022	371 399	140 505
Yémen du Nord	5	1 153	382	253	1 469	553
Destination inconnue	—	39 123	18 915	—	39 664	18 915
Autres pays d'Afrique	**413 559**	**347 934**	**310 557**	**1 272 062**	**1 190 128**	**949 820**
Gambie	15	100	47	43	155	83
Ghana	2 963	1 655	1 293	21 463	10 249	22 642
Kenya	10 668	9 381	8 177	28 037	25 141	13 050
Malawi	811	1 205	808	1 309	1 604	1 065
Île Maurice et dépendances	164	130	56	1 075	688	392
Nigéria	65 007	25 017	34 430	101 668	61 004	50 791
Afrique du Sud	39 311	30 194	27 971	261 641	230 676	171 417
Zimbabwe	2 450	454	696	6 861	6 898	4 691
Sierra Leone	731	321	816	1 176	350	909
Tanzanie	13 895	5 323	6 418	17 788	17 778	14 024
Ouganda	37	160	131	490	486	3 089
Zambie	2 499	5 854	1 698	3 831	6 483	3 184
Afrique du Commonwealth	1 064	388	2 057	2 808	1 064	3 978
Algérie	135 501	204 014	170 223	379 970	500 267	449 302
Angola	1 873	579	1 243	2 288	987	3 537
Cameroun	51 134	5 790	16 456	80 682	31 303	19 007
Zaïre	7 938	10 183	3 908	51 689	23 399	13 036
Bénin	145	384	58	2 566	912	697
Afrique française	6 624	3 766	6 233	12 866	8 366	12 907
Gabon	166	101	709	4 256	2 589	1 001
Guinée	528	720	964	734	886	1 322
Côte-d'Ivoire	14 348	1 645	1 370	21 225	4 474	3 188
Libéria	2 056	2 686	2 756	12 533	4 824	4 450
Madagascar	16 096	1 453	81	16 413	2 426	1 879
Mauritanie	130	964	71	2 960	2 109	3 986
Maroc	29 233	12 464	7 803	104 114	104 780	59 513
Mozambique	372	256	302	19 674	28 750	10 515
Afrique portugaise	420	1 060	158	514	1 897	446
Sénégal	2 038	5 052	3 687	13 900	11 796	19 399
Afrique espagnole	363	32	54	22 179	13 816	372
Togo	244	126	165	817	1 705	5 014
Tunisie	4 720	8 372	6 179	74 305	74 151	47 393
Destination inconnue	—	8 089	3 525	—	8 089	3 525
Autres pays d'Asie	**702 298**	**1 003 873**	**1 103 716**	**7 461 198**	**8 073 976**	**8 622 069**
Bangladesh	8 068	23 174	5 615	56 589	117 302	114 559
République de Sri Lanka	21 253	8 918	6 915	34 470	17 432	53 041
Hong Kong	29 568	45 065	27 714	170 946	180 606	174 741
Inde	84 494	61 715	55 339	339 437	287 680	262 733
Malaisie	26 009	42 618	30 863	127 047	120 651	100 112
Pakistan	36 956	40 638	26 113	92 017	104 586	69 123
Singapour	23 143	22 442	22 927	149 161	154 046	129 977
Afghanistan	91	134	4	171	226	66
Birmanie	1 299	2 138	423	2 869	4 745	1 568
République Khmère et Laos	—	—	—	36	7	37
République populaire de Chine	55 579	38 413	151 290	1 018 458	1 041 372	1 466 953
Indonésie	21 830	28 010	23 407	95 462	203 553	208 888
Japon	297 189	319 762	352 583	4 492 071	4 330 003	4 488 104

Pays	Québec/Canada			Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
République arabe d'Égypte	27.2	23.9	23.7	147.0	−62.5
Yémen du Nord	2.0	78.5	69.1	--	−66.9
Destination inconnue	—	98.6	100.0	—	−51.7
Autres pays d'Afrique	**32.5**	**29.2**	**32.6**	−15.9	−10.8
Gambie	36.6	64.5	56.6	530.3	−52.6
Ghana	13.8	16.1	5.7	−44.2	−21.9
Kenya	38.0	37.3	62.6	−12.1	−12.9
Malawi	61.9	75.1	75.8	48.5	−33.0
Île Maurice et dépendances	15.2	18.9	14.5	−20.7	−56.3
Nigéria	63.9	41.0	67.7	−61.6	37.6
Afrique du Sud	15.0	13.0	16.3	−23.2	−7.4
Zimbabwe	35.7	6.5	14.8	−81.5	53.1
Sierra Leone	62.1	91.8	89.7	−56.1	153.9
Tanzanie	77.3	29.9	45.7	−61.7	20.5
Ouganda	7.7	33.0	4.2	323.1	−18.1
Zambie	65.2	90.3	53.3	134.2	−71.0
Afrique du Commonwealth	37.9	36.5	51.7	−63.5	428.9
Algérie	35.6	40.7	37.8	50.5	−16.6
Angola	81.8	58.6	35.1	−69.1	114.6
Cameroun	63.3	18.4	86.5	−88.7	184.1
Zaïre	15.3	43.5	29.9	28.2	−61.7
Bénin	5.6	42.1	8.4	164.3	−84.8
Afrique française	51.4	45.0	48.2	−43.2	65.4
Gabon	3.9	3.9	70.8	−39.4	602.0
Guinée	71.9	81.2	72.9	36.4	33.7
Côte-d'Ivoire	67.6	36.7	42.9	−88.6	−16.8
Libéria	16.4	55.6	61.9	30.6	2.5
Madagascar	98.0	59.9	4.3	−91.0	−94.5
Mauritanie	4.3	45.6	1.7	640.2	−92.7
Maroc	28.0	11.8	13.1	−57.4	−37.4
Mozambique	1.8	0.8	2.8	−31.3	18.1
Afrique portugaise	81.6	55.8	35.4	152.4	−85.1
Sénégal	14.6	42.8	19.0	147.8	−27.1
Afrique espagnole	1.6	0.2	14.7	−91.1	68.6
Togo	29.9	7.4	3.3	−48.2	30.6
Tunisie	6.3	11.2	13.0	77.3	−25.2
Destination inconnue	—	100.0	100.0	—	−56.5
Autres pays d'Asie	**9.4**	**12.4**	**12.8**	42.9	9.9
Bangladesh	14.2	19.7	4.9	187.2	−75.8
République de Sri Lanka	61.6	51.1	13.0	−58.1	−22.5
Hong Kong	17.2	24.9	15.8	52.4	−38.6
Inde	24.8	21.4	21.0	−27.0	−10.4
Malaisie	20.4	35.3	30.8	63.8	−27.6
Pakistan	40.1	38.8	37.7	9.9	−35.8
Singapour	15.5	14.5	17.6	−3.1	2.1
Afghanistan	53.5	59.3	5.9	46.3	−97.1
Birmanie	45.2	45.0	26.9	64.5	−80.3
République Khmère et Laos	—	—	—	—	—
République populaire de Chine	5.4	3.6	10.3	−30.9	293.8
Indonésie	22.8	13.7	11.2	28.3	−16.5
Japon	6.6	7.3	7.8	7.5	10.2

Tableau 2 (suite)

Répartition des exportations totales, selon le pays de destination, Québec et Canada, 1981-1983

Pays	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Corée du Nord	—	10	—	—	72	1 243
Corée du Sud	30 558	40 428	62 538	444 408	477 229	549 438
Népal	—	—	645	—	—	1 213
Philippines	20 526	19 477	19 130	84 666	101 004	77 477
Asie portugaise	60	—	—	212	44	52
T'aiwan	23 575	20 108	33 155	234 568	288 202	335 734
Thaïlande	21 928	70 056	61 290	117 601	136 535	119 606
Viêt-nam	163	120	1 083	1 001	330	1 204
Destination inconnue	—	220 640	222 674	—	508 342	466 190
Océanie	**136 064**	**104 135**	**72 420**	**985 819**	**879 867**	**608 601**
Papouasie — Nouvelle Guinée	1 024	712	5 133	14 929	22 763	9 429
Australie	106 171	67 800	47 698	819 298	678 796	467 110
Fidji	345	370	823	2 787	2 289	2 861
Nouvelle-Zélande	28 254	24 566	18 481	140 787	158 242	125 601
Océanie britannique	13	189	9	445	1 129	245
Océanie française	251	52	28	5 644	1 937	1 490
Océanie des États-Unis	2	19	69	1 927	4 283	1 688
Destination inconnue	—	10 424	175	—	10 424	175
Amérique du Sud	**384 280**	**298 964**	**268 937**	**2 249 540**	**1 815 435**	**1 484 863**
Guyane	5 143	8 167	1 523	19 135	12 742	4 291
Îles Falkland	1	1	7	1	183	19
Argentine	27 949	24 381	8 253	176 356	91 141	96 710
Bolivie	2 435	2 847	1 646	10 411	9 194	3 803
Brésil	139 238	90 100	68 502	673 169	542 622	624 941
Chili	28 957	12 956	11 737	123 824	66 673	69 971
Colombie	45 292	42 431	64 989	200 912	219 273	223 433
Équateur	20 724	14 233	11 936	96 244	64 361	47 727
Guyane française	5	10	22	58	533	22
Paraguay	265	151	850	3 016	942	1 234
Pérou	26 972	38 985	39 523	93 612	108 634	84 089
Surinam	1 461	1 199	1 393	5 822	4 518	3 607
Uruguay	5 574	1 836	622	18 301	13 794	6 627
Venezuela	80 258	55 797	49 056	828 673	671 222	308 763
Destination inconnue	—	5 863	8 871	—	9 597	9 618
Amérique centrale et Antilles	**514 117**	**380 218**	**362 471**	**1 920 014**	**1 510 057**	**1 442 608**
Bahamas	10 572	10 878	9 002	30 917	29 664	30 446
Bermudes	11 287	8 871	9 513	38 811	36 049	30 925
Belize	585	616	642	3 717	2 343	2 067
Barbade	12 376	11 237	12 741	42 585	33 855	40 398
Jamaïque	31 075	20 535	16 449	82 568	67 408	63 890
Îles du Vent et Îles Sous-le-Vent	11 087	11 725	15 513	34 900	33 926	33 420
Trinidad-Tobago	31 893	34 563	36 376	109 559	145 961	155 624
Costa Rica	4 187	4 037	4 870	22 322	16 284	22 307
Cuba	57 264	23 914	38 744	453 721	324 909	362 919
République dominicaine	15 050	12 536	13 468	49 400	51 010	46 757
El Salvador	4 934	3 898	4 454	19 700	14 720	17 531
Antilles françaises	1 721	1 057	659	3 321	3 915	2 268
Guatemala	3 342	17 377	2 901	18 542	33 919	15 833
Haïti	3 098	7 815	4 898	21 870	23 674	15 241
Honduras	5 795	4 655	4 383	21 250	15 427	11 576

Pays	Québec/Canada			Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Corée du Nord	—	15,1	—	—	100,0
Corée du Sud	6,8	8,4	11,3	32,2	54,6
Népal	—	—	53,1	—	—
Philippines	24,2	19,2	24,6	−5,2	−1,8
Asie portugaise	28,5	—	—	−100,0	—
T'aiwan	10,0	6,9	9,8	−14,8	64,8
Thaïlande	18,6	51,3	51,2	219,4	−12,6
Viêt-nam	16,3	36,3	89,9	−26,7	802,3
Destination inconnue	—	43,4	47,7	—	0,9
Océanie	13,8	11,8	11,8	−23,5	−30,5
Papouasie — Nouvelle Guinée	6,8	3,1	54,4	−30,5	620,9
Australie	12,9	9,9	10,2	−36,2	−29,7
Fidji	12,4	16,1	28,7	7,2	122,0
Nouvelle-Zélande	20,0	15,5	14,7	−13,1	−24,8
Océanie britannique	3,1	16,7	3,9	—	−95,0
Océanie française	4,4	2,7	1,9	−79,2	−45,6
Océanie des États-Unis	0,1	0,4	4,0	840,9	260,8
Destination inconnue	—	100,0	100,0	—	−98,4
Amérique du Sud	17,0	16,4	18,1	−22,3	−10,1
Guyane	26,8	64,0	35,4	58,7	−81,4
Îles Falkland	100,0	0,6	35,5	5,8	459,8
Argentine	15,8	26,7	8,5	−12,8	−66,2
Bolivie	23,3	30,9	43,2	16,9	−42,2
Brésil	20,6	16,6	10,9	−35,3	24,0
Chili	23,3	19,4	16,7	−55,3	−9,5
Colombie	22,5	19,3	29,0	−6,4	53,1
Équateur	21,5	22,1	25,0	−31,4	−16,2
Guyane française	9,0	1,9	99,7	90,0	121,1
Paraguay	8,8	16,0	68,8	−43,1	461,0
Pérou	28,8	35,8	47,0	44,5	1,3
Surinam	25,0	26,5	38,6	−18,0	16,2
Uruguay	30,4	13,3	9,3	−67,1	−66,2
Venezuela	9,6	8,3	15,8	−30,5	−12,1
Destination inconnue	—	61,0	92,2	—	51,2
Amérique centrale et Antilles	26,7	25,1	25,1	−26,1	−4,7
Bahamas	34,1	36,6	29,5	2,8	−17,3
Bermudes	29,0	24,6	30,7	−21,5	7,2
Belize	15,7	26,2	31,0	5,2	4,2
Barbade	29,0	33,1	31,5	−9,3	13,3
Jamaïque	37,6	30,4	25,7	−34,0	−19,9
Îles du Vent et Îles Sous-le-Vent	31,7	34,5	46,4	5,7	32,3
Trinidad-Tobago	29,1	23,6	23,3	8,3	5,2
Costa Rica	18,7	24,7	21,8	−3,6	20,6
Cuba	12,6	7,3	10,6	−58,3	62,0
République dominicaine	30,4	24,5	28,8	−16,8	7,4
El Salvador	25,0	26,4	25,4	−21,0	14,2
Antilles françaises	51,8	27,0	29,0	−38,6	−37,8
Guatemala	18,0	51,2	18,3	419,8	−83,4
Haïti	14,1	33,0	32,1	152,2	−37,4
Honduras	27,2	30,1	37,8	−19,7	−5,9

Tableau 2 (suite)

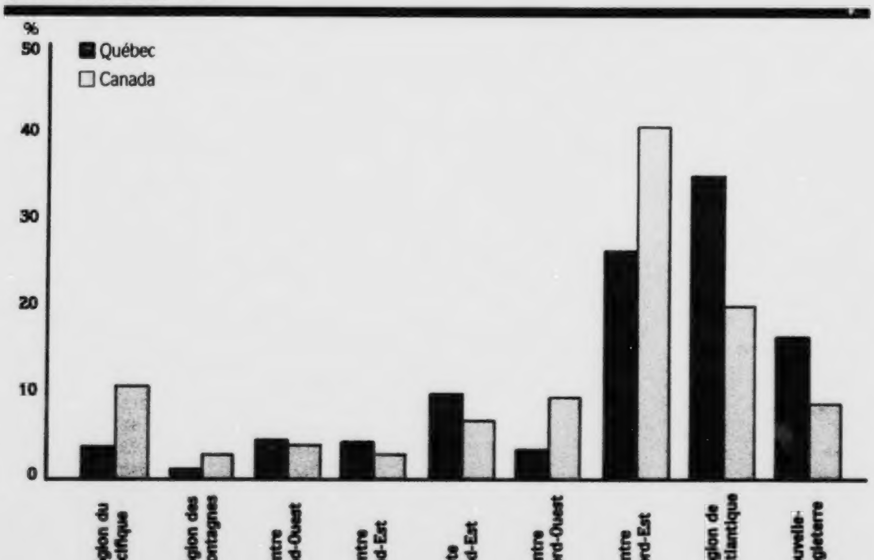
Répartition des exportations totales, selon le pays de destination, Québec et Canada, 1981-1983

Pays	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
			000 $			
Mexique	224 080	142 521	118 823	724 220	452 017	380 651
Antilles néerlandaises	4 297	4 481	3 405	27 525	35 321	10 697
Nicaragua	2 927	10 058	7 107	16 812	15 662	15 869
Panama	15 297	9 403	9 663	52 412	47 957	30 834
Porto Rico	26 676	17 908	20 609	106 212	99 948	120 504
Îles Vierges (États-Unis)	36 562	18 400	22 958	21 770	26 418	
Destination inconnue	—	3 723	5 282	—	4 307	6 421
Amérique du Nord	9 894 896	9 315 416	10 437 332	55 905 736	58 051 716	66 650 245
Groënland	1 848	860	1 301	5 407	6 087	3 776
Saint-Pierre-et-Miquelon	4 579	3 467	2 563	20 980	30 806	24 465
États-Unis	9 812 176	9 274 027	10 423 668	54 706 000	57 349 124	66 020 159
Destination inconnue	76 292	37 060	9 799	1 173 348	665 698	601 844

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Figure 3

Répartition des exportations internationales à destination des États-Unis, par division de recensement, Québec et Canada, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Pays	Québec/Canada			Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Mexique	30,9	31,5	31,2	– 36,4	– 16,7
Antilles néerlandaises	15,6	12,6	31,8	4,2	– 24,1
Nicaragua	17,4	64,2	44,7	243,5	– 29,4
Panama	29,1	19,6	31,3	– 38,6	2,7
Porto Rico	25,1	17,9	17,1	– 32,9	15,0
Îles Vierges (États-Unis)	92,2	84,5	86,9	– 49,7	24,7
Destination inconnue	—	86,4	82,2	--	41,8
Amérique du Nord	17,7	16,0	15,6	– 5,8	12,0
Groënland	34,1	14,1	34,4	– 53,5	51,1
Saint-Pierre-et-Miquelon	21,8	11,2	10,4	– 24,3	– 26,1
États-Unis	17,9	16,1	15,7	– 5,5	12,3
Destination inconnue	6,5	5,5	1,6	– 51,5	– 73,6

Tableau 3

Répartition des exportations, selon les principaux groupes de produits, par destination, Québec et Canada, 1981-1983

Destination et groupe de produits	**Québec**			**Canada**		
	1981	**1982**	**1983**	**1981**	**1982**	**1983**
	000 $					
CEE	**2 179 179**	**2 053 868**	**1 735 574**	**8 795 707**	**7 385 522**	**6 655 631**
Animaux vivants	619	260	775	10 375	9 677	12 511
Aliments, provendes, boissons et tabacs	114 578	101 987	77 334	1 341 589	1 233 721	1 153 281
Matières brutes non comestibles	569 005	556 056	445 087	1 999 671	1 659 851	1 639 043
Matières travaillées non comestibles	1 033 399	970 152	794 000	4 137 079	3 255 783	2 744 765
Produits finis non comestibles	449 332	424 290	417 208	1 270 132	1 220 705	1 100 095
Transactions commerciales spéciales	12 243	1 121	1 168	36 858	5 782	5 933
OCDE (sauf CEE)	**10 683 018**	**9 982 575**	**11 119 284**	**61 585 380**	**63 726 564**	**72 148 084**
Animaux vivants	19 095	25 091	31 042	189 485	284 149	297 633
Aliments, provendes, boissons et tabacs	588 360	713 447	661 920	3 441 638	3 851 620	3 973 345
Matières brutes non comestibles	866 598	553 911	546 011	11 779 885	11 842 959	11 488 398
Matières travaillées non comestibles	5 436 904	5 162 429	5 607 421	23 378 055	21 553 228	24 484 341
Produits finis non comestibles	3 738 688	3 501 285	4 241 646	22 186 089	25 951 355	31 708 513
Transactions commerciales spéciales	33 371	26 410	31 242	610 226	243 251	195 851
Amérique (sauf États-Unis)	**981 117**	**720 572**	**645 073**	**5 369 290**	**4 028 085**	**3 557 558**
Animaux vivants	1 758	2 974	953	15 460	9 805	6 238
Aliments, provendes, boissons et tabacs	150 277	117 417	85 007	1 054 104	936 170	1 004 597
Matières brutes non comestibles	59 920	49 838	41 347	447 918	305 073	273 655
Matières travaillées non comestibles	382 273	239 645	231 906	1 653 713	986 867	887 109
Produits finis non comestibles	383 119	307 210	285 068	2 184 434	1 775 062	1 382 424
Transactions commerciales spéciales	3 767	3 485	790	13 658	15 105	3 533
Autres pays	**1 221 699**	**1 625 960**	**1 496 106**	**8 061 101**	**9 390 080**	**8 602 635**
Animaux vivants	95	2 011	8 303	14 359	22 355	25 918
Aliments, provendes, boissons et tabacs	79 266	127 581	164 277	3 435 409	3 931 565	4 004 663
Matières brutes non comestibles	171 825	129 773	164 991	1 019 592	993 109	1 012 181
Matières travaillées non comestibles	459 333	793 944	722 693	1 732 177	2 373 126	2 183 562
Produits finis non comestibles	504 125	569 291	429 109	1 831 975	2 056 267	1 348 893
Transactions commerciales spéciales	7 052	3 357	6 730	27 586	13 656	27 415
Total	**15 065 016**	**14 382 976**	**14 996 037**	**83 811 479**	**84 530 252**	**90 963 909**
Animaux vivants	21 569	30 338	41 073	229 681	325 987	342 301
Aliments, provendes, boissons et tabacs	932 483	1 060 433	988 540	9 272 741	9 953 078	10 135 888
Matières brutes non comestibles	1 667 349	1 289 579	1 197 438	15 247 069	14 800 994	14 413 278
Matières travaillées non comestibles	7 311 911	7 166 172	7 356 022	30 901 026	28 169 006	30 299 778
Produits finis non comestibles	5 075 267	4 802 078	5 373 032	27 472 631	31 003 390	35 539 927
Transactions commerciales spéciales	56 434	34 374	39 931	688 330	277 796	232 734

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Destination et groupes de produits	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
CEE	**24,7**	**27,8**	**26,0**	**-5,8**	**-15,5**
Animaux vivants	5,9	2,6	6,1	-58,1	198,0
Aliments, provendes, boissons et tabacs	8,5	8,2	6,7	-11,0	-24,2
Matières brutes non comestibles	28,4	33,5	27,1	-2,3	-20,0
Matières travaillées non comestibles	24,9	29,7	28,9	-6,2	-18,2
Produits finis non comestibles	35,3	34,7	37,9	-5,6	-1,7
Transactions commerciales spéciales	33,2	19,3	19,6	-90,9	4,1
OCDE (sauf CEE)	**17,3**	**15,6**	**15,4**	**-6,6**	**11,3**
Animaux vivants	10,0	8,8	10,4	31,4	23,7
Aliments, provendes, boissons et tabacs	17,0	18,5	16,6	21,2	-7,3
Matières brutes non comestibles	7,3	4,6	4,7	-36,1	-1,5
Matières travaillées non comestibles	23,2	23,9	22,9	-5,1	8,6
Produits finis non comestibles	16,8	13,4	13,3	-6,4	21,1
Transactions commerciales spéciales	5,4	10,8	15,9	-20,9	18,2
Amérique (sauf États-Unis)	**18,2**	**17,8**	**18,1**	**-26,6**	**-10,5**
Animaux vivants	11,3	30,3	15,2	69,1	-68,0
Aliments, provendes, boissons et tabacs	14,2	12,5	8,4	-21,9	-27,7
Matières brutes non comestibles	13,3	16,3	15,1	-16,9	-17,1
Matières travaillées non comestibles	23,1	24,2	26,1	-37,4	-3,3
Produits finis non comestibles	17,5	17,3	20,6	-19,9	-7,3
Transactions commerciales spéciales	27,5	23,0	22,3	-7,5	-77,4
Autres pays	**15,1**	**17,3**	**17,3**	**33,0**	**-8,0**
Animaux vivants	0,6	8,9	32,0	—	312,7
Aliments, provendes, boissons et tabacs	2,3	3,2	4,1	60,9	28,7
Matières brutes non comestibles	16,8	13,0	16,3	-24,5	27,1
Matières travaillées non comestibles	26,5	33,4	33,0	72,8	-9,0
Produits finis non comestibles	27,5	27,6	31,8	12,9	-24,7
Transactions commerciales spéciales	25,5	24,5	24,5	-52,4	100,4
Total	**17,9**	**17,0**	**16,4**	**-4,6**	**4,2**
Animaux vivants	9,3	9,3	11,9	40,6	35,3
Aliments, provendes, boissons et tabacs	10,0	10,6	9,7	13,7	-6,8
Matières brutes non comestibles	10,9	8,7	8,3	-22,7	-7,2
Matières travaillées non comestibles	23,6	25,4	24,2	-2,0	2,6
Produits finis non comestibles	18,4	15,4	15,1	-5,4	11,8
Transactions commerciales spéciales	8,1	12,3	17,1	-39,1	16,1

Tableau 4

Répartition des exportations à destination des États-Unis, par division de recensement, Québec et Canada, 1981-1983

Division et subdivision de recensement	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Nouvelle-Angleterre	1 359 251	1 552 169	1 667 616	4 325 271	4 405 096	5 069 474
Maine — New Hampshire — Vermont	558 845	543 268	632 003	1 462 570	1 465 845	1 740 455
Massachusetts — Connecticut — Rhode Island	800 406	1 008 901	1 035 613	2 862 700	2 939 251	3 329 019
Région de l'Atlantique	3 436 331	3 224 432	3 599 384	10 106 735	10 297 498	12 571 133
New York — New Jersey — Pennsylvanie	3 436 331	3 224 432	3 599 384	10 106 735	10 297 498	12 571 133
Centre Nord-Est	2 566 161	2 008 109	2 716 436	19 030 203	21 583 228	26 468 621
Ohio — Michigan	1 852 786	1 375 126	2 068 667	14 254 015	16 916 000	20 783 063
Illinois — Indiana — Wisconsin	713 375	632 982	647 769	4 776 187	4 667 227	5 685 558
Centre Nord-Ouest	461 229	295 317	280 682	5 262 296	5 222 442	5 768 901
Dakota Nord — Dakota Sud — Minnesota	85 689	47 458	47 454	3 775 536	3 709 202	3 576 971
Nebraska — Iowa — Kansas — Missouri	375 540	247 859	233 228	1 486 760	1 513 239	2 191 930
Côte Sud-Est	867 269	900 681	942 897	3 286 611	3 391 980	3 86[illegible] 173
Delaware — District de Colombie — Maryland — Virginie — Virginie occidentale — Caroline du Nord	547 628	537 749	563 598	1 840 344	1 786 990	1 979 216
Caroline du Sud — Georgie — Floride	319 640	362 932	379 299	1 446 266	1 604 990	1 889 956
Centre Sud-Est	324 893	345 306	401 187	1 497 751	1 613 855	1 628 724
Kentucky — Tennessee	211 809	228 859	226 505	1 127 018	1 259 209	1 210 437
Alabama — Mississipi	113 083	116 446	174 681	370 733	354 646	418 287
Centre Sud-Ouest	384 511	528 421	428 360	2 321 647	2 093 705	2 152 488
Louisiane — Arkansas	42 154	38 414	68 867	275 898	221 123	392 377
Oklahoma — Texas	342 357	490 006	359 493	2 045 749	1 872 581	1 760 111
Région des Montagnes	76 407	74 994	59 177	1 963 701	1 663 483	1 591 888
Montana — Idaho — Wyoming	8 172	6 648	3 876	1 294 994	1 149 634	1 061 756
Nouveau-Mexique — Arizona	12 735	13 829	21 454	182 574	143 014	147 824
Colorado — Nevada — Utah	55 499	54 517	33 846	486 132	370 834	382 307
Région du Pacifique	317 057	313 537	305 050	6 783 284	6 944 495	6 673 988
Alaska — Washington — Orégon	100 611	94 614	91 687	4 669 754	5 000 960	4 536 881
Californie — Hawai	216 445	218 923	213 363	2 113 529	1 943 534	2 137 107
Exportations de moins de 1 000 $ ou vers une destination inconnue	19 062	31 057	22 873	128 497	133 337	225 764
Total	9 812 176	9 274 027	10 423 668	54 706 000	57 349 124	66 020 159

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Division et subdivision de recensement	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Nouvelle-Angleterre	**31,4**	**35,2**	**32,8**	**14,1**	**7,4**
Maine — New Hampshire — Vermont	38,2	37,0	36,3	−2,8	16,3
Massachusetts — Connecticut — Rhode Island	27,9	34,3	31,1	26,0	2,6
Région de l'Atlantique	**34,0**	**31,3**	**28,6**	**−6,2**	**11,6**
New York — New Jersey — Pennsylvanie	34,0	31,3	28,6	−6,2	11,6
Centre Nord-Est	**13,4**	**9,3**	**10,2**	**−21,8**	**35,2**
Ohio — Michigan	12,9	8,1	9,9	−25,8	50,4
Illinois — Indiana — Wisconsin	14,9	13,5	11,3	−11,3	2,3
Centre Nord-Ouest	**8,7**	**5,6**	**4,8**	**−36,0**	**−5,0**
Dakota Nord — Dakota Sud — Minnesota	2,2	1,2	1,3	−44,7	−0,1
Nebraska — Iowa — Kansas — Missouri	25,2	16,3	10,6	−34,0	−6,0
Côte Sud-Est	**26,3**	**26,5**	**24,3**	**3,8**	**4,6**
Delaware — District de Colombie — Maryland — Virginie — Virginie occidentale — Caroline du Nord	29,7	30,0	28,4	−1,9	4,8
Caroline du Sud — Georgie — Floride	22,1	22,6	20,0	13,5	4,5
Centre Sud-Est	**21,6**	**21,3**	**24,6**	**6,2**	**16,1**
Kentucky — Tennessee	18,7	18,1	18,7	8,0	−1,1
Alabama — Mississipi	30,5	32,8	41,7	2,9	50,0
Centre Sud-Ouest	**16,5**	**25,2**	**19,9**	**37,4**	**−19,0**
Louisiane — Arkansas	15,2	17,3	17,5	−8,9	79,2
Oklahoma — Texas	16,7	26,1	20,4	43,1	−26,7
Région des Montagnes	**3,8**	**4,5**	**3,7**	**−1,9**	**−21,1**
Montana — Idaho — Wyoming	0,6	0,5	0,3	−18,7	−41,7
Nouveau-Mexique — Arizona	6,9	9,6	14,5	8,5	55,1
Colorado — Nevada — Utah	11,4	14,7	8,8	−1,8	−38,0
Région du Pacifique	**4,6**	**4,5**	**4,5**	**−1,2**	**−2,8**
Alaska — Washington — Orégon	2,1	1,8	2,0	−6,0	−3,1
Californie — Hawaï	10,2	11,2	9,9	1,1	−2,6
Exportations de moins de 1 000 $ ou vers une destination inconnue	**14,8**	**23,2**	10,1	**62,9**	**−26,4**
Total	**17,9**	**16,1**	**15,7**	**−5,5**	**12,3**

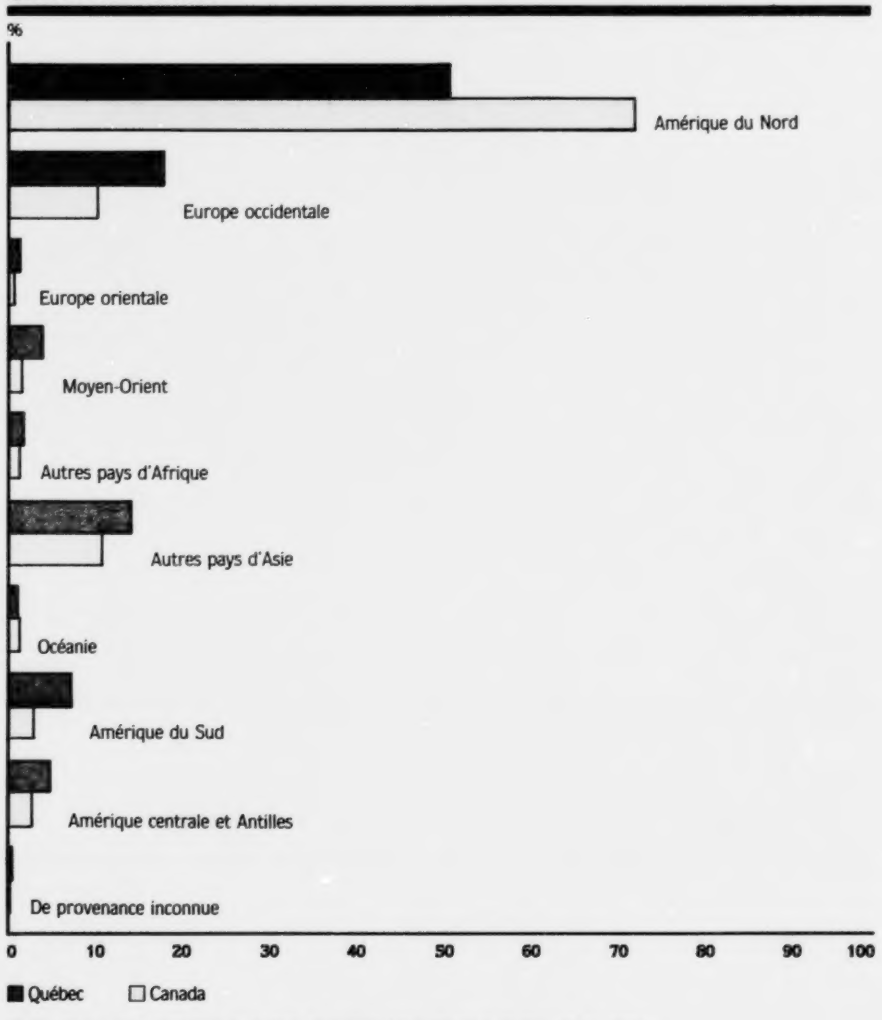
Figure 4

Répartition des exportations internationales, selon les dix principaux pays de destination, Québec et Canada, 1983

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Figure 5

Répartition des importations internationales, selon les dix principales régions d'origine, Québec et Canada, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 5

Répartition des exportations selon les 25 principaux produits, Québec et Canada, 1981-1983

Produit	1981			1982		
	Québec	Canada	Québec/ Canada	Québec	Canada	Québec/ Canada
	000 $		%	000 $		%
Papier d'imprimerie	2 293 129	4 667 325	49,1	2 238 682	4 500 324	49,7
Automobiles et châssis	1 063 517	5 525 290	19,2	775 547	7 437 745	10,4
Aluminium et alliages	944 758	1 483 943	63,6	960 432	1 434 290	66,9
Bois d'oeuvre	448 982	3 028 721	14,8	496 237	2 953 981	16,7
Minerais concentrés et déchets de fer	740 762	1 540 822	48,0	528 174	1 103 940	47,8
Cuivre et alliages	445 380	692 037	64,3	364 622	542 713	67,1
Moteurs d'avions et pièces	691 692	784 436	88,1	461 406	584 606	78,9
Amiante non manufacturé	437 778	576 819	75,8	375 040	482 646	77,7
Électricité	191 854	1 122 575	17,0	295 864	1 119 650	26,4
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	329 416	603 483	54,5	405 066	750 809	53,9
Matériel commercial de télécommunication	238 319	796 086	29,9	217 907	925 786	23,5
Assemblages, équipement et pièces d'avions	199 017	712 961	27,9	262 417	752 408	34,8
Avions entiers avec moteurs	213 880	521 652	41,0	304 703	757 150	40,2
Pâtes de bois et pâtes similaires	363 458	3 818 922	9,5	302 281	3 221 445	9,3
Tubes électroniques et semi-conducteurs	204 283	294 124	69,4	138 713	211 710	65,5
Machines et matériel de bureau	226 200	1 110 205	20,3	265 209	1 187 836	22,3
Produits laitiers	131 325	209 750	62,6	201 925	280 845	71,8
Zinc et alliages	170 520	485 352	35,1	133 004	465 933	28,5
Métaux précieux et alliages	176 923	1 885 519	9,3	96 577	1 689 249	5,7
Hydrocarbures et dérivés	255 146	786 787	32,4	211 864	728 238	29,0
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	102 911	884 442	11,6	138 860	730 642	19,0
Matériel roulant de chemin de fer	123 953	251 337	49,3	209 928	405 774	51,7
Autres instruments de mesure et de contrôle	81 278	321 851	25,2	130 620	437 266	29,8
Autres minéraux non métalliques bruts	116 997	991 346	11,8	110 082	898 893	12,2
Pièces et accessoires d'autres véhicules	78 601	4 083 379	1,9	89 907	4 366 058	2,0
Total des principaux produits	10 270 092	37 179 175	27,6	9 715 079	37 969 949	25,5
Total de tous les produits	15 065 016	83 811 479	17,9	14 382 976	84 530 252	17,0

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 6

Répartition des exportations, selon les principaux pays de destination, par produit[2], Québec et Canada, 1981-1983

Produit	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
États-Unis						
Papier d'imprimerie	1 825 443	1 854 555	1 830 556	3 625 735	3 615 993	3 683 173
Automobiles et châssis[1]	1 048 139	765 237	1 343 209	5 116 886	7 227 273	9 484 144
Aluminium et alliages	846 935	622 160	929 674	1 053 563	790 141	1 180 217
Bois d'oeuvre	277 016	313 816	418 798	1 990 130	1 917 402	3 014 403
Électricité	191 854	295 864	332 995	1 122 575	1 119 650	1 228 431
Moteurs d'avions et pièces	549 398	322 490	316 796	606 254	407 773	410 181
Avions entiers avec moteurs	194 069	262 823	253 089	[illegible] 147	425 343	315 950
Assemblages, équipement et pièces d'avions	139 571	193 945	236 435	[illegible] 742	565 622	664 250
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	183 734	253 575	208 818	310 460	437 766	396 424
Tubes électroniques et semi-conducteurs	186 932	117 333	193 011	233 660	169 471	237 279
Matériel commercial de télécommunication	162 632	121 076	190 418	493 253	508 843	611 244
Pâtes de bois et pâtes similaires	276 531	201 303	186 789	1 957 964	1 674 168	1 610 208
Minerais, concentrés et déchets de fer	380 761	186 481	174 257	924 548	470 272	480 180

Produit	1983		
	Québec	Canada	Québec/ Canada
	000 $		%
Papier d'imprimerie	2 120 546	4 416 727	48,0
Automobiles et châssis	1 352 082	9 625 849	14,0
Aluminium et alliages	1 244 745	1 748 848	71,1
Bois d'oeuvre	563 839	4 001 706	14 0
Minerais concentrés et déchets de fer	482 406	1 054 542	45,7
Cuivre et alliages	477 291	711 404	67,0
Moteurs d'avions et pièces	467 478	590 701	79,1
Amiante non manufacturé	355 202	454 900	78,0
Electricité	332 995	1 228 431	27,1
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	332 106	658 612	50,4
Matériel commercial de télécommunication	300 620	1 044 679	28,7
Assemblages, équipement et pièces d'avions	299 973	813 931	36,8
Avions entiers avec moteurs	280 226	412 549	67,9
Pâtes de bois et pâtes similaires	268 693	3 057 718	8,7
Tubes électroniques et semi-conducteurs	220 988	290 226	76,1
Machines et matériel de bureau	219 057	1 378 478	15,8
Produits laitiers	201 407	238 820	84,3
Zinc et alliages	198 853	502 854	39,5
Métaux précieux et alliages	173 726	1 837 976	9,4
Hydrocarbures et dérivés	165 932	678 099	24,4
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	154 557	563 556	27,4
Matériel roulant de chemin de fer	131 795	175 726	75,0
Autres instruments de mesure et de contrôle	121 138	481 280	25,1
Autres minéraux non métalliques bruts	103 622	756 383	13,6
Pièces et accessoires d'autres véhicules	102 815	6 057 157	1,6
Total des principaux produits	10 672 102	42 781 163	24,9
Total de tous les produits	14 996 037	90 963 909	16,4

Produit	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
États-Unis					
Papier d'imprimerie	50,3	51,2	49,7	1,5	- 1,3
Automobiles et châssis[1]	20,4	10,5	14,1	- 27,0	75,5
Aluminium et alliages	80,3	78,7	78,7	- 26,6	49,4
Bois d'oeuvre	13,9	16,3	13,8	13,2	33,4
Électricité	17,0	26,4	27,1	54,2	12,5
Moteurs d'avions et pièces	90,6	79,0	77,2	- 41,4	- 1,8
Avions entiers avec moteurs	56,5	61,7	80,1	35,4	- 3,8
Assemblages, équipement et pièces d'avions	24,8	34,2	35,5	38,9	21,9
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	59,1	57,9	52,6	38,0	- 17,7
Tubes électroniques et semi-conducteurs	80,0	69,2	81,3	- 37,3	64,4
Matériel commercial de télécommunication	32,9	23,7	31,1	- 25,6	57,2
Pâtes de bois et pâtes similaires	14,1	12,0	11,6	- 27,3	- 7,3
Minerais, concentrés et déchets de fer	41,1	39,6	36,2	- 51,1	- 6,6

Tableau 6 (suite)

Répartition des exportations, selon les principaux pays de destination, par produit[2], Québec et Canada, 1981-1983

Produit	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Métaux précieux et alliages	171 784	91 778	171 487	1 714 479	1 599 837	1 769 920
Cuivre et alliages	186 787	142 878	148 509	281 382	242 916	282 904
Machines et matériel de bureau	123 534	171 269	129 080	798 763	915 504	1 071 395
Zinc et alliages	108 515	69 122	119 881	348 509	272 073	337 065
Mazout	76 857	140 918	95 261	680 316	545 074	914 751
Boulons, écrous, quincaillerie de base	86 273	90 257	94 708	205 107	203 582	248 472
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	60 799	74 683	87 259	3 257 902	3 721 585	5 707 915
Journaux, revues et périodiques	64 003	70 606	76 682	92 281	119 745	142 632
Meubles et accessoires	59 879	56 611	72 930	240 136	269 282	358 749
Boissons alcooliques distillées	56 341	64 371	72 675	335 757	332 391	345 063
Pneus neufs	20 594	34 042	67 461	340 232	463 372	517 290
Autres véhicules automobiles	102 047	87 160	64 404	337 725	232 621	205 288
Total des principaux produits	**7 380 440**	**6 604 363**	**7 815 196**	**26 973 519**	**28 247 713**	**35 217 542**
Total des exportations	**9 812 176**	**9 274 027**	**10 423 663**	**54 706 000**	**57 349 124**	**66 020 159**
Royaume-Uni						
Papier d'imprimerie	202 415	223 110	161 967	356 125	350 445	274 503
Minerais, concentrés et déchets de fer	103 103	80 202	106 510	191 903	160 968	226 769
Cuivre et alliages	110 536	108 741	73 055	158 050	136 723	94 106
Bois d'oeuvre	26 337	23 311	31 079	188 985	180 151	191 542
Moteurs d'avions et pièces	24 925	20 150	30 706	38 612	29 875	38 574
Hydrocarbures et dérivés	—	8 571	25 623	—	12 240	27 989
Pâtes de bois et pâtes similaires	8 902	17 800	16 915	177 509	144 394	115 324
Amiante non manufacturé	18 270	19 312	15 837	29 959	28 052	24 880
Moteurs et turbines d'usage général	4 342	4 887	11 899	4 759	5 779	13 326
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	9 516	11 033	11 478	63 225	35 017	64 640
Total des principaux produits	**508 350**	**517 123**	**485 074**	**1 209 132**	**1 083 648**	**1 071 656**
Total des exportations	**773 603**	**770 829**	**653 664**	**3 263 754**	**2 663 373**	**2 502 533**
Japon						
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	102 037	111 082	96 799	207 219	227 154	202 411
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	—	—	65 090	1 949	22 306	70 566
Minerais, concentrés et déchets de fer	50 623	41 645	47 370	83 483	76 267	83 124
Amiante non manufacturé	40 135	42 636	38 139	43 254	44 832	41 892
Ferro-alliages	18 167	14 078	11 550	18 626	15 295	11 565
Produits chimiques	8 379	9 412	10 419	9 292	10 097	12 185
Fer et acier primaires	64	10 525	7 896	65	10 525	7 896
Moteurs d'avions et pièces	7 135	3 362	5 951	7 154	3 432	6 115
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	7 614	14 700	5 880	66 826	67 433	21 817
Mollusques et crustacés	512	2 372	5 426	15 171	29 835	26 198
Total des principaux produits	**234 670**	**249 817**	**294 524**	**453 043**	**507 181**	**483 772**
Total des exportations	**297 189**	**319 762**	**352 583**	**4 492 071**	**4 330 003**	**4 488 104**
Pays-Bas						
Cuivre et alliages	7 950	17 589	65 262	9 579	17 604	71 797
Hydrocarbures et dérivés	101 383	80 439	54 476	240 192	180 752	135 842
Minerais, concentrés et déchets de fer	82 918	83 950	42 029	133 856	148 916	72 009
Machines et matériel de bureau	37 857	39 594	35 747	42 542	43 920	40 497
Fer et acier primaires	29 464	43 143	32 177	29 464	43 143	32 177
Huiles et matières grasses animales	27 089	14 173	15 452	38 102	26 716	27 800
Autres instruments de mesure et de contrôle	178	124	12 156	4 114	3 319	15 219
Pâtes de bois et pâtes similaires	14 408	11 480	10 142	94 721	79 866	73 081

Produit	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Métaux precieux et alliages	10.0	5.7	9.6	-46.6	86.8
Cuivre et alliages	66.3	58.8	52.4	-23.6	3.9
Machines et materiel de bureau	15.4	18.7	12.0	38.6	-24.7
Zinc et alliages	31.1	25.4	35.5	-36.4	73.4
Mazout	11.2	25.8	10.4	83.3	-32.4
Boulons, ecrous, quincaillerie de base	42.0	44.3	38.1	4.6	4.9
Pieces et accessoires d'autres vehicules automobiles	1.8	2.0	1.5	22.8	16.8
Journaux, revues et periodiques	69.3	58.9	53.7	10.3	8.6
Meubles et accessoires	24.9	21.0	20.3	-5.5	28.8
Boissons alcooliques distillees	16.7	19.3	21.0	14.2	12.9
Pneus neufs	6.0	7.3	13.0	65.2	98.1
Autres vehicules automobiles	30.2	37.4	31.3	-14.6	-26.2
Total des principaux produits	**27.3**	**23.3**	**22.1**	-10.6	**18.3**
Total des exportations	**17.9**	**16.1**	**15.7**	-5.5	**12.3**
Royaume-Uni					
Papier d'imprimerie	56.8	63.6	59.0	10.2	-27.5
Minerais, concentres et dechets de fer	53.7	49.8	46.9	-22.3	32.8
Cuivre et alliages	69.9	79.5	77.6	-1.7	-32.9
Bois d'oeuvre	13.9	12.9	16.2	-11.5	33.3
Moteurs d'avions et pièces	64.5	67.4	79.6	19.2	52.3
Hydrocarbures et derivés	—	70.0	91.5	—	198.9
Pâtes de bois et pâtes similaires	5.0	12.3	14.6	99.9	-5.0
Amiante non manufacture	60.9	68.8	63.6	5.7	-18.0
Moteurs et turbines d'usage général	91.2	84.5	89.2	12.5	143.4
Autres minerais, concentres et déchets de métaux	15.0	31.5	17.7	15.9	4.0
Total des principaux produits	**42.0**	**47.7**	**45.2**	1.7	**-6.2**
Total des exportations	**23.7**	**28.9**	**26.1**	-0.4	**-15.2**
Japon					
Viandes fraîches, refrigérées, congelees	49.2	48.9	47.8	8.8	-12.9
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	—	—	92.2	—	—
Minerais, concentres et déchets de fer	60.6	54.6	56.9	-17.8	13.7
Amiante non manufacturé	92.7	95.1	91.0	6.2	-10.6
Ferro-alliages	97.5	92.0	99.8	-22.6	-18.0
Produits chimiques	90.1	93.2	85.5	12.3	10.6
Fer et acier primaires	98.8	100.0	100.0	—	-25.0
Moteurs d'avions et pièces	99.7	97.9	97.3	-52.9	77.0
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	11.3	21.7	26.9	93.0	-60.0
Mollusques et crustacés	3.3	7.9	20.7	363.0	128.7
Total des principaux produits	**51.7**	**49.2**	**60.8**	**6.4**	**17.8**
Total des exportations	**6.6**	**7.3**	**7.8**	**7.5**	**10.2**
Pays-Bas					
Cuivre et alliages	83.0	99.9	90.8	121.2	271.0
Hydrocarbures et dérivés	42.2	44.5	40.1	-20.7	-32.3
Minerais, concentrés et déchets de fer	61.9	56.3	58.3	1.2	-50.0
Machines et matériel de bureau	88.9	90.1	88.2	4.5	-9.8
Fer et acier primaires	100.0	100.0	100.0	46.4	-25.5
Huiles et matières grasses animales	71.0	53.0	55.5	-47.7	9.0
Autres instruments de mesure et de contrôle	4.3	3.7	79.8	-30.5	—
Pâtes de bois et pâtes similaires	15.2	14.3	13.8	-20.4	-11.7

Tableau 6 (suite)

Répartition des exportations, selon les principaux pays de destination, par produit[2], Québec et Canada, 1981-1983

Produit	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	12 425	28 984	6 296	36 477	52 459	21 858
Autres minéraux non métalliques bruts	7 569	3 944	6 132	23 266	12 181	22 826
Total des principaux produits	**321 248**	**323 425**	**279 874**	**652 318**	**608 879**	**513 111**
Total des exportations	**404 893**	**377 367**	**326 866**	**1 197 199**	**1 021 424**	**929 923**
Allemagne de l'Ouest						
Minerais, concentrés et déchets de fer	33 889	50 364	40 185	59 098	92 717	61 817
Cuivre et alliages	40 648	28 424	29 504	69 238	45 386	51 473
Autres instruments de mesure et de contrôle	14 374	8 944	28 910	26 983	18 842	33 929
Autres minéraux non métalliques bruts	27 922	33 910	26 598	27 981	35 145	29 943
Amiante non manufacturé	29 643	46 191	16 935	35 036	55 455	29 601
Pâtes de bois et pâtes similaires	11 070	12 360	10 515	276 612	269 297	232 065
Bois d'oeuvre	12 273	7 892	8 038	41 827	41 021	49 424
Vêtements divers	19 357	10 835	7 842	22 487	12 570	9 699
Éléments chimiques	2 757	3 084	6 159	3 840	4 896	7 950
Papier d'imprimerie	20 088	8 749	5 843	49 059	46 050	35 448
Total des pricipaux produits	**212 025**	**210 759**	**180 533**	**612 165**	**621 384**	**541 353**
Total des exportations	**319 552**	**283 641**	**250 273**	**1 308 510**	**1 254 244**	**1 134 826**
France						
Autres minéraux non métalliques bruts	16 020	19 935	20 736	31 948	27 053	35 985
Amiante non manufacturé	19 871	21 696	20 085	32 713	28 029	29 717
Cuivre et alliages	24 176	16 077	18 893	37 763	20 581	25 848
Minerais, concentrés et déchets de fer	16 119	19 851	17 378	23 096	28 770	26 918
Bois d'oeuvre	26 498	19 729	14 714	80 583	65 755	43 669
Pâtes de bois et pâtes similaires	10 953	23 416	13 666	177 243	144 535	114 883
Machines et matériel de bureau	8 222	8 283	8 659	24 960	23 316	22 996
Produits chimiques	6 940	8 421	8 140	7 302	8 784	8 472
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	18 841	15 087	8 111	25 907	26 088	15 687
Moteurs d'avions et pièces	4 449	5 846	7 650	5 836	9 012	9 075
Total des principaux produits	**152 094**	**158 347**	**138 038**	**447 355**	**381 928**	**333 255**
Total des exportations	**255 229**	**259 676**	**211 861**	**1 008 832**	**755 295**	**654 096**
Algérie						
Produits laitiers	28 727	76 617	87 328	36 244	92 086	94 737
Huiles et matières grasses végétales	11 565	44 404	14 050	17 058	44 404	14 050
Machines et matériel de construction et d'entretien	2 704	3 440	11 449	3 858	7 046	11 834
Machines de levage	2 049	798	6 091	2 163	828	6 105
Produits métalliques pour construction et architecture	133	2 944	5 428	137	2 988	5 530
Bâtiments et structures préfabriqués	46 575	21 172	5 305	46 781	21 839	6 475
Autres instruments de mesure et de contrôle	65	899	2 564	197	916	3 032
Amiante non manufacturé	9 171	1 501	2 166	9 171	1 501	2 166
Huiles et matières grasses animales	—	4 154	1 932	—	4 683	1 934
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	1 262	957	1 543	1 757	4 166	1 684
Total des principaux produits	**102 254**	**156 889**	**137 860**	**117 379**	**180 461**	**147 551**
Total des exportations	**135 501**	**204 014**	**170 223**	**379 970**	**500 267**	**449 302**
République populaire de Chine						
Cuivre et alliages	—	—	111 145	21	—	135 241
Zinc et alliages	—	—	25 320	—	20 288	45 255
Moteurs d'avions et pièces	1 242	2 178	4 695	1 242	2 178	4 184
Autres véhicules automobiles	—	—	2 655	—	—	2 655

Produit	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	34.0	55.2	28.8	133.2	-78.3
Autres minéraux non métalliques bruts	32.5	32.3	26.8	-47.9	55.4
Total des principaux produits	**49.2**	**53.1**	**54.5**	**0.6**	**-13.5**
Total des exportations	**33.8**	**36.9**	**35.1**	**-6.8**	**-13.4**
Allemagne de l'Ouest					
Minerais, concentrés et déchets de fer	57.3	54.3	65.0	48.6	-20.3
Cuivre et alliages	58.7	62.6	57.3	-30.1	3.8
Autres instruments de mesure et de contrôle	53.2	47.4	85.2	-37.8	223.2
Autres minéraux non métalliques bruts	99.7	96.4	88.8	21.4	-21.6
Amiante non manufacturé	84.6	83.2	57.2	55.8	-63.4
Pâtes de bois et pâtes similaires	4.0	4.5	4.5	11.6	-15.0
Bois d'oeuvre	29.3	19.2	16.2	-35.7	1.8
Vêtements divers	86.0	86.2	80.8	-44.1	-27.7
Éléments chimiques	71.7	62.9	77.4	11.8	99.7
Papier d'imprimerie	40.9	19.0	16.4	-56.5	-33.3
Total des pricipaux produits	**34.6**	**33.9**	**33.3**	**-0.6**	**-14.4**
Total des exportations	**24.4**	**22.6**	**22.0**	**-11.3**	**-11.8**
France					
Autres minéraux non métalliques bruts	50.1	73.6	57.6	24.4	4.0
Amiante non manufacturé	60.7	77.4	67.5	9.1	-7.5
Cuivre et alliages	64.0	78.1	73.0	-33.5	17.5
Minerais, concentrés et déchets de fer	69.7	68.9	64.5	23.1	-12.5
Bois d'oeuvre	32.8	30.0	33.6	-25.6	-25.5
Pâtes de bois et pâtes similaires	6.1	16.2	11.8	113.7	-41.7
Machines et matériel de bureau	32.9	35.5	37.6	0.7	4.5
Produits chimiques	95.0	95.8	96.0	21.3	-3.4
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	72.7	57.8	51.7	-20.0	-46.3
Moteurs d'avions et pièces	76.2	64.8	84.2	31.4	30.8
Total des principaux produits	**33.9**	**41.4**	**41.4**	**4.1**	**-12.9**
Total des exportations	**25.2**	**34.3**	**32.3**	**1.7**	**-18.5**
Algérie					
Produits laitiers	79.2	83.2	92.1	166.7	13.9
Huiles et matières grasses végétales	67.7	100.0	100.0	283.9	-68.4
Machines et matériel de construction et d'entretien	70.0	48.8	96.7	27.2	232.8
Machines de levage	94.7	96.3	99.7	-61.1	663.3
Produits métalliques pour construction et architecture	97.5	98.4	98.1	—	84.3
Bâtiments et structures préfabriqués	99.5	96.9	81.9	-54.6	-75.0
Autres instruments de mesure et de contrôle	33.2	98.1	84.5	—	185.1
Amiante non manufacturé	100.0	100.0	100.0	-83.7	44.2
Huiles et matières grasses animales	—	88.7	99.9	—	53.5
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	71.4	22.9	91.6	-24.2	61.2
Total des principaux produits	**87.1**	**86.9**	**93.4**	**53.4**	**-12.2**
Total des exportations	**35.6**	**40.7**	**37.8**	**50.5**	**-16.6**
République populaire de Chine					
Cuivre et alliages	—	—	82.1	—	—
Zinc et alliages	—	—	55.9	—	—
Moteurs d'avions et pièces	100.0	100.0	97.5	75.2	115.4
Autres véhicules automobiles	—	—	100.0	—	—

Tableau 6 (suite)

Répartition des exportations, selon les principaux pays de destination, par produit[2], Québec et Canada, 1981-1983

Produit	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Filés et fils, fibres artificielles	5 769	—	1 690	5 769	85	2 608
Amiante non manufacturé	9	518	1 341	9	518	1 488
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	12 960	22 367	1 093	33 630	49 361	15 770
Total des principaux produits	**19 981**	**25 064**	**147 942**	**40 674**	**72 433**	**207 836**
Total des exportations	**55 579**	**38 413**	**151 290**	**1 018 458**	**1 041 372**	**1 466 953**
Suisse						
Autres produits chimiques organiques	41 299	12 640	31 263	41 300	12 642	31 263
Composés organo-inorganiques et composés hétérocycliques	16 570	4 095	24 112	16 576	4 097	24 144
Moteurs d'avions et pièces	13 061	19 013	21 482	13 224	19 043	21 525
Autres instruments de mesure et de contrôle	5 017	124	10 397	5 976	1 801	12 769
Vêtements divers	29 867	20 317	9 338	33 661	22 264	10 204
Avions entiers avec moteurs	—	4 480	6 094	1 593	4 480	6 094
Pâtes de bois et pâtes similaires	1 510	8 420	5 532	4 453	12 615	11 638
Amiante non manufacturé	4 658	1 229	3 935	6 840	1 729	3 935
Machines et matériel de bureau	1 019	1 474	2 510	7 076	4 683	7 294
Produits biologiques	217	549	1 195	430	1 222	1 490
Total des principaux produits	**113 222**	**72 346**	**115 863**	**131 134**	**84 582**	**130 360**
Total des exportations	**166 122**	**118 936**	**132 756**	**266 127**	**231 190**	**230 343**
Mexique						
Matériel roulant de chemin de fer	36 367	38 210	63 863	41 294	38 417	64 104
Amiante non manufacturé	22 405	14 789	12 568	32 655	19 869	13 050
Autres instruments de mesure et de contrôle	4 676	1 822	11 232	7 397	4 483	11 656
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	1 774	5 757	9 035	14 653	12 828	13 228
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	25	—	5 112	2 723	5 305	14 728
Papier d'imprimerie	29 263	6 768	4 356	53 374	20 409	9 582
Produits laitiers	57 649	41 741	1 553	100 829	70 124	2 082
Aluminium et alliages	4 165	446	1 298	4 847	4 970	4 249
Éléments chimiques	334	203	1 090	803	514	1 156
Machines et matériel de construction et d'entretien	387	35	1 017	3 736	886	1 079
Total des principaux produits	**157 048**	**109 775**	**111 129**	**262 316**	**177 810**	**134 920**
Total des exportations au Mexique	**224 080**	**142 521**	**118 823**	**724 220**	**452 017**	**380 651**
Total des 10 principaux pays	**9 201 337**	**8 427 911**	**9 706 036**	**30 899 039**	**31 966 023**	**38 781 360**
Total des exportations	**15 065 016**	**14 382 976**	**14 996 037**	**83 811 479**	**84 530 252**	**90 963 909**

1. Excluant les produits d'une valeur inférieure à 1 million de dollars en 1983.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Produit	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Filés et fils, fibres artificielles	100.0	—	64.7	- 100.0	—
Amiante non manufacturé	100.0	100.0	90.1	—	158.7
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	38.5	45.3	6.9	72.5	- 95.2
Total des principaux produits	**49.1**	**34.6**	**71.1**	**25.4**	**490.2**
Total des exportations	**5.4**	**3.6**	**10.3**	**- 30.9**	**293.8**
Suisse					
Autres produits chimiques organiques	99.9	99.9	100.0	- 69.4	147.3
Composés organo-inorganiques et composés hétérocycliques	99.9	99.9	99.8	- 75.3	488.6
Moteurs d'avions et pièces	98.7	99.8	99.7	45.5	12.9
Autres instruments de mesure et de contrôle	83.9	6.9	81.4	- 97.6	—
Vêtements divers	88.7	91.2	91.5	- 32.0	- 54.1
Avions entiers avec moteurs	—	100.0	100.0	—	36.0
Pâtes de bois et pâtes similaires	33.9	66.7	47.5	457.6	- 34.3
Amiante non manufacturé	68.1	71.1	100.0	- 73.7	220.1
Machines et matériel de bureau	14.4	31.4	34.4	44.5	70.3
Produits biologiques	50.6	44.9	80.2	152.0	117.5
Total des principaux produits	**86.3**	**85.5**	**88.8**	**- 36.2**	**60.1**
Total des exportations	**62.4**	**51.4**	**57.6**	**- 28.5**	**11.6**
Mexique					
Materiel roulant de chemin de fer	88.0	99.4	99.6	5.0	67.1
Amiante non manufacturé	68.6	74.4	96.3	- 34.0	- 15.1
Autres instruments de mesure et de contrôle	63.2	40.6	96.3	- 61.1	516.2
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	12.1	44.8	68.3	224.4	56.9
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	0.9	—	34.7	- 100.0	—
Papier d'imprimerie	54.8	33.1	45.4	- 76.9	- 35.7
Produits laitiers	57.1	59.5	74.5	- 27.6	- 96.3
Aluminium et alliages	85.9	8.9	30.5	- 89.3	190.8
Éléments chimiques	41.5	39.4	94.2	- 39.2	436.5
Machines et matériel de construction et d'entretien	10.3	3.9	94.1	- 90.9	—
Total des principaux produits	**59.8**	**61.7**	**82.3**	**- 30.2**	**1.2**
Total des exportations au Mexique	**30.9**	**31.5**	**31.2**	**- 36.4**	**- 16.7**
Total des 10 principaux pays	**29.7**	**26.3**	**25.0**	**- 8.5**	**15.1**
Total des exportations	**17.9**	**17.0**	**16.4**	**- 4.6**	**4.2**

Tableau 7

Répartition des exportations, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1982 et 1983

Produit	**Québec**		**Canada**	
	1982	**1983**	**1982**	**1983**
	'000 $			
Métaux et produits en métal (sauf machines, équipement et matériel de transport)	**2 835 457**	**3 196 305**	**10 726 759**	**10 7[illegible]7 040**
Minerais, concentrés et déchets de métaux	678 603	601 257	31 96 804	2 907 445
Produits sidérurgiques et produits de la première transformation de l'acier	376 378	273 561	2 023 737	1 669 497
Métaux et demi-produits non ferreux	1 569 943	2 111 532	4 823 997	5 457 928
Produits du travail des métaux	210 532	209 955	682 222	732 170
Produits minéraux non métalliques	**638 008**	**613 907**	**1 859 313**	**1 719 819**
Produits minéraux non métalliques bruts	486 067	461 078	1 394 921	1 226 521
Produits minéraux non métalliques de base	151 941	152 829	464 392	493 297
Charbon, pétrole et autres substances bitumineuses brutes	**—**	**2 308**	**8 752 393**	**8 727 929**
Bois et produits du bois	**955 193**	**1 004 508**	**7 057 299**	**8 213 953**
Bois brut	8 333	14 308	226 397	276 636
Demi-produits en bois	610 170	682 722	3 531 762	4 782 467
Pâtes de bois et pâtes similaires	302 282	268 693	3 221 445	3 057 719
Ameublement en bois	34 408	38 785	77 695	97 132
Papiers et cartons	**2 357 242**	**2 276 745**	**5 010 587**	**5 038 528**
Papier d'imprimerie	2 238 682	2 120 547	4 500 324	4 416 727
Autres papiers et cartons	118 560	156 198	510 263	621 800
Matériel de transport	**2 480 490**	**2 867 811**	**20 504 418**	**24 540 495**
Véhicules de transport routier et pièces	1 104 138	1 648 912	17 683 915	22 360 304
Produits de la construction aéronautique	1 028 527	1 047 679	2 094 166	1 817 184
Produits de la construction navale	137 896	39 426	320 563	187 281
Matériel roulant de chemin de fer	209 928	131 795	405 774	175 727
Produits alimentaires	**886 445**	**801 205**	**9 033 116**	**9 177 716**
Viandes et préparations de viande	411 157	338 395	785 796	704 639
Poissons et animaux marins	102 999	89 601	1 591 333	1 565 749
Produits laitiers	201 926	201 408	280 845	238 821
Grains, farine, semoule et préparation de céréales	45 337	45 830	5 712 446	5 991 830
Fruits et préparations de fruits	12 733	10 035	130 592	110 898
Légumes et préparations de légumes	32 691	48 318	284 591	292 862
Sucre et préparations à base de sucre	42 958	29 794	111 803	127 857
Cacao, café, thé et épices	29 706	29 971	42 449	42 908
Oeufs, miel et produits alimentaires divers	6 940	7 853	93 261	102 152
Machines et outillage	**954 707**	**956 448**	**5 450 623**	**5 451 461**
Machines et outillage agricole	31 987	28 713	736 615	660 886
Équipement industriel d'usage général ou spécial	482 117	541 237	2 835 152	2 664 159
Machines et matériel de bureau et de commerce	273 562	227 567	1 237 683	1 435 648
Instruments scientifiques et professionnels	167 041	158 931	641 174	690 768
Matériel électrique, équipement et matériel de communication	**526 046**	**690 248**	**2 066 259**	**2 291 508**
Appareils et accessoires électriques	107 623	99 073	549 393	528 862
Équipement et matériel de communication	418 424	591 175	1 516 866	1 762 646
Produits textiles et habillement	**320 112**	**274 457**	**670 084**	**626 923**
Textiles et fibres connexes	8 992	5 439	88 714	99 669
Divers ouvrages en matière textile	153 082	118 408	271 077	243 327
Vêtements	136 436	132 934	257 203	234 507

Produits	Québec/Canada 1982	Québec/Canada 1983	Variation Québec 1983/1982	Variation Canada 1983/1982
	%			
Métaux et produits en métal (sauf machines, équipement et matériel de transport)	**26.4**	**29.7**	**12.7**	**0.4**
Minerais, concentrés et déchets de métaux	21.2	20.7	11.4	-9.1
Produits sidérurgiques et produits de la première transformation de l'acier	18.6	16.4	-27.3	-17.5
Métaux et demi-produits non ferreux	32.5	38.7	34.5	13.1
Produits du travail des métaux	30.9	28.7	-0.3	7.3
Produits minéraux non métalliques	**34.3**	**35.7**	**-3.8**	**-7.5**
Produits minéraux non métalliques bruts	34.8	37.6	-5.2	-12.1
Produits minéraux non métalliques de base	32.7	31.0	0.6	6.2
Charbon, pétrole et autres substances bitumineuses brutes	—	—	—	**-0.3**
Bois et produits du bois	**13.5**	**12.2**	**5.2**	**16.4**
Bois brut	3.7	5.2	71.7	22.2
Demi-produits en bois	17.3	14.3	11.9	35.4
Pâtes de bois et pâtes similaires	9.4	8.8	-11.1	-5.1
Ameublement en bois	44.3	39.9	12.7	25.0
Papiers et cartons	**47.0**	**45.2**	**-3.4**	**0.6**
Papier d'imprimerie	49.7	48.0	-5.3	-1.9
Autres papiers et cartons	23.2	25.1	31.7	21.9
Matériel de transport	**12.1**	**11.7**	**15.6**	**19.7**
Véhicules de transport routier et pièces	6.2	7.4	49.3	26.4
Produits de la construction aéronautique	49.1	57.7	1.9	-13.2
Produits de la construction navale	43.0	21.1	-71.4	-41.6
Matériel roulant de chemin de fer	51.7	75.0	-37.2	-56.7
Produits alimentaires	**9.8**	**8.7**	**-9.6**	**1.6**
Viandes et préparations de viande	52.3	48.0	-17.7	-10.3
Poissons et animaux marins	6.5	5.7	-13.0	-1.6
Produits laitiers	71.9	84.3	-0.3	-15.0
Grains, farine, semoule et préparation de céréales	0.8	0.8	1.1	4.9
Fruits et préparations de fruits	9.8	9.0	-21.2	-15.1
Légumes et préparations de légumes	11.5	16.5	47.8	2.9
Sucre et préparations à base de sucre	38.4	23.3	-30.7	14.4
Cacao, café, thé et épices	70.0	69.8	0.9	1.1
Oeufs, miel et produits alimentaires divers	7.4	7.7	13.2	9.5
Machines et outillage	**17.5**	**17.5**	**0.2**	**—**
Machines et outillage agricole	4.3	4.3	-10.2	-10.3
Équipement industriel d'usage général ou spécial	17.0	20.3	12.3	-6.0
Machines et matériel de bureau et de commerce	22.1	15.9	-16.8	16.0
Instruments scientifiques et professionnels	26.1	23.0	-4.9	7.7
Matériel électrique, équipement et matériel de communication	**25.5**	**30.1**	**31.2**	**10.9**
Appareils et accessoires électriques	19.6	18.7	-8.0	-3.7
Équipement et matériel de communication	27.6	33.5	41.3	16.2
Produits textiles et habillement	**47.8**	**43.8**	**-14.3**	**-6.5**
Textiles et fibres connexes	10.1	5.5	-39.5	12.3
Divers ouvrages en matière textile	56.5	48.7	-22.7	-10.2
Vêtements	53.0	56.7	-2.6	-8.8

Tableau 7 (suite)

Répartition des exportations, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1982 et 1983

Produit	Québec		Canada	
	1982	1983	1982	1983
	'000 $			
Chaussures	21 602	17 675	53 090	49 420
Produits chimiques et pétrochimiques	**1 026 756**	**857 204**	**6 770 376**	**7 388 247**
Produits chimiques de base (organiques et inorganiques)	454 542	440 542	2 125 832	2 239 053
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	69 001	70 057	124 334	142 396
Produits dérivés du pétrole et du charbon	312 065	147 776	2 545 645	2 816 767
Autres produits chimiques	191 147	198 828	1 974 565	2 190 031
Produits divers	**917 177**	**974 917**	**4 283 540**	**4 615 575**
Fourrage et provendes (sauf céréales non moulues)	44 157	52 506	259 935	298 338
Boissons	103 125	111 718	486 243	505 254
Produits bruts d'origine animale non comestibles (sauf les fibres)	55 334	56 481	289 072	258 821
Produits bruts d'origine végétale, non comestibles, y compris tabac (sauf fibres et bois)	31 277	37 808	907 623	957 574
Huiles et matières grasses non comestibles	102 070	57 559	228 950	184 902
Imprimés	102 523	168 369	260 871	375 044
Articles de sports et de divertissement	57 607	55 602	135 238	128 920
Matériel et fournitures photographiques	18 690	13 521	236 018	328 716
Bâtiments et structures préfabriqués	64 692	43 850	162 367	129 532
Récipients, contenants et fermetures	41 839	44 509	197 573	220 043
Électricité	295 865	332 995	1 119 650	1 228 431
Autres produits	**486 177**	**480 394**	**2 345 486**	**2 404 716**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 8

Destination[1] des expéditions des manufacturiers exportateurs, Québec, 1978-1982

Destination	1978		1979		1980	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Canadienne	2 757	21 491 478	3 307	26 627 854	3 212	29 839 174
Québec	2 741	12 862 636	3 281	15 829 767	3 183	17 889 640
Reste du Canada	2 668	8 628 842	3 186	10 798 087	3 102	11 949 534
Provinces atlantiques	2 025	1 005 764	2 317	1 299 903	2 246	1 340 938
Ontario	2 582	5 555 926	2 997	6 755 075	2 955	7 610 974
Provinces de l'Ouest et Territoires	1 855	2 067 152	2 151	2 743 109	2 089	2 997 622
Étrangère	1 336	5 822 564	1 607	7 416 293	1 579	8 630 680
États-Unis	1 111	4 242 761	1 322	5 612 675	1 329	5 695 029
Marché commun	405	486 367	462	615 176	467	826 823
Reste de l'Europe	224	169 403	242	208 157	269	435 001
Autres pays	553	924 033	651	980 285	629	1 673 827
Québec	**2 767**	**27 314 042**	**3 326**	**34 044 147**	**3 229**	**38 469 854**

1. Il s'agit ici de la destination première des expéditions et non de la destination finale. Par exemple, des expéditions destinées d'abord à l'Ontario ne seront attribuées qu'à cette province peu importe si, par la suite, l'agent économique ontarien distribue ces produits ailleurs au Canada ou à l'étranger.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec, 1978-1982.*

Produits	Québec/Canada		Variation	
	1982	1983	Québec	Canada
			1983/1982	1983/1982
	%			
Chaussures	40.7	35.8	18.2	6.9
Produits chimiques et pétrochimiques	**15.2**	**11.6**	**-16.5**	**9.1**
Produits chimiques de base (organiques et inorganiques)	21.4	19.7	3.1	5.3
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	55.5	49.2	1.5	14.5
Produits dérivés du pétrole et du charbon	12.3	5.2	52.7	10.7
Autres produits chimiques	9.7	9.1	4.0	10.9
Produits divers	**21.4**	**21.1**	**6.3**	**7.8**
Fourrage et provendes (sauf céréales non moulues)	17.0	17.6	18.9	14.8
Boissons	21.2	22.1	8.3	3.9
Produits bruts d'origine animale non comestibles (sauf les fibres)	19.1	21.8	2.1	-10.5
Produits bruts d'origine végétale, non comestibles, y compris tabac (sauf fibres et bois)	3.4	3.9	20.9	5.5
Huiles et matières grasses non comestibles	44.6	31.1	-43.6	-19.2
Imprimés	39.3	44.9	64.2	43.8
Articles de sports et de divertissement	42.6	43.1	3.5	-4.7
Matériel et fournitures photographiques	7.9	4.1	-27.7	39.3
Bâtiments et structures préfabriqués	39.8	33.9	-32.2	-20.2
Récipients, contenants et fermetures	21.2	20.2	6.4	11.4
Électricité	26.4	27.1	12.5	9.7
Autres produits	**20.7**	**20.0**	**-1.2**	**2.5**

Destination	1981		1982	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $
Canadienne	**2 906**	**33 331 355**	**2 658**	**30 650 193**
Québec	2 883	19 593 442	2 618	18 433 498
Reste du Canada	2 811	13 737 913	2 586	12 216 695
Provinces atlantiques	2 039	1 582 347	1 887	1 632 307
Ontario	2 691	8 700 757	2 485	7 652 228
Provinces de l'Ouest et Territoires	1 973	3 454 809	1 820	2 932 160
Étrangère	**1 468**	**9 128 772**	**1 429**	**8 940 283**
États-Unis	1 217	6 295 627	1 217	6 457 046
Marché commun	440	682 792	407	794 081
Reste de l'Europe	240	221 763	211	206 485
Autres pays	592	1 928 590	600	1 482 671
Québec	**2 919**	**42 460 127**	**2 680**	**39 590 476**

Tableau 9

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, selon la région d'origine, Québec, 1978-1982

Destination	1978		1979		1980	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie						
Canadienne	**38**	**164 850**	**37**	**296 349**	**40**	**262 818**
Quebec	36	118 201	36	222 252	39	163 608
Reste du Canada	29	46 649	27	74 097	27	99 210
Provinces atlantiques	20	10 292	22	16 860	20	20 797
Ontario	21	34 529	14	54 615	15	71 083
Provinces de l'Ouest et Territoires	4	1 828	4	2 622	5	7 330
Etrangere	**29**	**109 470**	**29**	**150 672**	**26**	**185 069**
Etats-Unis	28	77 467	27	83 494	22	127 818
Marche commun	x	x	12	32 261	14	22 006
Reste de l'Europe	x	x	x	x	9	10 501
Autres pays	x	x	x	x	6	24 744
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	**39**	**274 320**	**38**	**447 021**	**40**	**447 887**
Saguenay — Lac-Saint-Jean						
Canadienne	**23**	**391 677**	**34**	**650 111**	**40**	**887 176**
Quebec	21	185 337	33	343 863	39	546 999
Reste du Canada	23	206 340	32	306 248	38	340 177
Provinces atlantiques	11	4 463	15	6 207	19	16 897
Ontario	22	196 548	30	296 327	34	315 430
Provinces de l'Ouest et Territoires	8	5 329	9	3 714	11	7 850
Étrangère	**20**	**953 154**	**27**	**831 256**	**38**	**1 015 795**
Etats-Unis	20	577 731	26	564 507	35	327 361
Marche commun	x	x	9	37 295	x	x
Reste de l'Europe	x	x	x	x	x	x
Autres pays	x	x	x	x	15	545 583
Saguenay — Lac-Saint-Jean	**24**	**1 344 831**	**36**	**1 481 367**	**42**	**1 902 971**
Québec[1]						
Canadienne	**253**	**1 666 552**	**319**	**2 174 772**	**310**	**2 431 182**
Québec	252	1 151 840	318	1 457 926	308	1 727 388
Reste du Canada	231	514 712	291	716 846	285	703 794
Provinces atlantiques	175	81 386	212	105 177	205	108 438
Ontario	208	327 557	243	453 211	249	422 771
Provinces de l'Ouest et Territoires	118	105 769	134	158 458	152	172 585
Étrangère	**137**	**503 871**	**172**	**619 282**	**177**	**782 611**
États-Unis	124	365 133	146	452 654	158	483 260
Marché commun	33	45 544	33	75 131	x	x
Reste de l'Europe	18	19 762	17	3 132	x	x
Autres pays	42	73 432	50	88 365	51	99 383
Québec[1]	**254**	**2 170 423**	**323**	**2 794 054**	**315**	**3 213 793**

Destination	1981		1982	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $
Canadienne	**32**	**280 555**	**29**	**271 949**
Québec	32	102 758	28	114 258
Reste du Canada	23	177 797	25	157 691
Provinces atlantiques	18	25 429	17	27 872
Ontario	13	140 212	18	121 371
Provinces de l'Ouest et Territoires	5	12 156	7	8 448
Etrangère	**24**	**167 799**	**23**	**155 558**
Etats-Unis	20	102 641	21	107 761
Marché commun	14	23 754	13	32 982
Reste de l'Europe	9	3 267	6	647
Autres pays	11	38 137	11	14 168
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	**32**	**448 354**	**30**	**427 507**
Canadienne	**34**	**884 778**	**29**	**482 166**
Québec	33	509 180	27	249 233
Reste du Canada	31	375 598	29	232 933
Provinces atlantiques	15	28 222	12	21 530
Ontario	30	328 813	29	191 202
Provinces de l'Ouest et Territoires	11	18 563	10	20 201
Étrangère	**34**	**1 108 948**	**28**	**703 596**
États-Unis	30	416 235	26	559 426
Marché commun	13	66 871	x	x
Reste de l'Europe	5	3 457	x	x
Autres pays	13	622 385	11	61 196
Saguenay — Lac-Saint-Jean	**36**	**1 993 726**	**30**	**1 185 762**
Canadienne	**274**	**2 700 506**	**251**	**2 360 708**
Québec	272	1 846 241	246	1 724 601
Reste du Canada	253	854 265	232	636 107
Provinces atlantiques	200	164 732	179	135 450
Ontario	219	448 543	202	335 028
Provinces de l'Ouest et Territoires	135	240 990	118	165 629
Étrangère	**161**	**776 181**	**158**	**1 088 834**
États-Unis	145	557 599	146	722 881
Marché commun	46	83 005	34	107 607
Reste de l'Europe	20	6 229	14	25 320
Autres pays	57	129 348	54	233 026
Québec[1]	**276**	**3 476 687**	**254**	**3 449 542**

Tableau 9 (suite)

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, selon la région d'origine, Québec, 1978-1982

Destination	1978		1979		1980	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Trois-Rivières[1]						
Canadienne	185	1 434 433	206	1 763 590	201	1 795 180
Québec	184	819 614	206	1 049 580	200	1 083 257
Reste du Canada	179	614 819	201	714 010	197	711 923
Provinces atlantiques	140	56 091	143	62 426	147	67 106
Ontario	177	423 352	186	508 498	186	501 621
Provinces de l'Ouest et Territoires	129	135 376	139	143 086	130	143 196
Étrangère	105	584 852	121	641 400	120	731 849
États-Unis	87	406 353	97	471 401	98	414 182
Marché commun	36	53 831	33	69 546	38	55 311
Reste de l'Europe	15	11 117	20	13 481	22	58 101
Autres pays	46	113 551	53	86 972	55	204 255
Trois-Rivières[1]	186	2 019 285	208	2 404 990	203	2 527 029
Estrie						
Canadienne	87	683 062	111	899 872	111	1 107 949
Québec	87	308 234	111	422 071	110	538 916
Reste du Canada	75	374 828	98	477 801	97	569 033
Provinces atlantiques	59	54 531	70	66 724	72	67 530
Ontario	73	209 453	93	255 253	91	308 215
Provinces de l'Ouest et Territoires	49	110 844	60	155 824	59	193 288
Étrangère	64	226 972	73	271 110	72	282 364
États-Unis	58	138 864	67	196 532	63	183 571
Marché commun	18	21 622	16	25 395	20	30 110
Reste de l'Europe	9	3 216	11	7 697	12	6 754
Autres pays	19	63 270	20	41 486	28	61 929
Estrie	87	910 034	111	1 170 982	111	1 390 313
Montréal[1]						
Canadienne	2 087	16 409 904	2 492	19 523 375	2 406	21 713 272
Québec	2 078	9 866 555	2 471	11 533 855	2 385	12 852 598
Reste du Canada	2 051	6 543 349	2 433	7 989 520	2 358	8 860 674
Provinces atlantiques	1 586	781 330	1 818	1 019 112	1 741	1 030 801
Ontario	2 006	4 082 049	2 338	4 804 702	2 289	5 400 371
Provinces de l'Ouest et Territoires	1 523	1 679 970	1 777	2 165 706	1 700	2 429 502
Étrangère	929	2 891 474	1 124	3 969 181	1 09	4 390 414
États-Unis	745	2 182 288	902	3 023 159	901	3 168 111
Marché commun	275	274 120	332	310 401	316	327 242
Reste de l'Europe	170	109 928	173	161 122	189	233 025
Autres pays	413	325 138	493	474 499	455	662 036
Montréal[1]	2 093	19 301 378	2 502	23 492 556	2 414	26 103 686

Destination	1981		1982	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $
Canadienne	174	1 917 990	143	1 477 998
Québec	172	1 086 905	143	846 426
Reste du Canada	172	831 085	142	631 572
Provinces atlantiques	126	64 508	110	51 339
Ontario	162	601 675	138	480 201
Provinces de l'Ouest et Territoires	123	164 902	106	100 032
Étrangère	99	884 052	92	802 655
États-Unis	86	589 113	78	649 115
Marché commun	29	38 579	25	28 113
Reste de l'Europe	20	15 142	12	12 164
Autres pays	45	241 218	42	113 263
Trois-Rivières[1]	175	2 802 042	144	2 280 653
Canadienne	103	1 120 096	100	1 089 553
Québec	103	552 194	100	535 090
Reste du Canada	88	567 902	85	554 463
Provinces atlantiques	64	61 293	67	70 274
Ontario	84	340 638	81	310 562
Provinces de l'Ouest et Territoires	59	165 971	60	173 627
Étrangère	72	292 971	75	269 623
États-Unis	64	215 911	67	216 979
Marché commun	13	22 263	X	X
Reste de l'Europe	7	4 097	X	X
Autres pays	22	50 700	22	29 129
Estrie	104	1 413 067	100	1 359 176
Canadienne	2 190	24 663 722	2 016	23 598 198
Québec	2 173	14 276 590	1 985	14 000 985
Reste du Canada	2 151	10 387 132	1 987	9 597 213
Provinces atlantiques	1 585	1 195 709	1 471	1 296 588
Ontario	2 094	6 393 060	1 935	5 876 926
Provinces de l'Ouest et Territoires	1 605	2 798 363	1 491	2 423 699
Étrangère	1 021	4 963 415	994	4 995 972
États-Unis	822	3 634 002	827	3 426 503
Marché commun	302	370 633	288	466 843
Reste de l'Europe	168	186 939	152	150 822
Autres pays	425	771 841	435	951 804
Montréal[1]	2 197	29 627 137	2 031	28 594 170

Tableau 9 (suite)

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, selon la région d'origine, Québec, 1978-1982

Destination	1978 Établissements	1978 Expéditions	1979 Établissements	1979 Expéditions	1980 Établissements	1980 Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Outaouais						
Canadienne	**41**	**398 765**	**58**	**736 975**	**55**	**1 230 272**
Québec	41	181 843	57	389 410	53	716 724
Reste du Canada	39	216 922	56	347 565	54	513 548
Provinces atlantiques	18	13 121	21	13 952	22	16 856
Ontario	39	177 518	54	221 177	53	456 297
Provinces de l'Ouest et Territoires	16	26 283	23	112 436	22	40 395
Étrangère	**29**	**278 251**	**34**	**550 447**	**29**	**645 135**
États-Unis	27	243 507	31	511 851	25	601 330
Marché commun	13	17 928	19	23 511	12	19 939
Reste de l'Europe	X	X	7	359	6	678
Autres pays	X	X	10	14 726	10	23 188
Outaouais	**41**	**677 016**	**58**	**1 287 422**	**55**	**1 875 407**
Abitibi-Témiscamingue						
Canadienne	..	..	..	..	..	..
Québec	..	..	..	..	..	..
Reste du Canada	..	..	..	..	..	..
Provinces atlantiques	..	..	..	..	..	..
Ontario	..	..	..	..	..	..
Provinces de l'Ouest et Territoires	..	..	..	..	..	..
Étrangère	..	..	..	..	..	..
États-Unis	..	..	..	..	..	..
Marché commun	..	..	..	..	..	..
Reste de l'Europe	..	..	..	..	..	..
Autres pays	..	..	..	..	..	..
Abitibi-Témiscamingue	..	..	..	..	..	..
Côte-Nord						
Canadienne	..	..	..	..	..	..
Québec	..	..	..	..	..	..
Reste du Canada	..	..	..	..	..	..
Provinces atlantiques	..	..	..	..	..	..
Ontario	..	..	..	..	..	..
Provinces de l'Ouest et Territoires	..	..	..	..	..	..
Étrangère	..	..	..	..	..	..
États-Unis	..	..	..	..	..	..
Marché commun	..	..	..	..	..	..
Reste de l'Europe	..	..	..	..	..	..
Autres pays	..	..	..	..	..	..
Côte-Nord	..	..	..	..	..	..

Destination	1981		1982	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $
Canadienne	**54**	**636 804**	**50**	**459 946**
Québec	54	240 942	50	178 752
Reste du Canada	53	395 862	49	281 194
Provinces atlantiques	20	22 936	20	15 963
Ontario	53	322 208	49	225 656
Provinces de l'Ouest et Territoires	27	50 718	23	39 575
Étrangère	**31**	**426 912**	**34**	**401 012**
États-Unis	25	375 909	30	329 749
Marché commun	16	22 644	17	38 077
Reste de l'Europe	5	892	11	831
Autres pays	12	27 467	15	32 355
Outaouais	**54**	**1 063 716**	**50**	**860 958**
Canadienne	**34**	**1 022 425**	..	..
Québec	33	894 182	..	..
Reste du Canada	33	128 243	..	..
Provinces atlantiques	x	x	..	..
Ontario	x	x	..	..
Provinces de l'Ouest et Territoires	x	x	..	..
Étrangère	**19**	**168 056**	..	..
États-Unis	x	x	..	..
Marché commun	x	x	..	..
Reste de l'Europe	x	x	..	..
Autres pays	x	x	..	..
Abitibi-Témiscamingue	**34**	**1 190 481**	..	..
Canadienne	**11**	**104 479**	..	..
Québec	11	84 450	..	..
Reste du Canada	7	20 029	..	..
Provinces atlantiques	x	x	..	..
Ontario	x	x	..	..
Provinces de l'Ouest et Territoires	x	x	..	..
Étrangère	**7**	**340 438**	..	..
États-Unis	x	x	..	..
Marché commun	x	x	..	..
Reste de l'Europe	x	x	..	..
Autres pays	x	x	..	..
Côte-Nord	**11**	**444 917**	..	..

Tableau 9 (suite)

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, selon la région d'origine, Québec, 1978-1982

Destination	1978		1979		1980	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nouveau Québec						
Canadienne	43	342 235	50	582 810	49	411 325
Québec	42	231 012	49	410 810	49	260 150
Reste du Canada	41	111 223	48	172 000	46	151 175
Provinces atlantiques	16	4 550	16	9 445	20	12 513
Ontario	36	104 920	39	161 292	38	135 186
Provinces de l'Ouest et Territoires	8	1 753	5	1 263	10	3 476
Étrangère	23	274 520	27	382 945	27	597 443
Etats-Unis	22	251 418	26	309 077	27	389 396
Marche commun	X	X	8	41 636	X	X
Reste de l'Europe	X	X	6	2 283	X	X
Autres pays	X	X	8	29 949	9	52 709
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nouveau-Québec	43	616 755	50	965 755	49	1 008 768

1. Il s'agit ici de la région administrative.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Quebec, 1978-1982.*

Tableau 10

Répartition des importations, selon le pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Pays	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Europe occidentale	3 113 989	2 679 783	2 735 813	8 004 779	7 003 414	7 498 024
Royaume-Uni	838 182	658 279	453 547	2 385 665	1 894 834	1 798 025
Gibraltar	—	—	—	75	1	—
Irlande	30 353	21 593	28 633	117 897	128 786	107 266
Malte	235	674	302	2 125	2 679	2 263
Autriche	29 015	30 368	37 905	76 782	86 130	100 493
Belgique et Luxembourg	98 178	91 469	94 714	296 926	263 531	296 024
Danemark	69 549	47 859	49 831	157 783	127 106	134 950
Finlande	36 093	45 218	33 183	97 247	96 423	75 406
France	438 728	456 598	469 394	878 587	876 956	840 976
Allemagne de l'Ouest	568 494	510 297	582 655	1 602 813	1 377 824	
Grèce	42 590	21 246	33 382	54 148	30 301	44 118
Islande	1 016	736	567	6 510	4 930	3 233
Italie	301 727	271 185	321 678	702 632	724 838	798 389
Pays-Bas	87 717	70 763	116 087	296 455	267 295	349 381
Norvège	108 431	21 000	59 779	169 136	92 683	313 516
Portugal	20 629	17 401	17 335	53 005	43 705	58 337
Espagne	100 921	85 826	92 346	237 723	190 059	181 944
Suède	145 544	120 339	122 860	445 249	365 763	415 842
Suisse	196 578	208 921	221 605	424 012	429 558	408 161
Europe orientale	167 704	108 341	143 469	305 661	215 774	231 808
Albanie	4	35	8	1 260	157	8
Bulgarie	1 762	3 625	4 885	3 239	4 704	5 640
Tchécoslovaquie	33 200	25 689	27 868	72 889	60 336	54 443

Destination	1981		1982	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	n	'000 $	n	'000 $
Canadienne	. .	. .	40	909 675
Québec	. .	. .	39	784 153
Reste du Canada	. .	. .	37	125 522
Provinces atlantiques	. .	. .	11	13 291
Ontario	. .	. .	33	111 282
Provinces de l'Ouest et Territoires	. .	. .	5	949
Étrangère	. .	. .	25	523 033
États-Unis	. .	. .	22	444 632
Marché commun	. .	. .	x	x
Reste de l'Europe	. .	. .	x	x
Autres pays	. .	. .	10	47 730
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nouveau-Québec	. .	. .	41	1 432 708

Pays	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
	%				
Europe occidentale	38,9	38,2	36,4	−14,0	2,0
Royaume-Uni	35,1	34,7	25,2	−21,5	−31,2
Gibraltar	—	—	—	—	—
Irlande	25,7	16,7	26,6	−28,9	32,6
Malte	11,0	25,1	13,3	186,5	−55,1
Autriche	37,7	35,2	37,7	4,6	24,8
Belgique et Luxembourg	33,0	34,7	31,9	−6,9	3,5
Danemark	44,0	37,6	36,9	−31,2	4,1
Finlande	37,1	46,8	44,0	25,2	−26,7
France	49,9	52,0	55,8	4,0	2,8
Allemagne de l'Ouest	35,4	37,0	37,1	−10,3	14,1
Grèce	78,6	70,1	75,6	−50,2	57,1
Islande	15,6	14,9	17,5	−27,6	−23,1
Italie	42,9	37,4	40,2	−10,2	18,6
Pays-Bas	29,5	26,4	33,2	−19,4	64,0
Norvège	64,1	22,6	19,0	−80,7	184,6
Portugal	38,9	39,8	29,7	−15,7	−0,4
Espagne	42,4	45,1	50,7	−15,0	7,5
Suède	32,6	32,9	29,5	−17,4	2,0
Suisse	46,3	48,6	54,2	6,2	6,0
Europe orientale	54,8	50,2	61,8	−35,4	32,4
Albanie	0,3	22,2	100,0	709,1	−74,8
Bulgarie	54,4	77,0	86,6	105,6	34,7
Tchécoslovaquie	45,5	42,5	51,1	−22,7	8,4

Tableau 10 (suite)

Répartition des importations, selon le pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Pays	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
			000 $			
Allemagne de l'Est	6 322	6 163	6 732	12 789	9 694	10 116
Hongrie	14 811	10 069	12 568	31 225	25 531	27 983
Pologne	48 705	25 272	25 288	73 981	43 561	39 512
Roumanie	34 493	22 240	45 033	46 466	30 479	50 131
URSS	14 829	6 311	7 938	32 938	17 305	14 965
Yougoslavie	13 574	8 932	13 145	30 870	24 002	29 006
Moyen-Orient	**791 798**	**375 194**	**524 118**	**2 848 072**	**966 569**	**864 864**
Bahreïn	178	—	—	178	1 113	523
Chypre	740	157	111	1 463	444	353
Qatar	1	2	61	2	36	66
Émirats arabes unis	63 413	19 984	1 754	63 759	34 265	2 432
Éthiopie	805	1 460	328	1 653	2 439	2 048
Iran	203	75 218	387 552	2 702	117 182	526 750
Irak	808	399	256	1 030	560	897
Israël	16 530	10 068	11 938	51 401	39 764	55 872
Jordanie	—	—	—	8	106	198
Koweït	5	13	17 855	164 598	768	18 283
Liban	324	490	499	426	494	768
Libye	64 876	20 442	9	149 628	22 675	91
Oman (Mascate)	—	—	10	—	19	33
Arabie Saoudite	635 308	241 594	583	2 392 754	731 331	94 043
Somalie	—	—	—	226	366	—
Yémen du Sud	19	23	60	113	106	64
Soudan	4	84	78	443	830	692
Syrie	69	181	114	129	217	50 201
Turquie	3 541	3 856	4 383	10 946	11 646	12 808
République arabe d'Égypte	4 967	1 216	98 518	6 604	2 189	98 733
Yémen du Nord	—	—	—	—	7	—
Autres pays d'Afrique	**586 732**	**396 050**	**238 576**	**998 742**	**642 834**	**662 019**
Gambie	—	—	—	—	31	36
Ghana	4	281	95	4 905	4 293	3 174
Kenya	8 692	9 821	8 240	12 869	13 665	11 416
Malawi	228	195	5 595	672	1 019	6 360
Île Maurice et dépendances	7	233	737	65	3 158	6 239
Nigéria	65 810	24 567	20	112 011	64 690	192 691
Afrique du Sud	86 628	45 619	48 248	384 126	202 853	178 480
Zimbabwe	1 740	1 325	410	2 175	3 166	6 470
Sierra Leone	—	—	72	—	—	80
Tanzanie	2 203	1 315	1 018	5 102	2 687	2 117
Ouganda	287	882	291	454	882	332
Zambie	3 695	1 790	6	3 748	1 926	28
Afrique du Commonwealth	10	637	2 644	13 837	8 403	33 053
Algérie	370 208	251 584	119 020	394 743	259 614	150 105
Angola	—	—	—	—	—	5
Cameroun	203	51	1 108	492	208	1 290
Zaïre	462	13 964	12 997	605	14 811	17 011
Bénin	15	20	5	16	20	13
Afrique française	174	28	73	674	562	593
Gabon	11 241	7 514	2 949	12 652	7 514	2 950
Guinée	16 397	18 763	14 861	20 368	23 753	19 296
Côte-d'Ivoire	5 324	4 408	5 081	8 731	12 299	10 450

Pays	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
	%				
Allemagne de l'Est	49,4	63,5	66,5	−2,6	9,2
Hongrie	47,4	39,4	44,9	−32,1	24,8
Pologne	65,8	58,0	64,0	−48,2	—
Roumanie	74,2	72,9	89,8	−35,6	102,4
URSS	45,0	36,4	53,0	−57,5	25,7
Yougoslavie	43,9	37,2	45,3	−34,2	47,1
Moyen-Orient	**27,8**	**38,3**	**60,6**	**−52,7**	**39,6**
Bahrein	100,0	—	—	100,0	—
Chypre	50,5	35,8	31,4	−78,8	−29,4
Qatar	81,9	7,7	92,3	59,9	—
Émirats arabes unis	99,4	58,3	72,1	−68,5	−91,3
Éthiopie	48,7	59,8	16,0	81,1	−77,6
Iran	7,5	64,1	73,5	—	415,2
Irak	78,4	71,1	28,6	−50,7	−35,7
Israël	32,1	25,3	21,3	−39,1	18,5
Jordanie	—	—	0,4	—	—
Koweit	—	1,7	97,6	149,8	—
Liban	76,0	99,2	64,9	51,4	1,7
Libye	43,3	90,1	10,2	−68,5	−100,0
Oman (Mascate)	—	—	31,0	—	—
Arabie Saoudite	26,5	33,0	0,6	−62,0	−99,8
Somalie	—	—	—	—	—
Yémen du Sud	16,7	21,6	92,9	21,1	161,2
Soudan	1,0	10,2	11,3	—	−7,7
Syrie	53,8	83,4	0,2	159,3	−36,8
Turquie	32,3	33,1	34,2	8,8	13,6
République arabe d'Égypte	75,2	55,5	99,7	−75,6	—
Yémen du Nord	—	—	—	—	—
Autres pays d'Afrique	**58,7**	**61,6**	**36,0**	**−32,5**	**−39,8**
Gambie	—	—	—	—	—
Ghana	—	6,5	3,0	—	−66,0
Kenya	67,5	71,8	72,1	12,9	−16,1
Malawi	33,9	19,1	87,9	−14,4	—
Île Maurice et dépendances	11,7	7,3	11,8	—	216,2
Nigéria	58,7	37,9	—	−62,7	−100,0
Afrique du Sud	22,5	22,4	27,0	−47,4	5,7
Zimbabwe	79,9	41,8	6,3	−23,9	−69,1
Sierra Leone	—	—	90,1	—	—
Tanzanie	43,1	48,9	48,0	−40,4	−22,6
Ouganda	63,1	100,0	87,5	207,4	−67,1
Zambie	98,6	92,8	21,6	−51,6	−99,7
Afrique du Commonwealth	—	7,5	8,0	—	314,9
Algérie	93,7	96,9	79,2	−32,1	−52,7
Angola	—	—	16,2	—	—
Cameroun	41,3	24,5	85,9	−75,0	—
Zaïre	76,3	94,2	76,4	—	−7,0
Bénin	94,4	99,9	41,6	34,7	−72,3
Afrique française	25,9	4,9	12,4	−84,0	162,5
Gabon	88,8	99,9	99,9	−33,2	−60,8
Guinée	80,5	78,9	77,0	14,4	−20,8
Côte-d'Ivoire	60,9	35,8	48,6	−17,3	15,2

Tableau 10 (suite)

Répartition des importations, selon le pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Pays	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Libéria	769	1	—	771	34	125
Madagascar	244	53	275	347	241	725
Mauritanie	—	—	2	—	42	3
Maroc	11 625	11 762	14 168	15 241	15 392	15 817
Mozambique	260	683	164	841	966	300
Afrique portugaise	—	—	1	—	—	15
Sénégal	58	22	172	1 786	46	1 285
Afrique espagnole	3	50	—	62	56	—
Togo	—	95	2	—	95	2
Tunisie	433	376	308	1 435	392	1 549
Autres pays d'Asie	**1 766 365**	**1 600 191**	**2 106 625**	**6 896 772**	**6 176 830**	**7 818 102**
Bangladesh	5 377	3 851	6 233	7 459	4 874	10 465
République de Sri Lanka	10 149	8 261	10 742	17 467	16 731	21 668
Hong Kong	216 503	213 980	302 421	674 530	668 839	820 315
Inde	51 766	38 892	41 474	106 704	90 698	101 118
Malaisie	18 892	16 913	22 427	99 978	89 193	115 580
Pakistan	8 886	9 357	10 230	17 473	16 031	18 526
Singapour	30 475	23 373	40 558	173 459	163 442	168 177
Afghanistan	109	193	78	187	458	208
Birmanie	—	21	199	164	109	292
République Khmère et Laos	8	—	—	11	—	—
République populaire de Chine	118 843	108 964	139 705	220 012	203 654	245 767
Indonésie	4 645	4 199	10 828	36 960	30 268	40 042
Japon	773 780	673 688	841 773	4 056 695	3 526 796	4 409 441
Corée du Nord	2	—	6	131	10	79
Corée du Sud	231 929	228 646	286 917	607 423	581 771	781 882
Népal	—	—	2	—	—	111
Philippines	36 123	26 003	26 632	106 681	82 218	88 289
Asie portugaise	2 547	2 231	3 724	6 564	6 516	9 952
T'aiwan	247 805	231 331	343 109	729 142	661 268	925 451
Thaïlande	8 447	10 201	19 518	33 067	33 785	60 553
Viêt-nam	69	80	40	656	160	177
Océanie	**98 455**	**82 641**	**88 711**	**648 786**	**589 884**	**519 217**
Papouasie — Nouvelle Guinée	155	—	—	3 428	66	351
Australie	50 415	44 402	42 405	486 699	441 536	355 517
Fidji	2 555	541	1 199	12 311	7 740	6 030
Nouvelle-Zélande	45 285	37 697	44 641	145 740	140 455	156 570
Océanie britannique	—	—	—	25	9	3
Océanie française	—	—	463	521	22	500
Océanie des États-Unis	43	—	—	59	54	242
Amérique du Sud	**1 774 244**	**1 350 008**	**1 062 056**	**3 248 964**	**2 683 902**	**2 041 267**
Guyane	17 338	18 311	12 538	22 465	24 318	19 214
Îles Falkland	—	—	—	—	—	2
Argentine	27 427	19 967	19 365	79 357	48 360	47 182
Bolivie	4 235	1 788	2 770	18 406	8 017	16 556
Brésil	214 323	194 282	239 181	429 754	482 438	499 957
Chili	85 386	74 342	69 285	112 110	119 720	134 157
Colombie	28 690	38 665	33 763	83 394	92 256	94 249
Équateur	8 910	12 124	15 403	47 093	51 295	62 035

Pays	**Québec/Canada**			**Variation Québec**	
	1981	**1982**	**1983**	**1982/1981**	**1983/1982**
			%		
Libéria	99,7	3,8	0,3	− 99,9	− 69,7
Madagascar	70,5	21,9	37,9	− 78,4	418,7
Mauritanie	—	—	100,0	—	—
Maroc	76,2	76,4	89,5	11,1	20,4
Mozambique	30,9	70,6	54,5	162,4	− 76,0
Afrique portugaise	0,2	—	9,9	− 100,0	—
Sénégal	3,2	48,5	13,3	− 61,1	657,6
Afrique espagnole	6,2	89,3	—	—	—
Togo	—	99,4	100,0	—	− 97,6
Tunisie	30,1	96,0	19,9	− 13,1	− 18,1
Autres pays d'Asie	**25,6**	**25,9**	**26,9**	**− 9,5**	**31,6**
Bangladesh	72,0	79,0	59,5	− 28,4	61,8
République de Sri Lanka	58,1	49,3	49,5	− 18,7	30,0
Hong Kong	32,0	31,9	36,8	− 1,2	41,3
Inde	48,5	42,8	41,0	− 24,9	6,6
Malaisie	18,8	18,9	19,4	− 10,5	32,6
Pakistan	50,8	58,3	55,2	5,2	9,3
Singapour	17,5	14,3	24,1	− 23,4	73,5
Afghanistan	58,5	42,2	37,4	76,6	− 59,6
Birmanie	0,5	19,3	68,3	—	841,1
République Khmère et Laos	75,5	100,0	—	− 97,8	—
République populaire de Chine	54,0	53,5	56,8	− 8,4	28,2
Indonésie	12,5	13,8	27,0	− 9,7	157,8
Japon	19,0	19,1	19,0	− 13,0	24,9
Corée du Nord	1,8	4,8	8,1	− 78,7	—
Corée du Sud	38,1	39,3	36,6	− 1,5	25,4
Népal	—	—	1,8	—	—
Philippines	33,2	31,6	30,1	− 28,1	2,4
Asie portugaise	38,8	34,2	37,4	− 12,4	66,9
T'aiwan	33,9	34,9	37,0	− 6,7	48,3
Thaïlande	25,5	30,1	32,2	20,7	91,3
Viêt-nam	10,6	49,8	22,6	15,1	− 50,0
Océanie	**15,1**	**14,0**	**17,0**	**− 16,1**	**7,3**
Papouasie — Nouvelle Guinée	4,5	—	—	− 100,0	—
Australie	10,3	10,0	11,9	− 12,0	− 4,5
Fidji	20,7	6,9	19,8	− 78,9	121,6
Nouvelle-Zélande	31,0	26,8	28,5	− 16,8	18,4
Océanie britannique	—	—	—	—	—
Océanie française	—	—	92,6	—	—
Océanie des États-Unis	72,6	—	—	− 100,0	—
Amérique du Sud	**54,6**	**50,3**	**52,0**	**− 24,0**	**− 21,4**
Guyane	77,1	75,2	65,2	5,6	− 31,6
Îles Falkland	—	—	—	—	—
Argentine	34,5	41,2	41,0	− 27,2	− 3,1
Bolivie	23,0	22,3	16,7	− 57,8	54,8
Brésil	49,8	40,2	47,8	− 9,4	23,1
Chili	76,1	62,0	51,6	− 13,0	− 6,9
Colombie	34,4	41,9	35,8	34,7	− 12,7
Équateur	18,9	23,6	24,8	36,0	27,0

Tableau 10 (suite)

Répartition des importations, selon le pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

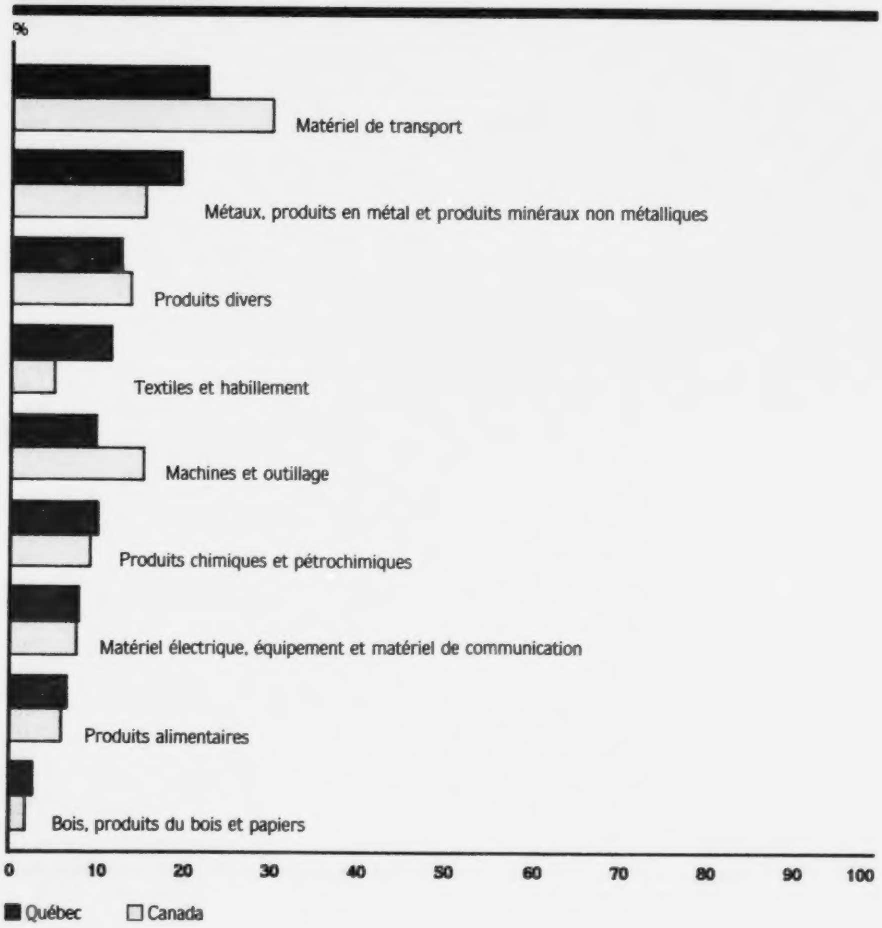
Pays	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Paraguay	525	618	2 302	1 389	1 102	3 688
Pérou	18 062	7 914	28 417	51 098	33 184	119 626
Surinam	—	1	1	8 880	7 476	7 375
Uruguay	7 814	8 053	9 079	10 093	10 715	32 766
Venezuela	1 361 528	973 937	629 946	2 384 919	1 805 016	1 004 453
Amérique centrale et Antilles	**839 179**	**818 762**	**716 172**	**1 892 153**	**1 626 959**	**1 765 029**
Bahamas	10 351	9 968	1 546	53 503	66 035	50 582
Bermudes	523	22	17 471	1 767	806	18 828
Belize	561	2 381	21	3 239	5 278	8 579
Barbade	1 268	742	1 463	9 279	6 752	8 132
Jamaïque	71 804	114 022	97 372	97 531	125 248	109 696
Îles du Vent et Îles Sous-le-Vent	931	560	599	1 823	1 283	1 454
Trinidad-Tobago	23 040	945	2 270	75 128	18 018	9 029
Costa Rica	11 318	10 042	34 357	38 992	32 266	62 505
Cuba	126 009	55 716	25 073	193 393	94 842	56 287
République dominicaine	10 655	10 452	12 032	17 787	18 362	19 431
El Salvador	4 104	6 203	6 957	25 023	20 873	35 026
Antilles françaises	55	15	10	103	69	78
Guatemala	14 522	7 765	5 577	35 998	23 087	20 822
Haïti	1 153	1 941	2 324	7 573	8 579	10 753
Honduras	16 464	13 674	16 385	35 463	28 461	35 962
Mexique	574 829	516 429	408 770	1 048 634	998 313	1 079 232
Antilles néerlandaises	13 960	6 092	10 427	45 600	6 659	11 931
Nicaragua	161	328	2 922	52 090	26 647	32 120
Panama	3 257	2 730	6 267	25 226	18 261	46 551
Porto Rico	53 738	58 287	63 436	123 415	126 624	146 668
Îles Vierges (États-Unis)	467	438	884	576	486	1 172
Amérique du Nord	**8 090 918**	**6 253 640**	**7 749 796**	**54 525 623**	**47 859 825**	**54 094 288**
Groënland	70	165	48	504	2 891	2 388
Saint-Pierre-et-Miquelon	31	36	101	165	503	519
États-Unis	8 090 815	6 253 438	7 749 646	54 524 952	47 856 430	54 091 380
De provenance inconnue	26 958	24 899	24 761	112 161	89 708	91 944
Total	**17 356 346**	**13 689 514**	**15 390 101**	**79 481 714**	**67 855 703**	**75 586 566**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Pays	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Paraguay	37.8	56.1	62.4	17.7	272.1
Perou	35.3	23.8	23.7	- 56.2	259.0
Surinam	—	—	—	—	10.9
Uruguay	77.4	75.1	27.7	3.0	12.7
Venezuela	57.0	53.9	62.7	- 28.5	- 35.4
Amérique centrale et Antilles	**49.6**	**50.3**	**40.5**	**- 12.9**	**- 12.6**
Bahamas	19.3	15.0	3.0	- 3.7	- 84.5
Bermudes	29.5	2.7	92.7	- 95.8	—
Belize	17.3	45.1	0.2	324.1	- 99.1
Barbade	13.6	11.0	17.9	- 41.5	97.0
Jamaique	73.6	91.0	88.7	- 58.7	- 14.7
Îles du Vent et Îles Sous le Vent	51.0	43.6	41.2	- 39.8	6.8
Trinidad Tobago	30.6	5.2	25.1	95.9	140.0
Costa Rica	29.0	31.1	54.9	- 11.3	242.1
Cuba	65.1	58.7	44.5	- 55.8	- 55.0
Republique dominicaine	59.9	56.9	61.9	- 2.0	15.1
El Salvador	16.4	29.7	19.8	51.1	12.1
Antilles francaises	53.5	22.6	13.2	- 71.8	- 33.8
Guatemala	40.3	33.6	26.7	- 46.6	- 28.2
Haiti	15.2	22.6	21.6	68.3	19.7
Honduras	46.4	48.0	45.5	- 17.0	19.8
Mexique	54.8	51.7	37.8	- 10.2	- 20.9
Antilles neerlandaises	30.6	91.4	87.3	- 56.4	71.1
Nicaragua	0.3	1.2	9.0	103.2	789.0
Panama	12.9	14.9	13.4	- 16.2	129.5
Porto Rico	43.5	46.0	43.2	8.4	8.8
Iles Vierges (Etats-Unis)	81.0	90.0	75.4	6.3	101.9
Amerique du Nord	**14.8**	**13.0**	**14.3**	**- 22.8**	**23.9**
Groenland	13.8	5.7	2.0	136.4	- 70.9
Saint-Pierre-et-Miquelon	19.3	7.2	19.5	15.0	176.4
Etats-Unis	14.8	13.0	14.3	- 22.8	23.9
De provenance inconnue	24.0	27.7	26.9	- 7.7	- 0.6
Total	**21.8**	**20.1**	**20.3**	**- 21.2**	**12.4**

Figure 6

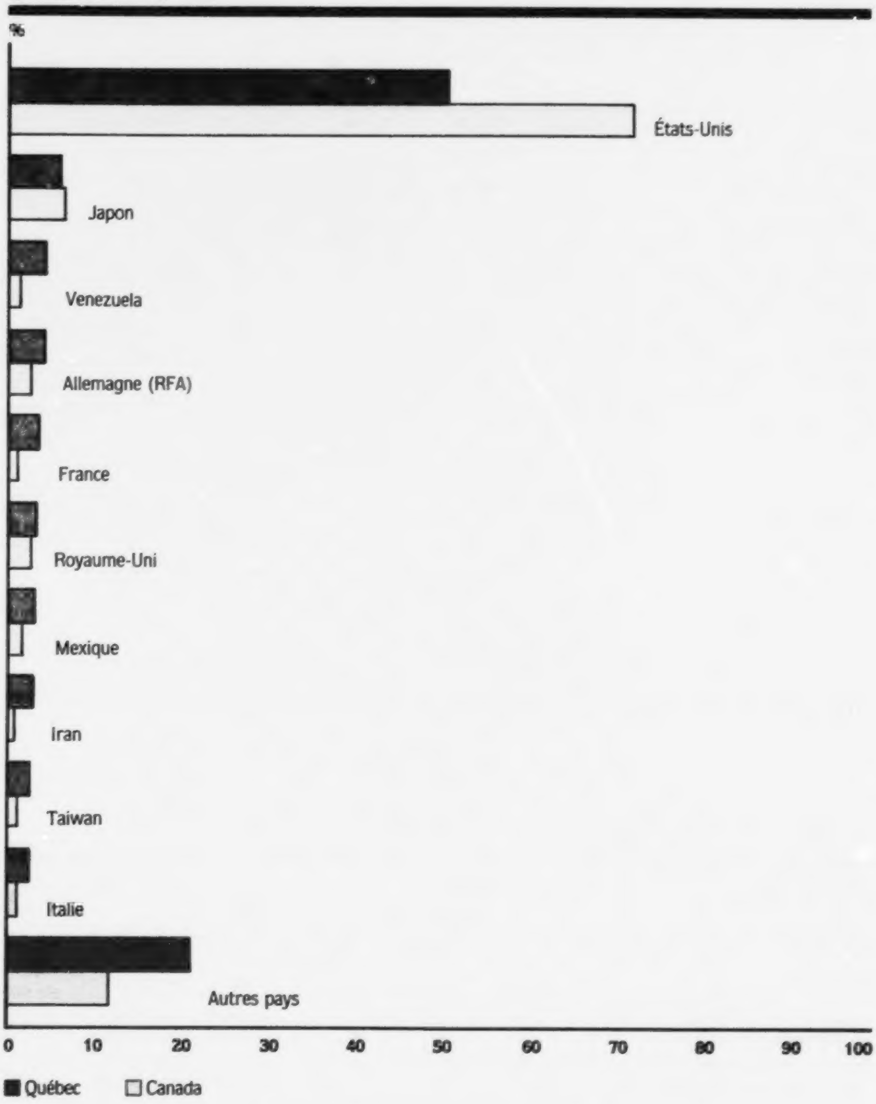
Répartition des importations internationales, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Figure 7

Répartition des importations internationales, selon les dix principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 11

Répartition des importations, selon les 25 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Pays	1981			1982		
	Québec	Canada	Québec/Canada	Québec	Canada	Québec/Canada
	000 $		%	000 $		%
Etats-Unis	8 090 815	54 524 952	14,8	6 253 438	47 856 430	13,0
Japon	773 780	4 056 695	19,0	673 688	3 526 796	19,1
Venezuela	1 361 528	2 384 919	57,0	973 937	1 805 016	53,9
Allemagne de l'Ouest	568 494	1 602 813	35,4	510 297	1 377 824	37,0
France	438 728	878 587	49,9	456 598	876 956	52,0
Royaume-Uni	838 182	2 385 665	35,1	658 279	1 894 834	34,7
Mexique	574 829	1 048 634	54,8	516 429	998 313	51,7
Iran	203	2 702	7,5	75 218	117 182	64,1
Taïwan	247 805	729 142	33,9	231 331	661 268	34,9
Italie	301 727	702 632	42,9	271 185	724 838	37,4
Hong Kong	216 503	674 530	32,0	213 980	668 839	31,9
Corée du Sud	231 929	607 423	38,1	228 646	581 771	39,3
Brésil	214 323	429 754	49,8	194 282	482 438	40,2
Suisse	196 578	424 012	46,3	208 921	429 558	48,6
République populaire de Chine	118 843	220 012	54,0	108 964	203 654	53,5
Suède	145 544	445 249	32,6	120 339	365 763	32,9
Algérie	370 208	394 743	93,7	251 584	259 614	96,9
Pays-Bas	87 717	296 455	29,5	70 763	267 295	26,4
République arabe d'Egypte	4 967	6 604	75,2	1 216	2 189	55,5
Jamaïque	71 804	97 531	73,6	114 022	125 248	91,0
Belgique et Luxembourg	98 178	296 926	33,0	91 469	263 531	34,7
Espagne	100 921	237 723	42,4	85 826	190 059	45,1
Chili	85 386	112 110	76,1	74 342	119 720	62,0
Porto Rico	53 738	123 415	43,5	58 287	126 624	46,0
Norvège	108 431	169 136	64,1	21 000	92 683	22,6
Total des principaux pays	15 301 174	72 852 374	21,0	12 464 054	64 018 456	19,4
Total de tous les pays	17 356 346	79 481 714	21,8	13 689 514	67 855 703	20,1

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 12

Répartition des importations, selon les principaux groupes de produits, et l'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Origine et groupes de produits	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
CEE	2 475 522	2 149 294	2 149 926	6 492 909	5 691 477	5 938 825
Animaux vivants	1 283	969	778	3 053	3 031	2 531
Aliments, provendes, boissons et tabacs	193 228	225 769	217 419	540 226	598 596	609 595
Matières brutes non comestibles	345 517	227 060	143 089	545 305	446 308	335 527
Matières travaillées non comestibles	699 092	600 710	660 732	1 883 835	1 519 201	1 660 155
Produits finis non comestibles	1 202 768	1 059 142	1 087 923	3 412 061	3 014 841	3 212 723
Transactions commerciales spéciales	33 631	35 641	39 983	108 427	109 498	118 293
OCDE (sauf CEE)	9 602 069	7 542 898	9 268 435	60 734 702	53 286 121	60 582 654
Animaux vivants	8 857	8 210	7 512	196 944	132 049	128 515
Aliments, provendes, boissons et tabacs	698 115	620 737	585 337	3 230 450	3 096 417	3 133 069
Matières brutes non comestibles	748 580	448 302	619 951	4 752 771	4 111 160	3 699 780
Matières travaillées non comestibles	2 090 027	1 611 751	1 890 050	11 372 389	9 311 615	10 985 476
Produits finis non comestibles	5 943 293	4 723 190	6 054 949	40 435 578	35 814 428	41 854 439
Transactions commerciales spéciales	113 194	130 706	110 633	746 568	820 450	781 372

Pays	1983		
	Québec	Canada	Québec/ Canada
	000 $		%
États-Unis	7 749 646	54 091 380	14,3
Japon	841 773	4 409 441	19,0
Venezuela	629 946	1 004 453	62,7
Allemagne de l'Ouest	582 655	1 569 691	37,1
France	469 394	840 976	55,8
Royaume-Uni	453 547	1 798 025	25,2
Mexique	408 770	1 079 232	37,8
Iran	387 552	526 750	73,5
Taïwan	343 109	925 451	37,0
Italie	321 678	798 389	40,2
Hong Kong	302 421	820 315	36,8
Corée du Sud	286 917	781 882	36,6
Brésil	239 181	499 957	47,8
Suisse	221 605	408 161	54,2
République populaire de Chine	139 705	245 767	56,8
Suède	122 860	415 842	29,5
Algérie	119 020	150 103	79,2
Pays-Bas	116 087	349 381	33,2
République arabe d'Égypte	98 518	98 733	99,7
Jamaïque	97 372	109 696	88,7
Belgique et Luxembourg	94 714	296 024	31,9
Espagne	92 346	181 944	50,7
Chili	69 285	134 157	51,6
Porto Rico	63 436	146 668	43,2
Norvège	59 779	313 516	19,0
Total des principaux pays	14 311 329	71 995 946	19,8
Total de tous les pays	15 390 101	75 586 566	20,3

Destination et groupes de produits	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
CEE	38,1	37,7	36,20	− 13,2	—
Animaux vivants	42,0	31,9	30,7	− 24,5	− 19,8
Aliments, provendes, boissons et tabacs	35,7	37,7	35,6	16,8	− 3,7
Matières brutes non comestibles	63,3	50,8	42,6	− 34,3	− 37,0
Matières travaillées non comestibles	37,1	39,5	39,7	− 14,1	9,9
Produits finis non comestibles	35,2	35,1	33,8	− 12,0	2,7
Transactions commerciales spéciales	31,0	32,5	33,8	5,9	12,1
OCDE (sauf CEE)	15,8	14,1	15,2	− 21,5	22,8
Animaux vivants	4,4	6,2	5,8	− 7,4	− 8,6
Aliments, provendes, boissons et tabacs	21,6	20,0	18,6	− 11,1	− 5,8
Matières brutes non comestibles	15,7	10,9	16,7	− 40,2	38,2
Matières travaillées non comestibles	18,3	17,3	17,2	− 22,9	17,2
Produits finis non comestibles	14,6	13,1	14,4	− 20,6	28,1
Transactions commerciales spéciales	15,1	15,9	14,1	15,4	− 15,4

Tableau 12 (suite)

Répartition des importations, selon les principaux groupes de produits, et l'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Origine et groupes de produits	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Amérique (sauf États-Unis)	2 740 483	2 193 873	1 803 141	5 253 948	4 403 966	3 901 149
Animaux vivants	42	124	365	436	366	549
Aliments, provendes, boissons et tabacs	330 592	253 876	249 250	846 312	752 524	744 627
Matières brutes non comestibles	2 098 065	1 688 509	1 180 522	3 392 212	2 718 378	1 842 472
Matières travaillées non comestibles	212 154	155 712	282 383	656 846	523 883	738 734
Produits finis non comestibles	94 456	89 973	85 961	343 886	382 842	557 727
Transactions commerciales spéciales	5 172	5 677	4 657	14 252	25 971	17 038
Autres pays	2 538 270	1 803 448	2 168 598	7 000 153	4 474 138	5 163 937
Animaux vivants	316	94	58	1 007	682	568
Aliments, provendes, boissons et tabacs	101 937	90 041	101 663	415 845	354 162	383 022
Matières brutes non comestibles	1 280 038	674 310	647 729	3 617 176	1 414 958	1 323 330
Matières travaillées non comestibles	276 240	199 784	303 567	634 381	440 223	621 323
Produits finis non comestibles	853 749	816 123	1 088 433	2 272 433	2 206 863	2 772 318
Transactions commerciales spéciales	25 988	23 093	27 145	59 309	57 247	63 374
Total	17 356 346	13 689 514	15 390 101	79 481 714	67 855 703	75 586 566
Animaux vivants	10 499	9 398	8 714	201 442	136 130	132 164
Aliments, provendes, boissons et tabacs	1 323 874	1 190 426	1 153 671	5 032 835	4 801 699	4 870 314
Matières brutes non comestibles	4 472 201	3 038 182	2 591 293	12 307 465	8 690 806	7 201 110
Matières travaillées non comestibles	3 277 515	2 567 959	3 136 733	14 547 453	11 794 923	14 005 689
Produits finis non comestibles	8 094 268	6 688 430	8 317 268	46 463 959	41 418 975	48 397 209
Transactions commerciales spéciales	177 987	195 118	182 420	928 557	1 013 167	980 078

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 13

Répartition des importations selon les 25 principaux produits, Québec et Canada, 1981-1983

Produit	1981			1982		
	Québec	Canada	Québec/Canada	Québec	Canada	Québec/Canada
	000 $		%	000 $		%
Autres substances bitumineuses brutes	3 529 249	8 006 047	44.0	2 306 213	4 981 042	46.2
Automobiles et châssis	1 305 079	5 066 071	25.7	1 019 638	4 042 985	26.2
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	569 045	7 536 876	7.5	349 859	7 943 706	4.4
Tubes électroniques et semi-conducteurs	309 705	688 436	44.9	257 886	604 353	42.6
Vêtements de dessus non tricotés	289 275	487 698	59.3	316 331	539 436	58.6
Machines et matériel de bureau	215 169	2 582 072	8.3	278 586	2 866 834	9.7
Moteurs d'avion et pièces	337 916	469 691	71.9	232 096	374 675	61.9
Vêtements de dessus tricotés	182 338	315 606	57.7	170 118	305 450	55.6
Avions entiers avec moteurs	390 962	1 252 077	31.2	167 147	601 011	27.8
Minerais, concentrés et déchets d'aluminium	231 615	412 236	56.1	224 956	385 123	58.4
Assemblages, équipement et pièces d'avions	277 984	628 634	44.2	213 858	547 211	39.0
Téléviseurs, radios et phonographes	145 219	534 682	27.1	125 734	461 242	27.2
Café	182 466	440 639	41.4	150.035	406 840	36.8
Autres tissus larges	164 801	282 539	58.3	121 071	220 885	54.8
Fruits et baies frais ou réfrigérés	148 286	622 265	23.8	163 657	708 565	23.0
Moteurs de véhicules automobiles et pièces	205 458	1 738 468	11.8	122 725	1 757 164	6.9
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	127 406	608 031	20.9	102 206	553 067	18.4

Destination et groupes de produits	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Amérique (sauf États-Unis)	**52.1**	**49.8**	**46.2**	- 20.0	-17.9
Animaux vivants	9.6	33.9	66.5	194.7	193.6
Aliments, provendes, boissons et tabacs	39.0	33.7	33.4	- 23.3	- 1.9
Matières brutes non comestibles	61.8	62.1	64.0	- 19.6	- 30.1
Matières travaillées non comestibles	32.2	29.7	38.2	- 26.7	81.3
Produits finis non comestibles	27.4	23.5	15.4	- 4.8	- 4.5
Transactions commerciales spéciales	36.2	21.8	27.3	9.7	- 18.0
Autres pays	**36.2**	**40.3**	**41.9**	- 29.0	**20.2**
Animaux vivants	31.3	13.7	10.2	- 70.3	- 38.0
Aliments, provendes, boissons et tabacs	24.5	25.4	26.5	- 11.7	12.9
Matières brutes non comestibles	35.3	47.6	48.9	- 47.4	- 4.0
Matières travaillées non comestibles	43.5	45.3	48.8	- 27.7	51.9
Produits finis non comestibles	37.5	36.9	39.2	- 4.5	33.3
Transactions commerciales spéciales	43.8	40.3	42.8	- 11.2	17.5
Total	**21.8**	**20.1**	**20.3**	- 21.2	**12.4**
Animaux vivants	5.2	6.9	6.5	- 10.5	- 7.3
Aliments, provendes, boissons et tabacs	26.3	24.7	23.6	- 10.1	- 3.1
Matières brutes non comestibles	36.3	34.9	35.9	- 32.1	- 14.8
Matières travaillées non comestibles	22.5	21.7	22.3	- 21.7	22.1
Produits finis non comestibles	17.4	16.1	17.1	- 17.4	24.3
Transactions commerciales spéciales	19.1	19.2	18.6	9.6	- 6.6

Produit	1983		
	Québec	Canada	Québec/Canada
	000 $		%
Autres substances bitumineuses brutes	1 768 832	3 275 464	54.0
Automobiles et châssis	1 673 529	6 209 397	26.9
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	607 287	9 333 210	6.5
Tubes électroniques et semi-conducteurs	389 045	862 162	45.1
Vêtements de dessus non tricotés	385 127	626 579	61.4
Machines et matériel de bureau	329 868	3 109 534	10.6
Moteurs d'avion et pièces	301 562	457 154	65.9
Vêtements de dessus tricotés	238 401	401 669	59.3
Avions entiers avec moteurs	219 660	807 952	27.1
Minerais, concentrés et déchets d'aluminium	215 120	387 513	55.5
Assemblages, équipement et pièces d'avions	189 883	549 389	34.5
Téléviseurs, radios et phonographes	173 237	597 577	28.9
Café	156 728	401 301	39.0
Autres tissus larges	156 394	265 169	58.9
Fruits et baies frais ou réfrigérés	156 121	706 364	22.1
Moteurs de véhicules automobiles et pièces	155 660	2 077 373	7.4
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	141 226	750 852	18.8

Tableau 13 (suite)

Répartition des importations selon les 25 principaux produits, Québec et Canada, 1981-1983

Produit	1981			1982		
	Québec	Canada	Québec/ Canada	Québec	Canada	Québec/ Canada
	000 $		%	000 $		%
Matériel commercial de télécommunication	121 144	800 238	15.1	101 311	839 187	12.0
Filés et fils, fibres artificielles	128 534	185 765	69.1	94 417	140 786	67.0
Matériel électronique et équipement connexe	112 667	746 140	15.1	117 122	672 902	17.4
Mazout	49 833	337 148	14.7	15 953	314 704	5.0
Machines pour industries textiles	115 426	185 527	62.2	100 002	152 617	65.5
Légumes frais ou réfrigérés	90 559	456 386	19.8	81 953	452 878	18.0
Ustensiles de cuisine et coutellerie	83 001	304 583	27.2	73 737	281 746	26.1
Jeux, jouets et véhicules d'enfants	34 835	215 588	16.1	53 195	283 392	18.7
Total des principaux produits	9 347 984	34 903 457	26.7	6 959 816	30 437 815	22.8
Total de tous les produits	17 356 346	79 481 714	21.8	13 689 514	67 855 703	20.1

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 14

Répartition des importations, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Produit[1]	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
États-Unis						
Automobiles et châssis	883 693	621 413	1 221 145	3 719 249	2 876 913	4 886 538
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	546 506	328 156	586 052	7 292 528	7 676 082	8 981 082
Tubes électroniques et semi-conducteurs	296 154	243 297	359 749	632 061	547 460	774 742
Machines et matériel de bureau	168 470	236 320	285 827	2 351 278	2 599 003	2 747 494
Moteurs d'avion et pièces	258 476	192 597	264 075	383 854	324 650	415 257
Avions entiers avec moteurs	352 910	162 310	216 953	1 153 593	547 767	798 334
Assemblages, équipement et pièces d'avions	263 071	205 335	182 604	599 648	520 141	513 558
Moteurs de véhicules automobiles et pièces	186 541	112 145	144 762	1 678 634	1 694 491	1 902 100
Autres substances bitumineuses brutes	110 904	51 577	120 371	1 174 828	986 475	423 896
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	100 899	83 557	98 090	549 948	498 861	655 324
Filés et fils, fibres artificielles	91 553	64 995	84 186	142 894	105 326	139 230
Légumes frais ou réfrigérés	81 569	75 017	83 174	416 482	421 244	446 258
Matériel électronique et équipement connexe	67 220	73 340	78 481	442 643	427 421	416 823
Billes en grumes ou grossièrement équarries	51 430	50 089	75 592	62 179	62 274	94 471
Produits chimiques industriels spéciaux et explosifs	77 820	63 999	72 713	522 060	504 633	579 069
Fruits et baies frais ou réfrigérés	84 146	84 883	72 582	423 379	478 675	460 478
Bois d'oeuvre	63 404	43 767	69 128	256 483	170 253	269 598
Matériel commercial de télécommunication	82 099	67 390	68 452	445 176	450 801	534 322
Coton	89 786	47 520	66 824	126 192	74 323	100 112
Téléviseurs, radios et phonographes	58 861	53 793	66 122	216 722	197 333	228 086
Autres instruments de mesure et de contrôle	56 898	84 042	58 016	398 814	400 082	392 307
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	102 891	82 392	54 948	1 341 793	932 676	851 340
Autres machines industrielles spéciales	58 216	53 068	52 931	395 051	348 010	351 218
Autres tissus larges	73 005	44 872	51 471	155 681	109 152	112 068
Autres fibres textiles et fibres connexes	51 563	47 815	50 795	112 399	101 570	122 937
Total des principaux produits	**4 258 098**	**3 173 703**	**4 485 057**	**24 993 582**	**23 055 631**	**27 196 651**
Total des importations	**8 090 815**	**6 253 438**	**7 749 646**	**54 524 952**	**47 856 430**	**54 091 380**

Produit	1983		
	Québec	Canada	Québec/Canada
	000 $		%
Materiel commercial de télécommunication	131 791	1 162 207	11.3
Filés et fils, fibres artificielles	130 672	202 020	64.6
Matériel électronique et équipement connexe	126 584	693 168	18.2
Mazout	107 842	405 382	26.6
Machines pour industries textiles	99 290	167 153	59.4
Légumes frais ou réfrigérés	91 910	485 445	18.9
Ustensiles de cuisine et coutellerie	91 491	321 143	28.4
Jeux, jouets et véhicules d'enfants	91 383	296 467	30.8
Total des principaux produits	**8 128 657**	**34 551 657**	**23.5**
Total de tous les produits	**15 390 101**	**75 586 566**	**20.3**

Produit[1]	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
États-Unis					
Automobiles et châssis	23.7	21.6	24.9	-29.7	96.5
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	7.4	4.2	6.5	-40.0	78.5
Tubes électroniques et semi-conducteurs	46.8	44.4	46.4	-17.9	47.8
Machines et matériel de bureau	7.1	9.0	10.4	40.2	20.9
Moteurs d'avion et pièces	67.3	59.3	63.5	-25.5	37.1
Avions entiers avec moteurs	30.5	29.6	27.1	-54.1	33.6
Assemblages, équipement et pièces d'avions	43.8	39.4	35.5	-22.0	-11.1
Moteurs de véhicules automobiles et pièces	11.1	6.6	7.6	-39.9	29.0
Autres substances bitumineuses brutes	9.4	5.2	28.3	53.5	133.3
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	18.3	16.7	14.9	-17.2	17.3
Filés et fils, fibres artificielles	64.0	61.7	60.4	29.1	29.5
Légumes frais ou réfrigérés	19.5	17.8	18.6	-8.1	10.8
Matériel électronique et équipement connexe	15.1	17.1	18.8	9.1	7.0
Billes en grumes ou grossièrement équarries	82.7	80.4	80.0	-2.7	50.9
Produits chimiques industriels spéciaux et explosifs	14.9	12.6	12.5	-17.8	13.6
Fruits et baies frais ou réfrigérés	19.8	17.7	15.7	0.8	-14.5
Bois d'oeuvre	24.7	25.7	25.6	-31.0	57.9
Matériel commercial de télécommunication	18.4	14.9	12.8	-18.0	1.5
Coton	71.1	63.9	66.7	-47.1	40.6
Téléviseurs, radios et phonographes	27.1	27.2	28.9	-8.7	22.9
Autres instruments de mesure et de contrôle	14.2	21.0	14.7	47.7	-31.0
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	7.6	8.8	6.4	-20.0	-33.4
Autres machines industrielles spéciales	14.7	15.2	15.0	-8.9	-0.3
Autres tissus larges	46.8	41.1	45.9	-38.6	14.7
Autres fibres textiles et fibres connexes	45.8	47.0	41.3	-7.3	6.2
Total des principaux produits	**17.0**	**13.7**	**16.4**	**-25.5**	**41.3**
Total des importations	**14.8**	**13.0**	**14.3**	**-22.8**	**23.9**

Tableau 14 (suite)

Répartition des importations, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Produit[1]	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
	000 $					
Japon						
Automobiles et châssis	324 797	283 156	336 440	994 785	829 885	976 890
Téléviseurs, radios et phonographes	40 038	31 395	44 380	147 418	115 169	153 087
Autres véhicules automobiles	27 384	30 831	43 319	199 382	212 830	264 321
Films, plaques, papier et tissus vierges pour photographie	25 640	29 538	37 903	58 961	64 420	70 227
Matériel commercial de télécommunication	21 318	19 595	34 414	265 446	302 764	485 663
Autres véhicules	11 767	13 464	28 682	26 684	22 545	44 494
Matériel électronique et équipement connexe	21 409	16 669	27 100	153 079	102 883	112 520
Tissus larges de fibres artificielles	18 247	21 276	21 982	37 693	43 735	43 344
Pneus neufs	14 436	9 518	13 543	71 166	51 048	66 473
Autres tissus larges	9 373	7 809	10 579	16 354	15 730	20 409
Total des principaux produits	**514 414**	**463 255**	**598 346**	**1 970 974**	**1 761 014**	**2 237 432**
Total des importations	**773 780**	**673 688**	**841 773**	**4 056 695**	**3 526 796**	**4 409 441**
Venezuela						
Autres substances bitumineuses brutes	1 330 365	971 337	569 042	2 209 516	1 647 235	826 446
Mazout	30 490	25	35 010	159 851	153 730	148 550
Essence	—	—	23 536	—	—	23 536
Avions entiers avec moteurs	—	—	1 968	3 768	—	1 968
Total des principaux produits	**1 360 855**	**971 363**	**629 557**	**2 373 135**	**1 800 966**	**1 000 501**
Total des importations	**1 361 528**	**973 937**	**629 946**	**2 384 919**	**1 805 016**	**1 004 453**
Allemagne de l'Ouest						
Automobiles et châssis	69 403	74 411	84 275	226 069	202 921	238 200
Tracteurs	45 007	19 551	37 284	60 024	26 251	41 071
Minerais, concentrés et déchets d'aluminium	5 162	24	29 025	5 162	30	29 067
Aluminium et alliages	8 602	12 235	20 344	9 621	14 459	23 366
Machines pour industries textiles	12 943	20 178	16 892	16 802	22 789	23 029
Matières colorantes, sauf extraits tinctoriaux	17 045	15 336	16 412	24 546	20 633	24 318
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	10 591	7 072	12 465	18 002	14 490	24 488
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	14 473	13 369	12 045	49 814	42 431	42 368
Autres instruments de mesure et de contrôle	6 508	7 807	9 739	15 616	15 990	23 477
Machines à travailler les métaux	15 010	14 107	9 175	53 991	56 953	32 107
Total des principaux produits	**204 748**	**184 095**	**247 662**	**479 651**	**416 951**	**501 495**
Total des importations	**568 494**	**510 297**	**582 655**	**1 602 813**	**1 377 824**	**1 569 691**
France						
Livres et brochures	30 331	27 676	33 270	31 680	28 463	33 872
Boissons alcooliques	28 643	38 483	32 470	64 342	82 468	72 775
Vêtements de dessus non tricotés	12 628	14 097	16 960	17 929	18 703	21 598
Automobiles et châssis	11 996	30 357	16 560	39 075	82 784	46 808
Tôles, feuilles et feuillards d'acier	16 982	13 819	15 422	61 037	22 348	22 248
Café	3 108	6 978	14 518	4 887	6 978	14 672
Ustensiles de cuisine et coutellerie	9 631	10 294	14 265	15 378	18 318	23 895
Articles de toilette et préparations de nettoyage	10 583	9 486	12 828	13 974	13 488	18 772
Boissons alcooliques distillées	13 686	13 373	12 037	30 329	34 855	28 894
Journaux, revues et périodiques	10 726	11 210	9 784	10 726	11 327	9 838
Total des principaux produits	**148 318**	**175 777**	**178 119**	**289 363**	**319 736**	**293 376**
Total des importations	**438 728**	**456 598**	**469 394**	**878 587**	**876 956**	**840 976**

Produit[1]	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Japon					
Automobiles et châssis	32.6	34.1	34.4	−12.9	18.8
Téléviseurs, radios et phonographes	27.1	27.2	28.9	−21.6	41.3
Autres véhicules automobiles	13.7	14.4	16.3	12.5	40.5
Films, plaques, papier et tissus vierges pour photographie	43.4	45.8	53.9	15.2	28.3
Matériel commercial de télécommunication	8.0	6.4	7.0	−8.1	75.6
Autres véhicules	44.0	59.7	64.4	14.4	113.0
Matériel électronique et équipement connexe	13.9	16.2	24.0	−22.2	62.5
Tissus larges de fibres artificielles	48.4	48.6	50.7	16.5	3.3
Pneus neufs	20.2	18.6	20.3	−34.1	42.2
Autres tissus larges	57.3	49.6	51.8	−16.7	35.4
Total des principaux produits	**26.0**	**26.3**	**26.7**	**−10.0**	**29.1**
Total des importations	**19.0**	**19.1**	**19.0**	**−13.0**	**24.9**
Venezuela					
Autres substances bitumineuses brutes	60.2	58.9	68.8	−27.0	−41.5
Mazout	19.0	—	23.5	−100.0	—
Essence	—	—	100.0	—	—
Avions entiers avec moteurs	—	—	100.0	—	—
Total des principaux produits	**57.3**	**53.9**	**62.9**	**−28.7**	**−35.2**
Total des importations	**57.0**	**53.9**	**62.7**	**−28.5**	**−35.4**
Allemagne de l'Ouest					
Automobiles et châssis	30.6	36.6	35.3	7.2	13.2
Tracteurs	74.9	74.4	90.7	−56.6	90.7
Minerais, concentrés et déchets d'aluminium	100.0	82.8	99.8	−99.6	—
Aluminium et alliages	89.4	84.6	87.0	42.2	66.2
Machines pour industries textiles	77.0	88.5	73.3	55.8	−16.3
Matières colorantes, sauf extraits tinctoriaux	69.4	74.3	67.4	−10.1	7.0
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	58.8	48.8	50.9	−33.3	76.2
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	29.0	31.5	28.4	−7.7	−9.9
Autres instruments de mesure et de contrôle	41.6	48.8	41.4	19.9	24.7
Machines à travailler les métaux	27.8	24.7	28.5	−6.1	−35.0
Total des principaux produits	**42.6**	**44.1**	**49.3**	**−10.1**	**34.5**
Total des importations	**35.4**	**37.0**	**37.1**	**−10.3**	**14.1**
France					
Livres et brochures	95.7	97.2	98.2	−8.8	20.2
Boissons alcooliques	44.5	46.6	44.6	34.3	−15.7
Vêtements de dessus non tricotés	70.4	75.3	78.5	11.6	20.3
Automobiles et châssis	30.6	36.6	35.3	153.0	−45.5
Tôles, feuilles et feuillards d'acier	27.8	61.8	69.3	−18.7	11.5
Café	63.6	99.9	98.9	124.4	108.0
Ustensiles de cuisine et coutellerie	62.6	56.2	59.6	6.8	38.5
Articles de toilette et préparations de nettoyage	75.7	70.3	68.3	−10.4	35.2
Boissons alcooliques distillées	45.1	38.3	41.6	−2.3	−10.0
Journaux, revues et périodiques	99.9	98.9	99.4	4.5	−12.8
Total des principaux produits	**51.2**	**54.9**	**60.7**	**18.5**	**1.3**
Total des importations	**49.9**	**52.0**	**55.8**	**4.0**	**2.8**

Tableau 14 (suite)

Répartition des importations, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Produit[1]	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
			000 $			
Royaume-Uni						
Autres substances bitumineuses brutes	266 997	171 385	61 666	406 639	335 089	200 011
Moteurs et turbines d'usage general	43 993	30 720	30 553	79 726	58 418	63 723
Moteurs d'avion et pieces	70 936	34 804	24 269	74 187	42 051	26 051
Cacao et chocolat	16 981	17 028	11 809	25 560	22 565	19 159
Boissons alcooliques distillees	11 750	12 574	9 802	56 894	57 483	49 337
Preparations a base de sucre et confiserie	5 483	9 922	9 613	15 980	20 062	18 212
Tissus larges de laine et de poil	9 379	8 737	8 745	14 738	13 723	13 324
Composes organo-inorganiques et composes heterocycliques	4 940	11 610	8 535	14 546	18 513	16 495
Machines pour l'industrie des aliments, boissons et tabacs	3 742	2 771	7 868	8 632	12 013	15 442
Cuir pour gants et vetements	3 457	4 294	7 151	6 467	6 722	11 008
Total des principaux produits	**437 662**	**303 850**	**180 015**	**703 372**	**586 645**	**432 767**
Total des importations	**838 182**	**658 279**	**453 547**	**2 385 665**	**1 894 834**	**1 798 025**
Mexique						
Autres substances bitumineuses brutes	51 261	475 786	366 360	801 775	754 166	635 004
Coton	8 049	5 426	6 879	8 795	5 551	7 754
Legumes frais ou refrigeres	7 491	5 076	5 606	33 818	23 438	27 911
Fruits et baies congeles	4 159	5 432	3 133	6 113	7 215	4 378
Cafe	2 888	6 348	3 032	18 851	21 571	14 700
Televiseurs, radios et phonographes[2]	270	876	2 993	995	3 215	10 324
Fruits et baies frais ou refrigeres	1 772	2 161	2 192	8 343	9 283	10 470
Autres produits chimiques organiques	2 787	1 990	2 043	2 791	1 992	2 055
Alcools et derives	—	—	1 300	77	28	1 309
Files et fils, fibres artificielles	1 227	239	1 185	1 244	446	7 804
Total des principaux produits	**549 909**	**503 337**	**394 726**	**882 807**	**826 909**	**721 712**
Total des importations	**574 829**	**516 429**	**408 770**	**1 048 634**	**998 313**	**1 079 232**
Iran						
Autres substances bitumineuses brutes	—	74 702	386 155	—	115 136	523 591
Fruits seches ou deshydrates	124	409	1 397	256	591	2 359
Total des principaux produits	**124**	**75 112**	**387 552**	**256**	**115 728**	**525 951**
Total des importations	**203**	**75 218**	**387 552**	**2 702**	**117 182**	**526 750**
T'aiwan						
Vetements de dessus tricotes	61 942	51 041	74 566	104 745	90 613	120 994
Vetements de dessus non tricotes	21 700	29 076	34 727	42 438	51 516	60 925
Autres vehicules	8 015	7 177	18 315	16 748	13 044	24 596
Jeux, jouets et vehicules d'enfants	3 061	6 656	16 817	17 738	23 629	32 070
Bottes et souliers	6 142	8 299	15 846	19 757	20 691	39 153
Autres tissus larges	10 957	8 576	12 522	11 591	9 169	14 015
Sous-vêtements et vêtements de nuit	6 708	6 484	9 627	8 344	7 980	12 675
Téléviseurs, radios et phonographes	11 584	8 405	9 590	42 654	30 835	33 080
Autres chaussures	6 271	7 614	9 567	24 990	31 925	43 675
Accessoires du vêtement	6 185	6 009	8 496	10 590	10 295	14 115
Total des principaux produits	**142 571**	**139 341**	**210 077**	**299 600**	**289 702**	**395 303**
Total des importations	**247 805**	**231 331**	**343 109**	**729 142**	**661 268**	**925 451**

Produit[1]	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Royaume-Uni					
Autres substances bitumineuses brutes	65.6	51.1	30.8	-35.9	-64.1
Moteurs et turbines d'usage général	55.1	52.5	47.9	-30.2	-0.6
Moteurs d'avion et pièces	95.6	82.7	93.1	-51.0	-30.3
Cacao et chocolat	66.4	75.4	61.6	0.2	-30.7
Boissons alcooliques distillées	20.6	21.8	19.8	7.0	-22.1
Préparations à base de sucre et confiserie	34.3	49.4	52.7	80.9	-3.2
Tissus larges de laine et de poil	63.6	63.6	65.6	-6.9	—
Composés organo-inorganiques et composés hétérocycliques	33.9	62.7	51.7	134.9	-26.5
Machines pour l'industrie des aliments, boissons et tabacs	43.3	23.0	50.9	-26.0	183.9
Cuir pour gants et vêtements	53.4	63.8	64.9	24.2	66.5
Total des principaux produits	**62.2**	**51.7**	**41.5**	**-30.6**	**-40.8**
Total des importations	**35.1**	**34.7**	**25.2**	**-21.5**	**-31.2**
Mexique					
Autres substances bitumineuses brutes	65.0	63.0	57.6	-8.8	-23.0
Coton	91.5	97.7	88.7	-32.6	26.7
Légumes frais ou réfrigérés	22.1	21.6	20.0	-32.3	10.4
Fruits et baies congelés	68.0	75.2	71.5	30.6	-42.4
Café	15.3	29.4	20.6	119.7	-52.3
Téléviseurs, radios et phonographes	27.1	27.2	28.9	224.1	241.4
Fruits et baies frais ou réfrigérés	21.2	23.2	20.9	21.9	1.4
Autres produits chimiques organiques	99.8	99.9	99.4	-28.6	2.6
Alcools et dérivés	—	—	99.3	—	—
Filés et fils, fibres artificielles	98.6	53.6	15.1	-80.6	395.5
Total des principaux produits	**62.2**	**60.8**	**54.6**	**-8.5**	**-21.6**
Total des importations	**54.8**	**51.7**	**37.8**	**-10.2**	**-20.9**
Iran					
Autres substances bitumineuses brutes	—	64.8	73.7	—	416.9
Fruits séchés ou déshydratés	48.5	69.2	59.1	229.5	240.9
Total des principaux produits	**48.5**	**64.9**	**73.6**	**—**	**415.9**
Total des importations	**7.5**	**64.1**	**73.5**	**—**	**415.2**
T'aiwan					
Vêtements de dessus tricotés	59.1	56.3	61.6	-17.6	46.0
Vêtements de dessus non tricotés	51.1	56.4	57.0	33.9	19.4
Autres véhicules	47.8	55.0	74.4	-10.5	155.1
Jeux, jouets et véhicules d'enfants	17.2	28.1	52.4	117.4	152.6
Bottes et souliers	31.0	40.1	40.4	35.1	90.9
Autres tissus larges	94.5	93.5	89.3	-21.8	46.0
Sous-vêtements et vêtements de nuit	80.3	81.2	75.9	-3.4	48.4
Téléviseurs, radios et phonographes[2]	27.1	27.2	28.9	-27.5	14.0
Autres chaussures	25.0	23.8	21.9	21.3	25.6
Accessoires du vêtement	58.4	58.3	60.1	-2.9	41.3
Total des principaux produits	**47.5**	**48.0**	**53.1**	**-2.3**	**50.7**
Total des importations	**33.9**	**34.9**	**37.0**	**-6.7**	**48.3**

Tableau 14 (suite)

Répartition des importatio…s, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1981-1983

Produit[1]	Québec			Canada		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983
			000 $			
Italie						
Bottes et souliers	20 663	27 316	38 368	42 819	60 169	75 332
Autres tissus larges	17 132	16 981	22 881	27 049	27 158	34 110
Ustensiles de cuisine et coutellerie	5 659	5 790	10 403	10 415	10 444	16 204
Briques, tuiles et matériaux réfractaires en argile	11 578	6 277	9 810	31 226	21 253	24 782
Filés et fils, fibres artificielles	5 210	2 564	9 139	5 493	2 774	9 527
Meubles et accessoires	5 377	5 019	9 003	15 939	14 031	22 300
Bijouterie et argenterie	5 877	6 014	8 840	11 149	12 667	17 463
Articles ophtalmiques	4 845	5 317	8 685	9 030	9 945	14 373
Boissons alcooliques	6 867	9 883	8 439	29 106	33 158	30 684
Vêtements de dessus non tricotés	5 242	7 238	8 123	13 061	17 417	18 777
Total des principaux produits	**88 453**	**92 403**	**133 695**	**195 292**	**209 020**	**263 555**
Total des importations	**301 727**	**271 185**	**321 678**	**702 632**	**724 838**	**798 389**
Total des 10 principaux pays	**7 705 157**	**6 082 240**	**7 444 811**	**32 188 037**	**29 382 306**	**33 568 750**
Total des importations	**17 356 346**	**13 689 514**	**15 390 101**	**79 481 714**	**67 855 703**	**75 586 566**

1. Excluant les produits d'une valeur inférieure à 1 million de dollars en 1983.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Tableau 15

Répartition des importations, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1981-1983

Produit	Québec		Canada	
	1982	1983	1982	1983
		'000 $		
Métaux et produits en métal (sauf machines, équipement et matériel de transport)	**1 028 384**	**1 033 996**	**5 766 633**	**6 389 094**
Minerais, concentrés et déchets de métaux	335 998	362 067	1 482 196	1 651 067
Produits sidérurgiques et produits de la première transformation de l'acier	216 563	193 037	1 237 671	1 174 767
Métaux et demi-produits non ferreux	255 876	265 562	1 596 565	2 048 782
Produits du travail des métaux	219 948	213 310	1 450 200	1 514 478
Produits minéraux non métalliques	**161 725**	**166 343**	**921 632**	**1 001 965**
Produits minéraux non métalliques bruts	50 394	43 388	278 462	270 156
Produits minéraux non métalliques de base	111 331	122 956	643 170	731 809
Charbon, pétrole et autres substances bitumineuses brutes	**2 337 084**	**1 801 792**	**5 912 577**	**4 115 830**
Matériel de transport	**2 328 833**	**3 364 256**	**17 427 807**	**22 425 725**
Matériel de transport routier et pièces	1 607 737	2 592 283	15 403 131	19 693 552
Produits de la construction aéronautique	613 102	711 106	1 522 898	1 814 496
Produits de la construction navale	30 502	28 220	283 692	779 283
Matériel roulant de chemin de fer	77 492	32 647	218 086	138 393
Machines et outillage	**1 594 328**	**1 501 932**	**11 476 119**	**11 300 480**
Machines et outillage agricoles	83 860	102 466	1 688 146	1 513 398
Équipement industriel d'usage général ou spécial	960 558	800 625	5 340 509	5 019 297
Machines et matériel de bureau et de commerce	294 640	348 969	2 998 582	3 260 818
Instruments scientifiques et professionnels	255 269	249 872	1 448 882	1 506 968

Produit[1]	Québec/Canada			Variation Québec	
	1981	1982	1983	1982/1981	1983/1982
			%		
Italie					
Bottes et souliers	48.2	45.3	50.9	32.1	40.4
Autres tissus larges	63.3	62.5	67.0	− 0.9	34.7
Ustensiles de cuisine et coutellerie	54.3	55.4	64.2	2.3	79.6
Briques, tuiles et matériaux réfractaires en argile	37.0	29.5	39.5	− 45.8	56.2
Filés et fils, fibres artificielles	94.8	92.4	95.9	− 50.8	256.4
Meubles et accessoires	33.7	35.7	40.3	− 6.7	79.3
Bijouterie et argenterie	52.7	47.4	50.6	2.3	47.0
Articles ophtalmiques	53.6	53.4	60.4	9.7	63.3
Boissons alcooliques	23.5	29.8	27.5	43.9	− 14.7
Vêtements de dessus non tricotés	40.1	41.5	43.2	38.0	12.2
Total des principaux produits	**45.2**	**44.2**	**50.7**	**4.4**	**44.6**
Total des importations	**42.9**	**37.4**	**40.2**	**− 10.2**	**18.6**
Total des 10 principaux pays	**23.9**	**20.7**	**22.1**	**− 21.1**	**22.4**
Total des importations	**21.8**	**20.1**	**20.3**	**− 21.2**	**12.4**

Produit	Québec/Canada		Variation	
	1982	1983	Québec	Canada
			1983/1982	1983/1982
			%	
Métaux et produits en métal (sauf machines, équipement et matériel de transport)	17.8	16.2	0.5	10.8
Minerais, concentrés et déchets de métaux	22.7	21.9	7.8	11.4
Produits sidérurgiques et produits de la première transformation de l'acier	17.5	16.4	− 10.9	− 5.1
Métaux et demi-produits non ferreux	16.0	13.0	3.8	28.3
Produits du travail des métaux	15.2	14.1	− 3.0	4.4
Produits minéraux non métalliques	**17.3**	**16.6**	**2.9**	**8.7**
Produits minéraux non métalliques bruts	18.1	16.1	− 13.9	− 3.0
Produits minéraux non métalliques de base	18.3	16.8	10.4	13.8
Charbon, pétrole et autres substances bitumineuses brutes	**39.5**	**43.8**	**− 22.9**	**− 30.4**
Matériel de transport	**13.4**	**15.0**	**44.5**	**28.7**
Matériel de transport routier et pièces	10.4	13.2	61.2	27.9
Produits de la construction aéronautique	40.3	39.2	16.0	19.1
Produits de la construction navale	10.8	3.6	− 7.5	174.7
Matériel roulant de chemin de fer	35.5	23.6	− 57.9	− 36.6
Machines et outillage	**13.9**	**13.3**	**− 5.8**	**− 1.5**
Machines et outillage agricoles	5.0	6.8	22.2	− 10.4
Équipement industriel d'usage général ou spécial	18.0	16.0	− 16.7	− 6.0
Machines et matériel de bureau et de commerce	9.8	10.7	18.4	8.7
Instruments scientifiques et professionnels	17.6	16.6	− 2.1	4.0

Tableau 15 (suite)

Répartition des importations, selon les principaux groupes de produits, Québec et Canada, 1981-1983

Produit	**Québec**		**Canada**	
	1982	**1983**	**1982**	**1983**
	'000 $			
Produits textiles et habillement	**1 427 774**	**1 796 366**	**2 874 895**	**3 473 705**
Textiles et fibres connexes	123 596	151 816	230 375	284 571
Divers ouvrages en matières textiles	574 399	739 673	1 192 501	1 479 444
Vêtements	592 748	759 846	1 068 390	1 292 610
Chaussures	137 031	145 031	383 629	417 081
Produits alimentaires	**1 017 305**	**985 642**	**4 114 665**	**4 193 880**
Viandes et préparations de viande	62 670	61 075	325 870	355 915
Poissons et animaux marins	86 418	98 250	351 837	418 284
Produits laitiers	40 919	39 571	96 682	96 948
Grains, farine, semoule et préparation de céréales	81 397	49 603	307 248	283 545
Fruits et préparations de fruits	259 013	245 770	1 141 311	1 118 124
Légumes et préparations de légumes	121 984	130 755	629 695	652 206
Sucre et préparations à base de sucre	88 167	74 823	402 198	366 398
Cacao, café, thé et épices	236 912	242 707	601 796	606 486
Oeufs, miel et produits alimentaires divers	39 825	43 089	258 028	295 975
Produits chimiques et pétrochimiques	**979 295**	**1 320 532**	**4 716 010**	**5 765 719**
Produits chimiques de base (organiques et inorganiques)	387 760	423 782	1 388 820	1 676 725
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	98 786	116 204	267 580	327 218
Produits dérivés du pétrole et du charbon	115 857	284 238	862 074	1 046 445
Autres produits chimiques	376 891	496 307	2 197 536	2 715 331
Matériel électrique, équipement et matériel de communication	**885 727**	**1 142 347**	**4 445 271**	**5 495 591**
Appareils et accessoires électriques	283 672	321 688	1 867 586	2 180 475
Équipement et matériel de communication	602 055	820 659	2 577 685	3 315 117
Bois et produits du bois	**155 589**	**225 656**	**597 479**	**847 603**
Bois brut	51 917	77 798	94 222	121 578
Demi-produits en bois	74 082	114 821	328 898	523 446
Pâtes de bois et pâtes similaires	14 132	11 966	88 119	86 486
Ameublement en bois	15 458	21 070	86 239	116 093
Papiers et cartons	**108 846**	**141 917**	**456 451**	**588 060**
Papier d'imprimerie	25 696	33 051	100 844	132 427
Autres	83 150	108 866	355 607	455 633
Produits divers	**716 514**	**801 692**	**4 577 169**	**4 895 148**
Fourrage et provendes (sauf céréales non moulues)	26 302	34 911	187 164	205 637
Boissons	99 372	87 287	377 871	333 494
Produits bruts d'origine animale non comestibles, sauf les fibres	67 719	71 198	195 039	216 978
Produits bruts d'origine végétale, non comestibles, y compris tabac (sauf fibres et bois)	55 395	62 007	433 865	460 455
Huiles et matières grasses non comestibles	28 695	32 057	165 874	191 824
Jeux, jouets, articles de sports et de divertissement	104 568	148 508	526 224	550 845
Fournitures médicales, articles ophtalmiques et orthopédiques	82 542	97 720	397 441	467 095
Imprimés	140 241	143 242	1 122 445	1 213 628
Appareils et fournitures photographiques	56 944	69 862	880 078	939 476
Récipients, contenants et fermetures	54 735	54 900	291 167	315 715
Autres produits	**948 110**	**1 107 630**	**4 568 997**	**5 093 767**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Commerce international du Québec*, édition 1984.

Produit	Québec/Canada		Variation	
	1982	1983	Québec	Canada
			1983/1982	1983/1982
		%		
Produits textiles et habillement	**49.7**	**51.7**	**25.8**	**20.8**
Textiles et fibres connexes	53.6	53.3	22.8	23.5
Divers ouvrages en matières textiles	48.2	50.0	28.8	24.1
Vêtements	55.5	58.8	28.2	21.0
Chaussures	35.7	34.8	5.8	8.7
Produits alimentaires	**24.7**	**23.5**	**- 3.1**	**1.9**
Viandes et préparations de viande	19.2	17.2	- 2.6	9.2
Poissons et animaux marins	24.6	23.5	13.7	18.9
Produits laitiers	42.3	40.8	- 3.3	0.3
Grains, farine, semoule et préparation de céréales	26.5	17.5	- 39.1	- 7.7
Fruits et préparations de fruits	22.7	22.0	- 5.1	- 2.0
Légumes et préparations de légumes	19.4	20.0	7.2	3.6
Sucre et préparations à base de sucre	21.9	20.4	- 15.1	- 8.9
Cacao, café, thé et épices	39.4	40.0	2.4	0.8
Oeufs, miel et produits alimentaires divers	15.4	14.6	8.2	14.7
Produits chimiques et pétrochimiques	**20.8**	**22.9**	**34.8**	**22.3**
Produits chimiques de base (organiques et inorganiques)	27.9	25.3	9.3	20.7
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	36.9	35.5	17.6	22.3
Produits dérivés du pétrole et du charbon	13.4	27.2	145.3	21.4
Autres produits chimiques	17.2	18.3	31.7	23.6
Matériel électrique, équipement et matériel de communication	**19.9**	**20.8**	**29.0**	**23.6**
Appareils et accessoires électriques	15.2	14.8	13.4	16.8
Équipement et matériel de communication	23.4	24.8	36.3	28.6
Bois et produits du bois	**26.0**	**26.6**	**45.0**	**41.9**
Bois brut	55.1	64.0	49.9	29.0
Demi-produits en bois	22.5	21.9	55.0	59.2
Pâtes de bois et pâtes similaires	16.0	13.8	- 15.3	- 1.9
Ameublement en bois	17.9	18.1	36.3	34.6
Papiers et cartons	**23.8**	**24.1**	**30.4**	**28.8**
Papier d'imprimerie	25.5	25.0	28.6	31.3
Autres	23.4	23.9	30.9	28.1
Produits divers	**15.7**	**16.4**	**11.9**	**6.9**
Fourrage et provendes (sauf céréales non moulues)	14.1	17.0	32.7	9.9
Boissons	26.3	26.2	- 12.2	- 11.8
Produits bruts d'origine animale non comestibles, sauf les fibres	34.7	32.8	5.1	11.2
Produits bruts d'origine végétale, non comestibles, y compris tabac (sauf fibres et bois)	12.8	13.5	11.9	6.1
Huiles et matières grasses non comestibles	17.3	16.7	11.7	15.6
Jeux, jouets, articles de sports et de divertissement	19.9	27.0	42.0	4.7
Fournitures médicales, articles ophtalmiques et orthopédiques	20.8	20.9	18.4	17.5
Imprimés	12.5	11.8	2.1	8.1
Appareils et fournitures photographiques	6.5	7.4	22.7	6.7
Récipients, contenants et fermetures	18.8	17.4	0.3	8.4
Autres produits	**20.8**	**21.7**	**16.8**	**11.5**

22

Institutions financières

Institutions de dépôt	**1049**
Banque fédérale de développement	**1052**
Caisse de dépôt et placement du Québec	**1052**
Sociétés financières	**1053**
Secteur de l'assurance	**1053**
Bourse de Montréal	**1055**

22

Liste des tableaux

1. Répartition des succursales des banques à charte, Québec, 1951, 1960, 1970, 1975 et 1980-1983 1056
2. Statistiques principales de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, 31 octobre 1981-1983 1056
3. Répartition des succursales des banques à charte, par province, Canada, 1950, 1960, 1970, 1975 et 1980-1983 1057
4. Bilan des banques à charte, Canada, 31 décembre 1983 1058
5. Ventilation des principaux postes du bilan des banques à charte, par province, Canada, 4e trimestre 1983 1060
6. Bilan des caisses locales d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1982 1062
7. Bilan des caisses locales d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1983 1064
8. Ventilation des principaux postes du bilan des caisses locales d'épargne et de crédit, par région administrative, Québec, exercice 1982 1066
9. Ventilation des principaux postes du bilan des caisses locales d'épargne et de crédit, par région administrative, Québec, exercice 1983 1066
10. Bilan des fédérations des caisses d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1982 1067
11. Bilan des fédérations des caisses d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1983 1069
12. Répartition des caisses locales d'épargne et de crédit, par fédération, Québec, 1981-1983 1070
13. Bilan des compagnies de fidéicommis, Québec, exercices 1982 et 1983 1071
14. Bilan des sociétés de prêts hypothécaires Québec, exercices 1982 et 1983 1072
15. Quelques données sur le bilan des institutions de dépôt Québec, exercices 1981-1983 1076
16. Répartition des succursales des institutions de dépôt, par région administrative, Québec, 1983 1077
17. Volume et valeur des prêts accordés par la Banque fédérale de développement, Québec, Ontario, Colombie Britannique, Canada, exercices 1981-1984 1077
18. Quelques statistiques financières sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, décembre 1981-1983 1077
19. Répartition des placements effectués par la Caisse de dépôt et placement du Québec, 31 décembre 1981-1983 1078
20. Estimation des prêts personnels consentis par les sociétés financières, par province, Canada, 1981-1983 1079
21. Prestations et indemnités versées aux assurés, par type d'assureur et par catégorie d'assurance, Québec, 1980-1983 1080
22. Primes ou cotisations perçues, par type d'assureur et catégorie d'assurance, Québec, 1980-1983 1081
23. Répartition des incendies et des pertes matérielles par tranche de valeur, Québec, 1978-1983 1082
24. Revenus de la Régie de l'assurance automobile du Québec, exercices 1982 et 1983 1084
25. Répartition des demandes et des versements d'indemnités par la Régie de l'assurance automobile, Québec, exercices 1982 et 1983 1084
26. Capital moyen d'assurance-vie détenu per capita et par ménage, par région, Canada, 1980-1983 1085
27. Statistiques sur les compagnies d'assurance-vie, Canada, 1980-1983 1085
28. Acquisition nette d'investissement par les compagnies d'assurance-vie, Canada, 1980-1983 1085
29. Avoirs des compagnies d'assurance-vie, Canada, 1980-1983 1086
30. Capital d'assurance-vie, Canada et certains pays, 1983 1086
31. Indice boursier canadien de la Bourse de Montréal, par trimestre, 1983 et 1984 1086
32. Relevé mensuel de l'indice canadien du marché de la Bourse de Montréal, 1981-1984 1087

Liste des figures

1. Estimations des hypotheques résidentielles impayées dans certaines institutions financières, Canada, 1970-1984 1074

2. Comparaison annuelle des dépôts et des prêts, selon les institutions de dépôt faisant affaire au Québec, 1981-1983 1075

3. Sources et affectations du revenu des compagnies d'assurance, Canada, 1983 1079

4. Pertes matérielles causées par l'incendie, Quebec, 1974-1983 1082

5. Pertes moyennes par habitant, en dollars constants de 1983, par région administrative, Quebec, 1978-1983 1083

22

Ce chapitre a été coordonné par Henri-Claude Joseph et réalisé par Reine Grenier et André Castonguay du Service des finances, des gouvernements et des institutions à but non lucratif du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre donne un aperçu général des principales caractéristiques des institutions de dépôt faisant affaire au Québec et présente des données canadiennes détaillées pour les exercices financiers 1982 et 1983. Il présente également quelques données québécoises relatives au bilan des institutions de dépôt faisant affaire au Québec.

Institutions de dépôt

Banques à charte

Les banques à charte relèvent de la Loi des banques et sont des institutions financières de juridiction exclusivement fédérale. Au terme de 1983, le système bancaire canadien compte 13 banques à charte canadiennes et 58 banques à charte étrangères avec un actif total de 368,7 milliards de dollars. Notre système bancaire présente un degré de concentration très élevé car 6 banques à charte canadiennes détiennent près de 90% de l'actif total. Ce sont, par ordre d'importance, la Banque royale du Canada, la Banque de commerce canadienne impériale, la Banque de Montréal, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque Toronto-Dominion et la Banque nationale du Canada.

Le Québec compte, au 31 décembre 1983, 25 banques à charte et 1 273 succursales, alors qu'on en dénombre 7 076 sur l'ensemble du territoire canadien. Le Québec occupe le 2[e] rang, derrière l'Ontario, quant au nombre de succursales. La Banque nationale du Canada possède le plus grand nombre de succursales avec 468 (36,8%). Viennent ensuite la Banque de Montréal avec 206 succursales (16,2%), la Banque royale du Canada avec 205 (16,1%) et la Banque de commerce canadienne impériale avec 182 (14,3%).

En ce qui a trait à l'actif des banques à charte faisant affaire au Canada, on observe que l'avoir en monnaie étrangère constitue 42,6% (156,9 milliards de dollars) de cet actif. À ce sujet, il est intéressant de noter que le passif en monnaie étrangère des banques est de 3,2 milliards de dollars supérieur à leurs avoirs en monnaie étrangère. Les prêts forment la catégorie d'actif la plus importante composant 69,1% (254,8 milliards de dollars) de l'actif, les prêts en dollars canadiens représentant 60,0% de ce montant. On observe également que les banques consacrent aux prêts non hypothécaires 55,7% de leur actif en monnaie canadienne. Cependant, les prêts hypothécaires ont aussi une part relative importante puisqu'ils représentent 16,4% de l'actif en monnaie canadienne.

L'ensemble des dépôts constitue 87,6% du passif des banques à charte. Les dépôts en monnaie étrangère occupent la plus grande part du total des dépôts avec 46,9%, suivis des dépôts à préavis et à terme des particuliers (32,6%) et des autres dépôts à préavis et à terme (16,6%).

Banque d'épargne

Au Canada, seule la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal relève de la Loi sur les banques d'épargne de Québec. Tout comme les banques à charte, elle est de juridiction fédérale. La mise en oeuvre, en 1980, de la nouvelle Loi sur les banques d'épargne de Québec permet à la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal d'étendre ses activités à l'extérieur du Québec mais, l'établissement de nouvelles places d'affaires doit se faire à l'intérieur des frontières canadiennes. Les activités de la Banque d'épargne sont surtout concentrées à Montréal et dans la

région immédiate. Ainsi, 114 de ses 119 succursales sont localisées dans la région de Montréal, ses autres places d'affaires étant établies à Québec, à Hull et à Ottawa.

De 1982 à 1983, l'actif de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal passe de 2,1 milliards de dollars à 2,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 19,0%. Au 31 octobre 1983, 32,7% de l'actif est détenu sous forme de prêts hypothécaires, alors que les dépôts du public représentent 90,5% du passif.

Caisses d'épargne et de crédit

Des mouvements importants sont survenus au cours des dernières années en ce qui a trait à l'affiliation des caisses d'épargne et de crédit. En novembre 1979, la Fédération des caisses populaires Desjardins se transforme en une fédération de fédérations et s'identifie comme la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins. En 1979 également, la Fédération des caisses d'économie du Québec rejoint les rangs de la Confédération et devient la Fédération des Caisses d'économie Desjardins. En janvier 1981, la Ligue des caisses d'économie du Québec joint à son tour le mouvement Desjardins. L'année 1982 est également le théâtre de changements importants. Ainsi, depuis mars 1982, la Fédération de Montréal des caisses Desjardins fait partie de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins. En juin de la même année, 9 caisses d'entraide économique se joignent à la Confédération et adoptent la nouvelle dénomination sociale de «caisses de financement Desjardins». Quelques mois auparavant, deux autres caisses d'entraide s'étaient intégrées au mouvement Desjardins en fusionnant avec une caisse populaire de leur région. Les autres caisses d'entraide sont devenues des «sociétés d'entraide», perdant du même coup leur statut de caisse d'épargne et de crédit. Par ailleurs, la Fédération des caisses d'établissement du Québec n'a pas subi de changements majeurs au cours des dernières années. En 1983, le nombre de caisses d'épargne et de crédit est de 1 439[1]. La diminution enregistrée en 1983 du nombre de caisses membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec est le résultat de liquidations et de fusions au sein de la confédération.

L'actif de l'ensemble des caisses d'épargne et de crédit se chiffre à 17,5 milliards de dollars en 1983, soit un accroissement de 11,7% par rapport à l'année précédente. Toutefois, cet actif se répartit inégalement entre les deux fédérations. Ainsi, les fédérations membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec regroupent 99,0% de l'actif total des caisses d'épargne et de crédit. Les prêts hypothécaires constituent 46,9% de l'actif de l'ensemble des caisses locales, suivis des prêts sur reconnaissance de dettes (25,9%) et des dépôts de liquidité à la fédération (12,9%). Par ailleurs, les sommes dues aux membres représentent 91,2% du passif (15,9 milliards de dollars).

On constate également que 61,0% des caisses locales sont situées dans les régions administratives de Montréal et Québec. L'actif de ces 877 caisses représente 71,3% de l'actif de l'ensemble des caisses.

En 1983, l'actif des fédérations des caisses d'épargne et de crédit s'accroît de 6,0% par rapport à l'exercice précédent. Les placements occupent encore la majeure partie de l'actif (64,4%), bien

1. À la suite du changement de statut des caisses d'entraide économique, lesquelles ne font plus partie des caisses d'épargne et de crédit, il est difficile d'établir des comparaisons entre les caisses en 1983 et celles des années précédentes. Donc, dans la présentation des faits saillants, les comparaisons avec l'exercice 1982 ne portent que sur les données de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins et de la Fédération des caisses d'établissement du Québec. Également, en raison de leur nombre restreint, les caisses non affiliées ont été retirées des compilations de 1982 et 1983, afin de respecter le caractère confidentiel des données.

qu'ils aient subi une diminution de 16,4% par rapport à 1982. Les prêts se chiffrent à 1,5 milliard de dollars en 1983, passant de 14,6% à 30,0% de l'actif en 1983. Les sommes dues aux caisses membres totalisent 96,8% du passif.

Compagnies de fidéicommis

Les compagnies de fidéicommis sont les seules institutions de dépôt au Canada à pouvoir exercer à la fois le rôle d'intermédiaire financier et celui de fiduciaire. À titre d'intermédiaire financier, la collecte de dépôts et de certificats à terme est la principale activité des compagnies de fidéicommis. Le rôle de fiduciaire les amène à agir au niveau de l'administration de successions, de fiducies et d'agences.

En 1983, 32 compagnies de fidéicommis font affaire au Québec. Parmi celles-ci, 19 ont leur siège social au Québec, 11 en Ontario, une en Alberta et une autre en Nouvelle-Écosse. Elles comptent au Québec quelque 81 succursales offrant un service d'épargne et elles emploient environ 7 160 personnes.

L'actif des compagnies de fidéicommis faisant affaire au Québec s'élève à 31,4 milliards de dollars en 1983, soit une augmentation de 11,2% par rapport à 1982. Les prêts hypothécaires et conventions de vente augmentent de 9,0% en 1983 et représentent 60,0% de l'actif total. Le passif-dépôt s'est accru de 11,4% en 1983 et totalise 27,8 milliards de dollars. Il représente 93,1% du passif contre 92,7% l'année précédente. L'accroissement du passif-dépôt s'est surtout manifesté au niveau des dépôts et certificats à terme avec une augmentation de 12,3% par rapport à 1982.

Sociétés de prêts hypothécaires

En 1983, 16 sociétés de prêts hypothécaires font affaire au Québec, soit directement soit par l'intermédiaire d'une société affiliée. Treize de ces sociétés détiennent une charte fédérale, deux possèdent une charte québécoise et une société est enregistrée en Ontario. La répartition des sièges sociaux s'établit comme suit: dix en Ontario, quatre au Québec, une en Colombie Britannique et en Nouvelle-Écosse.

Les sociétés affiliées aux banques à charte sont au nombre de sept et forment le principal groupe des sociétés de prêts hypothécaires avec 29,8 milliards d'actif en 1983, une augmentation de 46,1% par rapport à 1982. Par ailleurs, l'actif des sociétés non affiliées aux banques à charte s'accroît de 16,3% entre le 31 décembre 1982 et le 31 décembre 1983, mais cet actif ne représente que 18,8% de l'actif total des sociétés de prêts hypothécaires. L'écart entre ces deux groupes de sociétés s'explique par le transfert intervenu au cours des dernières années d'une partie importante des prêts hypothécaires des banques à charte à leurs filiales.

La principale activité des sociétés de prêts hypothécaires est celle du prêt hypothécaire qui compose, en 1983, la majeure partie de l'actif avec 84,1%. Plus précisément, pour les sociétés affiliées aux banques, les prêts hypothécaires représentent 87,6% de l'actif et pour les sociétés non affiliées aux banques, les prêts hypothécaires constituent également le principal poste de l'actif mais dans une moindre proportion avec 54,7%. Les placements représentent le deuxième poste en importance de l'actif avec 31,2% pour les sociétés non affiliées aux banques à charte et 10,6% pour les sociétés affiliées aux banques à charte.

Le financement des différentes activités des sociétés de prêts hypothécaires se fait principalement par les dépôts et les débentures (77,7%). Cette source de fonds finance 76,9% des activités des sociétés affiliées aux banques à charte et 81,8% des activités des sociétés non affiliées aux banques à charte.

Activités québécoises des institutions de dépôt

Cette partie présente un bref aperçu des activités québécoises des institutions de dépôt faisant affaire au Québec.

La valeur des prêts hypothécaires faits au Québec par les institutions de dépôt s'établit à près de 18,0 milliards de dollars en 1983, ce qui représente une hausse de 12,8% par rapport à l'exercice financier 1982. Les prêts résidentiels composent la majeure partie des prêts hypothécaires avec 88,9% de la valeur totale. Les caisses d'épargne et de crédit possèdent 46,2% des prêts hypothécaires consentis au Québec par les institutions de dépôt. Viennent ensuite, par ordre d'importance, les banques à charte (28,5%), les compagnies de fiducie (18,2%), la Banque d'épargne (4,5%) et les sociétés de prêts hypothécaires non affiliées aux banques à charte (2,6%).

En 1983, la valeur des prêts non hypothécaires demeure au même niveau qu'en 1982 avec 23,4 milliards de dollars. Ces prêts sont consentis principalement aux entreprises (46,0%) et aux particuliers (35,9%). Les banques à charte détiennent 75,8% de l'ensemble des prêts non hypothécaires.

Le passif-dépôt québécois s'élève à 55,5 milliards de dollars en 1983, ce qui représente une hausse de 2,3% par rapport à 1982. Les dépôts à terme et les dépôts à vue comptent respectivement pour 55,3% et 44,7% de l'ensemble des dépôts. La répartition des dépôts par type d'institution montre que 50,1% des dépôts sont effectués dans les banques à charte, 32,7% dans les caisses d'épargne et de crédit, 11,4% dans les compagnies de fiducie, 4,0% à la Banque d'épargne et 1,8% dans les sociétés de prêts hypothécaires non affiliées aux banques à charte.

Banque fédérale de développement

Société de la Couronne, la Banque fédérale de développement a comme objectif de favoriser la création et l'expansion de petites et moyennes entreprises canadiennes en leur accordant de l'aide financière et des services de gestion-conseil.

Au Canada, le nombre de prêts accordés par la Banque fédérale de développement au cours de l'exercice 1984 diminue de 37,2% par rapport à l'exercice précédent, passant de 3 436 à 2 157. La valeur de ces prêts se chiffre à 321,2 millions de dollars et représente une diminution de 13,3% par rapport à 1983. Au Québec, le nombre de prêts accordés au cours de l'exercice 1984 est de 496 alors que le montant prêté s'élève à 85,3 millions de dollars. En 1984, la moyenne des prêts canadiens accordés par la Banque fédérale de développement est de 148 898 $, et le Québec possède la moyenne des prêts la plus élevée avec 171 974 $.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Créée en 1965, la Caisse de dépôt et placement gère les fonds que lui confient divers organismes publics habilités à le faire par une loi de l'Assemblée nationale. Au 31 décembre 1983, on compte 12 déposants à la Caisse de dépôt et placement: 7 cumulent des réserves pour des engagements futurs et les 5 autres confient à la Caisse de dépôt leurs liquidités. Les principaux déposants au chapitre de la valeur de l'avoir sont la Régie des rentes du Québec (51,9%), la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance (19,5%), la Régie de l'assurance automobile du Québec (11,1%) et la Commission de la santé et de la sécurité du travail (10,1%).

En 1983, la valeur des biens sous gestion s'élève à 18,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 12,2% par rapport à 1982. Les obligations composent 65,9% de cette somme, les actions et

valeurs convertibles 19,6%, les valeurs à court terme et autres éléments de l'actif 6,6%, les financements hypothécaires 6,5% et les investissements immobiliers 1,5%. Les obligations émises et garanties par le gouvernement du Québec représentent 77,1% du portefeuille obligataire de la Caisse de dépôt et placement. Il convient également de noter que la proportion des investissements à revenu variable dans l'ensemble des placements de la Caisse de dépôt passe de 18,5% en 1982 à 21,5% en 1983.

Sociétés financières

La principale activité des sociétés financières consiste à avancer du crédit à des particuliers et à des organisations commerciales pour l'achat de biens et de services et à consentir des prêts industriels et de financement.

Ces sociétés se financent principalement au moyen d'effets à court terme, d'obligations garanties ou non, de prêts bancaires, de prêts des sociétés-mères, des bénéfices non répartis et des émissions de titres.

En 1983, les prêts personnels effectués par les sociétés financières dans l'ensemble du Canada totalisent 864,0 millions de dollars, soit une diminution de 4,6% par rapport à 1982. Au Québec, la valeur totale des prêts personnels se chiffre à 184,8 millions de dollars, soit 21,4% de la valeur totale des prêts personnels canadiens effectués par les sociétés financières. La part relative du Québec dans l'ensemble des prêts est identique à celle enregistrée en 1982.

Secteur de l'assurance

Assurance privée

En 1983, 506 assureurs détiennent un permis pour faire affaire au Québec. Les compagnies d'assurance constituent toujours la classe la plus importante de ces titulaires de permis; leur nombre est de 380, soit 75,1% du total. Parmi les autres titulaires, on dénombre 51 assureurs qui exercent au Québec à titre de sociétés de secours mutuel, 50 à titre de sociétés mutuelles d'assurance-incendie, 19 à titre de compagnies d'assurance contre le feu, la foudre et le vent et 6 à titre de compagnies d'assurance funéraire.

Au Québec, le montant des prestations, indemnisations et participations des assurés aux bénéfices totalise, en 1983, 3,6 milliards de dollars. Les assurances de personne constituent 62,1% (2,2 milliards de dollars) de cette somme et les assurances générales 37,9% (1,4 milliard de dollars). Comparativement à 1982, les prestations, indemnisations et participations des assurés aux bénéfices enregistrent, en 1983, une diminution de 3,0% au chapitre des assurances de personne et de 0,8% au chapitre des assurances générales.

Du côté des primes et des cotisations perçues au Québec en 1983, on note une baisse de 1,6% par rapport à 1982, ce qui porte les primes et les cotisations à 5,2 milliards de dollars. Cette diminution est principalement due à la baisse des primes et cotisations relatives aux assurances de personne. Celles-ci, avec un montant de 2,9 milliards de dollars subissent une diminution de 2,8% en 1983, alors que les assurances générales voient leurs primes et cotisations demeurer au même niveau qu'en 1982 (2,3 milliards de dollars).

En 1983, le Québec détient la 3[e] place au Canada en ce qui concerne la moyenne d'assurance-vie par ménage, alors qu'à la fin des années soixante-dix, le Québec détenait la moyenne d'assurance-vie par ménage la plus élevée des provinces canadiennes. Chaque ménage québécois est assuré en

moyenne pour 70 900 dollars en 1983, comparativement à 72 100 dollars dans les provinces des Prairies, 71 500 dollars en Ontario et 68 300 dollars dans l'ensemble du Canada.

Quant à la moyenne d'assurance-vie per capita, le Québec occupe également la 3[e] place au Canada avec 25 210 dollars par personne, derrière les Prairies (26 060 dollars) et l'Ontario (25 270 dollars), tandis que la moyenne canadienne est de 24 300 dollars. De plus, en 1983, le portefeuille moyen d'assurance-vie de chaque personne assurée au Canada s'établit à 44 000 dollars.

En 1983, les Canadiens ont souscrit 106,0 milliards de dollars d'assurance-vie, une augmentation de 13,2% par rapport à 1982, pour un portefeuille total d'assurance-vie de 607,7 milliards de dollars, soit 11,2% de plus qu'en 1982. Toujours pour l'année 1983, les prestations totales d'assurance-vie et de rentes versées aux Canadiens se chiffrent à 6,3 milliards de dollars, soit 121,0 millions de dollars par semaine.

Les acquisitions nettes d'investissements canadiens des compagnies d'assurance-vie au Canada totalisent en 1983, 4,5 milliards de dollars. Comme pour les années antérieures, la majeure partie des fonds des compagnies d'assurance-vie sert au financement d'entreprises et d'habitations au moyen d'opérations portant sur des titres de compagnies, des prêts hypothécaires et des biens immeubles. Ainsi, les obligations commerciales et les actions représentent 38,0% des acquisitions nettes, et les avoirs hypothécaires et les immeubles acquis par les compagnies d'assurance-vie représentent 36,2% de l'ensemble des acquisitions de 1983.

À la fin de 1983, la somme des avoirs détenus au Canada par les compagnies d'assurance-vie pour le compte des assurés canadiens est de 60,2 milliards de dollars, soit 11,2% de plus qu'en 1982. On remarque que la majorité des capitaux est placée dans l'habitation (39,3%) et les entreprises (50,6%).

Les Canadiens se situent au 3[e] rang dans le monde en ce qui a trait à leur portefeuille d'assurance-vie, derrière les Américains et les Japonais.

Régie de l'assurance automobile du Québec

La Régie de l'assurance automobile du Québec, créée en 1977, est une corporation au sens du Code civil et exerce les droits d'un mandataire du gouvernement. La Régie a pour mandat d'administrer un régime universel d'indemnisation pour les personnes victimes de dommages corporels causés par une automobile, d'assumer toutes les fonctions relatives à l'immatriculation, à la délivrance des permis et au contrôle de l'assurance obligatoire pour dommages matériels à autrui et, finalement, de promouvoir la sécurité routière. La Régie compte 59 centres de service à travers le Québec: 49 pour les permis de conduire et l'immatriculation et 10 pour la réadaptation des accidentés.

Au cours de l'exercice financier 1983-84, la Régie reçoit 32 817 demandes d'indemnités, ce qui constitue une augmentation de 22,8% par rapport à l'exercice précédent. La répartition procentuelle des demandes pour lesquelles une décision est rendue montre que la majorité des indemnités a trait au remplacement de revenu (67,2%). La Régie débourse, en 1983-84, 167,1 millions de dollars aux victimes d'accidents survenus depuis l'entrée en vigueur du Régime, le 1[er] mars 1978. Ceci porte le montant des indemnités versées jusqu'à maintenant par la Régie à 647,4 millions de dollars. De plus, à la suite de l'évaluation actuarielle du 29 février 1984, le coût des indemnités découlant des accidents survenus entre le 1[er] mars 1983 et le 29 février 1984 s'établit à 418,0 millions de dollars. La hausse du coût des indemnités pour les accidents survenus en 1983-84 est due à l'augmentation du nombre de victimes, de la durée d'incapacité et des autres indemnités du Régime.

Les revenus totaux de la Régie de l'assurance automobile du Québec atteignent 564,1 millions de dollars en 1983-84; 63,8% proviennent des contributions d'assurance et 36,2% des revenus de placement. Lorsque l'on compare les revenus projetés avec les revenus effectivement perçus, on remarque que le manque à gagner des revenus relatifs à l'immatriculation est compensé par l'augmentation des revenus provenant de la délivrance ou du renouvellement du permis de conduire.

Bourse de Montréal[2]

À la Bourse de Montréal, l'indice général passe, à la fin du 4e trimestre de 1983, de 125,01 à 119,84 à la fin du 4e trimestre de 1984, ce qui représente une baisse de 4,1%. Les pertes les plus importantes se retrouvent dans les secteurs des biens d'équipement (22,1%), des mines et métaux (19,6%) et des hydrocarbures (11,5%). On constate que seul le secteur des services publics enregistre une hausse de l'indice boursier en 1984, passant de 114,04 à 124,38, soit une hausse de 9,1%.

Un total de 400,9 millions d'actions fait l'objet de transactions au cours des quatre trimestres de 1984, ce qui signifie une augmentation de 26,5% par rapport aux quatre trimestres précédents. La valeur totale des transactions effectuées en 1984 s'élève à 7,0 milliards de dollars, soit une hausse de 37,7% par rapport à 1983.

---

2. Depuis le 1er mai 1984, la Bourse de Montréal publie un nouveau groupe d'indices boursiers canadiens. Ces indices sont les seuls au Canada qui réflètent les fluctuations moyennes du prix des titres canadiens les plus largement détenus. Ce sont les prix de ces titres qui deviennent les facteurs de contrôle et de mesure, contrairement aux autres indices boursiers canadiens qui sont pondérés selon le nombre d'actions en circulation. Le 4 janvier 1983 a été choisi comme journée de référence pour les indices boursiers canadiens alors qu'on leur a donné une valeur de base de 100.

Tableau 1

Répartition des succursales des banques à charte, Québec, 1951, 1960, 1970, 1975 et 1980-1983

Banques canadiennes	**Succursales**			
	1951	**1960**	**1970**	**1975**
	n			
Banque royale du Canada	89	128	187	214
Banque canadienne impériale de Commerce	74	147	184	203
Banque de Montréal	111	160	205	218
Banque de la Nouvelle-Écosse	29	46	73	88
Banque Toronto-Dominion	31	59	81	97
Banque nationale du Canada	...	...	...	...
Banque continentale du Canada	...	...	...	...
Banque mercantile du Canada	—	1	2	2
Banque commerciale du Canada	—	—	—	—
Banque canadienne nationale	224	573	524	454
Banque provinciale du Canada	111	313	268	270
Banque Barclays	2	—	—	—
Banques affiliées à une banque étrangère				
Banque nationale de Paris	...	...	...	...
Banque nationale de Grèce	...	...	...	...
Crédit Lyonnais Canada	...	...	...	...
Société générale (Canada)	...	...	...	
Banque commerciale italienne du Canada	...	...	...	...
Banque d'Amérique du Canada	...	...	...	...
Banque de Crédit et de Commerce (Canada)	...	...	...	...
Banque Leumi-Le-Israël (Canada)	...	...	...	...
Banque Barclays du Canada	...	...	...	...
La Banque Chase Manhattan du Canada	...	...	...	...
Banque Chemical du Canada	...	...	...	...
Crédit commercial de France (Canada)	...	...	...	...
Crédit suisse Canada	...	...	...	...
Banque National Westminster du Canada	...	...	...	...
Banque Standard Chartered du Canada	...	...	...	...
Société de banque suisse (Canada)	...	...	...	...
Total	671[2]	1 427	1 524	1 546

1. Le 1er novembre 1979, la Banque canadienne nationale et la Banque provinciale du Canada sont fusionnées et deviennent la Banque nationale du Canada.
2. Ne comprend pas les sous-agences qui reçoivent les dépôts pour le compte des banques.

Source: Association canadienne des paiements. *Les banques*, 1981-1983.

Tableau 2

Statistiques principales de la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, 31 octobre 1981-1983

Année	**Total de l'actif**	**Prêts hypothécaires en cours**	**Autres prêts en cours**	**Passif — dépôts envers le public**
	'000 $			
1981	1 961 650	895 727	204 876	1 874 695
1982	2 084 223	799 727	167 898	1 930 498
1983	2 477 555	810 073	267 884	2 243 400

Source: La Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal. *Rapport annuel*.

Banque canadienne	Succursales			
	1980	1981	1982	1983
	n			
Banque royale du Canada	217	212	208	205
Banque canadienne impériale de Commerce	212	198	186	182
Banque de Montréal	225	222	211	206
Banque de la Nouvelle-Écosse	95	95	92	89
Banque Toronto-Dominion	97	95	89	86
Banque nationale du Canada	669[1]	613	490	468
Banque continentale du Canada	6	11	12	11
Banque mercantile du Canada	2	2	2	2
Banque commerciale du Canada	1	1	1	1
Banque canadienne nationale	—[1]	—	—	—
Banque provinciale du Canada	—[1]	—	—	—
Banque Barclays	—	—	—	—
Banques affiliées à une banque étrangere				
Banque nationale de Paris	...	2	2	3
Banque nationale de Grèce	...	—	3	4
Crédit Lyonnais Canada	...	—	1	2
Société générale (Canada)	...	—	1	2
Banque commerciale italienne du Canada	...	—	—	1
Banque d'Amérique du Canada	...	1	1	1
Banque de Crédit et de Commerce (Canada)	...	—	—	1
Banque Leumi-Le-Israël (Canada)	...	—	—	1
Banque Barclays du Canada	...	—	1	1
La Banque Chase Manhattan du Canada	...	—	1	1
Banque Chemical du Canada	...	—	1	1
Crédit commercial de France (Canada)	...	1	1	1
Crédit suisse Canada	...	—	1	1
Banque National Westminster du Canada	...	—	1	1
Banque Standard Chartered du Canada	...	—	1	1
Société de banque suisse (Canada)	...	1	1	1
Total	1 524	1 454	1 307	1 273

Tableau 3

Répartition des succursales des banques à charte, par province, Canada, 1950, 1960, 1970, 1975 et 1980-1983

Province	Succursales							
	1950	1960	1970	1975	1980	1981	1982	1983
	n							
Terre-Neuve	39	71	114	128	149	153	149	142
Île-du-Prince-Édouard	23	27	30	32	34	33	32	30
Nouvelle-Écosse	144	173	203	226	247	248	245	243
Nouveau-Brunswick	100	113	136	164	180	181	183	179
Québec	1 164	1 427	1 523	1 547	1 524	1 468	1 322	1 274
Ontario	1 257	1 785	2 308	2 749	2 878	2 843	2 814	2 776
Manitoba	165	234	310	339	364	361	356	347
Saskatchewan	238	296	350	359	384	392	392	394
Alberta	246	394	521	633	759	798	824	813
Colombie Britannique	294	514	684	824	865	860	855	851
Yukon et territoires du Nord-Ouest	9	17	21	34	30	29	28	27
Canada	3 679	5 061	6 200	7 035	7 414	7 366	7 200	7 076

Source: Association des banquiers canadiens. *Les banques à charte du Canada.*

Tableau 4

Bilan des banques à charte, Canada, 31 décembre 1983

	Banques canadiennes					
	Royale du Canada	Canadienne Impériale de Commerce	De Montréal	De Nouvelle Écosse	Toronto-Dominion	Nationale du Canada
	'000 $					
Actif	84 431 347	68 519 207	64 518 923	54 111 889	42 536 104	17 233 413
En monnaie canadienne	46 349 585	43 666 630	36 587 418	23 096 829	24 233 154	12 114 309
En monnaie étrangère	38 081 762	24 852 577	27 931 505	31 015 060	18 302 950	5 119 104
Encaisse et dépôts à vue	13 445 559	8 137 466	8 889 612	12 214 232	4 504 658	1 127 443
Encaisse	601 012	647 132	578 889	248 492	319 325	206 703
Dépôts						
À la Banque du Canada	760 346	827 733	547 426	609 652	472 690	2 985
À d'autres banques	717 304	308 491	882 923	393 356	110 608	110 639
Chèques et autres effets en circulation	459 573	543 881	144 548	(6 572)	529 598	9 513
En monnaie étrangère	10 907 324	5 810 229	6 735 826	10 969 304	3 072 437	797 603
Placements	7 035 556	6 609 295	8 581 397	3 972 681	4 119 917	1 284 518
Bons du trésor et obligations du secteur public						
Fédéral	2 590 491	3 713 192	4 949 255	1 854 275	1 241 078	454 700
Provincial	102 472	291 610	430 081	76 433	231 398	158 102
Local	22 552	1 055	2 321	23 548	7 586	23 068
Valeurs mobilières des sociétés associées	33 972	23 461	–	63 383	20 425	30 008
Autres valeurs mobilières	1 979 030	1 383 229	1 824 695	670 605	1 898 591	313 502
En monnaie étrangère	2 307 039	1 196 748	1 375 045	1 284 437	720 839	305 138
Prêts	58 109 676	49 003 844	42 091 196	34 738 899	31 097 671	13 550 383
Au jour le jour	121 023	97 832	291 953	275 529	127 236	102 730
À des banques	11 056	215 662	230 212	10 765	4 212	109 569
Aux provinces	2 229	115 822	31 171	92 021	19 624	44 058
Aux corporations municipales et commissions scolaires	179 865	212 096	270 313	131 102	59 623	360 785
À des sociétés associées	333	36 355	–	71 649	21 187	1 200
Financement de contrats de location	434 913	201 039	274 707	153 773	93 707	188 095
Personnels	25 729 135	23 328 762	16 895 374	12 394 254	12 018 857	6 282 527
Hypothécaires						
Résidentiels	7 293 668	7 521 671	4 840 834	3 842 523	4 415 378	2 532 761
Non résidentiels	821 836	464 661	373 440	61 674	446 564	234 526
En monnaie étrangère	23 515 618	16 809 944	18 883 192	17 705 609	13 891 283	3 694 132
Autres éléments de l'actif	5 840 556	4 768 602	4 956 718	3 186 077	2 813 858	1 271 069
Acceptations bancaires	3 019 325	2 652 479	2 752 597	1 472 201	1 740 868	575 037
Immobilisations	927 708	632 951	704 545	450 284	220 636	232 299
Autres éléments d'actif	541 742	447 516	562 134	207 882	233 963	141 502
En monnaie étrangère	1 351 781	1 035 656	937 442	1 055 710	618 391	322 231
Passif	84 431 347	68 519 207	64 518 923	54 111 889	42 536 104	17 233 413
En monnaie canadienne	46 227 530	44 297 593	36 693 399	23 239 556	24 123 565	12 196 844
En monnaie étrangère	38 203 817	24 221 614	27 825 524	30 872 333	18 412 539	5 036 569
Dépôts à vue et à préavis	26 308 153	22 321 368	20 380 632	13 685 670	12 388 150	5 162 500
Au Canada	1 760 989	1 230 193	1 348 692	555 911	620 294	335 058
Aux provinces	159 447	105 061	100 152	98 416	26 302	5 604
À des banques	314 918	176 856	206 599	115 620	104 063	17 234
À des particuliers	16 409 904	14 639 177	13 318 717	7 333 019	8 286 338	3 096 466
Autres	4 717 679	4 545 268	3 867 189	2 213 838	2 613 806	1 472 996
En monnaie étrangère	2 945 216	1 624 813	1 539 283	3 368 866	737 347	235 142

	Banques canadiennes				Filiales des banques étrangères	Total des banques
	Continentale du Canada	Mercantile du Canada	Autres	Total		
	'000 $					
Actif	5 012 004	4 257 458	6 540 905	347 161 250	21 575 416	368 736 666
En monnaie canadienne	4 179 347	2 654 476	5 034 457	197 916 205	13 928 902	211 845 107
En monnaie etrangère	832 657	1 602 982	1 506 448	149 245 045	7 646 514	156 891 559
Encaisse et depôts a vue	159 233	222 062	457 817	49 158 082	4 886 958	54 045 040
Encaisse	9 926	1 284	19 429	2 632 192	3 779	2 635 971
Depôts						
A la Banque du Canada	10 525	109 871	105 023	3 446 251	140	3 446 391
A d'autres banques	55 269	65 494	181 829	2 825 913	1 789 788	4 615 701
Cheques et autres effets en circulation	88 603	–	9 899	1 779 043	25 812	1 804 855
En monnaie etrangère	(5 090)	45 413	141 637	38 474 683	3 067 439	41 542 122
Placements	657 797	281 072	468 976	33 011 209	1 329 395	34 340 604
Bons du tresor et obligations du secteur public						
Federal	338 045	154 081	221 855	15 516 972	584 494	16 101 466
Provincial	9 370	—	3 984	1 303 450	129 336	1 432 786
Local	—	1 485	2 995	84 610	7 853	92 463
Valeurs mobilieres des societes associées	—	—	99	171 348	—	171 348
Autres valeurs mobilières	266 098	56 831	191 363	8 583 944	288 921	8 872 865
En monnaie etrangere	44 284	68 675	48 680	7 350 885	318 791	7 669 676
Prets	4 035 573	3 314 274	5 266 715	241 208 231	13 616 918	254 825 149
Au jour le jour	—	40 200	34 700	1 091 203	101 284	192 487
A des banques	11 231	6 676	111	599 494	71 221	670 715
Aux provinces	3 333	—	6 978	315 236	64 179	379 415
Aux corporations municipales et commissions scolaires	1 102	1 664	2 924	1 219 474	54 815	1 274 289
À des societés associees	—	—	1 300	132 024	—	132 024
Financement de contrats de location	334 654	–	94 829	1 775 717	613 770	2 389 487
Personnels	2 551 149	1 762 680	3 506 431	104 469 169	7 587 567	12 056 736
Hypothecaires						
Residentiels	259 268	80 073	307 740	31 093 916	886 082	31 979 998
Non residentiels	99 767	754	37 277	2 540 499	159 227	2 699 726
En monnaie etrangere	775 069	1 422 227	1 274 425	97 971 499	4 078 773	102 050 272
Autres elements de l'actif	159 401	440 050	347 397	23 783 728	1 742 145	25 525 873
Acceptations bancaires	70 900	260 009	149 600	12 693 016	1 261 239	13 954 255
Immobilisations	30 512	42 385	48 247	3 289 567	79 764	3 369 331
Autres eléments d'actif	39 595	70 989	107 844	2 353 167	219 631	2 572 798
En monnaie etrangère	18 394	66 667	41 706	5 447 978	181 511	5 629 489
Passif	5 012 004	4 257 458	6 540 906	347 161 251	21 575 416	368 736 667
En monnaie canadienne	4 110 910	2 520 734	5 006 466	198 416 597	10 253 909	208 670 506
En monnaie etrangère	901 094	1 736 724	1 534 440	148 744 654	11 321 507	160 066 161
Dépôts à vue et à préavis	323 217	319 458	1 098 100	101 987 248	441 739	102 428 987
Au Canada	55 653	59 204	90 547	6 056 541	—	6 056 541
Aux provinces	—	223	70	495 275	—	495 275
À des banques	27	16 286	2 253	953 856	98 790	1 052 646
À des particuliers	83 082	10 026	820 657	63 997 386	54 562	64 051 948
Autres	174 228	74 643	176 257	19 855 904	154 577	20 010 481
En monnaie etrangère	10 227	159 076	8 316	10 628 286	133 810	10 762 096

Tableau 4 (suite)

Bilan des banques à charte, Canada, 31 décembre 1983

	Banques canadiennes					
	Royale du Canada	Canadienne Impériale de Commerce	De Montréal	De Nouvelle Écosse	Toronto-Dominion	Nationale du Canada
	'000 $					
Dépôts à terme (fixe)	48 183 182	37 895 559	36 139 938	34 422 522	24 940 924	9 893 800
Au Canada	—	—	—	—	—	—
Aux provinces	7 035	70 284	88 508	64 027	144 257	4 356
À des banques	723 780	671 572	342 647	268 511	383 050	51 990
À des particuliers	9 196 952	9 790 421	7 351 382	4 941 825	4 677 526	3 572 859
Autres	4 911 790	6 558 779	3 426 339	3 537 565	2 736 060	1 756 408
En monnaie étrangère	33 343 625	20 804 503	24 931 062	25 610 594	17 000 031	4 508 187
Autres élements du passif	6 676 885	5 918 959	5 736 559	4 295 873	3 441 755	1 461 800
Acceptations	3 019 325	2 652 479	2 752 597	1 472 201	1 740 868	575 037
Dettes subordonnées	903 441	536 932	228 651	344 690	246 077	106 545
Autres éléments	839 143	937 250	1 400 132	586 109	779 649	486 978
En monnaie etrangère	1 914 976	1 792 298	1 355 179	1 892 873	675 161	293 240
Avoir des actionnaires	3 263 127	2 383 321	2 261 794	1 707 824	1 765 275	715 313
Capital	1 343 333	883 139	510 849	423 235	423 057	174 725
Surplus d'apport	—	—	752 100	—	3 788	284 349
Réserve générale	—	—	—	—	—	—
Bénéfices non répartis	1 919 794	1 500 182	998 845	1 284 589	1 338 430	256 239

Source: Ministère des Finances du Canada. *La Gazette du Canada (Supplement), fevrier 1984.*

Tableau 5

Ventilation des principaux postes du bilan des banques à charte, par province, Canada, 4e trimestre 1983

Province	Prêts personnels[1]	Prêts aux agriculteurs	Prêts aux entreprises	Prêts aux provinces et aux municipalités
	'000 000 $			
Terre-Neuve	666	5	625	136
Île-du-Prince-Édouard	154	51	131	8
Nouvelle-Écosse	1 502	46	1 266	20
Nouveau-Brunswick	985	41	1 049	16
Québec	5 394	899	9 149	964
Ontario	11 836	2 025	20 610	162
Manitoba	1 261	969	1 751	21
Saskatchewan	1 254	2 255	1 446	25
Alberta	4 276	1 964	16 374	148
Colombie-Britannique	5 655	661	9 712	144
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	81	—	82	8
Canada[2]	33 063	8 917	62 196	1 653

1. Incluent les prêts garantis de régime personnel et de carte de crédit.
2. Inclut le siège social et les transactions internationales.

Source: Banque du Canada. *Revue de la banque du Canada, avril 1984.*

	Banques canadiennes				Filiales des banques étrangères	Total des banques
	Continentale du Canada	Mercantile du Canada	Autres	Total		
	'000 $					
Dépôts à terme (fixe)	3 442 451	3 365 007	4 822 706	**203 106 089**	17 630 662	**220 736 751**
Au Canada	—	—		**—**	—	**—**
Aux provinces	69 110	30 050	30 000	**507 627**	165 902	**673 529**
À des banques	53 638	126 600	339 332	**2 961 120**	1 341 927	**4 303 047**
À des particuliers	524 434	208 354	657 765	**40 921 518**	343 681	**41 265 199**
Autres	2 112 247	1 462 455	2 307 030	**28 808 673**	4 820 134	**33 628 807**
En monnaie étrangère	683 022	1 537 548	1 488 579	**129 907 151**	10 959 018	**140 866 169**
Autres éléments du passif	1 031 839	408 062	330 809	**29 302 541**	2 182 739	**31 485 280**
Acceptations	70 900	260 009	149 600	**12 693 016**	1 261 239	**13 954 255**
Dettes suburdonnées	26 603	45 000	53 164	**2 491 103**	38 000	**2 529 103**
Autres éléments	726 491	62 953	90 500	**5 909 205**	654 820	**6 564 025**
En monnaie étrangère	207 845	40 100	37 545	**8 209 217**	228 680	**8 437 897**
Avoir des actionnaires	214 497	164 931	289 291	**12 765 373**	1 320 826	**14 085 649**
Capital	62 188	77 332	188 631	**4 086 489**	1 154 254	**5 240 743**
Surplus d'apport	--	11 950	72 912	**1 125 099**	38 196	**1 163 295**
Réserve générale	—	—	—	**—**	—	**—**
Bénéfices non répartis	152 309	75 649	27 748	**7 553 785**	127 826	**7 681 611**

Province	Titres des provinces et des municipalités	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires non résidentiels	Dépôts dans les banques à charte
	'000 000 $			
Terre-Neuve	15	456	11	1 886
Île-du-Prince-Édouard	2	69	6	525
Nouvelle-Écosse	16	710	16	3 908
Nouveau-Brunswick	21	496	22	2 731
Québec	317	4 826	288	27 801
Ontario	394	11 212	986	74 712
Manitoba	117	1 281	149	7 522
Saskatchewan	262	1 131	390	6 656
Alberta	76	4 867	482	17 625
Colombie-Britannique	299	6 778	364	21 295
Yukon et Territoire du Nord-Ouest	—	92	1	341
Canada[2]	**1 525**	**31 986**	**2 716**	**171 538**

Tableau 6

Bilan des caisses locales[1] d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1982

	Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	Caisses d'établissement du Québec	Total	
	'000 $			%
Actif	15 466 489	155 812	15 622 301	100.0
Encaisse et dépôts	2 586 886	1 999	2 588 885	16.6
Encaisse	347 923	1 405	349 328	2.3
Dépôts de liquidité à la fédération	2 234 437	594	2 235 031	14.3
Dépôts à vue à d'autres institutions financières	4 526		4 526	--
Placements	1 961 704	27 814	1 989 518	12.7
Dépôts à terme, certificats de dépôts et certificats de placement garantis				
Fédérations	1 566 221	3 055	1 569 276	10.1
Autres	—	5 866	5 866	--
Obligations				
Gouvernement du Canada	12 369	160	12 529	0.1
Gouvernement du Québec	10 002	110	10 112	0.1
Hydro-Québec	2 148	315	2 463	--
Municipalités et commissions scolaires	37 382	10 603	47 985	0.3
Hôpitaux et communautés religieuses	1 820	827	2 647	--
Autres	—	2 186	2 186	--
Parts sociales et actions				
Fédération	55 334	32	55 366	0.3
Autres, (sociétés, banques, sociétés de fiducie, coopératives, etc.)	76 503	97	76 600	0.5
Autres placements				
Fédération	198 796	—	198 796	1.3
Autres	1 129	4 563	5 692	--
Intérêts accumulés sur prêts et placements	176 923	3 549	180 472	1.2
Prêts	10 402 577	118 732	10 521 309	67.4
Prêts sur reconnaissance de dette				
Particuliers et étudiants (personnels)	2 223 726	8 254	2 231 980	14.3
Fermes	377 255	2 278	379 533	2.4
Entreprises commerciales, industrielles et coopératives	823 588	782	824 370	5.3
Autres (municipalités, commissions scolaires, etc.)	280 345	1 082	281 427	1.8
Moins: Provisions pour créances douteuses	(109 433)	(166)	(109 599)	(0.7)
Prêts sur hypothèque				
Particuliers				
Habitation	5 959 209	62 070	6 021 279	38.6
Autres	—	—	—	—
Fermes	280 090	11 838	291 928	1.9
Entreprises commerciales, industrielles et coopératives	520 149	33 301	553 450	3.5
Autres (municipalités, commissions scolaires, etc.)	80 025	22	80 047	0.5
Moins: Provisions pour créances douteuses	(32 377)	(729)	(33 106)	(0.2)

Tableau 6 (suite)

Bilan des caisses locales[1] d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1982

	Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	Caisses d'établissement du Québec	Total	
	'000 $			%
Immobilisations nettes	270 629	2 109	272 738	1.7
Terrains	33 467	268	33 735	0.2
Bâtiments	182 835	1 123	183 958	1.2
Matériel et mobilier	49 126	651	49 777	0.3
Améliorations locatives	5 201	67	5 268	--
Autres éléments de l'actif	67 770	1 609	69 279	0.4
Passif	**15 466 489**	155 812	15 622 301	100.0
Dû aux membres	14 543 666	151 028	14 694 694	94.1
Capital social	331 036	2 665	333 701	2.1
Épargne				
Avec operations	2 894 934	—	2 894 934	18.6
Stable (incluant plans d'epargne)	4 524 396	86 757	4 611 153	29.5
À terme	6 400 108	48 645	6 448 753	41.3
Autres catégories	—	6 291	6 291	--
Intérêts à payer	393 192	6 670	399 862	2.6
Provisions pour intérêts et ristournes	—	—	—	—
Emprunts	322 859	1 284	324 143	2.1
Fédération	279 366	883	280 249	1.8
Banques	—	24	24	--
Autres	43 493	377	43 870	0.3
Comptes à payer	—	1 030	1 030	0.8
Impôts à payer	—	—	—	—
Autres	—	1 030	1 030	--
Autres éléments du passif	134 256	636	134 892	0.8
Excédent	465 708	1 834	467 542	3.0
Trop-perçus non répartis	107 818	(207)	107 611	0.7
Réserves	357 890	2 041	359 931	2.3

1. Caisses locales membres d'une fédération.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques trimestrielles des caisses locales par fédération, 31 décembre 1982.*

Tableau 7

Bilan des caisses locales[1] d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1983

	Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	Caisses d'établissement du Québec	Total	
	'000 $			%
Actif	17 283 881	169 970	17 453 851	100,0
Encaisse et dépôts	2 598 051	4 807	2 602 858	14,9
Encaisse	356 946	1 086	358 032	2,0
Dépôts de liquidité à la fédération	2 240 429	2 236	2 242 665	12,9
Dépôts à vue à d'autres institutions financières	676	1 485	2 161	--
Placements	1 615 951	29 858	1 645 809	9,5
Dépôts à terme, certificats de dépôts et certificats de placement garantis				
Fédérations	1 193 403	3 201	1 196 604	6,9
Autres	—	—	—	—
Obligations				
Gouvernement du Canada	9 599	60	9 659	0,1
Gouvernement du Québec	6 288	176	6 464	--
Hydro-Québec	2 095	415	2 510	—
Municipalités et commissions scolaires	23 098	19 120	42 218	0,3
Hôpitaux et communautés religieuses	1 037	1 089	2 126	--
Autres	—	2 383	2 383	--
Parts sociales et actions détenues				
Fédération	78 196	33	78 229	0,4
Autres, (sociétés, banques, sociétés de fiducie, coopératives, etc.)	82 276	273	82 549	0,5
Autres placements				
Fédération	212 989	—	212 989	1,2
Autres	6 970	3 108	10 078	0,1
Intérêts accumulés sur prêts et placements	142 343	3 194	145 537	0,8
Prêts	12 586 440	126 928	12 713 368	72,8
Prêts sur reconnaissance de dette				
Particuliers et étudiants (personnels)	2 736 213	9 332	2 745 545	15,7
Fermes	465 542	2 579	468 121	2,7
Entreprises commerciales, industrielles et coopératives	1 072 013	772	1 072 785	6,1
Autres (municipalités, commissions scolaires, etc.)	370 481	1 106	371 587	2,1
Moins: Provisions pour créances douteuses	(128 076)	(79)	(128 155)	(0,7)
Prêts sur hypothèque				
Particuliers				
Habitation	7 248 645	78 844	7 323 489	42,0
Autres	—	—	—	—
Fermes	289 385	8 025	297 410	1,7
Entreprises commerciales, industrielles et coopératives	496 017	30 853	526 870	3,0
Autres (municipalités, commissions scolaires, etc.)	71 439	—	71 439	0,4
Moins: Provisions pour créances douteuses	(35 219)	(504)	(35 723)	(0,2)

Tableau 7 (suite)

Bilan des caisses locales[1] d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1983

	Caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	Caisses d'établissement du Québec	Total	
	'000 $			%
Immobilisations nettes	254 470	1 991	256 461	1,5
Terrains	34 308	267	34 575	0,2
Bâtiments	164 022	1 095	165 117	1,0
Matériel et mobilier	51 027	586	51 613	0,3
Améliorations locatives	5 113	43	5 156	--
Autres éléments de l'actif	86 626	3 192	89 818	0,5
Passif	17 283 881	169 970	17 453 851	100,0
Dû aux membres	15 753 107	164 532	15 917 639	91,2
Capital social	341 560	3 446	345 006	2,0
Épargne				
Avec opérations	3 350 464	—	3 350 464	19,2
Stable (incluant plans d'épargne)	5 008 621	100 520	5 109 141	29,3
À terme	6 744 902	51 381	6 796 283	38,9
Autres catégories	—	3 534	3 534	--
Intérêts à payer	307 560	5 651	313 211	1,8
Provisions pour intérêts et ristournes	—	—	—	—
Emprunts	801 911	1 712	803 623	4,6
Fédération	675 421	1 266	676 687	3,9
Banques	—	204	204	--
Autres	126 490	242	126 732	0,7
Comptes à payer	—	1 347	1 347	--
Impôts à payer	—	14	14	--
Autres	—	1 333	1 333	--
Autres éléments du passif	149 079	514	149 593	0,9
Excédent	579 784	1 865	581 649	3,3
Trop-perçus non répartis	143 872	329	144 201	0,8
Réserves	435 912	1 536	437 448	2,5

1. Caisses locales membres d'une fédération.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques trimestrielles des caisses locales par fédération, 31 décembre 1983.*

Tableau 8

Ventilation des principaux postes du bilan[1] des caisses locales d'épargne et de crédit, par région administrative, Québec, exercice 1982

Région administrative	Caisses ayant fait rapport	Actif total	Prêts en cours	Capital social	Épargne	Réserves et trop-perçus non répartis
	n	'000 $				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	101	606 016	429 953	55 831	504 446	13 021
Saguenay — Lac-Saint-Jean	86	635 312	483 814	103 187	471 364	9 842
Québec	356	3 968 806	2 634 021	209 640	3 416 185	113 325
Trois-Rivières	174	1 785 786	1 216 216	131 576	1 513 135	47 641
Estrie	82	664 619	484 444	48 126	546 592	17 599
Montréal	571	7 156 871	4 885 587	461 208	6 180 862	160 241
Outaouais	59	582 569	406 711	35 716	469 614	13 925
Abitibi-Témiscamingue	62	306 709	226 356	42 050	237 739	6 462
Côte-Nord	34	224 487	156 766	34 814	173 000	3 187
Nouveau-Québec	3	2 477	1 893	18	2 309	36
Total	1 528	15 933 650	10 925 762	1 122 166	13 515 247	385 280

1. Les chiffres de ce tableau diffèrent des tableaux précédents du fait qu'ils correspondent à la fin de l'exercice et non au 31 décembre. La fin de l'exercice financier peut varier d'une caisse à l'autre.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières des caisses d'épargne et de crédit du Québec, 1982.*

Tableau 9

Ventilation des principaux postes du bilan[1] des caisses locales d'épargne et de crédit, par région administrative, Québec, exercice 1983

Région administrative	Caisses ayant fait rapport	Actif total	Prêts en cours	Capital social	Épargne	Réserves et trop-perçus non répartis
	n	'000 $				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	93	568 862	410 081	6 435	518 254	17 128
Saguenay — Lac-Saint-Jean	79	629 242	482 294	6 310	543 737	13 954
Québec	344	4 202 737	2 758 238	61 279	3 781 774	139 089
Trois-Rivières	164	1 767 232	1 161 706	13 580	1 634 208	51 856
Estrie	78	656 985	496 233	6 760	575 073	21 255
Montréal	533	7 594 828	5 450 759	224 721	6 706 146	205 313
Outaouais	54	661 341	489 977	11 968	530 398	17 985
Abitibi-Témiscamingue	57	287 282	222 146	6 875	253 996	7 649
Côte-Nord	32	181 352	112 000	1 624	171 038	3 418
Nouveau-Québec	3	2 904	2 129	36	2 559	45
Total	1 437	16 552 764	11 585 564	339 588	14 717 186	477 693

1. Les chiffres de ce tableau diffèrent des tableaux précédents du fait qu'ils correspondent à la fin de l'exercice et non au 31 décembre. La fin d'exercice n'est pas uniforme d'une caisse à l'autre.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières des caisses d'épargne et de crédit du Québec, 1983.*

Tableau 10

Bilan des fédérations des caisses d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1982

	Fédérations membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	Fédérations des Caisses d'établissement du Québec	Total	
	'000 $			%
Actif	4 612 829	3 887	4 616 716	100.0
Encaisse et dépôts à vue	23 876	1 562	25 438	0.5
Encaisse	4 951	218	5 169	0.1
Dépôts à vue				
Caisses locales	—	1 344	1 344	--
Fédération	13 039	—	13 039	0.3
Banques	5 886	—	5 886	0.1
Autres	—	—	—	—
Placements	3 771 761	1 660	3 773 421	81.7
Dépôts à terme				
Caisses locales	9 386	224	9 610	0.2
Banques	1 095 871	—	1 095 871	23.7
Autres	494 386	—	494 386	10.7
Obligations				
Gouvernement du Canada	589 984	60	590 044	12.8
Gouvernement du Québec	543 946	25	543 971	11.7
Hydro-Québec	75 745	—	75 745	1.6
Municipalités et commissions scolaires	183 466	1 099	184 565	4.0
Hôpitaux et communautés religieuses	22 175	80	22 255	0.5
Autres	60 851	94	60 945	1.3
Parts sociales et actions				
Caisses locales	3 094	2	3 096	0.1
Sociétés affiliées	123 401	—	123 401	2.7
Autres	26 483	76	26 559	0.6
Autres placements	542 973	—	542 973	11.8
Intérêts accumulés sur prêts et placements	88 333	170	88 503	1.9
Prêts	672 883	298	673 181	14.6
Prêts sur reconnaissance de dette				
Caisses locales	285 349	—	285 349	6.2
Fédération	31 429	—	31 429	0.7
Entreprises commerciales, industrielles et coopératives	14 696	—	14 696	0.3
Autres (municipalités, commissions scolaires, etc.)	259 052	—	259 052	5.6
Moins: Provisions pour créances douteuses	(2 333)	—	(2 333)	--
Prêts sur hypothèque				
Caisses locales	10 125	—	10 125	0.2
Entreprises commerciales, industrielles et coopératives	21 238	142	21 380	0.5
Fermes	33 292	156	33 448	0.7
Particuliers:				
Habitation	19 977	—	19 977	0.4
Autres	—	—	—	—
Autres	603	—	603	--
Moins: Provisions pour créances douteuses	(545)	—	(545)	--

Tableau 10 (suite)

Bilan des fédérations des caisses d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1982

	Fédérations membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	Fédérations des Caisses d'établissement du Québec	Total	
	'000 $			%
Immobilisations nettes	29 464	143	29 607	0.7
Terrains	1 484	59	1 543	..
Bâtiments	17 905	—	17 905	0.4
Matériel et mobilier	6 756	70	6 826	0.2
Améliorations locatives	3 319	14	3 333	0.1
Autres éléments de l'actif	26 512	54	26 566	0.6
Passif	**4 612 829**	**3 887**	**4 616 716**	**100.0**
Dû aux membres	4 515 730	3 606	4 519 336	97.9
Capital social	54 243	32	54 275	1.1
Dépôts de liquidité				
Caisses locales	1 975 576	3 564	1 979 140	42.9
Fédérations	—	—	—	—
Autres	511 279	—	511 279	11.1
Dépôts à terme				
Caisses locales	—	—	—	—
Autres	1 725 052	—	1 725 052	37.4
Dépôts dans un fonds d'investissement	213 526	—	213 526	4.6
Caisses locales				
Autres	—	—	—	—
Intérêts	36 054	10	36 064	0.8
Emprunts	12 344	170	12 514	0.3
Banques	—	94	94	..
Autres	12 344	76	12 420	0.3
Comptes à payer	—	112	112	..
Impôts à payer	—	—	—	—
Autres	—	112	112	..
Autres éléments du passif	20 869	—	20 869	0.4
Excédent	63 886	(1)	63 885	1.4
Trop-perçus non répartis	18 273	(9)	18 264	0.4
Réserves	45 613	8	45 621	1.0

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques trimestrielles des fédérations de caisses d'épargne et de crédit, 31 décembre 1982.*

Tableau 11

Bilan des fédérations des caisses d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1983

	Fédérations membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	Fédérations des Caisses d'établissement du Québec	Total	
	'000 $			%
Actif	4 888 054	7 194	4 895 248	100,0
Encaisse et dépôts à vue	127 706	2 796	130 502	2,7
Encaisse	45 018	41	45 059	0,9
Dépôts à vue				
Caisses locales	—	2 755	2 755	0,1
Fédération	17 285	—	17 285	0,3
Banques	4 237	—	4 237	0,1
Autres	61 166	—	61 166	1,3
Placements	3 151 364	3 728	3 155 092	64,4
Dépôts à terme				
Caisses locales	9 535	—	9 535	0,2
Banques	484 661	—	484 661	9,9
Autres	394 532	34	394 566	8,0
Obligations				
Gouvernement du Canada	738 972	60	739 032	15,1
Gouvernement du Québec	442 345	—	442 345	9,0
Hydro-Québec	79 278	—	79 278	1,6
Municipalités et commissions scolaires	232 515	2 947	235 462	4,8
Hôpitaux et communautés religieuses	39 130	237	39 367	0,8
Autres	66 001	349	66 350	1,4
Parts sociales et actions				
Caisses locales	3 094	11	3 105	0,1
Sociétés affiliées	126 899	—	126 899	2,6
Autres	23 693	90	23 783	0,5
Autres placements	510 709	—	510 709	10,4
Intérêts accumulés sur prêts et placements	79 469	328	79 797	1,6
Prêts	1 468 973	149	1 469 122	30,0
Prêts sur reconnaissance de dette				
Caisses locales	763 830	—	763 830	15,6
Fédération	69 750	—	69 750	1,4
Entreprises commerciales, industrielles et coopératives	409 226	—	409 226	8,4
Autres (municipalités, commissions scolaires, etc.)	144 579	—	144 579	3,0
Moins: Provisions pour créances douteuses	(4 037)	—	(4 037)	(0,1)
Prêts sur hypothèque				
Caisses locales	12 394	—	12 394	0,2
Entreprises commerciales, industrielles et coopératives	11 723	—	11 723	0,2
Fermes	34 315	149	34 464	0,7
Particuliers:				
Habitation	18 520	—	18 520	0,4
Autres	—	—	—	—
Autres	10 297	—	10 297	0,2
Moins: Provisions pour créances douteuses	(1 624)	—	(1 624)	(--)

Tableau 11 (suite)

Bilan des fédérations des caisses d'épargne et de crédit, Québec, 31 décembre 1983

	Fédérations membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	Fédérations des Caisses d'établissement du Québec	Total	
	'000 $			%
Immobilisations nettes	31 969	133	32 102	0.7
Terrains	1 638	50	1 688	..
Bâtiments	18 755	—	18 755	0.4
Matériel et mobilier	7 195	73	7 268	0.2
Améliorations locatives	4 381	10	4 391	0.1
Passif	**4 888 054**	**7 194**	**4 895 248**	**100.0**
Dû aux membres	4 733 467	5 399	4 738 866	76.8
Capital social	77 727	33	77 760	1.6
Dépôts de liquidité				
Caisses locales	1 900 163	5 355	1 905 518	38.9
Fédérations	—	—	—	—
Autres	1 106 264	—	1 106 264	22.6
Dépôts à terme				
Caisses locales	—	—	—	—
Autres	1 418 144	—	1 418 144	29.0
Dépôts dans un fonds d'investissement				
Caisses locales	202 606	—	202 606	4.1
Autres	—	—	—	—
Intérêts	28 563	11	28 574	0.6
Emprunts	15 139	1 590	16 729	0.3
Banque	—	—	—	—
Autres	15 139	1 590	16 729	0.3
Comptes à payer	—	136	136	..
Impôts à payer	—	—	—	..
Autres	—	136	136	..
Autres éléments du passif	56 411	—	56 411	1.2
Excédent	83 037	69	83 106	1.7
Trop-perçus non répartis	28 834	58	28 892	0.6
Réserves	54 203	11	54 214	1.1

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques trimestrielles des fédérations de caisses d'épargne et de crédit, 31 décembre 1983.*

Tableau 12

Répartition des caisses locales d'épargne et de crédit, par fédération, Québec, 1981-1983

Fédération	Caisses					
	1981		1982		1983	
	n	%	n	%	n	%
Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	1 424	92.0	1 450	94.9	1 426	99.1
Fédération des caisses d'entraide économique du Québec	77	5.0	64	4.2	—	—
Fédération de Montréal des caisses Desjardins	32	2.1	—	—	—	—
Fédération des caisses d'établissement du Québec	12	0.8	11	0.7	11	0.8
Caisses d'épargne et de crédit non affiliées	3	0.2	3	0.2	2	0.1
Total	**1 548**	**100.0**	**1 528**	**100.0**	**1 439**	**100.0**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières des caisses d'épargne et de crédit du Québec, 1981-1983.*

Tableau 13

Bilan des compagnies de fidéicommis, Québec, exercices 1982 et 1983

	1982		1983	
	'000 $	%	'000 $	%
Actif	28 243 319	100.0	31 401 526	100.0
Encaisse	352 836	1.3	402 707	1.3
Placements	6 956 596	24.6	7 954 756	25.3
Billets du tresor	682 486	2.4	1 964 459	6.2
Dépôts à demande et à court terme	2 280 229	8.1	1 039 158	3.3
Obligations	2 546 223	9.0	2 815 903	9.0
Actions	1 208 551	4.3	1 743 630	5.5
Placements dans les filiales	239 107	0.9	391 606	1.3
Prêts	19 607 372	69.4	21 645 046	68.9
Prêts aux consommateurs	1 158 852	4.1	1 200 618	3.8
Prêts sur nantissement[1]	1 156 514	4.1	1 592 576	5.1
Prêts sur hypothèque et conventions de vente				
Loi nationale de l'habitation (L.N.H.)	3 417 087	12.1	4 184 918	13.3
Conventionnels	13 874 919	49.1	14 666 934	46.7
Avances aux successions, fiducie et agences	49 650	0.2	40 327	0.1
Intérêts courus et dividendes à recevoir	355 522	1.3	338 488	1.1
Immeubles détenus pour vente	80 149	0.3	170 498	0.6
Immobilisations nettes	146 384	0.5	143 004	0.4
Terrains	10 871	..	10 745	..
Bâtiments	40 980	0.2	36 567	0.1
Matériel et mobilier	63 363	0.2	69 235	0.2
Améliorations locatives	31 170	0.1	26 457	0.1
Autres éléments de l'actif	694 810	2.5	706 700	2.3
Honoraires et frais courus pour l'administration des successions, fiducies et agences	26 129	0.1	25 166	0.1
Autres	668 681	2.4	681 534	2.2
Passif et avoir	28 243 319	100.0	31 401 526	100.0
Passif	26 941 305	95.4	29 911 101	95.3
Dépôts et certificats	24 981 844	88.4	27 838 988	88.7
Dépôts et certificats à demande[2]	7 205 095	25.5	7 871 177	25.1
Dépôts et certificats à terme	17 776 749	62.9	19 967 811	63.6
Intérêts courus et à payer	1 222 279	4.3	1 206 956	3.8
Sur dépôts et certificats	1 222 279	4.3	1 197 056	3.8
Sur emprunts	—	—	9 900	..
Découverts de banque	70 533	0.3	136 303	0.4
Emprunts	28 798	0.1	33 385	0.1
Dividendes à payer	3 050	..	5 727	..
Frais courus et à payer	40 336	0.2	54 020	0.2
Impôts sur le revenu	146 078	0.5	140 999	0.5
À payer	20 969	0.1	21 186	0.1
Reportés	125 109	0.4	119 813	0.4
Autres éléments du passif	448 387	1.6	494 713	1.6

Tableau 13 (suite)

Bilan des compagnies de fidéicommis, Québec, exercices 1982 et 1983

	1982		1983	
	'000 $	%	'000 $	%
Avoir	1 302 014	4.6	1 490 425	4.7
Capital	497 996	1.8	505 933	1.6
Réserve générale	6 398	..	17 737	0.1
Réserve de placements	93 283	0.3	72 381	0.2
Bénéfices non répartis	457 030	1.6	629 891	2.0
Surplus d'apport	247 307	0.9	264 483	0.8

1. Incluant les prêts sur billets aux corporations.
2. Incluant les «dépôts et certificats à terme» remboursables à la demande du déposant.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *L'activité des compagnies de fidéicommis au Québec, 1982 et 1983.*

Tableau 14

Bilan des sociétés de prêts hypothécaires Québec, exercices 1982 et 1983

	1982			1983		
	Sociétés		Total	Sociétés		Total
	Affiliées aux banques à charte	Non affiliées aux banques à charte		Affiliées aux banques à charte	Non affiliées aux banques à charte	
	'000 $					
Actif	20 368 067	4 812 123	25 180 190	29 754 473	5 598 799	35 353 272
Encaisse						
Banques	57 818	20 312	78 130	115 239	17 690	132 929
Autres institutions	17	5 106	5 123	17	5 415	5 432
Placements	1 445 352	1 277 587	2 722 939	3 155 161	1 745 479	4 900 640
Billets du trésor						
Canada	283 391	103 240	386 631	631 283	244 433	875 716
Québec	—	24 396	24 396	—	17 130	17 130
Autres provinces	—	19 752	19 752	—	120 144	120 144
Effets et dépôts à court terme						
Ferme						
Banques	127 664	304 878	432 542	266 900	91 367	358 267
Autres institutions	61 033	7 376	68 409	—	500	500
Obligations	841 597	263 514	1 105 111	2 152 293	597 456	2 749 749
Actions	—	93 450	93 450	—	100 481	100 481
Placements dans des filiales	131 667	460 981	592 648	104 685	573 968	678 653
Prêts	18 527 276	3 266 396	21 793 672	26 159 348	3 560 052	29 719 400
Prêts aux entreprises et sur nantissement	24 488	413 366	437 854	90 443[1]	439 606	530 049
Prêts aux consommateurs	—	43 962	43 962	—	60 036	60 036
Prêts sur hypothèque et conventions de vente						
L.N.H.	5 661 192	393 842	6 055 034	8 292 780	502 020	8 794 800
Conventionnels	12 841 596	2 415 226	15 256 822	17 776 125	2 558 390	20 334 515
Intérêts courus et dividendes à recevoir	175 143	72 760	247 903	211 223	85 512	296 735
Immeubles détenus pour vente	803	41 416	42 249	11 516	73 984	85 500
Immobilisations nettes	1 300	19 523	20 823	794	19 427	20 221
Financement de contrat de location	—	40 173	40 173	—	44 156	44 156
Autres éléments de l'actif	100 358	10 977	111 335	101 175	19 734	120 909
Actif en monnaie étrangère	60 000	57 843	117 843	—	27 350	27 350

Tableau 14 (suite)

Bilan des sociétés de prêts hypothécaires
Québec, exercices 1982 et 1983

	1982			1983		
	Sociétés		Total	Sociétés		Total
	Affiliées aux banques à charte	Non affiliées aux banques à charte		Affiliées aux banques à charte	Non affiliées aux banques à charte	
	'000 $					
Passif et avoir	20 368 067	4 812 123	25 180 190	29 754 473	5 598 799	35 353 272
Passif	19 504 066	4 443 111	23 947 177	28 513 207	5 108 916	33 622 123
Découvert bancaire	23 131	709	23 840	37 845	12 496	50 341
Dépôts et débentures	17 422 579	9 921 601	21 344 180	22 881 795	4 578 611	27 460 406
Dépôts à vue	6 877	893 841	900 718	28 164	997 262	1 025 426
Débentures à vue	17 555	16 582	34 137	42 667	43 639[1]	86 306
Dépôts à terme	10 415 313	23	10 415 336	11 359 156	—	11 359 156
Débentures à terme	6 982 834	3 011 155	9 993 989	11 451 808	3 537 710	14 989 518
Intérêts courus à payer	770 416	944 810	174 394	821 960	171 336	993 296
Sur dépôts et débentures	720 481	171 263	891 744	782 108	168 913	951 021
Autres	49 935	3 131	53 066	39 852	2 423	42 275
Emprunts	30 000	239 085	269 085	69 500	228 366	297 866
Dividendes à payer	—	2 665	2 665	—	6 632	6 632
Frais courus à payer	17 594	132	17 726	41 819	722	42 541
Impôts sur le revenu	70 177	18 039	88 216	100 850	14 662	115 512
À payer	6 068	35	6 103	5 904	(134)	5 770
Reportés	64 109	18 004	82 113	94 946	14 796	109 742
Dû à la société-mère et aux filiales	1 109 721	2 000	1 111 721	4 490 249	1 752	4 492 001
Autres éléments du passif	60 448	76 160	136 608	69 189	77 616	146 805
Passif en monnaie étrangère	—	8 326	8 326	—	16 723	16 723
Avoir	864 001	369 012	1 233 013	1 241 266	489 883	1 731 149
Capital	787 482	136 058	923 540	982 510	160 790	1 143 300
Réserve générale	—	63 502	63 502	—	63 501	63 501
Réserve de placements	—	10 416	10 416	—	12 541	12 541
Bénéfices non répartis	66 661	56 729	123 390	191 181	150 595	341 776
Surplus d'apport	9 858	102 307	112 165	67 575	102 456	170 031

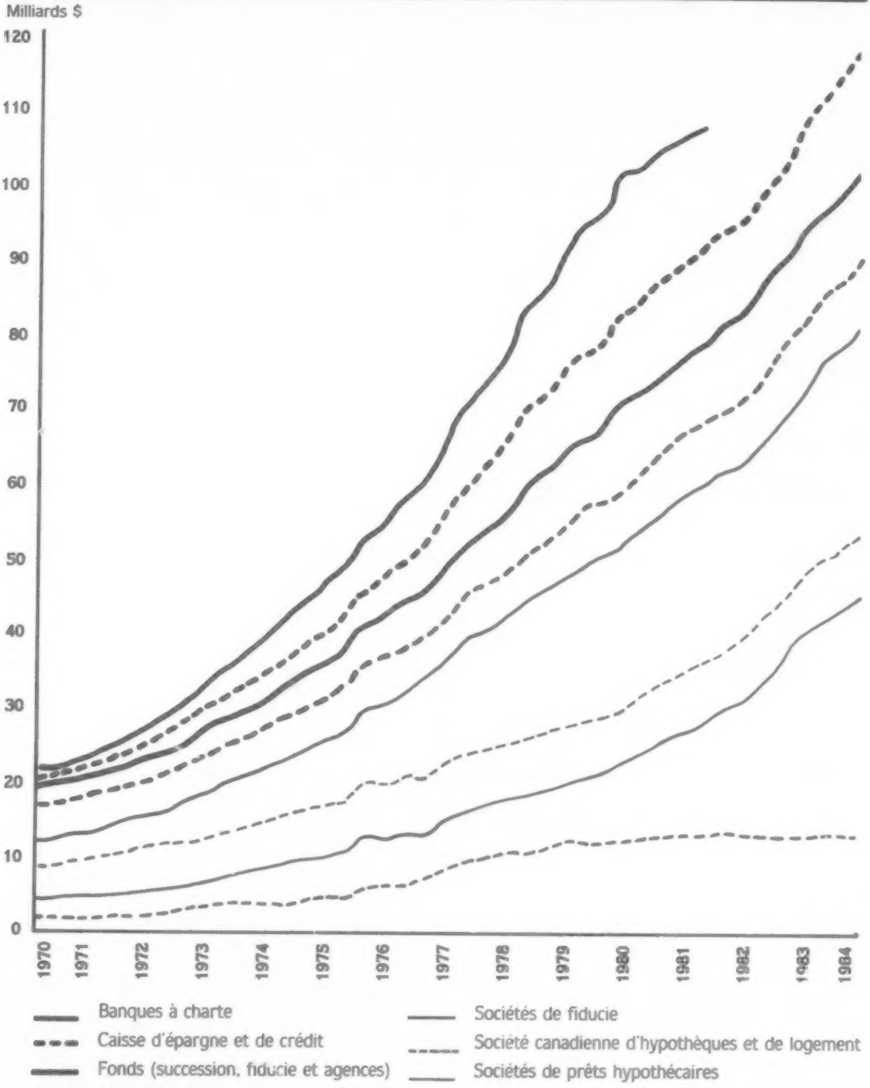
1. Comprend 30 millions de dollars de billets en sous ordre.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *L'activité de prêts hypothécaires au Québec, 1982 et 1983.*

22

Figure 1

Estimations des hypothèques résidentielles impayées dans certaines institutions financières, Canada, 1970-1984

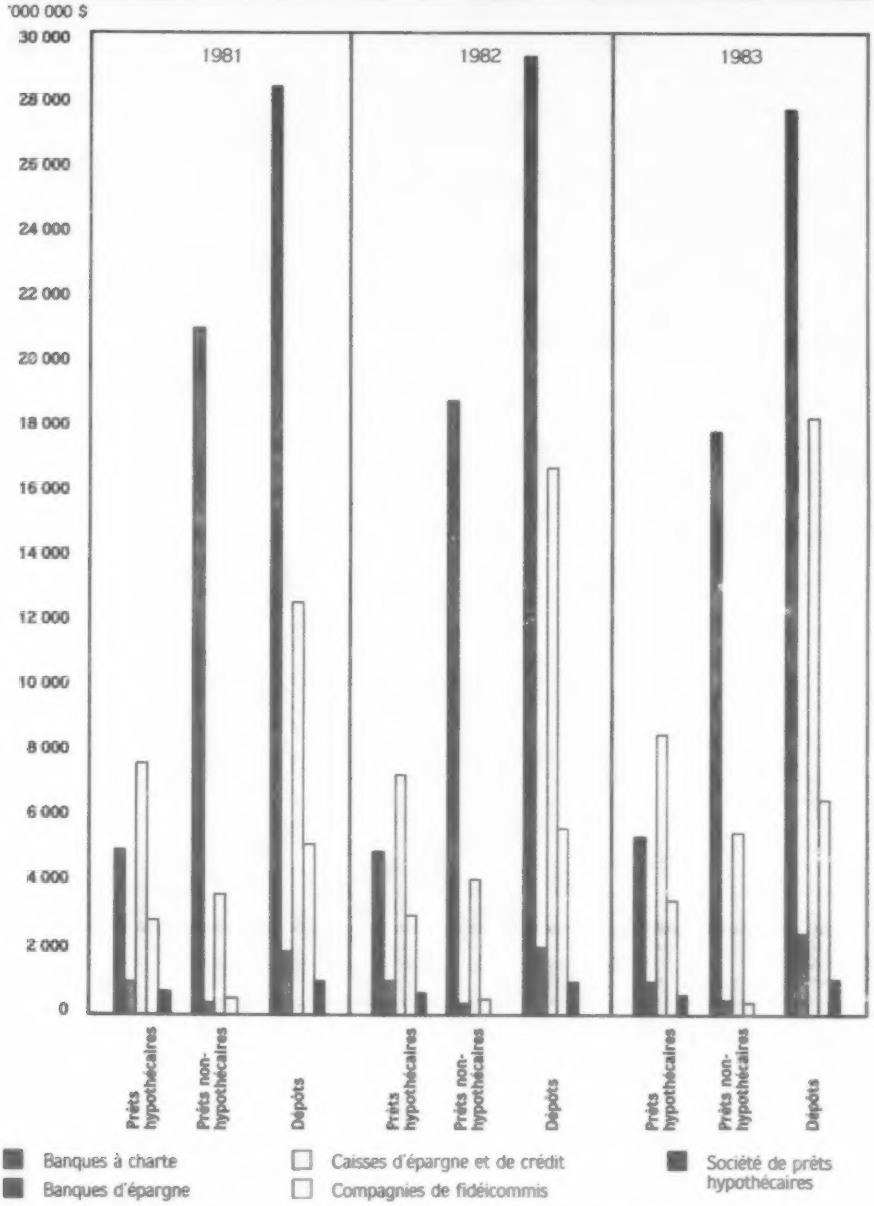


1. Comprend les fonds de placements, sociétés d'assurance-biens et risques divers, régime de pensions de fiducie, banque d'épargne du Québec, sociétés financières, fiducies de placements immobiliers, assurance-accident et assurance-maladie, caisses séparées, sociétés de placements hypothécaires, succursales du trésor de l'Alberta et caisses d'épargne-retraite des sociétés de fiducie.

Source: Statistique Canada, *Institutions financières, 1981-1983* (61-006).

Figure 2

Comparaison annuelle des dépôts et des prêts, selon les institutions de dépôt faisant affaire au Québec, 1981-1983



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières des institutions de dépôt au Québec, 1983.*

Tableau 15

Quelques données sur le bilan des institutions de dépôt, Québec, exercices 1981-1983

	Banques à charte	Banques d'épargne	Caisses d'épargne et de crédit[1]	Compagnies de fidéicommis	Sociétés de prêts hypothécaires[2]	Total
	'000 $					
1981						
Prêts hypothécaires	4 923 000	885 757	7 665 670	2 731 044	477 216	**16 688 687**
Résidentiels	4 629 000	857 139	5 927 961	2 265 025	24 986	**13 924 111**
Non résidentiels	294 000	28 618	1 737 703	472 019	232 230	**2 764 576**
Prêts non hypothécaires	20 986 000	203 317	3 489 441	296 981		**24 975 739**
Aux particuliers	5 113 000	181 569	2 304 191	41 662		**7 640 422**
Aux agriculteurs	793 000	—	290 914	—		**1 083 914**
Aux entreprises	11 096 000	21 748	631 522	255 319		**12 004 589**
Autres	3 984 000		262 814	—		**4 246 814**
Dépôts	28 327 000	1 795 992	12 456 583	4 921 944	885 144	**48 386 663**
À vue	11 707 000	738 233	6 654 647	802 226	33 554	**19 935 660**
À terme	16 620 000	1 057 759	5 801 936	4 119 718	851 590	**28 451 003**
1982						
Prêts hypothécaires	4 805 000	799 727	7 022 112	2 855 811	436 490	**15 919 140**
Résidentiels	4 453 000	774 207	6 041 256	2 390 736	294 956	**13 954 155**
Non résidentiels	352 000	25 520	980 856	465 075	141 534	**1 964 985**
Prêts non hypothécaires	18 939 000	168 104	3 991 058	309 446		**23 407 608**
Aux particuliers	4 834 000	153 900	2 231 980	60 196		**7 280 076**
Aux agriculteurs	868 000	206	379 533	..		**1 247 739**
Aux entreprises	9 785 000	13 998	839 066	249 250		**10 887 314**
Autres	3 452 000		540 479		.	**3 992 479**
Dépôts	29 316 000	1 924 817	16 531 163	5 554 411	865 210	**54 191 601**
À vue	12 227 000	845 256	8 357 358	931 798	34 109	**22 395 521**
À terme	17 089 000	1 079 561	8 173 805	4 022 613	831 101	**31 796 080**
1983						
Prêts hypothécaires	5 114 000	806 580	8 294 212	3 273 260	472 517	**17 960 569**
Résidentiels	4 826 000	775 682	7 342 009	2 758 536	262 479	**15 964 706**
Non résidentiels	288 000	30 898	952 203	514 724	210 038	**1 995 863**
Prêts non hypothécaires	17 740 000	267 884	5 211 843	185 273		**23 405 000**
Aux particuliers	5 394 000	157 380	2 745 545	96 076	.	**8 393 001**
Aux agriculteurs	899 000	413	468 121		..	**1 367 534**
Aux entreprises	9 149 000	53 389	1 482 011	89 197	.	**10 773 597**
Autres	2 298 000	56 702	516 166		..	**2 870 868**
Dépôts	27 801 000	2 240 091	18 128 836	6 318 790	975 030	**55 463 747**
À vue	12 908 000	975 565	9 914 409	974 662	6 858	**24 779 494**
À terme	14 893 000	1 264 526	8 214 427	5 344 128	968 172	**30 684 253**

1. Les données des caisses d'épargne et de crédit sont les données consolidées des fédérations.
2. Comme les banques à charte présentent des bilans consolidés, les sociétés de prêts hypothécaires affiliées aux banques à charte sont exclues du groupe «sociétés de prêts hypothécaires».

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières des institutions de dépôt au Québec, 1983*

Tableau 16

Répartition des succursales[1] des institutions de dépôt, par région administrative, Québec, 1983

Institutions de dépôt	Succursales										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Québec
	n										
Banques à charte	36	48	178	68	57	794	37	35	18	2	1 273
Banques d'épargne	—	—	—	—	—	114	1	—	—	—	115
Caisses locales d'épargne et de crédit	94	79	344	164	78	534	54	57	32	3	1 439
Compagnies de fiducie	2	4	10	3	5	60	2	—	1	—	87
Sociétés de prêts hypothécaires	—	—	—	—	—	7	—	—	—	—	7
Sociétés d'entraide	4	5	7	8	3	18	5	5	2	—	57
Total	**136**	**136**	**539**	**243**	**143**	**1 527**	**99**	**97**	**53**	**5**	**2 978**

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

1. Le nombre d'établissements désigne les bureaux d'affaires qui offrent un service d'épargne s'adressant au public. Pour les caisses d'épargne et de crédit, ce nombre correspond à celui des caisses locales.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Service des finances, Compilation spéciale.

Tableau 17

Volume et valeur des prêts accordés par la Banque fédérale de développement, Québec, Ontario, Colombie Britannique, Canada, exercices 1981-1984

Exercice	Québec		Ontario		Colombie Britannique		Canada	
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
1981	1 253	113 231	2 507	145 122	1 829	98 646	7 968	484 039
1982	1 085	164 948	875	76 027	1 208	122 418	4 630	475 973
1983	625	99 891	850	85 634	919	88 085	3 436	370 477
1984	496	85 299	438	61 900	540	77 851	2 157	321 172

Source: Banque fédérale de développement, *Rapport annuel.*

Tableau 18

Quelques statistiques financières sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, décembre 1981-1983

	1981	1982	1983
	'000 000 $		
Biens sous gestion	13 914,8	16 238,8	18 221,9
Revenu net des déposants	1 332,3	1 569,0	1 772,3
Placements	13 639,3	15 904,4	17 851,3
Achat de nouvelles obligations émises ou garanties par le gouvernement du Québec	1 191,1	1 097,0	1 016,0

Source: Caisse de dépôt et placement du Québec, *Rapport de gestion 1983.*

Tableau 19

Répartition des placements effectués par la Caisse de dépôt et placement du Québec, 31 décembre 1981-1983

Placements	1981	1982	1983
		'000 000 $	
Titres à revenu fixe	10 774,3	11 788,6	13 192,2
Obligations	9 669,7	10 704,5	12 013,4
Gouvernement du Québec	5 023,7	5 965,8	6 750,1
Gouvernement du Canada	439,1	382,0	515,9
Autres gouvernements	0,4	0,1	384,4
Garanties par le gouvernement du Québec	2 198,0	2 388,5	2 517,0
Garanties par les autres gouvernements	4,7	33,9	87,8
Garanties par octroi	352,1	398,7	461,8
Municipalités et commissions scolaires	764,3	788,9	776,7
Entreprises	887,4	746,6	519,7
Financements hypothécaires	1 104,6	1 084,1	1 178,8
Titres à revenu variable	2 372,0	2 947,2	3 829,6
Actions et valeurs convertibles	2 316,7	2 759,6	3 563,6
Titres canadiens	2 316,7	2 759,6	3 520,8
Mines et métaux	591,0	667,4	834,7
Aurifères	12,0	17,9	36,7
Pétrole et gaz naturel	228,0	300,1	532,3
Papiers et produits forestiers	157,6	236,1	192,9
Produits de consommation	222,0	235,0	287,5
Production industrielle	165,0	195,9	366,3
Immeubles et construction	2,3	1,1	0,6
Transports	170,8	227,5	236,5
Pipe-lines	58,2	107,8	170,3
Services publics	207,8	161,3	145,5
Communications	49,3	52,8	90,4
Distribution et services	92,3	96,4	127,4
Services financiers	331,0	397,7	439,1
Sociétés de gestion	29,4	62,6	60,6
Titres étrangers	—	—	42,8
Investissements immobiliers	55,3	187,6	266,0
Total des placements à long terme	13 146,3	14 735,8	17 021,8
Valeurs à court terme	493,0	1 168,6	829,5
Total	13 639,3	15 904,3	17 851,3

Source: Caisse de dépôt et placement. *Rapport de gestion 1983.*

Tableau 20

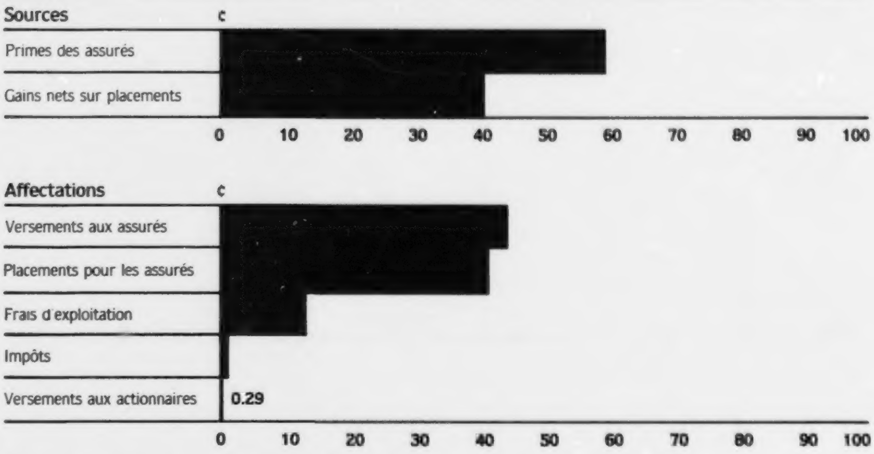
Estimation des prêts personnels consentis par les sociétés financières, par province, Canada, 1981-1983

Province et territoire	1981	1982	1983
		'000 $	
Terre-Neuve	76 089	70 454	66 427
Île-du-Prince-Édouard	7 738	6 883	6 805
Nouvelle-Écosse	76 757	67 172	63 314
Nouveau-Brunswick	58 490	51 475	47 165
Québec	**208 366**	**195 704**	**184 840**
Ontario	442 397	326 065	301 627
Manitoba	26 312	22 335	18 703
Saskatchewan	20 542	15 525	16 398
Alberta	106 730	75 637	86 840
Colombie Britannique	98 983	73 254	70 050
Territoires du Nord-Ouest	349	630	539
Yukon	1 821	531	1 262
Canada	1 124 574	905 665	863 970

Source: Statistique Canada. *Institutions financières* (61-006).

Figure 3

Source et affectations du revenu des compagnies d'assurance, Canada, 1983



Source: Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, inc. *Faits sur l'assurance-vie au Canada*, 1984.

Tableau 21

Prestations et indemnités versées aux assurés, par type d'assureur et par catégorie d'assurance, Québec, 1980-1983

Type d'assureurs et catégorie d'assurance	1980	1981	1982	1983
	'000 $			
Assurances de personne	1 559 115	1 975 085	2 308 060	2 239 789
Compagnies	1 521 733	1 931 486	2 267 175	2 197 521
Assurance				
Individuelle	458 944	590 187	710 207	719 306
Collective	260 553	315 851	302 265	304 775
Rentes				
Individuelles	243 705	384 380	371 582	299 915
Collectives	147 423	188 899	325 106	295 800
Maladie et accidents	411 108	452 169	558 015	577 725
Sociétés de secours mutuel	37 330	43 543	40 830	42 222
Maladie et accidents	30 330	35 455	29 632	34 781
Vie et rentes[1]	6 992	8 088	11 194	7 426
Autres	8	—	4	15
Compagnies d'assurances funéraires	52	56	55	46
Assurances générales	1 316 517	1 470 981	1 380 142	1 368 578
Compagnies	1 299 066	1 445 217	1 354 330	1 336 701
Aéronefs	14 543	15 332	17 842	36 523
Automobile				
Responsabilité	242 558	275 001	252 523	261 750
Dommages au véhicule assuré	375 028	405 760	340 412	320 531
Autres	4 138	9 749	2 865	15 692
Biens	522 913	580 432	554 574	512 726
Bris des machines	11 171	10 893	7 396	7 722
Crédit	404	1 052	1 418	1 244
Frais juridiques	—	5	16	17
Garantie	8 023	9 137	9 792	8 615
Grêle	—	376	—	—
Hypothèque	13 859	18 379	15 160	7 401
Maritime	16 525	16 308	15 996	6 928
Responsabilité	89 904	102 793	136 338	157 552
Titres	—	—	—	—
Sociétés mutuelles d'assurance incendie	17 172	25 752	25 640	31 795
Compagnies d'assurance mutuelle des municipalités et des paroisses contre le feu, la foudre et le vent	279	12	172	82
Total	**2 875 632**	**3 446 066**	**3 688 202**	**3 608 367**

1. Incluant une part d'assurance funéraire.

Source: Inspecteur général des institutions financières. *Rapport annuel sur les assurances.*

Tableau 22

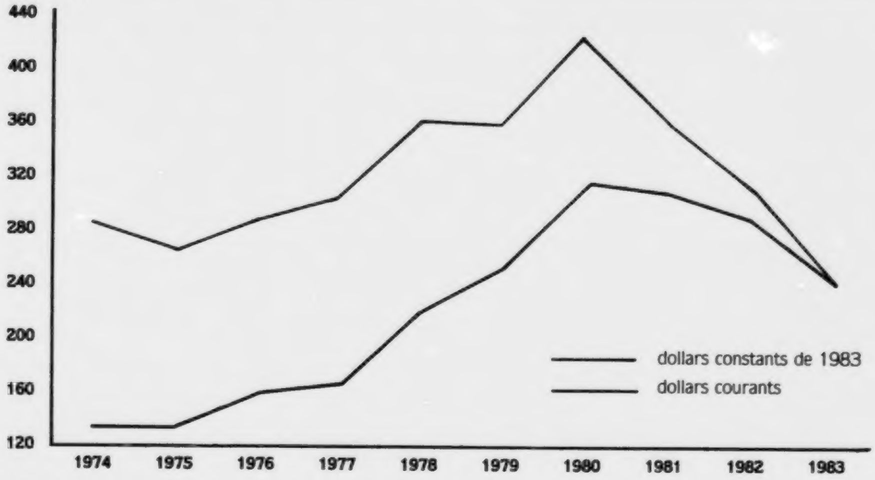
Primes ou cotisations perçues, par type d'assureur et catégorie d'assurance, Québec, 1980-1983

Type d'assureurs et catégorie d'assurance	1980	1981	1982	1983
	'000 $			
Assurances de personne	2 372 526	2 843 880	2 959 668	2 876 081
Compagnies	2 315 766	2 785 577	2 898 247	2 817 873
Assurance				
Individuelle	730 650	791 719	820 553	855 900
Collective	304 918	355 917	348 221	355 801
Rentes				
Individuelles	468 871	706 191	606 733	497 345
Collectives	313 736	352 605	496 144	448 639
Maladie et accidents	497 591	579 145	626 596	660 188
Sociétés de secours mutuel	56 750	58 294	61 412	58 200
Maladie et accidents	34 198	40 091	42 901	41 520
Vie et rentes	19 828	14 888	17 385	16 535
Autres	2 724	3 315	1 126	145
Compagnies d'assurances funéraires	10	9	9	8
Assurances générales	1 643 113	1 949 434	2 280 616	2 280 538
Compagnies	1 615 004	1 913 043	2 230 111	2 218 987
Aéronefs	18 089	24 942	30 905	32 375
Automobile				
Responsabilité civile	355 008	414 057	484 964	462 040
Dommages au véhicule assuré	359 024	474 936	568 319	558 785
Autres	12 124	12 392	12 872	13 308
Biens	664 039	780 140	915 540	935 821
Bris des machines	17 649	16 367	18 649	16 356
Crédit	1 174	1 166	1 648	2 049
Frais juridiques	2	14	122	2
Garantie	28 065	28 147	30 188	29 947
Grêle	4	—	—	—
Hypothèque	6 022	5 220	2 362	3 316
Maritime	21 383	19 005	16 730	16 322
Responsabilité	132 400	136 509	147 764	148 558
Titres	21	148	48	108
Sociétés mutuelles d'assurance incendie	27 449	36 130	50 165	61 270
Compagnies d'assurance mutuelle des municipalités et des paroisses contre le feu, la foudre et le vent	660	261	340	281
Total	**4 015 639**	**4 793 314**	**5 240 284**	**5 156 619**

Source: Inspecteur général des institutions financières. *Rapport annuel sur les assurances.*

Figure 4

Pertes matérielles causées par l'incendie, Québec, 1974-1983



Source: Ministère des Affaires municipales. *L'incendie au Québec en 1983.*

Tableau 23

Répartition des incendies et des pertes matérielles[1] par tranche de valeur, Québec, 1978-1983

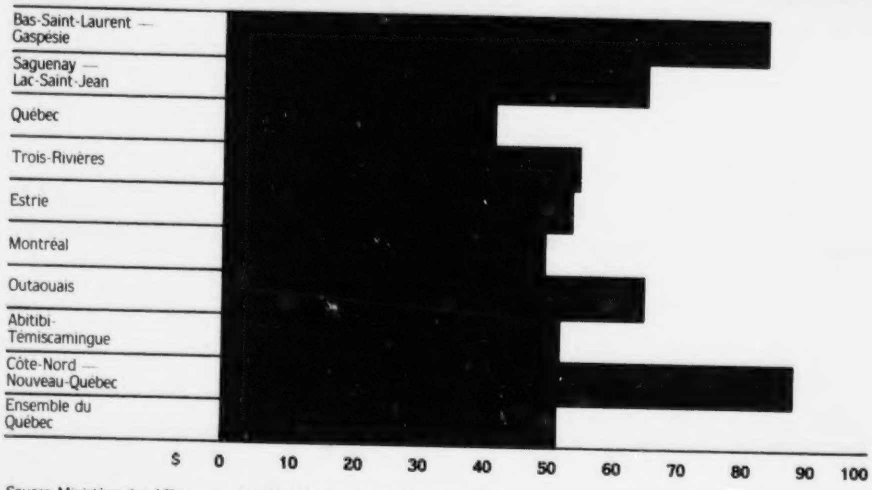
Tranche de valeur	1978-1980				1981-1983			
	Incendies		Pertes		Incendies		Pertes	
	n	%	$	%	n	%	$	%
1 — 1 000 $	30 868	48,7	11 552 583	1,0	21 565	40,7	9 416 076	1,0
1 001 — 10 000 $	19 873	31,3	65 464 647	5,6	19 233	36,3	63 193 158	6,9
10 001 — 50 000 $	8 210	12,9	202 856 319	17,5	8 113	15,3	201 476 159	22,0
50 001 — 250 000 $	3 882	6,1	370 150 147	32,0	3 569	6,7	340 033 642	37,2
250 001 — 999 999 $	513	0,8	227 988 667	19,7	388	0,7	170 785 875	18,7
1 000 000 $ et plus	83	0,1	279 225 686	24,1	64	0,1	129 783 667	14,2
Total	63 429	100,0	1 157 238 049	100,0	52 932	100,0	914 688 577	100,0

1. Les pertes matérielles sont exprimées en dollars de 1983.

Source: Ministère des Affaires municipales. *L'incendie au Québec en 1983.*

Figure 5

Pertes moyennes par habitant, en dollars constants de 1983, par région administrative, Québec, 1978-1983



Source: Ministère des Affaires municipales. *L'incendie au Québec en 1983.*

Tranche de valeur	1978-1983			
	Incendies		Pertes	
	n	%	$	%
1 — 1 000 $	52 433	45,1	20 968 659	1,0
1 001 — 10 000 $	39 106	33,6	128 657 805	6,2
10 001 — 50 000 $	16 323	14,0	404 332 478	19,5
50 001 — 250 000 $	7 451	6,4	710 183 789	34,3
250 001 — 999 999 $	901	0,8	398 774 542	19,2
1 000 000 $ et plus	147	0,1	409 009 353	19,7
Total	**116 361**	**100,0**	**2 071 926 626**	**100,0**

Tableau 24

Revenus de la Régie de l'assurance automobile du Québec, exercices 1982 et 1983

Source de revenu	Revenus			
	Réels		Prévisions[1]	
	1982	1983	1982	1983
	'000 $			
Contributions d'assurance				
Immatriculation	288 162	287 687	302 600	291 200
Permis de conduire	67 983	72 282	66 900	69 900
Revenus de placement	182 034[2]	204 100[2]	41 400	71 200
Taxe sur les carburants	. .	. .	22 300	. .
Réduction de la réserve de stabilisation	. .	. .	56 500	30 600
Total	**538 179**	**564 069**	**489 700**	**462 900**

1. Prévisions en début d'exercice.
2. Incluant des revenus divers de 118 000 $ au cours de l'exercice 1982 et 273 000 $ au cours de l'exercice 1983.

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport d'activité*.

Tableau 25

Répartition des demandes et des versements d'indemnités par la Régie de l'assurance automobile, Québec, exercices 1982 et 1983

	Indemnités				Coût des accidents	
	Demandes[1]		Déboursés			
	1982	1983	1982	1983	1982	1983
	%		'000 $			
Indemnités de remplacement du revenu	68,5	67,2	80 059	92 622	179 000	237 400
Indemnités de décès	5,0	4,8	18 181	23 097	50 300	61 300
Rentes	1,7	1,6	15 440	18 250	. .	. .
Montants forfaitaires	3,3	3,2	2 741	4 847	. .	. .
Autres indemnités	18,1	18,3	46 256	51 394	48 700[2]	69 300[2]
Préjudice esthétique, mutilation, douleurs, etc.	. .	. .	26 800	27 859	. .	. .
Remboursement de frais médicaux et paramédicaux	. .	. .	9 311	13 160	. .	. .
Frais d'examens médicaux	. .	. .	1 541	1 974	. .	. .
Frais funéraires	. .	. .	1 717	2 814	. .	. .
Frais de réadaptation	. .	. .	2 165	3 370	. .	. .
Fonds d'indemnisation	. .	. .	4 722	2 217	. .	. .
Frais d'administration	. . .	. . .	. . .	. . .	57 400	50 800
Aucune indemnité	8,4	9,7	—	—	—	—
Moins recouvrements	. . .	. . .	. . .	. . .	(600)	(800)
Total	100,0	100,0	14 449	167 113	334 800	418 000

1. Environ 26 727 demandes sont acheminées à la Régie en 1982-83 et 32 817 en 1983-84, excluant les demandes au Fonds d'indemnisation.
2. Incluant le coût des indemnités versées par l'ancien Fonds d'indemnisation automobile du Québec: 1,2 million de dollars en 1982 et 1,9 million en 1983.

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec. *Rapport d'activité*.

Tableau 26

Capital moyen d'assurance-vie détenu per capita et par ménage, par région, Canada, 1980-1983

Région	Capital moyen							
	Per capita				Par ménage			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
	$							
Colombie Britannique	17 700	20 770	22 130	24 200	51 800	59 200	61 500	62 900
Prairies	17 400	20 980	22 600	26 060	53 100	63 500	67 600	72 100
Ontario	19 200	21 250	23 630	25 370	55 800	60 800	68 700	71 500
Québec	19 300	21 170	22 940	25 210	59 000	62 400	66 500	70 900
Maritimes	11 500	13 800	15 280	17 210	40 600	47 700	52 80C	53 600
Canada	17 900	20 410	22 100	24 300	54 800	60 500	66 200	68 300
Par personne assurée	32 500	36 500	40 000	44 000				

Source: Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, inc. *Faits sur l'assurance-vie au Canada, 1980-1983.*

Tableau 27

Statistiques sur les compagnies d'assurance-vie, Canada, 1980-1983

	Compagnies					Portefeuille	Souscriptions	Versements
	Canadiennes	Américaines	Britanniques	Autres	Total			
	n					'000 000 $		
1980	83	67	10	10	170	431 194	63 800	4 040
1981	80	67	10	10	167	497 026	75 053	5 606
1982	81	68	10	11	170	546 715	93 626	6 059
1983	82	67	10	11	170	607 718	106 007	6 294

Source: Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, inc. *Faits sur l'assurance-vie au Canada, 1980-1983.*

Tableau 28

Acquisition nette d'investissement par les compagnies d'assurance-vie[1], Canada, 1980-1983

Investissement	1980	1981	1982	1983
	'000 000 $			
Obligations de compagnies	752	872	872	1 235
Actions	229	292	122	476
Hypothèques	1 035	915	549	1 274
Immeubles et tenures à bail	225	420	535	356
Autres (investissements à long terme)	—	—	10	6
Avances sur polices	221	439	153	5
Obligations du gouvernement du Canada	428	338	453	718
Obligations provinciales	21	12	225	231
Obligations municipales	34	60	29	26
Bons du trésor (Canada, provinces et municipalités)	91	286	645	718
Effets commerciaux à court terme	− 12	225	210	− 614
Espèces et prêts garantis	171	258	− 65	74
Total	**3 198**	**4 117**	**3 738**	**4 501**

1. Ces données se rapportent aux placements des compagnies qui détiennent 78% des avoirs au Canada de toutes les compagnies d'assurance-vie.
Source: Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, inc. *Faits sur l'assurance-vie au Canada, 1980-1983.*

Tableau 29

Avoirs des compagnies d'assurance-vie, Canada, 1980-1983

Année	Obligations	Actions	Prêts hypothécaires	Immeubles[1]	Avances sur polices	Espèces	Autres avoirs	Total
	'000 000 $							
1980	15 914	4 698	16 416	1 862	1 950	689	1 387	43 916
1981	17 797	5 604	17 692	2 369	2 499	1 138	1 788	48 887
1982	20 005	6 166	18 668	2 969	2 697	1 383	2 212	54 100
1983	22 591	7 831	20 124	3 554	2 681	950	2 444	60 175

1. Comprend les tenures à bail depuis 1967; à la fin de 1983 ces tenures à bail se chiffraient à 140 000 000 $.

Source: Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, inc. *Faits sur l'assurance-vie au Canada, 1980-1983.*

Tableau 30

Capital d'assurance-vie, Canada et certains pays, 1983

Pays	Montant	Pays	Montant	Pays	Montant
	'000 000 $		'000 000 $		'000 000 $
Australie	190 222	Allemagne-de-l'Ouest	449 323	Espagne	31 765
Belgique[1]	40 951	Italie	29 994	Suède	110 426
Canada	607 718	Japon	4 048 908	Suisse[1]	93 481
Danemark	30 243	Pays-Bas	182 731	Royaume-Uni	590 302
Finlande	8 074	Nouvelle-Zélande	32 114	États-Unis	6 179 517
France	581 390				

1. Données de 1982, les chiffres pour 1983 ne sont pas disponibles.

Source: Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes, inc. *Faits sur l'assurance-vie au Canada, 1983.*

Tableau 31

Indice boursier canadien de la Bourse de Montréal, par trimestre, 1983 et 1984

Indice	Année	Trimestre 1er	2e	3e	4e	Valeurs extrêmes Haut	Bas
		4 janvier 1983 = 100					
Canadien du marché	1983	110,85	122,55	122,96	125,01	128,86	100,00
	1984	116,09	108,13	117,80	119,84	127,83	100,34
Bancaire canadien	1983	120,25	122,35	122,29	121,51	131,59	99,38
	1984	106,27	97,41	108,11	119,28	125,14	91,34
Canadien des produits forestiers	1983	120,24	138,00	133,77	144,78	148,09	100,00
	1984	147,90	132,34	136,41	141,97	160,66	123,77
Canadien des biens d'équipement	1983	120,91	140,01	136,45	140,32	145,20	100,00
	1984	123,14	109,12	113,70	109,37	147,82	96,56
Canadien des mines et métaux	1983	113,34	131,31	141,67	137,99	153,41	100,00
	1984	130,57	105,55	120,84	111,01	139,15	92,80
Canadien des hydrocarbures	1983	106,07	143,29	144,56	134,77	151,64	100,00
	1984	133,76	128,77	138,11	119,23	149,08	111,56
Canadien des services publics	1983	102,10	101,18	106,89	114,04	114,84	96,16
	1984	107,01	108,51	112,43	124,38	124,62	102,88

Source: Bourse de Montréal. *Revue mensuelle.*

Tableau 32

Relevé mensuel de l'indice canadien du marché de la Bourse de Montréal, 1981-1984

Mois	Indice			
	1981	1982	1983	1984
	4 janvier 1983 = 100			
Janvier	107.59	88.07	103.49	120.80
Février	106.11	83.66	107.76	119.10
Mars	114.20	78.48	110.85	116.09
Avril	111.48	75.34	121.00	112.54
Mai	111.74	74.37	122.41	108.33
Juin	109.37	66.77	122.55	108.13
Juillet	104.88	68.73	121.90	104.64
Août	100.94	81.16	120.63	117.08
Septembre	91.09	79.21	122.96	117.80
Octobre	89.06	88.54	115.26	116.04
Novembre	98.66	92.27	124.95	117.44
Décembre	95.31	100.53	125.01	119.84

Source: Bourse de Montréal. *Revue mensuelle.*

23

Finances publiques

Finances du gouvernement du Québec	1093
Finances des administrations locales	1095

Liste des tableaux

1. Revenus bruts, dépenses brutes et dépenses en immobilisations du gouvernement, Québec, 1974-75 à 1983-84 1099

2. Revenus bruts du gouvernement, par catégorie, Québec, 1979-80 à 1983-84 1100

3. Revenus bruts du gouvernement, par ministère, Québec, 1982-83 et 1983-84 1102

4. Dépenses brutes du gouvernement, par catégorie, Québec, 1979-80 à 1983-84 1104

5. Dépenses brutes du gouvernement, par mission et domaine, Québec, 1979-80 à 1983-84 1104

6. Dépenses brutes du gouvernement, par ministère, Québec, 1979-80 à 1983-84 1106

7. État de l'actif et du passif du gouvernement, Québec, 31 mars 1980-1984 1107

8. Opérations de la dette du gouvernement, Québec, 1979-80 à 1983-84 1108

9. Dette du gouvernement, Québec, 31 mars 1980-1984 1108

10. Emprunts à long terme du gouvernement, Québec, 1974-75 à 1983-84 1110

11. Emprunts garantis par le gouvernement, Québec, 31 mars 1980-1984 1110

12. Prévisions des dépenses du gouvernement, par ministère, Québec, 1983-84 et 1984-85 1111

13. Prévisions des dépenses du gouvernement, par catégorie et supercatégorie, Québec, 1983-84 et 1984-85 1112

14. Prévisions des dépenses du gouvernement, selon la mission et le domaine, Québec, 1983-84 et 1984-85 1112

15. Financement du gouvernement, Québec, 1979-80 à 1983-84 1113

16. Population, évaluation des biens-fonds imposables, revenus et dépenses des municipalités, Québec, 1969-1982 1115

17. Revenus des municipalités, selon la source, Québec, 1978-1982 1116

18. Revenus des municipalités selon la source, par région administrative, Québec, 1982 1118

19. Dépenses des municipalités, par fonction, Québec, 1978-1982 1120

20. Dépenses des municipalités, par fonction et par région administrative, Québec, 1982 1122

21. Dépenses du fonds d'administration des municipalités, par objet et par région administrative, Québec, 1982 1124

22. Fonds d'administration des municipalités, par région administrative, Québec, 31 décembre 1982 1124

23. Fonds des règlements d'emprunts des municipalités, par région administrative, Québec, 31 décembre 1982 1126

24. Actif et modes de financement des municipalités, par région administrative, Québec, 31 décembre 1982 1126

25. Modes de remboursement et dette à long terme des municipalités, par région administrative, Québec, 31 décembre 1982 1128

26. Émissions d'obligations des municipalités, selon le marché et le mode de vente, Québec, 1979-1983 1128

27. Dette à long terme et frais de financement des municipalités, Québec, 1969-1982 1130

28. Revenus et dépenses des municipalités régionales de comté, Québec, 1973-1982 1130

29. Bilan des municipalités régionales de comté, Québec, 31 décembre 1982 1131

30. Revenus et dépenses consolidés des communautés urbaines de Montréal et Québec et de la Communauté régionale de l'Outaouais, 1974-1982 1132

31. Bilan consolidé des Communautés urbaines de Montréal et Québec et de la Communauté régionale de l'Outaouais, Québec, 31 décembre 1982 1134

Liste des figures

1. Repartition des revenus bruts du gouvernement par categorie, Quebec, 1983-84 **1099**

2. Revenus bruts et dépenses brutes du gouvernement, en dollars courants et en dollars de 1971, Québec, 1974-75 à 1982-83 **1101**

3. Revenus bruts du gouvernement, des municipalites et des commissions scolaires, Quebec, 1973-74 à 1982-83 **1103**

4. Depenses brutes du gouvernement, des municipalites et des commissions scolaires, Quebec, 1973-74 à 1982-83 **1105**

5. Proportion des depenses brutes du gouvernement par rapport au PIB, Quebec, 1974-75 à 1982-83 **1107**

6. Dette à long terme du gouvernement, des municipalites et des commissions scolaires, Quebec, 1973-74 à 1982-83 **1109**

7. Repartition des revenus des municipalites selon la source, Quebec, 1982 **1114**

8. Repartition des depenses des municipalites, par fonction, Quebec, 1982 **1114**

9. Evolution de divers indicateurs economiques des municipalites, Quebec, 1977-1982 **1129**

10. Evolution des revenus et des depenses des communautes urbaines et regionale, Quebec, 1977-1982 **1136**

23

Ce chapitre a été coordonné par Claude Larose et réalisé par Reine Grenier du Service des finances, des gouvernements et des institutions à but non lucratif du Bureau de la statistique du Québec.

Les deux secteurs principaux des finances publiques québécoises sont présentés dans ce chapitre. Il s'agit des finances du gouvernement du Québec et des finances des administrations locales suivantes: municipalités, municipalités régionales de comté et communautés municipales. Quant aux finances des commissions scolaires, elles sont présentées dans le chapitre traitant de l'éducation.

Finances du gouvernement du Québec

Cette section présente d'abord un aperçu général de l'évolution des finances du gouvernement du Québec au cours de la décennie 1974-75 à 1983-84. On y trouve ensuite, de façon plus détaillée, les données relatives aux revenus et dépenses, au bilan, au financement et à la dette du gouvernement du Québec des deux derniers exercices financiers.

Revenus et dépenses

Pendant la période s'étendant de 1974-75 à 1983-84, les revenus du gouvernement du Québec passent de 6,9 milliards de dollars à 21,4 milliards de dollars. Cette augmentation de 14,5 milliards de dollars se traduit par un taux de croissance annuel moyen de 13,4%. Pendant cette même période, les dépenses du gouvernement du Québec connaissent une hausse globale de 17,5 milliards de dollars, passant de 7,0 milliards de dollars en 1974-75 à 24,5 milliards de dollars en 1983-84. Les dépenses du gouvernement du Québec s'accroissent plus rapidement que les revenus, enregistrant durant la période étudiée un taux de croissance annuel moyen de 14,9%.

Au cours de cette décennie, les investissements du gouvernement du Québec affichent une tendance générale à la baisse. Les dépenses d'immobilisation connaissent une diminution globale de 13,1% et une baisse annuelle moyenne de 1,5%. En effet, après une croissance de 20,5% entre 1974-75 et 1975-76, passant de 620,0 millions de dollars à 747,4 millions de dollars, les dépenses d'immobilisation diminuent progressivement pour s'établir à 539,0 millions de dollars en 1983-84.

L'analyse des revenus du gouvernement au cours de l'exercice 1983-84 montre que ses principales sources de revenus proviennent de l'impôt sur le revenu des particuliers (31,6%), des transferts du gouvernement du Canada (29,6%), de la taxe de vente au détail (10,6%), de la contribution des employeurs au fonds des services de santé (6,7%) et de la taxe sur les carburants (5,6%).

Les revenus du gouvernement du Québec, durant l'exercice 1983-84, augmentent de 11,5% par rapport à l'exercice précédent. On constate que 47,4% de cette augmentation est attribuable à l'accroissement des transferts du gouvernement du Canada, 20,6% à celui de l'impôt sur le revenu des particuliers et 15,5% à celui de la taxe de vente au détail. Par ailleurs, en 1983-84, les transferts provenant des sociétés d'État augmentent de 32,9%, les transferts du gouvernement du Canada de 19,7%, les taxes à la consommation de 11,4%, les contributions des employeurs au fonds des services de santé de 7,8% et l'impôt sur le revenu des particuliers de 7,2%.

La perception des revenus est effectuée principalement par le ministère du Revenu et le ministère des Finances. Ainsi, durant l'exercice 1983-84, les revenus des ministères du Revenu et des Finances s'établissent respectivement à 56,9% et 37,2% de l'ensemble des revenus du gouverne-

ment. La majeure partie des revenus du premier provient de la perception des impôts et des taxes alors que les revenus du second sont issus principalement des transferts du gouvernement du Canada.

La croissance des dépenses en 1983-84 par rapport à 1982-83 est de 10,2%. Les catégories de dépenses qui subissent les plus hauts taux d'augmentation sont les dépenses d'équipement (15,1%), les dépenses de loyer (14,4%), les services de transport et de communication (12,1%) et les dépenses de transfert (11,4%). Par ailleurs, 86,6% de l'accroissement total des dépenses enregistrées en 1983-84 est dû à l'augmentation des dépenses de transfert. Mentionnons que les plus importants bénéficiaires des transferts du gouvernement du Québec sont les établissements de santé et de services sociaux, les institutions d'enseignement et les individus (bénéficiaires de l'aide sociale principalement).

En 1983-84, 76,3% des dépenses totales du gouvernement sont attribuables aux dépenses de transfert, 8,3% au service de la dette et 8,2% aux traitements, salaires et allocations. L'analyse des dépenses selon les missions du gouvernement montre que la mission sociale est la plus importante, absorbant 38,6% des dépenses totales du gouvernement. Le domaine de la santé et de l'adaptation sociale accapare, à l'intérieur de cette catégorie, la plus grande partie des dépenses avec 6,9 milliards de dollars. La mission éducative et culturelle occupe le 2^{e} rang avec 31,1% de l'ensemble des dépenses. À lui seul, le domaine de l'éducation s'approprie la majeure partie des dépenses attribuées à cette mission (7,3 milliards de dollars). La mission gouvernementale et administrative est la troisième en importance avec une part relative de 19,1%; la gestion administrative centrale constituant le principal domaine (3,5 milliards de dollars). En dernier lieu, les dépenses relatives à la mission économique représentent 11,1% des dépenses totales; les transports ainsi que les ressources naturelles et industries primaires s'affichant comme les deux domaines d'importance de cette mission (2,2 milliards de dollars).
En ce qui concerne la structure des dépenses par ministère, on remarque que le ministère de l'Éducation vient au 1er rang avec 26,9% de l'ensemble des dépenses. Le ministère des Affaires sociales occupe le 2^{e} rang avec 22,2% des dépenses totales. Viennent ensuite le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (9,9%), le ministère des Finances (9,7%) et le ministère des Transports (6,5%). On remarque également que les dépenses de trois de ces cinq principaux ministères, Éducation, Affaires sociales et Transports, augmentent, par rapport à l'exercice précédent, à un rythme plus faible que l'ensemble des dépenses du gouvernement.

Par contre, de nombreux ministères connaissent une croissance de leurs dépenses beaucoup plus forte que les dépenses totales du gouvernement. À titre d'exemple, les dépenses du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme augmentent de 90,3%, celles du ministère du Commerce extérieur s'accroissent de 28,5% et celles du Conseil exécutif de 25,8%. Soulignons la création du ministère de la Science et de la Technologie en 1983-84 qui compte pour 0,4% des dépenses globales.

État de l'actif et du passif

L'état de l'actif et du passif du gouvernement du Québec est présenté selon le concept de la «dette nette» qui indique la différence entre le passif et l'actif inscrits aux livres. Le déficit accumulé des opérations budgétaires constitue la principale composante de la dette nette.

Au 31 mars 1984, l'actif du gouvernement provincial s'établit à 8 858 641 000 $, enregistrant ainsi une hausse de 3,0% par rapport à l'année précédente. Par contre, le passif subit une augmentation de 15,3% entre le 31 mars 1983 et le 31 mars 1984, passant de 22 825 678 000 $ à 26 316 492 000 $. La dette nette accuse par conséquent une forte augmentation, soit 22,7%, grimpant de 14 225 644 000 $ à 17 457 851 000 $. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance de la dette obligataire (15,2%) et du compte des régimes de retraite (23,5%).

Les placements en obligations et actions et les prêts et avances accordés aux entreprises du gouvernement ou autres organismes publics sont les principaux éléments de l'actif du gouvernement. Viennent ensuite les comptes à recevoir et les placements temporaires. La dette publique compose la majeure partie du passif avec 70,0% du passif total. Elle comprend les emprunts obligataires et autres emprunts, ainsi que les Bons du trésor. La dette publique atteint, au 31 mars 1984, 18 409 572 000 $, soit une augmentation de 13,8% par rapport à l'année précédente. L'analyse de la structure de la dette démontre que la part de la dette payable en dollars américains est relativement importante, totalisant 10,2% de la dette du gouvernement du Québec.

Financement

Le gouvernement du Québec doit financer trois types d'opérations: les opérations budgétaires, les opérations non budgétaires et les remboursements d'emprunts.

Au cours de l'exercice 1983-84, les opérations budgétaires se soldent par un déficit de 3 112 545 000 $, en hausse de 2,1% par rapport à l'exercice précédent. Les opérations non budgétaires produisent un surplus de 891 764 000 $, 9,7% de plus qu'en 1982-83. Les remboursements d'emprunts, incluant les contributions au fonds d'amortissement, augmentent de 25,0% et se chiffrent à 562 507 000 $.

Pour financer ces déficits, le gouvernement du Québec a surtout fait appel à de nouveaux emprunts, au montant de 2 796 988 000 $. Ces nouveaux emprunts sont principalement composés d'émissions de nouvelles obligations (2 565 668 000 $).

Finances des administrations locales

Municipalités

Les municipalités sont les principales composantes de l'administration publique locale au Québec. Au 31 décembre 1982, le Québec compte 1 521 municipalités. Les municipalités de 5 000 habitants et plus sont au nombre de 170 et représentent 11,2% de l'ensemble. Elles regroupent 73,3% de la population totale et leurs revenus représentent 85,9% de l'ensemble des revenus municipaux. Soulignons que la mise en oeuvre, en 1980, de la réforme de la fiscalité municipale a considérablement modifié la structure des revenus des municipalités.

Revenus et dépenses

Au cours de la période 1969-1982, les revenus des municipalités québécoises passent de 760,5 millions à 4 148,0 millions de dollars, enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 13,9%. Pendant cette même période, les revenus de sources locales augmentent en moyenne de 15,6% annuellement, passant de 595,6 millions à 3 978,9 millions de dollars, comparativement à une croissance de 1,9% pour les revenus provenant des transferts gouvernementaux. On constate donc une augmentation remarquable de la part relative des revenus de sources locales (de 73,8% en 1969 à 94,9% en 1982) et, conséquemment, une baisse de la part relative des revenus de transferts.

Cette situation s'explique principalement par le transfert en 1980 du champ d'impôt foncier scolaire aux municipalités, par l'assujettissement des entreprises du gouvernement du Québec à la taxe foncière et par l'abolition, en 1981, de la redistribution de la taxe de vente aux municipalités. Ainsi, en 1978 et 1979, l'importance relative moyenne de l'aide gouvernementale accordée aux municipalités s'établit à 24,8%. Pour les trois exercices subséquents, cette proportion diminue progressivement de 9,4% à 5,1%. Inversement, l'importance relative moyenne des revenus

autonomes est de 75,2% pour la période 1978-79, mais augmente brusquement à 90,6% en 1980 pour s'établir à 94,9% en 1982.

Les dépenses des municipalités passent à 767,8 millions de dollars en 1969 à 3 978,9 millions de dollars en 1982, ce qui représente une hausse annuelle moyenne de 13,5%. Les dépenses totales per capita s'élèvent à 128 $ en 1969 et à 622 $ en 1982. Il importe cependant de souligner que la population du Québec augmente peu durant cette période. Sur la base de l'année 1969 (1969 = 100), l'indice de la population de 1982 atteint 107,0.

Pendant la période 1974-1982, ce sont les dépenses consacrées à l'urbanisme et à la mise en valeur du territoire qui s'accroissent le plus rapidement avec un taux annuel moyen de 26,9%. Par contre, ces sommes ne constituent que 3,8% de l'accroissement total des dépenses entre 1974 et 1982, comparativement à des pourcentages respectifs de 21,1% et 16,2% pour les frais de financement et l'administration générale.

Les revenus provenant de l'impôt foncier, soit la taxe foncière générale et les autres taxes générales et de répartitions locales, constituent en 1982 la principale source de financement des municipalités. Avec un montant de 2 072,4 millions de dollars, cet impôt représente 50% des revenus totaux. Les autres revenus de taxation totalisent 695,9 millions de dollars, soit 16,7% de l'ensemble des revenus. De plus, 11,0% des revenus proviennent des compensations tenant lieu de taxes (456,2 millions de dollars). Les services rendus à d'autres municipalités, les autres services rendus et les autres revenus de sources locales complètent les revenus de sources autonomes et représentent 17,3% des revenus globaux. Les revenus de transfert, principalement conditionnels, se chiffrent à 210,0 millions de dollars, soit 5,1% des revenus.

Une analyse des différentes sources de revenus des municipalités par région administrative montre certaines disparités régionales même si, dans l'ensemble des régions, l'impôt foncier demeure la principale source de revenus. Ainsi, pour la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, 40,0% des revenus perçus proviennent de l'impôt foncier alors que 17,2% proviennent des transferts gouvernementaux. Dans les régions administratives de Montréal et de l'Outaouais, ces pourcentages sont respectivement de 51,8% et 56,1% pour l'impôt foncier et de 3,2% et 4,9% pour les transferts.

Ces écarts proviennent de plusieurs facteurs. Dans les régions de Montréal et de l'Outaouais, les revenus de la taxe imposée par les municipalités de la CUM et de la CRO pour les services reçus de ces communautés sont comptabilisés au poste «autres taxes générales et répartitions locales». Cette procédure explique l'importance relative supérieure de cette source de revenus dans les régions de Montréal (11,5%) et de l'Outaouais (23,1%) comparativement aux autres régions.

Des différences régionales au chapitre de la densité de population, de la concentration commerciale et industrielle, de l'étendue de l'assiette fiscale, etc., ont également des effets sur la structure des revenus. Les municipalités à faible densité de population ont généralement des niveaux d'évaluation foncière par habitant inférieurs à la moyenne et des taux de taxation également en deçà de la moyenne. L'obtention de subventions gouvernementales (transferts conditionnels), par le biais de programmes établis avant la mise en oeuvre de la nouvelle fiscalité municipale, permet à ces municipalités d'offrir de nouveaux services ou d'améliorer les services existants. De plus, pour plusieurs municipalités, les revenus additionnels générés par la nouvelle fiscalité sont inférieurs aux pertes encourues par l'abolition des transferts inconditionnels (taxe de vente). Cependant, comme palliatif, le gouvernement a instauré deux nouveaux programmes de subventions inconditionnelles versées aux municipalités soit la «Formule de péréquation» et la «Formule de transferts minimum».

En 1982, les dépenses des municipalités au chapitre des activités municipales atteignent 3 978,9 millions de dollars. Les sommes consacrées aux frais de financement constituent le principal poste

de dépenses puisqu'il draine 897,5 millions de dollars, soit 22,6% des dépenses totales. Les autres postes, par ordre d'importance, sont l'administration générale (613,1 millions de dollars), le transport routier (604,9 millions de dollars), la sécurité publique (352,1 millions de dollars), la quote-part des municipalités constituantes au financement des opérations courantes des communautés urbaines et régionale et des municipalités régionales de comté (327,2 millions de dollars) et l'hygiène du milieu (303,3 millions de dollars).

Les dépenses des municipalités relatives aux frais de financement sont consacrées aux paiements d'intérêt sur obligations (495,0 millions de dollars), aux rachats d'obligations (241,6 millions de dollars), aux paiements d'intérêts sur les autres dettes à long terme et sur les emprunts temporaires (61,0 millions de dollars), aux remboursements d'autres dettes à long terme (27,1 millions de dollars) et à d'autres dépenses (72,8 millions de dollars). La comptabilité municipale considère les rachats d'obligations et les remboursements d'autres dettes à long terme comme une dépense. À ce sujet, il convient de souligner que les dépenses d'immobilisation, financées en grande partie à même les emprunts effectués par les municipalités, ne sont pas considérées comme dépenses courantes ni comme dépenses par le biais de l'amortissement; par convention, elles le sont par l'entremise des remboursements d'emprunts.

L'analyse des dépenses des municipalités regroupées par région administrative montre des disparités régionales significatives quant aux coûts per capita de l'ensemble des services offerts aux contribuables. Pour les municipalités du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, de Trois-Rivières et de l'Abitibi-Témiscamingue, les dépenses totales per capita sont respectivement de 388,76 $, 362,61 $ et 393,67 $. Pour les municipalités de la région administrative de Montréal, les dépenses totales per capita se chiffrent à 729,76 $. Les coûts par habitant des services offerts par les municipalités croissent généralement avec la taille de celles-ci, la qualité et la quantité de ces services étant supérieures dans les municipalités à forte concentration de population. Ainsi, nombreuses sont les petites municipalités qui ne maintiennent pas de services de police ou qui ne disposent que de budgets restreints pour des postes de dépenses moins traditionnels tels les loisirs et la culture.

Municipalités régionales de comté

Au 31 décembre 1982, on compte au Québec 94 municipalités régionales de comté. Il s'agit de nouveaux organismes qui remplacent les 71 conseils de comté et auxquels la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, en vigueur depuis avril 1980, confie comme responsabilité première le mandat d'élaborer, d'adopter et de gérer un schéma d'aménagement de leur territoire. Une MRC est généralement le résultat d'un regroupement de municipalités dont la population a un sentiment d'appartenance à la région.

À l'exception de la communauté régionale de l'Outaouais, des communautés urbaines de Montréal et de Québec et de la municipalité de la Baie-James, tout le territoire du Québec situé au sud du 55^e parallèle se retrouve dans une MRC. Une MRC peut être entièrement urbaine ou entièrement rurale ou constituer une combinaison des deux.

Les revenus des municipalités régionales de comté sont de l'ordre de 27,9 millions de dollars en 1982. Les subventions du gouvernement du Québec constituent leur principale source de revenus avec 43,6% des revenus totaux. À titre comparatif, en 1981, cette source générait 21,8% des revenus des conseils de comté. La hausse enregistrée à ce chapitre s'explique par le fait que le gouvernement du Québec s'est engagé à accompagner toute nouvelle responsabilité confiée aux MRC, d'autres sources de revenus.

Des programmes d'assistance financière ont donc été mis sur pied pour couvrir toutes les activités des MRC relatives à l'aménagement. Les autres importantes sources de revenus des MRC sont les contributions des municipalités (31,0%) et les autres revenus de sources locales (22,5%). Les

dépenses des MRC se chiffrent à 26,3 millions de dollars, en hausse de 13,1% par rapport aux dépenses des conseils de comté enregistrées en 1981. Les subventions du gouvernement du Québec ont permis le financement de 46,3% des dépenses courantes des MRC. Les sommes consacrées à l'administration générale s'élèvent à 19,1 millions de dollars soit 72,8% des dépenses totales des MRC.

Communautés municipales

Le Québec compte deux communautés urbaines, celles de Montréal et Québec, et une communauté régionale, celle de l'Outaouais. Les compétences de ces communautés, créées en 1970, concernent principalement l'évaluation des biens immobiliers des municipalités constituantes, l'élaboration du schéma d'aménagement du territoire, la confection d'un rôle de perception de taxes, le transport en commun, la salubrité du milieu, la sécurité publique, etc. Mentionnons que l'administration régionale Kativik au Nouveau-Québec fait aussi partie de la catégorie «communautés municipales»; elle exerce d'ailleurs sensiblement les mêmes fonctions que les autres. Elle est financée entièrement par des subventions gouvernementales et son budget est de l'ordre de 5,0 millions de dollars en 1982.

La juridiction des communautés municipales s'exerce sur un territoire composé d'un certain nombre de municipalités regroupées dans une zone urbaine ou régionale. Ainsi, la Communauté urbaine de Montréal compte 29 municipalités, celle de Québec 13 et la Communauté régionale de l'Outaouais 11. Pour la CUM, l'annexion de la municipalité de Pointe-aux-Trembles à la ville de Montréal, le 17 juillet 1982, a fait passer le nombre de municipalités constituantes de 30 à 29.

Les revenus des communautés urbaines et régionale passent de 184,9 millions de dollars en 1974 à 627,2 millions de dollars en 1982, soit une croissance annuelle moyenne de 16,5%. Au cours de cette période, la structure des revenus des communautés municipales se modifie légèrement. La part relative des contributions des municipalités constituantes s'établit à 75,0% en 1982 comparativement à 79,3% en 1974. Par ailleurs, l'importance relative des transferts du gouvernement du Québec passe de 18,2% en 1974 à 20,5% en 1982. Les revenus autonomes provenant de la vente de services représentent 4,5% de l'ensemble des revenus en 1982 alors qu'en 1974, cette proportion est de 2,5%.

Les nouvelles politiques gouvernementales de 1980 sur le financement des opérations courantes sont responsables de cette situation. En vertu de ces politiques, le gouvernement du Québec a, d'une part, aboli la surtaxe de la CUM et les transferts inconditionnels versés aux communautés à des fins d'équilibre budgétaire et, d'autre part, modifié à la hausse les contributions municipales et gouvernementales au transport en commun.

Les dépenses des communautés municipales s'accroissent à un rythme de 16,0% en moyenne annuellement au cours de la période 1974-1982, passant de 181,2 millions de dollars à 592,5 millions de dollars. Pour la période concernée, la sécurité publique et le transport routier constituent les deux principaux postes de dépenses. Cependant, ce sont les sommes consacrées à l'hygiène du milieu et aux frais de financement qui augmentent le plus rapidement et ce, à un taux annuel moyen respectif de 26,4% et 31,9%.

Tableau 1

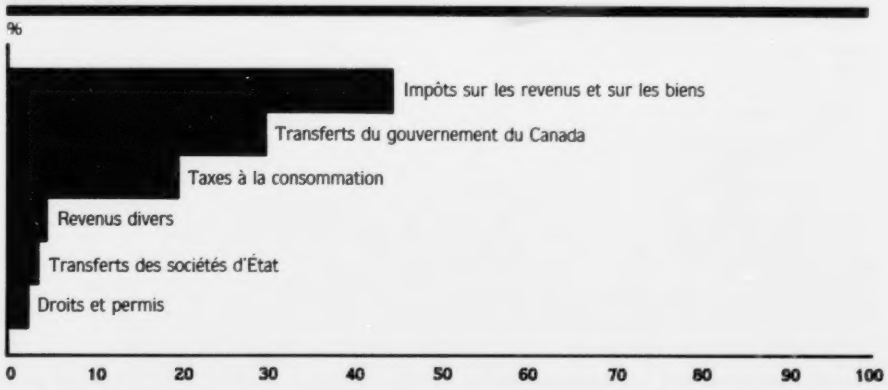
Revenus bruts, dépenses brutes et dépenses en immobilisations du gouvernement, Québec, 1974-75 à 1983-84

Exercice	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dépenses en immobilisations
		'000 $	
1974-75	6 921 507	7 028 610	620 029
1975-76	7 917 716	8 791 122	747 448
1976-77	9 217 265	10 208 430	589 925
1977-78	11 168 275	12 052 406	587 809
1978-79	11 923 545	13 398 032	585 875
1979-80	13 306 670	15 123 200	606 787
1980-81	14 681 392	17 558 746	561 542
1981-82	17 471 574	20 359 807	569 458
1982-83	19 210 266	22 259 296	535 566
1983-84	21 410 969	24 523 514	539 000

Source: Ministere des Finances. *Gouvernement du Quebec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Quebec. *Statistiques financieres de l'administration publique provinciale.*

Figure 1

Répartition des revenus bruts du gouvernement par catégorie, Québec, 1983-84



Source: Tableau 2.

Tableau 2

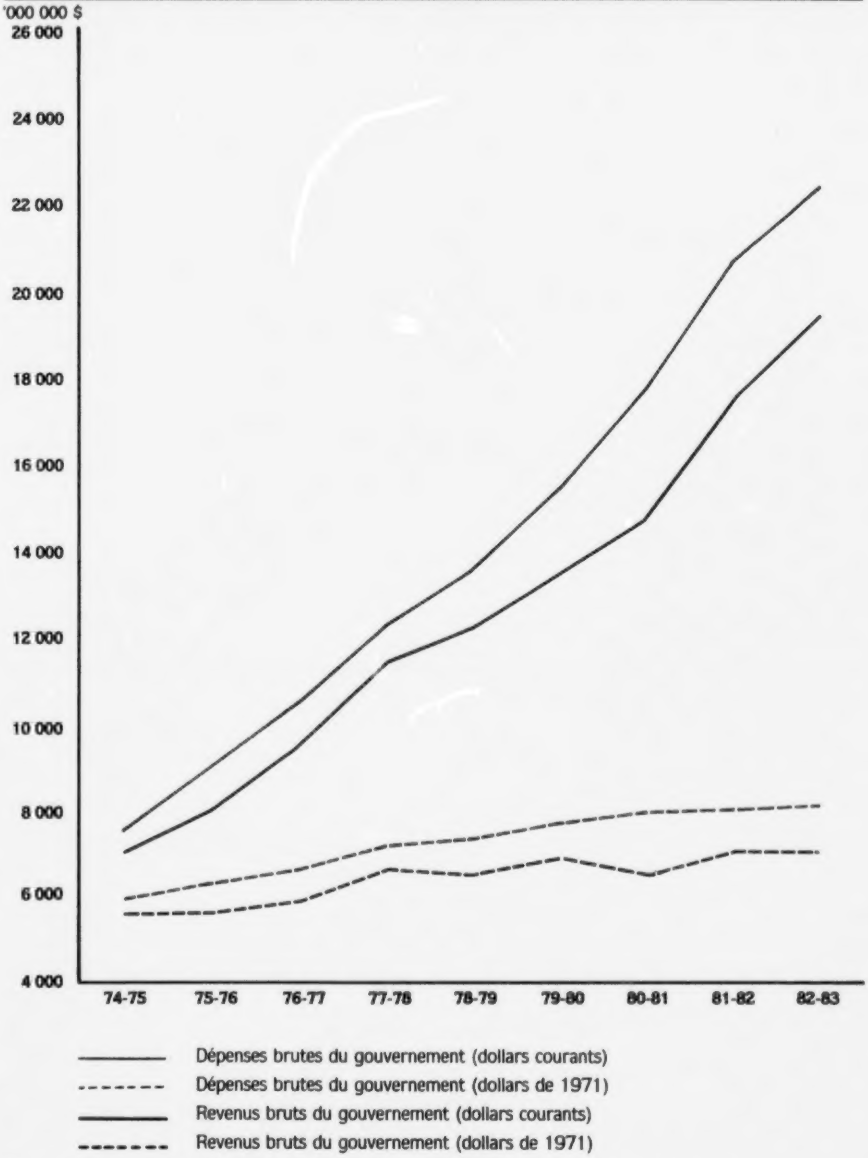
Revenus bruts du gouvernement, par catégorie, Québec, 1979-80 à 1983-84

Catégorie	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			'000 $		
Impôts sur le revenu et sur les biens	**5 965 499**	**6 871 011**	**8 376 403**	**8 591 762**	**9 111 525**
Impôts sur le revenu des particuliers	4 621 655	5 315 910	6 053 121	6 311 283	6 763 728
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	521 139	601 876	1 275 031	1 337 141	1 440 802
Impôts des sociétés	765 174	913 386	1 010 474	898 353	860 340
Droits de successions	41 861	39 839	37 777	44 985	46 655
Impôt foncier	15 670	—	—	—	—
Taxes à la consommation	**2 439 179**	**2 633 873**	**3 142 584**	**3 747 080**	**4 174 637**
Vente au détail	1 621 006	1 690 199	1 771 300	1 936 670	2 277 392
Carburants	445 101	492 752	826 934	1 194 893	1 207 498
Tabacs	139 033	179 271	228 557	277 048	312 622
Repas et hôtellerie	178 471	209 672	236 593	249 258	274 483
Autres	55 568	61 979	79 200	89 211	102 642
Droits et permis	**450 616**	**459 608**	**515 954**	**527 296**	**510 662**
Véhicules automobiles	223 699	193 650	224 724	285 439	295 624
Boissons alcooliques	57 851	55 729	62 810	58 855	65 005
Ressources naturelles	94 958	124 084	143 205	86 451	83 079
Pari mutuel	26 090	33 942	33 295	31 492	31 168
Autres	48 018	52 203	51 920	65 059	71 786
Revenus divers	**367 792**	**407 182**	**483 255**	**607 827**	**687 463**
Vente de biens et services	140 865	129 085	143 653	217 698	301 181
Intérêts	177 126	209 811	249 434	294 584	277 794
Amendes, confiscations et recouvrements	49 801	68 286	90 168	95 545	108 488
Transferts des sociétés d'État	**260 000**	**338 000**	**381 900**	**444 000**	**590 186**
Sociétés des alcools du Québec	160 000	203 000	225 000	275 000	325 000
Société des loteries et courses du Québec	100 000	135 000	150 000	162 000	205 000
Hydro-Québec	—	—	6 900	7 000	60 186
Total des revenus autonomes	**9 483 086**	**10 709 674**	**12 900 096**	**13 917 965**	**15 074 473**
Transferts du gouvernement du Canada	**3 823 584**	**3 971 718**	**4 571 478**	**5 292 301**	**6 336 496**
Péréquation	1 708 593	1 847 169	2 317 823	3 071 912	3 227 367
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 198 716	1 189 247	1 225 826	1 101 326	1 720 859
Contributions aux programmes de bien-être	576 169	586 739	663 675	822 828	1 043 672
Autres programmes	340 106	348 563	364 154	296 235	344 598
Total	**13 306 670**	**14 681 392**	**17 471 574**	**19 210 266**	**21 410 969**

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Figure 2

Revenus bruts et dépenses brutes du gouvernement, Québec, 1974-75 à 1982-83



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Tableau 3

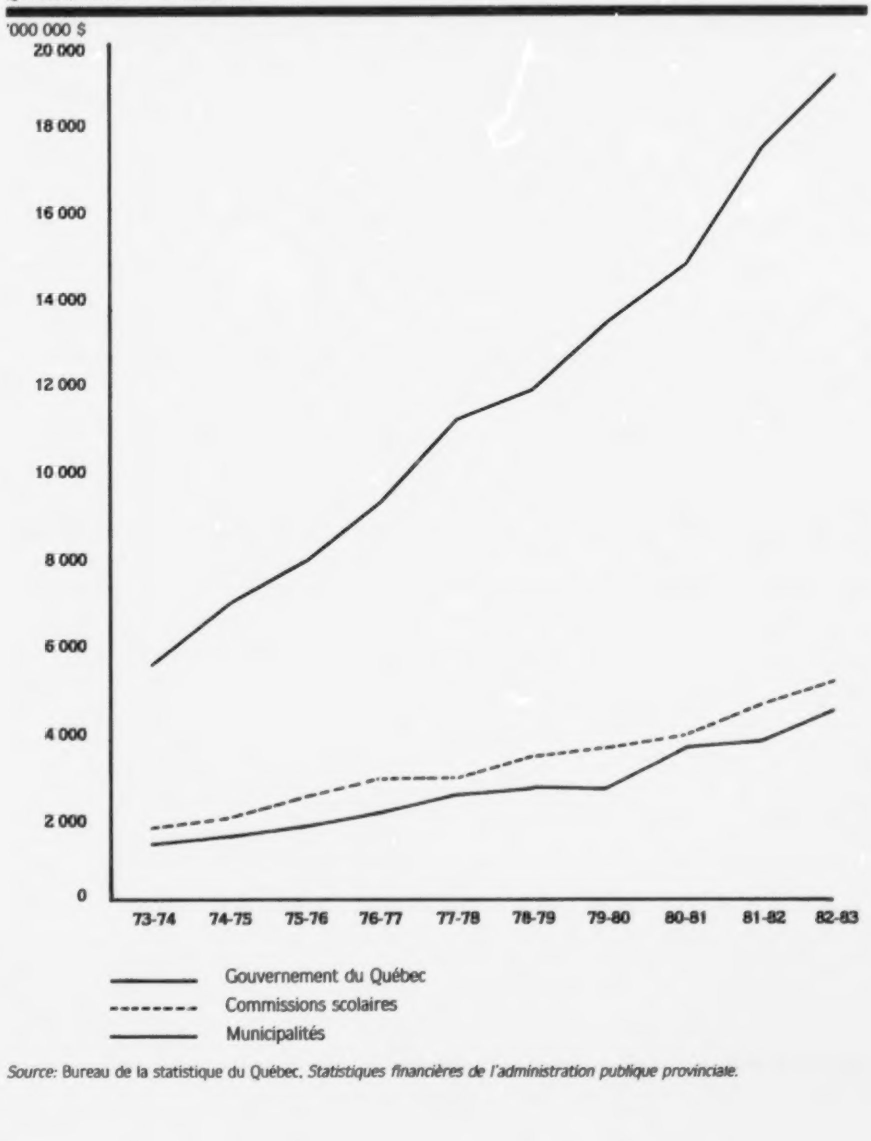
Revenus bruts du gouvernement, par ministère, Québec, 1982-83 et 1983-84

Ministère	1982-83		1983-84		Variation
	'000 $	%	'000 $	%	%
Affaires culturelles	1 078	0.01	1 626	0.01	50.8
Affaires intergouvernementales	1 866	0.01	1 698	0.01	(9.0)
Affaires municipales	25 827	0.13	10 249	0.05	(60.3)
Affaires sociales	8 294	0.04	5 319	0.02	(35.9)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	22 695	0.12	13 021	0.06	(42.6)
Assemblée nationale	895	..	887	..	(0.9)
Commerce extérieur	6	..	31	..	416.7
Commission administrative du régime de retraite	1 388	0.01	2 249	0.01	62.0
Communautés culturelles et Immigration	1 091	0.01	1 019	..	(6.6)
Communications	2 674	0.01	6 519	0.03	143.8
Conseil exécutif	76 659	0.40	103 465	0.48	35.0
Conseil du trésor	4 269	0.02	12	..	(99.7)
Éducation	39 699	0.21	48 461	0.23	22.1
Énergie et Ressources	107 997	0.56	93 978	0.44	(13.0)
Environnement	3 502	0.02	3 931	0.02	12.3
Finances	6 714 293	34.95	8 034 057	37.52	19.7
Fonction publique	2 997	0.02	2 942	0.01	(1.8)
Habitation et Protection du consommateur	108 091	0.56	107 826	0.50	(0.2)
Industrie, Commerce et Tourisme	4 703	0.02	6 295	0.03	33.9
Institutions financières et Coopératives	13 734	0.07	—	—	(100.0)
Justice	96 251	0.50	110 174	0.51	14.5
Loisir, Chasse et Pêche	29 753	0.15	33 738	0.18	13.4
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	181 213	0.94	187 299	0.87	3.4
Revenu	11 356 222	59.12	12 191 358	56.94	7.4
Transports	391 554	2.04	363 429	1.70	(7.2)
Travail	10	..	34	..	240.0
Travaux publics et Approvisionnement	13 505	0.07	81 352	0.38	502.4
Total	**19 210 266**	**100.0**	**21 410 969**	**100.0**	**11.5**

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Figure 3

Revenus bruts du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1973-74 à 1982-83



Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Tableau 4

Dépenses brutes du gouvernement, par catégorie, Québec, 1979-80 à 1983-84

Catégorie	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			'000 $		
Traitements	1 386 154	1 576 615	1 830 306	1 965 911	2 016 800
Autres remunerations	175 208	209 263	199 448	220 999	249 967
Communications	142 504	157 249	157 512	166 243	186 357
Services	214 553	199 047	208 255	222 719	245 571
Entretien	110 989	120 287	127 817	148 103	165 151
Loyers	165 243	166 682	154 809	177 123	202 553
Fournitures	226 121	235 994	240 230	242 358	268 292
Equipement	50 133	36 848	42 844	52 771	60 738
Immobilisations	360 791	339 145	358 168	325 003	309 096
Depenses de transfert	11 328 734	13 204 721	15 297 156	16 755 160	18 714 880
Autres depenses	81 737	90 993	61 776	52 306	77 777
Service de la dette	881 033	1 221 902	1 681 486	1 930 600	2 026 332
Total	**15 123 200**	**17 558 746**	**20 359 807**	**22 259 296**	**24 523 514**

Source: Ministere des Finances. *Gouvernement du Quebec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Tableau 5

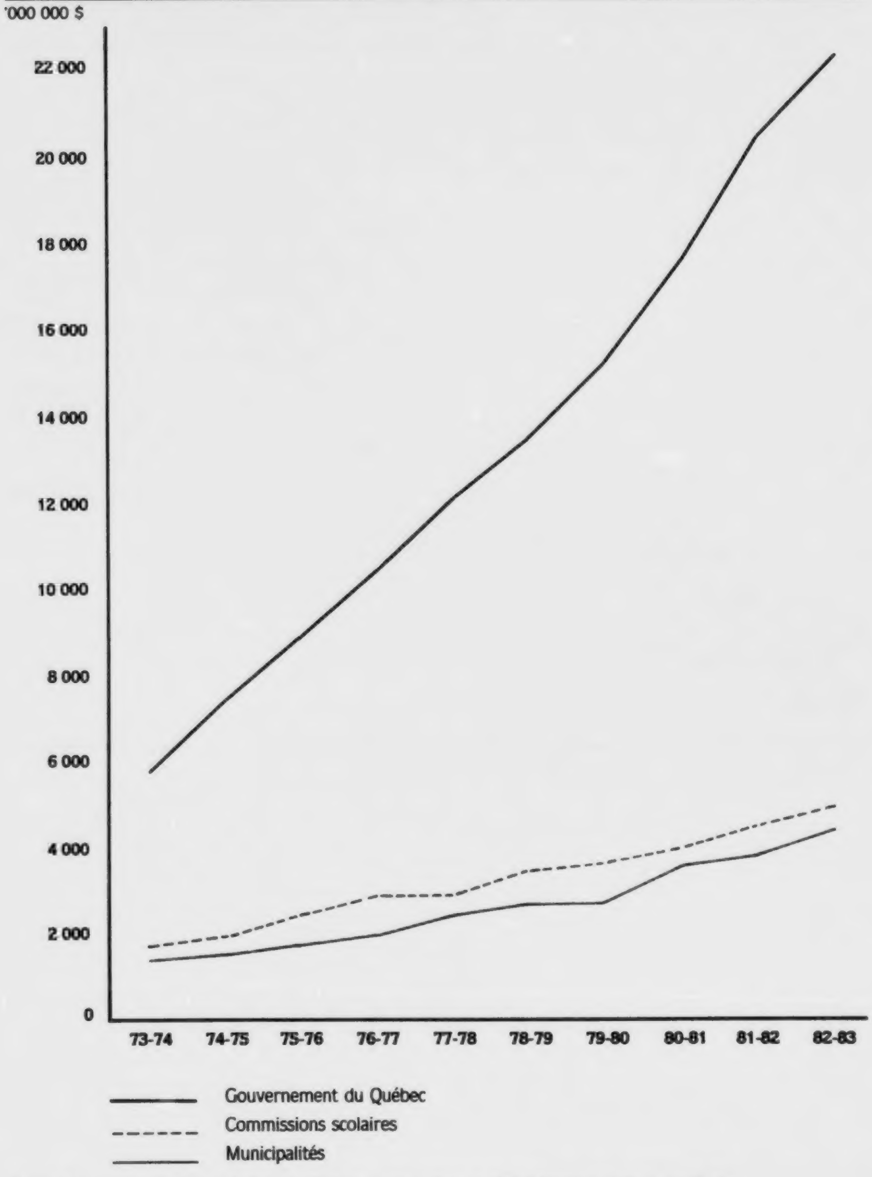
Dépenses brutes du gouvernement, par mission et domaine, Québec, 1979-80 à 1983-84

Mission et domaine	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			'000 $		
Économique	**1 859 394**	**2 018 990**	**2 150 592**	**2 340 246**	**2 721 713**
Ressources naturelles et industries primaires	578 991	685 268	784 650	853 650	886 504
Industries secondaires	101 482	123 384	126 660	139 506	279 413
Services	35 901	39 488	44 965	50 779	64 336
Ressources humaines	99 906	133 115	74 579	76 206	191 568
Transports	1 043 069	1 037 735	1 119 738	1 220 105	1 299 392
Educative et culturelle	**4 635 516**	**5 820 792**	**6 816 804**	**7 071 241**	**7 637 481**
Education	4 389 778	5 550 607	6 531 598	6 762 826	7 303 001
Culture	95 482	112 308	128 260	141 348	153 583
Loisirs et sports	150 256	157 877	156 946	167 067	180 897
Sociale	**5 821 576**	**6 620 937**	**7 611 732**	**8 694 320**	**9 478 256**
Sécurite du revenu	1 205 166	1 396 510	1 650 390	2 037 165	2 337 817
Santé et adaptation sociale	4 508 141	5 090 396	5 777 745	6 429 760	6 878 809
Habitation	108 269	134 025	183 597	227 395	261 630
Gouvernementale et administrative	**2 806 759**	**3 098 027**	**3 780 679**	**4 153 489**	**4 686 064**
Institutions politiques	736 460	555 695	660 647	609 098	641 294
Gestion administrative centrale	1 695 319	2 118 790	2 704 982	3 040 395	3 531 158
Relations intergouvernementales	42 312	46 991	44 776	46 514	49 246
Protection de la personne et de la propriété	332 668	376 551	430 274	457 482	464 366
Total	**15 123 200**	**17 558 746**	**20 359 807**	**22 259 296**	**24 523 514**

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Figure 4

Dépenses brutes du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1973-74 à 1982-83



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

23

Tableau 6

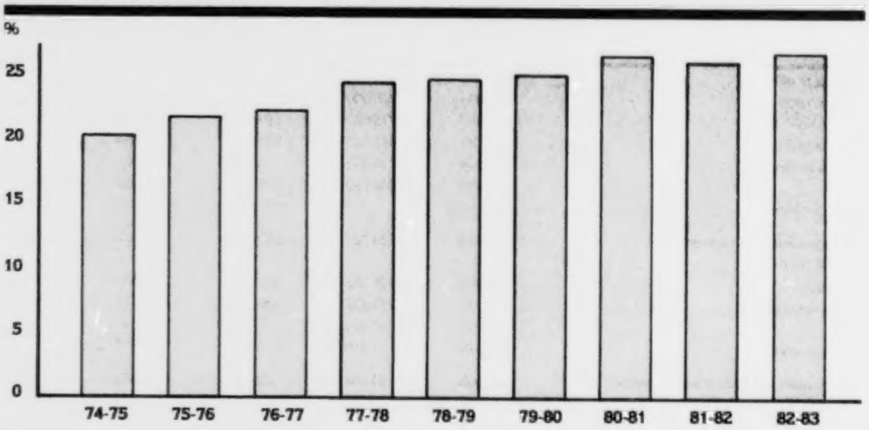
Dépenses brutes du gouvernement, par ministère, Québec, 1979-80 à 1983-84

Ministère	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			'000 $		
Affaires culturelles	76 511	93 747	108 220	122 588	135 169
Affaires intergouvernementales	42 312	46 991	44 776	46 514	49 246
Affaires municipales	360 272	346 773	410 724	421 909	451 946
Affaires sociales	4 748 394	4 096 464	4 544 241	5 194 227	5 438 346
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	293 873	347 057	373 932	422 022	407 978
Assemblée nationale	33 936	36 530	41 859	56 082	61 890
Commerce extérieur	—	—	2 129	10 504	13 498
Commission administrative du régime de retraite	—	—	558 172	608 366	659 020
Communautés culturelles et Immigration	18 498	26 808	32 015	42 561	42 557
Communications	111 183	123 102	139 471	154 720	171 905
Conseil du trésor	5 686	5 802	7 299	9 279	8 172
Conseil exécutif	96 538	277 946	140 302	116 281	146 317
Éducation	3 931 995	5 064 752	5 950 359	6 101 398	6 589 002
Énergie et Ressources	180 877	205 064	254 565	249 345	282 176
Environnement	58 589	83 014	89 837	111 379	123 500
Finances	909 260	1 252 643	1 713 852	1 990 682	2 370 701
Fonction publique	459 792	527 141	133 210	146 041	160 546
Habitation et Protection du consommateur	—	—	202 072	262 596	296 986
Industrie, Commerce et Tourisme	121 816	143 304	142 242	155 509	295 948
Institutions financières et Coopératives	21 637	16 777	16 889	—	—
Justice	414 908	478 471	560 705	601 597	627 792
Loisir, Chasse et Pêche	179 241	190 841	191 619	206 281	221 643
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	107 470	1 385 003	1 674 881	2 017 754	2 430 425
Régie de l'assurance-maladie du Québec	932 562	1 083 718	1 173 436	1 162 620	1 356 593
Revenu	473 705	189 793	200 789	221 534	247 986
Sciences et Technologie	—	—	—	—	9 856
Transports	1 261 331	1 275 444	1 360 945	1 488 645	1 585 430
Travail	—	—	12 057	37 245	40 119
Travaux publics et approvisionnements	251 298	261 561	279 209	301 617	298 767
Montant porté à la provision pour créances irrécupérables	31 516	—	—	—	—
Total	**15 123 200**	**17 558 746**	**20 359 807**	**22 259 296**	**24 523 514**

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Figure 5

Proportion des dépenses brutes du gouvernement par rapport au PIB, Québec, 1974-75 à 1982-83



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Tableau 7

État de l'actif et du passif du gouvernement, Québec, 31 mars 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 $		
Actif	3 589 355	3 992 550	8 585 648	8 600 034	8 858 641
Especes en banque	139 046	274 515	37 591	37 605	50 837
Especes et effets en main et dépôts en circulation		37 102	36 361	32 605	53 780
Placements temporaires	3 869	180 306	209 327	284 775	284 895
Comptes à recevoir	1 242 972	1 236 102	1 567 976	1 739 881	1 857 676
Interêts courus	32 106	32 192	31 348	24 677	19 302
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances	2 168 751	2 230 082	6 700 835	6 478 281	6 589 941
Entreprises du gouvernement du Québec	2 031 493	2 084 616	6 525 613	6 252 203	6 355 161
Municipalités et organismes municipaux	77 190	75 756	74 291	72 738	71 149
Particuliers, sociétés et autres	60 068	69 710	100 931	153 340	163 631
Autres éléments de l'actif	2 251	2 251	2 210	2 210	2 210
Dette nette	9 066 335	12 059 002	10 652 655	14 225 644	17 457 851
Passif	12 655 690	16 051 552	19 238 303	22 825 678	26 316 492
Emprunts temporaires	100 000	—	—	—	—
Chèques en circulation	267 185	288 288	197 864	331 894	223 716
Avances des fonds en fidéicommis	39 855	44 429	43 733	48 645	51 448
Comptes d'accord de perpection fiscale	122 021	130 718	177 411	181 381	175 386
Comptes à payer	1 096 946	822 962	1 006 171	856 523	1 077 980
Intérêts courus	308 555	450 017	549 161	743 473	832 987
Comptes des régimes de retraite	1 598 183	2 420 484	3 427 794	4 488 671	5 545 403
Dette publique	9 122 945	11 894 654	13 836 169	16 175 091	18 409 572
Bons du trésor	135 000	390 000	1 010 000	1 325 000	1 485 000
Obligations moins fonds d'amortissement	8 014 266	10 269 591	11 338 747	13 252 934	15 262 667
Autres emprunts	973 679	1 235 063	1 487 422	1 597 157	1 661 905

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Tableau 8

Opérations de la dette du gouvernement,
Québec, 1979-80 à 1983-84

	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			'000 $		
Emprunts effectués	1 648 922	3 352 864	2 951 612	2 788 897	2 796 988
Bons du trésor	135 000	255 000	620 000	315 000	160 000
Obligations	1 154 337	1 775 600	1 839 821	1 671 980	1 830 429
Obligations d'epargne	114 135	971 021	231 074	680 564	729 907
Regime de pension	7 064	6 453	6 316	5 321	5 332
Autres	238 386	344 790	254 401	116 032	71 320
Dettes assumees	—	—	—	—	—
Remboursements d'emprunts	462 954	526 707	957 006	392 414	511 778
Bons du tresor	—	—	—	—	—
Obligations	234 495	165 753	413 912	222 038	218 412
Obligations d'épargne	207 977	273 232	536 922	163 418	288 001
Autres	16 964	83 406	2 042	3 448	2 363
Dettes assumées	3 518	4 316	4 130	3 510	3 002
Contributions au fonds d'amortissement	43 008	54 448	53 091	57 561	50 729
Autres opérations	—	—	—	—	—
Ajustement des dettes assumees	—	—	—	—	—
Rajustement de la dette nette	—	—	—	—	—
Prime de change sur les obligations annulées		—	—	—	—
Augmentation de la dette publique	1 142 960	2 771 709	1 941 515	2 338 922	2 234 481

Source: Ministere des Finances. *Gouvernement du Quebec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financieres de l'administration publique provinciale.*

Tableau 9

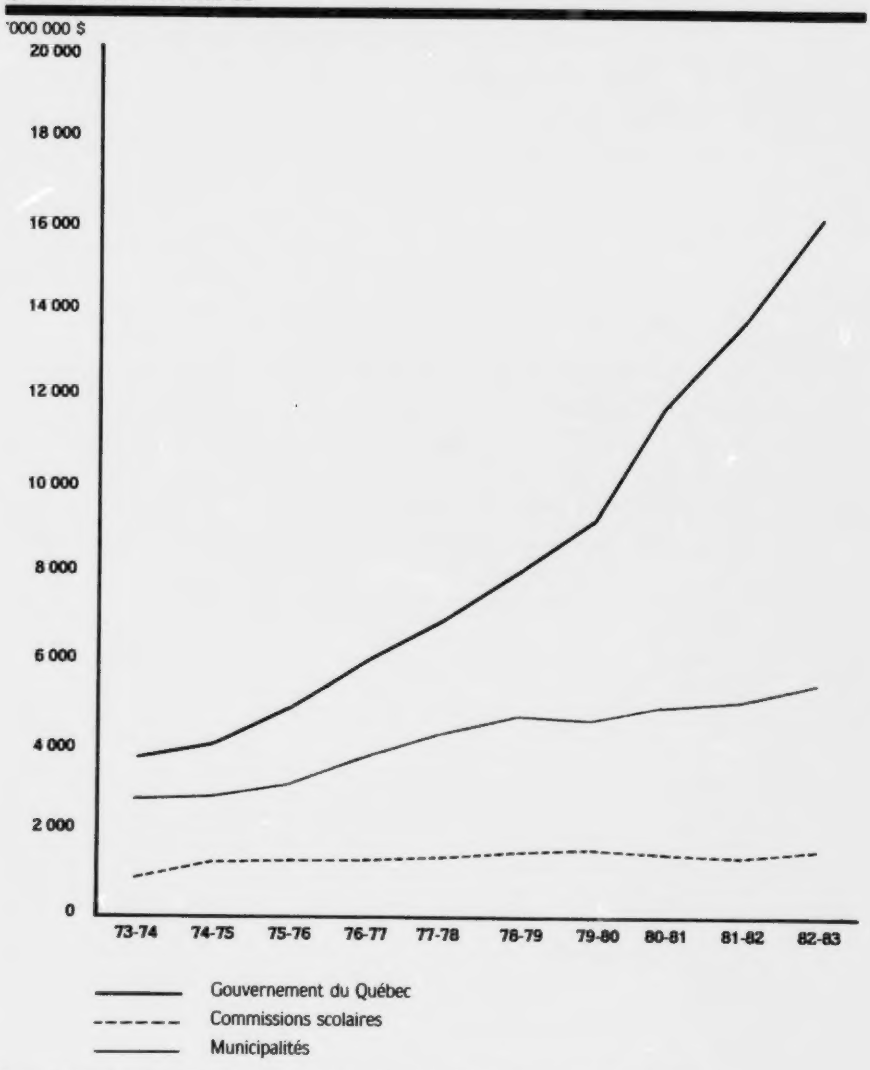
Dette du gouvernement,
Québec, 31 mars 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 $		
Obligations	7 201 860	8 764 985	10 157 627	11 576 599	13 167 599
En dollars canadiens	5 467 129	7 110 321	7 919 194	8 872 778	9 819 497
En dollars américains	1 126 512	1 056 658	1 255 281	1 405 067	1 879 880
Autres monnaies	608 219	598 006	983 152	1 298 754	1 468 222
Fonds d'amortissement	(75 536)	(87 578)	(111 532)	(138 784)	(167 289)
Autres emprunts obligataires	887 942	1 592 184	1 292 652	1 815 119	2 262 357
Obligations d'épargne du Québec	583 974	1 281 763	975 915	1 493 061	1 934 967
Régime de pension du Canada	81 052	87 505	93 821	99 142	104 474
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	222 916	222 916	222 916	222 916
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	973 679	1 235 063	1 487 422	1 597 157	1 661 905
Bons du trésor	135 000	390 000	1 010 000	1 325 000	1 485 000
Total	9 122 945	11 894 654	13 836 169	16 175 091	18 409 572

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Quebec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Figure 6

Dette à long terme du gouvernement, des municipalités et des commissions scolaires, Québec, 1973-74 à 1982-83



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Tableau 10

Emprunts à long terme du gouvernement, Québec, 1974-75 à 1983-84

Exercice	Obligations	Emprunts			
		En dollars canadiens			
		Obligations d'épargne	Régime de pension du Canada	Autres emprunts	Dettes assumées
	'000 $				
1974-75	255 000	75 075	7 903	50 599	—
1975-76	547 000	347 216	8 021	59 247	—
1976-77	750 000	316 527	7 653	21 635	—
1977-78	580 000	—	7 509	6 679	—
1978-79	935 000	167 843	7 324	1 618	1 747
1979-80	976 800	114 135	7 064	68 489	—
1980-81	1 775 600	971 021	6 453	—	—
1981-82	1 175 600	231 074	6 316	—	—
1982-83	1 100 000	680 564	5 321	33 404	—
1983-84	1 155 000	729 907	5 332	1 191	—

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Tableau 11

Emprunts garantis par le gouvernement, Québec, 31 mars 1980-1984

Emprunteur	1980	1981	1982	1983	1984
	'000 $				
Commission municipale du Québec	63 680	61 242	58 681	56 003	53 184
Crédits aux pêcheries maritimes	100	325	—	—	—
Fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay	—	—	—	—	355
Hydro-Québec et filiales	12 294 950	13 983 022	16 269 701	17 611 423	18 708 213
Office des autoroutes du Québec	34 502	31 448	28 778	—	—
Office du crédit agricole du Québec	—	—	—	14 000	14 000
Prêts aux agriculteurs	58 478	57 509	38 014	23 532	14 284
Prêts aux éditeurs et libraires	560	486	407	400	370
Prêts aux étudiants	269 922	312 356	360 226	436 836	530 720
Prêts aux producteurs agricoles et aux propriétaires forestiers	8 606	2 412	1 809	1 488	1 190
Prêts aux sociétés coopératives agricoles et aux corporations exerçant des activités similaires	2 280	2 492	1 623	1 154	1 367
Prêts pour favoriser l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales	7 004	6 140	5 606	4 922	4 180
Proforêt Inc. (Filiale de Rexfor)	—	480	1 000	1 000	—
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	—	1 600	57 300	16 900	3 300
Régie de l'assurance-maladie du Québec	18 490	18 290	18 068	17 823	17 605
Régie des installations olympiques	645 268	630 448	673 893	665 604	658 540
Sidbec	118 500	116 050	113 550	360 950	348 350
Société de développement immobilier du Québec	—	—	30 000	30 000	30 000
Société de développement de Baie-James	—	—	—	—	7 800
Société de développement industriel du Québec	—	50 000	74 000	66 600	56 600
Société d'habitation du Québec	—	80 952	80 448	98 689	63 424
Société nationale de l'amiante	—	23 500	23 500	23 500	23 500
Société québécoise d'assainissement des eaux	—	—	—	—	40 000
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	2 107	1 947	1 781	1 609	1 431
Total	**13 524 447**	**15 380 699**	**17 838 385**	**19 432 433**	**20 578 413**

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Exercice	Emprunts			Variation annuelle	Indice
	En dollars americains	Autres monnaies	Total		
	000 $			%	1973 = 100
1974-75	155 707		544 284	(13.8)	86.2
1975-76	244 780	–	1 026 264	121.6	162.6
1976-77	195 590	63 211	1 354 616	12.3	214.6
1977-78	381 372	66 804	1 042 364	(23.0)	165.1
1978-79	233 953	228 009	1 575 494	51.1	249.5
1979-80	169 897	177 537	1 513 922	(3.9)	239.8
1980-81	344 790		3 097 864	104.6	490.7
1981-82	445 737	472 885	2 331 612	(24.7)	369.3
1982-83	245 561	381 964	2 446 814	4.9	387.6
1983-84	565 272	180 286	2 636 988	7.8	417.7

Tableau 12

Prévisions des dépenses du gouvernement, par ministère, Québec, 1983-84 et 1984-85

Ministère	1983-84	1984-85
	'000 $	
Affaires culturelles	131 790.2	144 320.7
Affaires intergouvernementales	51 587.7	55 183.6
Affaires municipales	436 758.9	455 654.8
Affaires sociales	5 374 099.8	5 646 912.9
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	460 261.9	494 326.2
Assemblée nationale	78 182.5	86 000.0
Commerce extérieur	18 196.9	19 271.6
Communautés culturelles et Immigration	43 862.9	44 411.1
Communications	196 592.0	200 055.3
Conseil exécutif	137 820.4	154 641.3
Conseil du trésor	13 164.9	15 048.8
Éducation	6 537 169.4	6 296 429.2
Énergie et Ressources	293 427.1	306 955.7
Environnement	122 236.4	152 069.0
Finances	2 748 739.9	2 643 548.3
Habitation et Protection du consommateur	308 611.5	328 002.3
Industrie, Commerce et Tourisme	285 375.4	345 207.3
Justice	653 397.3	685 145.0
Loisir, Chasse et Pêche	217 517.3	204 370.8
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	2 630 307.8	2 740 466.2
Organismes relevant du ministre délégué à l'Administration	861 557.8	964 729.6
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 325 250.0	1 477 945.7
Revenu	238 801.4	237 318.8
Science et technologie	20 284.7	56 037.4
Transports	1 655 829.8	1 651 406.1
Travail	39 421.3	42 325.8
Travaux publics et approvisionnements	270 666.5	225 666.7
Total	25 150 911.7	25 673 450.2
Prêts et avances	(45 332.5)	(33 450.2)
Total	25 105 579.2	25 640 000.0

Source: Conseil du trésor. *Crédits.*

Tableau 13

Prévisions des dépenses du gouvernement, par catégorie et supercatégorie, Québec, 1983-84 et 1984-85

Catégorie	1983-84	1984-85	Super catégorie (1984-85)		
			Fonctionnement	Capital	Transfert
	'000 000 $				
Traitements	2 102	2 210	2 148	62	—
Autres remunerations	225	236	216	20	—
Communications	199	200	195	5	—
Services	264	285	263	22	—
Entretien	146	146	146	—	—
Loyers	203	209	198	11	—
Fournitures	282	273	251	22	—
Equipement	50	58	7	51	—
Immobilisations	374	332	—	332	—
Transferts	19 046	19 265	—	—	19 265
Autres depenses	154	116	111	5	—
Service de la dette	2 061	2 310	2 310	—	—
Total	**25 106**	**25 640**	**5 845**	**530**	**19 265**

Source: Conseil du tresor. *Credits.*

Tableau 14

Prévisions des dépenses du gouvernement, selon la mission et le domaine, Québec, 1983-84 et 1984-85

Mission et domaine	1983-84	1984-85
	'000 $	
Économique	**2 998 873**	**3 074 935**
Ressources naturelles et industries primaires	940 488	1 017 593
Industries secondaires	272 818	363 679
Services	67 519	86 731
Ressources humaines	350 577	266 598
Transports	1 367 471	1 340 334
Éducative et culturelle	**7 598 412**	**7 445 653**
Éducation	7 267 761	7 118 417
Culture	151 545	164 150
Loisir	179 106	163 086
Sociale	**9 430 146**	**10 087 213**
Sécurité du revenu	2 370 727	2 576 269
Santé et adaptation sociale	6 787 381	7 220 438
Habitation	272 038	290 506
Gouvernementale et administrative	**5 078 148**	**5 032 199**
Institutions politiques	635 385	696 944
Gestion administrative centrale	3 894 027	3 764 314
Relations intergouvernementales	51 588	55 114
Protection de la personne et de la propriété	497 148	515 827
Total	**25 105 579**	**25 640 000**

Source: Conseil du trésor. *Crédits.*

Tableau 15

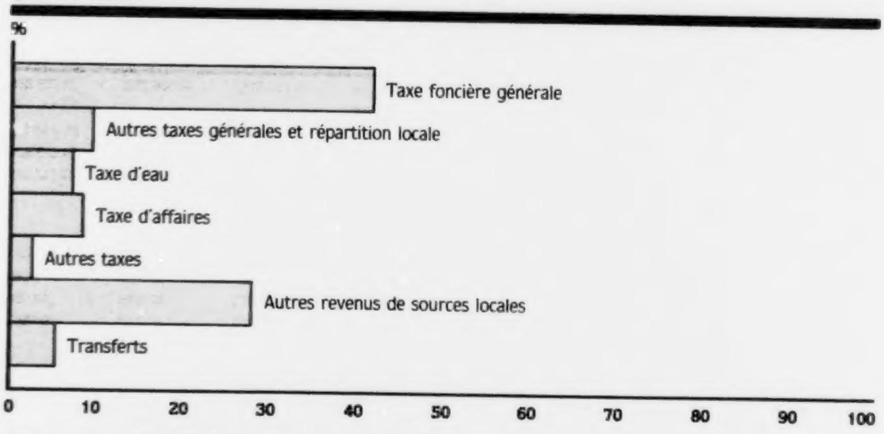
Financement du gouvernement, Québec, 1979-80 à 1983-84

	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
			'000 $		
Besoins financiers bruts	(1 878 261)	(2 896 719)	(3 159 515)	(2 686 352)	(2 783 288)
Operations budgetaires					
Revenus	13 306 670	14 719 305	17 471 574	19 210 266	21 410 969
Depenses	15 123 200	17 596 659	20 359 807	22 259 296	24 523 514
Surplus ou deficit	(1 816 530)	(2 877 354)	(2 888 233)	(3 049 030)	(3 112 545)
Operations non budgetaires					
Placements					
Entreprises du gouvernement du Québec	(206 207)	(53 123)	(66 888)	(96 282)	(138 071)
Municipalités et organismes municipaux	679	1 434	1 465	1 553	1 589
Particuliers et autres	(11 724)	(11 590)	(33 217)	(40 308)	(14 080)
Surplus ou déficit	(217 252)	(63 279)	(98 640)	(135 037)	(150 562)
Regimes de retraite					
Contributions des participants et contributions de certains organismes	148 580	151 272	170 436	193 737	183 036
Contributions du gouvernement a titre d'employeur	732 539	895 406	1 101 060	1 166 698	1 232 881
Prestations et autres paiements	(198 297)	(224 378)	(264 186)	(309 288)	(359 185)
Surplus ou déficit	682 822	822 300	1 007 310	1 051 147	1 056 732
Autres comptes					
Comptes de l'actif (variation par rapport a l'exercice précédent)					
Espèces et effets en main	(4 363)	7 497	741	4 207	(21 175)
Comptes à recevoir	(201 778)	(106 494)	(409 366)	(292 078)	(197 051)
Intérêts courus	(820)	(86)	844	(276)	4 219
Comptes du passif (variation par rapport a l'exercice précédent)					
Chèques en circulation	16 247	21 103	(90 424)	134 030	(108 178)
Avances des fonds en fidéicommis	(20)	4 574	(696)	4 912	2 803
Comptes d'accord de perception fiscale	5 807	8 697	46 693	3 970	(5 995)
Comptes à payer	112 867	(273 984)	183 209	(151 821)	221 457
Intérêts courus	50 721	141 462	99 144	193 599	89 514
Surplus ou déficit	(21 339)	(197 231)	(169 855)	(103 457)	(14 406)
Remboursements d'emprunts					
Obligations	(445 990)	(443 301)	(954 964)	(388 966)	(509 415)
Autres	(16 964)	(83 406)	(2 042)	(3 448)	(2 363)
Dettes assumées	—	—	—	—	—
Contributions au Fonds d'amortissement	(43 008)	(54 448)	(53 091)	(57 561)	(50 729)
Surplus ou déficit	(505 962)	(581 155)	(1 010 097)	(449 975)	(562 507)
Financement	1 878 261	2 896 719	3 159 515	2 686 352	2 783 288
Variation de l'encaisse	229 339	(456 145)	207 903	(75 462)	(13 700)
Nouveaux emprunts	1 648 922	3 352 864	2 951 612	2 761 814	2 796 988

Source: Ministère des Finances. *Gouvernement du Québec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Figure 7

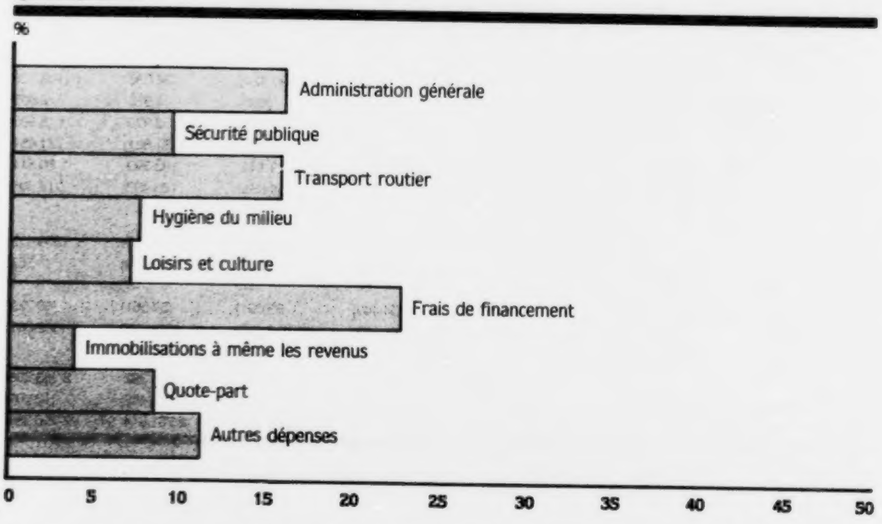
Répartition des revenus des municipalités selon la source, Québec, 1982



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*.

Figure 8

Répartition des dépenses des municipalités, par fonction, Québec, 1982



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*.

Tableau 16

Population, évaluation des biens-fonds imposables, revenus et dépenses des municipalités, Québec, 1969-1982

Année	Population		Évaluation des biens-fonds imposables	
		Indice	Valeur	Indice
	'000	1969 = 100	'000 $	1969 = 100
1969	5 984	100.0	19 663 300	100.0
1970	6 013	100.5	20 905 338	106.3
1971	6 028	100.7	22 381 625	113.8
1972	6 059	101.3	23 421 620	119.1
1973	6 081	101.6	24 379 676	124.0
1974	6 162	103.0	27 558 814	140.2
1975	6 250	104.4	30 472 756	155.0
1976	6 182	103.3	37 014 765	188.2
1977	6 255	104.5	43 443 615	220.9
1978	6 384	106.7	44 928 721	228.5
1979	6 314	105.5	48 316 448	245.7
1980	6 339	105.9	52 489 474	266.9
1981	6 433	107.5	61 360 195	312.1
1982	6 401	107.0	71 533 284	363.8

Année	Revenus		Dépenses		
	Valeur	Indice	Valeur	Indice	Per capita
	'000	1969 = 100	'000 $	1969 = 100	$
1969	760 465	100.0	767 766	100.0	128
1970	846 756	111.3	851 049	110.8	142
1971	950 393	125.0	961 682	125.3	160
1972	1 049 126	138.0	1 045 604	136.2	173
1973	1 207 210	158.7	1 199 185	156.2	197
1974	1 370 346	180.2	1 364 058	177.7	221
1975	1 637 177	215.3	1 597 302	208.0	256
1976	2 031 138	267.1	2 004 192	261.0	324
1977	2 343 820	308.2	2 293 759	298.8	367
1978	2 624 469	345.1	2 558 288	333.2	401
1979	2 600 657	342.0	2 530 097	329.5	401
1980	3 384 673	445.1	3 220 386	419.4	509
1981	3 701 474	486.7	3 539 929	461.1	558
1982	4 147 975	545.5	3 978 934	518.3	622

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Finances municipales.*
Statistique Canada. *Population estimative du Canada* (91-201).

Tableau 17

Revenus des municipalités, selon la source, Québec, 1978-1982

Source de revenu	**1978**		**1979[1]**		**1980**	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Activités municipales	2 624 469	100,0	2 600 657	100,0	3 384 673	100,0
Revenus de sources locales	1 983 568	75,6	1 945 129	74,8	3 065 477	90,6
Taxes	1 498 113	57,1	1 460 838	56,2	2 209 865	65,3
Foncière générale	671 012	25,6	639 901	24,6	1 260 120	37,2
Autres taxes générales et répartitions locales	399 307	15,2	429 193	16,5	386 470	11,4
Eau	216 597	8,2	194 723	7,5	247 192	7,3
Enlèvement et destruction des ordures	35 957	1,4	40 972	1,6	47 671	1,4
Affaires	140 157	5,3	121 651	4,7	239 957	7,0
Déneigement	12 112	0,5	3 944	0,1	10 392	0,3
Autres	22 974	0,9	30 454	1,2	18 064	0,5
Compensations tenant lieu de taxes	125 852	4,8	117 704	4,5	370 951	11,0
Gouvernement fédéral	18 448	0,7	16 712	0,6	26 509	0,8
Entreprises du gouvernement fédéral	5 435	0,2	3 907	0,2	6 961	0,2
Gouvernement du Québec	15 802	0,6	14 755	0,6	57 068	1,7
Entreprises du gouvernement du Québec	18 527	0,7	5 222	0,2	...[3]	
Organismes communautaires	35 519	1,4	47 370	1,8	154 126	4,6
Autres	32 121	1,2	29 738	1,1	126 288	3,7
Services rendus à d'autres municipalités	41 484	1,6	31 256	1,2	41 946	1,2
Autres services rendus	97 892	3,7	97 618	3,8	116 106	3,4
Autres revenus de sources locales	220 227	8,4	237 713	9,1	326 608	9,7
Licences et permis	11 392	0,4	11 409	0,4	13 486	0,4
Amendes	36 307	1,4	33 397	1,3	48 565	1,4
Revenus de placement	54 844	2,1	65 725	2,5	90 042	2,7
Autres	117 684	4,5	127 182	4,9	174 515	5,2
Revenus de transfert	640 901	24,4	655 528	25,2	319 195	9,4
Transferts inconditionnels	496 729	18,9	512 941	19,7	135 081	4,0
Taxe de vente	380 846	14,5	419 367	16,1	103 505	3,1
Autres	115 883	4,4	93 574	3,6	31 576	0,9
Transferts conditionnels	144 172	5,5	142 587	5,5	184 114	5,4
Gouvernement fédéral	31 789	1,2	22 971	0,9	14 904	0,4
Gouvernement du Québec	107 165	4,1	112 222	4,3	147 675	4,4
Autres	5 218	0,2	7 394	0,3	21 535	0,6
Autres activités	67 160	...	77 470	...	85 565	...
Fonds industriel	7 335	...	8 573	...	7 292	...
Fonds d'électricité	59 825	...	68 897	...	78 273	...
Total	2 691 629		2 678 127		3 470 238	

1. Pour les municipalités de Montréal et de Québec, l'exercice financier 1979 s'étend du 1er mai au 31 décembre.
2. Inclus dans «Autres taxes».
3. À compter de l'exercice 1980, les entreprises du gouvernement du Québec sont assujetties à l'impôt foncier.
4. À compter de l'exercice 1981, la redistribution de la taxe de vente aux municipalités est abolie.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Source de revenu	1981		1982	
	'000 $	%	'000 $	%
Activités municipales	**3 701 474**	100.0	**4 147 975**	100.0
Revenus de sources locales	3 500 953	94.6	3 937 971	94.9
Taxes	2 469 271	66.7	2 768 302	66.7
Foncière générale	1 465 303	39.6	1 665 665	40.2
Autres taxes générales et répartitions locales	388 137	10.5	406 702	9.8
Eau	262 352	7.1	286 241	6.9
Enlèvement et destruction des ordures	54 832	1.5	64 866	1.6
Affaires	267 538	7.2	318 817	7.7
Déneigement	12 465	0.3	...[2]	
Autres	18 644	0.5	26 012	0.6
Compensations tenant lieu de taxes	400 311	10.8	456 204	11.0
Gouvernement fédéral	31 615	0.9	35 920	0.9
Entreprises du gouvernement fédéral	9 319	0.3	11 865	0.3
Gouvernement du Québec	65 509	1.8	78 969	1.9
Entreprises du gouvernement du Québec	...	...		
Organismes communautaires	167 820	4.5	180 886	4.4
Autres	126 048	3.4	148 564	3.6
Services rendus à d'autres municipalités	44 973	1.2	56 440	1.4
Autres services rendus	161 972	4.4	184 380	4.5
Autres revenus de sources locales	424 427	11.5	472 644	11.4
Licences et permis	14 714	0.4	14 271	0.3
Amendes	53 748	1.5	58 135	1.4
Revenus de placement	141 224	3.8	149 958	3.6
Autres	214 741	5.8	250 280	6.0
Revenus de transfert	200 520	5.4	210 004	5.1
Transferts inconditionnels	34 347	0.9	35 995	0.9
Taxe de vente	...[4]	...		
Autres	34 347	0.9	35 995	0.9
Transferts conditionnels	166 174	4.5	174 009	4.2
Gouvernement fédéral	5 107	0.1	3 404	0.1
Gouvernement du Québec	150 368	4.1	159 535	3.9
Autres	10 698	0.3	11 071	0.3
Autres activités	**88 550**	...	**96 014**	...
Fonds industriel	9 602	...	6 966	...
Fonds d'électricité	78 948	...	89 048	...
Total	**3 790 024**		**4 243 989**	

Tableau 18

Revenus des municipalités selon la source, par région administrative, Québec, 1982

Région administrative	Unité	Taxes				
		Foncière générale	Autres taxes générales[1]	Eau	Affaires	Autres
01	'000 $	30 739	1 878	7 627	1 472	3 399
	%	37.7	2.3	9.4	1.8	4.2
	per capita $	131.93	8.06	32.73	6.32	14.59
02	'000 $	66 204	2 681	10 084	12 769	4 289
	%	45.7	1.9	7.0	8.8	3.0
	per capita $	222.16	9.00	33.84	42.85	14.39
03	'000 $	223 156	28 195	40 862	38 997	33 370
	%	39.8	5.0	7.3	7.0	6.0
	per capita $	216.66	27.37	39.67	37.86	32.40
04	'000 $	78 145	5 500	13 902	5 978	5 725
	%	46.5	3.3	8.3	3.6	3.4
	per capita $	178.01	12.53	31.67	13.62	13.04
05	'000 $	47 212	6 453	6 115	3 984	5 044
	%	40.5	5.5	5.3	3.4	4.3
	per capita $	197.54	27.00	25.59	16.67	21.10
06	'000 $	1 111 344	317 901	192 626	245 318	28 772
	%	40.3	11.5	7.0	8.9	1.0
	per capita $	306.66	87.72	53.15	67.69	7.94
07	'000 $	48 356	33 867	6 574	2 612	6 070
	%	33.0	23.1	4.5	1.8	4.1
	per capita $	177.78	124.51	24.17	9.60	22.32
08	'000 $	23 690	2 513	4 170	1 011	1 992
	%	40.4	4.3	7.1	1.7	3.4
	per capita $	162.26	17.21	28.56	6.92	13.64
09	'000 $	34 924	7 467	2 908	6 577	1 960
	%	43.2	9.2	3.6	8.1	2.4
	per capita $	314.63	67.27	26.20	59.25	17.66
10	'000 $	1 894	247	1 374	99	258
	%	5.8	0.8	4.2	0.3	0.8
	per capita $	172.18	22.45	124.91	9.00	23.45
Quebec	**'000 $**	**1 665 665**	**406 701**	**286 241**	**318 817**	**90 878**
	%	**40.2**	**9.8**	**6.9**	**7.7**	**2.2**
	per capita $	**260.22**	**63.54**	**44.72**	**49.81**	**14.20**

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay - Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

1. Incluant les taxes de répartitions locales.
2. Part de la région dans l'ensemble québécois.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales.*

Région administrative	Unité	Compensations tenant lieu de taxes	Autres revenus de sources locales	Transferts: Incondi-tionnels	Transferts: Condi-tionnels	Total	Total: %
01	'000 $	9 945	12 500	3 266	10 751	81 576	2,0
	%	12,2	15,3	4,0	13,2	100,0	
	per capita $	42,68	53,65	14,02	46,14	351,40	
02	'000 $	17 026	20 489	2 366	8 925	144 832	3,5
	%	11,8	14,2	1,6	6,2	100,0	
	per capita $	57,13	68,76	7,94	29,95	486,01	
03	'000 $	87 144	72 842	6 142	29 576	560 283	13,5
	%	15,6	13,0	1,1	5,3	100,0	
	per capita $	84,61	70,72	5,96	28,71	543,96	
04	'000 $	18 251	23 179	4 510	12 967	168 156	4,1
	%	10,9	13,8	2,7	7,7	100,0	
	per capita $	41,57	52,80	10,27	29,54	383,04	
05	'000 $	14 607	22 383	831	9 921	116 550	2,8
	%	12,5	19,2	0,7	8,5	100,0	
	per capita $	61,12	93,65	3,48	41,51	487,66	
06	'000 $	274 034	499 224	12 011	76 706	2 757 936	66,5
	%	9,9	18,1	0,4	2,8	100,0	
	per capita $	75,62	137,75	3,31	21,17	761,02	
07	'000 $	21 566	20 453	751	6 453	146 703	3,5
	%	14,7	13,9	0,5	4,4	100,0	
	per capita $	79,29	75,19	2,76	23,72	539,35	
08	'000 $	6 093	10 966	4 136	4 006	58 577	1,4
	%	10,4	18,7	7,1	6,8	100,0	
	per capita $	41,73	75,11	28,33	27,44	401,21	
09	'000 $	6 205	14 216	1 198	5 425	80 880	2,0
	%	7,7	17,6	1,5	6,7	100,0	
	per capita $	55,90	128,07	10,79	48,87	728,65	
10	'000 $	1 334	17 213	784	9 279	32 482	0,8
	%	4,1	53,0	2,4	28,6	100,0	
	per capita $	121,27	1 564,82	71,27	843,55	2 952,91	
Québec	'000 $	456 204	713 465	35 995	174 009	4 147 975	
	%	11,0	17,2	0,9	4,2		100,0
	per capita $	71,27	111,46	5,62	27,18	648,02	

Tableau 19

Dépenses des municipalités, par fonction, Québec, 1978-1982

Fonction	1978		1979[1]		1980	
	'000 $	%	'000	%	'000 $	%
Administration générale	370 493	14,5	337 171	13,4	445 546	13,8
Sécurité publique	241 100	9,5	220 550	8,7	296 982	9,2
Police	115 320	4,6	115 428	4,6	141 758	4,4
Protection contre l'incendie	113 936	4,4	98 905	3,9	137 963	4,3
Autres	11 844	0,5	6 217	0,2	17 261	0,5
Transport routier	381 559	14,9	380 148	15,1	481 883	15,0
Administration	46 629	1,8	45 564	1,8	56 441	1,8
Voirie municipale	75 104	2,9	82 292	3,3	96 996	3,0
Enlèvement de la neige	120 392	4,7	93 634	3,7	111 295	3,5
Transport en commun	78 264	3,1	96 318	3,8	136 075	4,2
Autres	61 170	2,4	62 340	2,5	81 074	2,5
Hygiène du milieu	189 185	7,4	195 961	7,8	236 643	7,4
Aqueduc et égoûts	118 077	4,6	124 704	5,0	152 404	4,7
Enlèvement et destruction des ordures	65 749	2,6	67 417	2,7	78 647	2,4
Autres	5 359	0,2	3 840	0,1	5 593	0,2
Santé et bien-être	20 378	0,8	14 389	0,6	21 514	0,7
Urbanisme et mise en valeur du territoire	39 661	1,5	40 557	1,6	76 603	2,4
Loisirs et culture	202 007	7,9	200 319	8,0	245 013	7,6
Frais de financement	619 019	24,2	619 986	24,6	767 700	23,8
Rachats d'obligations	183 861	7,2	177 345	7,0	210 973	6,6
Autres dettes à long terme	40 586	1,6	38 676	1,5	21 609	0,7
Intérêts sur obligations	319 895	12,5	335 983	13,3	380 538	11,8
Intérêts sur autres dettes à long terme	8 022	0,3	31 727	1,3	52 471	1,6
Intérêts sur emprunts temporaires	25 725	1,0	9 691	0,4	37 716	1,2
Autres	40 930	1,6	26 564	1,1	64 393	2,0
Autres dépenses	494 886	19,3	521 017	20,6	648 502	20,1
Mauvaises créances	10 966	0,4	22 914	0,9	19 181	0,6
Immobilisations à même les revenus	68 704	2,7	108 231	4,3	142 985	4,4
Quote-part	217 592	8,5	205 759	8,2	270 339	8,4
Autres	197 624	7,7	184 113	7,3	215 997	6,7
Total	2 558 288	100,0	2 530 097	100,0	3 220 386	100,0
Fonds industriel	8 880		8 433		7 649	
Fonds d'électricité	49 919		57 827		67 722	
Total	2 617 087		2 596 357		3 295 757	

1. Pour les municipalités de Montréal et Québec, l'exercice financier 1979 s'étend du 1er mai au 31 décembre.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Fonction	1981		1982	
	'000 $	%	'000 $	%
Administration générale	512 779	14,5	613 149	15,4
Sécurité publique	338 908	9,6	352 109	8,9
Police	166 596	4,7	175 467	4,4
Protection contre l'incendie	155 041	4,4	165 600	4,2
Autres	17 271	0,5	11 042	0,3
Transport routier	540 206	15,3	604 932	15,2
Administration	63 572	1,8	76 086	1,9
Voirie municipale	113 527	3,2	115 941	2,9
Enlèvement de la neige	120 762	3,4	150 091	3,8
Transport en commun	151 443	4,3	170 651	4,3
Autres	90 902	2,6	92 162	2,3
Hygiène du milieu	268 112	7,6	303 304	7,6
Aqueduc et égoûts	173 274	4,9	192 631	4,8
Enlèvement et destruction des ordures	88 616	2,5	103 699	2,6
Autres	6 222	0,2	6 973	0,2
Santé et bien-être	23 384	0,7	24 789	0,6
Urbanisme et mise en valeur du territoire	66 399	1,9	116 703	2,9
Loisirs et culture	280 969	7,9	282 304	7,1
Frais de financement	829 776	23,4	897 510	22,6
Rachats d'obligations	220 633	6,2	241 632	6,1
Autres dettes à long terme	21 683	0,6	27 053	0,7
Intérêts sur obligations	422 582	11,9	495 020	12,4
Intérêts sur autres dettes à long terme	58 392	1,7	39 282	1,0
Intérêts sur emprunts temporaires	51 013	1,4	21 702	0,6
Autres	55 473	1,6	72 821	1,8
Autres dépenses	679 397	19,2	784 134	19,7
Mauvaises créances	25 797	0,7	27 578	0,7
Immobilisations à même les revenus	125 072	3,5	147 350	3,7
Quote-part	283 480	8,0	327 168	8,2
Autres	245 048	6,9	282 037	7,1
Total	3 539 929	100,0	3 978 934	100,0
Fonds industriel	9 337		9 024	
Fonds d'électricité	76 970		83 483	
Total	3 626 236		4 071 441	

23

Tableau 20

Dépenses des municipalités, par fonction et par région administrative, Québec, 1982

Région administrative	Unité	Adminis-tration	Sécurité publique	Transport routier	Hygiène du milieu	Urbanisme et mise en valeur du territoire
01	'000 $	13 208	3 948	11 528	6 910	1 970
	%	16.7	5.0	14.6	8.8	2.5
	per capita $	56.69	16.94	49.48	29.66	8.45
02	'000 $	23 266	12 014	16 936	11 013	5 028
	%	16.9	8.7	12.3	8.0	3.6
	per capita $	78.07	40.32	56.83	36.96	16.87
03	'000 $	85 255	55 610	82 841	47 524	9 993
	%	15.8	10.3	15.3	8.8	1.9
	per capita $	82.77	53.99	80.43	46.14	9.70
04	'000 $	25 392	16 992	26 321	16 147	3 333
	%	16.0	10.7	16.5	10.1	2.1
	per capita $	57.84	38.71	59.96	36.78	7.59
05	'000 $	16 843	15 643	17 744	9 233	2 433
	%	15.2	14.1	16.0	8.3	2.2
	per capita $	70.47	65.45	74.24	38.63	10.18
06	'000 $	401 417	206 904	410 515	185 201	83 755
	%	15.2	7.8	15.5	7.0	3.1
	per capita $	110.69	57.09	113.28	51.10	22.84
07	'000 $	20 289	18 090	23 126	13 762	3 489
	%	14.6	13.0	16.7	9.9	2.5
	per capita $	74.59	66.51	85.02	50.60	12.83
08	'000 $	8 727	5 185	7 974	5 038	1 187
	%	15.2	9.0	13.9	8.8	2.1
	per capita $	59.77	35.51	54.62	34.51	8.13
09	'000 $	13 242	6 215	6 613	5 678	1 513
	%	17.2	8.1	8.6	7.4	2.0
	per capita $	119.30	55.99	59.58	51.15	13.63
10	'000 $	5 509	11 507	1 334	2 797	5 000
	%	17.0	35.5	4.1	8.6	15.4
	per capita $	500.82	1 046.09	121.27	254.27	454.55
Total	**'000 $**	**613 149**	**352 109**	**604 932**	**303 304**	**116 703**
	%	**15.4**	**8.9**	**15.2**	**7.6**	**2.9**
	per capita $	**95.79**	**55.01**	**94.51**	**47.38**	**18.23**

Légende: voir tableau 18.

1. Contribution aux organismes supramunicipaux pour les services rendus aux municipalités.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Région administrative		Loisirs et culture	Frais de financement	Quote part[1]	Autres	Total	
							%
01	'000 $	7 256	19 704	1 259	13 148	78 932	2.0
	%	9.2	25.0	1.6	16.7	100.0	
	per capita $	31.14	84.57	5.40	56.43	338.76	
02	'000 $	11 615	39 242	475	18 388	137 978	3.5
	%	8.4	28.4	0.3	13.3	100.0	
	per capita $	38.98	131.68	1.59	61.70	463.01	
03	'000 $	42 660	138 878	16 483	62 163	541 407	13.6
	%	7.9	25.7	3.0	11.5	100.0	
	per capita $	41.42	134.83	16.00	60.35	525.64	
04	'000 $	12 091	37 008	2 084	19 817	159 185	4.0
	%	7.6	23.3	1.3	12.5	100.0	
	per capita $	27.54	84.30	4.75	45.14	362.61	
05	'000 $	7 688	25 440	1 232	14 617	110 873	2.8
	%	6.9	23.0	1.1	13.2	100.0	
	per capita $	32.17	106.41	5.15	61.16	463.90	
06	'000 $	174 612	574 946	297 905	310 400	2 644 653	66.5
	%	6.6	21.7	11.3	11.7	100.0	
	per capita $	48.18	158.65	82.20	85.65	729.76	
07	'000 $	11 052	27 274	7 016	14 806	138 906	3.5
	%	8.0	19.6	5.1	10.7	100.0	
	per capita $	40.63	100.27	25.79	54.43	510.68	
08	'000 $	6 325	13 314	565	9 160	57 476	1.4
	%	11.0	23.2	1.0	15.9	100.0	
	per capita $	43.32	91.19	3.87	62.74	393.67	
09	'000 $	7 614	20 752	149	15 288	77 065	1.9
	%	9.9	26.9	0.2	19.8	100.0	
	per capita $	68.59	186.95	1.34	137.73	694.28	
10	'000 $	1 391	954	—	3 968	32 460	0.8
	%	4.3	2.9	—	12.2	100.0	
	per capita $	126.45	86.73		360.73	2 950.91	
Total	'000 $	282 304	897 510	327 168	481 755	3 978 934	
	%	7.1	22.6	8.2	12.1		100.0
	per capita $	44.10	140.21	51.11	75.26	621.61	

Tableau 21

Dépenses du fonds d'administration des municipalités, par objet et par région administrative, Québec, 1982

Objet		01	02	03	04	05	06
		'000 $					
Rémunération du personnel		21 950	42 443	167 736	50 584	42 229	987 727
Contributions de l'employeur		2 870	7 152	32 153	7 675	1 627	177 791
Transport et communication		1 520	2 070	8 522	2 326	1 871	41 484
Services professionnels, administratifs et autres		7 654	10 352	42 999	15 815	8 462	187 668
Location		1 182	3 482	8 522	3 023	5 289	90 871
Entretien et réparations		4 165	4 988	38 738	5 698	4 150	55 313
Biens non durables		13 846	16 563	53 459	23 955	12 368	276 564
Actif immobilisé		2 945	4 628	15 148	5 891	4 067	94 253
Frais de financement		19 704	39 242	138 878	37 008	25 440	574 946
Autres objets		3 096	7 058	35 252	7 210	5 370	158 036
Total		**78 932**	**137 978**	**541 407**	**159 185**	**110 873**	**2 644 653**
	%	2.0	3.5	13.6	4.0	2.8	66.5

Legende: voir tableau 18.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Tableau 22

Fonds d'administration des municipalités, par région administrative, Québec, 31 décembre 1982

Description		01	02	03	04	05	06
		'000 $					
Actif		**20 009**	**32 858**	**161 299**	**35 155**	**31 732**	**628 275**
	%	2.0	3.4	16.5	3.6	3.2	64.1
Encaisse et banque		9 021	4 020	38 041	12 519	7 772	168 076
Placements		45	2 779	1 217	892	616	32 736
Comptes à recevoir		8 783	20 871	104 371	19 412	20 157	380 677
Taxes municipales		4 466	14 114	29 653	11 924	6 440	161 278
Gouvernement du Canada		121	203	1 514	327	308	9 715
Gouvernement du Québec		1 676	2 221	8 749	2 443	1 736	38 851
Gouvernements municipaux		110	39	686	226	67	4 029
Taxes scolaires		—	..	14	199	215	9 106
Dû par le Fonds des règlements d'emprunts en cours		1 051	2 368	27 969	1 295	10 472	99 777
Autres		1 359	1 926	35 786	2 998	919	57 921
Autres éléments de l'actif		1 104	5 074	15 458	2 176	1 951	43 824
Déficit accumulé		1 056	115	2 213	154	1 236	2 964
Passif		**20 009**	**32 858**	**161 299**	**35 155**	**31 732**	**628 275**
	%	2.0	3.4	16.5	3.6	3.2	64.1
Découvert de banque		1 473	5 145	3 827	2 052	4 421	6 497
Emprunts temporaires		2 789	1 607	41 693	2 059	1 973	16 330
Comptes à payer		4 867	8 998	45 094	10 407	6 826	214 716
Gouvernement du Canada		37	..	1	..	1	330
Gouvernement du Québec		22	183	442	128	221	1 630
Gouvernements municipaux		160	35	985	151	38	7 491
Commissions scolaires		30	1	413	338	—	49 984
Dû au Fonds de roulement		28	131	1 108	371	424	1 923
Autres		4 590	8 648	42 145	9 419	6 142	153 358
Autres éléments du passif		1 242	1 612	28 987	3 421	7 748	160 261
Surplus accumulé		9 639	15 496	41 698	17 216	10 764	230 471

Légende: voir tableau 18.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Objet	07	08	09	10	Québec '000 $	Québec %
Rémunération du personnel	51 469	17 542	22 679	14 575	1 418 934	35.7
Contributions de l'employeur	7 704	2 081	4 587	2 290	245 930	6.2
Transport et communication	2 033	1 265	2 062	1 424	64 577	1.6
Services professionnels, administratifs et autres	12 091	5 263	5 000	1 423	296 727	7.5
Location	4 066	775	1 959	1 269	120 438	3.0
Entretien et réparations	5 778	2 652	2 835	2 507	126 824	3.2
Biens non durables	15 730	9 016	10 000	5 415	436 916	11.0
Actif immobilisé	4 629	3 365	4 769	561	140 257	3.5
Frais de financement	27 274	13 314	20 752	954	897 510	22.6
Autres objets	8 132	2 203	2 422	2 042	230 821	5.8
Total	138 906	57 476	77 065	32 460	3 978 934	
%	3.6	1.4	1.9	0.8		100.0

Description	07	08	09	10	Québec '000 $	Québec %
Actif	30 469	13 700	18 221	7 962	979 681	
%	3.1	1.4	1.9	0.8		100.0
Encaisse et banque	12 655	4 571	2 984	1 319	260 979	26.6
Placements	404	14	27	1 717	40 448	4.1
Comptes à recevoir	15 581	7 108	12 667	2 076	591 700	60.4
Taxes municipales	9 565	4 057	7 151	579	249 227	25.4
Gouvernement du Canada	858	492	328	5	13 870	1.4
Gouvernement du Québec	2 006	1 250	2 005	556	61 493	6.3
Gouvernements municipaux	856	70	50	5	6 137	0.6
Taxes scolaires	20	66	—	—	9 620	1.0
Dû par le Fonds des règlements d'emprunts en cours	307	192	622	27	144 081	14.7
Autres	1 969	981	2 511	904	107 272	11.0
Autres éléments de l'actif	1 456	716	2 222	2 151	76 132	7.8
Déficit accumulé	375	1 290	321	699	10 422	1.1
Passif	30 469	13 700	18 221	7 962	979 681	
%	3.1	1.4	1.9	0.8		100.0
Découvert de banque	412	500	1 521	319	26 166	2.7
Emprunts temporaires	1 421	3 182	3 498	276	74 828	7.6
Comptes à payer	10 973	3 636	5 495	3 374	314 387	32.1
Gouvernement du Canada	265	1	19	45	698	0.1
Gouvernement du Quebec	14	38	97	22	2 797	0.3
Gouvernements municipaux	351	53	28	72	9 365	1.0
Commissions scolaires	15	68	32	—	50 882	5.2
Dû au Fonds de roulement	17	133	—	16	4 151	0.4
Autres	10 311	3 343	5 319	3 219	246 494	25.2
Autres éléments du passif	3 669	1 338	623	2 630	211 531	21.6
Surplus accumulé	13 995	5 043	7 085	1 362	352 768	36.0

Tableau 23

Fonds des règlements d'emprunts des municipalités, par région administrative, Québec, 31 décembre 1982

Description		01	02	03	04	05	06
		'000 $					
Actif		19 921	73 886	286 606	62 925	54 796	1 943 976
	%	0.8	2.9	11.2	2.5	2.1	76.0
Banque		448	3 083	6 469	1 006	2 321	46 664
Placements		12	–	3 074	9	–	2 139
Comptes à recevoir		946	1 710	6 465	1 092	2 903	8 242
Gouvernement du Canada		–	146	786	310	92	1 697
Gouvernement du Québec		537	1 320	4 248	630	370	4 436
Autres		409	244	1 431	152	2 441	2 109
Règlements d'emprunts en cours		17 987	65 704	258 151	59 529	48 717	1 872 880
Refinancement en cours		528	3 389	12 448	1 289	855	14 052
Passif		19 921	73 886	286 606	62 925	54 796	1 943 976
	%	0.8	2.9	11.2	2.5	2.1	76.0
Découvert de banque		68	7	1 057	122	–	3 513
Emprunts temporaires		3 487	9 643	18 291	13 980	4 885	51 392
Comptes à payer		1 548	3 591	36 193	3 184	11 215	195 997
Fournisseurs		396	442	5 395	1 150	172	16 089
Retenues sur contrats		61	586	2 261	665	496	16 790
À d'autres fonds		1 051	2 419	27 969	1 295	10 472	99 806
Autres		40	144	568	74	75	63 312
Montants affectés aux règlements d'emprunts en cours		13 818	58 871	228 658	43 715	37 534	1 675 420
Solde disponible sur règlements d'emprunt		1 000	1 774	2 408	1 924	1 162	17 654

Légende: voir tableau 18.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Tableau 24

Actif et modes de financement des municipalités, par région administrative, Québec, 31 décembre 1982

Description		01	02	03	04	05	06
		'000 $					
Actif		246 803	439 768	1 426 503	497 059	325 778	5 364 046
	%	2.7	4.9	15.8	5.5	3.6	59.3
Actif immobilisé		246 631	431 916	1 416 541	495 617	324 477	5 333 535
Travaux de génie		173 327	320 407	1 073 141	371 014	267 755	4 319 317
Bâtisses		47 125	70 528	219 670	75 977	32 281	668 441
Terrains		4 488	16 666	29 851	16 183	5 545	121 845
Machinerie et véhicules		19 473	19 548	79 492	27 643	14 151	178 170
Ameublement		2 218	4 767	14 387	4 800	4 745	45 762
Actif immobilisé sujet à revente		69	6 685	5 616	64	34	11 262
Créances à long terme		105	1 167	4 347	1 378	1 268	19 249
Modes de financement		246 803	439 768	1 426 503	497 059	325 778	5 364 046
	%	2.7	4.9	15.8	5.5	3.6	59.3
Actif acquis avant 1982		90 247	189 834	570 733	196 791	145 909	2 576 708
Obligations		80 397	146 436	501 809	182 921	109 243	2 230 358
Autres dettes à long terme		4 914	18 202	34 619	7 156	1 896	14 161
Subventions gouvernementales		34 402	35 570	137 389	42 929	35 266	159 348
Autres modes		36 844	49 726	181 954	67 263	33 464	383 471

Légende: voir tableau 18.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Description		07	08	09	10	Québec	
						'000 $	%
Actif		63 763	17 742	31 401	4 445	2 559 463	
	%	2.5	0.7	1.2	0.2		100.0
Banque		813	801	1 535	103	63 243	2.5
Placements		1	22	36		5 293	0.2
Comptes à recevoir		3 921	989	649	333	27 250	1.1
Gouvernement du Canada		1 471	244	—		4 746	0.2
Gouvernement du Québec		2 425	574	635	291	15 466	0.6
Autres		25	171	14	42	7 038	0.3
Règlements d'emprunts en cours		58 802	15 895	27 936	4 010	2 429 611	94.9
Refinancement en cours		226	35	1 245		34 066	1.3
Passif		63 763	17 742	31 401	4 445	2 559 463	
	%	2.5	0.7	1.2	0.2		100.0
Découvert de banque		—	54	169	2	4 992	0.2
Emprunts temporaires		1 727	3 747	7 558	1 626	116 335	4.6
Comptes à payer		2 389	1 199	1 741	628	257 687	10.1
Fournisseurs		1 722	630	514	428	26 936	1.1
Retenues sur contrats		353	376	604	173	22 365	0.9
À d'autres fonds		307	192	622	27	144 163	5.6
Autres		7	1	1	—	64 221	2.5
Montants affectés aux règlements d'emprunts en cours		59 105	11 624	21 105	2 189	2 152 038	84.1
Solde disponible sur règlements d'emprunt		542	1 117	828	—	28 410	1.1

Description		07	08	09	10	Québec	
						'000 $	%
Actif		249 617	191 171	283 046	15 356	9 039 148	
	%	2.8	2.1	3.1	0.2		100.0
Actif immobilisé		248 698	191 108	281 901	15 173	8 985 594	99.4
Travaux de génie		183 545	133 838	211 881	5 622	7 059 847	78.1
Bâtisses		33 528	37 501	47 823	4 564	1 237 438	13.7
Terrains		6 801	5 706	6 800	43	213 925	2.4
Machinerie et véhicules		20 019	11 781	11 235	4 656	386 169	4.3
Ameublement		4 805	2 282	4 162	288	88 215	1.0
Actif immobilisé sujet à revente		72	57	96	172	24 128	0.3
Créances à long terme		846	6	1 050	11	29 426	0.3
Modes de financement		249 617	191 171	283 046	15 356	9 039 148	
	%	2.8	2.1	3.1	0.2		100.0
Actif acquis avant 1982		106 032	53 300	76 038	2 492	4 008 084	44.3
Obligations		103 494	70 683	115 293	6 311	3 546 945	39.2
Autres dettes à long terme		3 806	1 970	717	—	87 441	1.0
Subventions gouvernementales		9 734	29 296	47 366	791	532 091	5.9
Autres modes		26 550	35 921	43 633	5 762	864 587	9.6

Tableau 25

Modes de remboursement et dette à long terme des municipalités, par région administrative, Québec, 31 décembre 1982

Description		01	02	03	04	05	06
		'000 $					
Modes de remboursement		104 398	221 677	828 286	203 112	157 666	3 419 354
	%	2.0	4.2	15.6	3.8	3.0	64.4
Montants disponibles au fonds d'amortissement pour le remboursement des obligations		106	298	13 665	—	1 779	70 696
Montants des revenus à prévoir pour le remboursement des dettes à long terme encourues pour:							
La municipalité		73 507	191 506	670 060	154 239	104 760	2 332 346
Une partie de la municipalité		19 063	19 568	89 785	37 070	37 739	774 681
D'autres municipalités		77	—	4 088	1 124	—	100 111
Gouvernement du Québec		11 646	10 305	50 687	10 679	13 388	141 520
Passif		104 398	221 677	828 286	203 112	157 666	3 419 354
	%	2.0	4.2	15.6	3.8	3.0	64.4
Obligations à payer		8 425	13 241	56 387	17 992	9 990	134 518
Gouvernement fédéral et ses entreprises		4 542	7 045	17 742	5 428	6 921	77 955
Gouvernement du Québec et ses entreprises		3 883	6 196	38 645	12 564	3 069	56 563
Autres obligations émises		91 437	202 162	740 633	178 665	146 402	3 255 256
En devises canadiennes		91 437	197 875	687 360	172 778	142 607	2 347 309
En devises étrangères		—	4 287	53 273	5 887	3 795	907 947
Autres dettes à long terme		4 536	6 274	31 267	6 453	1 274	29 580
Billets à payer		3 927	1 581	10 888	4 759	1 025	9 190
Gouvernements		391	1 225	14 986	1 029	20	10 274
Autres		218	3 468	5 393	665	229	10 116

Légende: voir tableau 18.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Tableau 26

Émissions d'obligations des municipalités, selon le marché et le mode de vente, Québec, 1979-1983

Marché et mode de vente	1979	1980	1981	1982	1983
	'000 $				
Marché canadien	562 971	569 251	505 303	597 464	461 196
Soumission	165 127	177 127	142 945	287 397	210 750
Gré à gré	311 372	365 776	342 100	301 170	239 461
Au comptoir	291	613	267	434	—
Société d'habitation du Québec	3 637	5 362	1 046	3 595	381
Société centrale d'hypothèque et de logement	82 543	20 373	18 945	4 868	10 604
Marché américain[1]	—	297 459	135 367	126 544	32 370
Marché européen[1]	109 421	27 598	186 533	159 979	100 000
Total	**672 392**	**894 308**	**827 203**	**883 987**	**593 566**

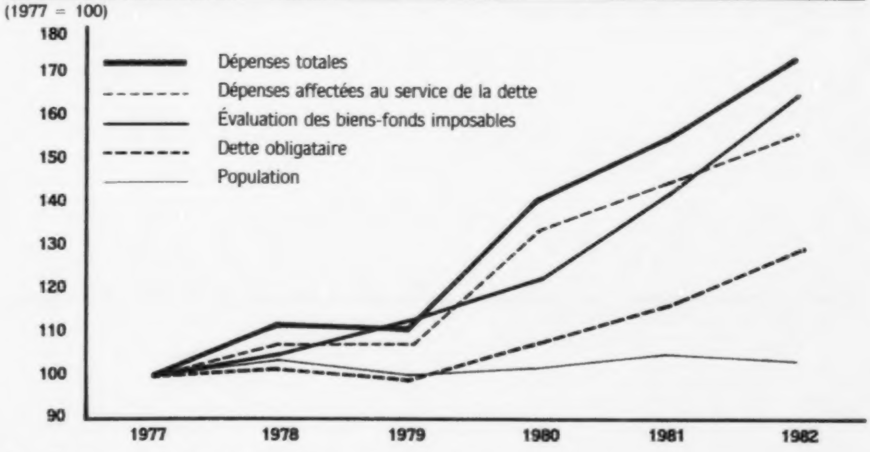
1. En dollars canadiens.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Financement à long terme du secteur public québécois.*

Description	07	08	09	10	Québec	
					'000 $	%
Modes de remboursement	167 771	78 103	128 198	5 076	5 313 640	
%	3.2	1.5	2.4	0.1		100.0
Montants disponibles au fonds d'amortissement pour le remboursement des obligations	—	1 330	199	—	88 073	1.7
Montants des revenus à prévoir pour le remboursement des dettes à long terme encourues pour:						
La municipalité	98 783	62 946	105 498	3 509	3 797 155	71.5
Une partie de la municipalite	64 289	11 538	18 727	—	1 072 460	20.2
D'autres municipalités	2 567	—	—	—	107 967	2.0
Gouvernement du Québec	2 131	2 289	3 774	1 567	247 985	4.7
Passif	167 771	78 103	128 198	5 076	5 313 640	
%	3.2	1.5	2.4	0.1		100.0
Obligations à payer	4 544	2 507	22 937	420	270 962	5.1
Gouvernement fédéral et ses entreprises	1 423	843	5 061	420	127 380	2.4
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3 121	1 664	17 876	—	143 582	2.7
Autres obligations émises	158 228	74 776	104 581	4 655	4 956 795	93.3
En devises canadiennes	149 830	74 776	101 796	4 655	3 970 423	74.7
En devises étrangères	8 398	—	2 785	—	986 372	18.6
Autres dettes à long terme	5 000	820	680	—	85 883	1.6
Billets à payer	1 001	741	380	—	33 491	0.6
Gouvernements	3 754	73	17	—	31 770	0.6
Autres	245	6	283	—	20 622	0.4

Figure 9

Évolution de divers indicateurs économiques des municipalités, Québec, 1977-1982



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales.*

Tableau 27

Dette à long terme et frais de financement des municipalités, Québec, 1969-1982

Année	Dette à long terme			Frais de financement		
	Totale	Indice	Per capita	Totaux	Indice	Per capita
	'000 $	1969 = 100	$	'000 $	1969 = 100	$
1969	2 196 514	100,0	367	226 731	100,0	38
1970	2 302 206	104,8	383	243 972	107,6	41
1971	2 369 548	107,9	393	262 577	115,8	44
1972	2 505 801	114,1	414	286 078	126,2	47
1973	2 709 571	123,4	446	311 748	137,5	51
1974	2 749 820	125,2	446	345 985	152,6	56
1975	3 122 893	142,2	500	370 618	163,5	59
1976	3 764 644	171,4	609	463 912	204,6	75
1977	4 178 063	190,2	668	581 589	256,5	93
1978	4 484 882	204,2	703	619 019	273,0	97
1979	4 477 200	203,8	709	619 986	273,5	98
1980	4 799 789	218,5	757	767 700	338,6	121
1981	5 025 248	228,8	781	829 776	366,0	131
1982	5 313 640	241,9	830	897 510	395,9	140

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Tableau 28

Revenus et dépenses des municipalités régionales de comté[1], Québec, 1973-1982

Description	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	'000 $									
Revenus	1 794	3 688	5 013	6 000	6 788	10 009	15 314	19 794	24 359	27 914
Contributions des municipalités	1 146	2 165	3 241	4 472	5 203	6 708	9 631	12 014	13 956	8 665
Subventions du gouvernement du Québec	212	307	850	449	479	971	1 902	3 173	5 310	12 173
Autres subventions	76	36	70	72	128	582	1 565	1 663	1 178	793
Taxe de vente (compensation)	173	74	131	214	218	234	422	189	...	...
Autres revenus	187	1 106	721	793	760	1 514	1 794	2 755	3 915	6 283
Dépenses	1 760	3 389	4 663	5 808	6 559	9 443	14 385	18 563	23 230	26 264
Administration générale	1 211	2 478	4 005	4 454	4 928	6 426	10 249	13 089	16 985	19 122
Sécurité publique	14	75	22	14	9	100	242	9	31	—
Transport routier	264	277	172	229	358	502	257	394	356	396
Hygiène du milieu	11	55	6	80	34	26	135	207	628	1 174
Santé et bien-être	23	8	—	—	1	1	18	10	33	—
Urbanisme et mise en valeur du territoire	27	79	20	120	38	270	853	1 539	1 701	2 468
Loisirs et culture	31	33	25	24	22	21	44	98	25	75
Frais de financement	88	181	83	96	153	134	273	378	589	434
Immobilisations à même les revenus	79	121	125	157	225	191	199	658	442	1 394
Autres dépenses	12	82	205	634	791	1 772	2 115	2 180	2 440	1 201

1. Avant 1982, les données décrivent la situation des conseils de comté.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Tableau 29

Bilan des municipalités régionales de comté, Québec, 31 décembre 1982

Description	Fonds d'adminis-tration	Fonds des règlements d'emprunt en cours	État de l'actif immobilisé	État de la dette à long terme	Fonds de roulement	Total	Total consolidé
	'000 $						
Actif	7 119	243	7 919	2 211	—	17 492	17 492
Encaisse et banque	2 082	27	—	—	—	2 109	2 109
Placements	—	—	—	—	—	—	—
Comptes à recevoir							
Gouvernements municipaux	1 533	—	—	—	—	1 533	1 533
Autres	3 203	16	—	—	—	3 219	3 219
Règlements d'emprunts en cours	—	200	—	—	—	200	200
Refinancement en cours	—	—	—	—	—	—	—
Actif immobilisé	—	—	7 919	—	—	7 919	7 919
Montant des revenus à prévoir pour le remboursement des dettes à long terme pour:							
La municipalité	—	—	—	1 454	—	1 454	1 454
Une partie de la municipalité	—	—	—	375	—	375	375
D'autres municipalités	—	—	—	382	—	382	382
Gouvernement du Québec	—	—	—	—	—	—	—
Autres éléments de l'actif	53	—	—	—	—	53	53
Déficit accumulé	249	—	—	—	—	249	249
Passif	7 119	243	7 919	2 211	—	17 492	17 492
Découvert de banque	367	—	—	—	—	367	367
Emprunts temporaires	670	—	—	—	—	670	670
Comptes à payer	3 128	22	—	—	—	3 150	3 150
Montants affectés aux règlements d'emprunts en cours	—	200	—	—	—	200	200
Soldes disponibles sur règlements d'emprunt	—	21	—	—	—	21	21
Actif acquis avant 1976	—	—	—	—	—	—	—
Actif financé par							
Obligations	—	—	1 585	—	—	1 585	1 585
Autres dettes à long terme	—	—	520	—	—	520	520
Subventions gouvernementales	—	—	635	—	—	635	635
Fonds d'administration	—	—	2 875	—	—	2 875	2 875
Autres modes	—	—	2 305	—	—	2 305	2 305
Obligations à payer	—	—	—	1 794	—	1 794	1 794
Billets à payer	—	—	—	3	—	3	3
Autres dettes à long terme	—	—	—	414	—	414	414
Autres éléments du passif	843	—	—	—	—	843	843
Déficit accumulé	2 113	—	—	—	—	2 113	2 113

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Tableau 30

Revenus et dépenses consolidés des communautés urbaines de Montréal et Québec et de la Communauté régionale de l'Outaouais, 1974-1982

Description	1974		1975		1976		1977		1978	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Revenus	**184 868**	**100.0**	**238 743**	**100.0**	**290 550**	**100.0**	**298 967**	**100.0**	**378 363**	**100.0**
Repartitions aux municipalités	146 670	79.3	179 650	75.2	210 325	72.4	230 257	77.0	290 161	76.7
Generale	106 453	57.6	107 637	45.1	128 781	44.3	136 574	45.6	149 217	39.5
Surtaxe (CUM)	17 593	9.5	29 877	12.5	36 246	12.5	42 299	14.2	48 084	12.7
Transport en commun (CUM)	18 087	9.8	34 150	14.3	37 641	13.0	41 530	13.9	73 472	19.4
Boulevard metropolitain (CUM)	1 492	0.8	1 218	0.5	1 298	0.4	1 435	0.5	1 627	0.4
Traitement, distribution et assainissement de l'eau	692	0.4	1 047	0.4	1 378	0.5	1 460	0.5	2 253	0.6
Disposition des ordures	481	0.2	1 061	0.5	1 839	0.6	1 783	0.6	3 532	0.9
Autres	8	--	26	--	19	--	123	--	1 299	0.4
Excedent de l'exercice precedent	1 864	1.0	4 634	1.9	3 123	1.1	5 053	1.7	10 677	2.8
Revenus autonomes	4 563	2.5	8 528	3.6	14 821	5.1	15 659	5.2	12 825	3.4
Parc industriel (CUQ)	31		39		149	0.1	182	0.1	296	0.1
Vente de vapeur (CUQ)	100	0.1	997	0.4	1 418	0.5	1 399	0.5	1 693	0.4
Vente de services	4 367	2.4	7 467	3.2	13 244	4.5	14 024	4.7	10 556	2.8
Autres	65		25		10		54	--	280	0.1
Transferts	33 635	18.2	50 565	21.2	65 404	22.5	53 051	17.8	75 377	19.9
Conditionnels	31 030	16.8	49 535	20.8	49 327	17.0	36 734	12.3	59 077	15.6
Inconditionnels	2 605	1.4	1 030	0.4	16 077	5.5	16 317	5.5	16 300	4.3
Depenses	**181 198**	**100.0**	**235 381**	**100.0**	**292 176**	**100.0**	**280 924**	**100.0**	**360 604**	**100.0**
Administration generale	10 723	5.9	13 035	5.5	16 771	5.7	19 300	6.9	21 189	5.8
Evaluation	5 812	3.2	7 102	3.0	8 777	3.0	9 782	3.5	10 370	2.9
Autres	4 911	2.7	5 933	2.5	7 994	2.7	9 518	3.4	10 819	3.0
Securite publique (CUM)	118 197	65.2	137 676	58.5	155 840	53.3	159 393	56.7	173 357	48.1
Transport routier (CUM)	37 788	20.9	60 085	25.5	81 710	28.0	75 716	27.0	123 764	34.3
Deficit de la CTCUM	16 715	9.2	36 779	15.6	45 869	15.7	25 681	9.2	44 791	12.4
Service de la dette (Metro)	21 058	11.7	23 300	9.9	35 821	12.3	50 018	17.8	78 911	21.9
Autres	15		6	--	20	--	17	--	62	--
Hygiene du milieu	1 769	1.0	3 703	1.6	6 232	2.1	4 883	1.7	5 693	1.6
Lutte contre la pollution (CUM)	624	0.3	--	--	--	--	1 186	0.4	1 349	0.4
Disposition des ordures	681	0.4	2 136	0.9	4 065	1.4	2 405	0.9	2 745	0.8
Traitement, distribution et assainissement de l'eau	464	0.3	573	0.3	812	0.3	1 208	0.4	1 587	0.4
Autres	1	--	994	0.4	1 355	0.4	84	--	112	--
Sante et bien-être (CUM)	1 518	0.8	1 703	0.7	2 269	0.8	2 538	0.9	2 757	0.8
Urbanisme et mise en valeur du territoire	2 187	1.2	3 031	1.3	2 906	1.0	3 112	1.1	2 977	0.8
Promotion industrielle et touristique	1 051	0.6	1 583	0.7	1 553	0.5	1 720	0.6	1 653	0.5
Schema d'aménagement	1 110	0.6	1 403	0.6	1 283	0.4	1 309	0.5	1 226	0.3
Parcs industriels (CUQ)	26	--	45	--	70	--	83	--	98	--
Autres depenses	9 017	5.0	16 148	6.9	26 448	9.1	15 982	5.7	30 867	8.6
Frais de financement	7 111	3.9	9 524	4.1	10 683	3.7	15 426	5.5	27 157	7.5
Autres	1 906	1.1	6 624	2.8	15 765	5.4	556	0.2	3 710	1.0

Source: Bureau de la statistique du Quebec. *Finances municipales.*

Description	1979		1980		1981		1982	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Revenus	**420 426**	100.0	**574 803**	100.0	**568 598**	100.0	**627 203**	100.0
Repartitions aux municipalités	321 456	76.5	440 777	76.7	412 475	72.5	470 357	75.0
Générale	155 993	37.1	224 287	39.0	254 232	44.7	290 079	46.3
Surtaxe (CUM)	51 285	12.2	--	--	--	--	--	--
Transport en commun (CUM)	87 030	20.7	173 389	30.2	115 038	20.2	139 835	22.3
Boulevard métropolitain (CUM)	1 612	0.4	1 399	0.2	1 308	0.2	2 237	0.4
Traitement, distribution et assainissement de l'eau	4 036	1.0	8 716	1.5	9 997	1.8	9 684	1.5
Disposition des ordures	5 428	1.3	4 909	0.9	5 945	1.1	7 680	1.2
Autres	501	0.1	2 473	0.4	3 438	0.6	3 489	0.6
Excédent de l'exercice precedent	15 572	3.7	25 604	4.5	22 517	4.0	17 353	2.8
Revenus autonomes	14 672	3.5	24 832	4.3	28 447	5.0	28 516	4.5
Parc industriel (CUQ)	--	--	--	--	--	--	--	--
Vente de vapeur (CUQ)	2 063	0.5	2 952	0.5	2 952	0.5	3 491	0.6
Vente de services	1 311	0.3	1 454	0.3	1 344	0.2	1 803	0.3
Autres	11 298	2.7	20 426	3.6	24 151	4.3	23 222	3.7
Transferts	84 297	20.1	109 193	19.0	127 675	22.5	128 330	20.5
Conditionnels	66 262	15.8	109 003	19.0	127 675	22.5	128 330	20.5
Inconditionnels	18 035	4.3	191	--	--	--	--	--
Depenses	**392 835**	100.0	**560 303**	100.0	**553 434**	100.0	**592 452**	100.0
Administration generale	24 277	6.2	29 323	5.2	35 935	6.5	43 944	7.4
Évaluation	10 985	2.8	11 822	2.1	16 268	2.9	20 425	3.4
Autres	13 291	3.4	17 502	3.1	19 667	3.6	23 519	4.0
Sécurite publique (CUM)	174 557	44.4	193 420	34.5	218 003	39.4	234 873	39.6
Transport routier (CUM)	136 350	34.7	253 117	45.2	206 994	37.4	215 198	36.3
Deficit de la CTCUM	53 308	13.6	125 148	22.3	62 156	11.2	82 567	13.9
Service de la dette (Métro)	82 969	21.1	127 871	22.8	144 244	26.1	132 363	22.3
Autres	73	--	98	--	594	0.1	268	--
Hygiène du milieu	7 825	2.0	9 059	1.6	9 662	1.8	11 710	2.0
Lutte contre la pollution (CUM)	1 491	0.4	1 737	0.3	1 974	0.4	2 207	0.4
Disposition des ordures	2 983	0.8	3 341	0.6	3 840	0.7	4 087	0.7
Traitement, distribution et assainissement de l'eau	3 225	0.8	3 434	0.6	3 323	0.6	4 810	0.8
Autres	125	--	546	0.1	525	0.1	606	0.1
Santé et bien-être (CUM)	2 879	0.7	3 147	0.6	3 479	0.6	3 599	0.6
Urbanisme et mise en valeur du territoire	3 603	0.9	3 629	0.7	4 393	0.8	3 801	0.6
Promotion industrielle et touristique	1 930	0.5	1 916	0.3	2 162	0.4	2 066	0.3
Schéma d'aménagement	1 185	0.3	1 515	0.3	1 518	0.3	1 497	0.3
Parcs industriels (CUQ)	489	0.1	198	--	713	0.1	238	--
Autres dépenses	43 344	11.0	68 610	12.3	74 968	13.6	79 328	13.4
Frais de financement	39 787	10.1	54 021	9.6	61 262	11.1	64 995	11.0
Autres	3 557	0.9	14 589	2.6	13 706	2.5	14 333	2.4

Tableau 31

Bilan consolidé des Communautés urbaines de Montréal et Québec et de la Communauté régionale de l'Outaouais, Québec, 31 décembre 1982

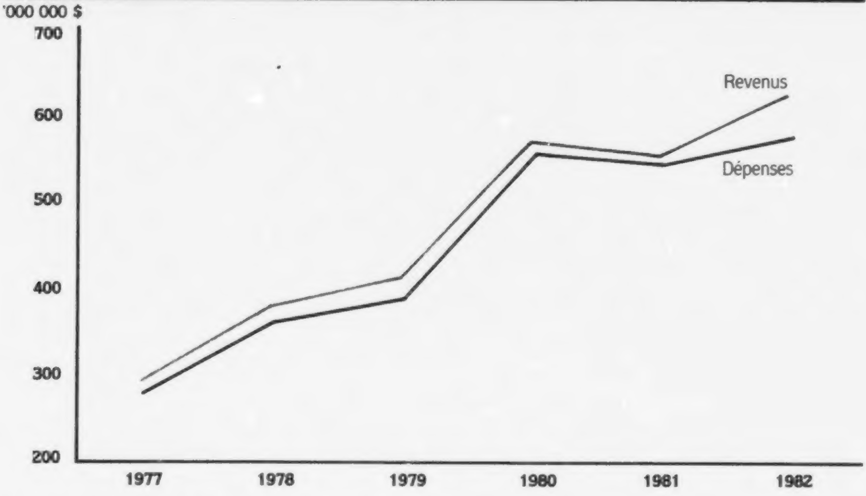
Description	Activités municipales				
	Fonds			État de l'actif immobilisé	État de la dette à long terme
	Adminis-tration	Roulement	Règlement d'emprunts en cours		
	'000 $				
Actif	171 761	91 062	734 990	1 525 432	1 439 706
Encaisse et banque	3 345	—	385	—	—
Placements et intérêts courus	61 232	31 121	7 675	—	—
Comptes à recevoir					
Fonds d'aministration	—	—	1 162	—	—
Fonds des règlements d'emprunts en cours	58	59 941	—	—	—
Fonds de roulement	90 303	—	759	—	—
Fonds industriel	736	—	—	—	—
Autres	15 680	—	12 439	—	—
Règlements d'emprunts en cours	—	—	704 959	—	—
Refinancement en cours	—	—	3 750	—	—
Actif immobilisé	—	—	—	1 524 576	—
Montants à recouvrer applicables au rachat de dettes à long terme					
Gouvernement du Québec	—	—	—	—	770 949
Municipalités	—	—	—	—	403 574
Montants recouvrés applicables au rachat de dettes à long terme	—	—	—	—	21 986
Montants disponibles au fonds d'amortissement pour le remboursement de dettes à long terme	—	—	—	—	5 697
Montants de revenus à prévoir pour le remboursement de dettes à long terme à la charge de					
L'ensemble de la communauté	—	—	—	—	95 239
Une partie de la communauté	—	—	3 828	—	59 851
Autres	—	—	—	—	82 411
Autres éléments de l'actif	409	—	31	856	—
Passif	171 761	91 062	734 990	1 525 432	1 439 706
Découvert et emprunts de banque	2 746	—	27 528	—	—
Comptes à payer					
Fonds d'administration des activités municipales	—	90 303	307	—	—
Fonds des règlements d'emprunts en cours	1 162	759	—	—	—
Fonds de roulement	—	—	59 941	—	—
Fonds d'administration des activités industrielles	—	—	—	—	—
Autres	39 369	—	36 532	—	—
Montants affectés aux règlements d'emprunts	—	—	190 098	1 288 323	—
Soldes disponibles sur règlements d'emprunts	—	—	420 583	100 405	—
Actif financé par					
Fonds d'administration	—	—	—	2 049	—
Obligations	—	—	—	110 280	—
Subventions	—	—	—	24 375	—
Autres	—	—	—	—	—
Obligations et billets à payer	—	—	—	—	1 437 022
Autres éléments du passif	128 488	—	—	—	2 684

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Finances municipales.*

Description	Activités industrielles				Total	Total consolidé
	Fonds		État de l'actif immobilisé	État de la dette à long terme		
	Adminis-tration	Règlements d'emprunts en cours				
	'000 $					
Actif	606	1 407	2 377	2 437	3 969 779	3 815 965
Encaisse et banque	—	127	—	—	3 857	3 857
Placements et intérêts courus	—	—	—	—	100 028	100 028
Comptes à recevoir						
Fonds d'aministration	—	—	—	—	1 162	—
Fonds des règlements d'emprunts en cours	606	—	—	—	60 605	—
Fonds de roulement	—	—	—	—	91 062	—
Fonds industriel	—	—	—	—	736	—
Autres	—	—	—	—	28 119	27 870
Règlements d'emprunts en cours	—	1 280	—	—	706 239	706 239
Refinancement en cours	—	—	—	—	3 750	3 750
Actif immobilisé	—	—	2 377	—	1 526 953	1 526 953
Montants à recouvrer applicables au rachat de dettes à long terme						
Gouvernement du Québec	—	—	—	—	770 949	770 949
Municipalités	—	—	—	—	403 574	403 574
Montants recouvrés aplicables au rachat de dettes à long terme	—	—	—	—	21 986	21 986
Montants disponibles au fonds d'amortissement pour le remboursement de dettes à long terme	—	—	—	—	5 697	5 697
Montants de revenus à prévoir pour le remboursement de dettes à long terme à la charge de						
L'ensemble de la communauté	—	—	—	2 437	97 676	97 676
Une partie de la communauté	—	—	—	—	63 679	63 679
Autres	—	—	—	—	82 411	82 411
Autres éléments de l'actif	—	—	—	—	1 296	1 296
Passif	606	1 407	2 377	2 437	3 969 779	3 815 965
Découvert et emprunts de banque	—	—	—	—	30 274	30 274
Comptes à payer						
Fonds d'administration des activités municipales	603	133	—	—	91 346	—
Fonds des règlements d'emprunts en cours	—	—	—	—	1 921	—
Fonds de roulement	—	—	—	—	59 941	—
Fonds d'administration des activités industrielles	—	606	—	—	606	—
Autres	3	297	—	—	76 201	76 201
Montants affectés aux règlements d'emprunts	—	369	—	—	1 478 790	1 478 790
Soldes disponibles sur règlements d'emprunts	—	1	—	—	520 989	520 989
Actif financé par						
Fonds d'administration	—	—	27	—	2 076	2 076
Obligations	—	—	2 141	—	112 421	112 421
Subventions	—	—	—	—	24 375	24 375
Autres	—	—	209	—	209	209
Obligations et billets à payer	—	—	—	2 437	1 439 459	1 439 459
Autres éléments du passif	—	—	—	—	131 172	131 172

Figure 10

Évolution des revenus et des dépenses des communautés urbaines et régionale, Québec, 1977-1982



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales.*

24

Comptes économiques

Évolution des revenus	1141
Évolution des dépenses	1142
Évolution du revenu personnel et de l'épargne	1143
Évolution des revenus et des dépenses des administrations publiques	1144
Conclusion	1144
Définitions	1145

24

Liste des tableaux

1. Revenu intérieur et produit intérieur brut, Québec, 1975-1984 1146

2. Demande intérieure et utilisation du produit intérieur brut, Québec, 1975-1984 1148

3. Provenance du revenu personnel, Québec, 1975-1984 1150

4. Utilisation du revenu personnel, Québec, 1975-1984 1152

5. Rapport entre le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1975-1984 1153

6. Revenus de toutes les administrations publiques, Québec, 1975-1984 1154

7. Dépenses de toutes les administrations publiques, Québec, 1975-1984 1154

8. Revenu national net et produit national brut, Canada, 1975-1984 1156

9. Dépense nationale brute, Canada, 1975-1984 1156

10. Provenance du revenu personnel, Canada, 1975-1984 1158

11. Rapport entre le revenu national net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Canada, 1975-1984 1158

12. Revenus de toutes les administrations publiques, Canada, 1975-1984 1160

13. Dépenses de toutes les administrations publiques, Canada, 1975-1984 1160

Liste des figures

1. Taux de variation du produit intérieur brut, évalué en dollars constants, Québec, 1975-1984 1146

2. Taux de profit des sociétés avant impôts, Québec, 1975-1984 1147

3. Taux de variation des dépenses personnelles en consommation de biens et services, en dollars constants, Québec, 1975-1984 1150

4. Importance relative des revenus de transfert dans le revenu personnel, Québec, 1975-1984 1151

5. Taux de variation des revenus et des dépenses de toutes les administrations publiques, Québec, 1975-1984 1155

24

Ce chapitre a été coordonné par Henri-Claude Joseph et réalisé par Germain Hébert de la Division des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.

La lutte à l'inflation et ses conséquences constituent le thème majeur de la première moitié de la décennie quatre-vingt. À la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, plusieurs pays, dont le Canada et les États-Unis, connaissent des taux d'inflation à deux chiffres. En vue de réduire sensiblement le taux d'inflation, la Réserve fédérale américaine décide, à l'automne 1979, d'appliquer la politique monétaire. De 1979 à 1980, le taux d'intérêt préférentiel bancaire passe en moyenne de 12,7% à 15,3% aux États-Unis (de 12,9 à 14,3% au Canada). En 1981, il atteint en moyenne 18,8% aux États-Unis et 19,3% au Canada.

Le maintien des taux d'intérêt à des niveaux aussi élevés durant une période de temps aussi longue (près de 2 ans) a pour effet l'affaiblissement de la demande en biens et services, la baisse de la production et la montée du chômage. Cette situation donne lieu à la récession économique mondiale de 1982, la plus grave depuis la crise des années trente. La récession s'échelonne sur une période de six trimestres au Canada (du 3^{e} trimestre de 1981 au 4^{e} trimestre de 1982 inclusivement). À mesure que la récession s'aggrave et se prolonge, les pressions inflationnistes commencent à se résorber, aussi bien au niveau des prix que des coûts de production. Le ralentissement de l'augmentation des prix débute vers la fin de 1981, se poursuit en 1982 et plus spécialement en 1983. C'est ainsi que le taux de croissance de l'indice canadien des prix à la consommation passe de 12,4% en 1981 à 11,6% en 1982 et à 5,6% en 1983. De son côté, la décélération du taux d'augmentation des salaires nominaux au Canada survient plus particulièrement en 1983, le taux d'augmentation des salaires passant d'environ 11% en 1982 à environ 5% en 1983.

Vers le milieu de l'année 1982, à mesure que l'inflation donne des signes de ralentissement, les politiques monétaires deviennent moins restrictives et les taux d'intérêt commencent à diminuer. Ainsi, le taux préférentiel bancaire passe de 16,5% en juin 1982 à 11,5% en décembre 1982 aux États-Unis (de 18,25% à 11,5% au Canada). Le reprise économique s'installe au tout début de 1983 et se poursuit depuis dans un climat de stabilité relative des taux d'intérêt et de croissance modérée des prix et des coûts de production.

C'est dans ce contexte, dominé par l'inflation, que se situe l'évolution des principales variables économiques du Québec au cours de la première moitié de la décennie quatre-vingt.

Évolution des revenus

Le produit intérieur brut au prix du marché au Québec en dollars courants, c'est-à-dire la mesure de tous les biens et services produits au cours d'une année, passe de 70,3 milliards en 1980 à 98,4 milliards en 1984, soit une augmentation de 40,0%. Depuis le début des années quatre-vingt, le produit intérieur brut connaît de fortes variations. Ainsi, après une croissance nulle en termes réels[1] en 1980, le produit intérieur brut augmente de 2,9% en 1981, puis diminue de 4,8% au cours de la récession de 1982 et s'accroît par la suite de 2,1% et 5,6% en 1983 et 1984.

Parmi les principales composantes du produit intérieur brut au prix du marché en dollars courants, ce sont les bénéfices des sociétés avant impôt qui enregistrent les plus fortes variations.

---

1. L'indice implicite des prix de la dépense nationale brute (Canada) sert à dégonfler cette variable.

En 1980, le niveau des profits se situe à 7,6 milliards de dollars. Il chute à 4,0 milliards en 1982 pour ensuite atteindre en 1984 son niveau de l'année 1980. Ainsi, le taux de profit[2] enregistre une forte baisse entre 1980 et 1982 (de 13,0% à 5,8%) pour ensuite remonter à 8,2% en 1983 et à 9,3% en 1984. Le taux de profit des dernières années demeure néanmoins inférieur à la moyenne de la dernière moitié de la décennie soixante-dix (10,6%).

Au cours de la première moitié de la décennie quatre-vingt ce sont les revenus nets des entreprises individuelles non agricoles qui augmentent le plus rapidement (77,7%), suivis des revenus d'intérêt et de placement (63,5%), et des revenus provenant des impôts indirects (54,1%). Par ailleurs, la rémunération des salariés, la composante la plus importante du produit intérieur brut, augmente de 33,9%, soit à un rythme inférieur à celui du produit intérieur brut (40,0%). Ainsi, la part relative de la rémunération des salariés par rapport au produit intérieur brut passe de 59,4% en 1980 à 56,8% en 1984.

Au niveau canadien, le produit national brut s'accroît de 41,4% au cours de la même période. Ce sont également les revenus des entreprises individuelles non agricoles qui présentent la plus forte augmentation (88,0%), suivis des revenus provenant des impôts indirects (52,7%) et des revenus d'intérêt et de placement (52,0%). La rémunération des salariés présente une hausse de 38,3%, donc inférieure à celle du produit national brut. Ainsi, globalement, l'économie du Québec et celle du Canada évoluent de façon similaire depuis le début de la décennie quatre-vingt.

Évolution des dépenses

L'évolution des dépenses des différents agents économiques au Québec au cours de cette période reflète également le ralentissement du début des années quatre-vingt puis la récession de 1982 et ensuite la reprise des années 1983 et 1984.

Au cours de la première moitié de la décennie quatre-vingt les différentes composantes des dépenses, contrairement à celles du revenu, augmentent à des taux presque identiques, à l'exception des investissements. Ainsi, les dépenses personnelles en biens et services de consommation s'accroissent de 43,1% de 1980 à 1984, les dépenses publiques courantes en biens et services de 43,3% et les dépenses en formation brute de capital fixe de 21,0%. La demande intérieure finale, soit la somme des composantes précédentes, s'accroît de 39,4% durant la même période.

Après trois baisses consécutives en termes réels[3] (1980, 1981 et 1982), les dépenses personnelles en biens et services, soit la composante la plus importante de la demande intérieure, augmentent de 3,9% et 4,6% en 1983 et 1984. La hausse des taux d'intérêt à la fin de 1979, la montée du chômage, la baisse des revenus réels et l'attrait de l'épargne expliquent en grande partie la diminution des achats de biens et services entre 1980 et 1982, principalement les achats de biens durables. À la fin de 1982, le relâchement des politiques monétaires restrictives, américaine et canadienne, permet une baisse des taux d'intérêt, ce qui contribue à l'amélioration des conditions économiques. En 1983, les ménages, après avoir comprimé et parfois même retardé leurs dépenses, augmentent fortement celles-ci, principalement les dépenses en biens durables. Cette forte augmentation des dépenses des ménages, de même que de leurs achats de logements neufs, est à l'origine de la reprise économique.

2. Le taux de profit est défini comme le rapport entre les bénéfices des sociétés avant impôt et la demande intérieure finale, excluant la rémunération des salariés des administrations publiques.

3. L'indice global des prix à la consommation à Montréal sert à dégonfler cette variable.

De leur côté, les dépenses courantes en biens et services des administrations publiques, après des augmentations de 15,3% et 14,5% en 1980 en 1981, connaissent des taux de croissance moins forts en 1982 (10,2%), 1983 (6,0%) et 1984 (7,0%). Ainsi, l'apparition de déficits de plus en plus élevés depuis le début des années quatre-vingt incite les administrations publiques à restreindre leurs dépenses, principalement leurs dépenses en biens et services (salaires et dépenses de fonctionnement).

C'est la formation brute de capital fixe (investissement) qui connaît le taux de croissance le moins élevé (21,0) depuis le début des années quatre-vingt. En effet, la fin des grands projets d'investissement publics et parapublics tels ceux de la Baie-James, la flambée des taux d'intérêt de 1980 et 1982, le maintien des taux d'intérêt réels élevés depuis la fin de la récession de 1982, les faibles taux d'utilisation des capacités de production contribuent en grande partie à la faible croissance des investissements des entreprises au cours de la première moitié de la présente décennie. Seuls les investissements en construction résidentielle connaissent un taux de croissance supérieur (48,4%) à celui du produit intérieur brut (40,0%). La forte croissance de la construction résidentielle observée en 1983 et 1984 est attribuable à la baisse des taux d'intérêt et à la mise en place des différents programmes d'accession à la propriété, dont le programme Corvée-habitation.

Pour l'ensemble du Canada, les principales composantes de la dépense nationale brute évoluent dans le même sens que les données québécoises correspondantes. Les dépenses personnelles de consommation augmentent de 45,2% au cours de la première moitié de la décennie quatre-vingt, les dépenses publiques courantes en biens et services de 53,0% et la formation brute de capital fixe de 13,4%. La demande finale au Canada, la somme des composantes précédentes, s'accroît au même rythme que celle du Québec (39,4%).

Évolution du revenu personnel et de l'épargne

De 1980 à 1984, le revenu personnel passe de 61,2 milliards de dollars à 87,8 milliards, en hausse de 43,4%. Ce sont les transferts des administrations publiques aux particuliers qui augmentent le plus rapidement de 1980 à 1984 (64,9%), comparativement à 39,5% pour les revenus autonomes (rémunération des salariés, revenu net des entreprises individuelles agricoles et non agricoles, intérêts, dividendes et revenus de placement). Ainsi, la part relative des revenus autonomes par rapport au revenu personnel diminue, passant de 84,1% en 1980 à 81,7% en 1984.

Cette baisse de l'importance des revenus autonomes s'est réalisée au profit des transferts des administrations publiques aux particuliers et plus particulièrement depuis 1982. C'est ainsi que la part relative des revenus de transfert augmente sensiblement, passant de 15,0% en 1981 à 16,6% en 1982, puis à 17,4% et 17,7% en 1983 et 1984. Le revenu personnel disponible, soit le revenu personnel diminué des impôts directs et autres impôts aux administrations publiques, augmente de 41,7% au cours de la première moitié de la décennie quatre-vingt. Sur une base annuelle, le revenu personnel disponible s'accroît en termes réels[3] de 3,1% et 3,2% en 1980 et 1981. Au cours de la récession de 1982 et de l'année qui suit, le revenu personnel disponible chute de 2,6% et 1,1%. En 1984, le taux de croissance réel de ce dernier se situe à 3,3%.

De son côté, l'épargne personnelle, soit le revenu personnel disponible moins les dépenses personnelles de consommation et autres dépenses, augmente sensiblement en 1981 et 1982 à la suite, principalement, des taux d'intérêt élevés versés aux épargnants et à la création ou l'augmentation d'une épargne «de précaution». Ainsi, le taux d'épargne passe de 13,2% en 1980 à 16,5% en 1981 pour atteindre un sommet de 17,6% en 1982 pour revenir à des taux de 14,1% et 13,2% en 1983 et 1984.

Au Canada, le revenu personnel et le revenu disponible s'accroissent en termes réels au cours des années 1980 et 1981. Par la suite, ils diminuent en 1982 et 1983, pour ensuite augmenter en 1984. De son côté, le taux d'épargne canadien s'accroît fortement de 1980 (12,3%) à 1982 (15,2%) pour redescendre jusqu'à 13,2% en 1984. Ainsi, de 1980 à 1984, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne évoluent dans la même direction, aussi bien au Canada qu'au Québec.

Évolution des revenus et des dépenses des administrations publiques

Les revenus de toutes les administrations publiques au Québec[4], y compris les revenus perçus par l'administration fédérale au Québec, passent de 27,8 milliards de dollars à 41,5 milliards, soit une augmentation de 49,3%. Ce sont les revenus de placement qui connaissent la plus forte hausse (88,4%), suivis des impôts indirects (54,1%) incluant les taxes reliées au pétrole (119,5%) et des impôts directs touchant les personnes (50,2%). Par ailleurs, les impôts sur les sociétés sont demeurés aux environs de 2 milliards de dollars tout au long de la période considérée, avec un creux de 1,5 et 1,7 milliard en 1982 et 1983. De leur côté, les dépenses totales de toutes les administrations publiques au Québec[4] augmentent de 53,8% au cours des années 1980 à 1984, ces dernières passant de 34,0 milliards de dollars en 1980 à 52,3 milliards en 1984. Parmi les principales composantes des dépenses publiques, c'est le service de la dette publique qui connaît la plus forte hausse, soit 110,7%. Cette hausse est attribuable en grande partie au financement de déficits de plus en plus grands à des taux d'intérêt de plus en plus élevés. Viennent ensuite les dépenses de transfert (65,8%), les dépenses courantes en biens et services (43,3%) et la formation brute de capital (25,3%). Les déficits des administrations publiques au Québec, sur la base des comptes économiques, soit la différence entre les revenus et les dépenses, passent de 6,2 milliards de dollars en 1980 à 10,8 milliards en 1984, une augmentation de 73,0%.

Les administrations publiques canadiennes, considérées dans leur ensemble, connaissent également de lourds déficits: 26,7 milliards de dollars en 1984 sur la base des comptes nationaux comparativement à 8,1 milliards en 1980. À l'instar du Québec, les revenus augmentent moins rapidement (54,0%) que les dépenses (65,4%) au cours de cette période.

Conclusion

La première moitié de la décennie quatre-vingt marque une profonde modification dans le comportement des principaux agents de l'économie québécoise. Les ménages, durement touchés par la récession de 1982 (perte d'emploi, incertitude, baisse du revenu réel, etc.), adoptent des attitudes plus prudentes face à l'endettement. Ainsi, depuis la fin de la récession, les ménages maintiennent des niveaux d'épargne beaucoup plus élevés qu'au cours de la décennie soixante-dix. De leur côté, les entrepreneurs connaissent des taux de profit moindres depuis la récession de 1982. Ils adoptent également une attitude plus prudente et accordent une plus large part au financement interne de leurs investissements depuis la flambée des taux d'intérêt de 1981 et 1982 et les nombreuses faillites qui suivirent. Enfin, les administrations publiques, après avoir augmenté fortement leurs dépenses au cours des années soixante-dix et début de 1980, sont aux prises avec de lourds déficits. Celles-ci doivent adopter des mesures de compression des dépenses et d'assainissement des revenus en vue de diminuer leurs déficits et d'assainir leurs finances. Ainsi, la lutte à l'inflation du début des années quatre-vingt a joué et continue de jouer un rôle non négligeable sur le comportement des principaux agents de l'économie du Québec au cours de la première moitié de la présente décennie.

---

4. En excluant les transferts intergouvernementaux.

Définitions

Dépenses en formation brute de capital fixe

Dépenses (publiques et privées) en achat de matériel durable dont la vie utile est d'au moins un an. Figurent sous cette rubrique uniquement la construction nouvelle (résidentielle et non résidentielle) et les machines et le matériel neufs. Cette rubrique inclut également les dépenses connexes qui sont comptabilisées dans le coût d'achat de ces éléments d'actif tels les honoraires versés à des architectes, avocats, notaires, ingénieurs, etc., de même que les commissions versées lors de la vente de ces éléments d'actif.

Dépenses personnelles en bien et services de consommation

Somme des dépenses effectuées par les ménages en achats de biens durables (meubles, automobiles, etc.), semi-durables (vêtements, chaussures, bijoux, etc.) non durables (nourriture, essence, électricité, etc.) et de services (logement, transport, hôtel et restaurant, soins personnels, etc.).

Dépenses publiques courantes en biens et services

Dépenses de fonctionnement des différentes administrations publiques au Québec (fédérale, provinciale, municipales, de même que les commissions scolaires et les hôpitaux) et des fonds spéciaux qui relèvent de ces mêmes administrations publiques (Régie des rentes du Québec, Régie de l'assurance-maladie, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, Commission de l'assurance chômage, etc.). Les dépenses de fonctionnement sont constituées en grande partie de la rémuneration des salariés, des fournitures de bureau, des coûts d'entretien, etc.

Épargne personnelle

L'épargne personnelle est obtenue en soustrayant du revenu personnel disponible les dépenses personnelles en biens et services de consommation et autres dépenses.

PIB aux prix du marché

Mesure de tous les biens et services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays (région, province) au cours d'une période donnée (année, trimestre).

Revenu personnel

Somme de tous les revenus des ménages provenant de leur participation aux activités de production, des transferts courants des administrations publiques (transferts sous forme de pension, assurance chômage, allocation familiale, aide sociale, etc.) et autres transferts divers.

Revenu personnel disponible

Part du revenu personnel qui reste aux ménages après déduction des impôts directs sur le revenu et des cotisations diverses (cotisations à l'assurance-chômage, au Régime de rentes du Québec, à l'assurance contre les accidents du travail, etc.).

Transferts courants des administrations publiques aux particuliers

Tous les montants versés par les divers paliers d'administration publique en vue d'accroître le revenu de certaines catégories de ménages. Les transferts aux particuliers les plus importants sont: la sécurité de la vieillesse, l'assurance-chômage, les allocations familiales, l'aide-sociale, les subventions à l'enseignement postsecondaire, aux garderies, à l'hébergement, aux organismes culturels et sans but lucratif.

Tableau 1

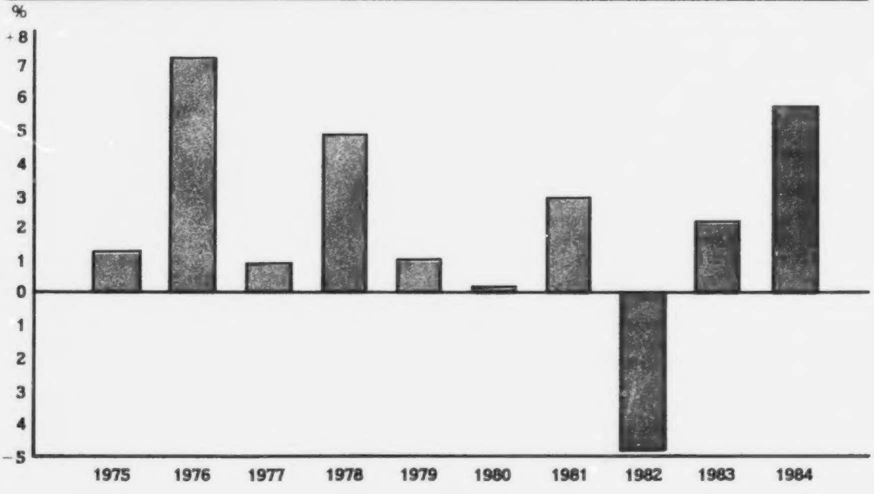
Revenu intérieur et produit intérieur brut, Québec, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Revenu intérieur net au coût des facteurs	**31 440**	**36 298**	**39 050**	**43 721**	**49 234**
Rémunération des salaries	23 491	27 547	30 069	33 068	36 784
Solde et indemnités militaires	154	173	176	180	181
Bénéfices des sociétés avant impôt	4 083	4 108	4 042	5 033	6 747
Intérêts et revenus divers de placement	2 180	2 772	3 338	3 924	4 421
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	438	402	371	557	638
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 840	1 820	1 958	2 165	2 329
Ajustement de la valeur des stocks	-746	-524	-904	1 206	1 866
Impôts indirects moins subventions	**4 187**	**5 581**	**6 180**	**6 920**	**7 055**
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	**4 088**	**4 792**	**5 345**	**5 912**	**6 688**
Produit intérieur brut au prix du marché	**39 715**	**46 671**	**50 575**	**56 553**	**62 977**

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

Figure 1

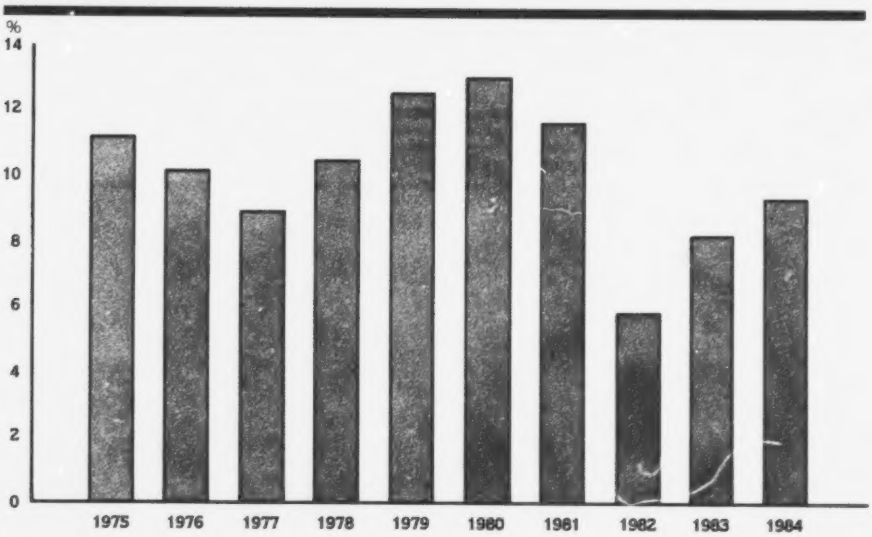
Taux de variation du produit intérieur brut, évalué en dollars constants, Québec, 1975-1984



Source: Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

	1980	1981	1982	1983	1984^p
			'000 000 $		
Revenu intérieur net au coût des facteurs	**55 974**	**63 504**	**64 897**	**70 164**	**76 503**
Rémunération des salariés	41 762	47 995	50 091	52 282	55 903
Solde et indemnités militaires	200	230	265	279	306
Bénéfices des sociétés avant impôt	7 718	7 570	3 999	6 171	7 606
Intérêts et revenus divers de placement	4 817	5 907	6 220	7 210	7 859
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	603	648	572	591	784
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	2 596	2 885	3 391	4 143	4 613
Ajustement de la valeur des stocks	1 722	1 731	359	512	568
Impôts indirects moins subventions	**6 810**	**8 119**	**10 247**	**10 993**	**11 857**
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	**7 528**	**8 392**	**8 865**	**9 275**	**10 071**
Produit intérieur brut au prix du marché	**70 312**	**80 015**	**84 009**	**90 432**	**98 431**

Figure 2
Taux de profit des sociétés avant impôts, Québec, 1975-1984



Source: Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

Tableau 2

Demande intérieure et utilisation du produit intérieur brut, Québec, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	**24 788**	**27 701**	**30 690**	**33 376**	**37 326**
Dépenses personnelles en biens	15 751	17 128	18 586	20 170	22 780
Dépenses personnelles en services	9 037	10 573	12 104	13 206	14 546
Dépenses publiques courantes en biens et services	**8 096**	**9 536**	**11 013**	**12 317**	**13 936**
Formation brute de capital fixe	**9 548**	**10 077**	**11 007**	**11 217**	**12 366**
Administrations publiques	1 709	1 617	1 799	1 799	1 700
Construction résidentielle	3	3	3	3	4
Construction non résidentielle	1 472	1 392	1 582	1 533	1 516
Machines et matériel	234	222	214	263	180
Entreprises	**7 839**	**8 460**	**9 208**	**9 418**	**10 666**
Construction résidentielle	2 013	2 748	2 896	2 698	2 873
Construction non résidentielle	3 079	2 926	3 114	3 267	3 645
Machines et matériel	2 747	2 786	3 198	3 453	4 148
Demande intérieure finale	**42 432**	**47 314**	**52 710**	**56 910**	**63 628**
Valeur de la variation matérielle des stocks	**-113**	**273**	**-108**	**202**	**1 191**
Administrations publiques	12	14	15	21	21
Entreprises	-125	259	-123	181	1 170
Non agricoles	-143	235	-109	131	1 079
Agricoles[3]	18	24	-14	50	91
Demande intérieure totale	**42 319**	**47 587**	**52 602**	**57 112**	**64 819**
Exportations nettes plus erreur résiduelle[2]	**-2 604**	**-916**	**-2 027**	**559**	**1 842**
Emplois du produit intérieur brut	**39 715**	**46 671**	**50 575**	**56 553**	**62 977**

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.
2. Les importations de pétrole sont implicitement évaluées aux prix subventionnés.
3. Incluant la variation du volume des céréales entreposées dans les silos.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

	1980	1981	1982	1983	1984p
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	**40 864**	**45 477**	**48 899**	**53 642**	**58 460**
Dépenses personnelles en biens	24 700	27 285	28 802	31 327	34 645
Dépenses personnelles en services	16 164	18 192	20 097	22 315	23 815
Dépenses publiques courantes en biens et services	**16 066**	**18 401**	**20 283**	**21 509**	**23 019**
Formation brute de capital fixe	**13 594**	**14 446**	**13 695**	**14 746**	**16 444**
Administrations publiques	1 955	1 868	1 847	2 175	2 474
Construction résidentielle	4	3	2	3	3
Construction non résidentielle	1 708	1 625	1 590	1 724	2 016
Machines et matériel	243	240	255	448	455
Entreprises	**11 639**	**12 578**	**11 848**	**12 571**	**13 970**
Construction résidentielle	2 874	3 156	2 468	3 919	4 266
Construction non résidentielle	3 791	4 245	4 573	3 712	3 622
Machines et matériel	4 974	5 177	4 807	4 940	6 082
Demande intérieure finale	**70 524**	**78 324**	**82 877**	**89 897**	**97 923**
Valeur de la variation matérielle des stocks	**−46**	**230**	**−2 195**	**14**	**304**
Administrations publiques	25	25	26	−16	7
Entreprises	−71	205	−2 221	30	297
Non agricoles	−125	183	−2 230	41	321
Agricoles[3]	54	22	9	−11	−24
Demande intérieure totale	**70 478**	**78 554**	**80 682**	**89 911**	**98 227**
Exportations nettes plus erreur résiduelle[2]	**−166**	**1 461**	**3 327**	**521**	**204**
Emplois du produit intérieur brut	**70 312**	**80 015**	**84 009**	**90 432**	**98 431**

Tableau 3

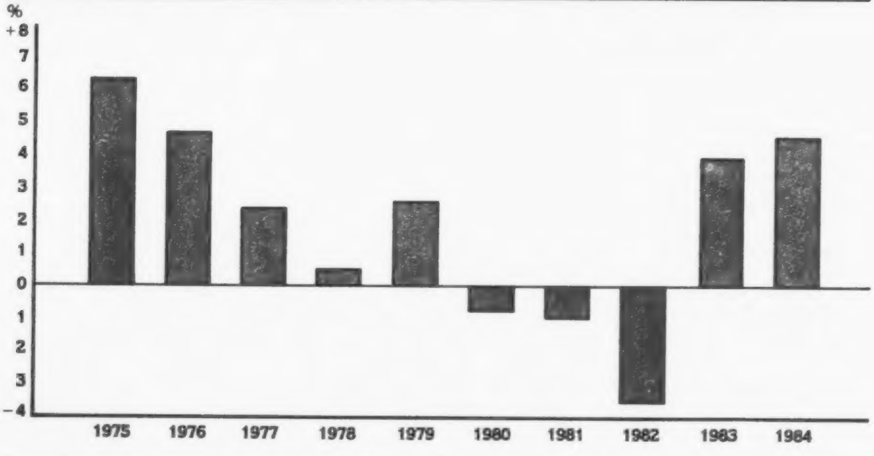
**Provenance du revenu personnel,
Québec, 1975-1984**

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	23 491	27 547	30 069	33 068	36 784
Solde et indemnités militaires	154	173	176	180	181
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	438	402	371	557	638
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 840	1 820	1 958	2 165	2 329
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	2 819	3 222	3 661	4 220	5 256
Transferts courants					
Des administrations publiques					
Aux particuliers	4 873	5 949	6 916	7 741	8 197
Subventions d'équipement	44	46	55	69	100
Des corporations	72	83	87	98	121
Des non-résidents du Canada	70	76	89	106	120
Revenu personnel	33 801	39 318	43 382	48 204	53 726

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

Figure 3

**Taux de variation des dépenses personnelles en consommation de biens et services,
en dollars constants,
Québec, 1975-1984**

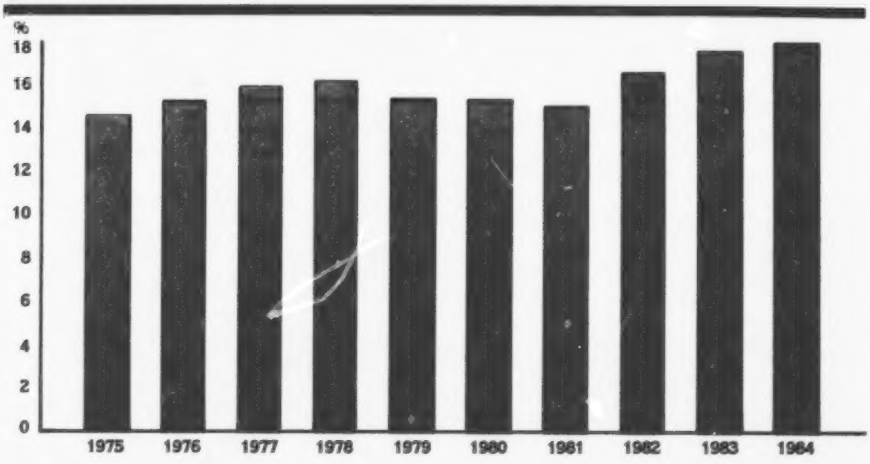


Source: Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

	1980	1981	1982	1983	1984p
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	41 762	47 995	50 091	52 282	55 903
Solde et indemnités militaires	200	230	265	279	306
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	603	648	672	591	784
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	2 596	2 885	3 391	4 143	4 613
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	6 326	8 513	9 928	9 413	10 193
Transferts courants					
Des administrations publiques					
Aux particuliers	9 359	10 699	12 889	14 230	15 515
Subventions d'équipement	91	98	239	403	217
Des corporations	138	171	128	139	144
Des non-résidents du Canada	138	144	158	161	159
Revenu personnel	61 213	71 383	77 761	81 641	87 834

Figure 4

Importance relative des revenus de transfert dans le revenu personnel, Québec, 1975-1984



Source: Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984.*

Tableau 4

Utilisation du revenu personnel, Québec, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	**24 788**	**27 701**	**30 690**	**33 376**	**37 326**
Biens	15 751	17 128	18 586	20 170	22 780
Durables	3 903	4 371	4 609	4 987	5 871
Semi-durables	3 361	3 792	4 096	4 299	4 737
Non durables	8 487	8 965	9 881	10 884	12 172
Services	9 037	10 573	12 104	13 206	14 546
Transferts courants	**6 946**	**8 249**	**9 696**	**10 382**	**12 103**
Aux administrations publiques	6 516	7 812	9 235	9 833	11 283
Impôts sur le revenu	4 972	5 874	7 202	7 364	8 303
Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	40	32	27	29	43
Cotisation des employeurs et employés à l'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	1 398	1 753	1 829	2 142	2 565
Autres	106	153	177	298	372
Aux corporations	363	368	389	475	736
Aux non-résidents du Canada	67	69	72	74	84
Épargne personnelle	**2 067**	**3 368**	**2 996**	**4 446**	**4 297**
Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	2 075	3 368	2 982	4 405	4 196
Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	−8	—	14	41	101
Revenu personnel	**33 801**	**39 318**	**43 382**	**48 204**	**53 726**

	1980	1981	1982	1983	1984p
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	**40 864**	**45 477**	**48 899**	**53 642**	**58 460**
Biens	24 700	27 285	28 802	31 327	34 645
Durables	5 953	6 151	6 013	7 191	8 742
Semi-durables	5 120	5 586	5 699	6 269	6 713
Non durables	13 627	15 548	17 090	17 867	19 190
Services	16 164	18 192	20 097	22 315	23 815
Transferts courants	**13 978**	**16 687**	**18 156**	**19 021**	**20 358**
Aux administrations publiques	12 938	15 411	16 909	18 095	19 433
Impôts sur le revenu	9 479	11 237	12 485	12 868	13 830
Droits successoraux et impôts sur les biens transmis par décès	43	39	37	52	38
Cotisation des employeurs et employés à l'assurance sociale et aux régimes publics de pensions	2 911	3 614	3 805	4 563	4 958
Autres	505	521	582	612	607
Aux corporations	950	1 180	1 142	814	805
Aux non-résidents du Canada	90	96	105	112	120
Épargne personnelle	**6 371**	**9 219**	**10 706**	**8 978**	**9 016**
Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	6 317	9 197	10 697	8 989	9 040
Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	54	22	9	−11	−24
Revenu personnel	**61 213**	**71 383**	**77 761**	**81 641**	**87 834**

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

Tableau 5

Rapport entre le revenu intérieur net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Québec, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Revenu intérieur net au coût des facteurs	31 440	36 298	39 050	43 721	49 234
Transferts des administrations publiques aux particuliers, subventions d'équipement et transferts courants des non résidents aux particuliers	4 987	6 071	7 060	7 916	8 417
Transferts des corporations aux particuliers	72	83	87	98	121
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	2 819	3 222	3 661	4 220	5 256
Profits et autres revenus de placement incluant ajustement de la valeur des stocks	- 5 517	- 6 356	- 6 476	- 7 751	- 9 302
Revenu personnel	33 801	39 318	43 382	48 204	53 726
Impôts directs des particuliers	- 6 410	- 7 659	- 9 058	- 9 535	- 10 911
Autres transferts courants aux administrations publiques	- 106	- 153	- 177	- 298	- 372
Revenu personnel disponible	27 285	31 506	34 147	38 371	42 443
Depenses personnelles en biens et services de consommation[1]	- 24 788	- 27 701	- 30 690	- 33 376	- 37 326
Transferts courants aux corporatons (intérêts sur la dette de consommation)	- 363	- 368	- 389	475	- 736
Transferts courants aux non-résidents du Canada	- 67	- 69	- 72	- 74	- 84
Épargne personnelle	2 067	3 368	2 996	4 446	4 297
Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	- 8	—	14	41	101
Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	2 075	3 368	2 982	4 405	4 196
	1980	**1981**	**1982**	**1983**	**1984**
			'000 000 $		
Revenu intérieur net au coût des facteurs	55 974	63 504	64 897	70 164	76 503
Transferts des administrations publiques aux particuliers, subventions d'équipement et transferts courants des non-résidents aux particuliers	9 588	10 941	13 286	14 794	15 891
Transferts des corporations aux particuliers	138	171	128	139	144
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	- 6 326	- 8 513	- 9 928	- 9 413	- 10 193
Profits et autres revenus de placement incluant ajustement de la valeur des stocks	- 10 813	- 11 746	- 10 478	- 12 869	- 14 897
Revenu personnel	61 213	71 383	77 761	81 641	87 834
Impôts directs des particuliers	- 12 433	- 14 890	- 16 327	- 17 483	- 18 826
Autres transferts courants aux administrations publiques	- 505	- 521	- 582	- 612	- 607
Revenu personnel disponible	48 275	55 972	60 852	63 546	68 401
Dépenses personnelles en biens et services de consommation[1]	- 40 864	- 45 477	- 48 899	- 53 642	- 58 460
Transferts courants aux corporatons (intérêts sur la dette de consommation)	- 950	- 1 180	- 1 142	- 814	- 805
Transferts courants aux non-résidents du Canada	- 90	- 96	- 105	- 112	- 120
Épargne personnelle	6 371	9 219	10 706	8 978	9 016
Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	54	22	9	- 11	- 24
Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	6 317	9 197	10 697	8 989	9 040

1. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation sont estimées sur une base nationale.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

Tableau 6

Revenus de toutes les administrations publiques québécoises[1], Québec, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Impôts					
Directs et autres transferts provenant des personnes	6 516	7 812	9 235	9 833	11 283
Directs sur les sociétés et entreprises publiques	1 504	1 393	1 315	1 575	1 886
Indirects	5 723	6 724	7 248	7 866	8 309
Autres revenus					
Incluant imputations d'amortissement[2]	1 768	1 999	2 279	2 663	2 991
Total	**15 511**	**17 928**	**20 077**	**21 937**	**24 469**
	1980	**1981**	**1982**	**1983**	**1984**
			'000 000 $		
Impôts					
Directs et autres transferts provenant des personnes	12 938	15 411	16 909	18 095	19 433
Directs sur les sociétés et entreprises publiques	2 306	2 151	1 558	1 705	2 024
Indirects	9 025	11 344	12 313	12 727	13 908
Autres revenus					
Incluant imputations d'amortissement[2]	3 532	4 143	4 746	5 116	6 154
Total	**27 801**	**33 049**	**35 526**	**37 643**	**41 519**

1. Incluant les revenus perçus au Québec par l'administration fédérale.
2. Exluant les transferts intergouvernementaux.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

Tableau 7

Dépenses de toutes les administrations publiques, Québec, 1975-1984

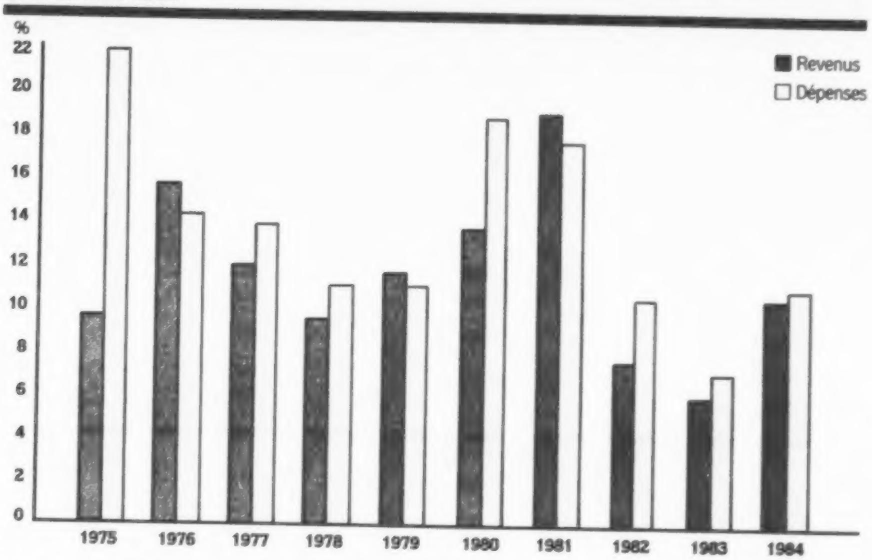
	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Dépenses en biens et services					
Dépenses courantes	8 096	9 536	11 013	12 317	13 936
Formation brute de capital	1 721	1 631	1 815	1 820	1 721
Transferts					
Aux personnes	4 873	5 949	6 916	7 741	8 197
Autres transferts[1]	3 175	3 291	3 479	3 922	4 808
Total	**17 865**	**20 407**	**23 223**	**25 800**	**28 662**
	1980	**1981**	**1982**	**1983**	**1984**
			'000 000 $		
Dépenses en biens et services					
Dépenses courantes	16 066	18 401	20 283	21 509	23 019
Formation brute de capital	1 980	1 893	1 873	2 159	2 481
Transferts					
Aux personnes	9 359	10 699	12 889	14 230	15 515
Autres transferts[1]	6 629	9 014	9 090	9 260	11 185
Total	**34 034**	**40 007**	**44 135**	**47 158**	**52 300**

1. Excluant les transferts intergouvernementaux.

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec*, édition 1985 et *Données préliminaires de 1984*.

Figure 5

Taux de variation des revenus et des dépenses de toutes les administrations publiques, Québec, 1975-1984



Source: Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1985 et Données préliminaires de 1984.

Tableau 8

Revenu national net et produit national brut, Canada, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Revenu national net au coût des facteurs	129 789	148 351	160 986	179 825	206 221
Remuneration des salaries	93 289	109 054	120 508	131 703	148 257
Solde et indemnites militaires	1 336	1 453	1 531	1 534	1 548
Benefices des corporations avant impots	19 663	19 994	20 940	25 722	34 000
Dividendes verses aux non-residents	- 1 835	1 718	2 095	- 2 843	- 3 032
Interets et revenus divers de placement	8 661	10 845	12 964	15 996	19 189
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	3 944	3 317	2 831	3 657	3 911
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	7 669	7 408	7 994	8 958	9 740
Ajustement de la valeur des stocks	- 2 938	- 2 002	- 3 687	- 4 902	7 392
Impôts indirects moins subventions	17 584	21 520	23 907	25 563	27 728
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	18 270	21 479	24 031	26 824	30 942
Erreur résiduelle	- 300	507	1 265	- 1	612
Produit national brut aux prix du marche	165 343	191 857	210 189	232 211	264 279

Source: Statistique Canada. *Comptes nationaux des revenus et des depenses* (13-201)

Tableau 9

Dépense nationale brute, Canada, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Depenses personnelles en biens et services de consommation	96 995	111 657	123 565	136 532	152 088
Depenses publiques courantes en biens et services	33 380	38 325	43 374	47 772	52 284
Formation brute de capital fixe	40 044	44 927	48 376	52 482	60 921
Administrations publiques	6 323	6 318	6 790	7 140	7 397
Construction residentielle	25	26	32	37	38
Construction non residentielle	5 374	5 334	5 758	6 064	6 381
Machines et materiel	924	958	1 000	1 039	978
Entreprises	33 721	38 609	41 586	45 342	53 524
Construction residentielle	9 232	12 353	12 989	13 744	14 411
Construction non residentielle	11 691	12 105	13 472	14 590	18 127
Machines et materiel	12 798	14 151	15 125	17 008	20 986
Valeur de la variation matérielle des stocks	- 239	2 094	886	390	3 880
Administrations publiques	31	41	43	58	60
Entreprises					
Non agricoles	- 511	1 580	806	- 104	3 693
Agricoles[1]	241	473	37	436	127
Exportations de biens et services	40 452	45 790	52 810	63 307	77 532
Importations de biens et services	- 45 589	- 50 429	- 57 557	- 68 274	- 83 038
Erreur résiduelle	300	- 507	- 1 265	2	612
Dépense nationale brute aux prix du marché	165 343	191 857	210 189	232 211	264 279
Demande intérieure finale	170 419	194 909	215 315	236 786	265 293

1. Incluant la variation du volume des céréales entreposées dans les silos.

Source: Statistique Canada. *Comptes nationaux des revenus et des depenses* (13-201).

	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 000 $		
Revenu national net au coût des facteurs	**234 232**	**261 912**	**272 367**	**301 126**	**326 203**
Rémunération des salariés	167 937	194 075	207 594	218 963	232 220
Solde et indemnités militaires	1 669	1 886	2 176	2 375	2 602
Bénéfices des corporations avant impôts	37 664	32 606	21 110	32 684	39 606
Dividendes versés aux non résidents	3 194	− 3 730	− 3 611	2 646	− 3 939
Intérêts et revenus divers de placement	22 126	27 496	28 848	30 245	33 636
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	3 942	4 317	4 039	3 572	4 274
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	10 902	12 199	14 842	18 333	20 496
Ajustement de la valeur des stocks	6 814	− 6 937	2 631	2 400	− 2 692
Impôts indirects moins subventions	**28 733**	**37 737**	**40 356**	**41 417**	**44 150**
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	**35 739**	**40 897**	**44 650**	**47 519**	**51 744**
Erreur résiduelle	**1 148**	**− 749**	**929**	**278**	**− 1 227**
Produit national brut aux prix du marché	**297 556**	**339 797**	**358 302**	**390 340**	**420 870**

	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	170 179	193 280	209 974	229 184	247 113
Dépenses publiques courantes en biens et services	59 405	69 245	77 768	84 104	90 861
Formation brute de capital fixe	**69 196**	**82 058**	**79 330**	**77 647**	**78 489**
Administrations publiques	8 277	9 557	10 649	11 048	11 706
Construction résidentielle	53	62	61	111	82
Construction non résidentielle	6 994	7 879	8 945	9 092	9 313
Machines et matériel	1 230	1 616	1 643	1 845	2 311
Entreprises	60 919	72 501	68 681	66 599	66 783
Construction résidentielle	14 284	16 432	13 220	16 187	15 809
Construction non résidentielle	22 483	27 195	27 677	24 292	23 920
Machines et matériel	24 152	28 874	27 784	26 120	27 054
Valeur de la variation matérielle des stocks	**− 59**	**2 042**	**− 9 135**	**− 1 224**	**1 564**
Administrations publiques	60	− 205	69	− 45	20
Entreprises					
Non agricoles	371	1 566	− 9 346	− 677	2 592
Agricoles[1]	− 499	681	142	− 502	− 1 048
Exportations de biens et services	**91 033**	**100 695**	**101 740**	**108 169**	**131 311**
Importations de biens et services	**− 93 346**	**− 108 272**	**− 100 447**	**− 107 262**	**− 129 694**
Erreur résiduelle	**1 148**	**749**	**− 928**	**− 278**	**1 226**
Dépense nationale brute aux prix du marché	**297 556**	**339 797**	**358 302**	**390 340**	**420 870**
Demande intérieure finale	**298 780**	**344 583**	**367 072**	**390 935**	**416 463**

Tableau 10

Provenance du revenu personnel, Canada, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	93 289	109 054	120 508	131 703	148 257
Solde et indemnités militaires	1 336	1 453	1 531	1 534	1 548
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	4 058	3 284	2 797	3 437	3 619
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	7 669	7 408	7 994	8 958	9 740
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	12 058	13 704	15 660	19 897	24 515
Transferts courants					
Des administrations publiques					
Aux particuliers	17 080	19 483	22 220	25 025	26 522
Subventions d'équipement	193	172	152	182	262
Des corporations	264	306	323	368	454
Des non-résidents	258	278	331	394	450
Revenu personnel	136 205	155 142	171 516	191 498	215 367

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses* (13-201).

Tableau 11

Rapport entre le revenu national net au coût des facteurs, le revenu personnel, le revenu personnel disponible et l'épargne personnelle, Canada, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
			'000 000 $		
Revenu national net au coût des facteurs	129 789	148 351	160 986	179 825	206 221
Transferts des administrations publiques aux particuliers, subventions d'équipement et transferts courants des non-résidents aux particuliers	17 531	19 933	22 703	25 601	27 234
Service de la dette publique	6 538	8 101	9 268	11 538	13 748
Intérêt sur la dette de consommation	1 616	1 808	1 928	2 373	3 596
Revenus non versés aux particuliers	– 19 269	23 051	– 23 369	– 27 839	– 35 432
Revenu personnel	136 205	155 142	171 516	191 498	215 367
Impôts directs des particuliers	– 24 070	– 28 353	– 31 538	– 33 419	– 37 163
Autres transferts courants aux administrations publiques	– 1 139	– 1 480	– 1 671	– 2 009	– 2 248
Revenu personnel disponible	110 996	125 309	138 307	156 070	175 956
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	– 96 995	– 111 657	– 123 565	– 136 532	– 152 088
Transferts courants aux corporations (intérêts sur la dette de consommation)	– 1 616	– 1 808	– 1 928	– 2 373	– 3 596
Transferts courants aux non-résidents	– 246	– 256	– 269	– 277	– 315
Épargne personnelle	12 139	11 588	12 545	16 888	19 957
Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	270	268	177	274	182
Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	11 869	11 320	12 368	16 614	19 775

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses* (13-201).

	1980	1981	1982	1983	1984[p]
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	167 937	194 075	207 594	218 963	232 220
Solde et indemnités militaires	1 669	1 886	2 176	2 375	2 602
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	3 246	4 687	3 732	3 183	3 544
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	10 902	12 199	14 842	18 333	20 496
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	28 677	39 044	43 804	41 913	47 550
Transferts courants					
Des administrations publiques					
Aux particuliers	30 847	35 098	43 383	49 799	53 859
Subventions d'equipement	398	349	807	1 271	616
Des corporations	517	646	488	531	551
Des non-residents	519	545	600	616	642
Revenu personnel	244 712	288 529	317 426	336 984	362 086

	1980	1981	1982	1983	1984
			'000 000 $		
Revenu national net au coût des facteurs	234 232	261 912	272 367	301 126	326 203
Transferts des administrations publiques aux particuliers, subventions d'équipement et transferts courants des non-résidents aux particuliers	31 764	35 992	44 790	51 686	55 117
Service de la dette publique	16 655	21 813	26 067	28 116	33 174
Intérêt sur la dette de consommation	4 713	6 500	6 574	4 449	4 191
Revenus non versés aux particuliers	-42 652	-37 688	32 372	-48 393	-56 599
Revenu personnel	244 712	288 529	317 426	336 984	362 086
Impôts directs des particuliers	-42 503	-52 472	-58 454	-63 520	-68 457
Autres transferts courants aux administrations publiques	-2 469	-2 700	-3 018	-3 408	-3 592
Revenu personnel disponible	199 740	233 357	255 954	270 056	290 037
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-170 179	-193 280	-209 974	-229 184	-247 113
Transferts courants aux corporations (intérêts sur la dette de consommation)	-4 713	-6 500	-6 574	-4 449	-4 191
Transferts courants aux non-résidents	-341	-363	-400	-428	-462
Épargne personnelle	24 507	33 214	39 006	35 995	38 2[illegible]1
Valeur de la variation matérielle des stocks agricoles	-157	670	16	-406	-944
Épargne personnelle sans la variation des stocks agricoles	24 664	32 544	38 990	36 401	39 215

Tableau 12

Revenus de toutes les administrations publiques, Canada, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
	'000 000 $				
Impôts					
Directs et autres transferts provenant des personnes	25 209	29 833	33 209	35 428	39 411
Directs sur les sociétés et entreprises publiques	7 486	7 113	7 256	8 274	10 173
Indirects	21 442	24 864	27 227	29 090	32 533
Autres revenus					
Incluant imputations d'amortissement	10 102	11 686	13 618	16 697	19 602
	1980	**1981**	**1982**	**1983**	**1984**
	'000 000 $				
Impôts					
Directs et autres transferts provenant des personnes	44 972	55 172	61 472	66 928	68 457
Directs sur les sociétés et entreprises publiques	12 243	12 668	11 823	13 263	15 533
Indirects	36 085	46 431	48 582	50 044	55 102
Autres revenus					
Incluant imputations d'amortissement	23 035	26 430	30 246	32 553	36 451

Source: Statistique Canada. *Comptes nationaux des revenus et dépenses* (13-201).

Tableau 13

Dépenses de toutes les administrations publiques, Canada, 1975-1984

	1975	1976	1977	1978	1979
	'000 000 $				
Dépenses en biens et services					
Dépenses courantes	33 380	38 325	43 374	47 772	52 284
Formation brute de capital	6 354	6 359	6 833	7 198	7 457
Transferts					
Aux personnes	17 080	19 483	22 220	25 025	26 522
Autres transferts	11 474	12 551	13 888	16 788	20 086
	1980	**1981**	**1982**	**1983**	**1984**
	'000 000 $				
Dépenses en biens et services					
Dépenses courantes	59 405	69 245	77 768	84 104	90 861
Formation brute de capital	8 346	9 352	10 718	11 003	11 726
Transferts					
Aux personnes	30 847	35 098	43 383	49 799	53 859
Autres transferts	25 832	32 446	38 147	42 115	49 385

Source: Statistique Canada. *Comptes nationaux des revenus et dépenses* (13-201).

Index

A

Absentéisme au travail
— effets des accidents de travail 330

Accidents de la route
— décès 910-911
— nombre 910-911, 923-925
— répartition des conducteurs impliqués 925
— répartition des véhicules accidentés 925
— répartition selon la nature et le genre de véhicule 924
— victimes d'accidents 910-911, 924, 926-927

Accidents de travail
— bénéficiaires de prestations 550
— causes 330
— effets sur l'absentéisme 330
— répartition par catégorie de dossier 338
— répartition selon l'âge de la victime 339
— répartition selon le nombre de jours d'absence au travail 339
— répartition selon le secteur d'activité économique 337-338

Accidents naturels et technologiques 191, 215

Administration publique
— actes 70-71
— catégories d'emploi 228-229
— définition 228
— départs 263
— effectif 224-225, 250-254, 256-262
— effectif selon la catégorie d'emploi 251, 254, 258-262
— effectif selon la région administrative 254, 257-258
— effectif selon le groupe d'âge 254
— effectif selon le ministère 256-257
— effectif selon le salaire 260-262
— effectif selon le sexe 251, 254, 256-262
— effectif selon les années de service 258-259
— emplois 229, 246, 250, 766
— heures supplémentaires 229
— investissements 767
— mécanismes de contrôle 70
— organisation 69
— organismes impliqués dans les enquêtes du Protecteur du citoyen 266
— rappels 229
— rémunération 224-226, 229, 246, 250, 766
— rôle 68
— rôle du gouvernement 69
— salaires 225-226, 250-253, 255
— salaires selon la catégorie d'emploi 255
— salaires selon le sexe 255
— statut constitutionnel 69-70

Administration publique fédérale
— composition 223
— définition 228
— effectif 223
— emplois 247-248
— prédominance ontarienne 223
— région de la capitale nationale 224
— région métropolitaine de Montréal 223-224
— région métropolitaine de Québec 224
— rémunération 223, 247-248

Administrations municipales
— définition 228
— effectif 226
— salaires 226
— services 228-229

Adultes
— infractions criminelles 394-395
— population 76, 87, 89

Aéroports 918, 937, 939

Affaires sociales, voir aussi Réseau des affaires sociales
— chronologie 28-31

Agents
— définition 833

Agglomération de recensement
— définition 228

Agglomérations urbaines, voir Municipalités

Agriculteurs
— revenus annuels 568-570
— revenus annuels en espèces 568-569
— revenus annuels en nature 570

Agriculture, voir aussi Industrie agricole
— assainissement des eaux usées 187-188
— conjoncture 137
— emplois 766
— investissements 767
— rémunération 766
— synthèse historique 39-46, 50-52

Aide aux anciens combattants
— bénéficiaires 508, 544
— prestations versées 538-539, 544

Aide financière aux parents pour les services de garde
— évolution du programme 553

Aide sociale
— bénéficiaires 508
— déboursés selon la composition des ménages 537
— définitions 511
— évolution de la clientèle mensuelle 540-541
— prestations versées 538-539
— programme de soins dentaires 369
— répartition des déboursés 540-543
— répartition des ménages 540-543

Air, voir Qualité de l'air

Alcool, voir Boissons alcooliques

Alimentation
— consommation de produits de la pêche 617, 654
— habitudes alimentaires 565-566, 606-608

Allocation au conjoint 544

Allocation aux chasseurs et piégeurs cris
— bénéficiaires 545
— montants versés aux bénéficiaires 538-539, 545

Allocation de disponibilité
— bénéficiaires 553
— prestations versées 538-539

Allocation de maternité
— bénéficiaires 550
— prestations versées 538-539

Allocation-logement pour les personnes âgées
— bénéficiaires 544
— prestations versées 538-539

Allocations familiales
— statistiques principales 552

Allocations familiales du Québec
— bénéficiaires 510
— enfants handicapés 552
— prestations versées 538-539

Allocations familiales fédérales
— bénéficiaires 510
— évolution du régime 551

Aluminium **702, 715**

Amérindiens
— droit de vote 237
— infractions criminelles 379
— population 274, 322-324
— résidence 275

Amiante **700-701**

Amortissement
— fermes 572-573

Amphibiens **158**

Analphabétisme **425-426, 446-447**

Analyse économique
— demande intérieure 1148-1149
— dépense nationale brute 1156-1157
— dépenses des administrations publiques 1144
— dépenses des agents économiques 1142-1143, 1150
— épargne 1143-1144, 1153
— inflation 1141
— investissements 1143
— produit intérieur brut 1141-1142, 1146-1149
— produit national brut 1142, 1156-1157
— profits des entreprises 1141-1142, 1147
— revenu intérieur net 1146-1147, 1153
— revenu national brut 1156-1157
— revenus des administrations publiques 1144
— revenus des entreprises 1141-1142
— revenus des particuliers 1143-1144, 1150-1151, 1153
— taux d'intérêt 1141

Animaux
— à fourrure 171, 565
— amphibiens 158
— mammifères 154-157
— reptiles 158

Année censitaire
— définition 275

Apiculture **564, 603-604**

Appalaches (chaîne de montagnes) **151**

Appareils orthopédiques, voir Programme des prothèses

Arbres
— distribution 154-157
— précipitations acides 184-185, 205-206

Arrondissements historiques classés ou reconnus **467**

Artisan
— définition 801

Arts d'interprétation **470, 495**

Asperges **584**

Asphalte
— consommation de pétrole 747

Assainissement des eaux usées
— agriculture 187-188
— industries 187, 209
— municipalités 186-187

Assemblée nationale
— composition 60
— contrôle de l'administration publique 70
— fonctionnement 62-63
— formation 60-62
— liste des députés (18 juin 1984) 234-237
— membres 62
— nature 60
— présidents 234
— rapports avec le gouvernement 66-67
— statistiques 234

Association de danse **469**

Association de producteurs de bois
— volume de bois des forêts privées mis en marché 676

Associations musicales **469**

Assurance automobile
— prestations versées 538-539

Assurance-chômage
— bénéficiaires 509, 548-549
— évolution du programme 549
— prestation hebdomadaire moyenne 509
— prestations ordinaires globales 509
— prestations selon la catégorie 549
— prestations versées 538-539
— semaines totales de prestations 509

Assurance-maladie, voir Régime d'assurance-maladie

Assurance-vie
— capital assuré 1054, 1085-1086
— moyenne par ménage 1053, 1085
— moyenne per capita 1054, 1085
— primes totales 1054

Ateliers à caractère socio-culturel
— répartition selon la catégorie 486-487

Ateliers de réinsertion par le travail
— coûts moyens 416
— définition 384

Auberges de jeunesse **878-879, 893**

Autobus **911, 928**

Autonomie énergétique
— définition 737

Autoroutes **909**

Avoine **561, 576-577**

Avortements thérapeutiques
— comparaisons internationales 100
— nombre 80, 99
— répartition par groupe d'âge 374
— taux 374

B

Balance commerciale
— électricité 734, 751
— énergie 732, 741
— pétrole 733, 747

Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal **1049-1050, 1056, 1076-1077**

Banque fédérale de développement **1052, 1077**

Banques à charte
— actif 1049, 1058-1061
— bilan 1058-1061, 1076
— dépôts 1049, 1058-1061
— nombre 1049
— passif 1058-1061
— prêts 1058-1061
— succursales 1049, 1056-1057, 1077
— variation de l'encours 850

Bardeaux et lattes **663**

Bases de plein-air **880, 902**

Bassins versants **147-148, 165**

Bénéficiaire d'aide sociale
— définition 511

Betterave à sucre **560-561, 574, 584**

Bibliothèque nationale du Québec
— dépôt légal 465

Bibliothèques centrales de prêt **484**

Bibliothèques municipales
— financement 474
— population desservie 464
— statistiques 474
— volumes disponibles 464

Bibliothèques publiques
— livres disponibles 473
— nombre de prêts 475
— réseau 464
— rôle des municipalités 465
— rôle du gouvernement du Québec 465

Biens d'équipement
— demande 136

Biens et services de consommation
— demande 134-135

Biens et services publics
— demande 136

Bijouteries
— ventes au détail 835-843

Bilan énergétique **756**

Biomasse
— utilisation à des fins énergétiques 755-756

Biomasse forestière **735-736**

Blé **560, 574**

Bleuets **592**

Bois de sciage
— évolution de la consommation en Amérique du Nord 685

Boissons alcooliques
— ventes 824-825, 845-846

Bouclier canadien **149**

Bourse de Montréal **1055, 1086-1087**

Bourses d'études, voir Prêts et bourses d'études

Bovins et veaux **563, 592-595**

Briqueteurs-maçons **798**

C

Cabotage **916-917, 920, 935**

Caisse de dépôt et placement du Québec **1052-1053, 1077-1078**

Caisses d'épargne et de crédit
— actif 1050, 1062-1070
— bilan 1062-1070, 1076
— caisses d'entraide économique 1050
— Mouvement Desjardins 1050
— prêts 1050-1051, 1062-1070
— succursales 1077

Caisses de financement Desjardins **1050**

Camionnage
— catégories 912, 931
— employés 912, 931
— nombre d'entreprises 912, 931
— nombre de permis 912, 930
— recettes d'exploitation 912, 930
— rémunération 912, 931

Campeuses sur camionnettes **881**

Camps de nudistes **878, 893**

Camps de vacances **878, 893**

Cancer
— comme cause de décès 329
— statistiques selon l'âge et le sexe 374

Candidatures féminines, voir Femmes

Capital agricole **560, 567, 573**

Carottes **584**

Cartes de crédit
— variation de l'encours des banques à charte 850

Carton
— récupération et recyclage 190, 211, 213

Cégeps
— anglais 421
— bilingues 421
— campus anglophones 421
— dépenses 429
— effectif 422-423, 435
— français 421
— francophones vs anglophones 423
— nombre selon la langue d'enseignement 434
— personnel 426, 448-449
— revenus 428, 452
— secteur général 422
— secteur professionnel 422

Céleri **584**

Célibataires
— mariages 81, 102-103
— nuptialité 273

Centrale des syndicats démocratiques
— industrie de la construction 813

Centrales électriques
— carte des ressources hydro-électriques par région 752
— en construction en 1984 751
— puissance des centrales en service 751

Centre d'accueil pour contrevenants
— coûts moyens 416

Centres communautaires **469**

Centres culturels **467**

Centres d'accueil
— dépenses du fonds d'exploitation 358
— nombre de lits 331, 350-351
— revenus du fonds d'exploitation 358

Centres d'accueil privés
— nombre 331

Centres d'hébergement communautaire
— définition 384

Centres de loisirs **469**

Centres de services sociaux
— cas traités selon la catégorie d'activité 354-356
— clientèle selon la catégorie d'activité 354-356
— nombre 331
— personnel selon la catégorie d'emploi 356-357

Centres hospitaliers, voir aussi Établissements psychiatriques, Hospitalisation
— dépenses du fonds d'exploitation 357
— durée moyenne de séjour par groupe de diagnostics 337
— nombre 331
— nombre d'admissions 329, 336
— nombre d'employés par région socio-sanitaire 352-353
— nombre de jours de présence 348-349
— nombre de lits 331, 345, 346-347
— nombre de personnes soignées 336
— personnel 331
— revenus du fonds d'exploitation 358
— sorties 336

Centres hospitaliers de soins de courte durée
— nombre de lits 347

Centres hospitaliers privés
— nombre 331

Centres locaux de services communautaires
— nombre 331
— personnel 352-353
— population desservie 332, 352-353

Centres résidentiels communautaires
— coûts moyens 416
— définition 384

Cercles de fermières du Québec **565**

Chaînes de montagnes **161-162**

Chalets
— définition 801
— répartition des permis de bâtir par région économique 804-805

Chambres d'hôtel, voir Établissements hôteliers

Chanson
— adeptes 464

Charbon
— consommation 739

Charpentiers-menuisiers **798**

Chauffage des logements
— répartition des logements selon le mode 740

Chauffage résidentiel
— développement du chauffage électrique 753

Chef de ménage
— définition 511

Chirurgie buccale, voir Programme de chirurgie buccale

Chômage
— conjoncture 139-141
— définition 511
— évolution 505
— nombre de chômeurs 523, 525
— répartition des chômeurs selon leur situation 523
— taux 505, 523-525

Chômeurs
— définition 511

Choux **584**

Choux-fleurs **584**

Chronologie
— économie 17-23
— éducation et culture 32-35
— générale 9-17
— politique 24-28
— société 28-31

Ciné-parcs
— fréquentation 482

Cinéma, voir aussi Ciné-parcs, Salles de cinéma
— établissements, salles et séances de projection 466-467

Circonscription électorale, Élections partielles
— Charlesbourg 221
— Jonquière 221
— Louis-Hébert 221
— Mégantic-Compton 221
— Saguenay 221
— Saint-Jacques 221
— Saint-Laurent 221

Classes d'accueil
— effectif 422

Classes de difficultés d'adaptation
— effectif 422

Classes de difficultés d'apprentissage
— effectif 422

Classes de francisation
— effectif 422

Classes moyennes **119-120**

Climats, voir aussi Géographie, Météorologie
— classification 152-153
— distribution 174

Clubs-vidéo **950, 965-966**

Collection «Prêt d'oeuvres d'art»
— artistes participants 484
— ministère des Affaires culturelles 468
— profil selon les disciplines 484

Collèges
— personnel 426
— personnel féminin 427

Colonisation **39-46**

Combustible
— définition 765

Commerce
— définitions 833
— emplois 766

— investissements 767
— rémunération 766

Commerce de détail
— bijouteries 825
— boissons alcooliques 825
— chaussures 825
— comparaisons canadiennes 826
— crédit à la consommation 828
— magasins à succursales 826
— magasins indépendants 826
— quincailleries 825
— région de Montréal 827-828, 848-849
— répartition des distributeurs automatiques selon le produit 846
— répartition des ventes de véhicules neufs selon la provenance 844
— répartition des ventes directes par mode de distribution 844
— répartition des ventes par distributeurs automatiques par produit 847
— valeur des ventes au détail 823, 826
— valeur des ventes de boissons alcooliques 845-846
— valeur des ventes selon la catégorie de magasin 842-843, 848-849
— valeur des ventes selon le genre de commerce 836-843, 848-849
— variation des ventes canadiennes 823
— variation des ventes selon le genre de commerce, 823-824, 835
— variation trimestrielle des ventes 835
— véhicules automobiles 824
— ventes directes 826-827
— ventes par distributeurs automatiques 826-827, 847
— vêtements 825
— volume des ventes de boissons alcooliques 845-846

Commerce de gros
— chiffre d'affaires 851
— définition 833
— évolution 828-829
— locaux d'affaires 851
— recettes 851
— statistiques principales 851
— valeur des biens achetés 851
— ventes 851

Commerce des boissons alcooliques
— valeur des ventes 845-846
— volume des ventes 845-846

Commerce des véhicules automobiles
— répartition des ventes de véhicules neufs selon la provenance 844

Commerce extérieur
— conjoncture 131-133

Commerce intérieur
— conjoncture 133-136

Commerces d'alimentation
— ventes au détail 835-843

Commerces d'articles de sport
— ventes au détail 835-843

Commerces de chaussures
— ventes au détail 835-843

Commerces de meubles
— ventes au détail 835-843

Commerces de vêtements
— ventes au détail 835-843

Commission de la santé et de la sécurité du travail
— bénéficiaires de rentes 510, 550
— budget 229
— demandes de prestations 510
— Protecteur du citoyen 227

Commission de police du Québec
— demandes d'enquête 381-382, 404

Commission des normes du travail
— budget 229

Commissions scolaires
— catholiques 421
— dépenses 428-429, 453, 1105
— dette à long terme 1109
— éducation des adultes 441
— émissions d'obligations 429
— multiconfessionnelles 421
— nombre 421
— personnel 426-427, 448
— protestantes 421
— revenus 428, 451, 1103

Communauté régionale de l'Outaouais 78, 90, 1098, 1132-1136

Communautés régionales 280-285

Communautés urbaines
— bilan 1134-1135
— compétence 1098
— comportements démographiques 280-285
— dépenses 1098, 1105, 1132-1133, 1136
— nombre 1098
— population 78, 90, 280-285
— revenus 1098, 1132-1133, 1136

Compagnies d'assurance
— actif 1054, 1085-1086
— affectation des revenus 1079
— catégories 1053
— cotisations perçues 1053, 1081
— indemnités versées 1080
— investissements 1054, 1085
— nombre 1053
— portefeuille 1085
— prestations versées 1080
— primes perçues 1053, 1079, 1081
— répartition des assurances par catégorie 1053-1054
— sources de revenus 1079
— souscriptions 1085

Compagnies de fidéicommis 1051, 1071-1072, 1076-1077

Compagnies incorporées
— secteur manufacturier 762

Comportements culturels
— effets de la scolarisation 464
— évolution 463-464

Comportements démographiques
— définition 271
— évolution 280-285
— fécondité 272
— migrations 273-274
— mortalité 271-272
— municipalités de 5 000 habitants et plus 284-291, 293-296
— nuptialité 272-273

Concerts
— fréquentation 463

Concessionnaires d'automobiles
— ventes au détail 835-843

Concombres **584, 587**

Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins **1050, 1067-1070**

Confédération des syndicats nationaux **506, 813**

Conflits de travail
— circonstances les entourant 527
— données globales 527
— évolution 506
— grèves 528
— lock-out 528
— selon le niveau de compétence 527
— selon le type 527

Conjoncture économique **129-142**

Conseil du trésor **65-66**

Conseil exécutif
— composition 64-65
— fonctionnement 65-66
— formation 65
— liste des membres (janvier 1985) 231
— rôle administratif 69

Conseil provincial québécois des métiers de la construction **799, 813**

Conservatoire d'art dramatique **470**

Conservatoires de musique **470**

Consommation
— loisirs 125-127

Consommation d'énergie
— comparaisons canadiennes 732
— comparaisons mondiales 732
— consommation de produits pétroliers selon le secteur d'utilisation 746
— évolution 731
— par habitant 739, 743-744
— par millier de dollars de production 739, 743-744
— par secteur d'utilisation 739
— part de la dépense des particuliers 742
— répartition par secteur d'activité 740
— répartition totale selon la forme d'énergie 738
— selon la forme 739, 743
— totale 739

Construction, voir aussi Industrie de la construction
— définitions 801
— indice des prix 798

Construction commerciale
— définition 801
— valeur 797, 803-804
— valeur des permis de bâtir par région économique 806-807

Construction industrielle
— définition 801
— valeur des permis de bâtir par région économique 806-807

Construction institutionnelle et gouvernementale
— définition 801
— valeur 803-804
— valeur des permis de bâtir par région économique 806-807

Construction non résidentielle
— indice des prix des entrées par province 808

Construction résidentielle
— définition 801
— indice des prix des entrées par province 808
— nombre de permis 797, 804-805
— valeur 797, 803-804
— valeur des permis de bâtir par région économique 806-807

Coopératives
— secteur manufacturier 771

Corps policiers
— coûts 381, 402-404
— effectif 381, 399-401
— Gendarmerie royale du Canada 381
— Service de police de la CUM 381
— Sûreté du Québec 381
— taux d'encadrement par province 399-401

Corps policiers municipaux
— nombre 400-401

Cour d'appel **72**

Cour des sessions de la paix **72, 382**

Cour fédérale **73**

Cour provinciale **72, 382**

Cour supérieure **72, 382**

Cour suprême du Canada **72**

Cours d'eau
— assainissement 186-187, 206-209
— caractéristiques hydrologiques 166-167

Cours municipales **72**

Courtiers
— définition 833

Crabe **630-631**

Crédit à la consommation
— définition 833
— répartition selon les établissements prêteurs 850
— statistiques canadiennes 828
— variation de l'encours des banques à charte 833, 850

Crédit d'impôt pour enfants
— bénéficiaires 552
— montants versés 552
— prestations versées 538-539

Crevette **630-631**

Criminalité, voir aussi Infractions criminelles
— données disponibles 379

Crise culturelle **127-128**

Crustacés, voir Mollusques et crustacés

Culvre **701-702**

Culture
— chronologie 33-35
— définition 463
— synthèse historique 113-128

D

Décès, voir aussi Mortalité
— bilan 75-76, 86-87
— causes 79, 94

— comme mesure de l'état de santé 329
— enfants 78, 93

Déchets dangereux
— effets sur l'environnement 189
— nature 188-190, 210
— production 188, 210
— traitement 189-190, 210
— urgences 191

Déchets ménagers
— gestion 214
— production 210
— récupération et recyclage 190, 211-214

Déglaciation 151

Demande intérieure
— évolution 1148-1149

Démographie, voir aussi Comportements démographiques, Population
— canadienne 276-277
— comparée 75, 92-93, 95, 100, 103, 105, 108-109
— conjoncture 84-85
— distribution régionale et urbaine 76, 78, 88-90
— ensemble nord-américain 271, 276
— évolution et mouvement 75-76, 86-87
— fécondité 79-81, 95-101
— migrations 109-111
— mortalité 78-79, 90-94
— municipalités régionales de comté 244-246
— nuptialité 81-83, 100-108
— population autochtone 274
— population par région administrative 297
— population rurale 292
— population selon la taille des municipalités 241
— populations municipales 222
— régions métropolitaines de recensement 292
— structure par âge et par sexe 76, 87, 89
— synthèse historique 37-55

Dépense nationale brute
— évolution 1156-1157

Dépenses dans le domaine culturel
— comparaisons canadiennes 493
— définition 472
— dépenses totales par ministère selon la catégorie 490-491
— gouvernement du Québec 470-471
— provinces canadiennes 470
— subventions, contributions et transferts par ministère 492-493

Dépenses de santé, voir Santé

Dépenses en formation brute de capital fixe
— définition 1145

Dépenses personnelles en biens et services de consommation
— définition 1145

Dépenses publiques
— évolution 1144, 1155, 1160
— santé 330-331, 340-344
— utilisation des fonds 1154

Dépenses publiques courantes en biens et services
— définition 1145

Dépôt légal
— monographies 465

Dépôts bancaires 1060-1061

Députés 62

Députés de l'Assemblée nationale
— liste (18 juin 1984) 234-237

Dessertes maritimes 917, 936

Détenus, voir aussi Établissements de détention
— droit de vote 237

Développement socio-économique 37-55

Dioxyde de soufre
— émissions 182-183, 193-198

Diplômés
— du collégial 424, 442-443
— du secondaire 424, 440-441
— universitaires 424-425, 444-445

Distributeurs automatiques
— définition 833
— évolution des ventes 826-827
— répartition des ventes par produit 847
— répartition selon le produit 846

Divorces
— bilan 81-82, 100-101, 104-105
— nombre 273
— nuptialité 273
— par durée de mariage 104

Dolomie magnésitique 700

Domaine culturel
— ministères et organismes intervenant 488

Droit d'être candidat 61

Droit de vote 61, 237

Duplex 799

E

Eau, voir Assainissement des eaux usées, Qualité de l'eau

Écoles de musique 470

Écoles de musique subventionnées
— répartition par région administrative 494

Écoles gouvernementales 421

Écoles maternelles
— effectif 422, 435

Écoles primaires
— effectif 422, 435
— nombre 421, 435

Écoles primaires et secondaires
— nombre 421, 435

Écoles privées, voir aussi Enseignement privé
— dépenses 429, 455
— revenus 428, 452
— subventions 428

Écoles publiques, voir Enseignement public

Écoles secondaires
— effectif 422, 435
— nombre 421, 435

Écologie, voir aussi Environnement
— précipitations acides 184-185
— réserves 190-191
— zones 154-158

Économie, voir aussi Analyse économique
— chronologie 17-23
— conjoncture 129-142
— synthèse historique 37-55

Écosystèmes
— aquatiques 184
— forestiers 184-185

Éducation, voir aussi Enseignement
— chronologie 32-33
— coûts 429
— évolution 117-119
— revenus des organismes d'éducation 428

Éducation des adultes
— définition 431
— effectif 423, 441

Effectif scolaire
— cégeps 435
— écoles maternelles 435
— écoles primaires 435
— écoles secondaires 435
— secteur collégial 422-423
— secteur de l'éducation des adultes 423
— secteur précollégial 422
— secteur privé 434
— secteur public 434
— secteur public vs secteur privé 423-424
— secteur universitaire 423

Élargissement du droit de vote **237**

Élections générales
— bulletins de vote rejetés 232
— candidatures féminines 221-222, 240
— dates 232-233
— députés élus selon le parti 232
— droit de vote 237
— électeurs inscrits 221, 232
— participation 221, 232, 237-239
— pourcentage des sièges obtenus selon le parti 233
— processus et droit électoral 60-62
— résultats de l'élection du 13 avril 1981 237-239
— suffrages obtenus selon le parti 233

Élections partielles
— candidatures féminines 221, 240
— participation 221
— résultats 240

Électriciens **798**

Électricité
— balance commerciale 734
— carte des ressources hydro-électriques par région 752
— centrales 734
— consommation 734, 739, 753
— définition 765
— échanges commerciaux 751
— potentiel hydraulique 734
— prix 734-735, 753-754
— production 734
— puissance installée 734

Embarcations **881**

Émigration
— bilan 83, 109-110
— définition 275
— internationale 84, 109
— interprovinciale 84, 112

Émissions d'obligations
— commissions scolaires 429
— municipalités 1128
— réseau public d'éducation 454
— universités privées 454

Emploi
— à temps partiel 518
— administration publique 246, 250, 766
— administration publique fédérale 233, 247-248
— administrations locales 249
— agriculture 766
— commerce 766
— comparaisons canadiennes 505
— conjoncture 139-141
— énergie 766
— entreprises publiques fédérales 248
— entreprises téléphoniques 962
— évolution 503-504, 516
— indice de l'emploi des industries par région urbaine 522
— industrie agricole 560
— industrie de la construction 766, 798, 809
— industrie de la pêche 766
— industrie des pâtes et papiers 664
— industrie du camionnage 912, 931
— industrie forestière 766
— industrie manufacturière 520
— industrie minière 707, 766
— par groupe d'âge 515
— proportion québécoise dans l'ensemble canadien 522
— rapport emploi-population 517
— répartition par région économique 519
— répartition selon le domaine d'activité 519-521
— répartition selon le sexe 519
— secteur de l'énergie 742
— secteur des communications 766
— secteur des services 766
— secteur des transports 766
— secteur manufacturier 761, 767, 770-771
— secteur primaire 766
— secteur secondaire 766
— secteur tertiaire 766
— selon le sexe 515
— temps plein vs temps partiel 517-518

Énergie
— autonomie 732
— balance commerciale 741
— bilan énergétique 756
— biomasse forestière 735-736
— capacité de raffinage des provinces 746
— carte des ressources hydro-électriques par région 752
— centrales électriques en construction en 1984 751
— consommation 731-732
— consommation d'électricité 753
— consommation de gaz naturel 754
— consommation de produits pétroliers 746
— consommation par habitant 739, 743-744
— consommation par millier de dollars de production 739, 743-744
— consommation par secteur d'utilisation 739
— consommation selon la forme 739, 743
— consommation totale 739
— degré d'autonomie 737, 743
— développement du chauffage électrique résidentiel 753
— différentes formes 732-736

— électricité 734-735
— emplois 742, 766
— essence 734
— gaz naturel 735
— indice du prix relatif 737
— investissements 732, 742, 767
— non conventionnelle 735-736
— nucléaire 735
— part de la dépense des particuliers 742
— part relative des sources d'approvisionnement en pétrole brut 745
— pétrole 732-734
— prix 731-732
— prix comparatifs des diverses formes à Montréal 741
— prix d'achat du gaz naturel livré à Montréal 755
— prix de vente de l'électricité (comparaisons nord-américaines) 754
— prix de vente moyen du gaz naturel 755
— prix relatif par secteur de consommation 740
— provenance des approvisionnements de pétrole brut 744-745
— puissance des centrales en service 751
— rémunération 766
— répartition de l'énergie totale consommée selon la forme d'énergie 738
— répartition de la consommation par secteur d'activité 740
— répartition des logements selon le mode de chauffage 740
— solaire 735
— statistiques générales 731-732
— taux d'utilisation de la capacité de raffinage des provinces 746
— utilisation de la biomasse 755
— utilisée par le secteur manufacturier 763
— volume des ventes d'essence par région administrative 750

Énergie nucléaire **735**

Énergie solaire **735**

Enfants
— mortalité 78, 93
— services dentaires 368

Enfants handicapés
— allocations familiales du Québec 552

Enseignement collégial
— accessibilité 425
— diplômés 424, 442-443
— effectif 438, 440

Enseignement postsecondaire
— effectif 424

Enseignement présecondaire
— effectif 438

Enseignement primaire
— nombre d'écoles 435

Enseignement privé
— comparaisons avec le secteur public 423-424
— dépenses de fonctionnement 455
— effectif 423-424, 434, 436-438
— revenus 452

Enseignement public
— comparaisons avec le secteur privé 423-424
— effectif 423-424, 434-437

Enseignement secondaire
— diplômés 424, 440-441
— nombre d'écoles 435

Enseignement universitaire
— diplômés 424-425, 444-445
— effectif 438-439

Entrepreneur
— définition 801

Entreprises publiques fédérales
— emplois 248
— rémunération 248

Entreprises publiques locales
— emplois 249
— rémunération 249

Environnement
— définitions 192
— qualité de l'air 181-185, 193-206
— qualité de l'eau 186-188, 206-209
— qualité du milieu terrestre 188-191
— Urgence-environnement 191, 215

Épargne
— évolution 1143-144
— rapport avec le revenu national brute 1158-1159
— rapport avec le revenu personnel 1158-1159

Épargne personnelle
— définition 1145

Éperlan **631**

Épinards **584**

Équipements culturels
— centres culturels 467
— ministère des Affaires culturelles 471
— municipalités 471
— musées 467
— répartition des sources de financement du développement 489
— salles d'archives 467
— salles d'exposition 467
— salles de spectacles 467
— socio-culturels 469
— socio-économiques 469
— socio-éducatifs 468
— théâtres d'été 467
— traditionnels 467-468

Équipements récréatifs
— installations aquatiques et nautiques 881, 903
— installations estivales 881, 903
— installations hivernales 881, 902
— sports de participation 881, 904
— sports de spectacle 881, 904

Équipements socio-communautaires **469, 485**

Équipements socio-culturels **469**

Équipements socio-éducatifs
— énumération 468
— répartition par région administrative 485

Érables
— précipitations acides 184-185, 205-206

Érablières **563**

Espérance de vie
— comme mesure de l'état de santé 329
— comparaisons internationales 92
— femmes 298-299
— hommes 298-299
— moyenne 78, 90

— selon la région administrative 296
— selon le sexe 296

Essence, voir aussi Prix de l'essence
— stations distributrices 734, 750
— ventes 734
— volume des ventes par région administrative 750

Estimation postcensitaire de la population
— définition 275

Établissement manufacturier
— définition 765

Établissements d'enseignement
— définition 421

Établissements de détention
— admissions 382-383, 408-409
— coût moyen 383, 416
— durée moyenne de séjour 410
— fédéraux 383, 415
— femmes 382
— population moyenne quotidienne 410
— répartition des condamnés par région socio-sanitaire 410-411
— répartition des condamnes selon le type de délit 410-411
— répartition des détenus selon la durée de la peine 412
— taux d'admission des condamnés par province 414-415
— taux d'incarcération 410

Établissements hôteliers
— chambres disponibles 879, 894
— nombre 878, 892
— prix des chambres 879, 894
— taux d'occupation 879, 895

Établissements psychiatriques
— nombre 331
— nombre de lits 350-351
— répartition 348-349

Établissements publics de services sociaux
— dépenses du fonds d'exploitation 358
— revenus du fonds d'exploitation 358

Établissements de restauration, voir Restaurants

État matrimonial **82-83, 105-109**

Évolution socio-culturelle **113-128**

Expéditions manufacturières **761**

Expéditions minérales
— part relative des provinces 771
— valeur par région administrative 716

Exploitant de distributeurs automatiques
— définition 833

Exploitation forestière, voir aussi Industrie forestière
— statistiques principales 677
— volume de bois des forêts privées mis en marché 676
— volume de bois récolté 674-675

Exploitations minières
— localisation selon les principales substances 710

Exploration minière **708**

Exportations
— expéditions des manufacturiers exportateurs 1012-1021
— industrie manufacturière 782
— machinerie et outillage 976, 1010-1011
— matériel de communication 976, 1010-1011
— matériel de transport 975-976, 1010-1011
— matériel électrique 976, 1010-1011
— métaux et minéraux 975, 1010-1011
— papier 975, 1010-1011
— principaux pays de destination 971-973, 984-985, 988-995, 1000, 1002-1009
— principaux produits 971
— produits alimentaires 976, 1010-1011
— produits chimiques 977, 1012-1013
— produits de l'érable 590
— produits divers 977, 1012-1013
— produits du bois 975, 1010-1011
— répartition par groupe de produits 975-977, 987, 996-997, 1002-1013
— répartition selon les régions du monde 973-974, 986
— textiles 976-977, 1010-1011
— valeur 971
— vers les États-Unis 974-975, 994, 998-999
— vers les pays autres que les États-Unis 996-997
— vers les pays de l'OCDE 996-997
— vers les pays de la CEE 996-977
— vêtements 976-977, 1010-1011

F

Faillites commerciales
— comparaisons canadiennes 830
— comparaisons sectorielles 830
— définition 833
— évolution 830
— nombre 830
— propositions déposées 856-859
— statistiques des faillites signalées 854-855, 856, 858-860

Faillites personnelles
— comparaisons canadiennes 829
— définition 833
— évolution 829
— nombre 829
— statistiques des faillites signalées 851-853

Familles
— définition 275, 511
— évolution 124-125
— naissances selon le rang 79
— revenus 554

Faune
— conservation 190-191
— distribution 153, 171
— forêt feuillue 156-158
— forêt mélangée 156
— forêt résineuse 155
— précipitations acides 184, 205
— taïga 154-155
— toundra 154

Fécondité
— avortements thérapeutiques 80, 99-100
— indices globaux 79, 95-96
— naissances selon le rang 79
— naissances selon le statut des parents 98
— selon l'âge 79, 97
— stérilisations 80-81, 99, 101
— taux 272

Fedco **600**

Fédération de Montréal des caisses Desjardins **1050**

Fédération des caisses d'économie Desjardins **1050**

Fédération des caisses d'économie du Québec **1050**

Fédération des caisses d'épargne et de crédit
— bilan 1067-1070

Fédération des caisses d'établissement du Québec **1050, 1067-1070**

Fédération des caisses populaires Desjardins **1050**

Fédération des travailleurs du Québec **506, 799, 813**

Femmes
— administration publique 224-225, 251, 254, 256-262
— âge médian 76, 87
— amérindiennes 274
— artistes 468
— avortements thérapeutiques 80, 99-100
— candidatures politiques 221-222, 240
— dans l'enseignement 427
— députés 222
— détenues 382-383
— diplômées du collégial 425
— diplômées du secondaire 425
— droit de vote 237
— emploi 504
— espérance de vie 78, 90, 92, 298-299
— fécondité 79, 95-97
— hospitalisation 329
— libération 124-125
— mortalité 78-79, 91-92, 94
— nuptialité 81-83, 100-101, 105-108
— population 76, 87, 89, 253
— salaires 255
— stérilisations 80-81, 99, 101

Fer (minerai) **701**

Fermes
— amortissement 572-573
— capitalisation 573
— dépenses d'exploitation 572-573
— recettes 559
— revenus en espèces 559
— revenus en nature 559

Fermes expérimentales **468**

Festivals populaires **469-470, 487**

Financement électoral **62**

Flétan **631-632**

Flétan du Groënland **632**

Fleuristes
— ventes au détail 835-843

Fleurs d'ornement **587**

Flore
— conservation 190-191
— distribution 153
— forêt feuillue 156-158
— forêt mélangée 156
— forêt résineuse 155
— précipitations acides 184-185, 205-206
— taïga 154-155
— toundra 154

Flotte côtière
— définition 618

Flotte de pêche commerciale
— nombre d'embarcations 615
— répartition des embarcations par région 641-645
— valeur par classe de bateau 644

Flotte hauturière
— définition 618

Foin cultivé **561, 579-580**

Forêt
— commerciale 161
— feuillue 156-158
— précipitations acides 184-185
— résineuse 155

Forêts, voir aussi Industrie forestière
— amélioration et protection 661-662
— carte des régimes de propriété et tenures 668
— comparaisons canadiennes 659
— coût d'extinction des incendies 680
— définitions 666
— disponibilité dans la forêt privée 671
— disponibilité dans la forêt publique 671
— dommages causés par les incendies 680
— dommages subis 662
— espèces plantées 661-662
— évolution de l'infestation par la tordeuse des bourgeons 683
— évolution du nombre d'arbres plantés 679
— incendies 662, 680-681
— plants mis en terre 661-662
— précipitations acides 184-195
— privées 660-661, 674-675
— programme de reboisement 661-662
— publiques 659-660, 672 673
— reboisement par essence et par région administrative 678
— récolte de matière ligneuse selon la superficie 673
— récolte de matière ligneuse selon le volume 672
— stades de développement des peuplements 666
— superficie de la forêt commerciale 669-670
— superficie de la forêt privée 674-675
— superficie de la forêt publique 672-673
— superficie des terres forestières par province 669
— superficie forestière incendiée 681
— superficie infestée par la tordeuse des bourgeons 662, 682-683
— superficie par région 659-660
— superficie totale 659
— superficie traitée contre la tordeuse des bourgeons 682
— volume marchand 659-660, 672-675

Formation personnelle
— indice des prix à la consommation 471, 496

Fournitures
— définition 765

Foyers d'accueil pour contrevenants
— coûts moyens 416

Fraises **591**

Framboises **591**

Frontières **147, 161**

G

Gains
— définition 512

Galeries d'art
— fréquentation 463

Garderies
— nombre de places 372
— Office des services de garde à l'enfance 333
— places 334

Gaz naturel
— consommation 735, 739, 754
— prix 732, 735, 755
— prix de vente moyen par province 755

Gendarmerie royale du Canada **381**

Géographie
— climats 152-153, 174
— faune et flore 153-158
— géologie 148-151, 173
— hydrographie 147-148
— superficie 147, 159-161

Géologie
— Appalaches 151, 173
— bouclier canadien 149, 173
— histoire 148-151
— plate-forme du Saint-Laurent 149, 173
— quaternaire 151

Glaciation **51**

Gouvernement du Québec
— actif 1094-1095, 1107
— besoins financiers bruts 1113
— chronologie 24-26
— conseil exécutif 64-66, 69
— dépenses 1093-1094, 1099, 1101, 1104-1107
— dépenses culturelles 470-471, 492-493
— dette 1108-1109
— emprunts à long terme 1110-1111
— emprunts garantis par le gouvernement 1110
— financement 1113
— finances 1093-1095
— investissements 1094
— lieutenant-gouverneur 64
— nature 64
— opération de la dette 1108
— passif 1094-1095, 1107
— prévisions des dépenses 1111-1112
— proportion des dépenses par rapport du PIB 1107
— rapports avec l'Assemblée nationale 66-67
— revenus 1093-1094, 1099-1103

Grains mélangés **561, 577-579**

Grands magasins
— ventes au détail 835-843

Graphite naturel **700**

Grèves, voir aussi Conflits de travail
— selon le nombre de travailleurs en cause 528

H

Habitations à loyer modique
— comparaisons Québec-Ontario 800, 816

Habitudes alimentaires
— consommation de produits de la pêche 617, 654
— par produit alimentaire 606-608

Hareng **632**

Haricots **585**

Hebdomadaires **945, 952**

Hébergement communautaire des détenus **383**

Heures de travail
— définition 512
— moyenne hebdomadaire 507-508
— supplémentaires 508

Heures-personnes payées
— définition 765

Histoire constitutionnelle **57-58**

Histoire géologique **148-151**

Histoire socio-culturelle **113-128**

Histoire socio-économique **37-55**

Homard **630, 632-633**

Hommes
— âge médian 76, 87
— diplômés du collégial 425
— diplômés du secondaire 425
— espérance de vie 78, 90, 92, 298-299
— mortalité 78-79, 91-92, 94
— nuptialité 81-83, 100-101, 105-108
— population 76, 87, 89
— vasectomies 80-81, 99, 101

Hôpitaux, voir Centre hospitaliers

Hôpitaux psychiatriques, voir Établissements psychiatriques

Hospitalisations
— durée moyenne 329, 331
— motifs 329-330
— nombre 329

Hydro-Québec **734**

Hydrographie, voir aussi Géographie
— bassins versants 147-148, 165
— lacs 148, 163
— régions hydrographiques 148, 165
— réservoirs 148, 163
— rivières 148, 163-164

Hystérectomies **80-81, 99, 101**

I

Identité nationale 119-122

Idéologies
— synthèse historique 113-128

Immatriculation des véhicules 909, 921

Immeubles à logements multiples
— taux de vacance 816

Immigrants
— catégories 274-275
— indépendants 275
— langue 320
— nombre en vertu des programmes humanitaires 321
— nombre selon la catégorie 319
— nombre selon la connaissance du français et de l'anglais 320
— nombre selon le continent de dernière résidence 317
— nombre selon le pays de provenance 318
— pourcentage selon le continent de dernière résidence 317
— provenance 109, 273-274
— réfugiés 275
— taux d'attraction 319

Immigration, voir aussi Immigrants
— bilan 83, 109-110, 273-274
— catégories d'immigrant 274-275
— définition 275
— internationale 83, 109, 273-274
— interprovinciale 84, 111
— taux d'attraction 319

Immobilisations
— définition 765
— secteur manufacturier 761

Importations
— machinerie et outillage 981, 1028
— matériel de communication 982, 1028
— matériel de transport 981, 1028
— matériel électrique 982, 1028
— métaux et minéraux 981, 1028
— papier 928, 1028
— principaux pays d'origine 978-979
— produits alimentaires 982, 1028
— produits chimiques 982, 1028
— produits divers 982, 1028
— produits du bois 982, 1028
— répartition par groupe de produits 981-982, 1028, 1030-1035, 1040-1043
— répartition selon l'origine 980-981, 1001, 1020-1027, 1029-1041
— textiles 981, 1028
— valeur 978
— venant des pays de l'OCDE 1030-1031
— venant des pays de la CEE 1030-1031
— vêtements 981, 1028

Incendies
— pertes matérielles 1082-1083
— pertes moyennes par habitant 1083
— répartition selon la valeur des pertes 1082-1083

Incendies de forêt
— coût d'extinction selon l'origine 680
— dommages causés selon l'origine 680
— nombre 662
— répartition selon l'origine 680-681
— superficie incendiée selon l'origine 662, 681

Indemnisation des accidentés du travail
— prestations versées 538-539

Indice des prix des entrées dans la construction
— définition 802

Indice des prix des logements neufs
— définition 802

Indice du prix relatif de l'énergie
— définition 737

Indices des prix à la consommation
— aliments 830-831
— comparaisons canadiennes 831
— définition 833-834
— dépenses des ménages 830
— évolution 532
— habitation 830-831
— indice d'ensemble 830-831, 862-863
— indices comparatifs de quelques villes 866-869
— indices par agglomération urbaine 862-864
— loisirs 830
— ménages à faible revenu 831-832, 868-870
— par groupe de biens et services 861
— tabacs et boissons alcooliques 830
— taux de variation 869-870
— transports 831

Industrialisation 47-55

Industrie agricole, voir aussi Produits agricoles
— amortissement des fermes 572-573
— apiculture 603-604
— bovins et veaux par province 592-594
— capital des fermes 573
— capitalisation 560
— dépenses d'exploitation 560, 572-573
— élevage de visons et renards 604
— fruits 591-592
— main-d'oeuvre 560
— moutons et agneaux par province 597-598
— oeufs 600
— porcs par province 595-596
— production de quelques grandes cultures 574, 576-582
— production totale de bêtes à cornes et veaux 595
— production totale de moutons et d'agneaux 598
— production totale de porcs 597
— produits d'origine animale 563-565
— produits d'origine végétale 560-563
— produits de l'érable 588-590
— produits laitiers 601-603
— recettes 559
— répartition mensuelle de la main-d'oeuvre 571
— revenu annuel des agriculteurs 568-570
— revenus en espèces 559
— revenus en nature 559
— salaire journalier 560
— superficie de quelques grandes cultures 574, 576-582
— valeur de la production de quelques grandes cultures 574, 576-682
— ventes de plants d'ornements 587
— volailles 599

Industrie chimique
— exportations 977

Industrie de l'alimentation
— exportations 976

Industrie de la construction
— apprentis 810
— associations syndicales 799
— compagnons 798, 810
— comparaisons canadiennes 797-798
— construction commerciale 797
— construction résidentielle 797
— définitions 801
— emplois 766
— employeurs actifs 813-814
— entreprises actives 813
— évolution du nombre de permis de bâtir à des fins résidentielles 806
— heures travaillées 809-810
— indice des prix 798
— indice des prix des entrées par province 808
— investissements 767
— logements mis en chantier par province 817
— logements parachevés par province 817
— masse salariale 809
— moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires 508
— moyenne hebdomadaire des heures travaillées 507
— nombre d'entreprises 798-799
— nombre d'heures travaillées 798
— nombre de permis de bâtir 797, 804-805
— nombre de salariés 798
— ouvriers non qualifiés 810
— ouvriers qualifiés 810
— rémunération 766
— salaires annuels moyens 798-799, 809
— salariés 809-812
— salariés non qualifiés 798
— salariés qualifiés 798
— salariés selon l'affiliation syndicale 813
— taille des entreprises 799
— valeur de la construction de bâtiments 797
— valeur des permis de bâtir 797, 806-807
— valeur des travaux de génie 797
— valeur des travaux de réparation 797
— valeur globale des travaux 797, 803-804

Industrie de la pêche
— débarquements de cinq espèces choisies 630
— définitions 618
— emplois 766
— évolution de la valeur au débarquement 638
— évolution de la valeur marchande 638
— importance des principales espèces dans les débarquements totaux 633
— investissements 767
— moyenne des revenus bruts de l'équipage des hauturiers 645
— nombre de pêcheurs de pêche intérieure 648
— pêche intérieure 616, 647-648
— pêche maritime 613-615
— prix moyen du kilo au débarquement selon l'espèce 639-640
— quantité de produits mis en vente 649-651
— quantité des captures totales par région et par espèce 637
— quantité et valeur des captures de la pêche intérieure 647-648
— quantité et valeur des débarquements par espèce et par province 620-629
— rémunération 766
— répartition des débarquements côtiers et hauturiers 636
— répartition des embarcations par région 641-645
— répartition des pêcheurs par région 641
— répartition mensuelle de la main-d'oeuvre 652
— transformation 616
— utilisation de chaque dollar provenant de la pêche hauturière 646-647
— valeur de la flotte de pêche par classe de bateau 644
— valeur des captures par espèce et par région 631-635, 637
— valeur des produits mis en vente 649-651
— valeur marchande 617
— volume des captures par espèce et par région 631-635
— volume des captures totales 619

Industrie de la restauration
— moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires 508
— moyenne hebdomadaire des heures travaillées 507-508

Industrie des pâtes et papiers
— carte de localisation des principales usines 690
— comparaisons canadiennes 664
— consommation intérieure 664
— emplois directs 664
— évolution 664
— évolution de la production selon le produit 693
— expéditions des usines par produit et par destination 694
— exportations 975
— investissements 664-665, 694
— nombre de salariés 664
— production annuelle des usines par produit 694
— production totale 664
— répartition des usines par région administrative et par produit 692
— répartition des usines selon la matière première utilisée 692
— statistiques principales par province 688-689
— usines 664, 691-692
— valeur de la production 694
— valeur des investissements 694
— volume de production des usines par produit 692

Industrie du bois
— carte de localisation des usines de sciage 686
— catégories de produits 663
— comparaisons canadiennes 662-663
— établissements 663
— évolution de la consommtion du bois de sciage 685
— expéditions des produits de l'industrie du sciage 688
— exportations 975
— moyenne hebdomadaire des heures travaillées 508
— répartition des usines par région et par produit 687
— secteurs 662
— statistiques principales par province 684-685

Industrie du camionnage, voir Camionnage

Industrie du matériel de communication
— exportations 976

Industrie du matériel de transport
— exportations 975-976

Industrie du matériel électrique
— exportations 976

Industrie du papier
— moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires 508

Industrie du sciage du bois
— approvisionnement 663
— bardeaux et lattes 663
— carte de localisation des usines 686
— évolution 663
— évolution de la consommation du bois de sciage 685
— expéditions des produits et sous-produits 688
— production 663
— usines 686

Industrie du taxi, voir Taxis

Industrie du textile
— exportations 976-977

Industrie du vêtement
— exportations 976-977
— moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires 508
— moyenne hebdomadaire des heures travaillées 508

Industrie forestière
— comparaisons canadiennes 661
— emplois 766
— établissements 661
— industries dérivées 662-663
— investissements 767
— récolte de matière ligneuse 672-673
— rémunération 766
— volume de bois des forêts privées mis en marché 675
— volume récolté 660, 674-675

Industrie manufacturière, voir aussi Secteur manufacturier
— comparaison des exportations canadiennes, américaines et du marché commun 782
— exportations 977
— manufacturiers exportateurs 977, 1012-1021
— moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires 508
— moyenne hebdomadaire des heures travaillées 507-508

Industrie métallurgique
— exportations 975

Industrie minière
— Abitibi-Témiscamingue 706-707
— aluminium 702, 715
— amiante 701
— Bas-Saint-Laurent—Gaspésie 704-705
— capacité et volume de production d'aluminium par entreprise 715
— Chibougamau-Chapais 705
— comparaisons canadiennes 699-700
— Côte-Nord et Nouveau-Québec 703
— cuivre 701-702
— définitions 709
— effets de la récession de 1982 699
— emplois 720, 766
— évolution de la valeur de la production minérale 712
— évolution des dépenses totales d'investissement 726
— exploration 708
— fer (minerai) 701
— heures payées 720
— indice de la production de certaines régions par substance 719
— investissements 707-708, 721-726, 767
— localisation des plus importantes exploitations minières 710
— main-d'oeuvre 707
— matériaux de construction 703
— minéraux industriels 699
— minéraux métalliques 699
— Montréal 705-706
— moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires 508
— moyenne hebdomadaire des heures travaillées 507
— or 700-701
— Outaouais 706
— part relative de la valeur des expéditions minérales des provinces 711
— principaux minéraux canadiens 699
— prix moyen des métaux sur le marché mondial 716
— production minérale 700-702
— Québec et Estrie 703-704
— rémunération 766
— répartition de la valeur de la production minérale 714
— répartition des dépenses d'investissement 721
— Saguenay—Lac-Saint-Jean 705
— salaires 720
— situation régionale 703-707
— valeur de la production minérale par substance 713
— valeur des expéditions minérales par région administrative 716
— volume de la production minérale par substance 712-713
— volume et valeur de la production minérale de quelques régions 717-718

Industrie pétrochimique
— exportations 977

Industrie touristique
— établissements hôteliers 878-879
— hébergement 878-879
— restauration 879-880

Industries
— assainissement des eaux usées 187, 209
— conjoncture 137-139
— déchets dangereux 188-190, 210
— pollution de l'eau 208
— précipitations acides 182-183, 185, 193, 198

Inflation, voir aussi Lutte contre l'inflation
— évolution 1141

Infractions aux règlements municipaux
— nombre par région administrative 398

Infractions aux règles de stationnement
— nombre par région administrative 398

Infractions criminelles
— comparaisons canadiennes 380
— étapes du processus pénal 388
— formules de compilation 379, 385
— jeunes vs adultes 394-395
— nature 380
— nombre d'infractions rapportées 379
— nombre par région administrative 396-397
— nombre selon la catégorie 395
— nombre selon le sexe 395
— rapportées par la police amérindienne 379
— selon la catégorie 386-387, 389-390
— taux 380
— taux de déclaration 379
— taux de solution 379-380, 385, 389-390, 392-393
— taux par municipalité de plus de 5 000 habitants 391
— taux par province 392-394
— taux par région administrative 390-393, 396-397

Infractions relatives à la circulation
— formules de compilation 385
— nature 381
— nombre 381, 396-397
— taux de solution 385
— taux par région administrative 396-397

Institutions financières
— banque d'épargne 1049-1050
— Banque fédérale de développement 1052, 1077
— banques à charte 1049, 1056-1061
— Bourse de Montréal 1055, 1086-1087
— Caisse de dépôt et placement du Québec 1052-1053,1077-1078
— caisses d'épargne et de crédit 1050-1051, 1062-1070
— compagnies d'assurance 1053-1054, 1079-1081
— compagnies de fidéicommis 1051, 1071-1072
— institutions de dépôt 1049-1052, 1076-1077
— Régie de l'assurance automobile du Québec 1054-1055, 1084
— sociétés de prêts hypothécaires 1051, 1072-1073
— sociétés financières 1053

Institutions politiques et judiciaires
— administration publique 68-71
— histoire 57-58
— nature 57
— Parlement du Québec 59-68
— statut constitutionnel 58-59, 67-70, 73
— tribunaux 71-73

Inuit
— population 274
— population selon le groupe d'âge 324
— population selon le lieu de résidence 322-324
— population selon le sexe 324

Inventaires agricoles
— définition 567

Investissements
— administration publique 767
— agriculture 767
— assainissement des eaux usées 209
— commerce 767
— énergie 732, 767
— évolution 1143
— industrie de la construction 767
— industrie de la pêche 767
— industrie des pâtes et papiers 664-665, 694
— industrie forestière 767
— industrie minière 707-708, 721-726, 767
— secteur de l'énergie 742
— secteur des communications 767
— secteur des services 767
— secteur des transports 767
— secteur manufacturier 769
— secteur primaire 767
— secteur secondaire 767
— secteur tertiaire 767

J

Jardins zoologiques 468

Jeunes
— infractions criminelles 394-395
— population 76, 87, 89

Juges
— nombre 382
— nomination 73
— répartition par région socio-sanitaire 406-407

Juges de paix 71

Justice
— tribunaux 71-73

L

Lacs
— acidification 184, 205
— distribution 148, 163
— précipitations acides 184, 205

Laïcisation 123-124

Lait, voir Produits laitiers

Laitue 585

Lecture, voir aussi Livres
— adeptes 463
— indice des prix à la consommation 471
— nombre de prêts dans les bibliothèques 475
— répartition des lecteurs 473

Légumes 562, 582-587

Légumes de serre 587

Lésions professionnelles, voir Accidents de travail

Libérations conditionnelles
— définition 384
— nombre 383, 413

Librairies
— répartition par région administrative 475
— ventes au détail 835-843

Librairies agréées
— nombre 465

Lieutenant-gouverneur
— liste 230
— nature de la fonction 64

Livres, voir aussi Lecture
— définition 472
— disponibles dans les bibliothèques publiques 473
— indice des prix à la consommation 496

Livres pour enfants
— publications québécoises 465

Livres québécois
— catégories 465
— éditions commerciales 466
— langue de publication 466
— manuels scolaires 465
— monographies 465-466
— nombre 465
— nombre d'exemplaires 466
— pour enfants 465
— premières éditions 466
— prix moyen 466
— publications gouvernementales 465-466
— tirage selon la langue 466
— traductions 466

Locataires
— nombre 799, 814-816

Lock-out
— selon le nombre de travailleurs en cause 528

Logement
— définition 801

Logement mis en chantier
— définition 801

Logement parachevé
— définition 801

Logements
— âge 800, 815
— demande 135-136
— évolution de l'offre et de la demande 817
— habitations à loyer modique 800, 816
— immeubles à logements multiples 799
— indice des prix 800, 818
— maisons simples 799

— mis en chantier et parachevés par province 817
— mode d'occupation 799
— nouveaux 800
— privés occupés selon la période de construction 815
— privés occupés selon la région 816
— privés occupés selon le mode d'occupation 814-816
— privés occupés selon le nombre de pièces 815
— privés occupés selon le type d'immeuble 815
— statistiques générales 799-800
— taille 800, 815
— taux de vacance 800
— taux de vacance des immeubles à logements multiples 816

Logements collectifs 799

Logements privés 799

Logirente, voir Allocation-logement pour les personnes âgées

Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (Québec 1979) 222

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels
— demandes de prestations 551
— montants versés 551

Loi sur la protection du territoire agricole 565

Loi sur les accidents de travail
— prestations versées 550

Loi visant à favoriser le civisme
— demandes de prestations 551
— montants versés 551

Loisirs
— activités 880, 900-901
— baignade 880, 900-901
— consommation 125-127
— équipements des ménages 881, 897
— équipements gouvernementaux 880, 898-901
— équipements récréatifs divers 880-881
— indice des prix à la consommation 471, 496
— interprétation de la nature 880, 900-901
— ski alpin 880, 900-901

Loups-marins 635

Lutte contre l'inflation
— évolution 1141

M

Magasins indépendants
— définition 833

Magasins à succursales
— définition 833
— valeur des ventes selon le genre de commerce 842-843

Magnétoscopes 949, 964

Main-d'oeuvre, voir aussi Emploi
— agriculture 571
— industrie minière 707, 720
— usines de transformation de poissons 652

Maïs 585

Maïs-grain 561, 574

Maison d'appartements
— définition 801

— répartition des permis de bâtir par région économique 804-805

Maisons doubles 799, 801, 804-805

Maisons en rangée 801, 804-805

Maisons jumelées 799

Maisons simples 799, 801, 804-805

Maladies
— comme causes d'hospitalisation 329

Mammifères
— distribution 154-157, 171

Manoeuvres 798

Manuels scolaires
— publications québécoises 465

Manufacturiers exportateurs
— définitions 983
— expéditions selon la destination 1012-1013
— expéditions selon la région d'origine 1014-1021

Maquereau 633

Marchands de gros
— définition 833

Marché du travail, voir aussi Chômage, Emploi, Population active, Rémunération, Salaires
— chômage 505, 523, 525
— conjoncture 139-141
— définitions 511
— emplois 503-505, 515, 517-518
— indice de l'emploi des industries par région urbaine 522
— industrie agricole 571
— industrie manufacturière 520
— moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires 535
— moyenne hebdomadaire des heures travaillées 534
— normes du travail 506
— part du Québec dans les emplois au Canada 522
— population active 503, 513, 516
— population inactive 515
— rapport emploi-population 517
— relations de travail 506
— répartition de l'emploi 519-521
— répartition des chômeurs selon leur situation 523
— syndicalisation 505-506
— taux d'activité par région économique 513
— taux d'activité selon le groupe d'âge 514
— taux de chômage 523
— taux de chômage par groupe d'âge 524-525
— taux de chômage par région économique 525
— usines de transformation de poissons 652

Mariages, voir aussi Nuptialité
— civils vs religieux 273
— nombre 272-273

Mass media 116-117

Matériaux de construction
— produits de l'industrie minière 703

Médecins
— répartition par région sanitaire 364-365
— répartition selon la catégorie 364-366
— répartition selon le montant moyen versé 366

Médias électroniques
— radio 946, 953-956
— télévision 946-947, 957-959

Ménages
— définition 275, 511
— répartition 537

Mères célibataires **272**

Merluche **633**

Métaux
— prix moyen sur le marché mondial 716
— récupération et recyclage 190, 213

Météorologie, voir aussi Climats
— précipitations 168-172
— températures 168-172

Miel **564, 604**

Migrations
— bilan 76, 86-87, 109-110, 273-274
— internationales 83-84, 109, 273-275, 316-321
— interprovinciales 84, 111, 275, 314-316
— interrégionales 316

Milieu terrestre, voir Qualité du milieu terrestre

Minéraux, voir Industrie minière

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
— enquête sur les habitudes alimentaires 565-564, 606-608

Ministère de l'Éducation
— dépenses culturelles 470
— responsabilité des écoles 421

Ministère de l'Environnement
— assainissement des eaux usées 186-187
— précipitations acides 185
— urgences 191

Ministère de la Main-d'oeuvre et la Sécurité du revenu
— Protecteur du citoyen 227

Ministère des Affaires culturelles
— bibliothèques 470
— conservatoires 470
— dépenses selon le secteur 494
— écoles de musique 470
— enquête sur les comportements culturels québécois 463
— interventions en 1983-84 470
— musées 468, 471
— organismes subventionnés 470
— programme d'aide aux équipements culturels 471
— répartition des investissements 489

Ministère des Affaires municipales
— dépenses culturelles 470

Ministère des Communications
— dépenses culturelles 470

Ministère des Finances
— perception des revenus 1093-1094

Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
— dépenses culturelles 470
— territoires gérés 880

Ministère du Revenu
— perception des revenus 1093-1094
— Protecteur du citoyen 227

Ministres **64-66, 69**

Modernisation **114-116**

Modes de vie **122-127**

Mollusques et crustacés **614, 620-629, 637**

Monographies
— définition 472
— répartition par sujet 476-477, 480-481
— répartition selon la langue de publication 480-481
— tirage par sujet 478-481
— tirage selon la langue de publication 480-481

Montagnes **161-162**

Monument historique
— définition 472

Monuments historiques classés ou reconnus **467**

Mortalité, voir aussi Décès
— bilan 75-76, 86-87
— causes 79, 94, 272
— due au cancer 329
— espérance de vie 78, 90, 92, 271-272, 296, 298-299
— évolution selon la communauté régionale 280-285
— évolution selon la communauté urbaine 280-285
— évolution selon la municipalité régionale de comté 280-285
— infantile 78, 93, 272
— municipalités de 5 000 habitants et plus 284-291,293-296
— selon l'âge et le sexe 78-79, 90, 92, 272, 301-306
— selon la cause 306
— selon la région administrative 301-305
— suicides 272
— taux 75, 86, 271-272, 300

Mortalité infantile
— comme mesure de l'état de santé 329
— taux 301

Morue **614, 630, 633-634**

Moutons et agneaux **563-564, 597-598**

Municipalités
— actif 1126-1127
— assainissement des eaux usées 186-187
— catégories 229
— comportements démographiques 284-291, 293-296
— déchets ménagers 190, 210, 214
— dépenses 1096-1097, 1114-1115, 1120-1125, 1129
— dette à long terme 1109, 1129-1130
— émissions d'obligations 1128
— emplois 249
— évaluation des biens-fonds imposables 1115, 1129
— évolution de divers indicateurs économiques 1129
— financement des bibliothèques 465
— fonds d'administration 1124-1125
— fonds des règlements d'emprunt 1126-1127
— modes de financement 1126-1127
— modes de remboursement de la dette à long terme 1128-1129
— nombre 222, 1095
— population 78, 88, 222, 241, 284-291, 293-296, 1115, 1129
— qualité de l'air 181, 193-196
— rémunération 249
— répartition selon la population 241
— répartition selon le statut 244
— revenus 1095-1096, 1103, 1114-119

Municipalités régionales
— définition 229

Municipalités régionales de comté
— bilan 1131
— carte 242
— comportements démographiques 280-285
— degré d'urbanisation 223
— dépenses 1097-1098, 1130

— liste 243
— nombre 222, 1097
— population 78, 90, 223, 244-246, 280-285
— responsabilité 222
— revenus 1097, 1130
— superficie 223, 244-246

Municipalités rurales
— nombre 222
— population 222

Municipalités sans désignation **222**

Municipalités unitaires
— définition 229

Musée d'art contemporain de Montréal **468**

Musée de la civilisation **468**

Musée du Québec **468**

Musée du Séminaire de Québec **468**

Musées
— contributions à leur financement 491
— énumération 468
— fréquentation 463
— ministère des Affaires culturelles 471
— nombre 467
— répartition des contributions au réseau 490

Musique
— adaptes 463
— classique 464
— populaire 463-464
— répartition de l'écoute selon le genre par groupe d'âge 496

N

Naissances, voir aussi Natalité
— bilan 75-76, 86-87
— hors mariage 80, 272
— selon la région 272
— selon le rang 79, 98
— selon le statut des parents 98

Natalité, voir aussi Naissances
— évolution 280-285
— municipalités de 5 000 habitants et plus 284-291, 293-296
— nombre de naissances 307
— nombre de naissances par région administrative 310
— nombre de naissances selon l'âge de la mère 308-310
— nombre de naissances selon l'état matrimonial de la mère 308-309
— nombre de naissances selon le poids 308
— nombre de naissances selon le sexe 308
— taux 75, 86, 272, 307

Navets **585**

Niobium **700**

Nitrate
— dépôts humides 184, 198, 204

Normes du travail
— infractions 506

Nuitées-personnes
— définition 882

Nuptialité, voir aussi Mariages
— bilan 81, 100-101, 272-273
— des célibataires 81, 102-103
— divorces 81-82, 100-101, 104-105
— état matrimonial 82-83, 105-109
— évolution 280-285
— municipalités de 5 000 habitants et plus 284-291, 293-296
— nombre de mariages par région socio-sanitaire 311
— nombre de mariages selon l'âge 312-313
— nombre de mariages selon l'état matrimonial 312-314
— nombre de mariages selon le sexe 312-313
— nombre de mariages selon le type 311
— unions libres 82-83, 105-108

O

Obligations, voir Émissions d'obligations

Oeufs **600**

Oeuvres d'art
— collections publiques 468

Office des services de garde à l'enfance **333-334**

Oignons **586**

Oiseaux
— distribution 154-158

Opérateurs d'équipement lourd **798**

Optométristes
— répartition selon l'âge par région socio-sanitaire 371

Or **700-701**

Ordonnances de probation
— nombre 383, 413

Ordonnances de probation avec surveillance
— définition 384

Organismes culturels professionnels **469**

Organismes d'éducation
— comparaisons Québec-Ontario 429-430

Organismes d'enseignement
— coûts 429
— définition 421
— dépenses de fonctionnement comparées Québec-Ontario 455-456
— personnel 426
— répartition 433

Organismes en arts d'interprétation subventionnés
— répartition par région administrative 495

Organismes gouvernementaux
— rôle 69

Organismes professionnels de production de spectacles
— répartition par région administrative 486

Orge **560, 574**

Ouvrier non qualifié
— définition 801

Ouvrier qualifié
— définition 801

Oxyde d'azote
— émissions 183, 197-198

P

Papeteries
— ventes au détail 835-843

Papier
— récupération et recyclage 190, 211-213

Parcs **880, 898-901**

Parlement du Québec
— Assemblée nationale 60-63, 66-67
— gouvernement 64-67
— histoire 59-60
— nature 59
— statut constitutionnel 67-68

Participation électorale
— élections générales 221, 232, 237-239
— élections partielles 221, 240

Particuliers
— secteur manufacturier 771

Partis politiques
— chronologie 26-28

Pêche commerciale
— débarquements de cinq espèces choisies 630
— évolution de la valeur au débarquement 638
— évolution de la valeur marchande 638
— importance des principales espèces dans les débarquements totaux 638
— moyenne des revenus bruts de l'équipage des hauturiers 645
— nombre de pêcheurs de pêche intérieure 648
— prix moyen du kilo au débarquement selon l'espèce 639-640
— quantité des captures totales par région et par espèce 637
— quantité des produits mis en vente 649-651
— quantité et valeur des débarquements par espèce et par province 620-629
— quantité et valeurs des captures de la pêche intérieure 647-648
— répartition des débarquements côtiers et hauturiers 636
— répartition des embarcations par région 641-645
— répartition des pêcheurs par région 641
— utilisation de chaque dollar provenant de la pêche hauturière 646-647
— valeur de la flotte de pêche par classe de bateau 644
— valeur des captures par espèce et par région 631-635
— valeur des captures totales par région et par espèce 637
— valeur des produits mis en vente 649-651
— volume des captures par espèce et par région 631-635
— volume des captures totales 619

Pêche intérieure
— définition 618
— nombre de pêcheurs 616
— principales espèces capturées 616
— valeur des captures 647
— volume des captures 616, 647

Pêche maritime
— définition 618
— flotte de pêche 615
— part du Québec dans l'ensemble canadien 613
— pêcheurs 615
— principales espèces capturées 614
— régions 615
— valeur des prises 613
— volume des prises 613

Pêcheurs
— définition 618
— répartition par région 641

Peintres **798**

Pépinières
— ventes de plants fruitiers et d'ornement 590-591

Périodiques **945, 953**

Permis de bâtir
— évolution de leur nombre 806
— répartition par région économique 804-805
— valeur par province 808
— valeur par région économique 806-807

Permis de conduire **910, 922-923**

Persévérance scolaire **425**

Personnel assimilé
— définition 765

Personnel scolaire **426**

Personnes âgées
— population 76, 87, 89
— services pharmaceutiques 368

Personnes condamnées
— définition 384

Personnes prévenues
— définition 384

Petites et moyennes entreprises
— secteur manufacturier 764, 792

Pétoncle **634**

Pétrochimie
— consommation de pétrole 747

Pétrole
— comparaisons canadiennes 733
— consommation 733, 739
— consommation de produits pétroliers non énergétiques 747
— consommation pour l'asphalte 747
— consommation pour la pétrochimie 747
— échanges commerciaux 747
— importations 732-733
— part relative des sources d'approvisionnement en pétrole brut 745
— prix 732-733, 747
— provenance des approvisionnements de pétrole brut 744-745
— raffinage 733
— tonne d'équivalent pétrole 737

Pharmacies
— ventes au détail 835-843

Phénomènes démographiques, voir Comportements démographiques

Piments **586**

Pipe-line, voir Transport par pipe-line

Plants d'ornement **562-563, 587, 590-591**

Plants fruitiers **590-591**

Plate-forme du Saint-Laurent **149**

Plie **634**

Plomb **181, 196**

Point de vente au détail
— définition 833

Pois de conserve **586**

Poissons, voir aussi Alimentation, Industrie de la pêche, Pêche
— distribution 154-158, 184, 205
— précipitations acides 184, 205

Poissons de fond
— quantité et valeur des captures totales 637
— quantité et valeur des débarquements par espèce et par province 620-629

Poissons pélagiques et d'estuaire
— quantité et valeur des captures totales 637
— quantité et valeur des débarquements par espèce et par province 620-629

Police, voir Corps policiers

Politique de plein emploi **140-141**

Polluants **208**

Pommes **562, 591**

Pommes de terre **561, 580-582**

Population, voir aussi Démographie
— accroissement quinquennal 278
— canadienne 276-278
— comparaison Québec-Ontario 222
— densité par province 278
— ensemble nord-américain 271, 276
— évolution 279-285
— municipalités 222, 241, 284-291, 293-296
— municipalités régionales de comté 244-246
— par région administrative 297
— relative du Québec dans l'ensemble nord-américain 271, 276
— répartition par province 278

Population active
— définition 511
— évolution 253, 516
— femmes 253
— par groupe d'âge 513
— selon le sexe 513
— taux par région économique 513

Population autochtone
— définition 274

Population inactive **515**

Population rurale
— taux de croissance par province et territoire 292

Porcs **563, 595-597**

Ports
— marchandises manutentionnées 934-935
— Montréal 915
— nombre 913
— Port-Cartier 914
— Québec 915-916
— revenus et bénéfices d'exploitation 936
— Sept-Îles 915

Possibilités de coupe
— définition 666

Poursuites pénales
— coût par province 405

Pouvoir d'achat du dollar à la consommation
— définition 833
— statistiques 870

Précipitations acides
— dépôts de nitrate 184, 198, 204
— dépôts de sulfate 183-184, 198, 203
— écosystèmes aquatiques 184
— écosystèmes forestiers 184-185
— émissions de dioxyde de souffre et d'oxyde d'azote 182-183, 193 197-198
— mesures de lutte 185
— nature et causes 182
— provinces et États américains 201
— sensibilité des terrains 200
— valeurs de pH 183, 198, 202
— vents 199

Premier ministre **64-66, 230**

Presse écrite
— hebdomadaires 945, 952
— périodiques 945, 953
— quotidiens 945, 952
— revues spécialisées 945, 953

Prêts d'oeuvres d'art, voir Collection «Prêt d'oeuvres d'art»

Prêts aux agriculteurs
— banques à charte 1060-1061

Prêts aux entreprises
— banques à charte 1060-1061

Prêts aux provinces et aux municipalités
— banques à charte 1060-1061

Prêts et bourses d'études **430, 456-457**

Prêts hypothécaires
— banques à charte 1060-1061
— comparaisons entre les catégories d'institution de dépôt 1075
— estimation des hypothèques résidentielles impayées 1074
— variation de l'encours des banques à charte 850

Prêts personnels
— banques à charte 1060-1061
— sociétés financières 1079
— variation de l'encours des banques à charte 850

Principe de légalité **70, 73**

Prisons, voir Établissements de détention

Prix à la consommation, voir aussi Indices des prix à la consommation
— indices par agglomération urbaine 862-864
— indices par groupe de biens et services 861

Prix de l'électricité **734-735, 753-754**

Prix de l'énergie
— comparatif des diverses formes à Montréal 741
— indice par agglomération urbaine 862-869
— relatif par secteur de consommation 740
— variation 731-732

Prix de l'essence
— ordinaire 748
— sans plomb 749

Prix de l'habillement
— indice par agglomération urbaine 862-869

Prix de la construction **798**

Prix des aliments
— indice par agglomération urbaine 862-869

Prix des biens de santé
— indice par agglomération urbaine 862-869

Prix des livres québécois **466**

Prix des logements
— indice par agglomération urbaine 862-869

Prix des produits agricoles
— indice 559, 570

Prix des tabacs et boissons alcooliques
— indice par agglomération urbaine 862-869

Prix des transports
— indice par agglomération urbaine 862-869

Prix du gaz naturel **735, 755**

Prix du pétrole **732-734, 747-749**

Processus pénal
— infractions au Code criminel 388

Producteurs de lait **601**

Production de serre **587**

Production industrielle
— conjoncture 137-139

Production minérale
— capacité et volume de production d'aluminium par entreprise 715
— évolution de la valeur 712
— évolution du volume de production d'aluminium 715
— indice de la production de certaines régions par substance 719
— répartition de la valeur par catégorie de substance 714
— valeur des expéditions par région administrative 716
— valeur par substance 713, 717-718
— volume par substance 712-713, 717-718

Produit intérieur brut
— évolution 1141, 1146-1147
— taux de variation 1146

Produit intérieur brut aux prix du marché
— définition 1145

Produit national brut
— évolution 1142, 1156-1157

Produits agricoles
— animaux à fourrure 565
— apiculture 564, 603-604
— avoine 561, 576-577
— betterave à sucre 560-561, 574
— blé 560, 574
— bovins et veaux 563, 592-595
— d'origine végétale 560-563
— foin cultivé 561, 579-580
— fruits 591-592
— grains mélangés 561, 577-578
— légumes 562, 582-587
— légumes de serre 587
— maïs-grain 561, 574
— moutons et agneaux 563-564, 597-598
— oeufs 600
— orge 560, 574
— plants d'ornement 562-563, 587
— pomme de terre 561, 580-582
— pommes 562
— porcs 563, 595-597
— produits de l'érable 563, 588-590
— produits laitiers 564, 601-603
— renards 565, 604
— seigle 560, 574
— visons 565, 604
— volailles 564

Produits de l'érable **563, 588**

Produits de la pêche
— consommation totale par personne 654

Produits laitiers **564, 601-603**

Profits des sociétés
— évolution 1141-1142, 1147

Programme d'aide aux équipements culturels **495**

Programme d'aide financière aux parents pour les services de garde **510**

Programme de chirurgie buccale **369**

Programme de services optométriques **370**

Programme des prothèses **371**

Propriétaires **799, 814-816**

Proposition de faillite
— définition 833

Protecteur du citoyen
— cas soumis 264-265
— demandes d'enquête 226-227
— fonction 70
— mission 226
— nature des plaintes 227

Protection du patrimoine **467, 472**

Prothèses, voir Programme des prothèses

Provinces géologiques **149, 173**

Publications gouvernementales **465-506**

Publicité
— agences 949, 964
— définitions 951
— dépenses publicitaires 948-949, 963
— gouvernementale 949, 963
— marché canadien 948, 962
— médias 948, 962
— part du marché publicitaire des médias québécois 962

Q

Qualité de l'air
— agglomérations urbaines 181, 193-195
— monoxyde de carbone 181-182
— particules en suspension 181, 193-195
— plomb 181, 196
— précipitations acides 182-185, 193, 196-206
— réglementation 185

Qualité de l'eau
— assainissement agricole 187-188, 208
— assainissement industriel 187, 208-209
— assainissement urbain 186-187, 206-208
— jouissance de l'environnement 188
— problématique 186

Qualité du milieu terrestre
— déchets dangereux 188-190, 210
— récupération et recyclage 190, 211-214
— réserves écologiques 190, 215

Quasi-municipalités
— définition 229

Quaternaire (ère) **151**

Quincailleries
— ventes au détail 835-843

Quotidiens
— nombre 945, 952
— tirage 945, 952

R

Radio, voir Stations de radio

Radiodiffusion
— définitions 951

Radis **586**

Raffineries de pétrole
— capacité de raffinage des provinces 746
— évolution 733
— taux d'utilisation de la capacité de raffinage des provinces 746

Ralliement créditiste **221**

Rapport emploi-population
— définition 511

Recensement
— définition 275

Récession économique de 1982 **130-131, 1141**

Recherche et développement
— combustible et électricité utilisés 775
— comparaison de certaines variables des PME et des grands établissements 774
— matières et fournitures utilisées 775
— nombre d'établissements 775
— nombre de travailleurs 775
— répartition des travailleurs à la production par groupe d'industries 776
— secteur manufaturier 762, 773
— statistiques principales 775
— valeur ajoutée 775
— valeur de production 775

Récoltes de bois, voir Exploitation forestière

Recours collectifs
— nombre de requêtes autorisées 382
— procédures 408

Récupération
— déchets ménagers 190, 211-214

Recyclage
— déchets ménagers 190, 211-214

Réfugiés
— immigration 275

Régie de l'assurance automobile du Québec
— budget 229
— demandes d'indemnités 551, 1054, 1084
— mandat 1054
— Protecteur du citoyen 227
— revenus 1055, 1084
— versements d'indemnités 1084

Régie de l'assurance-maladie du Québec
— budget 229
— coûts 332-333
— rémunération 335
— services dentaires 333
— services médicaux 332-333
— services optométriques 333
— services pharmaceutiques 333

Régie des rentes du Québec
— budget 229

Régime d'assurance-maladie
— coût des programmes 359-360
— coût selon la catégorie de service 359
— coûts des services médicaux selon l'âge et le sexe 363
— nombre de services médicaux selon l'âge et le sexe 363
— taux de participation selon l'âge et le sexe 363
— taux de variation du coût 361

Régime de rentes du Québec
— bénéficiaires 509, 545
— cotisants 509
— déboursés nets 509
— déboursés nets selon le genre de prestations 546
— état des revenus et dépenses 548
— évolution 546
— moyenne mensuelle des nouvelles prestations 548
— moyenne mensuelle des prestations totales 548
— prestations versées 538-539
— proportion de la population cotisant 547
— rente moyenne 509

Régime parlementaire, voir Parlement du Québec

Région de la forêt commerciale
— définition 666

Régions administratives scolaires
— carte 432

Régions agricoles
— carte 575

Régions hydrographiques **148, 165**

Régions métropolitaines de recensement
— croissance démographique 292
— définition 229
— emplois 246
— population 78, 90
— rémunération 246

Régions urbaines et rurales
— population 78, 89

Relations de travail
— chronologie 28-31

Remboursement d'impôt foncier
— bénéficiaires 545
— montants versés aux bénéficiaires 538-539, 545

Rémunération
— administration publique 223-226, 229, 246, 766
— administration publique fédérale 247-248
— administrations locales 249
— administrations publiques provinciales 250
— agriculture 766
— avantages sociaux 506-507
— commerce 766

— comparaisons régionales 507
— définitions 512
— dentistes 335
— énergie 766
— entreprises publiques fédérales 248
— évolution des salaires selon les conventions collectives 531
— évolution du salaire hebdomadaire moyen 532
— hebdomadaire moyenne 507, 533
— industrie agricole 560
— industrie de la construction 766, 809
— industrie de la pêche 766
— industrie du camionnage 912, 931
— industrie forestière 766
— industrie minière 766
— main-d'oeuvre agricole 571
— masse salariale 506-507
— médecins 335
— optométristes 335
— Régie de l'assurance-maladie du Québec 335
— rémunération hebdomadaire moyenne par secteur d'activité 530
— répartition des revenus des familles 554
— revenus des agriculteurs 568-570
— salaire minimum 529
— salaires globaux par secteur d'activité 530
— salariés couverts par convention collective 507
— secteur des communications 766
— secteur des services 766
— secteur des transports 766
— secteur primaire 766
— secteur secondaire 766
— secteur tertiaire 766
— services médicaux 361

Rémunération brute
— définition 512

Rémunération des heures supplémentaires
— définition 512

Renards **565, 604**

Rentes, voir Régime de rentes du Québec

Reptiles **158**

Réseau des affaires sociales
— description 331-332
— état des revenus et dépenses 332
— répartition des établissements 344

Réseau hydrologique, voir Hydrographie

Réserves fauniques **880, 898-901**

Réservoirs
— distribution 148

Ressources affectées à la détention et à la probation **412-413**

Ressources communautaires affectées aux prévenus et détenus **414**

Ressources écologiques **190-191, 215**

Ressources secondaires récupérables **190, 211-214**

Restaurants
— catégories d'établissement 879, 896-897
— comparaisons canadiennes 879-880
— nombre d'établissements 879, 896-897
— recettes 879, 896

Retraité
— définition 511

Revenu brut agricole réalisé
— définition 567

Revenu brut agricole total
— définition 567

Revenu des fermes
— définition 567

Revenu intérieur net
— évolution 1146

Revenu national net
— évolution 1156-1157
— rapport avec l'épargne 1158-1159

Revenu net agricole
— définition 567

Revenu personnel
— définition 1145

Revenu personnel disponible
— définition 1145

Revenus agricoles **559**

Revenus des administrations publiques **1154, 1160**

Revenus des particuliers
— agriculteurs 568-570
— évolution 1143-1144
— importance relative des revenus de transfert 1151
— provenance 1150, 1158-1159
— rapport avec l'épargne 1158-1159
— répartition des familles 554
— revenu moyen des familles 510
— utilisation 1152

Revenus nets des entreprises
— évolution 1142

Révolution tranquille **119-120**

Revues spécialisées **945, 953**

Rivières
— caractéristiques hydrologiques 166-167
— distribution 148, 164

Rivières à saumon **880**

Routes
— fréquentation 909
— nombre 909

Rule of law, voir Principe de légalité

Salaire minimum **529**

S

Salaires, voir aussi Rémunération
— administration publique 225
— dentistes 335
— départs d'employés 226
— députés 62
— entreprises téléphoniques 962
— évolution du salaire hebdomadaire moyen 532
— évolution selon les conventions collectives 531
— globaux par secteur d'activité 530
— hebdomadaires moyens 507
— industrie agricole 560

— industrie de la construction 798, 809
— industrie minière 720
— internes 335
— main-d'oeuvre agricole 571
— médecins 335
— minimum 529
— rémunération hebdomadaire moyenne 530, 533
— rémunération horaire moyenne 534
— résidents 335
— secteur manufacturier 768

Salaires à la production
— définition 765

Salarié
— définition 512

Salariés lésés
— enquêtes de la Commission des normes du travail 528
— infractions détectées 529
— montants réclamés en vertu des normes du travail 528-529
— répartition par groupe d'âge 529
— répartition selon le secteur d'activité économique 528

Salles d'archives **467**

Salles d'exposition **467**

Salles de cinéma
— à écrans multiples 467
— fréquentation 482
— nombre d'établissements 467, 482
— nombre de séances de projection 467
— nombre de sièges 467, 482
— nombre de spectateurs 466-467

Salles de spectacle **467**

Sanctuaires d'oiseaux **468**

Santé
— coûts 332-333
— dépenses par habitant selon la province 342
— dépenses privées 330
— dépenses publiques 330-331, 340-344
— dépenses publiques dans les pays de l'OCDE 343-344
— dépenses publiques selon l'organisme responsable 340
— dépenses publiques selon la province 342-343
— dépenses selon le secteur 343
— établissements 331-332
— instruments de mesure 329

Saumon **634**

Sciage de bois, voir Industrie du sciage de bois

Scolarisation
— comparaisons canadiennes 425
— définition 431
— effets sur les comportements culturels 464
— évolution 425
— selon le groupe d'âge 447
— selon le sexe 446

Sébaste **630, 635**

Secteur de la construction, voir Industrie de la construction

Secteur des communications
— définitions 951
— emplois 766
— industrie de la vidéo-cassette à domicile 949-950, 965-966
— investissements 767
— médias électroniques 946-947, 953-958
— presse écrite 945, 952-953
— publicité 948-949, 962-964
— rémunération 766
— télédistribution 947, 959
— téléphonie 947-948, 960-962

Secteur des services
— emplois 766
— investissements 767
— rémunération 766

Secteur des transports
— emplois 766
— investissements 767
— rémunération 766

Secteur manufacturier
— activité dans les régions 763-764
— compagnies incorporées 762, 771
— comparaisons canadiennes 761
— dans le produit intérieur brut 761
— définitions 765
— degré de concentration 762
— dépenses reliées à la recherche et au développement 773
— destination des expéditions des manufacturiers exportateurs 782
— emplois 761, 772
— énergie utilisée 763
— évolution depuis 1975 761-762
— évolution des investissements 769
— évolution selon l'emploi 767
— évolution selon la valeur ajoutée 768
— évolution selon la valeur des expéditions de produits de propre fabrication 768
— évolution selon le nombre d'établissements 767
— évolution selon les intrants 768
— évolution selon les salaires 768
— exportations 763
— forme juridique des établissements 762, 770-771
— importance relative dans l'économie 766-767
— importance relative dans le produit intérieur brut 766
— importance relative des produits 763
— nombre d'établissements par groupe d'industries 778-779
— nombre moyen de salariés 761, 770-771
— part des intérêts canadiens et étrangers 761-762, 769
— petites et moyennes entreprises 764, 792
— principaux groupes industriels 762-763
— recherche et développement 762
— région de l'Abitibi-Témiscamingue 764, 792
— région de l'Estrie 764, 789
— région de l'Outaouais 764, 791
— région de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec 764, 791
— région de Montréal 763, 790
— région de Québec 764, 787
— région de Trois-Rivières 764, 788
— région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie 764
— région du Saguenay—Lac-Saint-Jean 764, 786
— répartition de l'emploi selon la taille des établissements 772
— répartition de la valeur des expéditions des produits de propre fabrication 777, 786
— répartition des expéditions des produits de propre fabrication 772
— ressources humaines reliées à la recherche et au développement 773
— salaires par groupe d'industries 778-779
— statistiques des principales industries 778-781
— statistiques principales par groupe d'industries 778-779
— statistiques régionales des principaux groupes d'industries 785
— structure 762-763
— taille des établissements 762
— travailleurs à la production par groupe d'industries 778-779

— valeur des expéditions de produits de propre fabrication 763, 775
— valeur des expéditions des manufacturiers exportateurs 782
— valeur des expéditions manufacturières 761, 770-771
— valeur des immobilisations 761
— valeur des principaux produits fabriqués 784
— valeur des principaux produits utilisés par les manufacturiers 783

Secteur primaire
— emplois 766
— investissements 767
— part dans le produit intérieur brut 767
— rémunération 766

Secteur secondaire
— emplois 766
— investissements 767
— part dans le produit intérieur brut 767
— rémunération 766

Secteur tertiaire
— emplois 766
— investissements 767
— part dans le produit intérieur brut 767
— rémunération 766

Sécurité de la vieillesse
— bénéficiaires 508, 544
— prestations versées 538-539

Sécurité du revenu
— aide aux anciens combattants 508
— aide aux frais de garderie 510
— aide sociale 508
— allocation de disponibilité 510
— allocations familiales 510
— assurance-chômage 509
— commission de la santé et de la sécurité du travail 510
— prestations globales versées 508
— prestations versées par les principaux programmes 538-539
— régime de rentes du Québec 509
— sécurité de la vieillesse 508
— supplément au revenu de travail 510
— système 508, 535-537

Seigle 560, 574

Service de police de la CUM
— effectif 381

Services correctionnels et de probation
— admissions 384
— ateliers de réinsertion par le travail 384
— centres d'hébergement communautaire 384
— centres résidentiels communautaires 384
— coûts moyens 416
— foyers d'accueil 384
— libérations conditionnelles 384
— ordonnances de probation avec surveillance 384
— personnes condamnées 384
— personnes prévenues 384
— travaux communautaires 384
— travaux compensatoires 384

Services correctionnels fédéraux 416

Services de garde à l'enfance 333-335, 510

Services de garde en garderie
— définition 335

Services de garde en milieu familial 333-335, 373

Services de garde en milieu scolaire 334-335, 373

Services de liberté conditionnelle 383

Services de probation 383

Services de santé, voir Santé

Services dentaires
— coûts 333

Services dentaires pour enfants
— évolution du programme 368

Services médicaux
— coûts 332-333, 363
— évolution des variables selon le mode de rémunération 361
— nombre selon l'âge et le sexe 363-364
— répartition des médecins 364-366

Services optométriques, voir aussi Programme de Services optométriques
— coûts 333, 370
— nombre de services selon l'âge et le sexe 370
— répartition des optométristes par région socio-sanitaire 371
— taux de participation selon l'âge et le sexe 370

Services pharmaceutiques
— coûts 333, 367
— évolution du programme 367-368
— nombre d'ordonnances selon le sexe et l'âge 367
— taux de participation selon le sexe et l'âge 367

Services publics
— coût 358-360

Site archéologique, voir aussi Sites patrimoniaux
— définition 472

Site historique, voir aussi Sites patrimoniaux
— définition 472

Sites historiques classés ou reconnus 467

Sites patrimoniaux
— répartition par région administrative 483

Société canadienne de métaux Reynolds 702

Société d'électrolyse et de chimie Alcan 702

Société de consommation 125-127

Société de développement de la culture et des communications 463

Société des traversiers du Québec 917

Société théâtrale 469

Sociétés de prêts hypothécaires 1051, 1072-1073, 1076-1077

Sociétés financières 1053

Soins dentaires
— bénéficiaires de l'aide sociale 369

Sommets, voir Montagnes

Sorties culturelles
— fréquentation 463-464
— répartition selon le genre de manifestation 497

Souveraineté parlementaire 67-68, 73

Spectacles
— fréquentation 463

Stations de distribution d'essence 750

Stations de radio
— caractéristiques 954-956
— chaînes autochtones 946
— nombre 946, 953
— réseaux 946, 954-956

Stations de télévision
— caractéristiques 957
— heures d'écoute 946-947, 957-958
— nombre 946, 957
— réseaux 946, 957

Stations piscicoles **468**

Stations-services
— ventes au détail 835-843

Statistique hospitalière
— comme mesure de l'état de santé 329

Statut constitutionnel
— de l'administration publique 69-70
— des tribunaux 73
— du Parlement 67-68
— du Québec 58-59

Stérilisation **80-81, 99, 101**

Subventions dans le domaine culturel
— définition 472

Succursales bancaires **1056-1057**

Suicides **272**

Superficie agricole **605**

Supplément au revenu de travail **510, 538-539, 553**

Supplément de revenu garanti **508, 544**

Sûreté du Québec
— effectif 381

Surveillance de probation
— coûts moyens 416

Syndicalisation
— effectif syndical 526
— industrie de la construction 799, 813
— salariés couverts par convention collective 526
— taux 526

Syndicat de la Côte-Nord
— industrie de la construction 813

Syndicats, voir aussi Syndicalisation
— effectif 526
— évolution 505-506
— taux 505-506

Système de sécurité du revenu **535-537**

T

Taïga **154-155**

Taux d'activité (travail) **511, 513-514**

Taux d'incarcération **383**

Taux d'intérêt
— effets sur l'économie 1141

Taux d'intérêt hypothécaires **800, 818**

Taux d'intérêt préférentiel bancaire **1141**

Taux de chômage, voir aussi Chômage

Taux de chômage
— définition 511

Taxis **911-912, 928-929**

Télédiffusion
— définitions 951

Télédistribution
— abonnés 959
— définitions 951
— réseaux 947, 959
— services offerts 947

Téléphonie
— communications téléphoniques 947-957, 960
— entreprises 948, 962
— nombre de téléphones 961

Télévision, voir Stations de télévision

Terrains de camping **878, 892**

Terrains forestiers productifs accessibles
— définition 666

Terres forestières, voir aussi Forêts
— définition 666

Terres privées
— définition 666

Terres sous juridiction fédérale
— définition 666

Terres sous juridiction provinciale
— définition 666

Territoire
— superficie 147, 159-161
— synthèse historique 37-55

Territoire agricole
— carte 575
— protection 565
— superficie de quelques grandes cultures 574

Théâtres d'été **467**

Tomates **586-587**

Tonne d'équivalent pétrole
— définition 737

Tordeuse des bourgeons de l'épinette **662, 682-683**

Toundra **154**

Tourisme international, voir aussi Voyages
— dépenses des touristes 875
— entrées au Canada par le Québec 875, 884
— moyens de transport 884
— nuitées-personnes 885
— origine des touristes 875, 884
— touristes américains 875, 883-884
— touristes européens 884
— touristes non américains 875, 883-884
— utilisation de l'automobile 875, 884
— utilisation de l'avion 875, 884
— voyages-personnes des touristes 875, 885

Tourisme interprovincial
— activités 877, 888
— dépenses 889
— destinations 888-889
— nuitées 876, 888-889

— voyages des Canadiens au Québec 877-879, 885, 889
— voyages des Québécois au Canada 876-877, 885, 889
— voyages-personnes 876, 885, 887-889

Tourisme interrégional
— dépenses 877
— destinations 877, 890
— motifs 877, 890-891
— nuitées 877
— répartition par région 877-878, 890
— voyages-personnes 877, 890-891

Traductions publiées au Québec
— répartition selon la langue d'origine 481

Transferts courants des administrations publiques
— définition 1145

Transformations de logements
— répartition des permis de bâtir par région économique 804-805

Transport aérien
— aéroports 918-919, 937
— définitions 920
— nombre de passagers 918, 937-940
— transport intérieur 918-929, 938-939
— transport international 918-919, 937, 939
— transport transfrontalier 918-919, 940
— vols nolisés 937, 939

Transport des marchandises, voir Camionnage, Transport ferroviaire, Transport par eau

Transport en commun **928**

Transport ferroviaire
— chargements de marchandises 912-913
— recettes 913, 932-933
— volume des marchandises transportées 913, 931-933

Transport par eau
— cabotage 916-917, 935
— définitions 920
— dessertes maritimes 917, 936
— nombre de transporteurs 917
— ports 913, 934-936
— recettes d'exploitation 917, 936-937
— subventions 918
— transport international 914-916
— traversiers 917, 936

Transport par pipe-line **913, 934**

Transport scolaire **911-912, 927**

Transport terrestre
— accidents de véhicules 910-911, 923-927
— autoroutes et routes 909
— définitions 920
— permis de conduire 910
— transport ferroviaire 912-913, 931-933
— transport lourd 912
— transport par autobus 911, 928
— transport par camion 930-931
— transport par pipe-line 913
— transport par taxi 911-912, 928-929
— transport scolaire 911-912, 927
— véhicules immatriculés 909-910, 921-922
— victimes d'accident 910-911, 926-927

Travail
— moyenne hebdomadaire des heures supplémentaires 508
— moyenne hebdomadaire des heures travaillées 507-508

Travailleurs à la production
— définition 765

Travaux communautaires
— définition 384

Travaux conpensatoires
— définition 384

Travaux de génie
— valeur 797, 803-804

Traversiers **917, 936**

Tribunaux
— coûts 382
— de la jeunesse 72
— fédéraux 72-73
— judiciaires 70
— nombre de dossiers ouverts 382
— québécois 71-72
— répartition des juges par région socio-sanitaire 406-407
— statut constitutionnel 73

Tribunaux civils **406-407**

Tribunaux criminels **405**

Tuyauteurs **498**

U

Unions libres **82-83, 105-108**

Unité de logement
— définition 801

Université du Québec
— diplômés 424-425

Universités, voir aussi Enseignement universitaire
— anglophones 421
— dépenses 429, 454
— effectif 423
— émission d'obligations 454
— francophones 421
— nombre selon la langue d'enseignement 434
— personnel 426, 450
— personnel féminin 427
— revenus 428

Urbanisation **47-55**

Urgence-environnement **191, 215**

Usines d'épuration **186**

Usines de pâtes et papiers
— carte de localisation des principales usines 690
— expéditions annuelles par produit et par destination 694
— liste des principales usines 691
— production annuelle par produit 694
— répartition des usines 692
— statistiques principales par province 688-689
— valeur de la production 694
— volume de production par produit et par région administrative 692

Usines de recyclage **190, 211-214**

Usines de sciage de bois
— carte de localisation 686

Usines de transformation de poissons
— répartition mensuelle de la main-d'oeuvre 652

V

Vacances-familles 878, 891

Valeur ajoutée manufacturière
— définition 765

Valeur de la construction non résidentielle
— définition 801

Valeur de la construction résidentielle
— définition 801

Valeur des expéditions de propre fabrication
— définition 765

Vasectomie 80-81, 99, 101

Veaux, voir Bovins et veaux

Végétation, voir Flore

Véhicules automobiles
— âge moyen 922
— immatriculations 909, 921
— nombre de véhicules 922
— précipitations acides 183, 185
— ventes 824-825

Ventes au détail
— définition 833
— magasins à succursales 842-843
— magasins indépendants 842-843
— région de Montréal 848-849
— répartition des ventes directes par mode de distribution 844
— valeur selon la catégorie de magasin 842-843, 848-849
— valeur selon le genre de commerce 836-841, 848-849
— variation selon le genre de commerce 835
— variation trimestrielle 835

Ventes directes
— répartition par mode de distribution 844

Vents
— précipitations acides 199

Vérificateur général 70

Verre
— récupération et recyclage 190, 211-213

Victimes d'actes criminels
— demandes de prestations 551

Vidéo-cassettes
— clubs-vidéo 950, 965-966
— magnétoscopes 949, 964
— production 950, 965
— ventes et location à domicile 949

Visons 565, 604

Volailles 564, 599

Volume marchand
— définition 666

Voyages des Canadiens à l'étranger
— âge 876, 887
— comparaisons canadiennes 876
— date des séjours 876, 887
— destinations 876, 885
— durée des séjours 876, 887
— fréquence des voyages 887
— motifs 876, 886
— sexe 887
— voyages-personnes 886

Voyages des Québécois à l'étranger
— dépenses 875-876
— destinations 875-876, 885
— voyages-personnes 875-876, 885

Voyages entre le Québec et les autres pays
— Américains voyageant au Québec 883
— Québécois voyageant ailleurs qu'aux États-Unis 883
— Québécois voyageant aux États-Unis 883
— touristes non américains voyageant au Québec 883

Voyages-personnes
— définition 882

Z

Zonage agricole 565, 605

Zones d'exploitation contrôlée 880, 898-899

Zones écologiques
— animaux à fourrure 171
— forêt feuillue 156-158
— forêt mélangée 156
— forêt résineuse 155
— superficie 160, 175
— taiga 154-155
— toundra 154

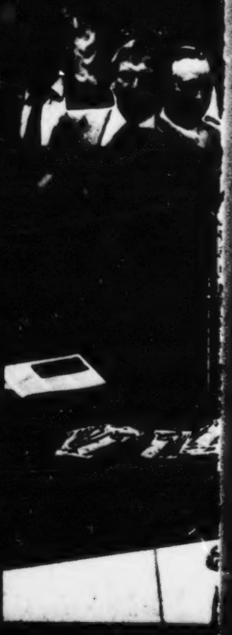
Zones forestières
— carte des zones socio-économiques 667
— définition 666

Achevé d'imprimer en janvier 1986
sur les presses de
l'Atelier des Sourds à Montréal.

La population du Quebec vieillit elle? Quelles sont les fluctuations du prix de l'essence depuis la crise du petrole? L'etat de sante de la population quebecoise s'ameliore t il? Quels sont les principaux partenaires commerciaux du Quebec? Toutes ces questions et bien d'autres trouvent leurs reponses dans *Le Quebec statistique*.

[illegible] du Quebec economique, social et culturel, *Le Quebec statistique* reunit [illegible] de donnees dans un seul volume. Du milieu physique a l'organisation politique et administrative, de la vie sociale a l'activite economique, [illegible] grands secteurs sont depeints a l'aide de statistiques accompagnees de [illegible]

[illegible]



Le Quebec statistique:
une banque de donnees qui se feuillette.

Bureau de la statistique du Quebec